*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

**№ 1** **Moscou** **30 août 1921.**

## A nos lecteurs.

Le Premier Congres Mondial de l'Internationale Syndicale Rouge a chargé le Bureau Exécutif d'éditer des Bulletins qui donneront le tableau de l'activité de l'I.S.R. et de tous les événements qui s'y rattachent. La tâche du présent Bulletin est de lier intimement les organes dirigeants de l'I.S.R. avec les masses ouvrières organisées autour de celle-ci.

Les articles dans lesquels les lecteurs du Bulletin trouveront l'exposé des vues du Bureau Exécutif sur toutes les questions intéressant profondément le mouvement syndical international permettront d'établir entre tous les militants des syndicats rouges cette unité de vues et d'actions qui est si nécessaire dans notre mouvement. Les procès-verbaux, les lettres circulaires, les rapports de nos représentants à l'étranger et la correspondance des sections nationales, - tout cela trouvera place dans le Bulletin. La deuxième chose à laquelle le Bulletin prêtera une attention particulière, c'est la lutte autour de Moscou dans les organisations syndicales des différents pays et l'attitude de la grande presse des différentes tendances à l'égard de l'I.S.R. Nos ennemis de classe beaucoup plus souvent que nos fréres de classe comprennent la signification et le rôle des organisations révolutionnaires. L'instinct de classe et la conscience de classe de la bourgeoisie ne la trompent pas et c'est pourquoi l'opinion de nos ennemis de classe sur l'activité et les tâches de l'I.S.R. trouvera une place dans notre Bulletin. Le Bulletin s'occupera très sérieusement également de l'activité de l'Internationale d'Amsterdam et des Secrétariats Internationaux. Il suffit de savoir ce que fait l'Internationale d'Amsterdam et de renseigner les autres pour se convaincre que cette organisation est non seulement inutile, mais encore nuisible. De notre côté, nous nous préoccuperons de faire connaître aux grandes masses ouvrières toute démarche, toute action et toute résolution des gens d'Amsterdam. Il va de soi que nous donnerons les renseignements non seulement sur l'activité de l'Internationale d'Amsterdam, mais aussi sur le travail des Secrétariats Internationaux et sur l'activité des champions de la collaboration de classe, dans les limites de leur patrie bourgeoise bien aimée.

En outre, l'I.S.R. donnera une chronique générale du mouvement syndical dans tous les pays, et mettera ses lecteurs au courant de toutes les décisions et actions importantes des organisations affiliées à l'I.S.R.

Le Bureau Exécutif s'adresse à tous les membres de l'I.S.R. en les priant avec insistance d'envoyer les matériaux et les documents concernant leur activité, car l'information réciproque et l'étude exacte de la situation locale sont des conditions essentielles du succès des actions internationales défensives et offensives.

*La Réd.*

## Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Onze mois seulement se sont écoulés depuis la création du Conseil International Provisoire des Syndicats Ouvriers qui avait pour but d'opposer l'idée, de la lutte révolutionnaire de classe et de la révolution sociale à l'idée, incarnée par l'Internationale d'Amsterdam, de la collaboration avec la bourgeoisie. Ces 11 mois ont été consacrés au rassemblement des forces et à la propagande. Pendant ce temps, à l'intérieur des organisations syndicales de tous les pays se sont formées des minorités considérables qui ont pris une attitude nette et énergique contre la politique des vieilles organisations syndicales. Cependant, ce mouvement révolutionnaire syndical se distinguait par une extrême variété de nuances et n'avait ni un programme, ni une tactique uniformes. Cette variété des nuances, découlant des particularités du mouvement ouvrier des différents pays, était inévitable dans la première période du travail du Conseil Provisoire. Tôt ou tard, il était nécessaire d'en finir avec cette diversité en élaborant une ligne d'action uniforme et obligatoire pour tous. La multiplicité des formes d'organisation, les nuances idéologiques et les différences de méthodes dans l'action concrète à l'intérieur du mouvement syndical révolutionnaire ont été le principal obstacle à la force agissante de ce dernier. Le mérite du 1-er Congrès des syndicats révolutionnaires a été le groupement des forces révolutionnaires isolées, l'élaboration d'une tactique unique et la création des formes d'organisation stables et achevées du mouvement syndical. Dans le processus de la lutte des différentes opinions et au prix de concessions mutuelles, la pensée collective du mouvement révolutionnaire syndical a trouvé finalement son expression précise et nette.

On a résumé au Congrès toute une époque du mouvement syndical dans l'ensemble de tous les pays en se basant sur les expériences positives et négatives du mouvement ouvrier mondial.

La résolution du Congrès sur la question des rapports entre l'Internationale Communiste et l'I. S. R. est incontestablement très importante, elle définit la position générale du mouvement international syndical futur. Le Congrès ne pouvait pas, il ne devait pas évidamment garder le silence sur cette question ou se borner à une solution équivoque. Sans tenir compte des conceptions „indépendantes" d'un certain nombre de délégués, sans tenir compte de leurs préjugés à l'égard de la „politique" et des partis politiques, le Congrès ne pouvait faire autrement que de poser catégoriquement cette question: les syndicats révolutionnaires, dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme, iront-ils la main dans la main avec l'Internationale Communiste, ou se chercheront-ils d'autres alliés? La résolution adoptée par le Congrès, tout en établissant la complète indépendance organique de l'Internationale Syndicale Rouge, souligne en même temps l'absolue nécessité de l'unité d'action et d'un contact étroit dans la lutte commune des deux organisations révolutionnaires de la classe ouvrière. La conscience de la nécessité de la formation d'un front révolutionnaire unique pour les actions offensives et défensives a amené l'écrasante majorité du Congrès, y compris les syndicalistes révolutionnaires, défenseurs énergiques de „l'indépendance" du mouvement révolutionnaire syndical, à se prononcer finalement d'une façon précise pour l'établissement de rapports aussi étroits que possible avec la III-ème Internationale Communiste, cette avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial. Ces rapports étroits, le Congrès se les représente sous la forme d'une représentation réciproque dans les organes exécutifs, sous la forme d'une coordination d'actions. En même temps, il a été reconnu désirable que la liaison entre les deux Internationales ait un caractère pratique et constant et que, de leur côté, les syndicats rouges et les partis communistes de chaque pays se rapprochent au cours de la lutte contre le capital pour l'exécution réelle des directives des deux Congrès.

Cependant, la question des rapports entre l'Internationale Communiste et l'I. S. R. n'épuise pas le problème très compliqué qui se dresse devant le mouvement révolutionnaire syndical, car il faut en outre concrétiser les tâches incombant à ce dernier et donner des indications de direction générale capables de faciliter l'accomplissement de ces tâches. Nous pouvons constater ce fait de bon augure que, dans ce domaine, une unité

de pensée presque complète s'est réalisée car les 9/10 des syndicalistes, instruits par l'expérience de la guerre et de la révolution, se sont prononcés pour la dictature du prolétariat, tout en donnant cependant à celle-ci une nuance syndicaliste.

Les débats sur la question de la „destruction", ou de la „conquête", des vieilles organisations syndicales, ont été particulièrement âpres. Aux travaux du Congrès ont participé des délégués qui ont défendu avec un grand acharnement la première méthode d'action. A leur point de vue, les vieux syndicats réformistes sont la personnification des pires maux et les „saints révolutionnaires" n'y ont absolument rien à faire. Pas de destruction, mais la conquête — ainsi en a décidé le Congrès. La décision a été prise presque à l'unanimité, contre les voix de quelques têtes échauffées, cherchant à couvrir leur pessimisme et leur impuissance avec des considérations théoriques.

La rapidité et l'intransigeance des actions des forces révolutionnaires demandent toujours une connaissance exacte des conditions et des circonstances de lutte, et une juste appréciation des forces organisées ennemies. De même, comme cela arrive sur le front de guerre, dans la lutte de classe, il ne suffit pas toujours d'attaquer, il faut aussi savoir reculer en bon ordre, d'une façon organisée. Il ne faut pas oublier aussi le facteur décisif de toute lutte: „La conquête de la sympathie des grandes masses."

L'attitude de la C. G. T. Italienne envers l'I. S. R. a donné lieu à une discussion spéciale. La résolution, adoptée comme résultat de la discussion, condamne d'une façon précise l'attitude équivoque de la C. G. T. Italienne. Cependant, quelqu'étrange que cela paraisse, il se trouve encore des organisations syndicales qui ne peuvent pas se faire à la pensée que l'Internationale d'Amsterdam, quoique dirigée par des ouvriers, par l'essence de son idéologie et de sa politique constitue une organisation antiprolétarienne. Dans ces conditions, les ouvriers ne peuvent pas se donner pour but de concilier ce qui est incompatible, ils doivent adopter une attitude nette et dire clairement quelle sera l'orientation de la centrale syndicale nationale: l'Internationale Rouge ou l'Internationale Jaune? Cependant, on doit constater que les chefs de C. G. T. Italienne n'ont pas cette compréhension de la différence entre les deux Internationales, la compréhension de la profondeur de l'abîme qui les sépare. C'est pourquoi le Congrès s'est vu dans la nécessité de réagir sur la déclaration officielle des représentants de la C. G. T. Italienne par une résolution spéciale, où il a marqué sa façon d'envisager les tâches révolutionnaires du moment actuel. Cette résolution n'est point dirigée contre les organisations syndicales italiennes, ni contre les masses ouvrières, car le Congrès se rendait parfaitement compte que le prolétariat italien et ses organisations syndicales, bien qu'ils ne soient pas rattachés à l'I. S. R. au point de vue formel, appartiennent néanmoins à cette dernière par leur pensée et par leur état d'esprit. En le soulignant dans sa résolution, le Congrès a exprimé sa conviction que le jour est proche où le prolétariat italien prendra une place honorable dans les rangs des syndicats révolutionnaires de tous les pays.

C'est avec une attention particulière que le Congrès a abordé la question de l'élaboration du „programme d'action." Ce dernier est entièrement conforme aux propositions sur la tactique adoptées par l'Internationale Communiste. Ce programme escompte réellement toute l'expérience du mouvement révolutionnaire des dernières décades. Seul un syndicat qui, en fait et non verbalement, tient compte dans la vie de ce programme d'action, peut être une partie organique de l'I. S. R. Le programme est construit entièrement sur la reconnaissance de la nécessité d'une lutte révolutionnaire directe des masses contre le capitalisme.

Les thèses sur la question d'organisation découlent logiquement des résolutions sur la tactique. Ces thèses et les Statuts de l'I. S. R. englobent tout le problème d'organisation dans son ensemble, et donnent des indications concrètes à tous les militants des organisations révolutionnaires syndicales, sur une échelle nationale et internationale. Le Corgrès a indiqué que l'organisation des syndicats suivant le principe de groupement par industrie et la création des comités d'usine et de fabrique sont le mot d'ordre du jour. Ensuite, il s'est prononcé énergiquement contre la création des syndicats de différents groupements nationaux, comme

cela se pratique par exemple en Amérique; il a donné des directives pour la fusion des groupements parallèles adhérant à l'I. S. R.

Le Congrès n'a pas pu passer sous silence la question d'actualité qu'est le contrôle sur la production. Dans le stade actuel du développement de la lutte de classe, le contrôle sur la production se présente comme une chose d'une importance pratique extrême pour les ouvriers de tous les pays. Le Congrès ne s'est pas borné à émettre des considérations abstraites sur le contrôle sur la production; dans ce domaine, il a donné aux masses ouvrières des indications concrètes.

Ainsi, le Congrès a réussi à planter les principaux jalons de l'activité future de l'Internationale Syndicale Rouge. Il a réussi à poser aux organisations syndicales des tâches révolutionnaires concrètes, à créér des formes précises d'organisation et, ce qui est peut-être plus important encore, à entraîner dans un seul courant du mouvement syndical tous les petits ruisseaux de gauche qui jusqu'à présent se prêtaient difficilement à un groupement organique. Le fait qu'après la dissolution des organisations ouvrières internationales, après la faillite idéologique et pratique des vieux syndicats, après la collaboration politique et économique avec la bourgeoisie, collaboration qui, nécessairement, a été un élément dissolvant de la conscience de classe ouvrière, le fait qu'après tout cela on a réussi, tout de même, d'unir les représentants de 17 millions d'ouvriers dans une même compréhension des tâches du moment actuel et de les former en colonnes d'assaut contre le régime capitaliste, ce fait est extrêmement important. Le mérite incontestable de Congrès a été de jeter les bases inébranlables d'une Internationale authentique de syndicats révolutionnaires. Toutes les questions qui ont formé le contenu des travaux du premier Congrès seront discutées prochainement par les organisations syndicales de tous les pays et serviront de base à une action nouvelle, révolutionnaire et unie.

Les congressistes se sont fait de très grandes concessions mutuelles au nom du triomphe de la cause ouvrière. Cependant, ils se sont mis d'accord sur cette plateforme générale de la reconnaissanoe pour tous de la nécessité de la révolution sociale, de la dictature du prolétariat et de la collaboration organique la plus étroite avec l'Internationale Communiste.

Actuellement, il est difficile, il n'est pas temps encore, d'apprécier toute la grande importance de notre 1-er Congrès. Des mois se passeront avant que ne se découvrent entièrement les résultats de notre travail et ne se montre l'influence des résolutions que nous avons prises. Mais d'ores et déjà on peut dire avec certitude que „Moscou" a accompli une grande tâche historique. Les syndicats révolutionnaires isolés, perdus dans leur petite sphère d'activité, se sont retrouvés, ont fondé un centre mondial, se sont forgé des armes et des méthodes de lutte et ont établi des conditions pour un travail révolutionnaire fructueux et créateur. C'est cela qui constitute la signification mondiale du 1-er Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

*A. LOSOVSKY.*

## Les Comités Internationaux de Propagande.

### L' organisation des Comités Internationaux de Propagande.

A Moscou, parallèlement aux travaux du Congrès Constitutif des Syndicats Rouges, tenaient leurs assises les conférences non moins importantes, peut être, sinon aussi marquantes, des représentants des Comités Centraux des syndicats russes avec les camarades étrangers, ouvriers des métiers et industries correspondants. Sur ce terrain de liaison par métier et par industrie se sont rencontrés les camarades russes et étrangers des professions suivantes: métallurgistes, mineurs, textile, transports, bâtiment, typographes, travailleurs du bois, alimentation, cuirs et peaux, habillement, travailleurs municipaux, membres de l'enseignement, chimistes, travailleurs agricoles, employés de commerce. Le point le plus sérieux de l'ordre du jour de toutes les 14 conférences était la question des relations avec les Secrétariats Internationaux existants, qui, comme l'on sait, sont affiliés à l'Internationale d'Amsterdam.

Dans sa résolution sur la question d'organisation (§ 26), analysant le caractère des Secrétariats Internationaux actuels,

le Congrès de l'I. S. R. fait remarquer que „ces organisations sont toutes marquées au sceau du réformiste et font une politique opposée à la politique de classe. Ce ne sont pas les actions révolutionaires qui font la base de leur programme, c'est la paix sociale.

Elles ont pour but non pas la lutte commune contre le capitalisme international, mais la communication mutuelle de nouvelles sur les événements dans chaque pays".

Constatant, en outre, que l'union organisée des masses prolétariennes est le point de départ du succès de la lutte des ouvriers pour la destruction du pouvoir capitaliste et que la scission affaiblit les moyens de combat des forces révolutionnaires, le Congrès, d'accord avec sa ligne de tactique générale, a adopté la résolution suivante: „les syndicats révolutionnaires doivent rester au sein des fédérations internationales pour les conquérir du dedans". (§ 27).

Cependant, comme l'on sait, l'Internationale d'Amsterdam a pris l'offensive sur ce terrain. Se chargeant de la responsabilité de la désorganisation des syndicats ouvriers, Amsterdam exige la reconnaissance absolue de son hégémonie pour pouvoir être reçu par un Secrétariat d'industrie, il a pris l'initiative de la scission en excluant des Secrétariats les syndicats sympathisant à Moscou. Malgré cette manœuvre désorganisatrice du mouvement ouvrier, le Congrès de l'I. S. R. a jugé nécessaire, que, pour assurer le triomphe final du mouvement, les syndicats révolutionnaires emploient tous les moyens pour lutter et travailler au sein des Secrétariats Internationaux correspondants. Pour coordonner cette lutte, pour révolutionnariser les secrétariats et aussi pour rassembler les forces révolutionnaires dispersées, le Congrès a décidé la fondation de Comités Internationaux de Propagande de métier et d'industrie (§ 2 ). Ces Comités „doivent dévoiler les machinations d'Amsterdam, prendre sur eux l'initiative des Congrès et conférences syndicaux, publier des brochures, toucher des cotisations, informer les syndicats révolutionnaires sur l'état des choses dans leur industrie respective, renseigner les syndicats sur toutes les grèves et les conflits, lutter contre la tactique jaune". (§ 29).

En raison de ces principes directeurs généraux, formulés au Congrès de l'I. S. R. par la pensée collective des prolétaires de toutes les professions et de tous les pays, les conférences des ouvriers groupés par industries ont posé, dans le cours du mois de juillet, les bases de toute une série de Comités Internationaux de Propagande. Plus bas nous indiquons concrètement les passages les plus intéressants de ce travail de nos camarades, où se reflète la situation des différentes industries représentées.

## Bâtiment.

La création de l'état-major des ouvriers du Bâtiment a son histoire propre. En 1919 le Comité Central du Syndicat du Bâtiment de Russie avait proposé aux organisations similaires d'Europe et d'Amérique de déléguer leurs représentants à son 2ème Congrès Panrusse, pour s'entendre sur les formes de l'organisation internationale et les méthodes de lutte à employer. Bon nombre d'organisations répondirent à cet appel. En février 1920 le Secrétariat International des Ouvriers du Bâtiment à Hambourg proposa au Comité Central d'adhérer à l'Internationale actuelle des ouvriers du Bâtiment, mais ne fit rien pour faciliter aux délégués russes le passage en Allemagne (1920). Par contre, la presse bourgeoise jaune de tous les pays nous informa que le Bureau de l'Internationale du Bâtiment avait décidé que le Syndicat Russe du Bâtiment ne serait admis qu'à la condition qu'il reconnaîtrait la direction de l'Internationale d'Amsterdam. En mars 1921 le Comité Central du Bâtiment (Russie) exigea la convocation d'un congrès international du Bâtiment pour y débattre la question de la réorganisation de l'Internationale du Bâtiment. Dans les trois mois qui suivirent, Amsterdam ne daigna pas répondre. Les conférences de Moscou réunirent les camarades de Russie, d'Allemagne, de France, d'Espagne, de Hollande, de Suisse, de Bulgarie et de Pologne. Les informations fournies par ces délégués sur le mouvement syndical parmi les travailleurs du Bâtiment dans les différents pays ont démontré que l'Internationale de Hambourg traverse actuellement une periode critique. Elle compte dans ses rangs 600.000 ouvriers, mais si l'on prend en consideration que le Syndicat Allemand qui y adhère et qui compté près de 40.000 membres, est dans sa majorité mal disposé à l'égard du Sécretariat jaune,

il ne reste que la moitié du chifire donné. En France, le dernier congrès s'ést déclaré à une majorité écrasante en faveur de l'adhésion à Moscou. En Suisse, les ouvriers deviennent de plus en plus hostiles à l'organisation de Hambourg. En considérant le fait que les ouvriers du Bâtiment d'Amérique, de Russie, d'Espagne, des Pays balkaniques et autres, n'entrent pas dans la Fédération de Hambourg, il faut reconnaitre qu'en réalité l'Internationale du Bâtiment n'existe pas, et qu'il est nécessaire de la créer. Hambourg convoque pour septembre un Congrès du Bâtiment. Ainsi, la tâche qui s'impose à nous est de préparer la conquête de la majorité de ce Congrès. La proposition du Président du Syndicat National du Bâtiment Russe, le camarade Sapronow, de former un Bureau d'organisation et de propagande, est acceptée à une majorité de treize voix contre une. Le Bureau se compose de sept membres: de deux représentants de la Russie, et de ceux de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie.

La tâche principale du Bureau est, suivant les directives de la conférence, de dévoiler la politique anti-prolétarienne d'Amsterdàm et de Hambourg, aiusi que de créer l'union et l'organisation des ouvriers du Bâtiment sous le drapeau rouge du communisme. Pour atteindre ce but, le Bureau met en devoir les organisations révolutionaires de prendre une part active au Congrès du Bâtiment, convoqué par les gens de Hambourg. Le Bureau confirme l'obligation pour les organisations adhérent à Hambourg et partageant les idées de l'Internationale Rouge, de ne pas produire de scission dans le mouvement. Au cas où les révolutionaires ne seraient pas admis au Congrès de Hambourg, les conséquences qui en découlent en seront tirées.

### Livre.

Le Comité du Syndicat National du Livre (Russie) a organisé des séances conjointes avec les réprésentants étrangers pour traiter la question des rapports internationaux entre les ouvriers révolutionnaires du Livre. Les représentants d'Allemagne, de France, de Suisse, d'Autriche, de Danemark, de Bulgarie, de Tchéco-Slovaquie, d'Espagne, de Hongrie, de Norvège, de Suède et de Roumanie, y ont pris part. Des informations échangés entre tous ces délégués il apparait que la Centrale Allemande du Livre est jaune. A Leipzig, Berlin et Stutgadt les syndicats révolutionnaires ont fondé le „bloc graphique", qui édite son propre journal. Ce bloc forme une sorte de fraction au sein du vieux syndicat. En France, après la démission du réformiste Kepfer, Secrétaire du Livre, le syndicat est devenu rouge en fort peu de temps, et actuellement il est en train de devenir véritablement communiste. Actuellement on compte sur 20.000 ouvriers typographes organisés environ uu tiers de communistes. Parmi les ouvriers autrichiens, le nombre des communistes n'est pas élévé, mais leur influence augmente sensiblement. Un rôle actif est joué par les ouvriers communistes danois. Dans les syndicats de métier de la Suisse la situation des ouvriers est beaucoup plus pénible qu'en Allemagne et en Autriche. En Espagne, le nombre des typographes s'élève à 80.000 dont les deux tiers sont composés de révolutionnatres.

A la clôture de la Conférence du Livre fut organisé un Comité d'Action et de Propagande pour maintenir en contact les organisations nationales et pour ébranler l'influence des chefs syndicaux opportunistes. Le Comité siège à Moscou. Un représentant responables est élu pour chaque pays. Le comité doit veiller à la publication, en 4 langues, d'un bulletin d'information. L'on a décidé également de proposer aux syndicats d'organiser, dans leur pays, une journée d'opposition et de demander aux syndicats d'envoyer des rapports mensuels sur leur activité au Bulletin d'information.

Le travail préparatoire du Congrès de Vienne du 5/9/21, sera confié à la délégation russe, ainsi que la direction de la fraction réunissant les représentants des syndicats révolutionnaires et des groupements minoritaires. Le Secrétariat du Comité est formé de trois camarades: Devichev et Meller (Russie), Dmitrov (Bulgarie).

### Industrie du Bois.

Les ouvriers du Bois ont fondé, à leur conférence, (à laquelle prenaient part les délégués de Russie, de France, d'Allemagne, de Suisse, de Théco-Slovaquie, de Bulgarie, de Yougo-Slavie), un Comité

International de Propagande. Le Bureau est formé des camarades Cabanof et Isakof (Russie). Le Comité siège à Moscou. Suivant ses Statuts ce Comité est fondé dans le but:

a) d'organiser et de grouper les syndicats et les groupes minoritaires dont le but est la lutte révolutionnaire de classes.

b) de mener par tous les moyens possibles, au sein des syndicats de tendances réformistes, une vigoureuse propagande de la lutte révolutionnaire en faveur de la dictature prolétarienne.

Conformément aux décisions de la conférence, le Comité de Propagande a déjà publié un appel aux ouvriers du Bois de tous les pays, les invitant à participer à la lutte révolutionnaire pour l'avènement de la dictature prolétarienne et le renversement du capital. L'appel est signé par les camarades: Cabanof, Isakof (Russie), Liste, Stetter, Stutz, (Allemagne), Wagner, (France), Strain (Angleterre), Reichman, Wyss (Suisse), Neubauer (Tchéco-Slovaquie), Madsen (Danemark), Wassiljeff (Bulgarie), et Predonevitch (Yougo-Slavie).

### Alimentation.

Aux conférences organisées par les représentants du Comité Central, assistent, outre les camarades russes, les représentants des pays suivants: Allemagne (syndicat des ouvriers de l'Alimentation, syndicats des ouvriers des Brasseries et des ouvriers meuniers, syndicat des ouvriers du Tabac, des garçons d'hôtel), Suisse, Yougo-Slavie (Alimentation et Tabac), Bulgarie (Tabac), Espagne (boulangers, Alimentation et Tabac).

Les camarades échangèrent les renseignement tirés de la lutte contre la bourgeoisie des différents pays et contre les dirigeants réformistes. Il est intéressant de noter dans le rapport du camarade berlinois Riegel, le fait qu'un processus de fusion s'est accompli au sein des syndicats de métier de l'Alimentation. Par exemple, la fusion des ouvriers meuniers, boulangers et des brasseries, doit avoir lieu. Le syndicat ainsi formé attirera naturellement à lui les petits syndicats. Les fonctionnaires syndicaux s'opposent généralement à cette fusion. En même temps le camarade Riegel constate que l'exclusion des communistes n'a pas eu lieu sur une grande échelle, mais que presque tous les statuts prévoient celle des membres qui, par une activité pernicieuse, pourraient léser les intérêts des syndicats en question. Par suite de l'application de cet article des statuts, 5 communistes ont été exclus.

A la clôture de leurs travaux, les camarades de l'Alimentation ont voté à l'unanimité la fondation d'un Comité de Propagande avec un Bureau ayant à sa tête trois camarades. Des bureaux de propagandes sont en train de s'organiser dans différents pays.

Le Secrétariat du Comité de Propagande est composé comme suit:

Deux membres russes et un pour chacun des pays suivants: Allemagne, Yougo-Slavie et Espagne.

La section des ouvriers du Tabac a trois membres: (Russie, Allemagne et Bulgarie). La section de l'Alimentation se compose de deux membres (Russie et Allemagne). La Suisse est comprise dans le rayon d'action du Bureau de Propagande allemand. Le représentant d'Espagne est chargé de se mettre en contact avec le Portugal et la France. Font partie du Secrétariat les camarades Riegel, Henkel, Firnbach, (Allemagne), Chuchkanitch (Yougo-Slavie), Everisto (Espagne), Vanguelof (Bulgarie). Le Secrétariat recevra sous peu une plus large extension.

### Cuirs et Peaux.

Les ouvriers russes des peaux et cuirs ont tenu deux conférences avec les délégués du Congrès. L'Allemagne, la Yougo-Slavie et la Bulgarie, y ont été représentées. Deux points de vue ressortent des rapports entendus. Le premier consiste dans l'idée de la création d'un Bureau spécial pour préparer et mener la lutte contre l'Internationale des Peaux et Cuirs de Berne. L'on proposa que cette tâche soit faite par la Section Internationale du Syndicat National des Peaux et Cuirs de Russie. La conférence juge nécessaire d'engager le Comité Central du syndicat russe à servir de centre idéologique au mouvement des ouvriers rouges des Peaux et Cuirs.

Les camarades russes doivent se mettre en contact avec les éléments révolutionnaires des syndicats occidentaux et renforcer leur cohésion. En autre, il est décidé que dans le but d'utiliser tous les moyens propres à établir des relations suivies entre la Centrale russe et les syndicats des Peaux et Cuirs de l'Europe

Occidentale, pour révolutionner et fortifier les éléments de gauche, le Comité Central des Peaux et Cuirs de Russie enverra une délégation au Congrès International des Peaux et Cuirs. Ceci dans le but de centraliser l'opposition et de dévoiler aux ouvriers des Peaux et Cuirs du monde entier le réformisme pernicieux des chefs du Secrétariat International (Simon et Co.)

Cette décision des ouvriers russes avait été précédée par leur radio, laissé sans réponse, aux Secrétaires Généraux des Secrétariats Internationaux des Peaux et Cuirs, des cordonniers et des selliers. Ce radio parlait de la convocation à Moscou du congrès international des ouvriers de ces industries pour décider la question capitale de savoir quelle serait l'orientation à suivre et les méthodes de lutte à employer contre le capital.

Aucune réponse ne fut reçue.

## Les Travailleurs des Transports

Poussés par la crise économique mondiale, les capitalistes s'efforcent de sauver leurs bénéfices en réduisant les salaires des travailleurs des Transports, d'où toute une série de grèves déclenchées dernièrement sur terre et sur mer. Leur envergure énorme et l'acuité exceptionnelle de la lutte demandaient une direction très ferme et une entière coordination des mouvements offensifs et défensifs des travailleurs des Transports de tous les pays. Or, le Congrès International des Transports, tenu à Genève, en avril de l'année courante, porte l'empreinte de la collaboration des classes, de la recherche des voies d'entente avec la bourgeoisie. L'union allemande ne fut admise que sur sa déclaration d'hostilité à l'égard de Moscou. Les représentants du Comité Central des Transports de Russie et du Conseil International Provisoire se voient refuser l'entrée. On décida, il est vrai, la nationalisation de tous les moyens de transport, mais c'était le moment quand les dirigeants des transports anglais trahissaient le mouvement des mineurs dans leur pays en refusant de soutenir leur „revendication extrémiste" de nationalisation des mines. Par contre, à Moscou, en avril et mai de l'année courante, ont eu lieu plusieurs conférences des représentants des Transports russes et de leurs camarades de l'Europe Occidentale, qui aboutirent à l'organisation d'un Comité d'Initiative qui publia un appel aux marins du monde entier pour les inviter pour le I-er Août au Congrès mondial des marins à Pétrograd. Mais le fondement véritable de l'unité des travailleurs rouges des Transports de tous les pays fut posé aux conférences de délegués des Transports au I-er Congrès des Syndicats Rouges, tenues les 18, 20, 21 Juillet. Y assistaient 22 délégués représentant la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne, la Bulgarie, la France, l'Italie, la Hollande, les Indes Hollandaises, la Géorgie, l'Angleterre, l'Amérique. A cette conférence fut fondé un „Comité de Propagande" composé de neuf membres, savoir: Farbig et Baumann (Allemagne); Rieger, candidat; Sirolle (France); Messiano (Italie); Tupel (Pays Scandinaves); Khein et Sadovsky (Russie). Dans son appel aux travailleurs des Transports du monde entier, le Comité indique les tâches fondamentales que doivent aborder les éléments révolutionnaires des ouvriers des Transports: „Tout en restant, conformément à la décision du I-er Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, au sein des vieux syndicats, il est nécessaire de révolutionner les larges masses ouvrières qui y sont organisées, d'unir les ouvriers sur le terrain de la lutte quotidienne pour les revendications révolutionnaires autour de nos devises de la lutte de classe contre la bourgeoisie, et de transformer ainsi les Syndicats en une arme puissante de la révolution sociale".

Le Comité de Propagande des Transports a commencé son activité en participant à la conférence des marins tenue à Moscou en Août dernier (Voir ci-dessous „La conférence des Marins tenue à Moscou").

## Les Métallurgistes.

Les métallurgistes russes, conjointement avec les métallurgistes rouges de France, d'Allemagne, d'Amérique, de Suisse et d'Autriche, réunis en séance les 14, 16, 18 Juillet avaient débattu les questions concernant l'attitude à prendre vis-à-vis du Secrétariat International des Metaux et les tâches tactiques immédiates. L'information réciproque démontre qu'en France l'action des éléments révolutionnaires de la Fédération des Métaux pour entraîner les métallurgistes dans la voie de la lutte de classe, est mécaniquement entravée par

les majoritaires réformistes.

Le délégué allemand, Liberosch, constate, entre autres, que les conséquences de la guerre obligent les ouvriers d'Allemagne de mener une lutte particulièrement opiniâtre pour obtenir des conditions de vie satisfaisantes. Dans ces conditions la fondation d'organismes parallèles, divisant les forces du prolétariat, est extrêmement nuisible. Il faut tendre au contraire, à une concentration maxima de toutes les forces de la classe ouvrière au sein des vieux syndicats, il faut arracher aux dirigeants réformistes les masses métallurgistes syndiquées. En Autriche, comme l'affirme le camarade Wyss, la lutte entre la bureaucratie réformiste des syndicats et l'opposition a pris une forme particulièrement aiguë. On procède à l'exclusion des éléments révolutionnaires. Le métallurgiste américain Borden déclare que sur les deux millions de métallurgistes des Etats-Unis, 600 mille seulement sont organisés, 500 mille font partie des syndicats adhérant à la réactionnaire Confédération Américaine du Travail. Les conditions du travail sont bien pénibles et la situation devient toujours plus difficile. Les années 1920 et 1921 sont caractérisées par un mouvement persistant de grèves monstres. Une activité persévérante, menée sur une large échelle, est nécessaire pour préparer les masses à comprendre la signification sociale de la lutte cruelle qu'elles mènent tous les jours, avec tant d'abnégation, dans les Etats de la „Grande Démocratie Américaine", sans s'élever cependant à la compréhension de la nécessité d'abattre le pouvoir même du capitalisme.

Le rapport du Boms (Suisse) montre que sur 80,000 métallurgistes 30,000 environ, se sont prononcés pour Moscou. Les sympathies pour Moscou ne peuvent que s'accroître si l'on prend en considération ce fait que la lutte économique en Suisse est bien âpre à l'heure actuelle et que les dirigeants syndicaux, nourris des principes de la collaboration de classe, affaiblissent le mouvement offensif des masses qui luttent pour leurs intérêts vitaux.

Les camarades russes ont exposé aux délégués étrangers les mesures prises par eux pour entrer dans la famille internationale des ouvriers métallurgistes en adhérant au Secrétariat International des Métaux. Mais la main tendue par eux n'a pas été accueillie cordialement. Il fut répondu à la dépêche du camarade Chliapnikof, président au Syndicat russe des Métaux, envoyée le 20/IV 1921 et annonçant le desir du Syndicat russe d'adhérer au Secrétariat International et de participer au Congrès du Lucerne du 26/IV, que la collaboration des russes avait été reconnue indésirable, car „les camarades russes, dont la majorité ne se rend pas compte des conditions politiques et économiques de l'Europe Occidentale, ne font que provoquer par leur tactique des scissions parmi les ouvriers organisés".

Les conférences de Moscou ont abouti à la création d'un „Comité International de Propagande" dont le but est, conformément à la résolution adoptée par la conférence, „l'explication de la nécessité de la révolution sociale et de l'instanration pour la période transitoire de la dictature du prolétariat. Le Comité agit dans le sein des Syndicats des Métaux en dénonçant les idées anti-prolétariennes et anti-révolutionnaires de la collaboration de classe prêchées par les chefs syndicaux. En même temps l'idée de la destruction des Syndicats groupant les masses doit être énergiquement combattue." Cette résolution est signée par les représentants russes (Fedorof, Janson), autrichiens (Wyss) français (Gay, Glossman, Labonne), allemands (Malzahn), suisses (Boms, Goubacher, Bruner, R. Muller), américains (c. Borden, Flynn; Wells), anglais (Murphy).

Le Secrétariat du Comité International de Propagande se compose des représentants de la Russie (3), Allemagne (1), Angleterre (1), France (1), Amérique (1), Pays-Scandinaves (1). Le premier pas du Comité International de Propagande a été la publication d'un appel aux ouvriers métallurgistes du monde entier.

Ci dessous nous donnons quelques notes sur le sort de la délégation des métallurgistes russes, envoyée à Lucerne, au Congrès International des Métaux.

**La Conférence des Marins tenue à Moscou.**

Au début de l'année courante, le Comité Central du Syndicat National des Transports de Russie, conjointement avec quelques camarades marins étrangers, avait

formé un groupe d'initiative pour organiser et convoquer un Congrès International des Marins. Un manifeste fut lancé et un appel publié dans l'organe du Comité Central des Transports et dans la revue berlinoise "L'Internationale Syndicale Rouge". Le travail était mené en vue de la création de l'Internationale des Marins.

Après l'entrée en fonctions du camarade Losovsky, appelé au poste de Secrétaire Général du Conseil International Provisoire et en corrélation avec l'intensification de l'activité de ce dernier, à la veille du Congrès des Syndicats Rouges, un nouveau point de vue sur le Congrès des marins s'était dessiné. D'un côté, la force numérique et l'importance des organisations, appelées à servir de base à la future Fédération Internationale des Marins, avaient été reconnues insuffisantes pour la création d'une telle organisation, et d'autre part une question de principe s'était posée: pouvait-on admettre la création d'une Internationale des marins, isolée du syndicat des travailleurs de tous les genres de transport. Etant donné ces considérations, le Conseil Provisoire se vit obligé d'ajourner la convocation du congrès des marins jusqu'à la fin du I-er Congrès des Syndicats Rouges.

Il est à noter que l'esprit corporatif est très puissant encore parmi les marins. Révolutionnaires admirables, ayant depuis longtemps rompu avec toutes les traditions du patriotisme, ce qui s'exlique par leurs voyages constants dans tous les pays, ils sont, par cette même raison, détachés des ouvriers de leurs pays et tendent toujours à s'isoler dans des organisations spéciales.

Cependant, la lutte de classe contemporaine exige des formes d'organisation basées sur le groupement d'industrie, sur un contact étroit avec le mouvement ouvrier tout entier, sur une discipline de classe et une compréhension nette des buts à poursuivre. Une organisation séparée des marins ne peut satisfaire à ces conditions. Si H. Wilson représente encore maintenant les marins anglais, malgré son esprit réactionnaire, cela s'explique par le fait que les 5/6 des marins sont dispersés dans tous les coins du monde, et qu' un petit groupe de privilégiés, la crème du syndicat, peut parler en leur nom*) C'est par ce fait que s'explique l'aspiration des marins révolutionnaires à l'union avec les syndicats importants des travailleurs des Transports, qui leur assureraient un appui permanent dans tous les pays du monde.

La conférence de Moscou des 10-12-VII-1921 a montré avec une évidence particulière que l'esprit sain de la révolution l'emporte parmi les marins sur l'esprit corporatif. A l'exception des représentants de l'Union Allemande des Marins (qui compte 6000 membres) et de l'Union Générale Ouvrière Allemande (qui compte 650 marins) tout le monde a voté pour les résolutions du Comité de Propagande des Transports. Les représentants des pays suivants ont pris part au travaux de la conférence: Russie, Allemagne, Australie, Amérique du Nord, Argentine, France, Finlande. En ouvrant la séance, le cam. Sirolle, président, propose que le congrès des marins, fixé pour le premier août à Pétrograd, vu l'insuffisance des organisations représentées, soit considéré comme une conférence des marins et des représentants du Comité International de Propagande des Transports et propose au nom de la conférence préliminaire l'ordre du jour suivant:

1. L'Internationale Syndicale Rouge et les comités de propagande.
2. Les rapports des marins de tous les pays.
3. Le Comité International de Propagande des Travailleurs des Transports et les tâches des marins.

Le Camarade Sirolle invite les assistants à se baser sur les décisions du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge pour fixer les tâches et élaborer la tactique à adopter vis-à-vis des marins pour les conquérir à la révolution sociale universelle.

---

*) Le justesse de ce point de vue est confirmée par la conduite recente de H. Wilson et de sa bande de chauvins. Suivant l'information des journaux français, "La Journée Industrielle" du 3/VIII et le "Temps" du 4/VIII de l'année courante le Syndicat de Wilson aurait décidé de quitter la Fédération Générale des Travailleurs des Transports sous le prétexte que cette dernière avait lésé les intérêts des marins, s'étant usurpé le droit de déclarer la grève dans referendum. Le motif réel de cette sortie, c'est, d'après la "Journée Industrielle", le fait que Wilson est mécontent de "l'esprit révolutionnaire" du Secrétaire Général de la Fédération, Robert Williams. S'il est révolutionnaire, celui-ci, nous pouvons en juger par l'expérience de la grève des mineurs, récemment achevée.

Après le discours du camarade Barker (Argentine), protestant contre la proposition de transformer le congrès en conférence, car un travail préparatoire considérable a été accompli dans tous les pays parmi les marins et il serait dommage de le laisser inutilisé, la parole passe au camarade Losovsky.

On nous accuse, dit le cam. Losovsky, de ne pas vouloir créer une Internationale à cette séance; mais si vous envisagiez sérieusement cette tâche — vous seriez forcés de reconnaître, que notre attitude serait assez équivoque, dans le cas où nous consentirions à nous engager dans cette voie. De toutes les organisations des marins nous ne voyons représentés ici que le petit syndicat des marins allemands, l'Argentine et la Finlande; que sont-ils, comparés aux organisations gigantesques des marins, qui sont encore sous la domination de H. Wilson? Un travail préalable énorme doit être effectué avant d'aborder l'organisation des unions internationales. De plus: l'idée de l'organisation d'une Internationale séparée des marins est condamnée par notre résolution du Congrès des Syndicats Rouges, qui dit que, sur l'échelle nationale aussi bien qu'internationale, nous devons poursuivre la fondation de syndicats d'industrie. Alors que la Fédération Internationale des Transports, affiliée à Amsterdam, met à l'ordre du jour la question de la fusion de tous les genres des transports, quand plusieurs pays possèdent déjà des syndicats fusionnés, quel droit avons nous de prendre des décisions contraires à nos principes et de créer des organisations corporatives? On va nous dire que nos décisions du Congrès sont faites pour l'exportation, pour autrui, et que nous mêmes, nous nous en passons fort bien, quand cela nous semble utile. Vous comprenez sans doute, que la responsabilité pour toutes les décisions de cette conférence retombera sur l'Internationale Syndicale Rouge, et nous ne pouvons, nous ne devons pas courir le risque de passer pour des gens sans principes.

De leur côté, les camarades Rieger (Union des Marins Allemands) et Tom Barker croient que notre réunion est suffisament nombreuse pour être en droit de précéder à la création de l'Internationale Rouge des Marins.

Les camarades Smith et Caise (Australie) déclarent, qu'étant délégués au congrès des syndicats rouges, ils ne savent pas s'ils ont le droit de représenter leurs mandants au congrès des Marins.

Sur la proposition de Losovsky on adopte la résolution suivante: „1) Considérer l'assemblée réunie à Moscou comme une conférence des marins et du Comité de Propagande des Transports. 2) Accorder deux voix délibératives à chacune des organisations représentées (Allemagne, Australie, Argentine, Amérique, Russie), donner au Comité International de Propagande cinq voix délibératives. 3) Nommer un Secrétariat de deux camarades pour les langues allemande et anglaise et une commission des mandats composée de trois camarades de Russie, d'Allemagne et d'Australie".

Sont élus membres du secrétariat les camarades Rieger (Allemagne), T. Barker (Argentine); membres de la commission des mandats Rieger (Allemagne), Caise (Australie), Bleiss (Russie). On adopte l'ordre du jour de la conférence, proposé par Sirolle.

Le camarade Losovsky présente un rapport sur la question de "l'Internationale Syndicale Rouge et les comités internationaux de propagande". En abordant la question de l'organisation des masses révolutionnaires, dit-il, nous avons décidé, de construire nos organisations horizontalement et verticalement. Certains syndicats d'industrie russes avaient depuis longtemps projeté de former des organisations internationales groupant des branches d'industrie, pour combattre les Secrétariats Internationaux, affiliés à l'Internationale d'Amsterdam. Pendant le Congrès, quand les délégués de près de 40 pays se sont trouvés en présence, nous avons décidé, après une délibération approfondie, d'organiser des comités de propagande d'industrie. Certaines branches d'industrie étaient si bien représentées que des camarades ont eu le désir de créer, en se basant sur elles, des organisations internationales. Nous n'avons pas pu l'admettre. Premièrement, parce que les branches d'industrie les mieux représentées au congrès ne constituent pas une force suffisante, capable de faire concurrence aux Secrétariats d'Amsterdam; deuxièmement, si même nous avions créé deux ou trois de ces groupements, les autres branches d'industrie représentées d'une

façon relativement faible seraient restées en dehors des organisations. C'est pourquoi nous avons décidé de créer un type unique d'organisation internationale propre à englober toutes les branches d'industrie." Le camarade Losovsky dit que le comité de propagande des ouvriers des transports constitue, un exemple éclatant. "Nous avons avec nous d'assez solides organisations, dit-il. Les cheminots, les dockers et les ouvriers des ports en France sont pour nous. En Italie, les cheminots et une grande partie des marins, ensuite, en Argentine, en Norvége, en Suède, en Hollande, en Yougo-Slavie, en Bulgarie, nous avons aussi avec nous une grande quantité d'ouvriers des transports. Cependant, si tous ces partisans de notre organisation représentent une force assez appréciable par eux-mêmes, ils ne représentent pas une force suffisante en comparaison de la Fédération d'Amsterdam, comptant trois millions et demi de membres. Après trois, quatre ou six mois de travail, il apparaîtra si nous pouvons commencer à organiser telle ou telle branche d'industrie, sur le plan international, et convoquer, si besoin est, des congrès et des conférences. Au cours du Congrès de l'I. S. R. on a convoqué des conférences de délégués étrangers de certaines branches d'industrie, d'accord avec le Comité Central des Syndicats d'Industrie russes. On a créé 14 comités de propagande. Si, au congrés, sur nombre de questions de principe, poursuit le camarade Losovsky, nous avions des désaccords, des discussions au sein des différents groupes et tendances, sur la question de l'organisation des syndicats d'industrie, nous n'avions aucun point litigieux, l'utilité des syndicats d'industrie paraissait être aux yeux de tous une vérité élémentaire. En Europe Occidentale et en Amérique, grâce à toute une série de causes, nous voyons encore des organisations corporatives. En Allemagne, jusqu'à présent encore, il existe 52 syndicats nationaux, dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord le nombre des syndicats est de 112, en Angleterre il est encore plus grand. Même en Russie, nous n'avons pas pu, jusqu'à présent, réduire le nombre de nos groupements d'industrie à une certaine norme. Maintenant encore, nous avons 23 syndicats d'industrie, et la réduction de ce nombre est encore à faire.

Au congrés des conseils ouvriers à Berlin, on a proposé de réduire à 12 le nombre des unions nationales d'industrie. Cette tendance est très compréhensible. Il est question de l'organisation de la production: or la production ne peut être organisée que par une fédération syndicale groupant tous les ouvriers d'une industrie donnée. Notre tâche, la tâche de la création des fédérations internationales d'industrie, consiste à créer ces dernières suivant le dernier mot de là théorie et de la pratique du mouvement syndical. Nous devons apporter dans l'esprit des ouvriers arriérés des idées d'organisation nouvelles. Les comités internationaux de propagande sont contruits suivant ce principe. Tous ces comités travaillent d'accord avec l'Internitionale Syndicale Rouge en utilisant son appareil technique aussi bien au centre que sur place. Et nous songerions à renoncer à nos principes et décisions essentiels. Cela signifierait pour nous une défaite complète. Par ce fait nous aurions éloigné de nous les ouvriers les plus révolutionnaires.

Le rapport du camarade Losovsky provoque des débats très animés, au cours desquels toute une série d'orateurs prennent la parole. Les camarades Schneider, Bittner, Gisler et autres, proposent de retenir le rapport du camarade Losovsky à titre d'information. Cette proposition est acceptée.

A la deuxième séance de la conférence. le camarade Bleiss fait un rapport au nom de la commission des mandats. Les organisations suivantes sont représentées à la Conférence: L'Union Allemande des Marins (camarades Rieger, Bittner, Giseler), L'Union Générale Ouvrière Allemande (camarade Disch), l'Union Argentine des Marins et I. W. W. (camarade Tom Barker), l'Union australienne des Transports et des Marins (camarades Smith, Caise et Kelly), les Ouvriers Industriels du Monde d'Amérique (I. W. W.—camarade Williams), Centrale des Transports de Russie (camarades Korolev et Bleiss.) Chacun de ces pays a droit à deux voix délibératives, le Comité de Propagande des Ouvriers des Transports dispose de 5 voix délibératives. En tout 5 0,000 marins organisés sont représentés, y compris les 356.000 marins de Russie.

La Conférence donne une voix délibérative aux camarades Marx (Nouvelle-Zé-

lande) et Millberg (Finlande) l'assistant à la conférence sans mandat spécial.

Après avoir ratifié le rapport de la commission des mandats, la conférence envoie un message aux marins de Russie, d'Allemagne, d' Argentine, de Nouvelle-Zélande et de Finlande.

La Troisième journée de la Conférence est consacrée au troisième point de l'ordre du jour, c'est à dire à la question du Comité International de Propagande.

Au nom du Comité International de Propagande des Transports, le camarade Sirolle propose à la conférence d'adopter le point de vue exposé dans le rapport du camarade Losovsky. D'un côté, il est clair que l'on ne peut pas créer des organisations internationales des marins séparées, car ce serait enfreindre les résolutions et les décisions du Congrès International des Syndicats Rouges. D'un autre côté, la tentative de créer une Internationale des Transports capable de faire contre-poids au Secrétariat des Transports d'Amsterdam déjà existant, cette tentative serait considérée comme peu sérieuse par la partie révolutionnaire du prolétariat. Les organisations représentées ici sont trop peu nombreuses, leur poids intrinsèque parmi les ouvriers des Transports de tous les pays est trop insignifiant pour qu'on puisse créer, ici même, à Moscou, une puissante organisation. La seule chose qui serait à faire, ce serait d'étendre l'activité du Comité International de Propagande des Transports, d'attirer dans ce travail les camarades délégués à cette conférence et d'intensifier le travail d'agitation et de propagande des idées de la lutte de classe. Au nom du Comité, le camarade Sirolle propose de mener la discussion dans cette direction.

Des débats animés suivent le discours du camarade Sirolle. Les camarades Rieger, Giseler Bittner, Barker, Millberg et Williams défendent avec ardeur le droit pour les marins de créer une Internationale séparée. Par contre, les camarades Mayer, Hollert, Sirolle, Khein, Tchernysky, Smith, Caise, Marx et Chapiro défendent le point de vue du Comité International des Transports. On met aux voix deux motions: celle du Comité International des Transports et la résulution signée par les camarades Disch et Rieger.

## Résolution du Comité International de Propagande des Ouvriers des Transports.

Après avoir entendu les rapports et les débats sur le troisième point de l'ordre du jour: „Le Comité International de Propagande des Transports et les tâches des marins", la Conférence des marins et des représentants du Comité de Propagande des Transports décide: 1) D'élire une commission de trois camarades chargés de la rédaction d'un appel aux marins de tous les pays. Cet appel devra exposer les décisions de la Conférence et expliquer les tâches et la signification du Comité International de Propagande des Transports. 2) Tous les participants de la Conférence qui ne font pas encore partie du Comité de Propagande des Transports entrent automaquement dans ce Comité et, suivant les indications du Bureau du Comité et de son Secrétariat à Moscou, peuvent agir au nom du Comité dans leur pays. 3) D'élire trois membres au Bureau de Propagande. Ces trois camarades seront tous marins et l'un d'eux restera ici pour s'occuper des affaires courantes et de la propagande parmi les marins. 4. De proposer au Bureau de Propagande des Transports de s'occuper d'un travail d'agitation et de propagande spécial parmi les marins en prenant en considération toutes les particularités des organisations des marins. 5) D'organiser un Bureau de Liaison et d'Information du Comité de Propagande des Transports dans les principaux ports. Ce bureau cherchera à satisfaire les besoins et à défendre les intérêts de tous les ouvriers des Transports, et en particulier ceux des marins de tous les pays. 6) Le Bureau de Liaison travaille sous la direction immédiate des membres du Bureau de Propagande, lequel reçoit ses directives et mandats du Secrétariat Général de l'I. S. R. et du Secrétariat du Bureau de Propagande des Ouvriers des Transports. 7) Tout le travail que les membres du Comité et du Bureau accomplissent dans les différents pays doit être fait en contact étroit et sous le contrôle des délégués généraux de l'I. S. R. et des syndicats ouvriers des Transports si ces derniers sont membres de l'I. S. R."

Dans la résolution proposée par les camarades Disch et Rieger au nom de

l'Union Allemande de Marins et de l'Union Générale Ouvrière Allemande, il est constaté: 1) que les particularités de la vie et du travail des marins exigent une certaine infraction aux principes des syndicats d'industrie; la conférence décide que tous les membres de la Conférence ayant voix délibérative entrent au Comité de propagande des Transports; 2) que trois représentants des marins doivent être délégués par la conférence au Bureau du Comité pour un travail permanent, trois camarades dont l'un soit russe et deux autres étrangers; 3) que dans les grands ports de tous les pays on doit organiser des bureaux spéciaux de marins pour un travail de liaison et d'organisation parmi les marins, et qu'en même temps ce bureau travaille en contact avec l'I. S. R. et le Comité de Propagande des Transports; 4) que l'organisation internationale des marins doit s'appeler „L'Union des Ouvriers des Transports Maritimes"; elle ne constitue pas une internationale de marins, mais simplement une partie autonome du groupement international des Transports".

La Conférence adopte par 10 voix contre 5 la résolution du Comité de Propagande.

Le camarade Giseler, au nom de l'Union Allemande des Marins, déclare qu'après le rejet de leur résolution il estime impossible leur participation ultérieure aux travaux de la Conférence. Les camarades Barker (Argentine) et Millberg (Finlande) protestent également.

D'an autre côté, le camarade Marx (Nouvelle-Zélande) déclare inadmissible une pareille attitude à l'égard de la décision adoptée par la conférence. L'opposition se manifeste partout, mais la décision de la majorité doit être obligatoire pour tous.

Au nom du Bureau Exécutif de l'I. S. R. le camarade Arlandis (Espagne) exprime son étonnement au sujet de la déclaration de l'opposition. Au Congrès des Syndicats Rouges, déclare Arlandis, il existait aussi une opposition qui se manifestait dans toutes les questions, mais le désir de conserver un front prolétarien unique primait les intérêts des groupes. Cette considération a obligé les congressistes d'entrer dans la voie de toute une série de compromis. En brisant par de pareilles protestations notre front commun dressé en face des forces de la bourgeoisie et des réformistes, on fait le jeu de la contre-révolution.

Néanmoins, Giseler, Rieger, Disch et Bittner quittent la salle des séances.

On élit à la Commission pour la rédaction de l'appel et au Bureau de Propagande: les camarades Caise (Australie) Tom Barker (Argentine) et Atchkanoff (Russie). Ensuite, la Conférence est déclarée close.

### Les Métallurgistes Russes et le Congrès de Lucerne.

Comme on sait, le 4-ème Congrès Panrusse des métallurgistes avait décidé de participer au Congrès International des ouvriers des Métaux convoqué à Lucerne. Dans ce but, une délégation d'ouvriers métallurgistes russes fut envoyée au mois de juin, composée des cam. Nikolsky, Barsky et Kariaguine, qui arriva à Berlin vers le 20 juin. Le voyage de ces camarades se trouve interrompu par suite de la décision du gouvernement suisse, interdisant à la délégation russe l'entrée en Suisse. Pour cette raison la délégation a adressé aux ouvriers des Métaux du monde entier la lettre ouverte suivante.

Chers camarades!

Le 10 août courant aura lieu à Lucerne le Congrès International des ouvriers métallurgistes. Le 4-ème Congrès Panrusse des ouvriers des Métaux avait envoyé une délégation pour participer aux travaux du Congrès et faire entrer le Syndicat Russe des Métaux dans le nombre des membres de l'organisation internationale. Le I-er juin, la délégation, par l'intermédiaire du Comité Central de son Syndicat, fit savoir télégraphiquement au Secrétaire International des Métaux à Berne, — le cam. Ilg, son désir d'assister au congrès et le pria de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre d'arriver en Suisse. Le 25 juillet fut envoyée une lettre dans le même sens.

Mais les gouvernement bourgeois de l'Europe Occidentale ne veulent pas que les ouvriers russes s'unissent à leurs camarades étrangers contre les patrons de tous les pays.

La première délégation russe qui tenta l'an dernier de prendre part aux travaux du Congrès International de Copenhague fut arrêtée par le gouvernement norvégien et renvoyée en Russie. Le même

sort menace la délégation qui se rend au Congrès de Lucerne. Le Secrétaire International des Métaux, Ilg, n'a rien entrepris jusqu'à présent pour assurer le libre passage et le droit de résidence à l'étranger aux représentants de l'organisation russe. Il se cache derrière le gouvernement capitaliste suisse. A la déclaration écrite de la délégation Russe, il a répondu par le télégramme suivant: „Je vous fais savoir, qu'il y a déjà quelques semaines que j'ai fait des démarches pour assurer l'entrée en Suisse de la délégation russe. Le gouvernement suisse a repoussé ma demande. Il est impossible d'obtenir la permission. Je crois qu'il est nécessaire que la délégation russe reste en Allemagne jusqu'au Congrès national allemand des ouvriers des métaux qui aura lieu à Iéna et où nous pourrons causer. Quant au I-er télegramme, je ne l'ai pas reçu. Ilg".

Cette réponse du Secrétaire International ne nous satisfait point. Il s'est adressé au gouvernement capitaliste de la Suisse pour obtenir le laissez-passer pour la délégation russe. Mais après le refus opposé par le gouvernement il ne s'était pas adressé aux ouvriers suisses pour leur permettre d'influencer leur gouvernement et de le forcer à acceuillir la délégation russe. Le Secrétaire International n'a rien fait non plus pour informer les organisations adhérant à l'Internationale des Métaux, ce qui leur aurait permis de protester contre les agissememnts du gouvernement bourgeois de la Suisse. Ilg indique que la délégation russe a la possibilité de participer au Congrès national des métallurgistes d'Allemagne. Mais l'organisation russe ne peut pas se borner aux relations avec un seul pays. Elle n'est pas davantage tentée par la possibilité de traiter en Allemagne personnellement avec Ilg. — Elle croit qu'il est important pour elle de participer directement aux travaux du Congrès International des Métaux. Elle croit, que sa tâche consiste dans un concours actif, dans la création d'une organisation de combat internationale et véritablement révolutionnaire, apte à apporter une amélioration effective à la situation pénible des métallurgistes. Elle veut participer aux décisions qui seront adoptées et à l'élaboration des méthodes de lutte et de tactique, à l'organisation internationale des métallurgistes, pour aboutir à leur émancipation définitive du joug capitaliste.

Métallurgistes du monde entier!

Nous exigeons de votre part une pression énergique sur votre Secrétaire International: tout doit être fait pour que les métallurgistes russes soient représentés au futur Congrès. Nous sommes convaincus, que vous ne permettrez pas que les représentants du Syndicat Panrusse des Métaux soient exclus des travaux du Congrès International.

Métallurgistes du monde entier!

Protestez contre la conduite de votre Secrétaire et con re les mesures du gouvernement suisse, entravant l'union des métallurgistes de tous les pays.

*La délégation du Syndicat Panrusse des Métaux au Congrès International des Métallurgistes à Lucerne. Signé:*

**Nikolsky, Barsky, Kariakine.**

## Echos du Congrès Constitutif de l'I. S. R.

### Une Lettre du Cam. Souvarine.

Il faut noter parmi les articles publiés dans la presse sur le Congrès de l'I. S. R. la lettre suivante de Boris Souvarine, parue dans l'„Humanité" du 28 Juillet dernier.

Moscou, 24 juillet. — Le Gouvernement ayant annoncé au monde entier par radio et exploité la protestation de Monmousseau contre les décisions de l'Internationale Syndicale de Moscou, il me paraît indispensable d'apporter quelques éclaircissements sur les conditions dans lesquelles le congrès se prononça.

Les délégués français Sirolle, Labonne, Lemoine, Claudine, Godeaux, Michel, c'est à dire la moitié de la délégation syndicale française, présentèrent au congrès une résolutions défendant la complète indépendance de l'Internationale Syndicale Rouge, mais préconisant, pour obtenir la cohésion indispensable du mouvement prolétarien mondial, de rechercher les moyens d'assurer une liaison efficace avec l'Internationale Communiste.

Cette résolution, approuvée seulement par certains Allemands et Américains, obtint trente-cinq voix contre deux cent quatre-vingt deux à la résolution de la majorité favorable à la représentation permanente réciproque du Comité Exécutif de chaque Internationale à l'autre Comité par trois membres. Il est à remarquer que

les syndicalistes révolutionnaires espagnols et italiens votèrent cette résolution, ainsi que les militants connus Haywood, Tom Mann, etc.

La petite minorité d'opposition ne peut prétendre imposer cette conception à l'énorme majorité et restera certainement dans l'Internationale Syndicale Rouge malgré les petites différences théoriques.

**Déclaration de Sirolle.**

Ayant interrogé Sirolle à ce propos, il me répondit:

Quelles que soient les divergences de vues entre la majorité du congrès et la minorité, je considère comme indispensable l'adhésion des syndicats révolutionnaires français à l'Internationale Syndicale Rouge. Nous y formerons, avec ceux qui partagent notre opinion, une tendance qui s'efforcera de faire prévaloir ses conceptions particulières; mais en tout état de cause notre place est dans l'Internationale Syndicale de Moscou. Notre mot d'ordre reste contre Amsterdam pour Moscou.

**Déclaration de Godonnèche.**

Le camarade Godonnèche qui défendit, avec Tommasi, la résolution de la majorité me déclara:

Je suis autant que quiconque hostile à la subordination des syndicats au Parti Communiste, mais je ne vois nulle atteinte à l'autonomie syndicale dans le fait de la liaison des deux Internationales; j'espère que les syndicats révolutionnaires français, qui furent partisans d'agir d'accord avec le Parti révolutionnaire, approuvent mon attitude.

**Déclaration de Rosmer.**

Il souligne d'abord la hâte singulière du gouvernement français à informer les syndicalistes français des décisions du Congrès Syndical International et se demande si l'information fut faite exactement. Puis il déclare que la résolution approuvant franchement le principe de la liaison entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale, mais se bornant dans le domaine national à souhaiter l'établissement de rapports analogues entre les organisations ouvrières et les partis communistes, fut approuvée par une majorité si forte qu'elle équivaut à la quasi unanimité.

„Si la délégation française entière l'avait votée, elle se serait rencontrée avec les espagnols de la Confédération Nationale du Travail et avec Tom Mann et toute la délégation britannique. C'était une bonne compagnie et c'était la suite logique de la campagne menée contre Amsterdam et en faveur de Moscou. Mais, aujourd'hui, l'Internationale Syndicale Rouge étant constituée, les C. S. R. français voisineront avec la C. G. T. italienne qui, elle non plus, ne veut pas adhérer sans conditions. Son délégué Bianchi est venu ici avec un mandat très limité. Naturellement, il a fait un grand discours très révolutionnaire, a dit et répété son admiration pour la Russie soviétiste, mais il n'est pas pressé de choisir entre Amsterdam et Moscou".

Une telle attitude n'a pas surpris de la part des hommes qui ont brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat italien, mais elle ne peut pas être celle des ouvriers de France qui luttent pour ramener la C. G. T. dans sa vraie voie, celle de la Révolution et du communisme.

**La résolution du C. S. R. de Boulogne-Billancourt.**

Les camarades du C. S. R. de Boulogne-Billancourt (Internationale Syndicale de Moscou) après avoir pris connaissance de la résolution prise au Congrès International des Syndicats Rouges de Moscou, résolution prise et adoptée par 282 voix contre 37, estiment que cette résolution est valable pour tous les pays, puisque des délégués de tous les pays étaient présents et acceptent pleinement la décision prise. Adversaires de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, se prononcent sans réserves pour l'Internationale des Syndicats Rouges de Moscou. Ils n'approuvent pas les camarades qui ont signé une déclaration contre l'Internationale des Syndicats Rouges qui nous mettrait dans une situation ironique ni Amsterdam, ni Moscou — si elle était suivie et approuvée. Ayant été depuis longtemps partisans de la formation de cette Internationale des Syndicats Rouges, ils restent de coeur et d'esprit avec elle et invitent les camarades syndicalistes qui partagent le même point de vue, à agir de la façon la plus active pour faire triompher dans tous les syndicats la résolution adoptée à Moscou et signé par des militants estimés: Losovsky, Rosmer etc... Ils ne croient pas, eux, que le syndicalisme révolutionnaire de France

puisse souffrir de la décision prise à Moscou, au contraire, il ne pourrait qu'y gagner. — Le Secrétaire: Bouchez. Le Trésorier: Barreau.

(*L'Humanité — 2/VIII/21*).

**Dans la presse espagnole.**

Dans l'organe du Parti socialiste Espagnol et de L'Union Générale Ouvrière „El Socialista" du 27/VIII, dans un article intitulé: „Les syndicalistes espagnols protestent âprement" nous trouvons des extraits du „Nuova Sonda", journal hebdomadaire à tendance anarchiste édité à Madrid. A l'unisson avec les social-réformistes, l'auteur de cet article s'écrie: „Le Comité Central de la Confédération Nationale du Travail doit immédiatement retirer leur mandats aux cam. Nine, Arlandis et autres. S'il ne le fait pas, nous sommes décidés d'aller jusqu'au bout: nous déclarerons que par ses actes le Comité Central de la Confédération a violé la discipline syndicaliste." Autrement dit, la „Nuova Sonda" se prépare à dissoudre le Comité Central de la C. N. T., quoique celui-ci ne réponde de ses actes que devant le Congrès National.

Une autre manifestation de la persécution encourue par les délégués-ouvriers espagnols, qui aident à la construction de l'édifice véritablement prolétarien de l'I. S. R., est la campagne de presse de l'anarchiste E. Sancho. Dans le „Libertaire" du 29/VII est publié un article traduit de E. Sancho qui écrit: „Une lutte de classe effective ne peut être dirigée que par les libres syndicats fédéralistes. Le mécontentement qui s'est manifesté parmi les syndiqués espagnols aussitôt que fut connue la conduite de trahison des délégués à Moscou, révèle à quel point les ouvriers sont sortis de la ligne de lutte qu'ils suivaient jusqu'à présent. Dans la lutte de classe, ils ne veulent plus croire à aucun parti politique. La tutelle du parti doit être rejetée; la seule chose qui pouvait lui attirer des sympathies était le fait d'une révolution réalisée effectivenent. Mais nous ne voulons pas faire la révolution sous cette forme, qui lui donne un caractère impérialiste Une fois de plus, Marx et Bakounine sont aux prises. Nous, syndicalistes, nous marchons avec Bakounine, car nous savons que le chemin qu'il a indiqué mène à la liberté. Le Comité de la Confédération ne doit en aucun cas sanctionner ce qu'ont fait à Moscou les délégués espagnols. Il n'y a pas trace d'esprit syndicaliste dans leurs actes. Ce serait bien triste pour notre idéal, si nous étions impuissants à éliminer ce chaos dans les idées et les actes".

A la déclaration de E. Sancho, représentant quelques emigrés résidant à Paris, nous pouvons opposer la déclaration de l'organe officiel syndicaliste: „La solidarité ouvrière" qui paraît à Bilbao. Les syndicalistes locaux, qui, soit dit en passant, sont les membres les plus intransigeants et les plus extrémistes de la C. N. T. écrivent à propos du Congrès ce qui suit („El Communista" du 30/VIII):

„Au moment des plus épouvantables répressions capitalistes contre les organisations ouvrières révolutionnaires, malgré les obstacles dressés par la gendarmerie internationale, se sont réunis à Moscou environ 600 délégués, représentant la classe ouvrière de 25 pays. Ils se sont réunis pour organiser un puissant bloc prolétarien, appelé à briser et à détruire à jamais le régime despotique de la tyrannie capitaliste. L'Internationale Syndicale Rouge a une énorme importance historique. Elle reflète le désir des mass-s ouvrières de former un énorme front unifié du prolétariat international. Ce congrès syndical révolutionnaire ne pouvait avoir lieu qu'en Russie, le seul pays où les ouvriers peuvent respirer à pleins poumons et ont tous les droits dans leur patrie prolétarienne. La presse bourgeoise est muette sur ce grand événement. Cela prouve que notre congrès leur fait peur. De ce congrès l'organisation syndicale révolutionnaire des ouvriers du monde entier doit sortir fortement soudée sur une échelle internationale. Si tous les ouvriers exécutent les décisions du congrès, de grandes transformations sociales et économiques se produiront très vite chez les peuples qui subissent encore jusqu'à présent tous les tourments de l'esclavage capitaliste. Il y a un an l'I. S. R. n'existait pas; or, maintenant, se sont réunis à Moscou des délégués représentant 17 millions d'ouvriers. La révolution a ébranlé le monde entier. L'explosion est inévitable. Les édifices crées par la société bourgeoise s'écrouleront bientôt. Le Congrès de l'I. S. R. nous inspire, à nous, ouvriers espagnols poursuivis par la sauvage terreur blanche, un ferme espoir et nous rend plus vaillants dans la lutte contre nos ennemis. Quand

a délégation de la Confédération espagnole eut raconté à Moscou les souffrances du prolétariat espagnol, le Congrès acclama les ouvriers espagnols et leur dit qu'ils devaient suivre leur route sans s'occuper du danger. Cette sympathie de l'I. S. R. nous aidera à aller en avant jusqu'au bout La solidarité du prolétariat international, qui s'est révélée à Moscou nous aidera à serrer nos rangs et à nous préparer pour la lutte finale. Toutes les nuances de tactique existant dans la C. N. T. ont été prises en considération par le Congrès. Mais des divergences de tactique ne peuvent pas néanmoins être des obstacles à la fondation d'une „Internationale d'action". Tous les éléments honnêtes de l'Union Ouvrière Générale doivent penser à la situation actuelle et agir en conséquence. Aux tentatives de la bourgeoisie d'en finir avec le „péril rouge", le grand congrès russe opposera la mobilisation du prolétariat, qui prendra d'assaut la forteresse du pouvoir capitaliste, écrasera la garde-noire organisée pour sa défense et l'Internationale d'Amsterdam, fidèle soutien de ce pouvoir".

### Impressions d'un délégué norvégien.

Le journal norvégien „Le Social Démocrate" du 30/VII raconte les impressions du vice-président de la Centrale Syndicale de Norvège, Volan, qui a pris part aux travaux du Congrès Constitutif des Syndicats Rouges.

J'estime que le mouvement syndical russe est très puissant et homogène, déclare le cam. Volan. Huit millions de membres organisés sont presque tous pour le Gouvernement Soviétiste. Je ne doute point que le mouvement syndical ne se transforme de plus en plus en une base solide du Gouvernement des Soviets. Il nous a été bien agréable de voir combien les délégués russes étaient sérieux et profonds dans leur point de vue, dans leur exposition des questions traitées. Ils n'abandonnent pas à mi-chemin la question soulevée. Toutes les répliques ont été entendues et soumises à un examen impartial. Aucune décision ne fut prise à la hâte.

Les travaux du Congrès étaient dirigés d'une façon des plus satisfaisantes, ce qui constitue un contraste agréable avec le Congrès de Londres convoqué par la Fédération d'Amsterdam. On a vu à ce dernier mettre aux voix des questions qui n'avaient pas été préalablement débattues d'une façon suffisante, de sorte que nombreux furent les congressistes qui ne se rendaient pas compte de quoi il s'agissait. Rien de pareil à Moscou. Tous les jours les délégués recevaient les comptes-rendus sténographiques imprimés de la séance précédente, ils étaient ainsi tenus au courant de toutes les opinions exprimées. Chaque question était préalablement débattue dans les commissions. Tandis qu'à Londres on ne se souciait pas d'écouter les adversaires de tendance.

Une importance capitale doit être attribuée à la résolution traitant de la structure et de l'organisation de l'Internationale Syndicale Rouge. Les Statuts, après avoir été quelque peu revus par les commissions, ont été acceptés à l'unanimité par le Congrès. Nous autres, norvégiens, il nous arrivait quelquefois d'être en opposition en ce qui concerne certaines questions, certaines décisions partielles. Mais, en général, nous étions d'accord avec le Congrès. Nous présenterons notre rapport à l'assemblée du 29 août des représentants des Syndicats.

L'importance capitale du Congrès consiste en ce qu'il a groupé de fortes organisations de combat du prolétariat, jusque là désunies. Les délégués, dont le nombre s'est élevé à 400, représentaient des organismes puissants. Ne sont restés en dehors de l'I.S.R. que quelques délégués anarcho-syndicalistes. Les syndicalistes espagnols, qui, d'ailleurs, ont produit une impressions très favorable, ont, eux aussi, adopté entièrement le point de vue communiste. Ils défendent le Pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat et sont décidés à entrer en contact actif avec les partis communistes et l'Internationale Communiste. Nous disposerons bientôt de preuves évidentes de l'importance capitale du premier Congrès des Syndicats Rouges pour l'œuvre de la Révolution Mondiale.

### L'opinion de l'organe suisse: „L'Avant-Garde" (Le 21 Juillet 1921).

Le quotidien communiste de la Suisse Romande écrit, à propos de la décision du Congrès des Syndicats Rouges concernant les rapports entre les deux Internationales, ce qui suit:

„Il est évident que les calomnies ne

sauraient tarder. Il est évident que les politiciens de tout acabit et que les secrétaires syndicaux, conseillers nationaux, ne sauraient tarder à nous accuser de faire de la politique dans les syndicats, eux, qui ne font que cela....

Contrairement à tout ce que l'on pourra dire, la motion adoptée sur les rapports entre le parti et les syndicats ne met pas les syndicats „sous la tutelle" du parti. Nos camarades syndicalistes révolutionnaires français ont l'air d'avoir pris la mouche un peu trop vite et surtout d'avoir pris position avant d'avoir tous les détails nécessaires sur cette question. Il n'a jamais été question de subordonner les syndicats au parti. Il est simplement question d'établir une liaison étroite entre l'organisation économique et révolutionnaire de la classe ouvrière. Il n'est pas non plus question de „faire de la politique dans les syndicats". Il faut seulement coordonner deux mouvements qui poursuivent le même but..... „Le syndicalisme se suffit à lui-même", nous répondon. Rien n'est plus faux. Les syndicats auront (après la révolution sociale) comme tâche la reconstruction économique du pays et le parti communiste — la reconstruction politique.

Le parti communiste, pas plus que les organisations syndicales, ne peut se suffire à lui-même. Une étroite collaboration est nécessaire entre ces deux organismes de la révolution. La motion adoptée à Moscou ne fait que prévoir cette collaboration..... C'est une mesure sage, dans l'intérêt de la révolution. Et de même que nous nous serions soumis si la thèse de nos camarades français avait été adoptée, de même nos camarades français doivent se soumettre aujourd'hui".

## Chronique du Mouvement Ouvrier International.

### Le Congrès de Lille.

Le Congrès qui a eu lieu à Lille, à la fin du mois de juillet passé, présente un grand intérêt pour le mouvement syndical mondial, d'une part, par suite du rôle que la France joue dans les pays latins, et, d'autre part, parce qu'il donne la possibilité d'apprécier les résultats de certaines méthodes de lutte contre Amsterdam. L'opposition de gauche, qui a vu le jour encore en 1915, avait décidé au Congrès d'Orléans, en septembre 1920, d'appliquer la méthode du noyautage pour la conquête de la C. G T. du dedans. L'opposition, sans rompre avec la C. G. T., a créé dans son sein sa propre organisation dirigée par un Comité Central des Syndicalistes Révolutionnaires et a commencé la lutte avec le mot d'ordre: „Contre Amsterdam! Contre la tactique de la collaboration des classes! Pour Moscou! Pour l'Internationale Syndicale Rouge!"

Le Congrès de Lille nous donne la possibilité de résumer les résultats de l'activité de presqu'une année de la minorité révolutionnaire organisée au sein de la C. G. T. française.

L'augmentation des effectifs de la minorité, voilà le premier résultat ressortant des votes importants du Congres. Le rapport moral du Bureau Confédéral a obtenu 1556 voix contre 1348 à la minorité révolutionnaire, avec 42 abstentions; le vote sur la question d'orientation a donné: pour Amsterdam 1572 voix, pour Moscou 1325 voix et 66 abstentions.

Rappelons qu'au Congrès d'Orleans, lors du vote sur le rapport moral du Bureau Confédéral, les réformistes avaient recueilli 1485 voix et les minoritaires 658. Ainsi donc, à Orléans la minorité avait un tiers des voix, tandis qu'à Lille elle en a obtenu presque la moitié. Et si l'on prend en considération que le Bureau Confédéral et les bureaux des diverses Fédérations,dont la plus grande partie se trouve entre les mains des majoritaires, ont la possibilité effective d'influencer jusqu'à un certain point la composition de la représentation, il est fort probable que d'ores et déjà l'aile révolutionnaire de la Confédération a pour elle la majorité des organisations syndicales.

Le tableau de la répartition des voix suivant les diverses fédérations, tableau publié par la „Vie Ouvrière", présente un grand intérêt. Ce tableau montre les succès obtenus par la minorité pendant la toute dernière période. Tandis qu'au Congrès des cheminots, qui a eu lieu au mois de mai, les révolutionnaires avaient vaincu par deux ou trois voix seulement, aujourd'hui 279 syndicats des cheminots ont voté pour les révolutionnaires et 175 seulement pour les réformistes. Au congrès des Métallurgistes qui s'est tenu quelques jours seulement avant le Congrès de Lille, le vote a donné un nombre de voix égal aux deux tendances, mais

à Lille, les métallurgistes ont donné 126 voix aux révolutionnaires et 103 voix seulement aux réformistes. Même dans la Fédération du Textile, bien connue pour sa tendance réformiste, 75 syndicats ont voté pour les révolutionnaires et 80 seulement sont restés fidèles aux réformistes. De même chez les typographes, un tiers des syndicats a voté pour la minorité (44 sur 140). Chez les ouvriers de l'industrie d'alimentation, les voix se sont divisées en parts égales, chez les ouvriers en Bâtiment, l'écrasante majorité a voté pour les révolutionnaires (188 sur 284).

Parmi les autres fédérations qui ont donné la majorité de leurs voix aux syndicalistes révolutionnaires, notons les ouvriers de l'Ameublement, les chimistes, la Voiture et l'Aviation, les artificiers, les marbriers, la flotte d'Etat, les papetiers, les coiffeurs, la Fédération du Livre et les employés des dépôts militaires.

En résumé, sur 44 fédérations, la minorité révolutionnaire l'a emporté dans 16 d'entre elles. Dans deux fédérations les voix se sont divisées en parts égales et dans trois (Textile, vitriers, Cuirs et Peaux) la minorité ne cède à la majorité que par 2 à 5 voix. En outre, les révolutionnaires sont en majorité dans les grosses fédérations telles que celle des Cheminots, des ouvriers en Bâtiment, des métallurgistes et des ouvriers de l'industrie alimentaire. Si on comptait les voix, non pas d'après le nombre des syndicats, mais d'après le nombre des ouvriers organisés, il est probable que les syndicalistes révolutionnaires auraient eu la majorité à ce Congrès, car les plus forts syndicats ont voté pour eux.

L'effondrement de la politique d'exclusion, voilà le deuxième résultat du Congrès. Dans une interview donnée à l'„Humanité“, (Humanité du 2 Août) le camarade Monatte a dit:

„Je préfère d'ailleurs ce semblant de majorité de 200 voix pour eux qu'une majorité de 50 voix pour nous, avec laquelle il nous aurait été difficile de prendre la direction du mouvement, ce qui, sans doute, aurait été l'occasion de la scission cherchée par nos adversaires“.

Le raisonnement de Monatte est très juste. On peut constater indiscutablement deux faits: 1) En convoquant le Congrès au mois de juillet au lieu du mois de septembre, les majoritaires cherchaient la scission. 2) Cette manœuvre n'a pas réussi. Elle n'a pas réussi pour différentes causes. D'un côté les éléments révolutionnaires ont réussi à grouper autour d'eux une telle quantité d'organisations que faire la scission, sous le prétexte d'exclusion des groupes rebelles à la discipline, n'était pas possible. D'un autre côté, même dans les syndicats dirigés par les réformistes, l'idée de la scission était très impopulaire et l'influence des réformistes n'est pas suffisamment forte pour ne pas tenir compte sous ce rapport de la volonté des masses.

Dans la question des exclusions et dans celle de la scission, la minorité a remporté la victoire, incontestablement. La résolution des majoritaires adoptée par le Congrès, tout en disant qu'il n'est pas admissible que les membres de la Confédération appartiennent simultanément aux deux internationales syndicales, supprime cependant la phrase où il est dit que les indisciplinés „se mettent d'eux-mêmes en dehors de la Confédération“. C'est à dire qu'elle supprime la menace d'exclusion figurant dans la résolution de Dumoulin, adoptée dans la session de février du Bureau Confédéral.

Il est possible que Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et leurs partisans essaieront encore après le Congrès de provoquer la scission. Cependant, les majoritaires ne pourront pas adopter cette tactique après Lille sans se dénoncer eux-mêmes devant les masses comme les pires destructeurs du mouvement. La composition du Bureau Confédéral assure aux majoritaires une majorité médiocre qui dans la question des exclusions, peut se transformer en minorité. En outre, toute tentative de scission provoquera la convocation d'un congrès extraordinaire dans lequel la minorité actuelle a toutes les chances de l'emporter.

Sous un autre rapport encore, le travail révolutionnaire de propagande de la minorité a porté ses fruits au Congrès de Lille. Il a dissipé l'équivoque sous laquelle Jouhaux et ses acolytes cachaient leurs actions. Ce travail de propagande a dénoncé d'une façon évidente le réformisme de la majorité. Faire de la politique réformiste de collaboration, cela est devenu impossible après le travail de propagande accompli par les minoritaires. Ayant déjà depuis longtemps renoncé à la politique révolutionnaire, la majorité a dû renoncer maintenant à la phraséologie révolu-

tionnaire. Il est curieux de voir que dans la résolution de la majorité sur l'orientation on ne rencontre pas même une seule fois le mot „révolution“ ou „révolutionnaire“. Il n'y a évidemment pas à parler du contenu „révolutionnaire“ de la résolution même.

Dans les discours des représentants de la majorité, nous trouvons les affirmations réformistes les moins déguisées. Sous ce rapport, le discours de Digat est très caractéristique. „Courageusement“, suivant l'expression du „Populaire“, il a défendu contre la majorité le devoir du syndicalisme de se préoccuper des intérêts généraux du pays. „Le prolétariat est révolutionnaire, a-t-il déclaré, quand il construit et réactionnaire quand il détruit“. Et cela dans une société de classes! „Tout comme je ne veux pas que mes camarades deviennent de la chair à canon, je ne veux pas non plus qu'ils soient objet d'expériences révolutionnaires“... „Aussi bien notre admiration pour la Révolution Russe ne doit pas se borner au mouvement communiste: il importe de rendre une égale justice à tous les révolutionnaires, qu'ils soient mencheviks, bolcheviks ou socialistes-révolutionnaires. Et nous devons, plutôt, nous méfier de ceux qui prétendent asservir le mouvement international.“

Digat trouve chez les bolchéviks encore un tort considérable, celui de „miser sur la révolution mondiale“. Toutes ces citations sont empruntées au „Populaire“ du 30 juillet qui ne peut pas être soupçonné d'avoir voulu présenter sous un jour défavorable les discours des représentants de la majorité. Elles jettent une lumière assez vive sur le sens du „nouveau syndicalisme“ et ne demandent aucun commentaire. Un autre représentant de la majorité, Lavit affirme que „les ouvriers de son département sont profondement pénétrés d'esprit syndicaliste en ce qui concerna la lutte économique entre le capital et le travail, mais... „qu'ils vont à la messe chaque dimanche et ne comprennent rien au travail révolutionnaire politique. Cela doit être pris en considération dans l'élaboration de notre programme d'action“. (Humanité du 29 juillet.)

Le camarade Monmousseau a très bien répondu à ce discours. „Evidemment, a-t-il dit, la masse n'a pas conscience de son „révolutionnarisme“ car, sans cela la révolution serait faite, mais elle est révolutionnaire par ses aspiration, et le rôle du militant n'est pas d'aller chercher cette ignorance de la masse pour la brandir dans un congrès, mais plutôt d'aller chercher les matériaux révolutionnaires et d'v apporter un esprit révolutionnaire.“

Dans son discours de conclusion, Jouhaux a été quelque peu circonspect. Il couvrait sa politique de collaboration par l'affirmation que les intérêts révolutioon naires du prolétariat se confondaient avec le progrès général de l'humanité. Dans la conférence de Washington il n'a vu qu'une tentative de mettre face à face les deux classes. Néanmoins, il a dû recourir à l'argument habituel de tous les partisans de la collaboration de classe: souligner les attaques, dont sa politique est objet, de la part de la grosse bourgeoisie et du journal réactionnaire „L'Action Française“. A son avis, ce fait est une preuve de ce que sa politique est animée d'un esprit révolutionnaire. En réalité, ces attaques démontrent seulement que certains milieux bourgeois ne sont point réformistes et repoussent la main que les collaborationnistes leur tendent.

Dans sa campagne du congrès, la minorité a cherché à défendre les buts suivants: 1) Faire échec à la politique de scission des dirigeants de la Confédération-2) Ramener la C. G. T. sur la voie de la lutte de classe. 3) Rompre avec le Bureau International d'Albert Thomas et 4) Adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge. Le numéro consacré au Congrès de l'organe syndicaliste révolutionnaire „La Vie Ouvrière“ portait justement ces revendications en manchette.

Ainsi donc, la tâche était double: négative à l'égard de la politique de collaboration et de scission des dirigeants de la C. G. T. et positive par rapport à la tâche de la C. G. T. dans la voie de la lutte révolutionnaire et de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

La question devait être posée d'une façon précise: contre Amsterdam, pour Moscou. Des circonstances, dont nous parlerons plus bas, ont fait que la question a été quelque peu attenuée. Le côté négatif des buts de la minorité a été mis en relief et a été incontestablement un atout dans l'action minoritaire au Congrès. Mais cela n'était pas suffisant. Il était nécessaire de préciser les buts positifs, il fallait dire clairement où les syndicalistes révolutionnaires voulaient

mener la C. C. T. La question de Moscou a été tout à fait embrouillée après la déclaration des syndicalistes révolutionnaires hostile à la résolution du Congrès de Moscou concernant les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge. Les réformistes en ont profité. Dumoulin a déclaré: „Sortir d'Amsterdam pour aller au néant, voilà sur quoi le congrès ne sera jamais d'accord". (Populaire du 30 juillet.)

Il faut cependant souligner que les syndicalistes révolutionnaires, qui dans le premier moment ont réagi très vivement contre la résolution de Moscou, ont senti bientôt toute la fausseté de leur position et ont commencé de nouveau à se réclamer de Moscou. D'un côté, une déclaration précise du Comité Directeur du Parti Communiste Français, disant que le Parti ne cherche pas à attenter à l'indépendance du mouvement syndical, et, d'un autre côté, le message au Congrès de Lille du Conseil Central de l'I. S. R., y ont beaucoup contribué.

Cette nouvelle volte-face de le minorité en faveur du rapprochement avec Moscou trouve place dans la résolution même de la minorité. Tandis que quelques jours avant le Congrès Confédéral, au Congrès des Métaux, la minorité parlait seulement de la création „d'une véritable Internationale Révolutionnaire des syndicats, reconnaissant l'indépendance du mouvement syndical" sans mentionner Moscou en aucune façon, la motion de la minorité au Congrès Confédéral parte:

„Le Congrès déclare que la C. G. T. française doit se retirer d'Amsterdam, de cet organisme de collaboration de classe, et que sans violer la résolution d'Amiens, elle peut adhérer à l'Internationale Syndicale de Moscou à la condition expresse que ses statuts respectent l'autonomie du mouvement syndical." On ne peut ne pas souligner le fait que cette résolution — sans parler de la question si la voie qu'elle indique à la C. G. T. est bonne ou mauvaise — ne porte pas précisement, la marque d'une attitude catégorique.

C'est pourquoi il est nécessaire de faire ressortir que, dans leurs discours, Monatte et Monmousseau ont été plus catégoriques et ont su d'un côté souligner nettement leurs tendances communistes, et, d'un autre côté, le rôle que Moscou joue dans le mouvement révolutionnaire mondial, ainsi que la nécessité de s'entendre avec l'Internationale Syndicale Rouge.

A l'heure actuelle où l'Internationale Rouge et les syndicalistes révolutionnaires français ont l'intention d'unifier leur action combative, ce désir de rapprochement réciproque est un gage de l'entrée du prolétariat français organisé dans l'Internationale de Moscou: ce n'est là qu'une question de temps.

*S. HALPERINE.*

### Le Congrès de la Fédération Américaine du Travail. (F. A. T.)

A la fin du mois de juin eut lieu à Denvers (Colorado) le congrès annuel de la F. A. T.

Comme toujours, le congrès fonctionna sous la présidence de Samuel Gompers et de la „machine" administrative organisée par lui. Tout est calculé dans cette „machine" et arrangé d'une façon qui exclut tout imprévu; aucune dissonance ne trouble cette réunion de bureaucrates du mouvement syndical, gens bien équilibrés, posés et relativement aisés, dont le principal souci est l'état satisfaisant de la caisse syndicale, ainsi que leur propres bien-être.

Le congrès siègea à une période très critique pour le mouvement ouvrier américain. Outre le chômage, l'offensive organisée du capital, commencée l'année dernière, a mis les organisations syndicales dans une situation très pénible. Certains forts syndicats, tels que celui des mineurs, se sont trouvés devant l'alternative: ou bien permettre aux capitalistes et au gouvernement d'anéantir totalement le Syndicat, ou bien accepter le combat acharné et sans trêve qui s'annonçait.

La situation du Syndicat des Cheminots n'était pas moins pénible. Il va sans dire que l'aggravation de la situation économique et de la lutte de classe aux Etats-Unis ne pouvait pas ne pas influencer la position de beaucoup d'organisations prêtes à accepter le combat et qui réclamaient aux organes exécutifs de la F. A. T. des mesures radicales.

Les tendances qui en Amérique sont reputées „radicales", se sont manifestées tout d'abord dans la lutte pour la présidence, dans la discussion du programme social et, enfin, tout bizarre que cela puisse paraitre, dans des discussions sur la question irlandaise.

Il y a bon nombre d'années que Sam Gompers, reélu président sans aucune opposition d'année en année, règne et gouverne sans partage dans la F. A. T. Mais cette année-ci, certains éléments progressifs, d'accord avec lés socialistes, ont émis la prétention de combattre sérieusement la candidature de Samuel Gompers.

Trop lâches pour poser une candidature plus radicale, ils proclamèrent celle de Luis, président du Syndicat des Mineurs („United Mine Workers"), qui par son esprit réactionaire le cède très peu à Gompers. La „machine" administrative de ce dernier souleva une campagne de propagande en sa faveur, avec son habileté et sa persévérance habituelles. Malgré tout, Luis eut le tiers des voix (12324 sur 37326). Deux grands syndicats ont voté pour lui à l'unanimité: celui des Mécaniciens et celui des ouvriers du Bois, une partie de son propre syndicat et de celui des cheminots. Beaucoup de délégués plus progressifs, adversaires de Gompers, n'ont pas voté pour Luis, qui a, par ordre du gouvernement, brisé la grève des mineurs dans l'Illinois. Tous les autres membres du Comité Exécutif de la Fédération ont été réélus à l'unanimité.

Mais Gompers, dans la question du programme legislatif, eut des concessions à faire. En effet, certains syndicats, importants comme p. ex celui des mineurs, des cheminots, des mécaniciens, etc.., avaient mené une campagne en faveur de la nationalisation des chemins de fer, des mines de charbon et de l'industrie de l'acier, ainsi qu'en faveur de la participation des ouvriers dans la gestion des entreprises.

Ce programme est le résultat d'un certain virement à gauche de la classe ouvrière des Etats-Unis, provoqué par la guerre, par les événements révolutionaires européens, et surtout par la révolution russe d'Octobre. Gompers et ses acolytes sont des ennemis acharnés de ce programme, qu'ils appellent „socialiste".

Or, il s'est déssiné, parmi les délégués les plus rapprochés des masses, une certaine tendance en faveur de la nationalisation, dirigée à leur avis, contre la ploutocratie américaine.

Voilà pourquoi, bon gré mal gré, Gompers dut se rallier à la résolution des cheminots, réclamant la nationalisation et „la démocratie industrielle". Certaines thèses de la résolution sur cette mesure „socialiste" de la politique économique sont fort curieuses. Le „préambule" parle du „gouvernement dont le caractère profondément démocratique garantit aux citoyens la réalisation de leurs droits dans le domaine industriel". Le paragraphe déclare que la raison d'être du gouvernement des Etats-Unis, est de procurer le bien-être à toute la nation et d'en être le soutien, la sécurité et la prospérité. Il ne vise nullement à satisfaire l'ambition de certaines personnes ni à avantager certaines classes. Et ceci est l'opinion officielle de la bureaucratie syndicale dans un pays où les classes dominantes et le servile appareil d'Etat se servent, pour faire avorter les tentatives de la classe ouvrière en vue d'obtenir des conditions d'existance plus ou moins tolérables, non seulement de mesures législatives, mais encore de poursuite judiciaire, et de bandes armées „de briseurs de grève", ainsi que de toute la milice et de l'armée.

La résolution, dite „irlandaise" a suscité de violents chocs avec la machine de Gompers. Les nationalistes irlandais exercent une influence sérieuse dans les syndicats américains. Bien que non moins réactionaires que les autres trade-unionistes, les irlandais sont très radicaux en ce qui concerne leurs intérêts nationaux: soutien de l'Irlande et lutte contre l'Angleterre. Nombre d'organisations ont soumis au Congrès des motions réclamant le boycottage des marchandises anglaises. A grand' peine au moyen d'infractions manifestes et éhontées au Règlement du Congrès, Gompers, agissant dans cette occurence d'après les ordres du gouvernement des Etats-Unis, arriva à „enterrer" ces motions.

Dans d'autres questions, la „machine" administrative de la Fédération a fonctionné presque sans accrocs et la mentalité réactionnaire du Congrès n'a été troublée en rien.

Les motions des délégués nègres, tendant à la défense des ouvriers noirs, n'ont pas trouvé de sympathies.

Personne parmi les délégués ne s'est résolument prononcé contre l'article du compte-rendu du Comité Exécutif de la F. A. T. qui blâme le gouvernemment des Soviets pour son esprit „anti-démocratique". Il n'y a eu que Slesinger et Antonini, du Syndicat des Tailleurs pour Dames, qui aient timidement tenté de défendr_

la révolution russe contre les leaders de la F. A. T.

De même, malgré la propagande menée par certains syndicats influents en faveur de la reprise des relations commerciales avec la Russie Soviétique, les leaders réactionnaires ont empêché l'adoption de cette résolution. Et pourtant cette proposition n'était fondée que sur des considérations d'ordre purement pratique: 1) l'extension du marché industriel américain, 2) la diminution du chômage en Amérique.

L'on adopta presque sans discussion la proposition de la sortie de la F. A. T. de l'Internationale d'Amsterdam. Pour l'immense majorité des syndicats américains la question d'Amsterdam est sans importance. Bon nombre d'entre eux ne sont pas encore membres de la Confédération Ouvrière Internationale. Pour ceux qui se rendent compte de la portée d'une pareille confédération, Amsterdam ne présente aucun intérêt, vu qu'elle n'a rien fait de concret pour le prolétariat américain. „Moscou" peut avoir un attrait autrement considérable, et si Gompers a rompu avec Amsterdam cela peut, à la fin du compte, être de quelque profit à Moscou.

En résumé, ce dernier congrès de la F.A.T. a clairement démontré une fois de plus que nos camarades, ainsi que les plus grands révolutionnaires de l'époque, auront encore beaucoup de peine à insufler l'esprit révolutionnaire au mouvement syndical américain.

Le développement économique et social de ces dernières années et ses tendances révolutionnaires ne pénétrent que petit à petit les ouvriers américains. Il faut de graves événements et des efforts obstinés de nos amis pour briser la „machine" à Gompers et pour transformer les syndicats, d'instruments des capitalistes qu'ils sont, en armes de la libération de la classe ouvrière.

### Le Congrès des Cheminots Polonais.

Dans les premiers jours du mois d'août s'est tenu à Varsovie le Congrès de la Fédération des Cheminots où sont apparus les succès du communisme en Pologne pour l'année écoulée, ainsi que le fait de la lutte acharnée, menée par les communistes contre les partisans d'Amsterdam, qui, en Pologne, travaillent la main dans la main avec la police.

La Fédération des Cheminots compte 87.000 membres actifs, elle est à côté de la Fédération des Ouvriers Agricoles la plus forte organisation syndicale de Pologne. Outre les ouvriers, elle groupe nombre d'éléments petit-bourgeois comme par exemple: les employés des gares, le personnel des trains, etc. Raison de plus pour étudier l'histoire de son évolution à gauche au cours des deux ans et demi de son existence.

Au Congrès de Cracovie, en 1919, il y avait en tout et pour tout 6 ou 7 communistes délégués par les ateliers de Varsovie. A l'unanimité presque et avec un très grand enthousiasme, un télégramme de fidélité avait été envoyé à Pilsudsky. Au Congrès de Lemberg, en 1920, sur 250 délégues, 44 étaient communistes. Ce n'étaient plus seulement des délégués de Varsovie, il y avait des délégués de province, mais des provinces de l'ancienne Pologne russe seulement. Les débats ont mis en évidence le développement de la conscience de classe politique parmi les cheminots, surtout parmi les cheminots de Galicie et de la province de Posen. Les débats ont montré la profonde désillusion éprouvée en ce qui concerne l'„indépendance" si ardemment désirée et l'amertume au sujet de la situation économique désespérée. La Conférence de Lemberg n'envoya aucun télégramme à Pilsudsky, elle décida d'adhérer à la Centrale Syndicale et chargea son Bureau de déclarer la grève dans le cas où le gouvernement ne satisferait pas les revendications économiques des cheminots jusqu'au premier janvier. Les communistes se sont refusés d'eux-mêmes de poser leur candidature au Bureau après que le Congrès eut rejeté le système de la représentation proportionnelle.

Dans l'intervalle entre les deux congrès, au cours de l'année passée et de l'année courante, se sont passés des événements qui ont contribué à accélérer le mouvement syndical et politique des cheminots. Premièrement, le gouvernement s'est refusé à souscrire aux revendications les plus modestes des ouvriers et employés et a adopté une „politique d'économie". Ensuite, il y a eu la trahison du Bureau Syndical qui, craignant la lutte et sur l'ordre du Parti Socialiste, avait décidé de ne pas déclarer la grève malgré des instructions précises données par ses mandants et malgré la situation dés-

astreuse des cheminots. En réponse à la trahison du Bureau, de nombreuses sections, la section de Varsovie en tête, après avoir adopté un ordre du jour de méfiance à son égard, élurent un Comité de Grève et déclarèrent la grève, le 8 février. Il est vrai que la plus grande partie des sections cessèrent la grève après quelques jours, mais les ateliers de chemins de fer de Varsovie, malgré des persécutions féroces, soutinrent la lutte pendant 24 jours. Au 18-ème jour de grève, ils avaient entraîné les mécaniciens et alors tout le pays les suivit. Le gouvernement répondit par la militarisation des chemins de fer et par la menace d'exécution capitale pour la participation à la grève. A ce moment on a pu voir ce que valait réellement chaque parti: les communistes qui luttaient dans les premiers rangs et qui avaient organisé la grève, ont soulevé tout le prolétariat polonais pour appuyer les cheminots. Le président du Comité Central de la Fédération des Cheminots, Krouchevsky, s'était décidé à lancer enfin, après deux mois d'attente et trois semaines d'hésitation, un appel officiel à la grève générale, et fut, de ce fait, arrêté. Les social-patriotes, pour qui le referendum de la Haute-Silésie était plus importaut que les intérêts de la classe ouvrière, ont saboté la grève générale et leurs chefs, le suppléant du président de la Fédération, l'ancien premier ministre Moratchevski, et le président de la Centrale Syndicale, Joulavski, au troisième jour de lutte avaient donné le signal de la retraite. La direction des chemins de fer jeta à la rue plusieurs centaines de communistes, mais elle dut faire des concessions aux masses.

L'expérience de cette lutte a donné les résultats désirés: partout les communistes ont acquis un terrain solide pour leur action. Sur 300 délégués du récent congrès, 80 étaient communistes. Ils étaient délégués non seulement par les provinces de l'ancienne Pologne russe, mais aussi par Cracovie, Lemberg, Premysl, et la Posnanie, c'est à dire par les localités qui, un an auparavant, étaient les forteresses des partisans de la collaboration de classe et des social-patriotes. En outre il s'est formé un groupe centriste composé de 40 hommes environ, à la tête duquel s'est placé l'ancien président du bureau Kroujevsky, qui avait été poursuivi pour la grève. La majorité des centristes a voté avec les communistes. Au nom de la fraction communiste de la Diète polonaise, le Congrès a été salué par le député Lantousky, cheminot de Galicie, qui est passé du Parti Socialiste Polonais au Parti Communiste après la grève de février.

Les rapports du Bureau sur les tâches de la Fédération ont provoqué des débats passionnés où furent passés en revue toutes les questions de la vie politique en Pologne. Les communistes luttaient opiniâtrement contre les partisans d'Amsterdam en mettant en évidence tout le mal causé par la tactique d'entente et en démontrant la nécessité de la lutte générale de la classe ouvrière pour la dictature du prolétariat. Les galeries, bondées de public, applaudissaient bruyamment les orateurs communistes, elles furent évacuées le troisième jour sur la demande du président.

Un combat passionné a été livré au sujet de la motion proposée par les partisans d'Amsterdam, suivant laquelle le Bureau a le droit d'exclure des syndicats tous ceux qui se déclarent contre l'Internationale d'Amsterdam et pour Moscou. La résolution a été adoptée par 160 voix contre 140. La fraction rouge a répondu par le chant de l'Internationale et par une déclaration dans laquelle elle appelait tous les ouvriers à rester dans les syndicats et à lutter dans leur sein pour la victoire des principes communistes. (Le texte exact de la résolution n'est pas encore entre nos mains). Les droitiers, encouragés par leur victoire, ont apporté une proposition conformément à laquelle le syndicat ne donne pas à ses membres de secours juridiques dans les poursuites intentées pour affaires politiques (poursuites exercées en Pologne exclusivement contre les communistes). Cependant, aux yeux mêmes de nombre d'ouvriers de droite, cette résolution passait les bornes. Malgré un vote réitéré, elle a été rejetée. De leur côté, les rouges ont proposé l'exclusion d'un membre connu du Parti Socialiste Polonais, Lagovsky. Ce cheminot a dénoncé des communistes, ce qui eut pour résultat l'emprisonnement d'une dizaine de ces camarades pendant 8 mois.

Lors des élections du Bureau, des scènes très intéressantes se sont passées. Après que la proposition de la représentation proportionnelle a été rejetée par une majorité infime, les droitiers ont proposé une liste „commune“ dont les

communistes étaient exclus, mais où figurèrent quelques centristes. Ces derniers ont déclaré que, dans ces conditions, ils retiraient leur candidature. L'un des membres du Parti Socialiste Polonais, Framm, ouvrier de Sasnovice, a déclara qu'il sortait du Parti et, aux yeux du congrès, il déchira son livret de membre. La liste n'eut aucun succès, elle fut remplacée par une nouvelle liste où certaines concessions etaient faites. Cependant, les communistes insistèrent sur la représentation proportionnelle, en refusant tout compromis. Certains centristes se sont également refusés de participer au vote et de présenter leur candidature.

Le Congrès a montré que notre influence s'est sensiblement renforcée, surtout en Galicie et en Posnanie où nous avons soustrait à la direction des social-traitres les larges couches des „sans-parti." La tactique d'exclusion appliquée par les partisans d'Amsterdam éloigne d'eux leurs meilleurs éléments. Ainsi donc, le résultat du Congrès nous est incontestablement favorable.

### Dans les Docks et Chantiers Allemands.

La lutte fut commencée par les ouvriers des chantiers de Schichard à Elbingen. Des négociations entre les représentants des ouvriers d'un côté, et les patrons et le Gouvernement de l'autre, n'avaient pas abouti. Ces derniers avaient déclaré que les travaux seraient recommencés aux conditions suivantes: 1) Les anciennes conditions de travail et de salaires. 2) L'embauchage au gré des patrons, un millier d'ouvriers environ ne devant pas être réembauchés. 3) L'entreprise n'est soumise à aucune loi sur les comités d'usine ou les jurys de conciliation et n'admet aucune immiscion dans ses affaires:

Ensuite, sollicité par les syndicats, le Gouvernement avait formé un jury de conciliation; au paragraphe I de sa décision, le jury déclare: "L'embauchage des ouvriers congédiés est l'affaire de l'employeur." Tout en qualifiant de „modiques" les salaires, le jury avait déclaré que le rendement de l'entreprise "mettait certaines limites à l'augmentation des salaires", Néanmoins, il proposa d'augmenter de 10% les salaires des ouvriers, pères de famille, tandis que les ouvriers exigeaient 50% d'augmentation pour les hommes mariés et 30% pour les célibataires. A l'assemblée des délégués ouvriers, le délégué général de la Centrale allemande des Métaux, Vogel, avait déclaré que la plupart des ouvriers se prononçaient pour l'adoption des conditions élaborées par le jury de conciliation. De plus, 1.700—1.800 ouvriers environ ont repris le travail et 4.000 demandes sont enregistrées.

Un silence de mort fut la réponse des ouvriers à ce discours.

Actuellement, nous recevons tous les jours des nouvelles de lock-out des ouvriers des docks et chantiers en Allemagne. Dans les chantiers de Neustadt 500 ouvriers sont congédiés. Blum, Voss et Vulkano ont annoncé qu'ils congédiaient 4.000 ouvriers. La direction de la maison "Weser" veut jeter sur le pavé 4.000 ouvriers. Malgré la protestation du Conseil ouvrier local, 1000 ouvriers sont déjà congédiés et la liste de l'autre millier, voué au même sort, est déjà prête.

("Rote Fahne" No. 288, du 27 Juin et les Nos 302, 309, 316 des 5, 9, 18 Juillet 1921.)

### La grève des employés de banque de Tchéco-Slovaquie.

Le 13 Janvier 1920, les employés des banques allemandes avaient obtenu la journée de 6 heures et le droit de prendre part à la solution des questions relatives à l'embauchage, le déplacement, l'avancement et le renvoi des employés. Au contraire, l'Union des Banques tchèques avait tenté d'imposer cet été aux employés tchèques, dont la situation est en général peu enviable, des conditions encore plus cruelles que par le passé. En réponse, les employés des banques tchèques avaient déclaré la grève le 23 Juin courant.

Les grévistes exigeaient que le Code du Travail, en vigueur dans les établissements allemands de la République, soit étendu sur les banques tchèques. Quand les banques allemandes, par solidarité avec les banques tchèques voulurent manquer aux conditions établies, les employés allemands se rallièrent aux grévistes. La grève dura six semaines, Parmi les 5.250 employés des banques tchèques, se trouvèrent seulement 320 jaunes, parmi les 7.000 allemands, 12 seulement.

La grève avait une grande importance de principe pour les organisations des employés de banque des autres pays, car elle avait comme devise non seulement l'augmentation des salaires, mais le droit de participer à la direction des banques, ce qui constitue un attentat à la dictature illimitée des banquiers.

La grève s'est terminée vers le milieu du mois d'août. L'Union des Banques s'était refusée à entrer en négociations, sur l'invitation du Ministre de l'Assurance Sociale à Prague qui s'offrait comme intermédiaire. Vers la fin de juillet, l'Union des Banques posa aux organisations des employés des conditions qui ne laissaient aucun doute sur le désir des patrons d'évincer tous les dirigeants de la grève. Les employés avaient refusé cette proposition avec indignation. La lutte avait coûté déjà deux millions et demi de couronnes, ce qui constitue la moitié des fonds syndicaux. Enfin, assez tardivement il est vrai, les organisations des employés de banque adhérant à l'Internationale des employés de banque, avaient décidé de venir en aide à leurs camarades. La Suisse, l'Allemagne, la Pologne et l'Autriche allemande, ainsi que le Danemark, firent des collectes au profit de la caisse de grève des camarades tchèques. Mais l'affaire était déjà irrémédiablement compromise.

L'idée de la lutte de classe révolutionnaire gagne évidemment du terrain dans les larges masses des employés de banque et force le syndicat à abandonner son apathie et à lutter contre les patrons, en visant des buts plus élevés que l'augmentation des salaires.

Mais il est triste que l'aide de l'organisation internationale des employés de banque soit venue trop tard pour assurer la victoire. Dans de pareils, cas l'aide de l'organisation internationale doit arriver à temps et l'Internationale Syndicale Rouge doit considérer comme son devoir sacré la direction des masses des employés de banque.

### Les Communistes et la C. G. T. Italienne.

En réponse à la décision du Comité Confédéral de la C. G. T. d'exclure de la Confédération les membres et les organisations "coupables" de communisme, le Comité du Parti Communiste a décidé de mener une lutte opiniâtre pour défendre le droit des communistes de rester dans les rangs de la Confédération. Les membres et organisations exclus doivent s'adresser à l'esprit de solidarité des syndiqués individuels et des organisations, refuser de quitter les locaux des syndicats, envoyer, comme par le passé, leurs représentants aux réunions et aux congrès.

En même temps, le Comité Exécutif promet de convoquer une conférence des communistes travaillant au sein des syndicats dans le but d'élaborer une ligne de conduite précise en ce qui concerne les questions de l'organisation internationale, de la tactique à suivre aux congrès nationaux des syndicats, et surtout de la lutte pour les intérêts des chômeurs et de la tactique à suivre dans la lutte économique.

(„Ordine Nuovo" du 2 août.)

### La faillite du Bureau International du Travail et de l'Internationale Syndicale Jaune.

Comme on le sait, la Conférence de Washington, convoquée en vertu du traité de paix de Versailles, a élaboré en automne 1919 six conventions et cinq propositions concernant les réformes législatives désirables dans les différents pays participant à cette Conférence.

Dans un des derniers numéros de son organe, le Bureau International du Travail apporte quelques données concernant l'exécution des décisions de la Conférence par les différents Etats.

La „Freiheit" dans le numéro 341 du 24 Juillet, constate, sur la base de ces données, que les différents pays ne se sont pas montrés particulièrement empessés à la ratification des conventions de Washington. Le Bureau International du Travail divise tous les Etats en 5 groupes, suivant leur attitude à l'égard de la Conférence de Washington et de ses décisions. Au premier groupe appartiennent les Etats qui exécutent dans l'ensemble toutes ses décisions. A ce groupe appartient la Grèce. De notre côté nous ferons remarquer que là-bas la ratification n'est donnée que sur papier. Au deuxième groupe appartiennent les pays qui ont accepté une ou plusieurs conventions. Ici nous avons la Belgique la France, l'Angletere, la Suisse, l'Espagne, la Tchéco-Slovaquie. Dans le troisième groupe, le Bureau International du Travail compte

l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, le Chili, le Danemark, la Finlande, l'Inde et l'Italie, la Norvège, la Nouvelle Zélande et la Roumanie. Dans ces pays, les suggestions législatives de la Conférence doivent auparavant être approuvées par le Parlement. Dans le quatrième groupe nous trouvons le Japon, la Pologne et le Luxembourg qui abordent seulement l'élaboration des lois correspondantes. Le cinquième groupe englobe les Etats où la question doit encore être étudiée. Ces Etats sont: l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, le Nicaragua, le Panama, la Hollande, la Yougo-Slavie, le Salvador, la Vénézuela et la Suède. Le Bureau International du Travail met en marge les pays qui n'ont pas réagi du tout sur les décisions de la Conférence de Washington Parmi les pays européens, ce sont le Portugal et la Bulgarie. Dans la même situation se trouvent encore 14 Etats d'outre-Océan.

La véritable signification de l'adoption ou du rejet des mesures politiques et sociales proposées par la Conférence de Washington ne peut cependant être établie qu'en tenant compte de la législation correspondante de chaque pays. Dans nombre de pays, les mesures analogues ou semblables à celles proposées par la Conférence se trouvent être, entièrement ou en partie, sans objet.

Les Gouvernements des différents Etats, retardant l'exécution des décisions de la Conférence, s'en excusent sous prétexte de diverses difficultés. En Angleterre et en Australie on trouve des doutes „constitutionnels“ en ce qui concerna la question de la ratification. Le Gouvernement suisse, dans l'ensemble, adopte une attitude négative. Cela concerne surtout l'introduction de la journée des huit heures et la proposition de la Conférence de renforcer la protection des femmes enceintes. Des considérations „constitutionnelles“ intimident également l'Australie. Là bas existe ce point de vue que les divers Etats de la République australienne peuvent considérer les conventions comme non obligatoires pour eux. Au Japon, on est fort de cette objection contre l'adoption des „conventions“ et des „propositions“, que ces dernières ne devront être exécutées que lorsque les Etats-Unis et la Chine auront adopté la journée de huit heures. La Tchéco-Slovaquie pose comme condition de l'adoption de la convention concernant la travail de nuit pour les enfants, l'adoption de cette convention par d'autres Etats. Au Danemark, les employeurs font une campagne contre la mise en pratique de la décision concernant le fonctionnement des bureaux privés de placement, surtout dans le domaine du travail agricole. Le Gouvernement de l'Inde déclare que les „conventions“ et les „propositions“ de la Conférance de Washington ne sont acceptables que pour autant „qu'elles peuvent être adoptées dans l'Inde d'une façon générale“. Une série d'Etats dans lesquels, peu avant la Conférence, les questions correspondantes ont été tranchées par voie législative, ne se croient pas être en droit, pour cette raison, de reposer de nouveau ces questions.

De cette façon la „Freiheit“ reconnait que, dans l'ensemble, l'exécution des décisions de la Conférence de Washington n'est pas très satisfaisante. On ne peut pas disputer à l'organe des socialistes indépendants la justesse de son affirmation lorsqu'il écrit que la majorité des Etats ignorent simplement leur propre Ligue des Nations et son Bureau International de Travail. Cependant, la faillite du Bureau International du Travail équivant à la faillite de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam qui a bâti toute son action sur la fameuse législation sociale et politique de la Ligue impérialiste des Nations et du Bureau International du Travail. Du reste, le directeur de cette institution, Albert Thomas, l'a dit lui-même d'une façon non équivoque dans un article publié où il établissait les résultats obtenus par le B.I.T. pendant la première année de son existence.

### La Concurrence sur le Marché Mondial et les Salaires des Ouvriers en Allemagne.

L'organe des Patrons Allemands „Der Deutsche Arbeitergebers-Zeitung“ compare les salaires allemands avec ceux des Etats-Unis et arrive, à la fin de ses „savantes recherches“, à la conclusion que l'ouvrier allemand, en regard de ses camarades etrangers, n'a pas à se plaindre de sa situation. Le coût de la vie, affirme le journal, était, vers le mois d'avril 1921, de 8 fois supérieur à celui de juillet 1914. Les salaires, par contre, prétend ce journal, ont augmenté de 8 à 10 fois, et même davantage, dans certaines professions.

A l'étranger, déclare l'écrivassier des patrons, on s'efforce de restreindre les frais de production en diminuant les salaires, afin de pouvoir faire face à la concurrence sur le marché mondial. Or, en Allemagne, au contraire, les syndicats ne font que réclamer sans cesse des augmentations de salaires. A l'étranger, dit-il, les syndicats reconnaissent raisonnablement, qu'à une baisse des vivres doit correspondre une certaine baisse des salaires. Les syndicats allemands poussent, au contraire, les masses ouvrières à formuler de nouvelles revendications, même quand les prix des vivres baissent.

De pareilles tendances des syndicats allemands, gémit le journal, entravent la baisse des prix des marchandises et „détruisent les germes de l'exportation allemande". Et l'organe des patrons, dans son souci du bien-être national, s'efforce de faire entendre raison aux syndicats allemands et à les persuader de la nécessité de renoncer au mot, devenu courant, de „minimum indispensable".

Il est intéressant de comparer les statistiques fantaisistes et les dissertations psychologiques de l'organe des patrons allemands avec des statistiques précises.

D'après les calculs du directeur du Bureau des Statistiques Berlitz-Schönberg, le Dr. Kouchinsky, („Freiheit" N. 316 et „Rote Fane" N. 309 du 9 juillet) au mois de juin 1921 les prix des vivres étaient 12 fois supérieurs à ceux de juillet 1914, (et non 8 fois).

Le prix des produits taxés, livrés à la population du 30 mai au 6 juillet, était 42, 10 marks; or, il y a 7 ans, la même quantité de produits ne coûtait que 3, 46 marks, c. à d. 13 fois moins. Ces produits contiennent environ 400 ca ories d'éléments alimentaires. Donc, pour obtenir le nombre de calories nécessaires à un enfant de 6 à 10 ans, l'on doit acheter en outre des produits ayant une valeur de 4.800 calories; pour une femme — 10.400 calories, et pour un homme — 14.600 calories.

Il va de soi que dans ces conditions, l'augmentation générale des prix dépasse de beaucoup le coefficient 12.

Telles sont les données objectives sur les prix des objets de première nécessité.

Considérons maintenant les salaires. Une Commission parlementaire a établi aux Etats-Unis, des données très intéressantes à ce sujet.

D'après l'„Industrie und Handels-Zeitung" du 14 juillet („Rote Fane" N. 322 du 16 juillet) le salaire d'un ouvrier du Textile, dans les différentes branches de cette industrie, se présente de la manière suivante.

Salaires en dollars;

| | Tisserands en coton. | Fileurs en laine. | Tisserands en laine. |
|---|---|---|---|
| Am. du Nord | 20,80 | 39,33 | 38,98 |
| Angleterre | 12,39 | 15,58 | 16,70 |
| Belgique | 12,29 | 9,54 | 9,63 |
| France | 9,12 | 12,— | |
| Italie | 5,44 | | |
| Japon | 4,56 | | 6,— |
| Allemagne | 4,35 | 4,721 | 4,35 |

D'où il suit que dans toutes les branches de l'industrie, c'est en Allemagne que les salaires sont les plus bas. Nulle part l'exploitation de la main d'œuvre n'est aussi grande qu'en Allemagne, même pas au Japon.

(Vorwärts N. 283 du 19/6, Freiheit N. 316 du 9/7 et Rote Fahne N. 309 du 9|8 et N. 322 du 16|7).

Telle est la situation créée par le Traité de Versailles, honteux monument de l'impérialisme.

### Nouvelle hausse des prix en Allemagne.

Etant donné les conditions sous-mentionnées, la nouvelle hausse des prix est, pour l'Allemagne, une catastrophe économique. Au point de vue social elle signifie une nouvelle et brusque accentuation de la lutte de classe.

En effet, comme le constate presque unanimement la presse économique et syndicale (tel par exemple l'organe des ouvriers du bois dans son numéro du 2 juillet sur l'augmentation du prix du pain), les nouvelles conditions régularisant la vente du pain porteront l'augmentation de ce dernier à 50% au moins. Les récentes propositions législatives du gouvernement amèneront inévitablement une nouvelle hausse. Pour pouvoir exister les ouvriers seront obligés de réclamer une hausse des salaires. Mais les patrons, comme nous le voyons, en outre, dans l'organe cité du capital organisé, non seulement ne pensent pas à les augmenter, mais au contraire à les baisser. Le résultat inévi-

table est une recrudescence acharnée de lutte de classe.

La bureaucratie syndicale s'en rend compte et s'en émeut. Dans un appel publié le 5 août (Vorwärts, 19 août 1921) le Bureau de la C. G. T. Nationale Allemande se plaint de ce que, malgré les instances de la bureaucratie syndicale, les patrons, dès le mois d'avril de l'année courante, refusent carrément de délibérer dans le Comité Central „de collaboration d'affaires" des organisations patronales et ouvrières (Zentralausschuss für die Arbeitsgemeinschaft)" sur la question de l'augmentation des salaires à propos du renchérissement du pain. Il ne nous reste pas autre chose, disent Zaipart et ses acolytes, que de formuler „malgré nous" des revendications autrement graves et de „les réaliser par tous les moyens de lutte syndicale". Mais en même temps, en qualité de „fils fidèles" de leur patrie, ils promettent de „faire tout leur possible pour sortir de ce cercle vicieux".

Il est à souligner que la C. G. T. Allemande ne s'est décidée à cette action „belliqueuse" qu'après de longs pourparlers, aussi bien dans son propre sein qu'avec le gouvernement. (Vorwärts, 19 juillet).

Ce n'est pas la bureaucratie syndicale jaune, ni les capitalistes qui sauront briser les cercles vicieux du capitalisme en faillite, seule la révolution sociale pourrait mener à bien cette gigantesque tâche.

## Partie Officielle.

### La Première Session du Conseil Central de l'Internationale Syndicale Rouge.

A la première séance du Conseil Central qui a eu lieu le 20 juillet sont présents les camarades suivants: 1) Pour la Russie—Losovsky, Noghine, Rykov, Tsipérovitch. 2) Allemagne—Mayer, Richard Müller. 3) Angleterre — Tom-Mann, Watkins. 4) Etats-Unis d'Amérique—Andréitchine, Dickson. 5) Espagne—Nine, Arlandis. 6) Tchéco-Slovaquie — Hampel, Kounte. 7) Autriche—Haid. 8) Bulgarie—Dmitroff. 9) Yougo-Slavie – Pavlowitch. 10) Ukraine-Dachkévitch. 11) Norvège — Madsen. 12) Australie—Coun. 13) Suisse—Wirdt. 14) Canada—Night. 15) Mexique—Ramirez. 16) Suède—Killbom. 17) Danemark—Junsen. 18) Finlande—Loumivouoko. 19) République de l'Extrême Orient—Kasparson. 20) Azerdbéidjan—Kabanovsky. 21) Arménie—Fiouroustian. 22) Géorgie—Kouroulachvilli. 23) Corée—Tchin-Min. 24) Lettonie—Anderson. 25) Lithuanie—Guisrinis. 26) Luxembourg – Rosmer. 27) Esthonie—Bleimann. 28) Abkhasie—Korolev. 29) Italie—Pagani (l'Union Syndicale) et Missiano (Minorité de la C.G.T.).

Toute une série de délégations n'avaient pas encore pu désigner leurs délégués pour cette première séance. En ce qui concerne la délégation française, celle-ci, en vertu de son mandat, n'a pas le droit de nommer elle-même ses représentants ceux-ci devant être délégués au Conseil Central après le retour de la délégation en France.

La question essentielle de l'ordre du jour a été les élections du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge. Le Conseil a élu à l'unanimité un Bureau Exécutif composé des Camarades: *Losovsky* et *Noghine* (Russie), *Tom Mann* (Angleterre), *Anton Mayer* (Allemagne), *Arlandis* (Espagne), *Andreitchine* (Amérique). Provisoirement la septième place est laissée libre jusqu'à ce qu'il soit établi lequel des deux pays, France ou Italie, aura un représentant permanent au Bureau. Ensuite, le Conseil Central de l'I.S.R. élit à l'unanimité le cam. *Losovsky* au poste de Secrétaire Général de l'I.S.R. et les camarades *Tom Mann* et *Anton Mayer* comme suppléants.

La deuxième séance du Conseil Central a été consacrée à une série de questions d'organisation du mouvement syndical mondial. Avant tout on a examiné la situation en Espagne. La Confédération Nationale du Travail adhère en entier à l'I.S.R. tandis que l'Union Générale des Travailleurs fait partie de l'Internationale d'Amsterdam. Cependant, dans cette dernière organisation il existe une minorité qui se solidarise avec Moscou et certaines organisations se sont déjà séparées de l'U.G.T. pour cette raison. Dans l'intérêt de l'unité du front prolétarien, les organisations révolutionnaires d'Espagne (Confédération Nationale du Travail, Parti Communiste d'Espagne et Parti Communiste Ouvrier d'Espagne) ont présenté à la ratification de l'I.S.R. un accord préalable indiquant les voies pratiques vers l'unification des larges masses du prolétariat espagnol, sur le terrain de la lutte commune contre le capital. Le texte com-

plet de la décision prise par le Comité Central est inséré plus bas.

Ensuite, le Comité Central a examiné la position intransigeante prise par les représentants des Unions Allemandes, position qui est grosse de menaces au point de vue de frottements intérieurs dans les rangs des ouvriers révolutionnaires syndicalistes, et qui pourrait amener une dépense inutile de l'énergie révolutionnaire. Les chefs des Unions, comme on le sait, se sont trouvés tout à fait isolés au Congrès Constitutif de l'I.S.R. Ils se sont trouvés tout à fait isolés dans la famille unie et cohérente des prolétaires révolutionnaires de tous les pays qui sont parvenus à cette unité et à cette cohésion, malgré certains désaccords dont la source est dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais qui s'aplanissent aujourd'hui. L'inutilité de leurs tentatives répétées d'imposer leurs vues (destruction des vieilles organisations syndicales des masses, créati n en opposition à ces dernières, et au nom de la conservation de la pureté de l'idée révolutionnaire, d'organisations fermées, limitées au point de vue de leur force numérique, etc.) à la majorité du Congrès, a conduit finalement à l'envoi de la circulaire du 14 Juillet et à la lecture d'une déclaration dans laquelle les dirigeants de l'Union sont allés jusqu'à accuser la majorité du Congrès de s'abandonner à des „manoeuvres habiles", de proclamer „des affirmations contraires à la vérité" de fabriquer „une majorité artificielle" et enfin d'adopter „une ligne de tactique opportuniste". Etant donné qu'en même temps les représentants des Unions n'ont pas déclaré ouvertement s'ils acceptaient, oui ou non, les décisions du Congrès et s'ils étaient prêts à s'y soumettre, le Comité Central a voulu recevoir des réponses précises à ces questions. Au cours de la discussion qui a lieu au Congrès, sur la base des résolutions de ce dernier entre les unionistes et les autres congressistes, le représentant de „l'Union Ouvrière de Helzenkirilen", le camarade Bartels, appuyé par le camarade Disch, de „L'Union Ouvrière Générale" et le camarade Gieseler, de „l'Union des Marins", a déclaré que d'un côté il se refusait, au nom de son organisation, de se soumettre aux décisions tactiques de l'I.S.R. et qu'il proclamerait dans l'avenir, comme il l'a fait dans le passé, le mot d'ordre de „destruction des syndicats", alors même que cette orientation devrait avoir pour résultat l'exclusion de l'Union du sein de l'I.S.R. et que, d'un autre côté il n'avait pas l'intention de sortir de cette dernière, tout en appliquant dans la pratique, la tactique condamnée par le Congrès. En outre, les représentants des unions ont confirmé énergiquement leur affirmation concernant la „majorité artificielle" du Congrès.

Les délégués de la Tchéco-Slovaquie (Hampels), de l'Allemagne (Richard Muller), de la Confédération Nationale du Travail de l'Espagne (Nine), de l'Union Syndicale d'Italie (Dario), et nombre d'autres camarades constatent que, par leurs déclarations, les représentants des Unions se mettent d'eux-mêmes en dehors de l'Internationales Syndicale Rouge, car il ne peut pas être question de servir la cause de la Révolution tout en rejetant les prémisses éssentielles établies par le Congrès Mondial de l'I.S.R. Le travail des unionistes est plutôt destructeur que créateur. Les sections, les petits groupes ne sont pas capables d'obtenir la victoire, surtout si ces sections s'opposent aux masses ouvrières organisées tant bien que mal, mais organisées tout de même, dans les vieux syndicats. Si les unionistes se plaignent d'avoir été „majorisés" par toutes les délégations du Congrès sans distinction de nuances, il faut dire que leurs voix isolées ont été écrasées par des centaines de voix, et ils sont tout à fait inexcusables de tenter d'imposer leur opinion à une majorité aussi importante et d'affirmer calomnieusement, pour la plus grande joie de la contre-révolution, qu'une majorité „artificielle" avait été créée au congrès. Ainsi donc, la question se pose si les délégués des unions ont exprimé l'état d'esprit véritable des ouvriers, des syndiqués groupés dans les unions. Car il est difficile d'admettre que ces derniers soient partisans d'une rupture criminelle du front révolutionnaire. Le Comité Central décide à l'unanimité d'adopter la résolution dont on trouvera le texte plus bas.

A la III ème séance du Conseil Central, tenue le 22 Juillet, avant de passer à la discussion de la question essentielle de l'ordre du jour, la situation en Amérique, le camarade Losovsky, au nom du Conseil Central des Syndicats Russes et au nom de l'Internationale Syndicale Rouge, s'arrête sur la campagne de calomnies déclanchée par les réformistes de l'étran-

ger, qui affirment que les 35 millions de roubles recueillis en Russie pour aider les ouvriers métallurgistes suédois lock outés, ont été dépensés par les communistes pour les besoins de leur parti. Cette somme, déclare le camarade Losovsky, à cause d'obstacles politiques, n'a pas pu être envoyée en son temps à destination, mais aujourd'hui elle se trouve versée dans le „Fonds International de Solidarité" lequel se trouve à la disposition de l'I.S.R.

Au sujet de la question des „Ouvriers Industriels du Monde" le Comité Central entend d'un côté le représentant des I.W.W., le camarade Williams qui s'abstient de formuler d'une façon précise la position de l'I.W.W. à l'égard des décisions du Congrès de l'I.S.R., et d'un autre côté les considérations des camarades Andreitchine, (Amérique), Nine et Arlandis (Espagne) et Dmitroff (Bulgarie) indiquant: 1) que la position des I.W.W., dans son ensemble, est beaucoup plus précise et plus révolutionnaire que ne le dit le camarade Williams; 2) qu'en effet, à l'heure actuelle, on remarque dans l'organisation des I.W.W. une certaine dispersion idéologique et 3) que la question de l'adhésion à l'I.S.R. doit être posée d'une façon claire et énergique devant les camarades syndiqués de cette organisation. La résolution du Comité Central dit ceci: Après avoir entendu les explications du camarade Williams au sujet des causes pour lesquelles il n'a remis ni au Bureau de l'I.S.R., ni au Congrès, le texte des instructions reçues par lui des I.W..W, le Conseil Central estime que ses explications sont insuffisantes et décide d'adresser aux I.W.W. un appel en leur recommandant de renoncer à leur position flottante et indécise et d'adhérer sans réserves à l'I.S.R.

Ensuite, le Comité Central adopte à l'unanimité un message (voir plus bas) au prochain Congrès des deux grandes organisations syndicales d'Argentine qui se sont rendu compte, au cours de la guerre sociale, de tout le mal causé par une lutte fratricide, et de la nécessité de la fusion.

La séance se termine par l'examen de la question des Syndicats Ouvriers de Norvège lesquels, comme on sait, jusqu'à présent encore font partie de l'Internationale d'Amsterdam, mais qui déjà au Congrès de Londres se sont montrés des adversaires conséquents de sa tactique et qui ont voté contre toutes les résolutions adoptées par ce Congrès. Aujourd'hui, le représentant de la Centrale des organisations syndicales de Norvège qui groupent 150.000 ouvriers, le camarade Madsen, déclare que la sortie d'Amsterdam est une affaire entendue, que l'adhésion à Moscou ne se fera pas attendre et sera sans doute décidée par le prochain Congrès Extraordinaire des syndicats norvégiens.

A l'ordre du jour de la 4-ème séance du Conseil Central figuraient: 1) Election des représentants de l'I.S.R. à l'Exécutif de l'Internationale Communiste et 2) Un rapport sur le plan des éditions du Bureau Exécutif.

Le camarade *Losovsky* fait savoir au Conseil Central que l'Exécutif de l'Internationale Communiste a délégué au Bureau Exécutif de l'I.S.R. les camarades *Heckert*, *Boukharine* et *Souvarine*.

De son côté le Comité Central décide de déléguer à l'Exécutif de l'Internationale Communiste les camarades *Losovsky*, *Tom Mann*, *Nine*. Le suppléant du camarade Nine, celui-ci ne restant pas à Moscou, est le camarade *Arlandis*.

Le plan des futures éditions du Bureau Exécutif, exposé par le camarade Losovsky, prévoit la publication d'un bulletin hebdomadaire d'information en 4 langues et d'une revue mensuelle intitulée „Le Mouvement Ouvrier International", également en 4 langues. En outre, le plan prévoit l'édition d'une série de publications non périodiques, parmi lesquelles un compte-rendu sténographique complet du Congrès en 4 langues. Toutes les décisions du Bureau Exécutif concernant ses éditions sont en voie d'exécution.

## APPELS, RÉSOLUTIONS, CIRCULAIRES, ETC.

### Au Secours des affamés russes.

### Aux Ouvriers de Tous les Pays.

Camarades!

Une nouvelle désastreuse s'est répandue dans le monde entier. Dix provinces habitées par vingt millions d'hommes, ouvriers et paysans russes, sont condamnées à la mort par la famine due à la sécheresse persistante qui a détruit toute la récolte. Or, ce sont les provinces les plus fertiles de la Russie. Les autres régions russes ne peuvent pas fournir de secours suffisants. La famine prend des dimensions de plus en plus grandes. A peine les

prolétairés russes ont-ils repoussé, par des efforts héroiques, les attaques acharnées des ennemis intérieurs et extérieurs, à peine ont-ils commencé la reconstruction paisible de leur Etat, qu'une nouvelle calamité les frappe, calamité dont il est difficile de mesurer l'étendue.

Tout récemment se sont achevés les travaux du Premier Congrès Mondial de l'Internationale Syndicale Rouge et déjà, devant l'organe directeur nouvellement élu de cette Internationale, se pose la tâche importante et grosse de responsabilités, de lancer aux ouvriers de tous les pays un appel de solidarité internationale pour les inviter à venir en aide à nos frères russes, militants de l'avant-garde dans la lutte libératrice du prolétariat. Armés d'une volonté de fer et d'une ténacité à toute épreuve, les organisations syndicales russes ont commencé la lutte contre la nouvelle calamité qui barre la voie à la réédification d'une nouvelle vie qui promettait tant d'espérance. De leurs efforts cohérents, elles cherchent à repousser la marche dévastatrice de la famine et de la mort. Tous les travailleurs, surmontant leur fatigue d'une lutte prolongée, donnent toutes leurs forces pour venir en aide à leurs frères affamés. Ceux-là même qui, jusqu'à présent se trouvaient en dehors de l'édification communiste, les paysans aisés et les intellectuels bourgeois, viennent àn aide aux sinistrés.

Quelle est donc notre tâche dans ces heures tragiques? Les paroles n'apaisent pas la faim, n'arrachent pas le malade à la mort. Il faut réaliser une aide efficace et vous, prolétaires de tous les pays, vous devez vous mettre à cette œuvre immédiatement. Il est question de la vie ou de la mort d'ouvriers et de paysans, de vieillards et d'enfants, il est question des grandes masses de la population russe. Si nous ne voulons pas aidér les capitalistes dans leur oeuvre de bourreaux, si nous ne voulons pas permettre leur victoire sur le peuple héroique, qui le premier est entré victorieusement dans la voie de la lutte prolétarienne contre les exploiteurs, notre devoir sacré est d'organiser dans tous les pays une aide systématique et de réaliser cette aide rapidement et énergiquement. C'est avec joie que nous apprenons les nouvelles qui ont trait aux efforts des camarades de tous les pays dans ce domaine. Des „journées russes" et des „heures prolétariennes" pour les affamés doivent être organisées dans le monde entier. Tout secours sera accueilli avec reconnaisance. Alors que la bande capitaliste se réjouit cyniquement des malheurs de vos frères russes, soyez prêts à redoubler de sacrifices. Si la bourgeoisie délaisse l'oeuvre de secours, dénoncez sa phraséologie hypocrite sur l'humanité et la fraternité. Quand les ennemis masqués du prolétariat veulent profiter de la situation pénible de la Russie Soviétiste, opposez-leur votre force et votre puissance. Quand de soi-disant amis des ouvriers et socialistes sont encore indécis et attendent que les dirigeants impérialistes approuvent l'œuvre de secours, que les éléments bourgeois y prennent part, dénoncez ces traîtres à la cause de la solidarité internationale. Proclamez, chaque jour, à chaque heure, dans vos ateliers et vos réunions, dans les meetings et dans la presse, ce mot d'ordre: Au secours de nos frères russes, à l'aide des enfants affamés".

Les moyens de secours sont infiniment nombreux. Faites des collectes d'argent, de vêtements, d'appovisionnement. Vous devez tous y participer. Personne ne peut rester indifférent. Secondez-nous dans l'utilisation de tous les moyens techniques pour diminuer cette misère. Surveillez l'exécution exacte de toutes les commandes russes de machines et de produits agricoles et autres marchandises, et surtout des moyens de trasport, veillez à leur exécution la plus rapide, insistez pour leur expédition immédiate et sur la bonne qualité du travail. Vous avez des millions de chômeurs. Toutes les fois que le règlement au comptant est impossible, exigez du crédit, des délais de paiements garantis par des concessions, etc. Contrôlez les prix, ne permettez pas que la Russie des Soviets soit exploitée cyniquement. Dans les pays où il y a un excédent de produits alimentaires et surtout de pain, vous devez insister pour leur expédition en Russie. Ouvriers des Transports, cheminots, marins et ouvriers des ports, surveillez le transport pour la Russie avec un dévouement prolétarien. N'admettez ni négligence, ni sabotage.

Ouvriers de tous les pays, songez à tous les moyens possibles de secours. Examinez les attentivement et engagez une lutte énergique contre les tentatives réactionnaires de nuire à la Russie Soviétiste. Surveillez attentivement le trans

port des armes et des munitions destinées à ses ennemis. Propagez dans les grandes masses ouvrières l'idée de la nécessité et de la possibilité d'une aide efficace et rapide et n'attendez pas les appels au secours de la part des ennemis de la Russie Soviétiste et, par conséquent, du prolétariat russe.

Une tâche historique mondiale se pose maintenant devant le front ouvrier révolutionnaire nouvellement créé. Quand il y a une volonté d'action, la voie des réalisations doit être trouvée. L'armée prolétarienne, qui tend à conquérir le monde, doit savoir remplir cette tâche.

Les millions d'ouvriers qui entrent dans les rangs de notre Internationale d'action représentent une force formidable. Faites donc montre de cette force dans ce premier acte de solidarité internationale. Par là vous remplirez un devoir de reconnaissance pour tout ce que vos frères russes ont fait pour vous jusqu'à présent dans la lutte prolétarienne pour la libération. Ouvriers de tous les pays unissez-vous pour une aide active. Renversez toutes les tentatives réactionnaires et tous les obstacles.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge.
Salut Révolutionnaire.

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

*A. Losovsky*, Secrétaire Général.

*Tom Mann* (Angleterre), *Mayer* (Allemagne), *Andréitchine* (Amérique), *Arlandis* (Espagne) *Noghine*, (Russie), membres du Bureau.

**Aux ouvriers et soldats de tous les pays.**

Camarades, les impérialistes préparent une nouvelle intervention contre la Russie Soviétiste.

Les classes dirigeantes ont à nouveau besoin d'un prétexte pour cacher aux masses laborieuses leurs préparatifs sournois contre la Russie Soviétiste. Aussi longtemps qu'elles existeront, elles renouvelleront sans cesse leurs tentatives pour éteindre le foyer de la révolution prolétarienne et atteindre ainsi toute la révolution internationale. Ils profitent des expériences du passé et se servent de nouvelles méthodes de tactique.

Le bluff de Wilson, dénommé Société des Nations, qui devait amener un désarmement général et garantir la paix des peuples, se change en réalité en une association internationale de banques et de trusts, dont l'unique but est de se partager entre eux le monde entier, d'assurer leur domination et leur exploitation. Cette comédie se répète une fois de plus. Les voleurs internationaux proclament à nouveau le désarmement général et convoquent dans ce but factice une conférence. Cela ne signifie pas autre chose que l'élaboration de nouveaux plans et la préparation de nouvelles aventures, de nouveaux pillages.

L'horrible famine, conséquence d'une extrême sécheresse, famine qui fait souffrir des millions d'ouvriers et de paysans russes excita parmi les masses laborieuses de tous les pays un profond sentiment de commisération et un secours spontané et fraternel. Les gouvernements capitalistes furent assez prévoyants pour ne pas s'opposer à cette expression spontanée de solidarité des masses laborieuses du monde entier. Au contraire, ils exprimèrent également leur bonne volonté à secourir les affamés. Mais il serait fort naïf de croire à la sincerité de leurs sentiments et à la pureté de leurs intentions. Des calculs de voleurs dirigent leur sentiments humanitaires, les requins capitalistes veulent profiter de la détresse des paysans russes pour détruire le premier Etat prolétarien.

En réalité, sous le couvert de déclarations et de considérations officielles, sur la question du désarmement général et sur les secours à donner à la Russie, les préparatifs militaires des Etats impérialistes et de leurs satellites continuent sans cesse, pour une nouvelle campagne contre la Russie Soviétiste. Les bandes de la garde blanche, battues par l'armée rouge et dispersées dans le monde entier, se rassemblent et s'organisent avec l'aide des gouvernements et des brigands capitalistes internationaux. Les Etats limitrophes de la République des Soviets se groupent sous la pression des grands Etats capitalistes et concluent des alliances dont le but bien évident est une attaque commune du pays des soviets. La petite Entente et l'Union Baltique ne sont que des instruments de la contre-révolution internationale contre la puissante forteresse de la révolution prolétarienne. La convention anglo-japonaise laisse une entière liberté aux impérialistes japonais en Extrême

Orient. Le travail dans les fabriques de munitions et de fusils reprend à nouveau. Tous les jours partent secrétement de France, à destination de la Pologne, de la Roumanie et d'autres pays, des navires et des trains chargés d'armes, de munitions et d'autre matériel de guerre. Dans le voisinage de la frontière de la Russie Soviétiste sont crées de grands depôts de munitions. Le jour où les impérialistes se décideront à une attaque de la Russie Soviétiste, ils n'auront plus à craindre la résistance du prolétariat révolutionaire européen pour le transit des armes nécessaire au combat contre l'Armée Rouge. La Pologne, la Roumanie, la Finlande et d'autres pays, sous le faux prétexte d'un danger constant et menaçant du côté de la Russie Soviétiste, préparent une attaque commune contre cette dernière. Les classes dirigeantes de ces pays, ruinées par la guerre impérialiste, placées sous la dépendance économique des grands pays capitalistes, ne peuvent maintenir leur régime sans le secours financier de leurs protecteurs. C'est pourquoi ils remplissent leur devoir de laquais obéissant aux ordres de ces derniers et font commerce du sang de leurs masses populaires. Quant à la résistance du prolétariat et des paysans de ces pays, les capitalistes et les grands-propriétaires, influencés par les Gouvernements de l'Entente, se croient capables de venir à bout de cette résistance par la terreur blanche dont ils se servent pour détruire chaque mouvement révolutionnaire et chaque organisation communiste.

Le prolétariat mondial doit être mis en garde contre les plans diaboliques de la contre-révolution internationale. Elle se prépare mieux que jamais et attend le moment propice pour se jeter sur la Russie Soviétiste. A la vue des privations infinies du peuple russe, elle jubile et se réjouit dans l'espoir d'un triomphe proche et facile sur son ennemi mortel, Mais la chute de la République des ouvriers et des paysans n'amènerait pas seulement un rétablissement de la puissance des capitalistes et des hobereaux en Russie, l'asservissement des masses laborieuses russes à la puissance du capital international; cela aurait encore comme conséquence le renforcement de la réaction dans le monde entier et l'avènement de la révolution internationale serait vraisemblablement retardé pour de longues années. La cause des ouvriers et des paysans russes est celle des masses laborieuses du monde entier, et la république socialiste créée par les ouvriers et paysans russes est une conquête précieuse du prolétariat révolutionaire mondial. Les ouvriers et paysans russes, qui ont défendu cette conquête au cours de quatre années de sacrifices et de souffrances, n'ont pas seulement défendu leurs intérêts, mais aussi ceux des exploités et des opprimés de tous les pays. Les ouvriers de tous les pays, en les défendant par tous les moyens possibles, en venant au secours des ouvriers et des paysans russes dans leur détresse, ne défendent pas seulement les intérêts, du peuple ouvrier, mais aussi leurs propres intérêts. Jamais la solidarité internationale du prolétariat ne trouva une semblable occasion pour se manifester aussi largement, qu'au moment où les ouvriers de tous les pays, opprimés et exploités, viennent au secours des héroïques ouvriers et paysans russes, à la face de l'ennemi commun.

L'ennemi est uni. Si parfois les troupes capitalistes se disputent entre elles pour des raisons matérielles, leurs Gouvernements, cependant sont parfaitement d'accord pour se jeter, au moment propice, sur la Russie révolutionnaire et la révolution internationale prolétarienne.

Malheureusement, le prolétariat, par suite de la politique traitresse des social-patriotes, est fort divisé. Mais le sain instinct de classe des masses laborieuses est en train de surmonter l'influence néfaste du réformisme et de les rassembler en face du danger.

Le danger est proche et sérieux. L'oligarchie roumaine se prépare de toutes ses forces. Une grande quantité de matériel de guerre arrive à chaque instant et est dirigé sur la frontière ukrainienne. Les officiers de réserve sont appelés. Le personnel sanitaire est mobilisé, on se prépare tout comme à la guerre. Pour cet automne sont prévues de grandes manoeuvres en Bessarabie, manoeuvres auxquelles participer nt une grande quantité de troupes de réserve. Dans ces régions sont également concentrés des détachements de gardes blancs russes. Cela prouve les desseins belliqueux de la Roumanie et cela prouve, en outre, que l'Entente se prépare à une nouvel e attaque contre la Russie Soviétiste en profitant de la triste situation dans laquelle se trouvent beau-

coup de ses provinces. Cet état de choses doit jeter l'alarme parmi les ouvriers du monde entier. La Russie Soviétiste est de nouveau en danger, la révolution internationale est sérieusement menacée. Une aide rapide et efficace aux masses affamées, c'est là un premier devoir; or, ces secours ne peuvent être apportés que par les masses ouvrières. Un combat énergique et décisif contre les préparatifs militaires du monde capitaliste dirigés contre la Russie Soviétiste doit être livré, et cela ne peut également être fait que par les masses ouvrières.

Ouvriers! Debout pour le combat! Debout pour un travail énergique!

Empêchez les préparatifs militaires des Gouvernements capitalistes, empêchez les nouveaux crimes que préparent vos maîtres. Partagez par un sacrifice volontaire votre dernier et nécessaire morceau de pain pour venir au secours de vos camarades russes.

Que l'on écarte les mains criminelles qui se préparent à étrangler la révolution russe!

Point de transports de munitions ni de troupes contre la Russie Soviétiste!

Du pain et de prompts secours aux ouvriers et paysans russes!

Vive la R.S.F.S.R.!

Vive la révolution mondiale prolétarienne!

Le Bureau Exécutif de l'I.S.R.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

### Circulaire concernant la „Semaine de l'I. S. R".

Les travaux du 1-er Congrès International des Syndicats Ouviers ne sont pas encore suffisamment connus des larges masses. Les résolutions et les décisions du Congrès publiées dans toutes les langues, les compte-rendus sténographiques pourront montrer à tous les camarades qui s'intéressent au mouvement syndical international, à tous les prolétaires révolutionnaires, l'énorme travail exécuté par le 1-er Congrès Constitutif et les tâches que se propose l'Internationale Syndicale Rouge.

Toute l'attention des syndicats révolutionnaires, toute leur énergie doit être concentrée sur la diffusion des décisions du 1-er Congrès, et sur l'explication du programme d'action élaboré par ce Congrès Constitutif à Moscou. Pour concentrer le travail de la propagande des idées de l'Internationale Syndicale Rouge, pour répandre toute cette somme d'idées que contiennent les résolutions et les décisions du 1-er Congrès, le Bureau Exécutif a décidé d'organiser *du 1-er au 8 décembre de l'année courante une* **Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge.** Au cours de cette semaine rouge nos partisans devront organiser dans tous les pays, dans toutes les villes, dans tous les centres industriels, des réunions spéciales, faire paraître des éditions spéciales et déployer un maximum d'efforts pour faire connaître aux larges masses les principes et l'activité de l'Internationale Rouge. La **Semaine de l'Internationale Sindicale Rouge** ne doit pas seulement entraîner les couches supérieures des organisations affiliées, mais aussi toutes leurs masses ouvrières. Que pas un seul ouvrier révolutionnaire ne reste en dehors du travail de préparation et d'organisation de cette semaine!

Les formes d'agitation et de propagande pourront varier selon les particularités locales et nationales, la puissance et l'influence des organisations affiliées. Ce qui importe, c'est que la **Semaine de l'International Sindicale Rouge** qui sera réalisée simultanément à tous les bouts du monde, depuis l'Angleterre jusqu'à la Corée et depuis la Norvège jusqu'à l'Australie, que cette semaine soulève pour le travail actif la masse des syndiqués qui sympathisent à l'I. S. R.; que chaque ouvrier révolutionnaire sache bien qu'il y a une organisation internationale révolutionnaire des syndicats ouvriers qui, envers et contre l'Internationale d'Amsterdam, marche sous le drapeau de la révolution sociale et de la dictature prolétarienne; qu'on sache bien, qu'il y a un état-major mondial du mouvement syndical révolutionnaire qui s'est proposé le renversement du capitalisme et l'instauration de la société communiste, que l'Internationale Syndicale Rouge est l'ennemi le plus décidé, le plus combatif du réformisme et de la théorie de la collaboration de classe, qu'elle est pour la lutte acharnée contre la bourgeoisie et ses valets.

L'agitation et la propagande doivent se baser sur ces principes fondamentaux. Les décisions du Congrès, ses appels, les Statuts de l'Internationale Rouge, le pro-

gramme d'action, doivent être répandus à profusion, la préparation et le travail devant être exécutés de façon que **la Semaine Mondiale de l'Internationale Syndicale Rouge** multiplie les forces et l'influence de l'Internationale Rouge parmi les larges masses ouvrières, organisées, ou non.

Tous au travail, camarades, préparons et réalisons la Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge!

Le Secrétaire Général du Bureau Exécutif: *A. Losovsky.*

Les membres du Bureau:

*Mayer* (Allemagne); *Arlandis* (Espagne); *Andreitchine* (Amérique); *Tom Mann* (Angleterre).

### Appel au Congrès de Lille.

Le Conseil Central de l'I.S.R. adresse au Congrès de la C.G.T. française, réuni à Lille, son salut fraternal.

Il espère que, de ce Congrès, le syndicalisme français sortira enfin régénéré et travaillera d'accord avec les organisations révolutionnaires de tous les pays à la réalisation, par le communisme, de l'affranchissement prolétarien, et qu'il rejoindra, après avoir répudié l'Internationale de collaboration de classe d'Amsterdam, l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou, où il retrouvera ses camarades communistes et syndicalistes de 42 pays (Espagne, Angleterre, Amérique, etc.).

Le Congrès Constitutif de l'I.S.R. a voté, à une grosse majorité, l'échange des délégations entre les Comités Exécutifs de l'Internationale Comuniste et de l'Internationale Syndicale, afin de rendre effective la collaboration entre les deux Internationales sur le terrain révolutionnaire.

Mais, malgré cette liaison, le Congrès n'a jamais entendu diminuer l'autonomie des organismes syndicaux des différents pays et les deux Congrés n'ont jamais eu en vue la subordination de l'une des deux Internationales à l'autre.

Les manoeuvres des gouvernements bourgeois et des réformistes qui tendent à faire croire aux militants français que le Congrès de Moscou a décidé la subordination mécanique du mouvement syndical mondial à l'Internationale Communiste, seront déjouées par les révolutionnaires clairvoyants et éprouvés.

Encore une fois nous espérons que les militants révolutionnaires français ne tomberont pas dans les pièges que leur tendent, sous prétexte de l'autonomie, les gouvernants bourgeois et leurs fidèles serviteurs réformistes.

Vive l'Internationale syndicale rouge.

Vive la Révolution prolétarienne mondiale.

*A. Lozovsky*, Secrétaire Général.

*Tom Mann* (Angleterre), *Arlandis* (Espagne), *Andreitchine* (Amérique), *Noghine* (Russie), *Mayer* (Allemagne), Membres du Bureau Exécutif.

### Résolution concernant les C. S. R.

Ayant pris connaissance des résolutions adoptées par le comité Central des Syndicalistes Révolutionnaires et de la polémique provoquée en France par les résolutions et les décisions du Congrès des Syndicats Révolutionnaires, le Bureau Exécutif de l'I. S. R. constate:

Que les camarades ont protesté contre les décisions du Congrès avant même d'en avoir pris une connaissance suffisante;

Que la déclaration des C. S. R. disant qu'ils n'adhéreront pas à l'Internationale Syndicale Rouge, a provoqué la joie effrénée de nos ennemis de classe;

Que la déclaration parue dans la „Vie Ouvrière" du 29 juillet, signée d'un groupe d'Espagnols irresponsables et disant que les camarades espagnols délégués au Congrès International des Syndicats ont trahi les intérêts de la classe ouvrière, jette une ombre non pas sur la délégation espagnole, mais plutôt sur les camarades qui écrivent et publient des déclarations aussi indignes;

Que les décisions des C. S. R. dirigées contre l'I. S. R. désorganisent le mouvement révolutionnaire international et donnent des armes à l'Internationale d'Amsterdam;

Que les désaccords existants peuvent être résolus non en sortant de l'I. S. R., mais par une entente fraternelle de toutes les tendances sur la base de la lutte révolutionnaire contre nos ennemis de classe;

Que les raisons pour lesquelles les C. S. R. trouvent possible de rester entre Amsterdam et Moscou ne peuvent être considérées comme sérieuses et que les divergences de vues qui se sont manifestées peuvent être résolues dans le cadre de l'I. S. R.

Considérant tout ce qui précède le Bu-

reau Exécutif de l'I. S. R., qualiffie de crime contre la révolution toute division des forces des syndicats révolutionnaires, estime nécessaire de faire tout le possible pour renforcer l'unité révolutionnaire, en tenant compte, bien entendu, des particularités de chaque pays, et décide d'inviter à Moscou, pour des pourparlers, les représentants du Comité Central des Syndicalistes Révolutionnaires, en déclarant d'avance que l'I. S. R. et son Bureau Exécutif feront tout ce qui dépend d'eux pour constituer le front révolutionnaire unique dont nos ennemis rêvent la rupture.

Le Secrétaire Général du Bureau Exécutif:

*A. Losovsky.*

Les membres du Bureau: *Mayer* (Allemagne); *Arlandis* (Espagne); *Andreitchine* (Amérique); *Tom Mann* (Angleterre); *Nóghine* (Russie).

**Aux syndicalistes revolutionnaires de tous les pays.**

L'Internationale des Syndicats Rouges a été constituée. Dès maintenant se groupent autour d'elle les organisations syndicalistes du monde entier qui sont prêtes à provoquer l'écroulement du monde capitaliste.

Nous, syndicalistes révolutionnaires, sommes venus à Moscou pour défendre nos principes au Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Mais notre courant n'a pas été le plus fort. Les organisations syndicales de l'Europe centrale ne s'identifient pas complètement avec notre syndicalisme. Cependant, une haute valeur révolutionnaire est leur caractéristique. Le prolétariat russe, allemand, hongrois, yougo-slave, tchécoslovaque, possède de brillantes pages d'histoire révolutionnaire. Une différente interprétation de certains aspects de la lutte nous sépare, mais nous sommes unis par la même ardeur révolutionnaire et par notre foi dans le triomphe du prolétariat.

La division des syndicats révolutionnaires en deux Internationales serait un crime contre le prolétariat universel, et ses efforts resteraient impuissants devant la coalition de la bourgeoisie et l'Internationale Jaune d'Amsterdam. La formation d'un front unique s'impose au moment où la société capitaliste est fortement secouée dans ses fondements.

La constitution de l'Internationale Syndicale Rouge est un événement de la plus haute importance: elle signifie la totale cohésion des travailleurs qui luttent pour leur émancipation définitive. Les quinze millions d'ouvriers qui se groupent déjà sous le drapeau de l'Internationale de la Révolution verront augmenter le nombre de la grande armée prolétarienne qui doit livrer les batailles décisives.

L'Internationale Syndicale Rouge, constituée à la chaleur de l'Internationale Communiste, s'est tracé comme but immédiat l'entente de toutes les forces sincèrement révolutionnaires pour la formation du grand bloc de la Révolution. Son autonomie peut être préservée, son indépendance affirmée par l'adhésion totale de tous les groupements syndicalistes révolutionnaires.

Il reste entendu que toutes les décisions du Congrès ne nous ont pas donné pleine satisfaction et qu'on a dû faire de mutuelles concessions, néanmoins nous croyons indispensable de rester au sein de l'Internationale Syndicale Rouge et la renforcer, si nous voulons faire œuvre réellement révolutionnaire. Voilà pourquoi nous lançons cet appel aux syndicalistes révolutionnaires de tous les pays qui n'ont pas adhéré, pour qu'ils restent dans l'Internationale avec la ferme volonté de défendre nos principes et de contribuer au triomphe de la Révolution Sociale dans tous les pays.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!
Vive le syndicalisme révolutionnaire!
Vive la Révolution Sociale!

Moscou 2 Août 1921.

Confederacion General de Trabajadores
Mexico, *M. D. Ramirez.*

Confederacion Nacional del Trabajo de Espano,
*Andres Nin.*

*Henri Sirolle* — Délégué Syndicaliste français.

„Unione Syndicale Habana"
Vecchi, *Duilio Mari.*

Nederlandshe Federatie van Transportar
*C. Porthumer.*

National Arbeits Secretariat in Niderland von de delegatie
*Bornoman.*

*George Andreytchine*
Délégation Américaine

*Tom Mann.*
Délégation Anglaise

**Résolution du Conseil de L'I.S.R. concernant les unions allemandes.**

Le Conseil Central, après avoir entendu la déclaration des représentants des Unions, déclaration concernant leur attitude à l'égard des décisions du Congrès, décide:

1) Conformément aux décisions du Congrès International des Syndicats Rouges ne peuvent être membres de l'I. S. R. que les organisations qui se soumettent aux décisions prises par le Congrès.

2. Les délégués de „L'Union Ouvrière Libre de Helsenkirchen", et de „L'Union Ouvrière Générale" et L'Union Libre des Marins"—Bartels, Disch et, Giseler — ont déclaré au nom des membres de ces organisations qu'ils ne se soumettaientpas aux décisions du Congrès.

3. Les ouvriers, groupes dans les organisations en question, qui sont étroitement liés à l'I. S. R., n'ont pas donné à leurs représentants le mandat de ne pas se soumettre aux décisions du Congrès.

4. C'est pourquoi le Conseil Central propose de convoquer un Congrès de ces Unions, dans le courant des deux mois prochains, basé sur la représentation directe de tous les membres de ces organisations. Le Conseil Central exige que ce Congrès déclare d'une façon claire et précise avec qui sont les prolétaires révolutionnaires de ces organisations: avec l'I. S. R., ou bien avec ceux qui veulent les éloigner du mouvement révolutionnaire syndical de tous les pays."

**Le Bureau Exécutif de l'I.S.R. aux Ouvriers des Unions Allemandes.**

Le premier Congrès des syndicats révolutionnaires qui a eu lieu à Moscou, du 3 au 19 juillet, a pris une série de résolutions déterminant les méthodes et les moyens de lutte des syndicats révolutionnaires de tous les pays. Toutes les tendances étaient représentées au Congrès, mais les représentants des unions allemandes sont restés complètement isolés dans nombre de questions essentielles. Leur situation isolée s'explique par le fait qu'ils ont voulu subordonner le mouvement ouvrier international, pris dans son ensemble, aux particularités spécifiques du mouvement syndical allemand. Ce faisant, ils ont perdu de vue que le Congrès Mondial définit la direction du mouvement en se basant sur les expériences positives ou négatives de tous les pays et non pas d'un seul pays choisi entre tous. Les représentants des unions allemandes se sont trouvés isolés notamment dans la question des méthodes et des moyens de lutte pour la conquête des masses ouvrières: "Est-il nécessaire de conquérir les vieux syndicats ou bien faut-il proclamer le mot d'ordre de destruction des organisations de masses dans le but de la fondation d'organisations syndicales révolutionnaires parallèles?" C'est ainsi que la question s'est posée au Congrès Mondial. Le congrès s'est prononcé à l'unanimité contre la tactique de vos représentants en soulignant que le mot d'ordre de destruction de vieilles organisations syndicales n'était ni opportun, ni réalisable, car les organisations syndicales, avant tout, doivent grouper toute la masse ouvrière. Il est nécessaire, quelque mauvais que soient les chefs et quels que soient les crimes qu'ils accomplissent envers la classe ouvrière, de pénétrer dans les organisations syndicales et de lutter à l'interieur de celles-ci contre la bureaucratie syndicale. On doit organiser la lutte là même où cette bureaucratie cherche à étendre son influence, c'est-à-dire dans les masses ouvrières, car la révolution ne pourra réussir qu'après que des millions d'ouvriers, se trouvant actuellement dans les rangs des vieilles organisations syndicales, auront été conquis aux idées révolutionnaires. Voilà en substance la résolution du 1-er Congrès mondial des syndicats révolutionnaires.

Avant le Congrès, déjà, nous avions une connaissance suffisante de votre point de vue sur cette question. Maintenant, après que le Congrès a pris une décision basée sur l'expérience de tous les pays, nous vous demandons quelle sera votre attitude à l'égard de cette résolution? Deux possibilités de trancher cette question se présentent pour les unions: ou bien elles ne reconnaîtront pas les décisions du Congrès comme obligatoires pour elles, et resteront de ce fait en dehors de l'Internationale Syndicale Rouge, ou bien elles se soumettront à la discipline prolétarienne internationale et se réserveront le droit de faire discuter cette question au prochain Congrès International. Si nous examinons attentivement les méthodes et les moyens de lutte en Allemagne, en prenant en considération tous les groupe-

ments révolutionnaires existants et toutes les forces qui luttent entre elles dans le mouvement ouvrier, nous devrons constater avec une entière objectivité que les unions ne pourront jouer de rôle révolutionnaire que si: 1) elles fondent une seule organisation les englobant toutes et 2) coordonnent leurs actions syndicales. Ce sont là des exigences élémentaires sur lesquelles nous sommes obligés d'attirer votre attention. Jusqu'à présent l'unification n'est pas chose accomplie parmi les unions; jusqu'à présent elles constituent des organisations fermées qui par leur structure, par leur méthode de recrutement des membres, par le caractère de leur travail, et par toute leur activité ne peuvent remplacer les vieux syndicats. Elle ne peuvent pas remplacer ces derniers pour cette raison qu'elles représentent une série de groupes isolés. Cette dispersion des forces effraie les ouvriers qui ne comprennent pas pourquoi les organisations syndicales révolutionnaires doivent exister séparement, indépendamment l'une de l'autre. La sphère de l'activité des unions est nécessairement limitée, car elles agissent par groupes isolés. La première condition de leur adhésion à l'I. S. R. est donc leur unification.

Sur quel terrain cette unification devra-t-elle se faire? Cette unification devra se faire seulement sur la base des résolutions du Congrès International des syndicats révolutionnaires, car ces résolutions sont les résultat de l'expérience internationale et l'unité ne pourra être atteinte que dans le cas où cette expérience serait pleinement utilisée.

Les camarades des unions comprennent fort bien que les organisations créees par nous ne représentent pas un but mais seulement un moyen pour atteindre le but. Par conséquent, tous les systèmes, toutes les méthodes capables d'unifier les forces de la classe ouvrière doivent être appuyés d'une facon des plus énergiques par tous ceux qui voient les difficultés inouies que nous devons vaincre dans la lutte sociale. Admettons une seconde que les unions se fondent en une seule organisation et qu'elles se réorganisent suivant le principe d'organisation par industrie, englobant ainsi un plus grand nombre d'ouvriers qu'il ne leur est possible d'en grouper à l'beure actuelle. Dans ce cas, la question d'une unification de l'action et d'une collaboration étroite des unions avec la minorité révolutionnaire à l'intérieur des vieilles organisations syndicales se posera devant les ouvriers révolutionnaires de l'Allemagne comme une exigence d'une absolue necéssité. Il faut tout de même apprendre quelque chose de nos ennemis de classe! Nos ennemis nous opposent constamment un front uni et cohérent. Le front de la réaction est unique, cependant que le front de la révolution en Allemagne ne l'est pas du tout. Certains camarades d'humeur révolutionnaire voient, presque, dans la dispersion des forces le signe d'un état d'esprit particulièrement révolutionnaire de leurs organisations. Cette illusion est extrèmement nuisible. Le premier Congrès des syndicats révolutionnaires a escompté les moyens et les méthodes particuliers du lutte. Il a pris aussi en considérations la situation très compliquée, très embrouillée de la bourgeoisie ainsi que son front de la lutte unique. Ayant souposé toutes ces considérations, il s'est prononcé d'une façon claire et non équivoque pour l'unité d'action de toutes les organisations révolutionnaires syndicales et communistes dans chaque pays pris à part. En vous rappelant la nécessité de la consitution d'un front unique, nous exécutons simplement une décision du Congrès.

Vos assemblées devront se prononcer sur toutes les questions essentielles du mouvement ouvrier international et nous devrons vous demander: voulez-vous rester dans une situation isolée à l'avenir, ou voulez-vous, d'accord avec toutes les organisations syndicales révolutionnaires, entrer dans la lutte pour la cause de la Révolution sociale? Ensuite, nous vous adressons une prière instante de soupeser sérieusement toutes les conséquences de votre isolement et de vous rappeler constamment que les intérêts nationaux doivent nécessairement être subordonnés aux intérêts internationaux.

Donnez alors une réponse à l'Internationale Syndicale Rouge aux questions que celle-ci à le droit de vous poser: „Les ouvriers révolutionnaires, membres des unions allemandes, sont-ils pour ou contre les résolutions du 1-er Congrès mondial des syndicats révolutionnaires? Pensent-ils rester dans les rangs des syndicats révolutionnaires, et y défendre leur point de vue, ou bien veulent ils se mettre en dehors de ceux-ci? Veulent-ils

seconder la création d'une Internationale Révolutionnaire, ou veulent-ils créer des obstacles à cette création". Vos conférences devront trancher toutes ces questions. De vous, ouvriers, dépend la question de savoir si des organisations composant une véritable famille prolétarienne seront crées, ou bien si, au détriment des intérêts du prolétariat mondial et du prolétariat d'Allemagne, vous vous laisserez isoler des syndicats révolutionnaires de tous les pays, et, ceci, à cause d'une théorie mal interprétée.

L'I. S. R. a une opinion trop haute de la pureté de l'instinct révolutionnaire et de la saine conscience de classe des ouvriers révolutionnaires, membres des unions, pour douter de vos décisions. En tant que prolétaires révolutionnaires, en tant que soldats de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat, vous ne pouvez pas vous mettre en dehors de l'I. S. R.

Le Bureau Executif de l'I. S. R.

*A. Losovsky, secrétaire Général,*
*Noguine; — Russie,*
*Mayer; — Allemagne,*
*Tom Mann; — Angleterre,*
*Andreitchine; — Amérique,*
*Arlandis; — Espagne.*
*Membres du Bureau.*

**A la Confédération du Travail d'Italie.**

Chers camarades!

Vos représentants qui sont arrivés au Congrès International des Syndicats Rouges dans un but d'information, nous ont exposé le point de vue de la C. G. T. Italienne. Comme vous le savez, le Congrès a pris à ce sujet une toute autre position.

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge aurait voulu mettre en lumière certaines questions qui découlent, pour vous, des résolutions, de votre Congrès de Livourne, et pour nous, de celles du Congrès International qui vient de finir.

La Résolution de Livourne dit que les syndicats italiens adhèrent sans réserve à l'initiative de la création d'une Internationale Syndicale Rouge et que la C. G. T. Italienne se soumettra à toutes les décisions du Congrès International des Syndicats á Moscou. Nous voudrions savoir de quelle façon la C. G. T. italienne pense établir ses rapports avec nous dans l'avenir. Vous considérez vous comme membres de l'Internationale Syndicale Rouge, conformément à la résolution de Livourne, ou non? Comment croyez-vous trancher cette question définitivement? D'un autre côté, nous croyons que les décisions du Congrès de Livourne sont suffisamment claires pour qu'ils ne soit même pas nécessaire de poser cette question. Si nous la posons, c'est simplement parce que vos représentants nous ont exposé la décision prise à Livourne comme une décision non définitive et qui ne prévoit pas la sortie d'Amsterdam. Nous aurions voulu recevoir de vous des explication complètes sur cette question pour pouvoir définir une fois pour toutes les rapports qui doivent exister entre nous.

La deuxième question à laquelle nous aurions voulu recevoir une réponse est celle-ci:

La C. G. T. Italienne estime-t-elle nécessaire de publier les résolutions du I-er Congrès International des Syndicats Révolutionnaires et de les répandre parmi les ouvriers italiens?

Il nous semble que cette question ne doit même pas se poser, mais étant donné que ces temps derniers nombre des malentendus ont surgi entre nous, nous aurions voulu recevoir à ce sujet une réponsé précise.

Enfin, troisième question: désireux de recevoir des renseignements de première main pour nous faire ensuite une opinion sur cette question, nous vous prions de bien vouloir nous communiquer tous les documents concernant l'activité des fascistes et des représentants des organisations syndicales. Nous réservons notre opinion sur cette question, car nous n'avons pas de données suffisantes, données dont, incontestablement, vous disposez.

En outre, nous vous serions très reconnaissants de nous communiquer les sommes exactes des dommages que les organisations syndicales ont supportés du fait des attaques fascistes, ainsi que les listes des militants syndicaux tués dans ces collisions sanglantes.

Enfin, nous voudrions savoir la date à laquelle vous avez décidé de convoquer le Congrès Confédéral, afin d'avoir la possibilité de préparer pour ce Congrès des documents capables d'intéresser les délégués.

En attendant votre prompte réponse nous vous envoyons notre salut fraternal.

Le Secrétaire Général du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge:

*A. Lozovsky.*

## Aux Congrès des Trade-Unions d'Angleterre.

L'Internationale Syndicale Rouge envoie son salut au prolétariat anglais! Au cours de la dernière année, le mouvement syndical anglais a traversé un grand nombre de conflits et de secousses. Des grèves et des lock-outs, inconnus jusqu'à présent dans l'histoire, ont eu lieu dans votre pays. Vous avez pu vous convaincre du prix des phrases démocratiques et libérales dont on a régalé les ouvriers anglais au cours des longues années de guerre. Votre bourgeoisie est merveilleusement organisée et ce qui est encore plus important, elle possède une haute conscience de classe, elle a donné aux ouvriers anglais une leçon des choses avec un cynisme que seuls les aveugles sont encore à ne pas voir. Votre bourgeoisie a montré que les intérêts de sa classe étaient pour elle au-dessus de tout. Elle a fait des promesses, quand cela lui était avantageux. Il s'est trouvé des hommes qui ont cru en elle; la bourgeoisie les utilisa, ces hommes, jusqu'au moment où elle n'en eut plus besoin, et les rejeta ensuite comme une chose inutile pour la poursuite de son œuvre et la realisation de ses buts. Après la grande grève des mineurs, après de nombreux lock-outs qui ont touché des millions d'ouvriers, le prolétariat anglais ne peut ne pas se demander: et après? Dans quelle voie faut-il s'engager pour defendre les intérêts de la classe ouvrière? La voie de l'entente avec la bourgeoisie a fait manifestement faillite. Ce fait doit être reconnu même par les dirigeants du mouvement syndical anglais qui se sont fait une spécialité dans les éloges de la paix sociale et de la collaboration des classes.

La voie de l'entente et de la collaboration avec la bourgeoisie est en faillite complète. Quiconque oseraeit-il dire que notre affirmation est fausse? Et si cette voie de la collaboration des classes, contre laquelle, dès sa fondation, l'Internationale Rouge a mis en garde toutes les organisations ouvrières, si cette collaboration a abouti à d'aussi tristes résultats tels que l'augmentation du chômage, la baisse des salaires et l'arrogance croissante de la bourgeoisie, si cette voie a demontré son inconsistance, que doivent ils faire, les syndicats anglais dans l'avenir?

Se trouvera-t-il parmi vous des hommes qui, à l'encontre de la logique et du bon sens, chercheront encore l'honneur d'une collaboration avec la bourgeoisie? Le mouvement ouvrier anglais pourra-t-il poursuivre dans l'avenir les chemins battus et n'est-il pas temps de songer aux nouvelles methodes et aux nouveaux moyens de lutte?

Comme vous le savez, les faits sont choses tenaces, et la seule conclusion pratique que les trade-unions anglais ne peuvent ne pas faire dans la situation actuelle, est la suivante: il faut rompre définitivement et catégoriquement avec la vieille théorie et la vieille pratique, il faut rejeter tout espoir en la bonté de la bourgeoisie, il faut songer constamment à rendre plus âpre la lutte sociale, il faut se préparer à la révolution sociale et ne jamais oublier que la bourgeoisie ne cèdera point volontairement ses positions. Il faut se rappeler que l'issue de la situation pénible où se trouve la classe ouvrière de tous les pays est dans la révolution et la dictature du prolétariat. Et lorsque les syndicats tireront cette conclusion logique de l'expérience passée, lorsqu'ils comprendront que la question n'est pas de lutter par groupes isolés contre les patrons de telle ou telle branche de l'industrie, mais qu'il s'agit d'opposer la classe ouvrière dans son ensemble à la classe patronale, lorsqu'ils opposeront à la bourgeoisie et à son Etat leur volonté ouvrière révolutionnaire, ils seront contraints de rompre avec l'Internationale d'Amsterdam, qui incarne les idées de collaboration des classes et se verront dans l'obligation d'adhérer à l'Internationale Rouge pour laquelle les voies et les méthodes de lutte sont claires et qui ne porte point la marque d'une collaboration avec les ennemis du prolétariat.

L'Internationale Syndicale Rouge est fermement convaincue que le jour est proche, où les syndicats anglais, avec leur longue expérience de lutte, rejetteront dans leur grande majorité la tactique d'entente et passeront à l'offensive non seulement pour améliorer les conditions de travail et pour augmenter les salaires mais pour renverser la bourgeoisie et instaurer le pouvoir des travailleurs. Pour vaincre la bourgeoisie, il ne suffit pas seulement d'avoir une bonne organisation, il ne suffit pas seulement de savoir opposer l'organisation du travail à celle du capital, il faut bien savoir que

la bourgeoisie, dans la défense de ses privilèges, fera absolument tout pour désorganiser et démoraliser la classe ouvrière et ses organisations syndicales, pour attirer à elle les dirigeants de ces dernières, pour semer les illusions, quant à la possibilité d'un developpement paisible, et profiter ensuite de la démoralisation provoquée pour rejeter le prolétariat à des dizaines d'années en arrière.

Salut et meilleurs souhaits!

Vive le prolétariat révolutionnaire et les syndicats révolutionnaires d'Angleterre!

Vive l'unité de la classe ouvrière sur la base de l'action révolutionnaire!

Vive la Révolution Sociale!

Le Secrétaire Générale de l'I. S. R.
*A. Losovsky.*

Les membres du Bureau Exécutif: *Mayer* (Allemagne); *Arlandis* (Espagne); *Andreitchine* (Amérique); *Tom Mann* (Angleterre).

**Résolution du Conseil Central de l'I. S. R. concernant le mouvement syndical espagnol.**

„Le Conseil Central de l'I. S. R. ratifie l'accord ci-dessous, conclu en principe, en se basant sur les résolutions adoptées par le I-er Congrès Mondial des Syndicats Rouges, entre les délégations de la C. N. T. et le Parti Communiste Ouvrier d'Espagne.

1) Tous les syndicats ouvriers qui se sont séparés de l'organisation réformiste, dite „Union Ouvrière Générale" entrent dans la „Confédération Nationale du Travail". La date de cette adhésion sera fixée par une convention spéciale selon les conditions de lutte dans le pays et la possibilité pour la C. N. T. de jouir de l'existence légale, dont l'a privée l'atroce réaction actuelle.

2) D'accord avec les résolutions du Congrès, les noyaux communistes restent dans les syndicats réformistes, coordonnent leur action avec celle de la C. N. T. et font bloc avec elle pour mener une action conjointe.

3) Dans le cas où les communistes disposeraient de la majorité au prochain Congrès de l'Union Générale Ouvrière, la fusion des deux organisations devra être réalisée. Dans le cas contraire les communistes doivent rester dans le cadre de cette organisation en poursuivant leur travail dans son sein en vue de sa conquête. La sortie du sein des organisations réformistes dependra d'un accord préalable des deux parties interessées. Dans le cas où la minorité révolutionnaire se verrait exclue de l'Union Générale Ouvrière, les organisations exclues adhèrent automatiquement à la C. N. T.

4) Les syndicats révolutionnaires affiliés à l'Union Générale Ouvrière doivent participer au Congrès de la Fédération Nationale du Travail".

**Circulaire concernant les comités internationaux de propagande.**

A toutes les organisations adhérant à l'Internationale Syndicale Rouge.

Chers camarades!

Simultanément avec les travaux du I-er Congrès des Syndicats Révolutionnaires se sont réunies à Moscou des conférences des délégués groupés par industries. C'est ainsi qu'ont eu lieu les conférences suivantes: des Métaux, du Textile, des ouvriers du Sous-sol, des Transports, du Livre, de l'Habillement, de l'industrie du Bois, des membres de l'Enseignement, de l'industrie chimique, des travailleurs de l'Agriculture et des Forêts, et des employés. Toutes ces conférences, les unes travaillant pendant le Congrès, les autres après sa clôture, ont reconnu à l'unanimité la nécessité de créer des centres internationaux de propagande et d'agitation, aptes à répandre les Idées de l'Internationale Syndicale Rouge.

Aucun des assistants n'ignorait que les Secrétariats Internationaux d'industrie et de métier actuellement existants représentent des filiales de l'Internationale d'Amsterdam, avec l'empreinte particulière à sa théorie et à sa pratique. Si l'on considère attentivement toutes les Fédérations Internationales de métier ou d'industrie existantes, si on les étudie une à une pour se rendre compte de leur activité d'après guerre (sans toucher à leur activité en temps de guerre), on doit reconnaitre, que ces organismes n'ont point dépassé le seuil des Congrès, Conférences et Résolutions à peine teintées de rose. Pénétrés d'esprit de collaboration de classe, habiles à traiter avec la bourgeoisie, durant toute la période de la guerre, ces gens là ne sont pas sortis du cadre de leur idéologie, et tous les Sécrétariats de métier et d'industrie Internationaux, actuellement, ne sont rien

autre chose que des bureaux de statistiques ou d'information. Cependant, la crise internationale se fait sentir toujours plus cruellement. Tous les pays, toutes les branches d'industrie, les uns après les autres, traversent de dures épreuves. Les industriels d'Amérique utilisent la main d'œuvre allemande, moins coûteuse, aggravant ainsi le chômage dans leur pays. Le chômage envahit aussi l'Angleterre. Aucun pays ne peut être cité, où la crise et la disette ne se fasse sentir, de même que l'arrogance toujours croissante de la bourgeoisie. Or, que font les Secrétariats Internationaux pour organiser la lutte sur une échelle internationale? Qu'ont — ils fait, les mineurs du monde entier durant la fameuse grève des mineurs anglais? Oui, que faisait l'Internationale des Travailleurs du Sous-Sol à l'heure où 1,250,000 mineurs anglais livraient bataille sur le front économique? Où était-elle, l'Internationale des Transports, quand les cheminots et les travailleurs des Transports anglais avaient manqué à leur engagement de soutenir les mineurs dans leur lutte? Comment l'Internationale du Textile réagit elle contre le lock-out des travailleurs du Textile en Angleterre? Que font enfin tous ces organismes Internationaux qui devraient s'occuper d'organiser la lutte internationale, de grouper les ouvriers de tous les pays par branches d'industrie? Quel est leur attitude dans le conflit gigantesque où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers sont engagés? Toujours l'abstention. Parfois une résolution anémique surgit, mais elle reste impuissante, car les éléments constitutifs de chacune des conféderations internationales songent, avant tout, aux intérêts de leur métier respectif, réduit au cadre de leur patrie.

Dans ces conditions, une tâche gigantesque s'impose aux syndicats révolutionnaires. Ils ne peuvent plus se borner aux cadres nationaux dans leur lutte, ils ne peuvent plus fixer leur attention aux seules questions touchant à la vie intérieure de leur pays. Jamais la lutte nationale ne fut si étroitement liée avec la lutte internationale. Chaque ouvrier révolutionnaire, chaque syndicat rouge doivent envisager comme une tâche pressante la création des Fédérations Internationales du prolétariat révolutionnaire, capables de lutter sur nne échelle internationale. Le problème de la création des fédérations internationales est une des tâches capitales de notre époque révolutionnare. Quelle voie faut-ils suivre pour atteindre ce but? Le Congrès de l'I. S. R. tenu à Moscou, et toutes les quatorze conférences de métier et d'industrie, ont répondu à l'unanimité qu'ils fallait commencer par créer des comités internationaux de propagande. Il faut suivre la voie de l'organisation des forces révolutionnaires pour répandre dans les masses, au moyen de l'agitation et de la propagande, les idées directrices adoptées au Premier Congrès Constitutif des Syndicats Rouges. Toutes les quatorze conférences se sont prononcées contre la scission au sein des fédérations internationales actuellement existantes. Elles n'ont pas cru nécessaire de quitter ces fédérations. Elles ont voulu, tout en restant dans le cadre des Secrétariats Internationaux, tout en prenant part aux Congrès Internationaux, défendre leur point de vue, opposer résolument la ligne de conduite de l'I.S.R. à la théorie et à la pratique de l'Internationale d'Amsterdam.

Quatorze comités de propagande existent donc. Ils groupent les industries essentielles. Si certaines branches restent encore en dohors de ces comités, cela s'explique par le fait qu'elles n'étaient pas suffisamment reprusentées au Congrés International des Syndicats Révolutionnaires.

Voyons quelles sont les tâches de ces comités et quelles sont, par rapport à eux, les tâches de toutes les organisations adhérant à l'Internationale Syndicale Rouge?

Avant tout, les syndicats adhérant a l'I.S.R. et partageants ses principes, doivent adhérer à leurs Comités de Propagande respectifs. Le comité International de Propagande est le point de concentration des forces révolutionnaires dans chaque branche d'industrie. Il faut donc que dans chaque pays les ouvriers groupés par industrie dans leurs organisations révolutionnaires, soient attachés á leur Comité International respectif. Cette adhésion ne doit pas rester purement formelle, elle doit être suivie de certains versements permettant aux comités de mener la propagande et l'agitation.

Dans quelles directions sera-t-elle menée, cette propagande? Elle se fera certainement dans le cadretracé par le Premier Congrès Constitutif des Syndicats Révoluttionnaires, dans le domaine qu'il a choisi. Le travail de l'organisation des

syndicats révolutionnaires autour des Comités de Propagande doit s'accomplir dans chaque pays avec le concours étroit et sous la direction des représentants de l'Internationale Syndicale Rouge.

En poursuivant énergiquement la tâche de l'organisation des syndicats d'industrie révolutionnaires, en groupant les syndicats et les groupes minoritaires autour des Comités de Propagande, nous augmenterons les forces de l'Internationale Syndicale Rouge, car le ralliement de nos partisans, réalisé suivant les branches d'industrie, nous permettra d'augmenter considérablement nos effectifs. Toutes les organisations sont appelées à soutenir activement les Comités en question, en ce qui concerne l'édition et la distribution des feuilles d'agitation et des brochures qui serviront dans le domaine de chaque industrie, à développer et à répandre les principes essentiels de l'I.S.R.

Nous nous adressons à toutes les organisations, à tous nos partisans, avec l'ardent appel de fixer une attention sérieuse sur l'appui à donner aux Comités de Propagande et sur la concentration autour d'eux des forces révolutionnaires de chaque industrie. L'organisation des ouvriers autour des Comités Internationaux de Propagande doit attirer la plus forte attention de nos amis. Chaque syndicat ou chaque groupe adhérant aux Comités Internationaux est un nouveau détachement de la révolution sociale. Voilà pourquoi les Comités Internationaux de Propagande doivent être le point central fixant l'attention des syndicats révolutionnaires. Le Bureau Exécutif est convaincu que les organisations adhérant à l'I.S.R. sauront comprendre l'importance de l'activité des Comités Internationaux de Propagande et feront tout leur possible pour affermir ces comités et grouper autour d'eux tous les prolétaires révolutionnaires.

Salut fraternel.

*Le Bureau* Exécutif de l'I.S.R.
*A. Losovsky*, Secrétaire Général.
*Tom Mann* (Angleterre).
*Mayer* (Allemagne).
*Andreitchine* (Amérique).
*Noguine* (Russie).
*Arlandis* (Espagne).
Membres du Bureau.

## Appel au Congrès d'Unification des Organisations Ouvrières de la République Argentine.

Camarades!

Au Congrès des organisations ouvrières du monde entier, à Moscou, où étaient représentés plus de 25 millions d'ouvriers, a été définitivement constituée l'Internationale Syndicale Rouge. Notre tâche actuelle est d'unir toutes les forces révolutionnaires organisées de la classe ouvrière et de renforcer leur puissance en combattant sans cesse le capital.

La bourgeoisie argentine, malgré la neutralité de ce pays dans la dernière guerre impérialiste, s'est actuellement assimilé toutes les habitudes de rapine de la bourgeoisie des pays belligérants. Selon l'exemple des capitalistes de l'Europe et de l'Amérique du Nord, elle mène une offensive organisée contre la classe ouvrière et sème la mort et la famine dans les familles ouvrières. N'étant pas en mesure de restaurer une vie économique normale dans le cadre du régime capitaliste, la classe bourgeoise est fermement résolue à conserver ses privilèges au prix des pires atrocités. Dans tous les pays, la bourgeoisie a fondé ses gardes-blanches. „La Ligue Patriotique“ en Argentine, „Les Gardes Civiques“ en Erance, l'„Orgesch“ en Allemagne, les „Fascistes“ en Italie, les „Somantens“ en Espagne. Dans tous ces pays, elle a dressé un front uni contre la classe ouvrière. Elle fait mourir de faim, emprisonne et massacre traîtreusement les représentants les plus conscients de la classe ouvrière.

Dans de telles conditions, toute division dans les rangs du prolétariat est inadmissible. A l'unité du front capitaliste il faut opposer l'unité du front révolutionnaire prolétarien.

A l'Internationale Jaune d'Amsterdam, nous opposerons l'Internationale Syndicale Rouge.

Vive le prolétariat unifié de l'Argentine!
Vive l'Internationale Syndicale Rouge!
Vive la Révolution Mondiale!
Le Conseil Conseil Central de l'I. S. R.

Le Bureau Exécutif:

*Losovsky*, Sécrétaire Général; *Arlandis* — (Espagne); *Tom Mann* — (Angleterre); *Andreitchine* (Amérique); *Noguine* — (Russie); *Mayer* — (Allemagne), Membres du Bureau.

SOMMAIRE: 1. A nos lecteurs. 2. Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, par le cam. Losovsky. 3. Les Comités Internationaux de Propagande. a) L'organisation des Comités Internationaux de Propagande; b) la Conférence des marins tenue à Moscou; c) les métallurgistes russes à le Congrès de Lucerne. 4. Echos du Congrès Constitutif de l'I. S. R. a) une lettre du cam. Souvarine; b) la résolution des C. S. R. de Boulogne-Billancourt; c) dans la presse espagnole; d) les impessions d'un délégué norvégien; e) l'opinion de l'organe suisse „L'Avant-Garde". 5. Chronique du mouvement ouvrier international. a) Le Congrès de Lille; b) le Congrès de la Fédération Americaine du Travail; c) Le Congrès des cheminots polonais; d) dans les docks et chantiers allemands: e) la grève des employés de banque de Tchéco-Slovaquie; f) les communistes et la C. G. T. d'Italie. 6. Vie sociale et politique. a) la faillite du B. I. T.: b) la concurrence sur le marché mondial et les salaires ouvriers en Allemagne; c) une nouvelle hausse des prix en Allemagne. 7. Partie officielle. a) La première session du Conseil Central de l'I. S. R.; b) Appels, résolutions, circulaires, etc.; 1) Au secours des affamés russes; 2) Aux ouvriers et soldats de tous les pays; 3) Circulaire concernant la „Semaine de l'Intern. Syndi Rouge"; 4) Appel au Congres de Lille; 5) Résolution concernant la position des C. S. R.; 6) Aux syndicalistes révolutionnaires de tous les pays; 7) Résolution du Conseil Central concernant les Unions Allemandes; 8) Le Bureau Exécutif de l'I. S. R. aux ouvriers des Unions Allemandes; 9) A la C. G. T. d'Italie; 10) Appel au Congrès des Trade-Unions d'Angleterre; 11) Résolution du Conseil Central de l'I. S. R. concernant le mouvement syndical espagnol; 12) Circulaire concernant les Comités Internationaux de Propagande; 13) Appel au Congrès d'unification des ouvriers de la République Argentine.

L'EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.
Imprimerie de la IIIème Internationale.

# Errata remarqués.

| Page | Ligne | Texte imprimé : | Texte corrigé : |
|---|---|---|---|
| 38 | 48 | Duilio | Giulio. |
| 43 | 3 et 4 | Ouvrière | des Travailleurs. |
| 43 | 8 | Ouvrière | des Travailleurs. |
| 43 | 34 | Ouvrière Générale | Générale des Travailleurs. |
| 43 | 50 | Ouvrière | des Travailleurs. |

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

**№ 2** **Moscou** **10 Septembre 1921.**

## Le Congrès de Lille.

Le congrès syndical qui s'est tenu à Lille dans les derniers jours du mois de juillet, constitue un épisode important de la lutte ardente que mènent, contre l'équipe dirigeante de Jouhaux et Co., les éléments révolutionnaires des organisations syndicales qui veulent ramener la C. G. T. dans la voie révolutionnaire d'avant-guerre. Il marque le moment où les forces antagonistes, majoritaires et minoritaires, autrement dit réformistes et révolutionnaires, sont devenues sensiblement égales, où les deux tendances nettement opposées ont atteint un état d'équilibre. Jouhaux et sa bande restent maîtres de la C. G. T., mais ils s'y trouvent presque complètement paralysés. Et la bourgeoisie, qui avait en eux de fidèles défenseurs, s'apprête déjà à les abandonner à leur sort infortuné, tels des domestiques qui ne peuvent plus servir.

Le ministère confédéral n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce à deux manœuvres. D'abord, il a brusqué la convocation du Congrès et l'a avancé de deux mois. Les minoritaires progressaient par bonds; si on attendait septembre, date normale du Congrès, la défaite majoritaire était certaine. Par un simple coup de force, on décida de réunir le Congrès en juillet.

La dimension du nombre des mandats frappe tout de suite. De 2240, à Orléans, il passe à 2950, à Lille. Chacun constate que l'effectif global de la C. G. T. reste maintenant stationnaire. Mais les mandats augmentent considérablement. Il y a, ou à peu près, le même nombre de syndiqués, mais les syndicats font un saut énorme: il y en a 710 de plus. C'est là un fait en apparence déroutant. Mais l'explication en devient très simple, si on sait que les statuts de la C. G. T. attribuent pour les congrès une voix par syndicat. Un syndicat, une voix: telle est la règle, que le syndicat ait 20 membres ou qu'il en est 20.000 Aussi, entre Orléans et Lille, les dirigeants confédéraux n'ont pas perdu leur temps: ils ont ranimé des syndicats en sommeil, ils en ont créé de nouveaux, utilisant tous les moyens dont ils disposent pour un travail de cette sorte.

Malgré tout, ils doivent constater que, d'une année à l'autre, plusieurs grandes Fédérations leur ont échappé: le Bâtiment, les Chemins de fer, l'Alimentation, les Métaux, bien que Merrheim, par une manœuvre in extremis et un manque de dignité absolue, ait réussi à se maintenir au secrétariat. Dans d'autres fédérations, les progrès sont énormes et les minoritaires y seront majorité demain: tel est le cas des Cuirs et Peaux, 54 contre 50; du Textile, 80 contre 75; des Verriers, 32 contre 30. Même le Livre, ou s'exerce depuis toujours une forte influence réformiste, voit cette fois se dresser une minorité imposante de 44 mandats contre 97. Les majoritaires n'ont désormais au-

cune base solide, toutes les corporations leur échappent les unes après les autres.

Le vote du Congrès leur laisse quelque répit, un court délai avant la défaite. Ils en attendaient naturellement autre chose. Ils auraient voulu pouvoir procéder à des exclusions et désorganiser la minorité. Quelques fédératfons étaient entrées dans cette voie. Le Congrès devait les féliciter, les encourager et demander que d'autres les imitent. Le résultat a été tout contraire: les exclusions prononcées ont été annulées et les exclus ont siégé au Congrès. C'est pour les majoritaires le plus grand échec. Car ils savent que s'ils ne réussissent pas à chasser les minoritaires, ils sont perdus. Le problème de la scission les obsède. Mais ils ne savent pas comment le résoudre. Leurs amis et conseillers bourgeois les excitent publiquement et leur crient le danger. Mais il est plus facile de demander la scission que de la faire. On a beau répéter que plus le temps passe, plus elle devient difficile à réaliser, Jouhaux laisse passer le temps et ne fait pas la scission. Il ne la fait pas, parce que la minorité qu'il faut chasser, ou au moins disloquer, est aussi nombreuse que ses propres forces, qu'elle les équilibre et que même, sur cette question particulière, elle est plus forte. Beaucoup de syndiqués qui consentent encore à laisser Jouhaux à la tête de la C. G. T. ne le suivent plus, lorsqu'il leur demande de considérer l'adhésion à Moscou comme un crime.

Des débats mêmes du Congrès, il n'y a que peu de chose à retenir. Le mode de discussion en usage dans les Congrès Confédéraux est en lui—même assez défectueux. Deux parties composent l'ordre du jour: le rapport moral pour l'année écoulée et l'orientation syndicale pour l'avenir. Aucune question n'est discutée a fond, aucun sujet précis n'est débattu: ce n'est qu'une suite de discours alternés de majoritaires et de minoritaires, qui se répondent plus ou moins les uns aux autres. Cela permet à Jouhaux d'expliquer, à l'aide de quelques phrases ronflantes, que la participation à la Conférence de Washington, à la Société des Nations, au Bureau International du Travail d'Albert Thomas, cela n'est pas du tout de la collaboration de classe, mais la vraie voie révolutionnaire; à Merrheim, chiffonnier abject, de vider la hotte que lui et ses aides emplissent en fouillant les poubelles de la contre-révolution; à Dumoulin, minoritaire assagi, mais tourmenté, de s'attendrir sur les sacrifices et les souffrances des membres du Bureau Confédéral, tandis que la minorité ne parvient pas à tirer parti des circonstances les plus favorables. Elle avait cette fois un sujet excellent avec le journal quotidien de la C. G. T., le „Peuple". Il n'est venu en discussion qu'après les votes. Le cas de ce journal est plein d'enseignements: les dirigeants de la C. G. T. l'ont imposé aux syndiqués, ils en ont fait décider la création non par un congrès, mais par un Comité Confédéral National où ils sont toujours sûrs d'une majorité docile. Ils espéraient avoir ainsi un instrument précieux pour la défense de leur politique. Mais le journal n'a aucun succès, il n'a qu'un chiffre de lecteurs infime, ridicule par sa petitesse. Il coûte cent mille francs par mois aux syndiqués. Les ouvriers ne le lisent pas. Où trouver une meilleure preuve que Jouhaux et Co. sont sans liaison avec la masse ouvrière? Ils n'ont de liaison qu'avec la bourgeoisie, et le jour où ils perdront leurs fonctions, ils s'effondreront.

Ils répètent sans cesse que les minoritaires, en les accusant de trahison, les calomnient. Mais le camarade Mayoux leur a dit très nettement pourquoi ils sont des traîtres: „Après avoir fait une politique de guerre, a-t-il déclaré, la C. G. T. fait une politique gouvernementale d'après-guerre. C'est en cela que consiste ce que nous appelons sa trahison. Collaborer avec un gouvernement bourgeois c'est trahir".

Un postier, Digat, s'est taillé un grand succès auprès des majoritaires en proclamant à grand fracas quelques formules absurdes, quelques lieux communs, et en mettant la révolution partout, sauf où elle est. Il a dit que le prolétariat est révolutionnaire lorsqu'il construit et réactionnaire lorsqu'il détruit. Ce qui doit être interprété ainsi: le prolétariat est révolutionnaire lorsqu'il est représenté à la Société des Nations, mais il est réactionnaire lorsqu'il songe à un accident du genre de celui de 89. Un autre acte révolutionnaire (!) de la C. G. T., c'est d'avoir, à propos de la reconstruction des régions dévastées, enlevé l'initiative à l'Etat. Cette découverte comblera d'aise M. Yves Guyot et quelques fossiles manchestériens. Notez d'ailleurs que la C.G.T.

n'a rien enlevé du tout à l'Etat, que son projet a été simplement mis au panier par M. Loucheur, qui s'en est allé traiter la question avec son compère Rathenau, à Wiesbaden. „Ce que je veux, s'est enfin écrié Digat, c'est que tous les partis politiques, le parti communiste comme les autres, sortent battus du Congrès et que le syndicalisme, qui suffit à son destin, triomphe.“ Or, ce syndicaliste pur, ce contempteur de tous les partis politiques, est lui-même membre du parti Renaudel-Thomas-Longuet-Boncour. Ce qu'il voulait à Lille, c'était prendre sa revanche de Tours.

Avec les délégués étrangers a parlé Eddo Fimmen. Ce secrétaire de l'Internationale Jaune a été provoquant; il s'est permis d'interpeller les minoritaires, de leur demander pourquoi ils restaient dans la C. G. T. puisque la politique que font ses dirigeants ne leur plait pas. Nos camarades ont protesté vivement contre la grossièreté provocatrice de l'envoyé d'Amsterdam. Inutile de dire que le gouvernement, qui avait massé des forces de police à l'entrée de la salle du Congrès dans le but de ne pas laisser échapper les délégués de Moscou dont la venue avait été annoncée, s'est empressé de viser le passeport de ce bon serviteur de la bourgeoisie.

Le Congrès de Lille est le dernier où les majoritaires auront la majorité. Les révolutionnaires sont sûrs de l'emporter sous peu en nombre. Cependant la tâche qu'ils ont devant eux reste grande. Il ne s'agit pas seulement de devenir majorité; car il est clair maintenant que Jouhaux et Co. n'abandonneront pas facilement leurs places et ne s'en iront pas sans essayer de briser l'organisation syndicale qui les aura rejetés. Il ne faut pas seulement les chasser, il faut les mettre dans l'impossibilité de saboter l'organisation syndicale. Pour atteindre ce double but, la minorité doit se discipliner et s'organiser plus solidement qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Elle s'est toujours laissé manœuvrer par les majoritaires. Ceux-ci l'accusent d'user de calomnies et de violence. Mais à Lille, le premier jour, ce sont les matraques majoritaires qui se sont abattues sur le dos des minoritaires trop naïfs. Demain ce seront les matraques gouvernementales: judiciaires, policières, qui s'abattront sur eux. Bidegaray battu, fait venir l'huissier. Jouhaux aussi fera venir l'huissier et le gendarme. La minorité le sait, mais elle ne le sait pas assez et trop souvent, comme dans la question de l'autonomie syndicale, elle se laisse acculer à la défensive. Elle a une année devant elle pour se préparer: ce n'est pas trop.

*A. Rosmer.*

# Sur le front de la famine.

A peine revenu à Moscou, j'écris sous l'impression encore fraîche des scènes d'horreur que j'ai pu observer de mes propres yeux.

J'ai eu la possibilité d'accompagner la Commission de Secours du Comité Central des Soviets qui visitait les régions frappées par la famine.

Cette commission avait pour but de prendre connaissance, sur les lieux, de la situation des régions affamées. Elle devait se rendre compte de ce qui a été fait pour lutter contre la famine dans les régions affamées et pour donner des instructions et des conseils aux comités locaux de secours.

En route pour Samara nous nous sommes arrêtés dans différentes localités, et notamment à Penza, où nous sommes entrés en contact direct avec les souffrances humaines.

Nous avons visité les hôpitaux, les écoles, les maisons d'enfants, nous avons parlé au peuple sur les places, dans les rues, et le soir un meeting fut organisé auquel 15.000 personnes assistèrent. A Samara, dès que notre train est entré en gare, un tableau effrayant de misère et de désespoir s'est offert à nos yeux. Dans la gare même, et tout autour, outre la foule habituelle, on voyait partout des gens des deux sexes et de tous les âges couchés sur les pavés, incornation vivante du désespoir.

Sur la grande place du marché, occupée exclusivement par les gens sans logis, on voyait se presser des centaines et des centaines de groupes séparés. Il ne m'est

jamais advenu, au cours de ma vie déjà longue, de voir un spectacle aussi triste. Les petits enfants nous regardaient avec des yeux si pitoyables, que chacun de leurs regards étaient comme un coup dans le cœur. Les adultes, par contre, faisaient montre d'une complète indifférence à tout ce qui les entourait, comme s'ils avaient déjà bu jusqu'à la lie la coupe des malheurs offerte par le destin. Il semblait que le degré suivant de la souffrance—la mort—ne pouvait déjà plus les effrayer.

Etant entrés en conversation avec un de ces groupes, nous apprîmes qu'ils avaient abandonné leur village, situé à une trentaine de verstes de Samara, et qui comptait dans le temps plus de 4.000 habitants. Sur ce nombre, un tiers a quitté le village, il y a trois semaines environ. Ils ont tous été envoyés en Sibérie par l'entremise du Comité de secours de Samara. Le groupe qui nous parlait avait décidé de suivre les camarades déjà partis et, dans le cas de renseignements favorables, de continuer la route en tenant au courant de l'état des choses les habitants restés dans le village. Dans le cas de renseignements défavorables, les paysans restés au village, n'auront plus d'autre ressource que la mort. Quant à ceux qui partent, ils se montrent indifférents: qu'importe qu'on meure ici, ou là. Nous avons assisté dans l'immeuble du soviet local à un meeting organisé par la Commission pour puiser de plus amples renseignements. A ce meeting, on nous a montré le pain fabriqué dans les régions affamées et dans la composition duquel entrait exclusivement de la terre, des racines et des herbes. On nous a montré également 28 succédanés herbeux. Il serait ridicule, semblerait-il, de parler du travail dépensé pour la préparation d'un pareil "pain". Mais les faits sont tels et sur la conclusion des experts locaux, un aliment de ce genre, dans la composition duquel il entre de la terre, renferme même un certain % de graisse.

Dans ces conditions, nous n'étions nullement étonnés de voir l'aspect complètement épuisé de certains enfants, qui montraient un ventre gonflé au point qu'il était deux fois plus gros qu'un ventre d'enfant ordinaire. Beaucoup d'entre eux n'étaient vêtus qu'à demi. Leurs misérables loques laissaient à decouvert une grande partie de leur corps. Nous avons visité des asiles où, journellement, on amène des enfants à mesure qu'on les recueille dans les rues et sur les places. Le nombre de ces enfants recueillis est de deux cents par jour environ. Dans les asiles installés par le comité, on leur donne un dîner, ou du moins un morceau de pain, on les mène aux bains, où on les lave avec des savons de fortune. Les choses ne vont pas très bien, car le manque du nécessaire dépasse toute description.

Nous sommes allés également dans la maison où les enfants sont hébergés pendant une quinzaine de jours. Nous sommes entrés aussi dans les hôpitaux. Partout, on découvre un manque très sérieux de médicaments, de lits, de lingerie, et en général de tout ce qui est absolument nécessaire pour un confort minimum. Et malgré tout, dans ces institutions les enfants avaient des visages très frais et très gais, et montraient une reconnaissance très vive envers les soeurs et tout le personnel affecté à leur service.

Nous avons visité, ensuite, des colonies d'enfants, établies dans de très bonnes maisons bien installées à tous les points de vue, quoique ces colonies ne soient pas assurées dans une mesure suffisante en approvisionnement et autres objets de première nécessité. Dans ces colonies, les enfants se remettent très vite et très bien. Et si on réussissait à mettre tous les enfants des régions affamées dans de pareilles colonies, les souffrances seraient atténuées considérablement.

Le camarade Kalinine, tout le long de la journée, sans jamais se lasser, consultait les gens, donnait des conseils et des instructions.

Nous avions dans notre train des wagons spéciaux où on recevait les plaintes, où l'on donnait des conseils à tous ceux qui en demandaient. Un avis affiché annonçait que tout le monde pouvait s'y adresser.

Le soir, nous organisions habituellement des meetings, auxquels prenaient part les membres de la délégation américaine, qui accompagnaient la Commission.

On nous a dit que plus au sud, sur la Volga, la famine était encore plus forte qu'à Samara. Nous avons manifesté alors le désir de nous en convaincre personnellement, d'abandonner le train et de voyager par bateau, en nous arrêtant

dans les villes et dans les villages, et de nous rendre compte de visu de la situation réelle.

Dans ce but, nous sommes allés à Saratov où nous avons continué à nous documenter, aidés dans cette tâche par le Comité local. A Saratov, nous avons revu le même tableau qu'à Samara, mais avec une plus petite quantité d'émigrants et de réfugiés. Du reste, la ville avait un un aspect un peu moins épuisé.

Il est nécessaire de souligner, que dans la région de Saratov la colonie allemande de Marxstadt offre le spectacle d'une calamité particulièrement étendue. Ici, la famine est plus forte, parce qu'il y a eu mauvaise récolte l'année passée, par suite de la sécheresse. La population extrêmement laborieuse de cette ville a été acculée aux dernières limites de la souffrance.

Nous nous sommes arrêtés à Kamischine et à Tzaritsine. Dans cette dernière ville, j'ai été particulièrement frappé par la très grande abondance des marchés, où l'on voyait à profusion des fruits, des légumes, des melons d'eau et des tomates. Dans les boutiques du marché on voyait de grandes réserves de charcuterie, du beurre, du pain et du lait. En général, les paysans avaient un aspect rassasié et content. A Tsaritsine, dans l'intervalle de 5 à 10 heures du soir, j'ai réussi à prendre la parole dans 4 meetings. Les environs de Saratov ont un aspect complètement dévasté, mais l'abondance des approvisionnements sur les marchés témoigne que pour de l'argent on peut obtenir des aliments de bonne qualité.

A Astrakhan, on se plaint du manque de pêcheurs pour la pêche de septembre. La plus grande partie de la population de cette ville s'occupe de l'industrie de pêche, de telle sorte que la récolte de blé ne les touche pas autant que la population des régions agricoles.

Pour conclure, j'estime que Samara, autant qu'il m'est possible de m'en rendre compte, est le centre même de la région affamée. Sur une étendue de 2.500 verstes que nous avons parcourues, Samara se présente comme la ville des souffrances humaines par excellence.

Je pense qu'en tendant toutes ses forces, la Russie pourra vaincre finalement la famine. Et si elle est secourue rapidement par les ouvriers d'autres pays,— et j'espère que cela sera fait—la panique sera évitée, et on parviendra à prévenir d'autres épreuves aussi pénibles dans l'avenir.

Je remercie cordialement les camarades qui m'ont aidé dans mon voyage. A mon retour en Angleterre, dans une semaine, je ferai tout ce qui dépend de moi pour organiser les secours aux affamés.

*Tom Mann.*

# La famine russe et l'Europe Occidentale.

La région affamée de la Russie est presque aussi grande en surface que toute l'Allemagne. Les deux plus grandes provinces de la région de la Volga sont à elles seules peuplées de sept millions d'habitants. Le nombre total des habitants des régions atteintes par le désastre est probablement de 18 millions. La ruine des transports, causée par la guerre impérialiste et par la guerre civile, au cours desquelles les mercenaires „patriotes" du capitalisme de l'Entente se sont comportés en vandales, empêche la circulation des vivres. La détresse est incroyable.

Partout en Russie, dans tous les milieux, on s'efforce de combattre le désastre et de diminuer la misère. Le peuple russe, poursuivi par le boycottage du capitalisme mondial, fait preuve d'un esprit de sacrifice incomparable. Les syndicats russes utilisent tous les moyens pour réaliser une aide rapide et efficace. Le gouvernement soviétiste se consacre entièrement à cette question. Les savants et les intellectuels sont tous réeprésentés dans les comités de secours. L'on organise et l'on mobilise en grand et en petit.

Mais les efforts de la Russie, réduite à ses propres ressources, ne suffisent pas pour changer complètement la situation, car tout le pays souffre de la disette. C'est pourquoi le gouvernement soviétiste, le grand écrivain russe Maxime Gorki et l'Internationale Communiste et Syndicale, ont demandé des secours à tous les hommes de cœur. Considérons un peu la manière dont les difiérentes classes et partis des

pays étrangers ont répondu à ces appels. Comme l'on pouvait s'y attendre, la presse capitaliste n'a pas laissé échapper une telle occasion de propagande antibolchéviste et antiprolétarienne. La bourgeoisie cherche à tirer avantage de la situation pour organiser une nouvelle attaque générale contre le gouvernement soviétiste, ou tout au moins pour le faire chanter. Les mensonges, les falsifications, les nouvelles tronquées, les déclarations inhumaines et brutales abondent dans la „Deutsche Zeitung“ et consorts. Mais c'est la presse bavaroise qui remporte le premier prix dans ce concours de calomnie. Le clergé, et un grand nombre d'organes démocrates, se sont laissés aller à une campagne effrénée de haine.

Seule la „Frankfurter Zeitung“ apprécia la situation d'une façon objective. Mais elle non plus ne s'est pas privée, à l'égal de la „tante Voss“, de dire leurs vérités aux bolchéviks. Malgré les cris de cette presse, le gouvernement allemand s'est décidé à organiser des secours, à envoyer un navire chargé de médicaments et de vivres à Riga. Malgré un démenti officiel, il est bien évident que les ministres Wirth et Rathenau cherchent à saisir l'occasion pour créer en faveur du capital allemand de meilleures chances et d'obtenir du gouvernement soviétiste de bonnes concessions. La composition du comité de secours allemand, dans lequel sont réprésentés le gouvernement, les partis politiques, les cercles médicaux, ainsi que le haut commerce, la haute industrie et la haute finance, est tout à fait caractéristique.

En Angleterre, une partie de la bourgeoisie est en train de saisir l'occasion pour établir des relations commerciales étroites avec la Russie en prétendant, naturellement, agir dans un but humanitaire. Cependant, la presse de Northcliff contient de fréquentes protestations contre les secours à la Russie Soviétiste, et il paraît évident que les éléments bourgeois, qui sont derrière cette presse, voudraient bien faire, à la faveur de la situation actuelle, une nouvelle tentative en faveur d'une restauration du régime tzariste bourgeois en Russie. Balançant entre les deux camps, Lloyd George se réserve la possibilité de suivre l'une ou l'autre de ces lignes politiques en prétendant être en ce moment encore insuffisamment informé.

Actuellement, les cercles dirigeants de la bourgeoisie en France—la haute finance — sont fermement décidés à saisir l'occasion pour provoquer une attaque générale contre la Russie soviétiste. Le „Temps“ du premier août, représente la famine comme „un fruit du bolchévisme“: cependant, il confesse que l'on ne saurait s'attendre à ce que la famine et les épidémies suffisent à causer la chute du gouvernement soviétiste et propose l'institution d'un contrôle des comités de secours par le capitalisme international (qui ainsi pourra aider et accélérer la chute des Soviets). Il apparaît clairement que les hommes d'affaires de la bourgeoisie française ne perdent pas leur temps. Pendant que la bourgeoisie française lance dans sa presse boulevardière un flot de mensonges et d'histoires de voleurs sur des révoltes imaginaires ayant lieu en Russie, elle envoie en même temps des armes, du matériel de guerre, des avions et des munitions à la Pologne et à la Roumanie, et opère de noveaux transports de troupes en Haute-Silésie, que ne justifie pas le maintien de l'ordre dans cette province. Elle organise et renforce la fabrication des gaz asphyxiants, des canons, du matériel de guerre et des munitions à Paris et dans les environs. En d'autres termes, les capitalistes français font jouer une fois de plus à leurs vassaux de Pologne et de Roumanie un rôle actif en Russie, en espérant, sans doute, que les atteintes de la famine pourront être complétées par l'attaque des bandes contre-révolutionnaires armées par la France.

L'attitude de la bourgeoisie américaine est moins nette. Malgré le fait que le sénateur France, revenu de Russie, prévient la bourgeoisie (dans la „Vossische Zeitung“) contre un espoir immodéré de chute du gouvernement soviétiste, provoquée par la famine et la crise générale économique, et se déclare, en conséquence partisan d'une action internationale de secours, et malgré que le ministre du commerce et du travail, Hoover ait organisé des secours, une telle action ne paraît être que le déguisement d'une nouvelle attaque contre la Russie Soviétiste, désirée par une partie de la bourgeoisie américaine. En tout cas, cette partie de la bourgeoisie prépare des manoeuvres de chantage à l'égard de la Russie Soviétiste affamée. Elle trouve ses complices

parmi les éléments impérialistes de la bourgeoisie anglaise et française. Ce „syndicat international“ cherche à obtenir le contrôle de l'action de secours, sous les auspices d'une organisation internationale.

Voyons maintenant quelle est l'attitude des menchéviks et des semi-menchéviks à l'égard de l'action de secours?

Les socialistes majoritaires de l'Allemagne jouent, à la vérité, un rôle déplorable. Dans leur haine aveugle de tout ce qui a quelque rapport direct ou indirect avec Moscou, ils parlent „d'un aveu, causé par la détresse, de la banqueroute bolchéviste“, l'attitude de la „Rote Fahne“ leur paraissant être une inepte glorification de la Russie Soviétiste. Les renégats et les traîtres du prolétariat sont incapables de garder les apparences comme les bourgeois, démocrates et humanitaires. Le S. P. D. déclare vouloir venir en aide à la Russie, mais refuse de participer à l'action prolétarienne unifiée proposée par le V.K.P.D., sous le prétexte qu'il désire s'abstenir de toute manifestation pouvant avoir un caractère politique. Il préfère, naturellement, travailler de concert avec la bourgeoisie et participer à l'action de secours organisée par des citoyens „respectables“. Son représentant, le D. Adolf Braun, n'a qu'un souci, celui de rappeler aux autres nations, à l'Entente en particulier, la nécessité d'aider la Russie. Mais il considère comme incompatible avec les intérêts nationaux de l'Allemagne le placement des enfants russes dans les familles ouvrières allemandes.

L'orientation du parti-frère de la S. P. D., le „Labour Party“ d'Angleterre est identique. Les menchéviks anglais ne peuvent pas oublier tout à fait leurs „doutes et préventions“ contre le régime soviétiste, et, eux aussi, désirent participer à l'action de secours de la bourgeoisie, et non à celle des communistes. Voilà qui s'appelle être „sans-parti“! En Belgique, l'organe du Parti Social-démocrate, „Le Peuple“, est d'accord avec l'organe financier de Paris „l'Information“, pour recommander un prompt secours à la Russie; mais l'on ne peut remarquer aucune espèce d'activité pratique de la part des menchéviks belges. Comme toujours, ils sont en train de reproduire sans commentaires tous les mensonges imaginables de la presse bourgeoise sur la Russie, et de frapper dans le dos les „oppresseurs de la Géorgie affamée“.

Les menchéviks de gauche balancent entre les communistes et les social-traîtres conscients. Les menchéviks russes se rendent ridicules en demandant la formation en Allemagne d'un comité d'ouvriers représentant toutes les tendances politiques, et désirent accorder l'initiative de cette action internationale de secours à Amsterdam-la-jaune. Pourquoi pas en coopération avec l'Internationale Syndicale Rouge? L'organe menchéviste allemand, la „Freiheit“, a lancé un appel, le 27 juillet, adressé aux ouvriers allemands pour faire connaître les véritables causes de la catastrophe, pour organiser une journée générale de travail pour une assistance internationale du prolétariat et pour organiser une pression des masses laborieuses sur les détenteurs du pouvoir dans les différents pays. Il clame que le devoir historique des partis socialistes du monde entier est de forcer les gouvernements et les éléments bourgeois de se mettre à l'action tout de suite. Le Q. S. P. D. lui-même accepte la proposition du V.K.P.D. de consolider l'Union prolétarienne par une action commune en faveur de la Russie. Quant au chef centriste français Jean Longuet, il émet cette délicieuse proposition, (le „Populaire“, 28 juillet), de confier la direction des secours à la Société des Nations, afin que Moscou soit bien persuadé qu'elle n'est pas la citadelle de la coalition capitaliste. Le secrétaire de „l'Internationale 2½“, Friedrich Adler, ne peut s'empêcher de mentionner dans un appel de secours, les „graves erreurs des bolchéviks, fatales à la révolution sociale.“ Et les grands prêtres de „l'Internationale 2½“, les frères ennemis Karl Kautsky et Edouard Bernstein, joignent à leurs appels en faveur du peuple russe des considérations sur les péchés du gouvernement soviétiste.

Ce qui nous intéresse particulièrement, nous, syndicalistes, c'est l'attitude des syndicats.

Au début, le président de la Centrale Allemande, le pilier de l'Internationale Syndicale Jaune, Monsieur Leipert, a été le premier à promettre la participation de son organisation à celle du prolétariat en faveur d'une action commune de secours. Cependant, inquiet d'être blâmé

par la bourgeoisie, il a retiré ensuite sa promesse. En coopération avec les représentants du gouvernement, de la haute industrie, de la haute finance et des majoritaires, le deuxième président de la Centrale, Grassmann, a accepté une place dans le comité exécutif de secours de la bourgeoisies. Les socialistes majoritaires et cette organisation syndicale sont à la vérité beaucoup plus près de la bourgeoisie et des capitalistes que du prolétariat, et ils ont prouvé leur solidarité internationale en 1914-18. Nous soulignons simplement ce fait qui ne nous surprend aucunement.

La C. G. T. française dans laquelle, comme on sait, l'influence des réformistes et des révolutionaires est à forces égales, lance un appel aux ouvriers voté par le congrès de Lille, pour organiser des secours immédiats.

En ce moment l'attitude de l'Internationale d'Amsterdam est un mystère pour nous. Il ne faudrait pas être trop étonné en apprenant qu'elle attend de connaître les décisions de la Société des Nations.

Et maintenant, passons à la presse communiste et aux partis communistes, ainsi qu'aux tendances révolutionaires amies.

En Allemagne, la „Rote Fahne", ainsi que les autres journaux ouvriers sympathisants, publient, outre les appels officiels des partis et des organisations, des rapports quotidiens, des propositions pratiques et des exemples d'aide spontanée du prolétariat. Ils relèvent les mesures prises par les bourgeois et par les organisations prolétariennes de tous les pays et les soutiennent par une propagande active.

La „Freie Arbeiter-Union" de Königshütte du 6 août publie un appel d'une rare ardeur révolutionnaire, intitulé „Au secours du prolétariat russe"—„Faites de volontaires sacrifices en faveur des pionniers de la révolution et soulagez les combattants fatigués".

La „Freie Arbeiter Union de Gelsenkirchen" est également fidèle à ses obligations révolutionnaires à l'égard du prolétariat russe, elle lance un appel de secours aux ouvriers allemands en mettant en circulation des timbres soviétistes spéciaux et en s'opposant au transport des munitions et des troupes.

Les syndicalistes (le „Syndicaliste", № 21) ainsi que le représentant de la U. S. P. D. à la commission de secours, ont fait une fort intéressante proposition, en demandant que chaque famille ouvrière allemande accepte dans son sein un enfant russe, ils demandent aussi que l'on organise des collectes. Malheureusement, les incorrigibles „Indépendants" n'ont pu résister à la tentation de joindre à cette charitable proposition une autre proposition qui ne paraît pas importante, mais qui cache une politique dangereuse: ils demandent que le gouvernement soviétiste mette en liberté tous les social-révolutionnaires, les social-démocrates, les syndicalistes et les anarchistes incarcérés.

En France, „l'Humanité" agit dans le même esprit que la „Rote Fahne" en Allemagne; la Section Française de l'Internationale Communiste, dans le même sens que la Section Allemande. La commission centrale demande aux ouvriers d'aider personnellement la Russie affamée, et d'opérer une pression sur la bourgeoisie pour faire cesser le mortel blocus de la faim. Le „Daily Herald", en Angleterre fait également du bon travail.

En général, les faits ont prouvé combien avait raison l'Internationale Communiste, lorsqu'elle déclarait dans ses appels: „Les Etats et les gouvernements capitalistes essaieront maintenant de se servir de la famine pour attaquer à nouveau la Russie Soviétiste sous le masque de la charité. C'est pourquoi elle fait appel en tout premier lieu à la classe ouvrière elle-même; mais le gouvernement soviétiste télégraphiait en même temps qu'il „accepterait tous les secours, de n'importe qui, sans distinction d'idées politiques". La Russie a besoin de l'aide du monde entier, ses propres forces ne suffisent pas à faire face à la catastrophe. La famine et les épidémies sont infinies, elles tuent.

Qelle est notre propre tâche? Tous les pays ont déjà reçu assez d'appels. Il est maintenant nécessaire d'introduire un certain ordre, un système dans les mésures à prendre pour combattre la famine, pour découvrir toutes les origines de cette famine et pour commencer une opération efficace le plus vite possible. Il s'agit de concentrer et de centraliser tous les règlements, plans, initiatives, d'établir un contact immédiat avec la Russie Soviétiste et de lui montrer que l'aide donnée est efficace.

Nous autres, l'Internationale Syndicale

Rouge, avons certaines tâches spéciales à remplir. Syndicalistes, nous devons, étant dans le berceau de l'Internationale Syndicale de l'action, faire un appel à la solidarité du prolétariat du monde entier. Outre les secours personnels, les prolétaires doivent exiger des puissants de tous les pays leur assistance à la Russie. Ils doivent demander que les relations commerciales soient immédiatement rétablies entre tous les pays et la Russie Soviétiste et que les marchandises commandées et déjà en route arrivent rapidement à destination. Ils doivent avant tout observer avec attention les actes de leurs gouvernements, afin de les empêcher de prendre une mesure quelconque dirigée contre la Russie Soviétiste. Cheminots, marins etc. doivent être sur leurs gardes contre le danger du transport des munitions.

Nous terminons par un appel au prolétariat du monde entier: „Aidez vos camarades ouvriers cruellement frappés par la famine, la misère et les épidémies. Aidez de tout votre pouvoir et faites affluer les secours de tous les côtés. Adressez des demandes aux autorités capitalistes. Rappelez-vous les grandes idées et le grand exemple de sacrifice et d'esprit révolutionnaire dont ont fait preuve vos camarades russes au cours de la longue période de la guerre civile. Ne laissez aucune place aux reproches et aux regrets tardifs.

Au secours et à l'action révolutionnaire! Debout pour l'action! La solidarité le demande, vos intérêts de classe! Prouvez au monde entier, que la solidarité prolétarienne n'est pas une illusion, n'est pas un vain mot.

*Anton Mayer.*

# Unions Internationales d'Industrie.

**Organisation des Comités Internationaux de Propagande.**

## Les travailleurs municipaux.
(Suite).

La Centrale Russe des travailleurs municipaux, conjointement avec le bureau de la section régionale de Moscou et les représentants des syndicats des travailleurs municipaux de l'Allemagne, Suisse, Bulgarie, Italie, Pologne, Arménie et Georgie, ont tenu plusieurs réunions pour la fondation d'un comité provisoire de propagande parmi les travailleurs municipaux du monde entier. Ces réunions furent dirigées par le cam. *Borovsky* (Russie). Les travailleurs municipaux de l'Allemagne étaient représentés par les cam. *Ditzel* et *Eschifeld;* la Suisse, par le cam. *Wirth:* la Bulgarie, par le cam. *Tabatchkin*; l'Arménie, par le cam. *Galoustiane;* la Pologne, par le cam. *Comotsky;* l'Italie, par le cam. *Repossi;* la Géorgie, par le cam. *Lejava.* Les participants de ces réunions se firent avant tout un rapport mutuel sur la situation des syndicats dans leurs pays. Le cam. *Borovsky* indique que le syndicat russe des travailleurs municipaux fut fondé en 1906 et qu'à partir de 1907 il dut vivre illégalement. La révolution de 1907 lui permit de se reconstituer. Le premier congrès national des T. M., qui eut lieu le 7—V—1919, marque, le début de l'activité du syndicat. Actuellement 75 sections régionales y adhèrent, avec un nombre de 240.875 membres. Le travail d'organisation n'est pas encore terminé et il y a lieu de penser que le nombre des membres augmentera sensiblement dans le futur. Le cam. *Borovsky.* après avoir indiqué que le Comité central doit mener son travail dans des conditions très pénibles demande aux prolétaires étrangers de venir en aide aux ouvriers russes.

Le cam. *Ditzel* expose la situation du syndicat en Allemagne. Le syndicat des travailleurs municipaux y fut organisé il y a 30 ans. Le gouvernement allemand entrava longtemps son travail. Néanmoins le syndicat se renforça rapidement. En 1918, il y avait dans le syndicat 86.995 membres, au début de 1920—350.000 membres et en 1921 le syndicat groupe 492.000 membres. D'après le cam. *Ditzel*, 1/3 des travailleurs municipaux allemands sont pour Moscou. Il exprime sa conviction que les travailleurs municipaux d'Allemagne seront, aux jours de la Révolution, dans les colonnes de combat et n'y joueront pas un moindre rôle que leurs camarades russes.

Le cam. *Comotsky*, représentant de la Pologne, déclare que le nombre des travailleurs municipaux organisés polonais est d'environ 25.000 dont 33% pour Moscou. En 1921, eut lieu le I-er Congrès national de travailleurs municipaux de Pologne. La grande majorité était social-réformiste. Néanmoins, après la fondation d'une union nationale on peut espérer que la minorité communiste conquerra la majorité des travailleurs municipaux de Pologne.

Le cam. *Wirth* (Suisse) dit que dans son pays le syndicat des travailleurs municipaux compte 11.000 membres dont 1/3 est solidaire avec Moscou. Il est très intéressant de constater que presque tous les membres du bureau sont communistes. Cela rend le travail beaucoup plus facile.

La conférence reconnaît unanimement que l'Internationale d'Amsterdam ne soutient pas les intérêts des travailleurs municipaux et décide de fonder un comité provisoire de propagande. Dans la résolution adoptée, la conférence constate:

1. Que la tactique de collaboration avec la bourgeoisie a fait banqueroute.

2. Que la politique des vieux leaders est nuisible aux interêts de la classe ouvrière et qu'elle doit être démasquée.

3. Que le seule issue de la crise mondiale est le renversement du capitalisme par la révolution sociale et la dictature du prolétariat. La propagande mondiale de ces 3 mots-d'ordre est confiée au Comité provisoire de propagande.

Extraits de l'appel aux travailleurs municipaux du monde entier:

„Nous ne voulons pas la régéneration du capitalisme, y est-il dit, nous voulons l'instauration d'un nouvel Etat prolétarien communiste.

De nouvelles masses d'ouvriers de tous les pays, devenues conscientes, rompent avec l'Internationale d'Amsterdam; aux forces rassemblées de la bourgeoisie de tous les pays, elles opposent les forces du prolétariat conscient de son but et de la nécessité de fonder un centre révolutionnaire du mouvement ouvrier prêt aux actions décisives. Travailleurs municipaux, c'est à vous que cet appel est adressé, ne restez pas passifs et allez en avant".

## Les Travailleurs de l'Enseignement.

Aux réunions conjointes des travailleurs russes de l'Enseignement et de la Culture Socialiste avec les camarades étrangers participent: les cam. *Rozelief Kolesnikof, Alferof*, et *Zalkind* (Russie), *Hornley* et *Malpricht* (fraction communiste du syndicat de l'Enseignement d'Allemagne), *Mayer*, (Secrétaire de l'Internationale des Pédagogues) *Beza* (Allemagne), *Setton, Anberon* (organisation communiste du l'Enseignement de Hollande), *Loriot, Colliard* (fraction communiste du syndicat français de l'enseignement), *Irsmen* (Collège ouvrier d'Australie), *Rita, Manierotti, Vergilio, Berdaro, Djennari* (Fraction communiste du syndicat italien de l'enseignement); *Wirth* (Suisse), *Popof* et *Maimounkof* (Syndicats des instituteurs bulgares) et autres.

En outre, la Russie était représentée par le Commissaire du Peuple pour l'Instruction Publique, le cam. *Lounatcharsky*, son suppléant, le cam. *Litkens* et le membre du collège de l'Instruction Publique, la cam. *Kroupskaja*.

De nombreux rapports éclairent le rôle très sérieux qui doit être joué actuellement dans la lutte libératrice du prolétariat par les instituteurs révolutionnaires. Dans l'appel aux instituteurs et autres travailleurs de l'enseignement de tous les pays, qui constitue la plateforme du Comité de Propagande organisé, est soulignée cette idée que les travailleurs révolutionnaires de l'enseignement doivent remplir une grande œuvre dans l'emancipation des masses de travailleurs de l'enseignement et de toute la classe ouvrière par rapport à l'idéologie bourgeoise et à l'esclavage bourgeois. Jusqu'à présent les travailleurs de l'enseignement étaient et sont encore un instrument puissant de la bourgeoisie pour tromper la classe ouvrière et pour déformer la conscience de classe du prolétariat. Consciemment et inconsciemment, les travailleurs de l'enseignement étaient les propagateurs de l'idéologie bourgeoise et servaient d'agents au capital pour rendre moralement esclave la classe ouvrière, alors même que leur propre situation morale et matérielle était épouvantable. Ils soutenaient cette école de classe bourgeoise qui joue actuellement le rôle d'un des plus forts remparts du pouvoir bourgeois, constitue la

citadelle de la réaction capitaliste, de l'impérialisme et du chauvinisme."

A côte de la tâche difficile de propager les idées révolutionnaires de classe par une lutte énergique au sein des organisations syndicales, les travailleurs de l'enseignement sont appelés par l'histoire à développer la notion de classe des ouvriers et des paysans, à leur donner la foi dans l'action et rendre leur enthousiasme plus conscient. Le comité international de propagande, dont la sphère d'influence s'étend non seulement sur les travailleurs de l'enseignement, mais aussi sur les travailles de l'art, est composé des camarades: *Kolesnikof*, membre du bureau du C. C. du syndicat de l'enseignement (Russie), *Malpricht* (représentant du syndicat libre des travailleurs allemands de l'enseignement), *Lamby, Kandief* (Bulgarie) *P. Loriot* (du syndicat français de l'enseignement), *Ritti* et *Manerotti* (du syndicat italien de l'enseignement).

Le statut de C. I. P. des travailleurs de l'enseignement diffère de celui des autres comités de propagande. Il n'y a pas d'organisation internationale jaune des travailleurs de l'enseignement, donc pas d'ennemi organisé, marchant sous le drapeau d'Amsterdam, vu que l'Internationale des Pédagogues, dont fait partie le cam. *Mayer*, présent à la conférence, est une organisation purement révolutionnaire. C'est un gage du développement et du succès des travaux futurs du Comité de propagande.

## Les ouvriers de l'industrie chimique.

La Centrale russe des ouvriers de l'industrie chimique s'est depuis longtemps efforcée de nouer des liens internationaux avec les organisations correspondantes de l'Occident. Mais toutes ces tentatives ont été réprimées par les gouvernements des pays et d'occident et par les leaders jaunes des syndicats. Ayant appris que l'Internationale d'Amsterdam convoquait pour le 25 octobre 1920 un congrès mondial des ouvriers de l'industrie chimique, la Centrale russe y enoya une délégation composée des camarades *Trofimof*, *Belenkof* et *Grebelskaja*. Le 25 Octobre, la délégation se trouvait déjà à Berlin et pouvait être rendue à Amsterdam le 25 ou le 27, mais, il était nécessaire pour cela de recevoir l'autorisation du gouvernement hollandais. Quand le délégation russe s'adressa aux syndicats hollandais pour les démarches à faire, ceux-ci firent traîner cette affaire jusqu'à ce que le congrès fût terminé. La délégation russe malgré tout parvient à Amsterdam illégalement; elle entre en pourparlers avec le bureau éxécutif élu au congrès. Mais toutes les tentatives pour entrer dans la famille ouvrière internationale de cette industrie restèrent vaines et les ouvriers chimistes russes restent jusqu'à présent en dehors de l'union des camarades de l'Europe Occidentale.

Aux conférences de Moscou, participent les représentants de la Centrale Russe de l'industrie chimique et les délégués de l'Allemagne, de la Suède, de la Finlande, de la Bulgarie, et de la Jougo-Slavie. Le 22 juillet fut élu le comité International de liaison et de propagande des ouvriers de l'industrie chimique composé des camarades: *Trofimof* et *Kortschagine* (Russie), *Sachs* (Allemagne) et *Laine* (Finlande). Dans son appel, le comité International définit ses tâches de la manière suivante: 1) Mener une lutte énergique contre les idées de collaboration des classes; 2) mener la propagande pour la lutte de classe révolutionnaire et la dictature du prolétariat chaque fois que les ouvriers de l'industrie chimique se mettront en grève pour des raisons économiques.

## Les travailleurs agricoles et forestiers.

La conférence des délégues des syndicats des travailleurs agricoles et forestiers de la Russie, de l'Allemagne, de la Suède et de la Bulgarie, dans sa séance du 22/VII organisa un comité international de propagande, composé des camarades: *Tchouprof*, et *Gribof* (Russie), *Gernle* (Allemagne), *Friberg* (Suède), *Bojdadjef* (Bulgarie). Les membres du comité résidant à l'étranger furent chargés du travail d'agitation et de propagande selon le plan suivant:

1) L'Allemagne, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, le Luxemburg et la Hollande; 2) la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande; 3) la Bulgarie et tous les pays des Balkans. Le Bureau est chargé de la direction et de la coordination du travail sous la surveillance de l'I. S. R,

Les travailleurs agricoles et forestiers de tous les pays furent toujours parmi les plus opprimés et les plus exploités du prolétariat. Le comité international de propagande s'est donné comme mot-d'ordre d'enlever aux gros propriétaires fonciers

„la terre, les forêts et les moyens de production".

Dans son appel aux ouvriers agricoles et forestiers du monde entier, le comité souligne que la seule issue de l'impasse, où est acculée l'humanité par la politique criminelle des capitalistes et des leaders social-patriotes des syndicats, se trouve dans le renoncement aux anciennes methodes de conciliation, dans la lutte pour l'organisation de la production et de la répartition dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans la lutte pour l'économie communiste.

**Le Congrès des metallurgistes à Lucerne.**

Le IX congrès des métallurgistes vient de clôturer ses travaux à Lucerne. En lisant les comptes rendus des journaux, on est étonné de l'aplomb de ces messieurs qui, siègeant à Lucerne, parlent „au nom de 3 millions de métallurgistes de tous les pays".

Dès le début du congrès, un des leaders de l'Internationale $2^1/_2$, le menchevik suisse Robert s'est mis à chanter les louanges de la Démocratie Suisse, cette démocratie qui protège ses ouvriers contre la contagion bolchéviste et ne laisse pas assister les métallurgistes russes au congrès; cela laissait prévoir les décisions et la tactique qui allaient être adoptés par le congrès.

Dans son raport moral, le secrétaire international ILG souligne „qu'il est temps de transformer l'Internationale des métallurgistes en une organisation de combat", car son activité jusque là n'a porté qu'un caractère d'information qui ne répond plus aux exigences du moment.

Les ouvriers métallurgistes qui ne connaissent pas les arcanes diplomatiques des réformistes. s'imagineront peut-être trouver dans le discours d'Ilg le début d'une nouvelle ère dans la vie et l'activité de l'organisation internationale des métallurgistes. Mais les apparences sont trompeuses, comme chacun sait.

Si nous examinons le compte-rendu du 4-e congrès des métallurgistes qui s'est tenu à Amsterdam le 12 et le 13 Août 1904, nous verrons que le délégué allemand Schlike, dans son rapport sur les noveaux statuts, dit en propres termes ce qui suit: *La coordination des rapports internationaux entre métallurgistes est la tâche essentielle du moment et les attaques des entrepreneurs exigent une modification de nos statuts; notre union doit cesser d'être un bureau d'information et se transformer en une organisation de choc des métalturgistes de tous les pays.*

Après 9 années, au 7-ème Congrès de Berlin, le même Schlike demande qu'on ne s'étonne pas de voir l'oeuvre de l'organisation internationale marcher lentement. Il se voit obligé d'avouer que le travail le plus sérieux réalisé par le secrétariat international a été un travail d'information. Des événements grandioses se sont déroulés depuis et les mêmes leaders prononcent de nouveau les mêmes phrases sur *„la nécessité de fonder une organisation de combat"*, travail qu'ils ne sont pas capables de réaliser pratiquement et qui, d'ailleurs, ne les intéresse guère.

Au congrès de Copenhague, sous l'influence immédiate de la guerre et des révolutions russe et allemande, des protestations furent entendues et l'on critiqua, faiblement il est vrai, l'activité des leaders pendant la guerre. Au congrès de Lucerne tout est parfait; les décisions sont votées à l'unanimité; on chante des louanges au gouvernement suisse; la conduite des bolchéviks est condamnée. De grands débats ont lieu sur la question „brûlante" des cotisations.

Les leaders des métallurgistes ont atteint leur but. Les révolutionnaires sont exclus du congrès syndical et dans les cas où cette exclusion était difficile, les gouvernements capitalistes se chargaient de ce sale travail. Le congrès fut réglé comme un papier à musique. Le paix règne au sein de la Féderation Internationale des Métaux!

On versa, par convenance, des larmes hypocrites sur l'égarement des ouvriers russes, des résolutions furent adoptées contre la fabrication et la fourniture des munitions de guerre, contre la paix de Versailles etc....

Il n'était pas convenable de se taire sur toutes ces questions Mais en réalite toutes ces résolutions ne sont pas dangereuses, vu qu'il y est dit clairement que toutes les actions et protestations doivent être organisées par l'Internationale d'Amsterdam.

Parallèlement il est très intéressant de faire remarquer, que le congrès ne souffle mot du récent Congrès Constitutif des Syndicats Rouges de Moscou. Il eût été difficile de s'attendre à autre chose. Messieurs Schlike, Ilg et consorts ne pouvaient se contenter de traiter cette question en quelques mots, car cela aurait equivalu pour eux à signer leur propre arrêt de mort. Il ne leur restait donc qu'à garder le silence.

Quant'à nous, nous voyons clairement que cette politique du congrès de Lucerne est vouée à l'échec. Dans les masses des ouvriers métallurgistes se produit un réveil de la conscience de classe; elles adoptent de plus en plus les idées révolutionnaires. Les métallurgistes russes, qui ont pris une bonne part à sa construction et qui maintenant sont mis „hors la loi" par les leaders d'Amsterdam, ne resteront pas longtemps isolés. L'on ne peut douter que les organisations des métallurgistes de tous les pays ne quittent d'ici peu, un à un, le „refuge paisible", le secrétariat, qui a oublié la lutte de classes; elles se rallieront aux ouvriers russes pour la lutte révolutionnaire.

Les Français étaient représentés à Lucerne par le secrétaire de la Fédération, Merrheim. Mais nous savons que les métallurgistes français, à leur dernier congrès qui a précédé le congrès de Lille, ont condamné résolument l'activité et la politique d'exclusion de ce militant transfuge. Au congrès de la C. G. T. 126 délégues métallurgistes sur 299 ont voté contre les leaders de la C. G. T. et pour l'orientation révolutionnaire. Comment admettre après cela que Merrheim soit qualifié pour représenter la Fédération française des Métaux?

Nous savons, d'autre part, qu'en Allemagne, bien que les socialistes de droite aient réussi à triompher aux élections et à se garantir la majorité au congrès national des métallurgistes allemands qui va avoir lieu à Jéna, Schlike et ses partisans ne se sentent pas très tranquilles. Les communistes n'ont que 114 mandats sur 780, mais il faut en croire le „Vorwaerts" du 12/VIII, qui dit que la conquête par les communistes de 114 mandats „nous met (nous, socialistes de droite) devant de très lourdes tâches". Le „Vorwaerts" a raison, vu que derrière ces 114 mandats se trouve $^1/_3$ de tous les métallurgistes allemands, que seul le jeu fallacieux des combinaisons électorales réformistes a empêché d'élire un nombre de délégues correspondant à leur force réelle.

Il en est de même dans beaucoup d'autre pays.

Les métallurgistes révolutionnaires se sont vus condamner les portes de Lucerne. Il n'y a pas de place dans le secrétariat pour les ouvriers qui exigent la lutte de classe et la dictature du prolétariat. Il appartient au comité de propagande des ouvriers métallurgistes, fondé à Moscou, de devenir le centre autour duquel se rallieront les cadres révolutionnaires des métallurgistes.

## Les Congrès Internationaux.

### Employés.

Nous empruntons à la „Freiheit" du 16 août le compte-rendu de la séance d'ouverture du Congrès International des Employés.

Le 16 août eut lieu à Vienne l'ouverture du Congrès International des employés privés. Y ont assisté 42 délégués représentant 764.000 employés organisés. Fimmen, le secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam était présent en qualité d'hôte. La première journée a été consacrée aux salutions parmi lesquelles il faut souligner le discours du bourgmestre de Vienne, Neumann, et celui de Fimmen. Ce dernier à indiqué qu'en 1914 déjà un congrès international des employés devait avoir lieu à Vienne, mais n'avait pas été convoqué à cause de la guerre. A l'heure actuelle, l'Internationale des employés groupe. au lien des 80.000 membres qu'il comptait alors, près d'un demi million d'adhérents. „La tâche des syndicats, a dit Fimmen, consiste à lutter non seulement pour l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers, mais aussi pour le renversement du capitalisme". Smitts (Hollande) présente un rapport sur le travail de la commission des mandats. Le représentant du syndicat russe des employés, Strikovsky, n'est pas admis au congrès parce que: 1) Il n'existe pas en Russie des catégories d'employés privés telles qu'il y en a en Occident et 2) Confermément à la décision

du dernier congrès seuls les représentants des organisations afiiliées à l'Internationale d'Amsterdam peuvent être admis au Congrès International des employés.

Le Congrès a discuté entre autres la question des statuts de l'Internationale des Employés. Le Bureau a présenté un projet auquel les représentants de la Hollande ont apporté quelques amendements. Entre autres on lit dans le projet u bureau: „Les organisations syndicales ationales des employés techniques et es employés de commerce doivent être roupées dans une organisation internaionale pour, a) défendre les intérêts des employés sur le plan international, b) lutter contre le capitalisme, c) renforcer la solidarité internationale de la classe ouvrière d) organiser l'entr'aide.

Il a été souligné au cours des débats que le but de l'organisation internationale tel qu'il est exposé dans le projet est à ce point mal défini qu'à sa formule peuvent souscrire également les syndicats chrétiens et ceux de Girsch Dunkers. Après de longs débats, on a constitué une commission de 7 membres. Cette commission a formulé de la façon suivante le but de l'organisation internationale des employés: dans le paragraphe du projet des statuts écrire: Lutter contre le système capitaliste et pour remplacer ce dernier par un système de production et de répartition basé sur un travail commun ayant en vue le bien social et non des bénéfices particuliers".

### Ghapeliers.

Au „Fourreur" du 13 août (organe du syndicat des fourreurs allemands) nous empruntons le compte-rendu suivant du Congrès International des Chapeliers.

Du 6 au 9 juin courant s'est tenu à Zurich le 9-ème Congrés International des Chapeliers. Y étaient représentés l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Autriche allemande, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie et les pays scandinaves. Le Bureau International du Travail a délégué au Congrès le camarade Baumeister.

Au cours des débats sur le rapport du secrétaire de l'organisation internationale le camarade Metschke, l'activité du secrétariat a reçu l'approbation générale. Seuls les représentants de la France estimaient que pendant la guerre le siège du secrétariat aurait dû être transféré dans un autre pays. Sur la proposition du représentant de l'Italie, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité: „Le 9-ème Congrès International des Chapeliers salue le rétablissement des relations fraternelles entre les organisations nationales des différents pays et espère que ce fait contribuera à une recrudescence de l'activité et de la solidarité du groupement international des chapeliers oeuvrant au nom des intérêts économiques et moraux des ouvriers et au nom des buts suprêmes du mouvement prolétarien. Le Cohgrès prend en considération toutes les indications données et toutes les propositions déposées et ratifie le compte-rendu financier du secrétariat international pour la période 1913-1920". Dans une autre résolution adoptée sur l'initiative d'un délégué italien, il est dit: „Le Congrès approuve l'action du Secrétariat International pour la période de 1916 à 1920 et lui exprime sa reconnaissance". (Cette résolution a été adoptée à l'unanimité, à une abstention prés).

Aprés l'adoption de la résolution sur la question des cas d'empoisonnement par le mercure, le congrès passe à la discussion de la question de Moscou et Amsterdam. On adopte une résolution où il est dit: „Considérant les attaques et les insultes dirigées contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdame, le 9-ème Congrès International des Chapeliers lui exprime sa plus vive sympathie".

Le siège du Secrétariat des chapeliers est transporté en Italie. Le camarade Reina (Milan) est élu secrétaire.

### Radio au Congrès International du Textile.

Le Comité Central du Syndicat Panrusse du Textile vient d'apprendre que le Congrès International du Textile doit se réunir à Paris le 1-er septembre. Après les promesses presque formelles du secrétaire international du Textile, Thomas Shaw, et les longs pourparlers menés par l'intermédiaire de la Centrale Allemande du Textile, le Comité Central était en droit de supposer que la Fédération Internationale du Textile saurait obtenir du gouvernement francais l'autorisation d'entrer en France pour les représentants russes du Texrile, délégués

au Congrès. Or, nous n'avons pas même reçu d'invitation officielle. Nous comprenons fort bien la haine de la bourgeoisie mondiale pour tout ce qui vient de la Russie prolétarienne, mais nous sommes indignés que les chefs officiels des syndicats du Textile n'aient rien fait pour que les 500.000 ouvriers russes du Textile, qui ont donné la preuve de leur dévouement à l'idée de la solidarité prolétarienne, puissent assister au Congrès de leurs camarades de travail et leur faire part de leur expérience révolutionnaire. Les ouvriers russes du Textile protestent catégoriquement contre le bloc des gouvernements réactionnaires avec les leaders ouvriers réactionnaires, dirigé contre le prolétariat révolutionnaire russe. Le Comité Central croit fermement que les ouvriers du Textile de tous les pays sauront apprécier le travail de leurs chefs et marcher, malgré ces traitres, la main dans la main avec leurs camarades russes à l'assaut du capitalisme, pour l'instauration du pouvoir des travailleurs.

Salut aux ouvriers révolutionnaires du Textile de tous les pays! Salut aux grévistes du Textile dans le Nord de la France!

A bas l'entente avec la bourgeoisie, vive la révolution sociale!

Le Président du Comité Central du Syndicat Panrusse du Textile: Koutousof.

Le Secrétaire: Braguinsky.

Moscou, le 30 août 1921.

### Les congrès du Bâtiment et des maçons.

Le „Vorwaerts“ du 24 aût exprime une joie non déguisée au sujet de la non-admission aux congrès internationaux des ouvriers du Bâtiment et des maçons qui ont eu lieu le 21 et le 28 août, à Innsbruck, des délégations russes qui voulaient faire adhérer les syndicats russes à la fédération d'industrie correspondante.

„Que viennent donc faire les moscovites au congrès des partisans d'Amsterdam? demande le journal des socialistes gouvernementanx. Cette question surgit spontanément en corrélation des efforts faits par les russes pour pénéter aux congrés internationaux des ouvriers du Bâtiment ouet des maçons. Le but de leurs manoeuvres est connu, et c'est pourquoi on leur a refusé l'entrée du congrès. Les délégués italiens se sont estimés offensés de ce refus et ont quitté le congrès. Quand les syndicats russes pourront élire librement leurs mandataires, ceux-ci seront accueillis fraternellement aux congrès ouvriers, mais alors seulement. Tant que ces syndicats sont forcés de déléguer des partisans de Moscou, le congrès doit prendre toutes les mesures pour éviter des complications inutiles dans son travail“.

La joie du „Vorwaerts“ l'aveugle au point qu'il n'a pas su apprécier à sa valeur le départ des Italiens. Cependant, cette sortie témoigne une fois de plus que l'intransigeance des gens d'Amsterdam détruit l'unité du front prolétarien et que, d'un autre côté, l'idée révolutionnaire conquiert toujours de nouvelles masses ouvrières.

## Echos du Congrès Constitutif ae l'I. S. R.

### Déclaration du C. C. des C. S. R.

Nous reproduisons d'après „La Vie Ouvrère“ du 19-VIII-21. cette déclaration du Comité Central des C. S. R.

“Enregistrant l'appel adressé aux syndicalistes révolutionnaires français par un certain nombre de délégués actuellement en Russie, notament par notre camarade Sirolle, appel paru dans l'“Internationale“ du jeudi 11 août.

La C. E. du comité central des C.S.R. affirme son désir de rechercher les possibilités d'un accord avec nos camarades de l'Internationale Syndicale Rouge.

Toutefois, la C. E. indique que le mouvement syndicaliste révolutionnaire français, restant fidèle à ses principes, à sa charte constitutive et à la décision du Congrès minoritaire de Lille, ne pourra donner son adhésion qu'autant que l'Internationale rouge admettra sans restriction l'indépendance complète et l'autonomie absolue du syndicalisme francais et de l'Internationale syndicale, et que l'Internationale syndicale sera complètement maîtresse de son action.

La C. E. reste d'ailleurs persuadée que

cette thèse, soutenue par des fractions importantes des prolétariats européens et américains, sera en definitive admise par un deuxième Congrès international syndical, dont les syndicalistes français demanderont la convocation après le retour et l'audition de leur délégation actuellement en Russie.

Afin de solutionner au plus tôt cette question primordiale, la C. E. des C.S.R. invite tous ses délègués à rentrer en France au plus tôt.

Dans les circonstances particulièrement pénibles que traverse, en ce moment, la révolution russe, la C. E. tient à assurer nos camarades russes de toute la sympathie du prolétariat révolutionnaire français, qui mettra tout en œuvre pour venir en aide au prolétariat russe et saura s'opposer aux tentatives criminelles des gouvernements capitalistes.

La C. E. tient, en outre, à marquer et à affirmer son désir de rester en relations étroites avec l'Internationale syndicale rouge qui vient de se constituer.

Toutefois, elle tient à préciser qu'elle ne peut, en l'état actuel des choses, désigner aucun délégué officiel à l'Exécutif. En conséquence, elle ne peut que charger le bureau du comité central d'assurer la liaison nécessaire jusqu'à ce que l'adhésion du syndicalisme français puisse être envisagée.

Pour le comité central, le secrétaire:

*Quinton.*

En même temps la "Vie Ouvrière" insère les lettres reçues par elle au sujet de la question des rapports entre l'I.S.R. et l'Int. Communiste. Nous les reproduisons également:

**Lettre d'Andreytchine.**

La position prise par les C. S. R. de Paris a été pour moi une surprise pénible. Nous comptions que les signataires de la déclaration publiée par l'"Humanité", en particulier Monatte et Monmousseau, seraient les premiers à demander l'adhésion sans réserves à Moscou de la C. G. T. conquise par la minorité.

La résolution en question n'est pas incorporée dans les statuts qui ne mentionnent rien d'autre que la reconnaissance de la lutte de classes, la dictature du prolétariat, l'abolition du capitalisme et de l'Etat bourgeois, la rupture avec Amsterdam et la coopération avec toutes les organisations révolutionnaires poursuivant le même but. La discipline exigée signifie l'engagement solennel de remplir ces conditions et de protéger le prolétariat contre toute trahison.

Le syndicalisme révolutionnaire français, reconnu ici comme la seule force, en France, capable de faire la révolution, n'a pas besoin d'abandonner quoi que ce soit de ses traditions, ni de sa structure, ni de son autonomie. Ni le parti russe, ni la Troisième Internationale ne veulent la subordination. Ce qu'ils veulent, c'est l'unité de la masse ouvrière, réalisée contre l'unité entre le capitalisme et ses valets, Jouhaux, Gompers, Thomas et "tutti quanti". Les syndicalistes italiens, espagnols et américains conservent fermement leur autonomie au sein de l'Internationale Syndicale Rouge.

Adhérer à Moscou signifie apporter du renfort à la Russie et hâter la révolution mondiale. Hésiter entre Amsterdam et Moscou signifie semer la méfiance, la désunion et la défaite parmi le prolétariat mondial, au moment où il est engagé dans la lutte suprême.

Vive l'unité du protétariat mondial!

Vive l'Internationale syndicale rouge!

*G. Andreytchine.*

**Lettre de Tom Mann.**

Comme vieux compagnon dans la bataille révolutionnaire, je veux dire brièvement pourquoi je suis en plein accord avec la résolution votée par le Congrès, spécifiant que l'Internationale Syndicale Rouge devra travailler en liaison avec l'Internationale communiste. Je suis résolument hostile à l'action parlamentaire telle qu'elle est comprise par les travaillistes en Angleterre et par leurs semblables en France, qui se propose l'amélioration des conditions des ouvriers au moyen des institutions parlementaires existantes. Je connais bien les trahisons dont les travailleurs ont été victimes et je sais que la bourgeoisie compte largement sur les socialistes modérés et sur les trade-unionistes „sensés" pour faire sa sale besogne.

Je ne suis pas pour l'effort parlementaire, sauf lorsqu'il s'agit de briser l'Etat ploutocratique, mais je reconnais pleinement que la dictature du proletariat est une nécessité et que nous devons agir en pensant que les forces révolutionnaires peuvent abattre les forces réactionnaires et qu'elles doivent maintenir leur position

contre l'assaut de tous les contre-révolutionnaires. Je vois dans l'action conjointe entre la Troisième Internationale et l'Internationale syndicale rouge le moyen par lequel l'unité des révolutionnaires sincères du monde peut être réalisée et je dois agir en conséquence. J'espère sincèrement que les syndicalistes révolutionnaires de France, dont j'ai beaucoup appris dans le passé, vont faire maintenant cause commune avec l'Internationale syndicale rouge et avec la Troisième Internationale et qu'ils donneront leur grande influence au mouvement mondial, afin que tous ceux qui lutteut pour la réalisation rapide de la révolution sociale puissent unir toutes leur forces contre l'ennemi commun, le capitalisme.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge

*Tom Mann.*

**Lettre d'Andres Nin.**

Notre attitude au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge a été bien définie depuis le premier moment: défense des principes syndicalistes révolutionnaires et de l'autonomie du mouvement syndical. Tous les délégués peuvent attester l'énergie, parfois voire l'intransigeance avec laquelle nous avons soutenu notre position.

Il était naïf de croire que la nouvelle Internationale pourrait se constituer suivant notre idéologie spécifique. Elle ne pouvait être que le résultat des concessions mutuelles des deux grands courants qui se sont principalement manifestés dans sa constitution; mais nous tenons, néanmoins, à affirmer que tout ce qui est essentiel dans nos principes y est sauvegardé. Nous renvoyons ceux qui en doutent aux thèses sur la tactique, au programme d'action et aux thèses sur le contrôle ouvrier.

En ce qui concerne la collaboration avec l'Internationale Communiste, nous ne nous sommes pas simplement bornés à l'accepter, mais nous avons signé et défendu la résolution qui, à une écrasante majorité de voix, a été approuvée par le Congrès. Nous ne pouvions pas agir autrement. Notre organisation nous avait donné à ce sujet un mandat ferme, en confirmant ainsi la résolution adoptée l'année dernière pour la création du Conseil provisoire de l'Internationale des Syndicats rouges, et qui fut signée par notre cher camarade Pestana, actuellement emprisonné.

Dans la fameuse résolution adoptée récemment à Moscou, il n'y a aucune atteinte à l'indépendance du mouvement syndical. On proclame la nécessité d'établir l'unité de front, en coordonnant l'action avec l'Internationale communiste par l'échange mutuel de trois délégués dans les Comités exécutifs. Notre Conseil central ne se réunit que trois ou quatre fois chaque année. L'emprise des délégués de l'I. C. est donc bein moindre que ce qu'on prétend. Dans le Bureau, l'organisme qui a la charge du travail régulier, quotidien, qui, en fait, a la direction de l'Internationale, les délégués de l'I. C. n'ont aucune intervention. Où est dons la subordination?

Il n'existe, en réalité, que le contact indispensable pour réaliser pratiquement cette collaboration dont tous, sans excepter tous les syndicalistes révolutionnaires de la minorité française, avaient proclamé la nécessité. Je ne m'explique donc pas du tout le tapage qu'on a fait dans certains milieux prolétariens à l'occasion des décisions de notre premier Congrès.

On reconnaît la nécessité de la coordination de toutes les forces révolutionnaires? Oui! Alors il faut trouver une formule pratique pour la réaliser. C'est ce que le Congrès a fait.

Le devoir de tous les syndicalistes révolutionnaires est de rester avec nous à Moscou afin que l'Internationale que nous venons de constituer devienne bientôt un puissant instrument de lutte contre la bourgeoisie. Agir autrement c'est rendre service à la contre-révolution et aux jaunes d'Amsterdam. J'espère que les excellents camarades qui, comme Monmousseau, Monatte et autres ont signé la protestation contre une décision du Congrès, seront bientôt avec nous. Il est assez significatif que ce soient justement les journaux bourgeois et social-patriotes qui soutiennent avec le plus d'enthousiasme leur position. Et c'est bien compréhensible: l'unité révolutionnaire est un danger pour eux. Or, ils profitent de toutes les occasions pour l'empêcher. A nous d'éviter par tous les moyens qu'ils obtiennent satisfaction.

*Andrés Min.*

### c) Extraits de la presse suédoise.

Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge a soulevé une très vive discussion dans la presse syndicale suédoise. Dans la „Politiken", le camarade Karl Kilbom, en résumant les travaux du congrès, souligne avec satisfaction sa façon réaliste d'aborder les problèmes les plus importants du mouvement révolutionnaire syndical et constate que le congrès a accordé la plus grande attention à la question des rappoits entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste et à la question de tactique".

Le rédacteur du journal „Syndicalist", le camarade François Séverine, qui a également assisté au Congrès, souligne avec justesse que la question des rapports entre les deux Internationales révolutionnaires „a été incontestablement la question dominante du congrès, la question dont le réglement a gouverné la solution de presque toutes les autres questions".

L'un de ceux qui se font une régle de critiquer hargneusement tout ce qui émane de Moscou, Siegfried Hanson, a publié dans le „Funvereningereresen" du 18 août un réquisitoire enflammé contre le congrès en général et contre les camarades Losovsky et Rykof en particulier. Suivant l'opinion de Hanson „le trait le plus caractéristique du congrès International a été une vaine vantardise oratoire. Au point de vue de la théorie et de la pratique du mouvement syndical le congrès ne présénte qu'une importance minime".

Au dire de Hanson, le camarade Losovsky exagère manifestement en affirmant dans son discours d'ouverture que „le congrès représente un détour de la route où l'histoire a pris une orientation nouvelle, marquant le terme d'une époque et le début d'une autre." Révenant à la question des rapports entre les deux Internationales révolutionnaires, Hanson présente la marche des débats au congrès de la façon suivante:

Deux journées entières ont été consacrées à la discussion de cette question. Les régisseurs russes, Monsieur Losovsky en tête, ont déposé une proposition dans laquelle ils exigeaient entre autres choses que les syndicats „reconnaissent la direction idéologique de l'Internationale Communiste" ou bien, comme s'est exprimé dans une interview donnée au „Politiken" l'un des délégués norvégiens, „Losovsky exigeait la prédominance de l'Internationale Communiste dans les questions du mouvement syndical".

Il va de soi, continue Hanson, que la demande de Losovsky a rencontré de la résistance même au „Congrès Mondial" où, malgré tout, ont réussi à se faire entendre certaines personnes qui, soit par principe, soit par tradition, soit par simple convenance, n'ont pas pu rester les témoins muets de la tentative faite par les chefs communistes pour émasculer le mouvement syndical. La majorité des syndicalistes français a réagi immédiatement et a déposé une contre-proposition dans laquelle elle demandait l'indépendance politique pour le mouvement syndical. Des délégués syndicalistes suédois et certains autres représentants du syndicalisme se sont joints à eux. Mais le vote leur fut défavorable: ils n'eurent que 35 voix contre 282".

„Il est vrai que dans la résolution adoptée par le congrès les mots de M. Losovsky corcernant la direction idéologique de l'Internationale Communiste ne se trouvent pas, mais, en substance, la résolution renferme à peu près ce que les chefs communistes russes y desiraient voir exprimé. Il suffit de comparer cette résolution aux thèses et au projet de statuts, publiés auparavant par les dirigeants communistes, pour se rendre compte que ce qu'on appelle l'Internationale Syndicale Rouge n'est rien autre chose que ce qui est nettement désigné dans les statuts de l'Internationale Communiste, sous le nom de section syndicale de cette Internationale.

„Les syndicalistes comprennent très bien le rôle subalterne que le congrès veut faire jouer au mouvement syndical; cela ressort des termes dans lesquels les dirigeants du syndicalisme français, adeptes de Moscou, ont répliqué à deux des leurs, M. Tommasi et Godonnèche, qui ont signé avec Losovsky la résolution en question". Le journaliste Séverine interprète sans doute l'opinion de la majorité des syndicalistes suèdois lorsqu'il souligne dans son journal que les opinions sur cette question "se sont opposées les unes aux autres si irrémédiablement

qu'il n'aurait jamais pu être question d'unité même au cas où les différentes tendances pourraient cohabiter dans une même organisation internationale et travailler en commun à la solution de toutes les questions où leurs intérêts coïncident".

En terminant son appréciation du congrès Hanson affirme sans sourciller que les chefs du prolétariat révolutionnaire "seront bientôt réduits à déplorer la triste fin de leur enfant chéri. Par contres ils ne réussiront pas à teur l'Internationale d'Amsterdam".

## „El Socialista" de Madrid et l'I. S. R.

Dans le № du 17 août de „El Socialista", le secrétaire de l'„Union Générale des Travailleurs", Largo Caballero, publie un article plein de fiel et de mauvaise foi sur la résolution, votée au Congrès des Syndicats Rouges et concernant les rapports entre les deux Internationales.

Largo Caballero n'est pas satisfait des résultats de notre Congrès. Il déclare, en fourbe qu'il est, que les organisations syndicales de l'Espagne vont être placées sous la tutelle d'un petit parti communiste. Il se proclame de champion de l'autonomie syndicale, lui, qui est membre du comité exécutif du parti socialiste dont les membres forment tout le Comité directeur de l'U. G. T.

Voici quelques extraits de cet article:

...„Les défenseurs de la division des éléments socialistes, ceux là mêmes, qui ont toujours soutenu la nécessité des scissions pour constituer des minorités audacieuses, les seules capables, selon eux, de faire la Révolution, quand il s'agit de capter les masses syndicales, changent d'avis, condamnent les scissions et prétendent opérer la fusion des organisations économiques et communistes. Comment veulent ils s'y prendre pour faire absorber le mouvement syndical par le parti communiste? Cela est expliqué dans la résolution adoptée par le Congrès de Moscou: en envoyant trois représentants du parti communiste au Comité Exécutif de l'organisation syndicale et vice-versa. Quelle proportion existera donc dans cette représentation? Sera ce moitié à moitié? La voix déliberative sera t-elle accordée à tous? Je ne pense pas car autrement on ne s'expliquerait pas la raison pourquoi deux organisations se ralliant à l'orientation de Moscou n'est pas une représentation égale dans les deux organes exécutifs: mais dans ce cas, pourquoi faire deux organes exécutifs? Ne serait-il pas plus clair et plus franc de dire qu'il ne doit exister qu'un seul Comité Exécutif? Ne serait ce pas plus loyal et plus sincère de dire que toutes les organisations syndicales doivent adhérer à la III-e Internationale Communiste? Il est bien évident que oui; mais cette action serait quelque peu ridicule, après le refus opposé à l'adhésion des partis socialistes de tous les pays. On veut user de subterfuges pour attirer les masses syndicales, et si cela ne réussit pas, du moins aura-t-on réussi à semer la désorganisation dans leurs rangs.

Ce qui est inconcevable, c'est que quelque camarades s'efforcent, actuellementr, de faire adhérer l'U. G. T. à l'Internationale Syndicale de Moscou. Ils travaillent inconsciemment à livrer cette organisation nationale, seule forteresse dont dispose le prolétariat espagnol, aux mains du Parti Communiste № 1. Cela serait la plus grande des trahisons."

Voilà le point essentiel pour nos syndicalistes jaunes. La minorité communiste de plus en plus forte dans la chancelante U. G. T. préfère livrer bataille au sein même de l'organisation réformiste, plutôt que la quitter. Comme l'on sait le plus fort appui de l'U. G. T., les mineurs des Asturies, viennent de balancer leur Comitées réformiste en acceptant l'orientation révolutionnaire à une majorité des deux tiers des voix, ce qui inquiète, à juste titre, les dirigeants actuels de l'U. G. T., les Largo Caballero, Sacorit et Barrio.

### Les échos du Congrès de Moscou à Londres.

Le 3 Juillet, en l'honneur de l'ouverture du 1-er Congrès de l'Internarionale Syndicale Rouge, un énorme meeting à ciel découvert a été organisé sur la place de Trafalgar à Londres. Nous reproduisons ci-dessous les extraits de l'appel qui fut lancé à cette occasion.

„A tous les ouvriers organisés de la Grande-Bretagne! Membres des Trade-Unions! Aujourd'hui s'ouvre à Moscou le Congrès International des représentants des syndicats de tous les pays qui se sont donné pour tâche la création d'une organisation internationale syndicale de combat...

Les membres des trade-unions savent probablement que depuis 20 ans déjà il existe un groupement syndical international qui englobe les différents syndicats. Avant la guerre, toute l'activité de cette organisation consistait en un échange d'informations. Pendant la guerre, cette organisation a cessé d'exister parce que ses principaux dirigeants, dans le but d'appuyer leurs Etats respectifs, ont commencé à justifier les horreurs de la guerre impérialiste. En juin 1919, cette Fédération internationale syndicale réapparut de nouveau et mit dans son programme d'action „le renforcement et l'appui des organisations syndicales". Les résultats de son activité ont été que, pendant les 14 semaines du lock'out des mineurs en Angleterre, on a importé dans ce pays plus de 1.250.000 tonnes de charbon pour briser la résistance des mineurs et les obliger à s'en retourner aux mines sans avoir conquis ni le „tarif national„ ni le „fonds national pour le nivellement des bénéfices". A part la phraséologie doucereuse de ses fonctionnaires, la Fédération Internationale n'a rien donné à la classe ouvrière. Vous devez rejeter avec mépris une telle organisation et déblayer ainsi le champ pour la création d'une Internationale ouvrière authentique. Le processus de création d'un groupement de combat des masses prolétariennes ne peut se faire que sous la direction d'un appareil réellement capable de garantir l'action directe et décisive. Ce processus doit se développer progressivement sans affaiblir le mouvement national".

# Mouvement Ouvrier Internationale.

## Chez les métallurgistes allemand.

### Les «Victoires» de Dissmann.

Dans la seconde moitié de juillet ont eu lieu en Allemagne les élections au congrès national des Métaux convoqué à Iéna. Ces élections se sont déroulées dans l'atmosphère d'une lutte politique très opiniâtre et leur résultat est très important et très significatif. L'Union des Métaux est en Allemagne le groupement syndical le plus puissant et le plus révolutionnaire. Au dernier Congrès de Stuttgart, en octobre 1919, les majoritaires ont cédé le pas aux indépendants qui ont reçu 199 mandats, contre 130 aux majoritaires. Cela s'est passé au temps où le parti indépendant était encore un parti unifié et où son triomphe semblait être le triomphe de l'aile gauche. Le Congrès de Stuttgart a eu lieu dans un moment de recrudescence du mouvement ouvrier et a adopté des résolutions précises de renonciation à la vieille politique de collaboration de classe. Cependant, ce n'est pas pour rien que le nouveau Comité Central fut composé des chefs indépendants de droite avec le „dictateur" Dissmann en tête.

Quatorze jours exactement après la clôture du congrès, le comité central adressait une circulaire à toutes les organisations locales dans laquelle il interdisait les grèves en prétextant la pénurie des finances syndicales. Et lorsqu'une année après, le Congrès de Halle eut privé le parti des indépendants de sa partie la meilleure et la plus révolutionnaire, toute la "noble" compagnie a viré à droite et, d'accord avec le „camarade" Noske, a formé un front unique contre leur propre organisation syndicale.

Au congrès des conseils d'usine et de fabrique, en octobre 1920, Dissmann a prononcé un discours où il démontrait que la classe ouvrière n'était pas prête

pour la conquête du pouvoir et où il proposait de s'en revenir au capitalisme de 1914. Le résultat de cette politique a été la participation des représentants de l'Union, et en particulier des indépendants, à la chambre de conciliation des entrepreneurs de la grosse industrie.

Cependant, à mesure que les glorieux chevaliers d'Amsterdam s'éloignaient du prolétariat, l'état d'esprit combatif et révolutionnaire des masses ouvrières se développait de plus en plus, et au moment de l'insurrection de mars, les métallurgistes composaient justement le noyau principal du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. A l'appel du Comité Central de résister aux bandes de Horsing répondirent des centaines de milliers de prolétaires de l'Allemagne Centrale. Le centre de la grosse industrie allemande fut le premier à répondre, et seule la trahison perfide de la bureaucratie syndicale a donné la possibilité à la bourgeoisie de réprimer cruellement l'insurrection du prolétariat.

De la lutte de mars, l'ouvrier allemand, l'ouvrier métallurgiste surtout, est sorti épuisé et profondément désillusionné, quant à son organisation syndicale. C'est ce que font apparaître avec évidence les nouvelles élections. Vues de l'extérieur, les nouvelles élections, semblerait-il, ont marqué une victoire de ce qu'on appelle le „bloc d'Amsterdam". Plus encore, les majoritaires sont devenus l'élément prédominant. Sur le nombre total de 780 députés, 410 appartiennent à la tendance Leipart, 256 sont indépendants et 114 seulement sont communistes. Si on examine les élections dans les différentes localités, l'impression est encore plus forte: ainsi, par exemple, Berlin a délégué 27 social-démocrates, 50 indépendants et pas un seul communiste. A Halle, où il existait une organisation communiste très puissante, — lors des élections au Landtag prussien, les communistes, yavaient recueilli 204.000 voix contre 147.000 de la liste unifiée des indépendants et des social-démocrates - il n'y eut pas, non plus, un seul délégué communiste. Même tableau à Hambourg et dans toute une série de grands centres industriels.

Les partisans d'Amsterdam, „indépendants" chantent victoire, et toute la presse bourgeoise se réjouit des succès de ses fideles valets. La „Frankfurter Zeitung" dans le numéro du 28 juillet déclare ouvertement que ces élections auront de très grosses conséquences politiques, car l'Union des Métaux a eu toujours une position extrémiste et répugnait tout le temps à toute collaboration avec les entrepreneurs.

Tout cela, cependant, ne constitue qu' un côté des élections. Le journal bourgeois a tort de se réjouir. Si on examine attentivement et impartialement ces chiffres les conclusions et les résultats apparaissent tout autres et sont loin d'être consolants pour le „Bloc d'Amsterdam". Si Berlin n'a pas donné un seul communiste, ce fait n'est pasdû à l'absence d'électeurs communistes. Les communistes ont reçu à Berlin 22,827 voix contre 31,000 recueillies par la liste unifiée des majoritaires et indépendants c-à-d. plus que chacun de ces deux partis pris à part et contre 30,000 voix communistes recueillies en 1919. C'est là un résultat dû à la tactique démagogique des réformistes; à l'occasion, lorsque cela leur est avantageux, ils aiment à faire parade de leur „démocratisme", mais ils ont appliqué cette fois le système majoritaire, et la moitié des électeurs métallurgistes de Berlin n'a pas été représentée au congrès.

La même chose s'est passée à Leipzig, où la liste d'Amsterdam a reçu 6.713 voix contre 4.162 aux communistes, ainsi que dans une série d'autres villes. Et cependant, malgré ces circonstances particulièrement défavorables, les communistes ont réussi tout de même à déléquer au congrès 114 des leurs. La signification de ce fait est parfaitement bien comprise par les partisans d'Amsterdam et le „Vorwaerts" écrit dans le № du 12 août: „Nous avons remporté une grande victoire, mais ii ne faut pas négliger la présence au congrés des 114 communistes; une tâche très sérieuse et très difficile incombe à nos camarades".

Cependant, là n'est point l'essentiel. Suivant la communication de la „Hamburger Volks Zeitung", du 12 août, il apparaît que les deux tiers du nombre total des métallurgistes organisés se sont abstenus de toute participation aux èlections. Le journal en conclut très justement que ce fait est dû à ce que les masses ouvrières ont perdu toute confiance dans la bureaucratie syndicale. Ce fait montre aussi, ajouterons-nous, que le nombre de com-

munistes parmi les ouvriers métallurgistes dépasse considérablement le nombre de voix que les communistes ont recueilli pendant les élections.

Ayant profité de la fatigue des masses ouvrières allemandes après les combats malheureux de mars, les social-démocrates et les indépendarts s'emparent de nouveau de l'appareil administratif de l'Union des Metanx. Cependant, la situation objective est telle que ni les Dissmann, ni les Leipert ne réussiront à faire asseoir à la même table les Stinnes et les représentants des ouvriers. Le poids écrasant des nouveaux impôts qui tombe surtout sur les épaules de la classe ouvrière, la chute rapide de mark, la croissance extraordinaire de prix de la vie et les conditions politiques générales, n'ouvrent pas de très brillantes perspectives à la collaboration de classe. Dès maintenant, une nouvelle vague de grèves économiques déferle sur l'Allemagne, et si Dissmann et ses collègues ont pu berner une fois de plus plusieurs dizaines de milliers de prolétaires métallurgistes, la dure réalité leur montrera bientôt ce qu'il y a d'éphémére dans leur semblant de victoire.

**La vie syndicale russe: chez les mineurs.**

Du 29 août au 1 septebmbre ont eu lieu les séances plénières du comité central des ouvriers du sous-sol. Une série du questions importantes figurait à l'ordre du jour; la nouvelle politique économique, les nouvelles formes de rétribution du travail, la structure intérieure de l'appareil du comité central, la liaison internationale, etc.

Le rapport moral du bureau du comité central a été lu par les cam. Romeiko et Taïurof. Ils soulignent le travail énorme accompli par le bureau au cours des derniers mois. Les rapports avec les organes de l'économie nationale ne sont pas encore suffisamment mis au point, surtout en ce qui concerne le comité général du service des combustibles: il s'y produit encore des frottements. Les rapporteurs soulignent le travail accompli en province et s'en montrent satisfaits. Les membres du comité central sont allés dans l'Oural et en Sibérie et y ont accompli un grand travail d'organisation. L'extraction du charbon et du naphte a augmenté au printemps de cette année, mais à l'heure actuelle, la production a diminué considérablement, ce qui s'explique par la crise alimentaire. Cependant, dès maintenant déjà, dans le bassin du Donetz, par exemple, on remarque une certaine amélioration. Les sections du comité central ont accompli un grand travail au cours de la période visée par le rapport moral. Cela se remarque surtout pour la section des tarifs où il est nécessaire de créer des tarifs tout à fait nouveaux. Les rapporteurs indiquent également le travail accompli dans le domaine de la formation d'organes de liaison internationale parmi les ouvriers du sous-sol. La résolution adoptée comme conclusion à ce rapport reconnaît l'activité du bureau comme satisfaisante.

En ce qui concerne le rapport des organes de l'économie nationale liés à l'organisation des ouvriers du sous-sol, l'assemblée plénière souligne l'insuffisance de ce rapport. Il a été reconnu nécessaire d'exiger à l'avenir des comptes-rendus plus substantiels et mieux préparés. Les rapports doivent mettre en lumière les tâches incombant aux organes de l'économie nationale, ils doivent indiquer de quelle façon ces tâches ont été exécutées, et dans le cas où elles ne l'ont pas été en indiquer les raisons. En outre, les rapports doivent parler des projets de travail pour la prochaine période. Les thèses des rapports doivent être préalablement mis à la disposition du bureau du comité central, afin qu'il puisse en prendre connaissance. La résolution s'arrête sur les différents côtés de l'activité des Directions de l'industrie minière et des combustibles et donne toute une série d'indications, quant aux mesures pratiques désirables.

Sur la question de la nouvelle politique économique, on accepte les thèses du cam, Romeiko qui, dans leur ensemble, concordent avec les thèses adoptées par le 4-ème Congrès national des syndicats russes. Il est décidé de convoquer une conférence panrusse des ouvriers du sous-sol pour le 1-er novembre de cette année.

Les thèses sur la politique des tarifs du camarade Gorbatchef sont admises comme base. Une commission composée des camarades Gorbatchef Tchoubarof,

Kochkarief, Schwartz, et Iunof est invitée à examiner ces thèses en détail et à appliquer les nouveax tarifs. Dans certaines entreprises on a fait l'expérience des nouveaux tarifs, et cette expérience peut être estimée satisfai- sante.

L'assemblée plénnière a décidé de conserver l'ancienne structure du comité central. Le bureau est chargé de la réorganisation des sections.

Au bureau sont élus 7 camarades: Schwartz, Soudik, Sapounof, Romeiko, Mikof et Tchoubarof. Les camarades Mikhéeff et Kirilkine sont nommés représentants du comité central à Bakou: les camarades Egorof et Kochkaref, en Sibérie, et le camarade Mezentzef, dans le Bassin de Moscou.

Le bureau est chargé de rédiger un appel aux ouvriers du sous-sol de tous les pays en faveur des populations affamées de la Russie.

L'assemblée plénière a décidé d'élever un monument à la mémoire de l'ancien président du comité central, le camarade Artem-Serguéief, qui a péri dans une catastrophe de chemin-de fer. A cet effet, elle a chargé la commission d'éducation et de propagande d'entrer en rapports avec les organes correspondants du pouvoir soviétiste.

**La Conférence Nationale des Transports Russes par chemins de fer et par eau.**

Le 2 septembre fut ouverte la Conférence Nationale des tranports russes par chemin de fer et par eau.

Assistent à cette conférence 195 délégués, dont 178 communistes, 1 anarchiste, les autres „sans parti". Il y avait 181 délégués avec voix délibérative et 77 avec voix consultative. Il faut relever avec satisfaction que tous les conflits corporatifs entre cheminots et ouvriers des transports par eau sont liquidés définitivement. Cheminots et travailleurs des transports par eau furent animés, à cette conférence, d'un même intérêt et d'un même esprit prolétarien. La question la plus importante examinée par la conférence est celle de la participation des syndicats à la direction des transports. La nouvelle politique économique du pouvoir soviétique pose devant le syndicat de nouvelles tâches. Dans son rapport sur l'activité du Comité Central, le camarade Mamaef s'arrête principalement sur cette question.

La centralisation des organes du syndicat a cédé place à une large décentralisation, une grand nombre de directions régionales ont été fondées qui ont pour but d'approvisionner, de surveiller et de régulariser les organes syndicaux et ceux des services des transports. A l'issue du rapport du camarade Mamaef, la conférence adopte une résolution qui: „constatant les conditions objectives du travail et soulignant le peu de rendement du travail de certaines sections des transports et de certains organes locaux du syndicat, approuve cependant l'action politique et syndicale menée par le Comité Central des Transports.

La Conférence exprime le voeu que le travail des sections soit intensifié, qu'un plus grand nombre de membres du Comité Central prennent part au travail pratique et que l'on convoque périodiquement des réunions du Comité Central.

La Conférence constate aussi que l'expérience des „directeurs rouges" a pleinement réussi. L'institut des commissaires aux chemins de fer et des „chefs-spécialistes" doit être supprimé définitivement, ces emplois doivent être occupées par des directeurs rouges. La préparation des cadres de ces directeurs marche avec succès, le nombre d'hommes appropriés est largement suffisant. Du reste, il n'y a plus que très peu de directeurs spécialistes et parmi ceux-ci il y en a très peu qui soient attachés à leur travail et qui désirent travailler.

La conférence a porté une sérieuse attention sur la nécessité de renforcer les transports par eau. Toute l'attention de l'Etat et des syndicats s'était attachée jusqu'ici aux chemins de fer, ce qui a amené la désorganisation des transports par eau. A la conférence on demande la fondation d'une direction spéciale des transports par eau auprès du Commissariat du Peuple pour les voies de communication. La résolutiou sur cette question propose que le Comité Central et les organes économiques portent toute leur attention sur la restauration des transports par eau.

Le camarade Radek a présenté un rapport sur la politique intérieure et

extérieure de la Russie Soviétique. Constatant la défaite complète de la contre-révolution extérieure, il s'arrête d'une façon détaillée sur la nouvelle politique économique qui est approuvée et reconnue conforme à la situation générale. Le camarade Radek fait remarquer que l'espoir de la contre révolution mondiale sur la famine est dénué de fondement. En tenant compte même de notre maladie bureaucratique, termine le camarade Radek, nous sommes tous certains de la victoire, vu que la masse comprendra qu'il faut serrer nos rangs et profiter de la situation internationale pour prendre pied fermement en Europe.

La conférence durera quelques jours et devra résoudre les questions suivantes: organisation de la direction du Commissariat du Peuple pour les voies de communication, les coopératives, les salaires, la protection du travail, l'organisation du travail (Popof, rapporteur) et les questions d'organisation (rapport de C.Tchirkof)

## Le syndicalisme francais après Moscou et Lille.

La caractéristique des idées syndicalistes d'aujourd'hui est, d'un côté, leur grande clarté et, d'un autre côté, leur volonté d'orientation vers des voies nouvelles.

L'organe des syndicalistes révolutionnaires français, „La Vie Ouvrière", publie dans son numéro du 19 août, sous la signature d'un militant des plus en vue du mouvement révolutionnaire, le camarade cheminot Sémard, un article très intéressant par la nouvelle manière de l'auteur de comprendre l'importance et la place de l'Internationale Communiste dans le mouvement ouvrier révolutionnaire.

S'arrêtant aux rapports entre le syndicalisme et le parti communiste, le cam. Sémard cesse de confondre ce dernier avec tous les autres partis politiques, à l'égard desquels l'attitude des syndicalistes est déterminée, une fois pour toutes, par la Charte d'Amiens. Le cam. Sémard voit dans le parti communiste un parti révolutionnaire avec lequel la collaboration se présente comme une chose indispensable pour le développement du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Il dit:

„Combattre les politiciens arrivistes de toutes les nuances, c'est très bien: mais combattre le communisme pour atteindre les politiciens qui s'y trouvent, c'est diminuer la valeur d'une étude révolutionnaire, c'est contrarier un idéal qui vise à réaliser la transformation sociale.

Le Parti Communiste n'est pas la propriété de quelques politiciens, c'est l'organisation dans laquelle sont groupés des milliers d'ouvriers et de paysans non syndicables, qui ont secondé et seconderont encore les syndicalistes dans leurs mouvements sociaux.

Le syndicalisme se suffit à lui-même, mais il ne peut dédaigner les forces organisées susceptibles de l'aider dans l'œuvre de transformation sociale, il ne doit pas combattre le communisme qui est un moyen d'émancipation, une étape vers une transformation plus profonde; le combattre, c'est combattre la révolution.

Le syndicalisme reste indépendant des partis politiques quels qu'ils soient, très bien; ce qui n'empêche pas que pour lutter contre la guerre il a le devoir impérieux de se concerter avec toutes les organisations révolutionnaires qui poursuivent la disparition du militarisme.

Il faut donc une coordination des efforts et les organisations qui luttent contre la guerre doivent se rencontrer dans un comité d'action".

Au sein des cheminots révolutionnaires français, on voit donc une recrudescence de sympathie envers le communisme et le Parti Communiste, par contre les sympathies de John Thomas, leader des cheminots anglais, vont d'un autre côté. Toujours d'après „Vie Ouvrière" du 19/VIII, John Thomas qui est en même temps président de l'Internationale d'Amsterdam et qui présida le dernier Congrès des Trade-Unions de Portsmouth, a prononcé dernièrement un discours disant notamment ce qui suit:

„La position que Sa Majesté occupe aujourd'hui dans le pays est une position qui n'a pas sa pareille parmi celles des autres rois de toutes les autres parties du monde.

Je pense que cela est dû à une bonne et saine pratique, celle qui veut que le roi ne connaisse ni classe, ni croyance.

Si le parti auquel j'appartiens venait au pouvoir demain, nous croyons tous que Sa Majesté accepterait nos conseils, comme elle accepte volontiers les conseils du présent gouvernement.

C'était le devoir de tous dans cette

Chambre de s'associer à la digne protestation que fait le roi".

Il est devenu possible de voir des prétendants à un portefeuille ministériel qui soient en même temps des leaders de l'Internationale Ouvrière. On se demande, néanmoins, ce qu'il y a de commun entre une Internationale semblable et les idées révolutionnaires, et la lutte des masses prolétariennes qui se frayent un chemin vers la libération complète de l'humanité, en renversant tous les instruments d'oppression et d'exploitation—les trônes et les gouvernements bourgeois.

**Le Parti Communiste d'Italie et les syndicats.**

L'organe du Parti Communiste d'Italie, „Il Comunista", dans son numéro du 7 août, publie les directives du Comité Exécutif et du Comité Syndical dans le domaine du mouvement syndical. Nous les produisons en abrégé:

1. Situation internationale des organisations syndicales italiennes.

En vertu des décisions du Congrès de Moscou, des congrès de la Confédération du Travail, de l'Union Syndicale et de la Fédération des Cheminots devront avoir lieu; la question de „Moscou ou Amsterdam" y sera tranchée d'une façon définitive. En soulignant que le Congrès de l'Internatinale Syndicale Rouge a confirmé la tactique adoptée jusqu'ici par le Parti Communiste Italien, ce dernier se propose de convoquer immédiatement, au retour de ses délégués de Moscou, une conférence des militants syndicaux, qui devra fixer la position du Parti aux congrès des organisations syndicales ci-dessus mentionnées.

2. Offensive des dirigeants de la C. G. T. contre les communistes.

La décision récente du Bureau de la C. G. T. concernant le droit accordé au Comité Exécutif de la C. G. T. d'exclure de l'organisation les membres ou les groupes d'opposition, a pour but d'empêcher la formation d'une majorité communiste au sein des organisations confédérales. Le Parti Communiste relève le défi et déclare que ses membres lutteront par tous les moyens, en n'admettant aucune exclusion, contre cet acte arbitraire et contre toute tentative d'exclure ne fût-ce qu'un communiste de la C. G. T. Il faut informer immédiatement le Comité Syndical local et le Comité Syndical Central du Parti de toute tentative de ce genre, ces comités donneront les instructions nécessaires. Pour le moment, les directives principales suivantes devront être exécutées: si le militant exclu est un simple membre de l'organisation, tous les communistes organisés doivent l'appuyer en exigeant la discussion de la question à l'assemblée générale de l'organisation et en boycottant toute action de ceux qui se font partisans de la tactique d'exclusion. Si le militant exclu est un militant organisateur, c'est à dire s'il est fonctionnaire d'une organisation locale ou centrale, les camarades devront en appeler à l'opinion de l'organisation locale, exiger que le fonctionnaire communiste soit laissé à son poste et boycotter son remplaçant par tous les moyens. S'il s'agit de l'exclusion de toute une organisation locale, cette dernière doit se refuser à vider son immeuble et, avec l'aide d'autres organisations communistes, prendre part aux assemblées et aux congrès où elle a droit d'être représentée, en menaçant, dans le cas où elle ne serait pas admise à se faire représenter, d'un boycottage actif toutes ces organisations.

3. Politique d'„apaisement" des dirigeants de la Confédération.

Les communistes ne doivent perdre aucune occasion de dénoncer aux masses la signification de l'entente entre les dirigeants de la C. G. T. et les fascistes, entente que les communistes considèrent comme une trahison de la cause prolétarienne. Ils nient à la Confédération le droit de prendre de pareilles décisions, qui engagent tous ses membres. Si la Confédération est liée au parti socialiste, qu'elle laisse à ce dernier le soin d'engager ses membres dans cette voie. En réalité, les dirigeants de la Confédération sont devenus les dictateurs du Parti Socialiste et règlent son activité jusque dans la politique parlementaire. Ils cherchent à créer de ces deux organisations un seul parti ouvrier basé sur la politique réformiste et le syndicalisme corporatif. Les communistes lutteront avec décision au sein de la Confédération contre une politique aussi néfaste.

## Les Métallurgistes fransais contre Merrheim.

Dans „L'Humanité" du 3 août on trouve une très intéressante résolution des métallurgistes français de l'aile révolutionnaire sur la question de la situation créée dans la Fédération des Métaux après le Congrès de Lille. Cette résolution dit ceci :

„Le bureau actuel a reçu au Congrès des Métaux deux voix de majorité dans le vote sur le rapport moral ; sur la question d'orientation il s'est même trouvé en minorité. Les changements qui furent faits le lendemain du vote sont illégaux. Le Congrès des Métaux a adopté une résolution définie sur l'orientation.

Cette orientation s'est encore plus affirmée au Congrès de la C. G. T. où 123 syndicats des Métaux votèrent contre le rapport moral et seulement 103 pour.

Pour ces raisons nous jugeons irrégulière l'élection des secrétaires confédéraux (dont Merrheim. N. D. L. R.) qui n'eurent la majorite que par suite de la participation au vote des secrétaires **réformistes** des syndicats **révolutionnaires.**

La commission exécutive qui sera élue prochainement et qui exprimera la volonté révolutionnaire des ouvriers des Métaux, doit changer cette situation.

La situation ambigüë qui règne actuellement dans notre fédération doit prendre fin. Les métallurgistes n'ont pas change. Seule, la conduite des secrétaires de la Fédération a changé."

## Le Mouvement Gréviste à l'Occident.

Varsovie.

128.000 ouvriers métallurgistes sont en grève. Ils revendiquent une augmentation de salaires de 75%. La grève devient de plus en plus opiniâtre.

Lodz.

Les ouvriers du bâtiment ont mis en avant la revendication de l'augmentation des salaires et de la journée de huit heures.

La grève dans l'industrie textile n'est pas terminée. Dans les fabriques de rubans et dentelles, les ouvriers n'ont pas repris le travail.

Les mineurs menacent d'appuyer par une grève de solidarité les revendcations des ouvriers métallurgistes dans le cas où le patronat s'obstinerait à ne pas céder.

Galicie.

Dans le disdrict de Rove Rouska, une grève d'ouvriers agricoles a éclaté. Le commissaire de police a défendu aux grévistes de tenir des réunions.

Varsovie.

A Villoune une grève de protestation contre les salaires de famine a éclaté. Trois mille ouvriers ont manifesté devant l'immeuble du maire de la ville. Les ouvriers ont obtenu que les employeurs promettent de mettre à la disposition de la classe ouvrière du pain bon marché dans un délai de deux mois tout au plus. C'est à cette condition que les ouvriers ont repris le travail.

Cracovie.

Des milliers d'ouvriers ont manifesté dans la rue contre la cherté croissante de la vie. Cette démonstration, dirigée par le parti socialiste polonais, a eu pour résultat l'envoi d'un télegramme au gouvernement.

Tchéco-Slovaquie.

Les mineurs de Lassi, dans une réunion à laquelle assistaient 1.300 ouvriers, ayant reconnu l'inutilité des grèves isolées, ont exigé catégoriquement de leurs chefs d'entamer des pourparlers avec les autres organisations syndicales, afin de préparer une grève générale, car la lutte des mineurs touche tous les autres ouvriers.

Les ouvriers agricoles de la Moravie du Nord-Est ont décidé de se mettre en grève, en revendiquant l'attribution d'une prime de récolte, telle qu'elle a été accordée aux ouvriers agricoles de Bohême.

Autriche.

Toutes les organisations des employés de l'Etat ont adressé au gouvernement un ultimatum de 48 heures pour l'augmentation des appointements. Plus de 9 milliards de courones par an sont nécessaires pour satisfaire les revendications des employés. Ces derniers menacent de déclancher une grève générale.

France.

La grève des ouvriers du textile dans la région Roubaix-Tourcoing se poursuit, sans défaillance. A Tourcoing, 165 fabri-

ques sont arrêtées, 28.000 ouvriers chôment, à Roubaix, 110 fabriques ont arrêté complètement la production, tandis que 60 fabriques ont réduit considérablement la journée de travail. 25.000 ouvriers sont en grève. A Hallouin 20 fabriques sont fermées avec 2.000 ouvriers, à Vaterclos 10 fabriques, avec 2.000 ouvriers. De grandes démonstrations ont lieu. Les ouvriers des transports de Roubaix ont décidé de déclarer une grève de sympathie.

Les mineurs de la réginn de Lille, qui sont menacés d'une baisse des salaires, ont déclaré une grève préventive.

Irlande.

La compagnie de chemins de fer demande un abaissement de salaires de 15 shillings. Les ouvriers ont rejeté énergiquement cette demande et se préparent à une grève générale.

Allemagne.

A Halle, 9.000 ouvriers métallurgistes sont en grève. L'état d'esprit des ouvriers est calme. Les dirigeants de la grève ont déclaré qu'ils feraient appel à la solidarité d'autres catégories d'ouvriers, si les entrepreneurs ne satisfont pas à leurs revendications. A Mertzenburg et Weissenfels, ainsi que dans une série d'autres petites localités, les ouvriers de l'industrie métallurgique sont en grève.

Le lock-out dans la région de la Saar continue. Les entreprises de Reichling et de Volklingen ont renvoyé des milliers d'ouvriers et comptent congédier encore de 1.800 à 6.000 hommes.

A Mecklembourg, la grève des ouvriers agricoles a pris fin. Les ouvriers ont vu qu'on ne peut lutter contre un ennemi aussi dépourvu de scrupules que les propriétaires agraires qu'après s'être débarrassé des traîtres jaunes.

Aux usines métallurgiques de Köln Sultz, les ouvriers font grève en signe de protestation contre les renvois sans consultation préalable du comité de l'usine.

Les ouvriers de la firme Kolb à Köln-Erenfeld se sont mis en grève parce que la firme a refusé d'accéder à leur demande d'augmentation de salaires. Les mécaniciens et les chauffeurs de Neiss ont également déclaré la grève.

Les ouvriers de tous les moulins de Mannheim ont suspendu le travail. Une grande agitation règne au sein des imprimeurs. A Mayence, les typographes sont en grève. A Hoch, sur le Bas-Rhin, toutes les typographies sont en grève. Les ouvriers d'expédition, les chargeurs et les mineurs dans les régions de Mayence de Gustavsburg et de Mayence-Castel sont en grève en exigeant une augmentation de salaires.

La grève des ouvriers des transports à Strahlsund continue et menace de se transformer en une grève générale.

A Brême presque tous les ouvriers des docks sont en grève. Toute la classe ouvrière de Brême sympathise avec les grévistes.

A Leipzig les ouvriers des usines de ciment, les ouvriers en bâtiment et les monteurs électriciens sont en grève: ils exigent une augmentation de salaires.

A Berlin, le 19 août, les représentants des organisations des ouvriers du sous-sol sont entrés en pourparlers avec les représentants des exploitants de mines pour une augmentation éventuelle des salaires. L'augmentation de la cherté de vie et l'élévation du prix du pain, qui a commencé le 15 août, a forcé les ouvriers d'exiger une augmentation correspondante des salaires dans toute la région. La position que les propriétaires de mines ont prise dans cette question et leur mauvaise volonté d'accéder aux demandes des ouvriers provoquent une très grande effervescence parmi ces derniers.

# Partie officielle.

## L'activite du Bureau Exécutif de l'Internationale Sindicale Rouge.

(du 20/VII au 20/VIII 1921).

Le Bureau Exécutif a été élu par le Conseil Central de l'I. S. R. le 20 Juillet. Depuis cette date jusqu'au 20 août, le Bureau a eu 18 séances auxquelles 76 questions différentes ont été tranchées. Dans le domaine de l'organisation intérieure, le Bureau a commencé par répartir du travail parmi ses membres. A la première séance, le 20 Juillet, le camarade Arlandis a été chargé de la direction de la sections des pays romans et le camarade A. Mayer-de la section des pays de l'Europe Centrale (Allema-

gne, Autriche, Hongrie, Suisse, Hollande et Tchéco-Slovaquie); la direction de la section des pays anglo-saxons (Etats-Unis, Angleterre, Australie, Amérique du Sud et Nouvelle-Zélande) est confiée aux camarades Tom Mann et Andréitchine.

Le 27 juillet est décidée l'organisation d'une section scandinavo-baltique avec deux sous-sections:scandinave et baltique. La section baltique englobe la Lettonie, la Lithuanie et l'Esthonie, et la section scandinave,—la Suède, la Norvège et la Finlande.

Le 28 juillet, décision est prise d'établir à Berlin un bureau d'information et de liaison pour exécuter les décisions du Congrès et du Comité Central et les indications du Bureau Exécutif.

Le 8 août, le Bureau Exécutif décide de se constituer en commission de rédaction pour toutes les publications de l'I. S. R. et ratifie le camarade Losovsky comme rédacteur responsable.

Dans le domaine de la direction directe du mouvement révolutionnaire syndical, l'activité du Bureau Exécutif a trouvé son expression dans la publication d'une série d'appels et de messages à l'occasion des événements les plus importants de la vie syndicale et dans une série de décisions d'un caratère tactique et organique.

Le 21 Juillet est adopté le texte du message au congrès de Lille; le 22 Juillet, une résolution sur la question des représentants de l'Union Ouvrière Libre de gelsenkirchen; à la même date est rédigé un appel au Congrès unifié de la Fédération Communiste et Syndicale d'Argentine; le 12 août, une résolution concernant la déclaration des syndicalistes révolutionnaires français; le 17 août, message aux membres de l'Union Générale Ouvrière et de l'Union Ouvrière Libre de gelsenkirchen (le texte du message a été inséré dans le numéro 1 de "I. S. R."). Le 8 août, le Bureau Exécutif décide d'organiser dans tous les pays, du 1er au 8 décembre de cette année, une "Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge". Le but de cette semaine est de pousser à un travail actif la grande masse des syndiqués sympathisant avec l'Internationale Rouge, de rappeler à chaque ouvrier révolutionnaire qu'il existe un état-major révolutionnaire du mouvement syndical qui s'est donné pour tâche le renversement du capitalisme et l'instrauration de la société communiste. Le 16 août est adopté le texte d'une lettre circulaire à toutes les organisations affiliées à l'I. S. R., dans laquelle sont indiquées sommairement les formes et les moyens d'organisation et de propagande de cette "semaine".

Le 15 août, dans une séance commune du Bureau Exécutif et des membres du Comité International de Propagande des Transports, sont adoptées, quant au caractère que doivent avoir les premières démarches du Comité International de Propagande, les considérations générales suivantes: les délégués de ce Comité doivent, dès leur arrivée dans leurs pays respectifs, soulever la question de l'adhésion de leur organisation au Comité; cette adhésion comporte le versement d'une certaine cotisation qui doit fournir au délégué les moyens de commencer son travail de liaison et d'information. Chacun des délégués et des secrétaires du Comité doit entrer immédiatement en correspondance avec les organisations syndicales de leur industrie dans d'autres pays. Les comités doivent intensifier autant que possible la propagation de la littérature rouge.

A la même séance, en corrélation avec la clôture des travaux de la Conférence des marins à Moscou, on confie aux camarades Sirolle et Klein la rédaction d'un appel aux marins révolutionnaires de tous les pays. En même temps est formée une commission composée des camarades Barker, Atchkanof (marins), Sirolle et Mayer (ouvriers des transports) pour la mise au point du schéma de l'activité du bureau de liaison et d'information. Le Bureau Exécutif a ratifié le projet d'appel aux marins révolutionnaires. (Le texte de cet appel est inséré plus bas).

Quant à la question des subsides à accorder aux comités de propagande, ne disposant pas de moyens financiers pour cet objet, le Bureau Exécutif a décidé le 8 août de n'accorder aucun subside, mais d'éditer à ses frais les brochures relatives aux différents syndicats d'industrie.

Le Bureau Exécutif a dû résoudre deux questions ayant trait à l'extension de la sphère d'influence de l'I. S. R. Le 4 août est examinée la déclaration du camarade Saül, représentant la commission d'organisation des syndicats juifs en Pologne, qui veut adhérer à l'I. S. R. Résolution adoptée: "Reconnaissant comme nécessaire

la coordination d'action de tous les partisans de l'I. S. R., le Bureau Exécutif invite les camarades de la minorité des syndicats juifs à entrer en pourparlers officiels avec la minorité du groupement national syndical polonais, laquelle minorité adhère à l'I. S. R. Ces pourparlers auront pour objet la question des conditions de fusion des syndicats juifs avec les syndicats polonais et de la coordination d'action en vue de la conquête des syndicats ouvriers juifs et polonais".

Le 8 août, le Bureau Exécutif a chargé le président du Bureau du Turkestan de la C. G. T. russe, le camarade Chikhnovsky, d'entrer en rapports avec les pays voisins du Turkestan, de les informer de l'activité de l'I. S. R., et d'envoyer à l'I. S. R. des renseignements concernant le mouvement syndical de ces pays.

Toutes les questions qui agitent le prolétariat de tous les pays ont trouvé un écho dans le Bureau Exécutif.

Dès le 28 Juillet, le Bureau Exécutif reconnaît comme un devoir prolétarien toute aide possible à la population affamée de la Volga. Une commission spéciale a été constituée où sont entrés les camarades Mari (Italie) Nine (Espagne), Mayer (Allemagne) Andréitchine (Amérique) et Hampel (Tchéco-Slovaquie). Cette commission est chargés d'élaborer, d'accord avec une commission analogue de l'Internationale Communiste, des mesures pratiques d'aide aux affamés de la part du prolétariat européen. Le 27 août est adopté le texte de l'appel au sujet de la famine, proposé par le camarade Mayer, (Voir le Bulletin № 1).

A la séance du 25 Juillet, le Bureau Exécutif a appris avec douleur la mort tragique des camarades Helbrich, Huwellet, Friemann, Constantinof, Artem-Sergueief, Stupardt, et Adamovsky, qui ont péri dans une catastrophe de chemin de fer. A ce sujet, le Bureau Exécutif a adopté la résolution suivante: „Le B. E. honore la mémoire de ces militants dévoués. Le souvenir de leur activité courageuse inspirera les autres camarades qui, à leurs côtés, ont pris part aux congrès internationaux de l'I. S. R. et de l'Internationale Communiste. Nous continuerons, en pensant à eux, notre lutte pour la Révolution Sociale, pour le communisme. Souvenir éternel aux camarades décédés".

Quant à la question de l'organisation d'un contrôle sur le transport des matériaux de guerre, on a confié, le 16 août, aux camarades Koritchoner et Mayer la mise au point de cette question et la préparation d'une proposition pratique.

La Conférence de Washington et la mobilisation en Roumanie ont suggéré au Bureau Exécutif la convocation d'une séance commune, tenue le 13 août, du Comité Central de l'I. S. R. et de l'Exécutif de l'Internationale Communiste. Le texte de l'appel au prolétariat de tous les pays au sujet de ces événements a été inséré dans le № 1 du Bulletin.

Le 17 août, par suite d'une lettre de l'Université Communiste des travailleurs de l'Orient, le Bureau Exécutif a trouvé utile l'ouverture dans l'université en question de cours en différentes langues sur les questions du mouvement syndical. Un représentant de l'I. S. R. sera délégué au Conseil de l'Université.

Le Bureau Exécutif a décide dans sa séance du 8 septembre de verser aux ouvriers français, faisant grève de protestation contre la fabrication des munitions de guerre, 3.000 francs tirés du „Fonds international de solidarité dans la lutte".

Les métallurgistes travaillant aux munitions de guerre à Roubaix ont suspendu les travaux en se refusaut, de propros délibéré, de prendre part à la fabrication des engins destinés à la Pologne et à la Roumanie contre la Russie des Soviets. Leur conduite provoque l'étonnement et l'admiration générale.

## DOCUMENTS.

### Appel de l'Internationale Communiste et de l'I. S.R. Aux Ouvriers Anglais.

Camarades ouvriers!

Le Congrès de vos trade-unions est convoqué pour le 5 septembre, à Cardiff. Jamais encore, jusqu'à présent, une assemblée ouvrière ne s'est trouvée en face d'une situation aussi sérieuse et aussi inquiétante. La situation de la classe ouvrière en Angleterre est désespérée. A l'heure actuelle votre mouvement est émietté. Vous avez une quantité d'unions, de fédérations, de groupements faiblement liés les uns aux autres, de comités, de con-

seils et de partis, mais votre mouvement, privé d'une direction unique et révolutionnaire, présente un aspect chaotique. L'immense armée qui groupe dix millions d'ouvriers organisés ne peut se vanter d'aucune victoire remportée par les ouvriers au courant de ces dernières années. Au contraire, l'histoire du mouvement ouvrier, surtout depuis la guerre et après l'armistice, se présente comme une série de fautes et de défaites. Il est vrai que, de temps en temps, des groupes isolés d'ouvriers, sans être soutenus par le restant de la classe ouvrière, entraient isolément dans une lutte acharnée et véritablement héroïque. Mais pendant qu'une partie de la classe ouvrière luttait, la classe ouvrière dans son ensemble se laissait séduire ou tromper par la bourgeoisie ou par les politiciens du mouvement ouvrier. La classe ouvrière écoutait, humble et obéissante, leurs promesses jamais tenues et devenait ainsi victime d'une duperie cynique, ou encore se soumettait aux menaces.

A quoi en est-on arrivé? Nous voyons des millions de chômeurs; des centaines de milliers d'ouvriers travaillent à la demi-journée; tous sont écrasés par la conscience de l'insécurité du lendemain; on observe un abaissement incessant du niveau de la vie. Où est donc cette „terre promise“ dont on a berné les ouvriers? Où sont donc ces conditions de vie dignes des „héros“? Cela n'existe point. Le vie de ouvriers n'est faite que d'une poursuite perpétuelle après le misérable morceau de pain qui est à peine suffisant pour soutenir l'existence. Ah oui! Il faut être un héros pour supporter toutes les privations et toutes les tortures créées par le régime capitaliste. Voit-on le moindre signe d'une décroissance du chômage? Non! Chaque jour, de nouveaux milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé et vont grossir les rangs des malheureux tombés avant eux dans les griffes du chômage. Ainsi s'accroît la somme globale des souffrances et des privations. Mais le fantôme troublant du chômage poursuit également ceux qui travaillent encore. Ils ne savent pas de quoi leur lendemain sera fait, car, parmi eux, il y a déjà des centaines de milliers d'hommes qui ne sont occupés qu'une partie de la journée et seulement parce qu'ils se sont accrochés à leur travail de toutes leurs forces.

Le régime capitaliste, cause de la présente crise et de son sinistre cortège: chômage, privations, souffrances, est complètement impuissant de sortir du chaos économique qu'il a lui-même créé. Non seulement il n'est pas en mesure de résoudre le problème du chômage, mais au contraire, il est forcé, pour assurer son existence actuelle, de renforcer l'oppression de la classe ouvrière et de l'enfoncer plus profondément encore dans le gouffre de son esclavage. Le chaos économique général, où se trouve le monde par les bons soins de l'impérialisme capitaliste, menace les profits du capital, et la bourgeoisie cherche à les sauver au détriment du misérable salaire des ouvriers. Ainsi, la classe capitaliste, dans les conditions de la crise actuelle, passe à une offensive impitoyable et féroce pour abaisser le niveau de vie du prolétariat.

C'est au nom de la conservation des bénéfices du capital que les ouvriers sont condamnés à la mort par la faim.

Aujourd'hui, après de longues années de lutte, le prolétariat anglais doit trembler pour le peu que les classes dominantes lui donnent sous la forme de salaires. La classe ouvrière anglaise, la plus nombreuse et la plus puissante de toutes les classes de l'Angleterre, qui est la source et le créateur de toutes les richesses et de toute la prospérité du pays, est maintenant terrassée, là voilà à l'état de victime sans défense de l'exploitation capitaliste, courbée sous la menace du gouvernement de la classe possédante. Comment cela se fait-il donc que le prolétariat anglais se laisse conduire, comment se résoud-il à une soumission illimitée sans chercher, à rejeter le joug qui l'écrase d'un effort conjoint et impétueux?

Voilà la première question qui doit être posée au Congrès des trade-unions et qui doit être résolue d'une façon satisfaisante.

Nous pensons, quant à nous, que si les ouvriers anglais sont organises dans les trade-unions, cela ne signifie pas encore qu'ils soient organisés en tant que classe. Il n'existe pas chez eux une organisation de classe capable de mener toute la masse ouvrière à la victoire. Les trade-unions créent des fédérations et des syndicats, elles adhèrent au parti ouvrier, mais nonobstant la multiplicité des organisations qu'elles ont créées, le prolé-

tariat, en tant que classe, reste non organisé. La triple-alliance apporte à la bourgeoisie une aide effective. En cas de besoin, celle-ci s'appuie également sur le parlement. Le gouvernement est également à son service. Et pendant que les ouvriers se trouvent divisés et isolés dans un grand nombre de petites unions, fédérations et organisations syndicales, qui portent des noms extrêmement sonores et pompeux, mais qui ne représentent pas la classe ouvrière dans son ensemble et qui n'ont ni une autorité reconnue de tous, ni une force réelle, la classe bourgeoise agit comme une classe organisée. Pour qui est familiarisé avec la terminologie du mouvement ouvrier, l'affirmation qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier en Angleterre, peut paraître paradoxale. Nous y voyons assez souvent des mouvements ouvriers: des mineurs, des cheminots, des dockers, des métallurgistes, etc., mais nous n'y avons jamais vu d'action coordonnée de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans le passé, différents groupes de prolétaires anglais ont pris part à de beaux combats contre le capital. Sur des fronts isolés de la lutte prolétarienne, ils ont réussi parfois à remporter de grands succès. Mais jamais jusqu'à présent le prolétariat anglais dans son ensemble n'a opposé dans une bataille générale, toute sa puissance à celle de la bourgeoisie. Jamais le travail organisé n'a combattu le capital sur un front unique. Voilà la raison pour laquelle chaque fois le prolétariat a essuyé de terribles défaites.

Le prolétariat anglais ne peut plus méconnaître cette triste vérité qu'il n'existe pas dans son sein d'unité intérieure, quels que soient les mots dont on se berne au sujet de la solidarité de classe et quelque probante que paraisse la phrase, „chacun pour tous, tous pour chacun". La condition essentielle d'une solidarité de classe réelle est son incarnation dans une organisation de classe unie et combative. Tant que l'unification organique du prolétariat ne sera pas réalisée, les défaites sont inévitables.

Les classes dominantes et les gouvernements savent fort bien que leur pouvoir sera ferme et inébranlable, tant qu'ils seront en mesure de maintenir les ouvriers dans l'état actuel de désorganisation et de chaos. — Les actions de groupes séparés d'ouvriers, comme, par exemple, celles des mineurs, n'inspirent pas de grandes craintes à la bourgeoisie, car ces mouvements peuvent être brisés facilement. Le pire est que le gouvernement et la bourgeoisie peuvent les briser, ces actions avec l'aide d'autres groupes de la classe ouvrière qui, pendant que leurs frères de classe luttent contre le capital, fournissent à l'ennemi tous les moyens de lutte pour combattre leurs propres camarades. Une clarté complète doit se faire sur cette question. Car si des millions de mineurs sont engagés dans un combat mortel contre les entrepreneurs et qu'en même temps tous les autres ouvriers continuent à travailler dans les usines, à conduire les trains et à charger les wagons, ils aident par là même l'ennemi à remporter la victoire sur les mineurs. Aucune phrase sonore sur la solidarité de classe et aucune conviction intérieure concrétisée par la formule „chacun pour tous et tous pour chacun", quelque profonde qu'elle soit, ne pourront atténuer cette triste vérité. Pendant toute l'année 1919, on n'a parlé que de la solidarité de classe, et en même temps les cheminots et les mineurs ont essuyé une défaite, car ils sont restés, les uns et les autres, isolés dans leur lutte. Ce fut la même chose en 1920. Rappelons-nous enfin les grandes secousses du commencement de l'année actuelle, quand John Tomas lui-même rabâchait dans chacune de ses déclarations ce mot de „solidarité de classe." Qu'en est-il sorti? — „Le Vendredi Noir" — Désormais, la solidarité de classe doit cesser d'être une phrase bonne pour être dite dans les journaux, les livres, ou du haut de la tribune. Elle doit cesser d'être semblable à un habit de fête que l'on revêt dans des occasions solennelles. Les ouvriers doivent avant tout interdire l'utilisation vaine de cette phrase destinée à jeter de la poudre aux yeux du prolétariat. Il est temps que la solidarité de classe devienne une vivante réalité, et cela suppose nécessairement la création d'une puissante organisation de classe, à la base de laquelle seraient placés les conseils unifiés des entreprises et dont le sommet serait un état-major du prolétariat.

### Le Congrès des Trade Unions.

Peu cohérent et incapable de manifester énergiquement sa volonté, le congrès des trade-unions, tel qu'il a été jusqu'à présent, n'est pas une organisation capable de mener la classe ouvrière à la victoire

sur la bourgeoisie, ou de défendre seulement les ouvriers contre l'offensive capitaliste. Les séances annuelles du congrès des trade-unions ne constituent, à vrai dire, qu'une occasion pour quelques leaders ouvriers d'exercer leur éloquence devant un auditoire ouvrier. Son activité pratique se ramène à l'adoption d'une quantité de résolutions et de souhaits, et les choses en restent là.

Les leaders des congrès des trade-unions se sont transformés avec beaucoup de souplesse en représentants diplomatiques de la classe ouvrière. et ont fait la paix avec la bourgeoisie et le gouvernement. Ils ont échangé les droits du prolétariat contre de vaines promesses, qui ne seront jamais réalisées, et ils n'ont rien fait pour arracher cette réalisation. Où etait-il, qu'a-t-il fait le congrès des trade-unions, au moment où l'industrie et l'armée étaient démobilisées, où des centaines de milliers d'hommes et de femmes ont été jetés à la rue et ont dû vivre de l'assistance publique ?Où était-il donc, lorsque toutes les promesses, faites pendant la guerre, ont été oubliées? Qu'est-ce qu'il a fait pour montrer aux capitalistes et au gouvernement que le prolétariat ne permettra par qu'on le traite comme un pantin? Nous savons qu'il a été un témoins muet de tout ce qui se passait et que les droits du prolétariat ont été foulés aux pieds. En quoi s'est-il exprimé, le secours du congrès des trade-unions aux ouvriers en 1919? A-t-il organisé une pression de toute la classe ouvrière sur le gournvement pour forcer ce dernier à satisfaire aux revendications des chemionts? Non! Le congrès des trade-unions a-t-il aidé les mineurs dans leur lutte pour la nationalisation des mines dans un temps où les circonstances étaient particulièrement favorables au prolétariat? Non. Sa menace „d'action directe" est restée suspendue nonostant le vote affirmatif de plus de 4 millions d'ouvriers. Quelle a été l'utilité du congrès des trade-unions pendant la lutte des ouvriers contre le capital en 1920? Nulle comme toujours.

Et nous demanderons encore: lorsque la fine fleur du prolétariat anglais, les mineurs succombaient dans une lutte inégale contre les forces unifiées de la bourgeoisie, du parlement et du gouvernement et cherchaient vainement un appui dans l'action des forces unifiées de la classe ouvrière, en quoi s'est manifestée l'activité du congrès? Comme il en a l'habitude, le congrès a dormi du „sommeil hivernal", pour se réveiller beaucoup plus tard, à Cardiff, le 5 septembre pour passer quelques jours en discours et résolutions et se rendormnir de nouveau jusqu'à l'année prochaine.

Et aujourd'hui, quand le prolétariat doit repousser l'offensive brutale de toutes les forces de la classe capitaliste soutenue par le gouvernement, quand des millions de chômeurs remplissent la ville et les campagnes, quand la classe ouvrière, plus que jamais, a besoin d'une direction énergique dont l'autorité soit reconnue de tous, que fait donc le congrés des trade-unions? Rien. N'avons-nous pas le droit, camarades ouvriers, d'affirmer que le congrès des trade-unions n'est pas cette organisation de classe qui est nécessaire au prolétariat, et que tout ouvrier doit se pénétrer de cette vérité avant que la classe capitaliste ne réussisse à l'assujetir complètement.

### La Triple Alliance.

Du jour où la triple-alliance a démontré son incapacité dans l'œuvre de l'aide aux mineurs, elle a été beaucoup critiquée. Loin de nous la pensée de défendre la triple alliance de l'indignation des ouvriers. Nous pensons qu'elle ne mérite que le mépris des masses ouvrières. Les actions, ou plutôt les crimes des chefs de cette alliance, constitueront les pages les plus sombres de l'histoire de la lutte de classe. Les pourparlers secrets qu'ils ont menés derrière le dos des ouvriers avec leurs ennemis de classe, le retard qu'ils ont apporté au déclenchement des mouvements, toutes leurs tentatives de rester dans le rôle de spectateurs impassibles pendant que le gouvernement faisait ses préparatifs pour étouffer le mouvement ouvrier, leurs craintes devant les actions décisives des grandes masses ouvrières, voilà leurs faits, voilà leurs actions, voilà leurs crimes. Mais la critique et l'indignation ne sont pas suffisantes pour ramener le mouvement ouvrier dans la bonne voie. Les leçons pénibles que les chefs-traîtres ont données aux ouvriers ne doivent pas être oubliées. Les leçons que vous avez subies ne doivent pas s'effacer, disparaître et passer sans laisser de trace quand votre indignation sera apaisée. Si maintenant vous no vous pénetrez pas de la conscience

de leur trahison, il vous faudra traverser d'autres épreuves analogues et tout aussi pénibles.

Que nous a-t-elle enseigné, la Triple Alliance, dans la journée mémorable du 15 avril? Elle ne nous a enseigné en aucune façon l'impossibilité de la solidarité de classe en Angleterre, elle nous a montré que l'alliance des chefs seuls, surtout s'ils sont du genre de John Thomas, n'est pas une alliance des ouvriers mêmes, n'est pas une organisation de classe centralisée et effective, capable d'un rapide développement de forces au moment de l'action et capable de victoires décisives et définitives sur l'ennemi. A quoi pourrait-on attribuer le refus des cheminots et des ouvriers des transports d'agir côte à côte avec les mineurs? Faut-il voir dans ce refus l'absence chez eux d'une solidarité de classe, l'absence de la conviction qu'ils sont „chacun pour tous et tous pour chacnn?“ Non, camarades, leur incapacité d'action prolétarienne commune s'explique simplement par le fait que ces trois groupes d'ouvriers n'étaient pas suffisamment liés les uns aux autres. En réalité, les mineurs, les cheminots et les ouvriers des transports ne disposaient pas d'une organisation commune dans la personne de la Triple-Alliance. Une véritable union des ouvriers n'est pas personnifiée par l'unification de messieurs John Thomas, Harry Gossling, Franck Hodjes et leurs pareils. Les trois grands groupes d'ouvriers en question ne se sont jamais rencontrés directement, face à face, dans les conférences communes de délégués des simples ouvriers. Jamais ils n'ont organisé, sur toute la ligne, une action effective et unifiée. Si les mineurs, les cheminots et les ouvriers des transports étaient intimement liés entre eux et organisés sur toute la ligne du front, aussi bien par région que dans le pays tout entier, est-ce que les leaders pareils à Thomas et Cie, auraient pu disséquer ce corps prolétarien unique à un moment critique où l'une des parties de l'organisme livrait à l'ennemi commun un combat de vie et de mort? Evidemment non. Une véritable conférence de représentants ouvriers qui aurait siégé à „Unity House“ du Russel Square, du 1er au 15 avril, une conférence des trois fédérations aurait contrôlé toutes les actions d'un organe exécutif commun auquel seraient subordonnés les organes exécutifs des différentes fédérations. Si de telles conférences avaient eu lieu en permanence dans tout le pays, une absence aussi infâme de la solidarité de classe aurait-elle pu se produire? Ceux qui osent affirmer que, dans tout état de cause, les choses se seraient passées de la même façon, trompent perfidement les ouvriers d'Angleterre.

Ainsi, camarades, le congrès des trade-unions et la Triple-Alliance, tels qu'ils ont été jusqu'à présent, et dirigés par les chefs actuels, ne sont pas et ne peuvent pas être ces organisations de classe qui ont manqué au prolétariat dans le passé et dont il a un besoin encore plus grand dans le présent. Pour être une organisaton capable de diriger la classe ouvrière dans la lutte contre le régime capitaliste, le congrès des trade-unions doit être réorganisé de fond en comble. Il doit cesser d'être simplement un congrès des trade-unions et se transformer en un congrès de la classe ouvrière. Il doit recevoir le pouvoir directement des mains de la masse ouvrière, s'appuyer sur elles et avoir le droit d'élire „un état-major général du travail“ pour être capable de manoeuvrer dans la lutte contre la bourgeoisie et le gouvernement et avoir la possibilité de diriger toutes les forces du prolétariat là, où les circonstances l'exigent.

A l'heure actuelle, les ouvriers anglais se trouvent dans une situation telle qu' il est de notre devoir de souligner l'absolue nécessité pour eux d'un organisme de classe centralisé, combatif, capable d'action. Les ouvriers eux-mêmes doivent comprendre que l'état de choses actuel devient tout à fait inadmissible, que des changements radicaux et immédiats sont nécessaires pour éviter de nouvelles, de plus graves défaites.

Ces temps derniers, les leaders eux-mêmes ont commencé à parler de la nécessité de créer un „état-major général du travail“. Ceci démontre seulement qu'ils se sont rendu compte du courant puissant qui existe en faveur de l'unification du mouvement ouvrier. Ils craignent qu'une tempête d'indignation ne les emporte et se pressent de parer au danger en ramenant le courant qui les menace dans le lit calme de l'opportunisme et des illusions. Quand les leadres parlent d'un état-major général, ils désirent semer de nouvelles illusions dans les masses. Ils veulent leur faire croire qu'ils se proposent de créér quelque chose de vraiment neuf,

propre à améliorer la situation désespérée des ouvriers. En réalité, ils ont l'intention de présenter sous une nouvelle sauce les combinaisons des vieux leaders qui ont démontré d'une façon suffisante leur incapacité de conduire les ouvriers contre la Bastille du régime capitaliste. Ils ont une ferme intention de conserver l'ancienne division du mouvement ouvrier en sections séparées, ce qui signifie la conservation de l'ancien chaos sous le pavillon d'un nom sonore: „état-major général du travail".

Il ne faut pas oublier que les leaders du type John Thomas et Cie, ne désirent pas du tout une véritable unification du prolétariat, car cette unification conduirait inévitablement les masses ouvrières à une lutte ouverte contre la classe capitaliste. C'est là justement ce que les leaders veulent éviter. A-t-on oublié les paroles de John Thomas pendant le lock-out des mineurs? Ne disait-il pas que personne ne peut prédire toutes les conséquences d'une grève générale de la Triple Alliance et d'autres organisations ouvrières, et que „la nation y perdrait" quel que soit le vainqueur? Cela ne signifie-t-il pas qu'à son avis, la nation aurait perdu même dans le cas où les ouvriers auraient réussi à vaincre? Il s'ensuit clairement que Thomas est adversaire d'une action générale de la classe ouvrière, car au cas d'une pareille action, la nation, lisez la classe capitaliste, aurait subi une défaite.

De même, les leaders des petites unions sont incontestablement contre une union étroite de toute la classe ouvrière, et contre l'organisation d'un état-major du travail, car ils devraient s'effacer devant la puissance et l'autorité de ce dernier et renoncer, en grande partie, aux privilèges auxquels ils s'accrochent. De toutes leurs forces et par tous les moyens, ils cherchent à maintenir leur pouvoir, alors que les intérêts généraux de la classe ouvrière exigent leur soumission à un pouvoir supérieur incarné par la volonté suprême du prolétariat.

Par conséquent, les petits chefs et les chefs connus dans tout le pays, qui parlent au nom du travail dans les journaux bourgeois, aux congrès des trade-unions et au Parlement, ceux qu'on designe comme les futurs membres du gouvernement ouvrier, tous, les uns et les autres, à quelques exceptions près, sont adversaires d'une organisation ouvrière centralisée et disciplinée, parce que celle-ci aurait paralysé l'aide qu'ils apportent à la bourgeoisie et au gouvernement en opposant certains groupes d'ouvriers les uns aux autres. Et ils en seront adversaires aussi parce qu'une pareille organisation aurait mis fin au chaos dans le mouvement ouvrier, chaos qui, jusqu'à présent, a contribué à l'impuissance de la classe ouvrière et à la stabilité de la domination bourgeoise, en condamnant à l'échec toutes les tentatives des ouvriers de s'insurger contre le régime capitaliste. Nombre de fois, John Thomas a déclaré que le devoir des dirigeants ouvriers est de „surveiller l'arène" où se livre le grand combat du travail contre le capital. Ce but peut être le mieux obtenu à la condition de la désunion, de la désorganisation et de la décentralisation de la classe ouvrière.

Il s'agit maintenant de s'assurer contre les machinations et les tours des leaders prêts à tout oser pour que l'unification de la classe ouvrière soit ramenée à un simple changement de nom des vieilles organisations sans qu'on modifie, dans la pratique, tout ce qui existait auparavant. Par exemple, on propose de baptiser „Conseil Général" le Comité Parlementaire du Congrès des trade-unions. Pour parer au danger, les ouvriers eux mêmes doivent prendre en mains l'œuvre de leur unification, et se préoccuper avant tout de ce que toutes les usines et tous les ateliers soient unis entre eux suivant le principe du groupement d'industrie. Le comité d'usine et de fabrique doit être le noyau principal et la base même sur laquelle s'opérera l'unification de la classe ouvrière. Le comité doit, sur le terrain d'une participation commune dans la production, grouper tous les ouvriers de chaque entreprise indépendamment de leur profession, degré de qualification, fonction, couleur de peau et convictions politiques. En même temps, les comités d'usine et de fabrique et les syndicats locaux doivent former des conseils locaux du travail qui deviendront des états-majors généraux du travail munis de pleins pouvoirs dans les cadres de chaque région. Enfin, le Congrès du Travail sera le représentant du prolétariat dans son ensemble et sera rendu responsable devant ce dernier. Ainsi sera créée l'unité ouvrière dans les mines, l'unité à la base même de la production, l'unité sur un plan régional, l'unité de la classe ouvrière sur un plan national.

Mais la création des états-majors dirigeants du mouvement ouvrier anglais est un côté seulement du problème qu'il faut résoudre. Il est nécessaire également de définir la façon dont ces organes exécutifs, investis du pouvoir, manifesteront leur activité. Chercheront-ils, à l'instar des organes directeurs du mouvement syndical de certains autres pays, la solution des questions troublantes de l'actualité en collaborant avec la bourgeoisie. Ou bien, au contraire, entreront-ils en lutte révolutionnaire contre elle. Dépenseront-elles, ces nouvelles organisations, l'énergie de la classe ouvrière dans la recherche et la conclusion des accords collectifs avec les entrepreneures? Ou mèneront-elles, conscientes des contradictions qui déchirent la société capitaliste, la puissance organisée des ouvriers à l'action du renversement du régime capitaliste et de l'établissement de la domination du travail? Ces questions doivent, à l'heure actuelle, intéresser profondément tout prolétaire d'Angleterre. Vous avez été témoins des grands combats et des conflits sociaux des dernières années. Les ouvriers ont essuyé des défaites, non pas seulement par suite de la faiblesse de leurs organisations, mais aussi parce qu'ils luttaient pour des intérêts étroitement professionnels. La bourgeoisie a triomphé non seulement parce qu'elle était mieux organisée que vous, mais surtout parce qu'elle comprenait mieux que la classe ouvrière ses intérêts de classe. Elle ne poursuit jamais des buts purement économiques, mais au contraire, elle considère tout problème du point de vue général de sa classe, elle subordonne toute manifestation de son activité, dans quelque domaine que ce soit, à ses intérêts de classe. Plus faible que le prolétariat au point de vue nombre, la bourgeoisie atteint néanmoins ses buts grâce à la puissance de ses organisations et à sa conscience de classe.

Si „l'état-major du travail" des ouvriers anglais se pénètre entièrement du sentiment de haine envers la classe dominante, si le moindre conflit, la moindre grève sont utilisés pour l'éducation des masses, si toutes ses pensées sont données au but unique de la destruction de la domination bourgeoise, alors, camarades, votre état-major méritera la confiance de tout le mouvement ouvrier et sera à la hauteur de sa grande mission. La victoire dans la lutte sociale ne sera pas dévolue à la classe qui a su le mieux s'organiser, mais à la classe la plus consciente, à la classe qui est capable d'intensifier la puissance de ses organisations et de concentrer toute son expérience pour remplir ses tâches de classe.

Camarades, unissez-vous! Vive la solidarité de classe, vive la discipline, vive la création d'un front unique contre le capital!

En avant pour la victoire sur la bourgeoisie et sur tout le régime capitaliste!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

*Zinovief*, Président.
*Boukarine, Radek*. Russie.
*Souvarine* . . . . France.
*Heckert* . . . . . Allemagne.
*Genari* . . . . . Italie.
*Bela Kuhn* . . . . Hongrie.

Le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

*Losovsky*, Secrétaire Général.
*Noghine* . . . . . Russie.
*Tom Mann* . . . Angleterre.
*Mayer* . . . . . Allemagne.
*Arlandis* . . . . . Espagne.
*Andreitchine* . . . Amérique.

## Pour l'unité du front prolétarien.

Les soussignés, après avoir examiné la polémique qui vient de s'engager en France sur la résolution concernant les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, estiment que l'Interprétation qui est donnée par le C. S. R. est de nature à nuire à l'unité du front révolutionnaire qui seule a guidé les délégués de toutes les tendances au premier Congrès Constitutif de l'Internationale Syndical Rouge.

L'idée maîtresse de la résolution, c'est la coordination de toutes les actions révolutionnaires dans chaque pays. Le Congrès Constitutif n'a pas prescrit à tous les pays les mêmes formes de coordination. Ce qui importait avant tout à tous les délégués, c'est l'unité d'action, dont les formes devaient être définies, élaborées, précisées d'aprés les particularités des mouvements syndicaux et communistes dans chaque pays. Dans toutes les réso-

lutions votées on ne trouve pas l'idée de subordination au parti communiste, mais l'idée de conquérir le mouvement syndical au communisme. Chaque pays doit pratiquemant rechercher les formes de liaison pour l'action révolutionnaire, restant entendu que les considérations internationales doivent être à la base de tous les accords entre les syndicats et les partis. Le Congrès Constitutif a cru devoir établir comme forme de liaison entre les deux Internationales la représentation réciproque, mais les deux Congrès, Communiste et Syndical, traitant cette question, n'ont pas considéré la représentation réciproque comme la subordination d'une Internationale à l'autre.

Si en France, les syndicalistes et les communistes créent pour toutes les actions offensives et défensives une commission mixte ou un Comité d'action ayant pour but de concentrer toute l'énergie révolutionnaire, d'utiliser toutes les forces de propagande et d'agitation pour réaliser l'objectif commun, les syndicalistes agiront en conformité avec les résolutions du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Si dans un pays on trouve une autre forme de coordination des forces, ni l'Internationale Communiste ni l'Internationale Syndicale Rouge ne feront d'objection, pourvu que l'unité d'action soit assurée. Voilà l'esprit exact de la résolution qui a provoqué une opposition en France et même des décisions qui sont exploitées par toute la presse bourgeoise et „paix-sociale". Mais il y a encore 11 résolutions votées par le Congrès, à savoir: la tactique, le contrôle ouvrier, question d'organisation, programme d'action etc. etc. où sont traitées toutes les questions qui touchent le mouvement syndical du monde entier. On y trouve les méthodes de conquête des masses ouvrières, la question des comités de fabrique, les formes pratiques du contrôle ouvrier, les problèmes d'organisation dans tous les pays, la lutte contre le corporatisme en faveur des syndicats d'industrie, la question du chômage, la question de la femme dans l'industrie et les syndicats, le mouvement ouvrier dans les colonies et tous les autres problèmes à l'ordre du jour dans les différents pays.

De toute la discussion au Congrès, il s'est dégagé une chose: que toutes les tendances sont d'accord pour reconnaître que 99 % des questions traitées, si elles ont provoqué des discussions passionnées, n'en n'ont pas moins été votées à l'unanimité.

Les différends qui sont restés, et qui s'expliquent par la variété du mouvement international, ne peuvent et ne doivent être un obstacle à l'unité au sein de l'I.S.R. — Les camarades qui engagent non seulement la discussion, mais l'opposition à fond sans avoir pris connaissance et étudié toutes ses décisions, entravent le libre développement de l'I.S.R. et la lutte contre Amsterdam et tout l'opportunisme réformiste syndical.

La lutte fratricide doit prendre fin: les C. S. R. doivent envoyer une délégation pour s'entendre avec l'I.S.R. sur les modalités d'application des décisions du Congrès Constitutif en désignant immédiatement deux délégués au Conseil Central, dont un au Bureau Exécutif de l'I.S.R.

Comme conclusion, nous conseillons de relire attentivement les statuts votés au Congrès Constitutif et de les imprimer à la „Vie Ouvrière" pour que les militants se rendent compte que l'autonomie syndicale n'est pas en jeu.

*Henri Sirolle, Jean Gaudeaux, G. Gaye, Victor Labonne, A. Rosmer, B. Souvarine* (France). *G. Zinovief, A. Losovsky* (Russie). *André Nine* (Espagne). *Anton Mayer* (Allemagne).

## Appel du Bureau Exécutif de l'I.S.R. aux Marins Révolutionnares de tous les Pays.

A l'initiative d'un groupe de marins, un Congrès International des Marins Révolutionnaires a été convoqué le 1-er août à Pétrograd. Déjà beaucoup avant l'ouverture même de ce Congrès, le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge s'était prononcé contre la création d'une Internationale de Marins non liée avec d'autres catégories d'ouvriers des transports. Le Bureau Exécutif estimait que le nombre des marins révolutionnaires est relativement petit en comparaison de la quantité globale des ouvriers occupés dans cette catégorie de travail, et qu'il n'y a aucune raison d'appeler Congrès cette Conférence, ni, surtout, de

fonder une Internationale de Marins Révolutionnaires dans l'absence de fortes et puissantes organisations.

Seuls quelques pays ont répondu à l'invitation. Au Congrès assistaient les représentants de l'Union Allemande des Marins Révolutionnaires, les représentants d'Argentine, de Russie, d'Autriche et de Finlande. Il n'y avait pas un plus grand nombre de représentants, en partie à cause de la date de la conférence qui avait été reculée de deux mois, et en partie à cause d'obstacles policiers créés par les gouvernements bourgeois. En tout état de cause, peu de représentants se sont réunis à la date fixée. Ce nonobstant, ils ont voulu nommer leur réunion Congrès et créer une Internationale Rouge de Marins. Le Bureau Exécutif n'estimait pas possible, autant pour des raisons pratiques que pour des raisons de principe, la création d'une telle Internationale. Les raisons pratiques sont les suivantes:

1) Une Internationale ne peut pas être créée par trois ou quatre organisations parmi lesquelles certaines ne représentent qu'une petite partie des marins organisés de leur pays. Une Internationale doit s'appuyer sur des organisations fortes et solides, car autrement elle n'aura de l'Internationale que le nom.

2) En partant du principe de la création des syndicats d'industrie, le Bureau Exécutif ne peut admettre la création d'une Internationale séparée des Marins. Les tâches des syndicats révolutionnaires ne consistent pas à imiter servilement les vieilles organisations, à recréer celles-ci, et à édifier leurs organes de lutte de la façon dont ils étaient édifiés auparavant; leurs tâches consistent à construire, dès le début, les bases mêmes de leurs organisations sur de nouveaux principes.

Il n'y a aucun doute qu'en créant une Internationale séparée de marins nous aurions fait un pas en arrière. Les ouvriers des transports présenteront pour les exploiteurs une force menaçante dans le cas seulement où ils seront groupés en une seule Internationale englobant les ouvriers de toutes les catégories du travail dans les transports. Le corporatisme est encore puissant, même dans certains milieux révolutionnaires. Chaque catégorie d'ouvriers estime qu'elle doit fonder une Internationale séparée. L'Internationale Syndicale Rouge ne pouvait pas adopter ce point de vue et c'est pourquoi elle a invité la conférence des marins à ne pas créer une organisation séparée, mais d'adhérer au Comité International de propagande des ouvriers des Transports.

En créant les comités internationaux de propagande en général, et le Comité de propagande des ouvriers des Transports en particulier, les syndicats révolutionnaires leur ont donné pour tâche de propager les résolutions adoptées par le premier Congrès des syndicats révolutionnaires. Parmi ces résolutions il existe une décision de principe concernant la création des syndicats suivant le groupement par industrie et l'I. S. R. aurait enfreint aux décisions du Congrès en approuvant les organisations des ouvriers des transports par catégories et par groupes, au lieu de leur unification en une seule famille industrielle fraternelle.

Les représentants de l'Union Allemande des Marins ont estimé nécessaire de se retirer de la conférence. A leur avis, les représentants de quatre organisations syndicales peuvent créer une Internationale et cette Internationale doit être composée exclusivement de marins. Ils n'ont pas voulu entrer au Comité Général de propagande des ouvriers des Transports en plaçant constamment les intérêts des marins à part des intérêts des autres catégories d'ouvriers des transports.

L'Internationale Syndicale Rouge ne peut et ne doit pas compter avec l'atavisme corporatif, et c'est pourquoi elle continuera son travail, parmi les marins aussi bien que parmi les ouvriers des autres catégories des transports, en cherchant d'atteindre l'unité sur la base des principes adoptés par le Congrès Constitutif des syndicats révolutionnaires. Le Bureau Exécutif fera tout ce qui dépendra de lui pour aider le Comité de propagande des ouvriers des transports dans son travail parmi les marins, pour créer des bureaux spéciaux dans les principaux ports, mais à une seule condition, qui est celle-ci: tout le travail ne doit pas tendre à la séparation des ouvriers des transports en différentes catégories, mais à leur groupement en une seule et puissante organisation de combat, où entreront et les cheminots, et les ouvriers des ports, et les dockers, et les marins, une organisation capable de porter ainsi des

coups formidables au capitalisme mondial.

A l'œuvre donc, camarades marins, pour la création d'une organisation fraternelle internationale unique d'ouvriers des transports sous le drapeau de l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Bureau Exécutif

Signé: *A. Losovsky*, Secrétaire Général, *Tom Mann* (Angleterre), *Mayer* (Allemagne), *Andreitchine* (Amérique), *Arlandis* (Espagne), *Noguine* (Russie), membres du Bureau.

**Lettre-circulaire concernant l'almanach de poche de l'I. S. R.**

Chers camarades!

Le bureau de presse de l'Internationale Syndicale Rouge entreprend l'édition d'un almanach de poche suivant le programme ci-joint. Le but de cette édition est de fournir à tout militant actif du mouvement syndical toutes les données sur le mouvement ouvrier mondial, et surtout sur le mouvement révolutionnaire, dont la connaissance est nécessaire pour une participation consciente à l'accomplissement des tâches que la vie économique et sociale de tous les pays pose devant les syndicats ouvriers.

Inutile de dire que la publication en question ne saura satisfaire pleinement à sa destination que dans le cas où elle pourra embrasser, avec une exactitude et une concision aussi parfaite que possible, tout le mouvement syndical, dans son ensemble et dans ses parties.

La plus grande difficulté de cette tâche consiste dans le rassemblement de données complètes sur les syndicats ouvriers locaux de chaque pays. Car les renseignements concernant les syndicats séparés, alors même qu'ils sont donnés par la presse, arrivent avec un grand retard et sont loin d'être complets. Or, c'est cette partie, justement, qui demande une information complète et exacte.

Le Secrétariat Général demande donc à tous les groupements syndicaux, et à toutes les minorités syndicales adhérant à l'Internationale Syndicale Rouge, de soutenir l'initiative du bureau de presse en lui envoyant tous les matériaux nécessaires comme, par exemple: des agendas, calendriers, rapports etc., et des organes de la presse syndicale. Dans le cas où il n'existerait pas de matériaux imprimés, le Secrétariat Général prie les fédérations et les organisations syndicales de communiquer par écrit les données concernant leurs organisations suivant le schéma suivant: 1) Date de la formation du groupement ou du syndicat. 2) Ses statuts. 3) Sa caractéristique générale, le nombre de ses membres, le rapport entre le nombre des ouvriers organisés et le nombre général des ouvriers occupés dans l'industrie considérée. 4) Conditions de travail, salaires, conditions générales de vie. 5) Etat de la caisse. 6) Court aperçu de l'activité passée du syndicat. 7) Grèves organisées. 8) Répressions subies. 9) Congrès et conférences (résolutions adoptées). 10) Presse syndicale. 11) Orientation actuelle du syndicat et composition au point de vue partis politiques. 12) Renseignements concis sur les principaux militants du syndicat. 13) Adresse de la direction centrale et des sections du syndicat (ou de la fédération) en indiquant les principaux fonctionnaires.

Dans le cas où il serait difficile de fournir des renseignements suivant ce schéma, le bureau de presse prie d'envoyer les seules données qui peuvent être communiquées le plus rapidement. Car la date du lancement de l'agenda est fixée au premier novembre 1921; pour qu'elle ne soit pas retardée, il faut que tous les matériaux nécessaires se trouvent entre les mains du bureau de presse dès le premier octobre.

Le Secrétariat Général est fermement convaincu que l'initiative de son bureau de presse rencontrera la sympathie active des groupements syndicaux de tous les pays, et que tous les matériaux seront envoyés au plus vite à l'adresse suivante: Moscou, Rue Granatnaia 13. „Profintern“ L'almanach comprendra les parties suivantes:

I. Deux types du mouvement ouvrier contemporain: (Moscou et Amsterdam).

Le mouvement révolutionnaire.
Le mouvement réformiste.

II. Conditions et pratique de la lutte.

1. La crise économique actuelle.

2. L'offensive du capital.
3. Le chômage.
4. L'aggravation des conditions d'existence des ouvriers.
5. La tactique de l'organisation syndicale.
6. Les questions de socialisation après la guerre mondiale.

III. Le mouvement ouvrier en 1921.

1. Les lock-outs et les grèves.
2. Les bourses du travail.
3. Le contrôle ouvrier.
4. Les comités de fabrique et d'usine et les conseils d'entreprise.
5. Les tarifs.
6. L'assurance sociale.
7. La question des loyers.
8. L'économie communale.
9. Les coopératives ouvrières.
10. L'œuvre d'éducation et de propagande.
11. L'art prolétarien.
12. Le prolétariat agricole et son organisation après la guerre.
13. Les unions d'employés et de fonctionnaires.
14. La femme dans le mouvement syndical.
15. Les jeunesses ouvrières.
16. Le bureau du travail et la législation internationale du travail.

IV. Organisations politiques et économiques du Prolétariat.

I. Les groupements internationaux rouges:

l'Internationale Syndicale Rouge.

L'Internationale Communiste.

Le Conseil International des Coopératives.

II. L'Internationale jaune.

L'Internationale de Vienne.

L'Internationale d'Amsterdam.

La Centrale Internationale des Coopératives.

3. Groupements internationaux d'industrie.

Les comités internationaux de propagande.

Les secrétariats internationaux.

4. Organisations syndicales (par pays).

a) Pour chaque pays dans son ensemble: La caractéristique générale du mouvement syndical, le nombre global des prolétaires, le nombre des ouvriers dans chaque branche d'industrie prise à part, le nombre des ouvriers organisés et non organisés, les groupements nationaux, les congrès, etc.

b) Pour chaque industrie: La caractéristique générale, le nombre total de membres, le rapport entre toute la masse des ouvriers d'une branche d'industrie donnée et le nombre des ouvriers organisés, les salaires, les normes du travail, les conditions d'existence, la caisse, les grèves, les répressions, le nombre de membres affiliés au parti, les conférences (résolutions adoptées), les principaux militants—court exposé de leur activité, rapports publiés, la presse syndicale, etc.

V. Mouvement international d'après-guerre.

VI. Congrès internationaux en 1921.

Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, Le III-ème Congrès de l'Internationale Communiste, le Congrès des Femmes, de la Jeunesse, la Conférence des Syndicalistes à Berlin.

VII. 1) La dictature du Prolétariat en Russie Soviétiste.

2) La question de la socialisation en Europe Occidentale.

3) Bibliographie.

*Le Secrétaire Général de l'I. S. R.:*
*A. LOSOVSKY.*

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Р. В. Ц. Imprimérie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

**№ 3** **Moscou** **23 Septembre 1921.**

## Les Comités Internationaux de propagande.

Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière a créé dans chaque pays deux types d'organisations, d'une part des cartels, unions départamentales, etc, et d'autre part des organisations de métier et d'industrie (métaux, textile, etc). Ce genre d'organisations a commencé à apparaître au commencement du XX-ème siècle dans le cadre international. Comme on sait, toutes les organisations internationales, socialistes ou syndicales, ont cessé d'exister de facto dès le commencement de la guerre. Elles se sont transformées en auxiliaires de l'impérialisme belliqueux et ont livré pieds et poings liés la classe ouvrière à la disposition de la classe dominante. La période d'après-guerre, marquée par une recrudescence de la lutte de classe dans le cadre national, a rappelé également à la vie les organisations internationales de métier et d'industrie. Tous ces groupements internationaux sont intimement liés aux syndicats réformistes. Ils représentent tout au plus un bureau international du statistique et d'information complètement inoffensif par rapport au capital mondial. Voici deux ans et demi que la guerre est finie, et les groupements internationaux d'industrie ont pu faire montre de leur activité et montrer leur véritable figure. Toute une série de congrès ont eu lieu — Métaux, Textile, Bâtiment, Bois, — qui ont montré que les vieilles formules dominent encore le mouvement ouvrier et qu'on ne peut pas créer une organisation internationale de classe avec des syndicats entièrement imprégnés d'esprit nationaliste.

A l'heure actuelle surtout, l'absence de ces organisations de combat est vivement ressentie par la classe ouvrière de tous les pays. Pendant les premiers mois qui ont suivi l'armistice, la bourgeoisie traitait la classe ouvrière avec quelque circonspection. Elle craignait ses protestations, elle craignait ses organisations, et même des pays aussi réactionnaires que la France ont dû introduire la journée de huit heures et envisager d'autres réformes sociales. Mais quand il est apparu que les organisations ouvrières ne songeaient qu'au rétablissement du capitalisme, quand elles ont commencé à défendre la théorie d'un développement graduel de la société, les classes dominantes se sont rendu compte de la force de l'esprit conservateur existant dans les syndicats ouvriers, ils se sont rendu compte que certains milieux ouvriers étaient très solidement attachés à leur bourgeoisie nationale et dès lors, les maîtres du jour ont changé de politique.

Le mot d'ordre général des employeurs de tous les pays, à l'heure actuelle, c'est l'offensive. En Amérique, on lutte opiniâtrement contre tous les syndicats ouvriers sous le mot d'ordre „ateliers llbres“ (open shop), c'est à dire le droit d'embaucher les ouvriers non organisés. Des millions d'ouvriers sont renvoyés. En

Angleterre, toutes les industries consécutivement traversent des conflits très aigus. En France, l'infraction à la loi de huit heures devient un fait courant. On observe la même chose en Allemagne, en Italie, en Tchéco-Slovaquie, etc. Nous voyons une offensive organisée du capital mondial sur toute la ligne. Pendant ce temps, que font les fédérations internationales de métier et d'industrie? Il suffit d'examiner le rôle pitoyable joué par la Fédération Internationale du Sous-sol pendant le conflit gigantesque des mineurs et des exploitants des mines anglais, pour comprendre combien la base même de ces organisations est pourrie. Un million deux cent cinquante mille mineurs luttent, pendant trois mois, et demi et la Fédération Internationale du Sous-sol ne fait aucune démarche sérieuse pour les appuyer. Du reste, comment les dirigeants des syndicats des mineurs des différents pays peuvent-ils prendre des mesures réelles lorsqu'ils abordent toutes les questions du point de vue du marché national, de leur esprit de clocher. Voilà pourquoi un événement d'une signification mondiale, tel que la grève des mineurs, reste en dehors de la sphère d'action de la Fédération Internationale du Sous-sol, comme s'il y avait d'autres questions, plus importantes que ce conflit gigantesque, le symptôme à proprement parler de la ruine de l'Angleterre capitaliste. Et la Fédération Internationale du Textile? Et l'Internationale des Métallurgistes? Et les autres fédérations internationales? Elles continuent à dormir d'un sommeil paisible et à rabâcher leurs théories réformistes. Comment cette inaction s'explique-t-elle? Quelles sont les causes profonds de cette impuissance et du fait que cet internationalisme est purement verbal? Il faut en chercher des raisons dans toute l'idéologie, la théorie et la pratique des dirigeants du mouvement syndical international. Leur pensée dominante est de vivre d'expédients, d'éviter les conflits, résoudre d'une façon pacifique toutes les questions, rétablir au plus vite l'économie capitaliste et conquérir de meilleures conditions pour la classe ouvrière *sur la base de la prospérité du capitalisme.* Si cette théorie représente la base de leur activité dans le cadre de chaque pays, il est tout à fait naturel que ce soit elle encore qui apparaisse sur la scène et domine l'activité des fédérations internationales de métier et d'industrie.

Pour que cette théorie apparaisse d'une façon plus claire, reproduisons le passage suivant de la résolution adoptée par le dernier congrès des ouvriers du Textile allemand (juin 1921) sur le rapport de Eckel: „L'action et la politique des organisations syndicales".

„L'économie socialiste vaincra en empruntant la voie d'un développement économique organique dans un Etat démocratique. La prémisse du développement rapide et continu de ce processus est la conquête du pouvoir politique par *tout* le prolétariat organisé. *Le congrès rejette l'application des forces physiques* dans la lutte de classe syndicale et politique, comme moyen d'offensive. Il se place au point de vue de la neutralité politique à l'égard du parti et se refuse à la reconnaissance de la dictature du Parti Communiste ou de quelque autre parti que ce soit. En même temps, il se refuse à l'organisation, recommandée par le Parti Communiste, des noyaux et des fractions. Le congrès „rejette de la façon la plus énergique les méthodes de lutte pratiquées par les communistes, leur tactique et leur façon de concevoir l'esprit du mouvement prolétarien et de la Révolution prolétarienne". *)

Dans cette partie essentielle de la résolution se trouve exprimée toute la philosophie du réformisme. Que signifie ce „développement organique de l'économie nationale dans un Etat démocratique?". Que signifie le refus d'appliquer la force physique dans la lutte de classe politique et syndicale? Cela signifie négation de la Révolution, renoncement aux méthodes révolutionnaires de lutte, espoir en une transformation pacifique de l'Etat démocratique en un Etat socialiste. Or nous avons à l'heure actuelle un grand nombre d'Etats „démocratiques", par exemple: la France, l'Amérique, l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, etc. A quoi donc ont abouti dans ces Etats le renoncement aux méthodes violentes de lutte et l'édification du socialisme par le „développement organique de l'économie nationale"?. Plus que tous les autres, les syndicats allemands sont riches d'expériences tentées dans ce domaine. Ils ont créé des commissions paritaires d'organisations ouvrières et patronales et nulle part ailleurs

*) «Korrespondenzblatt» du 30 Juillet. №. 31. p. 436.

on n'a parlé autant de socialisation. Pendant deux ans et demi on n'a parlé que d'elle dans tous les coins de l'Allemagne. Krupp et Stinnes se sont eux-aussi occupé de socialisation,-mais le résultat de toutes ces conversations a été non pas la socialisation, mais une concentration monstre des moyens de production entre les mains de quelques magnats de l'industrie et le renforcement de la puissance économique de ces derniers.

Evidemment, le congrès du Textile est libre de rejeter les méthodes de violence. Il peut fonder tous ses espoirs sur la générosité des entrepreneurs, mais les derniers mois d'existence de la „démocratie" allemande prouvent que le développement pacifique et organique conduit au renforcement du capitalisme, à l'aggravation des conditions d'existence de la masse ouvrière, à une exploitation plus grande des travailleurs, et à l'établissement d'une direction unipersonelle dans les entreprises. En un mot, la démocratie politique garantit un développement libre à l'économie socialiste, aussi peu que la monarchie constitutionnelle ou la monarchie absolue. Si les syndicats du Textile d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays adoptent le point de vue du développement organique paisible, quelles sont les mesures qu'ils peuvent prendre au cours des grands conflits sociaux? Que peuvent-ils proposer d'autre qu'une médiation, qu'un recours au Bureau International du Travail ou à un tribunal d'arbitrage? Du moment qu'ils rejettent la révolution et les méthodes et formes de lutte révolutionnaires, ils se livrent d'eux-mêmes, pieds et poings liés, aux mains de la bourgeoisie. Il est vrai que dans leurs résolutions, ou du moins dans quelques unes d'entre elles, ils parlent de la conquête du pouvoir politique par *tout* le prolétariat, mais cette formule équivoque apparait comme absolument nulle accompagnée qu'elle est de l'exigeance du développement organique de l'économie nationale. On ne peut rien conquérir sans lutte, c'est à dire, sans avoir recours à la violence. Les classes dominantes et leurs idéologues sont moins sots que les idéologues du réformisme, ils n'abandonneront pas leur position de bon gré. Il faut donc ou bien prendre le pouvoir par la force, ou bien renoncer tout à fait à le conquérir. Toute la théorie des réformistes se ramène au refus de la conquête du pouvoir; c'est à dire que les syndicats estiment indispensable la continuation de la production capitaliste et reconnaissent comme impossible pour le prolétariat la gestion de la production sans le concours de la bourgeoisie. Et maintenant prenez toutes ces organisations syndicales, additionnes les, et vous aurez ainsi la fédération internationale du Textile, du Sous-sol, etc, mais il est évident qu'une telle union ne peut donner rien plus que ce que peut donner chaque réformiste en particutier et c'est là qu'est la raison de l'impuissance des fédérations nationales de métier et d'industrie. Prenez dix ou vingt réformistes à l'esprit obtus et vous aurez les centrales de ces fédérations.

Pour les syndicats révolutionnaires, l'impuissance des réformistes n'est plus un secret depuis longtemps, car les syndicats révolutionnaires ont surgi justement sur le terrain de la lutte contre cette théorie et cette pratique. Immédiatement après la guerre la question de la conquête des masses ouvrières dans chaque industrie, la question de la concentration de l'énergie révolutionnaire en vue de fortifier le prolétariat dans sa lutte offensive et défensive, s'est posée aux syndicats révolutionnaires dans toute son ampleur. Deux voies s'ouvraient pour les syndicats révolutionnaires: soit la créatiou immédiate de groupements internationaux révolutionnaires d'industrie et de métier, soit l'unification des forces à l'intérieur de chaque fédération internationale pour agir graduellement sur les ouvriers organisés de la branche de travail en question.

Après avoir examiné attentivement l'état des organisations syndicales dans tous les pays et constaté le développement incontestable de la conscience révolutionnaire qui fait que dans l'esprit des organisations syndicales se dissipent les vapeurs du reformisme — l'Internationale Syndicale Rouge en a conclu qu'il est temps d'aborder la création de comités internationaux d'industrie pour la propagande. Il est indispensable de créer des groupements de syndicats révolutionnaires à l'intérieur de chaque fédération internationale pour la propagande des idées de l'Internationale Rouge et pour une lutte idéologique contre le réformisme et la collaboration qui dissolvent le mouvement syndical. Aussi des comités de propagande ont été créés au cours du du Congrès International des Syndicats

Révolutionnaires. Au cours des travaux du Congrès, et après la clôture de ce dernier, les représentants des syndicats révolutionnaires de différents pays ont convoqué une série de conférences d'industrie et de métier, et chaque industrie a créé son comité de propagande. Ainsi, nous avons des comités internationaux de propagande des Métaux, du Textile, du Bâtiment, du Bois, des Cuirs et Peaux, de l'Enseignement, du Sous-sol, des Travailleurs Municipaux, du Livre, de l'Industrie chimique, des Travailleurs agricoles et Forestiers, des Employés, etc. Quelles sont les tâches de ces comités? Quelles sont les tâches pratiques mises en avant par les représentants des syndicats révolutionnaires de chaque industrie? Dans toutes les décisions prises à ces conférences, vous trouverez une même pensée qui est exprimée de la façon suivante par la conférence des ouvriers métallurgistes:

"1. La tactique d'entente avec la bourgeoisie et de collaboration de classe qui a été pratiquée par les dirigeants du mouvement syndical des différents pays au nom des ouvriers métallurgistes a eu pour effet d'engendrer une cruelle misère et de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière".

2. "L'humanité entraînée à la guerre par les impérialistes ne peut sortir de l'impasse où elle se trouve que par une modification radicale de tout le système des rapports de production".

3. "La seule issue qui se présente à la classe ouvrière de tous les pays est le renversement du capitalisme par la Révolution sociale et l'établissement de la dictature du prolétariat pour la période de transition".

4. "Les vieux dirigeants du mouvement syndical qui comptent pouvoir relever le niveau de la vie de la classe ouvrière et restaurer l'industrie en s'engageant dans des pourparlers avec la bourgeoisie, induisent en erreur les ouvriers et doivent être dénoncés de la façon la plus énergique par les éléments révolutionnaires et conscients des ouvriers métallurgistes.

"Considérant tout ce qui précède, les soussignés décident de créer un Comité International d'organisation et de propagande dont le but sera d'expliquer la nécessité de la Révolution sociale et, pour la période transitoire, de la dictature du prolétariat. Ce Comité devra faire une large propagande parmi les métallurgistes de tous les pays en dénonçant les idées anti-révolutionnaires et anti-prolétariennes du collaborationnisme ainsi que celles d'un passage paisible du capitalisme au socialisme.

„La tâche du présent Comité de propagande sera de travailler à l'intérieur des organisations syndicales des métallurgistes des différents pays et faire de l'agitation contre la destruction des organisations syndicales des masses tout en cherchant à gagner les ouvriers métallurgistes et leurs organisations syndicales à la cause de la Révolution sociale".

Tous les autres comités adoptent le même point de vue. Ils se sont prononcés tous d'une façon nette et catégorique contre tous les espoirs caressés par les réformistes au sujet d'un développement paisible et contre la politique d'entente avec la bourgeoisie, pour la Révolution sociale et pour la dictature du prolétariat. Dans toutes les décisions des comités internationaux de propagande, on souligne nettement que la lutte pour la nouvelle orientation dans le mouvement syndical doit se poursuivre tout d'abord à l'intérieur des organisations syndicales nationales de chaque pays et ensuite à l'intérieur de la Fédération internationale de chaque industrie donnée. Dès la création des comités, les syndicats révolutionnaires ont déclaré qu'ils voulaient rester à l'intérieur des fédérations internationales existantes, mais à la condition expresse de pouvoir y défendre leur point de vue en toute liberté et faire librement leur travail d'agitation et de propagande pour le programme d'action établi par le I-er Congrès International des Syndicats Révolutionnaires. Ainsi donc les Comités Internationaux de Propagande ne sont pas au point de vue organique des organisations faisant concurrence aux secrétariats internationaux existants. Par contre, au point de vue idéologique, ils le sont, car ils opposent leurs théories et leurs méthodes de lutte à la théorie et à la pratique des fédérations affiliées à l'Internationale d'Amsterdam.

Nous ne doutons pas un instant que ces comités internationaux de propagande ne soient traqués frénétiquement par les gens d'Amsterdam. Du reste, ces derniers, sans attendre la constitution de ces comités, ont pris une série de mesures pour l'exclusion des syndicats révolutionnaires

Le triste honneur d'avoir pris l'initiative des mesures d'expulsion contre les syndicats révolutionnaires appartient à l'Internationale des métallurgistes, dans laquelle les indépendants allemands jouent un rôle assez considérable. C'est sur leur initiative, et sur l'initiative de Dissmann et consorts que la Fédération des Métaux a décidé l'exclusion du Syndicat panrusse des métallurgistes. Ce sont eux également qui, au dernier congrès des métallurgistes tenu à Lucerne au début du mois d'août, ont approuvé les décisions prises par leur organe exécutif au mois de mars courant concernant l'exclusion de toute organisation adhérent à l'Internationale Syndicale Rouge. Voilà comment la Fédération Internationale des Métaux, qui aurait dû être l'avant-garde du mouvement syndical, se trouve à l'avant-garde de la réaction ouvrière. Cette Fédération a exclu le Syndicat panrusse des métallurgistes, lequel a joué un rôle éclatant dans la Révolution russe. Pourquoi le Syndicat panrusse des métallurgistes a-t-il été exclu? Quels sont ses crimes? Ah mais, ils sont nombreux! Et d'abord, il ne partage pas le point de vue de la transformation organique du capitalisme en socialisme. Ensuite, il n'a pas été très tendre pendant la révolution à l'égard des propriétaires d'usines métallurgiques, aussi bien russes qu'étrangers. Enfin, il lutte contre les dirigeants traîtres des syndicats métallurgistes de tous les pays,—bref c'est un syndicat révolutionnaire et non réformiste: voilà pourquoi les honorables Dissmann et Merrheim l'ont exclu.

Non moins significative est la conduite du noyau dirigeant du Congrès International des Cuirs et Peaux à l'égard du Syndicat panrusse des ouvriers en cuir. Au Congrès qui a eu lieu à Vienne au début du mois d'août on vit arriver, de façon inattendue pour les organisateurs du Congrès, un représentant russe. Ce dernier fut admis au congrès en qualité d'hôte. Mais pourquoi pas en tant que membre effectif du Congrès? Les chicanous de l'école d'Amsterdam ont imaginé un truc pour ne pas accorder la parole au représentant du syndicat panrusse des ouvriers du cuir. Cette impudence a été condamnée par les délégués réformistes eux-mêmes et le délégué russe a pu parler. Mais ici, aussi bien que dans les machinations du noyau dirigeant de la fédération internationale des Métaux, on voit apparaître les conséquences du bloc formé par la deuxième Internationale et l'Internationale deux et demie, bloc constitué selon L. Martof par la „droite“ et le „centre“ pour la défense de l'unité du mouvement syndical dans la lutte pour la conservation de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam*.)

Les syndicats révolutionnaires n'ont cessé de déclarer au cours de l'année dernière leur volonté de participer aux congrès internationaux et d'être membres des fédérations correspondantes; mais ni les syndicats révolutionnaires russes, ni ceux des autres pays n'admettront que messieurs Dissmann et Merrheim édifient une internationale des Métaux à leur „image et ressemblance“. Nous ne voulons pas de scission au sein de l'organisation internationale des Métaux, mais nous ne la craignons pas non plus. L'exclusion des métallurgistes russes est une scission en fait, et le Comité International de propagande des métallurgistes prendra sur soi, d'accord avec le Syndicat panrusse des Métaux, l'initiative de convoquer un congrès international des syndicats révolutionnaires du fer et de l'acier. Ce fait montre que les comités internationaux de propagande devront s'occuper non seulement de la propagande des idées révolutionnaires du socialisme, mais de prendre sur eux l'initiative de convoquer des congrès d'une branche d'industrie donnée chaque fois que les réformistes, dépassant toutes limites, auront la velliété d'exclure les syndicats révolutionnaires de telle ou telle fédération internationale. Les fonctions des comités de propagande sont donc avant tout des fonctions d'agitation et de propagande et aussi d'o r g a n i s a t i o n, si nos adversaires nous y obligent. Les tâches et les fonctions des comités internationaux de propagande sont prévus par les décisions du Congrès Constitutif des syndicats révolutionnaires. Voici ce que le Congrès dit à ce sujet dans sa résolution sur la question d'organisation dans le chapitre 6 concernant les groupements internationaux de métier et d'industrie:

„L'internationale Syndicale Rouge dès sa fondation adopta ce point de vue que les syndicats révolutionnaires doivent res-

*) L. Martof. La reconstitution de l'Internationale, „Revue Socialiste“ № 13.

ter au sein des Fédérations Internationales pour les conquérir du dedans. Mais aussitôt que les gens d'Amsterdam eurent compris le danger que leur faisait courir le changement de l'esprit des masses syndiquées, ils adoptèrent une série de résolutions qu'ils firent préalablement adopter par les fédérations internationales séparées, conformément auxquelles la reconnaissance de l'Internationale d'Amsterdam était une condition indispensable pour être admis au sein des fédérations syndicales internationales séparées. Par cette décision, ainsi que par d'autres encore, la Fédération d'Amsterdam a pris l'initiative de la scission dans le mouvement syndical et s'est permis de chasser des organisations tous ceux qui se déclaraient moralement solidaires avec l'Internationale d'action révolutionnaire et de lutte de classe."

§ 28. „Ces décisions imposent aux syndicats révolutionnaires exclus des fédérations internationales la nécessité de s'unir pour combattre l'Internationale d'Amsterdam. Ne désirant pas créer, avant d'avoir épuisé toutes les possibilités de lutte et de travail au sein des fédérations internationales, de nouvelles fédérations de métier et d'industrie, le Congrès Constitutif recommande aux syndicats, qui partagent le point de vue de la lutte de classe et de la dictature du prolétariat, de fonder des comités internationaux de propagande de métier et d'industrie pour rassembler les forces révolutionnaires dispersées. Ces comités doivent faire de la propagande dans tous les pays en se basant sur les résolutions adoptées par le Congrès Constitutif et mener une lutte décisive contre la collaboration de classe et les illusions bourgeoises sur le développement pacifique."

§ 29. „La tâche de ces comités est non seulement de faire la propagande en faveur de la lutte révolutionnaire de classe et de la dictature du prolétariat, mais aussi de mettre à jour toutes les machinations des gens d'Amsterdam qui tendent, pour leur propre salut, à la scission des organisations ouvrières. Les comités prennent l'initiative de convoquer des congrès et des conférences, publient des brochures, touchent des cotisations, informent les syndicats révolutionnaires de l'état de choses dans leur industrie respective, renseignent les syndicats sur toutes les grèves et les conflits, luttent contre la tactique jaune, en un mot, appliquent le vrai principe de la lutte révolutionnaire de classe."

§ 30. „Chaque Comité de propagande est lié avec l'Internationale Syndicale Rouge par l'intermédiaire de ses représentants qui entrent dans leur Bureau Exécutif de l'I. S. R. avec voix consultative. Tous les comités internationaux travaillent en contact étroit et sous le contrôle permament du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge. Les conférences et les congrès organisés par les comités internationaux de propagande ont lieu par accord préalable et avec le consentement de l'I. S. R."

§ 31. „Les syndicats exclus des fédérations internationales ne doivent pas rester dispersés. S'ils n'ont pas encore adhéré à un comité international de propagande, ils doivent y adhérer immédiatement: ils doivent aussi poser devant les comités la question de la nécissité de créer un centre international de leur industrie."

En cas d'exclusion de plusieurs syndicats, le Comité International de Propagande, par décision spéciale de l'Internationale Syndicale Rouge, doit être transformé en Bureau d'organisation dans le but de convoquer un congrès des syndicats révolutionnaires et de créer une centrale internationale correspondante pour lutter contre ceux qui, suivant les ordres des gens d'Amsterdam, excluent des fédérations internationales de métier et d'industrie les syndicats et les organisations de divers pays.

Comme nous le voyons, le Congrès a prévu la possibilité d'une exclusion en masse des syndicats révolutionnaires. De là cette stipulation détailée des tâches qui incombent aux comités de propagande dans le cas d'une offensive des partisans d'Amsterdam.

Les comités internationaux de propagande ont commencé leur travail effectif dès la clôture du Premier Congrès International des Syndicats Révolutionnaires. Ils ont adopté entièrement le programme et la tactique du congrès. Toute la somme d'idées contenues dans les résolutions et les décisions du congrès international mettront leur empreinte sur le travail de ces comités de propagande. Tous ces comités de propagande sont des organes auxiliaires de l'Internationale Syndicale Rouge. Ils ne se transformeront en fédérations internationales rouges d'industrie

que dans le cas où il n'y aura pas d'autre issue pour les éléments révolutionnaires d'une branche d'industrie donnée.

Un certain nombre de comités internationaux de propagande organisés s'appuient sur des organisations très solides (ouvriers des Transports, des Métaux, du Bâtiment.) D'autres ont dans leur sphère d'influence des groupements relativement petits, mais, dans leur ensemble, ils englobent tous les syndicats révolutionnaires, les unifient sur une autre ligne que l'I. S. R., et créent ainsi de nouveaux centres pour l'action sur les masses ouvrières et la lutte contre les réformistes qui sont à la tête des organisations syndicales.

L'Internationale Syndicale Rouge et les comités internationaux de propagande ne se proposent pas la scission des fédérations internationales, mais ils ne la craignent pas non plus. A chaque atteinte des réformistes, à chacune de leurs tentatives d'exclusion des syndicats révolutionnaires, nous riposterons de notre côté par une contre attaque, par la création de groupements internationaux révolutionnaires de métier et d'industrie. Dissmann, Merrheim et tous ces messieurs peuvent être convaincus que nous n'admettrons pas l'expulsion des syndicats révolutionnaires russes des groupements internationaux. Ces messieurs ne sauveront pas le peu d'influence qui leur reste encore en déclenchant une offensive contre les syndicats révolutionnaires: elle ne fera que précipiter leur chute.

*A. LOSOVSKY.*

Moscou, 17 septembre 1921.

# Echos du Congrès de l'I. S. R.

**Presse espagnole.**

(tiré du „Communista", Madrid, 3/VIII 1921).

Le journal officieux de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne „Ludra Social" de Lérida publie sous le titre „Union y Accion" l'article suivant:

„Nos camarades ont pu le constater, la décision du Congrès de Moscou sur les rapports entre le parti communiste et les syndicats, entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, est en complet accord avec l'orientation que nous avons toujours défendue.

Contact étroit entre toutes les forces vraiment révolutionnaires dans le but d'opposer une grande puissance, dans le cadre national et international, au grand bloc qui a été formé par toutes les forces du capitalisme. Conservation de l'autonomie de chaque organisme révolutionnaire qui forme ce grand bloc ouvrier, des comités mixtes devant mettre d'accord les différents points de vue pour réaliser un mouvement efficace d'ensemble, et chaque organisme pouvant agir à son gré dans toutes les questions d'ordre particulier.

Cette collaboration doit se manifester dans la préparation et dans la réalisation conjointe des actes révolutionnaires, sur une échelle nationale et internationale, pour l'écroulement du capitalisme et la réalisation du communisme par la dictature du prolétariat.

Le capitalisme est sorti de la guerre démoralisé, faible, blessé à mort. Une attaque bien organisée groupant toutes les forces vraiment révolutionnaires aurait pu sûrement le terrasser. Mais au lieu de cette action d'ensemble intelligemment menée, il s'est produit une action d'atomes dispersés, sans direction ni accord, conduite avec une très grande étourderie, avec d'innombrables querelles entre les éléments qui devaient aller unis vers l'anéantissement de la bourgeoisie. Le résultat a été que le capitalisme a eu le temps de se réorganiser après sa faillite morale et les désastres de la guerre: il est passé de la défensive à l'offensive sur tous les terrains; il se livre à une contre-attaque d'une violence inouïe dans tous les pays, il arrivera, si on ne change pas de tactique, à des atrocités du même genre qu'en Hongrie et en Finlande. Si nous ne l'attaquons pas efficacement, il se redressera, il reprendra des forces pour quelques décades encore, en nous gratifiant avant de mourir de nouvelles douleurs et misères, de nouvelles gnerres, encore plus meurtrières que la dernière.

Il y a deux points de coïncidence fondamentaux entre plusieurs tendances aujourd'hui séparées, sinon hostiles du mouvement révolutionnaire. Ces points sont

l'écrasement du capitalisme et l'organisation d'une société libre de l'exploitation et de l'injustice par l'instauration du communisme. C'est cela qui est fondamental. Ce serait stupide de ne pas aller d'accord tant que les objectifs visés sont les mêmes. Nous trouverions sûrement insensé si des hommes se réclamant des idées les plus opposées ne se mettaient pas d'accord cependant sur une question d'intérêt commun comme l'hygiène.

Est-ce le régime soviétiste, syndicaliste, anarchiste qui doit être établi après la chute de la bourgeoisie? Dans le domaine social aussi bien que dans celui de la physique ce qui décide de la direction du mouvement est la résultante des forces. Inutile de discuter cela d'avance. Dans chaque pays prévaudra la modalité que les plus forts et les mieux organisés détermineront.

Nous devons éviter que les imprudences, les légéretés, l'esprit de secte ne compromettent la révolution et le sort des générations futures, qui seraient condamnées à vivre par notre faute dans une société d'injustices, d'ignorance, d'oppression, déchirée temps en temps par des catastrophes guerrières.

Nous vivons à une époque exceptionnelle. Le capitalisme, avant de périr, aura recours aux moyens les plus monstrueux. Aller dispersés à l'attaque est une imprudence impardonnable. C'est très bien qu'on veuille conserver pure son idéologie, mais c'est absurde qu'on ne fasse pas d'action conjointe toutes les fois que le but est le même.

Réfléchissons avec sang-froid. Dans les mains des générations actuelles se trouve le salut ou l'écroulement de l'humanité et de sa civilisation. Réfléchissons et nous verrons que toute imprudence, toute légéreté dans les moments historiques actuels est un crimé puisqu'il doit en résulter des conséquences funestes et peut-être irréparables.

## Presse tchéco-slovaque.

L'article de tête de l'„Egalité" du 6 août jette une très vive lumière sur la lutte qui se poursuit à l'intérieur des syndicats tchèco-slovaque à propos du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge et de la question de l'orientation Moscou ou Amsterdam. Actuellement, deux forces bien définies s'opposent l'une à l'autre: le réformisme et le communisme. Le mouvement syndical en Tchéco-Slovaquie semble devoir adopter la voie rouge, mais cependant les difficultés de la lutte sont encore réservées à l'avenir. Les communistes de Tchéco-Slovaquie sont parvenus à faire comprendre au prolétariat d'une façon évidente que les respensables de la scission du mouvement syndical sont les réformistes qui ne veulent pas quitter leurs places lucratives et qui obscurcissent la conscience de classe du prolétariat.

„A l'heure actuelle, dit le journal, l'immense majorité des organisations syndicales se trouvent entre les mains des socialpatriotes et de leur bureaucratie syndicale. Cela est dû au fait que les syndiqués n'ont pas la possibilité de se prononcer sur la politique de leurs dirigeants au moyen d'un scrutin libre. Cette circonstance fortuite d'être placés à la direction des organisations syndicales, les social-patriotes désirent l'exploiter en rejetant violemment les communistes en dehors du mouvement syndical. Ils ont adopté un mot d'ordre secret: „mouvement syndical pour nous tous seuls" et ce mot d'ordre, ils le défendent par tous les moyens. Cependant, les communistes mettent en avant le mot d'ordre: „front syndical commun et unique". Les communistes veulent conserver l'unité du mouvement syndical alors même qu'ils resteraient en minorité. Toutes les fois qu'ils acquièrent la majorité, ils veulent donner à la minorité un nombre de mandats correspondant."

Le journal s'adresse au ouvriers en les appelant à serrer leurs rangs et à défendre l'unité du mouvement syndical en recommandant aux communistes d'entamer dès maintenant une „propagande des plus intenses en faveur des idées de l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou. On remarque un accroissement d'intérêt parmi les ouvriers pour les idées de l'Internationale Syndicale Rouge, idées que le Congrès Constitutif avait pour but de cristalliser. Les ouvriers ne voient pas du tout dans les communistes des démoralisateurs du mouvement syndical et ils comprennent leurs efforts. Cette pensée que le mouvement syndical doit s'engager dans la voie de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie rencontre dans leur milieu une entière sympathie".

Désormais, „la légende de la neutralité

du mouvement syndical s'évanouit et avec elle disparaît la possibilité pour la bureaucratie syndicale de continuer le cours paisible de sa politique".

Le journal dit ensuite qu'à l'heure actuelle, la lutte doit changer d'aspect. „Jusqu'à présent, les communistes ne se sont occupés que de la propagande et de la critique de la tactique actuelle des syndicats en évitant soigneusement tout ce qui aurait pu menacer l'unité du mouvement syndical. La bureaucratie syndicale faisait semblant au début d'être entièrement pour une discussion libre qui ne menacerait pas l'unité du mouvement."

Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge a mis le mouvement syndical ouvrier devant le fait de l'existence d'une Centrale Internationale Syndicale ayant des vues précises et révolutionnaires. Ceci a eu pour résultat, dit le journal, l'adoption par les grandes masses du prolétariat organisé du point de vue communiste. Elles s'éloignent de plus en plus de la direction actuelle des organisations syndicales et critiquent l'action de leurs secrétaires.". „Il y a danger de voir les communistes conquérir la majorité dans toute une série d'organisations syndicales lors du prochain congrès national. Tout témoigne que la bureaucratie syndicale intimement liée aux social-patriotes se décidera à un coup d'Etat gouvernemental... Elle ne veut absolument pas accepter le fait que dans tel ou tel syndicat il existe une majorité communiste. A cela elle préfère la scission, à la condition d'avoir la possibilité de s'emparer des biens des organisations syndicales pour poursuivre un mouvement syndical social-patriote indépendant."

Le journal appelle le prolétariat de la Tchéco-Slovaquie à „réunir tous ses efforts pour prévenir l'exécution de ce plan indigne."

## Presse anglaise.

Le „Labour Monthly" d'août commente comme suit le I-er Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

„Pour le monde ouvrier, en général, le principal événement de Moscou n'est pas le Congrès Communiste, mais la fondation de l'I. S. R. Ce projet a été caressé jusqu'en août dernier, il est maintenant réalisé. Les représentants délégués à ce congrès ne paraissent pas avoir été des orateurs plus autorisés que ceux envoyés il y a 2 ans $^1/_2$ au Congrès inauguratif de la III-ème Internationale. Dans la majorité des cas, abstraction faite de la Russie, de l'Italie et d'un ou deux autres pays, ils représentent des sections minoritaires, qui forment soit des mouvements séparés, tel le mouvement américain des ouvriers industriels du monde (I. W. W.), ou existent tout simplement comme des oppositions aux mouvements nationaux. Ces derniers représentent des degrés variés d'organisation. Dans le cas de la délégation britannique, ayant à sa tête Tom Mann, on peut à peine dire que son organisation a été commencée. Le chiffre des membres cités à ce congrès est pour le moins prématuré. Néanmoins, ce serait une faute de méconnaître les forces latentes de l'I. S. R. Elle peut aisément devenir le point de ralliement autour duquel tous les mécontents des syndicats du monde entier peuvent se réunir et préparer leurs attaques contre les chefs actuels. Mais ce qui y fait obstacle, ce sont les incessantes dissensions intestines de l'aile gauche. Il faut avoir du courage pour espérer grouper en un tout homogène les I. W. W. avec les syndicalistes, les comités d'ouvriers, la Confédération Italienne du Travail et et les syndicats communistes russes. Les dissensions sont apparues d'elles-mêmes au premier Congrès. Une résolution en faveur de la plus étroite collaboration de travail avec l'Internationale Communiste fut acceptée par 282 voix contre 35, la minorité était pour le principe de l'autonomie des syndicats, et la décision a immédiatement amené des difficultés dans l'aile gauche française nantie de traditions anti-politiques.

En attendant, nous mentionnons le fait que la Fédération des Mineurs du Pays de Galles, ainsi que le Congrès des syndicats écossais avant le récent référendum, ont voté à une grande majorité en faveur de l'affiliation."

## Presse allemande.

Dans l'éditorial du journal de l'Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen du 30 août en examine les questions de tactique qui se posent aujourd'hui devant le Congrès national allemand de l'Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen en corré-

lation avec les résolutions prises par le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Le langage adopté par la rédaction, si on le compare aux propos intransigeants tenus par les représentants des Unions allemandes à Moscou, est tout autre. Ici, on voit nettement la volonté de trouver des points de vue communs avec le centre mondial du mouvement syndical révolutionnaire. „Le centre des débats de notre Congrès, écrit le journal, doit graviter autour de la question de notre attitude à l'égard des résolutions de tactique prises par le Congrès de Moscou. Il faudra choisir entre le point de vue qui jusqu'à présent a dominé dans les unions ou la reconnaissance des opinions tout opposées de l'Internationale Syndicale Rouge". Le journal se rend parfaitement compte qu'il ne peut exister de ligne intermédiaire entre la tactique de „conquête" des vieilles organisations syndicales et celle de leur „destruction". Aucune solution transactionnelle ne peut avoir lieu. „La décision à prendre demande une grande attention et une grande clairvoyance, car le rejet des résolutions du congrès, dans les conditions actuelles, entraînera inévitablement la rupture avec l'Internationale Syndicale Rouge".

En mettant en garde contre décisions irréfléchies, le journal souligne que „les deux côtés intéressés doivent faire montre dans cette question d'une complète compréhension de tout ce qui est mis en jeu et faire preuve d'un flair prolétarien suffisant pour éviter les conséquences dangereuses pour la cause du prolétariat". „Malgré une situation très tendue, notre Union saura vaincre toutes les difficultés et sortir saine et renforcée du Congrès. Pour cela, il est nécessaire que les délégués ne donnent pas aux questions de tactique toute l'importance des questions de principe. La tactique est définie par le rapport des forces à chaque moment donné, et toutes les considérations tactiques de l'Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen doivent trouver leur source dans la recherche des voies les plus rapides et les plus commodes, capables de conduire à la conquête des masses ouvrières et de leur organisation en un front unique contre le capital et les social-traîtres de toutes les couleurs".

Les renseignements que nous avons reçus concernant les décisions du congrès montrent que la majorité des délégués de l'Union, en pleine conscience des conséquences de leur décision et au nom de la formation d'un front révolutionnaire unique a sacrifié les théories sectaires de certains de leurs dirigeants et raffermi les liens existant entre l'Union et l'Internationale Syndicale Rouge.

### Presse norvégienne.

Le journal norvégien „Social Demokraten" a publié le 30 août une lettre d'un militant connu du mouvement syndical norvégien, L. Roumgsten. Il proteste d'avance contre toute décision prématurée du Conseil Norvégien des syndicats concernant l'Internationale d'Amsterdam et l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, et écrit: „La prochaine session du Conseil Norvégien des syndicats qui aura lieu bientôt, doit dire son mot décisif sur cette question. La question de la rupture avec l'Internationale d'Amsterdam et de l'adhésion à celle de Moscou est présentée par certains camarades comme une opération tout aussi simple qu'un changement de chemise. Je veux bien admettre que de simples membres des syndicats pensent de la sorte. Les relations internationales appartiennent à ces sortes d'objets dont seuls les chefs s'occupent. Cependant, si les simples membres des syndicats n'en sont pas encore venus à une compréhension claire de cette question dont jamais ils ne se sont occupés directement, il faut que les dirigeants de l'organisation nationale, aussi bien que les organisations locales, se préoccupent de mettre cette question en pleine lumière devant le prolétariat norvégien. Il faut que la question des relations internationales soit discutée de toutes les manières et d'une façon tout à fait impartiale. En premier lieu, il faut se faire une idée précise de la structure de l'une et de l'autre Internationale, des conditions posées aux organisations pour leur affiliation, ainsi que de leurs ressources économiques. Il est nécessaire de prendre en considération non seulement les avantages de l'organisation internationale au point de vue nombre, mais aussi au point de vue qualité. De telle sorte, il est clair qu'on ne peut décider de l'adhésion au moyen d'un congrès extraordinaire. La situation des organisations syndicales norvégiennes en ce moment n'est pas à ce point brillante que l'on puisse se per-

mettre des décisions irréfléchies. A mon avis, la session du Conseil des Syndicats ne doit faire qu'une chose: confier au secrétariat une étude impartiale de la question „Moscou ou Amsterdam" pour que les différentes organisations syndicales aient les matériaux nécessaires à l'appui de leurs décisions. Tant que le congrès régulier ne se sera pas prononcé, il est nécessaire de conserver une attitude loyale à l'égard de l'Internationale d'Amsterdam:"

A ce propes, la rédaction du „Social Democraten" déclare:

„Nous sommes d'accord de soumettre la question de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, avec toutes les conséquences qui en découlent pour le mouvement syndical, à l'examen de tous les syndiqués après une étude approfondie. C'est justement pour cette raison, entre autres, que nous avons exigé la convocation d'un congrès extraordinaire à bref délai. Mais si nos demandes réitérées ne sont pas satisfaites, la question de la sortie de l'Internationale d'Amsterdam devra être tranchée par le Conseil Central. Point n'est besoin de grands préparatifs pour prendre position à l'égard d'Amsterdam. Ce n'est point notre organisation. La sortie du Conseil Norvégien des syndicats du sein de l'Internationale réformiste d'Amsterdam n'aura aucune conséquence dangereuse pour les différentes organisations syndicales. Dans cette question, il est nécessaire d'arriver à une solution rapide. Il aurait mieux valu évidemment poser cette question au Congrès Syndical national régulier mais, vu les circonstances actuelles, il est nécessaire de convoquer un congrès extraordinaire."

Quant aux résultats de la lutte entre les différentes tendances du mouvement syndical norvégien, le correspondant du „Social Democrate" suédois écrit dans le No. du 2 septembre:"

„Le Conseil Norvégien des syndicats a repoussé la proposition demandant que la question de la sortie du sein de l'Internationale d'Amsterdam soit examinée d'abord par les différentes organisations syndicales et tranchée ensuite par le Congrès national extraordinaire. Il a été décidé de ne prendre position à l'égard de la question „Moscou ou Amsterdam" qu'au prochain congrès régulier des syndicats norvégiens. Jusqu'à la convocation de ce congrès, l'organisation norvégienne reste membre de l'Internationale d'Amsterdam. Le secrétariat est chargé de présenter un rapport sur la structure des deux Internationales et d'examiner quelles seront, au point de vue international, les conséquences d'une sortie éventuelle du sein de l'Internationale d'Amsterdam".

Or, suivant la communication du „Social Democraten" danois du 1er septembre, le congrès régulier des syndicats norvégiens n'aura lieu qu'en 1923.

Ainsi, le mouvement syndical norvégien s'est arrêté au carrefour de deux chemins. Nous savons—et la conduite des camarades norvégiens au congrès de Londres et au Congr. Constitutif de l'Internationale Rouge le montre bien, que leurs voies et leurs buts ne se confondent pas avec les voies et les buts d'Amsterdam et que la nécessité d'une lutte véritablement révolutionaire pour l'instauration de la dictature du prolétariat a profondément pénétré dans leur conscience. Mais les traditions surannées du vieux syndicalisme continuent probablement à étouffer les nouvelles tendances du mouvement syndical norvégien. De là l'ambiguité et les hésitations de ce dernier, ambiguité et hésitations qui seront incontestablement vaincues dans le procès de la lutte qui chaque jour s'accentue davantage.

# Mouvement Ouvrier International.

## L'agonie du réformisme en Espagne.

Les masses ouvrières d'Espagne se laissent de plus en plus gagner à la mentalité révolutionnaire, c'est l'impression qui se dégage à la lecture des nouvelles espagnoles. Le 5 août dernier tenait ses assises le congrès des mineurs des Asturies. Il s'est produit à ce congrès un fait qui doit laisser une trace profonde au sein du mouvement ouvrier. Une majorité de deux tiers des votants s'est prononcée contre la politique ultra-réformiste du Comité Exécutif, dont le secrétaire était Llaneza, et l'a forcé à céder sa place à un autre comité, composé de révolutionnaires. Les mineurs des Asturies formaient l'appui le plus solide de l'organisation réformiste qu'est l'Union générale des Travailleurs. En effet, voici dix

ans que les mineurs fournissaient au parti socialiste le tiers de son effectif, ils constituaient l'organisation la plus homogène et la plus combative de l'U. G. T.. Fait significatif: la première protestation contre la politique réformiste s'est manifestée au moment où les chefs réformistes se sont prononcés contre la III-ème Internationale, contre les principes fondamentaux de la Révolution Russe. C'est à ce moment qu'une partie des éléments révolutionnaires, hostiles à la tactique déloyale adoptée par les leaders ouvriers, s'est séparée de l'Union Générale pour former un „Syndicat Unique" étroitement uni aux organisations révolutionnaires de la C. N. T. Mais au sein même des mineurs des Asturies a pris naissance, timide au début, de plus en plus audacieuse ensuite, une opposition qui a fini par poser aux chefs syndicaux le dilemme suivant: ou bien suivre une tactique révolutionnaire, d'accord avec Moscou, ou bien se démettre. Mais Llaneza et sa clique se souciaient fort peu de respecter la volonté de la véritable majorité du syndicat, accoutumés qu'ils étaient à régner en maitres; ils s'efforcèrent, comme par le passé, d'entraîner le syndicat dans la voie de la collaboration des classes qu'ils avaient toujours suivie. Mais les mineurs, pénétrés d'une claire notion des réalités révolutionnaires, manifestèrent au dernier congrès leur ferme volonté d'en finir une fois pour toutes avec les méthodes surannées du social-réformisme si cher aux partisans d'Amsterdam.

Jusqu'à la dernière minute le Comité Executif avait cru pouvoir gouverner à sa guise les masses ouvrières qui l'avaient toujours suivi jusqu'à ce-jour. Le secrétaire général fit un discours bien senti où il vantait son passé de militant organisateur et posait les deux questions suivantes:

1. Faut-il approuver l'activité du Comité Exécutif? 2. Faut-il élire un nouveau Comité?

Le congrès répondit à la première question posée en désapprouvant par 4.782 voix contre 2.988 et 462 abstentions la conduite du Comité Exécutif. Sur ces entrefaites Llaneza déclare „qu'il est d'usage que le comité démissionne, s'il est mis en minorité, mais cette fois le comité accepte le vote de blâme et attend pour démissionner que le congrès réponde à la deuxième question". Le congrès opina pour la démission du comité par 4.567 voix contre 3.413 et 263 abstentions. En conséquence, un nouveau comité fut élu, entièrement composé de révolutionnaires, c-à-d. de partisans de l'I. S. R.

Ce comité se compose des camarades suivants: Manuel Diaz, président; Ovidio Gusierez, vice-président; Enrilo Garcia-secrétaire; Philippe Lorez, vice-secrétaire. Le trésorier sortant Marços est réélu.

A la clôture, le Syndicat Unique déposa une motion qui fut approuvée et qui doit être annexée au rapport qui sera présenté par le Comité au prochain congrès national extraordinaire. Cette motion souligne la nécessité du groupement de tous les mineurs en un seul organisme syndical capable de lutter victorieusement contre le capital. On propose dans ce but la réorganisation du comité de façon à donner aux organisations existant actuellement une forme fédérative. L'assemblée approuva unauimement la proposition du Syndicat Unique et l'unité des mineurs s'est trouvée réalisée automatiquement.

Une autre preuve du développement rapide de l'esprit révolutionnaire en Espagne parmi les organisations réformistes est fournie par la Fédération espagnole des Métaux. Nous extrayons du „Communiste" du 20 août les renseignements suivants: „Il y a quelque jours, à Madrid, a été réalisé le renouvellement du Comité Central de la fédération nationale des Métaux. La liste présentée par un groupe de syndicalistes révolutionnaires a rallié la grande majorité des suffrages. Les „reconstructeurs" ont été écrasés malgré toutes leurs manœuvres. Le nouveau Comité Central compte 9 communistes sur 11 membres. Ce succés a une importance exceptionnelle. La fédération des Métaux est l'une des plus importantes organisations affiliées à l'Union Générale des Travailleurs. Il est certain qu'au prochain congrès nous enlèverons l'adhésion à l'I. S. R. C'est là un progrès sensible réalisé dans la voie du ralliement de l'U. G. T. à Moscou. La fédération des Métaux compte 20.000 membres".

La fin du règne de Messieurs Largo-Caballero, Desteiro et autres, est proche. Les métallurgistes ne sont pas seuls à adhérer à l'I. S. R., les mineurs des Asturies, les travailleurs des Transports,

les syndicats entrant dans la fédération du Livre, entrent également dans cette voie. D'autres fédérations, faisant partie de l'U. G. T., sont sur le point d'adhérer à l'I. S. R. Les traîtres d'Amsterdam se trouvent de plus en plus abandonnés.

Les deux faits cités plus haut nous incitent à croire que la fin du réformisme en Espagne est proche. En dépit de tous les efforts des chefs de l'Union Générale des Travailleurs, en dépit de la campagne de mensonges et de calomnies dirigés contre la Russie révolutionnaire et les révolutionnaires espagnols par le journal le „Socialiste", appuyé largement par les sphères officielles, la partie de la classe ouvrière espagnole qui suivait encore les réformistes commence à voir clair et se révolte contre ceux qui voudraient lier son sort à celui de la Société des Nations, c.-à.-d. du capitalisme international. L'unité entière du prolétariat espagnol sur la plateforme révolutionnaire se trouve à la veille de sa réalisation et le jour n'est pas éloigné où la Confédération Nationale du Travail groupera dans son sein tous les ouvriers et paysans d'Espagne.

*Arlandis.*

## Une loi sur les „commissions d'entreprise" en Tchéco-Slovaquie.

Le 12 août 1921 le Sénat de la République Tchéco-Slovaque ratifiait la loi votée par l'Assemblée Nationale concernant les „commissions d'entreprise".

A l'époque déjà lointaine lorsque la Tchéco-Slovaquie faisait partie de l'ancienne Autriche, après la victoire de la Révolution Russe, le prolétariat faisait des démonstrations pour l'institution de comités de fabrique et d'usine. Après la révolution de 1918 et la fondation de la République Tchéco-Slovaque, les ministres social-démocrates ne manquéront pas d'assurer les ouvriers que cette question si importante serait régularisée par la voie législative. Mais l'assemblée dite „nationale" et „révolutivnnaire" à la tête de laquelle se trouvait un premier-ministre social-démocrate ne pouvait pas, pour des raisons faciles à comprendre, élaborer une loi sur les comités d'usine. Il importait avant tout d'asseoir sur des fondements solides l'Etat bourgeois!

Dans les Etats limitrophes (Autriche et Allemagne) des lois sur les „conseils d'entreprise" (Betriebsräte) existent dès la fin de la guerre. Les social-démocrates tchèques ont envoyé dans ces pays une commission chargée d'étudier sur place le fonctionnement de ces lois. Or, c'est le résultat de ces explorations, sensiblement amendé dans un sens défavorable aux ouvriers, qu'on présente actuellement au prolétariat tchéco-slovaque comme la quintessence de l'étude entreprise.

Cette loi, qui voudrait faire prendre au prolétariat des vessies pour des lanternes, est bien caractérisée par l'opinion qu'en donne l'organe des cercles de la Bourse le „Prager Tageblatt" du 14/VIII 21. „La prudence du législateur, déclare avec satisfaction ce journal, se montre rien qu'au fait de la suppression du terme „Comité d'usine", qui rappellerait trop les soviets russes, car la loi prévoit l'institution de „commission d'entreprise", appelation bien plus inoffensive". C'est aux mains de ces commissions qu'est remise la représentation des intérêts des ouvriers. Il est évident que ces commissions, étant donné la compétence qui leur est assignée par la loi, ne pourront exercer aucune influence sérieuse sur la question technique ou commerciale des entreprises. D'une façon générale on peut dire que tout ce que cette loi institue était déjà appliqué pratiquement dans une mesure plus ou moins étendue et que la nouvelle loi ne fait qu'investir les „commissions d'entreprise" des droits que possèdent déjà, en vertu de contrats collectifs, les „délégués d'ouvriers" dans les grosses entreprises.

Mais, demanderons nous, est-ce pour l'institution de telles „commissions d'entreprise" que lutte le prolétariat? Il lutte pour tenir dans ses mains le pouvoir économique. Or, quelle est, à ce point de vue, la valeur de la loi sur les „commissions d'entreprise"? Elle a une signification purement réactionnaire. D'abord elle sème l'illusion d'une réalisation pratique, ensuite, sous cette forme de commissions d'entreprise on crée, en fait, un nouvel organe d'action patronale sur les ouvriers; et troisièmement, cette loi tend nettement à discréditer aux yeux des ou-

vriers les comités d'usine authentiques que doivent naître de la république ouvrière et paysanne qui vient.

Examinons quelques uns des paragraphes de cette intéressante loi. Au § 1 nous lisons: „La commissions d'entreprise doit contribuer au maintien de la discipline et de l'ordre au sein de l'entreprise et à l'établissement de bons rapports de la direction et des ouvriers et des ouvriers entre eux".

Dans les questions de renvoi pour causes sans liaison directe avec les conditions du travail, ou de révocation d'un ouvrier employé depuis plus de trois ans, la commission jouit d'une voix consultative.

Dans les entreprises qui tiennent des livres de commerce et qui emploient 300 ouvriers et employés au minimum, la commission a le droit d'exiger qu'on lui présente dans un délai de six mois qui suivent la fin de l'année commerciale un extrait du bilan pour prendre connaissence des bénéfices et pertes réalisés.

Relevons ensuite l'institution, aux termes de cette loi, de „commissions de conciliation" appelées à aplanir tous les frottements éventuels au cours de l'application de cette loi. Ces commissions sont composées de six membres. Elles sont présidées par le juge délégué par le président du tribunal de l'arrondissement. L'un des membres de la commission est nommé par le pouvoir administratif. Les organisations patronales et ouvrières, enfin, désignent 2 délégués chacune, qui sont ratifiés par l'administration de l'arrondissement.

Sont électeurs aux élections de la commission d'entreprise les personnes employées dans l'entreprise depuis 3 mois et âgés de 20 ans au moins. Sont éligibles les personnes âgées de 25 ans et employées depuis 12 mois au moins.

Il résulte de ce que nous venons d'exposer que les commissions d'entreprise ont été crées au détriment des intérêts des ouvriers, sinon directement, du moins indirectement.

Le prolétariat a su conquérir, par des contrats collectifs, conclus avant la promulgation de cette loi, des avantages plus sérieux que ceux prévus par elle. Nous avons vu que les commissions d'entreprise sont chargées d'assurer, aux côtés du personnel administratif, la discipline et l'ordre dans les entreprises. Elles doivent veiller aux bons rapports entre patrons et salariés. A quoi pourra aboutir tout cela? Le plus souvent les ouvriers se verront forcés de contribuer par l'entremise de ces commissions à la consolidation de la situation des capitalistes, alors que la responsabilité retombera des épaules patronales sur les commissions. Ne devraient-elles pas, au contraire, être les organes de la lutte des ouvriers contre les patrons?

En cas de renvoi, la commission n'a qu'une voix consultative, c'est là un recul énorme par rapport aux contrats appliqués dans de nombreuses branches d'industrie et conformément auxquels les ouvriers jouissent, lors de l'embauchage et des révocations, d'une voix délibérative.

Le droit de prendre connaissance des extraits des bilans est une manière de se payer la tête des ouvriers car on se doute bien de la manière dont seront rédigés ces extraits. Mais ce qui constitue le digne couronnement de tout ce système, c'est la composition de la commission de conciliation: un juge professionnel, un fonctionnaire, nommé par l'administration de l'arrondissement, deux patrons et, enfin, deux ouvriers, admis, semble-t-il, par pitié. A cela se bornent, en fin de compte, tous les droits des ouvriers. Pourra-t-on trouver un seul homme de bon sens pour croire qu'une commission de conciliation ainsi composée sera capable de prononcer des jugements favorables aux ouvriers? Ce serait un miracle dans l'Etat capitaliste, mais comme les miracles ne sont pas de ce monde, les ouvriers peuvent voir la justice que leur donne généreusement la „république la plus démocratique qui soit."

Tous les amendements proposés par le groupe communiste et appuyés par les social-démocrates allemands ont été rejetés. Mais le prolétariat de Tchéco-Slovaquie veillera à ce que d'autres lois, un meilleur régime soient institués bientôt. Il luttera pour la transformation de ces conditions qui ne l'autorisent qu'à collaborer consultativemeat avec le patronat, dans les questions les plus essentielles de la vie ouvrière. Il saura instaurer à la place de ces conditions la dictature du prolétariat qui le rendra maître de ses destinées.

*Hampel.*

## Au congrès des Cuirs et Peaux à Vienne.

(Conférence préalable des minorités révolutionnaires).

Avant l'ouverture officielle du Congrès des ouvriers sur cuir, eut lieu à Vienne une conférence, convoquée sur l'initiative de la délégation russe, des minorités révolutionnaires au sein de la fédération des Cuirs et Peaux.

A cette conférence ont pris part les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Russie, de la Suisse, de la Bulgarie, de la Tchéco-Slovaquie, de la France, du Luxembourg, de la Lithuanie et de la Norvège. Les camarades polonais ont envoyé un télégramme mandant qu'ils ne pouvaient pas prendre part à la conférence à cause de difficultés techniques. L'Espagne a fait savoir qu'elle ne pouvait pas être représentée parce que l'invitation lui avait été envoyée trop tard. La séance a été ouverte par le représentant des groupes syndicaux révolutionnaires d'Autriche, le camarade Mett. Le camarade Youséfovitch (Russie) a été élu président de cette premier conférence internationale. Dans son discours d'ouverture, il s'est arrêté longuement sur l'histoire de la lutte des groupes révolutionnaires au sein des trois fédérations internationales des cordonniers, des cuirs et peaux et des bourreliers. Le camarade Youséfovitch a donné la caractéristique de la politique collaborationniste des éléments dirigeants des organisations internationales, a montré objectivement les tendances existantes dans le mouvement syndical et a posé les jalons de la future activité pratique des éléments révolutionnaires au sein des organisations syndicales.

Ensuite, la conférence a entendu des rapports détaillés sur la situation dans les différents pays et sur la marche de notre activité révolutionnaire.

Ces rapports mettent en lumière la croissance rapide des tendances révolutionnaires au sein des masses ouvrières qui rompent nettement avec l'idéologie opportuniste, qui entrent dans la voie des actions révolutionnaires et cherchent instinctivement une nouvelle formule capable de concrétiser leur activité et leur initiative.

Le représentant de l'Allemagne, le camarade Jäger, à tracé le tableau de la lutte qui se développe entre les ailes opportuniste et révolutionnaire des organisations syndicales; preuves en main, il a mis en évidence les méthodes de lutte pratiquées aujourd'hui par la bureaucratie syndicale envers les ouvriers révolutionnaires. Dans toute une série d'endroits, les élections au congrès international de Vienne ont été cassées lorsque les élus se trouvaient être des partisans de l'aile révolutionnaire. Le cas du camarade Fischer en est l'exemple le plus marquant. Ce n'est que sous la pression de protestations énergiques qu'on a procédé à des réélections, auxquelles le camarade Fischer a été de nouveau élu délégué au congrès par l'écrasante majorité des électeurs.

Après avoir entendu ces rapports, la conférence a entamé la discussion sur la ligne de conduite à suivre au Congrès. La Conférence a entendu les thèses et les exposés de principes sur les questions de l'économie mondiale, de la crise mondiale et sur les tâches de la fédération internationale. (Cette dernière question devrait être posée plutôt sous la forme: Moscou ou Amsterdam). On a étudié et adopté des résolutions sur le rapport concernant l'activité du secrétariat international, sur l'organisation d'une fédération internationale des Cuirs et Peaux, sur la crise mondiale, sur les tâches de la fédération internationale. En outre, on a adopté également une résolution concernant le secours à la Russie Soviétiste et une protestation contre la terreur blanche en Hongrie et en Yougo-Slavie. On a désigné des rapporteurs minoritaires pour le Congrès. Après avoir accepté un projet de statuts du Comité international d'action et de propagande, on a procédé à l'organisation de ce comité. Le Comité d'action et de propagande sera composé des camarades suivants:

Russie.—Youséfovitch, Morosof et Novikof; Allemagne—Mitvich, Fischer, Petscher, Dalke, Schiffler; Autriche—Kassner, Grinauer; Norvège—Skogestrom, Gagen; Suisse—Glohr; Bulgarie—Ivantenof, Rangel, Dmitrof; Tchéco-Slovaquie—Ferlich; Lithuanie—Giris.

Les camarades Youséfovitch—Russie et Daleke—Allemagne, ont été élus secrétaires du Comité international d'action et de propagande. Au Bureau du Comité

sont entrés outre les secrétaires, les camarades Kassner (Autriche) Skogeström (Norvège), Glohr (Suisse) Jäger (Allemagne). Une place est restée vacante pour la France.

Après la clôture du congrès, la conférence des ouvriers révolutionnaires des Cuirs et Peaux a publié le manifeste suivant:

## Aux ouvriers des Cuirs et Peaux de tous les pays.

Camarades cordonniers, bourreliers, et ouvriers de toutes les branches similaires d'industrie!

Il y a quelque jours s'est tenu à Vienne le congrès international des Cuirs et Peaux. Il avait à résoudre deux questions principales: celle de la constitution d'une fédération internationale unique de tous les ouvriers des Cuirs et Peaux et celle de la ligne principielle de notre politique ultérieure. Le Congrès devait se prononcer sans équivoque et dire s'il approuve la paix sociale et la collaboration avec la bourgeoisie, s'il partage les principes des chefs opportunistes de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, liée entièrement avec le Bureau International du Travail auprès de la Ligue des Nations à Genève, ou bien au contraire, s'il se place sur le terrain de l'action révolutionnaire des masses et de la lutte révolutionnaire de classe, incarnée par l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou. On pouvait dire d'avance la position que le congrès prendra dans toutes ces questions. La majorité était composée des vieux bureaucrates syndicaux qui depuis longtemps déjà ont cessé de représenter la volonté des masses, qui se sont séparés d'elles, et qui, dans la majorité des cas, sont nommés par la bourgeoisie au lieu d'être librement élus par des onvriers. Dans ces conditions, le congrès s'est prononcé pour Amsterdam, afin de lier étroitement le sort de notre organisation internationale à celui de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam.

Ayant pris une telle décision, ils ont mis une barrière aux organisations syndicales de la Russie Soviétiste, de la Bulgarie, de la Lettonie et d'autres pays qui n'étaient pas représentés au Congrès par suite des difficulté du voyage, mais qui se placent sur la plate-forme de l'Internationale Syndicale Rouge. Eux qui ne cessent de proclamer que la politique de l'Internationale Rouge conduit à la scission du mouvement syndical, ils n'ont tenu aucun compte de la volonté de la minorité révolutionnaire du congrès. Ils ne se sont pas gênés de jeter la suspicion, et cela sous une forme inqualifiable, sur le représentant du prolétariat russe qui avait exprimé la volonté de ce prolétariat. Ils ont calomnié ignominieusement la Russie Soviétiste et les efforts héroïques du prolétariat russe. En effet, il ne s'arrêtent pas devant la scission et cherchent à exclure les syndicats révolutionnaires de la fédération internationale.

Camarades et frères, pensez-vous réellement que les bureaucrates qui composaient la grande majorité du congrès soient les véritables porteurs de vos aspirations? Est-il possible que vous vous déclariez solidaires des résolutions de vos chefs prises à ce congrès? Nous savons bien qu'il n'en sera pas ainsi. Nous savons que le sentiment de la solidarité internationale est en vous bien plus profond que chez vos bureaucrates incorrigibles. Nous savons que vous êtes pénétrés des sentiments de solidarité les plus sincères et que les décisions de la majorité du Congrès ne réprimeront pas ces sentiments. Protestez donc bien haut contre les décisions du congrès! Faites montre partout de votre état d'esprit révolutionnaire, rompez avec la bureaucratie! Organisez-vous! Et ensuite, demandez la convocation d'un nouveau congrès qui soit capable de prendre des résolutions réellement conformes à vos intérêts vitaux.

Dans un but d'organisation et de concentration de la volonté révolutionnaire collective, dans le but de la propagande des principes de la lutte révolutionnaire de classe et des actions révolutionnaires des masses, dictées par les conditions objectives de la grande crise économique mondiale et par la faillite de tout le système capitaliste, par l'impossibilité de son rétablissement, et aussi par la nécessité de la destruction du capitalisme et de l'instauration d'un régime social nouveau ayant pour base la domination de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat, nous, représentants des minorités révolutionnaires, membres du Congrès, de même que les représentants des minorités révolutionnaires des pays non représentés au congrès, avons décidé la fondation d'un

*Comité international d'action et de propagande.*

Camarades et frères, groupez-vous autour du drapeau révolutionnaire du Comité international d'action et de propagande! Etablissez un contact étroit avec lui! Restez à l'intérieur des organisations syndicales, évitez la scission dans leur sein, mais intensifiez votre travail révolutionnaire de propagande! De cette façon seulement vous vaincrez.

Vive la solidarité révolutionnaire du prolétariat!

A bas Amsterdam et ses partisans!

Vive le Comité International d'action et de propagande!

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive la Révolution Mondiale!

*Le Comité International d'action et de propagande des Cuirs et Peaux et similaires.*

(Le rapport de la délégation russe sera publié dans le № 4 de „l'Internationale Syndicale Rouge").

## Le Congrès unifié des Unions Allemandes.

Le 4 septembre s'est ouvert à Halle le congrès unifié de „l'Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen", de „l'Union Libre des Ouvriers Agricoles" et de „l'Union des travailleurs intellectuels et manuels".

Au nom de l'Internationale Syndicale Rouge, le camarade Heckert a remis au congrès une lettre rédigée dans l'esprit des résolutions du Premier Congrès Constitutif des Syndicats Rouges. Dans cette lettre on exige ouvertement des unions la renonciation définitive à leur mot d'ordre: „Hors des syndicats".

De son côté, „l'Union Ouvrière Générale", d'accord avec le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, a envoyé une „lettre ouverte" qui a été publiée dans le № 20 du „Kampfruf". L'endroit le plus caractéristique de cette lettre dit:

„Nous vous demandons: voulez-vous continuer la voie d'une lutte de classe conséquente que vous étiez sur le point de prendre avec nous en tant qu'ouvriers réellement révolutionnaires, ou bien suivrez-vous les résolutions du congrès de Moscou et céderez-vous à la pression du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, section allemande de la III-ème Internationale?"

Suivant la communication de la „Rote Fahne" du 7 septembre, au congrès assistent 209 délégués dont 170 de l'Union ouvrière libre de Gelsenkirchen, 15 de l'Union libre des ouvriers agricoles et 24 de l'Union des travailleurs intellectuels et manuels. Il ressort des comptes-rendus que les unions des provinces rhénanes comptent 80.000 membres, celles de l'Allemagne Centrale 10.000 et celles de la Haute-Silésie 15.000. Il est nécessaire de dire que le nombre de membres a diminué après les événements de mars. Le journal „L'Union Ouvrière Libre" publié à Gelsenkirchen a un tirage de 120.000 exemplaires.

Le congrès a été ouvert par le cam, Joachim. Le camarade Derr a fait un rapport sur la question de la fusion des trois unions participant au congrès. La question qui se pose, dit-il, est celle de l'édification d'une organisation unique. Toutes les trois organisations doivent commencer par s'unifier dans les différentes localités, ensuite suivant les régions industrielles, et enfin sur le plan national. „L'organisation unique" devra être composée en outre, à tous les degrés, de syndicats d'industrie. A l'heure actuelle déjà l'organisation des unions a pénétré dans les branches les plus importantes de l'industrie et groupe les ouvriers du sous-sol, les métallurgistes, les ouvriers agricoles, les ouvriers communaux, les ouvriers du commerce.

Etant donné que les vieilles organisations syndicales excluent systématiquement non seulement les membres individuels, mais des organisations locales tout entières, le moment où l'organisation unique pourra s'étendre à toutes les branches de l'industrie ne se fera plus attendre longtemps.

„La Rote Fahne" du 7 septembre communique que le camarade Derr a déclaré qu'il n'adopte pas le point du vue du Congrès de Moscou. Dans le numéro 20 du „Kampfruf" sont soulignées les paroles suivantes du camarade Derr: „Il ne s'agit pas de conquérir à tout prix les masses, il s'agit des militants révolutionnaires". Le camarade Derr a terminé son discours

par un ardent appel à la création d'une organisation unique.

Ensuite, le congrès a entendu le compte-rendu de l'Union des ouvriers intellectuels et manuels groupant 6.231 membres et le compte-rendu de l'Union Libre des ouvriers agricoles comptant 24.500 membres.

Le rapport sur les travaux du Congrès de Moscou a été fait par le cam. Bartels. Il a indiqué que malgré qu'à la date du 10 septembre 1920 déjà on avait adopté une résolution concernant l'adhésion à Moscou et qu'au milieu de décembre celle-ci avait été approuvée par Moscou, l'Union n'a connu cette approbation que le 21 janvier. La communication officielle n'a été reçue qu'en février. C'est aux environs de cette date que l'Union ouvrière libre de Gelsenkirchen s'est mise d'accord avec le Parti Communiste Unifié d'Allemagne en ce qui concerne la renonciation au mot d'ordre, „hors des syndicats".

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne affirme que nous n'avons pas exécuté cet accord. En réalité la faute de sa violation retombe sur le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, car c'est lui le premier qui n'a pas tenu sa promesse de faire adhérer tous les communistes exclus des organisations syndicales à l'Union ouvrière libre de Gelsenkirchen.

„Notre délégation, déclare Bartels, a rencontré à Moscou un très mauvais accueil." L'orateur souligné qu'aujourd'hui comme dans le passé, l'Union ouvrière libre doit s'en tenir à l'opinion de l'impossibilité du révolutionnement des vieilles organisations syndicales et de la nécessité de leur destruction. Mais malgré cela, Bartels est prêt à reconnaître les résolutions du congrès pour ne pas créer une brèche dans le front révolutionnaire.

Le camarade Heckert a parlé au nom de l'Internationale Syndicale Rouge et au nom du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Il a défendu le point de vue réaliste de l'Internationale Syndicale Rouge et a soumis les objections de Bartels à une critique très sévère. Le Congrès de Moscou n'exige point la dissolution de l'Union ouvrière libre de Gelsenkirchen et l'affiliation de tous ses membres à d'autres organisations syndicales. Il exige simplement la renonciation au mot d'ordre „hors des syndicats" et la coordination de l'activité de l'union avec celle de la minorité d'opposition au sein des organisations syndicales, coordination basée sur l'éducation révolutionnaire du prolétariat. Si le Congrès adopte à l'unanimité le point de vue de la résolution de Moscou, l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge se fera sans difficulté.

Toute une série de motions fut déposée, dont l'une, signée par 22 délégués demandait l'acceptation sans réserves des résolutions du Congrès de Moscou, qui doivent servir de base à l'activité des unions.

Au cours d'une discussion extrêmement vive, le camarade Fagenbeck a déclaré au nom de la direction des unions qu'il se place sur la plate-forme des résolutions du Congrès de Moscou et qu'en même temps il veut entrer au Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

Ensuite on a donné lecture d'une proposition signée par Walker et Heckert dans laquelle se manifeste d'une façon précise le point de vue du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Elle demande que le congrès se prononce nettement. Le camarade Heckert devant quitter le congrès, le discours de conclusion sur son rapport a été prononcé par le camarade Walker. Ce dernier a demandé au congrès de répondre sans équivoque, par un oui, ou par un non.

Le discours de conclusion du camarade Bartels peut être résumé ainsi: „C'est nous qui avons raison, mais nous nous soumettons tout de même".

La résolution sur la question principale de l'ordre du jour qui devait décider du sort des unions et qui a été fortement inspirée par les décisions de Moscou, a été adoptée par 289 voix contre 48.

Ensuite, le congrès a décidé à l'unanimité la fusion des trois unions qui désormais porteront le nom suivant: „L'Union des Travailleurs Intellectuels et Manuels — Organisation Soviétiste". Pour conclure, on a adopté une décision disant que tous les membres des unions qui sont sortis du Parti Communiste Unifié doivent y rentrer de nouveau.

Les journaux rapportent que le congrès a été marqué par une tentative de provocation policière: le président du congrès, Hammer, a été arrêté et relâché peu après.

## La chronique de la vie syndicale russe.

a) L'activité du Conseil Central de la C. G. T. russe.

Les syndicats russes, grâce à leur participation active à la vie économique et politique de la R. S. F. S. R., sont très sensibles à toutes les modifications de la politique économique; ils cherchent, d'un côté, à conserver dans toute sa pureté la contenu prolétarien de cette dernière et, d'un autre côté, à apporter un concours maximum aux organes de l'Etat chargés de régler la vie économique de la République.

En corrélation avec la nouvelle politique économique de la R. S. F. S. R. et les problèmes que celle-ci pose aux syndicats russes, la question de l'affiliation aux syndicats des artisans *), des membres des communes agricoles**) et des artels***), acquiert une très grande importance. Il est incontestable que les artisans et les membres des artels, de par leur situation économique et de par leur psychologie même ne peuvent pas devenir une partie organique des organisations purement prolétariennes telles que les syndicats russes dans la période actuelle.

Cette question a soulevé de très grands débats au troisième congrès national des syndicats russes. Sur le rapport du cam. Losovsky: "Les tâches d'organisation des syndicats", le congrès avait décidé que: "Les membres des artels, communes agricoles et coopératives de production peuvent être affiliées aux syndicats correspondants dans le cas seulement où la coopérative en question ne recourt pas au travail salarié, travaille exclusivement pour le compte du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale ou au profit de ses organes locaux, se soumet au contrôle des syndicats en ce qui concerne la protection du travail, tient compte des règlements et des instructions des syndicats dans le domaine des tarifs et des normes du travail, destine le bénéfice obtenu à l'agrandissement de la production et n'en fait pas la propriété privée des membres de la coopérative, etc".

Le IVème congrès national des syndicats a tranché la question autrement. Sur le rapport du cam. Andréef concernant la question d'organisation, on a adopté une resolution dans laquelle on tient compte du décret sur l'impôt alimentaire et le développement de le petite industrie; le congrès charge le Conseil Central de revoir la résolution du IIIème congrès national concernant l'affiliation des artisans. Aujourd'hui, le Conseil Central de la C. G. T. russe, s'appuyant sur cette résolution, a proposé dans une circulaire, datée du 4 août et adressée à toutes les organisations syndicales, de ne plus tolérer l'affiliation des artisans et des membres des artels. La résolution prise à ce sujet indique que les organisations syndicales qui ont englobé une certaine quantité d'éléments semi-prolétariens n'ont pas su, dans une mesure suffisante, les soumettre à la discipline prolétarienne, ni les éduquer. Cette circonstance est rendue plus grave encore par la création d'une situation économique dans laquelle la plus grande part de la production des artisans devient une production pour le marché, ce qui suppose l'exploitation des consommateurs, en l'occurence, des ouvriers et des paysans. Le travail des artisans au profit des organes du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale constituera une part infime dans la somme globale du rendement de la petite industrie.

En ce qui concerne les artisans qui, en vertu de décisions antérieures sont membres des organisations syndicales, la résolution du Conseil Central, propose de procéder à une vérification individuelle. Seront exclus des syndicats les artisans et membres des artels qui travaillent soit pour le marché libre et les coopératives particulières, soit pour l'Etat, sans observer les tarifs et normes du travail fixés par les syndicats. Les ouvriers à domicile travaillant pour le compte des personnes privées,

*) Le mot „artisan", désigne ici la catégorie des travailleurs non salariés de la petite industrie qui s'appelent en russe „Koustars" et qui appartiennent en majeure parti à la classe paysanne ou à un élément semi-prolétarien.

**) Un grand nombre de „communes agricoles" prirent-naissance après octobre 1917. Elles s'installent le plus souvent dans les exploitations des gros propriétaires fonciers chassés de leur domaine. Les communes agricoles s'inspirent dans leur vie et leur travail de l'idéal et de l'organisation communiste. Leurs membres sont quelquefois des ouvriers, mais le plus souvent l'élément paysan domine.

***) Artel-forme d'association de production très anciennes en Ruesie. Il y a des artels de bûcherons, d'agriculteurs, d'artisans etc. Au point de vue de leur composition sociale, elles sont paysannes ou semi-prolétariennes. (N. D. L. R.)

des coopératives ou des établissements particuliers, et qui se trouvent dans la situation des ouvriers salariés, peuvent être admis comme membres du syndicat sur la recommandation de deux camarades déjà syndiqués. Afin que les syndicats ne soient pas submergés par des éléments petits-bourgeois, le syndicat conserve le droit de ne pas admettre comme membre telle uo telle personne. En même temps, dans sa décision, le Conseil Central s'adresse à toutes les organisations syndicales intéressées au développement normal de la petite industrie, en les appelant à intensifier leurs efforts pour grouper dans le sein de la coopération de production les artisans aujourd'hui divisés. Les organisations inter-syndicales doivent introduire leurs représentants dans les organes économiques chargés de régler le fonctionnement de la petite industrie et se donner pour tâche d'entrer en contact étroit avec cette catégorie de travailleurs et d'exercer sur eux l'influence la plus large.

Le dernier congrès national a montré d'une façon précise la nécessité de créer immédiatement au sein des syndicats ouvriers des sections de production afin de lier plus étroitement les syndicats ouvriers avec les différentes parties de chaque branche de production donnée. Le secrétariat du Conseil Central a publié le 9 septembre dernier un projet concernant les sections de production auprès des syndicats, dans lequel il prévoit pour les sections les tâches suivantes:

a) Etude des questions concernant l'intensification du travail et l'organisation de la production dans les branches respectives de l'économie nationale.

b) Mesures concernant le relèvement du niveau et de la qualité de l'instruction professionnelle et technique des membres des sections.

c) Participation à la formation des organes économiques, par l'intermédiaire de la section économique du syndicat, en désignant des candidats.

d) Participation, par l'intermédiaire des sections économiques des syndicats, à l'élaboration de plans économiques et à leur exécution.

Les sections seront composées des ouvriers et des employés d'un groupe de professions, étroitement liées entre elles dans le processus de la production. Le projet prévoit l'organisation des sections toutes les fois qu'il y en aura un besoin réel et que leur création sera un facteur important de l'activité de telle ou telle partie d'une branche d'industrie donnée. En ce qui concerne la création de sections sur tout le territoire de la R. S. F. S. R. les sections ne pourront être formées que sur autorisation spéciale pour chaque cas particulier du Comité Central du syndicat intéressé et sur requête du Conseil Central de la C. G. T. Dans leur activité les sections doivent se baser sur les directives du syndicat, sur les statuts, sur les résolutions des congrès et des conférences et aussi sur les décisions des conférences des sections ratifiées par les organes syndicaux. Il est à souligner que les décisions des sections n'acquièrent force de loi qu'après leur approbation par les organes syndicaux correspondants. L'organe exécutif des sections sera un bureau élu aux conférences de district, de province ou nationales. Ce bureau sera composé de 3 à 5 membres élus pour un délai de six mois. Ceci, en ce qui concerne la province. En ce qui concerne le bureau exécutif national, il aura de 5 à 7 membres élus pour un an.

Il faut encore souligner le travail intense accompli par la section culturelle du Conseil Central. en ce qui concerne la révision de toutes les sections culturelles auprès des comités centraux des syndicats. Les résultats de cette révision seront exposés à la conférence nationale de toutes les sections culturelles qui aura lieu le 25 septembre. En vue de cette conférence, la section culturelle du C. C. T. a entrepris l'édition de deux recueils: dans le premier figureront toutes les thèses des rapports présentés à la conférence; le second contiendra les matériaux (instructions, projets, circulaires, etc), publiés en leur temps par la section culturelle du Conseil Central.

### b) Commission pour l'étude de l'histoire du mouvement syndical ("Histprof").

Un événement intéressant dans la vie des syndicats russes est l'organisation auprès du Conseil Central de la C. G. T. d'une commission ayant pour but le rassemblement et l'élaboration des matériaux concernant l'histoire du mouvement syndical russe.

Le secrétariat du C. C. T. a étudié et approuvé le programme et les méthodes

de travail de cette commission d'études historiques. Tout le processus du développement du mouvement syndical russe se divise en trois périodes: 1. Jusqu'a octobre 1905; 2. La période qui va de 1905 à 1917; 3. Celle de 1917 à 1921. On se propose de recueillir les matériaux, en utilisant les revues, les journaux, les recueils économiques et les statistiques, les archives de province et du centre, les mémoires des vétérans du mouvement ouvrier et des militants du mouvement syndical contemporain. Le programme d'études des matériaux concernant la période 1917-1921 est établi comme suit: 1) Tâches du mouvement syndical. 2) Questions d'organisation (organes locaux des syndicats, organes de province, de région; les groupements panrusses; les groupements syndicaux généraux-locaux, de district, de province, de région, nationales; le Conseil Central de la C. G. T.; les comités d'usine et de fabrique; les rapports des organes syndicaux; les congrès, les conférences, etc). 3) Les organisations syndicales et l'organisation de l'économie nationale. 4) Rétribution du travail et politique des tarifs. 5) Protection du travail et assurance sociale. 6) Propagande dans le mouvement syndical. (La presse périodique, la propagande pour la production, etc.). 7) Activité syndicale dans le domaine d'éducation. 8) Rapports entre des organisations syndicales et leurs organes et les organes de l'Etat. 9) Les organisations syndicales et les partis politiques. 10) Les fonctions spéciales des organisations syndicales. (Bureaux de ravitaillement, participation à la mobilisation, etc.). 11) Le mouvement syndical et la coopération. 12) La révolution d'Octobre et les organisations syndicales. 13) Mouvement ouvrier international. (Etude des matériaux russes et étrangers pour établir le rôle du mouvement ouvrier russe dans le mouvement ouvrier international. Le rassemblement des procès-verbaux, des résolutions, des souvenirs des participants des congrès internationaux, etc. Bibliographie).

L'„Histprof" se propose de recueillir et d'élaborer les matériaux et les documents suivant deux plans: plan vertical (histoire des syndicats des différentes branches d'industrie et histoire des groupements syndicaux généraux). Plan horizontal (diverses questions du mouvement syndical). Tous les matériaux imprimés ou manuscrits ayant une importance historique et un caractère original seront envoyés au centre. Les autres matériaux seront laissés sur place. Les organisations syndicales locales seront chargées de leur conservation et ils seront étudiés soit par les militants locaux, soit par les correspondants spéciaux de la commission

c) La presse syndicale russe.

A l'heure actuelle, tous les comités centraux des syndicats et presque toutes les organisations inter-syndicales possèdent leurs organes de presse. La presse syndicale a devant elle cette tâche vraiment grandiose d'unifier la pensée et la volonté de l'héroique prolétariat russe, àussi bien dans le domaine de la recherche des solutions pour les questions concernant l'organisation syndicale que pour les questions concernant l'organisation de l'économie sur de nouvelles bases socialistes.

La nouvelle politique économique qui est venue remplacer celle imposée par la guerre attire avant tout l'attention des militants syndicaux. Toutes les questions sont discutées du point de vue des perspectives de la Révolution Mondiale et de l'organisation syndicale nationale.

Toute la presse syndicale se trouve d'accord sur la nécessité d'une édification rapide de l'économie prolétarienne et de la consolidation de la dictature du prolétariat. Les modalités d'utilisation de l'initiative économique libérée et de l'énergie de tous les citoyens, sont vivement discutées.

Dans le dernier numéro de la revue l'„Ouvrier Alimentaire", en corrélation avec ce problème se trouve insérée une résolution du Comité central du syndicat de l'Alimentation sur la remise à bail des entreprises:

„La transmission des entreprises à qui que ce soit ne peut constituer une remise de celle-ci en sa pleine possession, mais seulement une remise à bail. Le paiement prévu par le bail devra se faire en nature: matières premières et produits fabriqués. Il ne faut pas se faires d'illusions au sujet de la remise à bail des entreprises. Cependant, étant donné que dans les conditions actuelles il se trouvera beaucoup d'amateurs désirant affermer les entreprises dont la mise en activité est particulièrement importante pour l'Etat et offrant des possibilités de spécula-

tion, l'attention des traiteurs individuels, aussi bien que collectifs, sera donnée particulièrement à ces entreprises-là. C'est pourquoi des désillusions pénibles peuvent survenir au sujet des remises à bail des entreprises et cela peut avoir une répercussion fâcheuse sur toute l'industrie. Lors d'une remise à bail des entreprises, il faut soupeser toutes les conditions d'une telle remise et les louer avec un maximum d'avantages pour l'Etat Soviétiste. Le syndicat doit participer activement à la discussion des questions concernant la remise à bail des entreprises et chaque contrat doit au préalable être porté à la connaissance du syndicat".

„L'ouvrier Chimiste" dans un article intitulé „La nouvelle politique économique", trace ainsi les tâches concrètes du syndicat dans les conditions actuelles:

„Le rôle des syndicats dans la nouvelle politique est immense: premièrement, ils doivent toucher de plus près à la production dans les entreprises de l'Etat et établir des liens organiques avec les organes économiques de ce dernier. Deuxièmement, ils doivent établir un contrôle sévère sur les entreprises des bailleurs privés, ne pas leur permettre l'exploitation des ouvriers en appuyant ces derniers en cas de grève économique. Ensuite, les syndicats en tant qu'organisations ouvrières doivent organiser leur propre coopération ouvrière, laquelle en faisant fonctionner les entreprises de la petite industrie, en vendant et en échangeant le surplus du travail des ouvriers, pourrait faire concurrence à la coopération petite-bourgeoise. En outre, les syncats doivent chercher à s'emparer de la coopération bourgeoise du dedans en y introduisant l'élément ouvrier".

Dans un article de tête „L'Ouvrier Métallurgiste" demande que la nouvelle politique économique soit appliquée hardiment, rapidement et d'une façon réfléchie. Elle devra être appliquée non seulement au centre, mais surtout en province, à laquelle il faudra donner de larges possibilités d'initiative.

Dans un article de tête intitulé „Les expériences locales„ la „Voix de l'Ouvrier du Cuir" souligne également avec justesse que la vraie solution de la question ne peut être trouvée qu'après un travail pratique d'une certaine durée. Il est nécessaire de prendre en considération les conditions locales et toute l'atmosphère du travail en général. Sans cela nous n'irons pas très loin et ne sortirons jamais de la ruine économique.

"L'Ouvrier Municipal", s'arrêtant sur le problème de la participation des syndicats à l'organisation des coopératives ouvrières, lesquelles doivent être l'arme essentielle dans la lutte contre la ruine économique, indique la nécessité de concentrer toute l'oeuvre de consommation et de répartition des coopératives dans un organe coopératif unique. La tendance qu'on remarque actuellement d'organiser des groupements coopératifs syndicaux séparés est une tendance malsaine et doit être rejetée d'une façon énergique.

L'organe du Conseil des Syndicats de Pétrograd „Makovik", écrit que le gage unique de la renaissance est l'organisation de la grosse industrie et indique que le Pouvoir Soviétiste compte comme toujours dans cette affaire sur la conscience de classe des participants durects à la production.

*Le congrès national du Bâtiment.*

Le 28 août s'est ouvert à Moscou le III-ème congrès panrusse du Bâtiment. Y ont pris part 241 délégués avec voix délibérative (sur ce nombre 160 communistes et 81 „sans parti") et 27 délégués avec voix consultative.

Dans son discours d'ouverture, le camarade Sopronof, président du Comité Central du Bâtiment, souligne que pour la première fois le congrès peut travailler dans un moment où il n'y a plus de front extérieur, où l'on peut concentrer toute son attention sur les questions de l'édification intérieure.

Le camarade Antipof, saluant le congrès, au nom de la C. G. T. russe, caractérise en quelques mots les tâches du congrès en corrélation avec la nouvelle politique économique dont l'essence est de donner à tous ceux qui désirent travailler, à toute initiative privée, la possibilité de contribuer au relèvement de l'industrie ruinée.

„Notre travail est important non pas seulement pour nous autres, Russes, dit le cam. Antipof, il est très important pour le prolétariat international. Les congrès internationaux récemment terminés de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge vous ont mon-

tré que le prolétariat international a gagné en force et en conscience".

Le congrès entend le salut des Républiques Soviétistes limitrophes. Ensuite le camarade Sapronof porte à la connaissance du congrès les mesures prises par le gouvernement soviétiste dans l'œuvre de secours aux affamés de la Volga. On adopte la proposition de l'envoi d'un message au prolétariat international concernant l'aide aux affamés. On accepte également la proposition du délégué de Kief demandant aux congressistes la donation au profit des affamés de tous les objets en or et de tous les vêtements superflus qui se trouvent en leur possession.

Dans ses travaux ultérieurs, le Congrès accorde une attention particulière à la question de *„l'industrie du Bâtiment en corrélation avec la nouvelle politique économique"*. Le cam. Gaievsky, rapporteur, en résumant le travail des organisations du Bâtiment et celui du syndicat depuis octobre 1917 jusqu'à ce jour, s'arrête surtout sur la situation de l'industrie du Bâtiment à l'heure actuelle et sur les tâches du syndicat du Bâtiment dans les conditions créées par la nouvelle politique économique. Le but de la nouvelle ligne économique est de restaurer la grosse industrie, mais il faut pour cela commencer par relever la petite industrie et l'industrie des artisans. L'Etat ne doit garder qu'un nombre limité de grosses entreprises industrielles. Quant aux autres il est nécessaire d'y attirer l'initiative privée. Et la question se pose de l'application de l'initiative privée dans l'industrie du Bâtiment. Dès les premiers jours de la Révolution nous avons dû lutter contre les entrepreneurs privés dans le Bâtiment. Nous les avons annihilés. Et voici que, dans le moment même où nous avons terminé cette lutte, un nouveau problème s'ouvre devant nous, pour la solution duquel il nous faut recourir à l'initiative privée. Une nouvelle conjoncture demande que l'œuvre de construction soit subordonnée à de nouvelles considérations conformes aux intérêts de l'Etat Soviétiste. Quelles sont dans notre Etat les formes possibles d'une organisation privée du travail et du capital? *Ce sont les coopératives, les artels* [1]) *et les entreprises à bail.* A laquelle de ces trois formes d'initiative privée devons-nous donner la préférence? *La coopérative de construction*—c'est un groupement privé d'entrepreneurs qui, dans une certaine mesure, utilise le travail individuel et le capital de ses membres, mais qui en même temps cherche à attirer à lui le capital ambiant et à utiliser le travail salarié. *L'artel* représente un groupement d'ouvriers en Bâtiment et de technicients qui travaillent eux-mêmes et qui vendent leur main-d'œuvre directement aux clients. Le produit du travail est réparti entre eux. Ce qu'est un entrepreneur, chacun de vous le sait très bien. En accordant nos préférences à l'une de ces formes d'initiative privée, nous devons nous baser sur des considérations d'opportunité économique et sur des calculs économiques. C'est pourquoi toutes ces formes sont acceptables et il faudra toujours choisir celles qui fournissent le travail le meilleur et le plus avantageux.

Mais outre le recours à l'initiative privée, il convient de ne pas négliger nos moyens économiques habituels. Pour cela il faut passer à de nouvelles formes de travail. Comme contre-poids aux directions du Bâtiment travaillant d'une façon bureaucratique, nous fondons une nouvelle institution, le comptoir du Bâtiment. — Les comptoirs qui sont des organes de l'Etat, entreprennent l'exécution des travaux en Bâtiment en se présentant à l'attribution des travaux aux enchères publiques. L'Etat n'intervient ni dans le processus de la production ni dans l'exécution des travaux, il assume seulement la surveillance et le contrôle de la partie technique de la production. Tous les bénéfices reçus par le comptoir sont répartis suivant une instruction spéciale entre le personnel technique et les ouvriers. Nous parviendrons ainsi à ce que l'Etat dispose d'une part d'un appareil travaillant sous son contrôle et ayant un budget à lui, et que d'autre part, les compteirs soient intéressés à exécuter les travaux avec le maximum d'économie de matériel et de temps. Il y a encore un autre côté de notre activité, côté très important, qui doit être pris en considération. Alors que l'industrie de construction est tombée dans la ville, nous remarquons un développement inouï des constructions à la campagne. Le Comité des constructions de l'Etat et le Syndicat doivent profiter de ce fait pour occuper le personnel technique libre. Il

[1]) Voir note p. 19.

faut procéder à l'exécution d'une construction-type et à la production en masse de différentes parties du matériel nécessaire à la construction. C'est d'autant plus possible que la question de la rémunération des ouvriers et la question de l'achat de matériaux pour les constructions rurales se pose d'une façon bien moins difficulteuse qu'en ville. Les paysans paient le travail des menuisiers, des maçons etc. en nature: en pain, pommes de terre, et cela facilite beaucoup le travail. Le congrès doit aussi trancher définitivemant la question de l'unification de la production des matériaux de construction avec l'industrie du bâtiment. En partant de la pratique et de l'expérience des entreprises combinées dans l'industrie du bâtiment, cette combinaison est dictée par l'absolue nécessité.

Le co-rapporteur, le cam. Roudominer, n'est pas d'accord avec le point de vue du camarade Gaievsky sur la question du recours à l'initiative privée dans l'industrie du Bâtiment. Il estime qu'il faut donner la préférence aux artels et aux coopératives dont il faut stimuler l'activité de toutes les manières. Il n'existe pas encore de grandes firmes d'entrepreneurs à bail et nous ne voyons sur le marché que de petits entrepreneurs avides. Tous les travaux devront être exécutés par eux et il est peu probable que ce soit avantageux au point de vue économique. De même le cam. Roudominer n'est pas tout à fait d'accord avec les théses du rapporteur sur l'industrie des constructions à la campagne.

Le deuxième jour du congrès est consacré au rapport moral du Comité central. Le cam. Sapronof s'arrête sur le travail que le Comité central a accompli depuis le II-ème Congrès. Le Syndicat a dépensé beaucoup d'énergie dans la lutte générale pour la Revolution et pour le relèvement de l'industrie du Bâtiment de la République Soviétiste. La guerre civile et les fronts extérieurs ont demandé une grande dépense d'énergie de la part du Syndicat et ce n'est que depuis peu que le syndicat a pu consacrer son attention à l'organisation intérieure de l'industrie du Bâtiment.

Dans la période visée par le rapport, le syndicat a augmenté de deux fois le nombre de ses membres. Lors du II-ème congrès (début de 1920), le syndicat comptait 200.000 membres et à l'heure actuelle il en compte plus de 400.000. Pendant cette période a été faite la fusion avec le syndicat des maçons. La participation du syndicat à l'industrie a été assez efficace. Le travail pratique du Comité des constructions de l'Etat se poursuivait non seulement avec la participation active des représentants du syndicat, mais sous l'influence immédiate de ces derniers. Toutes les questions de principe étaient tranchées aux séances communes du Collège de Comité des constructions de l'Etat et du Bureau du Comité central. Le syndicat a pu réaliser toutes les tâches économiques qu'il s'est données à ce congrès et aux séances plenières du Comité central. Voici des chifres: depuis janvier jusqu'à août ont été tenues 56 séances. A ces séances, 585 questions ont été examinées. La plus grande partie de ces questions ont trait à l'organisations de la production; ensuite, nous avons les questions de fourniture et d'approvisionnement et les questions de finance, d'éducation de protection du travail, etc. La liaison du Comité central avec les organisations locales a été réalisée par l'envoi de délégués et de commissions chargées d'étudier l'état de choses sur les lieux. On a fait 45 visites de ce genre dans le premier semestre de 1920. Dans les régions frontières le travail du syndicat est dirigé par des délégués généraux du Comité central. Il y a en tout II délégués généraux. A l'heure actuelle, étant donné le manque de militants, et pour donner une plus grande initiative aux organisations locales, nous avons réalisé les principes d'organisation adoptés par le 4-ème Congrès National des syndicats russes, c'est à dire l'organisation par en bas et non pas par en haut. Ceci est surtout important pour les ouvriers en bâtiment qui représentent chez nous un élément semi prolétarien, semi paysan, et qui sous le rapport politique, ont besoin d'être influencés par le prolétariat industriel.

Une grande attention du Comité central a été accordée aux questions des tarifs car, dans la nouvelle politique économique, la politique des tarifs doit être changée radicalement. Tout le travail ultérieur des syndicats dépendra de la façon dont l'organisation des organes économiques des constructions sera tranchée.

Le Congrès a écouté avec un grand intérêt le rapport du cam. Ivanikof sur

l'activité du Comité central dans l'oeuvre de l'établissement des relations avec les organisations internationales des ouvriers en Bâtiment. Le cam. Ivanikof a mis le congrès au courant de l'histoire des vaines tentatives des ouvriers en Bâtiment russes d'entrer dans le secrétariat international, tentatives qui ont échoué à cause de la résistance du secrétaire international M. Peplow, et lui a fait connaître l'organisation du Comité International de propagande des ouvriers en Bâtiment (voir le № 1. de „l'Internationale Syndicale Rouge" Réd.).

Sur la proposition du cam. Sapronof, le Congrès adopte une résolution soulignant la nécessité d'accorder une attention particulière à l'établissement d'une liaison solide avec les organisations étrangères des ouvriers en Bâtiment. Le congrès charge le Comité central de rédiger et d'envoyer un message aux ouvriers en Bâtiment de tous les pays.

Après l'adoption des résolutions et des thèses sur tous les rapports entendus par le Congrès, en a procédé aux élections du Comité central dans lequel sont entrés 21 communistes et 4 „sans parti".

Le texte du message aux ouvriers en Bâtiment de tous les pays rédigé sur la demande du congrès par le Comité central est conçu comme suit:

Chers camarades!

Nous, représentants des ouvriers en Bâtiment de la Russie des Soviets, réunis au III-ème Congrès national, (18 août—2 septembre 1921), après avoir examiné la question de la participation du syndicat panrusse du Bâtiment aux travaux de la Conférence Internationale du Bâtiment à Innsbruck, dont la convocation pour le mois de septembre de cette année nous a été connue par la presse bourgeoise, avons pensé que le cam. Bachmann (Allemagne) pourrait nous y représenter.

Au moment même de la discussion de cette question, nous avons reçu une communication mandant que le Conférence a déjà eu lieu à Innsbruck le 23 août et que notre représentant n'y a pas été admis, que le président de la Conférence, M. Peplow, lui a même déclaré qu'en cas de besoin, il le ferait expulser de la salle des séances par la police. La raison qu'il a donnée pour expliquer une mesure aussi énergique est que l'organisation russe des ouvriers en Bâtiment ne fait pas partie de l'Internationale de Hambourg.

Chers camarades!

Sans insister sur la profonde indignation que mérite une manoeuvre aussi révoltante, manoeuvre à laquelle, soit dit entre parenthèses, la gendarmerie du tzar nous a habitués, le congrès panrusse du Bâtiment, parlant au nom de 400.000 ouvriers en Bâtiment organisés, s'adresse aux ouvriers en Bâtiment de tous les pays et leur déclare qu'en effet notre organisation jusqu'à présent ne fait pas encore partie de l'Internationale de Hambourg, mais la faute n'en n'est pas à nous, mais exclusivement à M. Peplow et Cie.

En 1917 encore, nous nous sommes adressés aux ouvriers en Bâtiment de tous les pays en général et à l'Internationale de Hambourg en particulier, en leur demandant de nous recevoir dans la fédération internationale du Bâtiment. Cependant, messieurs Peplow et C—ie ont laissé nos propositions sans réponse, tandis que les syndicats des différents pays, nonobstant les cordons impérialistes, ont entretenu avec nous des rapports constants. En 1919 nous avons invité de nouveau toutes les organisations similaires de l'Europe à notre deuxième congrès panrusse pour nous entendre sur l'orgarisation internationale du Bâtiment. Mais, là encore, messieurs Peplow et consorts ont trouvé superflu de nous répondre quoiqu'ils aient eu la complète possibilité de venir chez nous, car les portes de la Russie Soviétiste sont largement ouvertes aux représentants ouvriers de tous les pays.

Ce n'est qu'au commencement du 1920 que le Secrétariat International de Hambourg nous a adressé une proposition concernant l'entrée de notre syndicat dans l'Internationale de Hambourg. Le Comité central de notre syndicat a répondu immédiatement au Bureau de Hambourg en lui demandant 1) d'intervenir auprès du gouvernement allemand pour permettre à nos délégués de venir en Allemagne, 2) de nous communiquer la date à laquelle on examinera la question de notre affiliation, pour qu'à cette date nous puissions envoyer notre représentant.

Une réponse à nos multiples demandes ne nous est parvenue qu'à la fin de septembre, c'est à dire après huit mois. Cette réponse nous mandait que nous pouvions adresser nous-mêmes une requête au gouvernement allemand au sujet

du séjour de notre délégation en Allemagne, mais ne nous disait mot en ce qui concerne notre adhésion éventuelle à l'Internationale de Hambourg.

A la fin de 1920, nous avons appris par la presse bourgeoisie que le 2 septembre, on avait examiné à Hambourg la proposition de notre syndicat en ce qui concerne son affiliation éventuelle au secrétariait international et qu'on avait décidé d'informer les ouvriers en bâtiment russe qu'ils ne pouraient être affilités à la fédération Internationale du Bâtiment qu'à la condition de se soumettre à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. C'est en vain que nous avons démandé à plusieurs reprises pourquoi une telle décision avait été prise sans qu'on nous ait informés au préalable, sans qu'on ait entendu l'opinion de 400.000 ouvriers organisés. En vain aussi avons-nous demendé la raison pour laquelle ces messieurs s'étaient refusés d'intervenir auprès du gouvernement allemand pour que ce dernier accorde un visa de séjour à notre délégation. Aucune réponse ne nous est parvenue. Néanmoins, nous espérions passer outre aux menées odieuses de la bande Peplow et pouvoir occuper notre place dans l'Internationale du Bâtiment sans briser l'unité du mouvement ouvrier. Ayant appris par la presse bourgeoise qu'une conférence internationale des ouvriers en bâtiment aurait lieu à Innsbrük, le Comité central du syndicat panrusse s'est adressé au Secrétariat International à Hambourg pour lui demander une communication précise concernant la date de la conférence, afin de pouvoir y dépêcher à temps ses représentants.

Instruit par l'expérience amère du passé, le Comité central du syndicat panrusse, sachant bien que sa demande resterait sans réponse, a décidé d'envoyer son représentant avant la date indiquée par les journaux bourgeois.

Nos craintes se sont entièrement justifiées. Nos demandes sont restées sans réponse et la conférence a été convoquée non pas en septembre, mais en août. Ces messieurs se sont dépêchés probablement pour éviter l'arrivée des représentants russes.

Cependant notre représentant est tout de même arrivé à temps. Le Comité central, agissant au nom du Syndicat panrusse, a chargé le camarade Bachmann de le représenter à la conférence. La dessus, monsieur Peplow a rappelé au représentant d'un pays libre qu'il y avait ...des gendarmes en Allemagne.

Les délégués de la Suisse, de l'Italie et de la Tchéco-Slovaquie ont protesté contre une telle conduite du président de la conférence et ont exigé l'admission de notre représentant. Ce nonobtant, notre représentant n'a pas été admis. En signe de protestation, les délégués italiens ont quitté la salle des séances et les représentants de la Tchéco-Slovaquie et de la Suisse se sont refusé à continuer la discussion des questions à l'ordre du jour.

A cette Conférence n'étaient réprésentés ni les ouvriers français (180.000) ni les ouvriers russes (400.000), ni ceux d'Espagne (166.000), ni ceux d'Italie (200.000). D'un autre côté, les représentants de l'Angleterre, des pays Balkaniques et de la Pologne étaient également absents à la conférence, de telle sorte que celle-ci, tout en prétendant s'appeller une conférence internationale, n'était composée que des ouvriers allemands. Du reste, ces derniers non plus ne sont pas tous d'accord avec Peplow et Cie. Il ne resta rien d'autre à la conférence que d'adopter la proposition du camarade Qualino (Italie), proposition faite avant de quitter la salle des séances et demandant la convocation d'un congrès international du Bâtiment avec la participation de toutes les organisations sans exception.

En même temps s'était réunie une conférence des tailleurs de pierre à laquelle également le représentant russe des ouvriers en bâtiment n'a pas été admis.

Camarades du Bâtiment de tous les pays!

Le congrès national du Bâtiment russe, tout en marquant au sceau de l'infamie messieurs Peplow, Winckler et Cie, vous adresse un ardent appel d'organiser une véritable Internationale du Bâtiment.

Nous vous proposons de convoquer pour l'hiver 1921—1922, un Congrès International du Bâtiment auquel seront admis les syndicats de toutes les tendances et de tous les pays. Afin d'assurer au congrès la possibilité d'un travail effectif et calme, et pour écarter toute menace de la police de M. Peplow, nous vous proposons de convoquer ce congrès soit à Pétrograd, soit à Kharkof, où nous garantissons entière liberté et inviolabilité à Mr. Peplow.

Il va de soi que notre proposition con-

cernant les lieu et date du congrès n'est pas catégorique. Nous prions toutes les organisations de discuter cette question et de communiquer leurs décisions au Comité central du syndicat panrusse du Bâtiment.

Nous espérons que la présente lettre ne restera pas sans réponse.

Nous sommes convaincus que dans le délai mentionné, le congrès sera convoqué et qu'il y sera élu un état major de combat des ouvriers en Bâtiment de tous les pays.

Vive l'Internationale authentique et révolutionnaire des ouvriers en Bâtiment.

Vive la Révolution prolétarienne mondiale.

Salut fraternel!

Pour le III-ème Congrès Panrusse.

*Le Comitèl Central du Bâtiment russe.*

### d) Les prochains congrès des syndicats russes.

La vie syndicale sera surtout animée en Russie pendant le dernier trimestre de 1921, la convocation de toute une série de congrès et conférences nationales des différentes organisations syndicales étant décidée. Le 15 septembre devront avoir lieu les congrès des syndicats de l'alimantation et du tabac. Le congrès des services publics et du commerce est fixé pour le 25 septembre. Au mois d'octobre, les congrès suivants devront avoir lieu: le 1-er, membres de l'enseignement, et art; le 0, industrie chimique; le 20 travailleurs des hôpitaux et de l'hygiène publique; le 30, cuirs et peaux. Au mois de novembre: le 5, travailleurs municipaux; le 15, restaurants et hôtels; le 30, transports locaux. Le 5 décembre le congrès des ouvriers agricoles et forestiers.

La conférence nationale de la protection du travail convoquée sur la décision du bureau du Conseil Central de la C. G. T. présente un intérêt tout particulier. L'ordre du jour suivant est proposé: 1) La protection du travail a) la politique économique et la protection du travail, b) la protection du travail dans l'industrie privée. 2) La question d'organisation en corrélation des nouvelles fonctions des syndicats dans le domaine de la protection du travail. 3) L'inspection du travail a) le travail de l'inspection technique, b) le travail de l'inspection sanitaire. 4) L'amélioration de la condition ouvrière: rapports de la Commission centrale pour l'amélioration des conditions de vie de l'ouvrier (fonctionnant auprès du Comité Central des Soviets) et de la Sous-Section d'amélioration (Direction centrale de la protection du travail).

## L'extension de la lutte.

La vague de grèves déferlant d'un pays à un autre, touche toutes les branches de l'industrie sans exception, ou presque.

Commençons notre aperçu en examinant la situation en Allemagne. Dans ce pays, la crise économique mondiale se complique des menaces de répression de l'Entente, qui prend le pays vaincu à la gorge et cherche à se faire rembourser sur son dos tous les frais de la guerre. De son côté, la bourgeoisie de l'Allemagne, secondée par le gouvernement, cherche à faire tomber tout le poids des indemnités de guerre sur les épaules de la classe ouvrière. Parallèlement à la lutte pour le maintien des salaires, les ouvriers doivent lutter contre le nouveau système d'impôts du gouvernement du Reich. Dans tout le pays, çà et là, des grèves se déclenchent. Elles touchent quelquefois toute une branche d'industrie dans l'ensemble du pays et entraînent d'autres groupes ouvriers dans une grève de sympathie. Dans ces conditions, les mots d'ordre de lutte purement économique s'entremêlent de mots d'ordre de Révolution sociale, en tant que véritable moyen de salut de la classe ouvrière. Depuis le mois d'août, le mouvement acquiert le caractère d'un mouvement de masses. La courbe de l'activité de la classe ouvrière monte graduellement, et cela malgré le sabotage et la politique d'entre-deux-eaux de la social-démocratie menchéviste allemande qui empêche la transformation de la lutte actuelle en un mouvement dirigé vers le renversement définitif du capitalisme.

Au commencement d'août, les mineurs ont déclaré la grève dans la région de Wurms. D'immenses grèves des ouvriers agricoles ont éclaté en Poméranie, à Mecklembourg, au Schleswig-Holstein et en Saxe. Les propriétaires fonciers ne

désespèrent pas d'avoir le dessus en recourant à l'organisation de bandes numériquement faibles de briseurs de grève. Les ouvriers verriers sont en grève dans la région de Laushanaux depuis le 25 juillet. Dans la région de Hanovre, les verriers ont présenté une série de revendications concernant l'augmentation de salaires, accompagnées d'une menace de grève. En Braunschweig, les propriétaires des usines métallurgistes ont décidé, à la suite de la grève partielle du 8 août, de congédier tous les ouvriers. En même temps, une grève des typographes a éclaté à Cologne, à Mayence, à Worms, à Wiesbaden et dans d'autres villes. Le 10 août, à Kreitsnache, tous les ouvriers métallurgistes ont été renvoyés, tandis qu'à Erfeld, les travailleurs du tramway et à Munich, les ouvriers en bâtiment ont cessé le travail. De 11 août, une grève a été déclenchée dans les huileries de Hambourg et à Magdebourg 10.000 ouvriers du cuir ont cessé le travail. En réponse à la grève des ouvriers en bâtiment de Munich, les entrepreneurs ont déclaré un lock-out aux ouvriers en bâtiment, à Nurenberg, pour étendré ensuite le 12 aout le lock-out sur tous les ouvriers en bâtiment de la Bavière du Sud. Le 13 août, les ouvriers sur bois de Berlin ont déclaré la grève à leur tour en exigeant une augmentation des salaires de 1 mark pour tous les ouvriers. A la même date, les ouvriers des ateliers de chemins de fer de Berlin se sont mis en grève également, de même que les ouvriers des fabriques de tôle de Leipzig et les fonctionnaires d'Etat à Brême. Le 15 août, les ouvriers des docks de Weser ont suspendu le travail, quelques jours auparavant, les ouvriers des huileries et les chargeurs de Brême se sont mis en grève également. D'une façon générale, on a pu observer à Brême un mouvement gréviste en masse, dans toute l'étendue de ce mot. Le 14 août, les ouvriers des usines d'éclairage de Vogelberg „Hanovre" suspendent le travail. Le 17 août les fourreurs de Hambourg et les ouvriers sur bois de Leipzig suspendent le travail. En même temps, un mouvement gréviste éclate à Vienne, dans les fabriques de constructions mécaniques. Le 18 août font grève les électromonteurs de Leipzig. Le 19 août, c'est le tour des ouvriers du port de Königsberg et des relieurs de Mayence. Le 20 août, à Halle, c'est la grève des ouvriers métallurgistes. A Stettin, des usines de sucre, à Göttingen des ouvriers métallurgistes, après que les entrepreneurs ont repoussé leurs revendications concernant l'augmentation de salaires. Dans la même ville, un peu plus tôt avait eu lieu une grève du textile. Le 21 août, les tailleurs de Brême, les métallurgistes de Dortsund, les ouvriers municipaux de Holdenbourg, les ouvriers des moulins de Mannheim et les garçons coiffeurs de Sttugardt sont en grève. Le 24 août, à Aix-la-Chapelle, dans toutes les entreprises de l'industrie textile, il fut décidé à une écrasante majorité des voix de déclarer la grève, si les pourparlers avec les patrons n'aboutissent à aucun résultat.

L'augmentation de la cherté de vie qu'on remarque les derniers mois en Pologne, en corrélation avec la tendance des capitalistes de réduire à néant toutes les concessions faites à la classe ouvrière polonaise dans la période de la grande effervescence en 1919 et 1920, ont provoqué une quantité de grèves formidable

Le 20 août, les travailleurs du tramway de Varsovie se sont mis en grève, suivis par les ouvriers du Gaz, de la canalisation et d'autres ouvriers municipaux. En même temps, une grève a éclaté parmi les ouvriers et les employés des trois chemins de fer de banlieue, ainsi que parmi les employés de la communauté juive, les tailleurs et les ouvriers des fabriques de tabac. A Kalisch, le personnel du chemin de fer de la banlieue a suspendu le travail. La grève des cheminots du réseau de Posnanie, qui a commencé le 22 août, a rencontré une entière sympathie parmi les cheminots de toute la Pologne. Les noeuds de communication ferroviaire ont cessé de fonctionner les uns après les autres. Le I-èr Septembre, la grève était effective dans les noueds de Varsovie, de Brest et se propageait en Volynie.

Le Comité du Parti Communiste Ouvrier de Pologne à Varsovie, a lancé un appel demandant aux ouvriers polonais l'organisation d'une direction commune unique, d'un comité de grève central unique, élu par les grévistes de toutes les professions et au moyen duquel, la classe ouvrière polonaise pourrait opposer une résistance efficace aux forces unies de la bourgeoisie.

En Hongrie, le 19 août, 450 ouvriers de

la fabrique de faucheuses d'Albert Solvé, ont cessé le travail parce que la direction de la fabrique ne voulait pas entrer en pourparlers avec eux, quant à la diminution des salaires annoncés. Comme riposte, la direction a renvoyé tous les ouvriers de la fabrique, soit 1000 hommes, et a fermé ses entreprises. En général, les capitalistes hongrois se préparent à abaisser les salaires sur toute la ligne, ce qui rendra la misère de la classe ouvrière encore plus grande.

A Debretchine, les employés du chemin de fer de la ligne se sont mis en grève. La direction a eu recours aux membres de la société „La Renaissance de la Hongrie" qui ont fait fonction de briseurs de grève. Un grand nombre de ces derniers étaient des étudiants de l'école technique supérieure. Grâce à eux, la direction a forcé les employés à cesser la grève. A Arrad, le 15 août, 20.000 ouvriers des scieries de Marestal ont été jetés sur le pavé, après leur refus d'accepter une diminution de salaires de 40%. Les entrepreneurs ont d'abord expliqué le lock-out par cette circonstance que l'Etat ne leur fournissait pas les wagons nécessaires au transport du bois. Cependant, lorsque les wagons sont arrivés, la direction des fabriques a néanmoins décidé la diminution des salaires. Une telle baisse de salaires montre bien la croissance effrayante de la misère de la classe ouvrière.

En Tchéco-Slovaquie, les mineurs de Gandlov, au nombre de 2.500 hommes, ont déclaré la grève. La direction, sans entrer en pourparlers, a baissé les salaires de 20% et a suspendu les subsides accordés aux coopératives ouvrières des mines.

En Belgique, les ouvriers du textile de Gand ont arrêté le travail ne voulant pas accepter la baisse des salaires. En Hollande, depuis le 1-er août, tous les ouvriers des mines sont en grève. La situation se complique encore par le fait que les cheminots et les ouvriers des transports demandent aux chefs de leurs organisations le déclenchement d'une grève de sympathie. Si cette grève se produit, la situation des mineurs hollandais s'améliorera, à la condition toutefois qu'il n'y ait pas une importation trop grande du charbon étranger.

Les maçons du Danemark ont cessé le travail dans nombre de villes par suite de la baisse des salaires. Au printemps dernier, un ouvrier maçon recevait de 3 à 3, 13 couronnes à l'heure. Et en août, le travail était payé en moyenne à raison de deux couronnes et demie l'heure, dans certains endroits même deux couronnes un quart. Les entrepreneurs ont l'intention de continuer à abaisser les salaires. La majorité des ouvriers exige un salaire ne dépassant pas deux couronnes et demie l'heure.

Les rapports entre le capital et le travail dans les pays victorieux ne sont pas moins tendus qu'en Allemagne vaincue. Le capital français ne se contente pas de l'exploitation usuraire des ouvriers d'Allemagne, mais il cherche aussi à extorquer tout ce qu'il peut à ses ouvriers nationaux. Il y a une grève du textile dans le Nord de la France. Pour exécuter les commandes qu'ils ont en mains, les entrepreneurs envoient les matières premières dans d'autres régions où elles sont travaillées. Ayant découvert cette manœvre, les ouvriers de cette région refusent de travailler pour les entrepreneurs de la région gréviste. Ainsi donc, la grève se poursuit favorablement. A côté de cela, on remarque en France une recrudescence de protestations contre la fabrication des matériaux de guerre destinés à la Pologne et à la Roumanie.

L'assemblée des représentants des syndicats de la Seine a décidé d'organiser un groupement inter-syndical des ouvriers de la chaussure, de l'aiguille, des métaux, de l'industrie chimique, et en général de toutes les industries de guerre dans le but d'intensifier la propagande contre la fabrication des munitions destinées à une nouvelle guerre. Nous avons déjà publié dans notre premier numéro que la protestation contre la fourniture d'armes aux ennemis de l'Etat Soviétiste a trouvé son expression dans l'action par la grève dans la région de Roubaix-Tourcoing où les fabriques des munitions ont suspendu le travail.

En Italie, en Golorado se poursuit une grève qui commence à se propager dans d'autres régions: Lundo, Varèse, Lenio, Busto. Les ouvriers et les ouvrières de cette localité se sont déclarés solidaires de leurs camarades de Golorado. Le 26 août ont eu lieu à Milan des pourparlers entre les représentants des ouvriers du textile de Golorado et des représentants des patrons. Les représentants des orga-

nisations nationales ont également pris part à ces pourparlers. A la Maison du Peuple, il y eut une réunion qui, après avoir examiné la situation créée, a établi des revendications obligatoires pour tous les ouvriers du textile et qui devront être satisfaites pour une reprise éventuelle du travail. Ces revendications consistent en bloc en une demande de révision des tarifs, les nouveaux tarifs devant être appliqués à partir du 16 septembre. En outre, les ouvriers de Colorado, Varèze et Lenio, ont exigé un paiement immédiat des salaires pour la durée des congés, paiement prévu par l'accord, ainsi que l'autorisation de travailler tous les jours ouvrables de la semaine.

A Rome, ont eu lieu des pourparlers entre le ministre du Travail Venetuche et les représentants ouvriers de l'industrie de la laine au sujet du récent conflit. Les fabricants ont exigé des ouvriers l'acceptation des nouveaux salaires diminués. Dans la région de Veneto, le syndicat des fabricants a déclaré le lock-out dans toute une série de fabriques locales. Les ouvriers des régions de Turin, de Villèse, de Lombardie, de Veneto et de Toscane, ont fermement décidé de faire grève à partir du premier septembre et de n'accepter aucun compromis.

Le 20 août, les ouvriers sur bois de Modène se sont mis en grève. Cette dernière se poursuit et montre la cohérence et la discipline des grévistes. La chambre du Travail appuie les ouvriers.

La fédération des ouvriers agricoles de Navarre a triomphé des entrepreneurs en les forçant à une augmentation des tarifs. Pour les hommes le salaire est augmenté en moyenne de 25 centimes et pour les femmes de 10 centimes. Plus bas, nous insérons une note spéciale consacrée à la grève des ouvriers du textile. A Bielle, les entrepreneurs ont déclanché une offensive contre l'organisation locale des ouvriers du cuir et de la chaussure. Ils demandent la conclusion d'un nouveau contrat collectif qui doit réduire à néant toutes les conquêtes économiques de cette catégorie des ouvriers, conquêtes obtenues par leurs luttes antérieures. Les ouvriers menacent de faire grève.

En Espagne, à Lork, a surgi un conflit entre les entrepreneurs et les ouvriers de l'industrie du lin. On n'est pas encore parvenu à se mettre d'accord, étant donné la position intransigeante adoptée par les patrons. Les ouvriers ont décidé d'émigrer plutôt que de céder, et nombre d'entre eux l'ont déjà fait. Seuls, les femmes et les mineurs se trouvent jetés sur le pavé, ils espérent recevoir un secours matériel de la part des autres ouvriers de l'Espagne. La conférence des ouvriers qui a lieu à Lork, a décidé de s'adresser au prolétariat de tout les pays pour lui demander un appui.

D'une façon générale, le mouvement gréviste fait tâche d'huile en Espagne. La région de Bilbao est sans feu ni eau. On s'attend à ce que les cheminots adhèrent à la grève. Dans les milieux ouvriers on s'attend à ce que les grèves dans la région de Bilbao s'étendent sur toute l'Espagne.

A Virginie (Etats-Unis et Amérique), une véritable guerre sociale se poursuit depuis quelque temps. Les mineurs de la Virginie sont en pleine révolte armée contre la puissante Compagnie qui les traite en esclaves et les forces armées mises au service des capitalistes.

A la suite de l'assassinat de leurs leaders, les camarades Hatfield et Chambers, assassinat préparé et accompli par la police des mines, les mineurs se sont révoltés les armes à la main et ont marché vers Charlstown, capitale de la Virginie. La milice locale, étant impuissante, a fait appel aux troupes fédérales qui sont venues avec des mitrailleuses et une escadrille d'aèroplanes. Les mineurs resistent sur un front de plusieurs milles où ils occupent des positions stratégiques très importantes, ils sont bien pourvus d'armes et de munitions. Sur les pentes de la Blair Mountain et le long du Beechoreck ont eu lieu deux batailles et on parle déjà de deux cents tués. Les forces militaires sont sous la direction du général Bandottz. Les mineurs resistent désespérément, mais la lutte est très inégale et les mineurs, malgré tout leur héroïsme, seront vaincus par les forces mercenaires du capitalistes de la puissante Cie Balwin-Fielt.

A San-Francisco (Etats-Unis d'Amérique), les ouvriers en bâtiment ne sont pas venus au travail le 5 août en signe de protestation contre des tentatives des patrons de rétablir l'ancien système des ateliers libres. La grève a commencé malgré les désirs et les actes des leaders syndicaux. Un comité a été formé, qui

est entré en pourparlers avec d'autres organisations syndicales en les invitant à déclarer la grève générale au cas où les entrepreneurs voudraient rétablir les ateliers. Le syndicat des couvreurs a refusé son coucours aux ouvriers en bâtiment, mais les ouvriers sur bois, les mécaniciens, les bijoutiers et beaucoup d'autres corporations se sont déclarées entièrement solidaires. A une des réunions du Comité de grève, composé presque exclusivement des représentants de la classe ouvrière, on a adopté une résolution dans laquelle on dit: „Nous en avons assez des agents patronaux qui osent s'appeler nos leaders". Les ouvriers ont envisagé le plan de la construction des baraques destinées à ceux qui, dans le cas de la grève générale, ne seraient pas en mesure de payer leurs loyers.

Les entrepreneurs de l'industrie chapelière de New-York ayant décidé la baisse des salaires, ont provoqué la grève des ouvriers. Celle-ci a abouti à ce qu'après trois jours les entrepreneurs ont renoncé à leurs prétentions.

Au Japon se poursuivent des grèves grandioses provoquées par les tentatives de la diminution des salaires. Dans nombre de villes on en vient aux collisions sanglantes entre les grévistes et la police.

Le présent aperçu est loin de présenter le tableau complet de tous les combats et de toutes les escarmouches d'avant-postes qu'on observe actuellement partout où le capital s'oppose au travail salarié. Néanmoins, il établit d'une façon suffisante cette conclusion que le prolétariat de tous les pays est fermement décidé à ne pas admettre le rétablissement et le raffermissement du capitalisme par une exploitation intensifiée et par le retour aux conditions de vie du passé. Pour autant que l'unité du front prolétarien et l'unité de la direction ne président pas à cette bataille de classes, les masses ouvrières, à côté des victoires partielles, auront à essuyer des défaites certaines, car l'ennemi est plus organisé et plus apte à manoeuvrer rapidement et avec souplesse. Cependant, les victoires aussi bien que les défaites essuyées par le prolétariat dans une lutte active, portent toutes les deux le gage d'un triomphe inévitable du prolétariat dans le combat définitif. Le prolétariat s'instruit de ses propres expériences; aux yeux des masses disparaissent les dernières illusions de la paix sociale et de la collaboration; toute leur activité pratique se pénètre de plus en plus de l'idée de l'opposition intransigeante des exploités aux exploiteurs. Et on sait que toute idée devient une force réelle, dès qu'elle s'empare des masses.

## Les ouvriers du textile français en lutte.

Les événements qui se déroulent aujourd'hui dans le Nord de la France représentent pour le monde du travail quelque chose de plus qu'une grève ordinaire. Nous assistons au conflit grandiose de deux classes. Depuis trois semaines, 60.000 ouvriers sont en grève et luttent dans des conditions très pénibles. Cependant, on ne voit aucune hésitation dans leurs rangs. Au contraire, le mouvement gagne en étendue et en force en entraînant de nouveaux groupes d'ouvriers adhérant au mouvement par sympathie. Autant que nous pouvons en juger d'après les journaux dont nous disposons, les chefs ouvriers ne sont pas pressés d'élargir la base de la lutte.

Comme on sait, la grève a commencé le 16 août, lorsque l'organisation patronale du Textile a notifié aux ouvriers une baisse de salaires de dix francs par semaine sous prétexte que le coût de la vie est tombé et que le coefficient du coût de la vie à l'heure actuelle ne dépasse pas 3,36 à comparer avec la norme d'avant-guerre. Cette „découverte" constitue une pure invention de la fantaisie patronale, cela est absolument évident. En Belgique, où la vie est beaucoup meilleur marché, le gouvernement estime que le coefficient officiel est de 3,80 et 4. Quant aux prix sur les produits alimentaires, loin de tomber, ils augmentent.

A l'heure actuelle, la grève s'est répandue sur toute la région textile du Nord de la France: Lille, Roubaix, Tourcoing, Alluin, et les environs. 60.000 ouvriers du textile sont en grève. Par solidarité, les ouvriers en bâtiment à Tourcoing (1.200 ouvriers les ouvriers des transports 4.500), les chauffeurs et les conducteurs (1.100) ont cessé le travail.

Les ouvriers du cuir ont décidé également d'appuyer les grévistes.

La grève s'est étendue à l'Alsace où les ouvriers métallurgistes étaient déjà en grève. Le 25 août, les usines électriques ont suspendu le travail par solidarité. Strasbourg est à l'heure actuelle une ville morte. Les ouvriers belges qui travaillent dans le voisinage, à Mouscron, sont pleins de sympathie à l'égard des grévistes, et, s'il faut en croire les journaux opportunistes belges, sont prêts à soutenir de toutes les manières leurs camarades français.

La ténacité des ouvriers du textile français n'est pas étonnante: il vivent dans des conditions impossibles et ce n'est pas la première fois qu'ils lèvent le drapeau de la révolte. Au cours d'une de ces grèves des ouvriers du textile français, il y a plusieurs années de cela, Jaurès a dit dans la Chambre des députés.

„J'ai vu de mes propres yeux la misère indescriptible des ouvriers de l'industrie textile. Elle m'a rappelé le mot de La Bruyère: „Il existe des misères devant lesquelles ont est honteux d'être heureux". Cela n'est point assez: il est honteux de vivre dans une société qui s'accomode de telles humiliations".

Les paroles de Jaurès sont d'actualité encore maintenant. La situation des ouvriers du textile n'est point devenue meilleure. „Dans le Nord on crève de faim" cette phrase est devenue un proverbe parmi les ouvriers français.

Un collaborateur de l'„Humanite", qui a visité la région gréviste, communique, entre autres, les données suivantes sur le budget d'un ouvrier du textile français: (Humanité du 25 août 1921).

„Nous avons interrogé dit-il, les mères de famille. Voici un des exemples. Jusque vers le milieu d'août, le mari travaillait tant qu'il réussissait à trouver du travail; le fils aîné a 17 ans, le cadet 9 ans. Nous avons examiné rapidement le budget d'une telle famille: lorsqu'il a payé pour le pain, les pommes de terre, le chauffage et le loyer, la bourse de l'ouvrier est vide. A cela il faut ajouter le fléau terrible de l'ouvrier moderne—le chômage. Dans le Nord, il est rare de travailler une journée complète". Ainsi, d'après les dires de ce même correspondant, „un ouvrier qui a travaillé du 28 mars au 29 mai a gagné en moyenne au cours de 7 semaines 48 frs. 60 par semaine. Une femme du 25 avril jusqu'au 22 mai n'a gagné que 13 fr 35; une famille composée de 6 membres devait joindre les deux bouts en ayant en tout et pour tout 35 francs par semaine, le salaire de la fille cadette qui, seule de toute la famille, travaillait".

Cependant quelque mauvaise que soit la situation de tous les ouvriers du Nord, les ouvriers de Lille se trouvent dans des conditions pires encore. Le salaire moyen à l'heure est de 1 fr. 65, plus 50 centimes pour la cherté de vie. Mais si on prend en considération le chômage qui sévit, une famille ouvrière doit vivre à raison de 30 à 70 frs. par semaine. Et s'est dans det elles conditions que les patrons ont voulu abaisser à 30 centimes l'indemnité de la cherté de vie. Des pouparlers interminables furent entamés et finalement les ouvriers de Lille ont rompu brusquement: le 8 août, ils se sont mis en grève, et 2.200 ouvriers du textile travaillant dans 23 fabriques ont quitté immédiatement le travail. Jusqu'à présent encore, les ouvriers de Lille luttent fermement. Des patrons séparés ont exprimé le désir d'entrer en pourparlers, mais on leur a déclaré qu'il ne pouvait pas être question d'une entente partielle.

C'est dans ces conditions que l'organisation patronale de tout le Nord de la France a annoncé la baisse des salaires des ouvriers du textile. Il est caractéristique que les capitaliste n'ont pas pu se décider à faire passer cette baisse de salaires de l'autre côté de la frontière, dans les entreprises se trouvant en Belgique.

La grève se poursuit avec un ordre parfait. L'etat d'esprit des grévistes est ferme. Toutes les organisations syndicales font des collectes au profit des grévistes.

Même les majoritaires collaborationnistes de la C. G. T. font montre d'énergie, et cela à cause de la concurrence communiste. Le 25 août fut organisé un comité unique de grève qui seul a le droit de prendre des décisions importantes, organiser des manifestations, accorder la parole aux orateurs dans les meetings, ouvrir des cuisines populaires, etc. Les dirigeants de la „majorite" sont très contents de cette entente parce qu'elle les sauve de la „démagogie" de la minorité, „démagogie" qui, à l'heure actuelle de crise aiguë, serait particulièrement „dangereuse". Du moins c'est l'aveu que les réformistes

belges ont laissé échapper dans le „Peuple".

Dans le comité central de grève, les voix délibératives sont accordées aux secrétaires des organisations en grève suivantes:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Ouvriers du Textile de | Roubaix: | 3 délégués. |
| 2. | „ „ „ „ | Tourcoing | 3 „ |
| 3. | „ „ „ „ | Lanays | 1 „ |
| 4. | „ „ „ „ | Alluin | 1 „ |

En outre, la voix consultative est accordée aux ouvriers en bâtiment de Tourcoing, aux délégués de la C. G. T., aux délégués des fédérations intéressées à la grève, aux délégués des unions syndicales départementales et locales qui ont déclaré la grève.

Les journaux du 27 et du 28 août montrent que la grève se poursuit en bon ordre, les meetings et les manifestations ne discontinuent pas. Les ouvriers ont un état d'esprit absolument opposé à toute conciliation et cet état d'esprit des ouvriers commence à intimider la bourgeoisie. Sa presse commence à trouver des raisons inattendues en faveur des grévistes.

La „Croix du Nord" du 13 août écrit: „Le prix des denrées a augmenté d'une façon formidable. Il est vrai que ces temps derniers nous profitons de quelques sous de baisse sur le kilo de pain, mais par contre presque tous les autres produits de l'alimentation sont devenus plus chers; pommes de terre, oeufs, beurre, sucre. Dans certains domaines, l'augmentation est assez considérable et les denrées qui renchérissent sont celles justement qui intéressent le plus le budget de la population ouvrière, car cette dernière doit les acheter quotidienement". Les autres journaux constatent de même la croissance parallèle des prix et donnent quelques chiffres précis:

„Le sucre qui coûtait 175 frs. le quintal (100 kilogs) coûte aujourd'hui 256 frs. Le café qui coutait 84 fr. les 50 kilogs., aujourd'hui coûte 110. Le saindoux qui coûtait le 20 juillet 280 fr. les 100 kilogs. coûte aujourd'hui 583. Quant aux légumes frais, leurs prix sont très fermes".

Ces aveux de la presse bourgeoise soulignent, on ne peut mieux, les raisons qui poussent les ouvriers du textile à faire grève.

La lutte des ouvriers français est en plein développement. Elle commence à agir d'une façon favorable sur les ouvriers des pays avoisinants. Ainsi, par exemple, les ouvriers de Gand étaient sur le point d'accepter la baisse des salaires de 3%, mais la grève de leurs frères français leur a donné du courage. Ils ont repoussé l'accord déjà signé par leurs délégués et se sont mis en grève. Il y a 10.000 grévistes.

Nous sommes peut être à la veille d'événements très sérieux.

## Les congrès internationaux.

*Bâtiment.*

Le 22 et le 24 août se tint à Insbrück (Tyrol) le Congrès international du Bâtiment. A cette conférence étaient représentés les ouvriers en Bâtiment de l'Italie, de la Tchéco-Slovaquie, de la Hollande, de la Hongrie, de la Suisse, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Suède et du Luxembourg. Le camarade allemand Bachmann, ouvrier en Bâtiment, devait représenter l'Internationale Syndicale Rouge. En cette qualité de représentant de l'I.S.R., le camarade Bachmann a demandé au président de la conférence Peplow de prendre part aux travaux de la Conférence. Peplow a déclaré catégoriquement qu'il ne le laisserait pas siéger à la conférence et qu'en cas de besoin il aurait recours à la police pour expulser le cam. Bachmann de la salle des séances. Plus tard Peplew déclara au cam. Bachmann que la question de son admission à la conférence serait décidée par cette dernière.

Après le départ du cam. Bachmann Peplow a déclaré la conférence ouverte et a donné la parole pour les allocutions d'ouverture. Ensuite, Peplow a proposé de passer à l'ordre du jour sans avoir soumis la question de l'admission du cam. Bachmann à la décision de l'assemblée.

Cependant, le camarade Qualino, représentant italien et député au Parlement, demanda la parole pour insister sur la nécessité de donner à Bachmann la possibilité de participer aux travaux de la conférence, car il n'est pas seulement représentant de l'Internationale Syndicale Rouge, il représente aussi le Syndicat panrusse du Bâtiment. „Pour le moins, a-t-il dit, faudrait-il lui accorder le droit

d'assister à la conférence avec voix consultative. Cela s'est toujours pratiqué à nos congrès, nous avons admis des représentants des organisations qui n'étaient pas affiliées, comme par exemple Gompers." Peplow lui a répondu que dorénavant il entendait s'en tenir à la lettre des statuts: „n'assistent à la conférence que les représentants des organisations affiliées à la fédération. Le syndicat panrusse du Bâtiment n'est pas membre de notre fédération, et c'est pourquoi cette organisation ne peut pas prendre part aux travaux de notre conférence. Quant à Bachmann, il est représentant de Moscou à Berlin et se trouve en lutte permanente contre l'Union Allemande du Bâtiment."

A la demande du cam. Qualino de laisser le cam. Bachmann participer aux travaux de la Conférence avec voix consultative se sont joints le cam. Graff, représentant du Bâtiment suisse, et le délégué tchéco-slovaque, le cam. Tetenka. Ce dernier a particulièrement insisté sur l'admission du cam. Bachmann parce que les membres de l'organisation qu'il représente sont des partisans de Moscou.

Au contraire, le représentant de la Hollande Achtenberg déclare que dans le cas où le cam. Bachmann serait admis à siéger à ses côtés, il se verrait forcé de quitter la conférence.

Le camarade Qualino a proposé de voter la résolution suivante: „La Conférence constate que le cam. Bachmann n'a pas de mandat de l'organisation russe. Par conséquent, il ne peut participer au congrès qu'en qualité d'hôte. Par là même, la conférence décide que Bachmann peut assister à ses travaux en tant que représentant de l'Internationale Syndicale Rouge."

Au scrutin, la résolution du cam. Qualino a été repoussée. Pour la résolution ont voté les représentants de l'**Italie, de la Tchéco-Slovaquie, de la Suisse.**

Là-dessus, le représentant du syndicat italien a déclaré qu'il se voyait, dans ces conditions, dans l'impossibilité de continuer à participer aux travaux de la conférence. Cependant, il a souligné qu'il n'entrait pas dans sa pensée de rompre définitivement avec l'Internationale du Bâtiment de Hambourg, mais qu'il estimait nécessaire de convoquer, aussitôt que possible, un nouveau congrès international du Bâtiment, auquel toutes les organisations du Bâtiment soient admises.

Après le départ des délégués italiens, Peplow a voulu passer à l'ordre du jour, mais le représentant de la Suisse, le cam. Graff, éleva une protestation très énergique. Il a affirmé qu'il est inutile de continuer les travaux de la conférence, car la question principale de l'ordre du jour est l'émigration des ouvriers en Bâtiment et que cette question touche avant tout le syndicat italien, dont une grande quantité de membres partent pour les travaux de saison. Cette question intéresse d'autant plus les syndicats italiens que toutes les dépenses pour la propagande parmi les ouvriers en Bâtiment émigrants, sont supportées par les cam. italiens.

Après une longue discussion, la conférence a dû constater qu'il était inutile de continuer à siéger.

*Tailleurs de pierre.*

Les séances du Congrès International des tailleurs de pierre ont eu lieu à la même date que celles de la Conférence Internationale du Bâtiment à Innsbrück. La question la plus importante de l'ordre du jour était celle de la fusion avec la Fédération internationale du Bâtiment. Il s'agissait, en substance, de renoncer au proffessionnalisme corporatif pour passer à l'édification syndicale d'industrie, ce qui a soulevé des débats extraordinairement vifs.

Le représentant de la Belgique, Martel, s'est nettement déclaré contre la fusion. A son avis, l'idée de la fusion ne peut naître que dans les petits pays. „Il est nécessaire, dit-il, de se préoccuper d'abord de l'unification des diverses organisations divisées des ouvriers en Bâtiment et, au premier chef, il faut attirer dans l'Internationale l'Angleterre et l'Amérique".

Le représentant de l'Allemagne Sibold, a souligné que les délégués allemands n'ont aucune objection de principe contre la fusion, mais qu'ils estiment que, pour l'heure, l'édification des unions d'industrie est prématurée. L'unification des secrétariats internationaux des ouvriers en Bâtiment et des maçous doit suivre logiquement leur fusion dans les différents pays, comme, lorsqu'on bâtit une maison, on commence par les fondements et non pas par le toit". On ne peut discuter de la question en se mettant au point de vue de l'Italie, de l'Autriche ou d'autres pays.

La majorité des petits pays, l'Italie exceptée, en est venue à la question de la fusion non pas par conviction, mais par besoin. Si la fusion a seulement pour but l'augmentation du nombre des membres sans une acquisation de nouvelles forces, il faut la repousser énergiquement. L'organisation patronale allemande pour la taille des pierres est indépendante. La fusion ne changerait rien au travail pratique de nos camarades pour l'amélioration des conditions d'existence. Il serait donc désirable de renvoyer la décision sur cette question jusqu'à un nouvel examen. L'industrie de la taille des pierres avec ses nombreux groupes corporatifs est une branche d'industrie tout à fait indépendante. Si on parvient à unifier dans les différents pays, où elle est très développée, tous les groupes intéressés, alors évidement sonnera l'heure de la création d'une fédération d'industrie authentique".

Le partisan le plus ardent de la fusion a été le représentant de l'Italie, le cam. Qualino. Il a indiqué qu'en 1903 déjà à Zurich il lui est advenu de défendre l'idée de l'organisation syndicale d'industrie et qu'ensuite, au congrès du parti, à Livourne, on a également adopté le principe de l'organisation des syndicats d'industrie et que des travaux préparatoires dans ce sens ont été déjà effectués. Qualino défend sa thèse de la manière suivante: „Pendant que le capital se concentre de plus en plus, les organisations des ouvriers s'affaiblissent à cause de la division des forces. C'est pourquoi il ne s'agit pas seulement d'avoir des masses faisant un bloc compact lorsque la classe patronale unifiée nous attaque, mais il s'agit aussi d'avoir la possibilité de développer la conscience de classe, la solidarité de classe, et, en général, d'avoir la possibilité d'éduquer les masses dans de grandes organisations syndicales unifiées, car toutes ces choses sont bien plus faciles à faire dans leur sein, que dans celui de petits groupements corporatifs. Les considérations techniques, pratiques, administratives, syndicales enfin, nous poussent à la fusion. Et si cette question n'est pas décidée aujourd'hui, le développement des syndicats dans cette direction n'en sera tout de même pas arrêté".

Le délégué tchèque Legeta s'est associé entièrement aux considérations de Qualino. Il a indiqué toute une série d'avantages de la fusion. Nous n'avons encore rien gagné ou presque rien au particularisme. Les conditions de l'heure et les considérations purement pratiques nous poussent à nous unir à l'Internationale du Bâtiment.

Le représentant de l'Autriche, Müller, se déclare convaincu de la nécessité de l'unification des secrétariats. Quoiqu'il existe des groupements corporatifs dans une série de pays, le mouvement en faveur de la fusion commence à se fortifier. On peut affirmer nettement qu'en ce qui concerne l'Autriche, la fusion avec les ouvriers du bâtiment ne peut comporter que des avantages. Au nombre de ces avantages pratiques le camarade Muller a montré: la diminution des frais et une plus grande unité de direction, une carte syndicale unique, l'unification de la statistique et de la correspondance et enfin des liens internationaux plus étroits.

Ce nonobstant, la résolution de Qualino qui parle de la nécessité de l'organisation d'une fédération d'industrie et de la fusion immédiate du Secrétariat international des tailleurs de pierre avec celui des ouvriers en Bâtiment a été repoussée par 38 voix contre 15.

La majorité, 41 voix contre 11, a été acquise à la résolution suivante de Sibold: „Le 5-ème congrès international de tailleurs de pierre à Innsbrück estime que l'heure n'a pas encore sonné pour la fusion avec l'Internationale du Bâtiment, car cette question n'est pas encore suffisamment mise en lumière dans les différents pays. Les organisations nationales des tailleurs de pierre doivent consulter l'opinion de leurs membres pour le prochaine congrès où cette question devra de nouveau être discutée. Le congrès exprime le souhait de voir les deux internationales travailler la main dans la main afin de rendre possible une unification plus étroite des tailleurs de pierre de tous les pays".

La deuxième question brûlante abordée par le congrès a été celle de l'admission du représentant de l'Internationale Syndicale Rouge. Le cam. Bachmann a fait la tentative de prendre part aux travaux de ce congrès. A la dernière séance, du 22 août, le président Winkler déclara que „le représentant du Parti Communiste Allemand, qui est en même temps représentant de l'Internationale de Moscou, désire assister à la conférence en qualité d'hôte"... Cependant à son avis"

il fallait répondre par un refus, car aucune des deux internationales n'a été invitée à la Conférence et aucune n'y assiste.

Gaussmann, représentant de l'Union Allemande de la Tchéco-Slovaquie, a vivement appuyé le président. „Il faut avoir un courage spécial, a-t-il dit, pour venir ici à l'improviste provoquer des discussions inutiles et nous faire perdre un temps précieux". La conduite de Bachmann, à son avis, est en contradiction avec les règles les plus élémentaires de la politesse. Gaussmann a terminé littérallement ainsi: „Nous n'avons pas invité cet hôte indésirable et c'est pourquoi nul n'est besoin de le laisser entrer ici".

D'un autre côté, le représentant de l'Union Tchèque des tailleurs de pierre, le camarade Legeta, a insisté sur l'admission de Bachmann en déclarant qu'il se refuse à croire que leur union de tailleurs de pierre soit un groupement „noir". Le camarade Qualino a également insisté sur l'admission de Bachmann. Cependant l'admission de Bachmann a été repousée par toutes les voix contre celles des représentants de l'Italie, de la Tchéco-Slovaquie et de la Suisse. Les délégués italiens ont quitté la salle de séances, mais les travaux du congrès touchaient déjà à leur fin. On a adopté une série de résolutions ayant un caractère spécifiquement réformiste. Le siège du Secrétariat International sera en Suisse et Robert Kolb a été de nouveau réélu secrétaire.

*Le Congrès International des Garçons-Coiffeurs.*

Au III-e Congrès International des garçons-coiffeurs qui s'est tenu à Reichenberg du 9 au 11 août ont pris part les représentants du Danemark, de l'Allemagne, de la Finlande, de l'Autriche Allemande, de la Suède, de la Tchéco-Slovaquie et de la France. En tout 13 délégués représentant 17.604 membres.

Le groupement international des garçons-coiffeurs adhère à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et partage ses vues principales. Cependant, les représentants de la Norvège ont soumis à l'examen de la conférence une proposition écrite concernant l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou. De même, le délégué français, le camar. Cordier a prononcé un discours où il a défendu l'adhésion à Moscou. Contre Moscou a parlé le représentant du Danemark, Kristensen, qui a répété sa fastidieuse argumentation sur les tendances destructrices de l'Internationale de Moscou. Au pointage seul Cordier s'est prononcé pour la proposition des Norvégiens. Le représentant de la Finlande s'est abstenu. Tous les autres ont voté la fidélité à l'Internationale d'Amsterdam.

Au secrétariat de la Fédération ont été élus: Etskorn, Kristensen et Motens. Le prochain congrès de l'Internationale des garçons-coiffeurs aura lieu en 1923 à Paris ou à Vienne.

## Dans les Trade-Unions.

Au cours de la dernière période, il y eut en Angleterre toute une série de congrès nationaux. La grande effervescence qui s'est manifestée aux sein des Trade Unions par suite de l'offensive manifeste déclanchée par le capital et surtout à cause de la récente faillite de la Triple Alliance et de l'héroique lutte des mineurs restés isolés dans leur mouvement, ne pouvait pas ne pas avoir une répercussion sur ces congrès.

Au congrès des cheminots anglais, le fauteur principal de la faillite de la Triple Alliance, le secrétaire générale de la fédération des cheminots, John Thomas, a prononcé un grand discours dans lequel il cherchait à justifier sa trahison envers la solidarité ouvrière dans un moment lourd de responsabilités dans l'histoire des Trade-Unions anglaises. Voici ce qu'il a dit en substance.

"Une action de la Triple Alliance dirigée manifestement contre le gouvernement aurait signifié de deux choses l'une: si nous sommes victorieux, nous devenons le gouvernement et... créons la dictature des ouvriers. Dans le cas contraire, si le gouvernement par des moyens énergiques implacables écrase le mouvement, nous subissons une défaite formidable".

Mais l'inspirateur de l'Internationale d'Amsterdam craint moins la défaite des ouvriers que l'instauration de leur dicta-

ture. De cette considération découle toute sa conduite.

Thomas insiste sur ceci: il estimait les risques d'une action générale trop grands et c'est pourquoi tout le témps "il a cherché une voie intérmédiaire". Il estime probablement que la voie de l'entente est une de ces voies-là.

Thomas dit: „J'ai demandé à Hodjess et à Smith en présence de Williams, Gossling et Kremp: y a-t-il une voie intermédiaire quelconque? Conduire dans une impasse, ne signifie pas être un bon leader. Dans tous nos conflits des cheminots, je n'ai jamais permis à la partie adverse ou à qui que ce soit de me mettre par ses manoeuvres dans une situation qui n'offrirait aucune issue. J'ai toujours cherché s'il n'y avait pas une issue convenable quelconque: voilà ce qu'à mon avis signifie être un véritable leader".

En exposant l'histoire du "vendredi noir", Thomas souligne ses efforts de convaincre le Comité Exécutif des mineurs d'entrer encore une fois en pourparlers avec le gouvernement. "Profitez de l'occasion pour conclure une bonne affaire".

En poursuivant l'exposé des motifs qui ont déterminé les hésitations de la Triple Alliance, il dit plus loin: "Je me représente merveilleusement bien la situation des cheminots dans les régions minières, qui habitent côte à côte avec les mineurs et qui sont obligés d'entendre leurs reproches et de se justifier de toutes sortes d'accusations. Je peux parfaitement les comprendre et sympathiser avec eux. Je comprends toute la fausseté de leur situation. Mais je vous prie de vous souvenir que dans une pareille affaire vous devez prendre en considération les intérêts de toute la société dans son ensemble. Les compagnies de chemins de fer et le gouvernement seraient très réjouis d'une grève des ouvriers des transports dans l'atmosphère d'un tel chaos. Il leur aurait suffi d'avoir de leur côté 30% d'ouvriers. Avec ces 30% ils auraient été en état de remporter une victoire complète et, selon toutes les probabilités, les Trade-Unions seraient démolies pour de nombreuses années. Tout homme de bon sens doit comprendre que nous aurions manqué à notre devoir et à nos obligations si nous n'avions pas pensé à cela".

Cependant Thomas ne se rend pas compte que le jour où la Triple Alliance a fait circuler dans les rangs prolétariens le mot d'ordre de la retraite, en abandonnant les mineurs à leur propre sort, a été un jour noir pour le trade-unionisme contemporain. "Nous étions tous littéralement malades et tellement oppressés, dit-il, que nous n'avons même pas pu nous réunir le jour suivant, samedi. Non pas que nous ayons quelque chose sur notre conscience, non pas que nous éprouvions une honte de notre action, mais parce que nous avons tous senti que la classe ouvrière a eu une occasion merveilleuse de s'élever jusqu'à la conscience de sa responsabilité et que cette occasion, elle l'a laissé échapper".

On a présenté au congrès plusieurs résolutions sur le rapport de Thomas.

Au nom de la majorité fidèle à Thomas, Steppelton et Stevenson ont proposé une résolution disant que: "Le Congrès ayant pris connaissance de tous les faits ayant trait à la dernière lutte des mineurs, trouve que le comité exécutif a eu raison de ne pas déclancher la grève des cheminots prévue pour le 15 avril de cette année".

D'un autre côté, le camarade Sherwood a critiqué la conduite des leaders dans un brillant discours. Il a rappelé au congrès que le Congrès Général Extraordinaire qui a eu lieu avant la grève des mineurs avait décidé de soutenir ces derniers par tous les moyens, y compris la complète cessation du travail.

Cette décision a été prise indépendemment de tout ce qui aurait pu arriver en mars. Il n'y eut aucun changement dans la politique de la fédération des mineurs après le Congrès Général Extraordinaire des cheminots et le 15 avril le Comité Exécutif devait agir selon les prescriptions de ce dernier.

"La décision de la Triple Alliance, a dit Sherwood en terminant son discours, a été prise non pas à cause de la conduite de tel ou tel leader des mineurs, mais parce que les leaders de la Triple Alliance se sont effrayés de la grandeur de la cause dont ils avaient assumé la défense. Monsieur Thomas nous en a fait hier l'aveu".

Peterson, en appuyant la résolution de Sherwood, parle de l'état d'esprit des masses des cheminots dans ce vendredi de sinistre mémoire. Il dit: "Je pense que tous seront d'accord avec moi si je

dis que les ouvriers qui devaient jouer un rôle actif dans la grève étaient très préoccupés de la situation le vendredi matin. Tous les membres des organisations voulaient recevoir au plus vite la communication nécessaire. Je pense que le Comité Exécutif se trompe grossièrement en croyant que les lettres et les télégrammes qu'il a reçus témoignent de l'hésitation des masses... J'admets qu'un leader ou que le Comité Exécutif a le droit de défendre ce qui leur semble être une politique juste, mais je leur nie le droit de s'attribuer le monopole de la raison, en fin de compte, c'est la sagesse de la masse, des simples membres de la fédération, qui devait décider."

La motion de Sherwood, qui n'a reçu que 16 voix, dit ce qui suit:

"Le Congrès regrette l'annulation de l'ordre de grève pour le 15 avril. Il n'y avait pour cela aucune raison. La fédération des mineurs n'a pas changé en substance sa tactique et le congrès général extraordinaire des cheminots lui avait promis son appui. Nous exprimons la conviction que la décision de la Triple Alliance a été la cause de l'écroulement du mouvement."

Après le rejet de la motion Sherwood, Stoby et Balfour en ont apporté une autre au nom de l'opposition: „Le Congrès regrette les événements qui ont conduit à l'annulation de l'ordre de grève. Nous sommes convaincus qu'elle a été néfaste non seulement à ceux qu'elle touchait directement, mais aussi à tout le mouvement ouvrier. Nous affirmons que le Comité Exécutif a failli à son devoir par la non convocation d'un Congrès de délégués dans un délai aussi bref que possible pour l'examen de la situation."

Stoby a indiqué que „l'état d'esprit des membres de notre organisation a été profondément ébranlé... Dans notre petite localité, après que nous avons reçu du centre un télégramme révoquant l'ordre de grève, les ouvriers ont insisté sur le déclanchement de la grève malgré les ordres du centre. J'ai eu pas mal de difficultés à les convaincre que cela aurait été une folie. Et depuis, il y a une dépression évidente dans leur état d'esprit."

Cependant, cette résolution a été également repoussée. La résolution de confiance au Comité Exécutif a été adoptée par 60 voix contre 20.

* * *

Au milieu d'août eut lieu la Conférence ordinaire de la Fédération Unifiée du Textile de la Grande-Bretagne, à laquelle ont assisté 200 délégués.

Les débats sur la question des assurances ouvrières, sont très caractéristiques pour l'état d'esprit régnant dans les milieux des ouvriers du Textile anglais. Le secrétaire du syndicat, Cross, a proposé à la conférence un projet d'assurances ouvrières qui consiste en la création d'un fonds commun contre le chômage dont la constitution est réalisée par l'impôt sur les entrepreneurs (75%) et sur les ouvriers (25%). Cross démontrait avec chaleur que les entrepreneurs de l'industrie textile se mettraient facilement d'accord sur l'exécution de ce plan car, pour la constitution de ce fonds, il ne leur faudra pas verser plus de 1% du capital d'avant-guerre engagé dans leurs entreprises. Ils ne feront par de difficultés si l'on prend en considération les bénéfices scandaleux réalisés par cette branche d'industrie pendant la guerre.

Le représentant de Nelson s'est élevé contre un tel procédé de lutte contre le chômage, en indiquant que de pareilles méthodes appliquées par les ouvriers ne peuvent conduire qu'au renforcement du système capitaliste. Ils exigeait l'éducation des ouvriers dans un tout autre esprit, basée sur la négation absolue de toute entente avec le capital et la volonté de réalisation du socialisme.

Par contre, le représentant Jons a adopté le point de vue de Cross, estimant que son plan est la seule démarche pratique capable d'améliorer la condition des chômeurs." Si, a-t-il dit, les ouvriers qui supportent un impôt de 4 pences par semaine ne créent pas un fonds de chômage d'accord avec les entrepreneurs, le fonds du gouvernement, qui conviendrait encore moins aux ouvriers que le fonds commun constitué par eux et les fabricants, sera un très grand fardeau pour la classe ouvrière."

La proposition de Cross a été adoptée après le discours de Tomas Show qui démontrait „éloquemment" que cette proposition „est la seule juste, qu'elle est plus pratique que la proposition faite par

les communistes idéalistes". Il a exprimé l'espoir que dans un avenir rapproché le fonds commun pour les chômeurs de l'industrie textile sera entièrement financé par les fabricants qui devront prendre sur eux toutes les dépenses pour la lutte contre le chômage. Mais pour le moment, à son avis, il faut se contenter de 75%.

Une des questions importantes discutées par la conférence est la question de la fusion de toutes les organisations syndicales de l'industrie du Textile en une fédération unique. A l'heure actuelle, dans cette branche d'industrie, on ne compte pas moins de 9 organisations syndicales dont chacune possède ses propres statuts et ses propres buts. Cela représente évidemment une grande difficulté pour la création d'une organisation puissante unique.

Les délégués qui ont parlé en faveur de la création d'une union unique ont indiqué que cette dernière, tout en englobant les diverses organisations syndicales du textile, leur laissera le droit d'une activité intérieure indépendante et qu'elle n'aura pour but que la constitution d'un bloc propre à opposer à toute action des patrons, dirigée contre une organisation quelconque du Textile, toutes les organisations du Textile.

Le projet de la fondation d'une fédération a soulevé des débats très animés.

Cross a indiqué qu'au cours des derniers pourparlers entre fabricants et ouvriers du textile concernant la réduction des salaires, les fabricants, quoiqu'organisés dans deux organisations différentes, ont montré plus de cohésion dans leur action. Les ouvriers sont venus divisés et faibles, parce qu' organisés dans 9 organisations différentes, dont chacune se prononçait en toute indépendance sur toutes les questions en ne tenant compte que de ses propres particularités. Cross a souligné que l'organisation des patrons sera toujours la partie la plus forte tant que les ouvriers du textile n'auront pas créé un front unique de lutte contre le capital.

La résolution soulignant la nécessité de créer une fédération d'industrie du Textile a été transmise au comité constitutif uuifié du Textile de la Grande-Bretagne, afin que celui-ci en assure l'exécution.

# Organisation des Comités Internationaux de Propagande.

(*Fin.*)

## Les employés.

La Conférence des représentants des employés de Russie, d'Angleterre, d'Autriche, d'Allemagne, de Suisse, de Hongrie, de Grèce, d'Italie, de Roumanie, de France, d'Espagne, de Hollande, d'Arménie, qui a eu lieu les 20-21 et 22 juillet, a jeté les bases de l'union internationale rouge des employés.

Notons quelques faits ressortant des renseignements apportés par les participants de la conférence.

A l'heure actuelle, en Hongrie, les employés ont un état d'esprit nettement révolutionnaire. Les communistes poursuivent avec succès leur travail, surtout parmi les employés techniques. C'est dans les syndicats des commis de magasin qu'ils ont le moins de succès.

En Allemagne, depuis la guerre, les employés s'en viennent dans le mouvement syndical des masses. Toutes les petites organisations „libres" se sont unies aujourd'hui en une „union générale libre" (Afa) qui compte jusqu'à 600.000 membres et qui est entrée dans le groupement général syndical de l'Allemagne. Les autres organisations groupent jusqu'à 150.000 membres. La fraction communiste est très forte dans cette organisation syndicale.

En Angleterre, suivant la communication du camarade Wilkenson, les syndicats des employés de commerce, qui groupent 10.000 employés qualifiés et 80.000 employés non qualifiés, ont un état d'esprit très révolutionnaire. L'organisation réformiste — L'Union Nationale des Ouvriers — n'a que 15.000 membres. L'union Nationale des travailleurs de répartition compte 100.000 membres et est dirigée par des communistes. Cependant, la grosse masse des membres n'a pas un état d'esprit communiste.

En Italie, les syndicats des employés

se distinguent par leur caractère petit-bourgeois. Les syndicats qui font partie de la C. G. T. italienne sont peu nombreux.

En Grèce, en Roumanie, en Hollande, en Espagne, le mouvement syndical parmi les employés est dans un état embryonnaire. Par contre, en Autriche le mouvement syndical parmi les employés est très développé, mais les employés y ont un état d'esprit nettement conservateur et bourgeois. Cependant, aux dernières élections, il y a eu près de 10% d'électeurs communistes.

En France, le mouvement des employés porte un caractère réformiste. Il y a en tout et pour tout 50.000 employés de commerce organisés. La plus forte organisation est l'organisation parisienne.

La conférence a décidé d'organiser un comité international de propagande composé de 7 camarades: deux pour la Russie et un pour chaque pays de l'Europe Occidentale, chargé de diriger le mouvement des employés de tous les pays. Au secrétariat du comité furent élus les camarades Stricovski et Federof (Russie), et le camarade Koritchoner (Autriche). Le siège du Comité International de Propagande des Employés est fixé à Moscou. Est nommé représentant du secrétariat, à Berlin, avec des fonctions exclusivement techniques et d'information, le cam. Jacobi. Dans l'appel aux employés de tous les pays, on remarque le développement graduel dans la conscience des employés de cette idée qu'ils sont très proches du prolétariat physique. Une même lutte, lit-on dans l'appel, un même chômage, de nouveaux impôts, conséquence de la guerre impérialiste, doivent démontrer même aux plus indifférents, que le prolétaire en blouse et le prolétaire en manchettes doivent lutter côte à côte, pour le renversement de la dictature du capital. Il existe déjà des signes visibles que les employés se sont rendu compte de leur situation. Par de grandes démonstrations, des grèves générales, des collisions avec la force armée du pouvoir, les employés de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et de la Roumanie ont démontré leur solidarité dans la lutte libératrice. Non seulement les employés subalternes, mais aussi les techniciens, les spécialistes, les employés de banques et d'assurance et les fonctionnaires de l'Etat, sous la pression de la misère économique, ont reconnu un ennemi dans l'économie capitaliste. De grandes masses restent encore indifférentes. Il nous apparait comme absolument clair que la situation économique les forcera de s'engager dans la voie de la Révolution. Le prolétariat russe a beaucoup perdu du fait que les employés ne se sont pas rendu compte immédiatement de leur situation. Seule, l'expérience de la dictature du prolétariat les a convaincus de la nécessité des nouvelles tâches de réédification de la Russie Soviétiste.

---

## Les Mineurs.

Les travailleurs russes du sous-sol ont entrepris, eux-aussi, l'organisation d'un comité international de propagande, mais le sort a voulu désorganiser l'œuvre entreprise. Un accident tragique a fait périr presque tout le comité. Pendant une excursion d'études dans la province de Toula, le secrétaire du comité Artem (Sergueieff), président du Comité Central du syndicat panrusse du Sous Sol, les camarades Otto Strupatt, Helbrigg, (Allemagne), Constantinof (Bulgarie), Jullet, (Angleterre), Friemann (Australie) ont trouvé la mort, le 24 Juillet, dans une catastrophe de chemin de fer.

Le seul document qu'on ait conservé des travaux de la conférence est un projet d'appel aux ouvriers du sous-sol de tous les pays. Dans cet appel, on souligne la nécessité de poursuivre un travail continu pour unifier les organisations, aujourd'hui divisées, des travailleurs du sous-sol, et de former coûte que coûte une organisation unique. L'expérience de la lutte révolutionnaire des travailleurs du sous-sol de l'Europe Occidentale, ainsi que l'élan unanime dont ont fait montre les mineurs anglais pendant la dernière grève, montrent combien profonde est l'aspiration des masses à l'unité, d'autant plus que les raisons qui séparaient les ouvriers en groupes ennemis ont déjà cessé d'exister depuis longtemps. Seuls, les chefs jaunes cherchent dans les intérêts du capital à soutenir et à ranimer des désaccords qui, depuis longtemps, n'ont plus de raison d'être. De ces considérations surgit la tâche de donner une base solide à l'organisation internationale des syndicats révolutionnaires réunie à Moscou en Juillet. Ce ne sera possible qu'à la condition que les ouvriers révolutionnaires pénètrent dans toutes les organisations syndicales,

et à la condition de créer des comités de mine. Les comités de mine doivent être des organes capables d'entraîner les masses dans la lutte et d'être des écoles de la Révolution.... Au fur et à mesure du développement favorable de leur activité, les comités de mine devront créer de plus forts groupements, jusqu'aux groupements nationaux, lesquels jetteront les bases d'un réel groupement d'industrie des ouvriers du sous-sol, à la place des organisations syndicales existant actuellement. La famille internationale des ouvriers rouges du sous-sol a commencé à se remettre actuellement de sa perte cruelle. De nouveaux camarades sont venus remplacer les camarades morts et continuer leur œuvre. A la Conférence des membres restants du Bureau, on a formé, d'accord avec les représentants du Comité Central du syndicat panrusse du sous-sol, un bureau provisoire du Comité International. Ce bureau sera composé de: Gaye (France), Schwartz, Taillourof (Russie), Watkins (Angleterre), Ibanez (Espagne). Le Bureau provisoire a adressé un appel aux ouvriers du sous-sol de tous les pays, dans lequel, après avoir rendu hommage à la mémoire des camarades disparus, il demande à tous les ouvriers du sous-sol leur concours pour continuer l'œvre commencée. Les syndicats des ouvriers du sous-sol, qui ont adhéré à l'Internationale Rouge, ne tarderont pas évidemment à nommer leurs représentants dans le Bureau Exécutif du Comité International de Propagande.

---

## Les Ouvriers du Textile.

Les ouvriers du textile ont également jeté les bases d'une organisation de leurs forces sur un plan international. Aux conférences convoquées sur l'initiative du Comité Central du syndicat panrusse des ouvriers du textile ont pris part les camarades Ebarz (Allemagne), Ulrich (Suisse), Keklov (Tchéco-Slovaquie), Raxel (Autriche), Schpat (Pologne), Crosby (Amérique).

En Allemagne, suivant le camarade Ebarz, les ouvriers du textile composent la partie la plus opprimée du prolétariat. Dans l'industrie textile il y eut, depuis toujours, beaucoup de femmes et d'enfants; et depuis la guerre l'exploitation de la main d'œuvre féminine et enfantine a pris des proportions colossales. Cependant, aujourd'hui, en corrélation avec des lock-outs, l'état d'esprit révolutionnaire se développe rapidement dans les masses des ouvriers du textile.

En Suisse, une série de grèves, que les jaunes ont fait échouer, a ouvert les yeux des masses sur la conduite de ces derniers. Le représentant de la Tchéco-Slovaquie, Keklof, a exprimé sa conviction que pour le prochain congrès de l'I.S.R. tous les syndicats des ouvriers du textile seront affiliés à l'Internationale Rouge.

En Autriche, le nombre des communistes dans le syndicat n'était naguère que de 200, mais il augmente rapidement.

Le renforcement du mouvement parmi les ouvriers du textile se remarque surtout en Pologne, en corrélation avec la crise qui sévit actuellement et qui entraîne le chômage et la baisse des salaires.

Le représentant du Comité Central du syndicat panrusse des ouvriers du textile, le camarade Lebedef, avait parfaitement raison, en soulignant qu'il y avait incompatibilité entre l'état d'esprit nettement révolutionnaire des grandes masses des ouvriers du textile et la faiblesse de leurs organisations révolutionnaires. Ce fait, a déclaré le camarade Lebedef, a laissé une trace dans la représentation des ouvriers du textile au congrès. Toute une série de pays n'y avaient pas du tout de représentants. Les dirigeants des ouvriers du textile anglais, les partisans de la collaboration de classe, Shaw et Ferner, lors de leur séjour à Moscou avaient promis de prendre toutes les mesures pour faire affilier le syndicat russe à la Fédération Internationale. Cependant, non seulement ils n'ont pas rempli leur promesse, mais il ne nous ont pas avisé à temps de la date et du lieu du prochain congrès du textile. De là, la nécessité pour les ouvriers du textile d'établir une liaison internationale entre les minorités révolutionnaires des syndicats actuels, de faire une propagande active, surtout dans la presse, et de dénoncer inlassablement les réformistes. Les conférences ont eu pour résultat la création d'un Comité International de Propagande des Ouvriers du Textile. Le Comité a élu un bureau où sont entrés deux représentants de la délégation russe, désignés par le Comité Central du syndicat panrusse des ouvriers du textile, et le camarade Ebarz (Allemagne).

Les Travailleurs de l'Aiguille.

Le 14 Juillet a eu lieu la conférence du Comité Central du syndicat panrusse des ouvriers de l'Habillement avec les délégués au Troisième Congrès de l'Internationale Communiste et au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Y ont assisté les délégués d'Allemagne, de France, d'Amérique, de Tchéco-Slovaquie, de Suisse et d'Espagne. La conférence a décidé d'organiser un Bureau International de Propagande et en a fixé le siège à Berlin.

# Partie officielle.

## Message de l'I. S. R. aux ouvriers allemands.

Camarades et frères!

Des journées décisives sont venues une fois de plus pour la classe ouvrière de l'Allemagne. La réaction montre sa véritable figure. Le capital qui règne sans partage dans votre pays passe à l'offensive et vous porte chaque jour de nouveaux et terribles coups. La bourgeoisie mise en faillite par la guerre impérialiste mène une lutte sanglante.

Depuis trois ans, vous cherchez à vous défendre de ses coups. Cependant votre enthousiasme et vos sacrifices ont été vains. Vos dirigeants jaunes vous avaient entrainés dans la guerre désastreuse. Par la force de l'habitude, par manque d'esprit critique, les grandes masses continuent à présent encore à suivre ces hommes, pour lesquels la collaboration de classe est le suprême degré de réalisation sociale. Ce sont eux, ces hommes, qui vous ont trompés jusqu'à présent, qui empêchent aujourd'hui la création d'un front cohérent et unique de la classe ouvrière pour la destruction de la puissance du capital. Ce sont eux qui donnent aux exploiteurs la possibilité de vous vaincre séparément.

Frères ouvriers, songez à ce qui vous reste des conquêtes de la Révolution de novembre. Quels sont les résultats de votre lutte de trois ans contre les patrons et les exploiteurs! A l'heure actuelle, vous vous trouvez en face, une fois de plus, de votre situation désespérée et de votre misère infinie. La crise économique, résultat de la guerre, tient le monde entier dans ses griffes. Messieurs Stinnes et Rathenau, dont les soi-disant socialistes et démocrates sont les fidèles valets, ont cédé l'Allemagne au capitalisme victorieux de l'Entente, qui l'exploite et qui la transforme en colonie. Dans les pays du Nord et dans les pays victorieux commencent à se faire jour des plaintes concernant le change trop bas de l'Allemagne et par suite contre ses salaires trop bas, qui contribuent à l'augmentation de la concurrence. Votre salaire tombe de plus en plus. Mais à côté de cela le coût de la vie augmente toujours de même que les impôts. La situation des chômeurs et de ceux qui travaillent à la demi-journée depuis longtemps déjà est devenue insupportable. Tout cela est le résultat de l'aventure criminelle de votre bourgeoisie. Il lui faut de nouveaux impôts écrasants pour satisfaire les exigences de l'Entente. Les classes possédantes, les junkers et les gros industriels, secondés par les organes gouvernementaux, se soustraient aux impôts et les chargent sur les épaules du consommateur. Leurs biens restent inviolables, pendant que les objets de première nécessité renchérissent par suite des impôts.

Ouvriers d'Allemagne! Vous êtes aux portes d'un hiver qui sera caractérisé par la faim, le froid, les maladies et l'émigration en masse du prolétariat. Le capital en faillite cherche à rétablir sa dimination, sa force et son exploitation au détriment de vos terribles souffrances. C'est contre ces desseins de rapine qu'il vous faut entrer en lutte. La vague puissante de grèves qui déferle en ce moment dans votre pays témoigne de votre réveil et aussi de l'énergie avec laquelle vous êtes décidé à résister à l'offensive du capital. Aujourd'hui, il vous faut concentrer vos forces et passer à une offensive révolutionnaire décidée. Seule la complète destruction du régime bourgeois et l'instauration du pouvoir du prolétariat peut vous sauver d'une mort certaine.

En face du danger il vous faut tendre toutes vos forces dans la lutte. Tout mi-

litant allant au combat, quel'que soit le parti auquel il appartient, est un camarade et un frère. Au front unique de la bourgeoisie, il est nécessaire d'opposer le front unique prolétarien, mais un front de lutte révolutionnaire, et non celui de conversations inutiles et de collaboration de classes. A bas la collaboration des classes! Les mots d'ordre du moment actuel sont la politique de classe et la lutte révolutionnaire.

Prolétaires d'Allemagne! Ouvriers, employés, fonctionnaires!

C'est avec une attention soutenue que l'Internationale Syndicale Rouge suit votre lutte. Nous notons avec satisfaction que les grandes masses des fonctionnaires ont l'intention de prendre place dans les rangs du front prolétarien unique. A vous tous, camarades de lutte, nous envoyons notre salut sincère, fraternel, prolétarien. La tâche historique de l'Internationale Syndicale Rouge est de délivrer les masses des illusions bourgeoises. Elle vous fera sortir de la fausse route réformiste et vous engagera sur la voie de la lutte révolutionnaire. , avec votre pays, tout le prolétariat mondial se prépare à la dans bataille finale.

Pour le Bureau Exécutif de l' I. S. R.

Le Secrétaire Général: *A. Losovsky.*

---

**Aux ouvriers de France.**

(*Radio*).

Cama rades!

La bourgeoisie française, docile au plan du capitalisme international, a pris l'offensive contre la classe ouvrière pour lui arracher les quelques avantages concédés à la suite du grand massacre pour apaiser les grondement de l'indignation populaire.

Profitant du chômage et se basant sur la prétendue baisse des prix, elle essaie de diminuer les salaires. Dans tous les départements, au midi, au centre, au nord, en Alsace, en Lorraine, partout, la classe ouvrière se dresse pour la réalisation d'une même politique. L'Etat agit de même à l'égard des cheminots et employés.

Eh bien, non! La classe ouvrière française ne doit pas subir la diminution des salaires, ni la violation de la journée de huit heures sans qu'une explosion d'indignation et de colère ne la soulève toute entière contre la cynique prétention de ceux qui ont amassé des millions sortis d'entre les montagnes de cadavres et d'un océan de larmes et de douleurs. Elle ne doit pas supporter cette suprême humiliation!

La baisse du coût de la vie, même, si elle était effective, n'est pas une raison pour la diminution des salaires. Cette baisse du prix de certains produits, observée dans certaines régions, ne change en aucune façon la situation générale. La classe ouvrière a le droit de jouir d'une plus grande part de bien-être que celle qui lui a été octroyée jusqu'à présent par ses exploiteurs.

A l'heure actuelle, les ouvriers du textile du Nord de la France sont en grève. Que tous les ouvriers de France considèrent leur cause comme la leur. Toute organisation restée seule contre les forces coalisées de la classe capitaliste est condamnée à l'impuissance. Le salut est dans l'appui de toute la masse ouvrière.

Soyons prêts à la riposte. Soyons prêts, c.à.d. ayons des organisations puissantes et disciplinées; soyons prêts, c.à.d. soyons tous pénétrés de la conscience révolutionnaire de classe, ayons une organisation possédant une vision claire et unique de la ligne de conduite à suivre et qui soit intimement liée à toutes les organisations révolutionnaires des autres pays. Pour avoir cette force l'unité est indispensable. Tout ouvrier doit-être syndiqué quelle que soit son indignation contre la politique de collaboration de classe pratiquée par les dirigeants confédéranx. En aucun cas il ne faut abandonner les organisations syndicales, et les ouvriers sortis en 1920 doivent y rentrer de nouveau et réclamer hautement leurs droits de maîtres. Tous les organes dirigeants doivent incarner la volonté révolutionnaire des ouvriers. A la base des organisations syndicales doit être non pas l'activité des bureaucrates, mais l'action directe des masses. Que le cœur du prolétariat français batte à l'unisson avec celui du prolétariat russe qui, le premier, a renversé le régime capitaliste et qui, au milieu de difficultés inouïes, dans une atmosphère de trahison et de sabotage créée par ses ennemis, cherche notre voie à tous vers un avenir radieux.

L'Internationale Syndicale Rouge est fermement convaincue que les ouvriers français ne feront jamais mentir leurs traditions révolutionnaires. Salut fraternel aux ouvriers du textile qui mènent une lutte acharnée pour la défense de leurs salaires! Salut aux ouvriers des usines de Roubaix qui se sont refusés à la fabrication des grenades destinées à la guerre contre la Russie Soviétiste! Salut au prolétariat des autres villes françaises qui a organisé des démonstrations pour appuyer l'action des grévistes.

Ayez du courage et de l'énergie!

Vive la solidarité internationale des travailleurs!

Vive la Révolution Mondiale!

Pour le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, *le Secrétaire Général: A. Losovsky.*

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. II Вып. 344. Imprimérie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

№ 4 Moscou 1 Octobre 1921.

## L'Internationale Syndicale Rouge contre l'offensive du capital.

(*Aux ouvriers et travailleurs de tous les pays*)

Le capital prend l'offensive sur toute la ligne. Il n'y a actuellement aucun pays au monde, aucune branche d'industrie où les ouvriers ne luttent contre l'offensive de la bourgeoisie. De Stockholm à Tokio, de Paris à Melbourne, partout, les organisations patronales soutenues par tout l'appareil de l'Etat et par les organisations contre-révolutionnaires créées aux frais de ce dernier, tendent tous leurs efforts pour rejeter la classe ouvrière en arrière. La diminution de la journée de travail, la baisse des salaires, l'aggravation générale des conditions du travail, voilà les mots d'ordre de combat de l'ennemi qui s'est mis en branle. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur la carte du monde contemporain pour comprendre toute la puissance de l'offensive déclanchée par le patronat. Chaque jour et chaque heure nous apporte des nouvelles concernant les victoires des entrepreneurs et les défaites des groupes isolés d'ouvriers. Que se passe-t-il actuellement dans le monde? Quelle est l'étendue de cette offensive? Une brève nomenclature schématique des renseignements que nous avons reçus ces derniers temps montre le tableau suivant de la croisade des capitalistes contre les conquêtes élémentaires de la classe ouvrière. Car voici ce qu'on communique par télégraphe ou par radio de tous les coins du monde:

En Amérique, presque partout on réduit le personnel, on baisse les salaires, on augmente la journée de travail. Dans les Etats-Unis, pour les premiers 7 mois de 1921, 4 millions 540.000 ouvriers ont déjà éprouvé l'action offensive du capital. Le gigantesque trust de l'acier, pour la deuxième fois dans le courant de cette année, a baissé les salaires d'un demi-million de prolétaires occupés dans ses usines et les a réduits de 45% en ramenant les salaires des ouvriers non qualifiés aux salaires d'avant-guerre. Deux millions de cheminots ont du se soumettre à la décision de la Chambre des Transports par Chemins de fer, déchirant les contrats entre les ouvriers et les compagnies de chemins de fer. La grève des marins américains de l'Atlantique et des Golfes, provoquée par la réduction des salaires, s'est terminée par la complète victoire des armateurs. Le nombre des chômeurs a atteint un chiffre inoui dans le pays: plus de 6 millions.

L'Angleterre accuse d'une façon plus éclatante encore l'offensive du capital. Il suffit de rappeler la lutte héroïque soutenue naguère par les mineurs. Dans tout le pays les capitalistes cherchent opiniâtrement à baisser les salaires, alors que leurs bénéfices pour 1921, dans nombre de branches d'industrie, ont augmenté comparativement à 1920. Depuis le

début de 1920 jusqu'au mois de mai, 3.600.000 ouvriers ont vu leurs salaires diminuer. Les entrepreneurs ont l'intention de baisser les salaires dans tout le pays dans une proportion de 10 à 35% et en même temps, ils veulent faire travailler les ouvriers 48 heures par semaine au lieu de 44. Les patrons des filatures et des entreprises textiles ont décidé de baisser les salaires dans la proportion formidable de presque une moitié. La question de la réduction des salaires dans l'industrie des constructions navales est également à l'ordre du jour. De même, la situation est très sérieuse aux usines des constructions mécaniques.

La Fédération Nationale des entrepreneurs de l'industrie de constructions mécaniques a proposé à toutes les organisations syndicales de réaliser une baisse des salaires de six shillings pour les ouvriers appointés et de 15 pour les ouvriers travaillant à la pièce, ce qui donne 18 ½% comme baisse moyenne.

En France, la baisse des salaires et l'augmentation de la journée de travail sont appliquées sur toute la ligne. Sur ce terrain les grèves ne discontinuent pas. Actuellement, septembre 1921, il y a une grève générale dans tout le Nord de la France. La revendication unique des grévistes est le maintien des vieilles conditions de travail. Au Havre et à Oran, il y a grève parmi les dockers lock-outés par les entrepreneurs. La grève continue chez les ouvriers en Bâtiment.

Même en Allemagne, où les salaires sont déjà très bas, le patronat déclanche l'offensive sur un très large front. La lutte est surtout opiniâtre chez les ouvriers en Bâtiment. La classe patronale allemande cherche à se mettre d'accord avec les capitalistes tchèques et autrichiens pour appuyer son action. Seuls l'assassinat de Ertzberger et la crise politique que cet évenement a provoqué ont contraint le capital allemand effrayé en présence d'un front prolétarien unique de suspendre son offensive économique.

En Italie, les entrepreneurs de l'industrie textile où travaillent 200.000 ouvriers cherchent à profiter de la crise pour obliger les ouvriers d'accepter des conditions de travail absolument inacceptables. Selon leur projet, la somme totale des salaires sera diminuée de 20%. En attendant, les ouvriers se refusent d'accepter les nouvelles conditions, et on prévoit sur ce terrain une lutte acharnée.

En Autriche, malgré les grèves et les arbitrages „libéraux" du gouvernement, aucun groupe industriel n'a de salaires correspondant si peu que ce soit au coût minimum de la vie.

Même chose en Pologne, où la cherté de la vie augmente avec une rapidité folle. Il y a là-bas un très fort mouvement gréviste. Ce mouvement est le plus fort dans les anciennes provinces allemandes et en particulier parmi les cheminots, les métallurgistes et les ouvriers agricoles.

Les grèves passent par bonds d'un coin du pays à un autre: on dirait des flammes qui se croisent et apparaissent tour à tour, tout comme avant un incendie.

En Hongrie le consortium patronal hongrois a annoncé une baisse des salaires de 30% dans toutes les branches d'industrie. Un très grand chômage facilite au consortium la possibilité d'exécuter cette mesure.

En Tchéco-Slovaquie, les propriétaires de l'industrie métallurgique ont déclaré une baisse des salaires de 10%. Les entrepreneurs cherchent aussi à priver les représentants ouvriers du droit de prendre part aux délibérations concernant l'embauchage ou le renvoi des ouvriers. Les propriétaires des charbonnages essaient de faire supporter tout le poids de la crise par la classe ouvrière et ont déclaré une baisse de salaires de pas moins de 50%.

Dans les pays scandinaves, les entrepreneurs organisent ouvertement la guerre contre la classe ouvrière. Au congrès des entrepreneurs scandinaves à Helsingfors, le vice-président Von Sudow a déclaré que la politique du patronat à l'heure actuelle doit être une politique de salaires. „Les représentants de l'industrie, a-t-il déclaré, doivent s'efforcer de faire échouer le mouvement qui, après la guerre mondiale, sous une forme déclarée ou masquée, a pour but de faire passer la direction des entreprises entre les mains des ouvriers". En Suède, la Confédération patronale a diminué les salaires de 30%. Au Danemark, depuis le 10 octobre 1920 jusqu'en avril 1921, le salaire a baissé pour les ouvriers qualifiés de 48 öre à l'heure et pour les ouvriers non qualifiés de 34 öre à l'heure.

En Hollande, les entrepreneurs de

l'industrie des métaux ont décidé de réduire de 10% les salaires des ouvriers adultes et ceux des mineurs de 20%.

Ce movement s'est propagé également sur les Continents Jaune et Noir. On observe le même tableau au Japon, en Australie, dans les Indes et dans les colonies sud-africaines. Ces faits témoignent éloquemment que nous sommes en face d'une offensive générale. Les entrepreneurs s'empressent de profiter de la crise pour se décharger des pertes subies du fait de la crise économique sur les épaules de la classe ouvrière. La classe ouvrière a perdu plusieurs grandes batailles. Il suffit de rappeler la grève des mineurs anglais. La raison essentielle des échecs réside dans le fait que les ouvriers se laissent battre séparément sans organiser une contre-action générale contre la politique offensive se la classe patronale. La situation s'aggrave encore de ce fait que, même lorsque toute la classe ouvrière d'un pays donné entre en branle, l'armée ouvrière internationale reste inactive et inerte. Lorsque les mineurs anglais luttaient, les cheminots et les ouvriers de transports se sont abstenus. Les mineurs ont été battus, mais après ce sera le tour des ouvriers des transports. Pendant que les mineurs anglais étaient en grève, le charbon allemand était importé en Angleterre. Les mineurs allemands et français travaillaient et de ce fait ils ont brisé la grève héroïque de leurs frères anglais. D'un autre côté, les mineurs anglais ont agi de même lorsque les mineurs d'autres Etats étaient en grève. Cet esprit corporatif et national a nécessairement pour résultat la défaite. A l'heure actuelle, nous assistons à la lutte héroique des ouvriers du Nord de la France. La lutte concentrée dans une seule région ne donnera pas probablement les résultats désirés; tout le reste de la France se tait, les ouvriers des entreprises publiques ne songent même pas à entrer en action, tandis que les ouvriers d'autres nationalités, liés par leurs fédérations internationales, sont rentrés dans leur coquille et ne voient pas que la défaite des ouvriers d'un pays signifie une défaite des ouvriers de tous les pays. Jamais encore une action et une direction internationale unique n'avait pour les intérêts de la classe ouvrière une importance aussi grande. Ce qui se passe actuellement témoigne mieux que tout combien la politique des dirigeants du mouvement syndical est anti ouvrière, contraire à la politique de classe.

En Angleterre, en Amérique et dans les autres pays vainqueurs, le chômage s'est accru d'une façon gigantesque. Il s'accroit pour cette raison que le bon marché de la main-d'œuvre allemande et l'effondrement du change allemand font qu'il est avantageux aux patrons anglais et américains de fermer leurs entreprises en faisant exécuter certaines commandes par les usines allemandes. Ainsi les ouvriers anglais, français et américains qui, d'accord avec leurs exploiteurs, ont crucifié le peuple allemand, paient aujourd'hui leur collaboration de classe par l'augmentation du chômage.

Que font actuellement ceux qui au cours de nombreuses années ont promis la paix sociale, l'amélioration des conditions du travail, la réduction de la journée de travail, etc. par les bons soins de la Société des Nations? Que font tous ces social-réformistes partisans de la collaboration de classes? Où sont ces lieutenants ouvriers de la Société des Nations? Ils continuent leur travail. Aujourd'hui ils cherchent à convaincre la bourgeoisie qu'il ne lui est pas avantageux de prendre l'offensive et de troubler la paix sociale. Mais la bourgeoisie cherche à se débarrasser d'eux et continue son travail. Plus que cela, à l'heure actuelle, l'activité des bandes des briseurs de grèves à la solde des entrepreneurs est plus forte que jamais. Dans nombre de pays (Amérique, Espagne, etc.) on assassine des militants en plein jour, les organisations fascistes de l'Italie continuent leurs „expéditions répressives" contre les organisations ouvrières; la justice bourgeoise continue à sévir, les prisons bourgeoises sont remplies d'ouvriers. Les organisations jaunes et chrétiennes sont devenues encore plus arrogantes. Le monde bourgeois déclanche l'offensive sur un front unique. Ses organisations politiques, économiques, culturelles, religieuses, etc. ont formé un bloc solide luttant contre la classe ouvrière et la révolution. Cependant, le bloc anti-ouvrier, anti-révolutionnaire n'est pas seulement formé d'organisations bourgeoises. La bourgeoisie a su attirer à elle une grande quantité de dirigeants syndicaux qui, avec beaucoup d'enthousiasme et de conviction, étouffent les sentiments révolutionnaires et la conscience révolutionnaire des grandes masses. Lorsque la

bourgeoisie se sentait faible, elle mettait en avant pour défendre ses intérêts ces représentants de malheur de la classe ouvrière. Maintenant qu'elle sent de nouveau toute sa force, elle rejette ses lieutenants ouvriers et se charge toute seule de la répression du prolétariat. La bourgeoisie aime assez voir les leaders ouvriers prêcher la modération aux masses ouvrières, mais il lui est insupportable de se voir rappelés à la modération. Elle passe à l'offensive escomptant sa conscience de classe et sa cohésion et l'inconscience et la désorganisation de la classe ouvrière.

Que faut-il faire dans le grave moment actuel? L'ennemi avance de tous les côtés et la première tâche qui incombe à tout ouvrier, quel que soit le parti politique auquel il appartienne, c'est d'organiser la résistance et de lutter énergiquement contre la moindre tentative des milieux syndicaux dirigeants d'accepter volontairement la baisse des salaires. Les résolutions de protestation ne seront d'aucun secours efficace. Pas un congrès syndical n'a manqué d'adopter des résolutions de ce genre. Les congrès nationaux ont protesté, (Lille, Cardiff, etc.), les congrès internationaux ont protesté (métallurgistes, sous-sol, transport, l'Internationale d'Amsterdam, etc.). Mais on n'est pas plus avancé pour cela. On ne peut pas convaincre la bourgeoisie. Elle ne comprend que lorsqu'on la prend à la gorge. Ainsi donc, lutte sur tout le front, mais dans aucun cas cette lutte ne doit avoir un caractère étroitement corporatif. Dans un pareil cas elle est condamnée d'avance à l'échec. Il faut organiser la contre-action d'accord avec les autres corporations en attirant à soi— c'est l'essentiel—les ouvriers des entreprises d'utilité publique pour forcer la société bourgeoise à sentir tout le sérieux de la résistance. Tout en défendant opiniâtrement les conditions du travail et les salaires, il est nécessaire en même temps de jeter les bases des organisations de self-défense, pour pouvoir lutter contre les bandes et les organisations patronales de briseurs de grève. A la fermeture des entreprises et aux lock-outs, il faut opposer le contrôle sur la production et l'occupation des fabriques et des usines par les ouvriers. Seule une telle mesure énergique exécutée par toute la masse des ouvriers est capable de ramener la bourgeoisie au sentiment de la réalité et de rejeter en arrière ses détachements d'avant-garde. Dans cette lutte, l'unité absolue du front prolétarien est nécessaire. Les ouvriers révolutionnaires n'ont aucun compte personnel à régler avec les ouvriers des partis réformistes affiliés à l'Internationale d'Amsterdam. Ils luttent contre les partis réformistes et les partisans d'Amsterdam parce que ceux-ci font une politique dont le résultat est d'acculer la classe ouvrière dans une impasse. Mais dès que les ouvriers organisés dans les syndicats réformistes affiliés à l'Internationale d'Amsterdam, entrent dans la lutte, le partisan de l'Internationale Rouge est le premier à leur tendre une main fraternelle et à leur dire: „Soyez les bienvenus dans nos rangs pour lutter contre l'ennemi de classe". Fraternité et entente déclarée des ouvriers de toutes tendances pour la lutte offensive et défensive commune, critique impitoyable et conséquante de toute action ayant pour but l'atténuation des contradictions de classe ou le sabotage de la lutte. Au pilori ceux qui volontairement acceptent la baisse des salaires et l'aggravation des conditions du travail! Lutte la main dans la main et avec ceux qui, quelles que soient leurs opinions politiques, sincèrement et en vrais prolétaires vont au combat contre notre ennemi de classe. Pour repousser l'attaque de notre ennemi, les syndicats révolutionnaires doivent prendre sur eux l'initiative de créer des „comités généraux d'action" où entreront toutes les organisations indépendamment de leurs tendances, animées d'un désir réel de lutter contre la baisse des salaires et l'aggravation des conditions du travail. L'entente doit se faire sur le terrain de la lutte, dans aucun cas elle ne doit être réalisée sur le terrain de la collaboration avec les organisations bourgeoises quelles qu'elles soient.

Au pilori les déserteurs de classe-partisans de la collaboration avec la bourgeoisie!

En avant vers la création d'un front unique, puissant, inébranlable contre notre ennemi de classe!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge:

*A. Losovsky*, Secrétaire Général. *Tom Mann* (Angleterre), *Mayer* (Allemagne), *Arlandis* (Espagne), *Andreitchine* (Amérique), *Noguine* (Russie).

# Qui brise l'unité de la classe ouvrière?

Les derniers mois de lutte acharnée contre l'offensive du capital, les congrès internationaux des diverses organisations syndicales permettent de discerner avec une évidence particulière les partisans de l'unité et ceux de la scission de la classe ouvrière. Le fait que le capital attente aux plus élémentaires conditions d'existence des ouvriers aurait dû, semble-t-il, remuer les réformistes les plus endurcis et les faire sortir de leur état de torpeur pour organiser une résistance énergique à la réaction économique actuelle. Cependant, si on examine l'activité des organisations syndicales réformistes, il apparaîtra que dans nombre de pays, elles sont allées volontairement au-devant des concessions, provoquant ainsi la juste indignation de la partie révolutionnaire des ouvriers. Ces concessions volontaires et la tactique de la retraite à tout prix sont les résultats de la politique opportuniste des réformistes et de toute leur façon de comprendre les tâches des syndicats.

Quels ont été les mots d'ordre et quel a été le drapeau dont les organisations syndicales réformistes se sont réclamées dans la période d'après guerre? Qu'ont-elles donné aux ouvriers de chaque pays? Qu'a donné aux ouvriers l'Internationale d'Amsterdam et ses diverses filiales? Leur tâche se ramenait à calmer l'agitation du prolétariat, à ramener de "l'ordre" dans l'anarchie croissante du régime capitaliste, à maintenir de cette façon la solidité de ses bases, et à pousser les ouvriers à collaborer avec la bourgeoisie sur le plan national et international au nom du salut de la société capitaliste.

Est-ce que ce ne sont pas les syndicats allemands qui ont aidé à écraser le mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands? N'est-ce pas eux qui, d'accord avec Krupp et Stinnes, se sont occupés de palabrer vainement sur la socialisation en renforçant ainsi le pouvoir des requins capitalistes? Est-ce que ce ne sont pas les dirigeants de la C. G. T. française qui appelaient journellement la classe ouvrière au calme et qui en même temps usaient les tapis des anti-chambres ministérielles? Qui donc, sinon eux, a saboté le mouvement révolutionnaire chaque fois qu'il prenait une tournure dangereuse pour l'ordre bourgeois? Et les dirigeants des ouvriers des transports anglais n'ont-ils pas déclaré, par l'organe de John Thomas, qu'ils n'avaient pas appuyé les mineurs parce que cet appui aurait menacé la stabilité du gouvernement? Est-ce que les leaders du mouvement syndical anglais ne se sont pas préoccupés tout le temps des marchés pour leur production nationale? C'est ainsi que les réformistes ont agi dans le cadre national; or, sur le plan international ils ont commencé leur activité en participant à l'élaboration du traité de Versailles. Ayant collaboré à l'établissement de cette paix de rapine, ils ont continué leur activité dans le Bureau International du Travail; ils continuent de prendre part aux commissions et aux conférences convoquées par la Société des Nations. Que viennent- ils dire à la face des industriels et des représentants des gouvernements bourgeois? Que proposent-ils aux exploiteurs patentés? De quoi ces messieurs se sont-ils préoccupés au cours de ces dernières années? Un seul souci les dirigait: l'établissement de „rapports normaux", c'est à dire le rétablissement de l'exploitation capitaliste, la stabilisation des cours et en général le rétablissement de l'équilibre capitaliste troublé par la guerre. Ils ne se préoccupent pas des intérêts du socialisme, de l'instauration du pouvoir des travailleurs, ils s'efforcent de rendre éternel le pouvoir des patrons et d'enchaîner les ouvriers pour des dizaines d'années encore au char du capital.

Mais qui donc brise l'unité de la classe ouvrière? Ceux qui veulent en faire une classe sujette de la classe bourgeoise ou bien ceux qui défendent son indépendance révolutionnaire? Si la lutte de classe existe, si elle est l'un des moteurs de l'histoire, celui-là divise la classe ouvrière qui détache ses parties séparées de l'armée générale du prolétariat accomplissant sa tâche historique de lutte pour l'établissement d'un nouveau régime social et qui les jette, ces parties séparées, dans les bras de la bourgeoisie. La lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie peut être comparée à juste titre à la lutte entre deux armées, entre deux mondes. Quel nom donner à ces dirigeants qui

mettent consécutivement tous les détachements de l'armée ouvrière à la disposition de nos ennemis de classe?

Que veut dire „briser l'unité de la classe ouvrière?" Provoquer la scission de la classe ouvrière, la désorganiser, cela signifie justement l'engager dans la voie qui mène à son rapprochement avec la classe ennemie.

Pendant que la lutte de classe s'aggrave, on cherche à convaincre les masses de la possibilité d'une solution paisible de la question; pendant que l'activité et la combativité de la classe bourgeoise augmentent, on continue à bercer la classe ouvrière avec de vieilles chansons; pendant que la bourgeoisie déclanche l'offensive sur un front unique, les dirigeants réformistes cherchent à résoudre toutes les questions à l'amiable, cédant sans combat des positions péniblement conquises. Il est naturel que les masses ouvrières ne peuvent s'engager dans la voie que suit leur ennemi de classe. Et il est naturel aussi qu'il se trouve de gros détachements de la classe ouvrière qui, se rendant bien comte de leurs intérêts, se montrent rebelles à une entente avec la bourgeoisie et restent sur leur position de classe. Ils ne suivent pas et ne peuvent pas suivre des déserteurs.

Qui donc dans ces conditions brise l'unité de la classe ouvrière? Est-ce celui qui passe à la bourgeoisie ou bien celui qui reste sur ses positions de classe? Il est tout à fait évident que celui-là divise la classe ouvrière qui veut l'entraîner dans l'orbite de la politique bourgeoise, qui veut diriger son énergie dans la voie de la paix sociale. qui met à la place de la lutte révolutionnaire la collaboration de classe.

La pratique de la collaboration a pris des formes tellement monstrueuses qu'elle n'a pas pu ne pas remuer profondément les larges masses. Pour étouffer dans sa racine la protestation contre leur politique, les réformistes donnent le mot d'ordre: „Bannissez des syndicats, les ouvriers révolutionnaires"! De telles décisions ont été adoptées par la Centrale allemande des syndicats, par la C. G. T. de France et par toute une série d'autres organisations affiliées à Amsterdam. Au nom de quoi de telles décisions ont-elles été prises? Pourquoi les ouvriers révolutionnaires ne peuvent-ils pas faire partie des organisations syndicales d'Amsterdam? — Parce qu'ils empêchent les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam de collaborer avec la bourgeoisie, parce qu'ils dénoncent cette collaboration et cherchent à engager les organisations ouvrières dans la voie de la lutte de classe.

Et les syndicats révolutionnaires, ont-ils jamais rien fait de semblable? ont-ils exclu de leurs rangs des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers pour délit d'opinion? Non. De tels faits n'ont jamais eu lieu, car les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge sont partisans de l'unité de la classe ouvrière en fait et non en paroles. Pour bien voir où se trouvent les vrais fauteurs de la scission des organisations ouvrières, il suffit de se rappeler les derniers congrés internationaux des diverses organisations syndicales. Le Congrès International des métallurgistes a décidé d'exclure les syndicats russes de l'organisation internationale. Le Congrès International des employés a pris une décision analogue en soulignant que ne peuvent faire partie de l'organisation internationale des employés que ceux qui reconnaissent le credo incarné par l'Internationale d'Amsterdam. De même les ouvriers révolutionnaires russes se trouvent mis hors des organisations internationales par suite des décisions prises aux Congrès International des Cuirs et Peaux, du Bâtiment, des tailleurs de pierre, du Livre.

Ainsi donc, sur l'ordre des dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam, les syndicats russes sont bannis des organisations internationales. Mais quels ont donc été leurs crimes? Pourquoi ne sont-ils pas admis à tous ces congrès? Dans ce travail, dans cette activité dirigée contre les organisations syndicales russes, ce qui saute aux yeux, c'est l'union touchante entre les gouvernements bourgeois et les dirigeants patentés de l'Internationale d'Amsterdam. Le gouvernement suisse arrête la délégation russe des métallurgistes et pendant que les délégués sont en prison, le Congrès les exclut de la Fédération Internationale des Métaux. Les autres gouvernements agissent tout aussi énergiquement contre les représentants des syndicats russes, pendant que du haut de la tribune des différents congrès, les gens d'Amsterdam jettent l'anathème aux syndicats russes, c'est à dire au prolétariat russe.

L'union entre gouvernements bourgeois et dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam est à ce point complète que les dirigeants de certaines organisations syndicales internationales puisent leurs arguments contre les syndicats russes dans les dossiers de la police. Aux dires de Merrheim, le secrétaire International des métallurgistes, Ilg a reçu du gouvernement suisse des renseignements précis lui mandant que les représentants de l'organisation syndicale russe n'étaient venus en Europe que dans un but de propagande, que telle est la condition sine qua non du gouvernement soviétiste et que dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, les délégués seraient arrêtés à leur retour. Cette explication a naturellement convaincu le petit bourgeois Ilg de tout le mal que pouvaient faire les métallurgistes russes.

Nous ne savons pas si les congrès des Cuirs et Peaux, des employés, du Bâtiment, ont eu des renseignements de source aussi indiscutable. Toujours est-il que les représentants des syndicats russes ont été reconnus dangereux et indignes de siéger à côté de ces messieurs de l'Internationale d'Amsterdam.

Qui donc brise l'unité de la classe ouvrière? Les syndicats russes qui ont envoyé leurs délégués anx congrès, délégués qui ont été arrêtés par les gouvernements d'accord avec les gens d'Amsterdam, ou bien les gouvernements bourgeois unis à ces messieurs d'Amsterdam? Ainsi la logique de la collaboration de classe amène les partisans d'Amsterdam à une haine aveugle de tout ce qui est révolutionnaire. Elle les conduit à ce fait qu'ils osent exclure de leurs organisations internationales les syndicats qui les premiers au monde portent sur leurs épaules la plus grande révolution que l'humanité ait connue. Les petits bourgeois retranchés derrière l'Internationale d'Amsterdam cherchent à sauver leur influence chancelante. Ils veulent rester maîtres dans „leur maison". C'est pourquoi ils veulent se prémunir de l'infection révolutionnaire. Iis sont en face d'un dilemme: ou bien capituler, ou bien chercher à se sauver en divisant la classe ouvrière. Telle est la logique implacable des événements. Et sous le couvert des protestations jésuitiques sur l'unité, en réalité ils divisent la classe ouvrière, brisent ses organisations et expulsent aux applaudissements de toute la presse bourgeoise les syndicats russes des fédérations internationales. Cependant, ces messieurs voudraient se justifier aux yeux du prolétariat. C'est pourquoi ils disent qu'ils excluent les syndicats russes parce que ceux-ci appartiennent à l'Internationale Syndicale Rouge, à ce monstre qui ne songe qu'à diviser la prolétariat international. Ces messieurs d'Amsterdam pensent présenter une explication plausible. C'est leur façon de se décharger de leurs propres fautes sur les épaules d'autrui. Eh bien, non! L'Internationale Syndicale Rouge est contre la scission des organisations ouvrières, contre la scission du prolétariat, elle est pour l'unité du front prolétarien. Mais elle est pour l'unité du front ouvrier et non pour le front mélangé ouvrier-patronal.

L'unité de front de la bourgeoisie et du prolétariat se reglant sur la Société des Nations, manœuvrant sous la férule de Lloyd George, Millerand et autres bandits de l'impérialisme, c'est au nom du renforcement de cette unité-là que les gens d'Amsterdam mettent hors la loi les ouvriers révolutionnaires.

Nous lutterons de la façon la plus implacable et la plus absolue contre uu tel front ouvrier-bourgeois. Celui qui se réclame de ce front est ennemi de la classe ouvrière. Nous chercherons à créer un front prolétarien unique avec ceux-la même qui appartiennent à l'Internationale d'Amsterdam à la condition qu'ils mènent une lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Quant aux dirigeants d'Amsterdam, nous leur laissons l'honneur d'être dans les premiers rangs des militants de la collaboration de classe. Nous prenons sur nous la tâche plus modeste et plus pénible d'être dans les premiers rangs non pas pour l'entente avec la bourgeoisie, mais pour la lutte contre elle. Nous appelons les syndicats ouvriers de tous les pays et toutes les organisations ouvrières à la création d'un front unique, à la lutte contre la scission au sein des organisations ouvrières, contre tous ceux qui apportent la perversion bourgeoise dans les milieux ouvriers. Et quand les hypocrites, les cous tords des syndicats réformistes se réclameront devant la masse ouvrière de l'unité de la classe ouvrière, quand pour la mille et unième fois ils

chercheront à prouver que les scissionistes du prolétariat sont en Russie et dans l'Internationale Syndicale Rouge, demandez-leur à brûle-pourpoint: „Pourquoi ont-ils exclu des fédérations internationales les organisations syndicales russes et pourquoi siègent-ils avec les représentants de la Société des Nations? Pourquoi ne veulent-ils pas d'un front unique avec les ouvriers révolutionnaires en lui préférant le front unique avec la bourgeoisie?" A cette question, les faillis de la collaboration de classe ne trouveront rien à répondre, car ce n'est pas celui qui appelle la classe ouvrière à la lutte et qui accentue sa haine contre la bourgeoisie qui la divise, mais celui qui l'appelle à la collaboration, qui subordonne les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie nationale ou internationale, qui pour plaire à la Société des Nations et aux gouvernements bourgeois fait une chasse éhontée aux organisations syndicales révolutionnaires en général et aux organisations syndicales révolutionnaires russes en particulier.

*A. Losovsky.*

# Echos du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

*(Revue de la presse)*

Dans les derniers numéros de l'hebdomadaire anglais – „Communist" la camarade *Ellen Wilkinson* se laisse aller à ses impressions personnelles sur le Congrès International des Syndicats Rouges. Nous reproduisons un extrait de son article assez vaste où elle traite la question principale discutée par le Congrès—celle des rapports entre l'*Internationale Communiste* et l'*Internationale Syndicale Rouge*. Après avoir tracé succintement l'histoire de la création en 1920 du Conseil Provisoire International, de son développement jusqu'à la convocation du Congrès constitutif, elle souligne que „pour se représenter clairement toute la signication de ce Congrès, il est nécessaire de se rendre compte de la différence profonde qui le distingue du Congrès de l'Internationale Communiste. Au Congrès de l'Internationale Communiste ont participé des délégues mandatés par des partis nationaux qui se sont déjà nettement déterminés. Par contre, la convocation du Congrès des Syndicats Rouges avait pour but de concentrer toute l'aile gauche du mouvement syndical, les organisations ayant une forme d'organisation précise, aussi bien que les minorit s syndicales. Le Congrès avait pour but de réunir tous ces groupes, de mettre face à face toutes les tendances pour discuter et, si possible, aplanir et faire disparaître tous les désaccords principiels et tactiques des différentes organisations.

D'une façon générale on pouvait distinguer au Congrès trois groupements principaux: 1) *syndicaliste*, qui désirait la création d'une Internationale Syndicale absolument autonome, qui ne soit liée en aucune façon avec l'Internationale Communiste; 2) *communiste*, qui cherchait à établir une collaboration étroite entre les organisations syndicales et l'Internationale Communiste dans leur lutte commune pour que les deux organisations puissent marcher la main dans la main, vers la victoire finale, et enfin 3) *centriste* représentée surtout par les anglais et les américains (les I. W. W. excepté) qui estimant nécessaire un contact étroit entre les deux Internationales, trouvaient cependant que le travail syndical révolutionnaire aurait plus de succès s'il était fait par une organisation économique nettement séparée de l'organisation politique. Les partisans de ce groupement estimaient que leur point de vue est confirmé par l'expérience de leurs propres pays. Après des débats passionnés on a décidé par une majorité de 285 voix contre 32 que les syndicats rouges devaient conserver une organisation indépendante, mais travailler en contact étroit avec la 3-ème Internationale.

Pour montrer les difficultés que le Congrès a rencontrées dans cette voie, la camarade *Wilkinson* rappelle le message du camarade *Rosmer* aux syndicalistes français et le discours du camarade *Tommasi* qui, comme on sait, a provoqué un désaccord entre ce dernier et les partisans du syndicalisme pur qui „se suffit à lui même".

La camarade *Wilkinson* souligne ensuite que les „délégués ayant une riche expérience révolutionnaire faisaient ressortir nettement ce fait que le gage du succès de toute action est l'unité des efforts au cours de la lutte de toutes les organisations économiques, politiques ou autres".

Que nous apprend, demande la camarade *Wilkinson*, l'expérience de l'Italie où artificiellement, la politique était séparée de l'économie? Lorsque les ouvriers se sont emparés des fabriques et que *Giolitti* s'est vu reprocher le fait de ne pas recourir à l'intervention de la force armée, il a répondu: „Pourquoi voulez-vous que j'envoie les soldats italiens dans les fabriques? Ceci pourrait provoquer des complications très sérieuses et c'est inutile puisque les dirigeants syndicaux eux-mêmes m affirment qu'il s'agit là d'un mouvement économique auquel on ne laissera pas prendre les formes d'une lutte politique? „Les événements ont confirmé la justesse de vue de *Giolitti*".

Dans l'organe de la C. G. T. italienne „*Battaglia Syndicale*" № 30 du 7 août, est publié un article assez intéressant intitulé: „Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge a donné raison à la C. G. T." Cet article est signé par *Mario Guarnieri*, qui est un partisan convaincu de l'adhésion simultanée aux deux Internationales:

„La décision du congrès de Livourne, déclare *Guarnieri*, est bien connue. Pendant que les communistes se prononcent définitivement contre Amsterdam, nous disons que conformément à la tactique professée par les théoriciens du communisme eux-mêmes, nous préférons lutter contre la tendance de l'Internationale d'Amsterdam en adhérant à celle-ci et en cherchant à y attirer toutes les organisations hostiles à la politique de T. Thomas et de Jouhaux. Si le prochain congrès des syndicats affiliés à Moscou confirme la décision d'organiser une nouvelle Internationale séparée de celle d'Amsterdam, la C. G. T. italienne rompre définitivement avec cette dernière, si toutefois ce fait ne va pas à l'encontre de l'entente conclue avec le Parti Socialiste".

Se réclamant du compte-rendu des trois premières séances du congrès, compte-rendu publié par la „Vie Ouvrière", (il n'avait pas d'autres matériaux concernant le congrès à sa disposition), *Guarnieri* déclare. „Il est très important de faire connaître maintenant au prolétariat italien que le dirigeants de la Confédération ont été appelés traîtres seulement parce qu'ils se sont refusés à se séparer immédiatement d'Amsterdam. De même, ils ont été reconnus jaunes seulement parce qu'ils ont voulu rester à Amsterdam pour y renforcer l'opposition".

Chicanant sur les paroles du camarade *Losovsky* qui, dans son premier discours au Congrès avait dit: „Nous devons jeter ici les bases de l'Internationale Syndicale Rouge", *Guarnieri* constate avec satisfaction qu'on a raison en affirmant qu'il n'existe pas encore Internationale Syndicale Rouge, on peut donc attendre et ne pas rompre avec Amsterdam".

*Guarnieri* fait montre du même esprit mesquin en rapportant les paroles de *Rosmer*: „Faut-il conquérir Amsterdam du dedans ou faut-il la quitter — voilà la question à laquelle les organisations ici représentées donneront des réponses diverses. L'expérience de la France, celle en partie de l'Angleterre, d'autres pays, dicte la nécessité de conquérir les vieilles organisations du dedans. Le prolétariat européen attend beaucoup de nous. Il ne faut pas que nous trompions son attente. Il faut que nous puissions unifier toutes les organisations ouvrières sans sacrifier les particularités originales de chacune d'elles".

*Guarnieri* se pose la question: „Est-ce que la question de *Rosmer* ne justifie pas la politique de la C. G. T. Il est clair que si elle avait quitté au préalable l'Internationale d'Amsterdam, la Confédération n'aurait pas pu prendre part à la solution de cette question, s'il faut lutter du dehors ou du dedans. Quand on se trouve dehors, on ne peut pas être en même temps dedans".

L'inconsistance des tentatives de *Guarnieri* de justifier sa position entre deux chaises est tout à fait évidente.

L'organe de *l'Union Libre des Marins* allemands dont les représentants ont participé au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge et qui a toujours milité dans l'opposition de gauche, en répondant dans le № 15 du 15 août à un article publié par le „*Syndicaliste*" (№ 30) écrit:

Le „*Syndicaliste*", en discutant la conduite des délégués espagnols cherche encore une fois à montrer que les camara-

des espagnols qui ont adhéré sans réserves à Moscou n'avaient aucun droit de le faire au nom de l'organisation espagnole. A cela nous pouvons répondre qu'il ne s'agit pas ici de savoir si les délégués espagnols ont le droit de voter pour Moscou ou non. Le fait le plus remarquable, c'est que la majorité des camarades, y compris les syndicalistes, après leur séjour en Russie, s'en retournent dans leur pays avec des vues complètement changées. Et c'est ainsi qu'en Espagne, en France et en Allemagne, on peut rencontrer parmi les syndicalistes les hommes les plus divers: raisonables et déraisonables, sains et malades".

Le journal de l'opposition communiste du syndicat des Ouvriers agricoles d'Allemagne: „*L'ouvrier agricole communiste*" après avoir pris connaissance du compte-rendu complet du Congrès constitutif de l'I. S. R. constate que son premier résultat a été d'avoir exécuté un immense travail de rapprochement entre ouvriers révolutionnaires. Tous les membres, tous les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge doivent faire maintenant leur propagande sur la base des résolutions de ce congrès. Aucun prolétaire qui a reconnu dans l'Internationale d'Amsterdam une force nuisible pour la cause ouvrière, n'ose aujourd'hui créer des obstacles à l'activité de I. S. R. par de nouvelles discussions oiseuses sur les questions définitivement tranchées au Congrès de l'I. S. R. Il faut maintenant s'assimiler entièrement l'esprit des décisions de ce Congrès et militer dans le cadre de son syndicat pour fournir son apport d'énergie dans la lutte d'émancipation prolétarienne".

D'un autre côté, l'organe de la vieille organisation allemande du sous-sol, le „Journal des Mineurs" dans un article intitulé „Les fractions communistes et les syndicats ouvriers", rédigé comme on devine, écrit:

„Le compte-rendu du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge est tellement vide qu'il est difficile d'en tirer quelque chose de cohérent. Ce fait est dû à ce que les tyrans russes tout comme leurs prédécesseurs tsaristes isolent complètement leur pays de toutes les influences du monde extérieur, et soumettent toute la correspondance à la censure. Le Congrès du Parti Communiste à Iéna auquel la question des organisations syndicales a joué un rôle important, nous a montré avec une clarté suffisante de quelle façon les communistes se proposent de conquérir les libres organisations syndicales. La tâche de nos camarades se plaçant sur le terrain de l'activité syndicale pratique est de surveiller attentivement les actes des communistes et de ne pas admettre que notre organisation devienne l'objet des expériences d'utopistes sans expérience, le devoir de tous les syndiqués est de s'opposer à ce que le travail destructeur pénètre profondément dans le sein de l'organisation syndicale. Nos positions sont fermement établies par notre congrès et chacun doit se soumettre aux décisions de celui-ci. Etant donné que la politique des communistes poursuit l'organisation de noyaux fractionnaires et se trouve en contradiction avec toutes nos résolutions, nous devons exclure des syndicats ces éléments nuisibles. Nous devons répandre la décision du Congrès du Parti Communiste allemand à Iéna, relative aux organisations syndicales, pour que nos camarades se rendent bien compte de quelle façon les communistes de Moscou se proposent de travailler"....

„La conduite des communistes nous montre qu'ils se sont donné pour but de passer outre aux statuts des syndicats. De cette façon, ils s'excluent eux-mêmes des organisations syndicales, donc ils doivent être exclus. Les statuts interdisent toute politique de parti à l'intérieur des syndicats, notre Congrès a repoussé avec énergie les tentatives faites dans ce sens par le centre moscovite.

Nous demandons à la direction du syndicat et à ses organes de surveiller attentivement l'exécution de toutes nos décisions. Et comme les communistes se sont exclus eux-mêmes, qu'on les laisse crier dans tout le pays que les fonctionnaires syndicaux détruisent les syndicats".

# Mouvement Ouvrier International.

## Le Congrès International des cuirs et peaux.

Le 9 août se sont ouverts simultanément à Vienne trois Congrès convoqués par la Fédération Internationale des cordonniers, la Fédération Internationale des tanneurs et la Fédération Internationale des bourreliers

et similaires. Le Congrès réunissant le plus grand nombre de représentants et le plus intéressant par ses travaux a été celui des tanneurs. Il s'est ouvert sous la présidence de *Simon*, qui dans son discours d'ouverture a souligné son plaisir particulier de constater qu'au Congrès était représentée toute une série de nouveaux pays et surtout la Russie. Après le discours de *Simon*, le représentant des ouvriers du cuir russes, *Jouséfovitch* prend la parole. Il met le Congrès au courant de l'histoire et de la structure organique du Syndicat panrusse des Cuirs et Peaux. Ce dernier est construit suivant le principe d'industrie et groupe les ouvriers occupés dans toutes les branches de l'industrie du cuir: cordonniers, tanneurs, bourreliers, gantiers et aussi les ouvriers en soie de porc et les fourreurs affiliés récemment au syndicat. Il était toujours étranger à toute idéologie d'opportunisme et de libéralisme ouvrier et s'est toujours inspiré dans son travail du marxisme révolutionnaire conséquent. Dans les journées d'octobre, le syndicat a pris une part active à la lutte révolutionnaire. Le cam. *Jouséfovitch* établit que la proposition du syndicat panrusse adressée à *Simon, Mahler*, et *Sazenbach* au sujet de la convocation d'un Congrès extraordinaire pour trancher les deux questions essentielles, à savoir: la création d'une fédération internationale unique et la solution du problème: Moscou ou Amsterdam, était restée sans réponse. Pour conclure, le cam. *Jouséfovitch* s'arrête sur la tactique réformiste des trois secrétariats internationaux existants et après avoir indiqué les jalons d'une politique principielle et pratique, il exprime l'espoir que le Congrès rompra avec la politique de la paix sociale et de la collaboration avec la bourgeoisie et s'engagera dans la voie d'une lutte révolutionnaire de classe conséquente.

Après le discours de *Jouséfovitch*, on propose d'accorder à la délégation russe le droit de participer au congrès en qualité d'hôtes. En même temps, on stipule que la délégation russe n'a pas le droit de prendre la parole sur les questions à l'ordre du jour, faire des déclarations écrites ou verbales, proposer des protestations, résolutions, etc.

On élit *Simon* et *Roux* au Bureau du Congrès. *Poolton*, délégué anglais (l'opposition de droite du Congrès), se refuse de faire partie du Bureau. On élit au secrétariat: *Meller* (Autriche) et *Guillings* (Belgique).

Le travail organique du Congrès commence par le rapport de Simon sur l'activité du Secrétariat International. Dans son rapport *Simon* indique le travail fait pour l'affermissement des liaisons et la reconstruction de la Fédération Internationale. On a réussi d'entrer en rapports avec l'Espagne et l'Italie. Par contre, on n'a pas réussi à établir de liaison avec la Bulgarie et la Yougo-Slavie. Avec la Russie, les relations postales sont également très difficiles. On n'a reçu aucune communication de la part du syndicat américain. *Simon* rejette énergiquement toutes les suspicions et toutes les accusations du syndicat russe. Pour conclure il s'arrête sur les publications éditées par le Secrétariat International.

Malgré la protestation de la délégation anglaise on accorde la parole au cam. *Jouséfovitch*. A ce sujet les anglais déclarent que la délégation russe terrorise le Congrès et essaye de lui dicter les conditions de Moscou.

Le cam. *Jouséfovitch* indique que le Secrétariat International n'a rien fait pour entrer en relations avec les ouvriers russes. La proposition du syndicat russe ne pouvait pas être ignorée de *Simon, Mahler* et *Sazenbach*, car elle avait été publiée par toute la presse. Le Secrétariat International a pratiqué la politique de collaboration avec la bourgeoisie. Il ne pouvait avoir une politique de classe conséquente, car il était lié avec l'Internationale d'Amsterdam et le Bureau du Travail auprès de la Ligue des Nations. Le Secrétariat International n'a rien entrepris dans le domaine de la défense du prolétariat russe enserré par les griffes de fer du blocus de l'Entente. Il n'a rien fait non plus pour la défense du prolétariat hongrois gémissant sous la réaction contre-révolutionnaire, il n'a pas élevé une voix de protestation contre les persécutions des organisations syndicales et la terreur blanche en Yougo-Slavie. Nous devons créer, dit le cam. *Jouséfovitch*, une fédération internationale qui pratique non pas la politique de la paix des classes, mais la politique de classe conséquente ayant pour but la défense des intérêts vitaux des ouvriers, la destruction de tout le système de la production capitaliste et la victoire du socialisme. Pour

conclure il propose au Congrès de donner un vote de méfiance à toute la politique et à l'activité pratique du secrétariat.

Dans son discours de conclusion *Simon* repousse les considérations du cam. *Jouséfovitch*. En 1912 encore il a cherché, mais en vain, d'entrer en rapports avec les ouvriers russes. Les propositions du syndicat panrusse du cuir ne lui étaient pas connues. Il dit qu'il ne peut pas lire tous les journaux. Il trouve qu'une politique opportuniste est pratiquée non par lui, mais par les ouvriers russes. Est-il possible que *Jouséfovitch* ignore tous les actes des organisations syndicales de l'Europe Occidentale pour empêcher le transport des armes en Pologne? Est-il possible qu'il n'ait aucune connaissance de l'appel au sujet du blocus de *Horty*? Ils ont tout fait pour aider le prolétariat russe. Les membres des organisations syndicales ont rempli tout leur devoir en Autriche, en Allemagne et dans les autres pays. Si le cam. *Jouséfovitch* connaissait les conditions de l'Europe Occidentale, il ne répéterait pas ses accusations.

Pendant la suspension de la séance, le cam. *Jouséfovitch* a pris la parole au Congrès des Ouvriers en Peaux. Le secrétaire international *Mahler* hésitait longtemps à lui accorder la parole, mais après la protestation du cam. *Fischer*, celle-ci lui a été accordée.

A la reprise de la séance, le Congrès passe à la discussion de la question concernant l'organisation d'une Fédération Internationale unique.

Le rapporteur *Roux* (France) souligne toute l'importance de la fusion et communique que les Congrès, siégeant actuellement, des tanneurs et bourreliers, se sont déjà prononcés pour la fusion.

*Smith* (Angleterre) indique que cette question doit être abordée avec beaucoup de circonspection. Il existe parmi les ouvriers du cuir d'Angleterre 50 organisations indépendantes. En conséquence, il se prononce contre la fusion.

En réponse à cette considération *Roux* indique qu'on doit mettre un terme à la division au sein des ouvriers et cela en raison des tâches incombant actuellement à la classe ouvrière.

*Glohr* (Suisse, représentant de la minorité), après un bref discours dans lequel il apporte des raisons dictant la fusion, propose une résolution qui indique entre autres que la date de la fusion doit être au plus tard le 15 septembre de cette année. En même temps il est nécessaire de faire la fusion suivant le principe d'industrie dans chaque pays en particulier, cette fusion est dictée par les conditions objectives et les tâches du mouvement syndical. Le Congrès doit appeler à cette fusion les organisations nationales.

*Simon* se refuse de soumettre cette résolution au vote et comme raison de son refus indique qu'elle n'a pas été présentée au préalable au Bureau du Congrès et qu'elle n'est pas traduite en français et en anglais. Il souligne que personnellement il est par principe, pour les syndicats d'industrie, mais néanmoins, il tient compte des conditions réelles qui n'autorisent pas cette fusion. La fusion des trois fédérations internationales n'impose nullement l'obligation d'organiser toujours dans chaque pays des syndicats d'industrie. Ceci doit être laissé au développement objectif du mouvement même.

La résolution de *Glohr* est rapportée pour être tranchée par le Congrès unifié des cordonniers, tanneurs et bourreliers. Ce Congrès unifié s'ouvre le 10 août. On élit au Bureau: *Simon*, *Mahler* et *Sazenbach*. Le Secrétariat est composé de *Ghellings* (Belgique), *Larsen* (Danemark), *Geltermann* (Allemagne) et *Meller* (Autriche). Dans la Commission des mandats on élit les représentants de l'Allemagne, de la France, de la Tchéco-Slovaquie et de la Scandinavie.

*Glohr* propose d'apporter quelques changements à l'ordre du jour primitivement fixé. Il estime qu'il faut avant tout trancher la question de l'adhésion à la Fédération Internationale de nouveaux pays dont les représentants assistent au Congrès. *Simon* s'y oppose très nettement après quoi l'ordre du jour est adopté tel quel.

Le Congrès entend le rapport de *Simon*: "L'économie mondiale et la crise internationale". Le rapporteur indique que la cause principale de la crise mondiale est le traité de Versailles et les conséquences qui en découlent. L'Entente cherche à se rembourser sur l'Allemagne de toutes les dépenses militaires et de tous les frais provoqués par la reconstruction de l'économie. Ceci accentue la crise qui est surtout sensible pour les ouvriers. Cette politique a sa répercussion non seulement en Allemagne, mais elle provoque la dépression dans les autres pays éga-

lement. Le chômage croît dans tous les pays, surtout en Allemagne, mais dans les autres pays il augmente aussi sensiblement. La concurrence allemande sur le marché mondial augmente à mesure que le change allemand baisse. L'Internationale d'Amsterdam a établi que le problème de la reconstitution des forces productrices n'est possible qu'avec la collaboration et l'entr'aide mutuelle de tous les peuples. On ne peut pas y parvenir par les méthodes capitalistes, car les capitalistes ne voient que les bénéfices. Ce n'est que lorsque le système capitaliste sera détruit et que la production socialiste sera établie que la renaissance sera possible.

Le cam. *Jouséfovich* prend le premier la parole sur ce rapport. Il indique que la crise actuelle n'est pas une crise provisoire et passagère, mais témoigne au contraire de la complète faillite de tout le système de la production capitaliste. Les diverses manifestations d'amélioration de la conjoncture économique ne témoignent point de la liquidation réelle de la crise, mais ne sont que des manifestations provisoires. Le cam. *Jouséfovitch*, preuves en main, établit toute l'inconsistance de la politique opportuniste et de celle des dirigeants du mouvement professionnel à la tête duquel se trouve Amsterdam et qui présente comme une panacée la socialisation de l'industrie tout en conservant les bases du système capitaliste. Le cam. *Jouséfovitch* s'arrête, pour appuyer ces considérations, sur les différents moments et les différentes manifestations de cette politique dans nombre de pays. Les mots d'ordre de la socialisation en présence de la conservation du système capitaliste et du pouvoir politique bourgeois sont ou bien une utopie naïve, ou bien une tromperie consciente des ouvriers. Les conditions objectives créées actuellement dans toute l'Europe, l'accentuation des contradictions de classe, l'accentuation de la lutte sociale, l'offensive du capital et la réaction, mettent nettement devant la classe ouvrière la question d'un changement radical du régime social. Il n'existe qu'une possibilité de résoudre le problème de la crise mondiale — c'est la lutte énergique sous le pavillon de la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

*Roux* (France) établit que seul le militarisme a permis aux impérialistes de dicter les conditions du traité de paix. C'est pourquoi il est nécessaire de concentrer tous les efforts contre le militarisme. Il propose une résolution dans laquelle on proteste contre le traité de paix et l'impérialisme et où l'on propose d'entamer une campagne contre la guerre. Le Congrès doit déclarer que pour prévenir la guerre mondiale la grève générale est indispensable. Ces considérations doivent se trouver à la base de l'activité de l'Internationale d'Amsterdam.

*Poolton* (Angleterre) exprime son étonnement de voir les questions politiques discutées à un Congrès syndical. Il vaut mieux parler des salaires et des conditions du travail et aussi des possibilités de stabilisation du change. Il proteste contre la tentative de certains délégués d'apporter la scission au sein du mouvement syndical.

*Fischer* (Allemagne) au nom de la minorité révolutionnaire propose une résolution sur la question discutée. Dans cette résolution on appelle le prolétariat à la cohésion et à la lutte pour la complète destruction du système de production capitaliste. Il n'y a pas d'autre issue à la crise, dit la résolution, que la révolution sociale.

*Simon* propose de faire concorder la résolution de *Roux*, *Fischer* et la sienne. *Fischer* proteste en déclarant qu'il ne consent à aucune résolution de compromis, car un compromis est impossible.

*Dmitrof* (Bulgarie) en répondant à *Simon* constate que la crise mondiale n'est pas seulement due à l'égoïsme des capitalistes, comme le croit *Simon*, mais qu'elle est la conséquence naturelle du fait même de l'existence du système capitaliste qui est entré dans une phase de faillite. En ce qui concerne les attaques de *Simon* envers le prolétariat russe, le cam. *Dmitrof* déclare que si ce dernier fait actuellement des concessions à la bourgeoisie sous la forme des concessions d'entreprises etc., ce sont les circonstances objectives qui le forcent d'agir ainsi et d'ailleurs la faute en incombe entièrement aux dirigeants opportuniste du mouvement syndical qui non seulement n'aident pas la Russie Soviétiste, mais en réalité aident la bourgeoisie à retarder l'heure de sa banqueroute totale.

Au pointage la résolution *Fischer* est repoussée.

Au nom de la minorité révolutionnaire

on propose une résolution de protestation contre le terreur en Hongrie et en Yougo-Slavie et aussi un appel au secours de la Russie Soviétiste. La délégation hongroise demande de ne pas adopter la résolution contre la terreur blanche en Hongrie, car une telle protestation pourrait avoir pour conséquence les répressions du gouvernement à l'égard de la délégation hongroise. *Simon* se range à ces considération. Le Congrès décide de ne pas adopter de résolution sur la Hongrie. La résolution de protestation contre la terreur blanche en Yougo-Slavie est adoptée avec les amendements de *Simon*.

*Simon* présente un rapport sur la question: „Les tâches de la Fédération Internationale". Avant la guerre, les organisation syndicales s'occupaient des question concernant la situation matérielle des ouvriers. La guerre et ses conséquences ont obligé les syndicats de s'occuper également des questions politiques. Le mouvement socialiste s'est divisé à cause des désaccords sur la politique pendant la guerre et aussi à cause des divergences de lutte sur la question de la dictature de Moscou. Les syndicats ne sauront remplir leurs tâches que lorsque le prolétariat sera uni. Les fondateurs de l'Internationale Syndicale Rouge poursuivent des buts scissionistes. On ne peut pas appeler traîtres les vieux militants qui ont été persécutés du temps des lois contre les socialistes. Les organisations syndicales doivent rester des organisations des masses et grouper tous les ouvriers sans distinction, quelles que soient leurs opinions politiques ou réligieuses. Les méthodes communistes au sein des organisations syndicales auraient pour résultat la subordination de ces dernières à la dictature du parti. La politique de l'Internationale Syndicale Rouge signifie la politique des scissions. Nous restons à Amsterdam seulement parce que nous voulons conserver l'unité et la cohésion ainsi que la valeur combative des organisations syndicales. Moscou ne conduit pas à la lutte de classe, mais à une guerre fratricide. Sur ce rapport *Mahler* propose au Congrès d'adopter une résolution dans laquelle on établit que conformément à la décision d'Amsterdam ne peuvent appartenir à la Fédération Internationale que les organisations affiliées à une seule Internationale Syndicale. Dans la résolution on caractérise défavorablement l'activité de l'Internationale Syndicale de Moscou et on souligne que la Fédération Internationale des ouvriers des Cuirs et Peaux conserve la fidélité à Amsterdam.

*Mayat* (Paris) prononce un discours très vif contre cette résolution. De son côté *Roux* déclare que la majorité de la délégation française votera pour Amsterdam.

*Cinder* (Suisse) propose la résolution suivante: „Le Congrès estime que la tâche principale de la Fédération Internationale des Cuirs et Peaux est la socialisation énergique conséquente et complète de la production et de la répartition; la légalisation de l'institut des comités d'usine investis des droits d'un large contrôle sur la production; la conservation coûte que coûte de la journée de huit heures dans tous les pays; le développement de la législation sociale et politique; le développement de la législation concernant l'assurance contre le chômage; et enfin l'unification de tous les ouvriers de l'industrie du cuir et de la chaussure dans chaque pays en une seule organisation syndicale d'industrie. Le Congrès appelle à l'accomplissement de ces tâches aussi bien le secrétariat international que tous les syndicats des cuirs et peaux affiliés à la Fédération.

La parole sur le rapport de *Simon* est accordée au cam. *Jousefovitch*. On propose de limiter le temps de cet orateur à cinq minutes.

*Matwitch* (Allemagne) au nom de la minorité revolutionnaire du Congrès proteste vivement contre cette proposition et demande la stricte observation du règlement. *Roux* (France) proteste également avec indignation et propose de donner au représentant russe tout le temps qu'il lui conviendra de prendre. Comme résultat de la discussion et sous la forme d'un compromis on accorde au cam. *Jouséfovitch* 15 minutes.

Dans son discours le cam. *Jousefovitch* indique entre autres que toute la politique de la bureaucratie syndicale ne s'inspire pas des soucis la lutte, mais de ceux de la conservation du capitalisme. de l'atténuation des contradictions de classe et tend à endormir l'énergie combative du prolétariat. Il souligne la trahison des dirigeants, G. Thomas en tête, pendant la grève des mineurs anglais. Il s'arrête également sur la poiitique des

organisations syndicales, pendant la guerre quand les syndicats sont devenus des porteurs directs de l'idéologie impérialiste bourgeoise et se sont chargés d'obscurcir la conscience des masses ouvrières.

Ensuite le cam. *Jouséfovitch* déclare que la minorité révolutionnaire du Congrès est un adversaire décidé de toute scission. Non pas la scission des syndicats, mais leur conquête du dedans, tel est le mot d'ordre de combat des éléments révolutionnaires du mouvement syndical.

La parole pour la réplique est accordée ensuite au secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam, *Fimmen* qui salue le Congrès "au nom de 27 millions d'ouvriers organisés". L'Internationale de Moscou, dit-il, c'est une tromperie. Ceux qu'on appelle les dirigeants jaunes ont défendu la Russie contre toutes les attaques et l'Internationale Jaune a appelé le prolétariat mondial à empêcher le transport d'armes en Pologne. Moscou apporte la scission dans le mouvement syndical. Si Moscou ne veut pas de scission, pourquoi les syndicats russes ne se sont-ils pas affiliés à Amsterdam? La proposition faite aux syndicats russes d'adhérer à Amsterdam a été repoussée par ces derniers.

A la majorité de toutes les voix contre 6 (quatre délégations n'avaient pas droit à une voix délibérative) on a adopté la résolution de fidélité à Amsterdam, proposée par *Mahler*. *Simon* fut élu Secrétaire International. Dans la commission auprès du secrétariat international sont entrés: *Poulton* (Angleterre), *Roux* (France), *Lex-Blum*, *Mahler* (Allemagne), *Larsen* (Danemark), *Vessel* (Tchéco-Slovaquie).

## Un meeting international des ouvriers du Cuir à Vienne.

Le 9 août a été convoqué à Vienne dans la salle de la Maison du Peuple à Ottakring un meeting international auquel ont pris la parole les délégués du Congrès International des cordonniers, tanneurs, bourreliers et autres professions similaires qui siégeait en ce moment à Vienne. Le meeting a été ouvert par le chant de l'Internationale sous la présidence du représentant du syndicat autrichien des cordonniers et tanneurs Meller.

Le premier orateur a été le délégué français Roux qui dans son discours a indiqué les tâches importantes que le congrès était appelé à résoudre. Le congrès aurait dû être convoqué déjà en 1916, mais la guerre mondiale en a empêché la convocation. Les mots d'ordre de combat des ouvriers français des Cuirs et Peaux sont la lutte contre le militarisme, pour les comités d'usine, l'organisation de la défense des ouvriers en présence de l'offensive du capital. Les ouvriers français des cuirs et peaux comptent dans leur lutte sur l'appui de l'Internationale des Cuirs et Peaux.

Le délégué anglais Pulton a tracé le tableau de la croissance rapide du chômage. En secours de chômage seulement, le syndicat anglais des cuirs et peaux a dépensé 142.000 livres sterling. Un autre délégué anglais, Smith a parlé sur le même thème et a indiqué qu'en argent autrichien la somme dépensée par le syndicat en secours aux chômeurs est de 366 millions de couronnes. La situation des ouvriers anglais devient extrêmement pénible et ils ne peuvent espérer sortir de l'impasse qu'au moyen d'une défense organisée de leurs intérêts.

Le délégué danois Enson s'est également arrêté longuement au cours de son discours sur la question de la croissance du chômage. Les 80% des ouvriers danois des cuirs et peaux chôment. Une des causes de la crise est le change extraordinairement élevé du Danemark. Deux cents couronnes danoises représentent 36.000 couronnes autrichiennes. La tâche principale des syndicats danois à l'heure actuelle est la lutte pour la journée de huit heures.

Ensuite prend la parole le représentant du syndicat national Russe des Cuirs et Peaux, le camarade Youzéfovitch. Il est accueilli par une ovation. Les applaudissements éclatent, et de divers coins de l'assemblée partent les cris: „Vive la Russie des Soviets, vive le prolétariat russe, à bas les ennemis de la Russie, à bas les bandits de l'Entente!" Le camarade Youzéfovitch salue chaleureusement le prolétariat organisé de tous les pays et en particulier le prolétariat autrichien. Pour la première fois les ou-

vriers russes ont la possibilité de participer à un congrès international et d'entrer en relations directes avec les grandes masses ouvrières de l'Europe Occidentale. Le syndicat national russe des Cuirs et Peaux a célébré il n'y a pas bien longtemps le jubilé de sa 25-ème année d'existence. Jusqu'à la révolution de février, il avait existé clandestinement et ce n'est qu'après la révolution qu'il a pu donner libre cours à son activité. Les ouvriers russes des cuirs et peaux marchaient toujours la main dans la main avec le parti politique de la classe ouvrière et étaient toujours éloignés de tout opportunisme. Les ouvriers russes du Cuir ont été parmi les premiers à accourir aux barricades lors de la révolution d'octobre et nombreux sont les membres du syndicat tombés pour la Révolution. Ils sont toujours prêts à lutter pour les grands buts de l'émancipation prolétarienne. A l'heure actuelle, l'ouvrier russe traverse d s jours pénibles. Une nouvelle calamité a frappé les ouvriers exténués et affamés: la sécheresse et la faim dans les régions de la Volga. Les ennemis de la classe ouvrière, les impérialistes de l'Entente triomphent et préparent une nouvelle intervention en Russie Soviétiste, espérant cette fois l'étouffer. Cependant leurs espoirs et leurs efforts seront vains. Les masses laborieuses de la Russie ne sont plus seules dans la lutte. Les machinations de l'Entente se briseront non seulement contre la poitrine d'acier du prolét tariat russe, mais elles rencontreron aussi une résistance décidée de la part du prolétariat international. La destruction et la défaite du Pouvoir Soviétiste en Russie aurait porté un coup mortel à tout le prolétariat international et aurait consacré pour de nombreuses années la réaction mondiale la plus noire. Mais le prolétariat de l'Europe Occidentale ne permettra pas cette nouvelle intervention et y répondra par une action révolutionnaire des masses. „Au secours de la Russie Soviétiste!" Vive la solidarité ouvrière internationale. Une salve d'applaudissements a montré que la sympathie de l'assemblée était du côté des ouvriers russes.

Le délégué de la Tchéco-Slovaquie Dvorjak trace le tableau de l'offensive capitaliste et parle de lock-outs en masses et des renvois d'ouvriers. Les ouvriers tchéco-slovaques sont divisés et leurs ennemis en profitent. Le secrétaire de l'Internationale des ouvriers des cuirs et peaux Meller communique la décision du congrès de créer un seul secrétariat international à la place des trois secrétariats existants. Ensuite l'orateur s'arrête sur le formidable chômage parmi les ouvriers des cuirs et peaux d'Allemagne et d'Autriche. Sa cause est le bas cours du mark et de la couronne qui déterminent un niveau très bas de la production.

Le secrétaire de l'Internationale des cordonniers Simon parle de la prochaine aggravation de la conjoncture économique. En s'arrêtant sur le discours du camarade Youzéfovitch, il dit que son appel au secours des affamés aura une grande répercussion parmi les ouvriers des cuirs et peaux de l'Occident. Le fait qu'aujourd'hui nous voyons à notre congrès les représentants des anciens pays ennemis témoigne que pour le prolétariat il n'existe pas de poteaux-frontières. Par delà les frontières, nous tendons la main à nos frères et disons: „Prenez la main que nous vons tendons et luttez avec nous jusqu'à la complète abolition du capitalisme, pour la société socialiste."

Peu avant la clôture du meeting, le représentant de la fraction communiste, le camarade Kastler propose une résolution de sympathie pour la Russie Soviétiste et les secours aux affamés. Mais ici il s'est passé quelque chose de tout à fait inattendu. Le président de l'assemblée Meller a fait disparaître la motion reçue et malgré toutes les protestations n'a pas voulu en donner lecture. Il a levé le meeting et s'est éloigné rapidement accompagné de tous ses amis. Cette conduite indigne du bureaucrate syndical endurci, a provoqué une tempête d'indignation chez les assistants. Le camarade Kastler déclara que le meeting continait, il prononça un discours enflammé de protestation en dénonçant l'hypocrisie de la bureaucratie syndicale obligée sous la pression des masses d'appeler en paroles au secours de la Russie, mais sabotant en réalité toute action de secours. Cela est compréhensible, car ils détestent profondément la Russie Soviétiste et les grandes tentatives du prolétariat russe. L'assemblée se sépare aux cris de: „Vive la Révolution Russe! Vive la Révolution mondiale!"

## Le 8-ème Congrès International du Livre à Vienne.

Le 8-ème Congrès International du Livre s'est tenu à Vienne dans le commencement de septembre. On a pu observer à ce Congrès le même tableau qu'aux autres congrès internationaux ouvriers tenus récemment. Outre de petites questions, à l'ordre du jour se trouvaient les problèmes essentiels qui constituent les points les plus intéressants envisagés par le prolétariat du monde entier. La lutte pour Moscou ou pour Amsterdam, pour l'adhésion à l'I. S. R. ou à l'Internationale Jaune d'Amsterdam, l'attitude à observer à l'égard de la Russie et de ses syndicats révolutionnaires, la structure du front de lutte prolétarien dans le cadre national et international (organisation d'industrie ou organisation de métier) voilà les questions qui furent chaudement débattues au cours du congrès et attirèrent l'attention soutenue de tous les congressistes.

Vingt huit délégués et hôtes ont assisté à ce congrès qui avait pour but d'organiser et de consolider l'Internationale du Livre fondée à Lucerne en 1919. Les pays suivants ont été représentés; la Tchéco-Slovaquie (centrale des typographes et fondeurs en caractères), la Bulgarie (Typographes), l'Allemagne (Livre), la France (Livre), la Hollande (Typographes), l'Italie (Livre), la Yougo-Slavie (Typographes), le Luxembourg (Livre), la Norvège (Livre), l'Autriche (Typographes et fondeurs en caractères), la Suisse (Typographes), la Hongrie (Livre). N'ont pas été représentés la Finlande et la Roumanie (pour cette dernière toutefois il y avait des représentants des syndicats graphiques de Transylvanie et de Banat). Etaient présents en outre, les délégués de l'association des typographes d'Angleterre et du syndicat Panrusse de l'industrie polygraphique. Les délégués de l'Internationale des Relieurs Lithographes et similaires ont également pris part au Congrès.

Schlumpf (Suisse) a été élu président du Congrès, avec Pohop (Autriche) et Liochon (France) comme assesseurs. Au début du congrès le président annonce la présence de 2 représentants du Syndicat Panrusse du Livre qui ont répondu à l'invitation adressée aux imprimeurs russes. La proposition du représentant russe de mettre à l'ordre du jour la question de l'aide aux régions russes éprouvées par la famine est repoussée.

Des débats tumultueux eurent lieu le 3-ème jour du congrès, lorsque Schlumpf eut donné lecture du message du Syndicat Panrusse au Secrétariat International, message qui contient un exposé de la situation en Russie et une demande d'affiliation à l'Internationale du Livre. Il rendit également publique la réponse donnée au syndicat panrusse, réponse qui contenait une série de questions „restées jusqu'à ce jour sans réponse". Le cam. Gordon (Russie) prend la parole. Il donne un bref exposé de la situation en Russie et déclare que dans le domaine des questions professionnelles le syndicat panrusse du Livre est autonome. Les syndicats ne s'occupent pas de politique. Les imprimeurs peuvent librement exprimer leurs opinions.

Le représentant français Liochon se prononce résolument contre l'admission du syndicat russe au sein de l'Internationale du Livre. D'après lui, il n'y a pas en Russie de syndicats indépendants du gouvernement. L'Internationale du Livre est partisan de la liberté d'opinion, elle ne saurait admettre qu'un gouvernement quelconque lui dicte sa volonté. Elle ne peut admettre dans son sein que les organisations qui se rallient à sa plateforme. Que les délégues russes montrent leurs vraies couleurs et disent clairement s'ils adhèrent à l'Internationale Syndicale Rouge qui a pour but „non la lutte contre le capitalisme, mais la destruction des syndicats ouvriers".

Au contraire, le délégué italien Guno se déclare pour l'admission du syndicat russe. Schlumpf pose la question de savoir si le syndicat russe est en état de remplir les obligations prescrites par les statuts de l'Internationale du Livre. Son compatriote Goldeman va encore plus loin. Il soupçonne que les Russes ne veulent entrer dans l'Internationale du Livre que pour désorganiser le prolétariat des syndicats adhérents. Il ne convient pas d'appartenir simultanément à l'Internationale de Moscou et à celle d'Amsterdam. Après les discours de Krall-Klein, Seit (Allemagne), et du Hongrois Wisenberger qui se déclarent également contre l'admission du syndicat russe, Tchérépanine (Russie) décla-

re que le syndicat russe ne fait pas de politique, mais qu'il adhère à l'Internationale Syndicale Rouge. Le Congrès de Vienne doit s'occuper, d'après lui, de l'union internationale de tous les ouvriers du Livre. C'est pourquoi il demande qu'on reçoive le syndicat panrusse.

La proposition du représentant de l'Allemagne Zeitorn ainsi conçue: „Le 8-ème Congrès International du Livre adopte la plateforme de l'Internationale d'Amsterdam. Par conséquent ne peuvent être admises comme membres de l'Internationale du Livre que les organisations qui adoptent cette plateforme" est acceptée par 20 voix contre deux. (Italie et Yougo-Slavie). Guno (Italie) déclare après le pointage que son vote ne doit pas être compris comme une adhésion à Moscou, la fédération italienne adopte la plateforme d'Amsterdam. Iart (Yougo-Slavie) déclare qu'il se soumet à la décision de la majorité.

La 2-e question importante du congrès était celle des syndicats d'industrie. Les opinions étaient très diverses. Certains délégués pensaient que les syndicats d'industrie seraient mieux appropriés pour améliorer la situation des ouvriers. D'autres ne voyaient en eux que le moyen de pousser la classe ouvrière à des actes révolutionnaires. Après une longue discussion la résolution suivante est adoptée:

1. La question des syndicats d'industrie ou des syndicats de métier est une question de tactique et non de principe.

2. Dans les petits pays qui ne comptent qu'un petit nombre d'ouvriers du Livre et de papetiers on peut donner la préférence, pour des raisons d'ordre financier, au système des syndicats d'industrie.

3. D'une façon générale on ne saurait recommander l'application de ce système.

4. Comme les différentes branches des industries du Livre et du papier se concentrent le plus souvent dans des entreprises spéciales, il est utile d'y conserver des organisations de métier pour laisser intacte la puissance des différents groupes professionels.

5. Toutes les fois que des syndicats distincts du Livre et du Papier, suffisamment viables, existent, ils doivent être maintenus, mais l'on doit tendre, cependant, à leur union fédérative étroite.

Dans les débats relatifs au mouvement syndical chrétien les bureaucrates syndicaux allemands, qui s'étaient élevés si énergiquemet contre l'admission du syndicat russe, ont déclaré que sur beaucoup de points ils agissent d'accord avec les syndicats chrétiens et qu'ils sont disposés à le faire encore à l'avenir. Le congrès adopte sur cette question la résolution suivante:

„1. Seuls des syndicats libres, neutres au point de vue politique et religieux peuvent, en utilisant tous les moyens de lutte syndicale, affranchir effectivement la classe ouvrière des chaînes du capitalisme, les organisations n'acceptant pas la lutte de classe en sont incapables. La lutte économique devient toujours plus aiguë et l'union ouvrière est, dans les conditions actuelles, l'unique moyen d'assurer la victoire de la classe ouvrière. Le Congrès exige de tous les syndicats affiliés au Secrétariat International que par un développement de la conscience des ouvriers et une politique conséquente ils fassent de leurs membres des partisans convaincus de notre cause, pour éviter ainsi toute scission".

Aux organisations n'ayant pas encore adhéré à l'International du Livre, l'appel suivant fut adressé:

„Etant donné la concentration incroyable du capital, le Congrès voit dans l'organisation internationale de tous les pays le moyen le plus sûr et le plus effectif de défense. Il adresse à toutes les organisations n'ayant pas encore adhéré au Secrétariat International un appel pressant en leur demandant de rejeter tous les vieux préjugés, de remplir leur devoir envers leurs camarades de métier de tous les pays et de contribuer dans une mesure plus large que par le passé à la réalisation des buts les plus élevés de la classe ouvrière. Le Congrès s'adresse surtout, en l'occurence, aux organisations britanniques parce que leurs représentants ont reconnu la nécessité de nouer de tels liens et qu'ils l'ont même sonnellement proclamée. Comme les syndicats anglais occupent une situation prépondérante au sein de l'Internationale d'Amsterdam, les imprimeurs anglais ne doivent pas, non plus, rester à l'écart de l'Internationale du Livre. Une Internationale du Livre étroitement unie est le meilleur moyen de retenir les acquisitions déjà réalisées et de conquérir ce qui nous manque encore".

Dans la question des tarifs le congrès s'est rallié à la résolution suivante:

„Le tarif collectif est le produit d'une longue période de lutte des ouvriers pour le droit de participer à la fixation et à la régularisation des salaires et des conditions du travail. Le congrès estime que l'application d'une politique des tarifs conséquente adaptée à la conservation des tarifs collectifs est avantageuse en tant qu'on ne peut proposer rien de meilleur pour servir les intérêts de la classe ouvrière. Le Congrès se prononce résolument pour la création de tarifs nationaux et régionaux; il est d'avis que les tarifs locaux ne constituent qu'un premier degré du système. Il faut noter ce fait que les tarifs collectifs ne constituent pas pour les syndicats un but en soi, ils ne sont qu'un moyen pour les syndicats de régulariser les salaires et les conditions du travail; les syndicats, qui sont les défenseurs des intérêts ouvriers, ne peuvent pas être les défenseurs des intérêts de leur industrie. Il faudrait créer à cet effet des organismes spéciaux.

Sont encore adoptées des résolutions concernant le travail féminin, la liberté de la presse etc. Mais il serait trop long d'analyser toutes ces résolutions. Elles ne feraient que confirmer l'impression générale qui se dégage de notre exposé: le Congrès du Livre, tout comme les congrès internationaux des autres professions tenus dernièrement, s'est écoulé sous l'influence des bureaucrates d'Amsterdam, toute manifestation d'esprit révolutionnaire y fut artificiellement étouffée.

## Les mineurs d'Alsace Lorraine pour l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Congrès Unifié des mineurs de l'Alsace Lorraine eut lieu à Zabern à la fin d'août. Après une courte discussion, le Congrès a résolu à l'unanimité de réunir en une seule organisation les syndicats des mineurs d'Alsace Lorraine. D'après l'organe des mineurs, le „Travailleur du sous-sol“ (№ 16), les espérances des partisans de l'unification furent complètement réalisées. Le caractère révolutionnaire de cette organisation apparait clairement dans la déclaration de ses principes. La nouvelle constitution porte clairement des tendances révolutionnaires, tout en mentionnant cependant que le travail syndical ne doit point être negligé. Dans son № 17, l'organe des mineurs d'Alsace Lorraine déclare que la nouvelle majorité de l'organisation est pour Moscou. Les chefs élus à Zabern représentent parfaitement le point de vue de Moscou.

Le même journal mentionne également que la minorité opportuniste envisage la formation d'une organisation séparée. L'on doit s'opposer par tous les moyens à une telle scission. Nous sommes persuadés que la majorité révolutionnaire saura garder dans ses rangs ceux de leur camarades qui, pour l'instant, ne se rendent pas encore compte des buts du prolétariat, afin d'être en mesure de les influencer et de les gagner sous peu aux idées de l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou.

## Comment les trades—unions écossaises ont renié Moscou.

Le Congrès des syndicats écossais s'est tenu à Aberdeen en avril de cette année. Ce Congrès, le plus conservateur en général des trois Congrès nationaux des Iles Britanniques, serait, sans aucun doute, depuis longtemps oublié, si une résolution d'affiliation au Bureau Britannique de l'Internationale Syndicale Rouge n'y avait pas été vivement discutée. Ces débats ont apporté quelque intérêt à l'assemblée des délégués tenue à “Granite City“ qui autrement en aurait été totalement dépourvue. Du point de vue du syndicalisme officiel, le Congrès avait été un grand succès sauf un seul point noir: la motion des révolutionnaires de Glasgow au sujet de l'orientation favorable à Moscou.

Les résolutions d'usage sur le “Home Rule“ irlandais et,—horreur des horreurs!—sur le “Home Rule Ecossais“, furent acceptées ainsi qu'une résolution de sympathie pour les mineurs, une autre sur la nécessité du socialisme (mais pas immédiatement!).

Le troisième jour, la motion concernant l'affiliation à l'I. S. R. vint à l'ordre du jour et fut vivement débattue. L'on ne

vit aucun délégué s'endormir sur sa table. Tous – révolutionnaires et contre-révolutionnaires – savaient bien que si la motion était acceptée et si le Congrès poussait honnêtement le programme de l'Internationale Rouge jusqu'à sa conclusion logique, s'il y était obligé par la pression révolutionnaire des masses, un grand pas en avant aurait été fait, et une nouvelle phase commencerait dans l'histoire du syndicalisme anglais. Le délégué de Glasgow, qui proposa la motion, argumenta habilement et fut finalement soutenu par Mrs. J. Duncan, le représentant d'Aberdeen des ouvriers du Théâtre. Les crapuleuses injures et les insinuations d'usage furent lancées par les bureaucrates syndicaux contre Moscou et contre tous les communistes syndicalistes révolutionnaires, mais tous ces efforts furent vains. Le résultat du vote fut 55 voix pour l'Internationale Rouge contre 50. Plus de 40 délégués s'étaient abstenus. Pendant ce temps, Aberdeen, de même que le reste de l'Ecosse, faisait justement l'expérience de la première vague du chômage. Plus de 8500 chômeurs se trouvaient dans la ville. Plusieurs d'entre eux assistèrent au Congrès en qualité d'hôtes. Ce fait fut invoqué par la minorité qui demanda un nouveau vote en affirmant que beaucoup de chômeurs y avaient participé et l'avaient fait en faveur de Moscou (il aurait été fort naturel, n'est-ce pas, qu'ils se prononcent contre Moscou!). Mais le Président Bailie James Walker, de Glasgow, constata que le pointage avait été fait correctement, la résolution fut considérée comme acceptée par l'assemblée. Le Congrès s'est donc dûment et constitutionnellement décidé à franchir le pas important de l'affiliation à l'Internationale Rouge.

Quelques semaines plus tard, Mr. Allan, secrétaire du Congrès, alla se renseigner au sujet des statuts, de l'organisation etc. du Bureau Britannique de l'I. S. R. Depuis ce temps on n'a plus entendu parler ni de lui, ni d'aucune autre démarche officielle faite au nom du Congrès. Le 3 avril une note parut dans les colonnes du „Daily Herald“ disant que le Congrès des syndicats écossais avait repoussé l'affiliation à Moscou — trois mois après que ce Congrès eut décidé l'affiliation à l'Internationale Syndicale Rouge. La note en question était rédigée laconiquement, comme si le „Daily Herald“ avait honte de l'escamotage exécuté par le Comité Exécutif. Il parait qu'un plébiscite avait été organisé parmi les syndicats affiliés au Congrès. Le „Daily Herald“ se garde bien de dire la façon dont on avait procédé à ce plébiscite. Mais il y a tout lieu du supposer que ce soit-disant plebiscite n'a jamais été poussé au delà des Comités Exécutifs nationaux, qui, eux, sont tous réactionnaires.

C'était là un moyen parfaitement original d'annuler les décisions d'un Congrès régulièrement convoqué, se composant de délégués régulièrement élus par leurs syndicats respectifs et investis par eux de mandats. Cela ne peut signifier qu'une chose. C'est que les fonctionnaires chargés d'appliquer les décisions du Congrès ont travaillé à saboter ces décisions dangereuses pour le vieux syndicalisme, rempart du capitalisme, parce qu'elles répondaient aux aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière anglaise.

La morale à tirer de ces événements est claire. Les ouvriers et chômeurs écossais doivent prendre en mains le contrôle de leurs syndicats pour apprendre à leurs fonctionnaires à ne se considérer que comme les serviteurs des syndicats chargés d'exécuter leurs ordres. Il faut tout faire pour qu'il soit impossible aux Comités et autres organes exécutifs de désobéir à la volonté révolutionnaire des masses.

## La conférence des syndicats Tchéco-Slovaques.

Le 8 septembre a eu lieu à Prague une conférence des représentants des organisations syndicales groupées par le *Conseil Central* des syndicats de la *Tchéco-Slovaquie*. 159 délégués ont participé à la Conférence en qualité de représentants des organisations syndicales.

Le mouvement syndical tchéco-slovaque traverse aujourd'hui un moment critique. L'offensive capitaliste, le chômage, tout cela demande de la part des organisations syndicales tchéco-slovaques un travail opiniâtre et tenace pour arriver à unifier les masses laborieuses dans la

lutte pour le socialisme. La conférence a souligné que toutes les revendications qu'elle présente ne sont que les prémisses nécessaires du but final poursuivi par les organisations syndicales dans le domaine de l'économie — la socialisation de la production. C'est dans cet esprit seulement que les travailleurs doivent comprendre et appuyer les résolutions de la Conférence.

La question délicate du moment pour les organisations syndicales est la loi sur les *commissions d'entreprise*. La conférence a reconnu que cette loi ne satisfait en aucune façon les revendications présentées par les organisations syndicales et a protesté d'une façon des plus énergiques contre les tendances qui existent au sein du gouvernement et dans les milieux patronaux d'aggraver encore cette loi.

La conférence a chargé le Conseil Central de faire les démarches suivantes dans le but de perfectionner la loi sur les commissions d'entreprise, et de la réaliser pratiquement.

La loi doit s'appliquer également aux usines ayant de 15 à 30 ouvriers. La collaboration et la défense des délégués ouvriers doivent également être assurées pour les usines ayant un nombre moindre d'ouvriers. Toutes les explications ultérieuses concernant l'application de la loi etson exécution réelle doivent être rédigées et publiées avec la participation des organisations syndicales. Le droit de suffrage qui, d'après la loi, est accordé à la population laborieuse à partir de 20 ans, doit être accordé aussi aux hommes de 18 et de 19 ans. La loi sur les commissions d'entreprise dans les entreprises de l'industrie minière doit être incorporée dans la loi générale et de cette façon une loi unique pour tous les travailleurs sans distiuction sera créée. L'action des commissions d'entreprise ne se manifeste pas seulement dans les questions du renvoi des ouvriers conformément aux termes de la loi, les commissions d'entreprise devront entervenir dans la question des renvois en général et aussi dans celle de l'embauchage des ouvriers.

Sur la question du chômage, la résolution suivante a été adoptée:

„Considérant qne la loi de secours aux chômeurs n'est qu'un palliatif qui ne peut liquider le chômage, mais peut-être alléger dans une certaine mesure ses conséquences, nous estimons que c'est une tâche d'une importance primordiale pour l'Etat et pour les organisations syndicales que de trouver la voie d'une politique économique juste, capable d'annihiler complètement toute possibilité de chômage. Le mot d'ordre de la politique gouvernementale doit être: „quiconque peut travailler trouve du travail". L'Etat qui paye des indemnités de chômage supporte ainsi des dommages qui sont la conséquance de l'économie privée capitaliste, il est donc dans ses intérêts de supprimer les causes mêmes du chômage. De nouveau nous mettons en avant notre revendication essentielle de contrôle sur la production et de participation des ouvriers à la gestion de la production. Nous formulons de nouveau nos revendications concrètes, capables de résoudre le problème du chômage; à savoir: 1) La participation des délégués d'usine aux questions concernant les renvois des ouvriers, participation dans ce sens que sans leur consentement il ne peut y avoir de renvois en masse. Dans le cas de désaccord, les deux côtés recourent à une commission d'arbitrage de l'Etat. 2) Il est nécessaire d'appliquer réellement la loi concernant les constructions de maisons d'habitation. La souscription à l'emprunt destiné à la constructions des maisons sera obligatoire. 3) Il est nécessaire d'abaisser le tarif des transports sur les lignes qui sont importantes pour le trafic des objets manufacturés et des matières premières, et pour les communications avec l'étranger. De même, nous exigeons la diminution des impôts indirects qui pèsent sur l'industrie et qui rendent impossible toute concurrence avec l'étranger surtout en ce qui concerne le charbon. 4) Nous exigeons la reprise effective des relations commerciales avec la Russie et avec les autres Etats du sud et de l'est de l'Europe qui ont une grande importance économique pour la Tchéco-Slovaquie.

Tant qu'il n'y aura pas de travail suffisant nous exigerons que l'indemnité de chômage soit payée par l'intermédiaire des organisations syndicales. Quant à la loi des secours de l'Etat aux chômeurs, secours payés par l'intermédiaire des organisations syndicales, nous recommandons à ces dernières d'exécuter tous les travaux préparatoires exigés par la loi

pour pouvoir l'appliquer immédiatement".

Ensuite la résolution demande qu'on donne aux organisations syndicales leur part d'influence à l'œuvre de la réorganisation par l'Etat de bourses du travail. Sur la question d'organisation, la conférence a adopté une résolution où l'on souligne que les tâches découlant des nouvelles conditions économiques et politiques exigent l'unité complète au sein du mouvement syndical. „Les organisations syndicales cherchent à s'unir sur le plan international; d'autant plus importante est l'unité d'action dans le cadre national. Les dernières luttes des diverses organisations syndicales montrent la nécessité impérieuse de la concentration des forces et de l'unification des organisations syndicales; alors seulement on pourra résister victorieusement aux tentatives réactionnaires de la classe patronale et influer sur le développement de la législation sociale.

La conférence a reconnu que toute infraction aux décisions des congrès et des conférences constitue une atteinte à l'unité du mouvement syndical et a chargé le Conseil Central de convoquer un congrès des syndicats de la Tchéco-Slovaquie à bref délai. Ce congrès devra fixer définitivement les voies ultérieures du mouvement syndical.

Sur la question des secours à la Russie affamée, la conférence a pris en considération les résultats du travail général auquel le Conseil Central a pris part en indiquant que l'activité de ce dernier se base exclusivement sur ces raisons d'ordre humanitaire, qu'elle est tout à fait désintéressée et qu'elle ne poursuit aucun but étranger. La conférence a reconnu que l'œuvre de secours devait être étroitement liée à toutes les mesures prises par les organisations syndicales et les coopératives dans le monde entier.

Sur la question de la défense des mineurs, la Conférence a reconnu que la façon d'agir des exploitants miniers exigeait une solution rapide et définitive par la socialisation des charbonnages, elle a chargé le Conseil Central d'entrer en pourparlers avec le syndicat des mineurs et de définir l'action solidaire éventuelle des organisations syndicales pour appuyer les justes revendications des mineurs.

## La „lutte" contre le chômage en Italie.

En Italie, comme dans tous les pays touchés par la crise mondiale, on observe ces temps derniers une croissance considérable du chômage.

Conformément aux données officielles, au 1er mai le nombre total des chômeurs était de 250.145 hommes et au 10 juillet, d'après les mêmes données ce nombre était déjà de 388.744 hommes, c'est à dire qu'il a augmenté de 50%. Si on prend en considération ce fait incontestable que tous les chômeurs sont loin d'être recensés par la statistique des organes gouvernementaux et qu'en outre cette statistique ne tient aucun compte des demi-chômeurs, c'est à dire des travailleurs occupés à la demi-journée, nous ne risquons pas de faire erreur en disant que les chiffres en question ne représentent qu'un tiers du nombre total d'ouvriers italiens qui chôment.

Le chômage qui s'est étendu aux masses d'une façon aussi accentuée attire l'attention la plus sérieuse des organisations ouvrières d'Italie. Malheureusement, cependant, les organisations syndicales dirigées par des chefs réformistes adoptent une attitude négative envers tous les „excès", épithète donnée à toute action directe du prolétariat. Pour le moment, donc, les efforts des syndicats restent très platoniques.

Au cours des six dernières semaines, deux grands congrès ont été convoqués à Rome pour s'occuper spécialement du problème du chômage.

Le premier d'entre eux, convoqué sur l'initiative de la *Fédération des ouvriers Agricoles*, a eu lieu à la fin du mois de juillet. A ce congrès ont participé nombre de fortes organisations ouvrières et coopératives, y compris la Confédération Générale du Travail, le Comité Central du parti socialiste et le groupe socialiste parlementaire. Au cours des débats, on a discuté longuement le projet de loi sur les travaux publics et on l'a soumis à une critique sévère. On a indiqué surtout son incohérence dans la partie où il est question des moyens financiers, ces derniers ayant été reconnus insuffisants. On a élu une commission chargée de s'adresser au

premier ministre et aux ministres des travaux publics et de l'agriculture pour leur exposer les revendications des organisations ayant un grand nombre de chômeurs et leur faire à ce sujet un rapport.

Comme conclusion à ses travaux, le congrès a adopté une résolution dans laquelle il constate que „le chômage parmi les ouvriers de l'agriculture et ceux occupés aux travaux d'utilité publique à pris au cours de ces derniers mois une envergure menaçante. Les circonstances suivantes ont contribué à cette augmentation du chômage: 1) Le retour d'un grand nombre d'ouvriers industriels à la campagne, surtout en raison de la démobilisation de l'industrie de guerre. 2) L'arrêt presque complet de l'émigration en Europe et en Amérique, celle-ci ayant toujours été la soupape principale régularisant le surcroît de la main d'œuvre. 3) L'inaction manifeste dans l'exécution des travaux publics, inaction causée soit par le manque des crédits dans les ministères correspondants, soit par le manque d'argent dans la caisse des travaux publics qui doit financer les travaux publics.

En face du chômage croissant, les subsides sont impuissants à améliorer la situation de ceux qui les reçoivent et pour l'Etat ils constituent un fardeau colossal absolument improductif.

Le pays a besoin, pour sauver son économie, d'utiliser toutes les ressources naturelles disponibles. Il devra recourir à tout un système de travaux publics, d'irrigation, d'améliorations et de construction de voies de communication. Cela concerne surtout les régions du Sud où le programme d'assainissement du pays exige une réalisation immédiate.

Le congrès, dit-on plus loin, condamne la coutume surannée de l'adjudication des travaux publics aux entrepreneurs, l'exécution du travail sans système et par à-coups et demande qu'un programme d'action organiquement établi soit élaboré.

Au début de septembre fut convoqué de nouveau à Rome un congrès des organisations ouvrières, spécialement consacré à la question du chômage. Cette fois-ci l'initiatrice du congrès a été la Fédération Italienne du Bâtiment au sein de laquelle la question du chômage se pose d'une façon particulièrement pressante. Cependant cette question „dont tout le sérieux n'est pas suffisamment senti par le gouvernement", comme le dit naïvement „Il Laboratora Socialista" du 3 septembre, se trouve être une question également importante pour les ouvriers de toutes les branches du travail. Au congrès étaient représentés: la Confédération Générale du Travail, la Ligue Nationale des coopérateurs, la Coopération de crédit, la Fédération italienne des métallurgistes, la Fédération italienne du Bâtiment, la Fédération italienne des ouvriers agricoles, la Fédération Nationale des coopératives rurales, toute une série de coopératives ouvrières et de production, ensuite, plusieurs organisations socialistes, y compris la fraction parlementaire et la Ligue des Municipalités socialistes.

On a élu comme président du congrès le réformiste connu *Geldosi* et cela donne une représentation approximative de la physionomie du congrès.

Le secrétaire de la Fédération du Bâtiment *Quaglino*, a fait connaître la croissance rapide du chômage parmi les ouvriers du Bâtiment, chômage qui a commencé au lendemain de l'armistice et l'insuffisance des salaires à côté de la cherté de vie grandissante. A l'appui de ses dires, il apporte des chiffres. Ainsi au premier septembre, la Fédération du Bâtiment comptait 80.000 chômeurs dans la Vénétie, 37.000 dans le Trentin, 18.000 en Lombardie, 16.000 au Piémont, 8.000 en Ligurie et 10.000 en Emilie. Au total cela fait 170.000, chômeurs ce qui représente de 25 à 90% du nombre global des ouvriers en Bâtiment dans les différentes localités. L'orateur déclare que la Fédération du Bâtiment s'est toujours préoccupée de la question du chômage et ses chefs ont toujours tenu le gouvernement au courant des tristes conditions dans lesquelles les ouvriers sont obligés de vivre, mais *Giolitti* s'est toujours refusé à s'intéresser à ces problèmes très sérieux.

L'orateur n'espère rien non plus du Ministre du Travail *Bonomi* qui malgré ses promesses et assurances a tout de même décidé de rapporter les grands travaux qu'il avait l'intention d'aborder. De l'avis du secrétaire de la Fédération du Bâtiment, ces travaux sont le seul moyen capable de résoudre la question du chômage.

A la fin de son discours, *Quaglino* propose au congrès de faire remarquer une dernière fois au gouvernemeut tout le sérieux du problème du chômage et de passer ensuite à l'organisation d'un mou-

vement de classe, direct, cohérent qui doit montrer clairement que les ouvriers ne demandent au gouvernement que le travail nécessaire pour assurer l'existence pour eux et pour leurs enfants".

*Mateis*, représentant des travailleurs agricoles, estime que les causes principales du chômage sont l'augmentation de la population et la réduction de l'émigration. En ce qui concerne les travailleurs agricoles, cette catégorie d'ouvriers s'est considérablement accrue en Italie, car on observe à la campagne un fort afflux de la main d'œuvre libre. Le chômage au sein du prolétariat agricole prend des dimensions menaçantes.

La crise financière prive le gouvernement de la possibilité d'exécuter de grands travaux publics. Elle a également sa répercussion sur la situation des sociétés de crédit mutuel qui ne sont plus en mesure d'apporter à leurs clients l'appui économique nécessaire.

*Verniani* a analysé la question du chômage en corrélation avec la coopération. Il dit qu'au moment actuel, la responsabilité pèse sur les organisatims „qui conformément à leur programme doivent partager avec les ouvriers les durs moments de leur vie sans entraîner les masses par des illusions démagogiques". Ensuite il souligne la nécessité de descendre des nues théoriques sur le terrain d'un travail pratique afin de faire sentir aux masses ouvrières que les plus fortes organisations prolétariennes cherchent par tous les moyens à les secourir dans la grande calamité qui condamne des dizaines de milliers d'ouvriers à la misère et au froid.

Finalement la résolution suivante a été adoptée:

„Le Congrès, constatant que la situation est des plus sérieuses, situation dont l'expression la plus menaçante est le chômage, et confirmant les requêtes instantes de nombreuses organisations prolétariennes présentées à plusiurs reprises déjà au gouvernement, estime que l'Etat doit se rendre compte de la gravité du moment actuel et commencer la préparation technique et financière de mesures énergiques capables d'amoindrir et de faire disparaître la crise dévastatrice. C'est pourquoi le congrès souligne encore une fois la nécessité instante pour le gouvernement de concentrer toute son énergie et d'adopter une politique ouvrière ferme et énergique, laquelle seule serait en mesure, après le développement préalable des moyens de production et de communication, d'utiliser toute la main d'œuvre existante, ce qui amènera l'augmentation de la consommation—facteur primordial de tout progrès.

C'est pourquoi le congrès exige: a) des travaux publics surtout pour l'assainissement du Sud de l'Italie: b) la facilitation de la colonisation en mettant à la disposition des organisations des ouvriers agricoles des terrains inoccupés et en créant de nouveaux centres agronomiques. c) l'adoption d'un large programme organique de constructions publiques qui devra faire sortir le pays de l'état de décadence intellectuelle et physique. Le congrès exige que pour relever l'économie nationale, la placer sur le degré social le plus élevé et lui faire réaliser un rendement maximum, on reconnaisse la participation directe des masses ouvrières à la gestion des grandes branches d'industrie. En outre, le congrès prie qu'il soit enfin mis un terme au système d'expédients pitoyables et d'atermoiements et que s'ouvre une ère de travail intensif garantissant des moyens financiers aux forces créatrices prolétariennes sans lesquelles la grande œuvre de renaissance du progrès social est impossible. On doit épargner au pays toute sorte de perturbations et d'événements malheureux. Or, le chômage qui continue les rend inévitables".

Ensuite on a décidé d'envoyer une délégation au ministre *Bonomi*, délégation composée de plusieurs leaders syndicaux chargés de lui faire connaître la résolution adoptée.

C'est à dessein que nous avons reproduit cette résolution en son entier. La façon dont la question y est traitée est caractéristique pour le réformisme. Le gouvernement italien serait une espèce de seigneur appelé à combler de bienfaits les chômeurs italiens affamés dont le sort et la vie dépendent de la bonne grâce et de l'état d'esprit de ce seigneur. Car celui-ci peut être ou ne pas être leur bienfaiteur.

On n'y souffle mot sur les causes véritables, profondes du chômage et des crises, causes qui trouvent leurs racines dans l'existence même du régime capitaliste. Au lieu d'une indication précise des sources de la calamité, nous y voyons des souhaits pitoyables d'adoucir un peu ses pénibles conséquences. Au lieu d'exigences—humbles supplications à Bonomi Giolitti, etc. Au lieu de la lutte—impuissance embarrassée.

## La grève des mineurs en Hollande.

La grève a éclaté comme conséquence de l'offensive patronale contre les salaires des mineurs. Les salaires moyens d'un ouvrier mineur au cours du dernier trimestre 1920 et du premier trimestre 1921 ont été de 9 florins par jour, plus 7.5 florins d'indemnité de vie chère pour chaque membre de famille. Ce salaire était celui des mines de Dominia et celui des autres mines de Hollande. Le premier avril le salaire a été abaissé jusqu'à 7.5 florins. L'indemnité de vie chère a été maintainue jusqu'au premier avril, après quoi elle a été abaissée jusqu'à 5 florins.

Et voici que le premier août, la direction des mines de Dominia a décidé d'abaisser les salaires jusqu'à 6 florins et de ne payer l'indemnité de vie chère qu'à partir du troisième enfant. Auparavant une famille de 4 personnes recevait 4 fois l'indemnité de vie chère. Suivant le nouveau „décret" de la direction des mines de Dominia, une telle famille perdait totalement l'indemnité. Tout cela signifiait pour nombre d'ouvriers une misère sans issue. Pour les personnes privées de l'indemnité la baisse des salaires était en fin de compte de 7 florins par semaine et il faut ajouter à cela que ces temps derniers on ne travaillait aux mines de Dominia que 5 jours par semaine. Les mineurs devaient encore payer sur ce salaire réduit une prime de 8 florins par mois destinés au fonds des mineurs pour les cas de maladie, pension ou invalidité.

La grève a été déclarée le premier août de l'année courante par 4 organisations ouvrières: le syndicat chrétien des mineurs, le syndicat protestant des mineurs, le syndicat neutre des mineurs et le syndicat unifié des mineurs. Elle est donc générale. Les ouvriers mineurs allemands qui travaillaient en Hollande, ont également suspendu le travail. Naturellement les pouvoirs publics les ont immédiatement expédiés en Allemagne.

La grève se poursuit avec une fermeté et un courage inouïs. Le nombre des grévistes est aujourd'hui de 2600 hommes. Le 31 août le Ministre des Finances a offert aux grévistes son intervention sur la base de la réduction de 50% de la diminution des salaires proposée par le patronat. Réunis le 31 août à Geerland, les ouvriers ont refusé d'acepter la proposition du ministre. L'interpellation du député *Borghartz* n'a également abouti à rien. Les patrons se sont refusés nettement à s'engager dans la voie des concessions. De leur côté les ouvriers estiment que la meilleure issue est que le gouvernement prenne en mains l'exploitation des mines à condition de l'établissement du contrôle ouvrier.

## Dans le Bâtiment espagnol.

Depuis le commencement de septembre ont eu lieu à Madrid plusieurs congrès nationaux d'industrie et de métier. Ces congrès ne présentent aucune importance, ni par les questions discutées, ni par le nombre des ouvriers représentés. Cela tient à ce que les syndicats représentés dans ces divers congrès sont de petits syndicats réformistes. D'ailleurs les syndicats révolutionnaires ne peuvent pas se réunir, ni exposer leurs opinions dans la presse. Aussi nous contenterons nous d'énumérer ces petites conférences.

Le 5 septembre s'est ouvert à la Maison du Peuple de Madrid le Congrès Constitutif de la Fédération Nationale du Bâtiment. A ce congrès ont assisté 50 délégués qui représentaient 50.000 adhérents. La Fédération du Bâtiment sera composée des anciennes fédérations de métier du Bois, des Tailleurs de pierre, Peintres et Maçons. Il faut relever la lecture faite à ce Congrès d'une lettre envoyée par cinq maçons emprisonnés, dans laquelle ils réclament la constitution d'un seul bloc prolétarien. Cette lettre fut acclamée et une résolution en faveur de la fusion des deux organismes nationaux, la Confédération Nationale du Travail et l'Union Générale des Travailleurs adoptée.

Ce congrès a été précédé de ceux des peintres en bâtiment, tailleurs de pierre et marbriers et maçons. A ces trois congrès une seule question importante a été discutée, — celle de la création de la Fédération du Bâtiment, qui d'ailleurs a

été réalisée par l'assemblée réunie des délégués des trois congrès.

Les débats sur les relations internationales ont été très vifs et parfois passionnés. En opposition à la tradition réformiste de ces organisations, une forte minorité s'est prononcée pour l'adhésion à Moscou et à la Confédération Nationale du Travail.

En faveur de Moscou se sont prononcés 24 syndicats avec 8368 voix; contre l'adhésion immédiate à Moscou et pour la fusion des Internationales de Moscou et d'Amsterdam 21 syndicats avec 16.361 voix. Les gros affectifs de Madrid l'ont emporté sur les syndicats de province. —

*Une grève du Bâtiment à Madrid.* Le 11 septembre la greve générale du Bâtiment a été déclarée à Madrid pour obtenir une augmentation des salaires. La grève est absolue dans toutes les professions du Bâtiment, maçons, terrassiers, stucateurs, plombiers, vitriers, charpentiers, peintres, décorateurs, marbriers, tailleurs de pierre, pierre artificielle etc.

Depuis le premier jour 39 entrepreneurs ont signé le cahier des revendications présenté par les grévistes. On a l'impression que la grève ne durera que quelques jours.

## Le mouvement syndical en Egypte.

Le système de production capitaliste gagne de plus en plus le „continent noir". Selon la „Vie Ouvrière" du 2/IX en Egypte la lutte entre le capital et le travail se révèle sous une forme très aiguë. Dans ce pays eurent lieu toute une série de grèves qui se terminèrent diversement. Mais à tout ce mouvement il manquait une unité idéologique, des méthodes et un plan directeur. La Confédération Générale du Travail d'Egypte qui vient de se former et qui groupe environ 40.000 ouvriers d'Alexandrie, du Caire, de Port-Said et de Mohalel-Kébir s'est donnée comme tâche de combler cette lacune. Elle tend à coordonner et à centraliser les forces ouvrières, affaiblies par l'absence d'unité. La C. G. T. égyptienne ne prétend pas à un pouvoir despotique qui imposerait sa volonté aux organisations économiques des ouvriers égyptiens, mais elle aura certainement une grande influence, tant sur les organisations syndicales ouvrières que sur les lois ouvrières. Cette force morale lui sera donnée par la solidarité de la classe ouvrière unifiée. La C. G. T. égyptienne sera ainsi le centre vital du mouvemt ouvrier égyptien.

La C. G. T. égyptienne poursuit les buts suivants:

Améliorer la structure organique des syndicats existants. L'organisation englobera toute la masse des ouvriers économiques et industriels.

Rapprocher entre eux les différents syndicats et fédérations locaux et régionaux.

Fonder des organisations intersyndicales locales, des bourses du travail et des écoles d'instructeurs.

Editer des bulletins en langue arabe, italienne et grecque.

Pour s'affilier à la C. G. T. chaque syndicat doit déposer une déclaration écrite et faire un versement proportionel au nombre de ses membres.

Dans le but d'élever le niveau moral et matériel de la classe ouvrière, la C. G. T. a mis dans ses statuts les stipulations suivantes: l'embauchage exclusif par les entreprises d'ouvriers syndiqués, la défense de renvoyer un ouvrier sans l'assentiment d'une commission mixte, la suppression de la vente de l'alcool, la lutte contre la prostitution et le jeu.

## Sur les fronts de la lutte prolétarienne.

Nauen 24/9. 1921. En Irlande, 3000 cheminots ont déclaré une grève économique.

Vienne 24/9. D'après les données du journal anglais „Labour Gazet", au courant du mois d'août la baisse des salaires en Angleterre a touché 3.070.000 ouvriers et s'est exprimée par une somme de 700.000 livres sterling.

23/9. Le premier septembre a eu lieu une séance extraordinaire du Conseil du Comté de Londres ayant pour objet la

discussion de la question importante du chômage à Londres. Dans un discours prononcé à Dandy, *Churchill* a déclaré que depuis l'armistice le gouvernement anglais a dépensé 115 millions de livres sterling en secours aux chômeurs suivant le schéma de secours gouvernemental.

Nauen 25/9. 69 membres des Communes de la fraction du Labour Party ont exigé la convocation immédiate du Parlement pour discuter la question du chômage.

Vienne 24/9. Le chef du Parti Communiste écossais *John-Mac Lin* est arrêté sous l'inculpation d'agitation parmi les ouvriers de Glasgow. Ayant appris cette arrestation, les chômeurs ont fait une démonstration devant l'immeuble du commissariat de police en exigeant la libération de Mac Lin. Les manifestants ont été dispersés et plusieurs d'entre eux ont été arrêtés.

Vienne 24/9. Suivant une communication de Bombay, les ouvriers musulmans des entreprises du textile ont déclaré une grève de protestation contre l'arrestation des chefs du mouvement musulman dans les Indes.

Vienne 24/9. La grève du Nord est entrée dans une nouvelle phase à Tourcoing. Conformément à la décision du Comité de grève, 6000 ouvriers qui avaient déclaré le 13 septembre une grève de solidarité ont été autorisés à reprendre les travaux. Ces ouvriers donneront 10% de leurs salaires au Comité de grève. L'état d'esprit des grévistes s'affermit, ils comptent tenir encore pendant plusieurs semaines. La C. G. T. a prescrit à chacun de ses membres de sacrifier au profit des grévistes 5 frs. par semaine. Le Comité de grève organise le transfert des enfants hors de la région gréviste.

Berlin, 24/9. La jubilation de la presse bourgeoise qui prédisait une cessation rapide de la grève dans le Nord de la France était prématurée. Le Comité de grève a publié un appel demandant aux ouvriers de se préparer à une lutte durable. La Confédération Générale du Travail a l'intention de s'adresser à l'Internationale d'Amsterdam avec une demande de secours en faveur des grévistes. Le gouvernement est inquiet de la nouvelle tournure des événements. Le „Matin" communique que toutes les permissions sont suspendues pour les soldats envoyés dans la région greviste. Suivant „L'Information" 50.000 soldats ont pris leurs quartiers dans les fabriques de cette région. „L'Ere Nouvelle" public un article sensationnel dans lequel on lit: „Qui sait si le Bloc National acculé à la faillite n'essaie pas de recourir aux journées sanglantes de juillet en tant que dernier moyen de sauver l'ordre public". L'article appelle les ouvriers à résister au Bloc National et à ne pas répondre à ses provocations.

Vienne, 24/9. On mande de Rome que des collisions ont eu lieu entre les fascistes et les socialistes dans la province de Reggio où les fascistes ont détruit la coopérative à Ruggiere (près de Regio Emilio) et la Bourse de Travail à Tsela Predese (près Bologne).

Vienne, 24/9. Suivant une communication de Milan, l'organisation locale du Parti Socialiste a adopté une résolution proposée par la fraction *Serrati*. Cette résolution a été votée par 320 voix contre 280 à la résolution *Turati*. La résolution demandant l'exclusion des réformistes et proposée par *Aldisis* n'a reçu que 59 voix.

Vienne, 24/9. On mande de Prague que les cheminots de la ville et des faubourgs ont commencé la grève sans ordre des organisations syndicales. Les grévistes appellent les organisations syndicales à une lutte énergique pour leurs revendications économiques et menacent que dans le cas contraire, la grève prendra une forme très tumultueuse.

Vienne, 24/9. Le Congrés du Parti Communiste hollandais est fixé au 12—15 novembre. A l'ordre du jour figure le rapport sur le III-ème Congrés de l'Internationale Communiste et sur la tactique par rapport à l'Internationale Syndicale Rouge.

Vienne, 24/9. On mande de Budapest que les prix des objets de première nécessité ont agmenté au cours des derniers temps de 70%. D'après les données de la presse bourgeoise hongroise, 250.000 ouvriers de Budapest n'ont aucun vêtement d'hiver.

Madrid, 22/9. Le 11 septembre a été déclarée à Madrid la grève générale des ouvriers en Bâtiment, grève ayant pour objectif l'augmentation des salaires. Il y a grève dans toutes les branches et toutes les professions de l'industrie du Bâti-

ment, à savoir: maçons, cimentiers, monteurs, vitriers, ébénistes, peintres décorateurs, ouvriers briquetiers, etc. Dès le premier jour de grève, 39 entrepreneurs se sont déclarés prêts à souscrire entièrement aux revendications des ouvriers. On a l'impression que la grève ne durera que quelques jours.

# Vie Syndicale Russe.

## Le VI-ème Congrès National des P. T. T.

Le 5 septembre s'est ouvert à Moscou le VI-ème Congrès National des P. T. T. qui s'est inspiré surtout du problème du rétablissement de la production et de la participation des Syndicats à la production.

Le congrès a réuni 222 délégués; 190 avec voix délibérative et 32 avec voix consultative. Au point de vue parti il y avait 170 communistes et 52 „sans parti". Au congrès étaient représentées 89 sections provinciales régionales, et les républiques soviétistes fédérées.

Le Congrès a constitué les commissions suivantes: d'organisation, des tarifs, de l'économie rurale, culturelle et de production.

Les rapports du Comité Central du syndicat et du Commissariat des Postes ont été entendus conjointement avec les délégués au congrès administratif du Commissariat des Postes qui avait lieu en même temps à Moscou.

Le 6 septembre fut entendu le rapport moral du Comité Central du syndicat pour l'exercice Ier avril 1920 — août 1921. Ce rapport montre qu'au Ier avril 1920 il y avait 147.000 syndiqués (dont 40.000 femmes) et qu'au premier juin, le nombre des syndiqués est monté à 208.000 (dont 75.000 femmes).

L'activité du syndicat s'était étendue aux questions de fixation des normes du travail et des salaires, aux questions du ravitaillement et de la protection du travail et aussi à celle de l'œuvre d'éducation. En 1920 ont été versés environ 19 millions de roubles de cotisations, tandis que pour le premier semestre de 1921 le chiffre des cotisations atteint 21 millions de roubles.

Pour l'exécution technique de toutes les décisions et résolutions du Bureau, le Comité Central avait à sa disposition l'appareil suivant: le service administratif et les sections d'instruction et d'information, économique, des tarifs, du ravitaillement, agricole, de protection du travail, d'éducation, soit au total 8 sections y compris le service administratif. La section agricole et la section du ravitaillement territorialement séparées du Comité Central se pourvoyaient elles-mêmes en moyens financiers et possèdaient leurs propres bureaux et leur propre personnel.

Au Ier août 1921, le Comité Central avait 78 collaborateurs. Au cours de 16 mois écoulés, la correspondance du Comité Central, abstraction faite de la section agricole et du revitaillement, s'exprime par les chiffres suivants: communications télégraphiqués et lettres, reçues 46.954, envoyées 28.326, en tout 75.280.

L'état financier général du Comité Central et des sections de province pour la première motié de 1921 est exprimé par les chiffres suivants: recettes 71,276.351 roubles, dépenses 94,182.936 roublos. Le déficit est donc de 22.906.585 roubles. Pour couvrir le déficit il a fallu demander une avance au Conseil de la C. G. T.

Le travail essentiel de la section d'organisation pour la période visée par le rapport a été le rétablissement des sections syndicales dans les régions libérées des gardes blancs. Cette tâche a été remplie avec le concours des bureaux régionaux et des délégués du Comité Central. La réorganisation a été faite suivant les principes établis au congrès précédent.

Les bureaux et les délégués du Comité Central ont accompli ce travail dans les régions et républiques autonomes suivantes: en Ukraine, en Sibérie, en Orient, au Caucase, en Géorgie, en Arménie, en Crimée, au Turkestan et dans la République de l'Extrême Orient. Le Comité Central a rédigé des statuts spéciaux concernant la représentation régionale. Le travail de construction des organes syndicaux est terminé. La section a revu les statuts et les états du personnel des organes syndicaux.

La section d'information n'existe que depuis l'année passée, elle n'a pas encore pu utiliser tous les matériaux. Dans le domaine de la liaison avec le mouvement ouvrier international, on n'a pas pu parvenir à des résultats concrets. L'envoi en Italie des représentants du Comité Central Efretof et Kadloubovsky au Congrès International des P. T. T. en 1920, n'a pas réussi par suite de toute une série de formalités attacheés au voyage à l'étranger. Au Congrès International des Syndicats Rouges qui a eu lieu à Moscou en juillet, il n'y avait pas non plus de représentants de la Fédération Internationale des P. T. T., Cependant, comme en Allemagne, en Bulgarie, dans certains autres pays, les employés des P. T. T. sont unis aux ouvriers des transports, le représentant du Comité Central a participé à la formation du Comité International de propagande des Transports. L'Internationale Syndicale Rouge a traduit et envoyé à l'étranger un aperçu historique succint du syndicat panrusse des P. T. T.

Dans le domaine administratif, le syndicat s'est occupé de la transformation des sommets directeurs de l'appareil administratif. En outre, l'organisation de la main d'oeuvre ouvrière: embauchage, renvois, déplacements, mobilisation, tous ces actes ont été faits ou ratifiés par les organes syndicaux. On n'a pu former réellement des sections économiques qu'après la Conférence de décembre. Aux sections économiques ont été conférées les fonctions suivantes: concours aux organes d'administration dans la solution des questions techniques d'exploitation (et aussi l'application des décisions administratives dans ce domaine). Organisation de l'appareil d'administration et questions d'utilisation de la main d'oeuvre. La participation à la solution des questions d'exploitation technique pendant la période écoulée a trouvé son expression surtout dans le fait que toutes les questions d'activité des organes d'administration d'une importance plus un moins grande, par exemple les questions exigeant intervention du collège directorial, ont été tranchées avec le concours du syndicat. Au centre, les représentants du Comité Central ont toujours assisté aux séances du Collège du Commissariat des Postes et Télégraphe. D'après les renseignements parvenus de la province, il apparaît que les organes syndicaux ont commencé de prendre part à l'exécution de toutes sortes de tâches techniques. Le chef de la Section économique du Comité Central a participé, personnellement, aux travaux de la commission chargée d'étudier les causes de la décroissance du travail du télégraphe en qualité d'exécuteur technique des tâches de la commission.

Le travail des commissions d'attestation n'a pas encore eu le temps de prendre un caractère uniforme. Le nombre des candidats aux fonctions administratives recommandés par le Comité Central a été pour le 1er août de 480 dont 94 occupent actuellement des fonctions administratives. La section économique du Comité Central a été avisée qu'e la date du premier août, 55 tribunaux disciplinaires ont été formés dans les provinces et 95 dans les districts. Les renseignements corcernant leur activité qu'on a reçus jusqu'à ce jour témoignent que cet appareil a donné dès le début des résultats positifs dans l'oeuvre de l'éducation et de la discipline.

Depuis le début de cette année, la queseton des tarifs est devenue la question centrale de l'activité du Comité Central. Ce dernier cherche à faire revivre les primes en nature, il est entré en rapports avec les organes supérieurs du pouvoir pour leur demander la mise à sa disposition de 1.500.000 archines de tissus. La question de la rémunération collective pour l'année courante doit être résolue positivement. La section des tarifs doit participer activement à la réalisation d'un fonds capable d'assurer le paiment des salaires en espèces, car elle a pris sur elle l'initiative de déposer la question des crédits nécessaires à l'entretien du personnel ainsi que celle de l'augmentation du tarif postal et télégraphique au Conseil du Travail et de la Défense Nationale. Le salaire moyen en papier monnaie des travailleurs de la 56-ème catégorie était en avril 1920 à Moscou de 3.000 roubles. Au 1er août 1921, ce salaire a atteint 52.000 roubles. Pendant ce même temps. le prix d'une livre de pain au marché a passé de 300 roubles à 3000 roubles. Ainsi donc le salaire en papier monnaie a été augmenté relativemet au cours de la période visée par le rapport.

Dans le domaine du ravitaillement du personnel, le Comité Central a pris une série de mesures pour l'organisation des

coopératives et il recherche les ressources nécessaires. Outre un fonds d'échange donné par le Commissariat du ravitaillement et la C. G. T. le Comité Central espère trouver des ressources dans ses entreprises et à cet effet il s'est mis d'accord avec le Commissariat des Postes et Télégraphes afin qu'en province on prenne des mesures pour procèder à la révision des dépôts de matériel technique hors d'usage qui autrefois se vendait chaque année aux enchères publiques. En outre, le Commissariat des Postes et Télégraphe a consenti une avance aux coopéraiives à raison de 5.000 roubles par emloyé. Il est nécessaire de noter l'activité de la Direction Centrale des exploitations agricoles attachées au syndicat. Elle a commencé son travail en novembre, ayant reçu du Comite Central des employés des Postes et Télégraphe 4.000 déciatines de terres et plus de 50.000.000 roubles comme avance nécessaire pour la constitution de l'inventaire et pour l'achat d'une partie des marchandises et des grains nécessaires.

Dans le domaine de la protection du travail, on a pu établir le recensement exact des adolescents et des enfants, membres du syndicat, et introduire pour eux la journée de 4 et 5 heures. D'après les dernières données, le nombre total des adolescents et des enfants organisés au sein du syndicat est de 8.046 adolescents et 1.054 enfants. Il y a dans le syndicat 75.000 femmes. Dans certaines entreprises, par exemple dans les grands bureaux télégraphiques, leur nombre atteint de 60 à 70% du personnel total. Dans ces conditions il est absolument impossible de libérer les femmes du travail de nuit. La section de la protection du travail a pris des mesures pour assurer une alimentation supplémentaire pour les employés qui sont de garde la nuit. Une telle alimentation est distribuées à 35.000 femmes, 925 femmes-mères sont libérées du travail.

Dans le domaine de l'oeuvre d'éducation il est nécessaire de souligner les chiffres suivants qui montrent l'état de l'instruction technique du personnel:

| | |
|---|---|
| Cours de brève durée | 93 |
| Ecoles permanentes | 10 |
| Ecoles polytechniques | 3 |
| Instituts | 2 |
| Sections auprès des établissements scolaires | 270 |
| Elèves | 7,301 |

En 1918 il n'y avait que 3 établissements scolaires ouverts, en 1921 nous en avons déjà 251.

L'activité d'édition s'est également développée. Le syndicat fait paraître 3 revues et un bulletin du Comité Central.

Des préoccupations de production ont dominé les travaux du congrès. Des rapports généraux sur cette question ont été faits par le Commissaire aux Postes et Télégraphe, le camarade Dongolovsky, par le membre du Collège du Commissariat des Postes, le camarade Vollenberg et par le membre du Comité Central du syndicat, le camarade Alexieff.

Le camarade Vollenberg s'est arrêté avant tout sur la caractéristique du travail qui à été fait en 1920—1921. Pendant la première phase de cette période, le travail s'accomplissait dans des conditions de guerre; pendant la deuxième phase, dans des conditions de liquidation de la guerre et enfin la troisième phase s'écoule dans les conditions d'édification paisible. En 1919, près d'un tiers des fils télégraphiques se trouvaient à la disposition de l'armée rouge. Au moment de la liquidation de la guerre, le Commissariat des Postes ne disposait donc pas de grands moyens et dès cette période il a dû commencer la réédification de tout le mécanisme et le rassemblement des forces.

L'une des grandes entreprises conçues par le Commissariat est la création de l'appareil d'inspection.

Le Commissariat a accompli aussi un certain travail sur le plan international. La conclusion de toute une série d'accords a amené le Commissariat à entrer en relations avec certains Etats étrangers.

A cours d'une période relativement courte, la section internationale de la direction générale a accompli un très grand travail. Le nombre des accords conclus par le Commissariat des Postes au nom de la République dépasse dans l'ensemble le nombre de tous les accords conclus dans les autres domaines. Le Commissariat des Postes a le premier accordé des concessions. Il a ratifié la concession pour la construction d'une ligne télégraphique internationale sous-marine.

Le Commissariat des Postes avait à effectuer la réparation et la construction des lignes et le perfectionnement du service de liaison. Pour le mois d'août 1921,

30% du programme fixé se trouvaient exécutés. On peut estimer que pour le 30 septembre tout le reste des réparations sera effectué. La direction technique a établi pour le Ier août 55 radiostations urbaines, 3 sur des bateaux, et une sur le train „Le Nord Rouge". A Nijni-Novgorod, on a mis à l'étude le projet d'un radiotéléphone. On a en outre construit toute une série de bâtiments. Il faut encore mentionner l'invention d'un téléphone à accoustique très développée, invention qui a été remarquée à l'étranger.

A la séance du soir, en a entendu le rapport du Commissaire du peuple, le cam. Dongelevsky, sur la politique de son administration et sur le plan ultérieur des travaux. La tâche du jour du Commissariat, dit le rapporteur, est de perfectionner l'appareil administratif que nous venons de réorganiser.

En ce qui concerne la question du personnel, le Commissariat propose de procèder à une journée de recensement pour savoir d'une façon précise le membre des employés des P. T. T. A l'heure actuelle, le personnel des P. T. T. dépasse 160.000 employés et il est temps d'éliminer les éléments inutiles.

On prend les mesures les plus énérgiques pour améliorer les services. Il faut perfectionner le service de statistique pour décharger les bureaux de province. Le travail doit s'inspirer du principe: le moins possible d'enquêtes et de demandes, et le plus possible de renseignements. Dans le demaine des communications par fil, en entreprend toute une série de travaux. On enregistre tous les fils existants, on examine les installations des stations, on a établi le schéma des réseaux et le schéma du mouvement de la correspondance télégraphique. En premier lieu, il faut accorder une attention particulière au relèvement du rendement du travail des stations de transmission.

Dans le domaine des communications sans fil, travail absolument nouveau et très largement répandu actuellement, — nous avons devant nous toute une série de problèmes dont nous avons déjà cherché la solution.

Ensuite, nous avons toute une série d'autrest ravaux pour le développement et le maintien de la liaison postale et télégraphique. Le programme de la remise en état des lignes a été exécuté l'année passée intégralement.

Les résultats généraux des travaux commencent déjà à paraître. Le Commissariat des postes s'est donné pour tâche d'inaugurer pour le mois de mars 1922 4 stations radio-télégraphiques de réception et de transmission et 200 de reception seulement. Ce travail sera accompli à la date fixée. Le programme des constructions radio-télégraphiqes, malgré toutes les difficultés, se réalise et se réalisera dans l'avenir.

En ce qui concerne la poste aérienne, nous n'avons pour l'instant qu'un seul courrier de Moscou à Kharkov, mais il est probable que nous aurons la possibilité d'établir plusieurs courriers pour l'étranger.

En comparant le travail du Commissariat avec le travail des autres administrations, dit le cam. Dangelevsky, en terminant son rapport, en peut constater que notre administration s'est toujours préoccupée d'aller très rapidement au devant des besoins du pays et de la population. Ceci est dû au fait que les employés du Commissariat se rendaient compte de toute l'importance de leur travail pour la vie du pays.

A la séance plénière du 9 septembre, l'attention du congrès a été reportée du domaine purement productif au domaine du travail syndical dans la production. Sur ce thème, le cam Efretof a présenté un rapport sur le „rôle et les tâches des syndicats" et le camarade Ivanof un rapport sur „La protection du travail".

Dans son rapport, le camarade Efretof a souligné que le syndicat ne doit pas se limiter à l'organisation de la main d'oeuvre, mais qu'il doit entrer dans toutes les branches de la direction en s'engageant dans la voie d'une main-mise complète sur la production. Le mécanisme administratif doit chercher à se conformer à la nouvelle politique économique et le syndicat doit l'aider par tous les moyens.

Il faut reconnaitre qu'il serait désirable de faire participer le capital étranger à l'oeuvre du développement du réseau télégraphique. Le rapporteur indique que dans le travail pratique parmi les masses des syndiqués, il faut accorder une attention particulière à leur éducation professionelle et à leur participation effective à la production. Le congrès doit souligner que la question de l'amélioration des conditions d'existence des syndiqués acquiert maintenant une importance primordiale et que de la solution plus ou moins satis-

faisante de cette question dépend tout le succès du travail.

Dans le but d'améliorer les conditions d'existence des syndiqués, il est nécessaire de faire montre d'une grande activité pour l'organisation de logements communs, d'ateliers, de blanchisseries etc. Le syndicat doit chercher à organiser de nouvelles entreprises agricoles et étendre celles qui se trouvent déjà à la disposition du syndicat.

La solution satisfaisante et la réalisation de toutes les tâches incombant au syndicat, exigent le rapprochement des dirigeants syndicaux avec les masses. Ce rapprochement pourra se faire au moyen de rapports périodiques présentés par les organes dirigeants et de la participation des masses à la solution de toutes les questions syndicales et à toutes les questions de production.

Pour conclure, le rapporteur a indiqué que pendant la période écoulée, le syndicat n'a pas pu entrer en liaison avec les organisations syndicales de l'Occident. A l'heure actuelle, il y a une possibilité pratique d'établir cette liaison et il est nécessaire de déclancher une campagne pour l'unification internationale des travailleurs des P. T. T.

Le camarade Ivanof dans son rapport sur la protection du travail a indiqué que l'utilisation maximum des moyens de liaison postale oblige le syndicat à étendre et à approfondir le travail des organes pour la protection du travail pour prévenir une utilisation irrationnelle de la main d'oeuvre. Il est nécessaire de se préoccuper de la création de conditions capables de garantir une augmentation graduelle de la productivité du travail.

Etant donné la grande application de la main d'oeuvre féminine dans les P. T. T., même pendant la nuit, la tâche particulièrement importante du syndicat et du Commissariat est à l'heure actuelle l'organisation de jardins d'enfants et de crêches. Il est nécessaire d'attirer également l'attention sur les conditions d'habitation très mauvaises où se trouvent les travailleurs des P. T. T.

Dans les résolutions sur les rapports concernant l'activité du Commissariat du Peuple des Postes et Télégraphes le congrès a souligné le fait que dès le début de l'année 1921 le travail du Commissariat des Postes s'est sensiblement amélioré grâce à la réorganisation des services. Il a montré de son côté les réformes nécessaires.

Le congrès a approuvé l'activité du Comité Central du syndicat et toute sa ligne de conduite.

A la clôture, le Congrès a voté à l'unanimité un télégramme de sentiments fraternels aux camarades étrangers.

## Le 4-ème Congrès Panrusse du Textile.

Du 3 au 15 septembre s'est tenu à Moscou dans la Salle Bleue de la Maison des Syndicats le 4ème Congrès national du Textile russe.

Le rapport moral du Comité central montre que le Syndicat panrusse du textile groupe à l'heure actuelle 55 sections provinciales indépendantes et 110 sous-sections. Au lendemain du 1er congrès le nombre total des ouvriers du textile affiliés au syndicat était de 57.140 membres. Au mois de janvier 1921 le nombre total de membres atteint le chiffre de 441.011 et au mois d'août 468.516.

Au mois de janvier 1921 dans les entreprises de l'industrie textile étaient occupés 385.667 syndiqués, les autres membres du syndicat travaillaient dans les établissements de l'économie nationale ou étaient portés comme chômeurs.

Sur ce nombre général de 385.667 hommes, 211.480, soit 54,8%, étaient occupés dans l'industrie cotonnière; 84.243, soit 21,8%, dans l'industrie de la laine; 6.417, soit 1,7%, dans l'industrie de la soie; 67.533, soit 17,5%, dans l'industrie du lin et du chanvre; 12.782, soit 3,3%, dans les filatures et 3.313, soit 0,9%, dans les industries mitigées.

A chaque millier d'ouvriers occupés dans les fabriques correspondent 86,4 employés. Cependant le nombre d'employés varie de 75,3 pour 10 0 ouvriers dans les filatures à 127,7 dans les fabriques mitigées. En moyenne, sur 1000 ouvriers et employés il y a 57 femmes, 422 hommes, 889 adultes et 101 adolescents.

Voici des chiffres qui montrent à qui incombe le travail syndical nécessaire à cette armée nombreuse du textile.

Dans les sections nous voyons travail-

jet aussi bien des militants élus, sur lesquels pèse toute la responsabilité du travail et des travailleurs confiés par les organes syndicaux, principalement des techniciens. En août 1921, on comptait 779 hommes dans les services de 55 sections provinciales ou régionales, sans compter ceux qui travaillent dans les 110 sous sections. Sur ce nombre 334, soit 43,9%, étaient élus, quant aux autres, 445 hommes, soit 5,81%, ne l'étaient pas. Les femmes occupent assez rarement des postes électifs, le nombre des femmes élues aux organes syndicaux est de 34 femmes seulement, c'est à dire, 10,2% du nombre total des militants élus. Par contre les femmes employées travaillant dans les organes syndicaux sont assez nombreuses—44,7%.

En 1919, le % des communistes membres des bureaux syndicaux était de 38,5%, en 1920 — 45,8% en 1921—58,7%. Il est intéressant de noter que parmi les femmes le % des communistes à l'heure actuelle est de 80% et chez les hommes 56,4%. De là on peut conclure qu'au travail syndical sont surtout attirées les femmes qui ont fait leurs preuves et qui ont acquis une certaine expérience politique

Dans le plus grand nombre des cas, on élit aux bureaux syndicaux du Textile des ouvriers. Sur le nombre total des militants élus, 70,4% sont ouvriers— 48,90% ouvriers du textile, 16% métallurgistes et 5,5% autres ouvriers.

Dans son rapport sur l'activité du Comité central, le camarade Koutousof s'est arrêté sur la caractéristique de la lutte héroïque du syndicat qui toujours a été à l'avant garde de la révolution. "Quand on a lancé l'appel: "Tout pour le front", dans les institutions centrales on s'est préoccupé de soutenir les ouvriers qui produisent les objets nécessaires pour le front et dans ce nombre les ouvriers du textile. On a mis sur pied des combinaisons multiples-militarisation, "entreprises de choc", etc. Toutes ces mesures ont été entreprises par le Comité central pour alléger dans une certaine mesure la situation des ouvriers du textile et faciliter la fabrication énergique des produits nécessaires à l'armée. Et nous avons vu que pendant les opérations militaires, pendant une crise très sérieuse de faim et de froid, les ouvriers du Textile ont mis leur production au niveau d'avant-guerre en tâchant de fournir l'Armée Rouge de leur mieux. A partir du mois de janvier de cette année, la production chez nous, loin de baisser, a augmenté considérablement. La Direction Générale du textile avait inscrit au programme la mise en activité de 1.400.000 fuseaux et on peut dire avec certitude que près d'un million de fuseaux ont travaillé. La crise très sérieuse du combustible qui a frappé les fabriques en avril a obligé de diminuer le travail des ouvriers et on a suspendu les travaux pendant deux semaines en conservant les deux tiers des salaires sans préjudice des deux semaines de congé réglementaire suivant le décret".

L'attention principale du Comité Central a été portée sur la question des tarifs. La solution de cette question a provoqué en province des malentendus et des frottements interminables et seule la mise au point de la politique des tarifs effectuée par le 4-ème Congrès National des syndicats donne l'espoir que désormais des conditions d'existence supportables seront assurées aux ouvriers du textile.

En parlant de la nouvelle politique économique et des nouvelles tâches dans le travail syndical qui en résultent, le camarade Koutousof dit:

"La nouvelle politique économique signifie la gestion de la production sur des bases commerciales. Pour qu'on puisse échanger les produits manufacturés contre le pain, contre tout ce qui est nécessaire à la fabrique, il faut donner libre essor à l'initiative de nos directeurs de fabrique. Nos camarades géreront mieux l'industrie parce qu'ils ne seront plus menacés d'être arrêtés ou retenus pour une infraction au décret. La fabrique augmente sa production et pour cette raison toutes les cartes doivent être mises entre les mains de la Direction. Certains camarades pensent que dans ce cas il faut avoir recours à l'ancien fabricant. C'est une erreur. Nos gars sauront conduire à bien toute cette affaire avec les travailleurs du personnel technique, les ingénieurs et des mécaniciens qu'ils ont coudoyés pendant trois ans volontairement ou involontairement".

Les représentants de la province ont pris part aux débats sur le rapport du Comité Central. En critiquant l'activité du Comité Central au cours de l'exercice visé par le rapport, les orateurs ont sou-

ligné surtout la faiblesse de l'appareil syndical central et les fluctuations de la ligne principale dans la direction de l'activité syndicale et de l'industrie du textile.

Dans le rapport sur l'activité de la section d'instruction dans l'organisation, le camarade Stein a indiqué que le syndicat a exécuté la décision du 3ème Congrès concernant l'affiliation à l'organisation des éléments de l'industrie textile qui jusqu'à présent n'adhéraient pas au syndicat panrusse: les fouleurs dont la majorité se trouvait en Sibérie et les tricoteurs occupés dans la petite industrie.

Le camarade Baikof dans son rapport présenté au nom de la section des tarifs du Comité Central a souligné combien il serait désirable de passer entièrement au travail aux pièces et de ne conserver des appointements fixes que pour les ouvriers dont le travail ne peut pas être apprécié aux pièces ainsi que pour les employés et le personnel technique.

Les formes des primes en objets de sa propre production, suivant l'avis du camarade Baikof, est étroitement lié aux nouvelles conditions économiques et à l'organisation de la coopération ouvrière. On a établi la défalcation proportionnelle à la quantité d'objets fabriqués dans toutes les branches de la grosse industrie du textile. Officiellement ont une "rémunération collective" deux fabriques: la manufacture de Prokorof et la fabrique de drap de Gorodischensk. Le minimum d'existence pour les ouvriers du textile est de 828.579 roubles et pour le degré supérieur de 5.141.057 roubles. L'orateur a exprimé l'espoir que l'application judicieuse des formes de paiement en nature donnera la possibilité d'arriver à des résultats positifs et sortir des impasses où nous sommes pendant les trois dernières années.

La camarade Amossof dans son rapport sur le travail d'éducation du Comité Central a souligné l'activité énorme qui a été déployée en province pour l'organisation d'un réseau d'écoles du jour et du soir. D'autre part on a élaboré des programmes et des plans scolaires de cours trimestriels et semestriels d'enseignement industriel du Textile. Au cours des 16 mois écoulés 200 écoles élémentaires ont été organisées, chaque école a eu en moyenne 100 élèves. Il y a actuellement en province en moyenne 20% d'illettrés, cependant que d'après les renseignements précédents il y en avait de 40 à 60% et même plus. D'après les renseignements de province il y a actuellement 201 écoles d'instruction générale, en 1920 il n'y en avait que 100. On compte actuellement 346 cours d'instruction générale et d'instruction technique professionnelle. Une des questions urgentes à l'ordre du jour est le travail culturel parmi les adolescents et l'organisation des écoles auprès des fabriques et des usines.

Le rapporteur de la section du ravitaillement le cam. Richef a montré que malgré toutes les difficultés de la situation on est tout de même parvenu à mettre le ravitaillement des ouvriers du textile à la hauteur voulue.

L'organisation par les ouvriers du textile de leurs propres domaines soviétistes mérite l'attention. Les ouvriers du textile possèdent actuellement 23.000 déciatines*) dont 11.000 déciatines constituent des terres labourables. Si on répartit tous les produits provenant de ces domaines parmi tous les ouvriers du textile, chaque ouvrier du textile recevrait 5 pouds**) 4 livres de céréales, un poud 13 livres de choux et d'autres légumes et 5 pouds 4 livres de pommes de terre.

Dans son rapport sur l'organisation de l'industrie textile en corrélation avec la nouvelle politique économique, le camarade Lebedef s'est arrêté sur la marche des travaux dans l'industrie textile jusqu'à présent. Le produit fabriqué revenait très cher à l'Etat parce que les entreprises textiles ne travaillaient qu'à rendement réduit. Condamnées à l'inaction, les machines s'abîment et les installations se détériorent. Cependant si bien même tous les défauts existants étaient liquidés, l'industrie textile ne saurait pas travailler régulièrement par suite du manque de matières premières qui suffiront tout au plus pour 6 ou 8 mois.

Dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure de rétablir l'industrie textile et nous avons dû changer radica-

*) Déciatine — 1,09 hectare
**) Poud — 16 kilogrammes.

lement tout le cours de la politique économique. Alors qu' autrefois nous avions un appareil de direction centralisée qui préservait d'industrie d'une ruine complète mais, d'un autre côté, mettait un frein à l'initiative locale, aujourd'hui un libre essor est donné à cette dernière et désormais la quantité des produits fabriqués dans l'industrie textile doit augmenter de plus en plus. Le travail dans les nouvelles conditions a été commencé par la création d'un trust du lin qui a déjà mis en marche 7 fabriques. Cependant tous les camarades ne sont pas d'accord sur la nécessité de créer des trusts. La direction provinciale du textile de Moscou, par exemple, propose de ne pas créer de trusts et de faire supporter tout le poids du travail administratif et économique aux directions provinciales du textile. Cependant, pas une seule direction provinciale du textile ne saura venir à bout de ce travail, car elle devra accorder son attention à trop de choses à la fois. Il est nécessaire de créer un organe qui chargé de gérer une branche précise de l'industrie du textile pourrait, après une étude détaillée, diriger cette branche là seulement. On ne peut résoudre la question de la subordination des entreprises à tel ou tel organe central ou local suivant une règle uniforme, il faut toujours tenir compte des conditions réelles. Dans chaque cas particulier il est nécessaire d'entendre les travailleurs locaux et alors seulement on pourra trancher au Comité Central la question sans erreur.

Dans les débats sur le rapport, certains délégués ont exprimé des craintes que le nouveau cours économique, que les nouvelles conditions de développement de l'industrie textile ne portent atteinte aux intérêts des ouvriers de cette branche, qu'à la tête des entreprises ne se placent les „spécialistes". En réponse à ces objections, le camarade Koutousof a attiré l'attention du congrès sur le fait qu'il ne faut pas craindre les „spetz" parce que ceux-ci seront constamment contrôlés par les ouvriers.

Dans son discours de conclusion le camarade Lebedef dit que „tout homme capable de travailler doit être utilisé avec le maximum de rendement. Il ne peut exister chez nous à ce point de vue aucune distinction entre l'ouvrier capable et le „spetz". La préférence doit être donnée non au „spetz" ou à l'ouvrier, mais à leurs capacités de travail."

Le camarade Stein a proposé la fusion du syndicat de l'Aiguille avec celui du Textile. Le Congrès a pris une décision ratifiant celle du Comité Central concernant la fusion avec le Syndicat de l'Aiguille et a indiqué en même temps que dans les localités où cette fusion a déjà eu lieu de facto, il faut la recommencer, car la fusion s'y est accomplie au point de vue économique, mais non pas au point de vue syndical.

Le Congrès a consacré beaucoup d'attention à la question d'organisation du Comité international de liaison et de Propagande des ouvriers du Textile. Le camarade Lebedef a souligné le conflit latent entre les dirigeants officiels du mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale et les masses ouvrières dont l'état d'esprit devient de plus en plus révolutionnaire. Au cours de ces derniers temps on constate nombre de grèves du textile, grèves qui surgissent souvent tout à fait spontanément sans que les directions syndicales jaunes y soient pour rien. Le Comité International de propagande des ouvriers du textile, organisé par le Comité panrusse du Textile, doit réunir et diriger tous ces mouvements de la partie révolutionnaire du prolétariat de l'Europe Occidentale.

Le 15 septembre, le cam. Mayer a pris la parole en tant que représentant de l'Internationale Syndicale Rouge et a salué le Congrès au nom du Bureau Exécutif de l'I. S. R. et au nom des ouvriers du textile allemand.

Le Congrès a adopté le texte d'un message aux ouvriers du textile de tous les pays dans lequel il proteste contre le fait qu'on n'a pas invité les délégués russes au Congrès International du Textile convoqué à Paris pour le 19 septembre 1921.

Dans ce message, les ouvriers du textile déclarent:

„Nous n'estimons pas qu'une telle attitude à l'égard des ouvriers du textile russe soit l'effet d'un simple hasard. Elle est liée entièrement à ce fait que pendant de nombreuses années, au prix de notre sang, condamnés à des privations multiples, nous menons un combat implacable pour la réalisation de la société communiste. Les dirigeants de vos or-

ganisations syndicales affiliées à l'Internationale d'Amsterdam font tout le possible pour conserver les bases essentielles du régime bourgeois, son oppression, son exploitation éhontée et ses guerres cruelles. Qui donc, sinon vos dirigeants, fait tout le possible pour semer parmi vous des illusions concernant la possibilité de résoudre les questions les plus douloureuses autour du tapis vert du Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations ensemble avec les bourreaux et les exploiteurs de la classe ouvrière, pendant que le capital déclanche une offensive sur toute la ligne pour abaisser vos salaire, déjà misérables... Voilà pourquoi ils n'ont pas osé nous admettre dans la Fédération Internationale du Textile, voilà pourquoi ils ne se sont pas décidés à remplir leurs promesses de nous inviter au Congrès International. Car ils savent que notre participation à ce congrès leur serait extrêmement désavantageuse parce que nous aurions su y dénoncer leurs projets déloyaux, parce que nous aurions pu démasquer toutes les tromperies qu'en notre absence ils peuvent préparer paisiblement dans les laboratoires de leurs congrès."

Le Congrès a adopté également le texte d'un message aux ouvriers du textile de France, d'Italie et de Pologne qui sont entrés dans une lutte héroïque contre le capital. Voici ce que dit ce texte transmis par radio:

„Le 4-ème Congrès Panrusse des Ouvriers du Textile, au nom des 450.000 ouvriers du Textile de Russie, envoie son salut fraternel aux ouvriers du Textile de France, d'Italie et de Pologne qui luttent héroïquement contre le capital. Le Congrès est convaincu que le mot d'ordre proclamé par vous et, d'autre art, les lock-outs et le sabotage des entrepreneurs, la décomposition du capitalisme mondial, seront le point de départ d'une bataille définitive pour la domination mondiale du prolétariat. Le Congrès suit votre lutte avec une admiration particulière et en vous saluant exprime sa ferme conviction en votre victoire.

Vivent les ouvriers du textile de France, d'Italie et de Pologne!

Vive la Révolution Prolétarienne mondiale."

## Institut central du travail.

Dès l'été de l'année 1920 la C. G. T. russe avait conçu l'idée de l'organisation d'un Institut Scientifique du Travail. Au début, l'idée de sa création a surgi dans les différentes organisations syndicales et a été mise à l'ordre du jour par les conditions objectives — le travail purement pratique des sections des tarifs. L'institut devait avoir pour but l'édification d'un système de qualification professionnelle, afin qu'il soit appliqué réellement le jour où le fonctionnement de l'industrie sur des bases solides aura été assuré. Cependant, peu à peu l'institut a élargi ses tâches, c'est actuellement une institution qui apparaît sur l'arène de l'activité scientifique et sociale avec des perspectives extraordinairement riches. Dans le premier numéro de l'organe mensuel de l'Institut „L'organisation du Travail" le camarade *Gastef*, partisan enthousiaste du gros industrialisme, un des initiateurs de l'Institut, donne le mot d'ordre suivant: „Nous devons être une organisation constituant l'état-major du travail, nous devons écarter l'industrie des artisans et devenir les porteurs des idées modernes et entraîner le monde vers une synthèse grandiose de toute l'expérience du siècle."

Le développemet contemporain de la technique, avec son analyse développée, son recensement des moindres valeurs et son établissement des normes devait inévitablement avoir une répercussion sur le travail vivant de l'ouvrier. Il en découle la tâche de l'organisation scientifique de la grosse industrie et de l'organisation scientifique de l'administration. La question psychologique et physiologique du travail se dresse devant l'Institut dans toute son ampleur. Le problème de la création d'une nouvelle pédagogie industrielle en même temps que le problème des symboles économiques du travail doivent être solutionnés par l'Institut.

A la tête de l'Institut se trouve un conseil qui donne la méthodologie directrice du travail et qui travaille à réaliser une synthèse sociologique générale.

Le travail direct de l'appareil scientifique ouvrier s'édifie ainsi sur 4 lignes:

technique, économique, psycho-physiologique et pédagogique. Les cabinets des savants constituent le cerveau de chacun de ces domaines. Le travail de recherches est exécuté par: le laboratoire technique, le bureau économique, le laboratoire psycho-physiologique, et enfin par les écoles et les ateliers. Ce travail est couronné et se trouve corrigé dans une série d'entreprises expérimentales, métallurgiques de préférence, avec cette condition qu'il faut qu'au cours de ces vérifications et corrections le travail musculaire soit représenté notablement.

Le 16 septembre de cette année, l'Institut Central du Travail a célébré l'anniversaire de sa création. A la rue Pétrovka, à côté d'un lieu désert, se dressent les murs nus de ce futur temple de la création du travail appelé à synthétiser la pensée du savant et les efforts musculaires de l'ouvrier.

Dans son discours d'introduction, lors de la célébration de l'anniversaire le camarade *Gastef* a dit: „Il y a une année, il n'y avait ici que cendres et poussière. Il y a une année nous n'aurions pu que rêver à la création de cette institution. Et aujourd'hui, malgré le manque de moyens et de forces, nous savons qu'elle existera et qu'elle se développera".

Résumant les travaux de l'institut au cours de l'année écoulée, le cam-Gastef a encore dit: „Nous ne nous donnons pas pour but de créer une idéologie de la protection du travail. Nous étudions l'idéologie de l'accomplissement même du travail et cherchons d'y adapter les nouvelles idées de l'Europe et de l'Amérique. Nous tendons à faire du travail une chose facile, créer dans notre appareil des tentacules pour que scientifiquement ou pratiquement on puisse réaliser toutes les modifications propres à améliorer, à faciliter et à économiser les moindres choses nécessaires dans le processus du travail."

Dans son rapport sur l'importance de la psycho-technique le professeur *Severny* a indiqué que nous vivons à l'époque de la faillite de la vieille culture et que les masses humaines attendent la venue de facteurs techniques gigantesques. Un de ces facteurs pourrait bien être la nouvelle science appliquée—la psycho-technique. L'organisation scientifique du travail est impossible sans l'étude attentive dans des laboratoires spéciaux non seulement de la technique du mouvement des différents membres de l'organisme lors de l'accomplissement du travail, mais aussi de l'étude de la structure psychologique. Le petit nombre d'appareils se trouvant à la disposition des instituts a permis de commencer ce travail grandiose.

Le camarade *Babkine* a passé en revue les organes qui existent en Europe Occidentale et en Amérique et qui ont pour but l'étude du mouvement dans le processus du travail. Un de ces laboratoires —la „Compagnie Générale de l'électricité" à Chenchtedi (Amérique) est dirigé par trois directeurs, possède 50 chimistes, 15 physiciens, 13 ingénieurs, 50 employés préposés aux recherches et 225 spécialistes ouvriers de toutes sortes. La „Compagnie électrique de l'Est" a à son service pour ce travail environ 925 ingénieurs, chimistes, etc. Tous ces laboratoires assez nombreux portent un caractère exclusivement pratique, ils sont crées pour les besoins de l'entreprise seulement. Les tentatives d'unifier leurs travaux et de placer sur un terrain réel les efforts de résoudre le problème du travail et de son organisation, ont été jusqu'à présent assez faibles. Le rapporteur souligne que la première institution scientifique de ce type est l'Institut Central du Travail auprès de la C. G. T. russe.

Le docteur *Gertchief*, dans son rapport concernant l'étude des mouvements pendant le travail a apporté une masse de faits illustrant comment les gestes utiles et sobres pouvaient faciliter et améliorer le travail. Le compositeur en composant le texte et en changeant la place des lettres fait un effort égal à une marche de 15 kilomètres par jour. Mais si on change la disposition des lettres dans la caisse, si on ajoute les syllabes fondues d'usage fréquent, ce voyage pourrait être réduit de moitié ou même jusqu'à cinq kilomètres.

Le professeur *Tikhonof* a suscité un intérêt spécial par son rapport sur les méthodes de photographie dans l'étude de nos gestes automatiques. Les assistants ont écouté avec grand intérêt toute une série d'autres rapports et ont participé eux-mêmes à quelques expériences psychotechniques.

## Le Club de Science et de Technique auprès de la C. G. T. russe et du Conseil des Syndicats de Moscou.

Le Club Central de Science et de Techique a pour but d'unifier les couches les plus instruites du prolétariat et les meilleurs représentants des intellectuels techniques dans un travail commun concernant l'intensification du travail et son organisation scientifique. Au cours du premier semestre de son existence, le club a réussi à faire beaucoup de choses dans l'oeuvre du relèvement de l'industrie et dans celle de l'organisation d'une large instruction industrielle au sein des masses ouvrières.

Actuellement le club est l'inspirateur et le directeur idéologique de toutes les recherches dans le domaine de la culture industrielle.

Le Club de Science et de Technique, organisé seulement en janvier de l'année courante avec le concours du cam. *Losovsky*, alors président du Conseil des Syndicats de Moscou, a réussi pendant cette courte période à grouper autour de lui les forces scientifiques techniques de Moscou et de la province.

Les tâches que se donne le Club de science et de technique sont très vastes, et englobent toutes les questions de notre vie économique et celles de sa réelle transformation scientifique. Il est peu probable qu'une telle institution ait son égale même dans les pays occidentaux de „haute culture" où les laboratoires scientifiques auprès des entreprises capitalistes songent moins à se rapprocher des masses ouvrières sur la base de la satisfaction de leurs aspirations vitales qu'à extraire une plus-value aussi forte que possible au profit du capital.

Les tâches principales incombant au Club de Science et de Technique sont les suivantes: 1. Faire participer les masses laborieuses à l'oeuvre de création scientifique et d'organisation scientifique du travail. 2. Concentrer toutes les forces scientifiques techniques. 3. Faire une large propagande et apporter son concours à l'application pratique de toutes les découvertes, inventions et perfectionnements. 4. Apporter son concours aux organes syndicaux ou économiques correspondants dans le domaine du relèvement du niveau scientifique et artistique-industriel des travailleurs de chaque industrie donnée.

Actuellement sont groupés autour du club des représentants de la science, la section scientifique technique du Conseil Supérieur d'Economie Nationale et diverses organisations d'éducation scientifique. Il est étroitement lié aux comités centraux des syndicats.

Au cours du dernier semestre le Club de Science et de Technique a donné 75 conférences sur diverses branches des connaissances. Les „lundis" consacrés aux questions précises de notre vie économique russe ont surtout beaucoup de succès. Aux conférences et aux réunions prennent la parole nos meilleures représentants de la science. A côté des „lundis" on organise également des „jeudis" consacrés aux conférences populaires.

Outre les conférences et les réunions, le club fait un travail important d'organisation pour les diverses branches de notre industrie: textile, chimique, électrotechnique etc.

Auprès du club sont organisés des cours de langues étrangères qui ont pour but la préparation de militants syndicaux capables d'être envoyés en mission à l'étranger.

La section bibliographique du club a également donné une grande extension à son travail, elle a pour but la direction idéologique de l'éducation scientifique technique des masses.

Outre ses conférences, le club a l'intention de donner des connaissances pratiques sur le processus de la production en organisant des excursions sur les lieux.

Malheureusement, une série d'obstacles objectifs ne permettent pas au club la réalisation de ses tâches dans toute l'ampleur désirable. Au nombre de ces obstacles se trouve évidemment au premier chef le manque de ressources.

Le travail dans le cadre national ne se développe encore que faiblement en raison du manque de forces scientifiques et techniques en province. Les perspectives d'avenir sont très vastes. Avec l'augmentation de la production du travail à l'intérieur du pays et la rupture du blocus, le Club de Science et de Technique vivra d'une vie intense.

# Partie officielle.

## Message aux ouvriers du Japon.

Camarades!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, élu au récent Congrès Constitutif des Syndicats Révolutionnaires de tous les pays, vous salue et vous souhaite une prompte libération du servage capitaliste.

Frères de travail! C'est avec admiration que le prolétariat mondial vous regarde pour suivre votre lutte contre la sanguinaire bourgeoisie japonaise. C'est avec joie que nous voyons se développer en vous le désir d'en finir définitivement avec vos exploiteurs. Il nous semble qu'un puissant esprit révolutionnaire anime les larges couches du prolétariat japonais, décidé à vaincre ou périr dans la bataille définitive contre le capital. L'opportunisme, cet ennemi mortel du prolétariat, vous a touchés à peine, vous qui sentez le plus lourdement peser le fardeau du capital exploiteur. La jeune classe ouvrière du Japon s'est montrée rebelle à l'esprit de collaboration des classes. Le prolétariat japonais qui a goûté du poison opportuniste de Zousouski, s'en trouve ainsi comme vacciné contre une nouvelle infectiou. La classe ouvrière japonaise a déjà vaincu la maladie infantile de l'opportunisme, elle est prête aujourd'hui à la lutte contre les forces noires du capital. Elle se détourne avec mépris des chefs qui ont trahi, elle apporte toutes ses sympathies aux chefs révolutionnaires se réclamant de la méthode d'action directe. Le mouvement ouvrier japonais est encore jeune, mais il s'est engagé dans la bonne voie. Point de demandes humiliantes d'aumônes, point de reconnaissance pour chaque miette que la bourgeoisie jette à l'ouvrier affamé, mais une lutte révolutionnaire sans quartier livrée au nom des droits à l'existence du prolétariat, au nom de la victoire sur le capital.

Et en réalité, l'ouvrier japonais n'a-t-il pas mille fois raison dans sa colère? Ne sont-elles pas horribles les conditions de vie auxquelles sont condamnés les esclaves du capital japonais? Une journée de travail illimitée, des conditions de travail épouvantables, une sous-alimentation touchant à la vraie famine par suite de bas salaires, les ouvrières écrasées par des tâches au-dessus de leurs forces et mourant de tuberculose par dizaines de milliers, les enfants qui, au lieu d'emmagasiner les forces et les connaissances nécessaires, travaillent 14 heures, sans distinction de sexe, jour et nuit: voilà comment vit la classe ouvrière japonaise. L'infamie commune à tous les pays capitalistes vous a touchés, vous aussi, ouvriers japonais: vos femmes et vos filles, tout en succombant au travail, ne peuvent pas subvenir à leur existence et doivent s'adonner à la prostitution pour ne pas mourir de faim.

Les capitalistes japonais se sont enrichis pendant la guerre mondiale. Qu'ont-ils donné aux ouvriers? Les miettes de leur table richement garnie dans des moments de besoin urgent de la main d'œuvre. Maintenant que la guerre mondiale est finie et que la crise industrielle frappe les capitalistes japonais, ces derniers, avides de conserver l'intégralité de leurs profits éhontés, ferment les fabriques et les usines et jettent dans la rue des millions d'ouvriers. En même temps, la vie renchérit, les objets de première nécéssité deviennent inabordables pour les masses ouvrières et même le riz, le produit alimentaire le plus répandu, devient chose rare pour le prolétaire japonais affamé. Cependant ce ne sont pas seulement les chômeurs qui claquent des dents, peu à peu ceux qui travaillent aussi commencent à ne pas manger à leur faim, car le patron avide abaisse les salaires tout en augmentant la journée de travail.

Le prolétariat japonais se rend compte de toute l'horreur de sa situation et se prépare à porter un coup formidable à ses féroces ennemis de classe. Il accepte la bataille sur toute la ligne et ne songe pas à céder ses positions. Malgré une „loi de police" promulguée récemment qui réprime sévèrement toute agitation gréviste, les grèves déviennent de plus en plus fréquentes. Mais les ouvriers japonais recourent aussi au sabotage, méthode qu'ils ont trouvée spontanément en dehors de l'expérience des ouvriers étrangers. Les défaites temporaires n'effraient pas le prolétariat japonais, car il sait que la victoire définitive lui est assurée: cela lui donne le courrage nécessaire pour lutter jusqu'au bout. Au fur et à mesure que la féroce police japonaise cherche à écraser

le mouvement ouvrier, les actions ouvrières deviennent plus cohérentes et la force de résistance de la classe ouvrière s'accroit.

Il incombe à la classe ouvrière du Japon de définir les formes de la lutte à livrer. Cela est d'autant plus nécessaire que le capitaliste japonais est excessivement rusé, il s'entend à duper les ouvriers. La bourgeoisie japonaise craint leur esprit révolutionnaire, mais tout en les craignant, elle a besoin d'eux, parce qu'ils constituent la base de son bien-être. C'est pourquoi elle cherche à effacer dans la conscience ouvrière tout esprit révolutionnaire, à aplanir d'une façon paisible tous les conflits de classe. Mais c'est en vain que le capital japonais a espéré que les ouvriers japonais se laisseraient tromper. Des sociétés de conciliation dans le genre de Kiatso-Kai, cherchent à accorder les intérêts du travail et du capital. Le juste mépris dont le prolétariat japonais a accablé la Kiatso-Kai, dans laquelle la bourgeoisie japonaise a mis tant d'espoir, a été la cause de la fin pitoyable de cette institution. Ainsi donc, la conscience prolétarienne vibre réellement au soin des ouvriers japonais et leur instinct de classe ne les a pas trompés. Ce n'est pas seulement son propre prolétariat que la bourgeoisie japonaise cherche à tromper, elle veut duper aussi l'opinion publique de toute la classe ouvrière mondiale. Lorsqu'il a fallu envoyer un représentant des ouvriers japonais à la Conférence Ouvrière de Washington, organisée par les capitalistes pour tromper les masses ouvrières, le gouvernement japonais a envoyé en qualité de représentant ouvrier l'ancien directeur d'un établissement de constructions navales, lequel devait représenter la classe ouvrière japonaise. Une indignation unanime du prolétariat japonais a accueilli cette infâmie.

Mais la bourgeoisie japonaise ne cherche pas seulement à tromper les ouvriers, elle veut aussi canaliser le mouvement révolutionnaire ouvrier et le diriger à son gré. Lorsque les revendications du prolétariat, concernant les comités d'usine et de fabrique, deviennent particulièrement pressantes, elle s'empresse de mettre en avant des créatures à elle, des briseurs de grèves et des traîtres soumis à la volonté de leurs patrons.

Ouvriers du Japon! Tant que votre bourgeoisie avide a eu besoin de vous pour transformer votre cerveau, votre sang et votre sueur en beaux louis d'or, elle vous ménageait, mais aujourd'hui, qu'elle a intérêt à se débarrasser de vous provisoirement, elle vous jette à la rue, ou bien cherche par tous les moyens, lock-outs, etc. à abaisser votre salaire déjà misérable, à allonger la journée de travail déjà si longue. C'est maintenant surtout, que vous devez être prêts à la lutte pour repousser les attaques de la bourgeoisie. Ce n'est pas par l'action parlamentaire que vous pourrez sortir de la situation impossible où vous êtes; les aumônes insignifiantes que vous auriez pu attendre de votre bourgeoisie en temps normal, ne pourront pas vous être accordées par la voie parlementaire à l'epoque de crise actuelle. Tant que le régime capitaliste existe au Japon, aucune annulation de la „loi de police" ne vous donnera la possibilité d'améliorer votre situation. Le gouvernement du Mikado, ce commis sanguinaire de la bourgeoisie japonaise, trouvera toujours les moyens qu'il faut pour vous maintenir dans l'esclavage. Ce n'est que par l'insurrection organisée de tout le prolétariat japonais contre le régime existant que vous pourrez étendre votre liberté, la révolution sociale seule vous affranchira de l'esclavage auquel vous êtes condamnés. Suivez l'exemple de vos voisins, les ouvriers et paysans russes, et vos chaînes seront rompues.

Mais pour que la Révolution soit possible dans votre pays, pour que vous ne luttiez pas en vain, pour que vous soyez victorieux, il faut être unis, il faut que vous ne fassiez qu'un bloc dans une organisation puissante ayant à sa tête des militants véritablement révolutionnaires. Autrement, votre colère et votre juste indignation se manifesteront une fois de plus par des mouvements non organisés, reprimés facilement, pareils aux „émeutes du riz" du passé. Prenez exemple de vos ennemis, voyez comme chaque jour se fondent de multiples syndicats patronaux. Or, l'immense majorité des ouvriers n'est pas organisée du tout. Et chaque employeur peut facilement les vaincre séparément. Les ouvrières japonaises, les plus exploitées, les plus malheureuses de tous les prolétaires et qui composent néanmoins l'élément prédominant du prolétariat japonais, ne possèdent presqu'aucune organisation. Mais qui pourtant, sinon elles, a plus besoin d'être or-

organisé? Et qui perd tant de forces en travail et en santé dans le travail à domicile et dans les petites industries? N'est-ce pas du sang des femmes malheureuses que sont arrosées toutes ces broderies de soie et de papier faites par elles? N'est ce pas de sang, de sueurs et de larmes que sont imprégnés tous les petits objets faits de paille ou de copeaux? Et la situation des prolétaires hommes est-elle à ce point satisfaisante qu'on puisse retarder leur organisation? Le prolétariat japonais a déjà répondu à cette question par la création d'un nombre toujours plus grand d'organisations syndicales; le sain instinct prolétarien lui a montré déjà toute la nécessité et toute l'importance des groupements ouvriers.

Cependant, ce qu'il a fait est loin d'être suffisant pour une lutte victorieuse contre la bureaucratie bourgeoise, pour la complète libération. Pour y parvenir, il doit se grouper dans une organisation puissante, et au lieu de cela que voyons-nous? Presque partout, dans toutes les villes, les ouvriers d'une même branche d'industrie, d'une même profession, sont organisés dans des syndicats différents. Ainsi, par exemple, les métallurgistes ont plusieurs syndicats, les imprimeurs sont organisés dans 3 syndicats travaillant parallèlement: Chini-Kai, Cheichin-Kai et Taichin-Kai. Une telle division des masses ouvrières qui n'est provoquée par aucune considération de principe affaiblit l'énergie de la classe ouvriere et diminue sa volonté de lutte. On doit y mettre fin. Ouvriers japonais, si vous voulez vaincre, si vous voulez être des hommes libres et non des esclaves, vous devez vous organiser tous sans distinction de sexes ni d'âge dans des syndicats d'industrie. Une industrie, un syndicat, voilà la règle essentielle que les ouvriers japonais doivent suivre dans leur travail d'organisation. L'unification du prolétariat ne doit pas cependant se limiter à celà; elle doit aller plus loin, car la défaite des ouvriers dans une branche d'industrie quelconque entraîne la défaite de tous les ouvriers. La diminution des salaires ou l'augmentation de la journée de travail dans une branche d'industrie, entraîne des aggravations semblables dans toutes les autres industries. Pour éviter cela les syndicats d'industrie doivent être unifiés à leur tour. D'un côté, les syndicats d'industrie doivent être groupés par régions et former pour la défense de leurs intérêts des organes locaux, régionaux et enfin un centre national intersyndical capable de diriger tout le mouvement syndical révolutionnaire de la classe ouvrière; d'un autre côté, les mêmes syndicats uniques d'industrie doivent être groupés dans le cadre national et former des organes centraux chargés de la direction du mouvement révolutionnaire des ouvriers occupés dans leur branche d'industrie respective. Sans de pareilles organisations et surtout sans la création d'un organe central national chargé de la direction du mouvement syndical dans le pays, vous ne saurez pas vaincre. Par contre, unis, vous représenterez une force qui n'aura pas son égale dans votre pays, et alors notre victoire sur la bourgeoisie sera assurée.

Les syndicats créés par la bourgeoisie japonaise pour tromper et berner les ouvriers, doivent être complètement détruits par vous. Vous devez regarder les ouvriers faisant partie de ces syndicats comme des frères trompés qu'il faut libérer, au nom de la solidarité proletarienne, du joug économique et politique, mais aussi du joug spirituel de la bourgeoisie. Votre devoir est d'éclairer ces frères égarés, leur ouvrir les yeux sur le tort qu'ils font à la classe ouvrière, et alors ils adhèreront de plein gré aux ouvriers révolutionnaires.

Les prolétaires japonais conscients doivent prêter une attention particulière à l'organisation dans les syndicats de l'énorme masse d'ouvriers non qualifiés. Ces derniers doivent se grouper par branches d'industrie à côté des ouvriers qualifiés et former ainsi une famille ouvrière unique.

Ouvriers japonais, vous devez vous rappeler qu'il est dans les intérêts de vos exploiteurs de diviser les travailleurs, d'apporter la scission et la discorde dans leur sein. Ils espèrent continuer à dominer en vous divisant. La bourgeoisie japonaise, profitant des traditions du pays, a formé au sein de l'armée des travailleurs un groupe spécial, le plus opprimé et le plus exploité, ce qu'on appelle les „éta“, véritables parias dont la situation est telle, que la vôtre apparait comme brillante, comparée à la leur. Vous devez en finir une fois pour toutes avec cette infâmie de l'inégalité, reste de l'ancien temps. Vous devez les libérer ju-

ridiquement et économiquement, mais vous devez aussi les relever moralement en les acceptant dans vos milieux.

Votre bourgeoisie cherche à distraire votre attention en chauffant vos passions nationalistes, en vous lançant contre vos frères les ouvriers coréens écrasés par un double joug: celui de leurs exploiteurs nationaux et celui de vos capitalistes. Vous devez vous dégager des excitations chauvines de votre bourgeoisie et tendre une main fraternelle aux ouvriers Coréens, Chinois et autres, pour une lutte commune contre votre bourgeoisie nationale. Evitez par tous les moyens la création des syndicats de nationalité, car la création de pareils syndicats apporte la scission et la haine dans le camp des travailleurs et aggrave leur situation matérielle. Groupez-vous dans des organisations syndicales uniques, vous tous qui avez des mains calleuses, qui travaillez à la sueur de votre front, qui subissez l'exploitation de l'homme par l'homme sans distinction de sexe ou de nationalité, sans distinction de qualification. Vous devez tous devenir des soldats de la révolution en tenant d'une main le marteau et la faucille et de l'autre, le fusil et le poignard. Car, c'est avec les armes dans les mains que vous pouvez conquérir la liberté et le royaume du travail.

Mais en attendant, dans les conditions du régime capitaliste, vous devez lutter pour l'institution des comités d'usine et de fabrique élus par tous les ouvriers de l'entreprise, et non pas nommés par les capitalistes. Ne vous laissez pas tromper par le soi-disant contrôle ouvrier que la bourgeoisie a créé dans son propre intérêt. Conquérez le véritable contrôle ouvrier, apprenez à diriger la production au moyen du contrôle ouvrier, car vous aurez besoin de savoir gérer la production lorsque l'heure de la révolution sonnera.

Ouvriers du Japon! La bourgeoisie mondiale fait constamment de nouvelles tentatives pour tromper la classe ouvrière, le prolétariat japonaise comme les autres. Les bourgeoisies américaine, anglaise et japonaise se préparent à se réunir en Conférence à Washington pour jouer une odieuse comédie. Ils sont à ce point fourbes ou aveugles qu'ils pensent pouvoir donner le change aux ouvriers en mettant à l'ordre du jour la question du désarmement. Tout ouvrier conscient, qu'il soit européen, américain ou japonais, comprend que le conflit américano-japonais prend sa source dans des contradictions fondamentales inhérentes au régime capitaliste et ne pourra pas être aplani par une entente volontaire entre les classes bourgeoises de ces pays. La bourgeoisie comprend merveilleusement que c'est par le glaive seul qu'elle pourra trancher ce conflit et elle ne se gênera pas d'ajouter aux millions de victimes de la guerre mondiale de nouveaux millions de vies d'ouvriers et de paysans, si elle n'est pas retenue par la crainte que les masses populaires ne retournent les armes contre elle. Et elle cherche une autre issue, et croit déjà l'avoir trouvée. Ouvriers du Japon, soyez sur vos gardes. Sachez que de toutes ces conversations des bandits mondiaux concernant le désarmement va sortir l'armement contre les ouvriers. Ils chercheront à trancher tous les conflits par le renforcement de l'exploitation du prolétariat. C'est par le sang et la sueur des ouvriers de l'Amérique, du Japon. de l'Angleterre et d'autre pays bourgeois, que le capitalisme mondial cherche à graisser les roues grinçantes du char bourgeois. Et avant tout il cherchera à mordre à pleines dents dans le jeune corps vibrant de l'Etat communiste des Soviets, cette véritable patrie des prolétaires de tous les pays, ce flambeau de la liberté prolétarienne. Prolétaires japonais, vous seuls, d'accord avec les ouvriers de tous les pays, pouvez détruire l'espoir des bandits capitalistes de fonder leur magnificence sur le sang des ouvriers russes, vous seuls êtes en état d'empêcher l'exécution des plans criminels des exploiteurs américains, japonais, anglais ou autres. Montrez leur qu'ils se sont trompés dans leur calcul, que vous avez compris leur jeu diabolique. Ne leur donnez pas la possibilité d'exécuter leurs plans, montrez par vos actes révolutionnaires qu'ils ne pourront pas éviter la faillite du régime capitaliste.

Ouvriers japonais, votre bourgeoisie sanguinaire, jusqu'à présent encore, empêche l'édification paisible de la Russie Soviétiste. Elle reste presque toute seule à pratiquer l'intervention militaire et n'a pas renoncé jusqu'à présent à la lutte armée. Votre clique militaire ne cesse d'envoyer les ouvriers japonais au front d'assassinat de leurs frères ouvriers et paysans de la Russie Soviétiste. Faites

donc cesser cette infâmie, soyez forts, suivez l'exemple des ouvriers européens, unissez votre voix à la leur de telle sorte qu'elle soit entendue dans le palais du Mikado: Ne touchez pas à la Russie Soviétiste! Le prolétariat révolutionnaire mondial sait bien que c'est à contre cœur que vous étiez forcés de jouer le rôle de gendarmes de la Révolution russe, mais il sait aussi que le pouvoir des capitalistes sur vous est puissant et que vous êtes faibles pour résister à sa volonté. Mais aujourd'hui, vous devez briser votre dépendance infâmante et cesser de jouer le rôle de briseurs de la révolution prolétarienne.

Dans la lutte contre vos oppresseurs de classe, vous devez vous appuyer sur tout le prolétariat mondial. Vous devez devenir un de ces chaînons de la chaîne prolétarienne qui nous livrera le capitalisme mondial pieds et poings liés. Jusqu'à présent vous avez lutté de vos propres forces contre votre bourgeoisie; vous n'êtes pas entrés en relations effectives avec le prolétariat des autres pays, exception faite peut-être des relations de vos dirigeants traîtres avec des traîtres encore plus marquants qui dirigent la Fédération américaine du Travail. A l'heure actuelle, lorsque votre élan révolutionnaire a balayé vos dirigeants réformistes, vous devez vous grouper avec tout le prolétariat révolutionnaire autour de l'Internationale Syndicale Rouge, ce titan qui, la main dans la main avec l'Internationale Communiste, mine la puissance du capital mondial. Le prolétariat de tous les pays, sans distinction de nationalité ou de race, se groupe de plus en plus nombreux autour du drapeau rouge de Moscou, cependant que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam sera bientôt abandonnée par tous les ouvriers. Votre volonté et votre conscience révolutionnaire, vos combats contre votre bourgeoisie prouvent que vous serez un des meilleurs et des plus combatifs détachements de l'Internationale Syndicale Rouge. Le prolétariat révolutionnaire mondial voit en vous des militants éprouvés et capables de vaincre sur ce front important du Pacifique où il lui faudra peut-être livrer le dernier combat décisif au capital mondial.

Salut au prolétariat du Japon!

Vive l'unité révolutionnaire des prolétaires d'Europe, d'Asie et d'Amérique!.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive la Révolution Prolétarienne mondiale!

Vive la République Socialiste Fédérative Universelle des Soviets!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

*A. Losovsky*, Secrétaire Général
*Tom Mann* (Angleterre)
*Mayer* (Allemagne)
*Andreitchine* (Amérique)
*Noguine* (Russie)
*Arlandis* (Espagne).

Membres du Bureau.

## Appel de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R. contre l'intervention militaire qui se prépare.

*(Aux prolétaires de tous les pays.)*

Ouvriers et Ouvrières!

Dans notre premier appel au sujet de la famine nous vous mettions en garde contre les phrases et déclarations humanitaires des gouvernements capitalists, soi-disant prêts à venir en aide à la Russie affamée. Nous vous disions que les capitalistes, maintenant comme autrefois, envisagent la Russie Soviétique comme le foyer de la révolution mondiale et qu'ils essayent de profiter de la famine provoquée par la sécheresse et aggravée par les suites de l'intervention des alliés, pour une nouvelle offensive contre la République Soviétique. Nos prévisions se sont confirmées. Alors qu'on n'accorde pratiquement qu'une aide insignifiante aux affamés; alors que la France remet entre les mains de Noulens, c'est à dire entre les mains de l'organisateur de la contre-révolution russe, la direction du comité de secours et que la commission alliée, dirigée par ce même Noulens, tend à transformer l'organisation de secours en une organisation d'espionnage en Russie, le gouvernement français, sous le couvert du rideau diplomatique, prend des mesures préparatoires pour

l'organisation de la guerre contre la Russie Soviétique.

Le 3 Septembre il a exigé du gouvernement polonais l'envoi d'un ultimatum à la Russie Soviétique, demandant le payement immédiat des sommes dûes aux termes du traité de Riga; en cas de non exécution, les Polonais doivent rompre les relations diplomatiques avec la Russie Soviétique. Mais la Russie Soviétique a suspendu ses paiements en raison de ce que la Pologne armait avec cet argent les bandes de gardes-blancs de Savinkof, qui font des incursions en Russie, brûlent les récoltes et detruisent les voies ferrées; il est donc évident qu'elle ne pouvait pas exécuter les exigences du gouvernement polonais. La France a promis à la Pologne son soutien militaire et l'aide de la Roumanie. Le gouvernement polonais refusa de souscrire à ces exigences, il fut renversé. Actuellement tout le pouvoir est entre les mains du maréchal Pilsoudsky, l'organisateur de l'agression de l'année dernière contre la Russie Soviétique, et le gouvernement polonais a présenté à la Russie l'ultimatum exigé par la France. Le gouvernement Polonais va même plus loin que les exigences du gouvernement français, il pose des exigences irréalisables. En même temps le gouvernement polonais a commencér d'organiser des incidents de frontière pour créer en Pologne l'atmosphère nécessaire. Dans le pays où le pouvoir bourgeois est prêt à tomber par suite de sa propre incapacité, où les grèves se succèdent sans interruption, le gouvernement avait besoin de captiver de nouveau les masses en faisant appel aux passions nationalistes pour écraser au moyen de la dictature militaire toute effervescence révolutionaire du prolétariat. La France espère qu'en renversant le gouvernement Soviétique, par la guerre ou à l'aide de menaces diplomatiques, elle saura tirer d'un seul coup les dettes tzaristes de ce pays dont la ruine économique a été principalement amenée par l'intervention française.

On pouvait croire au début que la France agissait dans cette affaire à ses risques et périls, mais ces derniers jours ont demontré qu'il n'en était pas ainsi. Le 7 Septembre, 4 jours après les démarches françaises à Varsovie, le gouvernement anglais, qui ne sait soi-disant rien, exige du gouvernement Soviétique la cessation de toute propagande révolutionnaire en Orieut. Il remet au Gouvernement Soviétique une note, dans laquelle il l'accuse, en s'appuyant, comme l'a constaté le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, sur des faits inventés par de louches ex-espions de la police de Ludendorf, renforcés par une bande d'avanturiers internationaux. Cette demarche anglaise démontre, que la bande du ministre de la guerre anglais Wilshon Churchill, qui n'a pas arrêté une minute ses intrigues contre la Russie Soviétique, se prépare à écarter la politique anglaise de la voie de la paix pour le mettre dans la voie de la politique belliqueuse française. Qu'importe que le gouvernement anglais par ses menaces ne songe pour l'instant qu'à lier les mains de la Russie Soviétique en Orient et la paralyser. La capitulation de Lloyd George devant le dirigeant du parti militaire Churchill donne de l'audace à la France, la soutient dans ce jeu criminel. Si la Pologne commence la guerre contre la Russie Soviétique avec l'aide de la France Churchill trouvera bien l'occasion d'entraîner l'Angleterre.

Ouvriers et Ouvrières! Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et les représentants de l'Internationale Syndicale Rouge, après examen attentif de cette question, tiennent à vous dire qu la situation internationale est très sérieuse dans le sens le plus profond de ce mot. Alors même que la divulgation opportune des démarches secrètes de la France et de la Pologne et des espoirs honteux de Lord Curson pourront arrêter pour un certain temps le courant interventionniste, les tentatives françaises et le travail de falsification anglais démontrent que des forces sérieuses travaillent à la préparation d'une nouvelle intervention.

Une fois de plus, des envois d'armes et de munitions, soutenus et provoqués par la bourgeoisie française, sont réalisés à destination de la Pologne et de la Roumanie.

De nouveau l'Europe Centrale fabrique des armes et devient la complice de la clique impérialiste, qui prépare ouverte-

ment une campagne contre la Russie Soviétique.

Les Comités Exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge appellent tous les ouvriers et ouvrières du monde entier, sans distinction de partis, qui tiennent à crime de donner aux millions d'affamés du plomb en guise de pain, d'entrer résolument en lutte contre ces préparatifs des bandes impérialistes.

Répondez à notre appel:

Organisez dans tous les pays des réunions et des démonstrations avec ce mot d'ordre: Tous au secours de la Russie Soviétique. A bas les scélérats qui préparent la guerre contre la Russie Soviétique!

Ne laissez pas transporter par chemin de fer des armes en Pologne, Roumanie, Esthonie, Lettonie et Finlande.

Renforcez dans tous les pays vos rapports avec les soldats, pour qu'ils ne se laissent pas employer comme chair à canons du capitalisme international contre la Russie Soviétique.

Faites comprendre à vos gouvernements que vous êtes prêts par tous les moyens en votre pouvoir, à empêcher toutes les menaces, toutes les pressions sur la Russie Soviétique.

Du pain et la paix pour les affamés de la Russie!

Luttes sans merci contre toute menace envers la Russie Soviétique!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

Le 24 Septembre 1921.

## Appel aux ouvriers syndiqués de la Pologne.

Camarades et frères!

Le gouvernement des capitalistes et des propriétaires fonciers de la Pologne a envoyé un ultimatum à la Russie Soviétique. Les „seigneurs“ font de nouveau tinter les armes et préparent une nouvelle attaque contre les ouvriers et les paysans russes.

A la suite de la dernière guerre russo-polonaise, la Pologne traverse une profonde crise économique: loin de prendre le chemin du développement économique et de la renaissance politique, elle s'enfonce de plus en plus dans les ténèbres de sa politique impérialiste et réactionnaire. Les masses populaires polonaises sont jetées dans un abîme de misère et de souffrance et gémissent sous le joug de la réaction la plus violente. La situation matérielle insupportable, l'exploitation éhontée et l'accroissement inouï du coût de la vie ont provoqué dans ces derniers temps un flot puissant du mouvement gréviste qui monte irrésistiblement.

Les représailles dont use abondamment le gouvernement n'ont pas réussi à briser l'énergie de combat de la classe ouvrière de la Pologne, à éteindre le feu de la révolution. Le mouvement gréviste se développe avec une logique implacable et menace de renverser les bastilles capitalistes. La bourgeoisie, activement appuyée par la gouvernement, a pris l'offensive et essaie à l'heure actuelle d'écraser définitivement la classe ouvrière. Mais tous ses efforts sont vains. La classe ouvrière de la Pologne se soulève et impérieusement, opiniâtrement exige ses droits à la vie, à l'existence. Le système capitaliste a fait faillite, les classes dominantes ont donné des preuves irréfutables de leur incapacité d'organiser l'économie ruinée de la Pologne, de consolider l'Etat polonais et de faire sortir le pays de l'impasse où il est acculé. L'inconnu de l'issue des événements qui se déroulent, le mouvement révolutionnaire toujours croissant effraient la bourgeoisie qui y voit les indices de sa chute prochaine. Prise de désespoir et de terreur, elle tâche d'ajourner l'heure de sa mort et cherche son salut dans une nouvelle avanture militaire. Ruinée, réduite à la mendicité, vivant de l'aumône que lui jette l'Entente, elle se trouve définitivement et irrémédiablement asservie aux banquiers et usuriers français qui exploitent sa terrible situation financière et économique et font d'elle l'arme aveugle de leur politique impérialiste. Obéissant à la volonté de la France

impérialiste, la Pologne doit devenir le bourreau de la Révolution prolétarienne et s'assurer de cette manière l'aide ultérieure des banquiers français. Indépendante et autonome en droit, elle est en fait asservie au capital français. Outre l'accomplissement aveugle de la volonté de son maître, la France, outre la réalisation des buts de rapine et d'impérialisme qu'elle poursuit et du rôle ignoble de bourreau qu'elle prend, la Pologne des capitalistes et des seigneurs espère, à la faveur de la guerre, écraser le mouvement ouvrier et détourner l'attention des masses prolétariennes des taches objectives que leur dictent les conditions concrètes de leur vie.

Camarades et frères, malgré l'esprit pacifique de la Russie Soviétique, les dirigeants actuels de la Pologne poussent à dessein et sans scrupules à la collision directe, à la guerre. Cette guerre, les capitalistes et les seigneurs polonais en ont besoin. Or, les ouvriers et les paysans russes ne la veulent point, ils désirent la paix. Et pendant que Pilsoudsky prépare une nouvelle expédition, les masses laborieuses de la Russie Soviétique mènent une âpre lutte contre la famine et la ruine, construisent par des efforts soutenus une vie nouvelle, restaurent l'économie nationale ruinée à la suite de la guerre impérialiste et civile.

Ecoute, ouvrier polonais! Sais-tu ce que te préparent tes dirigeants, la bourgeoisie et ses compagnons d'armes du camp contre-révolutionnaire du Parti socialiste Polonais? Ils te forgent de nouvelles chaines, ils te préparent de nouvelles misères! Qui donc a besoin de cette nouvelle guerre, de cette nouvelle boucherie terrible et insensée? En somme qu'est-ce qu'elle peut vous donner, cette guerre, ouvriers polonais? Vous donnera-t-elle du pain et une meilleure vie, du travail aux chômeurs, la renaissance du pays? Non! Cette guerre n'engendrera que de nouvelles ruines, ne donnera rien que de nouvelles misères et de nouvelles souffrances. Et si à l'heure actuelle vous étouffez sous la pression de la terrible misère et du chômage, sachez qu'à la suite de cette nouvelle guerre votre situation deviendra cent fois pire et votre servitude cent fois plus dure. La bourgeoisie et ses fideles domestiques les Pilsudsky, les Dachinsky, les Moratchevsky et les Krapinsky tâcheront indubitablement d'empoisonner votre conscience de classe par de fortes doses de drogues patriotiques. Ils continueront de débiter leurs mensonges au sujet des attentats de la Russie Soviétique contre la liberté et l'indépendance de la Pologne, de la remise par la Russie de ses obligations antérieures. Fort de la douloureuse expérience du passé, tu dois repousser tous ces laquais de la bourgeoisie qui l'aident servilement à duper une fois de plus la classe ouvrière afin de sauvegarder la domination capitaliste. Ils essaient aujourd'hui comme hier d'attacher les vaillantes organisations ouvrières — les syndicats — au char de la politique impérialiste.

Camarades et frères! A cette heure grave entre toutes où se prévoit le danger d'une nouvelle guerre fatalement accompagnée de nouvelles épreuves, l'Internationale Syndicale Rouge s'adresse à vous, ouvriers polonais et vous appelle à la vigilance.

A toutes les intrigues de la bourgeoisie opposez l'action franchement révolutionnaire des masses.

A la guerre capitaliste contre les ouvriers et paysans russes répondez par la guerre de classe.

Devant la bourgeoisie nationale dressez votre solidarité avec le prolétariat russe.

Souvenez-vous que cette guerre n'est pas une guerre nationale, c'est une guerre de classe où va se résoudre non seulement le sort de la révolution prolétarienne russe, mais aussi la destinée de la classe ouvrière polonaise et celle de la révolution mondiale.

A cette heure du péril commun, l'avant-garde du prolétariat mondial organisé, groupé autour de l'Internationale Syndicale Rouge, tourne ses regards vers vous, syndiqués polonais, et vous dit: accomplissez votre devoir de solidarité de classe.

Vous ne permettrez pas une nouvelle attaque qui a pour but, suivant les ordres de l'Entente, d'étouffer la Russie Soviétique. Vous repondrez par l'action des masses à toutes les intrigues de la diplomatie capitaliste.

Vive l'union du prolétariat polonais et du prolétariat russe!

Vive la solidarité internationale!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge: *A. Losovsky*, Secrétaire Général.

*A. Mayer* (Allemagne), *Tom Mann* (Angleterre), *Arlandis* (Espagne), *Andreitchine* (Amérique), *Noguine* (Russie).

## Appel aux ouvriers et employés tchécho-slovaques.

Ouvriers et employés de Tchéco-Slovaquie!

Les employeurs de tous les pays passent à l'offensive contre la classe ouvrière. Des milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé. Les mineurs ont été les premiers à subir cette offensive. Epuisés par la guerre et la disette, forcés par la famine à un travail écrasant, ils ont paru aux exploitants miniers être une victime toute désignée pour leurs inhumaines et violentes expériences. Tandis que le coût de la vie a sensiblement augmenté et qu'une nouvelle hausse des prix se réalise actuellement, on a eu l'audace d'imposer à ces esclaves du sous-sol une diminution des salaires de cinquante pour cent. C'est aux frais de ces prolétaires qui risquent tous les jours leur vie pour leur assurer des bénéfices que les barons du capital veulent réaliser leurs profits de rapine en rejetant sur les masses ouvrières tout le fardeau d'une situation économique désastreuse.

Les profits monstrueux des capitalistes sont chers à la République démocratique plus que la vie des millions de prolétaires producteurs et de leurs enfants. Dès le début de la révolution les mineurs ont exigé la nationalisation des mines et ils n'ont reçu pour toute réponse que des promesses creuses.

Leur patience est à bout, ils veulent des réalisations pratiques.

Mais le parlement où collaborent fraternellement capitalistes et social-traîtres ne veut et ne voudra jamais aller contre les intérêts des capitalistes. Loin d'entreprendre la socialisation des mines, votre gouvernement de coalition vous conteste même les droits étriqués, acquis par les ouvriers des Etats voisins.

La loi sur les commissions d'entreprise est une carricature de l'idée du contrôle sur l'industrie. Le législateur a voulu que les commissions d'entreprise soient un instrument de la reconstruction du capitalisme. L'exploitation va devenir encore plus intense, le joug qui écrase les ouvriers les opprimera encore davantage pour consolider l'Etat de la classe des riches.

Mais le gouvernement qui par l'impôt sur le charbon et les tarifs de chemin de fer a encore aggravé la crise, qui a mis tout son appareil économique à la disposition des parasites nationaux et des vampires étrangers, n'en veut pas seulement aux mineurs, il engage la lutte contre tout le prolétariat de la Tchéco-Slovaquie.

Tandis que les Horty hongrois et yougoslaves luttent ouvertement contre la classe ouvrière et fondent leur pouvoir sur les cadavres des militants prolétaires, la bourgeoisie de la Tchéco-Slovaquie essaye par la terreur économique d'atteindre au même but, de vaincre la classe ouvrière, et de faire des prolétaires les instruments aveugles de la politique capitaliste. C'est pourquoi la lutte des mineurs de Mährisch-Ostrauer Revier n'est pas seulement une lutte contre les magnats des mines et leurs esclaves, toute la classe ouvrière de la Tchéco-Slovaquie doit se lever pour soutenir ses frères menacés et pour combattre conjointement la puissance des exploiteurs, des Gutmann et Larisch, des Rotschild et Günter.

Les cheminots de Tchéco-Slovaquie n'abandonneront pas leurs frères, ils feront preuve de solidarité en refusaut tout transport de jaunes qui voudront briser la grève et tout transport de charbon destiné au même but.

Les métallurgistes et tous les autres prolétaires de Tchéco-Slovaquie feront leur devoir de prolétaires en révolutionnaires éprouvés et conscients.

*Les magnats des mines ont déclaré la guerre, qu'ils aient la guerre!*

Le capital international a déclaré la guerre, le prolétariat international révolutionnaire donnera la réponse. Dans la lutte pour l'existence, dans la lutte pour la vie de ses enfants et pour l'avenir de la classe ouvrière, pas d'hésitation! Sur cette lutte ouverte aucun pont ne peut être jeté par les subtilités diplomatiques et les lois de transaction social-patriotiques des chefs de la social-démocratie.

C'est de la lutte active de la classe ouvrière que naît l'unité prolétarienne, les ouvriers tchèques, allemands et polonais s'unissent en un front unique et invincible. Ce ne sont pas les commissions d'entreprise, aumône de législation bourgeoise, mais les comités de grève du prolétariat révolutionnaire qui montrent aux masses le chemin droit.

Nous ne savons pas encore si l'arme de la grève suffira à assurer la victoire

ouvrière, nous ne savons pas encore s'il ne faudra pas employer des moyens de lutte plus tranchants, plus énergiques afin de faire face à l'offensive de la bourgeoisie internationale.

Nous appelons toute la classe ouvrière à se tenir prête. Les ouvriers social-démocrates qui sont soumis au même joug, exploités par les mêmes entrepreneurs, n'ont pas d'autre choix que de suivre notre chemin : le chemin de la lutte de classe.

Ouvriers de Tchécho-Slovaquie, ouvriers de toutes les nations, tirez les conséquences de la débâcle de la grève des employés des banques de la Bohème! Les temps nouveaux exigent de nouvelles méthodes.

Aux méthodes violentes des exploiteurs, il faut répondre par les mêmes méthodes. Groupés en un front révolutionnaire unique, nous possédons la puissance et l'arme de la victoire. L'ennemi ne pourra pas résister à la volonté de lutte décisive des prolétaires de Tchéco-Slovaquie.

Prolétaires, nous vous appelons : levez-vous pour la lutte, levez-vous pour la victoire!

A bas les barons du charbon et du capital international!

Vive le front révolutionnaire unique du prolétariat!

A bas le dictature de la bourgeoisie, vive la dictature du prolétariat!

Vive l'Internationale Rouge des Syndicats!

Vive la révolution mondiale!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Rouge: *A. Losovsky*, Secrétaire Général.

*A. Mayer* (Allemagne), *Arlandis* (Espagne), *Tom Mann* (Angleterre), *Andreïtchine* (Amérique), *Noguine* (Russie).

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. Ц. Вып. 344. Imprimérie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

№ 5 Moscou 10 Octobre 1921.

## L'emprunt international ouvrier au prolétariat russe.

La famine qui sévit en Russie a inspiré les plus vives inquiétudes aux larges masses du prolétariat international. Ceux-là même parmi les ouvriers qui jusqu'à présent étaient indifférents au sort de la Russie Soviétiste, ont commencé de s'agiter et cherchent les moyens de venir au secours de la population affamée. Ces inquiétudes pour le sort de la Russie Soviétiste ont trouvé également leur expression dans le dernier manifeste de l'Internationale d'Amsterdam qui reconnaît que l'écrasement de la Russie Soviétiste serait le signal d'une réaction mondiale. Cet appel de l'Internationale d'Amsterdam est une conséquance de la grande sympathie que les masses ont pour nous, d'une part, et une répercussion de l'offensive du capital, offensive qui est déclanchée aujourd'hui sur un large front dans tous les pays, d'autre part. Quelque considérables que soient les souscriptions, elles ne résolvent évidemment pas la question essentielle d'une aide efficace de longue haleine au prolétariat russe. C'est précisément en vue d'une aide de cette envergure que nous sommes amenés à poser d'une façon pratique la question des rapports ultérieurs entre le prolétariat russe et le prolétariat international.

L'écrasement de la Russie Soviétiste aurait sa répercussion sur les ouvriers de tous les pays, cela est clair pour tout le monde. Mais il s'agit pour les organisations ouvrières d'en tirer certaines conclusions pratiques. Evidemment, la meilleure aide à accorder au prolétariat russe, ce serait de faire la révolution contre sa propre bourgeoisie. Mais, avant que le renversement de la bourgeoisie, dont le moment précis ne peut pas être défini, ne soit réalisé, la question de la collaboration économique des organisations ouvrières de tous les pays avec le prolétariat russe se pose de toute urgence. Le prolétariat russe est profondément reconnaissant à tous ceux qui aujourd'hui l'aident à remporter la victoire, mais cette aide est provisoire; or il faut créer un système de rapports mutuels propre à garantir aux deux côtés la possibilité d'une collaboration économique. Quelle peut être la forme pratique de cette collaboration?

Aujourd'hui, en corréalation avec le rétablissement des relations commerciales de la Russie avec l'Europe Occidentale, dans nombre de pays se fondent des syndicats de capitalistes, des syndicats de requins de la finance et de la Bourse avides de se faire de gros bénéfices.

Peu fixés sur les éventualités de l'avenir, ils veulent avoir des intérêts formidables pour le capital qu'ils vont engager dans certaines entreprises sur le territoire de la Russie Soviétiste. C'est ainsi que les entrepreneurs de différents pays engageront leurs capitaux; certains

d'entre eux nourrissent l'espoir de les récupérer bientôt avec de gros profits; d'autres, mettant leurs espoirs dans un coup d'Etat contre-révolutionnaire et dans l'exploitation au cours de nombreuses décades des richesses appartenant au peuple russe.

Les ouvriers peuvent aider la Russie Soviétiste par la révolution et aussi avec des ressources matérielles: argent, machines, etc. Nous voulons aujourd'hui nous arrêter sur cette dernière forme d'aide. Le gouvernement soviétiste peut, d'accord avec les organisations ouvrières de l'Europe Occidantale, émettre un emprunt ouvrier spécial garanti par les fabriques et les usines appartenant à l'Etat Soviétiste.

Cet emprunt sera exclusivement destiné au rétablissement et au perfectionnement de certaines branches d'industrie. L'argent souscrit sera employé principalement à l'achat de machines, des matières premières faisant défaut et en partie à l'approvisionnement des ouvriers occupés dans ces industries. Pour autant que le capital engagé est garanti par les fabriques et les usines, pour autant les organisations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique deviennent participants d'un groupe d'entreprises données: constuctions mécaniques, textile, habillement, etc. Admettons une seconde qu'une série de fortes organisations, disons de France ou d'Angleterre, se mettent d'accord avec le Gouvernement Soviétiste pour importer en Russie des machines et des matériaux nécessaires pour le développement des usines radio-télégraphiques. L'organisation ouvrière intéressée envoie alors des délégués spéciaux en Russie, afin qu'ils prennent connaissance sur place de l'état où se trouve la branche d'industrie, le groupe des usines ou l'usine en question. Ces délégués seront chargés de se rendre compte de ce qui manque à l'entreprise en question, quelles sont les marchandises, les produits qu'il faut importer, quels sont les matériaux dont il faut fournir l'entreprise, et achètent en conséquence tout ce qui est nécessaire pour la mise en marche de cette usine. L'organisation syndicale en question peut envoyer ses instructeurs responsables, ses représentants qui directement prendront part à la gestion de l'usine ou des usines dont l'organisation se trouve être actionnaire. Ce sera une véritable collaboration économique directe entre les ouvriers syndiqués de l'Occident et la Russie Soviétiste.

Il n'y a aucun doute que les organisations ouvrières qui consentiraient à venir au secours de la Russie sous cette forme, de l'aider ainsi à relever la production, auraient fait une oeuvre immense, véritablement révolutionnaire, car chaque fabrique, chaque usine, remise sur pied en Russie Soviétiste renforce la Révolution et rend plus problématiques les possibilités contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays, ce qui a pour résultat, d'autre part, d'affaiblir également la contre-révolution et la réaction dans le monde entier.

Le prolétariat russe n'aurait jamais voulu recevoir cet argent, ces machines ou ces produits sous forme de don gratuit. Non. Il aurait considéré cet emprunt comme devant être remboursé et versé systématiquement dans les fonds de grève des organisations correspondantes un intérêt de 6 à 8 % pour le capital engagé dans les entreprises russes. Ce serait là une collaboration d'affaires, basée sur un intérêt mutuel, qui aurait abouti d'un côté au renforcement économique de la Russie Soviétiste et d'un autre côté à la création pour les organisations syndicales ouvrières de l'Europe et de l'Amérique d'un point d'appui: elles seraient aussi assurées d'avoir un certain soutien dans tous les conflits éventuels.

Comment recueillir les sommes nécessaires qui, évidemment, représentent des centaines de millions de dollars? Chaque organisation syndicale désireuse de participer à l'emprunt, voulant devenir actionnaire d'un groupe d'entreprises donné, pourrait établir des versements correspondant à un salaire d'une heure par semaine, pendant une année, ce qui permettrait la création du fonds nécessaire. Les sommes recueillies sont transmises par l'intermédiaire des syndicats qui au nom et dans l'intérêt de leurs membres deviennent actionnaires d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

L'emprunt ouvrier international basé sur l'unité des intérêts économiques peut donner les sommes nécessaires pour l'a-

chat des instruments de la production, etc. La bourgeoisie possède des sommes énormes, mais elle ne veut pas les donner, car elle craint les conséquences d'un renforcement économique de la Russie. Mais le prolétariat international, s'il le désire, peut trouver les moyens nécessaires pour devenir actionnaire des fabriques et des usines russes, car il n'a rien à craindre d'un développement économique de la Russie. Les ouvriers de tous les pays ne peuvent qu'y gagner.

*A. Losovsky.*

---

# L'Internationale Syndicale Rouge et les syndicats espangnols.

Le Congrès de l'I. S. R. et la résolution adoptée sur les rapports entre les deux Internationales sont l'objet de discussions véhémentes dans les quelques journaux syndicalistes qui, en dépit de la terreur blanche, continuent à paraître dans certaines provinces de l'Espagne.

Cette polémique est, incontestablement, la répercussion logique de la protestation signée par le Comité Central des C. S. R. français contre la résolution adoptée par notre Congrès sur les rapports entre les deux Internationales.

Comme on le sait, le syndicalisme espagnol est fortement influencé par les éléments libertaires, à tel point qu'à son dernier Congrès National, tenu à Madrid dans la première quinzaine de décembre 1919, une déclaration fut adoptée à une grande majorité, affirmant que „l'idéal final de la Confédération Nationale du Travail est le communisme libertaire". Cette déclaration avait été adoptée à la suite d'un débat sur la fusion avec l'organisation réformiste, l'U. G. T., et deux jours avant l'adhésion de la C. N. T. à l'Internationale Communiste, adhésion qui fut décidée à l'unanimité et par acclamations.

Cependant, un certain nombre de camarades semblent oublier que la C. N. T. a régulièrement adhéré à Moscou, non pas seulement à l'Internationale Syndicale Rouge, mais à l'Internationale Communiste, et cela par l'accord unanime d'un Congrès qui était seul qualifié pour le faire. Aucune décision des comités locaux ou régionaux, ni du Comité National ne peuvent aller à l'encontre des décisions d'un Congrès National sans porter atteinte aux principes et aux statuts de la C.N.T. dont ils semblent vouloir être les seuls arbitres et les seuls défenseurs.

Mais voyons d'abord ce que disent les adversaires de l'I. S. R. et ce que disent d'autre part les syndicalistes qui nous défendent.

Voici ce que nous trouvons dans l'organe syndicaliste „Vida Obrora" de Gigon (Espagne) dans son No du 26 août 1921 sous la signature de Cosmografo:

„Dernièrement ont eu lieu deux Congrès à Moscou, celui de la III-ème Internationale et celui de l'Internationale Syndicale Rouge".

„Le premier était le Congrès des soi-disant partis communistes, le second avait un caractère essentiellement ouvrier, étant le congrès d'une grande partie des travailleurs qui, n'acceptant pas la quiétude et la collaboration de classe d'Amsterdam, veulent orienter leur action révolutionnaire avec la force puisée dans leur seule conscience de classe exploitée vers l'établissement d'un régime naturel et juste; le Travail, l'Art et la Science, en harmonieuses proportions y forment la trilogie où la Vie bâtit son nid avec les tendresses débordantes que nous offre l'Amour". . . (sic!)

„Ce mouvement ouvrier, concentré dans l'Internationale Syndicale Rouge, tend vers la réalisation de cet idéal, et beaucoup de délégués, soucieux de sa prochaine application, et forts de l'expérience du combat quotidien, caressaient l'espoir que l'Internationale Syndicale Rouge, pour la plus grande réussite de son action, serait autonome et indépendante de la III-ème Internationale, sans que cela veuille dire que dans les luttes révolutionnaires qui peuvent s'engager, l'I. S. R. serait restée indifférente et neutre, comme quelques-uns l'ont prétendu. Ce n'est pas cela que nous voulons, au contraire, dans la lutte contre le Capital nous devons

nous trouver ensemble pour abattre ce monstre d'exploitation et d'ignominie".

„... L'Internationale Syndicale Rouge s'est prononcée contre tout ce que nous fournit l'expérience. Notamment en Russie, elle a reconnu la dictature, à la manière russe, bien entendu, comme moyen de faire la Révolution, quoique toutes les dictatures soient les mêmes dans leur essence. D'autre part elle reconnaît tacitement la soumission de l'Internationale Syndicale Rouge à l'Internationale communiste et dictatoriale. Cette liaison étroite entre le Parti Communiste et les syndicats sur le terrain national et entre les deux Internationales dans le domaine international, ne signifie rien d'autre. La présence dans chaque comité de la moitié de l'autre produit ce résultat que, étant donné qu'au Comité de l'Internationale Syndicale il y a quelques communistes ou demi-communistes et qu'à la Troisième Internationale tout le monde est communiste, dès le moment de l'échange des délégués, les communistes auront la majorité dans les deux comités, ils seront ainsi les seuls à diriger le mouvement révolutionnaire et le subordonneront toujours aux intérêts du Parti Communiste."

„C'est cela qui fut voté à Moscou, par les délégués espagnols, outrepassant leur mandat, alors que deux d'entre eux, qui ont signé le pacte, savent d'une façon certaine qu'il ne peut pas être réalisé, parce que le mouvement syndicaliste espagnol ne se laissera pas ligotter, même si les liens sont des plus élastiques."

„Il faut tenir compte de ces considérations sans oublier les décisions du Congrès Confédéral de Madrid, pour juger la conduite de nos délégués à Moscou. Je pense qu'il faut les désavouer pour avoir outrepassé leur mandat et s'être éloignés de nos principes, alors qu'il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais de les soutenir en leur donnant un sens plus idéologique"....

L'auteur des lignes que vous venez de lire, après des phrases quelque peu romantiques, parle du mandat que les délégués ont outrepassé à Moscou et de leur éloignement des principes du syndicalisme, il ignore ou veut ignorer que précisément au Congrès Confédéral de Madrid, la C. N. T. a adhéré à l'Internationale Communiste. Mais il ne doit pas ignorer que dans la réunion plenière du Comité National, tenue le 13 avril à Barcelone, l'échange possible des délégués entre les deux Internationales avait été approuvé à l'unanimité sous condition d'égalité en droits.

Mais écoutons maintenant l'autre son de cloche et laissons la parole à une autre tendance de la presse syndicaliste espagnole:

Dans le № 80 du 30 Juillet de „Lucha Social" de Lérida, nous trouvons ce remarquable éditorial: „Divise et tu vaincras" qui reflète l'opinion de la partie la plus saine et la plus clairvoyante du syndicalisme espagnol:

„Nous insistons en réclamant du sang-froid et de la réflexion. Il parait que parmi les syndicalistes il y a des symptômes de discorde. Il semble que certains éléments de quelques villes, non pas tous, il s'en faut, essaient d'attaquer la conduite de la délégation syndicaliste espagnole à Moscou, et ils font des efforts pour que les délégués soient désavoués."

„A Moscou, il n'y a pas eu subordination. Nous savons que la délégation espagnole a défendu avec ténacité la personnalité qui lui est propre au point de vue du syndicalisme révolutionnaire; nous savons qu'ils ont défendue son intégrité idéologique et qu'ils ont démontré ce fait que s'il est vrai que souvent les organisations syndicales sont réformistes, sont à l'arrière-garde, la C. N. T. d'Espagne, elle, est révolutionnaire, toujours à l'avant-garde. Ce n'est pas la subordination qui découle des décisions du Congrès, mais une coopération pour l'oeuvre révolutionnaire; ce n'est pas un pacte de supérieur à inférieur, mais un accord de deux égaux qui conservent intégralement leur personnalité, un pacte de circonstance, laissant à chacun son indépendance, dès que disparaissent les circonstances qui ont déterminé l'accord".

„La division, la dispersion des forces, c'est la chose la plus néfaste à toute lutte. C'est une chose évidente pour tout le monde, mais on ne sait pas appliquer ce fait à la réalité. Les Alliés, pour n'avoir pas mis en pratique tout de suite se principe de l'unité du front, subirent au début de la guerre de grandes défaites. Faut-il que les forces révolutionnaires

subissent encore d'autres défaites avant d'arriver à l'unification de leurs efforts?"

„Nous sommes aussi jaloux de notre intégrité idéologique que peuvent l'être les plus intransigeants de nos „purs". Nous croyons que chaque individu est une école sociale parce que chaque individu possède sa manière particulière de concevoir la vie et son développement ultérieur. L'union de deux individus suppose déjà une certaine entente. Mais l'union est nécessaire, non seulement de deux, mais de beaucoup d'individus, pour arriver à réaliser ce qui leur est commun, puisque s'ils ne le faisaient pas, tous leurs efforts seraient stériles, et en voulant tout réaliser, ils n'aboutiraient à rien."

„Le parti communiste et le syndicalisme révolutionnaire s'accordent en ceci qu'il faut en finir avec le capitalisme et qu'il faut aller à sa destruction par le moyen d'une action révolutionnaire urgente. Pourquoi donc ne pas coopérer, ne pas unifier les efforts dans cette action?"

„... Il faut diriger le mouvement vers une sérieuse et haute destination et dans les deux camps la pratique fera éliminer de leur postes ceux qui intellectuellement et moralement en sont indignes. Il y a actuellement une fragmentation du mouvement révolutionnaire qui déconcerte la plupart des ouvriers. On leur parle de socialistes, communistes, centristes, communistes de gauche, syndicalistes réformistes, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes individualistes, anarchistes communistes. Si grand est le nombre de ces istes que les ouvriers ne s'entendent plus, tellement ils trouvent cela embrouillé. Si vous allez exposer tous ces systèmes des diverses écoles sociales aux rudes paysans, ils vous répondront: „Ne pourriez-vous pas me libérer des impôts et de l'exploitation des grands propriétaires avant de me parler de toutes ces savantes combinaisons?"

„Mais beaucoup de camarades ne veulent pas voir ce que l'ouvrier le plus ignorant comprend si clairement. On dit qu'on ne peut pas collaborer avec le Parti Communiste. L'intransigeance et le fanatisme obscurcissent les intelligences les plus claires. Supposons que dans un bateau se trouvent des syndicalistes et des communistes et que ce bateau subisse une grave avarie telle que si on ne la répare pas tout le monde doit se noyer. Ne serait-il pas absurde que syndicalistes et communistes se refusent à s'unir pour réparer l'avarie? La même chose se passe sur le bateau social: il sombrera si on ne répare pas l'avarie capitaliste. La réalisation de cet objectif est urgente, personne ne peut nier qu'il se présente parfois des occasions magnifiques qu'il faut savoir utiliser; mais il arrive aux organisations ouvrières ce qui arrive au chasseur négligent qui oublie de charger son fusil en allant à la chasse: quand il voit passer le gibier, il commence de charger son fusil, et quand il est prêt à tirer, le gibier a déjà disparu. Si on en use de cette façon, le capitalisme s'éternisera."

Voilà ce que disent les syndicalistes vraiment clairvoyants et ce sont les plus nombreux, quoiqu'en puissent crier certains camarades des pétaudières anarchistes.

Mais laissons encore la parole à l'ancien membre du Comité National, le camarade Buonacasa. Dans le même numéro de „Vida Obrera" du 26 août dont nous venons de citer un extrait, dans un article intitulé: „Ils n'en n'ont pas le droit", il dit ceci:

„La plupart des militants anarchistes discute le syndicalisme sans savoir ce que c'est, cela est si vrai que la plupart de ces anarchistes n'ont jamais fait partie d'un syndicat et si quelques-uns y appartiennent ils n'ont rien fait pour relever la morale syndicale."

„Nous voulons dire que les éléments en question n'ont aucune autorité morale de principes ou d'idées pour procéder de cette façon."

„Pour ce genre d'anarchistes, il paraît qu'il n'existe plus en ce moment ni Etat, ni militarisme, ni terreur blanche. Pour eux tout est déviation du syndicalisme et trahison, trahison des dirigeants de la C. N. T., trahison que nous ne voyons nulle part."

Le camarade Bonacasa a dit vrai. Ces éléments tapageurs qui tout en faisant beaucoup de bruit sont nuls au point de vue de l'action révolutionnaire, n'ont jamais accompli rien de positif. Ils sont toujours restés éloignés des masses, tout effort soutenu, toute action méthodique-

ment révolutionnaire pour laquelle il faut avoir du courage et un sens moral élevé et de la compréhension des phénomènes sociaux leur est étranger.

Ceux qui sont sur la brèche, qui affrontent tous les dangers modestement, sans tapage, sans prétendre à d'autres lauriers que la prison ou la mort, ceux-là se rendent bien compte des terribles réalités de l'heure présente. Ils savent que pour abattre le bloc compact de la bourgeoisie, de toute la réaction bourgeoise, une concentration d'énergie, une unification des efforts est nécessaire. Ils sentent que nous ne sommes plus au temps où nous pouvions employer nos loisirs à des spéculations philosophiques, à des études de morale, à des tournois littéraires. Le monstre réactionnaire, conscient de sa fin prochaine, tend toute son énergie pour écraser l'avant-garde prolétarienne sans s'arrêter à des considérations sentimentales et humanitaires, ni à des subtilités politiques. Il frappe inexorablement ceux qui le combattent avec le plus d'acharnement, qu'ils soient communistes, syndicalistes ou anarchistes. La bourgeoisie nous prouve qu'elle suit, instinctivement, la ligne générale du déterminisme biologique et historique. Elle sent que dans la lutte pour conserver sa domination de classe, il lui faut être la plus forte, c'est à dire la mieux organisée, parce qu'elle voit, en darwiniste qu'elle est, que dans la lutte implacable des espèces, les hommes forts et bien organisés ont la victoire sur les faibles et les hésitants.

Nous sommes sûrs que le bon sens et la clairvoyance de nos admirables camarades, les révolutionnaires espagnols, triompheront des suggestions de ceux qui nagent dans le vide.

*H. Arlandis.*

---

# Le Bilan du Congrès des Métallurgistes Allemands.

Le Congrès des Métallurgistes allemands qui vient de se terminer est incontestablement un événement ouvrier, non seulement au point de vue allemand, mais aussi au point de vue international; en effet, ses conséquences dépassent de loin les limites du domaine purement syndical. A l'heure actuelle, le Syndicat des Métallurgistes allemands groupe plus de 1.800.000 ouvriers, c'est-à-dire 20% de tous les ouvriers organisés en Allemagne ou plus d'un tiers du nombre nominal des adhérents au Secrétariat International des Métallurgistes. Il est donc naturel que dans de telles conditions, les résolutions du Congrès déterminent en quelque sorte l'attitude des autres syndicats en Allemagne et celle des unions professionnelles adhérentes au groupement international de ladite industrie.

Bien longtemps avant la date du Congrès, les trois Partis fondamentaux, se concurrençant au sein du mouvement ouvrier allemand, commencèrent une lutte acharnée à propos des élections des délégués. Les scheidemanistes, les indépendants et les communistes énoncèrent leur programme. La lutte préparatoire au Congrès et le Congrès lui-même furent, en quelque sorte, une revue des forces révolutionnaires et conservatrices existant parmi les métallurgistes; d'après l'avis de la presse, les fractions des trois Partis y intervinrent avec un sens de la discipline et de l'organisation ignoré jusqu'à présent, il n'y eut pas du tout de délégués „sans-parti".

Des 780 délégués élus au Congrès de Iéna, 114 appartenaient au Parti Communiste, tandis que la majorité absolue appartenait aux social-démocrates de droite. A première vue, ce fait pourrait être interprété comme la victoire complète des socialistes de droite et des indépendants sur les communistes; on pourrait en même temps y voir une victoire de droite sur les indépendants, ceux-ci étant comme on le sait, depuis le Congrès de Stuttgart en 1919, avec Dismann à la tête, les maîtres absolus du Syndicat des Métallurgistes. Mais serait-il vrai réellement que le résultat de la campagne préparatoire aux élections voudrait dire que les masses ouvrières se sont détournées des partisans conséquents et actifs de la révolution sociale et ont donné leur

confiance aux prédicateurs de la collaboration des classes? Des faits bien connus, établis en rapport avec l'élection des délégués au Congrès, prouvent que cette première impression est trompeuse. Les communistes recueillirent en tout à peu près un tiers des voix des métallurgistes. La non-concordance avec ce nombre de celui des mandats acquis par les communistes, contre l'expression formelle de la volonté des masses ouvrières, s'explique par le fait que les communistes durent disputer les mandats aux social-patriotes et indépendants agissant en bloc, et cela, dans les circonstances d'un système électoral majoritaire; il en résulta que bien des dizaines de milliers de voix appartenant aux ouvriers révolutionnaires se perdirent sans aucune influence sur le résultat des élections. Il suffira de citer le fait extraordinaire que les communistes, tout en recueillant à Berlin 23.000 voix sur un nombre total de 54.000, n'eurent pas de délégués de cette ville au Congrès de Iéna. La vérité objective est donc que l'influence des communistes dans le Syndicat des Métallurgistes n'a pas baissé, mais s'est au contraire accrue.

Cette circonstance est sans doute la cause principale de ce que le bloc des scheidemanistes et des indépendants, malgré son triomphe superficiel, ne montrait pas au Congrès cet état d'esprit psychologique propre aux vainqueurs ayant „totalement" défait leur ennemi, détruit sa „force vive" et solidement conquis ses positions. Au contraire, les „vainqueurs" menèrent tous les travaux du Congrès en alerte constante, inquiets pour la solidité de leur conquête et cherchant à organiser leurs forces pour la lutte imminente dans un avenir très proche avec l'opposition communiste croissant moralement et en nombre. La tendance de créer au sein du Syndicat des Métallurgistes un front unique défensif des scheidemanistes et des indépendants contre les communistes apparaît nettement à travers tous les travaux du Congrès, en commençant par le rapport de la Direction Centrale et en terminant par les élections. Tous les débats se rapportèrent à la III-e Internationale, à l'Internationale Syndicale Rouge et à l'activité des communistes. Le but des dirigeants du Congrès était, comme on peut le voir, de se séparer le plus nettement et le plus énergiquement possible des camarades communistes. Il est intéressant de constater que les indépendants apparaissaient en éclaireurs dans toutes les interventions contre les révolutionnaires et posaient les questions bien plus nettement que les scheidemanistes. Mais c'est très compréhensible: ils devaient démontrer aux scheidemanistes qu'ils étaient des alliés sûrs et persuader ceux-ci, qui disposaient de la majorité absolue du Congrès, de partager avec eux le pouvoir.

Dans le rapport publié ci-dessous dans le présent numéro du Bulletin, nous montrons en détail les étapes principales des travaux du Congrès et la résolution fondamentale relative aux buts du Syndicat dans le moment actuel, écrite en commun par les scheidemanistes et les indépendants, et qui forme le „programme d'action" du bloc anti-communiste créé par ces deux Partis. La partie de cette résolution analysant les circonstances de l'actualité économique et générale, dans ces grandes lignes, constate exactement l'acuité croissante de la crise économique, aggravée et ayant un caractère spécifique en Allemagne par suite de la politique myope de l'Entente, et prenant en même temps une étendue mondiale. Tout en caractérisant le capitalisme allemand, elle souligne que celui-ci a su utiliser à son avantage la situation difficile de l'Allemagne; elle constate la croissance extraordinaire des bénéfices des gros entrepreneurs en même temps que la chute de la productivité et l'accroissement de la misère des grandes masses par le chômage. La résolution proclame plus loin cette vérité incontestable que, dans les conditions capitalistes de la production, une issue à cette situation est inconevable; que cette crise ne se résoudra qu'en passant à l'économie socialiste. Cette partie théorique de la résolution ne soulève évidemment aucune riposte; mais, par contre, toutes les autres déductions des scheidemanistes et des indépendants unis témoignent clairement de leur nullité dans l'effort de création et aussi la tendance qu'ils ont de subordonner les intérêts généraux de la classe ouvrière aux intérêts de leurs organisations de parti. En effet, quelles sont les

conclusions politiques auxquelles les auteurs de la résolution sont arrivés en partant des prémisses théoriques énoncées ci-dessus? Quelles sont les voies concrètes dans lesquelles ils se proposent d'entrer pour atteindre l'idéal socialiste si nécessaire d'après leur propre aveu? „Seule, une classe politiquement unie et bien organisée peut atteindre ce but", disent-ils, „en s'appuyant sur de puissants syndicats pénétrés de l'esprit de démocratie et de la lutte de classe prolétarienne et en agissant en contact intime avec ses frères de classe de tous les pays et l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Le Syndicat des Métallurgistes Allemands est appelé à prendre la part la plus active à l'édification de l'économie socialiste. Pour arriver à ce but, pour mener la lutte consciemment et sûrement contre le régime capitaliste, le Congrès estime qu'il est de première nécesstté d'arriver à l'union de tous les métallurgistes sans distinction d'opinions politiques, mais reconnaissant les statuts syndicaux comme seul principe directeur du travail syndical et rejetant les lignes de conduite tracées par des organisations n'ayant aucun rapport avec le Syndicat". Voilà donc comment les auteurs de la résolution expliquent la notion de l'unité de la classe ouvrière. La liberté des opinions politiques que les auteurs de la résolution veulent bien laisser aux membres du syndicat est une liberté restant dans les limites des statuts et des désirs de la Direction Centrale. Le travail syndical est admis comme se faisant seulement en collaboration avec l'Internationale d'Amsterdam. La pensée des auteurs de la résolution est suffisamment claire, mais ils ont mis, pour ainsi dire, les points sur les i en „approuvant toutes les mesures de la Direction ayant pour but de maintenir l'unité du front syndical". Tout le monde sait que le souci principal de Dismann et des autres membres de la Direction appartenant au Parti des indépendants fut de maintenir après le Congrès de Stuttgart la „pureté" du Syndicat; que les „mesures" approuvées par le Congrès dans la résolution que nous venons d'examiner étaient en réalité l'exclusion systématique et en masse de tous les métallurgistes de mentalité révolutionnaire.

Pour donner une impression d'ensemble, nous attirons l'attention du lecteur sur la fin purement réformiste de cette remarquable résolution publiée plus bas; il est très caractéristique de noter que cette résolution, dans toute son étendue, ne fait pas la moindre allusion à la Révolution et aux méthodes révolutionnaires de la lutte des classes.

Dès le début du Congrès, la fraction communiste fut mise en dehors de ce singulier „front prolétarien unique", compris si originalement. Elle parlait évidemment un langage nettement révolutinnnaire que les scheidemanistes et indépendants ne pouvaient absolument pas comprendre. A propos de la résolution énoncée ci-dessus, la fraction, par l'intermédiaire du camarade Walcher, déposa un amendement tendant à rappeler aux indépendants que dans la résolution proposée au Congrès d'Iéna, ils oubliaient de mentionner le refus de participer aux organisations paritaires patronales et ouvrières (Arbeitsgemeinschaft). Le refus de collaborer avec les entrepreneurs formait au congrès de Stuttgart la partie essentielle du programme de Dismann. Comme on pouvait s'y attendre, le Dismann d'Iéna estima le point de vue du Dismann de Stuttgart, point de vue se ralliant à la nécessité de repousser résolument la collaboration avec le capital, comme nuisible au „front prolétarien unique"; il employa tous ses efforts pour faire échouer cet amendement hérétique. Il en résulta que la résolution du Congrès des Métallurgistes a gardé un silence éloquent sur la question de la collaboration avec la bourgeoisie; elle laissait ainsi sur ce point carte blanche à la Direction.

Le trait final du passage des indépendants dans le camp des scheidemanistes fut l'élection de la Direction Centrale composée de six scheidemanistes et de cinq indépendants ayant comme premier président Dismann. Les scheidemanistes le considèrent comme complètement mûr pour réaliser leur politique, et c'est pour cela qu'ils lui remirent les rênes du pouvoir. Ils savent très bien qu'en en-

avec les ouvriers paisiblement les questions sociales.

Pendant qu'on prépare la conférence du Bureau International du Travail, les leaders de l'Internationale d'Amsterdam, bavardent dans les commissions de désarmement, commissions créées par la Société des Nations où ils exposent devant les incendiaires patentés et les principaux coupables de la guerre mondiale tous les avantages du désarmement. C'est ainsi que se perpétue dans le monde entier la fraternisation entre les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam et les dirigeants de la Société des Nations, c'est ainsi que les intérêts de la classe ouvrière sont vendus en gros et en détail à la bourgeoisie nationale et internationale.

Les organisations syndicales de tous les pays, tous les éléments prolétariens honnêtes de ces dernières doivent s'élever avec indignation contre la tromperie qui continue, contre la décomposition des organisations ouvrières. Ne participez pas à la conférence du Bureau de Travail, n'ayez aucun rapport avec la Conférence de Washington pour le désarmement. Expulsez ceux qui veulent attirer les organisations ouvrières à la collaboration avec la Société des Nations-voilà les mots d'ordre qui doivent être proclamés par tout ouvrier pour peu qu'il soit conscient, par tout ouvrier chez qui ne sont pas encore éteints le sentiment de la dignité prolétarienne et la compréhension élémentaire des ressorts essentiels de la lutte de classe.

L'Internationale Syndicale Rouge appelle les ouvriers de tous les pays à élever une protestation énergique contre le front ouvrier patronal et à opposer à toutes les tentatives d'entente avec la bourgeoisie un front prolétarien unique dont le but est de détruire l'exploitation de l'homme par l'homme.

A bas la Société des Nations et ses institutions!

A la porte des organisations ceux qui subordonnent les syndicats ouvriers au capital national et international!

A la porte, les lieutenants du capital qui se sont glissés dans les milieux ouvriers.

Le Burau Exécutif de l'I. S. R.

## Message aux syndicats norvégiens.

Chers camarades!

Dans sa dernière séance, votre Comité National a pris la résolution de remettre à votre Congrès régulier qui aura lieu en 1923, la solution des questions qui vous ont été posées par le Congrès Constitutif des Syndicats Révolutionnaires. Cette résolution témoigne que le Comité National n'a pas eu l'attitude sérieuse qu'il convenait à l'égard de ces questions. Rien de plus facile que de remettre à plus tard la solution de n'importe quelle question en alléguant des raisons de formalités pour éviter de répondre d'une façon précise, mais un telle diplomatie n'est point désirable entre organisations ouvrières. Il y a une année vous pouviez avoir encore quelques illusions en ce qui concerne l'évolution possible de l'Internationale d'Amsterdam, mais l'activité des différentes sections de cette Internationale au cours de l'année passée a dû vous démontrer que les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam sont incurables. Ils continuent leur politique de collaboration avec la Ligue des Nations. Ils sont les membres des commissions nommés par la Ligue; ils prennent part en tant que représentants ouvriers à la comédie du désarmement. Bref, ils continuent la collaboration de classe dans le monde entier. Nous n'avons pas le texte précis des résolutions que vous avez adoptées, mais suivant les informations reçues par nous, votre décision aurait été provoquée par le fait que vous ne désirez pas briser l'unité du mouvement ouvrier international et que vous voulez conserver la liaison avec les fédérations syndicales internationales. C'est un désir très honorable, mais vous êtes-vous demandé qui brise l'unité du mouvement international: celui qui forme un bloc avec la bourgeoisie ou bien celui qui lutte contre cette trahison? Il est peu probable que quiconque chez vous se rallie à la tactique de collaboration avec la bourgeoisie. Vos délégués au Congrès de l'Internationale d'Amsterdam à Londres ont protesté contre une telle tactique. Mais après? Voici presqu'une année que le Congrès de Londres a eu lieu et les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam

continuent à siéger à côté des bourgeois. Qu'ont fait les syndicats norvégiens pour lutter contre? Par quel actes ont-ils réagi? Ont-ils dénoncé devant les ouvriers de Norvège aussi bien que devant les ouvriers des autres pays, la tactique dangereuse des dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam? Où sont dans ce domaine vos résolutions, vos décisions, etc? Or, si vous êtes restés passifs pendant un an devant l'activité de l'Internationale d'Amsterdam, estimant probablement avoir rempli tout votre devoir parce que vos représentants avaient protesté au Congrès de Londres, ne pensez-vous pas que vous portez la responsabilité pour toute l'activité des gens d'Amsterdam? Vous êtes une partie de l'Internationale d'Amsterdam et moralement et politiquement vous êtes responsables pour chaque démarche de ses dirigeants. Vous êtes aussi bien responsables pour le discours monarchique du président de l'Internationale d'Amsterdam Thomas, que pour l'action pacifiste au sein de la commission de la Ligue des Nations du I-er vice-président de cette même Internationale, le citoyen Jouhaux. Et voilà qu'au lieu de juger la situation dans toute sa réalité, au lieu de vous prononcer sur la politique à suivre, celle d'Amsterdam ou bien celle proposée par le Premier Congrès International des Syndicats révolutionnaires, vous vous dérobez à la question et prenez la décision de mettre la chose à 1923. La décision du Comité National au point de vue formel, comme au point de vue pratique, est erronée. Elle est erronée au point de vue formel parce que votre délégation au premier Congrès des Syndicats révolutionnaires avait déclaré officiellement que les syndicats norvégiens se soumettraient aux décisions du Congrès International. D'ailleurs, il est inutile d'envoyer des délégués prendre part aux Congrès pour remettre ensuite à plusieurs années la réponse à donner aux questions que ces congrès posent. Enfin, si le Comité National estimait que la délégation envoyée au Premier Congrès s'était trop engagée, que les décisions du Premier Congrès des Syndicats Révolutionnaires sont erronées dans leur fond, etc., il fallait convoquer dans le plus bref délai possible un Congrès qui, en tant qu'organe souverain du mouvement syndical norvégien, aurait tranché la question. Cependant, le Comité National a pris sur lui le droit de résoudre une question qui, de son propre avis, relève de la compétence du Congrès National des syndicats norvégiens. Vous avez tort et vous le savez parfaitement vous-mêmes, car le choix entre la tactique et la politique d'Amsterdam et celles de l'Internationale Syndicale Rouge, vous l'aviez fait déjà lorsque vous envoyiez vos délégués à notre Congrès.

Votre Comité National a décidé de transmettre la question au Congrès. L'Internationale Syndicale Rouge estime que dans cette affaire le Congrès est le meilleur juge, car le Congrès définit souverainement la politique des syndicats de tout le pays. Que le Congrès décide donc, qu'il fasse un choix entre Moscou et Amsterdam. Non seulement nous n'objectons rien là contre, mais nous applaudissons à cette décision. Par contre, l'Internationale Syndicale Rouge proteste d'une façon énergique contre la tentative de remettre la question à plusieurs années. C'est là une décision tout à fait inadmissible. Nous proposons à tous les syndiqués norvégiens, à tous ceux qui n'envisagent pas au seul point de vue des formes la lutte révolutionnaire, à tous les prolétaires hostiles à la collaboration de classes, bref à tous les ouvriers norvégiens organisés, d'insister sur la convocation aussi rapide que possible du congrès qui devra décider du sort du mouvement syndical révolutionnaire en Norvège. Que le congrès fasse un choix entre la lutte révolutionnaire de classe et la collaboration de classe. Que le congrès dise bien clairement si le mouvement syndical norvégien doit se développer sous le pavillon de la réconciliation et de l'affaiblissement des intérêts de classe ou sous celui de l'accentuation et de l'élargissement de la lutte révolutionnaire de classe. Que le congrès dise qui a raison: l'Internationale d'Amsterdam ou l'Internationale Syndicale Rouge.

Nous ne doutons pas une seconde que le congrès national syndical norvégien, convoqué à bref délai, se prononcera contre la collaboration de classes, contre

la paix sociale, contre les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam et pour l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Rouge: *A. Losovsky*, Secrétaire Général.

*A. Mayer* (Allemagne), *Arlandis* (Espagne), *Tom Mann* (Angleterre), *Andreitchine* (Amérique), *Noguine* (Russie).

## Les affamés russes aux affamés français.

La C. G. T. russe envoie son salut fraternel aux ouvriers grévistes du Nord de la France qui mènent une lutte acharnée contre les exploiteurs nourris des sucs de la guerre. Le prolétariat russe suit votre lutte avec une profonde attention, il espère que non seulement les ouvriers français sauront repousser l'attaque de leurs cyniques exploiteurs, mais qu'ils passeront bientôt à l'offensive et qu'ils renverseront le pouvoir de l'oligarchie financière pour instaurer le pouvoir des travailleurs.

La C. G. T. russe envoie aux ouvriers grévistes, en signe de sa fraternelle solidarité, 10.000 francs, en exprimant ses regrets de ne pouvoir envoyer davantage à ses frères qui luttent, dans les conditions où se trouve actuellement la Russie affamée.

Le Bureau de la C. G. T. russe:

*Andréef, Antipof, Poudzoutak, Dogadof, Losovsky, Pérépetchko, Koubychef, Rykof, Schmidt.*

## Un télégrame des Métallurgistes Géorgiens á l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Premier Congrès des ouvriers métallurgistes et des transports de la Géorgie Soviétiste, en abordant l'exécution pratique des tâches de production et d'organisation de cette jeune République Socialiste, envoie son ardent salut à l'état-major international des Syndicats Rouges. Le Congrès est convaincu que grâce aux efforts des syndicats, la classe ouvrière élèvera très haut le drapeau de l'Internationale Communiste et marchera au combat décisif contre le capital mondial.

Vive l'Internationale prolétarienne!

*Le Bureau du Congrés.*

## L'activité de l'Internationale Syndicale Rouge en Allemagne.

### Le Région de Hanovre.

Un instructeur de l'Internationale Syndicale Rouge a entrepris une tournée dans la région de Hanovre. Dans la période du 1er août au 1er semptembre, il lui est advenu de visiter les centres industriels suivants: Hildesheim, Saartstätt, Osteröder, Lautenburg, Claustel-Zillerfeld, Gosslar, Gettingen, Alfeld, Hammeln, Hanovre (ville).

Les réunions organisées sur les lieux illustrent clairement le processus de révolutionnement des masses prolétariennes en Allemagne. On peut constater sans réserves le grand et incontestable succès de la propagande des idées de l'Internationale Syndicale Rouge parmi les ouvriers et les paysans pauvres de la région de Hanovre.

Les difficultés du travail révolutionnaire dans cette région résultent avant tout de la composition hétérogène des ouvriers dans les entreprises; il y a beaucoup d'ouvriers qui n'ont pas rompu les rapports avec la campagne et il y a aussi beaucoup de paysans non organisés en syndicats. Très souvent, les journaux bourgeois, et les journaux socialistes toujours ont refusé d'insérer les annonces concernant nos réunions. Les dirigeants syndicaux, socialistes de droite, créaient des obstacles à l'organisation de nos réunions, cherchant à les saboter soit en nous empêchant de nous procurer un local, soit en provoquant la fermeture du local qui nous était déjà alloué. (Hameln, Alfeld). Quelquefois ils fixaient leurs réunions de parti ou leurs réunions syndicales à la même date que la nôtre et quelquefois, ils nous empêchaient de poursuivre notre réunion. Lorsqu'ils prenaient la parole, ils recouraient à une argumentation démagogique contre nous en moussant la „terreur communiste“, etc.

Néanmoins, à toutes les réunions composées le plus souvent d'ouvriers et de paysans pauvres, de partisans du Parti Socialiste majoritaire, du Parti Socialiste Indépendant, ou encore sans aucune conviction politique, les efforts déclamatoires des leaders officiels aboutissaient à des résultats tout contraires. Partout les masses ouvrières suivaient avec grand

intérêt nos réunions et s'opposaient activement à toutes les tentatives de sabotage. (Ainsi à Hammeln les ouvriers étaient prêts à faire sauter les portes du local fermé sur l'ordre de nos adversaires).

On écoutait notre camarade avec une attention soutenue. Partout on remarquait un état d'esprit relevé. Toutes les réunions se terminaient par l'approbation de la position adoptée par l'Internationale Syndicale Rouge. Les représentants du Parti Socialiste qui prononçaient des discours les terminaient quelquefois en exprimant leur sympathie à la plateforme de l'Internationale Syndicale Rouge (Hildesheim).

Il faut noter que dans certains endroits (Göttingen) avant l'arrivée de notre instructeur, les ouvriers n'avaient aucune idée de l'existence de l'Internationale Syndicale Rouge. Après son discours, notre énorme influence sur la masse ouvrière s'est manifestée à Lautenburg, les ouvriers et les paysans avaient un état d'esprit manifestement révolutionnaire; les socialistes majoritaires n'ont pas la possibilité de prendre la parole aux réunions.

Cependant, nous n'avons pas affermi notre influence au point de vue organisation. Notre instructeur est convaincu que nos succès dans ce domaine ne se feront pas attendre.

La ville de Hanovre se trouve dans des conditions tout exceptionelles. Actuellement encore, les socialistes majoritaires y dominent absolument. Hanovre est leur point d'appui, la base de la réaction qui se répand de là sur toute la région Nord-Est. Les dirigeants des socialistes majoritaires y sont toujours Noske et Robert Leinert que les ouvriers continuent encore à „idolâtrer". Leinert est président d'une organisation contre-révolutionnaire de „self-défense", un des membres de celle-ci est Bulojunzen, socialiste majoritaire. Fait significatif: dans ces organisations de self-défense, il n'y a pas un seul ouvrier.

Il ne sera possible de soustraire les ouvriers de Hanovre à l'influence des socialistes majoritaire que peu à peu et à la condition d'un travail opiniâtre et systématique.

### Silésie.

L'instructeur de l'Internationale Syndicale Rouge a visité les endroits suivants: Gerlitz, Niski, Heinau, Lignitz, Breslau, Hoels, Strigau, Freiburg Peterovalzen, Reichenbach, Langebilei, Totesberg, Waldenburg, Felhammer, dans la période du 5 au 23 août.

Toutes les réunions ont marqué un succès pour nous. Notre travail ne se heurte contre aucune force sérieuse de résistance de la part de nos adversaires. Les représentants officiels des socialistes majoritaires et indépendants ne viennent pas du tout à nos réunions, ou, s'ils y viennent, gardent un silence prudent. Et s'ils parlent, ils font de la démagogie, ce qui indispose contre eux tous les assistants.

Notre instructeur nous communique: „Les ouvriers veulent déjà marcher avec nous, mais malheuresement ils ne se décident pas à prendre position contre les bureaucrates syndicaux par suite du manque de préparation théorique."

## Liste des Membres des Bureaux des Comités Internationaux de Propagande.

| Nom du Comité, adresse et № du téléphone du secrétariat | Nom et prénom | Pays |
|---|---|---|
| 1. **Comité de Propagande des METEAUX.** Moscou, Petrovskié Linii, Hôtel Elite, Chambre Nr. 109, Tel. 3.67.50, suppl. 109. | Fedoroff, Janson . . | Russie |
| | Gaye, Labonne . . . | France |
| | Murphy . . . . . | Angleterre |
| | Andersen Emile . . | Suède |
| | Piz Jakob . . . . . | Autriche |
| | Blatt James . . . . | Amérique |
| | Muller Richard . . | Allemagne |
| 2. **Comité de Propagande de l'Industrie du BOIS.** Moscou, Leontievski péréoulok Nr. 18/I, Tel. 63.40. | Kabanof, Isakof . . | Russie |
| | Wagner Henri . . . | France |
| | Strain John . . . . | Angleterre |
| | Liske Bruno . . . . | Allemagne |
| | Prédonévitch . . . | Balkans |

| Nom du Comité, adresse et no du téléphone du secrétariat | Nom et prénom | Pays |
|---|---|---|
| 3. **Comité de Propagande du SOUS-SOL.** Moscou, Pétrovskie Linii, Hôtel Elite, chambre 211, Tel. 3.67.50, suppl. 211. | Tayurof, Schwarz | Russie |
| | Gaye | France |
| | Ibanez | Espagne |
| | Watkins | Angleterre |
| 4. **Comité de Propagande des TRANSPORTS.** Moscou, Novaia Bassmannaia 13, Tel. 2.39.38, suppl. 306. | Hayn, Kouchnaref, Atchkanof | Russie |
| | Sirolle | France |
| | Farvig, Mayer | Allemagne |
| | Baumann | Hollande |
| | Kunnel | Pays Scandinaves |
| | Barker Tom | Argentine |
| | Roberts | EtatsUnisd'Amérique |
| | Reis | Australie |
| 5. **Comité de Propagande de l'HABILLEMENT.** Moscou, Morosseika, Kosmodamianski péréoulok 8, Tel. 3.47.48. | Ozol | Russie |
| | Schumacher | Allemagne |
| | Bagor | Amérique |
| 6. **Comité de Propagande du LIVRE.** Moscou, Rosdiestvenski boulevard 12, Tel. 2.13.13. | Meller, Derbichev | Russie |
| | Wolf | Allemagne |
| | Krass | Hollande |
| | Dmitrof | Bulgarie |
| | Helberg | Pays Scandinaves |
| | Steinhardt | Autriche |
| 7. **Comité de Propagande du BATIMENT.** Moscou, Nikolskaia 9, Tel. 4.51.31, suppl. 42. | Sapronof, Ivanikof | Russie |
| | Bachmann | Allemagne |
| | Ibanez | Espagne |
| | Sisman (secrétaire) | Russie |
| 8. **Comité de Propagande des CHIMISTES.** Moscou, Slataoustovski péréoulok 6, chambre 108, Tel. 3.36.61. | Trofimof | Russie |
| | Helbing Simon, Zachs Rudolphe | Allemagne |
| | Dmitrof | Bulgarie |
| 9. **Comité de Propagande de l'ENSEIGNEMENT.** Moscou, Petrovski Linii, Hotel Elite, chambre 343, Tel. 3.67.50, suppl. 343. | Koselef, Kolesnikova | Russie |
| | Mayer, Malpricht Max | Allemagne |
| | Loriot | France |
| | Mayerotti Rita | Italie |
| | Denicher Georg | Autriche |
| 10. **Comité de Propagande des CUIRS et PEAUX.** Moscou, Marosseika 7, Tel. 1.03.01. | Jouséforitch | Russie |
| | Daseke | Allemagne |
| | Skuström | Norvège |
| | Glohr | Suisse |
| | Kastner | Autriche |
| | Frenki | Tchéco-Slovaquie |
| | Dmitrof | Bulgarie |

| Nom du Comité, adresse et nō du télèphone du secrétariat | Nom et prenom | Pays |
|---|---|---|
| **11. Comité de Propagande du TEXTILE.** Moscou, Varvarka, Dielovoi Dvor 4-ème vestibule, 4-ème étage, Tel. 69.10. | Lebedef, Braginsky . | Russie |
| | Eberts . . . . . | Allemagne |
| | Pécon . . . . . | France |
| **12. Comité de Propagande des OUVRIERS AGRICOLES.** Moscou, Vosdvijenka, 4-ème Maison des Soviets, Tel. 88.47. | Tchirkof, Gribof Paul | Russie |
| | Herule Edvin . . . | Allemagne |
| | Friberg Axel . . . | Suède |
| | Boyadjief . . . . . | Bulgarie |
| **13. Comité de Propagande de l'ALIMENTATION.** Moscou, Ilinka Ouchkof péréoulok 6, Tel. 5.67.68. | Kouznezof, Kroll, Zorine . . . . . | Russie |
| | Rigel Willy, Firembach, Henkel G. . | Allemagne |
| | Everisto Hill . . . | Espagne |
| | Pouchkavitch Frand. | Yougo-Slavie |
| | Vangelof . . . . . | Bulgarie |
| **14. Comité de Propagande des EMPLOYES.** Moscou, Dimitrovka 4, Tel. 2.23.74. | Fedorof, Strikorsky | Russie |
| | Jakoby Ernest . . . | Allemagne |
| | Wilkinson Ellen . . | Angleterre |
| | Godeaux Jean . . . | France |
| | Brauder . . . . . | Amérique |
| | Irsman . . . . . | Australie |
| | Vitchef Roman . . . | Bulgarie |
| | Sargologos Nikos . | Grèce |
| | Wisser . . . . . | Hollande |
| | Montaniano R. . . | Italie |
| | Milkis . . . . . | Yougo-Slavie |
| | Koritschoner . . . | Autriche |
| | Badoulesko Alex. . | Roumanie |
| | Bloch Rosa . . . . | Suisse |
| | Ramos . . . . . | Espagne |
| | Svenson Axel . . . | Suède |
| | Bella Santo . . . . | Hongrie |
| **15. Comité de Propagande des TRAVAILLEURS MUNICIPAUX.** Moscou, Sofika 9, Tel. 95.57. | Borovsky, Issaef . . | Russie |
| | Diezel, Eschefeld . | Allemagne |
| | Wirt Werner . . . | Suisse |
| | Repossi . . . . . | Italie |
| | Tabatchkine . . . . | Bulgarie |
| | Galoustian . . . . | Arménie |
| | Kamotzky . . . . . | Pologne |

# Editions françaises de l'Internationale Syndicale Rouge.

**G. Tsypèrovitch.** Projet de thèses sur le contrôle ouvrier.

**A. Losovsky.** Les tâches et la tactique des syndicats.

**A. Losovsky.** Questions d'organisation.

**Compte-rendu** du Conseil International provisoire des Syndicats Ouvriers pour la période du 15 juillet 1920 au 1-er juillet 1921.

**A. Losovsky.** Projet de Statuts de l'Internationale Syndicale Rouge.

**T. Nasaka.** Notes sur l'histoire du mouvement ouvrier au Japon.

**L'Internationale Syndicale Rouge.** Bulletin du Bureau Exécutif (ont paru : №№ 1—5)

**Rêsolutions** et **décisions** du 1-er Congrès International des Syndicats Révolutionnaires avec une préface de A. Losovsky.

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Р. В. Ц. Вып. 344. Imprimérie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

№ 6 Moscou 20 Octobre 1921.

## Ils n'ont rien oublié, rien appris.

(A propos du Congrès de Cardiff)

Au Congrès des Trade-Unions qui vient de se terminer à Cardiff ont pris part les représentants de 6.416.510 ouvriers syndiqués. Ce chiffre est un peu inférieur à celui des ouvriers représentés au congrès de Portsmouth de l'année passée, mais en comparaison de la période d'avant-guerre, il montre un accroissement formidable d'ouvriers organisés dont le nombre s'est accru de près de 4 millions d'hommes.

Le Congrès des Trade-Unions qui se réunit annuellement depuis 1868 est l'organisation ouvrière la plus nombreuse de l'Angleterre. On l'appelle le „Parlement du Travail". Ce nom convient on ne peut mieux à cette organisation syndicale assez particulière. Le Congrès des Trade-Unions est une „parlotte". Il se réunit chaque année, parle un peu de tout, depuis les moindres questions économiques du mouvement ouvrier jusqu'aux questions du désarmement général et de la transformation de la société sur des bases socialistes. Et sur toutes les questions il prend des résolutions solennelles qui sont destinées à dormir, saupondrées de poussière, dans les archives. Quelquefois, un historien les en retire pour publier de grands travaux portant le nom pompeux d'Histoire du mouvement ouvrier. Ces travaux vont s'accumuler au Musée Britannique où les rats de bibliothèque ne manquent pas de puiser leur sagesse sociale et politique.

Au début, la tâche principale des Congrès des Trade-Unions avait un caractère politique. Elle vait pour but d'obtenir le développement de la législation ouvrière. La lutte économique n'était menée que par chaque trade-union en particulier. Sur le terrain économique, une activité unifiée, commune, centralisée, par l'intermédiaire d'une organisation générale permanente de classe, était absolument impossible à cause des particularités corporatives et de l'étroitesse du mouvement syndical anglais. Les organisations syndicales envoyaient chaque année leurs représentants au Congrès des Trade-Unions dans le but exclusif de discuter les questions générales de classe, pour autant seulement qu'elles avaient trait à la législation ouvrière. Le prolétariat n'avait pas son Parti au Parlement, les ouvriers donnaient leurs voix aux partis bourgeois et cherchaient à faire pression sur ces derniers pour obtenir les mesures législatives qu'ils revendiquaient. Cette pression s'exerçait par l'intermédiaire du „lobbying" c'est-à-dire de la politique des couloirs parlementaires, la politique des aumônes. Cet office de quémandeur était rempli par ce qu'on appelle le „Comité parlementaire" annuellement élu au Congrès des Trade-Unions.

Cependant depuis la formation du Parti Ouvrier, le Congrès a perdu, dirait-on, sa fonction principale, quoique son Comité parlementaire ait continué à marchander

avec les députés bourgeois sur telle ou telle loi en faveur des ouvriers en promettant en échange l'appui des voix ouvrières aux élections. Au cours des dernières années, lorsque le Parti Ouvrier s'est considérablement renforcé, un contact étroit s'est établi entre lui et le Comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions, et aujourd'hui, le Parti Ouvrier représente le prolétariat au Parlement. Le Parti Ouvrier anglais est considéré aujourd'hui comme exprimant les intérêts politiques du prolétariat, pendant que le Congrès des Trade-Unions incarne, pour ainsi dire, sa force économique.

A juger d'après le nombre d'ouvriers groupés dans ces organisations, celles-ci se présentent comme les organisations ouvrières les plus puissantes du monde, car, d'une façon ou d'une autre, 8 millions d'ouvriers anglais organisés y sont représentés, ou du moins se trouvent dans la sphère de leur influence. Cependant, la force de ces organisations n'est qu'apparente. Ceux qui connaissent mal leur structure et leur contenu se trompent lorsqu'ils jugent de leurs forces en se basant sur le nombre d'ouvriers groupés dans leur sein. Lorsqu'au Congrès des Trade-Unions pour ou contre une proposition quelconque, on se trouve en face d'un vote de plusieurs millions d'hommes, ce fait produit évidemment une très forte impression. Mais en réalité, ces millions, dans un certain sens, ne sont que des „âmes mortes". En d'autres termes, cela doit être compris dans ce sens que ces millions ne sont pas du tout membres du Congrès qui opère avec leurs voix et qu'ils ne donnent au Congrès aucune espèce de mandat, encore moins de mandat impératif. Si Thomas et ses partisans apportent au Congrès toutes les voix dont dispose la Fédération nationale des cheminots, cela ne témoigne pas du tout de la force du Congrès des Trade-Unions. Les cheminots ne sont point tenus à se conformer aux décisions du Congrès avec lequel ils n'ont aucun rapport direct. Le Congres, c'est une réunion bénévole de fonctionnaires et de dirigeants des syndicats, réunion qui n'engage et n'oblige personne. Evidemment, les ouvriers peu conscients, les socialistes petits bourgeois, les sociologues du „John Ruskin Collège", etc. voient en lui la véritable expression de la solidarité de la classe ouvrière. Mais en réalité il n'est rien d'autre qu'un paravant derrière lequel se cachent les buts contre-révolutionnaires des Thomas et des Clynes qui par tous les moyens empêchent la véritable manifestation de la solidarité de classe prolétarienne. En réalité, le Congrès des Trade-Unions, dans aucun cas, ne représente une organisation de classe qui soit en mesure de mener la classe ouvrière à la victoire. Pour être une telle organisation, il ne possède ni unité intérieure nécessaire, ni unité de tendances, ni puissance, ni cohésion organique. Dans aucun cas le Congrès ne montre qu'il existe en Angleterre un mouvement ouvrier unifié et cohérent. Au contraire. La lutte de classe des ouvriers anglais n'est ni coordonnée, ni liée avec d'autres organisations, ni imprégnée d'une unité idéologique.

Comment s'explique ce fait que nous soulignons, cette absence en Angleterre de l'unité organique dans le mouvement ouvrier? A l'heure actuelle, ce fait apparaît plus évident que jamais dans la lutte des ouvriers anglais. Toute l'histoire de la lutte au cours de dernières trois années montre que le mouvement ouvrier était en baisse constante. Chaque fois qu'un certain groupe de la classe ouvrière entrait dans la bataille, il subissait une formidable défaite. Après la guerre, les ouvriers ont revendiqué la nationalisation et le contrôle ouvrier, mais ils n'ont rien obtenu, parce qu'ils n'avaient pas une organisation de classe suffisamment forte, suffisamment centralisée, suffisamment combative. Par suite de ces défaites, les ouvriers ont abandonné l'idée de la nationalisation et du contrôle ouvrier et n'ont plus lutté que pour le maintien de leurs salaires, mais dans cette lutte aussi, ils ont, pour la même raison, essuyé une défaite. A l'heure actuelle, tous les efforts des ouvriers tendent à ce que la réduction des salaires ne soit plus aussi rapide que la réduction des salaires subie par les mineurs. Mais ce but modeste lui-même ne peut être atteint par les ouvriers, encore une fois, à cause de leur manque d'organisation en tant que classe.

Une telle situation ne pouvait pas ne pas forcer les ouvriers à réfléchir sur les causes de leur impuissance et de leurs défaites et les pousser à refaire l'inventaire de leurs valeurs au point de vue

organisation. La première chose qui frappe les ouvriers, ce n'est pas l'absence d'un contenu idéologique profond dans leurs organisations de classe, mais c'est le fait que celles-ci poursuivent des buts étroitement corporatifs, qu'elles se renferment dans les cadres d'une lutte purement syndicale, qu'elles n'entrent pas dans le mouvement avec de larges tâches de classe ou que leurs chefs ne se lassent pas de répéter, encore maintenant, qu'il est possible d'atteindre le régime socialiste par des moyens paisibles. Non. Essuyant défaites sur défaites, les ouvriers sont amenés à dire: „Nous ne sommes pas organisés, notre syndicat agit isolément, il n'y a pas un plan général de lutte. Il n'y a pas d'action commune; lorsque les mineurs font grève, nous travaillons, et vice-versa". Voilà ce qui vient à l'esprit des ouvriers et ce qu'ils disent. La question d'organisation, à l'heure actuelle, est pour eux la question la plus importante. Pour les ouvriers, la solidarité de classe n'est pas une abstraction, mais c'est une notion et un sentiment tout à fait concret, tout à fait défini, qui peut trouver son expression dans des formes organiques concrètes. Avant tout, les ouvriers commencent à se rendre compte que la lutte isolée d'un syndicat ne suffit pas, que même l'action de toute une fédération est insuffisante. Ils se représentent nettement une organisation générale de classe qui seule est en mesure de lutter pour leurs intérêts de membres d'une grande famille prolétarienne.

Sans aucun doute, les ouvriers ont attendu avant tout du Congrès de Cardiff précisément la solution de cette question, mais leur attente a été vaine et leurs espoirs ont été déçus. Le Congrès est resté fidèle à ses traditions. Il n'a pas touché du tout aux questions délicates du mouvement ouvrier et s'il les a touché, tout comme par le passé, il s'en est débarrassé avec des phrases générales sans apporter aucune modification essentielle, dictée par les besoins du moment et la nouvelle atmosphère de la lutte de classe. Mais, dira-t-on, n'a-t-il pas apporté une modification essentielle dans l'organisation de la classe ouvrière en élisant à la place de l'impuissant „Comité parlementaire", un „Conseil Général"? Oui, évidemment, c'est un changement, mais ce n'est certainement pas un changement réel. Il ne s'agit pas du nom, il s'agit des fonctions octroyées au nouvel organe et de ses pouvoirs. Il s'agit de savoir si le Conseil Général est un organe capable d'unifier le mouvement ouvrier sur tout le front, s'il est en mesure de le diriger et de le mener contre les bastions de la classe capitaliste.

Avant le Congrès de Cardiff, l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge ont dit dans leur appel commun aux ouvriers anglais: „Ces temps derniers, les dirigeants eux-mêmes ont commencé à parler de la nécessité de créer un état-major général du travail. Cela démontre seulement qu'ils ont compris combien est fort dans les masses ouvrières le courant en faveur de l'unification du mouvement ouvrier sur tout le front. Mais ils cherchent à diriger ce courant viril dans le lit calme de l'opportunisme. Quand les dirigeants parlent d'un état-major général du travail, ils veulent seulement maintenir au sein des masses ouvrières cette illusion qu'ils proposent quelque chose de vraiment neuf, un moyen de lutte réel dans la situation désespérée où se trouvent les ouvriers. Mais en réalité, les dirigeants ont en vue la création de nouvelles combinaisons des vieux chefs qui ont déjà montré leur mauvaise volonté et leur incapacité de mener les ouvriers à l'assaut des forteresses du capitalisme. Ils veulent sous ce nom sonore: „d'Etat-major Général du Travail" conserver au sein du mouvement ouvrier l'ancien chaos et l'ancienne confusion".

Les choses se sont passées comme c'était à prévoir. Les dirigeants se trouvant à la tête du Congrès de Cardiff sont allés au-devant des revendications des grandes masses en créant le Conseil Général à la place du Comité parlamentaire, mais ce faisant ils n'ont pas unifié le mouvement ouvrier et n'ont pas créé une organisation de classe centralisée.

En effet, que représente ce nouveau Conseil Général? Conformément à la nouvelle constitution du Congres des Trade-Unions, le Conseil Général a pour tâche:

a) de se tenir au courant du mouvement ouvrier et de coordonner ses actions;

b) de contribuer par des efforts communs au développement du mouvement syndical non seulement dans les questions

de salaires et de la journée de travail, mais aussi dans toutes les questions surgissant entre le Travail et le Capital, entre les organisations syndicales et le gouvernement.

c) Le Conseil Général peut venir en aide à toute organisation syndicale, attaquée par la classe patronale sur une question d'importance.

d) La propagande destinée à consolider l'organisation syndicale et le développement de la solidarité avec le mouvement ouvrier des autres pays.

Ainsi, on crée au sommet une centralisation apparente, mais à la base reste l'ancienne décentralisation, l'ancien chaos, l'ancienne division du mouvement ouvrier. Le nouveau Conseil Général sera un état-major général sans armée et n'aura pas de pouvoir exécutif réel.

Fred Bramley, suppléant du Secrétaire du Comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions, écrit dans le „Daily Herald" du 5 septembre que „le mouvement ouvrier anglais est reconnu unique et que le Conseil Général est son organe exécutif. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, nous aurons une organisation autorisée des trade-unions ayant des fonctions précises". Bramley demande: „Pourquoi le Conseil Général a-t-il été créé?" et répond: „Avec la forme d'organisation actuelle, les ouvriers ont essuyé des défaites éclatantes parce qu'il n'y avait pas d'unité nationale ou à cause de l'absence d'une direction centralisée et autorisée". Cela est incontestable. Mais le nouveau Conseil Général atteint-il le but auquel tend maintenant le mouvement ouvrier, y a-t il une différence véritable entre le Comité parlementaire et le Conseil Général à l'exception du fait que le premier était composé de 17 personnes, tandis que le second en compte trente? Bramley dit que „la différence ici n'est pas dans le nombre de membres, mais dans le caractère de la nouvelle institution qui se subdivise en 5 groupes d'industrie. Une telle modification fait désirer l'unité aux ouvriers maintenant plus que jamais".

Bramley s'est quelque peu dépêché de déclarer que „pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier nous aurons une organisation syndicale autorisée", etc. Deux ou trois jours, après cette déclaration de Bramley, deux faits ont montré nettement ce que représentera en réalité cette organisation „autorisée". Le premier fait, c'est la discussion soulevée par l'élection du Président du Conseil Général. La proposition d'élire un président du Conseil Général n'a pas eu de suite parce que ce fait créerait un parallélisme de pouvoirs dans le mouvement ouvrier. Les dirigeants se sont effrayés probablement de voir un Conseil Général munis de pouvoirs, tandis que les différentes organisations syndicales devraient se dessaisir d'une part de leur influence. Le second fait, c'est la question du conflit entre les ouvriers de Belfast en Irlande. Ce conflit a surgi en liaison avec le mouvement irlandais pour l'indépendance. A Belfast au sein des ouvriers, il existe des „Kursonistes", c'est à dire les partisans de lord Kurson qui sont contre l'indépendance. La Comission du Comité parlementaire a étudié le conflit sur place et a fait au Congrès un rapport correspondant d'où découlait une proposition bien déterminée d'intervenir dans le conflit et d'y mettre un terme. Cependant, le Congrès n'a pas adopté cette proposition, „parce qu'il n'est pas dans sa compétence d'intervenir dans les affaires intérieures de Trade-Unions".

Si le Congrès lui-même s'est estimé incompétent pour intervenir dans la lutte fratricide des ouvriers à Belfast, que signifiera alors dans la réalité le point de la constitution suivant lequel le Conseil Général „surveille le mouvement ouvrier et cordonne ses actions? L'intervention du Congres dans le conflit de Belfast, sa déclaration autorisée qu'il ne permettra pas aux dirigeants syndicaux d'opposer les ouvriers les uns aux autres, la menace de les exclure du mouvement ouvrier et de les marquer du sceau de l'infamie en chargeant en même temps le Conseil Général d'exécuter réellement cette menace, aurait montré que le Congrès des Trade-Unions est réellement entré dans la voie de la coordination du mouvement ouvrier, qu'il est réellement entré dans la voie de la centralisation. Mais le Congrès ne l'a pas fait parce qu'il se place encore sur le point de vue de l'autonomie des syndicats et qu'il se regarde encore comme une parlotte sans conséquence. Le Congrès a déclaré que le conflit sanglant entre les ouvriers d'Irlande n'était pas de sa compétence, que c'était là l'affaire

des syndicats de Belfast. Par là même il a sauvé l'idée de l'autonomie locale.

Les dirigeants du Congrès ont été très éloquents et même energiques dans les questions de la Société des Nations, du désarmement général, etc. parce que ces questions pouvaient être tranchées indifféremment d'une façon ou d'une autre, qu'on pouvait adopter à leur sujet n'importe quelle résolution sans le moindre risque pour la bureaucratie syndicale de se voir diminuée ou même de perdre les prérogatives en ce qui concerne l'autonomie des syndicats. Le Congrès a même voté à l'unanimité la souscription en faveur des affamés de la Russie, a adopté une résolution en faveur de la reconnaissance du gouvernement soviétiste et au sujet du crédit qu'il faut lui accorder. Mais lorsqu'il s'agit de venir en aide aux ouvriers irlandais traqués par des crapules se trouvant dans leurs propres syndicats, le Congrès se déclare incompétent et dit qu'une telle aide serait une intervention dans les affaires intérieures des Trade-Unions et une violation de leur autonomie.

A l'une des conférences avec les représentants de la Triple Alliance pendant la grève des mineurs, Lloyd George s'était écrié: „Un sentiment m'opprime, celui que les chefs avec lesquels je parle ne sont pas les chefs avec lesquels je devrais avoir affaire réellement. Au sein même des masses, il existe des éléments qui constamment se poussent vers l'avant du front et mettent leur empreinte sur tout le mouvement ouvrier".

Il convient de constater ce fait qu'au Congrès de Cardiff, ces éléments „courant gauche" qui provoquent chez Lloyd George un sentiment d'oppression, ne se sont pas cette fois-ci mis en avant et n'ont pas mis leur empreinte sur la marche des travaux du Congrès. Leur faible voix, cette fois-ci encore, a été étouffée par la masse lourde, conservatrice et bureaucratique des délégués. Ces derniers ont fermé, comme par le passé, les yeux sur la réalité et ont montré encore une fois qu'ils n'ont rien oublié, rien appris. Il n'ont tiré aucun enseignement réel de tous les événement gigantesques de la lutte de classe au cours de ces quelques dernières années. Ni les millions de chômeurs, ni la réduction des salaires, ni les défaites constantes du prolétariat entrant en action par groupes divisés et isolés, rien ne les a ébranlés. Ils continuent comme autrefois à parler des méthodes constitutionnelles de lutte, de la conquête paisible du Parlement pendant que le gouvernement jette au vent les droits constitutionnels des ouvriers et les viole grossièrement lorsque les ouvriers entrent en lutte, même quand il s'agit seulement de défendre leurs salaires de misère, Comme auparavant il parlent de la possibilité de prévenir la guerre au moyen du désarmement général et de la Ligue des Nations; autrefois, ils ont chanté des dithyrambes à Wilson, de même aujourd'hui ils les chantent à Harding pour sa „tendance humanitaire au désarmement".

Le Congrès des Trade-Unions s'est terminé sans avoir justifié les espoirs que les ouvriers avaient mis en lui. Comme tous les congrès précédents, il a perdu plus d'une semaine en palabres et a adopté une multitude de résolutions, et les choses en sont restées là. Le Congrès n'a résolu aucun des problèmes sérieux que la vie pose devant tout ouvrier. Le problème du chômage effrayant est resté pendant, le plan de la lutte contre la réduction des salaires, réduction qui touche des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, n'a pas été examiné par lui. Les causes concrètes des défaites formidables des ouvriers dans la lutte des dernières années n'ont pas été du tout discutées. Le Congrès a supprimé même de l'ordre du jour l'examen des causes qui ont amené la faillite de la Triple Alliance. Le mouvement ouvrier est resté désuni et décentralisé. Le Conseil Général créé par le Congrès à la place du Comité parlementaire, n'est muni d'aucun pouvoir qui lui permette de coordonner réellement tous les efforts des ouvriers anglais, en admettant même qu'il le veuille.

Les travaux du Congrès, cette fois-ci encore, ont porté l'empreinte du constitutionnalisme dont les porteurs sont toujours et encore Thomas, Clyne, Tillet, etc. qui nous sont bien connus. Le Congrès de Cardiff n'a donnée à la classe ouvrière aucune nouvelle arme de lutte et le capitalisme peut continuer à réduire les salaires et à augmenter l'armée des chômeurs. Comme par le passé, cette question se dresse devant le prolétariat d'Angleterre: où est l'issue de la situation désespérée dans laquelle il se trouve actuellement?

*BORODINE.*

# L'Internationale Syndicale Rouge dans la presse.

Le Bureau de presse de l'Internationale d'Amsterdam continue à traquer l'Internationale de Moscou en insérant des articles tendancieux dans la presse européenne. Cette fois-ci il se sert pour ses attaques dans la presse allemande contre l'Internationale Syndicale Rouge du fameux article, paru dans la Revue anglaise „Labour Monthly" et cité dans le № 3 de "l'I. S. R." Il est bien vrai que la revue anglaise a accueilli sans beaucoup d'enthousiasme le fait de l'organisation de l'I. S. R. et s'est permis toute une série d'accusations mal fondées et inexactes à ce sujet. Cependant, le "Labour Monthly" a souligné que "ce serait une erreur que de sousestimer les forces de l'I. S. R. Il est certain que cette dernière peut devenir le centre autour duquel se grouperont tous les éléments mécontents d'Amsterdam et le point de départ des attaques contre les leaders syndicaux actuels". Aussi, le Bureau a bien tort d'espérer "que cette article ne contubuera pas à augmenter l'estime et l'enthousiasme en faveur de l'I. S. R."

Une force reconnue est une force réelle et „rira bien qui rira le dernier", cela est vrai surtout dans les conditions actuelles.

Le Bureau de presse ajoute: „Nous pouvons appuyer cette opinion peu flatteuse par des commentaires extraits du rapport publié dans la „Freiheit" du 21 août où il est dit: „Comme on le sait, la fameuse résolution concernant les rapports réciproques entre l'I. C. et l'I. S. R. a été signée par les délégués espagnols Nine et Maurine. Or, ces délégués ne sont nullement des représentants de tout le mouvement syndical espagnol, ils ne possèdent même pas derrière eux une minorité d'opposition quelconque au sein des syndicats. Aussi, grand fut l'étonnement des syndiqués espagnols, quand ils apprirent que ces faux délégués, qui n'avaient même pas de mandats réguliers, avaient signé la déclaration conformément à laquelle le mouvement syndical doit être soumis au Parti Communiste".

Il nous semble que les attaques acharnées contre les camarades Nine, Arlandis et Maurine, déclanchées par les gens d'Amsterdam et quelques anarchistes irresponsables, sont la preuve convaincante de ce que l'adhésion du prolétariat révolutionnaire d'Espagne à l'I. S. R. a fort irrité les leaders de l'Internationale de la collaboration des classes. Sans cela, ils ménageraient davantage leurs munitions.

Par ailleurs, nos „camarades" communistes de gauche ne dédaignent pas, à l'occasion, d'écrire toute sorte de balivernes au sujet de l'I. S. R. Ainsi „der Syndicalist" dans un article intitulé: „L' I. S. R. appelle au secours de la Russie Soviétiste" écrit:

„Le Bureau télégraphique „Rosta" publie à Vienne un appel du Bureau Exécutif de l'I. S. R. aux prolétaires de tous les pays leur demandant de venir en aide aux enfants affamés de la Volga".

„Nous, syndicalistes, nous faisons tout notre possible pour aider la population affamée de la Russie. Tout en étant adversaires du système bolchéviste, nous compatissons de tout notre cœur aux malheurs des ouvriers et des paysans. Voilà pourquoi, camarades, nous faisons un appel chaleureux à vous pour organiser avec énergie des quêtes au profit des affamées".

„Mais, dans l'intérêt de la justice, nous devons dire, que dans cette appel les bolchevistes russes opèrent avec de fausses valeurs. Ainsi l'appel est signé par Andreitchine, en qualité de représentant de l'Amérique et Arlandis, en qualité de représentant de l'Espagne. Or, il est bien établi que ces deux délégués ne représentent point les syndicats, mais les partis communistes de leurs pays respectifs. Nous ne croyons point que pour faire appel à l'aide affamées, il soit nécessaire de lancer de tels canards".

Le journal hebdomodaire „Der Kommunisticher Gewerkschafter" du 1 octobre 1921 publie des nouvelles intéressantes qui montrent l'entourage dans lequel le prolétariat mondial réagit sur le fait de l'organisation de l'I. S. R., tout en se trouvant encore placé sous l'influence des hommes qui se déclarent „militants syndicaux neutres, partisans de la démocratie et de la liberté d'opinion". Notamment, en Westphalie, a eu lieu l'incident suivant:

„A Minden, devait avoir lieu le 5 septembre une réunion organisée par les partisans de l'I. S. R. L'objet de la réunion était: la situation en Russie Soviétique et un rapport concernant le Congrès des Syndicats Rouges. Le siège de la réunion devait être la Maison des Syndicats de Minden. Les leaders syndicaux de Minden entrèrent dans une telle rage, qu'ils semblaient avoir perdu la tête. La section locale de l'Union Générale allemande des syndicats avait refusé au début de mettre le local à la disposition des partisans de l'I. S. R., car „ne peuvent s'en servit que les syndicats affiliés à Amsterdam".

La réunion se trouva ainsi sabotée. Alors l'organisation locale du Parti Communiste Allemand prit sur elle l'organisation de la réunion et l'annonça en son nom. Cette fois-ci la section de l'Union Générale allemande des syndicats ne pouvait plus refuser le local. Sa rage ne décrut pourtant point. Elle lança une feuille-volante où il était écrit entre autres: „Celui qui prendra part à la réunion d'aujourd'hui se montrera par ce fait partisan de l'I. S.R. et devra être conformément à la décision du C. C. exclu du syndicat". – Voilà la liberté que donnent aux ouvriers et aux employés les leaders syndicaux. Et c'est au moment où tout le prolétariat tend à la création d'un seul front dans la lutte contre le „Horty de Barière" et pour l'aide à la Russie Soviétiste.

Il va de soit qu'après une telle propagande la réunion a été très productive. Messieurs les leaders ne s'y sont pas même montrés. La haine contre les communistes leur a fait perdre tout sentiment de tact politique. Or, que peut dire la Centrale Syndicale d'Allemagne de cette conduite scandaleuse de sa section locale?

Le fait ci-dessus ne demande pas de commentaires.

## A propos de la Délégation Espagnole

„La Vie Ouvrière" publie une lettre du cam. Ortis qui dément, preuves en mains, tout le bruit soulevé par quelques groupes irresponsables au sujet du vote de la délégation espagnole au Congrès de l'I. S. R. Nous citons intégralement cette lettre:

Monatte, retenu au Congrès de Lille, la V. O a accueilli une protestation de camarades espagnols contre les votes de la délégation au Congrès international syndical.

Or, le désaveu infligé à la délégation espagnole ne provient nullement des organismes qualifiés; des individualités ont pris sur elles de parler au nom de la C. N. T. espagnole qui ne s'est pas encore prononcée.

Du reste, voici les faits:

La réunion plénière de la C. N. T., pour nommer la délégation au Congrès de l'Internationale Syndicale eut lieu à Barcelone. A cette réunion furent convoquées toutes les régions de l'Espagne. Contrairement aux allégations de Buenacasa, la C. N. T. était représentée comme suit: 3 délégués représentaient la Catalogne; 2—l'Aragon, 1—le Nord, 1—les Asturies, 1—la Galicia, 1—la Valencia.

Le délégué de l'Andalousie arriva après la réunion, il était d'accord avec les résolutions prises. La Castille n'envoya pas de délégué. Le camarade Andrès Nin représentait le Bureau National. En raison du lieu de réunion et de la période de terreur, il était décidé que les régions n'enverraient qu'un ou deux délégués chacune.

Après avoir envisagé une infinité de questions sur l'orientation de l'organisation, on passa à la nomination de la délégation au Congrès de Moscou. Furent délégués à l'unanimité: Ibanez, des Asturies; Arlandiz, de la Valencia; Maurin, de la Catalogne, et Nin, du Bureau National.

Dans cette délégation une place fut réservée au camarade Guintanilla qui n'était pas présent et dont Buenacasa parle sans raison. Il était entendu qu'au cas où Guintanilla n'accepterait pas d'aller à Moscou, ce serait la Fédération Anarchiste de Barcelone qui nommerait un délégué à sa place, la F. A. nomma le camarade Leval,

Il était indispensable pour les délégués de savoir le français ou une autre langue étrangère. Dans cette réunion plénière de la C. N. T., il y avait 10 délégués; parmi eux, 4 furent désignés pour aller à Moscou. Donc il est faux d'affirmer que seuls les délégués était présents à cette réunion.

A vrai dire, c'était aux régions à choisir leurs délégués, mais vu le manque

de temps, la réunion décida de les désigner elle-même. Le mandat fut donné pour défendre les cinq points adoptés à la Conférence de Berlin. Après la nomination des délégués, un camarade de Barcelone fit quelques réserves sur la nomination du camarade Nin, il voulait que celui-ci reste à son poste de secrétaire de la C. N. T., mais après quelques observations, le mandat lui fut accordé à l'unauimité.

Un délégué estimant que, probablement, le Congrès de Moscou envisagerait le problème d'un échange de délégués entre les deux Internationales, la réunion plénière de la C. G. T. accepta à l'unanimité cet échange de délégués entre les deux Internationales. Elle décida également que la délégation défendrait en principe la dictature du prolétariat exercée par les syndicats.

Le bruit fait contre la délégation espagnole est injustifié.

La C. N. T. espagnole n'a pas désavoué ses délégués, quiconque affirme le contrairement on se trompe. Dans sa réunion du 14 août, elle s'est inspirée des principes adoptés au dernier congrès de Madrid. La décision prise consiste à attendre le retour de la délégation pour formuler une décision concrète. D'ailleurs, une lettre, adressée à la Délégation, manifeste le même sentiment.

Laissant pour les naïfs la croyance de l'absorption des Syndicats par le Parti communiste, (car en Espagne, il ne peut être question de cela, vu que le Parti n'existe presque pas), la C. N. T. espagnole, selon les décisions prises par le Congrès de Moscou, concernant l'Espagne, entre triomphalement dans une phase nouvelle de l'action.

Il suffit de dire, que les organismes de l'Union Générale des travailleurs qui sympathisent avec Moscou, devront passer à la C. N. T., ainsi que les organisations qui n'adhèrent à aucune des deux organisations, comme le Syndicat des travailleurs sur bois de Madrid. Ces décisions sont les préfaces de luttes coordonnées et efficaces.

Je dis que la délégation espagnole a fait son devoir, parce que les résolutions prises à Moscou concordent avec l'esprit de la Confédération: 1° parce que la C. G. T., dans son Congrès tenu au théâtre de la Comédie, à Madrid, avait adhéré non à une Internationale syndicale, mais à la IIIème Internationale Communiste elle-mème; 2° par l'accord de Pestana; 3° par le mandat que la délégation avait reçu.

La campagne contre la délégation n'a pas été faite par les syndicalistes, elle a été faite par certains groupes anarchistes ayant toujours été en dehors de la C. N. T. ou par des individus comme Santaularia, directeur de Nueva Senda, chassé de l'organisation pour immoralités administratives.

Quoi que l'on puisse dire de la délégation de Moscou, celle-ci a bien agi selon son mandat. C'est à la Confédération de se prononcer lors de sa prochaine réunion avec la délégation.

*Vicente Ortis.*

---

# Mouvement Ouvrier International.

## *Angleterre.*

### Le Congrès de Cardiff.

Le 5 septembre se réunissait à Cardiff le 53ème Congrès annuel des Trade-Unions. On élit comme président Mr Pulcy, Chevalier de l'Ordre de l'Empire Britannique et juge de paix, personnalité juridique du même régime capitaliste, dont elles prêchent l'abolition. Toute la clique des „hommes d'Etat" des syndicats qne la presse jaune appelle prévoyants et de bon sens, étaient, comme du coutume, tous présents pour donner en temps voulu leur appui à la réaction et vaincre les tendances bolchevistes qui auraient pu apparaître. D. Thomas et D. Clyne assistaient évidemment au Congrès en quaqité de conseillers et de mouchards du gouvernement. Ce Congrès embrasse et représente, au moins d'après ce qu'en disent les bureaucrates syndicaux, 6 1/2 millions d'ouvriers travaillant dans 12 branches importantes de l'industrie. Nous supposons qu'il y a un certain intérêt à examiner la composition et la force numérique de ces douze groupes.

Toute la masse des trade-unions adhérentes au Congrès peut être subdivisée comme suit:

| | syndicats | membres |
|---|---|---|
| Ouvriers du Bâtiment | 11 | 403.743 |
| Mineurs et ouvriers des carrières | 6 | 936.872 |
| Métallurgistes, ouvriers de l'industrie des constructions mécaniques, constructions navales | 38 | 978 908 |
| Ouvriers du textile | 31 | 834.287 |
| Ouvriers des transports | 19 | 950.458 |
| Ouvriers agricoles, pêcheurs | 2 | 131.000 |
| Imprimeurs, ouvriers de l'industrie du papier | 12 | 193.450 |
| Travailleurs du bois | 7 | 101.794 |
| Employés des entreprises commerciales | 4 | 217.500 |
| Employés des institutions publiques et municipales | 7 | 188.388 |
| Manoeuvres | 5 | 1.211.893 |
| Divers | 28 | 237.650 |
| Total | 170 | 6.398.943 |

Le nombre des organisations représentées est diminué de 25, ce qui s'explique par le fait que les chefs, malgré qu'ils soient intéressés à maintenir les syndicats de métier, ont été forcés de commencer la fusion des organisations pour conserver au moins les conquêtes obtenues pendant les derniers 50 ans. Mais indépendamment de cela, on observa une diminution du nombre des membres de 1,6%, ce qui représente à peu près 100.000 hommes. Dans le groupe des employés et commis, on remarque une certaine augmentation du nombre des membres provoquée par la fusion du syndicat national des ouvriers de la distribution avec le syndicat national des manœuvres et ouvriers d'entrepôts. Le nombre total des délégués au Congrès s'élevait à 823.

Dans son discours de bienvenue, le président montra „la nécessité de renverser le capitalisme et d'instaurer à sa place le régime socialiste". Il avait probablement en vue un régime socialiste préparé d'après une loi spéciale et au goût des capitalistes, remis tout fait au Parti Ouvrier pour être réalisé par celui-ci dans la vie. Mais il semble que le Congrès poursuit le même but; en effet, malgré qu'on parlât à tort ou à raison de l'Etat socialiste, pas un seul délégué ne fit une proposition, une démarche, pour se rapprocher réellement du socialisme, pour arriver au moins indirectement aux limites du problème de la destruction de l'oligarchie capitaliste. Tout le monde parlait de servir le socialisme, mais personne ne montrait de dispositions pour lutter réellement pour son instauration. Pas une seule des résolutions proposées au Congrès n'avait un caractère révolutionnaire, un caractère créateur; pas une ne parlait de l'édification sociale.

Mais en même temps, tous les ornements et toutes les manœuvres habituelles furent employés pour passer solennellement le temps et remplir les colonnes des journaux ouvriers par des comptes-rendus criards. Une des questions cardinales était celle de savoir à quel point la classe ouvrière est préparée pour le pouvoir. „Le travail peut-il gouverner", cette phrase remarquable inventée par le célèbre militariste anglais, M-r Winston Churchill, pendant son accès de „bolchévicophobie", lorsqu'il se mit dans la tête que le Parti Ouvrier était une menace pour le régime existant, fut rappelée au congrès. Le Gouvernement Ouvrier de l'avenir était porté aux cieux et opposé au gouvernement capitaliste existant. Mais en même temps, on gardait prudemment le silence sur les gouvernements „ouvriers" actuels d'Australie, du Queensland, ainsi que de l'Allemagne, contre lesquels les ouvriers eurent à lutter si longtemps et avec tant d'acharnement. Le seul fait qu'il est possible de faire la comparaison entre le gouvernement capitaliste et les gouvernements „ouvriers" est une condamnation de ces derniers.

Mais allons plus loin. En parlant de l'offensive des patrons contre les salaires, le Congrès défendait sans en être bien certain, à vrai dire, l'incapacité des syndicats d'arriver à quelque chose de plus que la simple défense de l'existence même de l'organisation. Il affirmait que malgré les imperfections de leur organisation, les trade-unions et leurs chefs furent à la hauteur des exigences qu'on leur formulait et ne déçurent pas les espoirs qu'on avait en eux. Il n'y a aucun doute que la triste situation de l'organisation syndicale anglaise en tant que classe les laissa complètement impassibles et ne leur causa aucune préoccupation pour l'avenir.

Environ deux millions d'ouvriers anglais sont à l'heure actuelle sans travail; 50.000 approximativement ne travaillent

que quelques jours par semaine. Par conséquent, 6 millions de citoyens à peu près (en comptant les familles des ouvriers) sont victimes de la „diminution de la production“ qui s'observe pour le moment. Cette question est l'une des plus pénibles parmi celles qui se posent en Angleterre. Le Congrès se chargea de la résoudre dans le domaine purement verbal. D. Clyne intervint aussi avec son projet de solution de ce problème. Il prononça ce qu'on appelle un discours grandiloquent dans lequel il intervint contre tout le Congrès (si incroyable que cela paraisse) et proposa une résolution plus „énergique“. Cette résolution „plus révolutionnaire“ fut adoptée.

En voici le contenu en résumé: „Le Congrès constate avec le plus grand regret l'augmentation du chômage, ainsi que les complications qui l'accompagnent et confirme de nouveau qu'il entre dans les obligations de l'Etat de fournir du travail ou une garantie correspondante à chaque individu désirant travailler“. Il s'adresse au gouvernement en l'exhortant à convoquer le Parlement et à réaliser de suite un plan pratique de travaux. Il donne l'ordre au nouveau Conseil d'entreprendre en contact intime avec le Comité Exécutif du parti ouvrier et son groupe parlementaire les démarches nécessaires pour réaliser dans la vie ces mesures, c'est-à-dire: l'organisation par le gouvernement des travaux ou le paiement de subsides.

Telles sont les mesures proposées par ceux qui se considèrent comme les représentants de la classe ouvrière d'Angleterre; telle est leur attitude par rapport au chômage „causant au parti ouvrier et au Congrès des difficultés tellement éffroyables“. Et remarquez: ils ne s'inquiètent pas tant du fait même du chômage que de sa croissance et des conditions dans lesquelles il se développe. Ils reconnaissent l'inévitabilité de la crise dans un pays de si haut développement capitaliste comme l'Angleterre, mais ils estiment que cette crise doit être canalisée. Ils ne sont attristés que par son augmentation sans mesure. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et ce qui mérite seulement l'attention, ce sont les conséquences du chômage. Ce ne sont pas les conditions d'existence des „sans-travail“ qui causent les plus sérieuses préoccupations au Congrès, mais bien le fait que des milliers d'ouvriers sont sur le point de s'insurger, que leur nombre augmente de jour en jour. Tant que la „baisse de la production continuera, la situation des chômeurs empirera“ et, entre temps, „les communistes et les agitateurs approfondissent l'indignation des sans-travail et la dirigent contre le système capitaliste et ses défenseurs“. Cette circonstance rend très perplexes les chefs ouvriers de l'école d'Amsterdam. La Révolution pourrait facilement éclater, étant donnée l'existance d'une armée aussi énorme de sans-travail. Voilà pourquoi il est absolument nécessaire d'agir pendant qu'il est encore temps sur le gouvernement, de faire tout ce qui est possible, pour calmer et maîtriser la foule affamée. D'après leur plan, ce problème doit être résolu par la convocation du Parlement, organe fonctionnant dans les intérêts du même capitalisme que le Congrès se prépare à renverser. Le gouvernement doit donner du travail ou garantir un subside correspondant à chaque individu désirant travailler, disent-ils. Que veut dire „subside correspondant“? Qui estimera s'il correspond ou non? Les ouvriers, les patrons ou le gouvernement? Et qui jugera si un ouvrier désiré désire travailler, s'il est un chômeur ou simplement un mauvais travailleur? Une telle solution à la question du chômage montre la faillite morale complète du Parti Ouvrier et des collaborationnites y adhérant, continuant à soutenir encore la classe capitaliste.

En ayant fini avec la crise du travail, le Cnogrès s'est arrêté sur une autre question intéressente de la politique anglaise, la proclamation de la République Irlandaise. On réussit ici à laisser très habilement dans l'ombre la politique irlandaise du Parti Ouvrier et du trade-unionisme anglais. Les leaders du Congrès, craignant de perdre les voix de la bourgeoisie et des ouvriers à dispositions chauvinistes, n'osèrent pas intervenir dans la défense de leurs voisins les plus proches, alors qu'ils l'avaient fait pour défendre les „républiques“ de Géorgie et Tchéco-Slovaquie. Ils déclarèrent que le „renouvellement de la guerre avec l'Irlande n'aura jamais l'approbation du peuple anglas“. On dirait que cette phrase a été écrite pour eux par la presse boulevar-

dière. Ils savent parfaitement que personne ne demandera si les ouvriers anglais sont d'accord ou non avec la déclaration de la guerre à l'Irlande. Ils sont en outre certains que l'ouvrier anglais est prêt à n'importe quel moment à approuver la déclaration de la guerre à l'Irlande qu'on lui a appris à haïr; les chefs ouvriers sont eux-mêmes en partie coupables de cela. Indépendamment de cela, les conditions matérielles peuvent le forcer à s'enrôler dans les détachements des „Black and Tans" (formation policière comprenant des soldats démobilisés); il y recevra une bonne solde à raison d'une livre sterling par jour, et pour ces „trente deniers" il pacifiera les Irlandais rebelles.

Le résultat des débats relatifs à la question irlandaise fut l'envoi d'un télégramme à Lloyd George, excellente recette pour solutionner ce difficile problème!

Sur la question de la coopération, une proposition fut formulée de convoquer une conférence commune aux organisations, coopératives et syndicales, pour liquider les différends existants et arriver à une union solide. Les discordes internes qui durent déjà depuis presque un en rendant particulièrement nécessaire la convocation d'une telle conférence. Pourtant, à la suite de la proposition du membre du Parlement Thomas Mey, ce projet est repoussé, ce qui laisse le champ libre à la continuation du développement de la lutte intestine. Les ouvriers du Bâtiment exigeaient que le Congrès, en sa qualité d'assemblée ayant pleins pouvoirs, réunissant tous les représentants du mouvement syndical anlais, examinât la question de la defaite catastrophique survenue après le „Vendredi Noir"; mais le Congrès décida „qu'aucun but utile ne peut être atteint par l'enquête sur la question de la défaite de la Triple-Alliance qui est l'outil le plus grandiose et le plus puissant dans la lutte de grèves qu'aient jamais possédé les ouvriers anglais".

La résolution des cheminots, quant à la nationalisation des chemins de fer, fut adoptée à l'unanimité. La Ligue des femmes s'est fusionnée avec le Congrès et continuera à exister dans l'avenir comme groupe féminin. Dans un rapport annuel lu au Congrès de Cardiff, la Ligue reproche au gouvernement de ne pas observer les décisions du traité de paix de Versailles qui concernent la protection de la maternité et qui furent élaborées par la conférence de la Société des Nations à Washington.

A propos de la question de la famine en Russie, il fut décidé, d'après le journal gouvernemental „Labour Gazette" que le Conseil Général sera mandaté pour „utiliser toutes les forces du travail organisé en Angleterre, pour forcer le gouvernement à donner les médicaments, les moyens de transport, les matières premières et les ressources financières nécessaires". Le même organe gouvernemental remarque: „Certaines questions sérieuses ont provoqué sur ce point des débats qui, d'ailleurs, ne se sont manifestés par rien de concret".

## Les travailleurs municipaux et Moscou.

A la Conférence des employés municipaux d'Angleterre du 30 octobre a eu lieu un incident caractéristique rappelant celui qui s'est produit au Congrès des Trade-Unions d'Ecosse en avril de cette année.

A l'ordre du jour figurait la proposition faite par la section de Glasgow concernant la sortie de l'Internationale d'Amsterdam et l'affiliation à l'Internationale Syndicale de Moscou. Le président enleva cette proposition de l'ordre du jour sous prétexte qu'elle n'avait aucun rapport avec l'ordre du jour général de la Conférence.

Pourtant, le cam. Qween, auteur de la proposition, réussit à éclaircir la question. Il expliqua que l'affiliation à Amsterdam n'avait aucune raison d'être et que, d'ailleurs, la Fédération d'Amsterdam n'a jamais justifié son existence. En 1914, au moment de la déclaration de la guerre, elle avait l'occasion d'agir. Qu'a-t-elle fait? Elle s'est divisée en groupements nationaux et n'a entrepris aucune action pour arrêter la terrible boucherie.

En 1917, une nouvelle occasion se présenta: il fallait aider la Révolution Russe. Mais là encore, la Fédération garda le silence, quelques-uns de ses membres prirent part à la campagne ignominieuse soulevée contre la République des ouvriers et des paysans.

L'Internationale d'Amsterdam ne ré-

pondit pas à l'appel de lutte du prolétariat mondial. D'ailleurs, elle n'est qu'une annexe de la Société des Nations, et en conséquence elle fait un grand tort aux intérêts réels de la classe ouvrière. Somme toute, elle n'existe que pour servir à l'affermissement du capitalisme, quitte à reconnaître la nécessité de tous petits changements et réformes. Or, l'Internationale de Moscou, continua le cam. Qween, est une véritable Fédération Ouvrière. Elle lutte par tous les moyens pour les intérêts du prolétariat. Elle est ennemie sans réserve du régime capitaliste, elle rejette tout compromis et tend à réaliser la véritable République prolétarienne.

Malgré cette juste critique du cam. Qween, aucun délégué n'eut le courage de soutenir sa proposition et elle fut enlevée de l'ordre du jour.

Dans le compte-rendu de la Conférence, le „Daily Herald“ passe sous silence cet incident et omet d'expliquer de quel droit cette importante question a été retirée de l'ordre du jour.

## La lutte de classes en Irlande.

En examinant les nouvelles qu'on reçoit au sujet de la situation actuelle de l'industrie irlandaise, l'attention se fixe involontairement sur les tentatives réitérées, organisées et continues, des entrepreneurs de baisser les salaires, et aussi sur la résistance, jusqu'à présent infructueuse, des ouvriers irlandais. L'Irlande traverse actuellement cette période de baisse de salaires qu'on a pu constater en Angleterre il y a six mois. Dans des cas très rares, la classe patronale a dû affaiblir sa pression sur la classe ouvrière, mais dans son ensemble tout le poids de la crise économique est retombé sur les épaules de cette dernière.

A ce sujet, il est nécessaire de rappeler qu'on a parlé beaucoup au Congrès des Trade-Unions irlandaises à propos de la lutte future, mais qu'on n'y a rien fait pour l'organiser et mener. Ils ont affirmé que toutes les leçons du mouvement anglais seront escomptées, quoique ces leçons n'aient rien d'instructif. Un délégué a affirmé même que son état d'esprit est à tel point révolutionnaire „qu'il pourrait enseigner même aux russes ce que c'est qu'une révolution“. On disait que le pays est en effervescence inouïe et que cette effervescence s'accentuera, si les entrepreneurs ne démordent pas de leurs exigences. On proclamait solennellement que les trade-unions lutteront jusqu'au bout contre toute tentative de baisser les salaires. Après avoir dépensé toute une semaine en discours ronflants, les délégués se sont tranquillisés et lorsque la baisse des salaires toucha les cheminots, les dirigeants des trade-unions irlandaises n'ont fait aucune tentative d'attirer à la lutte les dockers et d'étendre ainsi la grève. Au contraire, ils ont laissé les cheminots à leur propre sort, sous le prétexte que ceux-ci ne demandaient aucun appui à personne. Etant beaucoup plus circonspects, les entrepreneurs ont laissé de côté pour un temps la question de la réduction des salaires dans d'autres branches d'industrie, en attendant le moment où la défaite des cheminots leur délierait les mains. Ce n'est qu'alors qu'ils sont tombés à bras raccourcis sur les dockers. S'étant débarrassés des dockers, ils ont commencé à démolir les organisations syndicales plus faibles: celle des chimistes, des camionneurs, des manoeuvres dans toute une série d'industries et enfin des ouvriers agricoles.

Dans toute une série d'industries les ouvriers ont essuyé une défaite telle qu'ils ont abandonné toute idée de continuer la lutte cet hiver. Les ouvriers des ateliers de chemins de fer, qui sont actuellement en grève, seront probablement obligés bientôt de reprendre le travail. Le Parlement irlandais, qui à l'heure actuelle est en pourparlers au sujet de l'indépendance de l'Irlande, soumettra probablement cette question à l'examen du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

A Doublin, on compte déjà 9.000 chômeurs. Assez souvent il se produit des collisions entre ces derniers et la police au cours des démonstrations. Les chômeurs ne sont pas du tout organisés, car en Irlande il n'y a pas de communistes (ils ont été fusillés dès leur première apparition), ce qui a une répercussion nuisible sur l'issue de la lutte.

D'après l'estimation la plus modeste, il existe actuellement en Irlande près de 40.000 chômeurs condamnés à la misère la plus complète. Ce nonobstant, le Conseil ouvrier reste inactif. Pendant tout un mois il discute le boycottage éventuel des bouchers afin de les forcer à baisser

les prix. Il sera facile aux chômeurs de boycotter les bouchers, ils reçoivent des secours tellement misérables que de toute façon ils ne sauront pas acheter de la viande.

Un événement important dans la vie de l'Irlande est la renaissance du Parti Socialiste Irlandais. Il vient de publier le deuxième numéro de son organe „Workers Republic". (Organe qui date de 1898 et qui a paru ensuite irrégulièrement jusqu'en 1913. A partir de cette date il commence à paraître régulièrement jusqu'à Pâques 1916, date à laquelle son éditeur et son fondateur ont été condamnés à être passés par les armes par le Conseil de Guerre anglais). La reconstitution du parti s'est effectuée dans un moment propice et on peut fonder sur lui de grands espoirs.

## *Allemagne.*

### La décomposition de l'Union Ouvrière Générale.

Le journal „L'Ouvrier Libre", organe des anarchistes communistes d'Allemagne, communique qu'il existe au sein de l'Union Ouvrière Générale une opposition luttant déjà depuis longtemps contre les prétentions dictatoriales du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne qui cherche à transformer l'Union Ouvrière Générale en une simple filiale du Parti. Les chefs de cette opposition ont été exclus de l'Union Ouvrière Générale et de cette façon l'opposition à l'intérieur de l'Union a été supprimée. Cependant, les exclus déclarent qu'ils continuent à s'estimer membres de l'Union. A l'heure actuelle, l'opposition a commencé la publication de sa propre revue bi-mensuelle, intitulée „Le Conseil d'Entreprise" (Betriebsorganisation).

Dans le premier numéro de cette revue, on dit entre autres que „c'est justement le Parti Communiste Ouvrier qui se dit vierge de tout péché de politique parlementaire et opportuniste, qui affirme qu'il sert, à l'exclusion de tout autre parti, la révolution, c'est justement ce parti qui incarne la dictature des dirigeants la plus obtuse et la plus tenace et qui ne cherche qu'une chose: asservir les ouvriers, noyer dans un dogmatisme sans contenu spirituel tout mouvement libre et construire des autels à ses dieux. La tactique d'organisation des détachements de choc sur laquelle le Parti Communiste Ouvrier insiste, sans prendre en considération ni les conditions du moment, ni le degré de la préparation idéologique du prolétariat, n'est qu'une caricature du maxisme pur dont le parti paraît se réclamer.

La tactique du Parti Communiste Ouvrier se ramène, somme toute, à se ficher des ouvriers et à les conduire à l'abîme.

„Les larges masses ouvrières le sentent bien plus qu'elles ne le comprennent. De là l'affaiblissement de la foi révolutionnaire, de là l'horrible guerre fratricide à l'intérieur des fabriques et des usines. Tout cela, ce sont des fruits des persécutions de parti qui continueront jusqu'à ce que les ouvriers ne se détournent enfin de ces organisations inutiles et impossibles, en ce moment, car elles se rapportent à une période de développement du passé".

L'"Ouvrier Libre" cherche à profiter de l'état d'esprit décrit ci-dessus et à convaincre les membres de l'opposition de l'Union Générale Ouvrière de s'engager dans l'unique voie qui, à son avis, les débarrassera de tous les embarras attachés aux partis—la voie de l'anarchisme.

La décomposition de l'Union Générale Ouvrière est la conséquence inévitable de l'intransigeance et du sectarisme qui s'épanouissent de plus en plus dans les milieux de nos „camarades" de gauche, qui évitent l'influence dissolvante d'après eux des organisations prolétariennes des masses et qui défendent opiniâtrement le mot d'ordre de leur destruction.

Ainsi, il apparait d'une façon évidente que la tactique de l'Union Ouvrière Générale ne peut servir la cause de l'unification des masses prolétariennes.

### La résolution du groupe communiste du Congrès des métallurgistes.

Nous empruntons à la „Rote Fahne" du 28 septembre la résolution suivante concernant les tâches actuelles de l'Union des Métaux. Cette résolution fut repoussée par la majorité réformiste du congrès qui renia ainsi ses propres opinions et décisions formulées à Stuttgart en 1919. (cf. №5 de notre Bulletin, compte-rendu du Congrès de Iéna N. D. L. R).

„Le développement de l'économie ca-

pitaliste manifeste nettement une désagrégation progressive, voilée par l'épanouissement trompeur de certaines branches d'industie et l'offensive audacieuse de la bourgeoisie contre le prolétariat".

„Parmi les grands Etats capitalistes européens, l'Allemagne est plus proche qu'aucun autre pays de la débâcle finale, car les pays vainqueurs, désireux de prévenir leur propre désagrégation, formulent des exigences qui, à supposer même qu'elles soient réalisables, ne le seraient qu'au prix de la misère la plus complète de la classe ouvrière".

„Considérant cette situation économique et politique de l'Allemagne, ainsi que la situation politique et économique mondiale, le 5ème Congrès ordinaire de l'Union des métallurgistes allemands renouvelle encore une fois les décisions fondamentales du congrès de 1919 et affirme la nécessité de réaliser les mesures préconisées par ce congrès".

Le développement économique des deux dernières années montre que l'appauvrissement du Prolétariat augmente, pendant que la puissance politique de la bourgeoisie s'accroît".

„Par la collaboration avec „l'Union de l'Industrie de l'Acier", la Direction a enfreint aux décisions de notre dernier congrès, elle s'est rendue responsables des résultats néfastes attachés à la collaboration pratique de classes. Constatant ces faits, le 15ème Congrès décide de sortir de l'Union de l'Acier (Eisenwirtschaftsbund) et exige que l'Union des métallurgistes s'engage dans la voie d'une lutte de classe décidée, pour laquelle la Direction de l'Union doit mobiliser toutes les forces disponibles, propres à défendre les conditions de vie des membres de l'Union. Cette lutte ne doit pas être ramenée au cadre de la société capitaliste, il faut, au contraire, la transformer en lutte pour la conquête des moyens de production et pour la destruction de la société capitaliste".

Plus particulièrement, la direction doit réaliser les tâches suivantes:

1. Unifier les mouvements séparés de la classe ouvrière, provoqués spontanément par l'aggravation progressive de la situation des ouvriers, de façon que les ouvriers ne dépensent pas toutes leurs forces dans des mouvements partiels et que la puissance de l'effort prolétarien contre le Patronat s'accroisse.

2. Tendre à entraîner la Centrale Syndicale Allemande et les syndicats adhérents dans la voie tactique indiquée plus haut, s'efforcer de l'amener à adopter une position déterminée vis-à-vis des conditions économiques et politiques en Allemagne et des tâches de lutte de classe du prolétariat qui en découlent, ainsi que de l'œuvre de l'émancipation finale de la classe ouvrière,

3. En outre, dans le but de renforcer la puissance de choc de l'Union des métallurgistes et de tout le mouvement syndical allemand, la Direction doit entreprendre une large agitation pour l'unification des syndicats par industries. Tous les ouvriers et employés des entreprises d'une branche d'industrie donnée, doivent être groupés au sein d'une seule organisation".

Pour le groupe du Parti Communiste Allemand: *Brass. Walcher.*

## Chez les travailleurs de l'Alimentation.

Le 9 octobre on a voté dans les syndicats des boulangers et pâtissiers, des brasseurs, des employés des meuneries et des bouchers, sur la question à savoir, si ces syndicats doivent ou non s'unir et former un seul syndicat d'industrie. La presse de Berlin nous communique que les bouchers ont accepté dans leur assemblée générale les directives suivantes pour le syndicat d'industrie en formation:

1) Refus de toute collaboration de classes.

2) Elections directes et droit de révocation des employés syndicaux par la masse des électeurs.

3) Orientation des syndicats vers la prise en main graduelle de l'industrie.

4) Annulation des cotisations des ouvriers pour l'assurance sociale, tous les versements pour cet objet devant être faits par l'Etat et les municipalités.

5) Reconnaissance de la grève générale comme moyen politique et économique de lutte pour la réalisation des revendications ouvrières.

En saluant la décision des ouvriers bouchers tendant à transformer leur syndicat en organe de lutte, la „Rote Fahne" dévoile les tentatives des vieux bureau-

crates syndicaux d'imposer aux masses un projet de statuts n'ayant rien de commun avec une action de lutte syndicale.

Les ouvriers révolutionnaires doivent réagir énergiquement contre la réalisation voilée de décisions réactionnaires.

## *France.*

### La grève générale dans le Nord de la France.

Au jour de l'armistice le prolétariat de nos départements du Nord s'est trouvé dans une situation particulièrement pénible, situation dont la conséquence inévitable est le mouvement actuelle.

Aperçu historique.

Pendant la guerre, Roubaix et Tourcoing, qui sont actuellement le centre du mouvement gréviste, et qui se trouvaient alors sur la ligne de feu, n'ont jamais été bombardés par l'ennemi. Ces villes étaient occupées par les allemands, mais les fabriques continuaient à travailler pour l'ennemi. Les entrepreneurs amassaient des bénéfices pendant que les ouvriers étaient contraints au travail, versés dans les bataillons allemands de travail et réduits à la famine. Certaines fabriques textiles, par contre, ont été pillées de tout leur matériel. Dans le courant d'une année le gouvernement français a donné aux entrepreneurs plus de 2 millions et demi comme indemnité de pertes subies du fait de la guerre. Les ouvriers ne reçurent que 132 francs chacun. Toutefois les affaires furent excellentes au lendemain de l'armistice: les entreprises prospéraient, les ouvriers ne demandaient qu'à travailler.

Les entrepreneurs cherchent à utiliser ce moment pour revenir aux salaires d'avant guerre. En juillet 1921, en présence du gouvernement, un accord a été conclu en ce qui concerne les salaires.

Les conséquences furent funestes. Cet accord se ramène à deux points:

1. Les salaires sont calculés par rapport à une journée de travail de 10 heures au lieu de huit. Le calcul est basé sur l'acceptation des salaires de 1914, augmentée de 2 à 4 points.

2. Les rapports entre les entrepreneurs et les ouvriers seront établis par l'intermédiaire des secrétaires du syndicat ouvrier et du consortium patronal.

Deux fautes tactiques furent commises dans cet accord. La première faute, c'est d'avoir reconnu un barême absolument contraire à la situation réelle. La seconde faute, c'est qu'on reconnaît le consortium patronal et que les ouvriers auront affaire non plus aux patrons isolés, mais au bloc des entrepreneurs. Par là même on exclut la possibilité de recourir à tous les autres moyens de lutte.

L'établissement d'un tel ordre de rapports entre ouvriers et patrons a permis à ces derniers d'opposer tour à tour Roubaix à Tourcoing et ensuite Roubaix à Halluin.

La grève du textile en 1920.

A Roubaix et environs cet accord a été appliqué sans aucune difficulté. Les choses se sont passées autrement à Tourcoing et à Halluin. La cherté de la vie augmente. En février les syndicats cherchent d'obtenir des salaires correspondant au cours minimal de la vie. Ils ont démontré que c'est avec un salaire de 152 francs par semaine pour le moins que l'ouvrier et sa famille peuvent végéter misérablement. De là ils ont tiré cette conclusion que l'index des dépenses de l'ouvrier doit être augmenté de quatre fois par rapport à l'index du temps de paix. Mais les entrepreneurs se sont refusés de prendre ces conclusions en considération. Ce refus a provoqué la grève générale du textile. Une commission convoquée en 48 heures a reconnu comme légitimes les revendications des syndicats ouvriers. Elle a estimé que le minimum nécessaire à la famille ouvrière était de 165 francs par semaine. Plus encore, la commission a mis à la base des pourparlers un coéfficient plus élevé en reconnaissant d'autre part qu'en temps de paix les salaires étaient de 20 francs au-dessous des besoins réels. Les entrepreneurs ont reconnu le coéfficient de 3,66, mais ont pris pour base les salaires de 1914.

De longs pourparlers ont abouti à un compromis. En 1920 par suite de l'intervention du ministre du Travail, de nouveaux pourparlers ont été entamés, basés sur cette considération que dans la situation actuelle les salaires ne peuvent pas être baissés. Survient la crise économique et le chômage qu'elle provoque.

Les entrepreneurs profitent du chômage pour déclancher une offensive contre les ouvriers. Cette offensive s'est manifestée par le fait que les patrons ont brusquement diminué les salaires de 20 centimes l'heure.

Malgré les explications et les circonstances atténuantes dont se réclamaient les patrons pour dorer un peu la pilule amère, les ouvriers ne l'ont pas avalée. Ils se sont soulevés et le 16 août ont déclaré la grève générale.

Pendant cinq semaines la grève s'est développée dans l'atmosphère d'une complète légalité et de calme social. Des dizaines de milliers d'ouvriers, sans un sou en poche, se trouvent en face d'une poignée d'entrepreneurs, possesseurs de millions et habiles à tirer profit de toutes les possibilités.

Pendant cinq semaines les ouvriers cherchent à obtenir une franche explication, mais leurs tentatives d'arriver à un accord se heurtent à l'opiniâtreté des entrepreneurs.

En septembre, le consortium patronal répondit qu'à toutes les propositions, quelle que soit leur provenance, un refus formel d'entrer en pourparlers serait opposé. En réponse à cette conduite provocatrice des patrons, le 12 septembre toutes les organisations ouvrières sont entrées en lutte.

Le mouvement gréviste se renforce de plus en plus, mais il reste paisible. Cela est reconnu même par le Gouvernement. Cette circonstance n'empêche pas le Gouvernement de diriger vers les centres du mouvement gréviste de l'infanterie, et de la cavalerie pour se tenir prêts à toute éventualité. Pendant la guerre, le tank №159 a reçu le surnom de „maître". Ce tank se trouve maintenant au milieu de l'armée concentrée dans la région gréviste. Les soldats qui le desservent, ambitionnent-ils aussi dans la lutte contre les ouvriers de recevoir le surnom de „maîtres en fait de massacres"? Trois fois les ouvriers ont délégué leurs représentants à M. Briand, pour qu'il intervienne pour faire commencer les pourparlers entre entrepreneurs et ouvriers. Le consortium patronal est resté sur la position qu'il a prise le 8 septembre, mais par déférence envers le haut personnage en question, il a consenti de se rencontrer avec les représentants des ouvriers. Cette rencontre eut lieu le 20 septembre. Comme il fallait le prévoir, la rupture ne se fit pas attendre et les pourparlers furent sabotés. M. Briand n'a pas osé prendre une position précise; il s'est contenté de déclarer au nom du Gouvernement que toutes les propositions qui seraient présentées par les deux partis, capables d'amener une solution paisible du conflit, seraient désirables en ce moment. Les entrepreneurs, par une „mansuétude extraordinaire" ont consenti à réduire la baisse des salaires de 20 centimes à 10 sentimes l'heure.

Après l'expiration d'un délai de 3 à 5 semaines, une nouvelle diminution de salaires de 10 centimes l'heure aurait lieu. La rupture des pourparlers était la seule réponse possible à un tel cynisme.

Mais comment faudra-t-il vivre demain?

Une fois de plus l'inconsistance de la politique de paix sociale et l'hypocrisie du mot d'ordre de collaboration de classe ont été mises en lumière. Nous nous trouvons actuellement dans la troisième phase de la lutte de classe. Dans un bref délai nous verrons par quels chemins vont ceux qui portent la responsabilité de la directiou du mouvement. Nous verrons clairement la position qu'ils prendront, quand il sera démontré d'une façon définitive que la politique d'entente avec la bourgeoisie est une illusion.

Il apparaît clairement que les entrepreneurs sont prêts à tout, parce qu'ils estiment que le moment est favorable pour écraser le prolétariat. Le Gouvernement se trouve à la disposition du capital dans la lutte contre les ouvriers; mais il semble que les ouvriers se rendent compte quelle sera leur situation demain s'ils capitulent aujourd'hui; ils sont prêts à se défendre jusqu'au bout et par tous les moyens. L'enjeu est considérable. Six semaines se sont déjà écoulées, la misère règne dans les foyers ouvriers. Tous les ouvriers doivent être prêts pour venir à l'aide de leurs frères du Nord. Un coup terrible a été porté à tout le prolétariat français.

## Après le Comité Confédéral National.

A la veille de la convocation du Comité Confédéral, l'un des inspirateurs de la politique de la majorité confédérale,

Rey écrivait: „Aucune résolution, si énergique qu'elle soit, ne possède par elle-même une force suffisante pour être réalisée dans la vie. Il faut une certaine autorité extérieure. Le Bureau Confédéral actuel n'a pas cette autorité. La majorité qu'il a recueillie au Congrès de Lille est fictive. Pour réaliser en pratique la scission, il faut préparer moralement à l'idée de celle-ci de plus larges cercles de militants du mouvement syndical".

C'est là une pensée exacte, dévoilant chez l'auteur un grand flair pratique. Les événements qui se succédèrent confirmèrent entièrement sa pensée: une résolution par elle-même ne décide pas la cause.

Cela apparut déjà lors de la séance même du Comité Confédéral. La majorité, insignifiante par elle-même, qui avait adopté la résolution relative à la scission, fondait à tous les scrutains qui se succédèrent. Et lors du vote sur la question des cheminots, elle descendit à une voix. Rien que cela montrait que même parmi les délégués du Comité Confédéral se plaçant au point de vue de la scission, il n'y avait pas cette liaison intérieure, cette assurance dans ce que leur méthode d'action sauvera la situation; ces seuls facteurs donnent la force à n'importe quelle tendance, même faible en nombre.

Si la majorité était décidée, elle aurait dû, en se basant sur la déclaration de la minorité disant que celle-ci ne renonce pas aux CSR, commencer immédiatement à réaliser sa résolution dans la vie et, en particulier, admettre de suite le Bureau du Département des Bouches-du-Rhône qui s'était séparé de son union départementale. Le fait que la solution de cette question fut remise à la session prochaine du Comité Confédéral signifie, d'après l'expression de Monmousseau, trois mois de gagnés pour la cause de l'unité ouvrière ou, autrement dit, trois mois de perdus pour les partisans de la scission.

Nous voyons que la Fédération des Postiers, lors de la séance de la Commission Exécutive tenue le 28 janvier, désavoua (par 8 voix contre 5 et 2 abstentions) son délégué Combes pour avoir voté en faveur de la scission contrairement au mandat qui lui fut délivré par la Fédération. Il se trouva que les organisations ouvrières étaient mal préparées pour accueillir l'intelligence supérieure de ces Messieurs du Bureau Confédéral. Il faut supposer que les Fédérations et les Unions départementales comprendront, par l'exemple de Combes, combien il est dangereux de confier la défense de l'unité ouvrière à des délégués majoritaires marchant aveuglément à la suite de leurs chefs scissionnaires, menés en laisse par ceux-ci.

Un autre exemple qui montre combien les organisations confédérales sont peu intentionnées d'obéir à la férule du Comité Confédéral a été montré par le Congrès des Syndicats du département du Finistère. Lors de celui-ci, le délégué du Bureau Confédéral Millot déclara que la présence au Congrès du délégué officiel des CSR est en contradiction avec la dernière résolution du Comité Confédéral et qu'il quittera le Congrès si la parole est donnée à ce délégué des CSR (Monatte). De même, déclara-t-il, le Congrès départamental n'a pas le droit de confier les fonctions de secrétaire à un partisan de ces CSR proclamés hors la loi.

Par 25 voix contse 10 le Congrès accorda la parole à Monatte et élut le Bureau, la Commission Administrative et le secrétaire départemental dans la liste des CSR.

A ce propos, il est intéressant de remarquer que les anarchistes refusèrent d'appuyer les syndicalistes-révolutionnaires et leur opposèrent même leur candidat au poste de secrétaire. Ces „ultra-révolutionnaires" commencent à remplir de plus en plus un rôle contre-révolutionnaire, et en fait, ils font le jeu de la majorité confédérale. Rien que la campagne du journal „Le Libertaire" contre la Russie des Soviets montre le prix de leur radicalisme.

Entre temps, les syndicalistes-révolutionnaires continuent leur besogne. Le Bureau des Cheminots élu par la majorité du Congrès de ceux-ci lança immédiatement après la séance du Comité Confédéral un appel aux Cheminots; on y ridiculise la valeur morale de la résolution adoptée dans le Comité Confédéral à la majorité d'une voix et l'impartialité des auteurs de celle-ci; le Bureau Révolutionnaire déclare qu'ayant reçu ses pouvoirs du Congrès

des Cheminots, ce n'est qu'à celui-ci qu'il peut les rendre, et jusqu'à ce moment il continuera à remplir la volonté de ceux qui l'ont élu.

Le 25 septembre eut lieu le Congrès régional des CSR de la région du Nord (Nord, Pas-de-Calais et Somme). Ce Congrès, auquel étaient représentés plus de 50 CSR, décida de faire une résistance maximum à la scission et au premier appel lancé par le Comité Central des synd.-rév. de prendre part au Congrès minoritaire convoqué pour toute la France.

En ce qui concerne le Comité Central des syndicalistes-révolutionnaires, la décision de la convocation du Congrès National de la minorité fut adoptée encore à la veille de la séance du Comité Confédéral, lors de son assemblée du 17 septembre, lorsqu'on entendit les rapports des délégués au Congrès de l'Internationale Syndicale. Dans la résolution qu'il adopta alors, le Comité Central confirme la position qu'il occupait auparavant et décide de poser la question des rapports avec l'Internationale Syndicale au prochain Congrès de la minorité.

Finalement, après la séance du Comité Confédéral, le Comité Central adopta dans son assemblée du 27 septembre, l'appel suivant aux ouvriers français:

Au prolétariat français.

Profondément émus par le vote du Comité Confédéral National qui, par sa décision du 20 septembre, vient par 63 voix contre 56 et 10 abstentions de consacrer la scission du mouvement ouvrier français, les C. S. R., interprètes fidèles du syndicalisme révolutionnaire, tiennent en présence de la situation qui leur est faite à préciser, une fois de plus, leur position et leur point de vue.

Fermement attachés à l'unité du mouvement syndical, à laquelle ils ont fait tous les sacrifices compatibles avec l'intérêt propre du syndicalisme révolutionnaire, les C. S. R. ont été, pour crime d'opinion, exclus de la C. G. T. par un vote acquis à la majorité relative.

Contrairement au désir de l'immense majorité des travailleurs de France, un C. C. N., passant outre ses devoirs, n'a pas hésité à consacrer l'interprétation tendancieuse donnée à la résolution majoritaire de Lille par les Fédérations et les Unions départementales dévouées à la majorité confédérale.

Sous peine de voir se dissocier les forces actives du prolétariat en face d'une réaction insolente et brutale qui prétend imposer, sur son terrain, une bataille décisive et prochaine aux travailleurs français, la minorité révolutionnaire, arrivée à l'extrême limite des concessions possibles, s'est trouvée acculée à une scission qu'elle repoussait et repousse encore de toute son énergie.

En présence d'une telle situation, les C. S. R. entendent laisser toute la responsabilité de cet acte criminel et de toutes ses conséquances à la majorité confédérale qui n'a pas hésité, d'accord avec les forces de réaction sociale, à sacrifier l'admirable mouvement des grévistes du Nord et des Vosges qui avaient, eux, par dessus la tête des chefs, fait l'unité dans l'action.

Pour éclairer cette situation sans précédent, le C. S. R. tiennent à rappeler au monde ouvrier l'histoire syndicale de ces dernières années et à montrer sans contestation possible, que des actes autrement graves que ceux qui nous sont reprochés ne furent pas sanctionnés aussi sévèrement, et cela en l'application stricte de la Constitution de la C. G. T.

En 1904, le Congrès Confédéral de Bourges décida d'engager une vigoureuse campagne d'agitation pour le principe de la journée de huit heures. Une invitation très nette fut faite à ce sujet à tous les adhérents de la C. G. T.

Il convient d'ajouter que bien que l'attitude indisciplinée de certains syndicats ou fédérations ait causé le plus grand préjudice au mouvement ouvrier tout entier, il ne vint à l'idée de personne de formuler une interdiction à l'exercice de la liberté d'action d'une partie de la C. G. T.

Nulle menace ne fut faite à ceux qui enfreignirent alors la discpline confédérale, nulle sanction, nulle exclusion ne vinrent frapper les adversaires de l'action de la C. G. T. qui resta dans toutes ses manifestations, profondément respecteuse de l'autonomie accordée aux groupements qui la composent, en observant fidèlement l'esprit fédéraliste qui présida à la constitution qui la régit encore en ce moment.

En outre, les Comités d'Union syndi-

caliste, formés en 1908 par Niel, dans le sein de la C. G. T. dont Jouhaux, alors révolutionnaire, venait d'être élu secrétaire général, purent fonctionner sur des bases absolument identiques aux C. S. R. sans encourir les foudres de la C. G. T.

Enfin le Comité de Défense syndicaliste, avec Rey à sa tête, et celui „Pour la reprise des relations internationales", avec Merrheim, purent excercer leur activité en toute liberté.

Et pour terminer, la minorité pouvait tenir des assisses régulières à Saint-Etienne que présida avec autorité Dumoulin, l'un des principaux scissionistes d'aujourd'hui.

Tels sont, dans ce domaine particulier, les précédents indiscutables qui suffisent amplement à justifier l'existence des C. S. R., organes exclusivement constitués pour redresser le syndicalisme de ce pays.

Si, à ces époques, où les conditions économiques étaient infiniment plus favorables qu'en ce moment, aucune idée de scission ne se fit jour pour indiscipline à la fois dans l'action, dans la préparation et la propagande, nous estimons qu'il est criminel de terminer la cassure du mouvement syndical et de l'accepter, pour sanctionner une prétendue indiscipline dans la propagande et dans la discussion publique des thèses opposées à celle de la majorité confédérale au moment même où les événements accusent une intense maturité révolutionnaire.

Observant attentivement le déroulement des faits et des événements, le Comité Central enregistre le vote du C. C. N. qui porte en lui même, sans contestation possible, la scission du mouvement ouvrier de la base au faîte de la C. G. T.

Prêt à faire face à toutes les éventualités qui peuvent se présenter, il invite les syndicats, les unions et les fédérations minoritaires qui sont exclus, ou qui pourraient l'être, à se conformer strictement aux indications qui leur parviendront, au fur et à mesure des événements, par le canal du Bureau du Comité Central.

Aucun organisme, quel qu'il soit, ne devra être constitué avant que le Comité Central n'en ait indiqué la nature, le fonctionnement et les attributions.

En dernière analyse, un Congrès de la minorité déterminera définitivement la position à prendre en face d'une scission en voie d'accomplissement certain.

Dans cette période difficile, le Comité Central compte sur la discipline librement consentie de tous les adhérents aux C. S. R. (individus et organisations) pour maintenir intacte l'unité de vue et d'action de la minorité syndicaliste révolutionnaire et surmonter la pénible situation que crée une scission qu'il a toujours combattue et qu'il repousse encore de toutes ses forces.

Pour le Comité Central
les secrétaires:
*Quinton, Fargue, Besnard.*

## *Italie.*

### Le mouvement gréviste.

Des ouvriers chimistes sont de nouveau à la veille d'une grève. Les entrepreneurs ont exigé officiellement de la Fédération nationale des ouvriers chimistes d'accepter une réduction de salaires à partir du 1er octobre et la modification de toute une série de paragraphes des contrats précédents, ayant en vue de conclure un nouveau contrat, non plus sur un plan national, mais sur un plan régional et d'arrondissement.

De son côté, la Fédération Italienne des Ouvriers chimistes (F. I. O. C.), qui groupe 200.000 membres, invite les ouvriers à être prêts à se mettre en grève le 3 octobre si les entrepreneurs se mettent à réaliser leurs exigences.

Dans un manifeste lancé par la Fédération, celle-ci rappelle aux ouvriers l'hypocrisie des entrepreneurs qui cherchent leur excuse dans la crise; elle leur démontre qu'il est impossible de souffrir plus longtemps les duperies des patrons et leur donne des instructions pour le cas où la lutte éclaterait.

### Un Appel du Parti Communiste.

La nouvelle vague du mouvement gréviste qui déferle avec une force chaque jour plus grande exige qu'on examine sérieusement les moyens de la régulariser. Les grèves isolées qui éclatent sur divers points du pays n'étant liées en rien avec le mouvement général du prolétariat, et n'ayant pas de rapports l'une avec l'autre,

ne peuvent donner de résultat favorable et menacent d'affaiblir l'élan commun des forces révolutionnaires. Aspirant à tenter une fois de plus de faire passer le torrent de grèves dans un courant organisé, le Parti Communiste Italien a de nouveau adressé à classe ouvrière un appel où il est dit ce qui suit:

„A tous les ouvriers italiens! La situation est chaque jour plus tendue. Aujourd'hui la tempête de la grève générale menace les ouvriers chimistes. Demain, elle menacera les métallurgistes. Ainsi, l'une après l'autre, toutes les catégories du travail seront obligées d'entrer en lice pour faire face à l'offensive des entrepreneurs. Cependant que les fabriques se ferment et que des milliers d'ouvriers se trouvent jetés sur le pavé, les gendarmes du roi et les gardes blanches redoublent d'activité, répandant partout la terreur et la mort. Jamais encore notre appel exhortant le prolétariat de se réveiller et de prendre les armes pour se défendre n'a eu une si vive importance d'actualité. Jamais encore ne s'est fait sentir dans une telle mesure la nécessité d'unir tous les efforts et tous les sacrifices du prolétariat... Le prolétariat italien ne doit en aucune façon s'engager dans la voie où le conduit la tactique nocive „d'opportunités en opportunités" qu'a adoptée la Confédération Générale du Travail. Aussi est-il indispensable que les ouvriers occupés dans les entreprises se prononcent sans tarder en faveur de notre appel et mènent la propagande pour le faire adopter par les assemblées générales; que les ligues présentent leurs décisions aux fédérations; que les Bourses du travail en rendent compte à la Confédération. Il est indispensable que la Confédération convoque d'urgence le Conseil National pour la sanction de notre appel à la grève générale.

En même temps, tous les camarades qui sont membres de l'Union Syndicale et du syndicat des cheminots, sont invités à développer une agitation analogue.

Nous invitons tous les ouvriers révolutionnaires à s'unir pour soutenir notre mot d'ordre de la défense du prolétariat par les forces mêmes du prolétariat.

Vive la grève générale nationale!

**Le Congrès Extraordinaire des Métaux.**

Le nouvel appel du Parti Communiste Italien est déterminé par l'état d'esprit extrêmement inquiet qui s'est emparé ces temps derniers des ouvriers chimistes et métallurgistes. Les intérêts de ces derniers sont fortement atteints par le fait de la suppression éventuelle des contrats collectifs qui étaient en vigueur jusqu'en octobre.

Pour la discussion des questions concernant les nouvelles propositions des patrons au sujet de la réduction des salaires et de la suppression de toute une série de garanties qui existaient jusqu'à ce jour, les ouvriers des métaux convoquent pour le 2 octobre à Rome un congrès extraordinaire. Il n'est pas impossible que ce Congrès invite les ouvriers de l'industrie métallurgique à se mettre en grève pour trouver une issue aux nouvelles difficultés suscitées par les entrepreneurs.

**La Grève Générale à Trieste.**

Les événements qui se déroulent à Trieste prouvent à quel point urgente est la nécessité de la convocation du Congrès extraordinaire des Métaux et à quel point a raison le Parti Communiste Italien lorsqu'il parle dans son manifeste des grèves qui éclatent spontanément parmi le prolétariat, poussé par la vie même.

Les patrons des entreprises métallurgiques de Trieste ont exprimé, il y a quelque temps, leur intention de réduire les salaires de 30%. Tandis que se déroulaient les pourparlers entre entrepreneurs et ouvriers et tandis que ces derniers attendaient la réponse à la requête adressée à Buozzi, secrétaire de la Fédération nationale des métallurgistes, l'Union des industriels décidait de fermer les principales entreprises et les chantiers de Trieste et déclarait au restant des ouvriers que la réduction des salaires de 20% entrerait en vigueur dès le premier octobre avec avertissement que dans l'avenir seront réalisées de nouvelles réductions.

L'assemblée du Conseil Général de toutes les ligues qui eut lieu le 30 septembre à la Bourse du Travail Confédérale, décide à l'unanimité de décréter la grève générale qui fut le jour même réalisée. Le mouvement des tramways s'arrêta. Les boulangers et les employés de la régie directe de l'arrondissement adhérèrent aux grévistes, les journaux cessèrent de paraître. Malgré la nouvelle qu'un

fort contingent de troupes est envoyé de Venise, il y a tout lieu de supposer que le mouvement embrassera en outre les employés des institutions privées et publiques.

La discipline et la concorde ont dépassé toute attente.

### Chez les ouvriers du Textile.

L'un des épisodes des plus importants de la vague de grèves qui déferle actuellement en Italie, est la grève des ouvriers de l'industrie lainière.

Il y a déjà plus d'un mois qu'elle dure, et nonobstant les répressions et toutes sortes de provocations, ils ne démordent pas de la position occupée par eux dès le premier jour. La fermeté des ouvriers provoque l'étonnement général, surtout quand on se rappelle que pendant le courant de presque toute cette année les ouvriers de l'industrie lainière se sont trouvés dans des conditions matérielles extrêmement mauvaises; que dans ces derniers mois, étant donné la forte réduction des salaires et des journées de travail, les difficultés pécuniaires de l'organisation ont été très grandes. Au cours de tout ce mois, sur le nombre total de 60.000 grévistes, n'ont abandonné le mouvement que 5 ou 6.000 hommes tout au plus, qui n'ont pas su rester à la hauteur de la conscience de classe.

Seul le syndicat catholique „jaune" des ouvriers du Textile de Bielle, comme il fallait s'y attendre, a trahi la solidarité ouvrière et a tenté de conclure une paix separée avec l'Union des Industriels. Mais les conditions offertes par les industriels se sont trouvées inadmissibles même pour les briseurs de grèves. Le syndicat a lancé un appel de protestation où il déclarait qu'on ne peut pas sans trêve et sans terme diminuer les salaires dans un moment où la cherté de la vie non seulement ne baisse pas, mais manifeste des tendances à la hausse.

Il est vrai que quelque temps après, vers la mi-septembre, les industriels sont arrivés à persuader les jaunes de signer un nouveau contrat qui fut catégoriquement rejeté par les grévistes disciplinés, membres de la Fédération du Textile.

La convention contractée entre le syndicat catholique et les patrons se réduit aux points suivants:

1. Suppression de la dernière augmentation de vie chère de 15%.
2. Réduction de l'augmentation permanente de vie chère: au lieu de deux lires 25, 1 lire et au lieu de2 lires 30 centimes, 1 lire 5 cent., c'est à dire une réduction moyenne de 1 lire 25 cent. par jour.
3. Réduction de 30% du tarif à la tâche pour les deux équipes.
4. Une telle modification des salaires du travail de nuit qu'elle donne une réduction de 34%.
5. Une aggravation des conditions de paiement pour les jours de fête, etc.

Naturellement, de telles conditions ne peuvent être acceptées que par des bureautrates jaunes, mais en aucune façon par les membres d'un syndicat.

La fermeté des grévistes s'explique, dans une certaine mesure, par ce fait que les ouvriers sont suffisamment bien renseignés sur la situation de l'industrie textile et ne peuvent consentir à ce qu'on les réduise à un salaire inférieur au „salaire de famine", cependant que les industriels continuent à empocher des bénéfices scandaleux.

L'un des principaux arguments des industriels était qu'avec les tarifs existants ils ne pouvaient pas faire concurrence aux marchés étrangers. Or, rien que pendant la grève, ils ont déjà vendu tous leurs stocks et ils ont reçu un excédent de 30 à 40% de bénéfices en sus de ce qu'ils avaient reçu dans les mois précédents. En outre, les patrons qui se plaignent de la crise, se plaignaient également de l'absence de commandes. Et cela au moment où plusieurs d'entre eux ne sont pas en état de faire face, dans le courant de cette saison, aux commandes déjà reçues, quand ils sont tellement saturés de propositions qu'ils sont forcés de refuser.

L'appareil gouvernemental viole par tous les moyens, comme de raison, la „neutralité" au profit des patrons; il suffit de dire qu'à Veneto, les autorités mettent à la disposition des industriels les camions automobiles de l'intendance militaire pour le transport des briseurs de grève; donnent des soldats pour alimenter le feu des fournaux; exécutent des perquisitions nocturnes et des arrestations. Mais les autorités vont encore plus loin dans leur désir d'aider la bourgeoisie: les prisonniers sont soumis à des

voies de fait qui les laissent pour morts sur le carreau.

Sans se contenter de se venger sur la personne des ouvriers isolés, le gouvernement et les patrons s'efforcent de paralyser l'organisation ouvrière. Dans ce but on arrête les secrétaires des sections, les comités de propagande, les comités de grève. A Vicence, on a arrêté le secrétaire de la Bourse du Travail et la Commission de l'alimentation publique qui fournissait des vivres aux grévistes.

La même chose se produit en Toscane où, par dessus le marché, les fascistes font rage. Dans les petits et les grands centres industriels, dans les villages et dans les cités, partout se présente le même tableau, partout sont employées les même méthodes de lutte qui démentent de la façon la plus saisistante les déclarations du ministre Bèneduce qui a dit que „la liberté des grèves est observée de la façon la plus stricte".

**Autour du Manifeste du Comité Syndical du Parti Communiste.**

En contre-poids au Comité syndical du Parti Communisse italien, le Parti Socialiste s'est mis à créer des comités socialistes d'action syndicale qui se sont transformés en fait en comités de résistence à la propagande communiste concernant le front prolétarien unique.

Le caractère de ces comités est fort bien déterminé par la récente circulaire „secrète" envoyée par le Comité de Milan aux sections de la Bourse du Travail, aux membres des commissions d'administration intérieure dans les entreprises, aux délégués des fabriques, aux délégués du Conseil Général des Ligues et autres organes confédéraux.

Dans cette circulaire, il est dit que „les communistes montent de toutes pièces des démonstrations furieuses, créent des scissions, dressent les ouvriers les uns contre les autres, les induisent dans une guerre fratricide qui fait la joie des patrons et impose de force son programme au prolétariat."

Par cette voie, le Comité compte compromettre les communistes et diminuer l'importance de l'appel auquel commencent à répondre les éléments non seulement communistes, mais encore socialistes des syndicats.

La circulaire souligne la nécessité qu'il y a de lutter contre la propagande communiste mettant à jour l'impuissance totale des bureaucrates réformistes à lutter légalement avec la position nette et positive occupée par le Comité syndical du Parti Communiste Italien dans la question du front prolétarien.

Tels sont les agissements des bureaucrates des organisations syndicales. La masse agit tout autrement. Ce qui suffit à le prouver, c'est la résolution adoptée le 30 septembre par la nombreuse assemblée des métallurgistes de Turin. Dans cette résolution, il est dit ce qui suit:

„Les ouvriers métallurgistes de Turin, rassemblés pour discuter de la ligne de conduite à laquelle doit se soumettre la Conférence qui va avoir lieu à Rome au sujet des moyens de résistance à adopter contre l'offensive des entrepreneurs, affirment leur complète solidarité avec le point de vue exprimé dans l'appel du Comité syndical du Parti Communiste Italien et donnent à leurs délégués le mandat impératif de soutenir ce point de vue au cours de la sus-dite Conférence."

A la suite des métallurgistes viennent les typographes de Turin. A l'assemblée des sections polygraphiques qui a eu lieu le 30 septembre, après discussion de la question de la réduction des salaires et des causes qui l'ont déterminée, il a été décidé à l'unanimité d'adhérer aux revendications du Comité syndical du Parti Communiste Italien.

Non seulement les organisations locales, mais encore les Fédérations nationales commencent à presser la Confédération Générale du Travail, exigeant d'elle une décision déterminée, en rapport avec la proposition pratique du Comité syndical du Parti Communiste.

Au premier rang, à ce point de vue, marche la Fédération Nationale des ouvriers du Bois.

Cette Fédération a envoyé à la C. G. T. la lettre suivante:

„Nous espérions que la Centrale de la Confédération, après avoir examiné la situation générale en raison de la crise et de l'offensive entreprise par les industriels, résoudrait cette question de façon à donner satisfaction aux intérêts élémentaires et aux revendications équitables de la classe ouvrière.

„D'autant plus avons-nous été déçus par

ce fait qu'il n'a rien été dit qui fixât, ne fût-ce que vaguement, une ligne de conduite, mais bien plus: les désiderâta et les propositions des différentes Bourses du Travail et autres organisations n'ont pas été prises en considération, qui exigeaient la convocation du Conseil National pour l'examen de la solution radicale des nos questions douloureuses."

„La Centrale de la Fédération des ouvriers du Bois, dans sa séance du 12 de ce mois, après examen de la décision prise par le Congrès régional qui a eu lieu à Venise le 4 de ce mois, du Congrès régional de Lombardie, qui a eu lieu le II de ce mois, et des déclarations des diverses sections telles que celle de Turin, Milan, Bologne, Venise, Trieste, Udine, Savona, etc. a décidé: d'inviter le centre directeur de la C. G. T. à convoquer le Conseil National de la Confédération pour examiner la pénible situation actuelle et pour prendre immédiatement des mesures énergiques.

Le Comité Central."

De même, les métallurgistes de Livourne, au cours de leur assemblée du 23 septembre, ont décidé: „d'insister sur une solution de la crise actuelle propre à améliorer la position des ouvriers et battre en brèche la bourgeoisie internationale". Dans leur résolution, adressée à la Centrale de la Fédération, ils déclarent qu'ils estiment la création d'un front prolétarien unique et la grève générale comme les deux moyens de lutte les plus appropriés à l'action de la classe ouvrière, car ils peuvent amener à une issue favorable la lutte entre le travail et le capital."

La section gênoise de la Fédération des Ouvriers du Bois a décidé le 27 septembre d'exiger que la C. G. T. convoque d'urgence le Conseil National et accepte la proposition faite par le Comité Syndical du Parti Communiste.

**Dans le Bâtiment florentin.**

Malgré la campagne acharnée menée par les réformistes contre les communistes, ceux-ci acquièrent à Florence une popularité de plus en plus grande parmi les masses ouvrières en s'assurant lentement, mais sûrement, une influence prépondérante dans toutes les organisations consécutivement. Toutes les tentatives faites par les social-réformistes pour prendre en mains la section florentine du Bâtiment se sont terminées par un fiasco complet. Aux élections du Comité Exécutif de la Ligue, les communistes ont eu la majorité, comme pour narguer le flot de calomnies que répandent sur eux, ces temps derniers, les socialistes.

## *Tchéco-Slovaquie.*

### La Conférence des syndicats moraves à Brünn.

Jusque maintenant on observait très nettement en Tchéco-Slovaquie que la force du Parti Communiste ne correspondait pas à son influence dans le mouvement syndical. Tandis que la majorité des ouvriers organisés au point de vue politique sont entrés dans les rangs du Parti Communiste, la bureaucratie syndicale réactionnaire règne jusque maintenant presque en maître absolu dans les syndicats. Il apparut aussi au Congrès Constitutif des syndicats à Moscou que l'influence des communistes dans les syndicats de ce pays était très insignifiante; le prolétariat tchéco-slovaque n'y fut pas représenté suffisamment. Pourtant, après le Congrès, la pénétration de l'influence communiste dans les syndicats va de plus en plus rapidement. Le 18 septembre se réunissait à Brunn la conférence des Syndicats Moraves. La Moravie est pour le moment actuel le rempart du communisme en Tchéco-Slovaquie.

Dans les cercles des partis et du gouvernement, on accordait une grande signification à cette conférence; elle devait manifester en chiffres exacts les rapports des forces luttant à l'intérieur des syndicats tchéco-slovaques. Evidemment la lutte se déchaîna autour de la devise fondamentale: „Adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge".

A vrai dire, il n'y eut pas de lutte. Seuls, les représentants de la Fédération Centrale des Syndicats de Tchéco-Slovaquie, et principalement son secrétaire, le député au Parlement T a e r l e, défendirent la position de l'Internationale d'Amsterdam. Ce dernier subit une défaite complète. La conférence se prononça tout à fait négativement sur son activité parlementaire, en la caractérisant du nom de „traître".

La résolution communiste exigeant

l'adhésion à l'Internationale Syndicale de Moscou et la sortie des rangs de l'Internationale Jaune d'Amsterdam, l'emporta par une majorité de 460 voix. Deux délégués seulement appuyèrent la résolution de T a e r l e.

La Conférence de Brunn exigea la modification des méthodes de lutte et l'adoption d'une nouvelle tactique de l'action révolutionnaire. Au lieu de mouvements isolés séparés, il est nécessaire d'organiser des actions de masses; il est indispensable d'arriver à réaliser, par l'intermédiaire des syndicats le contrôle organisé sur la production et l'échange.

C'est avec le même unanimité que la Conférence décida d'adhérer à la commission communiste de secours aux affamés de Russie. La lutte des mineurs de Ostrau amena la conférence à se déclarer solidaire avec eux et à envoyer son salut fraternel à ceux qui souffrent en prison. Une résolution fut aussi adoptée proclamant la nécessité d'unir définitivement tous les syndicats de Tchéco-Slovaquie en une seule union centrale puissante.

Le rapport du secrétaire sur l'activité des syndicats moraves pendant la période de temps s'étendant du 1 janvier 1916 au 1 juillet 1921 montra que le nombre d'ouvriers organisés au point de vue syndical s'élève en Moravie à plus de 150.000. En conclusion à ces travaux, la Conférence élut une commission régionale de syndicats composés exclusivement de communistes.

Il est intéressant de constater l'écho que cette conférence eut dans la presse tchéco-slovaque. Ainsi, le juurnal „Roude Pravo", en constatant que la conférence de Brunn apparaît comme un événement très important dans l'histoire du mouvement syndical tchéco-slovaque, exprime l'espoir qu'à partir de maintenant, les syndicats tchéco-slovaques ne se laisseront plus entraîner dans la voie de la politique social-patriote.

En faisant le bilan de la conférence, le journal communiste „Rovnost", dans ses numéros 260, 261, 262, 263, estime que ces résultats sont une victoire incontestable de l'Internationale Syndicale Rouge. „Il est nécessaire maintenant de concentrer toute l'attention sur le Congrès des Syndicats de tout le pays qui devra avoir lieu en décembre et qui résoudra définitivement la question de l'orientation". En faisant le bilan des travaux des conférences des divers syndicats qui se tinrent dans les derniers temps, le journal exprime le ferme espoir que le Congrès de décembre se prononcera à une majorité énorme pour l'adhésion à Moscou.

En examinant les déclarations par lesquelles le Conseil Central des organisations syndicales de Tchéco-Slovauquie a réagi sur les décisions de la Conférence des Syndicats Moraves, le journal „Rovnost" arrive à la conclusion que le Conseil Central a renoncé au principe de la neutralité du mouvement syndical qu'il proclamait tout d'abord et est passé ouvertement du côté de la politique social-patriote en ayant l'intention formelle de faire un „coup d'Etat" dirigé par les sphères supérieures contre les masses révolutionnaires des syndiqués. Les social-démocrates, prévoyant leur défaite au Congrès prochain, essaient de brouiller les rangs du mouvement syndical avant sa convocation. Tout montre que l'influence des communistes dans les syndicats devient de plus en plus prédominante. L'attitude belliqueuse du Conseil Central fait penser que l'appel lancé par lui à propos de la Conférence de Brunn ne serait que le prélude pour le prochain coup d'Etat par en haut, un pas de plus dans la réalisation de la scission du mouvement syndical. En attirant l'attention des ouvriers sur cette tactique des socialistes patriotes et des bureaucrates syndicaux, le journal „Rovnost" affirme qu'en Moravie et en Slovaquie, toutes les tentatives de semer le désaccord dans les rangs des travailleurs n'aboutiront qu'à un honteux échec. Entre temps, le journal de droite „Pravo Lidu", dans son article de fond publié en septembre, sonne l'alarme à propos des résultats de la Conférence de Brunn. Il se plaint de ce que la victoire des communistes dans le mouvement syndical peut amener sa destruction, car, voyez-vous, „les méthodes communistes de lutte sont opposées à celles par lesquelles peut s'édifier le mouvement syndical". Ici, on peut lire entre les lignes le conseil donné par l'organe central du Parti Social-démocrate à la bureaucratie syndicale d'exclure les communistes des syndicats. Le „Pravo Lidu" indique comme exemple l'expérience faite par le Parti social-démocrate

à Pilsen. Ici, les communistes furent exclus dès 1919—1920 et ainsi „le Parti sauva ses organisations de la contagion communiste". Dans les autres endroits les militants de ce Parti ne furent pas aussi résolus et voilà pourquoi les communistes conquirent toute une série de positions importantes à l'intérieur de l'ancienne social-démocratie. Le „Pravo Lidu" exige une intervention immédiate contre les communistes „car la vie de milliers d'hommes est en jeu".

La Conférence de Brunn montra ainsi que la majorité écrasante des ouvriers organisés en syndicats en Tchéco-Slovaquie sont avec les communistes. Jusque maintenant, les chefs du mouvement syndical: Taerle, Brojik, Brodetzky et autres, croyaient sauver leur position en renonçant à reconnaître en principe le caractère révolutionnaire de la lutte acharnée que le prolétariat de Tchéco-Slovaquie, étranglé dans l'étau de la crise économique féroce, est obligé de mener contre son ennemi de classe. Et si la scission peut apparaître inévitable, le fait du passage de la grande majorité de la classe ouvrière du côté de la tactique des mouvements décisifs oblige à reconnaître la rectitude de la politique communiste au sein des syndicats.

### Résolution sur le contrôle ouvrier.

Tous les partis socialistes font de l'agitation pour la socialisation de l'industrie et du commerce. Pourtant l'agitation reste agitation. Nous ne voyons pas que les syndicats entreprennent n'importe quelles démarches pratiques pour modifier leur tactique en présence de l'offensive belliqueuse du capital. Nous voyons au contraire que dans la lutte pour les salaires, ils subissent continuellement défaite sur défaite, vaincus par la ruse raffinée du capitalisme. Pour changer cela d'une façon radicale, pour écraser complètement l'ardeur guerrière des capitalistes, nous proposons la réorganisation des syndicats. Ces derniers doivent être en état de réaliser le contrôle sur l'industrie, sur l'importation et l'exportation des marchandises, de discuter la possibilité et la nécessité de satisfaire les exigences des ouvriers au point de vue de la situation générale des choses, de créer une base pour de nouveaux accords ouvriers dans tous les domaines de l'industrie et finalement de prendre sur eux, dans la période convenable, la direction de la production sociale dans l'intérêt du bien-être général. Toutes les professions qui fabriquent des produits finis ou demi-finis provenant de la même matière première ou de matières premières analogues et qui interviennent dans la production depuis le commencement du travail jusqu'à la livraison au marché des marchandises finies, doivent être unies en un seul groupe d'organisation. Chacun de ces groupes crée son bureau de contrôle sur l'industrie et le transport de produits fabriqués. Tous les conseils de fabrique se soumettent à ce Bureau. La discussion de la nécessité et de la possibilité de la réalisation des exigences et des bases de nouveaux accords sur les tarifs sera la tâche des conseils locaux des syndicats. La cessation de la production ou le lock-out amènera le Conseil des Syndicats à entraîner dans la lutte les organisations professionnelles des autres industries non encore atteintes pour autant que cela sera utile. On doit laisser aussi au Conseil des Syndicats, en cas de grève, lock-out et sabotage des patrons, le droit d'indiquer au gouvernement les entreprises à confisquer, celles qui sont mûres pour la socialisation. Pour l'adoption définitive du projet actuel, la Conférence exige la convocation immédiate du Congrès des Syndicats de tout le pays.

### Résolution sur la question d'organisation.

Après avoir attentivement examiné la naissance et la marche des derniers conflits grandioses des syndicats et des capitalistes, nous constatons que la méthode de lutte employée jusque maintenant par les faibles forces de syndicats isolés est complètement insuffisante et ne correspond pas à l'organisation que nous observons chez les patrons, construite entièrement sur la base du centralisme. La guerre a eu chez nous, comme conséquence, une forte concentration du capital. Notre appareil des banques, représentant de cette tendance, a créé d'après le

modèle américain, un cartel unique de tous les domaines de l'industrie pour défendre ses intérêts économiques et politiques. Pendant ce temps, la classe ouvrière est éparpillée dans une grande quantité de petits syndicats. Nous voyons nettement comment le cartel des patrons choisit pour cible à ses coups tantôt l'un, tantôt l'autre des syndicats, en leur infligeant tour à tour des défaites cruelles et en les démolissant. Les ouvriers du Bâtiment, les métallurgustes, les menuisiers d'abord et, actuellement, les mineurs ont subi ce sort. Les interventions des syndicats, dans l'aspect de leur organisation actuelle, ont démontré clairement que ceux-ci, en tant qu'instrument de lutte, ne correspondent pas du tout à la difficile situation actuelle, Voilà pourquoi si on ne trouve pas en temps voulu une autre forme d'organisation, ils périront l'un après l'autre après avoir perdu leur force. Conformément à ces considérations, nous proposons à la Conférence régionale de soumettre au Congrès des Syndicats du pays entier qui se tiendra en décembre la proposition suivante:

„Les syndicats existant actuellement doivent s'unir en une union puissante. La direction de cette union doit se trouver dans les mains d'un Conseil des Syndicats elu au Congrès Général Syndical. Chaque grève, dans n'importe quelle branche de l'industrie, doit être dirigée par cette union et être considérée comme un grève atteignant tous les ouvriers. Des sections par métiers doivent être organisées auprès de cette union: elles développeront indépendamment leur besogne d'organisation et de propagande et rédigeront dans le Bulletin édité quotidiennement par la Fédération Générale des Syndicats la rubrique consacrée à leur profession. Par la cessation de la publication des organes séparés hebdomadaires et bi-hebdomadaires qu'éditent pour le moment les professions isolées, on obtiendra le capital nécessaire pour l'édition de l'organe quotidien; de cette façon, le travail d'organisation et d'éducation recevra de nouvelles forces. La besogne d'éducation professionnelle, qui a été faite jusqu'à présent, est insuffisante, et les organes actuels des syndicats ne peuvent pas résoudre cette question. Par la réalisation de la proposition exposée ci-dessus, nous pourrons éviter des défauts de divers genres, et ayant en vue l'aide que nous recevrons d'un fort syndicat central, nous veillerons aussi à créer une éducation professionnelle complètement suffisante des masses qui, surtout maintenant, est nécessaire.

### Résolution sur la tactique des syndicats.

Les délégués de la Conférence Régionale des Syndicats tenue à Brunn les 17 et 18 septembre, en rapport avec la situation catastrophique du mode de production capitaliste et de l'offensive générale des patrons faite sur un plan international, sont arrivés á la conviction que les méthodes de lutte appliquées jusque maintenant ne correspondent certainement pas à la nécessité de repousser la menace faite aux intérêts de la classe ouvrière.

Le régime capitaliste contemporain n'a pas seulement manifesté son incapacité complète de renouveller la vie économique et d'assurer l'existence des travailleurs, mais il a amené aussi l'Europe à une catastrophe financière générale. Dans la lutte acharnée pour maintenir leur pouvoir, les capitalistes tendent à empirer encore les conditions de l'existence qui déjà sans cela sont insupportables. Les salaires baissent, les conditions du travail s'aggravent. Le fardeau de l'exploitation augmente.

Les ouvriers ont perdu foi en l'utilité des combats partiels par professions séparées. En se basant sur l'expérience des grandes grèves chez nous et à l'étranger ils espèrent maintenant anéantir, en commun les plans des bandits des organisations internationales patronales. Par ce qu'il a vécu et par les faits qui se sont passés dans le développement du capitalisme, le prolétariat se persuade de la nécessité de réorganiser dans l'avenir le plus proche tout le mouvement syndical tchèque dans le sens de l'adoption de méthodes radicales qui furent recommandées par le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge et démontrèrent leur utilité dans la défense des intérêts du prolétariat et dans le triomphe sur le capitalisme à l'aide de l'organisation de l'économie socialiste. Pour réaliser la réorganisation des syndicats devenue nécessaire au point de vue historique et atteindre le but final de la société socialiste, nous insistons

sur la nécessité de l'unité internationale complète du mouvement professionnel de Tchéco-Slovaquie; nous appelons tous les ouvriers à prendre part à la lutte de classe acharnée à laquelle nous oblige l'histoire. Nous nous adressons aussi aux ouvriers de nationalité allemande, en les exhortant à fusionner leurs organisations séparatistes particulières avec le prolétariat tchèque, polonais, hongrois et ruthène en un mouvement syndical unique qui pourrait résoudre dans notre Etat le grand problème de l'union des ouvriers.

En se basant sur ces considérations, la Conférence considère comme complètement inévitable la convocation immédiate du Congrès Général des Syndicats. La Conférence exige du Conseil des Syndicats qu'il prenne toutes les mesures nécessaires à la préparation de la convocation rapide du Congrès qui devra tracer le chemin à suivre dans la tactique syndicale future.

## *Mexique.*

### Un exemple de solidarité prolétarienne.

En présence des atrocités auxquelles se livre le gouvernement espagnol à l'égard du prolétariat révolutionnaire de l'Espagne, le Bureau Exécutif de l'I. S. R. se propose d'en appeler aux ouvriers de tous les pays pour mettre une bride à ces fureurs bourgeoises.

Or, voilà que les ouvriers du Mexique et du Cuba se mettent à boycotter les marchandises espagnoles spontanément en devançant notre appel au prolétariat international. Nous lisons dans „El Democrata" du 31 juillet 1921:

„Le boycottage des marchandises exportées à destination d'Espagne, déclaré par la Fédération syndicale, a produit un très grand effet parmi tous les ouvriers du ressort de la fédération. Cette décision a été prise comme représailles contre les assassinats que la bourgeoisie espagnole, sa garde blanche et ses bandes d'assassins payées par le patronat, commettent contre le prolétariat espagnol.

La Fédération Syndicale a envoyé, hier même, des circulaires à tous les syndicats, en faisant connaître aux organisations de tous les ports du Mexique la déclaration de ce boycottage.

Nous sommes en mesure d'annoncer également que les ouvriers du port de la Havane et d'autres ports de la République du Cuba ont fait la même déclaration de boycottage contre les marchandises espagnoles".

### Le chômage dans les bassins pétrolifères

Une vive agitation règne parmi les ouvriers des sources de pétrole à Tampico et Veracruz. Les compagnies pétrolifères ont fermé leur exploitation à la suite d'un impôt que le Gouvernement Mexicain vient d'imposer à l'exportation du pétrole.

Pour éclairer nos lecteurs sur la situation, nous signalerons en quelques mots les raisons qui ont déterminé le gouvernement mexicain à prendre ces mesures fiscales contre les puissantes compagnies pétrolifères américaines. C'est un fait connu que le capitalisme américain prétend disposer et s'emparer de plus en plus de toute la richesse du sous-sol mexicain. Le gouvernement actuel du Mexique oppose une résistance opiniâtre au capitalisme par trop absorbant des Américains. A cet effet, une forte contribution sur le pétrole exporté aux Etats-Unis fut décrétée. Cette mesure a été prise surtout pour permettre au peuple mexicain de profiter, dans de meilleures conditions, des richesses naturelles qui lui appartiennent. Car il s'était produit ce fait singulier au Mexique, dans ce pays producteur du pétrole par excellence, que les compagnies américaines vendaient le pétrole trois fois plus cher qu'aux Etats-Unis, et on a vu cet étrange spectacle que les chauffeurs de Mexico étaient obligés de faire la queue pour avoir quelques litres d'essence, les compagnies américaines ayant coupé le ravitaillement d'essence de pétrole pour l'intérieur du Mexique par mesure de protestation contre le décret du gouvernement.

On peut montrer la raison fondamentale de l'attitude du gouvernement mexicain: d'après la constitution révolutionnaire mexicaine tous les produits du sous-sol appartiennent à la nation, et personne ne peut les accaparer au détriment de la collectivité. Cela explique les innombrables conflits provoqués par les financiers américains entre le gouvernement des Etats-Unis et le Mexique, puisque ces puissantes compagnies prétendent dispo-

ser des richesses colassales du sous-sol mexicain en maîtres absolus.

Dix mille chômeurs se trouvent dans une situation désespérée à Tampico et des chocs violents se sont déjà produit entre les ouvriers et les agents des compagnies, plusieurs gérants ont été tués.

A côté de la crise du bassain pétrolifère, la crise économique sévit un peu partout dans le pays. Une diminution de salaires générale s'accentue dans le pays, provoquant des grèves et des conflits armés. Les cheminots doivent subir une diminution de salaires qui va de 10 à 25%, ce qui cause le mécontentement et la résistance des cheminots. Dans l'industrie du textile, une diminution semblable est imposée, les ouvriers ont eu recours à la grève; à Puebla ils ont saccagé les fabriques, en détruisant les métiers et en brûlant les tissus. A la campagne, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres s'emparent des grands domaines du Yucatan et se partagent les terres. Parfois, ils doivent chasser les propriétaires à coups de fusil, tout comme au début de la révolution de 1910. Dans l'Etat de Sonora les mineurs se sont emparés des mines et les exploitent en commun. Pour faciliter leur tâche, les autorités révolutionnaires, sous la pression des masses, légalisent ces prises de possession des mines par les mineurs et des terres par les paysans, et leur fournissent des machines, du bétail, des céréales et des produits alimentaires. La tendance parmi les ouvriers et les paysans de prendre en mains les mines et les terres ne fait que s'accentuer, mais un grand obstacle se présente, outre la résistance des propriétaires; c'est l'intervention possible des Etats-Unis qui sont toujours prêts à défendre les riches exploiteurs et les propriétaires des haciendas et des mines.

## La Fédération Internationale des Employés.

La Conférence Internationale des employés qui s'est tenue à Moscou, en même temps que le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, a démontré que les communistes et les syndicalistes, malgré certaines différences de nuances dans l'appréciation des méthodes de la lutte quotidienne, sont unanimes dans leur volonté de mener les organisations syndicales des employés à une lutte décisive contre le vieux régime, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Des masses de plus en plus grandes d'employés révolutionnaires viennent se grouper sous le drapeau de l'Internationale Syndicale Rouge.

Les syndicats des commis de commerce, des comptables, des instituteurs libres exclus de la C. G. T. française, sont passés avec enthousiasme de notre côté. Dans les pays balkaniques, le mouvement syndical rouge s'accentue parmi nombre de catégories d'employés. Les employés yougo-slaves ont été forcés par un décret gouvernemental de remettre les biens de leurs syndicats entre les mains des traîtres centristes. Cependant ils ont adhéré au Comité International de Propagande organisé à Moscou. Les socialistes gouvernementaux de Serbie, qui se sont emparés du mouvement syndical parmi les employés, ont voté l'exclusion des camarades russes de la Fédération Internationale des employés.

En Amérique, le Syndicat des Employés s'est joint à nous, mais au Congrès de la Fédération Internationale des Employés à Vienne, pas une seule union américaine n'a été représentée. En Italie, la grève manquée des employés de l'Etat a fortement ébranlé cette catégorie d'éléments semi-prolétariens jusqu'alors bien fermes. En Tchéco-Slovaquie, la dernière grève des employés de banque a démontré que ces derniers se sont réveillés et qu'ils sont prêts à la lutte décisive contre la bourgeoisie. Malgré que les dirigeants des employés de banque de la Tchéco-Slovaquie adoptent le point de vue de la conciliation, les masses des employés ont exigé une lutte de classes implacable sous le drapeau de l'Internationale Syndicale Rouge.

Le mouvement pour l'augmentation de salaires parmi les employés de l'Etat autrichien et des entreprises publiques, mouvement qui a été étouffé très difficilement par le gouvernement et les fonctionnaires syndicaux, témoigne une fois de plus du renforcement de l'état d'esprit révolutionnaire. En Allemagne, un grand nombre de communistes luttent contre les traditions surannées des syndicats jaunes. A l'encontre de la volonté

de ses chefs, le syndicat „Afa“ s'engage dans la voie d'une lutte révolutionnaire conséquente.

Même dans la lointaine Australie, la minorité communiste parmi les employés, en s'appuyant sur la majorité révolutionnaire du conseil des Syndicats, lutte contre les tendances neutralistes des organisations syndicales. En Angleterre, le puissant syndicat des employés de la Répartition (les employés des institutions coopératives) continue à hésiter entre les pionniers du mouvement syndical révolutionnaire et les agents de Henderson. En Hollande, la petite, mais forte Fédération des Employés de commerce et des buralistes lutte avec beaucoup de succès contre les dirigeants des syndicats jaunes.

Ainsi, nous voyons que partout se développe une lutte ardente entre les forces du passé et celles de l'avenir. Sous la pression d'une crise économique intense, des masses de plus en plus grandes d'employés viennent se grouper sous les drapeaux rouges du mouvement syndical révolutionnaire. Les employés se mettent dans les rangs du prolétariat industriel, et la main dans la main avec ce dernier, ils devront marcher à la victoire définitive sur le vieux monde. Et ici, à l'avant-garde du mouvement, se trouve le puissant Syndicat Russe des Employés qui, depuis longtemps déjà, marche côte à côte avec les travailleurs manuels.

C'est pourquoi le Congrès International des employés privés de Vienne (10—13 août 1921) ne caractérise point l'état d'esprit de cette catégorie de travailleurs au moment actuel de lutte de classes opiniâtre.

A ce congrès ont été représentées trois organisations syndicales de Danemark, comptant 30.000 membres, 9—d'Allemagne (430000 membres), 2—d'Angleterre (100000 membres), 1 — de France (15.000 membres), 4—de Hollande (15000), 1—de Yougo-Slavie (2.000 membres), 9—d'Autriche (employés industriels—40.000 membres, employés de commerce—40.000 membres, employés d'assurances—6.000 membres, employés de banques et de caisse d'épargne—5.000 membres, autres employés 2.000 membres), 1 de Portugal (5.000 membres), 1—de Suède (8.000 membres), 6—de Tchéco-Slovaquie (47.000 membres) et 5—de Hongrie (19.000 membres).

De cette façon, au Congrès n'ont été représentés ni les syndicats d'Amérique, ni ceux d'Espagne, ni ceux de Belgique. La plus grande partie des employés anglais et français n'y ont pas envoyé leurs représentants, les syndicats de ces pays étant encore plus à droite qu'Amsterdam. Mais les syndicats rouges des employés espagnols se sont refusés à participer aux travaux du Congrès, désapprouvant complètement la politique d'Amsterdam. Quant aux syndicats russes des employés, ils n'étaient pas invités au Congrès. Cependant, poussés par le sentiment de la solidarité internationale des travailleurs et s'estimant être membres d'une famille mondiale unique des employés, les employés russes ont envoyé au congrès leur délégation à la tête de laquelle se trouvait le camarade Strikovski, président du Comité Central du syndicat.

Arrivée à Vienne, la délégation russe est entrée en pourparlers avec les différents membres du Bureau d'organisation du Congrès dont la majorité étaient encore partisans d'Amsterdam. Ces pourparlers ont démontré que les syndicats russes, qui ne partagent pas le point de vue des dirigeants d'Amsterdam, ne pouvaient pas être admis au congrès. Une telle attitude a obligé la délégation à en appeller aux masses, par dessus la tête des chefs. On a organisé à Vienne toute une série d'assemblées générales où les délégués russes ont développé largement leur point de vue, en critiquant sévèrement la politique de collaboration de classe pratiquée par Amsterdam. Les différents représentants du Bureau d'organisation se sentaient particulièrement mal à l'aise et cherchaient à sauver les apparences en disant que le Bureau se trouve encore affilié à Amsterdam et que dans ces conditions il serait prématuré de poser la question d'admission de la délégation russe. Les autres, sous la pression des masses, déclaraient qu'à leur avis il est plus que probable qu'on admettra la délégation russe au congrès dès que le Bureau d'organisation sera au complet à Vienne.

Cependant, les représentants du Bureau d'organisation n'ayant pas le courage d'opposer un refus catégorique à la délégation russe, et d'un autre côté ne voulant pas admettre celle-ci au congrès

ont retardé le visa de ses mandats jusqu'à l'ouverture de ce dernier. Ce n'est qu'à la première séance du congrès, lorsque la délégation russe a posé nettement la question de la reconnaissance de son mandat, qu'elle a reçu un refus précis.

D'abord, les jaunes ont cherché à motiver leur refus par cette circonstance qu'au congrès ne sont représentés que les employés privés et que la délégation russe est envoyée par les employés soviétistes, mais il leur fut expliqué que dans l'organisation des employés soviétistes entrent également les employés privés; le Bureau d'organisation a déclaré alors qu'au présent congrès ne peuvent participer que les organisations syndicales reconnaissant la tendance d'Amsterdam.

Peu satisfaite de cette déclaration du Bureau d'organisation, la délégation russe a proposé de mettre cette question à l'ordre du jour du congrès. Cependant ce dernier, après discussion de la question, a confirmé la décision du Bureau d'organisation, en disant que les organisations syndicales russes sont hostiles à Amsterdam et que la délégation russe peut entraver la marche normale des travaux du congrès. Il ne restait à nos représentants qu'à envoyer une lettre ouverte en protestant contre une pareille conduite, indigne des organisations prolétariennes. Evidemment, les congressistes se sont contentés de prendre simplement acte de cette lettre. Ainsi, un congrès où se trouvaient représentés 800.000 employés syndiqués, a interdit aux délégués des syndicats russes, groupant 1,200.000 employés, de prendre part à ses travaux.

On pouvait prévoir le caractère des travaux des 30 ou 40 délégués participant à ce congrès. Il ne s'agissait pas de passer en revue les forces de combat, d'examiner les résultats d'une étape active de la lutte internationale de classes. Les congressistes, l'un après l'autre, cherchaient à souligner leur attitude polie, consciencieuse à l'égard des exploiteurs. Il va de soi que le congrès fut dirigé de telle sorte qu'au lieu d'être une assemblée appelée à guider le mouvement international, il fut en réalité un instrument aveugle, soumis à la volonté d'une petite poignée de chefs qui s'accrochent par tous les moyens à leur places lucratives.

Le rapport du Secrétaire international sur l'activité du Bureau International consista en une série de données statistiques concernant le nombre de membres affiliés aux organisations et l'état financier. Pas un mot n'a été dit en ce qui concerne les directives de principe que le bureau en question devait donner aux syndicats des employés de tous les pays. Pas un mot n'a été dit au sujet de l'appui que la Fédération aurait dû prêter aux grèves des employés qui ont été nombreuses pendant cette vague de grèves qui a déferlé sur tous les pays de l'Europe. La seule chose dont le secrétaire ait pu se vanter dans ce demaine, c'est l'organisation de secours aux employés hongrois, secours qui a consisté dans l'envoi de 1.643 florins hollandais.

La forme et le fond du rapport ont servi de préface typique à tous les travaux du congrès. Lors de la discussion des statuts, les congressistes ont indiqué toute une série de tâches de combat qui devraient incomber au Secrétariat International si celui-ci voulait être un état-major dirigeant. On a introduit dans les statuts le point suivant: „Le but de la Fédération Internationale est l'unification de toutes les organisations nationales syndicales des employés de commerce en une seule Union Internationale puissante qui se donnerait pour tâche la lutte pour la satisfaction des intérêts primordiaux des employés de tous les pays, la lutte contre le régime capitaliste et son remplacement par un système de production et de répartition basé sur le travail de tous pour le bien commun et non pour les bénéfices privés.“ Si on oppose le fait de l'adoption d'une pareille résolution à l'attitude du congrès envers la délégation russe, l'hypocrisie de la phraséologie révolutionnaire d'Amsterdam, en ce qui concerne la défense des intérêts de classe du prolétariat, apparaît clairement.

Sur la question des finances de la Fédération, Smitt a fait un rapport spécial dans lequel il a communiqué que le budget du Secrétariat demande 10.450 florins hollandais, que jusqu'à présent les dépenses du Secrétariat ont été supportées par les organisations hollandaises, mais que cela ne peut pas conti-

nuer plus longtemps. Le Bureau a proposé d'augmenter les cotisations de 50% en les calculant en florins hollandais, ce qui fut adopté par la Conférence.

Le point principal de l'ordre du jour a été la question de l'aplanissement des difficultés pour le passage d'un pays à un autre. L'histoire de cette question est celle-ci: les organisations syndicales de la Tchéco-Slovaquie, l'année passée encore, ont soumis à la discussion du Congrès d'Amsterdam, une proposition concernant la suppression des difficultés pour les relations commerciales internationales. Le Congrès a transmis cette question au Bureau. Ce dernier, dans sa séance de Janvier 1921 à Paris a décidé de s'adresser au Bureau International du Travail à Genève avec une proposition d'intervenir pour la suppression des formalités de passeport. Cependant, le B. I. du Travail s'est contenté de répondre qu'il est incompétent pour décider cette question, en promettant de la soulever à la prochaine conférence régulière de la Société des Nations.

A ce sujet, le Congrès a pris la résolution suivante:

„Le Congrès est d'avis que dans les relations internationales on doit écarter tous les obstacles au nom du complet rétablissement des rapports économiques ébranlés. Ces difficultés consistent dans le visa inutile des passeports et les barrières douanières, dont le but était autrefois d'empêcher l'exportation des capitaux à l'étranger et l'arrivée d'étrangers indésirables. Etant donné que ces prescriptions entravent les relations internationales nécessaires, le congrès estime que les visas des passeports et les barrières douanières à la frontière doivent être simplifiés, et même supprimés complètement."

La seule question qui, semble-t-il a montré une tentative des dirigeants du Congrès d'envisager les problèmes sérieux du mouvement ouvrier, a été la question de la protection du travail. Cependant, ici aussi nous n'avons vu qu'un rapport d'information sur les formes contemporaines de la législation sociale, rapport qui a brossé un tableau très sombre des conditions de travail de nos camarades de l'étranger qui sont livrés à l'arbitraire des patrons de toutes les couleurs et des gouvernements.

Le Congrès a adopté sur cette question une résolution d'un caractère général, proposant aux différentes organisations syndicales de chercher à atteindre par tous les moyens, en prenant en considération les conditions locales, toutes les améliorations possibles dans ce domaine. C'est une résolution purement formelle qui s'harmonise bien avec tout le caractère de ce congrès.

Le Congrès a élu un Bureau International qui sera composé comme suit:

Smitt Secrétaire Général (Amsterdam), Président, Urban (Allemagne) Vice-Président. Buisson (France); Gallvort (Angleterre), Luaganson (Danemark) et Klein (Tchéco-Slovaquie).

L'insuffisance des travaux de ce congrès est apparue dès le lendemain de sa clôture, non seulement pour les éléments révolutionnaires de gauche, se trouvant dans les syndicats, mais aussi pour les partisans des idées dont les travaux du Congrès se sont réclamés. Les employés de banque, poussés par l'instinct de conservation dictant la nécessité d'une organisation indépendante, en sont venus à l'idée de créer leur propre organisation internationale des employés de banque qui doit mettre à la base de son activité les considérations purement pratiques du moment. Et c'est là un fait très symptomatique: c'est le camarade Marx, secrétaire de l'Union Allemande des employés de banque, qui tout le temps a travaillé d'accord avec les communistes, qui fut élu secrétaire de cette Internationale. La délégation russe, de passage à Berlin et à Vienne, a entamé des pourparlers avec lui au sujet de l'adhésion des employés russes à cette Internationale, à quoi il a consenti très volontiers.

## Les bureaucrates syndicaux et les masses ouvrières.

Le journal communiste belge „L'Ouvrier Communiste", du 10 septembre, publie une remarque non dénuée d'un certain intérêt au sujet de l'autocratie des bureaucrates syndicaux. En séance de la Commission Syndicale du Parti Ouvrier Belge, l'un des secrétaires de cette commission Bondas a défini de la façon suivante la discipline syndicale: „Nous n'empê-

chons pas les communistes d'être membres de nos syndicats; mais nous exigeons qu'une fois telle ou telle décision prise en résultat des discussions, les communistes ne sabotent pas cette décision et ne créent pas des noyaux qui, par le caractère inhérent à leur activité, ont pour but de conquérir la majorité au prix de la désorganisation des syndicats".

Ainsi, de l'avis de Bondas, tous les membres du syndicat doivent se soumettre aux décisions du syndicat, à la condition expresse que ces décisions soient prises après discussion. „Cependant, dit l'organe communiste, nous avons prouvé plus d'une fois que toutes les décisions contre lesquelles nous nous élevions étaient prises non pas par les masses syndiquées, mais bien par les comités directeurs et ensuite imposées aux masses par le prestige des chefs et souvent sous la menace que ceux-ci se refuseraient de diriger l'organisation en cas d'insoumission.

Dès le début de la crise industrielle, quand les entrepreneurs ont commencé leur campagne pour la reduction des salaires, les chefs syndicaux se sont soumis à toutes les diminutions de salaire que les patrons exigeaient, et cela sans entente préalable avec les masses.

Ces tous derniers temps, les patrons ont exigé une réduction de salaires de 15% s'étendant sur l'industrie mécanique. Les délégués ouvriers, après avoir quelque peu hésité, entrèrent en pourparlers avec les patrons et finirent par consentir à cette réduction. Les masses ouvrières étaient-elles au courant de ces pourparlers, y avaient-elles donné leur assentiment? Point du tout, ce n'est qu'après la décision de cette question avec les patrons que le résultat des pourparlers fut mis à la connaissance de la masse ouvrière. Cette dernière sent d'instict où on la mène, proteste, critique la décision prise, souvent en termes assez vifs, mais toutes ses protestations viennent se briser contre la puissance de la bureaucratie syndicalee. Celle-ci cherche d'ordinaire son excuse dans la pseudo-diminution des prix de la vie. Or, le barême officiel des prix indique que les prix se sont montés ces derniers temps de 379 à 384% en province et de 393 à 403 à Bruxelles".

„L'Ouvrier Communiste" cite une série d'autres exemples où les décisions les plus diverses, jusqu'à l'augmentation des cotisations, étaient prises arbitrairement par les Comités directeurs, et les masses se trouvaient devant le fait accompli. Exiger que dans ces conditions les communistes se refusent à toute critique équivaudrait à exiger d'eux qu'ils se refusent à défendre les intérêts de classe du prolétariat pour soutenir le prestige des autocrates syndicaux".

Un autre exemple intéressant de la façon dont messieurs les jaunes, qui ont saisi entre leurs mains la direction du mouvement, comprennent la discipline syndicale, nous est fourni par le syndicat des typographes parisiens. Voici de quelle façon l'organe des ouvriers du Livre révolutionnaires, le journal „L'Imprimérie Communiste", raconte dans un de ses numéros d'août l'histoire de l'exclusion de 7 syndicalistes révolutionnaires accusés „d'infraction à la discipline syndicale".

„En mai dernier, les délégués des patrons et de la commission mixte créée après la grève de 1920, s'appuyant sur des données plus ou moins suspectes, proposèrent de diminuer les salaires. Les délégués des ouvriers, ne voulant point se placer au point de vue des représentants du capital, organisèrent un referendum dans toutes les sections de l'industrie polygraphique. Parmi les imprimeurs, le referendum donna le résultat suivant: ayant droit de vote, 3.300; votants 1.922. Pour la grève, 1.772. Contre—674. Abstentions—76. Donc, il y avait pour la grève une majorité de 498 voix, mais le Comité du Syndicat décida que ceux qui n'avaient pas voté devaient être considérés comme ayant consenti à la réduction des salaires. Cette décision, qui était en contradiction avec toutes les traditions du syndicalisme français, ne pouvait ne pas soulever les protestations des syndicalistes révolutionnaires. Les secrétaires des C. S. R. auprès des imprimeurs, les camarades Pavaud et Maurin, invitèrent les camarades à ne pas suivre la voie adoptée par le Comité du Syndicat et à déclarer la grève. Le résultat fut leur exclusion du syndicat.

De cette façon nous nous trouvions de

vant un fait entièrement nouveau. Jusqu'ici, les jaunes d'Amsterdam dans leur lutte contre les éléments révolutionnaires en appelaient à ce que les révolutionnaires désorganisent les ouvriers au nom d'intérêts politiques abstraits, comme par exemple l'adhésion à l'Internationale de Moscou. Maintenant, nous voyons que les gens d'Amsterdam se mettent à exclure les communistes et les syndicalistes révolutionnaires parce que ceux-ci exhortent la masse à défendre ses intérêts et à exiger que ses chefs se soumettent à elle.

Notre tâche est de faire comprendre à la masse que la discipline syndicale consiste avant tout dans l'obéissance à la volonté réelle des ouvriers et non pas dans la soumission à des leaders depuis longtemps imprégnés de l'esprit bourgeois. Et s'il faut jeter quelqu'un à la porte des organisations ouvrières, c'est non point les militants de la cause ouvrière, mais bien les vendus de la bureaucratie".

---

# Partie Officielle.

## L'activité du Bureau Exécutif.

(20/VIII—10/X 1921).

Au cours de cette période ont eu lieu dix séances du Bureau Exécutif; 57 différentes questions y ont été discutées concernant la situation du mouvement syndical du monde entier et le caractère de l'organisation intérieure.

Le Mouvement Syndical en Autriche. Ayant en vue d'intensifier le travail syndical parmi les ouvriers autrichiens, le Bureau Exécutif a chargé les cam Mayer et Arlandis, après étude préalable de la situation en Autriche, d'élaborer une série de mesures pratiques pour le développement de la propagande parmi les membres des syndicats autrichiens.

La Grève des Ouvriers Français. La politique provocante de la bourgeoisie française qui a pris l'offensive contre la classe ouvrière, a incité le Bureau Exécutif à envoyer son salut à l'héroïque prolétariat français et en particulier aux ouvriers de la ville de Roubaix qui sont refusé à fabriquer des grénades destinées à la guerre contre la Russie Soviétique. En même temps, le Bureau Exécutif a décidé de remettre aux grévistes du Nord de la France 3.000 frs. puisés du fonds de la Solidarité Ouvrière Internationale.

L'Internationale Syndicale et la famine en Russie. Comme suite d'une sécheresse prolongée dans la région de la Volga, une disette affreuse s'est abattue sur la Russie Soviétiste révolutionnaire, menaçant de mort des millions d'ouvriers et de paysans et soumettant le peuple russe, dans sa lutte titanique, à des épreuves terribles. Le 17 août, le Bureau Exécutif a adressé aux prolétaires du monde entier un appel au secours des affamés, en les invitant en même temps à „contrecarrer de toutes leurs forces les desseins cachés des ennemis qui ne se feront pas faute de mettre à profit la situation pénible de la Russie Soviétiste pour des entreprises contre-révolutionnaires".

Le 23 Septembre, le Bureau Exécutif, examinant de nouveau la question de la lutte avec la famine, a décidé d'élaborer un réglement déterminé des formes du secours des organisations prolétariennes d'Europe et d'Amérique. Il fut décidé à cette séance d'inviter la section de Berlin de l'I. S. R. à envoyer son représentant dans le Comité de Secours fondé par l'Internationale Communiste et dirigé par Clara Zetkin. En outre, le Bureau a délégué auprès de ce Comité les camarades Mayer, Caravalho et Haywood. Le Bureau de Berlin de l'I. S. R. est invité à donner des informations régulières au sujet de l'activité des comités de secours organisés. En outre il a été décidé de consacrer un numéro du Bulletin spécialement à la question de la famine et aux mesures de secours. Le Bureau Exécutif partage entièrement le point de vue du cam. Arlandis qui trouve qu'il est indispensable d'organiser des comités de secours dans les milieux purement ouvriers qui devront transmettre les secours recueillis directement au prolétariat russe sans passer par la Ligue des Nations, l'Internationale d'Amsterdam ou la Croix Rouge internationale.

Le cam. Arlandis est chargé de rédiger un appel au sujet de la famine aux ouvriers de l'Espagne et du Portugal, de même qu'un appel séparé aux ouvriers de l'Amérique Latine.

L'Unité du Front Révolutionnaire. Ayant entendu l'information concernant l'organisation à Berlin d'un „Comité Directeur" de tous les groupements syndicaux révolutionnaires partageant le point de vue de l'I. S. R., le Bureau Exécutif, dans sa séance du 23 septembre, a décidé de considérer l'organisation de tels comités comme étant le premier pas vers l'unification de tous les éléments d'opposition à l'intérieur du mouvement syndical allemand. Le Bureau recommande la création dans tout le pays de comités semblables ayant pour but d'unir en un même bloc compact tous les ouvriers qui se rallient à l'esprit d'opposition, sans s'arrêter aux nuances des mouvements politiques, et de fixer des tâches tactiques bien déterminées et concrètes pour l'avenir le plus prochain. Le Bureau Exécutif a décidé d'offrir son plein concours au Comité nouvellement formé et a donné dans ce sens des indications correspondantes à la délégation de l'I. S. R. à Berlin.

Pour avoir en sa possession une information régulière et un compte-rendu détaillé de l'activité de l'I. S. R., le Bureau Exécutif a décidé d'inviter sa représentation à Berlin à publier un bulletin périodique, sous la rédaction et sous la responsabilité de cette représentation.

La question de l'intervention. L'impérialisme international tente de mettre à profit le sinistre dont la Russie est la proie pour une nouvelle intervention. A fin septembre, sous la pression de la France, la Pologne a présenté un ultimatum à la Russie Soviétiste, menaçant d'interrompre les relations diplomatiques. Les rapports avec la Roumanie étaient aussi plus ou moins tendus et la guerre semblait être imminente. Le Bureau Exécutif, d'accord avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, a lancé le 24 septembre, une adresse spéciale aux ouvriers de tous les pays, invitant tous les prolétaires conscients sans distinction de parti, à lutter énergiquement contre les nouveaux préparatifs de guerre et à ne pas permettre une nouvelle intervention militaire.

Appel aux ouvriers polonais. La vague de grèves qui déferle sur la Pologne, marquant l'éveil du prolétariat polonais, de même que la tentative manifestée par la bourgeoisie polonaise et ses fidèles laquais, les Pilsudsky, les Daginsky et autres, pour tâcher d'étouffer le Pouvoir des Soviets, ont déterminé le Bureau Exécutif à adresser un appel enflammé aux ouvriers syndiqués de Pologne. Démasquant la bassesse de la politique adoptée par le gouvernement polonais qui remplit les volontés des banquiers et des usuriers français brûlant du désir d'entraîner dans une guerre la pacifique Russie Soviétiste, l'Internationale Syndicale Rouge rappelle aux ouvriers polonais „que cette guerre n'est pas une guerre de nations, mais une guerre de classes, que dans ces batailles sera décidé le sort non seulement de la Révolution prolétarienne russe, mais encore de la classe ouvrière polonaise et de la révolution mondiale en son entier".

L'I. S. R. et l'offensive du Capital Mondial. A l'heure actuelle, il n'y a pas un seul pays au monde il n'y a pas une seule branche d'industrie où, les ouvriers n'aient à lutter contre la tactique offensive de la bourgeoisie. Le Bureau Exécutif a adressé aux ouvriers de tous les pays un appel concernant l'offensive chaque jour plus intense du capital et les dangers que cette offensive présente pour l'émancipation du genre humain. La cause fondamentale des défaites nombreuses essuyées par les ouvriers dans leurs rencontres sanglantes gît dans ce fait qu'ils se laissent battre isolément, sans organiser une défense en commun contre la politique offensive de leurs ennemis. Les partisans de la collaboration de classe, les social-réformistes, tâchent en vain de détourner la bourgeoisie de cette politique qui mène à la violation de la paix sociale. Le Bureau Exécutif souligne la nécessité d'un front ouvrier unique. Les militants révolutionnaires doivent fraternellement tendre la main à tous ceux qui, ayant fait table rase de leurs hésitations et de leurs doutes, ont pris place dans les rangs de l'avant-garde en lutte.

L'I. S. R. et la lutte en Tchéco-Slovaquie. Vu l'approche d'événements décisifs en Tchéco-Slovaquie, le Bureau Exécutif a décidé d'inviter le Parti Com-

muniste Tchéco-Slovaque et les syndicats adhérant l'I. S. R. à organiser une Conférence des syndicats rouges de Tchéco-Slovaquie à laquelle doivent être représentées toutes les nationalités dont se compose cet Etat. Dans son appel du 26 septembre adressé aux ouvriers et employés de Tchéco-Slovaquie, le Bureau Exécutif, envoyant son salut fraternel au prolétariat de Tchéco-Slovaquie, préconise l'unification, en un seul front révolutionnaire unique et invincible, des ouvriers tchèques, allemands et polonais, estimant que la lutte décisive de la classe ouvrière ne pourra en aucune façon être empêchée par „les manigances diplomatiques et les fumisteries social-patriotiques qui sont le fait de la clique dirigeante des social-démocrates".

La question des syndicats norvégiens. Après avoir examiné la décision prise par les dirigeants des syndicats norvégiens pour remettre la question de l'adhésion formelle à l'I. S. R. et de la sortie d'Amsterdam jusqu'à l'année 1923, c'est à dire jusqu'au congrès ordinaire des syndicats norvégiens, le Bureau Exécutif a décidé de soumettre cette question à une discussion commune avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Dans sa lettre aux organisations syndicales norvégiennes, le Bureau Exécutif a souligné qu'un double ressortissement, à Amsterdam et à Moscou, était inadmissible et a exigé la convocation d'urgence du Congrès des syndicats norvégiens.

La persécution des Syndicats en Roumanie. A l'occasion de l'assassinat du secrétaire des syndicats roumains, le cam. Popovitch, le Bureau Exécutif a décidé, dans sa séance du 23 septembre, d'adresser aux ouvriers roumains l'expression de sa chaleureuse sympathie aux efforts qu'ils fournissent pour lutter contre la terreur blanche.

La terreur blanche en Espagne. Le camarade Casanella qui vient d'arriver à Moscou, venant d'Espagne, rapporte des détails affreux concernant les atrocités du gouvernement espagnol qui fait verser chaque jour davantage le sang de la classe ouvrière. Le Bureau Exécutif a chargé le cam. Arlandis d'élaborer le texte d'un appel aux ouvriers espagnols pour témoigner, une fois de plus, de notre sympathie à la lutte héroïque du prolétariat espagnol et des espérances que nous nourrissons de le voir bientôt s'émanciper par la révolution sociale.

La Confédération Générale du Travail Portugaise. En fin septembre est arrivé du Portugal le représentant de la C. G. T., le camarade Caravalhe qui a déclaré que la tactique et les buts de la C. G. T. portugaise sont pleinement conformes aux décisions prises par le Congrès Constitutif des Syndicats Rouges. Le camarade Caravolho a déposé au Bureau Exécutif la déclaration suivante: „Ayant pris connaissance des résolutions adoptées par le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, je déclare que la tactique et les buts, adoptés jusqu'ici par la Confédération Générale du Travail portugaise, sont en entière conformité avec les résolutions du congrès; que, personnellement, je partage le point de vue adopté par le Congrès dans la question concernant les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale et que je tâcherai de faire adopter ce point de vue par l'organisation portugaise; de retour au Portugal, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour faire immédiatement adhérer la C. G. T. portugaise à l'Internationale Syndicale Rouge".

Le mouvement syndical en Orient. L'éveil des peuples d'Orient, les événements révolutionnaires qui se déroulent actuellement aux Indes, et surtout la situation tendue dans laquelle se trouve le prolétariat japonais doivent trouver une image fidèle dans l'activité de l'état major du mouvement syndical mondial qu'est l'I. S. R.

A la séance du 30 août, le cam. Losovsky est chargé d'élaborer le texte d'un appel aux ouvriers hindous.

La profonde crise industrielle a eu une répercussion pénible sur la situation des ouvriers japonais qui traînent une misérable existence caractérisée par la sous-alimentation, l'arbitraire et l'exploitation inhumaine du labeur des femmes et des enfants. Les dernières lois policières du gouvernement de Mikado menaçant d'étouffer le mouvement ouvrier japonais qui n'est encore que fort jeune, ne pourront cependant forcer le prolétariat japonais à entrer dans la voie des conciliations. Le Bureau Exécutif, dans son appel aux ouvriers japonais (cf. „l'I. S. R." № 4)

souligne: „La classe ouvrière japonaise est déjà passée par une période de maladie infantile du collaborationnisme et elle est prête mantenant à lutter contre les puissances ténébreuses du capital, forte de son désir de vaincre ou de mourir. Elle se détourne avec mépris des leaders jadis influents du prolétariat et donne désormais toutes ses sympathies aux chefs révolutionnaires qui préconisent la méthode de l'action directe".

L'I. S. R. et la Conférence du Bureau International du Travail auprès de la Ligue des Nations à Genève. A l'occasion de la Conférence du Bureau International du Travail auprès de la Ligue des Nations, cet office de la bourgeoisie mondiale qui a pour but d'intoxiquer de poison collaborationniste la conscience des ouvriers du monde entier, le Bureau Exécutif a lancé un appel spécial au prolétariat mondial, dans lequel il exige que les ouvriers qui se rendent compte de la puissance de leurs ennemis et de la psychologie traitresse des chefs jaunes, opposent au front mixte des ouvriers et des entrepreneurs leur front unique prolétarien, après avoir chassé d'un balai impitoyables, les „lieutenants du capital".

Le Bureau de l'Europe Centrale de l'Internationale Syndicale et le Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Ayant examiné les événements du mouvement syndical allemand, le Bureau Exécutif, dans sa séance du 10 octobre, a décidé de s'adresser au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste lui demandant d'indiquer par lettre spéciale au Parti Communiste Unifie d'Allemagne la nécessité de concourir par tous les moyens aux travaux de l'Internationale Syndicale. D'un autre côte, le Bureau Exécutif a proposé au Bureau de l'Europe Centrale de l'Internationale Syndicale, dans toutes les questions concernant directement le mouvement syndical allemand, de coordonner son travail avec celui de la Commission Centrale auprès du Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

Une manifestation Internationale du Prolétariat contre la terreur blanche en Yougo-Slavie et en Espagne.

Au cours de sa séance du 10 octobre. le Buréau Exécutif, ayant examiné la question des poursuites inouïes dont est victime le prolétariat d'Espagne et de Yougo-Slavie, a décidé de prendre l'initiative de l'organisation d'une manifestation prolétarienne de toutes les organisations ouvrières internationales existantes, d'entrer dans ce but en pourparlers avec l'Internationale d'Amsterdam et de nommer à cet effet une commission spéciale composée des camarades Rosmer et Nin.

## La correspondance de l'I. S. R.

**Henri Barbusse à A. Losovsky.**

Cher camarade!

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale des Mutilés et Anciens Combattants je vous invite à notre Congrès International qui se tiendra à Vienne du 30 septembre au 2 octobre.

L'Internationale des mutilés et anciens combattants comprend les sections à tendances révolutionnaires des anciens combattants des pays suivants: Allemagne, Amérique, Angleterre, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Italie, Tchéco-Slovaquie et Yougo-Slavie. Elle se propose de rapprocher les revendications des anciens combattants des bnts pour lesquels lutte le prolétariat. Le Congrès doit instituer cette Internationale sur des fondements solides avec l'aide des organisations ouvrières. Votre participation aux travaux de ce Congrès, qui aura à poser les bases d'une unification pratique des efforts des organisations ouvrières et des anciens combattants, serait très nécessaire et utile. Ces deux forces une fois réunies formeront, dans le processus de la révolution qui se lève, une source puissante de propagande et d'organisation révolutionnaire.

Si, toutefois, pour une raison quelconque, vous vous trouveriez dans l'impossibilité d'assister à notre Congrès, nous serions heureux de voir parmi nous vos représentants.

Votre dévoué *Henri Barbusse.*

France, 1921.

**A Henri Barbusse,**

Président du Secrétariat International des victimes de la guerre.

Cher camarade,

J'ai reçu dans les premiers jours d'octobre votre lettre datée du 14 septembre,

au moment même où le Congrès de Vienne siégeait déjà et prenait des décisions sur des questions nous intéressant tous deux. Même dans l'organisation des relations postales, les gouvernements bourgeois de l'Europe ont rejeté l'humanité en arrière. Il y a actuellement en Europe un véritable réseau de fils de fer barbelés de censures spéciales. Ces „sauveurs de la démocratie" protègent surtout la Russie, cherchant à isoler le prolétariat russe de ses frères de classe. La question qui s'est posée à votre Congrès de Vienne s'est également posée au I-er Congrès International des Syndicats Rouges à Moscou (3—19 juillet 1921). Voici la résolution prise sur cette question: „La question des victimes de la guerre fait partie du problème social de l'heure actuelle et ne pourra être résolue définitivement que par la révolution sociale et la dictature du prolétariat. Si les victimes de la guerre ne veulent pas se contenter de l'aumône des capitalistes, mais tendent à la libération effective, leur devoir est de prendre part à la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire".

„Il est nécessaire de reconnaître qu'une des tâches principales des syndicats révolutionnaires dans cette direction est de reveiller la conscience des millions de victimes de la guerre et de les délivrer de l'influence des organisations réformistes des mutilés de la guerre et de la section des mutilés de la guerre auprès du Bureau International de Travail à Genève. Vu ces considérants, le Congrès décide:

1. D'entrer en relations avec l'Union Internationale des mutilés, adoptant le point de vue ci-dessus exposé, et qui s'est donné pour but l'éducation de ses membres dans l'esprit de la lutte de classe contre les capitalistes et contre les guerres dévastatrices inhérentes au régime capitaliste.

2. Les syndicats affiliés à l'Internationale Syndicale Rouge sont prêts à soutenir les organisations des victimes de la guerre dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence dans le cadre du régime capitaliste, mais d'un autre côté les syndicats affiliés à l'I. S. R. attendent de la part des victimes de la guerre, qui n'ont pas perdu entièrement leur capacité de travail et qui travaillent dans les fabriques et les usines, une solidarité entière dans la lutte prochaine pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat".

Comme vous voyez, de la décision de notre Congrès il ressort que nous abordons la question des victimes de la guerre du point de vue de la lutte générale de la classe ouvrière. Victimes de la guerre et victimes du capitalisme — c'est la même chose. Qui veut lutter contre la guerre doit lutter contre le capitalisme et lutter autrement que ne „luttent" certains démagogues éloquents du camp des anciens syndicalistes qui prononcent des discours enflammés dans les commissions de la Société des Nations, et qui cherchent à convaincre la bourgeoisie des avantages du désarmement. Il y a malheureusement beaucoup plus de victimes de la guerre que cela ne paraît de prime abord. Les travailleurs de tous les pays sont en réalité des victimes de la guerre, car ils payent maintenant tous les pots cassés, des fardeaux inouïs se sont appesantis sur leurs épaules, pendant que les requins financiers et industriels qui, pendant la guerre, ont transformé le sang et la chair déchirée des hommes en beaux louis d'or, continuent à se faire des bénéfices en profitant du chômage, de la famine, de la misère et des souffrances des masses laborieuses dépossédées. Et c'est ce qui s'appelle démocratie et civilisation! Nous autres, „barbares russes", nous ne comprenons pas une telle civilisation et ne voulons pas reconnaître dans cette démocratie un idéal de l'humanité souffrante. Non, mille fois non!

Je regrette vivement de n'avoir pu être à Vienne. Il est probable qu'on ne m'y aurait pas laissé venir, car les chastes oreilles des gouvernements bourgeois ne parviennent pas à s'habituer à la „barbare" musique bolchéviste. J'aurais été très heureux de témoigner personnellement des sentiments fraternels qui animent l'Internationale Syndicale Rouge ainsi que les syndicats russes à l'égard des victimes directes de la guerre. De notre côté, nous ferons tout ce qui est dans notre pouvoir pour aider les victimes de la guerre dans la lutte qui ne pourra donner de résultats réels qu'à la condition expresse qu'un front prolétarien unique soit créé, un front où prend-

raient place tous les adversaires décidés du capitalisme.

Sachez que l'Internationale Syndicale Rouge sera toujours avec les victimes du régime capitaliste.

Veuillez agréer, cher camarade, mes salutations fraternelles

Le secrétaire Général de l'Internationale Syndicale Rouge.

*A. Losovsky.*

## Instruction pour l'organisation de la „Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge".

(1 — 8 décembre 1921).

Conformément à la décision du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge en date du 8 août de cette année et à la lettre circulaire du Bureau en date du 10 août 1921, au cours de la semaine du 1 a 8 décembre 1921 sera organisée dans tous les pays une „semaine de l'Interntionale Syndicale Rouge" pour rendre populaires et propager parmi les larges masses du prolétariat mondial les décisions, résolutions et programme d'action établis au premier Congrès International Constitutif des syndicats révolutionnaires.

### I. Organisation.

1. Dans chaque pays est instituée une commission centrale spéciale pour préparer et pour réaliser la „ Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge".

2. La commission se composera des membres du Bureau Exécutif et du Conseil Central de l'Internationale Syndicale Rouge ressortisants au pays donné et de représentants des centrales organisées des minorités syndicales révolutionnaires, des organisations syndicales nationales, affiliées à l'Internationale Syndicale Rouge, des sections locales de la 3-me Internationale, de l'Internationale des femmes et des jeunesses, des organisations des chômeurs et invalides de la guerre et du travail, à raison d'un membre pour chaque organisation.

3. Des commissions semblables seront créées dans tous les centres ouvriers et industriels qui exécutent le programme, tracé par la commission centrale de leur pays.

4. La commission centrale ajourne jusqu'à cette semaine: a) toutes sortes de conférences et de réunions des représentants des organisations d'industrie du pays ou du groupe des pays de son ressort, conférences ou réunions qui auraient pour but le renforcement des comités d'industrie internationaux de propagande; b) les conférences et les réunions des groupements intersyndicaux et des groupes révolutionnaires nationaux et internationaux.

5. L'ordre du jour pour les conférences ci-dessus mentionnées devra être fixé par la commission centrale de chaque pays séparément pour chaque conférence d'industrie ou intersyndicale en prenant en considération l'influence dont jouit l'Internationale Syndicale Rouge dans l'organisation initiatrice de la conférence, l'importance et la force des noyaux révolutionaires dans l'industrie ou localité données, etc.

6. Ajourner jusqu'à cette semaine la formation des fonds: a) de la solidarité internationale; b)des secours aux chômeurs; c) de grève; d) des fonds spéciaux de combat pour la régularisation et la gestion des entreprises dont les ouvriers se sont emparés pendant les lockouts, etc.

### II. Agitation et propagande.

1. Organiser dans toutes les villes, dans tous les centres ouvriers et industriels, des réunions et des meetings monstres en attirant les chômeurs et les victimes de la guerre à l'organisation et à la participation à ces réunions. Les thèmes pour les rapports à ces réunions doivent être appropriés aux questions touchant de près les masses. par exemple: 1) la crise économique actuelle: le chômage, l'offensive du capital, l'augmentation du coût de la vie, la répartition des matières premières et des denrées; 2) La paix de Versailles: la Société des Nations; l'augmentation des armements; les tendances impérialistes des Etats de l'Entente; le pillage organisé de l'Europe Centrale; le mouvement ouvrier avant, pendant et après la guerre; 3) la collaboration de classe: le Bureau du Travail après de la Société des Nations; les syndicats chrétiens; l'Internationale Syndicale d'Amsterdam.

2. Organiser des soirées spéciales auxquelles seront faits des rapports sur l'histoire de la lutte de la classe ouvrière de tous les peuples à travers l'histoire, comme par exemple: l'histoire de la classe ouvrière; le chartisme; l'histoire de Chicago; les journées de juillet 1848; la Commune de Paris; la première révolution russe; le 9 janvier; les exécutions de la Léna; le Coup d'Etat d'octobre 1917 en Russie; la lutte des mineurs anglais; la Russie Soviétiste; l'I. S R. etc.

3. Publier spécialement des journaux, des brochures, des proclamations etc. et les répandre parmi les ouvriers aussi largement que possible.

4. Organiser des expositions, des séances cinématographiques; répandre les photographies des principaux militants des syndicats révolutionnaires et les reproductions des épisodes éclatants de l'histoire du mouvement ouvrier.

5. Répandre les placards, les décorations, organiser des excursions, des spectacles, etc.

Le mot d'ordre général dans la „Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge" doit être:

„Front révolutionnaire unique contre l'offensive du capital".

## Convocation à la 2-me Session du Conseil de l'I. S. R.

Le Bureau Exécutif convoque le Conseil Central pour le 25 Janvier 1922. Conformément au § 5 des statuts, la composition du Conseil Central est la suivante:

L'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, la France envoient chacune deux représentants. La Russie en envoie quatre. Tous les autres pays ayant un nombre de membres d'au moins 25.000 ont droit à un représentant avec voix délibérative, et ceux en ayant moins de 25.000 ont droit à I représentant avec voix consultative.

Les organisations internationales de métier et d'industrie envoient au Conseil Central chacune I représentant avec voix consultative.

La session du Conseil Central se tiendra à Moscou, dans la Maison de l'Internationale Syndicale Rouge.

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. Ц. Вх. 249. Imprimérie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Bulletin du Bureau Exécutif.

№ 7 Moscou 29 Octobre 1921.

## Quatre années.

Si peu de jours vécus
Et tant d'événements!

Il y a quatre ans que le prolétariat russe a attenté aux fondements séculaires de la société capitaliste. Pour la première fois, après la Grande Révolution Française qui avait proclamé: „la propriété est sacrée et inviolable", éclata une révolution qui lança ce mot d'ordre nouveau: „La propriété n'est ni sacrée, ni inviolable". C'est cela qui constitue l'essence de la Grande Révolution d'Octobre. Elle a remplacé une classe par une autre; elle a balayé les hoberaux; elle a écarté la bourgeoisie financière et industrielle, elle a placé à la tête du pouvoir, au lieu des riches, les dépossédés d'antan et leurs organisations.

Quelle est la signification historique de la Révolution d'Octobre? Où gît la source de sa puissance? Comment se fait il que depuis quatre ans déjà elle éclaire d'une flamme éclatante les recoins les plus ténébreux du monde capitaliste et colonial? C'est qu'elle a lancé dans l'Univers non pas un verbe nouveau, mais une œuvre nouvelle, un fait nouveau, c'est qu'elle a transporté le socialisme du domaine des transcendances théoriques dans celui de la terre contingente.

Ces années de lutte passent devant nous comme sur un écran. Contre-révolution intérieure... Kornilof, Kalédine, Bogaïevsky, Koltchak, Dénikine, Doutof, Semenof, Wrangel, les Tchécoslovaques, et d'autres... Les mois, les années se succèdent, et toujours se poursuit cette lutte inouïe du vieux monde cramponné à ses privilèges contre la classe nouvelle, la classe géante. Des centaines de milliers de prolétaires héroïques ont péri de la mort des braves. Les colonnes, les détachements se succédaient les uns aux autres, se dirigeant sur tous les fronts, repoussant les attaques de la contre-révolution intérieure et extérieure. Les impérialistes de l'Europe et de l'Amérique ont nourri la contre-révolution russe. C'est là que réside son moteur essentiel. L'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie, la Pologne, la France, l'Angleterre, l'Amérique, le Japon, les uns après les autres, par groupes, entraient en lice contre le „monstre soviétiste". Les anneaux d'acier du blocus enserraient la poitrine du grand pays. Tous les débouchés de la circulation étaient fermés. De longues années durant le prolétariat russe fut coupé des autres pays. Le monde capitaliste avait organisé une stricte quarantaine pour prémunir ses prolétaires de la contamination russe. Les classes dominantes de tous les pays nous déclarèrent la guerre sainte. Ils voulaient étrangler la Révolution Russe, ils voulaient instaurer le règne des généraux tzaristes pour écraser, plus tard, à l'aide des baïonnettes russes, l'insurrection des pro-

létaires de leurs pays. Ils voulaient étrangler le prolétariat russe pour se faire rembourser en monnaie trébouchante les milliards empruntés par les tzars aux usuriers de tous les pays. Le blocus, pas plus que l'intervention militaire directe, ni la contre-révolution intérieure, n'ont eu raison de l'élan révolutionnaire qui emportait les masses des travailleurs. Tous les obstacles tombent, les traditions séculaires s'écroulent, la Révolution avance dans sa marche ascendante. Elle a délivré les peuples opprimés: les voilà devenus citoyens égaux en droits de la République Unique du Travail. La femme est désormais émancipée, elle n'est plus l'humble „citoyenne de deuxième catégorie". Rien ne résiste à la Révolution d'Octobre, car elle a délivré la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. Notre théorie se trouve confirmée par les faits: l'oppression nationale et l'asservissement de la femme résultent de la structure de classe de la société.

La Révolution d'Octobre a ouvert aux travailleurs de tous les pays des horizons nouveaux. Le socialisme n'est plus seulement un rêve accessible aux générations à venir, il s'est dressé dans toute sa complexité comme la tâche pratique du jour. La révolution n'admet pas d'hésitation, pas de demi-mesures, surtout quand c'est une révolution plébeienne. Sa marche conséquente et implacable a secoué les travailleurs de tous les pays, ils ont dû méditer la grande tâche du socialisme. L'ouvrier du lointain Mexique, le coolie chinois, le rikcha du Japon, le chargeur de Marseille, de Liverpool et de Hambourg, tous contemplent, pénétrés d'étonnement et de sympathie, cette redoutable Révolution Russe, qui leur est si proche par son essence sociale. Leur instinct de classe, leur intuition intime les pousse vers elle. Ils vont à elle malgré toutes les épreuves subies par elle, malgré ses grandes souffrances, la famine, sa misère. Ils voient en elle l'expression de leurs aspirations conscientes et subconscientes. Ils savent désormais qu'il est un pays où l'exploiteur ne domine pas, la bourgeoisie est écartée du pouvoir, les usines, les fabriques, la terre, tout appartient au Travail. Ils le savent, et cela leur suffit.

Qu'importe que la presse jaune, que la presse „socialiste" écume de rage, dans ses attaques contre la Russie des Soviéts. Nos ennemis éclaboussent le prolétariat russe et ses grandes souffrances. Ils accueillent de huées et de ricanements toutes les erreurs, toutes les défaites des prolétaires russes. Qu'importe. Le prolétaire opprimé et misérable tend ses bras vers la Russie Soviétiste, car il sait que là bas s'accomplit le grand œuvre prolétarien, que là bas triomphe sa cause.

Quatre ans.... Ils sont gravés en caractères flamboyants dans les annales du mouvement ouvrier mondial. Voie difficile, voie douloureuse. Difficile, parce qu'aujourd'hui encore le prolétariat russe est seul. Depuis quatre ans déjà il occupe les postes avancés de la lutte révolutionnaire, et la relève ne vient pas. Ses détachements tombent les uns après les autres; c'est le prolétariat russe encore qui remplace les morts. Comment se fait-il donc que la Russie Soviétiste puisse tenir si longtemps malgré les attaques de la contre-révolution russe et internationale? Elle résiste à toutes les attaques parce que ses soviéts, syndicats et le Parti Communiste forment un seul bloc d'acier; parce que l'esprit communiste anime tous ses organes ouvriers: parce qu'une seule et même volonté communiste imprègne toutes les cellules de son organisme syndical; parce que la diclature du prolétariat s'appuie directement sur les syndicats ouvriers qui groupent des millions de prolétaires. Le pouvoir prolétarien repose sur ses organisations. Seule, cette unité de volonté et d'action explique l'existence de la Russie Soviétiste.

Quelle est l'œuvre de la Révolution d'Octobre? Elle a détruit radicalement le vieux monde féodal et frayé le chemin du monde nouveau; elle a montré que la bourgeoisie n'est pas invincible; elle a placé à la tête du pouvoir une classe qui, jamais encore, au cours de l'histoire de l'humanité, n'a dominé; elle est entrée en lutte contre le monde bourgeois; par ses actes elle a prouvé qu'elle a droit à l'existence. Il n'est pas, dans le monde, une seule organisation bourgeoise ou ouvrière, qui n'ait une attitude bien déterminée à l'égard de le Russie Soviétiste. On aime la Révolution d'Octobre, on la hait, nul ne reste indifférent à son aspect. „Pour ou contre la Russie", c'est là que passe la ligne du partage des

caux. La lutte entre socialistes réformistes et révolutionnaires se déroule dans cette voie. Pour la Russie Soviétiste, c'est à dire pour la renversement de la bourgeoisie, pour l'instauration de la dictature prolétrienne. Contre la Russie Soviétiste, c'est à dire pour l'entente avec la bourgeoisie, pour la consolidation de son pouvoir.

Bien des choses restent à parfaire. Nous ne faisons qu'aborder certaines tâches. Des obstacles immenses se dressent devant nous, car nous sommes les pionniers qui se frayent une voie nouvelle dans un pays arriéré. La grosse industrie, cette base du socialisme, se rétablit laborieusement. La lente progression du mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale force le prolétariat russe à mettre un frein à sa marche en avant, à laisser un certain développement aux tendances petites-bourgeoises de la classe paysanne, à accorder des concessions industrielles, à céder parfois devant le monde bourgeois qui, à la veille de sa chute, est encore puissant.

Mais n'importe! Un bref regard en arrière, une revue rapide de ces 4 années, si courtes et si longues à la fois en égard à la lutte et aux souffrances, nous donnent le droit de dire à nos ennemis: „Vous pouvez aboyer après la Révolution Russe et calomnier son héroïque prolétariat, vous êtes impuissants à arracher de l'histoire de l'humanité les pages qu'y ont inscrites de leur sang les ouvriers russes. Vous ne pourrez pas effacer de l'histoire du socialisme international l'œuvre de la Révolution d'Octobre: l'existence même de la Russie des Soviets n'est elle pas un fait socialiste? A la question de nos ennemis: „Dites nous l'œuvre de la Russie Soviétiste!“ elle pourra répondre fièrement: „J'ai existé quatre ans“.

*A. Losovsky.*

Moscou, le 20 octobre 1921.

---

# L'ère nouvelle.

Il y a plus d'un an que Moscou a lancé au monde ouvrier le mot d'ordre de la création d'une organisation révolutionnaire internationale devant faire contrepoids à l'organisation réformiste d'Amsterdam. Cet appel fut répété et eut une répercussion chaleureuse parmi les masses, car c'était là le rêve depuis longtemps caressé par des millions d'ouvriers: se forger une arme sûre de lutte libératrice. Le prolétariat mondial s'empressa de réaliser ce rêve dans la pratique, et lorsque pour la seconde fois se fit entendre le cri d'appel émanant de Moscou, c'est avec joie que les prolétaires de tous les pays élurent leurs représentants au Premier Congrès International des Syndicats Rouges. Les larges masses, en effet, instruites par les multiples désillusions que leur avaient fournies les trahisons de leurs chefs et les promesses non remplies des classes dirigeantes, ont compris qu'il leur fallait travailler de leurs propres mains à s'affranchir de l'exploitation séculaire, que la phraséologie pseudo-révolutionnaire sous le couvert de laquelle se cachent l'inaction, l'esprit de conciliation et la crainte des actions décisives, que cette phraséologie était mortelle pour la cause ouvrière. C'est ce qui explique pourquoi le prolétariat bouillant de la plus équitable indignation contre les vieux chefs qui ont trompé sa confiance, a répondu avec enthousiasme à l'appel de Moscou la Rouge.

La journée du 3 juillet 1921 entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme le début d'une ère nouvelle dans la lutte finale. Ce jour-là, sous l'égide de la Russie Soviètiste, se sont réunis les dépositaires de la pensée révolutionnaire mondiale, les représentants de la classe ouvrière organisée.

Ceux de nous qui ont eu le bonheur de participer aux travaux du Premier Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, ceux de nous qui avaient besoin de se raffermir dans leurs idées et dans leurs sentiments révolutionnaires, de mettre à l'épreuve la fermeté et la profondeur de leurs convictions, ont reçu ce soutien moral dans une mesure plus grande qu'ils n'auraient pu s'y attendre. Le verbe chaleureux des camarades syndicalistes, la

ligne fermement tracée et conséquemment révolutionnaire des communistes, les points de vue non moins sincères que solidement étayés des trade-unionistes, heurtaient en une lutte exaltée. Il sembla plus d'une fois que les débats allaient amener une issue tragique, une scission dont les conséquences auraient été fatales pour tous et qui aurait entraîné dans l'abîme toutes nos espérances. Cela n'eut pas lieu, car au-dessus de toutes les tendances, au-dessus de toutes les nuances d'opinions, régnaient le flair révolutionnaire, qui dirigeait tout le Congrès, et le dévouement à la révolution prolétarienne. Les intérêts particuliers furent subordonnés à ceux de la cause commune.

Tous les délégués sans exception étaient animés d'un seul et même désir: celui de forger une arme pour l'affranchissement complet et définitif du prolétariat mondial.

Ce n'est pas pour rien que s'étaient rendus en Russie les vétérans de multiples batailles livrées à la bourgeoisie. Ils avaient traversé tous les obstacles, toutes les lignes de fils de fer barbelés dressées par la gendarmerie bourgeoise; sur le sol de la patrie prolétarienne, ces ennemis irréductibles du capital, venus des cinq parties du monde, se sont donné la la main et ont uni leurs actions en une seule et même action contre la bourgeoisie mondiale.

Toutes les seize journées que durèrent àes travaux du Congrès furent consacrées r l'examen de ce problème: comment penverser de son piédestal le régime capitaliste et ériger à sa place une société nouvelle, prolétarienne et libre. Les 320 délégués représentant 41 pays, nonobstant les différences d'idées, les particularités ethnographiques et enfin la diversité des langues, exprimaient cependant une seule et même pensée: la nécessité de la fusion de toutes les forces prolétariennes en un même bloc pour une offensive organisée contre la bourgeoisie.

Tandis que les organisations jaunes d'Amsterdam proclamaient à la face du monde la théorie de la collaboration des exploités avec les exploiteurs, l'Internationale Syndicale Rouge a gravé sur son étendard: „Ne signe pas la paix! Lutte jusqu'à la victoire finale, jusqu'au renversement définitif du régime capitaliste!"

A l'heure présente, nos perspectives sont des plus radieuses. Les forces de notre nouvelle organisation égalent déjà les 2/5 des ouvriers organisés du monde Ceux qui restent viendront ils à nous? Sans hésiter nous déclarons: „Oui, ils viendront". L'influence des Thomas, des Henderson, des Jouhaux, des Gompers et des Iglesias de tous les pays diminue ou disparaît entièrement. Une amère expérience a démontré aux ouvriers que ces messieurs n'étaient que des traîtres à la classe prolétarienne, des âmes vénales. Nous avons foi en l'instinct des masses ouvrières: il leur dira qu'elles doivent au plus vite adhérer à l'I. S. R., grossir ses rangs.

Oui, j'ai foi en la puissance spirituelle, en l'instinct révolutionnaire des masses ouvrières: ils ne sauraient les tromper. Aussi dis-je avec assurance: „Nous nous attendons à ce que le prochain congrès de l'I. S. R. soit convoqué à Berlin, à Londres ou à Paris où les ouvriers seront alors les maîtres, comme ils le sont actuellement en Russie".

Le 3 juillet 1921 restera une date lumineuse dans l'histoire de l'affranchissement du prolétariat. Elle marque le début de l'ère nouvelle.

*M. Ramirez,*

Délégué de la Conféderation Générale du Travail Mexicaine.

---

## La semaine du „contrôle ouvrier" en Belgique.

La commission centrale d'éducation ouvrière auprès du Parti Ouvrier Belge a organisé au début de septembre une semaine dite „semaine syndicale". L'objet des discussions au cours de cette semaine était le contrôle ouvrier. La presse réformiste de toutes les nuances, aussi bien socialiste que syndicale, a consacré une grande attention à cette œuvre nouvelle du parti belge, cet enfant chéri de la II-me Internationale.

On n'a pas ménagé les louanges à l'idée même des semaines de propagande, au choix des sujets et au talent des conférenciers.

Il faut dire que l'idée des semaines de

propagande vient de la Russie Soviétiste où des „semaines“ furent organisées à plusieurs reprises pour propager parmi les masses les principes correspondants aux nécessités du moment.

La semaine belge ne diffère de la pratique russe qu'en ceci: alors qu'en Russie Soviétiste on s'efforce de faire participer à ces semaines les masses les plus larges, en Belgique on s'est contenté de faire un cours systématique de conférences auxquelles assistèrent 300 délégués des organisations ouvrières.

Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que l'idée de cette forme de propagande mérite l'attention et que le choix des sujets avait été fait judicieusement. Car il serait difficile de trouver un autre sujet d'éducation syndicale aussi important et aussi peu étudié que le contrôle ouvrier.

Voyons maintenant comment ce sujet a été utilisé, quelle nourriture spirituelle a été servie par les chefs du parti belge et des organisations ouvrières affiliées aux militants du mouvement syndical venus de tous les coins de la Belgique.

Qu'est-ce que le „contrôle ouvrier“? C'est par une tentative de répondre à cette question que de-Man a ouvert la „semaine du contrôle ouvrier“. Il débuta par cette fière déclaration que le „contrôle ouvrier“ ne signifie pas seulement le droit de se renseigner sur la gestion de l'entreprise, c'est une institution destinée à réaliser la démocratie industrielle: c.-à-d. l'administration par le patron de son entreprise d'accord avec les administrés“.

Jusqu'à présent les capitalistes étaient les maîtres absolus de leurs entreprises („charbonnier est maître dans sa maison“) en s'appuyant sur le droit sacré de la propriété. Et c'est pour cela que les ouvriers niaient le droit de propriété sur les moyens de production et proclamaient le mot d'ordre révolutionnaire de la destruction de la propriété privée et du salariat. A l'absolutisme capitaliste ils opposaient la démocratie ouvrière. Les héros belges de la II-me Internationale s'extasient d'avoir trouvé un moyen nouveau de trancher la question: ni absolutisme, ni république!

Vive la monarchie constitutionnelle dans les usines!

Cette façon „monarchie constitutionnelle“ d'aborder les questions de lutte de classe, de démocratie industruelle, tout en demeurant sur le terrain du système capitaliste de la production, s'accorde parfaitement avec la ligne de conduite générale de la II-me Internationale et d'Amsterdam: pas d'ébranlements révolutionnaires, „sans verser de sang“, tout doucement entrer dans le règne lumineux du socialisme.

Voyons donc quels sont les „droits constitutionnels“ attribués au prolétariat par le contrôle ouvrier à la manière des piteux socialistes de Belgique. En étudiant attentivement les comptes-rendus de la „semaine“ publié dans les journaux belges et français, on ne trouve dans toutes les définitions formulées par les conférenciers rien autre que le droit des délégués ouvriers à veiller à la stricte observation des contrats. Il faut dire que ce droit a une valeur réelle pour les ouvriers à condition de l'utiliser pour des fins de lutte de classe, pour la défense quotidienne des intérêts ouvriers menacés par la rapacité patronale, car les patrons sont enclins à traiter les contrats en chiffons de papier toutes les fois que cela correspond à leurs intérêts. Ce droit de surveiller l'application des contrats ouvriers, ne constitue pas, évidemment, le contrôle ouvrier dans le sens large attribué à ce mot par les défenseurs révolutionnaires de cette institution, mais il est important en sa qualité de point d'appui, de position de combat qui rendra plus aisée aux ouvriers l'assaut futur de la citadelle capitaliste.

Or, précisément, ce côté de la question intéresse le moins les „champions“ belges de la lutte pour le contrôle ouvrier (On ne peut s'empêcher de mettre les guillemets en disant „champions“ lorsque ce mot s'applique à M. Vauters, Ministre du Travail dans le cabinet bourgeois belge, sans parler des autres „ministres sans portefeuille“, ses collègues).

Il est vrai qu'ils ne se bornent pas, eux non plus, à reconnaître le droit formel à la surveillance de l'application des contrats. Ils cherchent autre chose, ils cherchent la grandeur morale de la classe ouvrière. Mais la morale de la II-me Internationale ne gît pas dans les basses sphères de la lutte de classe, ... d'ailleurs on a pris soin de nous avertir qu'il ne s'agissait que de „démocratie industrielle“.

Mais il faut céder la parole aux conférenciers belges.

Monsieur de Brouckère, parlant des „Conseils d'entreprise" en Allemagne, souligne leur droit de „collaborer" à l'organisation technique de l'usine. „C'est là, dit dit-il, un avantage appréciable, il permet aux ouvriers de s'occuper des intérêts généraux qui sont aussi leurs propres intérêts". C'est un avantage en effet, mais pour qui: pour les capitalistes ou pour les ouvriers? De-Brouckère ne le dit pas, et c'est fort dommage.

Par contre de-Man en parle avec abondance. Il est efforcé de montrer que le contrôle ouvrier „est le meilleur moyen de donner à l'ouvrier le goût du travail et de relèver le rendement de ce travail". Quand on songe à ce détail que tous les avantages de l'augmentation du rendement du travail écherront dans les entreprises privées au patron, il devient évident que le „contrôle ouvrier", dans ces conditions, est un trésor pour les capitalistes.

N'ayons garde, toutefois, d'interrompre M. de-Man. *)

„Les patrons se plaignent souvent de la paresse de l'ouvrier, mais il faut bien comprendre que contrairement à ce qui avait lieu pour l'artisan du moyen-âge, qui fabriquait son produit à l'état fini, l'ouvrier contemporain ne possède pas la joie de la création. Etant donné l'organisation contemporaine de la production il ne peut plus faire usage de ses plus hautes aptitudes morales et intellectuelles; il ne comprend plus la signification de son travail et finit par éprouver à son égard une sorte de répulsion. Les moyens palliatifs préconisés ordinairement: éducation ouvrière, confort des logements ouvriers, etc. n'ont qu'une valeur négative: plus la vie de l'ouvrier en dehors de l'usine sera agréable, et moins il sera disposé à s'acheminer vers cette usine. Au contraire, le contrôle ouvrier éveillera ses facultés de jugement; il peut s'intéresser à la production, recommander les perfectionnements techniques qui lui paraissent utiles en ayant la certitude qu'il sera tenu compte de ses observations et que le rendement se relèvera réellement".

Reconnaissons-le: M. de-Man a l'esprit inventif. Jusqu'à présent les patrons soucieux d'augmenter le rendement du travail n'ont rien su imaginer de mieux que la participation aux bénéfices (abstraction faite des mesures coercitives ou techniques). Or, voici que M. de-Man a inventé un moyen pour ainsi dire gratuit de forcer l'ouvrier de peiner à la sueur de son front pour le plus grand profit de son maître: il suffit de donner à l'ouvrier le droit de faire ses observations d'ordre technique et lui donner l'assurance qu'on se conformera à ces observations.

Nous voyons ici en quoi diffère le „socialiste" de-Man du vulgaire bourgeois. Aux yeux de ce dernier l'ouvrier est une bête brute et paresseuse que seul l'intérêt peut faire agir; pour M. de-Man l'ouvrier est un idéaliste animé de l'enthousiasme du travail. Que le patron accorde cette concession à son amour propre, qu'il lui fasse la grâce d'entendre ses conseils et (bonheur suprême!) d'en profiter, quand ils sont avantageux pour sa bourse: l'ouvrier, repoussant tous les préjugés de classe, se livrera chaleureusement au labeur „au nom des intérêts généraux".

M. de-Man est un poète du travail: La transition n'est pas aisée de ses débordements lyriques au discours strictement sérieux de M. Vauters. Mais le poste éminent occupé par ce dernier — M. Vauters est, on le sait, Ministre du Travail — nous incline à prêter une oreille particulièrement attentive à ses paroles, d'autant plus que M. Vauters est tout à fait digne d'occuper sa place, le lecteur s'en convaincra tout de suite. Il remplit brillament son emploi. Or l'emploi d'un ministre „socialiste" au sein d'un gouvernement bourgeois est un emploi bien determiné: il s'agit de savoir exposer toutes les questions, dans ses discours, dans ses rapports et mémoires annexes aux projets de loi, sous l'aspect socialiste le plus large tout en les résolvant pratiquement d'une manière... différente (soyons polis) de celle préconisée dans le préambule socialiste.

M. Vauters traite la question largement, beaucoup plus largement que ne le font M. M. de Brouckére et de—Man.

*) Toutes nos citations sont prises soit dans „l'Information Sociale" du 18—22 septembre, soit dans „l'Information Quotidienne" du B. I. T. du 25 septembre. Ces deux organes ne sont pas suspects de falsification des idées émises par les orateurs.

Alors que ces derniers ne voient dans le contrôle ouvrier que le moyen de surveiller l'exécution des contrats, M. Vauters passe en revue la pratique existante du contrôle, relève avec satisfaction des fonctions appropriées aux délégués ouvriers telles que la participation à la fixation des prix, au contrôle de l'application de la journée de 8 heures. Il ne stipule pas précisément qu'il a l'intention de faire aboutir immédiatement ces droits par la voie législative, mais en principe il pense qu'on arrivera bien un jour au „contrôle général et permanent des ouvriers sur les conditions du travail dans toutes les branches d'industrie". En principe, qu'on se le dise. En attendant M. Vauters veille à donner force de loi aux décisions des commissions paritaires, ce qui renforcera leur poids moral. Naturellement, ces commissions paritaires ne se feront pas faute de se conformer strictement à l'index des prix sur les objets de première nécessité pour parer à l'éventualité déplorable de voir l'ouvrier dépasser son minimum d'existence. Mais il y a un „cheveu": il y a parmi les ouvriers belges pas mal d'éléments „inconscients" qui apprécient peu la portée morale des ententes amiables réalisées par les commissions paritaires. Ces éléments, poussés par les „démagogues" communistes, se plaignent avec une insistance désagréable, disant que les commissions paritaires au sein desquelles les fonctionnaires syndicaux défendent avec tant d'habileté les intérêts ouvriers, que ces commissions enchaînent l'initiative révolutionnaire, que loin d'aider les ouvriers, elles les empêchent de défendre leurs intérêts de classe. Nous avons bien peur que les ouvriers belges, influencés par ces démagogues, ne seront pas unanimes à adresser des remercîments à Monsieur le Ministre pour sa „légalisation" des décisions des commissions paritaires.

Et voilà qu'imperceptiblement nous sommes arrivés au terme de la question. Le lecteur s'attendait peut-être à trouver quelque chose de plus: le contrôle sur la question financière des entreprises, des droits solidement établis des ouvriers dans le domaine de l'embauchage et du débauchage, le contrôle économique général sur la production, les moyens de lutte permettant de passer du contrôle ouvrier à la question ouvrière, etc.; mais nous sommes bien obligés de décevoir son l'attente. Les rapports théoriques sur le contrôle ne disent mot de toutes ces questions. Il en est fait mention dans certains rapports relatifs à l'application pratique du contrôle ouvrier en Belgique et dans certains autres pays. Mais ces questions n'ont pas été éclairées théoriquement par les conférenciers réformistes belges.

Le cadre de notre étude ne nous permet pas de nous arrêter sur les détails de l'application pratique du contrôle ouvrier dans différents pays, notamment en Belgique.

Nous nous permettons, en revenche, d'opposer au point de vue développé au cours de la semaine syndicale belge celui des masses ouvrières qui ont lutté pour le contrôle ouvrier et des militants qui ont mis en avant l'idée même du contrôle ouvrier.

Elle naquit dans le creuset de la révolution, en Russie, à l'époque de Kérensky, alors que la classe ouvrière, libérée des chaînes du tsarisme, n'avait pas encore atteint au degré d'organisation de ses forces propre à lui permettre de s'emparer du pouvoir. C'est à ce moment que les bolcheviks avaient lancé dans les masses l'idée du contrôle ouvrier. Les masses saisirent cette idée et la réalisèrent. Mais elles voyaient dans cette idée non pas seulement la surveillance de l'exécution des contrats conclus ou de lois ouvrières. Elles voulurent prendre possession de tout le processus de la production contemporaine, voir ses ressorts intérieurs, toutes les vis du mécanisme industriel. Quand les patrons fermaient leurs entreprises ou arrêtaient la production, les ouvriers voyaient dans le contrôle ouvrier le moyen de vérifier l'exactitude des faits allégués par les patrons à l'appui de leur acte, ils tâchaient de ne pas se borner à la simple constatation de ces faits, mais de forcer les patrons d'agir dans le sens des exigences ouvrières. Lorsque le gouvernement de Kérensky s'était efforcé pour des raisons d'ordre soi-disant économique d'évacuer les éléments révolutionnaires de Pétrograd en transportant en province toute une série d'entreprises, les prolétaires de Pétrograd virent dans le contrôle ouvrier le moyen de dévoiler les des-

sous politiques de cette évacuation „économique“ de la capitale.

Bien plus. La masse ouvrière, soumise pendant de longues années à la discipline patronale, conduite par la violence tantôt à la guerre, tantôt à la fabrique, tantôt à la campagne, obéissant toujours passivement à une volonté étrangère, cette masse ouvrière voulut, à ce moment révolutionnaire, lorsque tombaient toutes les vieilles idoles, se sentir maîtresse de son sort et diriger la vie politique, aussi bien que la vie économique, à son gré. Elle voyait dans le „contrôle ouvrier“ une école pour sa future gestion de l'industrie; elle n'attendait pas la réalisation de cette gestion de la bonne volonté des ministres et de Messieurs les capitalistes, elle poursuivait cette réalisation au moyen de la lutte révolutionnaire.

L'exemple des prolétaires russes entraîna la classe ouvrière de toute l'Europe. Un an après la Révolution Russe les ouvriers allemands détrônaient Guillaume et faisaient la paix. Tout comme en Russie, ils ne se contentèrent pas de proclamer la République. Leur but était de s'emparer de l'industrie. Ils révoquaient les directeurs des usines ou les soumettaient au contrôle des conseils ouvriers. Le contrôle ouvrier était la devise favorite de la grève des mineurs et du congrès de Nurenberg. Ce sont messieurs les social-patriotes qui ont saboté l'envergure du mouvement en accordant aux ouvriers, pour les apaiser, ce succédané de contrôle ouvrier qu'on appelle „conseils d'entreprise“. M. de Brouckère trouve, nous l'avons vu, de grands avantages dans la loi allemande sur les „conseils d'entreprise“, mais le délégué allemand à la „semaine syndicale“, M. Sassenbach, a bien dû reconnaître que cette loi „ne tient aucun compte de certains désirs des ouvriers, qu'elle est loin de provoquer l'enthousiasme des ouvriers“.

Les faits sont là qui montrent que le contrôle complet ne peut être réalisé par les ouvriers qu'à la suite de leur victoire. Au cours de l'acheminement vers cette victoire l'idée du contrôle ouvrier et sa réalisation partielle peut avoir une grande importance révolutionnaire.

Le troisième pays où le mouvement révolutionnaire a mis en avant l'idée du contrôle, est l'Italie. Les métallurgistes italiens ripostèrent au lock-out organisé par le Patronat en procédant à l'occupation des usines. Le spectre rouge se levait sur l'Italie. Mais là encore le mouvement fut saboté par les collaborationnistes. Le gouvernement apeuré promit de déposer un projet de loi sur le contrôle ouvrier et la bureaucratie syndicale se tint pour satisfaite. Mais, ayant saboté la révolution, ces messieurs avaient de ce fait même miné le contrôle ouvrier. Il n'y a rien de fait en Italie, encore aujourd'hui, en fait de contrôle ouvrier, rien que le projet de loi du gouvernement.

Toutes les fois qu'on pose la question du contrôle ouvrier sans tenir compte de ses prémisses révolutionnaires, on fait montre d'une incapacité complète de comprendre l'essence de la lutte de classe et les véritables aspirations du prolétariat. Faire de la propagande en faveur du contrôle ouvrier à la manière des Vauters et des de-Man, cela revient à obscurcir la conscience de classe des masses ouvrières et non à les instruire. Et toute cette „œuvre“ a une signification sinon considérable, du moins nettement contre-révolutionnaire.

---

# Mouvement Ouvrier International.

## *Allemagne.*

### Les ouvriers mettent la main sur les fabriques de l'industrie chimique.

La terrible catastrophe, survenue le 21 septembre à Oppau dans les fabriques de couleurs à base d'aniline et dont plus de 600 ouvriers sont tombés victimes, a provoqué une grande agitation parmi tout le prolétariat peinant dans l'industrie chimique de l'Allemagne. Cette catastrophe a coïncidé avec les pourparlers concernant les nouveaux tarifs, engagés dans les fabriques de couleur de Höchst, Griesheim, Kelsterbach entre la Direction et les ouvriers. Le 21 septembre ces pourparlers se trouvèrent subitement interrompus par suite de ces mots, prononcés par le représentant de la fabrique de

Höchst: „Ce n'est pas la peine d'en parler! Un nombre plus grand encore d'ouvriers auraient pu sauter, qu'importe!" („Proletarier" № 41, du 8 octobre.) Cette parole produisit sur les ouvriers une impression saisissante. Ils abandonnèrent immédiatement le travail en exigeant le renvoi de cet employé. La Direction fit répondre qu'il avait été déjà congédié. Mais les ouvriers eurent tôt fait d'apprendre qu'il n'en était rien: il avait été simplement déplacé et travaillait dans une autre entreprise de la Société. Peu après cet incident les ouvriers organisèrent un Comité où les communistes entrèrent en grand nombre. Ce Comité s'adressa à la Direction en lui demandant compte des 12 millions de marks portés dans le budget de l'entreprise comme devant être distribués en secours aux ouvriers. Ils exigèrent en outre, en égard à la cherté de vie considérablement aggravée, un subside tiré de ce fonds: 1200 marks pour chaque père de famille, 500 marks pour chaque ouvrier célibataire, et 150 marks en sus pour chaque enfant. La Direction commença par accéder à cette demande. Mais le même jour, elle convoqua une réunion des ouvriers de l'entreprise, où il fut déclaré que la demande en question ne pouvait être satisfaite, que cette concession avait été extorquée par la violence à l'un des membres de la Direction. Et un lock-out suivit de près cette déclaration (Freiheit № 453, 28 septembre 1921). Les ouvriers ripostèrent en cherchant à s'emparer de l'entreprise. L'entrée de la fabrique fut interdite à quiconque ne pouvait présenter un laissez-passer délivré par le Comité. Les ouvriers de 2 autres fabriques suivirent cet exemple.

La presse bourgeoise profita de l'occasion pour se livrer à de nouvelles et furieuses attaques contre les communistes. Mais elle le fit avec plus d'habilité que par le passé. C'est qu'elle a beaucoup appris et sait bien l'importance qu'il y a à ne pas paraître démasquée aux yeux des ouvriers. Elle déclare que le plus révoltant de l'affaire n'est pas le fait même de l'occupation des fabriques, non! Mais ces entreprises ont été occupées sans le consentement des conseils d'entreprise et du syndicat. C'est ainsi que nous lisons dans la „Vossische Zeitung" du 27 septembre № 454: „Il existe une opinion bien fondée selon laquelle les éléments communistes qui mènent toute cette affaire, cèderont place, sous peu, à d'autres chefs politiques et syndicalistes". Le journal bourgeois voyait clair. Dès son № 456 du 28 septembre il pouvait communiquer dans un article intitulé „Les syndicats ouvrier contre les violences à Höchst" que „le syndicat des ouvriers des entreprises en question avait adopté à la majorité de toutes les voix contre deux une résolution réprouvant l'intervention dans la vie de ces entreprises d'éléments irresponsables, étant donné que ces violences sont en contradiction avec le contrat existant".

Les ouvriers des entreprises en question, isolés du restant des ouvriers, abandonnés de leur propre syndicat, comprirent que leur position était désespérée, ils quittèrent donc ces entreprises.

Cependant, les bureaucrates des Syndicats de l'industrie chimique, des Métaux, du Bâtiment et des organisations chrétiennes correspondantes, entrèrent en pourparlers avec l'Union patronale de l'industrie chimique. Un accord fut conclu, aux termes duquel les ouvriers devaient reprendre le travail. Cet accord prévoyait que les tarifs de l'Etat seraient étendus à l'industrie chimique, que les ouvriers congédiés seraient réembauchés au gré de l'administration, en nombre correspondant aux besoins de la production et que la rémunération pour les jours de grève serait supprimée (Frankfurter Zeitung, 2 octobre № 733). Cette défection reçut de la part des ouvriers un accueil indigné. A Griesheim, on rejeta ces conditions par 1200 voix contre 200, à Kelsterbach 53 ouvriers votèrent contre l'accord, un seul pour. A Höchst également les ouvriers refusèrent de souscrire à ces conditions („Rote Fahne" № 452, 4 octobre).

La „Rote Fahne" lança un appel aux ouvriers de l'industrie chimique, en les invitant à étendre cette lutte, où on les acculе, à tout le pays de façon à dresser un front unique de tout le prolétariat peinant dans l'industrie chimique. Il faut exiger immédiatement que les bureaucrates syndicaux de l'industrie chimique et des métaux changent d'attitude et exigent le réembauchage des ouvriers révoqués. Et s'ils s'y refusent, ils assument de ce fait toute la responssabilité

pour les suites possibles de leur trahison à l'égard des intérêts de la classe ouvrière.

L'appel lancé par la „Rote Fahne“ était on ne peut plus opportun, on peut s'en convaincre à la lecture de cette dépêche émanée de Francfort et publiée par la „Vossische Zeitung“, № 475, 8 octobre; où il est annoncé, avec une satisfaction non déguisée, que la votation effectuée à Griesheim venait d'attribuer cette fois la majorité à la reprise du travail. „Il est certain, ajoute le journal, qu'ailleurs les choses ne se passent pas aussi rondement, car les communistes et les syndicalistes, quand ils s'y mêlent, gâtent toute l'affaire. C'est ainsi qu'à Höchst et à Kelsterbach les ouvriers n'ont pas encore manifesté le désir de reprendre le travail. Mais il reste acquis que leur cause est perdue“.

A qui la faute? La réponse est claire. Au début de cette année les ouvriers des fabriques de couleurs s'étaient mis en grève. (Lewerkusen près Cologne). Or, les bureaucrates syndicaux de l'industrie chimique s'empressèrent de les frapper dans le dos en soutenant ouvertement les capitalistes. En mars furent renvoyés les ouvriers de la fabrique à Lein, près Merseburg, on les soumit à des conditions particulièrement revoltantes qui équivalaient à un asservissement complet.

La bureaucratie syndicale se garda bien de faire un pas pour les aider. Vient ensuite cette horrible catastrophe à Oppau causée par l'absence de mesures de sûreté, les bureaucrates syndicaux ne l'ont connue que lorsque 600 prolétaires furent tombés à leur poste de travail. Le dernier anneau de cette chaîne de trahisons, c'est le sabotage des grèves survenues dans les entreprises chimiques des environs de Francfort-sur-Mein.

Le „Proletarier“ (№ 41, 8 octobre), organe du syndicat de l'industrie chimique, soupire.: „Les événements de Höchst, n'auraient pas dû avoir lieu. Nous sommes tous d'accord pour affirmer à nos camarades que les moyens de lutte extrêmes sont inutiles, qu'ils sont dangereux. Les ouvriers ont eu tort de persister dans leur lutte après avoir obtenu le renvoi du membre de la Direction, et maintenant ils se laissent entraîner par les partisans hystériques de la grève générale en faisant une lutte pour les salaires à la mode de Max Geltz“.

Le journal va plus loin. Pour finir, il exhorte les ouvriers à montrer, à l'avenir, plus de „ténacité“. Il a l'impudence de se déclarer solidaire de la trahison consommée par la bureaucratie syndicale en essayant de lui donner certaines apparences trompeuses. Les ouvriers de l'industrie chimique, trompés au cours d'un temps si long, seront toujours voués à l'insuccès, aussi longtemps qu'ils ne sauront montrer à leur bureaucratie syndicale la place qui lui appartient en toute justice.

## Pour un front unique.

Le mouvement en faveur de la formation d'un front prolétarien unique a touché toutes les couches du prolétariat indépendamment des courants politiques qui y sont représentés. Le „Journal des Imprimeurs“, dans le № 41 du 9 octobre, trouve que l'unité d'action, à l'heure actuelle, est d'autant plus nécessaire que le prolétariat n'a plus aujourd'hui ce pouvoir et cette influence qu'il a eus en 1918. Le prolétariat n'a pu conserver que peu de choses de ses conquêtes de la révolution. Maintenant, il est menacé de perdre ses dernières acquisitions également. La raison de cela, c'est la lutte intérieure au sein des masses ouvrières. „C'est une vérité connue de tous, écrit le journal, que l'influence des travailleurs dans la politique et dans l'économie tombe de plus en plus. Cependant, toute leur énergie se dépense en discussions inutiles concernant les principes de tactique. L'ouvrier le moins cultivé sait que les discordes continuelles ont amené nombre de malheurs et menacent la classe ouvrière d'encore plus grandes calamités. Tous savent que la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière a eu pour résultat le renforcement de l'exploitation. Les ouvriers eux-mêmes se fabriquent les fouets dont on les frappe“.

Le journal estime que les rangs de ceux qui ont compris la fausseté d'une telle voie grossissent chaque jour. L'idéal de création d'un front unique conquiert chaque jour de nouvelles couches d'ouvriers. Les partis politiques doivent changer leur tactique. Ils ne peuvent déjà plus souligner aussi nettement leurs divergences de vue.

Cependant „Le Journal des Imprimeurs“

ne fait aucune proposition pratique en ce qui concerne la question de la formation d'un front unique. Du reste, cela est très compréhensible. Le journal doit louvoyer entre deux camps: celui des social-démocrates majoritaires et celui des indépendants. Il ne veut accuser les chefs ni d'un camp, ni de l'autre. Il ne se décide pas à soumettre à une critique sévère la résolution du Congrès du Parti des majoritaires à Görlitz. Cependant, c'est justement à ce Congrès que l'opposition demandant la formation d'un front unique, en réponse à l'offensive du capital, a été couverte de ridicule.

Le „Journal Populaire de Hambourg", organe communiste, dans le № 206 du 1-er octobre, souligne que l'obstacle principal à la formation d'un front prolétarien unique est avant tout la position des majoritaires qui se sont retranchés dans les syndicats.

A Wuskow (petite ville près de Berlin), à la fin du mois de septembre eut lieu une assemblée d'ouvriers à laquelle ont participé aussi bien les ouvriers affiliés au parti communiste que ceux affiliés au parti social-démocrate majoritaire. Ces ouvriers, véritablement sortis de la masse, ont adopté une résolution dans laquelle ils demandaient aux social-démocrates se trouvant dans le gouvernement de réaliser immédiatement les dix points du programme adopté par la Centrale Générale Allemande des syndicats. Dans le cas où ils ne pourront pas le faire; ils doivent cesser de faire partie du gouvernement et procéder à la formation d'un gouvernement nouveau composé des représentants des trois partis de gauche: majoritaire, indépendant et communiste. Cette résolution des ouvriers d'une petite ville jette une vive lumière sur l'Etat d'esprit des larges masses du prolétariat en province, mais elle passerait tout à fait inaperçue, si elle n'était pas reprise par le „Jonrnal Ouvrier Communiste". Ce dernier, fidèle aux principes sectaires du parti communiste ouvrier d'Allemagne, en donnant la communication de cette résolution, n'a pas pu s'empêcher de ridiculiser le front unique que les ouvriers préconisent. Ainsi, dans la lutte contre la formation d'un front prolétarien unique les communistes de gauche se retrouvent avec les dirigeants majoritaires.

La „Freiheit" du Bas Rhin, dans le № 229 du 3 octobre, mande qu'à Dortmund eut lieu une conférence des conseils d'entreprise des mines de la région de Dortmund. A la conférence ont assisté: 23 unionistes, 21 syndicalistes, 18 membres de la vieille centrale syndicale, 6 membres du syndicat des métallurgistes, deux membres des syndicats chrétiens, un — du syndicat ouvrier polonais et un — sans parti". A l'unanimité, on a adopté une résolution qui commence par les mots suivants: „La conférence des conseils d'entreprise de 28 mines à laquelle ont pris part les unionistes, les représentants du vieux syndicat ouvrier polonais etc. constate que l'idée de reformer un front unique répond à un besoin pressant. Tous les ouvriers, sans distinction de tendances, souffrent dans les griffes d'une même misère et supportent les mêmes privations. Les conseils d'entreprise participant à la conférence estiment avoir le droit de se prononcer sur toutes les questions concernant la vie des mineurs. La conférence a chargé la commission d'établir pour la prochaine réunion des conseils d'entreprise une série de revendications concrètes qui devront être présentées aux patrons. Ces revendications devront immédiatement être portées à la connaissance de toutes les organisations ouvrières d'autres régions pour qu'on puisse se rendre compte de l'attitude des ouvriers à l'égard de ces revendications".

Le mouvement en faveur de la formation d'un front unique s'observe non seulement dans la région de Berlin, mais aussi dans celle de la Ruhr. On le note également dans la région du littoral. Le journal syndicaliste „Schiffahrtswacht", dans le № 18 du 30 septembre relate l'assemblée des marins tenue le 21 septembre, à Hambourg. A cette réunion ont assisté les membres de la section des marins du vieux syndicat des transports, les membres des réunions syndicalistes des marins et les membres de l'union des mécaniciens et chauffeurs. L'assemblée a examiné en même temps que la question de l'augmentation de 100% des salaires, la question de la nécessité d'un contact étroit dans ce domaine avec la Commission des salaires. organisée auprès des syndicats libres avec l'union syndicaliste des marins. C'est avec une approbation unanime que l'assemblée a salué l'élec-

tion d'une commission mixte pour la question des salaires.

A la réunion des marins syndiqués de Lubeck, qui a eu lieu le 6 septembre, on a indiqué qu'il est nécessaire d'unifier toutes les organisations des marins. Ici on a adopté à l'unanimité la résolution disant qu'il est nécessaire d'opposer aux armateurs un front unique des marins.

Le front unique des mineurs est réalisé pratiquement. Le front unique des marins est à la veille de sa constitution. La cherté croissante de la vie, la formidable misère qui pénètre de plus en plus dans les larges masses de la population, sont ue gage que l'idée du front unique pénétrera de plus dans les masses des ouvriers d'autres branches d'industrie et, s'emparant pas à pas de la conscience des ouvriers, conduira le prolétariat de l'Allemagne à la victoire sur le capital.

## *France.*

### Les grèves.

Le mouvement gréviste en France commence à dépasser le cadre d'une lutte économique ordinaire. On pourrait dire plus exactement qu'à l'époque actuelle de desagrégation capitaliste il est impossible de tracer une ligne nette de démarcation entre la lutte économique et la lutte révolutionnaire politique. Déclanchée pour les besoins de la lutte pour la conservation des salaires en vigueur, il est peu probable qu'elle puisse demeurer dans ce courant restreint. Plusieurs considérations donnent à penser que le mouvement gréviste ne peut aboutir à un succès en demeurant exclusivement sur ce terrain. La situation économique est telle que les patrons ne craignent pas la prolongation de la grève. Ils ont accumulé d'énormes bénéfices et les stocks de marchandises sur le marché sont suffisants. Or, une défaite des grévistes menace des pires conséquences tout le mouvement syndical français. Elle amenerait la destruction des organisations syndicales et à la suppression de fait de la journée de 8 heures. L'issue consiste à passer à d'autres formes de lutte. Tout le monde a conscience (ne fût-ce qu'obscurement) de ce fait que le mouvement gréviste, toutes les fois qu'il affectera la forme d'un duel entre le patronat et une certaine catégorie isolée d'ouvriers, a toutes les chances d'être écrasé. Mais les conclusions découlant de ce fait sont faites diversement.

La majorité réformiste de la C. G. T. dont les chefs donnent le ton à la direction de la grève du Textile dans le Nord cherche à s'appuyer sur les formes strictement légales de la lutte ouvrière et sur l'opinion publique des sphères petites bourgeoises. Elle cherche un accord acceptable avec les patrons, mais se heurte au désir manifeste de ces derniers de briser à tout prix la résistance des ouvriers. Le Comité de grève, a contraire, souligne ses intentions pacifiques.

Désireux d'éviter tout ce qui pourrait nuire au succès de mouvement, syndicalistes révolutionnaires et communistes s'abstiennent de critiquer les actes et manifestes du Comité de grève. Aussi est-il intéressant de citer un article de „l'Ouvrier Communiste" belge qui critique les méthodes employées par les dirigeants de la grève. Le journal note ces 3 faits essentiels dans le dévoloppement de la grève: intransigeance des patrons, courage et solidarité des ouvriers, conduite conciliante du gouvernement et des chefs syndicaux.

Le journal montre que ces derniers veillent surtout à canaliser le mouvement dans un cadre strictement économique. „Mais il ne se contentent pas de canaliser le mouvement dans la voie étroite de la conservation des vieux salaires. Ils ont peur que l'envergure et la puissance du mouvement n'inspirent aux ouvriers une trop forte présomption. C'est pourquoi il leur faut saboter la volonté d'action directe pour mettre à sa place des „accords à l'amiable" propres à conc server la „paix sociale", cette idole de nos réformistes. Ils poursuivent leur propagande dans ce sens. Le résultat est cette attitude humiliante des délégues du Comite de grève reçus par Briand qui envoyait, entre temps, des troupes dans le secteur gréviste".

L'influence majoritaire se fait sentir plus particulièrement dans la communication faite par le Comité de grève en cours de pourparlers. En voici un passage caractéristique:

„Le Comité veut croire, qu'étant donné la déclaration du Gouvernement qui a exprimé le désir que les patrons viennent

chez le Président du Conseil animés de l'esprit qui conduit la délégation ouvrière, il y a tout lieu de penser que ces tentatives d'arbitrage amèneront une conférence des représentants des deux parties, conférence où les thèses et arguments des deux parties seront examinés pour trouver un terrain d'entente propre à satisfaire et les commerçants, et l'opinion publique, et tous ceux, enfin, qui ont souci de l'avenir du pays".

Il est évident, remarque le journal communiste, que les représentants des grévistes n'ont pas compris encore que les conflits entre employeurs et ouvriers sont des conflits de deux classes à intérêts opposés et non pas des malentendus survenus entre individus animés du désir de travailler à une œuvre commune.

Les syndicalistes révolutionnaires sentent bien, semble-t-il, que les événements pourraient bien prendre une tournure grave, le dernier appel lancé par eux dit que le capitalisme a choisi lui-même le moment et le lieu de la lutte, mais qu'il a fixé de ce fait, peut être, l'heure de sa chute. Les C. S. R. déclarent qu'ils se tiendront à la hauteur de la situation. Mais tout cela est bien vague.

„L'Humanité" du 8 octobre, dans son article de tête, examine les conditions de la lutte, prévoit la résistance opiniâtre des patrons et la possibilité d'une défaite et en tire cette conclusion que pour éviter une défaite irrémédiable le prolétariat français devra passer de la politique „des bras croisés" à la tactique de la lutte armée.

Cependant, nous ne trouvons pas d'indications dans la presse française montrant que les organisations révolutionnaires ont abordé déjà l'examen des moyens concrets d'une lutte plus énergique contre le capital. Or, c'est là une question urgente; non pas que nous soyons, en toute circonstance, partisans de la manière forte, mais parce que la réalité économique met les ouvriers devant la menace d'une destructions complète de leurs organisations. Ce n'est pas en vain que Merrheim, secrétaire fédéral des Métaux délégué en Belgique pour la „semaine syndicale", fit cette réflexion mélancolique que l'insuccès des dernières grèves dans l'industrie des Métaux aurait probablement une répercussion défavorable sur le développement de la Fédération.

Ce ne sont pas les communistes, c'est la vie elle-même qui pose aux ouvriers le dilemme suivant: révolution ou écrasement.

Les ouvriers se doutent confusément de la gravité du moment. Ils font des grèves de solidarité, s'imposent des versements, rélativement importants pour la bourse d'un ouvrier, en faveur des grévistes, ils s'opposent en principe à toute diminution de salaires, ils organisent des grèves-démonstrations (Bâtiment de la Seine) dans le but de faire le bilan de leurs forces et de montrer aux patrons la puissance de leur action défensive. Ils se mettent à déclancher des grèves politiques en refusant de fabriquer des munitions, par endroits ils procèdent à l'occupation des usines.

Les communistes ne font pas les révolutions sur commande. Mais lorsque les événements sont préparés, lorsque les éléments révolutionnaires se déchaînent, tous les militants révolutionnaires ne doivent pas seulement être avec les masses, ils doivent les devancer d'un pas, ils doivent prévoir les événements et faire montre d'initiative révolutionnaire.

## La vie syndicale.

Dans l'Habillement. Comme on sait, la Fédération de l'Habillement fut l'une des premières à entreprendre l'application de la résolution scissionniste du dernier Comité Confédéral en décidant de refuser les timbres fédéraux à tous les syndicats adhérents aux C. S. R. Cette décision est surtout dirigée contre le syndicat révolutionnaire de la Seine. Or, quels contingents demeureront dans la Fédération après l'exclusion de ce syndicat? Un article du cam. Bellugue, secrétaire de ce syndicat, publié dans la „Vie Ouvrière", nous apprend que les 120 syndicats de l'Habillement dispersés par tout le pays comptent au total 7.000 membres, alors que le syndicat de la Seine en compte 2,100 dont 1.500 versent régulièrement leurs cotisations en dépit du chômage qui sévit actuellement.

Dans la Fédération des marins. Il y a un mois à peine la Fédération française des marins annonça son désir de sortir de la réactionnaire organisation internationale des „Travailleurs

de la Mer" dirigée par l'impérialistes impénitent Havelock Wilson pour s'affilier à la Fédération internationale des Transports.

Or, il paraît que le secrétaire fédéral Rivelli (celui-là même qui avait organisé le passage à tabac des syndicalistes révolutionnaires au Congrès de Lille) prit part à la Conférence de Londres des „Travailleurs de la Mer" et s'entendit parfaitement avec Havelock Wilson.

Et ce sont ces hommes, plus droitiers qu'Amsterdam même, qui scindent maintenant le mouvement ouvrier français!

Dans la Fédération des Métaux. Le 25 octobre doit prendre fin la votation concernant la composition de la nouvelle Commission Administrative de la Fédération. Ce vote est très important, car il doit solutionner la situation anormale qui existe depuis le congrès de juillet des métallurgistes. Ce congrès s'était rallié à la majorité de 1 voix à l'orientation révolutionnaire; or, au Bureau furent élus, à la majorité de quelques voix, des réformistes avec Merrheim en tête. Malgré qu'au Congrès de Lille la majorité des syndicats des Métaux aient voté pour la résolution de la minorité révolutionnaire (126 contre 103), Merrheim vota au Comité Confédéral pour l'exclusion des syndicats adhérents aux C. S. R. Le C. S. R. des Métaux est sûr que sa liste passera aux élections de la C. A. à une grande majorité.

Dans le Bâtiment. Le Bureau fédéral du Bâtiment a adressé au Ministre du Trav il une lettre dans laquelle il proteste contre l'embauchage de toute sorte d'éléments douteux à l'étranger, alors que les ouvriers du Bâtiment chôment. La lettre souligne qu'il ne s'agit que des éléments douteux, et non pas des ouvriers étrangers en général. La Fédération déclare qu'elle préfère avoir affaire à des étrangers adhérents à la Fédération, plutôt qu'à des Français qui se tiennent en dehors d'elle. Mais c'est que, précisément, le gouvernement qui est si avare lorsqu'il s'agit de délivrer des passeports à des ouvriers organisés, facilite de toutes les façons la venue d'éléments ténébreux que les patrons utilisent pour faire baisser les salaires.

Chez les cheminots. Alors que la Commission des conflits de la C. G. T. et le Comité Confédéral se sont prononcés pour la convocation d'un congrès extraordinaire des cheminots appelé à mettre fin à la scission, le Bureau de Montal (réformiste), qui est chargé de convoquer le congrès, ne fait aucune démarche pour réaliser cette convocation. La cause en est claire—les réformistes sont sûrs cette fois d'avoir la minorité.

C'est pourquoi les secrétaires des organisations des cheminots de l'Etat, d'Alsace-Loraine, d'Orléans, du P. L. M., Paris-ceinture, se sont adressés au secrétaire confédéral Jouhaux en lui demandant: 1. De contribuer à la convocation d'urgence du congrès. 2. De délivrer à leurs organisations qui ne reconnaissent pas pour Bureau légal le Bureau réformiste „les timbres de solidarité" pour faire des collectes en faveur des grévistes du Nord. Jouhaux a promis d'examiner cette question à la C. A.

Collectes pour les affamés russes. La C. G. T. a recueilli au 24 septembre 332.555 frs. pour les affamés russes. Comme on sait, les syndicats révolutionnaires versent leurs dons au Comité de secours organisé conjointement avec le Parti Communiste. D'après les derniers renseignements, ce Comité a recueilli près de 1 milliou de francs.

L'activité des C. S. R. Dans sa séance du 1 octobre la Commission administrative du C. C des C. S. R. a décidé de faire toute une série de tournées de propagande en province pour défendre le point de vue de la minorité révolutionnaire et l'unité ouvrière.

Un appel aux grévistes a été lancé, où il est dit que la grève actuelle doit aboutir non seulement à la victoire sûr le capital, mais aussi à la défaite des tentatives scissionistes de la majorité confédérale. Nous relevons ces mots concernant le mouvement gréviste: „Les forces réactionnaires ont choisi leur moment et le lieu de la lutte, et nous relevons ce défi courageusement, confiants dans nos forces... Que le capitalisme prenne garde: peut être aura-t-il fixé lui-même l'heure où son sort sera décidé. Nous sommes prêts à la riposte. Les événements ne nous surprendront pas à l'improvisite. Sûrs et conscients de la force que donne la défense de notre grande cause, nous saurons nous mettre à la hauteur de la situation.

## *Angleterre.*

### Les ouvriers du Lancashire et l'I. S. R.

Le „Manchester Guardian“ du 25/VIII publie des détails au sujet du meeting organisé par le Bureau anglais de l'I. S. R. le 24 août, à Manchester, auquel a pris part, retour de Moscou, Helène Wilkenson, déléguée au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

Dans son discours, la camarade Wilkenson a indiqué l'importance qu'il y a à faire connaître aux membres des trade-unions anglaises les résultats des travaux du congrès. Le prolétariat anglais doit lui prêter une grande attentation, il doit créer dans son pays une organisation de combat qui puisse aller au pas avec le prolétariat révolutionnaire des autres pays. Le Congrès de Moscou a fixé un programme de la lutte de classe à l'intérieur des syndicats et a montré qu'avec le système social existant, les trade-unions anglaises ne servent pas leurs aspirations. Seule, l'unification de toutes les forces révolutionnaires peut permettre de réaliser les aspirations essentielles du trade-unionisme anglais.

Sam Forrow, président du meeting, a déclaré que dès maintenant toutes les sections de chacune des trade-unions se rendent compte de la nécessité de l'existence d'un groupement international qui réponde aux intérêts de la classe ouvrière: L'explication des buts et des tâches de l'Internationale Syndicale Rouge est d'une nécessité impérieuse. La plupart des sections ont déjà compris où gît le centre de gravité de la question et leurs membres les ont déjà déterminés à se rallier à l'Internationale Syndicale Rouge. Malheureusement, très souvent les secrétaires des sections locales des syndicats détruisent les journanx et les brochures provenant de l'Internationale Syndicale Rouge, et s'opposent par tous les moyens à leur diffusion. Cela fait que les membres des trade-unions ne sont pas à même de prendre connaissance de la littérature syndicale rouge bien qu'aucun fonctionnaire n'ait le droit de défendre aux syndiqués de lire quoi que ce soit. Ensuite, Sam Ferrow a indiqué que depuis la reprise du travail par les mineurs, après la fameuse grève, chaque „noyau“ révolutionnaire des mineurs suit attentivement les progrès du mouvement international. D'après ses renseignements à la suite de l'immense désillusion déterminée par le „vendredi noir“, dans chaque houillère a été crée un comité dont le but est de donner au mouvement ouvrier un caractère combatif. Ce mouvement se développe également dans les autres régions.

## *Tchéco-Slovaquie.*

### La fermentation parmi les ouvriers.

La crise industrielle en Tchéco-Slovaquie due aux particularités de l'économie d'après-guerre dans l'Europe Centrale et en partie à la concurrence et à la supériorité de l'industrie allemande s'est aggravée aujourd'hui d'une façon formidable. Dans toutes les branches de l'industrie, les capitalistes, cherchant à sauver leurs profits, se sont donné le mot d'ordre: baisse des salaires et augmentation de la journée de travail jusqu'à 10 heures pour le moins. L'offensive est menée sur un large front. On observe des renvois en masse dans toutes les branches de l'industrie. A Duchs, à Bruchs à Klader, dans la région d'Ostrau-Karvin, les métallurgistes et les mineurs sont jetés sur le pavé par centaines et par milliers. Dans plusieurs mines; on travaille trois jours pas semaine, dans certaines pas plus d'un jour par semaine. En une seule semaine on a renvoyé 3000 hommes des entreprises de Vitkovitz. Stinnes se propose d'acheter ces entreprises à Rotschild et, pour cette raison, des milliers de prolétaires doivent mourir de faim, car à Vitkovitz on doit réparer les machines et selon toute probabilité elles devront être expédiées à Tarnov.

La conduite des leaders jaunes des comités directeurs des syndicats et du parti est un triste spectacle en face de cette offensive de la bourgeoisie. La guerre de paperasses des organisations syndicales contre le gouvernement et le patronat se poursuit déjà depuis presque trois mois mais sans aucun résultat. Le nombre des chômeurs croît de jour en jour. La misère du prolétariat atteint des dimensions formidables.

Dans toute une série de conférences d'ouvriers des différentes branches d'industrie, apparaît la volonté des masses du prolétariat tchéco-slovaque d'organiser une résistance opiniâtre.

Ainsi, le 18 septembre ent lieu à Teplitz la Conférence des verriers de la Bohême du Nord-Est. Le représentant du Parti Communiste, malgré la protestation des membres jaunes du Comité directeur y a pris la parole en qualité de rapporteur. Le représentant officiel du syndicat a été forcé de reconnaître que l'influence des communistes dans le syndicat des verriers est salutaire dans son ensemble. Après un discours vibrant du représentant de la fraction communiste qui a souligné que le mot d'ordre du communisme est l'unité syndicale, un état d'esprit nettement favorable au communisme s'est créé au sein de l'assemblée. Les jaunes ont pris des mesures pour ne pas admettre l'adoption d'une résolution quelconque sur des questions de principe en allégant la convocation prochaine de la Conférence Nationale des verriers. Mais l'idée de la lutte révolutionnaire de classe s'implante de plus en plus dans les grandes couches des ouvriers de verrerie, et les verriers révolutionnaires peuvent espérer qu'à la Conférence Nationale, la victoire leur sera assurée.

A la Conférence des ouvriers du Textile de la région de Friedland, on a adopté une résolution proposant au Comité Central d'œuvrer pour l'organisation d'un front de combat unique. La Conférence a souligné la nécessité qu'il y a de lutter pour la satisfaction des revendications suivantes:

1. L'unification de la lutte pour l'augmentations des salaires. 2. L'augmentation des pensions aux invalides de guerre et aux pensionnaires civils. 3. La création d'une caisse de secours mutuels pour les chômeurs. 4. La diminution du coût des produits de première nécessité. 5. La confiscation immédiate de toutes les habitations libres pour les mettre à la disposition des sans-logis. 6. L'augmentation de la production des produits alimentaires. 7. Contrôle des syndicats sur toutes les reserves de matières premières. 8. Contrôle des syndicats sur tous les stocks de blé existants. 9. Amnistie, mise en liberté des détenus politiques. 10. Etablissement immédiat de relations commerciales et diplomatiques avec la Russie Soviétique.

La résolution a souligne que l'établissement de la dictature du prolétariat en tant qu'unique moyen de victoire définitive est d'une absolue nécessité. Incontestablement, à cette conférence a régné un état d'esprit que nous avons observé déjà à la récente conférence de Brünn qui a montré avec une vive clarté le gauchissement formidable du prolétariat de la Tchéco Slovaquie et sa volonté de lutte énergique contre l'offensive des capitalistes.

L'esprit de révolte des masses prolétariennes apparaît dans une série de manifestations et de grèves qui se déclanchent continuellement ici ou là. Ainsi, le 15. septembre, les ouvriers métallurgistes de Prague, au nombre de plus de 20.000 hommes, sont descendus dans la rue pour protester contre la volonté des patrons de baisser les salaires. Après le meeting il fut adopté une résolutiou de protestation contre le consortium patronal des métaux, dans laquelle on souligna que l'offensive générale du patronat contre le prolétariat est déclanchée. La résolution note la réduction artificielle de la journée de travail et exige l'observation sévère de la journée de 8 heures. Dans cette résolution, les ouvriers font une promesse solennelle de se mettre fermement tous, sans distinction de partis, au service de la défense de leurs intérêts de classe.

A la fabrique de Mogelnitz, le fabricant, sous prétexte de „crise financière" renvoya 150 hommes; cette provocation du capitaliste a eu pour suite une agitation tellement forte parmi les ouvriers que le patron a dû inviter un détachement de gendarmes pour prévenir les désordres possibles. Les ouvriers sont venus à la fabrique, voulant continuer le travail, mais furent accueillis par une attaque de 50 gendarmes. Au bout du compte les ouvriers ont obtenu, après une intervention des organisations syndicales, la réembauchage de tous les ouvriers renvoyés.

Les ouvriers agricoles de Moravie, après le refus des patrons d'examiner leurs revendications, en guise de démonstration, ont déclaré le 10 octobre une grève générale d'un jour de tous les ouvriers agricoles de Moravie.

Les raisons qui ont amené la grève des fabriques du Textile à Grattau montrent clairement que le gouvernement tchéco-slovaque, qui se trouve entièrement sous l'influence des social-patriotes, par ses façons d'agir à l'égard des ouvriers, désire disputer les lauriers à

Horty. Les délégués des ouvriers du Textile de Grattau ont adressé aux fabricants une demande d'entrer en pourparlers pour la conclusion d'un contrat collectif. Les fabricants ont répondu par un silence méprisant. Lorsque les ouvriers ont su que les fabricants avaient décidé de se réunir en Conférence, ils ont abandonné les usines et se sont mis à leur recherche pour obtenir d'eux une réponse précise. Le président du consortium patronal de l'industrie du Textile s'est caché peureusement et, sans entrer personnellement en pourparlers, a promis de donner une réponse le lendemain. Cependant, pendant la nuit, la gendarmerie a arrêté tout le Comité Directeur du syndicat du Textile, ce à quoi le jour suivant les ouvriers du Textile ont répondu par une grève générale à laquelle se sont joints les ouvriers de toutes les autres entreprises. Grâce à cette action énergique et solidaire de toute la masse des ouvriers, les militants arrêtés ont été remis en liberté le soir même.

## L'impuissance des réformistes.

Une communication très intéressante au sujet de la dernière séance du Comité Central des syndicats de nationalité allemande, et qui montre avec évidence l'impuissance de la politique d'entre deux chaises des opportunistes, est donnée par le journal communiste : „L'Internationale" du 14 septembre. L'article porte un titre caractéristique : „Montrez de quoi vous êtes capables" — „Le pas de tortue des dirigeants syndicaux".

Le journal indique que les fonctionnaires syndicaux ont dû, sous la pression de la masse ouvrière, s'occuper de la lutte contre la cherté de la vie et de la bonne organisation des comités d'usine et de fabrique. Après une discussion interminable et infructueuse qui consisistait en une accusation adressée au gouvernement et aux partis bourgeois de ne pas avoir écouté à temps les avertissements des social-démocrates, ces mêmes chefs, qui jusqu'à présent ont saboté toute activité propre d. la classe ouvrière, affirment aujourd'hui que les ouvriers doivent conquérir de plus hauts salaires. Ce n'est que vers le milieu d'octobre que devra avoir lieu une nouvelle réunion des fonctionnaires syndicaux où on parlera au sujet de la cherté de vie. Ainsi, avant d'entamer une action, dans un mois on convoquera une conférence devant adopter une „résolution". Au préalable, on demandera aux différentes organisations syndicales des indications précises concernant les prix des produits de première nécessité, comme s'il n'y avait pas suffisamment de preuves de la cherté de la vie qui épuise les forces du prolétariat.

## La Croissance de l'influence communiste.

L'influence communiste au sein des organisations syndicales de la Tchéco-Slovaquie, croît rapidement. Les communistes ont réussi à conquérir la majorité dans les comités directeurs des importantes organisations syndicales suivantes : a) le syndicat des ouvriers agricoles comptant 250.000 membres, b) des chimistes (100.000), des ouvriers du Bois (25.000), d) des ouvriers du Bâtiment.

La conférence du Batiment, qui eut lieu en septembre, a reconnu entièrement siens les principes de l'Internationale Syndicale Rouge en exigeant que la question de l'adoption de mesures énérgiques pour la lutte soit soumise au Congrès Général des organisations syndicales qui devra avoir lieu en décembre de l'année courante.

Les différents centres miniers comme par ex. Kladno, le bassin de Rositz, etc., se trouvaient de longue date déjà sous l'influence du Parti Communiste. Dans d'autres régions-Ostrau, la region de la Bohême du Nord, l'influence considérable des communistes ne s'observe que depuis les derniers mois.

Il convient de noter la croissance du mouvement communiste parmi les métallurgistes après leur dernière grève. Par contre, il faudrait classer les cheminots dans une catégorie de travailleurs dont l'état d'esprit est encore mal défini. L'Etat menace les ouvriers de renvois en masse, de réduction du personnel, il a déjà commencé à réaliser ces menaces. Il va de soi qu'en premier lieu on congédiera les éléments communistes. Cependant, ces mesures ne pourront arrêter la propagande communiste et amoindrir son influence que pour un temps limité.

D'une façon générale on peut constater qoe les positions des communistes sont relativement plus fortes en Moravie qu'en

Bohême et Slovaquie. Ce fait a été démontré par la dernière conférence des syndicats moraves à Brünn (voir le № 6 de „L'Internationale Syndicale Rouge").

En décembre de cette année, devra avoir lieu le Congrès général des Syndicats. A ce congrès sera définitivement tranchée la question: Amsterdam ou Moscou. Le prolétariat de la Tchéco-Slovaquie a vu l'impuissance des social-démocrates et leur politique sans principes qui transforme la Tchéco-Slovaquie en une colonie économique de l'Entente et impose aux ouvriers des souffrances inouïes de famine et de chômage; nous sommes sûrs qu'il saura rompre enfin avec ses dirigeants, poltrons opportunistes qui, objectivement, trahissent les intérêts de la classe ouvrière.

## *Autriche.*

### Un nouveau combattant dans les rangs des syndicalistes rouges („Der Rote Gewerkschaftler").

L'organe qui était publié sous le nom de „Arbeiterrat", paraît à partir du 1-er octobre sous celui de „Der Rote Gewerkschafter" („Le syndicaliste rouge"). Il est consacré à l'activité des communistes au sein du mouvement syndical, dans les conseils ouvriers et conseils d'entreprise.

Dans le № 1 de cette revue, le Conseil syndical du Parti Communiste Autrichien adresse un appel à tous les ouvriers et ouvrières révolutionnaires en exposant de la façon suivante le programme de sa future activité:

„Nous sommes pour l'unité du mouvement syndical, mais nous voulons d'autre part le révolutionariser. Nous ne manquerons pas de mettre le doigt sur les contradictions manifestes qui existent entre les chefs réformistes des syndicats et les larges masses des syndiqués dont les intérêts exigent une lutte révolutionnaire de classe. Nous voulons que la volonté des larges masses ouvrières, organisées dans le sein des syndicat, se manifeste dans toute son ampleur. Aussi voulons-nous transformer les syndicats en organisations révolutionnaires de classe. Autour d'Amsterdam viennent se grouper tous les éléments collaborationnistes du mouvement ouvrier, tous les éléments tendant à soutenir les capitalistes et, partout, les éléments contre-révolutionnaires.

Nous nous plaçons sur le terrain de l'I. S. R., nous sommes pour l'union de tous les syndicats qui se rallient à la lutte révolutionnaire. Nos groupes communistes qui luttent au sein des syndicats pour nos mots d'ordre ressentent depuis longtemps le besoin d'avoir un organe à eux qui existe désormais et qui satisfera ce besoin dans la mesure de ses forces.

Communistes, ouvriers révolutionnaires, veillez à la large diffusion de votre revue! Avec votre aide elle deviendra l'organe de la lutte contre les tendances déprimantes des bureaucrates syndicaux, contre les tendances de l'Internationale d'Amsterdam, servante fidèle du capital, et pour l'organisme révolutionnaire de la classe ouvrière, pour l'Internationale Syndicale Rouge!"

C'est avec une grande satisfaction que nous notons ce fait que l'opposition communiste au sein des syndicats autrichiens, qui comptent un million de membres, a créé son organe périodique auquel nous souhaitons le plus grand succès.

## *Finlande.*

### Le mouvement ouvrier et sa presse.

La bourgeoisie finlandaise aspire à créer un front unique de lutte contre le mouvement ouvrier. Elle estime que ce mouvement est dû exclusivement à l'influence russe. Le journal „Kainu" (Uléaborg) exige la prise de mesures énergiques contre l'agitation russe en Finlande. Le journal cite les organes communistes finlandais et insiste sur ce fait qu'ils défendent la Russie Soviétiste contre la Finlande, ce qui est inadmissible.

La lutte de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier, dépassant les cadres politiques, entre dans le domaine communal, dans la vie des communes. Dans nombre de municipalités, l'influence des membres du Parti Socialiste est très marquée. Les propriétaires fonciers en appellent à la lutte contre eux.

Malgré le front unifié de la bourgeoisie, l'influence du Parti Ouvrier Socialiste, qui penche vers le communisme, croît, tandis que les forces social-démocrates diminuent. Ainsi, par exemple, il y a

quelques jours le journal social-démocrate „Savon Tuemess“ qui paraissait à Kuopio a suspendu sa publication à cause de sa mauvaise situation financière.

Sous l'influence du Parti Socialiste Ouvrier de Finlande et sur l'appel de l'Internationale Communiste du 2 octobre, on a organisé en Finlande une semaine destinée à faire la propagande parmi les ouvriers, pour les attirer aux organisations ouvrières. Pendant cette semaine, une propagande intense a été faite en faveur des idées communistes.

Dans le domaine du mouvement ouvrier économique, nous pouvons noter que la grève des chargeurs à Uléaborg et Comy s'est terminée le 26 septembre par une victoire partielle. Les ouvriers demandaient l'augmentation des salaires jusqu'à 8 marks l'heure pour les hommes et 6 marks pour les femmes. A Uléaborg les entrepreneurs ont consenti à payer aux hommes 7 marks et aux plus qualifiés 8 marks. Jusqu'alors, les salaires maxima étaient de 7 marks et du reste, on payait même moins de 6 marks. En outre, les entrepreneurs ont promis d'élever les salaires des femmes de 4,50 à 5 marks et aux plus qualifiées jusqu'à 6 marks. Le 27 septembre fut déclanchée également à Uléaborg une grève des travailleurs de l'Aiguille. Les tailleurs demandaient une augmentation de 20% et les patrons ne consentaient d'en accorder une que de 10%. Les femmes reçoivent seulement 125 à 250 marks par semaine. Les hommes 350 marks.

Il faut noter, à côté de l'intérêt que la classe ouvrière finlandaise montre à l'égard des questions du contrôle ouvrier dans l'industrie, qu'elle commence à passer des groupements de métier aux groupements d'indusrtie.

## Le Congrès constitutif de la Triple Alliance finlandaise.

Le Congrès Unifié de trois Unions, à savoir: les ouvriers forestiers, les manoeuvres et les ouvriers des transports, s'est ouvert à Helsingfors le 5 octobre.

Sur la question de tactique dans la lutte pour le maintien des salaires, le Congrès a décidé de confier tout le travail préparatoire aux organisations locales, mais la direction générale de la lutte a été laissée au Comité directeur. Il fut décidé de constituer une caisse hospitalière.

Le Congrès Unifié a décidé d'adopter pour la nouvelle Union le nom de „L'Union Finlandaise des manoeuvres, travailleurs forestiers et des transports.“ Au Comité Directeur de l'Union entrent trois membres de chaque syndicat, et en outre un membre de la section agricole du syndicat des manoeuvres et des comités d'usines et de fabrique.

La question des deux Internationales a provoqué des débats prolongés et passionnés. Les social-démocrates ont proposé de remettre cette question jusqu'au Congrès de l'organisation centrale des syndicats, en disant que si les ouvriers finlandais se sentent attirés à l'Internationale Syndicale Rouge, il ne faut pas néanmoins se laisser aller à la sentimentalité. A cela les représentants du Parti Socialiste Ouvrier répondaient que les social-démocrates sont effrayés par les statuts de l'Internationale Syndicale Rouge dans lesquels il est question de mouvement ouvrier révolutionnaire. Que signifierait ce mouvement s'il n'était pas révolutionnaire? Pour en finir, il fut décidé de transmettre la question à une commission, mais au préalable on a procédé à un vote d'essai et toutes les voix sauf dix, ont été données à l'Internationale Syndicale Rouge.

En ce qui concerne les relations avec les organisations scandinaves, il a été décidé d'adhérer à l'Union des transports (union rouge), et dans le cas où la Triple Alliance ne peut y adhérer en bloc, chaque union prise à part adhérera à l'Union Scandinave correspondante, à la condition de ne pas se voir du même coup affiliée à l'Internationale d'Amsterdam.

Sur la question du contrôle sur l'industrie, on a chargé la Centrale des Syndicats de Finlande de réaliser immédiatement le projet de contrôle.

En outre, le Congrès a adopté la résolution suivante:

„Si la presse social-démocrate continue à garder l'attitude qu'elle a à l'égard des organisations syndicales, c-à-d. à provoquer la scission dans la Centrale Syndicale en dénaturant ses documents, le Congrès propose aux organisations syndicales de rompre en signe de protestation tout lien avec les journaux social-démocrates

et de les considérer comme des journaux bourgeois."

Cette résolution a été votée par 115 voix contre 32.

### Le Congrès constitutif du Syndicat unifié des employés de commerce et gens de maison.

Les conférences des syndicats des employés de commerce et des gens de maison, se sont prononcées pour la fusion de ces deux syndicats.

Le Congrès Constitutif qui s'est ouvert à Helsingfors le 3 octobre a ratifié la fusion à l'unanimité et reconnu l'unification comme un fait accompli.

Sur la question de tactique on a adopté la résolution suivante:

„1. Le but du syndicat est d'élever le niveau de la vie et d'améliorer les conditions de travail de ses membres. Pour atteindre ce but, le syndicat recourt à tous les moyens consacrés par le mouvement syndical.

2. Lors de la fixation des tarifs, on prend on considération les décisions de la Centrale des Syndicats.

3. Si les tarifs à échelle mobile sont avantageux, ils peuvent également être appliqués."

En ce qui concerne les relations du syndicat avec les partis politiques, on a adopté la résolution suivante:

1. Quoique l'activité du syndicat sous certains rapports soit politique, en ce qui concerne les relations avec les partis politiques, le syndicat adopte la position d'une affiliation volontaire aux partis.

2. Les sections du syndicat peuvent préciser leur attitude à l'égard des partis politiques et, si elles le désirent, établir des cotisations en faveur d'un parti.

3. Un membre du syndicat ne peut pas faire partie d'une organisation s'opposant au mouvement syndical et hostile aux ouvriers.

Sur la question de l'Internationale, après de longs débats, par 16 voix contre 15, la résolution du Comité Directeur préconisant l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge a été repoussée. „L'Ouvrier Finlandais" explique cette décision par le fait que sous l'influence des social-démocrates, les délégués de province ont eu peur de la scission qui devait être la conséquence d'une adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

A l'ordre du jour figurait également la question de l'adhésion à l'organisation scandinave des employés et commis de commerce. Le congrès a décidé de ne pas entrer dans l'organisation, pour des raisons matérielles, mais se trouver en contact permanent avec elle. En outre, le Comité directeur du syndicat a été chargé de procéder, le cas échéant, à une votation sur cette question dans les organisations locales.

Le Congrès a alloué 500 marks à l'organisation des Jeunesses et a fait un devoir aux organisations locales et au Comité Directeur du syndicat d'appuyer par tous les moyens l'activité de l'organisation des Jeunesses.

## *Lettonie.*

### La crise économique et sociale.

La participation des socialistes dans le gouvernement de coalition ne sauvegarde aucunement, bien entendu, les ouvriers lettons des conséquences de la cruelle crise économique. Les salaires précaires et le chômage, qui accompagnent toujours les périodes de crise, se sont établis en Lettonie avec la terreur policière du gouvernement qui s'efforce d'étouffer dans l'œuf le développement de la vie syndicale.

D'après les données du Ministère du Travail fondées sur les renseignements des inspecteurs de travail concernant le mouvement gréviste letton en 1921, on peut se faire une idée de l'étendue et de la profondeur de la crise économique. En tout ont été enregistrées jusqu'à ce jour 102 grèves dont 74 ont eu lieu en avril. Pour le nombre des grèves, c'est Libau qui occupe le premier rang (47 grèves), Riga le deuxième (45). Dans les entreprises où ont eu lieu les grèves étaient occupés 7.668 ouvriers (près de 1/5 du nombre total des prolétaires lettons). Aux grèves ont pris part 5.897 ouvriers. C'est au mois d'avril que revient le plus grand nombre de grèves. Dans les mois suivants le nombre des grévistes diminue. En résultat des grèves, les ouvriers ont obtenu par endroits certaines améliorations, telles que les augmentations de salaires. Mais les revendications politiques,

très souvent formulées à côté des revendications économiques, de même que les exigences concernant le réembauchage des ouvriers congédiés restaient non satisfaites.

Au 1-er septembre courant les bourses du travail des principales villes de Lettonie avaient enregistré les chiffres suivants pour les sans-travail: à Riga—1937 hommes et 115 femmes; à Mitau — 17 hommes et 24 femmes; à Libau — 329 hommes et 2.100 femmes; à Dvinsk — 17 hommes et 18 femmes.

Cependant, les chiffres pré-cités ne peuvent en aucune façon donner une impression exacte de l'importance du chômage en Lettonie, car en somme, les bourses du travail n'enregistrent tout au plus qu'un cinquième de la quantité totale des sans-travail.

Le refus de verser les subsides gouvernementaux et, en général, tout le caractère que porte la politique économique et financière pratiquée avec une ardeur particulière par le ministre des finances actuel, fait croître d'autant le nombre des ouvriers jetés sur le pavé. Ainsi, en liaison avec la liquidation de la direction de l'exploitation des fôrets, mûrit une nouvelle crise de l'industrie du bois. A Windau ont déjà été arrêtées cinq scieries de l'Etat dans lesquelles étaient occupés 800 ouvriers.

Une forte fermentation règne parmi les chômeurs. Le 14 septembre, à Riga, où l'on compte près de 20.000 sans-travail, a eu lieu sur la place de la Bourse un grand meeting de chômeurs, exigeant du travail et du pain. Le meeting a envoyé une délégation par devant le ministre du travail qui est le socialiste d'Etat Doucouré. Ce dernier a déclaré de façon très éloquente que le Ministère du Travail n'était pour rien dans la situation pénible des sans-travail et ne pouvait en rien les aider. La seule chose que le cabinet des ministres ait faite, c'est de permettre au conseil municipal de Riga d'octroyer trois millions de roubles pour l'organisation de travaux publiques.

## Les syndicats persécutés en Lettonie „démocratique".

Les répressions gouvernementales ont déterminé le Bureau Central de Lettonie lui-même qui est cependant formé d'opportunistes, de même que le Bureau Central des syndicats rouges de Riga, à protester contre les atrocités inouïes que le gouvernement coalitionnaire se permet à l'égard des syndicats. Le „Sozialdemocrats" du 13 septembre publie la résolution adoptée d'un commun accord par ses organisations. Nous en extrayons ce qui suit:

„Sous prétexte d'état de guerre, état qui a pris fin le 1er août, ont lieu des répressions inadmissibles dirigées contre les paricipants à la lutte économique paisible de la classe ouvrière.

Dans la fabrique de papier de Stoizel les ouvriers ont réussi à s'assurer au moyen d'une grève, qui a eu lieu en mai, une augmentation de salaires de 100%. Mais comme la direction de la fabrique ne manifestait pas le moindre désir d'appliquer dans la pratique les nouveaux tarifs, les ouvriers organisèrent, en fin juillet, une grève de protestation d'un jour. La veille de ce jour la police vint à la réscousse du fabricant et arrêta deux des initiateurs de la grève qui étaient en même temps les leaders de la section locale du syndicat. En réponse à cela les ouvriers interrompirent le travail pendant toute une semaine, exigeant la mise en liberté des incarcérés. Cependant ils sont en prison jusqu'ici. En outre,—le patron fit un lockout. Avant d'engager de nouveaux ouvriers, il effectua un „nettoyage" dont le résultat fut que 18 ouvriers se trouvèrent sur le pavé. Ils furent invités à quitter leurs logements et le juge de paix de l'endroit contresigna cet ordre.

Grâce à ces manœuvres, la section de Stoizel du syndicat des ouvriers de l'industrie chimique est presque tout à fait annihilée, car les ouvriers, terrorisés ont peur même de convoquer l'assemblée générale, craignant de nouvelles arrestations et de rester sans travail et sans logement. Les conditions pénibles de travail de cette fabrique peuvent être caractérisées encore par ce fait que dans le courant d'une année il y a eu 12 ouvriers congédiés par le caprice arbitraire du patron.

Le 4 août devait commencer la grève des ouvriers du port de Libau, qui exigeaient une augmentation de salaires. Le gouvernement envoya des soldats qui prirent la place des grévistes. Aux repré-

sentants des ouvriers qui exigeaient que les soldats fussent rappelés, le gouvernement répondit par un refus, et de cette façon la grève économique des ouvriers fut écrasée par la force armée.

Ces temps derniers, en liaison avec l'instruction de l'affaire de la grève des cheminots, les membres de la Centrale du Syndicat des cheminots sont soumis à la surveillance de la police, on exige d'eux qu'ils donnent la liste des instigateurs de la grève.

Prenant en considération les faits ci-dessus indiqués nous protestons de la façon la plus catégorique: 1. Contre l'immiscion de la police dans la grève des ouvriers de la fabrique de Stoitsel. 2. Contre l'arrêt intéressé prononcé par le juge de paix qui a défendu en l'occurence les intérêts de l'entrepreneur. 3. Contre les conditions de travail tout à fait insupportables qui existent à la fabrique de Stoitsel. 4. Contre l'utilisation des soldats en qualité de briseurs de grève. 5. Contre les persécutions auxquelles sont soumis les membres de la Centrale du Syndicat des cheminots.

En même temps, nous exigeons du gouvernement coalitionnaire qu'il prenne des mesures immédiates pour assurer à la classe ouvrière la liberté de lutte économique, et d'autre part nous exigeons de l'inspection du travail l'application stricte des lois ouvrières pour mettre fin aux conditions pénibles de travail dans la fabrique de Soitsel.

Nous invitons tous les ouvriers à se rallier autour de leur syndicat pour défendre, par des efforts communs, par leurs droits élémentaires.

Signé:

Le Bureau Central des Syndicats Lettons, Le Bureau Central des Syndicats de Riga.

Les éléments rouges des syndicats lettons consolident chaque jour davantage leurs positions. En même temps, le Bureau Central des syndicats de Lettonie, composé d'opportunistes, fait tout son possible pour désagréger l'unité du mouvement syndical.

Au dernier Congrès des syndicats qui a eu lieu en mai, la minorité a quitté le Congrès sans vouloir adopter son orientation et s'est ralliée autour du Bureau Central des syndicats de Riga. Ce dernier a décidé de rompre toutes relations avec le Bureau Central des syndicats de Lettonie et a élu une Commission spéciale pour la convocation d'un nouveau congrès, en chargeant cette Commission de l'obligation de remplir le rôle de Centrale des Syndicats lettons.

Dans sa convocation du congrès des syndicats en janvier 1921, le Bureau Central de Lettonie avait indiqué que seuls pouvaient prendre part au Congrès les syndicats groupés par le Bureau Central de Lettonie, ce qui revenait à dire que la minorité qui avait quitté le dernier Congrès de mai devait reconnaitre le Bureau Central des syndicats de Lettonie comme étant le centre directeur du mouvement syndical. Il va de soi qu'une telle proposition rencontra la résistance la plus décidée des ouvriers de Lettonie. Malgré les répressions du gouvernement, qui avait défendu au Bureau Central des syndicats de Riga l'édition de son organe, malgré toute une série de renvois octroyés aux ouvriers communistes, l'assemblée générale des syndicats de métaux qui eut lieu le 1er octobre, après avoir discuté la questioo de la convacation d'un congrès des syndicats, se prononça catégoriquement contre la soumission aux exigences du Bureau Central des syndicats de Lettonie concernant le renouvellement de l'adhésion de la minorité scindée avant le congrès.

D'après le „Social-Démocrate“ du 9 octobre, au cours de la semaine dernière ont été arrêtés à Riga 12 militants syndicaux. Parmi les arrêtés, on cite le membre du syndicat des ouvriers du Bois, Glau, le représentant des gens de maison, Promberg, et trois membres de la Centrale du syndicat des cheminots.

Le Bureau Central des syndicats de Riga a adopté une résolution de protestation contre ces arrestations qui sont interprétées comme la continuation de la politique de répression qui a été celle du Cabinet Ulmunnis. Le Bureuu exige l'instruction immédiate de cette affaire et la mise en liberté des militants arrêtés. En outre, le Bureau Central a exigé en termes énergiques que le gouvernement prenne des mesures pour mettre fin une fois pour toutes au passage à tabac des détenus.

## *Danemark.*

### Le chômage s'aggrave.

D'après le „Politiken" du 4 octobre, il y a actuellement au Danemark de 50 à 60.000 sans-travail officiellement enregistrés. Sans aucun doute, en peut ajouter à ce nombre une dizaine de mille de chômeurs non enregistrés. Cela fait donc 70.000 sans-travail. L'idée d'organiser les chômeurs, à l'exemple de ceux de Suède, a rencontré le plus vif assentiment des masses ouvrières danoises.

Après la formation de „l'Organisation Nationale des chômeurs", ce mouvement fit des progrès rapides et à l'heure actuelle le Danemark possède près de 40 villes ayant des organisations de sans-travail qui sont dans le contact le plus étroit avec le Secrétariat Central. L'organisation des chômeurs a développé un large réseau de foyers d'entr'aide et elle a réussi à persuader la Direction de l'usine à gaz de renouveler le débit du gaz dans les logements des chômeurs. Elle est arrivée à ses fins au moyen de pourparlers, mais surtout en employant l'action directe. Il n'est pas inutile de remarquer que dans la composition de cette direction entrent des „socialistes".

Il n'y a pas longtemps, la lutte des chômeurs pour l'immunité de leurs droits s'est manifestée de façon très significative : à Copenhague, ainsi d'ailleurs que dans toutes les autres grandes villes, il y a des sans-travail qui n'ont pas où se loger. Ils rôdent par les rues, poursuivis par la police et n'ont pas un instant de repos. Si un tel vagabond, à bout de forces, s'assied sur un banc dans un jardin public, l'agent de police l'en chasse immédiatement. Une nuit, un groupe de tels chômeurs se rassembla dans un quartier ouvrier, s'introduisit dans une église et s'y installa. Toute la presse en fut bouleversée et quelques jours de suite ne cessa d'écrire que les chômeurs avaient réussi à résoudre la question du logement.

Ces jours-ci, le secrétaire de „l'Organisation des Chômeurs" a envoyé dans tous les coins du Danemark un appel adressé aux ouvriers organisés. Les auteurs de l'appel insistent sur ce fait que non seulement le chômage entraîne la démoralisation du prolétariat et rend impossible sa lutte pour le socialisme, mais qu'il nuit au mouvement ouvrier à ce point de vue encore qu'il incite les ouvriers à abandonner leur syndicat, car ils ne sont plus à même de remplir leurs obligations de syndiqués. Le secrétariat invite tous les ouvriers organisés du Danemark à lutter pour la réalisation des exigences suivantes : 1. L'Etat et les municipalités doivent immédiatement organiser pour les chômeurs des travaux publics. 2. Les usines et les entreprises arrêtées par suite de la crise économique doivent être confisquées par l'Etat et remises aux organisations ouvrières. L'Etat doit venir en aide à ces organisations en leur octroyant un certain subside pour la mise en marche de l'entreprise. L'activité de l'entreprise doit être contrôlée par un conseil élu par les syndicats et les consommateurs, et le travail doit être dirigé par des „conseils d'entrepris", élus par les ouvriers.

## *Hollande.*

### La fin de la greve des mineurs.

Commencée au début du mois d'août, la grève des ouvriers des mines Dominia (v. l'I. S. R. № 4.) a pris fin le 17 septembre. Comme on sait, elle a eu pour origine l'intention manifestée par la Direction des mines de réduire fortement les salaires. Les ouvriers, comme un seul homme, abandonnèrent le travail et firent preuve de fermeté et de solidarité jusqu'au terme de la lutte. Le 16 septembre, sur ordre du gouvernement, la Direction offrit de payer jusqu'au 1-er octobre les salaires existants dans les autres mines ; les exigences des ouvriers étaient donc remplies.

Le 21 septembre les grévistes s'étaient déjà remis au travail, les condition offertes ayant été acceptées par 1314 voix contre 120. Ainsi prit fin cette lutte des ouvriers qui avait exigé d'eux toute une série de sacrifices. A partir du 1er octobre, pour toute l'industrie de l'arrondissement de Limbourg entrent en vigueur les nouveaux tarifs. C'est, bien entendu, de la fermeté des ouvriers que dépend l'établissement d'autres tarifs, plus avantageux.

## *Amérique.*

### Le 37-e Congrès des syndicats canadiens.

Le 37-e Congrès annuel des organisations syndicales du Canada s'est ouvert à Vinnipègue le 22 août courant. Sont présents 500 délégués représentant 175 ouvriers syndiqués.

Le Congrès a adopté toute une série de décisions ayant une importance assez considérable pour la classe ouvrière du Canada. L'une de ces décisions donne lieu à un procès par devant le Tribunal Suprême. Il s'agit de l'exclusion du syndicat des cheminots, connu sous le nom de „Confrérie cannadienne des travailleurs des voies ferrées", prononcée par le Congrès. Ce syndicat ou cette confrérie compte 7.000 membres; l'année dernière encore, on avait tenté, sans succès, d'ailleurs, de ne pas l'admettre au Congrès. Les autorités judiciaires bourgeoises étaient intervenues, elles empêchèrent l'exclusion, pour des raisons énigmatiques. La scission était motivée par le refus du syndicat de s'unir à l'Union Internationale dénommée „Association fraternelle des travailleurs des chemins de fer et paquebots" autrement qu'en qualité de section canadienne entièrement autonome. *)

La résolution adoptée par le Congrès signifie la subordination des organisations syndicales du Canada aux Unions Internationales corrrespondantes de la Fédération Américaine du Travail dirigée par Sam Gompers. D'autre part, la résolution adoptée à Vinnipègue montre que les organisations canadiennes se refusent à suivre la politique de la F. A. T., car il a été décidé de demeurer au sein de l'Internationale d'Amsterdam, alors que la F. A. T. en est sortie sans adhérer, pour l'instant, à aucune autre Internationale Syndicale.

Le Congrès a suivi servilement l'exemple de l'Internationale d'Amsterdam, son esprit d'adaptation au régime capitaliste et de collaboration avec les gouvernements bourgeois. Après des débats qui ne furent qu'une pure comédie, des résolutions furent adoptées, propres à satisfaire le gouvernement canadien. L'interdiction pour deux ans de l'accès du Canada aux ouvriers européens (abstraction faite des ouvriers agricoles nécessaires au gouvernement) fut solonnéllement approuvée. Personne n'eut l'idée, en revanche, de proposer l'expulsion des capitalistes étrangers. On nota également l'interdiction d'entrée aux émigrés de l'Extrême Orient. Et ces décisions ont été votées par une organisation syndicale nationale faisant partie de cette Internationale d'Amsterdam si encline à glorifier verbalement l'idéal internationaliste! Quel contraste avec le Congrès de l'I. S. R. auquel ont pris part les représentants mandatés par les ouvriers organisés de tous les pays de l'Orient, y compris ceux de l'industriel Japon. Il est curieux de comparer cette résolution du congrès canadien avec l'appel adressé par le Bureau Sud-Africain de l'I. S. R. aux ouvriers opprimés de la tribu Bonton. C'est là l'internationalisme des membres de l'Internationale d'Amsterdam! On est tenté de demander aux dirigeants jaunes des syndicats canadiens, grands amateurs de palabres „révolutionnaires", si cet isolement artificiel des ouvriers de l'Orient doit rester en vigueur au lendemain de la „révolution sociale" que ces messieurs ne manqueront pas de faire, certainement.

Le Congrès a décidé, en outre, d'exiger du gouvernement la journée de 8 heures ou, pour le moins, la semaine de 44 heures pour les ouvriers et employés de l'Etat. Et ceci au moment même où les imprimeurs sont en lutte ouverte pour la semaine de 44 heures et ont remporté, presque, la victoire. Au lieu de quémander ainsi la légalisation officielle de la journée de huit heures, le Congrès aurait dû adresser aux ouvriers un appel de lutte pour la semaine de 44 heures qui constitue la revendication essentielle du moment. Il aurait dû élaborer un plan concerté de lutte. Une fois que les efforts des ouvriers auront institué la semaine de 44 heures on pourra songer à la faire légaliser.

Il fut encore décidé d'organiser le parti politique ouvrier construit sur une large base. Sous ce terme de large base le Congrès entendait une plateforme propre à donner place aux partisans du régime capitaliste. S'il n'y avait pas entre-

*) On appelle en Amérique „unions internationales" les organisations ouvrières d'industrie ou de métier groupant les ouvriers dans le cadre continental, par opposition aux syndicats nationaux englobant les ouvriers de chaque Etat en particulier.

le Congrès et la classe ouvrière un précipice profond, il aurait su que les masses ouvrières constituent une base suffisamment large pour chaque parti de classe. Peu après la clôture du Congrès on avait l'intention d'organiser une conférence des représentants du parti des fermiers, organisation nettement petite bourgeoise, — dans le but de créer un „bloc d'affaires".

Les organisations ouvrières du Canada sont encore peu développés, bien que le nombre de leurs membres ait presque doublé de 1913 à 1920. Le nombre total des ouvriers organisés ou sein des syndicats ouvriers atteint 373.000. Les chiffres cités montrent que les $^2/_3$ des ouvriers n'ont pas été représentés au congrès. Ce nombre est réparti entre 2834 organisations syndicales. Sur ce nombre 2455 représentent des sections locales d'Unions dites internationales avec un nombre de membres égal à 267.000; ensuite il y a 259 syndicats „nationaux" comptant 25.000 membres; 30 syndicats dits „indépendants" comptant 31.000 membres; 123 syndicats catholiques (surtout à Québec) avec 45.000 membres et 60 sections de l'„One Big Union" groupant 5000 membres.

### Les leaders jaunes des syndicats canadiens.

„La Voix du Travail" (The Voice of Labour) du 2 septembre, donne des renseignements intéressants concernant la traîtrise des leaders des syndicats canadiens. „Au Congrès des Syndicats canadiens, qui a eu lieu à Vinipègue en fin août, fut entendu le rapport moral du Comité Exécutif des syndicats canadiens. Le compte-rendu mentionnait un grand nombre d'exclusions d'éléments révolutionnaires partisans de l'Internationale Syndicale Rouge qui forment l'opposition révolutionnaire au sein des syndicats. Cependant que les ouvriers canadiens doivent mener une lutte acharnée contre l'offensive du capital, leurs leaders, eux, se mettent au service du gouvernement bourgeois et deviennent entre ses mains une arme fidèle.

Il y a au Canada des dizaines de milliers de chômeurs. Un hiver terrible les attend avec son cortège, la faim et le froid. Les ouvriers qui ont du travail doivent tendre tous leurs efforts à lutter contre les tentatives faites par les patrons pour détruire les organisations ouvrières. Or, les leaders officiels de ces organisations, comme par exemple Moor, président des Syndicats Canadiens, prennent part, à l'instigation du gouvernement et en qualité de ses représentants attitrés, àux travaux de la Conférence du Bureau du Travail auprès de la Société des Nations et à d'autres congrès qui s'occupent de baillonner la classe ouvrière, pour éliminer tous les obstacles à l'exploitation des ouvriers sur un plan international.

Les ouvriers canadiens commencent à se rendre compte de la conduite traîtreuse de leurs leaders. Dans la presse ouvrière paraissent de temps en temps des informations qui démasquent leur activité. Le journal „Le Monde Ouvrier", a publié récemment un article qui exige que les syndicats soient entièrement libérés de l'emprise des leaders jaunes et que la direction du mouvement ouvriers soit confiée à des militants éprouvés, dévoués corps et âme à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière.

## *Mexique.*

### Le mouvement syndical et politique d'après les rapports présentés au Bureau Exécutif de l'I. S. R. par les délégués mexicains.

Presque toute l'industrie de Mexique se trouve entre les mains des capitalistes nord-américains et anglais. Les richesses naturelles du Mexique sont très grandes, mais le centre principal de l'attention des pays impérialistes, c'est le naphte mexicain, qui est l'objet des convoitises des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France. De là toutes le intrigues politiques contre cette République Mexicaine affaiblie par une longue suite de guerres civiles; de là les menaces répétées d'intervention sous le prétexte ostensible de venir à bout des bandits qui bombardaient telle ou telle localité américaine voisine de la frontière mexicaine.

Après 10 ou 12 révolutions qui ont eu lieu dans la brève période entre 1912 et 1920, le poste de président de la République a été finalement occupé par le gé-

néral Obregom qui avait fait des avances aux ouvriers.

Au nombre des réformes promises par l'ex-président Karranza aux paysans et aux ouvriers pendant la révolution de 1913, figurait la modification de la Constitution. L'Assemblée Nationale convoqué par Karranza en décembre 1916 a adopté une nouvelle constitution avec des modifications sensibles parmi lesquelles figure le § 23 concernant la confiscation des fonds appartenant aux particuliers et leur répartition parmi les paysans, et le §127 par lequel sont sanctionnés la journée de huit heures, le salaire minimum, les contrats collectifs etc.

Ces deux paragraphes ne furent que médiocrement goûtés par les puissances impérialistee qui ne voulurent pas reconnaitre le nouveau gouvernement mexicain en la personne de Obregom. Elles exigent la modification de ces §§ de la constitution et insistent sur la nécessité de purger le Cabinet de deux ministres, Collessi et Delaorta, populaires parmi les larges masses. Seules les énergiques protestations du prolétariat nord-américain, défendant les intérêts de ses frères mexicains, ont empêché la „grande démocratie“ d'avaler toute crue la République affaiblie du Mexique. La conscience de classe, de même que l'indépendance d'action syndicale du prolétariat mexicain n'ont donné des pousses nouvelles qu'an cours de ces dernières années. Cela s'explique en partie par les mesures draconiennes appliquées successivement par les différents dictateurs mexicains. (Porphyrio Diaz, en 1916) à l'égard des organisations syndicales, et d'autre part par le faible développement de la production industrielle. Sur 16 millions d'habitants, le Mexique ne possède que 600.000 prolétaires industriels dont seulement 200.000 travaillent dans des fabriques.

Jusqu'en 1916 il n'y avait au Mexique que des sociétés d'entr'aide en cas de maladie ou de mort et en outre quelques petits syndicats de cheminots. Dans certaines branches d'industrie, la journée de travail atteignait 14 à 15 heures; les salaires étaient des plus misérables (ainsi les ouvriers des campagnes recevaient pour un travail de forçat de 37 à 50 centimes par jour). Cette position insupportable détermina toute une série de collisions sur le terrain économique entre le prolétariat et le capital. C'est ainsi qu'à pris naissance le mouvement ouvrier organisé.

La création des premières organisatons ouvrières sous le drapeau de la „Solidarité Ouvrière“ se rapporte à l'année 1911 où un soulèvement révolutionnaire fut effectué par Francisco Madero avec la participation active des masses ouvrières et paysannes. Plus tard, en 1913, cette organisation devint la „Maison Mondiale du Travail“ qui devait se développer en une puissante association syndicale sous le gouvernement du président de la République Karanza qui trompa les ouvriers par le mot d'ordre pour la „Révolution sociale“ lancé par lui dans le but d'attirer les larges masses des ouvriers et paysans dans la lutte politique. Cette manœuvre du président réussit pleinement et la „Maison mondiale du travail“ résolut d'organiser des bataillons rouges, formés d'ouvriers, qui permit à Karanza de se saisir du pouvoir.

Au premier Congrès national ouvrier qui eut lieu à Vera-Cruz en 1916 fut resolue la question de la création d'une Confédération Nationale de la République Mexicaine, et au Congrès de Santille, qui eut lieu en 1918, la dénomination de cette organisation fut changée en „Confédération Ouvrière Régionale du Mexique“ qui eut à sa tête Louis Morénes.

A la même période se rapporte la première Conférence pan-américaine qui fut tenue à Lareda-Toxas. Il fut décidé de convoquer chaque année de telles conférences. A la Conférence convoquée à Mexico le 10 janvier 1920, Gompers, ce mauvais génie du mouvement ouvrier mexicain, fut élu président du Bureau de la Confédération pan-américaine.

On comprend aisément que, sous la direction de leaders jaunes tels que Morenes, la Confédération Ouvrière régionale du Mexique oublia bientôt les méthodes de lutte révolutionnaires et se laissa glisser sur le plan oblique fixé par Gompers et Cie. Mais la masse consciente, sous l'influence des événements d'Europe et surtout après la Révolution russe et grâce au travail énergique des groupements syndicaux communistes, comprit bientôt où l'amènerait la voie

préconisée par Gompers et rompit tous rapports avec la Confédération Ouvrière régionalle du Mexique.

En février 1921, la partie la plus révolutionnaire et la plus consciente du prolétariat mexicain se sépara de la Confédération régionale et forma une Confédération générale des travailleurs du Mexique qui groupe actuellement plus de 100.000 membres.

L'antagonisme qui existe entre ces deux groupements nationaux et la conduite des chefs de la Confédération régionale peuvent être illustrés par la récente grève des cheminots qui eut lieu en février. Organisés en confédération, les cheminots exigèrent du gouvernement une reconnaissance officielle, l'observation des contrats collectifs et le renvoi du directeur général des chemins de fer, un certain Peretz, qui s'était refusé à entrer en pourparlers avec la Confédération des cheminots.

Les cheminots déclarèrent la grève et restèrent en grève plusieurs semaines. Le Comité de grève qui s'était formé le 12 mars, était composé de 6 représentants: deux de la Confédération ouvrière régionale du Mexique, deux de la Confédération Générale des travailleurs du Mexique et deux de la Confédération des cheminots. Pour soutenir les revendications des cheminots, le Comité de grève décida de décréter la grève générale dans tout le pays, mais les pourparlers menés séparément par les leaders de la Confédération régionale avec le gouvernement, qui de son côté promettait beaucoup pour n'exécuter après aucune de ses promesses, eurent pour résultat que le 18 mars ils publièrent dans leur organe officiel „La Luta“ (la Lutte) que la grève était terminée. Les représentants des cheminots et de la Confédération Générale des Travailleurs tentèrent vainement de les amener à tenir les obligations prises—ces tentatives restèrent sans résultat. Deux télégrammes signés par la Confédération Régionale et par quelques délégués des cheminots briseurs de grèves, furent envoyés dans toutes les directions pour faire reprendre le travail sur les chemins de fer vu „l'issue favorable des pourparlers“.

La Confédération Générale des travailleurs a adopté dès février 1921 une résolution d'adhésion complète à Moscou et son délégué, le cam. Ramirez, a participé aux travaux du Premier Congrès International des Syndicats Rouges.

A l'heure qu'il est, sous la poussée des masses, qui d'instinct se tournent vers Moscou, la Confédération Ouvrière régionale du Mexique a délégué à Moscou son représentant, le camarade Martinos, afin d'établir un lien étroit avec l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Parti Communiste et les groupements communistes des syndicats ont développé au cours des derniers deux ans une propagande intensive parmi les larges masses ouvrières: les yeux des plus aveugles se sont ouverts.

## *Afrique du Sud,*

### La lutte de classes sur le Continent Noir.

On mandé de l'Afrique du Sud des renseignements concernant les grèves qui ont déjà éclaté ou qui murissent sous une forme latente et au sujet des résultats du referendum effectué parmi les ouvriers en faveur des grèves ou contre elles. La vague de grèves déferle sur un champ de plus en plus large.

La situation des ouvriers sur le „Continent Noir“ ne peut pas être appelée favorable; de même que leurs camarades du monde entier, ils sont soumis aux attaques de la classe capitaliste disciplinée et unie. Au Transwaal, dans la République Orange, au Natal et au Cap, une réduction de salaires de 6 pences par heure a été introduite parmi les ouvriers du Bâtiment, ce qui leur fait un déficit hebdomadaire d'une livre sterling et quart. Malheureusement les ouvriers, craignant de se voir réduits au chômage, n'ont pas opposé dès le début une résistance décidée. Ils ont accepté de reconnaître la diminution des salaires, se bornant à exiger que cette diminution ne soit pas trop forte. Les patrons voulaient réduire les salaires de 7 pences par heure et les ouvriers consentaient une réduction de 6 à 5 pences. Un compromis fut adopté et le 16 septembre furent mis en vigueur les tarifs fixés par les patrons.

Les ouvriers organisés se prononcèrent cependant contre la réduction des salaires et il faut espérer que le Conseil National

des ouvriers du Bâtiment, à qui incombe le devoir de défendre les intérêts des ouvriers, va annuler la convention et déclarer la grève en plein accord avec les autres ouvriers de l'Afrique du Sud.

Cette lutte, est, comme de coutume, rendue extrêmement pénible par la maudite discorde corporative. Le syndicat unifié des charpentiers et des menuisiers de Capetown et de Port Elisabeth a signé une convention avec les patrons, d'après laquelle aucune réduction de salaires ne pourra être effectuée avant la fin de l'année. Se basant sur cette convention, les entrepreneurs qui estiment que charpentiers et menuisiers suffiront à l'indispensable des travaux pendant la grève des ouvriers du Bâtiment, sont certains de pouvoir triompher aisément de ceux-ci et, après eux, des charpentiers et des menuisiers. Il faut espérer qu'il en sera autrement et que le syndicat unifié des charpentiers et menuisiers se refusera à faire le jeu de la classe capitaliste pour le piètre avantage d'un délai de trois mois.

Des pourparlers ont été entamés entre les patrons d'hôtel et les 2 syndicats qui groupent les employés d'hôtel, concernant la réduction des salaires. Le plus grand hôtel de Capetown a donné congé à 17 de ses employés syndiqués en guise d'avertissement aux autres employés. Son exemple va être suivi par les autres hôtels, comme l'exige la solidarité capitaliste. Les patrons espérent de cette façon contraindre leurs employés à abandonner la lutte au moment de la mise aux voix du projet de réduction des salaires.

L'influence des masses ouvrières sur la vie syndicale se fait sentir de la façon la plus intensive dans les rayons miniers; il n'y a pas longtemps a été créé à Johannesburg un „Conseil d'action" des mineurs. Il mène parmi les membres du syndicat, des mineurs de l'Afrique du Sud la propagande en faveur des groupements par branches d'industrie. Cette propagande est particulièrement efficace dans la région occidentale, à Central Rand, Springs, Kersburg. Bénoni par contre présente un point faible. C'était jadis un grand centre révolutionnare, mais après la destruction à laquelle il a été soumis on 1919, il ne peut pas arriver à se relever. En ce qui concerne la lutte pour les intérêts les plus élémentaires et quotidiens, les membres du Conseil mènent la propagande en faveur de la réduction de la journée de travail et exigent l'augmentation des pensions octroyées aux ouvriers qui ont contracté la phtisie dans les mines, indépendamment de leur qualification.

Le contrôle ouvrier sur la production commence également à se frayer une voie. Ainsi par exemple, la station électrique de Johannesburg est devenue le théâtre d'une lutte ardente entre les ouvriers et le patron de la station qui n'est autre que le Conseil municipal. Le Conseil municipal exprime la décision d'en finir avec le contrôle ouvrier, ne le reconnaissant même pas en droit.

Le directeur général des chemins de fer, sir William Heil, se propose de révoquer un certain nombre de cheminots, d'augmenter la journée de travail dans toute une série de sections et de réduire le travail de certaines catégories d'ouvriers de quelques journées par semaine. Si ce plan peut être réalisé, les rangs des chômeurs seront considérablement grossis. Le Parti Communiste de l'Afrique du Sud invite les ouvriers à une lutte décidée contre de semblables tentatives. Il exige également la convocation immédiate d'un Congrès des syndicats sud-africains d'industrie et de métier dans le but d'élaborer un plan d'action commune.

La grève des employés des tramways qui a eu lieu à Durden fut très instructive pour les travailleurs autant de race blanche que de race noire de l'Afrique du Sud. Après une lutte opiniâtre qui dura deux mois, les leaders jaunes estimant sans doute que la résistance des ouvriers était brisée, remirent aux voix la question de la grève, recommandant de leur côté l'adoption des conditions offertes par les entrepreneurs. Les résultats furent identiques à ceux du premier référendum.

A l'heure actuelle, le Parti Communiste est définitivement construit et son influence se manifeste sur toute l'étendue du continent depuis le Caire jusqu'au Cap. Il a groupé tous les éléments d'opposition de l'Afrique du Sud et s'est composé des organisations de gauche suivantes: La Ligue Internationale des socialistes, la Fédération social-démocrate, l'Association socialiste juive

et le Club des marxistes de Durden. Cette unification était accompagnée d'une vaste propagande en faveur des idées de l'Internationale Syndicale Rouge. La presse communiste a publié des articles du représentants de l'Afrique du Sud auprès de l'Internationale Communiste, le camarade Johns, du camarade Losovsky et d'autres; les questions traitées dans ces articles sont soumises à une ardente et minutieuse discussion.

Un appel a été adressé aux ouvriers de la tribu Bantu (scieurs de bois et porteurs d'eau) dans lequel ils sont invités à entrer dans les syndicats africains et à lutter pour leur émancipation aux côtés des blancs qui comme eux gémissent sous le joug du système des salaires. Cet appel explique aux ouvriers indigènes leur position dans la société, leur rôle de main d'oeuvre exploitée et leur prouve la nécessité devant laquelle ils sont placés de suivre l'exemple qui leur a été donné par les ouvriers et les paysans russes.

*Mac Pherson.*

## Le Congrès de l'Internationale des Victimes de la guerre.

C'est à Vienne que s'est tenu, au debut d'octobre, le Congrès international des victimes de la guerre. A l'unanimité, le Congrès a mis à la base de ses travaux les principes suivants:

1. La guerre et la misère de ses victimes qui en découle sont le résultat fatal du système capitaliste.

2. En régime capitaliste toute guerre défensive est également inadmissible.

3. Pour lutter efficacement contre la guerre il faut commencer par diriger ses efforts contre sa cause essentielle: le système capitaliste. Tous les anciens combattants, tous les mutilés de la guerre doivent participer à la lutte commune, au pas avec les organisations ouvrières qui, fortes de leur notion de classe, ont déclaré la guerre à la guerre. Les anciens combattants reconnaissent, cependant, qu'au cours de cette lutte contre le capitalisme, qu'on ne doit jamais perdre de vue, il faut songer aussi à une autre tâche importante, celle de l'adoucissement des suites de la guerre, de l'amélioration de la situation sociale des mutilés de la guerre.

Les organisations adhérentes à l'Internationale des victimes de la guerre conservent leur pleine autonomie administrative. Elles se proposent les tâches générales suivantes:

1. Lutte contre la guerre, consdérée comme le résultat du système capitaliste, lutte par tous les moyens efficaces, en collaboration avec le prolétariat co scient. 2. Propagande antimilitariste déstinée à créer partout un état d'esprit hostile à la guerre. 3. Internationalisation des revendications des victimes de la guerre en tant que moyen de leur réalisation. 4. Rassemblement en un point central de toutes les sources (juridiques, techniques, sociales) concernant les victimes de la guerre, les invalides et les orphelins. 5. Etude internationale des questions de prévoyance sociale et de protection législative, ainsi que de tout ce qui concerne les protèses etc. 6. Coordination des revendications des victimes de la guerre avec celles de la classe ouvrière. 7. Propagande en faveur de l'affililiation dans les pays non encore affiliés à l'Internationale des Victimes de la guerre. 8. Soutien des efforts des organisations affiliés tendant à la réalisation des tâches de cette Internationale dans le cadre national et international. 9. Diffusion de la langue internationale Espéranto.

Le Congrès adopta également à l'unanimité la résolution suivante, proposée par les camarades bulgares et autrichiens: „Le Congrès envoie ses plus cordiales salutations au prolétariat enchaîné de Hongrie, il proteste énergiquement contre les crimes des gardes blanches de Horty, contre les plans ténébreux de l'Entente à l'égard de la Russie des Soviéts. Le Congrès invite le Comité Exécutif d'agir d'accord avec les organisations révolutionnaires ouvrières pour rendre impossible la réalisation de ces plans. Le Congrès déclare que dans certains cas il faudra, si c'est nécessaire, que les victimes de la guerre suspendent leur lutte contre la guerre et soutiennent une guerre défensive contre les attaques réactionnaires visant les conquêtes de la révolution. En particulier le Congrès considère que la tension actuelle qui se manifeste entre la République Autrichienne et la Hongrie, dominée par la terreur blanche, forme

précisément une exception conforme au cas prévu plus haut. Le Congrès reconnaît que pendant l'agression hongroise contre l'Autriche, les mutilés autrichiens rempliront leur devoir en défendant la république conjointement avec le prolétariat autrichien".

Le Siège du Comitê Exécutif a été fixé à Paris. Ont été élus membres du Comité Exécutif: Barbusse, Mamin (France); Tidt, Duderschtadt (Allemagn); Nagella (Italie); Scmidt, Brandes (Autriche); Gornsby (Angleterre); Marteau (Belgique); Goldenberg (Amérique). Représentants des veuves: Rausot (France) et Stimmer (Autriche). Les archives seront conservées à Berlin. Le Congrès suivant se tiendra en Italie.

## Comités Internationaux de Propagande: La conférence ordinaire des secrétaires.

Le 18 octobre 1921 a eu lieu sous la présidence du cam. Losovsky la conférence ordinaire des secrétaires des Comités de propagande par branches d'industrie. Etaient présents: le cam. Noguine, membre du Bureau Exécutif de l'I. S. R. et 16 représentants des Comités de Propagande et du Comité Central des syndicats d'industrie panrusses.

Le cam. Losovsky a présenté un rapport sur la situation actuelle au point du vue du mouvement syndical international. S'arrêtant de façon détaillée sur le récent congrès des Unions Germaniques, le congrès des métallurgistes allemands et celui de l'Internationale du Textile, le cam. Losovsky en déduit que le mouvement syndical international entre actuellement dans une période de calme provisoire. L'I. S. R. doit actuellement accorder le maximum d'attention à l'organisation de cadres et de noyaux dans chaque branche d'industrie et dans chaque pays pour, au moment voulu, être prête quant à l'organisation, à la direction des mouvements des masses prolétariennes.

On prend acte du rapport du camarade Losovsky. Ensuite, le cam. Chapiro, chef de la section des organisations d'industrie a fait une communication concernant les conférences des Comités internationaux de propagande qui doivent avoir lieu à l'étranger.

La dernière conférence des secrétaires avait déjà eu à accorder son attention à ce fait que les membres des Comités de propagande n'avaient pas assez fait preuve d'activité. Il faut dès maintenant prendre des mesures pour que ces représentants soient non seulement portés sur le papier, mais représentent en fait le groupe révolutionnaire de leur branche d'industrie dans leurs pays respectifs. Après toute une série de délibérations par branches d'industrie, et après avoir étudié les résultats des congrès étrangers, le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge a reconnu la nécessité de convoquer au cours de l'hiver qui vient les conférences des branches d'industrie les mieux préparées. Telles sont les groupements suivants: Bâtiment, Métaux, Cuirs et Peaux, Bois, Textile, Livre, Mines, Transports. Bien entendu, il est difficile de déterminer d'avance le nombre exact des conférences. Il se peut fort bien que sur les lieux même se manifestera l'urgence de la convocation de quelque autre conférence encore, outre celles énumérées plus haut, on bien au contraire d'en exclure une ou plusieurs. Mais c'est là une question de détail qui sera résolue sur place. Actuellement, il faut mandater d'ici un camarade spécialement délégué pour la solution de cette question. En outre, il faut fixer le programme général des questions à mettre à l'ordre du jour pour toutes les conférences en générale et en particulier pour chaque branche d'industrie. Il faut dès maintenant songer à désigner la représentation des délégués russes à ces conférences et veiller à ce qu'ils arrivent à temps à destination.

Cette communication a fait l'objet d'un vif échange d'opinions. Les camarade Noguine, Lebedef et d'autres ont indiqué l'insuffisance du travail de la section d'information de l'I. S. R. qui ne donne pas en temps voulu les renseignements indispensables. Il a été indiqué de même que l'Internationale Syndicale ne réagit pas toujours assez vite sur tel ou tel événement important pour les groupements d'industrie. Mais presque tous ceux qui ont pris la parole ont reconnu la nécessité d'organiser les conférences en question le plus vite possible.

Le cam. Losovsky a indiqué que le Bureau Exécutif de l'I. S. R. tâche de répondre à tous les événements du mouvement syndical. Et si jusqu'ici, nous n'a-

vons pas arriver à des résultats tant soit peu importants au point de vue de l'organisation des mouvements de nos partisans, les causes en reviennent à la situation générale à l'étranger et aux difficultés extraordinaires que comporte l'établissement d'un cadre strictement discipliné de militants du mouvement syndical rouge. Le cam. Losovsky a souligné que nous nous trouvons actuellement dans un stade du développement de l'activité syndicale où il nous est impossible de compter avec certitude sur le déclanchement immédiat de tel ou tel mouvement par ordre émané du centre. Il faut préalablement réaliser un très grand travail de propagande et d'agitation et organiser peu à peu les organisations et les minorités syndicales qui se sont déjà affiliées à nous pour en faire un corps organique. Pour ce qui est des conférences des comités de propagande, le cam. Losovsky partage entièrement l'opinion exprimée par le rapporteur et les orateurs qui ont pris la parole à sa suite, estimant qu'il est indispensable d'accélérer la convocation de ces conférences.

Après échange d'opinions, fut adoptée une résolution marquant la nécessité de l'organisation des conférences proposées par le rapporteur, de l'intensification de l'activité de la section d'information etc. Il est indispensable, en outre, que cette section réagisse sans retard sur toutes les manifestations actives de la lutte de classe dans les diverses branches d'industrie. En outre, on exprime le souhait de voir tous les secrétaires présenter un compte-rendu mensuel de leur activité à la section des organisations internationales d'industrie de l'I. S. R.

En dernier lieu a été entendue une communication du cam. Chapiro concernant l'organisation auprès de l'Internationale Syndicale Rouge de cours sur le mouvement syndical international et de leçons de langues étrangères.

La Conférence s'est prononcée pour la délégation à ces cours de représentants des Comités centraux des syndicats panrusses et des secrétaires des Comités de propagande, afin de préparer un cadre de militants pour le mouvement syndical international.

---

# Vie Syndicale Russe.

## Chez les travailleurs de l'Enseignement et de l'Art.

Du 1-er au 8 octobre ont eu lieu simultanément à Moscou le IIIème Congrès panrusse du Syndicat de l'Enseignement et de la Culture socialiste et le IIIème Congrès panrusse des travailleurs de l'Art. Dans les circonstances actuelles d'une crise sociale mondiale dont devra sortir une nouvella société, la question d'une bonne organisation des travailleurs intellectuels de tous les pays acquiert une signification exclusive.

Le secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge, le cam. Losovsky, en saluant les deux Congrès au nom de l'Internationale Syndicale Rouge et de la C. G. T. russe, mit en évidence les traits particuliers des circonstances actuelles. Il a dit:

„Nous autres, militants syndicaux de Russie, nous nous trouvons dans une situation exceptionelle. Si nous examinons le mouvement syndical de tous les pays, nous verrons que les travailleurs de l'Enseignement ne se trouvent pas dans les organisations ouvrières. Ils se trouvent partout en dehors des centres habituels du mouvement ouvrier et certains petits groupes d'instituteurs et de petits groupes d'intellectuels pauvres seulement lient leur sort avec celui des organisations syndicales. Ainsi en a-t-il été pendant longtemps en France où existaient de petits groupes syndicalistes d'instituteurs. Ainsi en a-t-il été dans les autres pays".

„Les intellectuels de l'Enseignement en Russie,—abstraction faite des universitaires qui estiment qu'il leur est impossible de partager le sort de la classe ouvrière et de marcher côte à côte avec elle dans sa lutte, dans ses souffrances, dans ses victoires et dans ses défaites — sont une exception dans le monde. Même aujourd'hui, malgré le grand courant qui existe partout au sein des couches intellectuelles d'adhérer au mouvement ouvrier, ils forment des organisations séparées et se placent sur le point de vue de la bourgeoisie. Ils ne veulent rien avoir de commun même avec le socialisme

réformiste. Dans ce sens, la Russie est l'unique pays du monde où les travailleurs de l'Enseignemens se trouvent liés avec la classe ouvrière et cette particularité découle de la situation spéciale de notre pays"....

„La grandeur de notre Révolution, continue le cam. Losovsky, réside justement dans le fait qu'après les grandes épreuves ou conflits, elle crée aujourd'hui ce front au sein des travailleurs qui, incontestablement a été rompu dans la première partie de notre Révolution. L'armée des travailleurs qui était divisée en deux parties—travailleurs manuels et intellectuels—réunie aujourd'hui, la main dans la main marche vers le but commun. Et ce n'est qu'ensemble que nous pourrons vaincre. Et pour nous, dirigeants du mouvement syndical russe qui avons milité pendant de longues années non seulement dans le mouvement syndical russe, mais aussi dans le mouvement international, le fait que le mouvement syndical russe entraîne toute l'armée du travail dans son ensemble représente une des plus grandes conquêtes de la Révolution".

„Ceux qui arrivent chez nous de l'Occident ne peuvent pas comprendre nombre de choses. D'une façon générale il est difficile, même à un Russe, de comprendre la Russie. Mais une chose que pas un seul étranger ne peut comprendre, c'est ce fait que tous les syndicats russes représentent un seul et même organisme syndical. Ça, c'est la conquête de la Révolution qui demeurera pour de longues années, et qui servira d'exemple à tous les autres pays".

L'histoire de l'organisation syndicale des travailleurs de l'Enseignement et de la Culture socialiste qui ont formé aujourd'hui avec le syndicat de l'Art une seule et puissante organisation, mérite d'être notée en quelques mots. Ce syndicat est l'une des plus jeunes fondations de la période qui suivit immédiatement la Rév lution. L'idée d'unifier les travailleurs de l'Enseignement avec ceux de la Culture socialiste naquit au Commissariat de l'Instruction Publique. L'ancien Syndicat panrusse des instituteurs, dont les dirigeants opportunistes avaient cherché à séparer les intellectuels du prolétariat, a joué un rôle considérable en tant que facteur ralentissant le processus normal de la formation et du développement de l'organisation des travailleurs intellectuels. Le Syndicat des instituteurs internationalistes, qui a surgi au lendemain de la Grande Révolution, a donné les premiers cadres des travailleurs révolutionnaires de l'enseignement marchant la main dans la main avec le pouvoir soviétiste et qui ont déclaré une guerre à outrance à la vieille société et à la vieille psychologie. Les travailleurs du Département scolaire du Commissariat du Peuple pour l'Instruction Publique se sont joints à eux et finalement en été 1919 fut fondé „le Syndicat des travailleurs de l'Enseignement et de la Culture Socialiste" (V s e r a b o t p r o s).

Le „V s e r a b o t p r o s" groupe aujourd'hui une immense armée de 700.000 travailleurs. Au cours des deux dernières années il a accompli un énorme travail organique. Les difficultés de ce travail étaient inouïes. La composition sociale des cadres principaux du syndicat rendait très pénible la rupture avec l'idéologie de la société capitaliste et la culture capitaliste, terrain sur lequel pendant des décades se sont développées les vues sociales et la mentalité des intellectuels russes. L'isolement qui caractérise d'une façon générale les travailleurs intellectuels dispersés dans de petits noyaux se trouvant à une grande distance l'un de l'autre, ralentissait énormément le travail de ralliement syndical. Mais aujourd'hui, nous sommes témoins d'un fait indubitable: l'affiliation de tous les instituteurs russes au syndicat des travailleurs de l'Enseignement. Le „Vserabotpros" représente une grande organisation syndicale pédagogique de tous les travailleurs de l'instruction populaire, une organisation où entrent les instituteurs communistes qui y forment une fraction communiste et qui y jouent un rôle d'avant-garde idéologique.

La fusion de „Vserabotpros" avec le Syndicat panrusse des artistes signifie l'achèvement de la période d'organisation et de groupement de tous les travailleurs de l'enseignement, de la science et de l'art, unis désormais sous le drapeau d'un syndicat unique qui cherchera à résoudre ses tâches créatrices.

La liquidation définitive de l'analphabétisme, la bonne organisation de l'instruction professionnelle et technique qui doit

donner au pouvoir soviétiste de nouveaux cadres d'organisateurs de l'industrie sur de nouvelles bases socialistes, la création d'une école polytechnique du travail, un grand travail d'éducation politique au sein de la population adulte, l'édification d'un art nouveau libre et créateur capable de donner une jouissance véritable au prolétariat libéré, voilà les tâches d'une importance extrême que le Syndicat unique de l'Enseignement et de l'Art est appelé à réaliser en contact étroit avec le Commissariat du Peuple pour l'Instruction Publique.

En même temps, l'une des tâches les plus importantes de Commissariat reste la tâche matérielle — la création de ressources en argent et en nature pour la réalisation du nouveau programme d'instruction publique. Jusqu'à présent, il n'a pas été possible de créer de telles ressources — la guerre, la ruine, les discordes politiques l'ont empêché. Aujourd'hui, tout cela est passé. Le pays n'est plus en état de guerre. L'œuvre de l'instruction doit devenir une arme formidable entre les mains du Pouvoir soviétiste pour la rééducation des masses. Nous observons une augmentation notable des ressources du Commissariat de l'Instruction Publique: les 3% du budget de l'Etat qui lui étaient accordés naguère se sont élevés aujourd'hui jusqu'à 8%.

Désormais on pourra mettre un terme à la situation matérielle extrêmement pénible des travailleurs de l'enseignement.

Le IIIème Congrès de „Vserabotpros", en corrélation avec la nouvelle politique économique, a reconnu que „après le décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 16 septembre et les travaux de la IIème Conférence panrusse des tarifs, il est devenu simple et facile d'établir un système de rémunération du travail". Le Congrès a également reconnu qu'une tâche urgente est de constituer un fonds capable de garantir aux travailleurs de l'instruction publique des salaires minimum. Les sources de ce fonds doivent être avant tout les 8% du budget d'Etat et le ravitaillement par l'Etat. La IIème Conférence panrusse des tarifs a établi un salaire minimum de 500.000 roubles; mais le budget de l'Etat pour l'instruction publique ne pourra entretenir sur cette échelle que 200.000 travailleurs de l'Enseignement. Les autres ne seront plus payés par l'Etat, ils devront passer à la charge des municipalités. Le fait que le Commissariat de l'Instruction Publique demandera aux communes d'entretenir les écoles à leurs frais permettra aux instituteurs de sortir peu à peu de la situation de misère et d'épuisement complet où ils se trouvent actuellement.

Le Congrès qui a accompli la fusion du Syndicat de l'Enseignement avec celui de l'Art, a abordé par là même la solution du problème d'une importance immense pour tout l'avenir de la culture humaine: la fusion de l'art avec l'instruction publique.

A l'époque des plus grandes modifications sociales, économiques et culturelles, à l'époque où l'humanité, par des moyens révolutionnaires, cherche à transformer tout le train de la vie, l'art ne peut être séparé de la vie et se développer on ne sait où en dehors de l'atmosphère du travail et de la science. L'art étant une force éducative puissante exige le jeu de l'action et de la réaction de la raison et des sentiments. Il faut aux travailleurs un art qui leur permette de comprendre et de sentir combien était objectivement nécessaire la voie sanglante de la Révolution sociale dans laquelle l'humanité s'est engagée. On comprendra dès lors combien importante est l'unification des travailleurs de l'enseignement et des travailleurs de l'art dans une seule organisation syndicale. La vérité, la raison et la beauté permettront la réalisation de la justice supérieure sur la terre —la libération du travail de l'exploitation capitaliste.

Après avoir examiné la question des rapports internationaux avec les travailleurs de l'Enseignement, le Congrès a adopté une résolution dans laquelle il salue le Comité International de Propagande de l'Enseignement organisé auprès de l'Internationale Syndicale Rouge avec la participation active du Comité Central du „Vserabotpros" et lui promet l'appui moral de toutes les sections syndicales de ce dernier. En constatant le fait que dans tous les pays capitalistes, il y a d'un côté les fonctionnaires jaunes des organisations d'instituteurs qui servent de point d'appui au réformisme et qui renforcent l'influence bourgeoise sur les instituteurs et, par leur intermédiaire,

sur le prolétariat, et d'un autre côté les organisations révolutionnaires, socialistes et syndicalistes de la partie la plus active et la plus avancée des instituteurs, marchant la main dans la main avec le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire, le IIIème Congrès Panrusse de l'Enseignement déclare que toutes ses sympathies vont entièrement à cette partie révolutionnaire du corps enseignant de tous les pays.

„Le Congrès salue ardemment tous les syndicats révolutionnaires des instituteurs et des travailleurs de l'enseignement qui, malgré toutes les persécutions et répressions, mènent dans leurs pays la lutte révolutionnaire, d'accord avec le prolétariat révolutionnaire pour le renversement de la domination bourgeoise et de l'école de classe bourgeoise—cette citadelle du régime capitaliste qui est le foyer des idées du chauvinisme, du cléricalisme, du nationalisme et de la haine envers la révolution prolétarienne".

„En saluant l'initiative dont firent montre les organisations syndicales des instituteurs avancés français, italiens et allemands dans l'œuvre de reprise des relations internationales avec les organisations révolutionnaires des instituteurs des tous les pays, y comprit la Russie, pour la création d'une Internationale de l'Enseignement, le congrès reconnaît cependant que l'Internationale de l'Enseignement projetée n'a pas encore un programme révolutionnaire précis et conséquent sur la base duquel puisse être édifiée une Fédération Internationale; elle porte l'empreinte de l'esprit pacifiste bourgeois qu'on doit faire disparaître radicalement dès le début. Le Congrès charge le Comité Central de prendre part, par l'intermédiaire du Comité de Propagande, aux travaux de l'Internationale de l'Enseignement ainsi qu'au Congrès International convoqué par les instituteurs. Sa tâche sera de renforcer et d'approfondir les travaux en question, tout en menant parallèlement un travail révolutionnaire indépendant sur la base de la plate-forme adoptée par la conférence des délégués des organisations des instituteurs au Premier Congrès International de Moscou en Juillet 1921, qui exprime l'opinion de la majorité des travailleurs de l'Enseignement de la Russie Soviétiste".

## La séance plénière du Conseil Central de la C. G. T. russe et la grève des cheminots américains.

Au cours de la 2-me séance plénière du C. C. de la C. G. T. russe (tenue le 22 octobre), le cam. Losovsky, Secrétaire Général de l'I. S. R. et membre du Bureau de la C. G. T., a fait la déclaration suivante:

„Camarades, actuellement commence en Amérique une lutte grandiose qui jouera à l'égard de l'Amérique le rôle rempli en Angleterre par la grève des mineurs qui dura plusieurs mois. Les dernières nouvelles reçues d'Amérique annoncent que les Compagnies de chemin de fer ont décidé de diminuer les salaires de leurs ouvriers et employés. Les quatre fédérations de cheminots comptent plus de 2.000.000 de membres. L'offensive patronale rencontre cette fois la résistance des ouvriers les plus conservateurs. Les cheminots ont décidé de faire grève à partir du 1-er novembre. Les télégrammes reçus annoncent que pour l'instant il y a 500.000 grévistes, mais les dernières nouvelles donnent lieu de penser que tous les membres des quatre fédérations se laisseront entraîner progressivement dans le mouvement. Il est certain que le mouvement syndical américain se trouve à un tournant; cette grève monstre qui entraînera deux millions d'hommes constituera un coup terrible pour le capitalisme américain. La séance plénière du Conseil Central devrait adresser aux cheminots américains l'expression de notre sympathie et de notre solidarité, notre salut fraternel".

La séance plénière du Comité Central adopte à l'unanimité l'appel suivant aux cheminots américains.

„La séance plénière du Conseil Central de la C. G. T. russe envoie son salut fraternel aux cheminots américains. La bourgeoisie américaine s'est énormément enrichie pendant la guerre, elle ne vous a pas ménagé ses promesses de brillante situation après la victoire. Or, maintenant elle veut s'enrichir encore aux dépens de vos salaires, pour empiler de nouveaux pécules dans ses caisses bondées d'or. De nombreux leaders ouvriers vous avaient promis la paix sociale, vous appelaient à travailler d'arrache-pied pour vaincre le militarisme allemand. Le mi-

litarisme allemand est terrassé. Et voilà que vous vous trouvez en face de votre militarisme national, qui dirige ses armes contre vous, ouvriers américains, contre vos revendications. Et malgré tout, les bavardages sur la paix sociale et l'entente des classes vont toujours leur train.

Les syndicats ouvriers russes n'ont jamais cru ni à la paix sociale, ni à l'harmonie des intérêts de classe. Ils savent bien qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat la paix est impossible. Il n'y aura de paix que le jour où la bourgeoisie sera écrasée en tant que classe.

Nous vous envoyons notre salut cordial et fraternel, et forts de notre expérience, nous vous disons: ne mettez pas votre espoir dans la bourgeoisie et dans ceux qui prêchent la paix avec elle. Que votre lutte soit rude et implacable! Rappelez-vous bien que le régime de sang et d'exploitation qui règne dans le monde capitaliste ne peut être détruit que par l'instauration du pouvoir du Travail.

---

# Partie Officielle.

## Sauvons Sacco et Vanzetti!

(Aux ouvriers de tous les pays.)

Camarades!

Le capitalisme américain est en train d'accomplir un crime abominable. Poussé par la haine et l'esprit de vengeance, il a fait condamner à mort, par un jury complaisant, nos camarades Sacco et Vanzetti, militants prolétariens faussement accusés d'un crime qu'ils n'ont pas commis.

On n'a reculé devant aucun moyen de corruption pour arracher le verdict, pour gagner le jury et un témoin complaisant, et pour étouffer le témoignage formel et catégorique de plus de 40 témoins qui ont confirmé l'alibi de Sacco et Vanzetti se trouvant au moment du crime à plusieurs centaines de kilomètres du lieu de son accomplissement.

On a mis en oeuvre contre nos camarades Sacco et Vanzetti les mêmes procédés infâmes dont la bourgeoisie s'est toujours servie pour perdre les militants les plus actifs des organisations ouvrières révolutionnaires.

Rappelons seulement les monstrueuses exécutions de Spies, Parson, Ling et de leurs camarades pendus en 1887 à Chicago, en vertu du verdict d'un jury choisi et acheté par les gros capitalistes, comme le démontra en 1889 le Gouverneur de l'Etat d'Illinois, qui proclama l'innocence des suppliciés et voua au mépris le jury criminel qui avait fait périr des innocents.

Souvenez-vous aussi des affaires Otto et Giovanitti en 1912. Ces camarades là devaient être condamnés à mort et leur salut n'est dû qu'aux protestation énergiques des travailleurs de l'Europe et de l'Amérique qui firent pression sur le gouvernement américain pour les libérer.

Cette fois encore l'action internationale des travailleurs doit remplir son oeuvre de salut. La justice bourgeoise a déjà condamné nos camarades, la solidarité prolétarienne doit les arracher à l'emprise criminelle de la bourgeoisie américaine. Les travailleurs de tous les pays doivent se dresser pour sauver ces victimes de la haine de classe du patronat américain déchaînée contre les meilleurs militants de la classe ouvrière.

L'Internationale Syndicale Rouge fait appel à la solidarité de tous les travailleurs pour qu'ils mettent tout en oeuvre afin d'arracher à la mort et à la prison ces tragiques victimes d'une abominable machination policière.

Travailleurs de tous les pays, agissez avec énergie et rapidité contre ce verdict criminel!

Faites sentir au gouvernement capitaliste américain que la classe ouvrière n'est plus disposée à laisser assassiner ses meilleurs militants à la faveur d'une fausse accusation!

Tous debout pour sauver Sacco et Vanzetti!

Vive la solidarité internationale!

A bas les bourreaux capitalistes d'Amérique!

Pour l'Internationale Syndicale Rouge:
Le Secrétaire Général *A. Losovsky.*
Les membres du Bureau Exécutif:
*Andreitchine* (Amérique), *Mayer* (Allemagne), *Arlandis* (Espagne), *Tom Mann* (Angleterre), *Noguine* (Russie).

## Appel contre la terreur blanche en Espagne et en Yougo-Slavie.

(Aux ouvriers des tous les pays.)

Camarades!

Une fois de plus les victimes de la sanglante réaction espagnole s'adressent au prolétariat du monde entier pour dénoncer les abominables crimes qu'accomplissent tous les jours les sanguinaires prétoriens du militarisme en Espagne contre des centaines et des milliers de prolétaires espagnols coupables seulement de chercher à améliorer leur sort et à se libérer de l'esclavage économique et politique, auquel les condament les maîtres de l'heure.

Du fond des geôles espagnoles, lieu de supplice et de torture, où les leaders de la classe ouvrière et ses meilleurs éléments subissent journellement les plus cruels traitements qui viennent s'ajouter aux angoisses morales de savoir leur famille abandonnée et vouée également aux persécutions implacables des sbires du gouvernement, ils s'adressent à vous, prolétaires de tous les pays, vous appellent à l'aide: aidez-les à sortir de ce cercle de fer que les généraux de la monarchie ont formé autour d'eux et qui se resserre chaque jour davantage.

Pour mettre à exécution leurs sinistres desseins, pour détruire les organisations ouvrières, ils ne reculent devant aucun crime, ils ont recours à tous les raffinements de la cruauté. C'est ainsi que les militants les plus en vue sont assassinés à la sortie du travail ou même chez eux. Ils sont nombreux, les camarades incarcérés qui ont été tués par la police pendant le transfert d'une prison à une autre. Parfois, il arrive qu'on libère les prisonniers au milieu de la nuit pour les faire tuer ensuite à la porte de la prison. Ce fut le cas pour nos camarades Evelio Boal, sécrétaire et Feliu, trésorier de la Confédération National du Travail. Le supplice enduré par ces camarades a peu de précédents dans l'histoire. Ils furent atrocement battus à la Préfecture de Police pour leur arracher les noms et les adresses des militants du Comité National. Devant leur refus, les bourreaux redoublèrent leurs cruauté jusqu'à défigurer leurs victimes au point de les rendre méconnaissables, et pour les achever, ils les firent sortir de la préfecture et, à 100 mètres de là, les tuèrent à un signal donné. Ces cas ne sont malheureusement pas uniques, auparavant déjà les camarades Gomar, Peris, Villanueva, Sasera, Hernandès, Cil, Arlandis et bien d'autres ont été assassinés de la même façon. Quelque temps après, deux militants des plus actifs de l'organisation de Barcelone, Archs et Vandelles sucombèrent sous les tortures à la Préfecture de police; pour effacer son crime, la police plaça les cadavres sur la voie ferrée, mais quelqu'un les enleva avant le passage du train, ce qui fit s'ajouter à la liste déjà longue des crimes de la bourgeoisie espagnole les noms de ces nouveaux martyrs.

Les lauriers des bourreaux espagnols empêchent de dormir les gouvernements des autres pays bourgeois. La classe ouvrière — voilà l'ennemi. Les uns après les autres, les Etats, les gouvernements se mettent à l'école des maîtres-bourreaux espagnols: on démolit les organisations ouvrières, on massacre leurs dirigeants. En Yougo-Slavie les maîtres de l'heure sont près d'atteindre le modèle espagnol. La bourgeoisie espagnole, enrichie pendant la guerre et à la paix de Versailles, croit de son devoir d'exploiter et de dominer souverainement les masses laborieuses. Les ouvriers n'osent pas montrer la moindre velléité de résistance, la terreur blanche les frappe à la première tentative, elle atteint ceux-là même qui ont tant souffert durant les longues guerres Balcaniques et pendant la fameuse guerre „pour la liberté". Les organisations ouvrières sont détruites, leurs chefs sont massacrés.

Les prolétaires de tous les pays ne peuvent demeurer indifférents en face de crimes aussi monstrueux. L'action cynique de la bourgeoisie et de ses mercenaires, la sanglante et systématique terreur, toutes ces horreurs demandent une intervention rapids et efficace de la classe ouvrière de tous les pays. En vain s'adresserait-on aux assassins, en vain leur rappellerait-on leurs obligations, leur lois, leur constitution. Il faut que le prolétariat manifeste sa puissance, il faut qu'il mette une bride à la réaction forcenée qui sévit dans ces deux pays.

Le Comité Exécutif de l'Internationale

Communiste et le Bureau Exécutif de l'I. S. R, invitent les prolétaires et les organisations ouvrières de tous les pays à organiser la lutte contre les gouvernements espagnol et yougo-slave. Les organisations ouvrières de toutes les tendances sont intéressées à faire cesser cette destruction inouïe des meilleurs éléments de la classe ouvrière. Nous nous adressons à l'Internationale d'Amsterdam en lui proposant d'examiner conjointement avec nous les méthodes et les formes d'organisation d'une action éventuelle internationale du prolétariat. Nous croyons que la meilleure réponse à faire aux massacres et aux démolitions est la blocus prolétarien et le boycottage de ces pays, réalisé par toutes les organisations ouvrières sans distinction de tendances. Les syndicats ouvriers, et surtout ceux des cheminots et des marins, peuvent sauver la classe ouvrière d'Espagne et de Yougo-Slavie. Toute la presse communiste, socialiste, syndicale, sans distinction de tendance, à quelque Internationale qu'elle appartienne, doit intervenir sur un front unique pour sauver nos frères espagnols et yougo-slaves.

Action internationale contre les assassins de la classe ouvrière, blocus prolétarien et boycottage de la bourgeoisie qui a dépassé toutes les bornes! Que pas un prolétaire, pas une organisation ouvrière ne restent sourds à cet appel! Examinons les possibilités pour organiser conjointement le blocus prolétarien.

Vive la solidarité internationale des ouvriers!

Vivent les prolétaires persécutés d'Espagne et de Yougo Slavie!

A bas les assassins cyniques de nos frères de classe!

*Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.*

*Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.*

## Aux cheminots américains.

(Radio du Bureau Exécutif.)

A l'heure où vous vous trouvez à la veille d'une lutte dont l'envergure n'a pas d'exemple dans toute l'histoire du mouvement ouvrier américain, quand vous vous apprêtez à riposter à l'offensive des exploiteurs qui s'efforcent de vous plonger dans une misère profonde, l'Internationale Syndicale Rouge vous envoie un salut fraternel et ses meilleurs souhaits de réussite. Dans cette lutte, le meilleur souhait que nous puissions vous faire est que tous les ouvriers américains fassent montre d'une entière solidarité. C'est en utilisant cette arme que vous pourrez vaincre sûrement, et cette victoire vous permettra de conjurer le processus de destruction systématique qui menace actuellement le mouvement ouvrier américain. Si vous n'arrivez pas à en finir une fois pour toutes avec les violations systématiques par les patrons des droits syndicaux, avec leurs tentatives de faire reconnaître le mot d'ordre „des ateliers libres", vous vous trouverez bientôt dans la position la plus précaire.

Pendant la dernière guerre, le sang et la sueur de millions de soldats américains et de millions d'ouvriers dupés par des promesses trompeuses de vie meilleure ont contribué à un enrichissement fabuleux du capital américain. N'oubliez pas que pendant ce temps, un grand nombre de leaders des organisations ouvrières américaines vous exhortèrent avec persistance à tendre tous vos efforts au renversement du militarisme germanique. Ils vous promettaient, en retour, l'avènement, après la guerre mondiale, de la paix sociale.

Or, que voyons-nous? Quels sont les fruits de vos efforts et de vos sacrifices dont l'héroïsme était malheureusement dirigé dans des voies erronées? Où donc est cette paix sociale qu'on vous avait promise? Vous vous trouvez actuellement sur terre américaine, face à face avec le même militarisme qui maintenant est dirigé contre vous. Des luttes de classe vous attendent contre le capital qui s'efforce d'augmenter encore son exploitation déjà monstrueuse. L'expérience des ouvriers européens a montré qu'aucune paix n'est possible avec les exploiteurs du travail, qu'ils ne s'arrêtent devant aucune violence, devant aucun crime, quand il s'agit de vous réduire à un esclavage sans issue. Le jour n'est pas loin où votre propre expérience vous dira que la paix sociale ne peut être établie qu'une fois les capitalistes abolis en tant que classe. Bien des fois on vous a trompés, divisés et défaits. Nous espérons que cette fois vous ne serez dupés ni par l'hypocrisie insidieuse du Patronat, ni par le vain

bavardage de ceux qui parlent de collaboration de classes, mais qu'au contraire vous allez mener une lutte sans trêve contre les patrons, en pleine conscience de ce fait que seul l'avènement du pouvoir ouvrier peut mettre fin au régime de sanglante exploitation qui règne actuellement dans le monde capitaliste. Nous vous adressons un salut fraternel et chaleureux de la part de 17 millions d'ouvriers organisés des différents pays qui savent que lorsque vous luttez pour votre propre défense, vous luttez en même temps pour le salut de l'humanité entière.

Pour le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge:

*A. Losovsky,*
Secrétaire Général.

## L'I. S. R. aux grévistes berlinois.

(Radio envoyé le 7/X.)

Le Bureau Exécutif de l'I. S. R., informé de la lutte que vous avez entreprise contre les propriétaires des hôtels et restaurants, vous envoie ses meilleurs souhaits de succès. Pour vaincre il faut avant tout faire preuve de ténacité, de solidarité, de conscience de classe révolutionnaire.

Le Bureau Exécutif remplit une agréable obligation en vous transmettant le salut de vos frères de classe, de vos camarades russes, ouvriers, ouvières, employés, organisés dans la Fédération panrusse des hôtels et restaurants. Au nom de cette Fédération nous vous invitons à envoyer vos délégués à son Congrès qui se tiendra à Moscou le 15 novembre prochain.

En envoyant vos représentants à Moscou, vous montrerez, à la face de l'ennemi, l'unité du prolétariat révolutionnaire, international.

Votre victoire signifie la victoire des ouvriers russes!

Le succès du travail créateur de la Russie prolétarienne est aussi votre succès.

Vive votre victoire qui doit couronner vos justes revendications!

Vivent les employés des hôtels et restaurants de tous les pays!

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Pour le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

Le secrétaire Général:

*A Losovsky.*

## Les syndicats d'Abchasie envoient leurs salutations à l'I. S. R.

Les syndicats ouvriers de la lointaine petite République Soviétique d'Abchasie, délivrés de l'influence dissolvante du menchévisme, déclarent à leur 2-e Congrès que l'unique centre révolutionnaire du mouvement syndical du monde entier est l'Internationale Syndicale Rouge à laquelle adhère le prolétariat d'Abchasie, prêt à lutter la main dans la main avec le prolétariat mondial pour l'instauration du règne du communisme. Qu'importe que nous ne soyons qu'une poignée d'hommes entourés de toutes parts par l'élément petit-bourgeois,—nous pouvons déclarer fièrement que nous nous laisserons toujours guider dans notre travail quotidien par notre liaison avec le prolétariat mondial. Acceptez notre salut prolétarien, frères d'esprit et de sang. Dans la difficile, dans la grande lutte, les ouvriers d'Abchasie apporteront leur part.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive la lutte systématiquement révolutionnaire du prolétariat de tous les pays sous le drapeau de l'I. S. R. et de l'Internationale Communiste!

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. Ц. Bx. 7077. Imprimerie de la IIIème Internationale. 1800 экз.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

№ 8 15 Novembre 1921

MOSCOU
Edition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

# SOMMAIRE.


Les tâches essentielles du mouvement professionnel international . . . . . 305
*A. Losovsky.* — Les syndicats italiens dans l'expectative . . . . . 309
*J. N.* — L'offensive du capital . . . . . 315
*B. Reinstein.* — L'affaire Sacco et Vanzetti . . . . . 318
*G. Smoliansky.* — Les „jeux d'enfants" des syndicalistes allemands . . . . . 322

**Mouvement International Ouvrier.**

**Allemagne.** — *F.* Le congrès des syndicalistes à Dusseldorf. — *F. Haeckert.* Le Conseil d'opposition ouvrière dans les syndicats. — *A. H.* La conférence des marins . . . . . 324—332
**Grande Bretagne.** — *M. Pherson.* La conférence des partisans de l'I. S. R. à Londres . . . . 333
**France.** — *S. G.* La tactique de la minorité au sein des C. S. R. . . . . 335
**Espagne.** — Le Conseil National de la Confédération Nationale du Travail pour l'I. S. R. . . . 337
**Hongrie.** — Le mouvement ouvrier . . . . . 338
**Belgique.** — *S. Garine.* Le mouvement ouvrier en Belgique . . . . . 340
**Tchéco-Slovaquie.** — *A. Hampel.* La conférence des syndicats slovaques et ruthènes. — La conférence des femmes communistes. — Le congrès du Bâtiment. — *A. H.* Les social-traîtres au travail . . . . . 347—350
**Yougo-Slavie.** — *Pavlovitch.* Les syndicats ouvriers . . . . . 351
**Scandinavie.** — Les syndicats des chômeurs . . . . . 357
**Luxembourg.** — Vers le front prolétarien unique . . . . . 358
**Suisse.** — Démonstrations ouvrières. — Le péril bolchéviste et Conrad Ilg . . . . . 359—360
**Proche-Orient.** — *X. Eydous.* Le mouvement ouvrier en Turquie . . . . . 360

**Economie Mondiale.**

*E. Lange.* L'extraction mondiale de la houille et le mouvement international des mineurs . . 364
**Au Congrès des Victimes de la guerre** . . . . . 366
**La famine en Russie et le prolétariat occidental** . . . . . 368

**La jeunesse ouvrière et le mouvement syndical.**

*R. Schüller.* La situation économique de la jeunesse ouvrière . . . . . 373

**Chronique de la vie syndicale russe.**

L'assemblée plénière du Conseil central de la C. G. T. russe . . . . . 375

**Partie officielle.**

Révolution concernant l'Italie. — Message aux ouvriers mexicains. — Radio aux ouvriers américains à propos de la conférence de Washington. — Appel aux ouvriers hindous . 390—394

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Paraît tous les 15 jours.

№ 8 15 Novembre 1921

MOSCOU
Édition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

Conformément à une décision du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge du 26 octobre, la revue mensuelle „Le Mouvement Ouvrier International" sera confondue dorénavant avec le Bulletin de l'Internationale Syndicale Rouge.

Le Bulletin de l'Internationale Syndicale Rouge paraîtra à Moscou le 1-er et le 15 de chaque mois en quatre langues, sur 64 à 80 pages.

La Rédaction prie les organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays, ainsi que les camarades sympathisant à l'Internationale Syndicale Rouge, de contribuer à assurer à notre Bulletin un contenu consistant et d'actualité par l'envoi de matériaux, correspondances et articles sur toutes les questions du mouvement syndical international.

Adresse de la Rédaction: **Moscou, 13 Granatny Péréoulok.**

***La Rédaction.***

# Les tâches essentielles du mouvement syndical international.

Le mouvement ouvrier international est loin de s'être remis des blessures portées à la classe ouvrière pendant la guerre. Il ne s'agit pas ici des pertes physiques, matérielles, mais de la désagrégation morale qui est le trait caractéristique de tout le mouvement ouvrier pendant la période de la guerre. L'étroitesse de vue nationale, l'attachement à la patrie, l'espoir d'améliorer sa situation par la conquête de nouveaux marchés par le capital national, l'appui donné à la politique militaire, la collaboration de classes, tels sont les principaux traits du mouvement ouvrier dans les pays les plus importants. Si la guerre a pu durer pendant quatre ans, c'est seulement parce que, dans tous les pays, à la base de la politique militariste se tenaient les syndicats, dont les dirigeants, d'une part, contenaient les masses par la promesse de grandes réformes après la victoire, et d'autre part, engageaient les classes dominantes à faire des concessions de bon gré afin d'éviter un mouvement révolutionnaire des masses. De la sorte, les syndicats, qui naquirent comme des organes de défense de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, entrèrent organiquement par leurs sommets dans l'appareil capitaliste. Cette liaison des syndicats avec les gouvernements capitalistes apparut avec une netteté particulière dans la période d'après guerre, lorsqu'après la fin de la boucherie éclata toute la haine violente des masses ouvrières contre les oppresseurs. C'est alors que les syndicats intervinrent en qualité de sauveurs du système capitaliste chancelant. En Allemagne, après la révolution de novembre, les syndicats sauvèrent la situation, — et les chefs des organisations de patrons le reconnurent tout à fait ouvertement en rendant justice aux syndicats pour avoir „sauvé l'Etat de l'anarchie". Les syndicats des pays de l'Entente intervinrent également en qualité de sauveurs de la bourgeoisie. Immédiatement après la guerre, les syndicats de tous les pays apparaissent sur l'arène mondiale: ils sont admis à élaboration de certains articles du traité de Versailles, ils font sortir l'union sacrée du cadre national pour lui donner une extension internationale; ils s'unissent aux gouvernements bourgeois et à la Société des Nations. C'est ainsi que s'achève la ligne de l'évolution des syndicats qui eut lieu durant la guerre. Ils deviennent formellement des organes de l'Etat bourgeois, ils se font l'appui de la domination bourgeoise.

Jusqu'au moment actuel, le mouvement syndical n'est pas encore international dans le sens réel du mot. Même avant la guerre, il n'existait qu'une fédération mécanique, un total d'organisations nationales où manquaient les liens de l'unité de vues, de l'unité de tactique et de l'esprit unique de la lutte de classes. Les intérêts nationaux l'emportaient sur les intérêts de classe. Les congrès et les manifestations étaient le tribut payé à la solidarité internationale. C'est en cela que se manifestaient les dispositions internationalistes des syndicats aux jours de cérémonies solennelles, mais dans leur pratique quotidienne ils

étaient renfermés dans leurs cadres naticnaux. La lutte dépassait rarement les poteaux-frontières. Si, avant la guerre, le mouvement syndical n'avait été international que pour la forme, pendant la guerre cet internationalisme disparut complètement et ne garda un restant de vie que dans les organisations et groupes internationaux qui, dès les premiers jours de la guerre, s'étaient insurgés contre les gaz asphyxiants de l'idéologie militaire. L'évolution des opérations militaires, la guerre traînant en longuer, la misère des masses s'accroissant en raison de ce dernier fait, tout cela augmentait les protestations des ouvriers, et les prémisses de l'internationalisme s'affermissaient au fur et à mesure que grandissait le mécontentement. Mais, même après la guerre, le mouvement syndical dut se borner aux limites nationales.

L'Internationale d'Amsterdam est une somme d'organisations nationales; chacune d'elles, à l'exception des minorités, est prête à se porter à la défense de son pays en cas de conflit avec un autre pays. Ainsi, les syndicats polonais adhérant à Amsterdam exigent la Silésie et les syndicats allemands, adhérant également à Amsterdam, estiment que la prise de la Silésie par la Pologne est un acte de brigandage odieux. Les organisations bornées nationalement qui se placent sur le terrain de la collaboration de classes, ne peuvent créer une organisation internationale. Les secrétariats internationaux pour les industries métallurgique, minière, textile, etc. sont tout aussi peu internationaux. Ce fait se révéla avec un éclat particulier lors des grandes grèves et des conflits de ces derniers temps. Ainsi donc, la tâche primordiale du mouvement syndical mondial est la création d'une réelle fédération internationale des syndicats. Les fédérations anciennes et nouvelles, Amsterdam dans ce nombre, ne sont dans l'hypothèse la plus indulgente que des enregistreurs des événements: elles suivent le mouvement au lieu de le guider: elles pétinent dans les vieux chemins frayés au lieu de montrer des voies nouvelles, elles font toujours concorder les tendances des organisations nationales sans jamais poser devant la classe ouvrière les problèmes généraux de la classe prolétarienne. Et cela se comprend. L'ensemble de l'Internationale d'Amsterdam est tel que cette dernière ne pourra jamais devenir une organisation internationale. Celle-ci ne peut prendre naissance et se fortifier que dans le cas où les divers éléments nationaux qui la composent placeront les intérêts généraux du prolétariat au-dessus de leurs intérêts nationaux. Or, de telles organisations n'existent pas dans l'Internationale d'Amsterdam, on ne les trouve que dans l'Internationale Rouge des Syndicats.

Ainsi, la lutte entre Amsterdam et Moscou, est, dans son essence, la lutte pour la création d'une réelle organisation internationale, la lutte pour la priorité des intérêts du prolétariat international sur les intérêts du prolétariat de telle ou telle nation; la lutte pour la création de fédérations de combat, et non seulement de forme, des masses ouvrières contre le capital international, pour l'organisation de mouvements sur une échelle internationale, et non réduits à des limites nationales, par industries et par groupes d'industrie, pour la consolidation du prolétariat international en tant que classe, et son opposition à la bourgeoisie internationale. Voilà pourquoi la lutte est engagée, et voilà en quoi consiste l'essence, la base des divergences, ce qui divise le mouvement syndical de tous les pays en partisans de Moscou ou d'Amsterdam. Pour créer une telle fédération réellement internationale il faut conquérir des syndicats de tous les pays, les libérer de l'étroitesse de vues nationales, il faut leur infuser une nouvelle essence, transformer les vieux syndicats, qui sont des instruments de réaction sociale, en des outils de la révolution sociale.

Et nous arrivons là au deuxième problème qui agite en ce moment le mouvement syndical de tous les pays. Est-il possible d'engager les syndicats dans une voie nouvelle, ou la situation est elle désespérée au point qu'il faille les détruire et en reconstituer de nouveaux à leur place? Il existe une tendance, pas très forte, il est vrai, qui est pour la destruction des syndicats, dans l'idée que ceux-ci sont une machine bourgeoise qu'il est nécessaire d'anéantir, si nous cherchons à obtenir un succès réel dans la lutte sociale. Les partisans de ce point de vue se représentent les syndicats d'une façon trop métaphysique. Dans les syndicats, il ne

faut pas envisager uniquement les couches supérieures, mais la masse ouvrière. Ils comptent actuellement 50 millions d'ouvriers. Le fait de tourner le dos à ces millions pour constituer des syndicats révolutionnaires purs, c'est un suicide, c'est s'isoler des masses, c'est se transformer en secte. Il est curieux de constater que les partisans de ce point de vue, qui espèrent arriver à anéantir le puissant impérialisme mondial, désespèrent de la victoire sur la bureaucratie syndicale. Ce point de vue est basé par essence sur le manque de confiance dans les masses ouvrières. On doit repousser un tel pessimisme, car il est stérile comme le figuier biblique. Les masses ouvrières doivent être conquises. Et cela signifie qu'il ne faut pas tourner le dos aux syndicats et les abandonner, mais qu'il faut, au contraire, aller vers les masses. Si les couches supérieures ont pris racine dans l'Etat bourgeois, la masse, elle, ne saurait en faire autant. Le développement des contradictions la pousse contre son Etat bourgeois et contre son propre appareil conservateur. Nos tâches consistent à renforcer cette pression de la masse et à la libérer de l'influence des réformateurs bourgeois et socialistes dans l'organisation et dans les idées. Cet affranchissement s'opère assez rapidement, surtout en ce moment, sous la ruée inouïe du capital.

Dans le mouvement ouvrier mondial, nous notons actuellement deux faits en rapport avec l'offensive du capital sur tout le front: d'abord, une certaine hésitation, du désarroi, un manque de fermeté dans les rangs d'avant-garde, une sourde fermentation, une indignation et une haine croissantes dans les grandes masses. L'avant-garde piétine sur place, et l'armée se déplace suivant la ligne de la lutte de classes. Par son offensive, le capital bouche les fissures existant au sein de la classe ouvrière, crée un terrain favorable à l'unité d'action et c'est là que nous abordons le troisième problème du mouvement syndical international, celui des formes et des méthodes à employer pour repousser les attaques de l'ennemi.

Quels moyens et quelles méthodes de lutte les organisations d'Amsterdam peuvent-elles bien préconiser? Pendant plusieurs années elles ont promis la paix sociale. Dans le Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations, elles ont élaboré avec les patrons des projets de lois sociales. Toute leur politique était basée sur le libéralisme des classes dominantes, et voilà que maintenant tout s'écroule. On augmente le nombre des heures de travail; on réduit les salaires: on abolit les contrats collectifs. La bourgeoisie qui avait battu en retraite jusqu'au milieu de l'année 1920, a rassemblé ses forces et a entamé une offensive organisée. Les vieilles organisations cèdent sous cette pression; elles consentent de plein gré à la baisse des salaires; sous l'impulsion des masses, elles dirigent bien parfois des grèves, mais elles tendent à les faire cesser promptement. En un mot, l'offensive du capital a brisé l'échine de l'Internationale d'Amsterdam. Elle est placée devant l'alternative de lutter contre le capital ou de s'effacer complètement. Peut-elle lutter? Non. Elle repose sur une base non seulement nationale, mais aussi professionnelle et corporative. Elle ne peut faire appel à la grève internationale, car les organisations qui la composent aborderont cette question du point de vue des intérêts de leur industrie nationale sur le marché mondial. Elle est contrainte d'intervenir dans des limites nationales et non internationales.

L'Internationale d'Amsterdam englobe approximativement de 8 à 10 millions d'ouvriers de plus que nous, mais malgré cette énorme quantité de travailleurs groupés par elle, elle n'est pas encore sortie de la période de l'enfance du mouvement ouvrier. Nous avons pu nous en apercevoir lors des longs et importants conflits pendant la grève des mineurs en Angleterre, des ouvriers du textile en France, etc. Lorsqu'une corporation entre en lutte, les autres se refusent à la suivre, craignant d'ébranler la stabilité du système capitaliste et, au lieu d'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, il n'en résulte que des escarmouches de détachements isolés de cette dernière avec un ennemi puissant, armé jusqu'aux dents.

La différence essentielle entre l'Internationale Rouge et l'Internationale d'Amsterdam ne consiste pas seulement dans une compréhension différente des formes et des méthodes de la lutte sociale, mais surtout en ce que les anciens syndicats considèrent toute organisation syndicale

comme un but en soi, tandis que nous voyons dans les syndicats un moyen d'atteindre un but, c'est-à-dire comme un instrument de la révolution sociale et de la construction socialiste. Là où la situation d'une corporation séparée est critique, les Amsterdamois ne peuvent pas et souvent ne veulent pas entraîner dans la lutte des catégories de travail qui (cheminots, ouvriers du gaz, ouvriers du tramway, travailleurs des industries alimentaires, etc.) pourraient avoir une influence décisive ; tandis que nous autres, nous mettons au sommet de l'angle de la lutte contemporaine contre le capital passé à l'offensive l'action des ouvriers des entreprises d'utilité publique et des entreprises de l'Etat. D'une part, c'est la domination de l'esprit corporatif, de l'autre, c'est une façon d'aborder les moindres conflits du point de vue de classe. D'un côté, ce sont des efforts pour arriver à un accord avant et pendant la lutte, de l'autre, c'est l'exacerbement du conflit social et la tentative d'entraîner dans le combat les plus grandes masses des travailleurs.

La question la plus complexe du mouvement syndical contemporain est la création du front unique en face du capital passé à l'offensive. Malgré une lutte politique exacerbée et l'existence de deux ou trois partis politiques ouvriers dans chaque pays, les syndicats, dans l'ensemble et en général, restent jusque maintenant unis. Ce n'est pas là un phénomène fortuit. Il y a donc des raisons et des intérêts profonds qui obligent la classe ouvrière, malgré toute l'acuité des passions politiques, à conserver l'unité des syndicats. La raison de cette unité qui persiste est que, malgré tous leurs défauts et leurs côtés négatifs, malgré la trahison toujours renouvelée des chefs, les syndicats, en somme, sont les organes de défense des intérêts matériels immédiats de la classe ouvrière. Dans la situation extrêmement complexe et difficile dans laquelle se trouve actuellement la classe ouvrière, non seulement elle ne peut pas vaincre si elle ne crée un front unique, elle n'est même pas en mesure de repousser l'offensive du capital.

Comment créer ce front unique ?

Les gens d'Amsterdam ont leur recette : pas d'immixtion dans le mouvement syndical des autres pays, silence sur les moments fondamentaux qui divisent les masses ouvrière. Ils veulent mettre à la base de l'unité la collaboration des classes. Nous autres, nous sommes pour le front unique. Nous sommes prêts à le créer avec Amsterdam, avec n'importe quels syndicats, mais sur le terrain de la lutte et non pas sur celui de l'entente sur le terrain de la défense des conquêtes de la classe ouvrière et non pas sur celui d'une retraite volontaire. La tâche des syndicats révolutionnaires consiste à faire des questions concrètes et pratiques de la lutte quotidienne le point de départ du front unique ; pour que le partage ne se fasse pas seulement pour et contre la lutte de classe en général, mais aussi pour et contre la défense révolutionnaire contre le capital en offensive, pour et contre le maintien des conquêtes, pour et contre le combat pour les lois sociales que l'on veut reprendre actuellement ; en un mot, concentrer l'attention des grandes masses sur la question comment rejeter maintenant l'attaque des ennemis de classe en préparant simultanément le terrain pour l'offensive future.

Enfin, une quatrième question est celle des rapports réciproques entre l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste. La transformation du mouvement syndical en un mouvement réellement international signifie sa transformation en un mouvement communiste, car le mouvement ouvrier ne devient réellement international dans son esprit, dans son caractère, dans ses méthodes de lutte et dans sa façon de résoudre toutes les questions, qu'en devenant communiste. En devenant communiste par son contenu, il ne peut pas rester en dehors de l'Internationale Communiste. De cette façon, la logique de l'évolution du mouvement syndical, en le poussant à la création d'un centre directeur réellement international, pénétré de l'esprit et des idées du communisme, le mène à la fusion avec le large torrent communiste et à la création d'une Internationale unique, embrassant toutes les formes du mouvement ouvrier. L'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste ne sont pas deux lignes parallèles, et les syndicats et le parti communiste ne sont pas deux organisations parallèles ne se rencontrant jamais entre elles, ce sont

deux formes s'entrelaçant entre elles, deux lignes qui se croisent souvent et qui trouvent leur achèvement dans l'Internationale unique. Il est difficile de dire après combien d'années aura lieu cette unification des deux Internationales existant séparément, mais rapprochées par le programme et la tactique: le mouvement ouvrier de tous les pays doit encore perdre dans la vie bien des préjugés, non seulement ceux du mouvement syndical réformiste, mais aussi des préjugés révolutionnaires. Les plus importants de ceux-ci consistent dans la séparation de la politique de l'économie, dans les tentatives d'isoler les syndicats du parti politique du prolétariat, dans le désir de faire heurter entre elles ces deux formes du mouvement ouvrier. La vie fera certainement perdre ces préjugés. Seuls, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, l'exacerbement de la lutte contre la bourgeoisie, la nécessité absolue de concentrer toutes les forces existantes de la classe ouvrière en un seul poing tendu contre ses ennemis de classe, guériront le mouvement ouvrier de la maladie réformiste et de toute une série de maladies infantiles de gauche.

En passant en revue l'évolution du mouvement syndical depuis la fin du XIX-e siècle jusqu'à nos jours, nous voyons quel pas énorme en avant il a fait. Au point de vue subjectif, le processus va très lentement, mais au point de vue historique, le mouvement ouvrier a fait un pas colossal en avant, et chaque année il accélère sa marche vers son but final. Le mouvement s'accélère, et au fur et à mesure de son accélération, au fur et à mesure que les conflits s'exacerbent et s'étendent, les tâches fondamentales du mouvement international syndical trouvent leur solution. Si pénible que soit la période que nous vivons, si lourd que soit le fardeau qui écrase actuellement la classe ouvrière de tous les pays, et quels que soient les résultats idéologiques de cette pression de la bourgeoisie internationale sur la classe ouvrière, nous avons toutes les raisons de considérer l'avenir avec optimisme. Les blessures que la guerre porta au mouvement ouvrier se cicatrisent. L'étroitesse de vue nationale disparaît. Le terrain fuit peu à peu sous les pieds de l'Internationale d'Amsterdam. Les prémisses de la formation d'une union réellement internationale se créent. L'ancien mouvement syndical meurt lentement, mais inexorablement. Sa place est prise par le nouveau mouvement syndical révolutionnaire de classe.

L'Internationale d'Amsterdam suit une ligne descendante et, à sa place, lentement, mais inflexiblement, conquérant ses positions les unes après les autres, apparaît à l'avant-scène du mouvement syndical mondial l'Internationale Syndicale Rouge.

## Les syndicats italiens dans l'expectative.

Le mouvement ouvrier italien subit une crise profonde qui a pour origine la défaite essuyée l'année dernière par les ouvriers lors de la main-mise en masse sur les entreprises. L'an dernier a été marqué par une offensive des ouvriers non point seulement contre tel ou tel groupe de patrons, mais contre les fondements mêmes de la société bourgeoise. L'indécision, la mollesse des chefs syndicaux et leur crainte manifeste d'aller à la victoire, désorganisèrent la masse ouvrière. L'attaque fut rejetée, et dès ce moment commence une rapide et fiévreuse organisation des patrons contre les ouvriers. La bourgeoisie crée des organes de combat composés de gardes-blancs. L'Italie entière se couvre rapidement d'unions de combat anti-ouvrières qui, soutenues par le gouvernement, mènent une politique agressive contre la classe ouvrière. Les masses désorganisées réagissent avec une énergie insuffisante contre cette offensive des bandes de la garde blanche. Nombreux sont ceux qui, ayant perdu les illusions qu'ils nourrissaient concernant les syndicats, les abandonnent. Non seulement les syndicats ne voient pas croître leurs contingents, mais ces contingents diminuent. Les patrons ayant compromis leur prestige aux yeux des ouvriers par leur projet de contrôle ou-

vrier, l'enterrent et à leur tour prennent l'offensive sur le front économique. La fin de l'année 1920 et toute l'année 1921 voit se produire l'attaque du capital et la retraite des ouvriers. Le Parti Socialiste Italien et la C. G. T. se mettent en tête de la tactique de retraite, préconisent des points de vues pacifistes et tolstoïens à l'égard des fascistes, abandonnant la lutte contre les pogromes endurés par les communistes et les syndicalistes. La C. G. T. signe une série d'accords avec les fascistes; ces accords sont violés, les fascistes ne cessant pas de s'adonner aux pogromes ni la C. G. T. de louvoyer, tâchant de tempérer l'ardeur révolutionnaire des ouvriers, craignant de voir leurs actions révolutionnaires aller trop loin. On peut dire sans risquer de se tromper que le trait le plus caractéristique de toute la tactique de la C. G. T. italienne dans le courant de la dernière année, fut la crainte des actions révolutionnaires des masses; et en ce sens, elle n'a cessé d'être en plein accord politique et idéologique avec le Parti Socialiste Italien.

La tactique de la retraite et la peur des actions des masses à l'intérieur du pays devaient également trouver léur expression à l'extérieur. La politique extérieure de l'organisation ouvrière est la conséquence logiquè de sa politique intérieure. Toute la période dont nous venons de parler est pour la C. G. T. une période de rapprochement avec l'Internationale d'Amsterdam. Si même le rapprochement n'avait pas trouvé de formes extérieures, leurs affinités auraient clairement apparu car, partout où nous trouvons du réformisme et de l'opportunisme, nous pouvons être sûrs que l'Internationale d'Amsterdam n'est pas loin. Mais ces rapports abstraits entre la C. G. T. et l'Internaltionale d'Amsterdam eurent vite fait de trouver leur expression concrète. Lentement mais sûrement, le lien qui reliait la C. G. T. à Moscou se détendait, en même temps que se resserrait le lien avec Amsterdam. Les chefs de la C. G. T. italienne inventèrent même une théorie spéciale pour expliquer l'utilité qu'il y avait pour elle de rester simultanément dans les deux Internationales; „Notre âme vous appartient, disent-ils s'adressant à Moscou, mais nous devons demeurer à Amsterdam". Cet amour pour Moscou restait purement platonique et ne s'exprimait absolument en rien, tandis que la liaison avec Amsterdam devenait de plus en plus étroite.

Le premier Congrès des Syndicats révolutionnaires posa à la C. G. T. sans ambage la question: avec qui et contre qui? Il ne s'agit point de sympathies platoniques et abstraites à l'égard du prolétariat russe, il s'agit de savoir quelle doit être l'orientation de la C. G. T. italienne, non seulement dans la politique extérieure, mais encore dans l'ensemble de la politique intérieure. Nous n'avons jamais séparé les questions concernant le mouvement ouvrier international du mouvement national à l'intérieur de chaque pays donné. La question concernant Moscou est avant tout et surtout, une question de tactique à l'intérieur de l'Italie et c'est dans ce sens là que cette question avait été posée à la C. G. T. au premier Congrès des syndicats révolutionnaires. Avant tout le Congrès s'est refusé à reconnaître le double ressortissement italien. Le Congrès s'est prononcé pour l'unification du mouvement syndical italien. Le Congrès voulait que la C. G. T. italienne lui donne des réponses nettes à des questions non moins nettes. Or, les délégués Bianchi et Arzimonti arrivés au premier Congrès dans un but d'information ne lui donnèrent aucune réponse. Pour faire aboutir ce qu'il avait commencé, le Bureau Exécutif de l'I. S. R. a envoyé en Italie un délégué spécial qui devait poser à la C. G. T. deux questions concernant: 1) ses rapports avec l'Internationale Syndicale Rouge et 2) l'unification des organisations italiennes. Aux deux questions posées, la C. G. T. italienne ne donna que des demi-réponses. A la séance mixte du Comité Central du Parti Socialiste et de la C. G. T., la première question suscita la résolution suivante:

„Inviter la C. G. T. à observer la convention signée avec le Parti Socialiste de même que la résolution du Congrès de Livourne et agir de façon à ce que les organisations prolétariennes de tous les pays s'orientent conformément aux principes fondamentaux sans quitter la position de l'unité de l'organisation syndicale internationale".

Ainsi donc, le Parti Socialiste et la C. G. T. estiment qu'il est indispensable que

les organisations prolétariennes de tous les pays prennent leur orientation sur les principes fondamentaux de l'I. S R. Sur qui veulent-ils donc qu'on s'oriente? Les principes de l'I. S. R. consistent non point dans une proclamation platonique du mot d'ordre de la lutte de classes révolutionnaire, mais dans toute une série de méthodes concrètes pour l'application de cette lutte. Les principes fondamentaux de l'I. S. R. supposent la lutte pour le contrôle ouvrier, la lutte révolutionnaire contre les organisations patronales de briseurs de grèves, la création de la self-défense des ouvriers, l'application des méthodes d'action directe, etc. Si ces principes fondamentaux de l'I. S. R. sont bons pour les autres pays, il est probable que pour l'Italie ils ne sont pas mauvais non plus. Et s'il en est ainsi, pourquoi donc la C. G. T. italienne ne commence-t-elle pas par s'orienter elle même sur ces principes fondamentaux? Et comment peut-elle agir de façon à ce que les autres organisations s'orientent sur les principes fondamentaux de l'I. S. R. tandis qu'elle même suit une ligne de conduite réformiste?

Plus loin, il est dit dans la résolution adoptée, que la C. G. T. partage nos principes fondamentaux, mais en ce cas, pourquoi diable n'en fait-elle pas la propagande? Où et quand a-t-elle appliqué ces principes dans la pratique? D'après ce que nous en savons, l'activité de la C. G. T. est bien souvent allée à l'encontre des principes de l'I. S. R car, en effet, quels sont les principes de l'I. S. R., d'où découle l'entente avec les fascistes, le refus de créer un appareil de défense ouvrière et d'organiser la grève générale, etc. etc. C'est précisément que la C. G. T. ne reconnaît les principes fondamentaux de l'I. S. R. qu'en paroles, tandis qu'en fait les fondements de son activité à elle, ce sont les principes de l'Internationale d'Amsterdam. Et c'est aussi pourquoi elle estime qu'il lui est indispensable de rester au sein de cette dernière. Nous étions loin de supposer que les principes de l'I. S. R. pourraient devenir pour la C. G T. italienne des produits d'exportation seulement.

Outre cela, la résolution souligne la nécessité d'une seule et unique organisasion syndicale internationale, mais ici la C. G. T. pèche contre la logique. Elle est pour l'unité à tout prix avec les organisations sur un plan international, mais proteste contre l'unité à l'intérieur du pays. Comment s'expliquer cette différence de conceptions quant à l'unité des organisations professionelles? Pourquoi la C. G. T. estime-t-elle absolument indispensable de rester à l'intérieur de l'Internationale d'Amsterdam tout en refusant de créer une seule et unique organisation sur le territoire italien, organisation absolument indispensable pour rejeter l'attaque forcenée de la bourgeoisie? Le mot de l'énigme es très simple. La C. G. T. est prête à s'unir aux organisations réformistes et ne veut rien entendre de l'unité avec les organisations révolutionnaires. Cela apparait de ses rapports avec l'I. S. R. et avec les syndicalistes italiens. Concessions et conciliation à tout prix à droite, intransigeance à gauche. En effet, à la question de notre délégué qui demandait si la C. G. T. voulait fusionner avec les syndicalistes, le Bureau Exécutif de la C. G. T. répondit qu'elle était prête à fusionner à condition que les syndicalistes reconnaissent la convention existant entre la C. G. T. et le Parti Socialiste, ce qui revenait à exiger que les syndicatistes se transforment en socialistes. Une telle condition préalable rend naturellement impossible la fusion des syndicalistes avec la C. G. T. et de cette façon nous voyons que la C. G. T. tout en manifestant un désir d'unité à tout prix sur un plan international, fait tout au monde pour empêcher l'unité du prolétariat italien. Nous ignorons encore les résultats du Conseil National qui devait se réunir du 5 au 8 novembre et à l'ordre du jour duquel figure la question: Amsterdam ou Moscou. On peut dire d'avance que le noyau directeur de la C. G. T., actuelle fera adopter d'accord avec le Parti Socialiste, une résolution ambiguë avec des expressions de sympathies platoniques pour Moscou et avec une liaison réelle avec Amsterdam. Cela ne nous étonnera pas le moins du monde, car la C. G. T. italienne, une fois entrée dans la voie de l'Internationale d'Amsterdam, la suivra jusqu'au jour où la main puissante des prolétaires révolutionnaires d'Italie l'arrêtera et lui fera faire demi-tour.

* * *

Si la C. G. T. manœuvre dans le sens d'Amsterdam, l'Union Syndicale Italienne, elle, dont les représentants ont déclaré à Moscou qu'ils adhéraient à l'I. S. R., manœuvre dans le sens d'on ne sait quelle nouvelle Internationale anarcho-syndicaliste qui, pour ses auteurs eux-mêmes, n'est autre qu'une grande tache d'huile avec un point d'interrogation au milieu. Les résolutions du Conseil Général de l'Union Syndicale Italienne adoptées en fin septembre souffraient de la même imprécision que nous avons déjà vue dans les résolutions de la C. G. T. Concernant l'I. S. R., le Conseil Général a adopté la résolution suivante:

„En ce qui concerne l'I. S. R., confirmer toutes les décisions prises auparavant à ce sujet par le Conseil Général et les congrès, décisions fondées sur les principes du syndicalisme révolutionnaire et dictant une absolue indépendance des partis politiques et des syndicats, affirmant une fois de plus que pour le Conseil des syndicalistes italiens il n'existe aucun parti favorisé à qui il puisse donner des prérogatives spéciales et laisser le droit de s'introniser dans la vie syndicale; pour ce qui est de la force qui a incité l'Union Syndicale à adhérer à la III-ème Internationale, elle n'a pas été un résultat d'une préférence pour un Parti politique, elle servait d'expression à l'enthousiasme éprouvé à l'égard de la glorieuse Révolution Russe d'Octobre."

„Considérant les propositions ci-dessus indiquées, le Conseil confirme son adhésion à l'I. S. R. mais se déclare solidaire avec la minorité des syndicalistes français pour ce qui est de la convocation urgente du Congrès International des Syndicats Rouges dans l'un des pays de l'Europe Occidentale en dehors de l'influence politique d'hommes de Gouvernement responsables, pour préconiser à ce congrès l'abrogation des décisions qui ont déterminé le croisement des organes exécutifs de l'Internationale politique et de l'Internationale Syndicale.

En attendant, le congrès décline l'offre qui lui a été faite d'un siège dans le Bureau Exécutif de l'I. S. R. vu d'une part les considérations précitées et d'autre part le fait qu'après le retour de la délégation en Italie certaines organisations des syndicalistes révolutionnaires ont adopté un vote de défiance à leurs délégués enclins à prendre part aux travaux du bureau."

Si l'on relit attentivement cette résolution, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de stupéfaction, car cette résolution nage dans le vague et l'indécision. D'une part, ils adhèrent à l'I. S. R., d'autre part, à la minorité des syndicalistes révolutionnaires français. Ensuite vient ce refus de prendre le siège qui leur est offert dans le Bureau Exécutif sous le prétexte que „certains délégués ont été désavoués par certaines organisations."

Il n'est pas moins curieux de prendre connaissance des explications pourquoi l'Union Syndicale Italienne a adhéré à la III-ème Internationale. Il paraît que c'est tout bonnement une expression de l'enthousiasme éprouvé à l'égard de la glorieuse Révolution d'Octobre. Il est vrai que chacun a sa manière d'exprimer son enthousiasme à l'égard de la Révolution, mais n'est ce pas là cependant une explication assez étrange d'un acte politique aussi sérieux que celui accompli dans le temps par les syndicalistes lorsqu'ils ont adhéré à la III-ème Internationale. Mais ce qui, peut-être, est le plus remarquable dans toute cette résolution, c'est l'exigence de la convocation d'un congrès dans l'un des pays de l'Europe Occidentale. Cette exigence avait été déjà formulée dans le temps par la C. G. T. italienne. Nous ne songeons pas un seul instant à objecter quoi que ce soit contre la convocation d'un congrès dans n'importe lequel des pays de l'Europe Occidentale et nous aurions grandement préféré nous réunir à Milan, Bologne ou Rome, plutôt qu'à Moscou. Si les syndicalistes italiens se sentent assez forts, qu'ils prennent sur eux la défense des délégués du congrès, la défense de tout le Congrès, et nous le convoquerons volontiers dans leur pays. Nous le convoquerons avec un égal plaisir à Paris, et si nous le convoquons à Moscou, c'est seulement parce qu'il est humainement impossible d'organiser ouvertement un congrès nombreux dans les pays „démocratiques" et „libres". Est-il possible que les fascistes et les organisations de la garde blanche des autres pays qui leur sont apparentées, n'aient rien appris à nos amis italiens?

A cette résolution, assez embrouillée, le Conseil Général trouva nécessaire d'en

ajouter encore une en corrélation avec le Congrès des syndicalistes allemands de Düsseldorf. Dans cette résolution, le Conseil Général constate que l'I. S. R. suit „des tendances étatistes et centralistes“ et charge son représentant au Congrès de Düsseldorf d'appuyer son point de vue quant à l'indépendance complète des syndicats à l'égard de toute espèce d'immiscions et influences des partis politiques. Ainsi donc, l'Union des syndicalistes italienns, tout en faisant partie de l'I. S. R., envoie son délégué au Congrès convoqué par les syndicalistes allemands, quoiqu'elle sache que ce congrès est convoqué pour mener la lutte contre l'I. S. R. Tout cet imbroglio a pour origine une conception fausse des tâches de l'I. S. R. et du rôle des diverses organisations qui en font partie. Lorsque les syndicalistes italiens accusent l'I. S. R. de soutenir des tendances étatistes et centralistes, que veulent-ils dire en somme? Que nous partageons le point de vue de la dictature du prolétariat? Mais l'Union Syndicale Italienne se prononce, elle aussi, pour la dictature du prolétariat. Que nous sommes pour le système des soviets? Mais, que je sache, les syndicalistes italiens eux aussi sont pour le système des soviets. En quoi consiste l'étatisme de l'I. S. R.? Est ce en ce fait qu'elle estime indispensable la lutte politique et la création d'un Etat prolétarien? Y a-t-il quelque chose d'autre? Il est difficile de deviner ce qu'en l'occurence ont voulu dire nos camarades italiens. Mais, résolution oblige! Il ne suffit pas de lancer de vaines phrases au sujet de tendances étatistes. Il faut formuler avec exactitude et netteté, et avant tout formuler son propre point de vue; lorsque les anarco-syndicalistes déclarent être contre les tendances étatistes, qu'est-ce que cela veut dire? Sont-ils-contre toute espèce d'Etat? Mais ils sont pour le renversement de la bourgeoisie? Oui. Or, après le renversement de la bourgeoisie, il faut bien qu'il y ait une organisation de défense contre les ennemis extérieurs et intérieurs? Je doute fort que le plus ardent d'entre les anarchistes italiens puisse le nier. En bien, cette organisation fondée sur un plan national, c'est ce qu'on appelle l'Etat. Ici, il est indispensable de faire remarquer que dans les résolutions du Premier Congrès des l'I. S. R. il n'est point parlé de tendances étatistes. Dans ces résolutions nous rencontrons la formule „dictature du prolétariat“ et c'est tout. Les syndicalistes des autres pays, même anarchisants, n'avaient rien à redire à la dictature du prolétariat. A présent, les voilà qui remettent sur le tapis leurs vieilles théories anarchistes, dans le but de déprécier la décision du congrès. Et maintenant, que veulent dire ces “tendances centralistes de l'I. S. R.“? Nous n'en savons rien, et il est douteux que nos amis italiens en sachent davantage, car les statuts de l'I. S. R. sont loin d'être imbus de tendances centralistes. Mais, si les syndicalistes veulent voir des tendances centralistes dans les tentatives faites par le congrès pour donner réponse aux questions les plus ardues du mouvement syndical des principaux pays, c'est une autre affaire. Ces tendances là se sont fait jour en effet, mais sont-ce des tendances centralistes? Une telle imprécision, une telle inconséquence de position, mettent les syndicalistes italiens sur un même rang avec la C. G. T.: les premiers cheminent rapidement vers Amsterdam et les autres rêvent d'une Internationale Syndicaliste absolument indépendante et impeccable dans laquelle ils se rencontreront avec les syndicalistes allemands qui se sont croisés les bras après avoir découvert la théorie de Tolstoi de la non résistance à la violence. Les syndicalistes, tout en rêvant à des matières sublimes, sont aussi peu enclines à l'unité du mouvement professionnel italien que la C. G. T., ils posent, eux aussi, des conditions préalables inadmissibles sans remarquer que la bourgeoisie italienne profite de l'absence d'unité de front en Italie pour battre en brèche toutes les organisations ouvrières et désarmer le prolétariat à la veille des combats et des conflits décisifs qui viennent.

* * *

Le flottement dans le sein de la C. G. T. de même que l'imprécision de la position de l'Union Syndicale Italienne influe également sur les autres organisations: cela appert des décisions du Congrès et du Conseil Général des cheminots italiens. Comme on sait, cette organisation n'adhère ni à la C. G. T. ni à l'Union Syndicale Italienne. Elle est formée de syn-

dicalistes et de réformistes. Les uns tirent d'un côté, les autres de l'autre. Aussi, le congrès a-t-il décidé de n'adhérer ni à l'une, ni à l'autre des organisations concurrentes; quant au Conseil Général où les syndicalistes sont en majorité, il a adopté le 19 octobre, la résolution suivante, concernant l'I. S. R.:

„Le Conseil Général du syndicat des Cheminots dans sa séance du 19 octobre courant, après avoir discuté la question des rapports avec les organisations internationales, ayant pris en considération la décision unanime du X-ème Congrès et les statuts constitutifs de l'I. S. R. desquels il appert que cette dernière est liée à la III-ème Internationale;

déclare que le Syndicat des Cheminots ne peut pas adhérer à l'I. S. R., car cette adhésion contredirait à l'indépendance à l'égard des partis politiques solennellement proclamée par le Congrès de Bologne, et en conséquence s'abstient de convoquer un Congrès extraordinaire des cheminots;

„exprime le voeu de voir interpréter la présente décision dans son sens réel et véritable, espérant qu'elle n'offrira à personne l'occasion d'accuser le Syndicat des cheminots d'un attachement insuffisant à la cause de l'Internationale prolétarienne à laquelle les cheminots italiens ont toujours contribué et continuent à contribuer chaleureusement;

„déclare que le syndicat des cheminots est disposé et prêt à mettre en oeuvre toutes ses forces et son activité pour fonder un seul et unique front prolétarien national en contre-poids à la réaction capitaliste de l'Etat."

Dans cette résolution, de même que dans la résolution de l'Union Syndicale Italienne, nous trouvons un ardent amour de l'indépendance, une sympathie platonique à l'égard de l'I. S. R., de la crainte à l'égard de la Troisième Internationale et en plus une formule tout à fait abstraite concernant l'unité de front révolutionnaire. Cette résolution pèche par les mêmes défauts que la résolution de l'Union Syndicale, son défaut capital, c'est qu'elle suppose qu'il est possible de fonder une Internationale partageant entièrement et exclusivement le point de vue des cheminots italiens et que le lien qui existe entre l'I. S. R. et la III-ème Internationale constitue une infraction à toutes les lois humaines et divines. Cela n'empêche nullement ces ardents adeptes de l'indépendance d'être dans la plus étroite liaison d'idées et d'organisation avec les anarchistes, et même, plus cette liaison est étroite, plus ils font retentir de cris et de bruit en faveur de l'indépendance. Le Conseil Général du syndicat des cheminots a beau avertir qu'il ne faut pas douter de son attachement à la cause du prolétariat international, de telles résolutions nous y obligent, car l'attachement à l'Internationale prolétarienne suppose la soumission des intérêts locaux et particuliers aux intérêts généraux, elle consiste en ce que nonobstant telle ou telle divergence d'opinions, on reste dans une seule et même organisation et on travaille pour le plus grand bien du prolétariat international. Nous voyons ici que les éléments syndicalistes tâchent d'éviter la responsabilité qu'entraîne la participation à l'Internationale. Ce désir s'explique par la crainte qu'ils ont de voir contrôler leurs actions et parce qu'ils veulent se renfermer dans leurs frontières nationales et ne pas en dépasser le cadre. Sous le drapeau d'un fédéralisme poussé à l'extrême, nous voyons en l'espèce la pratique d'une délimitation nationale. Malgré tout son internationalisme apparent un tel point de vue est profondément anti-international.

* * *

Toutes les résolutions et toutes les décisions citées plus haut témoignent que tout n'est pas pour le mieux dans le mouvement ouvrier italien. La bourgeoisie et les fascistes en profitent pour saigner à blanc et affaiblir la classe ouvrière. Des problèmes très complexes et très difficiles se posent actuellement devant le prolétariat italien. La crise qui s'approfondit, l'émigration qui ne cesse de croître, la réaction qui devient de plus en plus forte, tout cela considéré dans son ensemble oblige la classe ouvrière à tendre toutes ses forces dans la lutte. Le gâchis idéologique règne encore dans l'esprit d'un grand nombre d'ouvriers. Une partie des chefs de la C. G. T. se base sur la théorie de la collaboration des classes, cependant qu'une partie des chefs de l'Union Syndicale plane vainement dans l'espace éthéré de l'anarchisme pur. Ces deux déviations doivent l'une et

l'autre être enrayées à tout prix. Le prolétaire révolutionnaire italien ne pourra ni triompher, ni même rejeter l'attaque des exploiteurs, s'il n'arrive pas à venir à bout de ces deux déviations dans son sein; pour y arriver dans le délai le plus bref et pour venir à bout des difficultés intérieures sans crise il faut:

1. Unifier tous les syndicats existants en une seule et même Confédération du Travail sur le terrain de la résistance révolutionnaire à l'offensive de la réaction.

2. Que la C. G. T. fasse rupture avec la tactique réformiste à l'intérieur du pays.

3. Qu'elle se sépare de l'Intérnationale d'Amsterdam.

Les ouvriers italiens, malgré la tactique réformiste de leurs chefs, entrent en lutte contre leurs ennemis de classe; çà et là éclatent des grèves. Quelques-unes de ces grèves prennent un caractère d'acharnement opiniâtre, mais ces grèves isolées et partielles seront naturellement brisées si les organisations existantes ne font pas fusionner toutes ces actions dispersées en une action commune de tout le prolétariat italien pour la lutte contre l'elan de la bourgeoisie qui a perdu toute mesure. Quelles sont les revendications concrètes qui serviront de base à ce mouvement? Un programme pratique a été proposé par le Comité Syndical du Parti Communiste Italien. Le Comité Syndical a posé devant toutes les organisation syndicales des tâches concrètes („lutte contre le chômage, défense du droit de coalition, lutte contre le fascisme, relèvement du niveau de la vie de la classe ouvrière etc.) préconisant la préparation de la grève générale pour organiser carrément la lutte sur un plan national contre la réaction croissante. Ce programme d'action n'a été adopté ni par la C. G. T., ni par l'Union Syndicale, et seules des organisations syndicalistes et socialistes isolées sont d'accord avec le plan de lutte fixé par le Comité Syndical du Parti Communiste. Cependant, la situation en Italie est de jour en jour plus grave. Le récent appel adressé par le Parti Socialiste et par la C. G. T. à „tous les exploités" constate que „la crise actuelle est une crise de régime" et invite à mener une lutte opiniâtre et tenace. Cela fait qu'en Italie, chaque jour nous rapproche d'une action commune du prolétariat. Une telle action aura lieu, que les chefs réformistes de la C. G. T. le veuillent ou non. Elle est inéluctable. Elle sera couronnée de succès si préalablement a lieu l'unification sur le terrain de l'activité révolutionnaire pratique. Mais si cette unification ne se produit pas, le prolétariat italien essuyera une défaite comme celle de 1920, car la bourgeoisie est assez fine pour briser l'unité du prolétariat italien et profiter de sa division et de sa désorganisation morale.

*A. Losowsky.*

Moscou, le 6 novembre 1921.

# L'offensive du capital.

L'offensive du capital dans tous les pays du monde dont le Bureau Exécutif de l'I. S. R. a donné un tableau éclatant dans son manifeste ne cesse d'occuper la place centrale dans la vie du prolétariat de tous les pays.

Englobant tous les pays du monde, cette offensive provoque partout une résistance décidée qui trouve son expression dans les grèves opiniâtres des ouvriers qui luttent.

Cependant, ces grèves sont rarement couronnées par la victoire des ouvriers. Dirigées par les vieux chefs enclins aux compromis continuels avec le patronat, les ouvriers rendent leurs positions les unes après les autres. Les victoires des capitalistes d'un pays quelconque provoquent inévitablement une répercussion chez les capitalistes des pays concurrents, et ainsi l'offensive du capital se transforme en une guerre continue contre la classe ouvrière, guerre ayant pour but la destruction de toutes les conquêtes que le prolétariat s'est assuré par des décades d'une lutte opiniâtre.

La grève des mineurs en Angleterre s'est terminée par la victoire du patronat. Les exploitants de mines anglais ayant obtenu la réduction des salaires, ont reçu la possibilité de lutter avec un grand succès contre la concurrence du

charbon américain. Mais s'est justement parce qu'une telle issue de la grève était favorable aux exploitants de mines anglais qu'elle se trouvait être contraire aux intérêts des rois du charbon d'Amérique. Comme résultat—offensive des capitalistes américains qui a pris dans la Virginie du Sud l'aspect d'une véritable bataille entre le travail et le capital.

La même corrélation existe entre la grève des ouvriers du textile en France et la baisse des salaires imposée aux ouvriers du textile anglais.

Le tableau de l'offensive est clair. Les vautours impérialistes sont obligés maintenant de continuer par des moyens „paisibles" la lutte pour l'hégémonie qu'ils ont infructueusement poursuivie au cours de 4 année d'une guerre acharnée. Et cette lutte s'inspire non pas de la réduction des bénéfices, mais exclusivement du renforcement de l'exploitation des ouvriers.

En répétant les vielles chansons concernant „l'invasion" des concurrents, les impérialistes des différents pays appellent maintenant les ouvriers aux „sacrifices", à la limitation de leurs besoins avec la même insistance et la même emphase „patriotique" avec lesquelles ils les appelaient pendant la guerre à des sacrifices sanglants pour le salut de la patrie bourgeoise.

L'orgie de la tuerie mondiale pour l'hégémonie des impérialistes d'un pays est remplacée par une orgie encore plus dégoûtante des impérialistes de tous les pays luttant pour la transformation des ouvriers en véritable esclaves du capital.

La guerre impérialiste, qui a surgi comme conséquance d'une surproduction nettement marquée dans les pays les plus importants et par suite de l'aggravation de la concurrence dans la lutte pour l'hégémonie, avait pour les impérialistes ce sens objectif qu'en détruisant l'industrie, en réduisant l'effort productif des différents pays, elle rétablissait pour ainsi dire, cette guerre, l'équilibre ébranlé de l'économie mondiale.

Mais la guerre s'est terminée „trop tôt" par suite de la Révolution en Russie et n'a pas pu résoudre la crise de l'économie mondiale dans ce sens qu'elle n'a pas détruit l'appareil même de la production dans une mesure telle qu'il aurait fallu des décades pour sa remise en marche. La guerre n'a pas donné non plus l'hégémonie économique à un seul pays. En fin de compte, après la guerre, après trois années de bien-être extérieur au cours desquelles l'industrie travaillait pour satisfaire des demandes inouïes en marchandises, provoquées par la guerre, le monde impérialiste s'est trouvé devant des contradictions encore plus marquées entre la formidable production et la limitation des besoins, devant la concurrence encore plus opiniâtre des impérialistes des différents pays, ou d'une même nationalité, et enfin devant la crise prolongée et organique de l'économie mondiale avec son cortège de chômage et de misère du prolétariat. Et les capitalistes des différents pays cherchent une issue à cette situation non point dans le relèvement du niveau d'existence de la classe ouvrière, afin d'augmenter sa puissance d'achat, mais exclusivement dans la réduction des salaires, afin de rendre ces derniers plus bas que ceux des ouvriers des pays concurrents. Conséquences, — lock-outs qui prennent un caractère épidémique, offensive générale contre le prolétariat dans laquelle les capitalistes des différents pays cherchent à se surpasser mutuellement et chômage de millions d'ouvriers, tous ces phénomènes sont en passe de devenir un fait „normal".

Si pendant la guerre impérialiste, la morale „patriotique" disait que la „victoire" et le bien-être des ouvriers d'un pays ne peuvent être assurés que par l'extermination des ouvriers et la destruction de l'industrie du pays ennemi, aujourd'hui, la même morale patriotique montre la voie du salut aux patries bourgeoises dans l'asservissement du prolétariat.

Il se crée une situation plus terrible que celle qui a existé pendant la guerre impérialiste. L'offensive des capitalistes par sa signification objective se transforme en une guerre de longue haleine destinée à ramener le prolétariat à l'exploitation qui a caractérisé la période embryonnaire du régime capitaliste.

L'économie capitaliste est allée si loin dans son développement que la classe capitaliste ne peut plus la gouverner, et objectivement il ne lui reste rien d'autre à faire que de lutter pour tourner la roue de l'histoire à des décades entières en arrière.

Tel est le sens objectif de la guerre qui est faite actuellement au prolétariat par le capital international. Et il faut dire que cette guerre trouve les organisations syndicales du prolétariat aussi peu prêtes à la riposte que lors de la guerre impérialiste.

Comme pendant la guerre impérialiste, la faiblesse du prolétariat consiste dans la division de ses forces, dans l'absence d'une direction internationale unique qui, seule, serait en mesure d'opposer une résistance efficace aux attentats patronaux.

Les héros du social-patriotisme qui continuent à diriger la plus grande partie des vieilles organisations syndicales et qui ont appelé à la paix sociale au nom de la „victoire" sur l'ennemi, aujourd'hui encore appellent à la collaboration avec la bourgeoisie, aux compromis et aux concessions pour sauver leur „propre" industrie de la concurrence de l'industrie étrangère. C'est à cela et à cela seulement que se ramène l'activité des Thomas anglais, des Gompers américains et des Dissmann allemands.

Malgré toute la diversité de phraséologie de ces messieurs, ils sont semblables en ceci qu'ils mènent le prolétariat à la capitulation, à l'abandon des positions conquises, car ils sont incapables de l'appeler et de le conduire à la résistance révolutionnaire. Au lieu d'indiquer au prolétariat toute la profondeur de l'abîme qui se dresse devant lui, ils le poussent eux-mêmes dans le précipice et ce faisant le bercent d'illusions en lui disant que le chômage décroit, et qu'il faut supporter avec courage la crise temporaire en se contentant des miettes, des aumônes tombées de la table bourgeoise. C'est au moyen de ces miettes justement, que les héros de l'Internationale d'Amsterdam et les hommes d'affaires du Bureau du Travail cherchent à fermer la bouche au prolétariat en Italie, en France et en Allemagne.

Le tableau est le même que celui observé pendant la guerre. Le prolétariat perd son sang au nom des intérêts de ses exploiteurs et ses „dirigeants" le bénissent et l'encouragent pour cet exploit. Une seule chose est changée. Pendant la guerre, on jouait cartes sur table: on ne parlait pas de „l'internationalisme", on se moquait de la solidarité „internationale". Aujourd'hui, la situation est plus compliquée. La guerre a beaucoup appris au prolétariat et on ne peut plus le tromper aussi grossièrement. Cela est pris aussi en considération par les dirigeants et ces derniers mènent leur jeu, dans son essence tout aussi national et hostile aux intérêts de la lutte de classe internationale, sous le couvert d'un „internationalisme" assez original.

Leur „internationalisme" ne doit pas cependant tromper les ouvriers. Et les militants révolutionnaires du mouvement syndical doivent arracher constamment ce masque de la figure des gens d'Amsterdam.

L'activité de ces messieurs donne du reste une assez riche matière à une telle opération. Que représentent les congrès internationaux des différentes industries qui ont eu lieu ces temps derniers? Y sentait-on les véritables pulsations de la vie ouvrière? Y parlait-on d'une crise exceptionnelle et de la résistance internationale à opposer à l'offensive capitaliste?

Les social-patriotes d'Amsterdam n'en parlent pas, ils ne peuvent pas en parler de même que ne peuvent se mettre d'accord sur un désarmement réel leurs patrons de la Société des Nations. Car, parler des actions internationales du prolétariat et de la régularisation internationale des salaires, signifie renoncer au point de vue des intérêts de l'industrie „nationale". Mais ces messieurs d'Amsterdam peuvent-ils le faire sans cesser d'être eux-mêmes?

Récemment dans l'organe central des opportunistes belges „Le Peuple", le ministre du Travail, „l'ouvrier" Wauters écrivait sans ambages que les ouvriers belges „doivent produire beaucoup pour lutter d'accord avec leurs patrons contre des ennemis féroces — les capitalistes étrangers".

Il est clair qu'avec un tel point de vue, les gens d'Amsterdam sont incapables d'organiser internationalement la résistance du prolétariat à l'offensive du capital. En appelant le prolétariat des différents pays à s'unir avec sa propre bourgeoisie pour résister à la concurrence étrangère, par là même ils divisent les rangs du prolétariat international, sèment la discorde entre ses détache-

ments nationaux et obtiennent ainsi ce résultat que la classe patronale frappe à coups redoublés les détachements divisés du prolétariat.

Or, demandons nous, quel est le trait d'union réel entre Jouhaux, Dissmann, Thomas et Gompers? C'est la tendance de conserver par des efforts communs la direction des organisations syndicales et de résister à la poussée de la révolution.

Voilà pourquoi leur internationalisme trouve surtout son expression dans une haine féroce à l'égard des syndicats russes, haine nettement soulignée au cours des derniers congrès internationaux du Bâtiment, du Cuir, des Employés, etc. Voilà pourquoi les héros d'Amsterdam cherchent avec tant d'insistance à attirer dans leur Internationale un ennemi aussi déclaré de la révolution et un partisan de l'ordre bourgeois aussi évident que Gompers en lui disant avec justesse qu'il n'existe pas de désaccords de principe entre Amsterdam et lui.

Sur le front de la lutte opiniâtre du capital attaquant la classe ouvrière, le rôle des militants de l'Internationale Jaune se dessine dans toute sa médiocrité.

Se trouvant entièrement dominés par l'idéologie bourgeoise, les héros d'Amsterdam sont incapables de s'élever au-dessus de la lutte que se livrent entre eux les impérialistes pour l'hégémonie. Dans ces conditions, leur internationalisme n'est que la feuille de vigne dont ils cherchent à couvrir la nudité de leur patriotisme bourgeois, dont ils sont aujourd'hui encore tout aussi pénétrés, pour le moins, que pendant la guerre mondiale.

*I. N.*

## L'affaire Sacco et Vanzetti.

La bête insatiable du capital américain tient dans ses griffes deux nouvelles victimes et se lèche les lèvres dans l'attente du sang frais.

Il s'agit de deux militants du prolétariat, les anarchistes Sacco et Vanzetti. C'est une tentative courante du capital américain que de lier l'affaire de deux militants hardis de la cause ouvrière à un procès criminel sensationnel pour les écarter ainsi de son chemin. De tels moyens de lutte étaient toujours énergiquement appliqués en Amérique, mais il se sont particulièrement propagés depuis 1917 et ont atteint leur apogée en 1919, en corrélation avec la fondation de la III-ème Internationale et le développement de la guerre civile en Russie.

A partir de 1919, les inquisiteurs du Département de justice américain ont donné toute ampleur à leur activité destinée à détruire radicalement le mouvement ouvrier révolutionnaire. Tous les moyens étaient bons pour les défenseurs de „l'ordre". Les policiers de la „Grande Démocratie" ont créé toute une série de chambres de supplice dans lesquelles, en recourant à des tortures féroces, ils ont commencé leur lutte contre les militants de la classe ouvrière.

La profession de bourreau est évidemment très lucrative, car grâce l'atmosphère de secret qui entoure leur travail, ils ont la possibilité de se remplir les poches au moyen du chantage, de pots-de vin et de toutes sortes de rapines. Il est naturel qu'ils s'accrochent de toutes leurs forces à leur situation et cherchent constamment à démontrer leur „nécessité" pour garantir les intérêts et la paix de l'Etat. Dans ce but, de temps en temps ils découvrent et liquident toutes sortes de „complots" et „d'attentats". Etant donné que les révolutionnaires véritables n'alimentent pas suffisamment dans cette direction l'activité de la police de sûreté, elle doit très souvent créer des „complots" en recourant à des provocateurs, mettre en scène des attentats en jetant des bombes, en faisant circuler une littérature terroriste de sa propre fabrication, etc.

En été 1919, l'esprit public était très avantageux pour les policiers, car outre la Révolution et la guerre civile en Russie, ils avaient devant eux des conflits révolutionnaires très aigus en Allemagne, en Autriche en Hongrie, les meurtres de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, la lutte armée des spartakistes, la fondation de la République des Soviets en Hongrie et en Bavière, et enfin la fondation de la terrible III-ème Internationale. L'en-

semble de tous ces faits inspirait l'effroi à la bourgeoisie américaine. La police de sûreté décide de profiter de cette atmosphère pour passer à l'offensive contre les ennemis rouges de la „démocratie" américaine. Il fallait montrer que „l'ennemi est fort" et que les policiers ne volent pas le pain qu'ils mangent, qu'ils sont les sauveurs indispensables de la patrie. Pendant la célé ration traditionnelle du 4 juillet, alors que dans toute l'Amérique on organise toute espèce de divertissements, des agents policiers ont jeté presque en même temps neuf bombes dans neuf villes. Ces bombes étaient attribuées aux „rouges", qui avaient voulu, disait on, attenter à la vie de représentants en vue de la bourgeoisie et du gouvernement. A part un passant tué par accident, tout ce bombardement n'a eu aucune conséquence, mais le but qu'on se proposait était atteint. L'imagination effrayée des habitants était frappée par le spectre rouge et la police de sûreté pouvait donner toute envergure à son activité. Pendant plusieurs mois, elle n'avait réussi aucune arrestation à son goût. Finalement, au printemps 1920, étaient arrêtés deux imprimeurs italiens, Salsedo et Elia, qui furent accusés d'avoir imprimé et répandu les proclamations trouvées près du lieu des exploisons. Pendant plusieurs semaines, ces camarades furent maintenus en état d'arrestation et furent soumis à toutes les tortures de la fameuse chambre des supplices de la police new-yorkaise. Cette chambre se trouve au 14-ème étage d'un des gratteciel près de la Direction Centrale des postes de New-York. Ici, au dessus des rues pleines d'animation, au cœur même de cette ville du „diable jaune", les détectives terrorisèrent, maltraitèrent et torturèrent les emprisonnés, surtout Salsedo.

Le 3 mai 1920, on a trouvé près de cet édifice le cadavre déchiqueté de Salsedo précipité du 14-ème étage. A-t-il été torturé jusqu'à ce que mort s'ensuivît et jeté ensuite par la fenêtre dans le but de cacher le crime, ou s'est-il jeté lui-même, réduit au désespoir, c'est un mystère qui n'a pas été dévoilé.

Ce crime inouï remua non seulement les cercles ouvriers, mais aussi une partie considérable de la presse bourgeoise influente. Il a semblé un moment que les secrets de la chambre des supplices new-yorkaise allaient être dévoilés. La possibilité de démasquer les argousins devint surtout plausible avec l'arrivée de l'Etat de Massachussets à New-York de Vanzetti, camarade de propagande de Salsedo parmi les ouvriers italiens de l'Amérique, venu spécialement de l'Etat Massachussets à New-York pour se renseigner sur cette tragédie. Venzetti a réussi à se procurer des renseignements et dès documents compromettant le Département de Justice. De retour à Massachussets, d'accord avec Sacco, son jeune et énergique camarade du club italien des anarchistes, il a commencé une large agitation et a déclanché un mouvement de protestation parmi les ouvriers de cet Etat. Dès les premiers jours, le mouvement a pris des dimensions si sérieuses que le Département de Justice décida immédiatement de fermer la bouche aux agitateurs et de les mettre en lieu sûr. C'était d'autant plus nécessaire que Vanzetti et Sacco avaient la réputation de dirigeants énergiques et influents des ouvriers italiens: plus d'une fois ils avaient montré ce qu'ils valaient au cours de la lutte contre le patronat.

Au cours de cette même année 1920, an mois de mai, Sacco et Vanzetti furent arrêtés dans l'Etat de Massachussets, pendant qu'ils se rendaient à un meeting. Ils étaient porteurs de brochures concernant l'affairé Salsedo, qu'ils se proposaient de faire connaître au meeting, et aussi de la littérature anarchiste-communiste.

On commença par les interroger seulement sur leurs convictions et sur leur rôle dans le mouvement gréviste et antimilitariste. Il n'était aucunement question d'un crime de droit commun. La police a établi que les détenus fasaient de l'agitation anarchiste, et rien de plus. Il est évident qu'avec de telles données, on ne pouvait pas espérer un verdict décisif du Tribunal.

Conformément au proverbe de la bourgeoisie américaine „un bon Indien c'est un Indien mort", en paraphrasant ce mot, les policiers on dit: „Un bon chef du prolétariat, c'est un chef mort". Et ils ont décidé de lier l'affaire des victimes qui sont tombées dans leurs griffes avec une affaire plus sérieuse que la propagande de l'anarchisme et de l'antimilitarisme. Ce but, ils y sont parvenus facile-

ment dans l'Amérique „civilisée“ de nos jours.

Et voici que dans la riche chronique criminelle on a choisi deux affaires „convenables“. La première consistait en une tentative de cambriolage faite par des bandits à la veille de Noël 1919, dans une des petites villes de l'Etat de Massachussets. La deuxième affaire était un vol accompagné de meurtre, accompli sur la personne de l'encaisseur Parmenter et du garde Parrardelli, porteur de 15.000 dollars destinés à des ouvriers. Ce meurtre et ce vol furent accomplis le 15 avril 1920, en plein jour, dans la ville South-Brentery, située dans le même Etat.

C'est ainsi que les policiers, après de nombreux interrogatoires politiques, ayant perdu tout espoir d'obtenir les aveux qu'il leur fallait, ont présenté brusquement aux détenus une accusation de crimes de droit commun. Le procès a suivi son cours habituel. D'abord on a jugé Vanzetti sur l'accusation de tentative de pillage en 1919. En réalité, pendant ce temps il se procurait des moyens d'existence en vendant du poisson dans une autre ville très éloignée du lieu du crime. Précisément à la veille du Noel, son commerce de poisson était très actif et 17 acheteurs italiens ont témoigné au Tribunal, sous la foi du serment, que pendant la tentative de cambriolage incriminée, Vanzetti leur avait vendu du poisson. Malgré ces témoignages confirmés par une série d'autres preuves d'innocence, Vanzetti fut condamné à 15 ans de travaux forcés, car le Tribunal passa outre à tous les témoignages „émanés d'anarchistes, de bolchéviks“, etc.

Après ce premier succès, la Sûreté Générale et la magistrature ont commencé la mise en scène de la seconde affaire, plus sérieuse. Il était question cette fois d'obtenir pour le bagnard italien, l'anti-militariste, le bolchévik, l'ennemi de la société, la peine capitale.

En déférant au Tribunal Vanzetti et Sacco, inculpés de pillage et d'assassinat de deux hommes, crimes accomplis à South-Brentry, les pouvoirs publics savaient bien que dans les conditions créées, ils pouvaient escompter hardiment l'appui d'une grande partie de la presse bourgeoise, du président du Tribunal et des jurés. Ces „représentants du peuple“ étaient choisis exclusivement parmi les gens obtus de la petite et de la moyenne bourgeoisie et parmi les paysans cossus. Ce nonobstant, les pouvoirs publics avaient décidé de réduire les risques au minimum, ils ont créé autour du procès une atmosphère cinématographique, toute ombre de bon sens des jurés devant disparaître sous l'action de la mise en scène. Pendant tout le cours du procès qui a duré sept semaines entières, les deux accusés, comme des bêtes fauves, étaient maintenus dans une cage de fer, gardés par des soldats armés. Quiconque entrait dans la salle d'audience était soigneusement fouillé, afin qu'on puisse se convaincre s'il n'était pas porteur d'une arme quelconque, etc.

Le président du Tribunal, Taylor, par tous les moyens allait au devant des désirs du procureur et aidait ce dernier à transformer le procès en une véritable chasse aux accusés. Pendant des heures entières, le procureur interroge les accusés sur leur vie politique, sur la propagande de l'anarchisme, sur leur lutte contre le militarisme et sur d'autres questions n'ayant aucun rapport avec l'accusation de pillage et de meurtre qu'on leur présentait. Le président lui-même faisait constamment des déclarations inadmissibles et, du reste, se souciait fort peu des faits réels.

Le procureur a eu recours à des faux témoins avérés qui, au commencement de l'instruction, n'ont pas pu reconnaître dans les accusés les bandits qui sous leurs propres yeux avaient accompli le meurtre, et une année après, au procès, pour on ne sait quelle cause mystérieuse, ont commencé à affirmer que ce sont justement Sacco et Vanzetti qu'ils ont vu perpétrer le crime. L'accusateur défigurait les faits d'une façon tellement cynique en „citant“ les dépositions des accusés, que pendant une des séances, le défenseur a dû rectifier quatre fois les citations. Dans certains cas, les témoins de l'accusation mentaient et embrouillaient les choses d'une façon tellement évidente que le procureur lui-même devait renoncer à leur témoignage. En même temps, certains témoins cités par l'accusation ont été forcée de reconnaître que ni Sacco ni Vanzetti n'étaient présents sur les lieux du crime. Le pro-

cureur est sorti de cette impasse en déclarant que quoi qu'il en soit les accusés „pouvaient certainement avoir accompli le crime.“ Le procureur a terminé son réquisitoire par les mots: „Je n'admets pas de verdict transactionnel. Ou bien acquittez les accusés, ou bien prononcez contre eux la peine capitale.“

D'un autre côté, l'expertise de la défense a démontré que la trace portée par la balle qui, soi-disant était une preuve de culpabilité des accusés, n'avait pas du tout la signification qu'on lui attribuait. 97 témoins cités par la défense ont dit, sous la foi du serment, qu'au moment du crime ni Sacco ni Vanzetti n'étaient sur le lieu du crime, qu'ils n'étaient même pas à South-Brentry. Au nombre des témoins étaient des dizaines de citoyens connus dans la ville qui n'avaient aucun rapport avec le mouvement ouvrier et qui par hasard, comme passants, s'étaient trouvés sur le lieu du crime, et ont manqué d'être tués par les balles des meurtriers. Il semblerait que ces hommes ont eu la complète possibilité de voir ceux qui réellement étaient ou n'étaient pas sur les lieux du crime. En même temps, un employé du Consulat italien à Boston a témoigné sous la foi du serment qu'au moment du crime de South Brentry, Sacco faisait des démarches au Consulat d'Italie à Boston pour le visa de son passeport à l'effet d'un voyage en Italie. Neuf autres témoins ont affirmé également qu'ils ont vu Sacco, le jour du crime, dans un restaurant à Boston.

Quant à Vanzetti, une série de témoins ont certifié que ce jour là il se trouvait à Plymouth, très loin de South-Brentry.

L'innocence des accusés était tellement évidente que malgré les manoeuvres du procureur et du président qui, dans son discours aux jurés, après les phrases habituelles sur la justice et l'égalité de tous devant la loi, les appela à porter un verdict affirmatif; „à faire montre du même courage qui distingua nos héroïques soldats américains pendant la guerre sur le front de France“, — tous les hommes impartiaux, qui ont suivi le procès pendant sept semaines, restèrent convaincus que „les preuves présentées par l'accusation étaient insuffisantes même pour tuer un chien“. Et tous étaient stupéfaits quand il est apparu que contrairement à toute probabilité le mot d'ordre du procureur: „Les accusés sont des ouvriers rouges. Mort à tous les ouvriers rouges!“ triompha. Sacco et Vanzetti devront bientôt mourir sur la chaise électrique pour la seule raison qu'ils ont compris toute la scélératesse de la société bourgeoise et du gouvernement bourgeois, parce qu'ils ont aimé leur classe et ont consacré leurs forces et leur vie à la lutte pour sa libération du joug du capital.

Seront-ils condamnés à périr? Nous ne le pensons pas. La réponse sera donnée par le prolétariat de l'Amérique et de l'Europe.

Au début, les masses ouvrières américaines étaient dans cette affaire naïvements confiantes. Elles étaient convaincues qu'aucun tribunal américain n'oserait condamner à mort des hommes aussi évidemment innocents. C'est pourquoi dans les milieux ouvriers il y avait relativement peu d'agitation et de protestations; la défense était insuffisamment soutenue par des moyens financiers et moraux. Aujourd'hui, le terrible verdict prononcé dans la salle du Tribunal de la ville de Dudham et le cri angoissé de Sacco: „Nous sommes innocents, vous tuez deux hommes innocents!“ ont réveillé le prolétariat américain. Il a compris une fois de plus que pour le régime bourgeois la légalité et la justice sont de vains mots.

Les ouvriers américains se sont rappelés que déjà, il y a 34 ans, au même cri de „Mort aux anarchistes“, 5 hommes furent tués à Chicago — Spiess, Persons, Engel, Fischer et Linder — et 3 furent condamnés à de nombreuses années de bagne — Schwab, Kebe et Fielde — pour avoir lutté énergiquement pour les intérêts du prolétariat et en particulier pour la journée de 8 heures.

Les ouvriers américains se sont rappelés également que si en 1906 ils n'avaient pas elevé une protestation véhémente lors de l'affaire de Moier, Haywood et Petitbonhomme, qui ont défendu les intérêts de la Fédéraiton Occidentale des Mineurs, ces militants ouvriers auraient péri.

Ils se sont souvenus qu'en 1911 le capital aurait fini par faire mourir les frères

Mac-Namara, emprisonnés pour la lutte contre les rois de l'acier, qu'en 1913 le capital aurait mis en pièces Ettora et Giovannetti qui ont lutté dans ce même Etat de Massachussets pour le prolétariat de l'industrie textile, qu'on aurait mis à mort en 1917 Tom Mooney et ses camarades luttant pour les intérêts du prolétariat en Californie.

Les ouvriers de l'Amérique se sont souvenus que dans tous ces cas les mercenaires du capital ont essayé de rendre les militants prolétariens responsables de crimes de droit comme accomplis par des inconnus ou par des provocateurs du gouvernement bourgeois. Ils se sont rappelés les nombreux prolétaires anonymes qui périssent en Amérique lors de toute grève plus ou moins considérable, sans aucune comédie de justice, mais simplement par les mains des assassins mercenaires.

S'étant rappelé tout cela, le prolétariat américain s'est soulevé pour déclarer aux agents du capital: „Vous avez à Dudham obtenu des juges scélérats un verdict de condamnation, mais Sacco et Vanzetti vivront. Nous ne vous permettrons pas de les tuer." Partout, en Amérique, on organise des meetings et des manifestations de protestation. On adopté des résolutions correspondantes. On envoie des moyens financiers pour le fonds de défense de Sacco et Vanzetti. La lutte pour la vie de Sacco et Vanzetti gagne en étendue ...

Mais le prolétariat international ne doit pas rester spectateur passif. L'affaire de Sacco et Vanzetti n'est pas seulement l'affaire des ouvriers d'Amérique et d'Italie. Elle touche tout le prolétariat mondial.

La main du bourreau est suspendue. Il n'est pas encore trop tard. Le prolétariat international doit tendre tous ses efforts pour sauver Sacco et Vanzetti. Dans tous les pays et toutes les villes, il est nécessaire d'organiser des meetings de protestation, il est nécessaire de prendre des résolutions énergiques et de les envoyer au Comité de Défense à l'adresse suivante: Sacco-Vanzetti, Defense Comittee, 32 Battety st., Boston, Mass. United States. America.

Le prolétariat international doit jeter le cri d'alarme. Avec force et puissance il doit crier à la bourgeoisie américaine: „Ne touchez pas à Sacco et Vanzetti. Ils doivent vivre." Et ils vivront.

*B. Reinstein*

# Les „jeux d'enfants" des syndicalistes allemands.

Du 9 au 14 octobre eut lieu à Düsseldorf le Congrès de l'Union Ouvrière Libre (syndicalistes d'Allemagne). Ce Congrès, qui fut le 13-ème dans l'histoire du syndicalisme allemand et le 2-ème après la guerre, a montré toute l'inconsistance du syndicalisme sur le terrain allemand. Ayant commencé par une ronflante opposition „révolutionnaire" au Congrès de Halle en 1897, le syndicalisme allemand empruntait aveuglément aux syndicalistes français leurs forme et méthodes de lutte, sans tenir compte des particularités économiques et politiques de son propre pays. A l'heure actuelle, il a pour ainsi dire accompli le cycle complet de son développement, s'est infecté de toutes les maladies „infantiles" et de fait se trouve emporté définitivement par le courant jaune.

D'une façon générale, le syndicalisme n'a jamais été une force sérieuse dans le mouvement ouvrier allemand; il n'a jamais été qu'une tendance artificielle complètement étrangère à l'esprit de la classe ouvrière allemande. Dans les années les plus favorables, 1906—1907, lorsque la propagande syndicaliste a touché les ouvriers du Textile du Bas-Rhin et une partie de l'Union des Métallurgistes, le nombre d'affiliés à l'organisation libre des syndicats Allemands (Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften) qui après la révolution a pris le nom d'Union Ouvrière Libre (syndicalistes) ne dépassait pas 20.000 hommes. Le développement rapide de l'industrie allemande avec ses usines géantes, le puissant mouvement politique unifié du prolétariat, ne pouvait pas évidemment favoriser les tendances locales et le développement de la propagande syndicaliste. Le syndica-

lisme dépérissait peu à peu, le nombre des affiliés à l'organisation libre est tombé en 1911 jusqu'à 7.000 et, si ce n'était la guerre avec ses lois d'exception et son état de siège, il serait mort probablement d'une mort naturelle après avoir laissé le souvenir d'une poignée d'„idéologues“ — d'intellectuels du type semi-tolstoïen.

La Révolution a manqué de changer quelque peu la situation en faveur du syndicalisme. Les organisations ouvrières étaient divisées, les masses avaient perdu foi dans les chefs jaunes des organisations syndicales „centrales“. Et ce nonobstant le syndicalisme croissait lentement — jusqu'à présent le nombre de membres de l'Union Ouvrière Libre ne dépasse pas 100.000. Les raisons en sont compréhensibles. Dans la lutte politique menée pendant trois années par la classe ouvrière allemande, après la chute de la monarchie, inévitablement le syndicalisme devait constater sa faillite complète. Dans le pays classique du capitalisme en décomposition qu'est actuellement l'Allemagne, dans un pays qui est complètement mûr pour la Révolution sociale, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire est d'arracher l'initiative aux mains des dirigeants syndicaux jaunes et de créer une C e n t r a l e p u i s s a n t e, u n i q u e e t c o m b a t i v e, capable de mener toute la masse prolétarienne au combat pour la conquête de tout le pouvoir politique et économique. Dans de telles conditions la propagande des syndicalistes allemands, comportant la négation de la lutte politique et la réédition des vieilleries sur le rôle du Parti et de l'Etat, non seulement ne pouvait être dans la lutte un stimulant révolutionnaire, elle était au contraire réactionnaire et dans certains moments de la lutte faisait nettement le jeu des ennemis de la classe ouvrière.

Cela est mis nettement en évidence par la conduite des syndicalistes allemands pendant tout le temps de la révolution. En particulier, au cours de la récente insurrection de mars, ce côté du syndicalisme allemand se montra complètement à découvert. Pendant qu'en Allemagne Centrale les bourreaux de Horsing réprimaient d'une façon sanglante l'insurrection du prolétariat, les syndicalistes n'ont rien trouvé de mieux à faire que de joindre leur voix aux hurlements sauvages du bloc bourgeois opportuniste. Pour tout révolutionnaire véritable, il apparaissait clairement que sa place était dans la lutte, même s'il estimait cette action prématurée. Mais ce n'est point ainsi qu'ont pensé les syndicalistes. Leur organe principal répandait force injures et calomnies sur les „ordres de Moscou“ et „l'or russe“, injures et calomnies qui ne le cédaient en rien aux racontars ineptes de la presse bourgeoise et jaune. Dans le même article où l'on parle de l'argent de Moscou, on chante des dythirambes, sous l'accompagnement des fusillades des ouvriers révoltés, à la République Allemande, représentée comme un Etat modèle, „l'Etat le plus libre du monde“, plus libre même que „l'Etat des bolchéviks“. Cela témoigne du courage spécial propre aux syndicalistes allemands ultra „gauches“, ultra „révolutionnaires“!

Le dernier Congrès montre que les syndicalistes allemands ne piétinent pas sur place, mais continuent leur évolution („à gauche?“). Il est vrai qu'ils évoluent en s'éloignant de la Révolution et de la classe ouvrière. Sous ce rapport, quelques notes de pessimisme et de désillusion, qu'on entend dans les discours des divers orateurs, sont caractéristiques. Le discours prononcé à l'ouverture du congrès par le dirigeant idéologique du syndicalisme allemand, R o c k e r, est surtout curieux à cet égard. „Le mouvement ouvrier international, a-t-il déclaré, va à droite, les espoirs en la révolution ne se sont pas justifiés“. En Russie également, suivant son avis „la dictature s'est transformée en une oligarchie qui crée de nouvelles classes privilégiées et naturellement (?) redonne au capitalisme son ancien pouvoir“. Ayant fait cette profonde „découverte“, R o c k e r trouve que les syndicalistes allemands peuvent s'en tenir là et „se contenter dorénavant de conserver et de raffermir simplement leur influence“. Ce trait de fatigue et de renonciation à la lutte est très caractéristique chez les hommes qui sont habitués à la dissémination et à la division des organisations ouvrières. A l'heure actuelle où le capital prend l'offensive sur tout le front, où la lutte de classes s'accentue partout et où un maximum de c o u r a g e e t d ' u n i t é de la classe ouvrière ainsi que la centralisation de son appa-

reil de combat sont nécessaires, les syndicalistes sont les premiers à se laisser aller à la fatigue, au manque de volonté, ils s'éloignent de la classe ouvrière ainsi qu'ils s'en sont toujours éloignés dans tous les moments décisifs de la Révolution allemande.

Cet état d'esprit d'isolement montre que le syndicalisme allemand, au point de vue politique, n'est point mûr, il a été mis également en évidence dans un autre point de l'ordre du jour du congrès —la question du rôle du parti politique. Sur le rapport de ce même Rocker, s'appuyant de nouveau sur l'exemple de la Russie, on a adopté une résolution interdisant aux membres des organisations syndicalistes de s'affilier à n'importe quel parti politique. A ce sujet, le „Syndicaliste" souligne avec satisfaction que désormais le syndicalisme allemand non seulement „mènera une lutte implacable de classe au sein même de la société actuelle" mais ira également à la réalisation du capitalisme „par ses propres voies idéologiques". Ces propres voies nous sont bien connues. Elles ont conduit nombre de militants dans le camp de la contre-révolution ouverte. Il est probable que les syndicalistes allemands suivent ce chemin battu et aboutissent à l'absurde. Mais ils ne s'arrêtent pas là. Avec le tapage bruyant qui caractérise l'enfance, ils préparent une terrible concurrence à Moscou. Une résolution solennelle à ce sujet dit ce qui suit: „Etant donné que l'Internationale Syndicale Rouge n'a pas abouti à la création de l'Internationale Syndicaliste, les représentants des organisations syndicalistes d'Allemagne, de la Tchéco-Slovaquie, de la Hollande et de la Suède se voient forcés de prendre des mesures pour la création de celle-ci. Dans ce but, un Congrès sera convoqué au printemps 1922. Le congrès devra se réunir en Allemagne".

Cela signifie que le syndicalisme allemand sans syndicalistes, une petite poignée infime de national-syndicalistes tchèques, deux-trois industrialistes en voyage et des groupements tout aussi puissants de Hollande et de Suède, s'en vont organiser sur la terre libre allemande — la terre de Ebert et de Stinnes — un nouveau détachement pour la lutte contre les „dictateurs de Moscou" et le „bolchévisme mondial". Il serait difficile d'amplifier la signification „mondiale" d'un tel fait. A proprement parler, il n'aurait pas valu la peine de le relever s'il n'était pas aussi caractéristique pour la frivolité, la légéreté et l'enfance politique qui distinguent tous ces „chefs" du genre Rocker, Winkler, Sukhi, et si derrière ceux-ci ne ce trouvaient quelques dizaines de milliers de prolétaires détachés des organisations des masses.

Notons encore une „ action politique" du congrès syndicaliste. Il a adopté 4 résolutions de protestation contre la terreur, la persécution des syndicalistes en Espagne, en Amérique, en Allemagne et en Russie Soviétiste. Dans le télégramme à Ebert et au Premier espagnol, on rappelle en passant et avec force précautions „le devoir de l'humanité", dans le message au camarade Léniné, on exprime une protestation „ardente".

C'est ainsi que s'est déroulé le 13-ème Congrès des Syndicalistes allemands. Notons encore d'interminables polémiques personnelles, des reproches mutuels qui y ont reçu un large développement.

En clôturant le Congrès, le président Fritz Kater, qui a voulu être poli à l'égard du travail positif exécuté par le congrès n'a pas pu cacher le fait que „les vagues par moments s'élevèrent trop haut".

Il est évident que dans de telles conditions il est peu probable que le Congrès de Düsseldorf constitue un apport appréciable dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand.

*G. Smoliansky.*

# Mouvement Ouvrier International.

*Allemagne.*

## Le XIII-ème Congrès des syndicalistes à Dusseldorf.

Du 9 au 16 octobre eut lieu à Düsseldorf le XIII-ème Congrès de l'Union Ouvrière Libre Syndicaliste d'Allemagne Dans son discours d'ouverture, le camarade Kater a souligné que le congrès tant attendu doit éclaircir considérablement l'atmosphère créée à l'intérieur de l'organisation. Mais ce fut Rudolf Rocker qui prononça le

vrai discours d'ouverture. L'optimisme était loin d'imprégner ses paroles. L'orateur s'attristait: „Deux grandes expériences pour réaliser le socialisme ont été faites par les bolchéviks en Russie, empruntant la voie de la dictature du prolétariat, et par les social-démocrates en Allemagne, qui se basaient sur la Constitution de Weimar; toutes deux ont subi un échec complet. Une pénible désillusion s'empare du mouvement ouvrier international. Evolution vers la droite — voilà le trait qui caractérise la situation générale et qui domine le mouvement syndicaliste. A l'avenir, nous devrons lutter beaucoup plus fermement que jusqu'à présent contre la politique des Unions Centrales. L'offensive générale des syndicalistes est impossible. Il est nécessaire d'accorder toute l'attention au premier chef à la défense des positions déjà acquises."

Le discours de Rocker a mis ainsi à découverte l'imbroglio régnant dans les rangs du mouvement syndicaliste allemand. S'il est exact que les ouvriers sont déçus par les expériences socialistes, pour quelles raisons le mouvement syndicaliste qui, lui, est complètement étranger à la catastrophe du socialisme, traverse-t-il une crise également? Et pourquoi à l'avenir nous faudra-t-il lutter aussi énergiquement contre la politique des Unions Centrales? Autant de paroles, autant de contradictions.

Fritz Kater a fait un rapport sur le travail du Comité Directeur. De ce rapport on peut conclure que 251 organisations seulement sur 432 ont fait leur rapport au Comité Directeur. Au Congrès, 122 délégués représentaient 119 sections locales et 55.672 membres. Le „Syndicaliste" tire à 72.500 exemplaires. „A l'heure actuelle, a dit Kater, le mouvement révolutionnaire de toutes les tendances est en décroissance continue. Les raisons de ce fait sont principalement deux événements qui ont causé une série de changements organiques, idéologiques et moraux dans nos propres rangs, mais qui n'ont donné cependant aucun résultat consolant. — C'est, primo, l'émeute de Kapp et, secundo, l'insurrection de mars".

La réaction qui a suivi les événements de mars s'observe, suivant Kater, surtout dans la région rhénane et en Westphalie, tandis qu'en Silésie, Thuringe et Bavière, l'état d'esprit révolutionnaire se développe. Ensuite, suivent des plaintes interminablement longues au sujet des cas innombrables d'infraction aux principes de solidarité qui ont eu lieu au sein de l'organisation. „Pour être une organisation de classe réellement combative, il est nécessaire non seulement de parler de la solidarité, mais d'en faire montre sur le fait. A la Conférence des mineurs, la chasse aux places en vue, le culte de la personnalité et à côté de cela les rivalités personnelles ont suscité de la répulsion chez tout le monde. Les choses en sont dans cet état chez les mineurs depuis deux années déjà. Il n'y a pas du tout d'argent dans la caisse. Et pour cause: ici le caissier est en fuite, là personne ne cotise. Pendant la grève des mineurs de Wurms, le Comité Directeur se trouvait aux prises avec de grandes difficultés. Les métallurgistes possédaient une réserve de plus de 30.000 marks mais ils ne versèrent que 10.000 marks après d'énergiques insistances. Les rapports actuels au sein de la Fédération cultivent plutôt l'esprit de caste que le sentiment de solidarité. Très souvent, il fallait être agressif et agir, à l'encontre de son propre désir, par des moyens dictatoriaux. Quant à l'attitude des syndicalistes à l'égard du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, Kater la qualifie de „conséquente". Malgré la triste situation générale au sein de l'organisation, Kater espère tout de même en la victoire du mouvement syndicaliste, surtout parce que „les syndicalistes révolutionnaires s'en reviennent de Moscou désillusionnés et parce qu'il existe chez les anarco-syndicalistes un désir ferme de convoquer une Conférence Internationale syndicaliste".

Avant l'ouverture des débats, le vieux syndicaliste François Kester a proposé d'adopter une résolution de protestation au sujet de la condamnation à mort par le tribunal de la bourgeoisie américaine de deux révolutionnaires, Sacco et Vanzetti. Cela a servi de prétexte pour la proposition de trois autres résolutions de protestation adressées à Lénine, au premier ministre espagnol et à Fritz Ebert.

Le ton de ces 3 résolutions de protestation est très caractéristique. Dans la protestation adressée à Lénine on dit

que „le Congrès des syndicalistes proteste ardemment contre la détention des camarades véritablement révolutionnaires se plaçant sur la plate-forme anarco-syndicaliste et contre l'expulsion du pays de certains anarchistes". La protestation adressée au Ministre président espagnol est conçue comme suit: „Le Congrès de l'Union Ouvrière Libre, réuni à Düsseldorf du 9 au 14 octobre, demande au nom des sentiments d'humanité l'élargissement immédiat de tous les détenus révolutionnaires et des ouvriers socialistes".

A propos de l'emprisonnement des bandits de Makhno, „on proteste ardemment", à propos de l'assassinat des dirigeants de la classe ouvrière d'Espagne, on supplie au nom des sentiments d'humanité. Même chose en ce qui concerne Fritz Ebert. Evidemment, on ne peut pas envoyer une protestation ardente au chef d'un pays qui d'après l'opinion du „Syndicaliste" est „la République la plus libre du monde".

C'est de la décomposition morale, de l'impuissance, du pessimisme désespéré et de l'ignorance complète: voilà ce qui imprègne tous les travaux de ce congrès de syndicalistes „révolutionnaires". Pour que nous ne soyons pas soupçonnés de partialité, nous faisons une série de citations qui malgré tout le décousu des pensées qui y sont exprimées, donnent une démonstration éclatante de la médiocrité de cette organisation. Le Congrès a consacré les 9/10 de son temps au rapport du Comité Directeur et aux débats sur ce rapport.

Schuster, au nom de la commission d'édition, a déclaré que l'activité provocatrice de Peter Grossmann (Pierre Ramuz) a créé les plus grands d'embarras. Peter Grossmann a voyagé un peu partout en Allemagne et par ses discours a provoqué un mécontentement général contre le Comité Directeur.

Fröhlich: „Nos camarades doivent savoir comment est dépensé l'argent recueilli au nom de la solidarité. Certains camarades gaspillent les sommes provenant de nos cotisations".

Dench: „Nous ne pouvons pas forcer nos membres à rompre avec l'église. Nous avons des organisations dont les dirigeants vont à la messe avec femmes et enfants, cependant leur caisse est en meilleur état que celle de certains athéistes connus qui disparaissent souvent en emportant la caisse".

Saner (Essen): „Fritz Kater est probablement collé à son poste, car autrement il serait parti si les affaires sont dans un aussi piètre état. On ne s'est adressé à l'Union des Métallurgistes que lorsqu'il a fallu se procurer de l'argent. Grand est le nombre de ceux qui appartiennent à la catégorie des „prenants" et qui sont loin d'être des „donnants". Nous condamnons la conduite du „Syndicaliste". Nous ne sommes pas partisans de ramper sur le ventre (sic!) devant le gouvernement allemand".

Schumacher (Viesdorf): „Les syndicalistes actuels n'ont pas d'élan. J'ai examiné tous les partis politiques et je n'ai pas trouvé dans leur sein ce que je cherchais. Le syndicalisme ne me satisfait pas non plus. Il se décompose. Presque tout le groupe est emporté par le courant jaune".

Dreves (Düsseldorf): „Le mouvement va à droite. La classe ouvrière est fatiguée et est incapable d'organisation. Les dirigeants ne peuvent vaincre l'état d'esprit qu'on observe chez nous".

Meller (Cologne): „Grâce à l'agitation des communistes le nombre de nos membres a passé de 3.000 à 500. Divers groupes n'ont plus déjà que 5 — 6 membres. Nos „chefs spirituels" ne font que lutter entre eux et veulent nous mener comme des moutons".

Spaniol: „Kater attaque la Fédération des mineurs parce qu'elle n'a pas prit part à l'étouffement de l'„émeute de Kapp". Si les camarades s'étaient rendu compte alors de la situation dans le pays, nous aurions eu maintenant la Révolution sociale. Nombre de camarades sont sortis de l'organisation parce que le „Syndicaliste" condamnait la participation à l'émeute de Kapp".

Progonsky (Berlin): „Nous cherchons d'épuiser ici toutes les injures, tout le fumier politique. On ne lit plus un mot sur la lutte de classes dans tout le „Syndicaliste". Pas un mot non plus sur la grève générale.".

Osterreich (Berlin): „La question essentielle provoquant chez nous tant de commentaires, c'est la question de la „non résistance par la violence" dont on fait la propagande ces temps derniers.

Cependant, pour autant que nous le savons par expérience, la violence est nécessaire. Comment osons-nous donc appeler criminels les camarades qui ne pensent pas comme nous?".

L'anarchiste Kahn (Berlin) dans son discours dit: „Le Comité Directeur est coupable dans une grande partie de la décomposition actuelle de l'organisation. Dans le „Syndicaliste", la liberté d'opinion est complètement étouffée. On n'expose que les opinions de Kater et de Winkler. Tout le syndicalisme allemand est épuisé. On l'a transformé en un pâle reflet du syndicalisme français. On ne veut pas comprendre qu'il est nécessaire d'aller vers les masses. Les idées de Stirner ont tourné beaucoup de têtes. Il est nécessaire de commenter Stirner au point de vue historique seulement en tant que représentant de la bourgeoisie naissante. La liberté de son temps était la liberté de la bourgeoisie contre le féodalisme, l'individualisme actuel n'est qu'une caricature.

Dans le „Syndicaliste" on n'entend que de tendres chansons sur la paix et l'amitié. Nous devons prêter notre attention aux sons grossiers de la vie véritablement prolétarienne. Le syndicalisme doit mener une lutte quotidienne.

Freitag (Hambourg) attaque également le Comité Directeur: „La position du Comité Directe r et du „Syndicaliste" au sujet de la manifestation contre la guerre, a montré qu'il existe beaucoup de silimitude entre leur état d'esprit et celui des partisans des unions centristes. L'attitude complètement pacifiste de l'organisation syndicaliste nous a entraînés dans les marais socialistes, majoritaires et indépendants. Nous ne pouvons pas appeler frères les capitalistes. Il ne faut aucune sentimentalité. Si les choses vont continuer de la sorte, on en viendra à la scission".

Le rédacteur Winkler défend l'article intitulé: „Les pourvoyeurs de la réaction" dans lequel il demandait le sabotage de l'action de mars. Il se plaint de ce que nombre de groupes syndicalistes déchirent leurs cartes de membres et ne veulent pas du tout payer leurs cotisations.

Kester (Düsseldorf): „Par l'article „Les pourvoyeurs de la réaction", le „Syndicaliste" a frappé dans le dos les ouvriers en lutte qui tombaient dans les griffes de la bourgeoisie et remplissaient les prisons".

Wagner (Duisbourg) déclare: „Ces discussions n'auraient jamais surgi si dans son rapport Kater n'avait pas attaqué un grand nombre de délégués sans que ceux-ci le méritent le moins du monde. On a décidé à Düsseldorf: chaque membre peut s'affilier à n'importe quel parti de gauche. Si, actuellement, on en use autrement et si on attaque les membres du Parti, c'est la conséquence de la diminution du nombre des syndiqués et de la conduite manquant de solidarité lors de l'émeute de Kapp et de l'action de mars".

Ditz (Düsseldorf) dit que par l'article „Les pourvoyeurs de la réaction", la rédaction a commis une provocation.

Rocker prend la parole de nouveau et proclame: „Je n'ai pas l'impression que nous ayons créé autour de nous un vide et que nous ayons élevé un mur entre nous. Nous avons jeté dehors simplement une paille inutile. Vous voulez trouver des divergences de principes là où elles n'existent pas, et dans la question de l'anarchisme, même quand on a 50 ans, on peut rester un vieux mouton. Nous autres, syndicalistes, sommes encore si peu nombreux au sein de la classe ouvrière que nous ne pouvons procéder à aucune action indépendante". Ensuite, il émet les considérations suivantes: „L'insurrection dans l'Allemagne Centrale eut lieu grâce au gouvernement soviétiste russe. Plus de 30.000 hommes ont été mitraillés à Kronstadt. Dans certaines circonstances, le gouvernement bourgeois vaut mieux que le gouvernement socialiste. Un homme riche reçoit une éducation soignée. Un vagabond qui ne s'est jamais assis sur le fauteuil ministériel est beaucoup plus dangereux, parce que parvenu". Il termine par les mots suivants: „Si ce congrès ne fait pas un exemple significatif, il ne remplira jamais sa tâche. De deux côtés nous avons entendu les mêmes palabres. J'ai honte pour le congrès devant les camarades étrangers".

Un représentant de la Hollande a pris la parole au congrès. Il a raconté qu'il existe en Hollande 3 courants syndicalistes. Le premier adhère entièrement à Moscou, il jouit d'une influence médiocre.

Le deuxième est constitué par les syndicalistes et les anarchistes qui se placent sur la plate-forme d'un front révolutionnaire unique avec Moscou sans s'y affilier. Le troisième repousse entièrement toute liaison avec Moscou. Ce nouveau Parti Communiste Ouvrier compte 12 à 13 membres. Les syndicalistes hollandais sont pour la dictature du prolétariat.

Un camarade américain salue le Congrès au nom des Ouvriers Industriels du Monde (I. W. W.) et fait la proposition de fonder une Internationale syndicaliste. Le délégué suédois prononce un discours dans lequel entre autres il dit: „Si les syndicalistes français et espagnols adhèrent à Moscou, les syndicalistes suédois ne voulant pas rester dans l'isolement les suivront". Dans son discours de conclusion Kater a affirmé que jamais encore au sein des syndicalistes allemands on n'avait pu observer une telle clarté dans les vues. La conférence de mars avait repoussait la participation au Congrès de Moscou. Maintenant nous devons nous en réjouir".

Après des déclarations élevées sur la solidité inébranlable du syndicalisme allemand, on adopte la résolution suivante: „Le Bureau d'Information des syndicalistes-révolutionnaires doit prendre des mesures pour convoquer au printemps 1922 un Congrès International dans le but de fonder une Internationale Syndicale Rouge. La Conférence devra être tenue en Allemagne, dans ce pays qui, de l'avis de l'auteur de l'article „Les pourvoyeurs de la réaction", est le coin de la terre où règne la plus grande liberté du mouvement ouvrier.

Malgré de multiples attaques, le Comité Directeur a été réélu sans changement. La seule exception fut le rédacteur Winkler qui n'a reçu que 74 voix, tandis qu'un autre candidat a également reçu le même nombre de voix. On est sorti de cette situation de la façon suivante: on a tiré au sort et le vainqueur fut Kester. On lui a offert de céder sa place à Winkler, mais Kester, qui appartient à la catégorie des „prenants", plutôt qu'à celle des „donnants", refusa.

Voilà dans quelle atmosphère embrouillée ce congrès a poursuivi et terminé ses travaux, ce congrès dont Kater a dit qu'il a montré une telle clarté dans les vues qu'il n'y en a pas encore eu de pareilles au sein du syndicalisme allemand. Et c'est avec ces „vues claires" que les syndicalistes allemands veulent bâtir l'Internationale Syndicaliste.

*F.*

## Le Conseil d'opposition ouvrière dans les syndicats.

Au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, lors de la discussion des tâches d'organisation dans les principaux pays, on a pris une décision disant que les camarades allemands groupés dans les noyaux révolutionnaires des syndicats devaient entrer en contact avec les camarades se plaçant en dehors des syndicats et organisés dans les Unions, mais adhérents à l'Internationale Syndicale Rouge, pour un travail commun de propagation des principes de l'I. S. R. en Allemagne. Les § 22 et 23 de la résolution sur la question d'organisation en parlent et soulignent qu'étant donné les divergences de vues existant entre syndicalistes révolutionnaires, membres des syndicats des masses, et unionistes, la solution du problème soulevé par le Congrès est très compliquée. L'opposition entre les unionistes et les adhérents aux syndicats des masses avait abouti à une scission bien pénible, car il s'agissait de camarades d'une même tendance, membres d'organisations différentes. Et voici qu'aujourd'hui, le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge a tranché le litige entre unions et syndicats en déclarant que les organisations syndicales devaient être conquises et non détruites. Cela équivaut à ce que les unions, en qualité de membres de l'I. S R., ne doivent plus désormais faire de la propagande pour la destruction des syndicats, mais que dorénavant ils doivent aider leurs camarades affiliés aux organisations syndicales à révolutionnariser ces dernières. Il fallait bien enterrer cette vieille discussion. Il fallait trouver une base sur laquelle une collaboration pour des buts communs serait possible.

Le 27 et le 28 août eut lieu à Iéna la Conférence des syndicalistes communistes. Et comme à cette date on avait déjà une déclaration d'unionistes influents disant qu'ils étaient prêts à rester dans

les rangs de l'Internationale Syndicale Rouge, les représentants des Unions furent invités à Iéna où il leur fut proposé de former un Conseil Général Ouvrier. Ils acquiescèrent à cette proposition avec un petit amendement qui fut immédiatement accepté par l'autre partie. Finalement on a adopté une décision qui se concrétise de la façon suivante:

1. Les partisans des principes de l'Internationale Syndicale Rouge, réunis le 29 août à Iéna, ont décidé de former un Conseil Général Ouvrier composé de 9 membres

. De ce Conseil feront partie: pour les fractions communistes au sein des syndicats 3 membres, pour les groupes locaux exclus, 3 membres, et pour d'autres organisations, encore trois membres.

2. Au nombre des 3 membres représentant les fractions entrent également les représentants de ceux parmi les syndicats qui quoiqu'ayant adhéré à l'I. S. R. politiquement sont toujours liés encore aux socialistes majoritaires et aux indépendants. Au nombre des 3 membres des unions entrent les représentants de toutes les organisations particulières affiliées à l'Internationale Syndicale Rouge.

3. Les tâches du Conseil Ouvrier sont les suivantes:

1. Propagande systématique des thèses de l'Internationale Syndicale Rouge.

2. Assurer l'exécution pratique de toutes les résolutions du Congrès par toutes les organisations, journaux et camarades affiliés à l'Internationale Syndicale Rouge.

3. L'appui mutuel dans la lutte pour la conquête des syndicats.

4. La participation de la lutte qui se prépare ou qui a surgi déjà dans l'esprit du programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge.

5. Le Conseil Ouvrier se réunit toutes les fois que c'est nécessaire, mais pour le moins une fois par mois. Les frais sont remboursés aux membres par les groupes auxquels ils sont affiliés.

. Au Congrès de „L'Union des Travailleurs manuels et intellectuels“ qui eut lieu à Halle, au début de septembre, et qui a consommé la fusion de l'Union Ouvrière Libre, de l'Union des Travailleurs Intellectuels et Manuels et de l'Union Libre des ouvriers agricoles, on s'est rallié à l'Internationale Syndicale Rouge et la déclaration de Iéna fut acceptée. Les syndicalistes et les unionistes affiliés au Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne ont repoussé toute idée de relations quelconques avec l'Internationale Syndicale Rouge, c'est pourquoi il ne pouvait pas être question de leur participation au Conseil Général Ouvrier. L'opposition ouvrière au sein des syndicats a décidé en même temps de créer à côté des noyaux communistes des groupes plus larges, intersyndicaux, pour conduire plus énergiquement le travail au sein des syndicats sur la base de principes de l'I. S. R. Et voici qu'on a fini par créer un Conseil Général Ouvrier (dont la création était depuis longtemps décidée en principe) pour mener par son intermédiaire l'œuvre de révolutionnement des syndicats et les autres tâches tracées par le Congrès Mondial des Syndicats à Moscou. Dans ce but, on a convoqué pour le 30 septembre une réunion conjointe dans laquelle on a tenté d'écarter toutes les contradictions existant encore entre les conceptions des deux groupes.

Les représentants de la section syndicale ont fait une déclaration devant servir de base à la collaboration. Dans cette déclaration, ils prennent acte de la reconnaissance des résolutions de l'I. S. R. par l'Union des Travailleurs Intellectuels et Manuels et expriment l'espoir qu'ils travailleront désormais en contact étroit avec celle-ci, en appliquant les résolutions principielles de l'Internationale Syndicale Rouge. En tant que mesures tactiques, on a proposé ce qui suit:

1. L'Union des Travailleurs Intellectuels et Manuels, d'accord avec le Bureau Exécutif de Moscou, adresse un appel à tous les ouvriers et employés organisés en syndicats, appel dans lequel on souligne les conditions économiques et politiques actuelles et où on indique l'absolue nécessité d'un front prolétarien unique de la classe ouvrière.

2. Pour convaincre les larges masses qu'il s'agit réellement d'un appel sérieux, les métallurgistes, employés, ouvriers agricoles, les mineurs organisés au sein de l'Union doivent déclarer publiquement qu'en principe ils sont prêts à s'affilier à leurs organisations syndicales respectives.

3. Aux organisations syndicales libres des catégories mentionnées, il convient

d'adresser une proposition formelle de fusion, aucune condition contraire aux résolutions et aux statuts de ces organisations ne doit être mise en avant.

Ces propositions ont été appuyées par les considérations suivantes:

„Nous sommes convaincus que la réorganisation intérieure nécessaire de l'Union des Travailleurs intellectuels et manuels, aussi bien que le changement de son orientation extérieure, ne pourront être obtenus qu'au moyen d'une campagne sérieuse générale dans l'esprit des propositions faites aux points 1-3. Dans la mesure de leurs forces, une telle campagne sera soutenue par les fractions syndicales du Parti Communiste d'Allemagne et la presse communiste.

Si les représentants de l'Union des Travailleurs intellectuels et manuels acceptent nos propositions, si effectivement l'Union agit dans leur esprit, la question de savoir ce qu'il faudra faire avec les exclus des organisations syndicales centrales se résout d'elle-même dans l'esprit de leur affiliation à l'Union".

A cela les unionistes ont objecté: „Nous sommes d'accord de travailler avec vous au sein du Conseil Ouvrier dans l'esprit des résolutions de Moscou, d'Iéna et de Halle. Mais nous exigeons de vous une réelle solidarité fraternelle. Nous nous rendons compte des fautes que nous avons commises et voulons faire adopter notre tactique actuelle par les membres de notre organisation. Cependant, il n'est pas facile de réorganiser d'un coup toute notre Union, Nous souscrivons au point I et travaillerons pratiquement dans cette direction. En ce qui concerne le point 2, nous devons dire que nous avons l'intention de nous entendre et de nous unir avec les membres des vieilles organisations syndicales. Mais nous estimons qu'actuellement une pareille démarche est condamnée à l'échec. Güss et d'autres fonctionnaires syndicaux repousseront une telle tactique, mais, considération autrement grave, à l'heure actuelle nos membres ne comprendraient pas une pareille démarche de notre part. Le Conseil Ouvrier se mettra d'accord plus tard au sujet du moment opportun. Quant au point 3, il faut exiger l'affiliation de t o u s les membres des Unions. Et si, à l'heure actuelle, nous faisions une proposition au sujet de la fusion avec les organisations syndicales centrales, l'Union Ouvrière Générale (organisation du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) et les syndicalistes, en auraient grandement bénéficié, parce que nos membres ne sont pas encore suffisamment préparés. Il faut choisir un moment opportun pour la rééducation de nos membres dans l'esprit des voies nouvelles. Nous sommes d'accord sans aucune réserve d'adopter pour base les résolutions proposées pour travailler en commun avec vous au nom d'un même but, mais épargnez-nous des démarches par trop téméraires".

Le représentant du Bureau de l'Internationale Syndicale Rouge mit les choses au point de la façon suivante: „Nous devons passer au travail pratique. Des tâches précises incombent au Conseil Ouvrier et ces tâches ont été indiquées par le Congrès de l'I. S. R. Allez vers les masses! Il vaut mieux confondre 150.000 ouvriers révolutionnaires avec des millions d'ouvriers organisés, plutôt que de laisser seuls ces derniers. La proposition de la section syndicale n'est pas un programme; elle marque plutôt une tendance, et il serait utile de travailler dans cette direction". Les représentants des syndicats se sont déclarés d'accord de prendre en considération les objections des unionistes. Le Conseil Ouvrier fut immédiatement constitué sur les bases résultant des débats.

Le Bureau de l'Internationale Syndicale Rouge avait pris connaissance du contenu de la déclaration proposée par la section syndicale, et non informé encore de l'état des pourparlers, il a également pris en considération les objections qui ont été soulevées par les représentants de l'Union au sujet du point 2. C'est pourquoi il a décidé d'écrire à la section syndicale qu'à l'heure actuelle une exécution stricte du point 2 pourrait renforcer les éléments syndicalistes et les éléments de l'Union affiliés au Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, et faire tort à notre mouvement. Il serait prudent d'être plus circonspect et de tenir compte de la psychologie des unionistes qui sont mal disposés à l'égard des syndicats libres, surtout après les sorties grossières des partisans de D i s s m a n n au Congrès des Métallurgistes.

Il fut déclaré aux Unions que dans les intérêts de notre but commun, il conve-

nait d'examiner ouvertement et d'une façon claire toutes ces questions en présence de tous les membres, au sein de l'Union, de procéder à un travail intensif d'éducation, d'expliquer les buts et la tactique de l'I. S. R. L'Union doit travailler inlassablement à perfectionner l'idéologie de ses membres et leur combativité. Ce faisant, elle créera les prémisses les plus favorables pour l'unification du prolétariat organisé au sein des syndicats et pour le révolutionnement de ceux-ci dans l'esprit des principes de l'Internationale Syndicale Rouge.

La classe ouvrière allemande se trouve à la veille d'une lutte très ardue. Le système capitaliste craque sur toute la ligne. Sa catastrophe est inévitable. Dans cette période le prolétariat a des tâches gigantesques. Il s'agit non seulement de vaincre un adversaire opiniâtre et bien organisé, non seulement de rétablir l'économie dans de très mauvaises conditions, mais la question est encore plus complexe: il faut d'abord que les larges masses du prolétariat soient capables de réaliser ces tâches, et pour cela il est nécessaire de les libérer de l'influence spirituelle et de la tutelle organique de la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire, encore toute puissante. Telles sont les tâches énormes qui incombent au Conseil Général Ouvrier.

*F. Heckert.*

## La Conférence des marins.

A la conférence internationale tenue à Moscou le 12 août, qui avait envisagé la question de la création d'une Internatonale autonome des marins, les représentants du syndicat allemand des marins (Schiffahrtsbund) sont partis avec ostentation, et ont refusé d'entrer dans le Comité International de propagande des ouvriers des Transports. Au début d'octobre, à Hambourg, s'est tenue la conférence du syndicat allemand des marins; le premier paragraphe de l'ordre du jour comportait le rapport du représentant du syndicat Gieseler au sujet de la conférence internationale des marins et du Congrès des syndicats rouges. Deux semaines avant la conférence, l'organe du syndicat des marins (Schiffahrtswachte) avait publié un compte-rendu concernant le congrès syndical de Moscou, dans lequel il est dit entre autre ce qui suit: „L'Internationale Syndicale de Moscou est un appendice de l'Internationale politique. Or, le mandat des représentants du syndicat allemand des marins portait que ce syndicat est autonome et indépendant, nos représentants ont donc été forcés de se mettre en opposition aux cercles dirigeants du Congrès".

Au congrès des syndicats allemands, le cam. Gieseler a exprimé de façon encore plus claire ce qu'il pensait de l'I. S. R. dans les termes suivants: „Le congrès des marins qui devait avoir lieu à Pétersbourg n'a pas été tenu parce que nos camarades russes et nous, nous partions de prémisses tout à fait opposées. Pour les marins allemands, leur congrès devait occuper la première place. Ils ne considéraient leur participation au congrès des syndicats que comme un moyen d'atteindre leur but, et ils avaient décidé fermement de conserver à tout prix leur indépendance. Quant aux camarades russes, tout au contraire, ce qui leur importait avant tout, c'était l'I. S. R.".

Le cam. Gieseler, qui a toujours mis au premier plan et souligné les principes révolutionnaires du syndicat auquel il appartient et qui, à la conférence internationale de Moscou, accusait d'opportunisme et de conservatisme les camarades russes et le Comité International de propagande des ouvriers des transports, se place maintenant à un point de vue étroitement corporatif et rejette à l'arrière-plan les intérêts de la Révolution. Quant à nous, les besoins quotidiens et les revendications élémentaires ne sont point notre but, mais rien qu'un chemin pour arriver à notre but final, et nous n'avons jamais cessé de subordonner les intérêts des divers syndicats aux intérêts de la Révolution sociale. Aussi était-ce en effet le Congrès des syndicats rouges qui nous semblait le plus important, car il a élaboré une prateforme révolutionnaire pour tous les syndicats, fixé les nouvelles tâches et les nouvelles méthodes de la lutte syndicale et subordonné les formes d'organisation syndicale au nouveau rôle des syndicats dans la révolution sociale, au rôle de régulateurs et d'organisateurs de la production. Les résolutions et les décisions fondamentales du congrès nous servent de directives aussi bien dans notre travail révolution-

naire général que pour la solution des besoins et des revendications quotidiens. Nous avons eu des discussions et des divergences d'opinions entre les divers courants révolutionnaires dans les rangs des syndicats rouges, mais pour ce qui touche l'édification des syndicats d'industrie, il n'y a eu aucune divergence d'opinions. La Fédération des transports d'Amsterdam a elle-même résolu positivement la question de l'adhésion des syndicats des marins, elle prend des mesures énergiques pour briser l'organisation corporative et réactionnaire de Havelock Wilson. Et cette discussion, soulevée par les marins du „Schiffahrtsbund" à propos du système des syndicats d'industrie, ne devrait pas avoir lieu, car il s'agit là d'un principe adopté par les syndicalistes de tous les pays.

Dans la résolution adoptée après le rapport Gieseler, il est dit: „Le Comité Directeur doit travailler énergiquement à créer un seul et même front de tous les ouvriers révolutionnaires des transports fluviaux, maritimes et des transports par terre". Mais pour résoudre ce point extrêmement important de la résolution de la conférence nous ne nous placerons pas au point de vue énoncé par le cam. Gieseler dans son rapport. Voyons ce que dit à ce propos le Comité International de propagande des ouvriers des transports, qui selon Gieseler „ne comprend pas les tâches qui incombent aux marins"? La conférence internationale des marins qui a siégé au mois d'août à Moscou et qui fut dirigée par le Comité International de propagande des Transports, a adopté la résolution suivante: „Compléter le Bureau de propagande par trois membre qui soient nécessairement des marins et dont l'un doit rester ici pour les travaux de bureau et de propagande des Transports et s'occuper spécialement de propagande et d'agitation parmi les marins en prêtant une attention particulière aux particularités spécifiques de l'existence et de l'organisation des marins. Organiser dans les principaux ports un „Bureau de port" du Comité de propagande des Transports pour le service des besoins et intérêts des ouvriers des Transports, et, en particulier, des marins de toutes nationalités". Voici quelles sont les tâches de ces Bureaux de port: „ Pour l'unification des marins, des ouvriers des transports et des ports de tous les pays et pour la création d'une seule et unique organisation internationale révolutionnaire des transports, sont organisés dans les principaux ports d'Europe et d'Amérique des Bureaux de port du Comité International de propagande des Transports. La tâche de ces Bureaux de port consiste à grouper les marins et les ouvriers des transports et des ports autour du Comité International de propagaude en tenant compte des particularités spécifiques des transports maritimes. Le Bureau est le nœud central de liaison et d'information pour les divers pays ressortissants au Comité. Le Bureau fait le recensement et procède à l'enregistrement des marins révolutionnaires et des ouvriers des transports. Pour le travail d'éducation politique, le Bureau organise dans les ports des clubs ou des „Maisons du marin" avec des bibliothèques et des salles de lecture.

Le cam. Gieseler s'est plaint dans son compte rendu, que le Comité International de Propagande ne fait qu'entraver l'action des marins. La résolution et les Statuts du Comité indiquent tout au contraire que les marins ont la plus grande facilité d'organisation et de groupement en se basant sur les principes révolutionnaires adoptés par le premier Congrès International des syndicats rouges. Les marins qui sont actuellement écrasés par le talon de leurs avides armateurs ont à tenir compte des dures réalités et non des aspirations romantiques de certains marins. Nous sommes certains que la partie réellement révolutionnaire des marins comprendra la tactique adoptée par le Comité International de Propagande des Transports et créera réellement avec lui et sous sa direction „un seul et unique front des ouvriers révolutionnaires des transports par eau et par terre".

Malheureusement, la conférence des marins allemands n'a pas suivi cette voie, et par sa résolution concernant l'I. S. R. a placé le syndicat allemand en dehors des syndicats rouges. Espérons que les éléments véritablement révolutionnaires du syndicat l'emporteront malgré tout sur les leaders syndicalistes qui ont réussi, cette fois, à mettre leur empreinte sur les résolutions du Congrès. *A. H.*

## *Angleterre.*

### La conférence des partisans de l'I. S. R. à Londres.

Le 15 octobre s'est ouverte à Londres une conférence de la section anglaise de l'Internationale Syndicale Rouge. Ses travaux ont été très réussis.

650 délégués assistant à la Conférence représentaient 300 sections de différents syndicats. Y furent représentés également 10 comités régionaux de l'I. S. R. et 14 conseils d'industrie. Voici les principales organisations syndicales représentées.

| Organisations | Nombre de sections | Nombre de délégués | Comités régionaux délégués | Délégués des conseils d'industrie |
|---|---|---|---|---|
| Le Syndicat Unifié des constructions mécaniques . . . . . | 75 | 147 | 2 | Chelsea 2 |
| Syndicat Unifié du Bois | 35 | 63 | | Deptford 1 |
| Syndicat Unifié des Manoeuvres . . . . . | 29 | 55 | | Bexley 1<br>Camberwell 1 |
| Syndicat Unifié des cheminots . . . . . | 21 | 37 | 2 | West Ham 1<br>Bermondsey 2 |
| Syndicat Unifié des cochers . . . . . | 15 | 25 | | |
| Syndicat des dockers . . | 14 | 24 | 3 | Tottenham 2 |
| Syndicat des peintres en bâtiment . . . . . | 14 | 24 | | Bromley 1<br>(Kent) |
| Syndicat des employés de la répartition . . . | 8 | 25 | | |
| Syndicat des ouvriers électriciens . . . . . | 10 | 21 | 2 | Barking 1 |
| Chauffage . . . . . | 9 | 21 | | Fulham 1 |
| Syndicat de l'Ameublement . . . . . | 13 | 21 | | |
| Syndicat d'industrie du Bâtiment . . . . . | 10 | 17 | | |
| Ouvriers nouqualifiés . . | 13 | 16 | | |
| Syndicat des maçons . . | 7 | 13 | | |
| Syndicat National des employés de Bureau . | 10 | 14 | 1 | |
| Syndicat des commis de magasin . . . . . | 4 | 10 | | |
| Syndicat Unifié des ouvriers en Bâtiment . . | 4 | 6 | | |
| Différents syndicats . . | 33 | 62 | | |
| Partis politiques . . . . | 7 | 9 | | |

Nous pouvons nous rendre compte que le travail actif d'un petit groupe de représentants de l'Internationale Syndicale Rouge résidant en Angleterre conduit lentement, mais sûrement, à la conquête du trade-unionisme anglais, ce rempart du conservatisme. Cela montre éloquemment la productivité et la qualité de travail de nos camarades anglais. Le fait que les sections des syndicats envoient officiellement des délégués en leur payant leurs frais de voyage sera inévitablement mentionné dans les rapports du Comité Exécutif national et mettra fin au silence dont les chefs jaunes entourent l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge. Les grandes masses entendront l'opinion des fonctionnaires syndicaux sur l'Internationale Syndicale Rouge, et le choc d'opinions qui, inévitablement, en résultera, conduira à éclairer d'une vive lumière les buts et les tâches de l'I. S. R.

Le président de la Conférence, le cam. Thomson, représentant du syndicat des dockers, fit le discours d'ouverture et après une allocution brève, mais forte, transmit la parole, pour le rapport, au secrétaire, le cam. Harry Pollitt. Après avoir indiqué rapidement ce qui constituait le travail des partisans de l'I. S. R. avant la convocation du Congrès Constitutif à Moscou, le cam. Pollitt montra que ce congrès a dirigé le travail dans une toute nouvelle direction. Si avant le Congrès de Moscou, l'activité de l'I. S. R. avait surtout un caractère d'agitation et de propagande, aujourd'hui elle doit consister dans l'utilisation organisée des résultats de cette propagande et dans l'unification du mouvement à la tête duquel se trouve l'I. S. R.

Tom Mann a fait un rapport sur la situation en Russie et sur le Congès de Moscou. Il a été accueilli par des acclamations enthousiastes. Son discours, qui a duré une heure et demie, a été extrêmement consistant. Il a tracé le tableau de la vie russe sous le nouveau régime, en s'arrêtant surtout sur le rôle qu'a joué le mouvement syndical dans les années pénibles de la Révolution et sur sa participation active à l'édification de l'État Soviétiste. Avec un sentiment profond, l'orateur a parlé de ce que les participants russes du Congrès de Moscou ne doutent pas une seconde de la signification mondiale de la lutte que doit mener la classe ouvrière, il a dit qu'il faut que la classe ouvrière organisée, disciplinée et combative, suive les directives de l'Internationale Syndicale Rouge pour lutter avec succès contre le capital.

En parlant de son voyage en Russie, Tom Mann a décrit les conditions de vie des ouvriers et des paysans pendant les dernières années du gouvernement tzariste, lorsque toute une armée de petits fonctionnaires opprimaient et exploitaient sans scrupules les paysans. Sur toute la quantité de produits qui étaient le fruit de son travail, il ne restait au paysan que le pain noir et les pommes de terre. A l'heure actuelle, il consomme tout ce qu'il produit.

Il est parfaitement exact, dit plus loin l'orateur, que 15 millions d'hommes sont actuellement victimes de la famine et devront périr au cours de cet hiver si on ne leur vient pas en aide de l'étranger. Mais la faute de cette calamité n'est pas à la Révolution, mais à la sécheresse, à l'appui prêté par l'Entente aux contre-révolutionnaires et au sabotage des gardes blancs aujourd'hui vaincus et chassés. En décrivant les destructions accomplies par les blancs, le cam. Mann dit qu'il n'existe presque pas en Russie de voie de chemin de fer, ni de pont qui n'ait été détruit: les communistes doivent faire les réparations avec leurs instruments brisés ou presque inutilisables. Il a dit que les ouvriers donnent leurs heures libres à la République Soviétiste en réparant les locomotives et les bateaux détériorés. L'orateur a souligné plus loin le contrôle exercé par les comités d'usine sur la production, contrôle qui constitue un puissant levier du mouvement syndical russe qui se rend bien compte que la Révolution sociale doit se faire par l'intermédiaire des syndicats.

„Les Trade-Unions doivent opposer à la puissance internationale du capital leur propre organisation internationale, si le renversement du capitalisme est véritablement leur but. Mais la lutte doit suivre la voie révolutionnaire, et non la voie opportuniste d'Amsterdam."

„Les ouvriers russes se tournent avec espoir vers leurs camarades anglais. Ils les appellent dans les rangs de l'Internationale Syndicale Rouge, à la rupture avec le capitalisme que la majorité des syndicats anglais appuie à l'heure actuelle."

„Vingt pour cent d'ouvriers industriels

d'Angleterre sont prêts pour la Révolution, dit Mann, mais nous disposons d'une minorité insignifiante en prenant en considération les deux millions de chômeurs. La tâche du moment actuel est d'inculquer aux syndicats la méthode d'action révolutionnaire."

A peine le camarade Mann eut-t-il achevé son discours que de tous les côtés de la salle des questions lui furent posées. L'intérêt suscité par son discours fut tellement grand que tous les assistants eurent l'impression que les délégués, de retour dans leur section, deviendront des militants actifs de l'Internationale Syndicale Rouge. On a adopté une série de résolutions de combat. Voici le contenu de l'une d'elles sur la question du chômage. La Conférence a dû prendre toutes les mesures possibles pour la lutte contre ce mal. Il est nécessaire d'attirer l'attention sur le fait que la seule issue de la situation est de conserver les tarifs non réduits. „La Conférence insiste sur la nécessité de la lutte active des organes exécutifs du trade-unionisme contre les exigences humiliantes des capitalistes qui, non contents d'abaisser les salaires, cherchent encore à allonger la journée de travail.

„Nous nous refusons, dit plus loin la résolution, de nous soumettre à cette tyrannie outrageante, nous devons concentrer toutes nos forces sur le travail syndical pour agir énergiquement comme la situation créée l'exige: non pas en bêtes de somme, mais en hommes libres."

La deuxième résolution parlant de la famine en Russie a été adoptée sans débats. Dans son rapport, le cam. Mann a décrit le voyage qu'il a fait en compagnie du cam. Kalinine dans les provinces affamées en donnant un tableau éloquent des scènes véritablement tragiques qu'il lui est advenu d'observer dans les localités frappées par la calamité. Des secours immédiats sont nécessaires, c'est un devoir impérieux pour chacun. Il transmet cet appel à la Conférence pour que les délégués le transmettent à leur tour aux masses.

La troisième résolution est consacrée à Sacco et Vanzetti, camarades italiens condamnés à la peine de mort par le gouvernement américain. Ces camarades, militants actifs du mouvement révolutionnaire américain, innocents du crime qu'on leur impute, vont être exécutés dans quelques jours si la classe ouvrière ne fait pas une action pour leur défense et ne force les capitalistes américains à renoncer à leurs intentions. Toutes les sections, comités régionaux, conseils d'industrie et autres organisations ouvrières sont appelées à envoyer des résolutions analogues à l'ambassade américaine à Londres.

Dans le compte-rendu de la Conférence, le journal „Communiste" écrit: „Cette conférence a été incontestablement très réussie et ses résultats doivent donner une nouvelle et puissante impulsion à l'esprit des camarades qui ont consacré leurs forces à la collaboration avec Tom Mann et Harry Pollit, leur donner une nouvelle vigueur pour la continuation de la lutte.

*M. Mac Pherson.*

## *France.*

### La tactique de la minorité révolutionnaire dans la lutte pour l'unité ouvrière.

La scission pour la consommation de laquelle les Jouhaux, Dumoulin et autres agents d'Albert Thomas font de très grands efforts, commence à passer du domaine des résolutions dans celui de la réalité. La commission administrative de la C. G. T. et les bureaux de certaines fédérations sympathiques font tout leur possible pour que cette scission soit réalisée au plus vite.

Dans la Fédération des cheminots la scission est déjà presque un fait accompli. Le Bureau réformiste de Montagne que la Commission administrative a chargé de convoquer le Congrès Unifié des cheminots a décidé de n'admettre au Congrès que les syndicats ayant reconnu ce Bureau comme représentant légal de la Fédération. Or, c'est le Congrès précisément qui devait trancher cette question. Il est évident qu'il ne restait rien d'autre au Bureau de Semart que de prendre sur lui l'initiative de la convocation du congrès. Il est peu probable que de ces deux congrès différents puisse résulter l'unité.

Dans la Fédération de l'Habillement, la tendance scissionniste s'est renforcée. En réponse à la déclaration du Bureau fédéral disant qu'il ne faut pas délivrer

de carte de membre aux syndicalistes affiliés aux C. S. R., le syndicat parisien de l'Aiguille, a confirmé son adhésion à ces derniers et a voté même des subsides au C. S. R. Se sont déclarés solidaires du syndicat parisien de l'Aiguille les syndicats suivants: des fourreurs et des parapluies (Seine), le syndicat de l'Aiguille de Marseille, des syndicats du département de l'Indre, etc. Il serait intéressant de savoir qui restera dans la Fédération de l'Habillement lorsqu'elle aura exclu tous ces syndicats qui sont les plus importants de la Fédération, aussi bien au point de vue du nombre, que de l'autorité morale.

Le Congrès de la Fédération de l'Ameublement, par une majorité de 26 voix contre 18 et 3 abstentions; s'est prononcé pour l'adhésion aux C. S. R. (sur cette question on a procédé à un référendum spécial dans les syndicats).

Le Conseil National de la Fédération de l'Alimentation s'est prononcé contre toute exclusion pour des motifs de tendances idéologiques.

Les Fédérations des employés de commerce et des ouvriers du port se sont prononcées dans l'esprit de la majorité confédérale, c'est à dire pour la scission.

L'activité du Comité Central des C. S. R. dans la lutte contre les partisans de la scission, jusqu'à présent, a été assez peu active. Cela s'explique évidemment par le fait que le Comité Central ne se décidait pas de prendre sur lui la responsabilité d'une décision déterminée sur cette question qui a une signification redoutable pour l'avenir du mouvement syndical français.

Il faut noter deux déclarations du Comité Central des C. S. R.

L'une d'elles place la question sur le terrain juridique. Le Comité Central propose à la Commissiou administrative de répondre en vertu de quel point des statuts confédéraux, le Comité National de la Confédération s'arroge le droit de lancer sa bulle d'excommunication.

L'autre est plus catégorique.

En réponse à de multiples demandes qu'il reçoit, le Comité Central déclare que le devoir de toutes les unions départementales, des fédérations et des syndicats de la minorité, est d'adhérer aux C. S. R. Le Congrès de la minorité a déclaré à Lille que cela constituait notre devoir, les menaces de la Confédération l'ont transformé en une obligation immédiate. La solidarité avec les comités des syndicalistes révolutionnaires ne peut s'exprimer que par un seul moyen, celui de l'affiliation directe.

Cependant, cette seule déclaration d'affiliation des syndicats de la minorité aux C. S. R. est insuffisante. La question de savoir ce qu'il faudra faire lorsque ces syndicats auront été tout de même exclus des fédérations et unions départementales correspondantes reste en suspens. Cette question est particulièrement délicate dans les fédérations où la minorité est faible aussi bien au point de vue du nombre qu'au point de vue de son organisation.

Dans la Fédération des ouvriers des ports, les syndicats de la minorité, qui se trouvent justement dans une telle situation, ont voté au congrès pour la sortie de l'organisation des C. S. R. De même au Congrès des Syndicats du Département des Bouches du Rhône la minorité a pris une résolution invitant les syndicats qui ont déclaré vouloir adhérer aux C. S. R. à annuler leur déclaration. Tout cela montre qu'il y a un certain flottement dans l'activité de la minorité. Un des militants les plus en vue de la minorité, le secrétaire du Comité parisien inter-syndical du Spectacle, l'anarchiste André Colommer attaque le Comité Central des C. S. R. dans le „Libertaire“ pour l'absence de méthode dans son activité et pour le retard apporté à la convocation du Congrès des syndicalistes minoritaires. Il craint que la prolongation du choas actuellement existant au sein du mouvement syndical français fera le jeu de la majorité confédérale et n'apportera qu'une désorganisation complète dans les rangs de la minorité.

Colommer propose aux révolutionnaires de prendre sur eux l'initiative de la scission. La majorité, guidée par Albert Thomas et la bourgeoisie, a fermement décidé de créer une C. G. T. réformiste et utilise la situation actuelle pour préparer les cadres de cette nouvelle C. G. T. De l'avis de Colommer, la minorité révolutionnaire doit serrer ses rangs et créer immédiatement une Confédération du Travail révolutionnaire, basée sur l'idéologie anarchiste et ayant un type d'organisation fédéraliste.

D'un autre côte, la minorité du dépar-

tement de l'Isère, par l'organe d'un de ses militants les plus énergiques, Herclé, propose dans le but du maintien de l'unité, de renoncer à l'affiliation des syndicats de la minorité à l'organisation des C. S. R. en se contentant d'une affiliation individuelle. Il part de ce point de vue que la masse menée par les majoritaires ne veut pas de la scission qui est artificiellement créée par un petit groupe inspiré par les journalistes bourgeois dans le genre de Dulot.

Analysant la situation, il voit le mal dans la centralisation qui donne la possibilité au Comité National de procéder à toutes sortes de scissions à son gré. La sortie, c'est la décentralisation fédéraliste.

Cette concordance de vues dans l'exigence de la décentralisation chez Colommer et Herclé, partant d'une tactique tout opposée pour la lutte contre la majorité, est très caractéristique.

Cependant, malgré cette concordance, il est peu probable que la décentralisation qu'ils prêchent corresponde aux tâches réelles du mouvement syndical. En laissant de côté la tendance générale incontestable du mouvement syndical à la centralisation, on peut affirmer que la situation actuelle en France ne parle pas en faveur des principes fédéralistes. Nous voyons que les majoritaires, malgré le peu de popularité de leur propagande scissioniste dans les masses, profitent de la centralisation pour le renforcement de leurs positions. La centralisation est une force dont on ne peut pas se débarrasser à coup de déclarations anarchistes.

Dans sa lutte contre la majorité, la minorité ne sera victorieuse que lorsqu'elle représentera une force cohérente et centralisée. Cela est démontré par toute l'histoire de la minorité syndicaliste. Ce n'est qu'après s'être fortement soudée au Congrès d'Orléans qu'elle a pu faire une brèche dans la citadelle de la majorité réformiste de la Confédération.

Cela signifie-t-il que nous sommes pour le principe d'accorder tout le pouvoir au centre? Non. La force du mouvement révolutionnaire est dans les masses. Aux assemblées générales des syndicats, la masse doit être attirée à la participation dans la discussion de toutes les questions vitales du mouvement. Les congrès nationaux sur la base d'une large et réelle représentation de toutes les organisations doivent donner la quintessence de la volonté de la classe ouvrière organisée. Ces congrès doivent créer un centre d'initiative qui, dans les limites des directives données par les congrès, doit prendre sur lui la responsabilité pour les décisions pressantes dans les questions du moment.

L'absence d'une telle direction affaiblit la force d'organisation. L'indécision du Comité Central des syndicalistes révolutionnaires a déjà abouti à une certaine dispersion peu importante, heureusement, dans les rangs de la minorité. L'„Information Sociale" note triomphalement que dans l'Union des syndicats du Département de la Somme, se plaçant au point de vue de la minorité, deux secrétaires, Rose et Bastian, ont donné leur démission en signe de protestation contre les discordes au sein de l'organisation.

C'est un exemple unique, mais il est significatif.

La Conférence de la minorité fixée pour le 31 octobre — 1er novembre, mettra un terme, il faut l'espérer, à cet état de flottement qui règne actuellement dans l'organisation de la minorité, et mettra debout une ligne pratique précise de la lutte. Quelle que soit la tactique que la Conférence adoptera, on peut dire avec certitude que cette tactique ne pourra escompter la victoire que dans le cas où elle aura pour base non la décentralisation, mais au contraire la formation d'un bloc compact de la minorité ayant à sa tête un puissant centre directeur.

*S. Galpérine.*

## *Espagne.*

### Le Conseil National de la Confédération Nationale du Travail pour l'I S. R.

„La Vie Ouvrière" du 2 /X publie les renseignements suivants reçus de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne sur la réunion de son Conseil national où a été entendue la délégation retour de Moscou.

„Dans l'état actuel d'absolue répression, quand le gouverneur Martinez Anido poursuit la disparition totale du syndicalisme, à Barcelone, précisément dans la ville où la férocité des bourreaux de la classe ouvrière s'est faite sentir de la façon la plus implacable, le Conseil na-

tional, compasé de délégués de toute la Catalogne, de Valence, d'Andalousie, de Castille, d'Aragon, des Asturies et des pays basques, a tenu une conférence nationale. Au cours des quatre séances qui ont eu lieu les 15 et 16 de ce mois ont été amplement discutées les questions nationales et internationales.

En ce qui concerne la réunion du Conseil qui eut lieu le 29 avril à Barcelone et qui procéda à la désignation des délégués au Congrès de l'Internationale syndicale rouge, cette désignation a été reconnue régulière.

Après avoir examiné les informations de la délégation qui a été en Russie et les documents concernant le Congrès de Moscou, apportés par la délégation, et qui étaient encore insuffisamment connus par l'organisation, il a été décidé de ne pas prendre de décision ferme et d'attendre que les syndicats puissent eux-mêmes se documenter exactement pour pouvoir ensuite eux-mêmes adopter une résolution définitive.

La Confédération conservera un délégué au Comité Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

La confiance au Comité actuel de la Confédération est ratifiée et le Comité est autorisé à continuer de résider à Barcelone.

Est ratifié également l'accord pris dans la session plénière qui eut lieu à Madrid les 14 et 15 août spécifiant que l'organisation toute entière doit faire tout l'effort possible pour porter aide à Barcelone dans cette période de cruelle répression.

Le Conseil a discuté d'autres questions de caractère purement national et de moindre importance.

„On voit, commente „La Vie Ouvrière" contrairement à ce qui avait été dit et écrit, que la délégation espagnole avait bien été régulièrement désignée; la C. N. T. maintient un représentant au Comité de l'Internationale Syndicale Rouge et toute décision ferme ne sera prise qu'après examen par les syndicats."

## *Hongrie.*

### Le mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier hongrois a atteint un degré de puissance qui lui permet de manifester sa force en dépit de tous les excès de la terreur. Cette force ne se montre pas encore sur l'arène politique où le régime déprimant de l'Etat militariste, conjointement avec l'opportuniste social-démocratie, paralyse tous les efforts du mouvement révolutionnaire ouvrier. En revanche, la lutte de classes se manifeste dans le domaine syndical. En plein régime de lois d'exception, qui n'épargnent pas même les organisations purement professionnelles, nous assistons à la renaissance des syndicats ouvriers.

Le prolétariat groupé au sein des syndicats lutte énérgiquement contre la cherté de la vie, contre la pression patronale, en faisant usage de tous les moyens qui lui sont accessibles dans le domaine de la lutte économique.

Après la chute du pouvoir des Soviets, la première grève déclanchée à Budapest au début de cette année fut celle des typographes. Par elle même, cette déclaration de grève, lancée dans un pays où régnait un silence de mort, où la réaction avait annihilé toutes les manifestations du mouvement ouvrier, — produisit sur les classes dominantes une impression saisissante. Pendant un an et demi le Gouvernement persécuta les organisations ouvrières. Un grand nombre de syndicats furent dissous, leurs chefs arrêtés, quant aux institutions dont l'activité ne pouvait être arrêtée, ils furent soumis au contrôle de la police et des autorités administratives. Des syndicats jaunes furent fondés qui promirent à leurs membres des prérogatives matérielles et l'immunité contre les persécutions policières. La grève semblait être dans ces conditions un acte très hardi, presque révolutionnaire. Il est vrai que longtemps avant la grève des typographes s'était déclanchée l'action des mineurs de Tatabagné, mais cette action avait été écrasée et les mines soumises au contrôle militaire. Les classes dirigeantes estimaient après ce fait qu'il suffisait d'un petit détachement de cavalerie pour réprimer n'importe quelle action ouvrière.

Or, il advint que la terreur, au moyen de laquelle la contre-révolution tentait de détruire les syndicats, se trouva impuissante dans la lutte contre le déclanchement des forces économiques. La production des fabriques qui, longtemps après la révolution était restée paralysée, commençait à se remettre en marche. Grâce au

faible cours de la couronne hongroise, les commandes étrangères commencèrent de nouveau à affluer, et les fabriques se remirent l'une après l'autre au travail. La remise en marche de la production entraîne tout naturellement le relèvement de l'importance économique de la classe ouvrière. Les patrons, dans leur tentative de conserver les salaires de famine, rencontrèrent la résistance du prolétariat organisé.

Pour éviter l'arrêt du travail dans les fabriques et pour empêcher que ne les quittent les ouvriers spécialistes attirés par des conditions meilleures dans les pays voisins, les patrons furent obligés de faire toute une série de concessions aux ouvriers.

Par suite du collapsus des valeurs hongroises, de la spéculation et de l'exportation des denrées alimentaires, les prix des produits de première necessité croissaient extraordinairement. La cherté de la vie servait de prétexte à des conflits dans presque toutes les branches d'industrie. L'organe réactionnaire „Budapechti Hirlap" fut lui-même contraint d'avouer que les prix des produits de première nécessité avaient augmenté de 60 à 80 fois en comparaison des prix d'avant guerre, tandis que les salaires n'avaient augmenté que 20 fois. Et les prix ne cessent de croître. Le prix du blé, par exemple, est monté ces derniers temps de 500 couronnes à 2000 couronnes le quintal; le prix de la graisse, de 70 à 200 courronnes le kilo. En même temps que la cherté de la vie, dans certaines branches d'industrie dont le relèvement ne dépend pas du commerce extérieur, telles que par exemple l'industrie du bâtiment, se faisait fortement sentir le chômage, embrassant des milliers d'ouvriers.

N'ayant pas en notre possession les dernières données statistiques relatives à la croissance des prix de la vie, nous devons nous contenter des données que cite le bulletin du Conseil des Syndicats Hongrois „Szakozer vezeti Estesito". Le bulletin fait un parallèle entre les dépenses hebdomadaires d'une famillie ouvrière de cinq membres au 31 août 1921 et d'autre part les chiffres correspondants pour 1914 et 1920.

Prix en couronnes hongroises :

| | 1914<br>31/8 | 1920<br>31/8 | 1921<br>31/8 |
|---|---|---|---|
| a) Denrées alimentaires . . | 16,75 . | 773,45 . | 943,25 |
| b) Chauffage & éclairage . | 2,76 . | 146 . | 145,40 |
| c) Objets de ménage . . . | 1,80 . | 90,50 . | 119 |
| d) Vêtements . . . . . | 7 . | 480,96 . | 433,26 |
| e) Logements . . . . . | 10,40 . | 16,10 . | 24,64 |
| f) Divers . . . . . | 3,97 . | 82,41 . | 296,61 |
| Total . . . . . | 48,63 | 1589,72 . | 1962,16 |

Depuis le 31 août les prix se sont considérablement accrus et les journaux ouvriers ont raison d'estimer que la famille ouvrière a besoin de 2.500 couronnes pour vivre. Inutile de dire que les salaires des ouvriers sont loin d'atteindre ces chiffres. Les maçons, par exemple, ne reçoivent que 600 à 700 couronnes par semaine, dans l'industrie alimentaire les salaires, d'après l'accord conclu le 1-er octobre, oscillent entre 700 et 1.000 couronnes, et dans l'industrie polygraphique entre 845 et 863 couronnes.

Aussi n'est-il pas étonnant que le prolétariat mène une lutte opiniâtre pour l'augmentation des salaires dans toutes les branches d'industrie. Les ouvriers métallurgistes se trouvent en tête du mouvement. Le syndicat des métaux, qui compte 35.000 membres, a adressé le 2 septembre un memorandum aux patrons; dans ce memorandum sont résumées les revendications ouvrières. Les patrons, sans entrer en pourparlers directs avec les ouvriers, ont répondu par une augmentation de 13% des salaires institués en décembre dernier. Le syndicat des métaux a trouvé insuffisante cette augmentation des salaires et a adressé aux patrons un nouveau memorandum. De cette façon le conflit s'exacerbe, et la situation peut prendre à chaque instant un caractère aigu.

Les tailleurs pour hommes ont déclaré la grève en exigeant une augmentation des salaires de 35%. Un grand nombre de patrons d'ateliers ont répondu par le lockout, mais ont dû bientôt augmenter les salaires de 30% sans cependant que les ouvriers en fussent satisfaits. Comme certains patrons ont consenti à augmenter les salaires de 35%, on peut dire que le lockout a fait fiasco. Dans les ateliers de couture les patrons ont proposé de n'augmenter les salaires que de 25%, menaçant les ouvriers de faire lockout

au cas où ils ne consentiraient pas à une telle augmentation. Cependant, tout laisse supposer que cette menace ne restera qu'un vain mot, et que les patrons seront obligés de satisfaire aux exigences des ouvriers. Dans les fabriques de chaussures, où les ouvriers ont particulièrement souffert du chômage, la grève suivie d'un lockout a duré quelques semaines. Dans la menuiserie, les ouvriers ont refusé une augmentation de salaires de trois couronnes par heure qui leur avait été proposée par les patrons. La lutte continue. Les ouvriers du tabac se sont contentés d'une augmentation de salaires de 25%. Les ouvriers des minoteries, après des pourparlers orageux, sont arrivés à faire augmenter leurs salaires de 50%. Parmi les maçons le mécontentement est très profond. Le gouvernement a alloué 300,000.000 de couronnes pour l'aménagement des logis ouvriers, mais au lieu de verser cette somme au syndicat des maçons qui offrait de se charger de ces travaux, le Gouvernement a donné cet argent aux patrons qui, de ce fait, se sont enrichis aux frais des ouvriers et de l'Etat. Au cours d'un récent meeting des ouvriers du Bâtiment, des menaces se sont fait entendre à l'adresse des patrons, et des protestations énergiques contre les salaires de famine. Les ouvriers municipaux de Budapest ne sont point contents non plus. Leurs salaires n'ont été augmentés que de 15% tandis qu'ils exigeaient 30%.

Ce qui caractérise tout ce mouvement et toutes ces grèves, c'est l'esprit combatif des ouvriers, d'une part, et l'absence complète de direction unique, d'un autre. Cette absence de direction est le résultat de la tactique équivoque des bureaucrates syndicaux. Sous la pression impatiente des masses, ils sont forcés de se mettre en tête du mouvement, mais ce faisant, ils tâchent d'éviter la lutte. Mais lorsque la lutte devient inévitable, ils désarment les ouvriers et concluent des accords de compromission avec les patrons en contribuant souvent par leurs efforts à la capitulation des ouvriers. Cette activité des bureaucrates a pu être observée, par exemple, pendant la 2-me grève dans les ateliers de cordonnerie. En général, la situation du mouvement ouvrier peut être caractérisée par les traits suivants: d'un côté les leaders opportunistes, qui en leur qualité de bureaucrates syndicaux, et de chefs social-démocrates collaborent avec la bourgeoisie (le parti social-démocrate entre dans la composition du bloc libéralo-radical): d'un autre côté, le prolétariat qui ne participe pas à la vie politique et consacre toute son énergie aux syndicats. Les syndicats sont en Hongrie la citadelle de la classe ouvrière, et la réaction qui a su annihiler l'autonomie des caisses de secours mutuel, est forcée de s'arrêter à l'heure présente devant la force des syndicats.

## *Belgique.*

### Le mouvement ouvrier en Belgique.

#### I. Le Parti Ouvrier Belge.

Le mouvement ouvrier en Belgique montre l'exemple le plus éclatant du rôle conservateur joué par messieurs les collaborationnistes à l'époque de la désagrégation capitaliste.

On peut affirmer sans exagération que la classe ouvrière belge porte à l'heure actuelle un double joug: celui de l'Etat bourgeois et celui du Parti Ouvrier Belge. Ce dernier constitue une force politique très puissante, parfaitement organisée; il régit directement les syndicats et les coopératives qui entrent dans son sein comme éléments constitutifs. Il possède un groupe parlementaire très puissant, il dispose de plusieurs centaines de conseils municipaux; tout dernièrement encore, quatre de ses représentants faisaient partie du gouvernement en qualité de ministres. Ses adversaires sont: le parti réactionnaire catholique, influent dans les provinces flamandes, et le parti libéral, très conservateur dans sa majorité et influent dans les milieux bourgeois des villes. Ces deux partis sont des ennemis irréductibles de la classe ouvrière; la seule force organisée à laquelle le prolétariat belge ait confié la défense de ses intérêts est le Parti Ouvrier Belge. Le prolétariat belge rencontre son influence à chaque pas de sa vie ouvrière: au sein des syndicats adhérents au parti il lutte contre l'exploitation rapace des patrons, dans les coopératives du parti, il défend ses intérêts de consommateur contre l'avidité des mercantis, et enfin la Com-

mission centrale d'education ouvrière doit l'arracher des griffes du clergé catolique qui mettait son empreinte, tout récemment encore, avec le consentement bienveillant de l'Etat, sur tous les établissements scolaires et extrascolaires de Belgique.

Le Parti Ouvrier — il faut le dire ouvertement — paraissait aux yeux des prolétaires belges, et cela jusqu'à ces tous derniers temps, leur parti propre, la vraie maison de la classe ouvrière. „Paraissait", disons nous, parce qu'en réalité ce parti a joué le rôle le plus déplorable dans le développement du mouvement ouvrier belge. Car il a exploité de la façon la plus malhonnête son élan d'émancipation, en le dirigeant de façon à limiter la lutte au cadre des conflits locaux; les dirigeants du parti se plaçaient dans leur travail quotidien sur le terrain du régime bourgeois, ils ne différaient en rien, somme toute, des politiciens démocrates bourgeois.

Pour éviter le reproche d'avancer des accusations gratuites, citons quelques exemples.

Le représentant du parti, Jules Destrée, Ministre de l'Instruction Publique, a émis une circulaire aux termes de laquelle la propagande antipatriotique est déclarée incompatible avec les fonctions d'instituteur.

Un autre membre socialiste du gouvernement, Vauters, ministre du Travail, s'était déclaré officiellement au Parlement, au printemps de cette année, lorsque s'accusa la baisse des prix sur le marché, pour l'adaptation des salaires à l'index des prix, ce qui donna une justification morale à la campagne pour la baisse des salaires entreprise par les capitalistes au moment de la crise. Et ce point de vue de Monsieur Vauters, les dirigeants des syndicats ouvriers l'ont mis en pratique. Nous lisons dans „l'Ouvrier Communiste" du 10 septembre: „Dès le début de la crise indistruelle, lorsque les patrons entreprirent leur campagne contre les salaires, les dirigeants des syndicats ouvriers acceptaient toutes les réductions proposées par les patrons sans consulter préalablement les masses". La justesse de cette observation est on ne peut mieux illustrée par la conduite des chefs jaunes pendant le mouvement de mars des cheminots. Ces derniers avaient présenté au gouvernement une série de revendications, et il avait été décidé à une énorme majorité (90.000 voix contre 6.000) de faire grève en cas de rejet de ces revendications. Le gouvernement ne leur donna pas satisfaction, mais les dirigeants du syndicat ne déclanchèrent pas la grève en dépit des décisions du referendum. Pour justifier cette trahison de la volonté de ses mandants, l'un des chefs déclara au congrès des cheminots: „Nous préférons qu'on nous traite de lâches et de scélérats, plutôt que d'assassins". C'est toujours ce fameux „sans effusion de sang" que tous les inspirateurs de la boucherie mondiale, du carnage qui emporta au prolétariat plusieurs millions de victimes, mettent à la base de leur tactique.

Mais ce qui caractérise le mieux, peut-être, le Parti Ouvrier Belge, c'est sa conduite vis-à-vis de la journée de 8 heures. Après 6 ans de présence des socialistes au gouvernement, ils finirent par faire adopter cette loi, mise en vigueur le 1-er octobre 1921.

Toute la presse socialiste lui consacre des articles enthousiastes. Or, la loi, passée au tamis des débats parlementaires, en est sortie fort altérée. Le § 12 de cette loi dit qu'elle perd sa force toutes les fois que „il y a nécessité nationale d'assurer par le développement de l'exportation l'échange extérieur, nécessaire pour réaliser l'importation des denrées alimentaires". Ce petit amendement permet d'annuler en fait tout cet acte législatif. Il faut bien comprendre que la Belgique, qui possède une population de 7.500.000 habitants, ne peut ravitailler que 2 millions et demi d'individus; il est donc évident que „la nécessité nationale" d'assurer l'importation des vivres, en développant la production belge, peut être invoquée à tout moment pour justifier les dérogations à la loi.

„Le Peuple", organe du parti, a reçu la loi des 8 heures par un article de Vauters, ministre du Travail. „Ouvriers, écrit-il, la loi sur la journée de 8 heures est un bienfait pour vous. Elles vous donne des droits, mais elle vous impose aussi des devoirs... La concurrence capitaliste est un fait... Vous devez faire honneur à ce surnom de „para-

dis capitaliste", vous devez produire beaucoup pour lutter, conjointement avec vos patrons, contre vos cruels ennemis, les capitalistes étrangers. Produisez, soyez meilleurs travailleurs. Notre patrie sera toujours plus belle, les patrons pourront gagner quelque peu davantage, unis et forts nous poursuivrons joyeusement notre chemin vers de nouvelles conquêtes démocratiques". Inutile de commenter cet appel à la lutte conjointement avec ses patrons nationaux contre les patrons étrangers.

Nous pourrions remplir de nombreuses pages d'exemples de cette propagande dissolvante que font les socialistes belges au sein des masses. Toute leur activité n'est q'un long sermon en faveur de la paix sociale et de la défense patriotique des „intérêts généraux". Le niveau inférieur du développement intellectuel de la masse ouvrière belge leur permet de paralyser, provisoirement, son élan révolutionnaire. Car, nous devons le dire tout de suite, les ouvriers belges sont indubitablement révolutionnaires dans leur masse, toujours enclins à défendre leurs intérêts par la voie de l'action directe.

Nous passons à l'examen des conditions économiques de la lutte menée par la classe ouvrière belge.

## II. La situation économique du pays.

La Belgique est au nombre des pays vainqueurs. Les chefs du Parti Ouvrier qui, au cours de la guerre mondiale, avaient été les héraults de la défense nationale, n'avaient pas manqué de promettre au prolétariat, sitôt la guerre finie, la guérison complète de ses blessures et une croissance rapide du progrès économique et social.

Quatre ans durant ils avaient conduit le prolétariat par la voie du martyre dans la terre promise des réformes sociales et du bien être économique. Et maintenant que plus de 3 ans nous séparent de la conclusion de l'armistice, on peut faire le bilan de tous les avantages trouvés par le prolétariat dans cette terre promise.

A commencer par la situation financière.

Voici le tableau qu'en a donné au Sénat M. Lepré, directeur adjoint de la Banque Nationale. Dans son discours, prononcé le 3 août, il relève tout d'abord l'effroyable augmentation de la dette nationale. De 5 milliards (en 1914) elle est passée à 32 milliards, et menace d'atteindre sous peu le chiffre de 40 milliards. Le déficit pour l'année 1921 dépasse 4 milliards. Les dépenses ordinaires dépassent les recettes de 700 millions. Ces dépenses ordinaires qui, en 1914, ne dépassaient pas 262 millions, se montent en 1921 à un milliard et demi, s'étant ainsi accrues 5,1 fois. Et cette augmentation n'est pas uniforme pour tous les ministères, les dépenses pour la guerre et la marine ont augmenté de 6,2 fois. M. Lepré ne voit qu'une issue à cette situation; la réduction impitoyable des dépenses „improductives" attachées à la réalisation des lois sociales „témérairement" votées par la Chambre au cours des années 1919 et 1920. La signification de cette réduction des dépenses nécessitées par les lois sociales apparaît quand on considère ce fait que le budget de 1921 prévoit pour les dépenses de défense nationale (dépenses ordinaires et extraordinaires) 1.250.000.000 de francs, alors que le „fonds national des crises" ne bénéficie que de 90.000.000 de francs. Or, les statistiques de mars montrent que la Belgique avait à cette époque 146.967 chômeurs et 210.681 demi-chômeurs (avec une population de 7 et demi millions d'habitants!). Les chômeurs touchent du „fonds des crises" une allocation de 39—52 francs par semaine, ce qui leur permet tout juste de ne pas mourir de faim. Et il faut se rappeler que 10% de ce fonds sont versés par les municipalités et 15% par les caisses ouvrières d'assurance contre le chômage.

Une autre issue, ce serait, évidemment, l'augmentation des impôts. Le ministère des finances propose pour l'année 1921 une série d'impôts nouveaux qui doivent donner au total une somme de 400 millions de francs par an. Sur cette somme 200 millions sont donnés par les impôts directs et 200 par les impôts indirects, grevant de tout leur poids la masse des consomateurs, c. à d. au premier chef la classe ouvrière. Lors de la discussion de cette question à la Commission des finances, au Parlement, les ministres socialistes se sont abstenus en invoquant le programme socialiste interdisant les impôts indirects. Mais le ministère des fi-

nances insiste sur le vote affirmatif de tous les membres du Gouvernement, et les ministres socialistes finissent par faire obligeamment cette concession à leur collègue bourgeois.

Le journal „Neue Zuricher Zeitung“ du 29 octobre fournit les données suivantes, propres à montrer l'état de l'industrie belge. Alors qu'en juin 1920 le nombre des entreprises inactives était égal à 8%, à la fin de cette même année il atteint 26,3%. Dans l'industrie houillère, l'extraction se fait dans la proportion suivante: au cours de l'année dernière l'extraction de la houille formait 98% de l'extraction d'avant-guerre; en janvier 1921 elle atteint 107%, mais en février déjà tombe à 98%, à 94% en mars, 80% en avril, 83,7% en mai, 89% en juin. En dépit de cette diminution, les réserves de houille ont augmenté: de 230.720 tonnes en juin 1920, elles sont passées 1.160.000 tonnes en avril 1921. En mai, les réserves tombent, sous l'influence de la grève des mineurs anglais, à 716.820 tonnes. L'industrie métallurgique belge bénéficie de certaines commandes étrangères (matériel de chemin de fer pour la Bulgarie) mais ces commandes ne font que ralentir dans une certaine mesure la débâcle industrielle. Cela devient évident quand on tient compte de ce fait qu'au cours de cette année, sur 54 hauts fourneaux n'ont fonctionné que 13.

L'industrie textile traverse indubitablement une crise. Dans l'industrie du lin en mai 1921 ont travaillé 98.413 fuseaux, n'ont pas fonctionné—177,569. L'industrie cotonnière a chômé entièrement ou presque. L'industrie lainière a vu tomber sa semaine de travail de 48 heures à 30. Dans les fabriques de faïence et de porcelaine sur 33 fourneaux 29 ne fonctionnent pas. Même décadence, ou presque, dans l'industrie chimique et dans celle de la soie artificielle: sur 2000 ouvriers travaillant autrefois ne peinent que 200 hommes. L'industrie du papier, elle aussi, dépérit: son rendement n'équivaut qu'à 35% de celui de l'année 1914.

La crise industrielle s'accompagne de la réduction des salaires. Les hauts fourneaux de Liège ont annoncé le 15 juin une réduction de 5%, et une autre réduction pour le 15 juillet, et diminué de 5% les salaires des mineurs depuis le 7 août. L'amplitude générale de la diminution des salaires dans l'industrie minière oscille, selon les données de la „Neue Zuricher Zeitung“, entre 3 et 13%.

Pour justifier cette réduction on avait fait usage de la fameuse théorie de l'adaptation des salaires à l'index des prix des objets de large consommation. Nous avons dit déjà que les chefs socialistes et syndicaux du mouvement ouvrier belge donnaient à cette adaptation un appui moral. Or, cette théorie, qui reconnaît comme maximum normal des salaires ouvriers ceux existant en 1914, est tout à fait inadmissible, surtout quand il s'agit des ouvriers belges. Il faut bien se représenter ce qu'étaient les salaires des ouvriers belges en 1914. L'enquête effectuée en 1910 par le ministère du travail britannique nous montre les conditions suivantes du travail des ouvriers belges. Si l'on attribue le coefficient 100 à la durée de la journée de travail en Angleterre, en Allemagne elle sera de 111, en France—117, en Belgique—121. En attribuant le coefficient 100 aux salaires des ouvriers anglais, nous aurons pour la France—64, pour l'Allemagne—75 et pour la Belgique—52. La Belgique est le pays des bas salaires. Autre chose: l'index est établi d'après les prix de gros. Or, les prix au détail en différent sensiblement, les suivant très vite lorsqu'il s'agit de l'augmentation; fort lentement, lorsqu'une baisse se produit. Troisièmement, l'index des prix est égal, actuellement, à 400, cependant que les salaires n'ont augmenté que de 2 à 3 fois. Ces faits montrent bien comment les chefs des syndicats défendent les intérêts des ouvriers en se conformant à l'index des prix pour la fixation des salaires.

Naturellement, malgré tous les efforts de leurs chefs syndicaux, les ouvriers sont peu enclins à subir la diminution de leurs ressources déjà si misérables. Ils cherchèrent d'autres voies. Plusieurs congrès (en particulier, celui des métallurgistes) se sont prononcés pour le rétablissement des relations commerciales avec la Russie, guidées non pas tant par des considérations d'ordre idéologique, mais surtout par le désir de s'arracher aux griffes du chômage et de la crise.

Autre voie: les grèves. Voici des données fournies par la „Revue Industrielle“ pour l'année 1920 en Belgique. Nombre total des grèves: 552 grèves, 11 lock-outs. On possède des données précises

sur 505 grèves. Y'ont pris part 330,141 grévistes. Les grèves furent les plus nombreuses dans l'industrie métallurgique—130. Le nombre le plus fort des grévistes est fourni par l'industrie minière—193.000. Pour 376 grèves la cause de la grève a été la révendication de la hausse des salaires; pour 36 grèves—la réduction de la journée de travail. 182 grèves avec 54000 chômeurs se sont terminées par la défaite des ouvriers, 167 grèves avec 89.000 grévistes ont abouti à une transaction. Le résultat des autres grèves est inconnu. En 1921 on observe parmi les ouvriers une fermentation permanente et les bureaucrates des syndicats ne réussissent pas toujours à la diriger dans le canal de l'entente. Nous avons mentionné plus haut la bonne volonté de ces bureaucrates à soutenir les intérêts de l'industrie nationale au détriment de la bourse des ouvriers. La réduction des salaires s'est heurtée chez les métallurgistes à la résistance énergique des ouvriers. Les gros bonnets du syndicat eurent fort à faire pour forcer les ouvriers à y consentir. L'entente réalisée par le syndicat, sans avis préalable des masses, provoqua une indignation très forte. D'une façon générale on peut dire que l'attitude révolutionnaire des masses crée pour certains chefs une situation difficile. C'est ainsi qu'à Charleroi eut lieu, après une longue et infructueuse grève, l'occupation de l'usine d'automobiles et de constructions mécaniques. A Marchienne, les ouvriers des fabriques textiles du lin mettent la main sur plusieurs entreprises. Mais toutes ces tentatives se sont terminées par l'abandon volontaire des entreprises par les ouvriers, mis en face des menaces des chefs de leurs syndicats et des représentants du parti.

### III. La situation actuelle des syndicats ouvriers.

Tout comme dans les autres pays de l'Europe, on observe en Belgique une augmentation sensible du nombre de membres des syndicats au lendemain de la guerre. Suivant les données du B. I. T. le nombre des syndiqués belges est passé de 203.000 en 1914 à 430.000 en 1918 et 750.000 en 1919. Mais ces chiffres englobent également les syndicats catholiques.

Force numérique des syndicats belges:

| | | |
|---|---|---|
| Métallurigistes . . | 162.000 | membres |
| Mineurs . . . . . | 130.000 | „ |
| Cheminots . . . . | 88.586 | „ |
| Bâtiment . . . . . | 81.491 | „ |
| Bois . . . . . | 20.000 | „ |
| Industr. div. . . . | 49.000 | „ |
| Textile . . . . . | 70.000 | „ |
| Tailleurs de pierre | 23.000 | „ |
| Tramway . . . . | 40.000 | „ |
| Habillement . . . | 7.000 | „ |
| Alimentation . . | 10.000 | „ |
| Tabac . . . . . | 11.000 | „ |
| Diamantiers . . . | 13.000 | „ |
| Employés de l'Etat | 10.000 | „ |

Ont fusionné en mars 1921.

Les chiffres concernant ces 4 derniers syndicats se rapportent à l'année 1919.

Les syndicats belges sont centralisés, la direction de tout le mouvement est concentrée entre les mains des secrétaires fédéraux. Par endroits, par opposition aux tendances du syndicat officiel, se manifestent des velléités de fonder des syndicats locaux indépendants. Mais ce mouvement „localiste“ est certainement condamné à l'insuccès.

La Commission syndicale fait tous ses efforts pour réaliser la fusion des petits syndicats de métier ou mixtes en fédérations d'industrie.

En 1920 la Commission syndicale fonda 4 nouvelles fédérations nationales: des travailleurs du spectacle, des ouvriers et employés des tramways, des employés civils du Ministère de la Défense Nationale et des travailleurs agricoles.

La Fédération nationale du Livre, dont plusieurs sections adhéraient depuis longtemps à la Commission syndicale du Parti Ouvrier, s'est définitivement affiliée le 1-er janvier 1920.

La plus grande partie des syndicats séparés des employés des ministères se sont fondus en une Fédération nationale des employés de l'Etat.

La même tendance à l'union se manifeste chez les ouvriers de l'Habillement: chapeliers, coupeurs etc.

En 1921 la Commission syndicale, à l'instar de la C. G. T. française, fonda son Conseil économique. Ses fonctions sont les suivantes:

Le Conseil économique a pour but „l'étude de la situation générale de l'industrie et de ses branches particulières, destinée à élaborer des plans de contrôle

et de nationalisation; il étudie les questions de l'économie internationale, il surveille l'application de la législation ouvrière et cherche les moyens de son perfectionnement, il s'occupe, enfin, des questions d'enseignement professionnel, d'éducation ouvrière et des loisirs des membres des syndicats".

Tous les syndicats possèdent des caisses de chômage et des fonds de grève importants.

Le compte-rendu de la Fédération du Bâtiment pour l'année 1920 montre que les recettes fédérales se montaient à 2.688.000 francs; les dépenses—à 2.092.000 francs, dont 826.000 francs ont été affectés aux dépenses de grève et 700.000 dépensés en allocations aux chômeurs.

Le syndicat des industries diverses (affilié en 1921 à la Fédération du Bâtiment) dépensa en 1920 sept cents soixante dix mille francs en allocations aux chômeurs, dont 500.000 francs se rapportent au dernier trimestre.

Ces chiffres caractérisent aussi les autres syndicats belges.

Quant au caractère d'activité des syndicats belges ou plutôt de leurs dirigeants, nous en avons parlé déjà dans les premières parties de cet article. Indiquons cependant ce fait que petit à petit une opposition à la ligne de conduite collaborationniste des chefs se manifeste, une opposition insuffisamment ferme et organisée pour livrer bataille à la machine parfaitement outillée du Parti Ouvrier Belge. Néanmoins, il faut dire que les syndicats des rayons de Bruxelles et Anvers se rallient à une position nettement „gauche" dans le mouvement syndical belge.

C'est ainsi qu'à la conférence des délégués des syndicats de Bruxelles, en mai 1921, une résolution fut adoptée contre la participation à la commission paritaire locale. Au Comité de l'Union des syndicats de Bruxelles furent élus à l'unanimité Everling et Jacquemotte, aujourd'hui membres du Parti Communiste Belge.

Le même cam. Jacquemotte fut élu Secrétaire Général de la Fédération des employés de commerce. Après la sortie de Jacquemotte du Parti Ouvrier et son adhésion au Parti communiste, le syndicat des employés de commerce de Charleroi fit compagne contre lui, en affirmant l'impossibilité de tolérer un communiste à la tête d'une Fédération qui adhère au Parti Ouvrier Belge. Les syndicats du Borinage et de la Belgique centrale se rallièrent également à ce point de vue. Mais les employés de Bruxelles et d'Anvers se prononcèrent pour Jacquemotte. Un congrès extraordinaire fut convoqué, mais il n'arriva pas, lui non plus, à trancher cette question „compliquée" qui fut soumise à un referendum dont les résultats ne nous sont pas encore connus.

Ce fait, important par lui-même, présente encore cet intérêt qu'il constitue une première brèche à ce mur de Chine dont le Parti Ouvrier Belge s'est protégé contre toutes les influences révolutionnaires. Un nouveau facteur a fait irruption dans la vie de la classe ouvrière, le Parti Communiste dont l'activité sera examinée maintenant par nous.

## IV. Les syndicats ouvriers et le Parti Communiste.

Le Parti Communiste Belge a pris naissance dès le début de l'année 1920 dans plusieurs groupes de jeunesses révolutionnaires avec Van Overstreiten en tête. Longtemps il resta à l'état de groupe peu nombreux. Le nombre de ses membres ne dépassait pas 800—1000, les chefs du parti soulignaient leur volonté de veiller moins à la quantité qu'à la qualité des membres. Le Parti réprouvait la participation à l'action parlementaire et se tenait, au point de vue idéologique, sur un terrain voisin de l'école hollandaise de Horter, Panneckouke et Roland Holst.

L'influence du Parti Communiste parmi les masses était infime, il ne pouvait donc pas envisager sérieusement la lutte contre le Parti Ouvrier Belge. Par surcroît, étant donné que les syndicats ouvriers adhéraient à ce parti, tous les communistes ouvriers se trouvaient affiliés, comme syndiqués, au Parti Ouvrier. Il faut dire, d'ailleurs, que personne ne considérait sérieusement une telle affiliation, les véritables membres du Parti Ouvrier étant ceux-là seuls qui adhèrent à son groupement politique. Leur nombre est de 13 à 14 mille. Ce chiffre n'est pas très imposant, mais il constitue, pour la Belgique, une force considérable, surtout en égard aux postes importants occupés

par ces 14.000 militants: ils sont secrétaires des syndicats, gérants de coopératives, membres de conseils municipaux et régionaux, et en égard à ce fait qu'ils tiennent fermement entre leurs mains tout le mécanisme du Parti Ouvrier.

Mais ce mécanisme possède aussi sa plaie interne. Dès son congrès de novembre 1918, lorsque le Parti Ouvrier eut ratifié pour la première fois l'entrée de ses représentants au ministère bourgeois, il s'était trouvé 14 délégués qui votèrent contre l'entrée. Ce groupe, dirigé par Jacquemotte et Massart, persista dans son point de vue révolutionnaire, bien que pas toujours conséquent, à tous les congrès suivants. Son organe était le journal bihebdomadaire „l'Exploité" autour duquel s'organisa un certain nombre de petits groupes sous le nom d'„Amis de l'Exploité". Ces groupes se proposaient la conquête du Parti du dedans dans un but révolutionnaire. Ce but ne put être réalisé en raison de la constitution qui régit le Parti Ouvrier, dont il a été fait mention plus haut. Conquérir le Parti, cela revenait à conquérir les 14.000 fonctionnaires membres du Parti, matériellement intéressés au maintien du statu quo. Les congrès mêmes du Parti étaient, somme toute, des réunions de fonctionnaires du parti et des synticats. Enfin, en 1920, le groupe des „Amis de l'Exploité" fut invité à se dissoudre. Ils ne pouvaient pas y consentir, et d'autre part la tactique d'entre-deux-chaises, entre la II-e Internationale, dont était membre le Parti Belge, et la III-e Internationale, qui ralliait tous les éléments révolutionnaires, devenait de plus en plus impossible. Les partisans de „l'Exploité" quittèrent donc le Parti Ouvrier pour fonder à l'automne de cette année, conjointement avec l'ancien parti communiste, le Parti Communiste Unifié Belge.

Il faut dire que certains membres du groupe de „l'Exploité" jouissaient au sein des syndicats d'une grande influence personnelle. Nous avons mentionné déjà l'Union des Syndicats de Bruxelles et la Fédération des employés de commerce qui avaient élu Jacquemotte Secrétaire Général. Lorsque les „Amis de l'Exploité" se furent rendu compte de l'impossibilité de faire sauter le mécanisme du Parti, ils eurent l'idée de tirer profit de leur situation au sein des syndicats et ils mirent en avant l'idée de la séparation des syndicats d'avec le Parti Ouvrier Belge. Certaines tentatives ont été faites dans ce sens, et au dernier congrès de Bruxelles des ouvriers du Bâtiment la question de la sortie du sein du Parti avait été posée. Toutefois, cette proposition fut repoussée par les 2/3 des voix.

A ce propos, les membres de l'ancien parti communiste avaient raison d'affirmer qu'en somme les syndicats belges sont des organisations tout aussi bureaucratiques que le Parti Ouvrier, et la scission ne facilitera en aucune manière le travail des éléments révolutionnaires. Il est à noter que sur cette question de „faire sauter" le Parti Ouvrier et les syndicats, les dirigeants de l'ancien parti communiste se montraient assez circonspects, en tenant compte du rapport des forces en présence. C'est ainsi que dans leur organe „l'Ouvrier Communiste", dans un article consacré au Congrès de l'I.S.R., ils s'opposaient même à la création de noyaux officiels au sein des syndicats semblables aux C. S. R. français, car l'activité ouverte de ces noyaux n'aboutirait qu'à leur exclusion. Ils se prononçaient pour l'action individuelle des communistes au sein des syndicats jusqu'au jour où ils auront atteint une influence suffisante dans les masses.

Le Congrès d'unification du Parti Communiste se rallia, en somme, à ce point de vue, en adoptant pour l'action des communistes au sein des syndicats une ligne de conduite qui consiste à insister sur la solution révolutionnaire de toutes les questions de lutte ouvrière qui surgissent dans les syndicats. La résolution adoptée pèche par l'indétermination et ne donne aucun mot d'ordre pratique. Cela s'explique par le fait que le mouvement communiste belge n'est pas encore mûr. Les conditions de lutte sont assez difficiles pour les communistes, étant donné le rôle prédominant que joue le Parti Ouvrier dans la vie du prolétariat belge. Mais le terrain sur lequel œuvre le Parti Communiste Belge n'est pas ingrat: le développement capitaliste du pays se trouve à un niveau très élevé et le prolétariat a un esprit indubitablement révolutionnaire. Il faut espérer que les communistes belges arriveront à pratiquer dans les syndicats

belges une brèche importante et que nous aurons au prochain congrès de l'I. S. R. des représentants officiels du prolétariat belge.

*S. Galpérine.*

## *Tchéco-Slovaquie.*

### La Conférence des syndicats slovaques et ruthènes.

Comme nous l'avons annoncé précédemment, les communistes ont remporté une victoire complète à la conférence des syndicats de Moravie où étaient représentées 800 sections locales, groupant 150.000 membres. Des résolutions pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge y ont été votées à l'unanimité. Immédiatement après cette Conférence a eu lieu, le 9 octobre, la conférence régionale des syndicats slovaques et ruthènes. 22 délégués représentant environ 210.000 syndiqués (à raison d'un délégué pour 5.000 membres) ont pris part à ses travaux.

Après avoir pris connaissance du rapport sur le mouvement syndical et sur la tactique, la Conférence est passée à la discussion du conflit entre la Centrale Syndicale de Prague et le Bureau des Syndicats Slovaques.

La Centrale Syndicale de Prague avait exclu le secrétaire des syndicats slovaques, le camarade Svietlika, pour son activité politique, en tant que membre du Parti Communiste. La Centrale Syndicale de Prague était représentée à la Conférence par Teïerlé et Dunder. Les discours de ces derniers ont provoqué un mécontentement extrême de presque tous les délégués. La tactique défendue par Teïerlé a été condamnée à l'unanimité. Le cam. Svietlika a été l'objet d'un vote de confiance. On lui renouvela son mandat de secrétaire du Conseil régional des syndicats slovaques.

En ce qui concerne la convocation d'un Congrès, on a voté la décision suivante:

1) La Conférence des syndicats slovaques et ruthènes exige de la Centrale Syndicale de Prague la convocation d'un Congrès Syndical National, au plus tard en fin de novembre 1921.

Au sujet de sortie de l'Internationale d'Amsterdam, la conférence a adopté la décision suivante:

„Nous reconnaissons la tactique et les thèses de l'Internationale Syndicale Rouge qui est seule capable de libérer la classe ouvrière.

„Nous condamnons la tactique de trahison du Bureau de la Fédération d'Amsterdam, qui ne mène pas la classe ouvrière à la réalisation de ses buts, mais qui la conduit au renforcement du capitalisme. Nous exigeons la convocation immédiate d'un Congrès Syndical National où les représentants des ouvriers auront à solutionner la question de notre affiliation à l'I. S. R. Si la majorité au dit Congrès se rallie à notre proposition, elle devra être immédiatement réalisée. Au cas où les délégués rejetteraient notre proposition, nous resterons en tant que minorité organisée au sein de l'organisation unifiée, jusqu'au moment où la classe ouvrière se sera convaincue de la justesse de notre point de vue".

La Conférence à décidé en outre que les fonds ramassés au profit des affamés de la Russie seraient envoyés directement au comité de secours.

En ce qui concerne les élections des secrétaires, la Conférence a décidé que ceux-ci seraient nommés exclusivement par les organisations locales.

„Aucun Comité Central Syndical n'a le droit d'envoyer des secrétaires en Slovaquie et dans les Carpathes ruthènes indépendamment de l'avis des ouvriers. Le mécontentement qui se manifeste contre le Centre est causé par le fait que plusieurs Comités Centraux, en opposition avec notre volonté, nous ont envoyé des secrétaires „jaunes". Ensuite a été adoptée une résolution ayant trait à la tactique syndicale; elle souligne la nécessité de répondre à l'offensive des capitalistes par l'action directe des masses. Les groupes industriels isolés doivent être groupés en un seul syndicat et en faire partie en qualité de sections affiliées.

Une autre résolution proteste contre le langage adopté par Teïerlé dans le „Siednoceni" dont il est rédacteur, „langage si offensant pour les sentiments de classe des ouvriers".

La Centrale Syndicale de Prague, de son côté, aiguise ses armes contre l'unité du front ouvrier.

Nous allons voir dans le mouvement syndical tchéco-slovaque ce qui a été déjà criminellement exécuté par les „jaunes“ au sein du parti ouvrier et des organisations ouvrières sportives. Les social-patriotes feront tous leurs efforts pour déposséder les ouvriers organisés des ressources qu'ils ont acquises durant de longues années, pour la seule raison que les ouvriers sympathisent aujourd'hui avec le parti communiste et ne veulent plus rien avoir de commun avec les traîtres d'Amsterdam. Un mouvement syndical révolutionnaire sain n'est pas du goût des „leaders“ syndicaux. Ils tendent à y provoquer une scission. Tous les discours que ces „héros jaunes“ prononcent au sujet de la nocivité de la scission, ils feraient mieux de se les adresser à eux-mêmes.

Ils disent qu'ils ne veulent pas être des domestiques de la classe ouvrière, mais en revanche ils s'imaginent que celle-ci peut être leur domestique.

La Conférence morave, tenue à Brünn, et cette dernière Conférence en Slovaque, nous montrent nettement l'état d'esprit du prolétariat. En Bohème la situation est pareille. Cependant, les „leaders“ syndicaux actuels ne veulent pas entendre parler de l'adhésion à l'I. S. R. Ils se plaisent davantage dans le parti gouvernemental. D'ailleurs, ils se rendent fort bien compte que du moment où les syndicats tchéco-slovaques adhèreront à l'I. S. R. leur rôle de leaders syndicaux sera terminé. Le futur Congrès des syndicats tchéco-slovaques, par dessus la tête de ces „leaders“ et malgré le danger de voir ces derniers s'approprier les caisses syndicales, se prononcera nettement pour l'adhésion à Moscou.

*Hampel.*

## La conférence des femmes communistes.

Du 15 au 16 octobre, à Prague-Zmichow, s'est tenue la Conférence nationale des ouvrières communistes. 95 déléguées tchéco slovaques et 30 allemandes étaient présentes. Le terme „tchéco-slovaque“ embrasse actuellement non seulement les tchèques et les slovaques, mais encore les Hongrois et les Ruthènes. Les déléguées tchéco-slovaques représentaient 100 000 ouvières organisées, les déléguées allemandes—8.000. Dans les partis communistes tchéco-slovaque et allemand les femmes forment près de 20 % du nombre total des membres organisés. Si l'on prend en considération que près de la moitié de la population est composée de femmes, il est évident qu'un tel % d'ouvrières signifie qu'elles sont politiquement fort arriérées. Cependant, il faut dire que dans l'ancien parti social-démocrate, d'avant 1919, les femmes ne formaient que les 4 % du nombre total de membres. En tout cas, jamais le moment n'a été plus favorable pour l'éveil de la conscience de classe parmi les femmes. En Tchéco-Slovaquie, il y a des milliers de femmes et de jeunes filles qui sont soumises à l'exploitation capitaliste sous les formes les plus diverses. Les conséquences économiques de la crise du capitalisme ont atteint le prolétariat féminin encore plus que les prolétaires hommes. La vie chère et le chômage font de l'existence de l'ouvrière un véritable enfer. Toutefois, le pénible situation économique n'est pas le seul fait qui pousse les ouvrières de Tchéco-Slovaquie dans le camp communiste. Le refus catégorique de la démocratie politique de faire quoi que ce soit pour satisfaire aux besoins particuliers du prolétariat féminin détourne celui-ci de toute participation aux partis non-communistes. Bien que depuis 1918 le droit électoral ait été accordé aux femmes, et que tous les partis tchéco-slovaques aient un certain nombre de députés-femmes, le Parlement tchéco-slovaque n'a rien fait pour sauvegarder les intérêts particuliers du prolétariat féminin. Ainsi, les ouvrières attendent encore la promulgation d'une loi concernant la protection de la maternité. Des centaines de milliers d'enfants prolétariens continuent à être la proie du capitalisme qui les exploite. La faillite complète du parlementarisme et la trahison sans exemple des social-patriotes ont depuis longtemps enlevé aux femmes toute foi dans les partis politiques et ont rendu très difficile tout travail d'organisation parmi elles.

Toutes ces circonstances étant prises en considération, il nous apparaîtra que ce chiffre de 20 % de femmes prenant part au mouvement communiste est le signe d'un énorme progrès. De toute l'agitation communiste parmi les femmes le plus grand succès revient à

l'exposition du travail enorme effectué par le gouvernement soviétiste dans le domaine de la protection de l'enfance. Il faut dire d'ailleurs, que les femmes sont non seulement les camarades de lutte les plus sincères, elles sont prêtes à combattre côte à côte avec les hommes et à supporter les plus lourds sacrifices pour l'affranchissement du prolétariat.

Le point essentiel des travaux du Congrès a été la discussion soulevée par le rapport présenté par la camarade Iosca (de Reichenberg) sur la situation politique et économique. La camarade Knitlova a fait un rapport sur la conférence internationale des ouvrières qui a eu lieu à Moscou, la camarade Khrenova — sur la tactique du Parti Communiste dans la question féminine, la camarade Gouzerova — sur l'organisation des femmes de Tchéco-Slovaquie et la camarade Bosakova — sur les groupes d'enfants.

La conférence a montré qu'il était très facile de tomber d'accord pour la solution de tous les problèmes de tactique et d'organisation, nonobstant la différence de langues. L'unique langage employé indifféremment par toutes des ouvrières qui participèrent au Congrès fut celui de l'esprit de décision révolutionnaire et du désir de voir triompher la révolution. Les autorités de Prague, bien entendu, se sont effrayées de ce langage: dès le commencement de la conférence deux policiers volurent y assister qui, toutefois, furent éloignés de la salle par les soins du bureau. La police de Prague a également marqué un vif intérêt aux hôtes de la conférence et particulièrement à la camarade Baum, de Berlin; mais cet intérêt n'empêcha en rien le cours régulier des travaux de la conférence.

Le Comité Executif des ouvrières communistes nouvellement élu, dans lequel entrent les représentantes de toutes les nations, aura à résoudre les problèmes les plus importants. Il a à faire entrer dans les rangs du Parti Communiste, en qualité de combattantes conscientes de leur classe, non seulement la masse des ouvrières de différentes professions, les ouvrières agricoles de Slovaquie, les femmes de ménage de Prague, les ouvrières des fabriques et des usines de la Bohême septentrionale, mais encore un nombre difficile à déterminer de femmes prolétariennes exclusivement occupées des affaires de leur ménage. Nous ne doutons pas un seul instant que le nouveau Comité Exécutif ne soit à la hauteur de sa tâche.

## Le Congrès du Bâtiment.

Le „Grundstein“ annonce que du 5 au 8 septembre a eu lieu à Prague 2-me Congrès de la Fédération tchéco-slovaque du Bâtiment. D'après le rapport du Bureau le nombre des syndicats était à la fin de 1920 égal à 39.515 (au lieu de 16.110 à la fin de 1919). Sur ce nombre, il y a 26.631 maçons, 9.123 ouvriers auxiliaires appartenant à d'autres spécialités du Bâtiment. La somme des recettes de 1920 égale 1,541.161 fr., celle des dépenses 667.655 fr.

Deux rapports ont été présentés sur la question de la socialisation de l'industrie du Bâtiment. Se prononçant en faveur de la socialisation et de la production coopérative, les deux rapporteurs prévenaient l'assistance contre l'institution trop hâtive de telles entreprises, car elle pourrait non seulement entraîner un déficit financier chez les catégories d'ouvriers intéressées, mais même compromettre l'idée de la socialisation en général. Le Congrès syndical a décidé de répartir les adhérents à la Fédération entre les six entreprises coopératives déjà existantes; d'autre part, il est arrêté que de nouvelles entreprises ne peuvent être fondées que comme sections des entreprises déjà existantes.

En résultat des élections, à la tête du syndicat est resté le même Comité-Directeur. Certains groupes locaux ont déposé des motions tendant à l'adhésion à l'Internationale de Moscou.

A ce sujet, à la fin du Cugrès ont eu lieu des débats de principe. La résolution adoptée exige que le Congrés national, qui doit être convoqué cette année même, donne une réponse définitive à la question: „Moscou ou Amsterdam?“ Outre le syndicat tchéco-slovaque des ouvriers du Bâtiment, il y a en Tchéco-Slovaquie une organisation séparée des ouvriers du Bâtiment allemand, dont le centre se trouve à Reichenberg. Le nombre de ses membres est à peu près égal à celui du syndicat de Prague. L'Internationale du Bâtiment tâche de faire fusionner ces deux organisations syndicales. A l'occasion du Congrès de Prague ont déjà eu lieu

des pourparlers entre les présidents des deux syndicats; ceux-ci sont tombés d'accord; de telle sorte qu'on peut espérer qu'un avenir prochain verra se produire la fusion des deux organisations en une seule.

## Les social-traîtres au travail.

Les capitalistes préparent une attaque décisive contre les ouvriers. Leurs premières victimes doivent être les mineurs des districts d'Ostrau-Moravie où les socialistes de droite exercent encore une grande influence sur beaucoup d'ouvriers imprégnés de préjugés patriotiques et nationalistes. Cependant, les ouvriers ont décidé d'accepter le combat qu'on leur impose.

L'Internationale Syndicale Rouge, se rendant bien compte de ce que signifierait pour toute la population laborieuse tchéco-slovaque une défaite subie par les ouvriers de ces districts industriels, a décidé de prendre une position nette dans cette question. Elle a envoyé un radio contenant un appel aux ouvriers et employés tchéco-slovaques, en attirant leur attention sur le danger dont les menacent les capitalistes. L'appel demande au prolétariat tchéco-slovaque de faire montre de solidarité en ce moment de lutte si grave.

L'organe du parti dirigeant social-démocrate, „Prawo Lidu", n'a cité que des extraits de cet appel. La presse communiste n'a pas réussi jusqu'ici à en obtenir le texte littéral.

Les social-démocrates se sont émus: les insinuations, les calomnies tombèrent dru comme grêle de leurs feuilles de presse inspirées ostensiblement par le Ministère des Affaires Etrangères.—Voici ce qu'écrit le „Prawo Lidu" en commentant l'appel de l'I. S. R.:

„Les communistes, d'accord avec l'Internationale Syndicale de Moscou, ont l'intention de faire des districts industriels d'Ostrau-Moravie, l'arène d'une nouvelle insurrection en Europe Centrale". Les rois de la mine et les capitalistes, d'après l'opinion du dit journal, ne seraient coupables en rien, le petit „canard" social-patriote les prend sous son aile Ce sont les communistes qui sont les coupables, toujours et partout! Ce sont eux qui tendent à soulever une insurrection. Nous ne serions nullement étonnés, si les social-traîtres se mettaient à affirmer que les communistes sont responsables des réductions de salaires auxquels procèdent les capitalistes. Les suspicions du gouvernement et des socialistes de droite confinent à une véritable manie de la persécution; ne s'avisent-ils pas d'accuser les communistes de relations secrètes avec les organisations de Horty!

L'édition du soir du „Prauo Lidu" du 14 octobre nous apprend que les perquisitions opérées aux domiciles des communistes à Brünn et à Kaschau, où l'on cherchait des matières explosives, sont en liaison avec le radio lancé par l'I. S. R. aux ouvriers de la Tchéco-Slovaquie.

Le „Prawo Lidu" est en réalité l'organe du ministre Benès. Le radio de l'I.S.R. a été inséré comme s'il avait été adressé au Ministère des Affaires Etrangères, il a été interprété, à l'aide d'une déformation consciente des faits, comme une ingérence inadmissible du Gouvernement russe dans les affaires tchéco-slovaques. Le Ministère des Affaires Etrangères de la Tchéco-Slovaquie a élevé une protestation auprès du Gouvernement russe pour l'envoi de cet appel. Ou bien, c'est le „Prawo Lidu" qui s'inspire des raisons du Ministère des Affaires Etrangères, ou bien inversement. Et ce sont ces gens-là qui osent affirmer qu'ils ne sont pas scheidemannistes!

L'appel de l'I. S. R. a bien atteint son but, il a forcé les socialistes de droite, de découvrir leur véritable physionomie morale. Ils se sont nettement montrés amis des Gutemann, Larisch et autres capitalistes étrangers. Le Gouvernement n'a pas pu faire mieux que de prendre la défense de ces requins. Et, en outre, il a profité de l'occasion pour faire d'un appel destiné aux ouvriers une affaire politique, un prétexte à des persécutions contre les communistes.

Mais nous sommes bien persuadés que ni les calomnies des social-patriotes, ni les persécutions gouvernementales ne seront en état faire tourner à rebours la roue de l'histoire. Elles seront impuissantes à écraser le vigoureux mouvement révolutionnaire des ouvriers tchéco-slovaques.

*A. G.*

## *Yougo-Slavie.*

### Les syndicats yougo-slaves.

Le développement du mouvement syndical en Yougo-Slavie s'est heurté dès ses origines à de nombreuses difficultés provenant des particularités des conditions économiques de ce pays. Après avoir été victorieuse à la guerre, quoique se trouvant économiquement dans le camp des pays vaincus, la Yougo-Slavie est présentement dans une situation telle que toute politique économique rationelle lui apparaît comme une tâche absolument insoluble. Malgré la richesse de ses ressources agricoles, fortement demandées sur les marchés des pays avoisinants, l'Italie et l'Autriche, la Yougo-Slavie n'est pas en état d'équilibrer sa balance commerciale, et à plus forte raison de la rendre active.

Elle importe pour deux milliards de dinars (34 milliards de couronnes autrichiennes) de plus que le chiffre total de son exportation. Dans le même temps Vienne meurt de faim, privée totalement de blé, et l'Italie importe la majeure partie de sa consommation en blé. Le résultat d'une telle politique économique est l'état déplorable des finances de l'Etat Yougo-Slave. Le déficit atteint 6 millions de dinars par jour, c'est à dire, 120 millions de couronnes autrichiennes. L'an passé le déficit journalier ne dépassait pas 3 millions. Et cependant l'Etat dispose de plusieurs centaines d'entreprises industrielles et de mines qui appartenaient autrefois aux capitalistes autrichiens, et qui depuis la guerre ont été séquestrés. Il possède en outre 5000 kilomètres de voies ferrées. Mais toutes ces entreprises qui, autrefois, étaient dans un complet épanouissement, se trouvent aujourd'hui dans un état de ruines complète par suite des vols et de l'incapacité des commissaires gouvernementaux qui les dirigent. Chaque jour on découvre des vols scandaleux, et toutes sortes d'affaires louches.

Pour la reconstruction de la vie économique du pays ruiné par la guerre et par l'occupation, le gouvernement avait encore à sa disposition un butin de guerre s'élevant à quelques milliards de dinars. Mais ce butin lui-même a été dilapidé et partagé entre les banques, les trusts capitalistes et quelques courtisans. Ainsi, le trust fluvial de Belgrad reçut plusieurs milliards sur le butin. Il s'en fallut de peu qu'une scierie prise à Tilvat (Bosnie), outillée d'après la dernière technique, ne soit vendue à un consortium de banques pour une somme dérisoire. Cette affaire aurait causé au Trésor public une perte sèche d'un million de dinars. La plus importante entreprise minière de Yougo-Slavie à Parbovl (Slovénie), dont les $^2/_3$ du capital appartiennent aux capitalistes français, a pillé les fonds de l'Etat pour des millions de dinars en établissant des prix arbitraires pour la fourniture du charbon nécessaire aux compagnies des chemins de fer de l'Etat. Ce pillage organisé continue toujours, après même avoir été dénoncé. Les mêmes abus ont lieu dans l'industrie sucrière; les raffineries pourraient, s'il en était autrement, augmenter de 3 à 4 fois leur production actuelle. Sur cette production réduite l'Etat perçoit encore 100 millions de dinars d'impôt et les capitalistes de leur côté perçoivent une dîme de bénéfices de 200 millions de dinars par an. Le comte Bobrinsky, réactionnaire russe bien connu en Yougo-Slavie, a volé pour sa part 3,200.000 de dinars en administrant une grande exploitation agricole de l'Etat. La commission de contrôle désignée pour examiner l'affaire a trouvé plus conforme à son rôle de suivre l'exemple de Bobrinsky, et s'est mise à voler à son tour. De cas analogues se présentent chaque jour. La bourgeoisie de Yougo-Slavie est entrée dans une phase d'accumulation du capital par le brigandage, première phase du développement économique capitaliste citée par Marx. On devient millionnaire en quelques jours. Dans des conjonctures semblables la situation de la classe ouvrière est, comme on le conçoit, des plus dures. Les salaires des ouvriers de l'industrie minière ne dépassent pas 10 à 20% de la valeur totale des produits extraits; dans l'industrie textile ils ne dépassent pas 4 à 5% et dans l'industrie sucrière 8 à 10%, etc.

En résumé, l'incapacité totale des administrateurs et le manque de moyens financiers exclut toute possibilité de développement économique en Yougo-Slavie.

Les capitalistes se contentent du pillage sans frein et sans limites des consommateurs, et ne pensent nullement à aug-

menter la production. Ils ne sont point disposés à élargir la base industrielle de leurs entreprises et à consentir dans ce but des sacrifices financiers.

Pour donner un tableau exact du pillage effectué au détriment des consommateurs, nous donnons ci-après une statistique des variations des prix des denrées de première nécessité:

Prix en dinars (par kilogrammes):

| Produits: | 1914: | 1919: | 1920: | 1921: |
|---|---|---|---|---|
| Pain | 0,20—0,40 | 0,90—1,80 | 1,80—4 | 2,76—4 |
| Viande | 0,60—1,80 | 2—10 | 6—14 | 6,50—14 |
| Lait | 0,10—0,40 | 0,75—3 | 1—3 | 1,50—5 |
| Pommes de terre | 0,04—0,20 | 0,25—1,50 | 1—2 | 0,50—2 |
| Artichauts | 0,15—0,40 | 1—3,50 | 1,65—5 | 1,50—4 |
| Rix | 0,30—1,20 | 4—8 | 8—14 | 7—12 |
| Sucre | 0,35—1,20 | 5—12 | 24—30 | 13—17 |
| Café | 1,40—4 | 7,50—20 | 22,50—40 | 11,50—27 |
| Sel | 0,14—0,30 | 0,55—5 | —2,40 | 1,20—3 |
| Pétrole (litre) | 0,24—0,90 | 2,25—13 | 6—15 | 6—16 |
| Savon | 0,25—2,40 | 3—15 | 8—25 | 9—16 |
| Oeufs | 0,02—0,30 | 0,25—0,60 | 0,25—0,40 | 0,30—0,50 |
| Bois (m. c.) | 1,60—17 | 3—100 | 10—100 | 12,50—110 |
| Logement (p. m.) | 5—25 | 7—50—50 | 9—60 | 12,50—150 |

Nota: Les prix maxima et minima sont établis sur une moyenne annuelle pour des localités différentes de Yougo-Slavie. L'augmentation des prix croît progressivement pour l'ensemble des produits.

Les prix des vêtements ont augmenté pendant ce temps de 12 à 25 fois, tandis que les salaires des ouvriers ont, à la fin de 1920, augmenté tout au plus de 10 à 13 fois seulement dans les grands centres industriels; en province ils n'ont augmenté que de 4 à 7 fois. Dans certaines industries telles que les cuirs et peaux, par exemple, la hausse des salaires a été encore moindre (de 3 à 4 fois).

Le chaos économique est si profond que les différences des prix sont très sensibles entre certaines régions de la Yougo-Slavie plus que, pour les mêmes produits, dans les différents Etats de l'Europe Occidentale.

La preuve en est donnée par le tableau statistique ci-dessus.

Les causes de ce chaos indescriptible, il faut les chercher non seulement dans la désorganisation des transports, mais aussi et avant tout dans la fixation arbitraire des prix par les agioteurs libres de tout contrôle de l'Etat. En Bosnie, le coût de la vie a augmenté approximativement de 40 fois; en Serbie, de 10 fois. Cette différence s'explique dans une certaine mesure par la diversité des unités monétaires de ces pays maintenant unifiés; le dinar vaut aujourd'hui 4 couronnes, tandis qu'avant la guerre dinar et couronne étaient au même taux.

Le mouvement ouvrier coopératif est principalement développé en Slovénie, ensuite en Croatie et en Bosnie. En Serbie, il n'existe presque pas. Comme les coopératives se trouvent entre les mains des opportunistes, elles empêchent le développement de l'esprit révolutionnaire dans les masses et les repoussent de l'action syndicale révolutionnaire.

Ne disposant pas de capitaux suffisants (qui doivent être fort élevés, vu l'instabilité du change) et vu la désorganisation et la cherté du transport, vu l'agencement défectueux des magasins, dont l'installation coûte fort cher et exige le concours financier de l'Etat, les coopératives vendent les denrées plus cher que les maisons de commerce, et ne peuvent contribuer à augmenter la valeur d'achat des salaires ouvriers. Elles ont cependant, en partie, réussi à duper les ouvriers et à les retirer de la lutte révolutionnaire pour l'augmentation des salaires. Les résultats en sont que le prolétariat de Yougo-Slavie est moins conscient, au sens absolu et relatif, là où les coopératives sont très développées, et plus conscient là, où elles

le sont moins. L'action directe dans la lutte pour l'augmentation des salaires. — les grèves, sont plus souvent pratiquées précisément là où n'existent point les coopératives, elles y acquièrent un caractère intense et combatif.

Par suite de la faiblesse générale des coopératives et de la non-participation des établissements gouvernementaux et des municipalités au ravitaillement public, la question de la cherté de la vie se transforme dans 99 cas sur 100 dans celle de l'augmentation des salaires. La cherté de la vie a provoqué des grèves énormes et une lutte désespérée contre les capitalistes. Cette lutte a été longue et intense.

A certaines époques avaient lieu simultanément jusqu'à 50 grèves partielles. Il était des entreprises où la grève éclatait quatre et cinq fois par an; souveut après deux semaines de lutte, les revendications des grévistes n'avaient plus aucune signification réelle par suite du changement général des conditions, les prix du pain, de la viande et d'autres produits avaient subi de telles variations que les ouvriers étaient obligés de modifier leurs revendications primitives. Par rapport aux statistiques d'avant-guerre, les grèves sont devenues de 15 à 20 fois plus fréquentes, tandis que parallèlement les moyens financiers des syndicats n'ont augmenté que de 5 à 10 fois. Aussi la majorité des grèves étaient-elles déclarées avec un grand risque; il n'y avait pas de ressources pour soutenir les grévistes dans leur lutte, les caisses de solidarité syndicale étant presque vides.

Les syndicats yougo-slaves, fort centralisés à l'heure actuelle, insistent sur l'augmentation des cotisations syndicales, qui actuellement dépassent de dix fois les cotisations d'avant-guerre. Il arrive souvent qu'au bout d'un certain temps de lutte les syndicats obligent leurs membres au versement d'une cotisation supplémentaire. Cela se pratique le plus fréquement dans les syndicats du livre.

„La grande grève", celle des marins et d'une partie des employés des P. T. T., a été organisée avec un fonds de grève de 200.000 dinars. Le nombre de journées de chômage se monta à 1,380 000, et c'était à une époque très difficile, où le pain coutait 4 dinars le kilo. A l'importante grève des mineurs ont pris part 17.000 ouvriers. Le fonds n'était constitué que par 16.000 dinars et le nombre de journées de chômage fut de 374.000. Les grèves du Livre étaient mieux financées, elles se prolongèrent durant toute une année, se continuant dans certains cas de 60 à 100 jours sans interruption. Dans presque toutes les grandes villes les garçons de restaurants avaient essayé de faire grève, mais ces grèves échouèrent, vu le manque de moyens financiers. Au cours de l'année passée eurent lieu 600 grèves générales ou partielles, auxquelles participerent 200.000 ouvriers environ; le nombre des journées de chômage atteignit 3,000.000.

La tâche ultérieure de l'action gréviste est de ne plus admettre de grèves partielles, mais d'organiser une seule grèves générale pour chaque branche d'industrie. Les grèves partielles sont trop nombreuses et trop onéreuses, et les capitalistes réussissent à les vaincre facilement, les fonds de greve s'épuisant tous très vite. La grève générale par industrie a cet avantage inappréciable, qu'elle produit un certain effet politique, qu'elle est plus brève, relativement moins coûteuse, et qu'elle habitue l'ouvrier à l'action collective. C'est seulement dans des conditions semblables que le mouvement gréviste des ouvriers yougo-slaves, pauvres en chefs, pourra consacrer un temps suffisant à l'organisation et à la réalisation de la propagande révolutionnaire.

Trait caractéristique: lorsque la Yougo-Slavie était limitrophe de la Hongrie Soviétique, il ne s'y produisait pas de grèves. C'est après la chute du pouvoir des Soviets en Hongrie que les grèves devinrent de plus en plus fréquentes, car les patrons se firent arrogants et cessèrent de céder aux revendications des ouvriers autrement que sous la pression violente de ces derniers.

Il faut reconnaître que le prolétariat de Yougo-Slavie ne se montre pas à la hauteur des événements qui exigeaient un esprit de décision plus énergique dans la lutte. La cause primordiale en est le manque de cohésion, le manque d'unité organique. Aucun plan centralisant la lutte, les grèves étaient partielles, très nombreuses, ce qui rendait impossible la régularisation de leur appareil financier. En conséquence, les résultats disparates et fortuits, signalés plus haut. Il ne pou-

vait d'ailleurs en être autrement, étant donné l'existence complexe de 40 fédération différentes, cinq comités exécutifs régionaux et un comité exécutif central.

Avant la dissolution des syndicats par ordre du Gouvernement, le nombre des ouvriers et ouvrières organisés atteignait:

| | | |
|---|---|---|
| 1. | En Croatie | 55.000 |
| 2. | „ Serbie | 45.000 |
| 3. | „ Bosnie-Hercégovine | 40.000 |
| 4. | „ Sirminie | 55.000 |
| 5. | „ Dalmatie | 10.000 |
| 6. | „ Slovenie | 50.000 |
| 7. | „ Monténégro | 1.000 |
| | Total | 256.000 |

Ce nombre était réparti approximativement entre 130 villes et 2.000 syndicats.

Pourtant, il y a en Yougo-Slavie environ 600 entreprises industrielles importantes, dont chacune occupe plus de 50 ouvriers. Le nombre total des ouvriers qui travaillent dans ces entreprises égale 320.000. La fondation d'une organisation unique était empêchée par des conditions d'ordre subjectif très compliquées. A côté du social-patriotisme des slovaques et du centralisme des croates il y avait plusieurs autres obstacles à surmonter: grèves fréquentes et interminables, pauvreté des syndicats, terreur gouvernementale, nombre insuffisant de militants syndicaux préparés, trop faibles tendances à l'unification parmi les ouvriers syndiqués.

Après toute une série de conférences et congrès qui n'ont produit aucun résultat positif, après le renvoi d'une partie des chefs opportunistes des syndicats, la solution de la question vitale d'organisation a commencé à prendre des formes tangibles. La majorité des syndicats se prononça pour Moscou et en même temps pour l'unité syndicale. La lutte intestine, si âpre durant des années, s'est ainsi terminée lorsqu'elle s'est-trouvée portée sur le terrain international. Mais la compagne ignominieuse déclanchée par les social-patriotes et les centristes contre les syndicats communistes a porté pendant cette période ses fruits réactionnaires. Le gouvernement de son côté menait une lutte énergique contre les syndicats. La grève des transports a été écrasée par la force brutale: on opéra de nuit des arrestations dans les habitations des cheminots qu'on prétendait mobilises et qu'on emmena de force au travail. On les traqua dans les forêts où ils cherchaient un refuge. Leurs familles furent emprisonnées. Les choses en arrivèrent au point que des grévistes furent massacrés et après deux semaines de lutte acharnée, soutenue par deux semaines de grève générale, la grève fut liquidée.

Les mêmes procédés de „mobilisation" ont été appliqués aux grévistes mineurs, et lorsque ces mesures ne donnèrent pas les résultats attendus, on forma des gardes blanches qui arrêtèrent les ouvriers de Bosnie, les chassèrent de leurs habitations, les maltraitèrent aussi bien que leurs familles, tuèrent les meilleurs de nos camarades, les jetèrent en pâture aux masses brutales, incitées aux crimes par les agents gouvernementaux.

Le Comité Central des syndicats proposa en réponse à ces violences de déclancher une grève générale d'une journée dans les villes principales du pays. Le Gouvernement à son tour répondit par la promulgation d'un décret mettant hors la loi le parti communiste, aussi bien que les syndicats.

La situation créée amena la fermeture de toutes les maisons du peuple au moment où l'on s'y attendait le moins. La police confisqua les biens des syndicats, la terreur blanche régna souverainement dans toutes les entreprises. A la réaction du Gouvernement se joignit naturellement la réaction patronale: ses conséquances furent terribles. Dans plusieurs entreprises les salaires furent baissés de 40 à 60%; la journée de travail fut augmentée de deux heures; plusieurs entreprises fermèrent leurs portes, etc.

Le chômage continue toujours en exécutant des oscillations plus ou moins amples. De nombreuses entreprises industrielles, par suite du manque de matières premières, ne travaillent que quelques mois par an. La production des artisans tombe dans une stagnation complète. Les chômeurs ne touchent aucune indemnité de chômage de la part de l'Etat; d'ailleurs la statistique officielle du chômage n'existe pas. La réaction politique utilise les périodes de l'accroissement du chômage pour persécuter un peu plus les ouvriers organisés: on les arrête, on les maltraite, on les renvoie dans leurs pays d'origine. Le Gouverne-

ment est satisfait de cette désagrégation des syndicats et fait tout ce qui dépend de lui pour pousser les ouvriers dans les bras des centristes. Ceux-ci s'efforcent, par leur presse, de compromettre toute action du Comité Central, tendant à reconquérir les droits syndicaux possédés avant la promulgation du décret arbitraire déjà mentionné. C'est dans ce but qu'on a assuré une large publicité aux déclarations faites par la majorité du Comité Central des Métaux, du Livre et des employés, par la minorité du Comité Central des Transports, ouvriers affiliés non à Moscou, mais à Amsterdam.

Après avoir donné force garanties de ne rien avoir de commun avec le parti communiste, ces syndicats ont reçu l'autorisation de fonctionner sous le contrôle sévère de la police. Cette capitulation des Comités Centraux de quelques syndicats centristes (dans lesquels souvent les masses, dans une proportion de 80%, sont contre les chefs, mais se taisent, privées qu'elles sont de toute possibilité d'exprimer leur mécontentement) complique davantage encore la situation des syndicats restés fidèles aux décisions du dernier Congrès, consacrant l'adhésion à l'Internationale de Moscou.

La conséquence de tout ceci, c'est que le mouvement syndical de Yougo-Slavie traverse depuis cinq mois une crise très grave. Le Gouvernement et les centristes unissent leurs forces pour mener la lutte contre les communistes.

Le Gouvernement souligne que les syndicats sont incités aux grèves par le parti communiste et non par l'enchérissement scandaleux du coût de la vie; que les grèves sont subventionnées par des millions russes, etc. Sous le couvert de ces accusations absurdes se trame un complot hypocrite. En réalité, la Yougo-Slavie naît à peine à l'existence nationale; les tendances séparatistes et particularistes y sont vives. Ces tendances devaient se manifester au sein de la Constituante, c'est pour cette raison que l'ouverture de celle-ci fut renvoyée jusqu'à la promulgation du décret d'exception „Obznana" qui unit les bourgeoisies des différentes provinces sur le terrain de la lutte commune contre le prolétariat. Le Gouvernement dirige cette politique en ayant recours à la terreur et à la corruption.

Dans la Slovénie séparatiste, la plus développée de toutes les provinces yougo-slaves, au point de vue industriel, et dans la Croatie, qui est quelque peu en arrière de la Slovénie au point de vue de ses tendances séparatistes, le Gouvernement s'efforce d'attirer de son côté les industriels par les mesures draconiennes pratiquées contre les grévistes et les lois de dérogation à la législation normale du travail.

En conséquence de cette politique le monde patronal se montre favorable au „Gouvernement fort" qui lui garantit de gros bénéfices d'exploitation des ouvriers.

Ainsi, depuis un certain temps, la clique capitaliste vole journellement de 8 à 10 millions de dinars au moyen de l'augmentation de la journée du travail, de la baisse des salaires, de l'écrasement à l'aide de la réaction politique, de toutes les revendications de la clasae ouvrière. Dans les entreprises gouvernementales, chemins de fer, établissements militaires, entreprises monopolisées, on tâche de leurrer les ouvriers par la promesse de leur payer le reliquat du dû des années de guerre. Les centristes qui jouissent d'une certaine influence politique, surtout Pavichévitch, font tous leurs efforts pour arriver au payement de ce reliquat. Leur but est de faire rouvrir les syndicats dissous par dessus la tête de leur chefs actuels, et de les soumettre ainsi à l'influence centriste. Mais les masses ouvrières de Yougo-Slavie ne se laissent pas duper, grâce au niveau élevé atteint par leur conscience de classe. Le groupe communiste parlementaire compte 59 membres, il a présenté au Gouvernement, peu avant son arrestation, un ultimatum concernant l'ouverture des syndicats sous la menace de la sortie des communistes du Parlement.

L'avenir des syndicats de Yougo-Slavie dépend complètement des moyens qu'il adoptera pour sa propagande et son action. Les masses se rendent bien compte de ce que l'issue de la crise économique est impossible à atteindre sous le régime capitaliste, mais elles constatent aussi le fait que la bourgeoisie est prête à écraser de la manière la plus cruelle toute manifestation légale et morale de la lutte de classes. La lutte de classes s'accentuant de plus en plus par suite des

causes objectives se heurte à une politique réactionnaire brutale, ce qui nécessite le recours aux méthodes de lutte illégales.

Cette tâche de lutte illégale est surtout difficile dans un pays où il n'y a pas de gros centres industriels. La Yougo-Slavie possède une population urbaine de 4.500.000 habitants, partagée entre 40 villes. Il n'y a pas une ville où la population atteigne 200.000 habitants. Les noyaux du prolétariat industriel sont constitués par les cheminots, les mineurs et les ouvriers des scieries, éloignés tous par les conditions de leur travail des cités et tassés dans de petites villes industrielles. Les ouvriers ne sont pas rassemblés dans un seul centre, ils sont dispersés par tout le pays. Belgrad, par exemple, compte 160.000 habitants, dont 19.000 ouvriers, y compris les femmes et les enfants, occupés dans les fabriques.

Nos organisations groupent à l'heure actuelle 50% de tout le prolétariat industriel de Yougo-Slavie. Dans quelques industries le nombre d'ouvriers organisés atteint de 70 à 80% du nombre total des ouvriers, mais ils sont malheureusement éparpillés dans les petits entreprises.

D'après ces donnés d'ensemble on peut préjuger des difficultés et des succès qui nous attendent dans le travail syndical. La bourgeoisie de Yougo-Slavie n'a pas une politique sociale déterminée par rapport au prolétariat. Cette bourgeoisie, barbare au point de vue social, fait tout pour provoquer par sa politique réactionnaire le prolétariat qui ne dispose pas, pour le moment, des moyens nécessaires pour se lancer dans la lutte finale.

Il y a un an et demi, la question de la guerre civile s'était posée nettement devant le prolétariat de Yougo-Slavie; depuis, cette lutte est à l'état latent.

Les anciens idéologues du prolétariat ne veulent guère voir les conséquences possibles de cet état des choses. Les centristes ne veulent pas accepter la bataille, ils ont déserté, et par là même se sont créé une situation beaucoup plus désavantageuse que celle des social-patriotes des autres pays.

Ils spéculent sur la réaction capitaliste et se montrent les vrais instigateurs de l'écrasement systématique du mouvement ouvrier communiste, politique et syndical. Ce n'est que grâce à une terreur blanche inouïe que messieurs Laitchevitch, Teplovitch, Padochévitch et C-ie ont réussi à former un petit groupe avec les membres des bureaux qui ont manqué leur carrière politique avant la guerre. Tous ces individus ne cessent pas de verser dans les colonnes de leur journaux des ordures sur le mouvement ouvrier („Rabotnichne Woine", titre volé aux communistes, „Socialist", etc.). Avec la parution de ces journaux, la presse bourgeoise peut souffler, car nos centristes ont pris sur eux seuls tout le travail de provocation et de calomnie. Leur tâche est de discréditer les communistes, les militants syndicaux aux yeux des syndiqués, et de soumettre de nouveau à leur influence néfaste les membres des syndicats communistes.

Tout syndicat où l'on peut s'attendre à la prédominance des idées centristes, obtient immédiatement le droit de renouveler son activité. Il est légalisé et le ministre de la police vient lui présenter ses excuses pour le „malentendu fâcheux" qui s'est produit. Ces syndicats sont abandonnés en masse par les ouvriers, mais les fonctionnaires centristes qui y restent n'oublient jamais de mettre la main sur la caisse syndicale.

En ce moment même on fait des tentatives pour remettre entre les mains des centristes nos Maisons du Peuple.

Evidemment, dans une situation semblable, les syndicats sont privés des moyens nécessaires pour faire de la propagande intensive et pour éditer leur littérature illégale. Autrefois, étant donné la fréquence des grèves, les syndicats n'avaient pas de moyens pécuniaires suffisants; à l'heure actuelle, ils n'en ont pas du tout. Il n'existe en Yougo-Slavie aucun journal syndical. Il n'y a pas de possibilité de recueillir des fonds avant que les syndicats ne soient reconstitués. Il faut compter avec le fait que 250.000 à 300.000 syndiqués sont essaimés entre 150 villes et qu'ils appartiennent à plus de 2.000 sections.

Pour vaincre ces difficultés énormes dans la lutte contre le séparatisme des bureaucrates syndicaux, pour résoudre la question de la fusion des six mouvements syndicaux indépendants existant

dans les diverses provinces de la Yougo-Slavie, pour lutter efficacement contre la réaction bourgeoise, les syndicats yougo-slaves n'ont jamais eu l'aide du prolétariat des autres pays. Tout ce qu'ils ont créé, ils l'ont créé eux-mêmes, avec d'humbles moyens, avec des ressources infimes.

Les rapports entre les partis communistes et les syndicats ne laissent rien à désirer. Les syndicats yougo-slaves ont accepté ce point de vue que l'union complète et effective avec le Parti Communiste est la meilleure garantie pour le succès d'une lutte de classes vraiment énergique, véritablement décisive. Le Conseil des syndicats délègue ses représentants au Comité Exécutif du parti, et réciproquement. Ainsi est réalisée l'unité désirée dans la direction du mouvement prolétarien. Chaque syndicat envoie au Congrès du Parti un délégué avec voix consultative; de même le Comité Exécutif du Parti — un représentant de l'organe central exécutif et un représentant du groupe parlementaire prennent part aux travaux du Congrès syndical. Le Parti s'appuie pendant les élections sur les syndicats. Et en cela le mouvement syndical nous apporte une aide morale et politique considérable.

*Pavlovitch,*

## *Scandinavie.*

### Les syndicats des chômeurs au Danemark, en Suède et Norvège.

Au Danemark il existe 70.000 chômeurs et un grand nombre d'ouvriers travaillent une partie de la semaine seulement. La misère est très grande, car nombreux sont les ouvriers qui n'ont plus de travail depuis 6 mois. La majorité des hommes mariés reçoit un certain secours des syndicats, ainsi que de l'Etat, mais les célibataires ne reçoivent aucune allocation.

Au cours des derniers 4 mois, les syndicats de chômeurs et la Fédération Communiste ont fait à Copenhague une très large propagande pour l'organisation des chômeurs en un seul syndicat. C'est Copenhague qui en pris l'initiative, mais par la suite, l'agitation a fait le tour du pays.

Au mois d'août eut lieu à Copenhague le Congrès des Chômeurs auquel ont assisté les représentants des chômeurs de 40 villes, ainsi que les militants mandatés par les organisations syndicales, la Fédération Communiste, la presse ouvrière et certaines autres organisations.

Après un travail de 3 jours, le Congrès a décidé de créer une „Large Organisation Unique" des chômeurs. Cette organisation se donne pour tâche essentielle l'unification de tous les chômeurs et avant tout des célibataires n'ayant aucun moyen d'existence. Il s'agit d'obtenir de l'Etat pour ces derniers le même secours que reçoivent les ouvriers mariés.

Cette organisation possède déjà des sections dans 40 villes. Presque tous les secrétaires de l'organisation sont communistes. Dans toutes les villes ont eu lieu des manifestations grandioses de chômeurs. La création de la Large Organisation Unique a déjà abouti à des résultats pratiques. Dans un certain nombre de villes, le Comité Directeur a commencé à donner des secours aux chômeurs célibataires.

Le Conseil municipal de Copenhague avait brusquement suspendu la fourniture du gaz aux maisons des chômeurs, gaz que ceux-ci emploient pour le chauffage et l'éclairage. Le syndicat des chômeurs a pris la défense de ses membres et a adressé une requête au Conseil par l'intermédiaire d'un membre de ce dernier. On a beaucoup parlé, mais on n'est parvenu à aucun résultat concret. Là-dessus les chômeurs ont ouvert eux-mêmes une station de gaz et ont continué à se fournir comme par le passé. Cet acte fut interprété partout comme un fait d'action directe.

Un autre incident encore, caractérisant très bien l'état d'esprit des ouvriers, s'est produit à Copenhague. 50 ou 60 sans-logis ne trouvant pas un asile dans la ville, étant donné qu'à Copenhague il n'existe pas d'asile pour les sans-logis, se sont emparés, sous la direction de la Large Organisation Unique, d'une église, et s'y sont installés. Les journaux du matin ont relaté le fait, mais le gouvernement n'a rien entrepris. Il y a trois semaines, les chômeurs ont répété l'expérience, et cette fois-ci se sont emparé de la plus grande église de Copenhague. Des incidents semblables se répètent journellement: ici, une nouvelle démonstration, là une nouvelle occupation d'immeubles. L'organisation est très forte. Le mot

d'ordre qu'elle proclame, c'est: „du travail ou la fabrique aux ouvriers".

* * *

Ces derniers mois, on a fait en Suède une très grande agitation en faveur de l'unification des 200 syndicats de chômeurs existant en une „Large Organisation Unique", mais jusqu'à présent, le secrétaire de ce syndicat unifié n'a pas encore été désigné.

Il y a quelques semaines, la commission gouvernementale a relaté dans son rapport que dans les 360 villes du Suède, on a enregistré 65.674 chômeurs dont 2731 femmes. La commission constate en même temps qu'en comptant les familles des chômeurs, on arrive au nombre de 143.608 hommes atteints par le chômage. Cependant, les membres du syndicat des chômeurs de Stockholm affirment que plus de 30.000 chômeurs ne sont pas du tout enregistrés au Bureau gouvernemental, et estiment que le nombre des femmes qui chôment indiqué par la commission est au-dessous de la réalité. Conformément à leurs données, il existe en Suède 100.000 chômeurs et autant d'ouvriers se trouvent dans une situation extrêmement misérable, parce que travaillant à la demi-journée. De tous les chômeurs, 27.000 seulement reçoivent des subsides insignifiants.

Il existe en Suède une compagnie portant le nom „Skogselskkibet", employant 11.815 ouvriers et subsidiée par l'Etat. Les salaires des ouvriers de cette compagnie sont de 50,60 et quelquefois 80% plus bas que ceux des autres ouvriers de la Suède. Les chômeurs qui refusent le travail offert par cette compagnie, sont automatiquement exclus du nombre des chômeurs subsidiés par l'Etat. Les syndicats ont décidé de réunir les efforts des chômeurs, du Parti Communiste et de l'organisation syndicaliste pour la lutte commune contre cette compagnie, car dans les conditions existantes, tous les ouvriers de Suède devront travailler pour des salaires de famine, si cette compagnie parvient à maintenir des salaires aussi bas.

* * *

Il existe en Norvège près de 30.000 chômeurs. Ils n'y sont pas organisés dans des syndicats tels que ceux existant au Danemark et en Suède. La raison en est que les syndicats norvégiens se distinguent radicalement des organisations syndicales des autres pays scandinaves. Les syndicats norvégiens sont en réalité des organisations communistes qui mènent une lutte opiniâtre en faveur des chômeurs.

On s'attend pour cet hiver à une très large agitation révolutionnaire en Scandinavie et à de nombreux combats contre la classe patronale. En Suède, il existe un certain espoir d'améliorer la situation des chômeurs, si ce pays rétablit ses relations commerciales avec la Russie. Mais l'hiver sera incontestablement très dur pour les chômeurs des deux autres pays, c'est pourquoi on peut s'attendre à ce que dans un avenir prochain des milliers et des milliers d'ouvriers comprendront toute la signification du mot d'ordre: „Du travail ou la fabrique aux ouvriers."

## *Luxembourg.*

### Vers le front prolétarien unique.

Au Luxembourg, comme dans les autres pays, la bureaucratie syndicale tend à diviser le mouvement ouvrier. Au dernier congrès des mineurs et de l'industrie métallurgique, qui se tint en juillet de cette année, deux des chefs de l'opposition, les camarades Boucovac et Lippert furent exclus des organisations. Cependant, cela n'était pas assez pour les bureaucrates des syndicats. En septembre, le président de la section d'Oesch, Peter Schilz fut également exclu du syndicat pour „violation des statuts syndicaux", par une majorité de 7 voix et une abstention. Le „Syndiqué Communiste", organe de la Commission Centrale Syndicale auprès du Parti Communiste du Luxembourg, dans son numéro 29 du 8 octobre 1921, communique que toute l'administration de la section d'Oesch, composée de 15 membres parmi lesquels se trouvent seulement 4 membres du Parti Communiste, a lancé une résolution protestant contre l'exclusion de son président, exclusion qui constitue une violation des statuts; cette résolution fut votée à Oesch à une majorité de 10 voix et 4 abstentions. Néanmoins, les chefs syndicaux de la section d'Oesch restèrent impassibles. Les membres des syndicats adhérant au Parti Communiste Luxembourgeois, lan-

cèrent à ce sujet un appel adressé „A tous les syndiqués du Luxembourg“ et dans lequel il est dit entre autres: „La minorité syndicaliste révolutionnaire des mineurs et des ouvriers de l'industrie métallurgique, proteste contre l'exclusion des communistes du sein des organisations professionelles et fait appel directement à tous les membres des syndicats. Leur devoir est, dans leurs assemblées, lors des votes, lorsqu'ils nomment des délégués aux congrès, de poser nettement la question de savoir si les communistes peuvent, oui ou non, être exclus des syndicats. Ceux-ci ne sont pas soumis à l'Internationale Communiste, mais considèrent cette dernière comme une organisation politique du prolétariat révolutionnaire dont l'action vise à la destruction du capitalisme. Pour autant que cela est favorable aux intérêts généraux du prolétariat, les syndicats envisagent l'union avec le Parti Communiste pour une action commune. Telle est la plateforme de l'Internationale Syndicale Rouge, plateforme qui est la nôtre également.“

„Camarades! Le moment actuel comporte de hautes responsabilités. Il faut que chaque jour et de plus en plus, la classe ouvrière s'affermisse et serre les rangs. Plus que jamais nous avons besoin d'une union étroite. Nous déclarons nettement et ouvertement que la tendance au front unique du prolétariat est plus importante que tous les intérêts particuliers.“

La section syndicale d'Oesch a pris l'initiative de la convocation d'un Congrès extraordinaire des syndicats. Mais la Direction fédérale a repoussé cette proposition. Ce que voyant, la section d'Oesch fit la proposition suivante: „Pour trancher la question en litige: „Amsterdam ou Moscou“, le Comité Central de la Fédération doit immédiatement prendre la résolution de convoquer dans chaque localité où se trouve une section, une assemblée des membres de la Fédération. Dans ces assemblées, la parole devra être accordée aux orateurs pour émettre leur opinion sur l'adhésion à Moscou. Ces assemblées devront préparer le terrain pour le Congrès national des Syndicats. En outre, le Comité Central de la Fédération devra proposer au Conseil Central confédéral d'ajouter à l'ordre du jour du Congrès Syndical, s'ouvrant le 23 octobre, la question de l'orientation et un co-rapport des partisans de Moscou.

## *Suisse.*

### Démonstrations ouvrières.

Le 2 octobre, dans nombre de localités et villes de la Suisse, ont eu lieu de grandes manifestations ouvrières. De nouvelles tentatives d'augmenter les droits douaniers et de borner l'importation pour maintenir artificiellement les prix actuels, ainsi que des projets de loi aggravant les conditions de salaires, et aussi la liminttion de droit de coalition, ont provoqué partout ces démonstrations spontanées.

A Winterthur, 20.000 ouvriers ont organisé une manifestation grandiose. Les manifestants sont venus à un point de rassemblement de toutes les localités de la Suisse Orientale, certains à pied, certains en chemin de fer. On a adopté la résolution suivante contre la politique gouvernementale hostile à la classe ouvrière: „Venus de toutes les parties de la Suisse Orientale, en répondant à l'appel de la Centrale cantonale zurichoise des syndicats, 20.000 ouvriers protestent contre la nouvelle politique économique du gouvernement confédéral et ses acolytes-paysans aisés, capitalistes et banquiers, politique contraire aux intérêts de la plus grande partie de la population. (Journal Suisse des Ouvriers du Bois № 41 du 8 octobre).

A Saint-Gall, 12.000 ouvriers ont participé à la manifestation. Au nombre des manifestants, il y avait beaucoup d'éléments bourgeois mécontents de la politique fiscale du Conseil Fédéral. 4.000 hommes ont manifesté à la Chaux-de-Fonds, 6.000 à Berne. Dans d'autres endroits des manifestations assez impressionantes ont également eu lieu.

Le syndicat des métallurgistes de Berne, en appelant ses membres à prendre part à la manifestation fixée pour le 16 octobre à Aarau, écrit dans son appel: „Il est nécessaire de manifester contre la nouvelle politique d'impôts qui contribue au renchérissement de la vie et qui ne peut nous protéger du chômage. Il est nécessaire de manifester également contre la diminuation arbitraire des indem-

nités de chômage dans nombre de communes d'Aarau et contre la conduite des pouvoirs publics empêchant l'organisation de travaux publics. (Le Jonrnal Suisse des métallurgistes, № 41 du 8 octobre).

### Le danger bolchéviste et Conrad Ilg.

Le Comité Directeur de la section zurichoise de la Fédération des métallurgistes a décidé de soumettre à un référendum la question concernant l'allocation de 10.000 frs. à la création d'une typographie communiste. La déclaration demandant la votation sur cette question était signée par 1262 membres de la Fédération. Devant ce fait de bolchévisme, Conrad Ilg, secrétaire de la Fédération Internationale des Métaux, président de la Centrale suisse des métallurgistes et rédacteur du journal suisse „Le Métallurgiste", a estimé nécessaire de publier dans son organe un article de tête sur le „danger bolchéviste", dans lequel il apporte des précisions sur une nouvelle loi d'exclusion préparée par le gouvernement suisse et dirigée contre les „actions de masses" et la „propagande révolutionnaire". En examinant cette loi qui menace de 5 ans de travaux forcés les coupables de toute une série de „délits", Ilg est amené à penser que cette loi peut conduire à la complète suppression du droit de grève.

Le but de l'article est probablement d'effrayer les ouvriers et de les détacher du communisme. Ilg lui-même écrit, au sujet du chômage croissant en Suisse, dans son journal que „toute la vie économique donne l'impression d'un navire dans la tempête, d'un navire fouetté par les vagues et qui menace à chaque seconde de sombrer" et que „malgré la misère effrayante et les pires calamités", supportées par la classe ouvrière, il se trouve encore des hommes qui „ne comprennent pas tout le sérieux de la situation et se trouvent à l'écart du mouvement".

Ainsi écrit Ilg. Mais son article sur le „danger bolchéviste" montre que lui-même appartient au nombre de ceux qui ne comprennent pas tout le „sérieux de la situation" car il ne comprend pas qu'aux morsures de l'Etat bourgeois les ouvriers doivent répondre par une action révolutionnaire encore plus énergique, sans s'adonner nullement à la panique.

## *Proche-Orient.*

### Le mouvement ouvrier en Turquie.

L'histoire du mouvement ouvrier en Turquie commence à partir de 1908, date de la Révolution Jeune-Turque. Jusqu'à cette date, sous Abdul-Hamid il n'y avait et il ne pouvait y avoir aucun mouvement prolétarien de classe. En ce temps, la Turquie n'était pas encore entrée dans la phase du développement capitaliste. La petite industrie des artisans qui existait alors offrait un terrain favorable pour le développement des multiples associations corporatives n'ayant pas de caractère prolétarien. La grosse industrie ne jouait qu'un rôle insignifiant et était concentrée dans les fabriques et les usines de l'Etat fabriquant les munitions de guerre, dans les grands nœuds ferroviaires de Roumélie, d'Anatolie et de la région de Smyrne, dans certains grands centres comme Constantinople et Solonique et dans les entreprises des capitalistes étrangers qui faisaient leur apparition en Turquie pour l'exploitation des charbonnages d'Eregly et de Zungouldac.

La situation du prolétariat turc, peu nombreux en ce temps, était extrêmement pénible. N'ayant aucune notion des organisations syndicales capables de défendre leurs intérêts, les ouvriers étaient pour ainsi dire des esclaves sans défense, que les patrons pouvaient jeter à la rue au gré de leur arbitraire en les condamnant à crever de faim. Les retraites ouvrières auxquelles ces parias du travail avaient droit en cas d'invalidité ou de vieillesse (les sommes constituant cette pension étaient réunies au moyen de leurs cotisations) habituellement ne leur étaient pas payées sous un prétexte quelconque. Les tentatives des ouvriers plus conscients de créer certaines organisations ouvrières, aboutissaient à la déportation à vie en Mésopotamie ou en Syrie, où ces hommes mouraient de la malaria.

Après 1908, lorsqu' Abdul-Hamid fut détrôné, il sembla qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour les ouvriers. Au début, les Jeunes-Turcs proclamèrent la liberté de la parole et de la presse, et on commença de parler et d'écrire sur le socialisme sur les tâches et le rôle du prolétariat etc. On a commencé de créer des orga-

nisations ouvrières, on a vu surgir des syndicats de cheminots, de tailleurs, de coiffeurs, de chauffeurs, de garçons de café, d'ouvriers du port, etc. La notion de classe se développait rapidement, des grèves se produisirent: ce sont les cheminots de Roumélie et d'Anatolie, qui, pour la première fois, ont introduit le mot „grève" dans la langue turque. La grève des cheminots s'étend aux fabriques et aux usines et même à certaines institutions publiques. Le Parti Jeune-Turc, „Unité et Progrès", commence à regarder de travers le développement sérieux du mouvement ouvrier et se prépare à prendre des mesures pour y mettre un terme. Ces organisations syndicales à peine créées ne se distinguent pas par un esprit nettement révolutionnaire, le gouvernement nomme souvent ses fonctionnaires au Comité Directeur de ces organisations syndicales, comme ce fut par exemple le cas avec ce qu'on appelle „la caisse d'assurances de l'avenir" (Ta minne istekbal sandougou) fondée par les métallurgistes et les ouvriers des usines de munitions à Constantinople. Le changement de la politique des Jeunes-Turcs, s'orientant vers la réaction, porte un coup très dur au mouvement syndical naissant. La plus grande partie des organisations syndicales créées suspendent leur activité, et celles qui restent continuent à traîner une existence lamentable. Ce sont surtout des organisations nationales et nationalistes, groupant les ouvriers suivant l'indice national ou religieux, (syndicats grecs, turcs, arméniens, catholiques et autres).

Cependant, le réveil des esprits ne pouvait s'arrêter là, les ouvriers les plus conscients, et surtout ces socialistes étroits bulgares qui habitaient Constantinople, fondent en 1909 un groupe socialiste portant le nom de: „Groupe d'études sociales" (G. E. S.) se donnant pour but l'agitation et la propagande dans les milieux ouvriers de Constantinople.

Après 1908 fait également son apparition le Parti Socialiste Arménien (Dachnaktzatun) qui travaillait jusqu'alors illégalement et qui grâce à son essence opportuniste commence à collaborer avec les Jeunes-Turcs. Cette collaboration a duré jusqu'en 1915, année où les Jeunes-Turcs ont changé leur bienveillance en haine et ont fusillé [illegible] de dirigeants des Dachnaktzatun en déportant les autres en Mésopotamie. [illegible] 15 % seulement de ceux-ci sont revenus.

En 1910, le G. E. S. envoie le camarade Kirkof comme représentant à la Conférence Ouvrière Internationale de Copenhague. En 1911, on convoque à Salonique le Premier Congrès Général socialiste de Turquie auquel prennent part le G. E. S., ainsi que 8 organisations syndicales se plaçant sur la plate-forme d'une lutte de classe implacable. Suivant la décision du Congrès de Salonique de 1911, le Groupe Socialiste (G. E. S.) devient le centre du Parti Socialiste Turc qui est devenu parti légal dans cette même année et qui a pris en 1912 la part la plus active à la campagne électorale au Parlement, en Turquie d'Europe, à Constantinople et à Smyrne. Dans la même année fut également fondée la „Centrale Syndicale" qui devait grouper tous les syndicats de Turquie, mais par suite de la guerre de 1911—1913, et à la guerre mondiale, l'activité du syndicat ne dépassa pas Constantinople. Malgré les persécutions des Jeunes-Turcs, il existait en 1914 à Constantinople 16 organisations syndicales avec 2.500 membres. Le même G. E. S. commença à publier, en 1911, deux journaux: l'un en langue grecque portant le nom „Erpatis" (L'ouvrier) et l'autre en dialecte juif espagnol „El Labarador" (L'ouvrier). Le premier de ces journaux fut interdit après la parution de son 12-ème numéro, par le gouvernement Jeune-Turc; le second, suivant la décision du Congrès de Salonique, fut transféré à Salonique et commença à paraître sous le titre „La Solidaridad"; le G. E. S. a édité également des brochures d'un contenu révolutionnaire.

Ainsi donc, le mouvement ouvrier qui s'est quelque peu ranimé après 1908, fut accompagné d'un renforcement de la position du prolétariat qui s'est développé aussi bien au point de vue nombre qu'au point de vue qualité, en corrélation avec une certaine expansion de l'industrie qui avait réussi, entre temps, sous l'influence du capital européen, à s'implanter fermement en Turquie. Ainsi en a-t-il été jusqu'à la guerre mondiale, qui changea nettement la situation.

Pendant la guerre, lorsque toute la vie

industrielle du pays était asservie aux besoins de la guerre, le gouvernement turc se donnait pour but de créer en tant que contre-poids à la bourgeoisie grecque, arménienne et européenne vivant en Turquie, une classe capitaliste nationale turque. Des sociétés nationales furent créées et subsidiées, ainsi par ex. la Compagnie Nationale du Textile, la Banque Nationale du Crédit, etc. D'un autre côté, pour venir en aide à sa créature, la bourgeoisie turque, en affaiblissant la force révolutionnaire du prolétariat, le gouvernement créa certaines organisations ouvrières d'un caractère national et les prit sous sa haute protection. En même temps, on falsifiait le mouvement socialiste. Certains carriéristes ont formé en 1918 un parti Social-Démocrate composé de personnes riches désireuses soit de décrocher mandat de député, soit d'occuper un poste au gouvernement. Dans ce parti, socialiste seulement de nom, se sont inscrits comme membres toute une série de capitalistes, d'avocats, et même d'anciens généraux (par ex. Gallid pacha, ancien général, richissime propriétaire foncier). Dans le même but, fut fondé un autre soi-disant parti ouvrier, le „Parti du Travail". Créé par les anciens membres du Parti „Unité et Progrès" il se fit également défenseur des intérêts de la bourgeoisie. Cependant, son existence fut de courte durée et bientôt il se dispersa. Les „socialistes" falsifiés étaient à ce point à la mode que même au Congrès Socialiste de Stockholm en 1919, un faux-socialiste fut délégué en qualité de représentant des ouvriers turcs.

Les organisations véritablement révolutionnaires étaient continuellement persécutées par le gouvernement et, dès 1815, le G. E. S. et la „Centrale Syndicale" ont dû cesser d'exister. Même les partis arméniens nationalistes ont dû, par suite de formidables répressions, soit disparaître provisoirement, comme ce fut le cas pour Dachnaktzatun, soit définitivement, comme ce fut le cas du Parti National des marxistes arméniens „Kintchak": les membres de son Comité Central furent un beau jour pendus au nombre 21 par les Jeunes-Turcs, tandis que les autres membres du Parti étaient internés en Mésopotamie (aucun d'eux n'en est revenu).

Cependant, toutes les tentatives du gouvernement turc, toutes ses intentions „bienveillantes" de créer une bourgeoisie nationale turque à côté d'une classe ouvrière obéissante, furent vaines. La défaite de la Turquie dans la guerre mondiale bouleversa de fond en comble tous les plans des nationalistes turcs. Une époque foncièrement nouvelle commence pour la Turquie dès la fin de la guerre et de cette même période date le véritable mouvement ouvrier dans le sens prolétarien de ce mot.

La crise qui fut la conséquence de la guerre et la connaissance qu'une grande quantité d'ouvriers et paysans turcs eurent du mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale, grâce à leur travail aux fabriques de munitions d'Allemagne et d'Autriche, ouvrirent les yeux au prolétariat turc et lui firent comprendre toute l'horreur de sa situation. La Révolution d'Octobre en Russie, qui a trouvé une répercussion très vive dans les masses les plus profondes des travailleurs de la Turquie, n'a pas contribué pour peu, elle aussi, à l'éclaircissement de la conscience de classe de l'ouvrier turc. Tout cela influe sur l'intérêt que les ouvriers portent à leur organisation et contribue à la création de nouvelles organisations syndicales et au renforcement des organisations déjà existantes. A l'heure actuelle, presque toutes les catégories du travail possèdent leur organisation syndicale. Il existe des syndicats des cheminots d'Anatolie, des Ouvriers des trammways et des tunnels, des électriciens, des imprimeurs, des instituteurs, des bateliers, des transports miritimes, des mineurs, des ouvriers des constructions mécaniques, des ouvriers des Compagnies des transports par eau, et beaucoup d'autres. C'est à Constantinople que les organisations ouvrières sont les plus fortes. Dans cette ville on compte près de 150.000 ouvriers salariés sans compter un très grand nombre d'artisans. Il existe ici 20 syndicats ayant plus de 15.000 membres. Certains de ces syndicats existent depuis 1908, mais la majorité d'entre eux se sont organisés pendant et après la guerre mondiale.

A cause du réveil encore récent de la conscience de classe au sein du prolétariat turc, des organisations syndicales sont encore loin de représenter un idéal d'organisation et d'esprit révolutionnaire. Sans parler déjà du fait que nombre de ces organisations syndicales sont construites

suivant l'indice national et se trouvent être très fortement influencées par leur bourgeoisie nationaliste-grecque, arménienne ou turque —, par leur composition elles ne sont pas purement prolétariennes et donnent asile au contraire aux éléments semi-prolétariens, et même à des spéculateurs, qui apportent un grand trouble dans la vie organique des syndicats. Quelquefois, de petits patrons syndiqués à côté de leurs ouvriers s'emparent de la direction du syndicat ou placent à sa tête leurs créatures accomplissant leurs volontés et désirs. Souvent à la tête des syndicats on voit des faux socialistes, des avocats quelconques n'ayant rien de commun avec les ouvriers et trahissant en gros et en détail les intérêts de la classe ouvrière. Et quelquefois les syndicats sont dirigés simplement par des fourbes et des voleurs profitant de l'inconscience des ouvriers pour gaspiller l'argent du syndicat ou simplement pour voler les membres trop confiants. Il est clair que dans de telles conditions il ne peut exister de mouvement syndical centralisé et unique, ni à Constantinople, ni en Anatolie.

Les ouvriers les plus conscients voient combien une telle situation est anormale et font beaucoup d'efforts pour y mettre un terme.

L'année dernière commença la concentration des forces révolutionnaires de la Turquie. Revenus d'Allemagne, les Jeunes-Turc envoyés autrefois dans ce pays par le parti „Unité et Progrès" pour y travailler et s'instruire, sous l'influense des communistes spartaciens ont créé en 1920 „le Parti Paysan et Ouvrier Turc" qui cependant n'eut aucune puissance et qui se dispersa bientôt. En septembre 1920, à Bakou, eut lieu le Congrès des différentes organisations communistes, auquel fut créé le Parti Communiste Turc, section de la III-ème Internationale.

A la fin de cette même année 1920 fut fondée à Constantinople une organisation purement prolétarienne de classe „L'Union Internationale des Ouvriers" dont font partie les prolétaires les plus conscients des différentes nationalités, turque, arménienne, juive, grecque, etc. Elle a pour tâche le révolutionnement des organisations syndicales existantes, leur épuration d'éléments traîtres à la cause ouvrière, leur réorganisation suivant la structure d'industrie et leur affiliation à l'Internationale Syndicale Rouge. L'Union Internationale des Ouvriers fait un travail intense dans tous les syndicats de Constantinople où elle possède ses noyaux révolutionnaires dont la force numérique croît sans cesse, consacre beaucoup d'attention au travail d'éducation au sein du prolétariat, publie en grec un journal intitulé: „Neos Antropos" et fait un large travail d'organisation parmi les ouvriers non organisés de Constantinople en les attirant aux organisations syndicales.

A l'heure actuelle, les tâches suivantes incombent au Parti Communiste Turc, à l'U. I. C. et d'autres organisations révolutionnaires en Turquie, et à Constantinople, en particulier: 1. Epurer les organisations syndicales d'éléments patronaux, petits bourgeois, traîtres ou simplement malhonnêtes. 2. Libérer les ouvriers de l'influence aussi bien des nationalistes que des social-traîtres en développant une agitation internationaliste et véritablement communiste. 3. Réorganiser les syndicats suivant la structure d'industrie en unifiant dans une seule organisation syndicale tous les ouvriers d'une même branche d'industrie qui font partie actuellement des différents syndicats. 4. Unifier les organisations syndicales nationales non mécaniquement, mais aussi idéologiquement en les transformant en de véritables organisations internationales. 5. Attirer tous les ouvriers de la Turqie au mouvement syndical. 6. Unifier toutes les organisations syndicales autour d'une Centrale se plaçant sur la plate-forme de l'Internationale Syndicale Rouge, et s'affilier à cette dernière aussi bien idéologiquement qu'organiquement.

La poussée révolutionnaire qu'on observe actuellement en Turquie parle en faveur de ce que ces tâches pourront être remplies dans un avenir prochain.

*Eydous.*

# Economie Mondiale.

## L'extraction mondiale de la houille et le mouvement international des mineurs.

Le profond changement causé par la guerre dans l'économie mondiale s'est surtout nettement manifesté dans l'industrie mondiale du charbon et sur le marché mondial des charbonnages. Le „Deutscher Oekonomist“ dans le № 2018 du 3 septembre cite des données substantielles sur l'état actuel de l'industrie mondiale du charbon. (Renseignements extraits en partie de „l'Economist“ de Londres).

| Pays | 1913 | 1919 | 1920 | 1913 | 1919 | 1920 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | millions de tonnes extraites. | | | pourcentage par rapport à l'extraction mondiale. | | |
| **Europe.** | | | | | | |
| Angleterre | 292,0 | 233,4 | 233,0 | 21,8 | 20,2 | 17,9 |
| Allemagne | 190,1 | 116,7 | 140,8 | 14,2 | 10,1 | 10,8 |
| Bassin de la Sarre | 13,2 | 9,0 | 9,7 | - | - | - |
| France | 40,1 | 90,9 | 24,3 | 3,0 | 1,9 | 1,9 |
| Belgique | 22,8 | 18,5 | 22,4 | 1,7 | 1,6 | 1,7 |
| Tchéco-Slovaquie | 14,6 | 16,4 | 11,1 | 1,1 | 0,9 | 0,9 |
| Russie*) | 35,9 | 7,2 | 6,1 | 2,7 | 0,6 | 0,5 |
| Espagne | 4,6 | 5,7 | 5,4 | 0,3 | 0,6 | 0,4 |
| Hollande | 1,9 | 3,4 | 3,9 | 0,1 | 0,7 | 0,3 |
| **Afrique.** | | | | | | |
| Etats de l'Afrique du Sud | 4,9 | 10,9**) | 11,8 | 0,7 | 0,8**) | 0,9 |
| **Asie.** | | | | | | |
| Japon | 21,4 | 30,3 | — | 1,6 | 2,6 | — |
| Indes britanniques | 16,5 | 20,2**) | - | 1,2 | 1,7**) | - |
| **Amérique.** | | | | | | |
| Etats-Unis | 516,1 | 483,5 | 585,5 | 38,5 | 41,8 | 45,0 |
| Canada | 15,3 | 13,7 | 17,3 | 1,1 | 1,2 | 1,3 |
| **Australie.** | | | | | | |
| Nouvelle Zélande et Nouvelles Galles du Sud | 15,0 | | 11,9 | 1,1 | | 0,9 |

L'extraction du charbon par pays s'exprime par les chiffres ci-dessous:

| | 1913 | 1920 | 1913 | 1920 |
|---|---|---|---|---|
| Europe | 730,0 | 597,5 | 54% | 46% |
| Afrique | 8,3 | 11,8 | 1 „ | 1 „ |
| Asie | 55,6 | 75,8 | 4 „ | 6 „ |
| Etats-Unis | 531,6 | 661,3 | 40 „ | 46 „ |
| Amérique du Sud | 1,6 | 1,7 | 0 „ | 0 „ |
| Australie | 15,0 | 11,9 | 1 „ | 1 „ |
| Total | 1342,3 | 1300,0 | 100% | 100% |

*) Remarque: Y inclus le charbon gris.
**) Remarque: Extraction pour l'année 1918.

L'extraction mondiale par années (1910—20) s'exprime dans les chiffres ci-dessous (en millions tonnes):

1910—1160; 1911—1159; 1912 1249
1913—1342; 1914 1205; 1915 1196;
1916—1296; 1917—1343; 1918 1331;
1919—1158; 1920—1300.

Le deuxième tableau statistique montre avec une netteté frappante les changements qui se sont produits dans l'industrie mondiale du charbon, changements qui s'expriment avant tout dans le fait que l'Europe a cédé à l'Amérique sa place de productrice principale du charbon. La crise de la production européenne du charbon se découvrira davantage, si nous juxtaposons les chiffres du rendement en Amérique et en Asie avec ceux de l'Europe. Nous voyons qu'en 1913 l'Europe produisait 54% de tous les charbons contre 44% produits par l'Amérique et par l'Asie, en 1920 l'Amérique et l'Asie ont produit 52% du charbon mondial, l'Europe ne produisant que 46%.

A l'heure actuelle, une lutte acharnée se livre entre le charbon américain et anglais. Le processus de cette lutte que nous illustrons par des statistiques ci-dessus, marque la défaite de l'industrie minière anglaise. Cette défaite s'accuse avec plus de vigueur en Amérique du Sud où l'Angleterre a entièrement cédé à l'Amérique le marché argentin qu'elle alimentait presque complètement avant la guerre. L'exportation toujours croissante du charbon américain se fait sentir sur tous les autres marchés. „L'Economiste Français", dans son № 18 du 30 avril, se basant sur les données du Ministère du Commerce, cite les chiffres suivants de l'exploitation américaine du charbon: en 1920 l'exploitation constituait 34.390.254 tonnes de houille, 4,824.776 tonnes d'anthracite et 921.252 tonnes de coke. De ce nombre on a importé dans les pays européens: 3.645.349 tonnes en France, 1.387.754 tonnes en Italie, 2.146.947 tonnes en Hollande, 1.247.030 tonnes en Suède, 812.332 tonnes en Suisse; dans les pays non-européens on a importé: 14.882.929 tonnes au Canada et 233.080 tonnes aux Indes Britanniques. En 1913 l'Angleterre a exporté 30% de toute son extraction minière. En 1920 son exportation ne constituait par rapport à l'extraction que 11%. Aux Etats-Unis pour les années 1915—1919 on a exporté par rapport à l'extraction totale 4%, et en 1920 — 7%. Toute l'exportation américaine se montait en 1920 à 35.000.000 tonnes environ. De ce nombre 35% ont été exportés en Europe, tandis qu'avant la guerre elle exportait en Europe une quantité de charbon minime.

Le charbon anglais est supérieur en qualité au charbon américain qui contient une grande quantité d'éléments gras. Et pourtant ce dernier, grâce à son bas prix, élimine sur le marché le charbon anglais. Il est intéressant de remarquer que les ouvriers américains reçoivent en même temps un salaire plus élevé que celui des mineurs anglais, fait qui s'explique par le rendement supérieur du travail des mineurs américains. Le mineur anglais ou allemand extrait de 200 à 300 tonnes de charbon par an, tandis qu'un mineur américain extrayait 687 tonnes en 1907, 800 tonnes en 1916 et 1000 tonnes en 1920. Ceci s'explique dans une certaine mesure par le fait que les couches de houille énormes et horizontales existant en Amérique permettent l'emploi de machines qu'il est impossible d'utiliser sur une même échelle en Europe

La crise de l'industrie minière anglaise s'accentue chaque jour. Que les patrons anglais baissent tant qu'ils veulent les salaires, qu'ils réduisent même leurs bénéfices, ils ne seront jamais en état de livrer le charbon à un prix aussi bas que leurs concurrents américains.

La concurrence entre les exploitants des charbonnages des divers pays provoque une grande baisse des salaires.

Le mineur américain reçoit environ 145 shillings anglais, tandis que le mineur anglais n'en reçoit que 120. Afin de pouvoir faire la concurrence au charbon américain, les patrons anglais tendent à réduire encore plus les salaires, ce qui amène les exploitants américains, qui ne veulent point perdre l'avantage de leur situation, à les baisser à leur tour.

Les mêmes faits sont à observer dans les petits pays qui se font, eux aussi, réciproquement concurrence. Ainsi, les industriels belges ont baissé récemment les salaires de 5%. Aussitôt le prix du coke en France est tombé de 60 francs par tonne, ce qui entraîna en Belgique une

baisse des prix sur le charbon de 20% et eut pour résultat l'arrêt du travail dans plusieurs hauts fourneaux.

En tant que la concurrence des différents pays entraîne fatalement la baisse des salaires sur le plan international, la lutte contre cette baisse n'est possible que sur le plan international.

Et dans ce sens les grèves qu'ont pratiquées et que pratiquent les mineurs dans les pays isolés, quelle que soit leur intensité, ne peuvent apporter de résultats désirables, fait qui s'est manifesté dans une mesure suffisante au cours de la lutte héroïque des mineurs anglais.

Un grand mouvement se produit à l'heure actuelle parmi les mineurs de tous les pays. Une lutte acharnée a eu lieu il n'y a pas longtemps en Hollande où les salaires ont été réduits de 35%. Dans la région de la Moravie autrichienne les mineurs tchéco-slovaques se préparent à la lutte contre les patrons en versant dans les coopératives 20% de leurs salaires.

Mais quelque sérieuse que soit leur préparation, quelque persévérante que soit leur action, leur lutte ne sera efficace que si tous les mineurs du monde se pénètrent de l'impérieuse nécessité de régler la question de l'industrie minière sur une échelle internationale.

Le processus de l'évolution révolutionnaire des ouvriers mineurs, qui se développe en France, en Angleterre et en Allemagne, permet d'espérer que l'action internationale des mineurs, brisant le cercle d'incapacité de leurs dirigeants jaunes, deviendra bientôt une tangible réalité.

*E. Lange.*

# Au congrès des victimes de la guerre.

Du 30 septembre au 3 octobre a eu lieu à Vienne le 2-me Congrès des anciens combattants de la guerre. C'est à Henri Barbusse, le célèbre auteur de „Feu" et de „Clarté" que revient l'honneur de diriger cette Internationale. Il a mis toute son énergie et toute son âme dans la fondation d'une Fédération Internationale des diverses unions des anciens combattants, des démobilisés et des invalides de guerre des différents pays.

Le rapport moral fait par Henri Barbusse en sa qualité de secrétaire général témoigne, d'une part, de l'accroissement extraordinaire des différentes organisations des anciens combattants de tous les pays et, d'autre part, de la consolidation des liaisons internationales entre elles. En 1920, au premier Congrès de Genève n'ont été représentés que 7 organisations et 5 pays. Cette année-ci, 17 organisations et 10 pays ce sont qui ont participé aux travaux du Congrès.

L'activité de ces organisations a été dirigée d'une part vers l'amélioration de la situation matérielle des anciens combattants et d'autre part — surtout en France — vers la lutte contre le militarisme, pour la démobilisation et pour le désarmement, et pour protester contre l'appel sous les drapeaux de nouvelles victimes de la barbarie impérialiste.

Au centre des débats se trouvaient les questions concernant la fixation des principes et des buts de l'Internationale des anciens combattants et de la délimitation du cercle de son activité. Ce sont les délégués autrichiens (fort peu nombreux au Congrès) de l'Union Centrale des Invalides et des Orphelins de la guerre qui ont fait une série de propositions tendant vers le changement des thèses fondamentales acceptées au Congrès de Genève. L'inspirateur de cette dernière union est F. Adler. C'est par son influence que certainement s'expliquent les formes de conditions proposées par cette union centriste pour l'entrée dans l'Internationale des anciens combattants. Tout tend à prouver que les centristes conditionnent leur entrée définitive dans l'Internationale des ouvriers combattants par une série de concessions. L'attitude antérieure de F. Adler envers l'Internationale était bien étrange. Son dessein évident était de faire servir l'Internationale des anciens combattants aux fins de son Internationale $2^1/_2$. Ces beaux gestes destinés à séduire les victimes de la guerre sont en contradiction flagrante avec sa conduite pendant la

première année de la guerre. Mais son passé n'est pourtant pas oublié par les démobilisés qui dans une importante réunion des anciens combattants de la guerre, organisée le 30 septembre sur l'initiative du Congrès, ne lui ont pas permis de prononcer une parole lorsqu'il a fait son apparition à la tribune.

Comme la majorité des délégués du Congrès étaient des communistes conscients et organisés — en Autriche même, comme contrepoids à l'Union Centrale, il existe une Union Communiste des anciens combattants de la guerre — toutes les propositions des „marxistes" autrichiens ont été rejetées. Le bourgmestre social-démocrate et autres notables social-démocrates avaient fait la cour aux délégués du Congrès. Le point principal de la déclaration faite par l'Union Centrale Autrichienne était la collaboration avec le Bureau International du Travail, fonctionnant auprès de la Société des Nations, c'est à dire, la collaboration avec A. Thomas et C-ie, initiateurs criminels du massacre sanglant des prolétaires. Cette proposition a été repoussée et le Congrès a décidé après un discours d'Henri Barbusse de construire son propre bureau permanent. Ce Bureau est composé de deux membres: Tidta (Allemagne) et Brousse (France), deux communistes éprouvés. Le siège social du Bureau est à Berlin.

Dans une résolution votée à l'unanimité, le Congrès a accepté, comme principe fondamental de son activité, „la lutte contre la guerre, conséquence du système capitaliste, par tous les moyens dont peuvent disposer des éléments prolétariens conscients, et la propagande antimilitariste ayant pour but la formation d'un état d'esprit hostile à la guerre" (la résolution du Congrès est insérée in extenso dans le №. 7 du Bulletin).

Ici, il est intéressant de donner un aperçu de l'activité personnelle d'Henri Barbusse. Ce militant avancé des intérêts primordiaux des anciens combattants de la guerre est étranger à toutes intrigues et manoeuvres politiques. Aussi, ne savait-il pas quelle attitude prendre envers les tentatives d'effusions fraternelles que F. Adler et la „Arbeiter-Zeitung" tâchaient de lui imposer publiquement. Dans les milieux ouvriers de Vienne il existait un large courant d'opinion prétendant que Henri Barbusse et ses amis étaient des frères d'armes des „marxistes" autrichiens. Henri Barbusse a dissipé cette opinion en faisant à la réunion organisée par les communistes en faveur de la Russie soviétiste, la déclaration suivante:

„Camarades, l'Internationale des anciens combattants de la guerre, au nom de laquelle nous nous sommes réunis ici, à Vienne, s'intéresse vivement à la Russie révolutionnaire. Notre Internationale ne se compose ni de communistes, ni de social-démocrates, mais elle est contre les réformistes et pour la révolution. Il serait téméraire d'affirmer que notre Internationale est étrangère à la politique. Dans sa lutte pour les intérêts des anciens combattants, elle se pose une tâche suprême: elle considère comme son devoir sacré d'inciter tous les anciens combattants à déclarer la guerre à la guerre. Cependant, ce ne serait là que de vaines paroles, si je n'ajoutais pas que la guerre doit être déclarée à son initiateur principal, le capitalisme. Les anciens combattants doivent lutter contre ce dernier d'accord avec la classe ouvrière toute entière. Or, ce serait parler dans le vide si l'on n'acceptait pas comme devoir de combattre le capitalisme avec d'autres moyens que les demi-mesures enfantines, prêchées par le réformisme.

„Je crois de mon devoir de faire cette déclaration devant les communistes viennois en ma qualité de secrétaire général de l'Internationale des anciens combattants et de membre du Comité Exécutif du groupe „Clarté", qui adopte à l'égard des partis politiques la même attitude.

„En ce qui me concerne personnellement, je suis communiste par conviction. Je le dis à haute voix, car j'en suis fier, la conception communiste étant pour moi l'expression suprême de la raison et de la justice".

Il va de soi que cette déclaration a produit l'effet d'une douche froide sur F. Adler et Cie qui pensaient se faire un capital politique avec l'Internationale des anciens combattants.

*Paul Friedländer* (Vienne).

# La famine en Russie et le prolétariat occidental.

La mort par la famine menace 25 millions d'hommes qui n'ont rien fait pour mériter un tel châtiment: cette situation aurait dû ébranler l'Occident humanitaire. La calamité causée par la nature dans la région de la Volga aurait dû, semblerait-il, provoquer une vive compassion de la part de ces hommes placés relativement loin de ces souffrances atroces qui incombent aux pères et aux mères de famille réduits à contempler la mort de leur enfants, impuissants à leur assurer un secours immédiat et efficace. Cependant, le tableau que nous sommes obligés de noter est tout autre.

La bourgeoisie mondiale a définitivement fixé son attitude par rapport à la question de secours à la Russie affamée. Elle a décidé d'utiliser cette famine dans ses buts, en proposant au gouvernement des Soviets de reconnaître les anciennes dettes tsaristes. Vainement Nansen, à la séance du Conseil Suprême du 24 septembre, avait tenté d'influer sur les sentiments humanitaires de la bourgeoisie, sa voix demeura la voix de celui qui clame dans le désert.

Or, que fait le prolétariat de l'Occident?

A-t-il compris l'immense responsabilité que lui impose l'histoire dans ce moment critique? S'est-il rendu compte de ce fait que de son aide à la Russie affamée dépend, en fin de compte, toute l'œuvre de la révolution mondiale?

Nous pouvons répondre à cette question, — non! Sous le rapport des secours aux affamés de la Russie, les choses ne se passent pas comme il le foudrait dans le monde prolétarien. Il est bien vrai que dans chaque pays les masses ouvrières se dépêchent d'offrir leur secours, qu'elles organisent des collectes, qu'elles font de l'agitation et de la propagande en faveur de la Russie des Soviets. Partout, cette action commence d'être placée sur un terrain pratique. Cependant, cette aide est insuffisante. Nous n'observons pas cette unité du front prolétarien, qui est indispensable dans une telle affaire. On n'a pas créé encore le „Comitié Prolétarien International Unique de secours à la Russie affamée", dont la necessité a été maintes fois démontrée par l'I. S. R. et l'Internationale Communiste. Nous sommes certains que le prolétariat de l'Occident ne pourra secourir la Russie prolétarienne que lorsqu'il aura écarté tous les desaccords existant entre ses chefs dans le cadre national et international. Le prolétariat de l'Occident doit prendre toutes les mesures pour faire triompher l'idée essentielle de la défense de la Révolution mondiale, l'idée de l'aide à la Russie affamée, donnée par tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques.

Le 12 août fut organisé à Berlin, sur l'initiative de l'Internationale Communiste, de l'Internationale Syndicale Rouge et du Comité Central Panrusse des Soviets un „Comité Provisoire Etranger de secours à la Russie", où sont entrés les représentants des organisations révolutionnaires du prolétariat, des hommes de lettres éminents, etc. Le Comité se proposait d'unifier toutes les organisations prolétariennes dans le cadre national et international dans un seul organisme destiné à assurer une aide efficace à la Russie. Il avait été décidé de convoquer pour le 30 août une conférence des représentants de l'Internationale Communiste, de l'I. S. R., de la 2-me Internationale, de la Fédération Syndicale d'Amsterdam, de l'Internationale d'Iéna. Malheureusement, cette conférence n'eut pas lieu: à la conférence convoquée une deuxième fois pour le 12 septembre, les représentants de la 2-me Internationale et d'Amsterdam ne se sont pas présentés.

Au contraire, lorsque le secrétaire du comité, Münzenberg, adressa à Amsterdam un télégramme dans lequel il rappelait que conformément à des pourparlers préliminaires qui avaient eu lieu à Berlin il fallait réaliser conjointement les achats de ravitaillement pour la Russie avec l'argent produit par les collectes, Oudegeest répondit au nom d'Amsterdam en demandant le montant de la somme déposée à la disposition de la Fédération d'Amsterdam par le Comité pour les achats d'objets destinés à la Russie affamée, et le nom de la banque, choisie à cet effet. L'échange de télégrammes ultérieurs montra qu'Oudegeest était parti d'Amsterdam pour une

destination inconnue; quant au deuxième secrétaire, Fimmen, il répondit qu'il „ne pouvait se rendre à la conférence étant donné qu'il se proposait de partir pour l'Angleterre".

Nous voyons ainsi que ce n'est pas la faute du Comité, s'il n'a pas réussi à assurer l'unité d'action du prolétariat mondial. L'Internationale d'Amsterdam s'est résolue à organiser les secours séparément (collectes en argent et en nature).

Les gens d'Amsterdam se proposaient de remettre à la disposition du gouvernement des Soviets les objets réunis en mettant en avant toute une série de conditions préalables. Cédant toutefois à la pression des masses ouvrières de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie, de la Tchéco-Slovaquie etc., ainsi que du Congrès de la C. G. T. française à Lille, où il avait été dit que les ouvriers ne consentiraient à faire la collecte qu'une fois qu'ils seraient sûrs que tous les objets réunis seraient mis à la disposition du Gouvernement Soviétiste sans aucune condition préalable, l'Internationale d'Amsterdam a publié un appel dans lequel elle indiquait aux ouvriers la nécessité de défendre la révolution russe et d'offrir à son gouvernement révolutionnaire toute espèce de secours dans sa lutte contre la catastrophe causée par la nature.

Le secours immédiat offert par les masses prolétariennes de différents pays s'exprime d'après les renseignements qui sont en notre possession par les données suivantes.

Tchéco-Slovaquie: le prolétariat de la république tchéco-slovaque a été le premier à répondre à l'appel. Le 2 août, dès que l'Occident eut reçu la nouvelle du sinistre qui s'était abattu sur la Russie, les représentants de tous les partis socialistes, des syndicats et des coopératives, sans distinction de nationalités, ont élu un comité ouvrier de secours. Le prolétariat tchéco-slovaque à commencé à faire des collectes d'argent par le moyen de la défalcation des salaires et offrandes volontaires. Chaque syndicat a fait l'offrande d'une certaine quantité de produits de son industrie. Les enfants des écoles, eux aussi, recueillaient des cadeaux pour les enfants de la Volga. La Tchéco-Slovaquie a été le théâtre d'un immense mouvement d'enthousiasme de la classe ouvrière. Mais vu l'intransigeance de la Fédération syndicale d'Amsterdam qui exigeait la remise de tout le résultat de la collecte à la disposition d'une seule et unique organisation de secours, une scission eut lieu. D'un côté il y eut une organisation révolutionnaire qui entra en liaison immédiate avec le Comité Provisoire de secours organisé à Berlin, et d'autre part une autre qui s'aboucha avec le Comité d'Amsterdam. Jusqu'au 4 octobre furent réunis 21.500.000 couronnes tchèques en espèces, et en outre une quantité considérable d'objets divers. Le syndicat de l'industrie chimique d'Audaberg fit offrande de sacharine pour une somme de dix mille couronnes. Toutes les organisations coopératives décidèrent de défalquer en faveur des affamés 50 couronnes par 100.000 couronnes de leur capital liquide. Toute une série d'organisations ouvrières réunirent et firent tenir au centre une grande quantité d'objets fabriqués, de vêtements, de denrées alimentaires, de pièces de machines etc.

Le Congrès régional des syndicats de Moravie adhérant en son entier à l'I. S. R. décida de prendre la part la plus active à l'organisation des secours. Le parti communiste de Tchéco-Slovaquie avait au 16 septembre réuni plus d'un million de couronnes tchèques.

Allemagne. L'appel de l'Internationale Commnniste fut suivi en Allemagne d'organisation spontanée des comités de secours ouvriers. Au début, ils n'étaient pas liés organiquement entre eux, ce n'est que le 19 août que fut organisé à Berlin le Comité Ouvrier de secours. Cependant de son côté, le Conseil National allemand des syndicats faisait et fait encore des souscriptions. Toutes les tentatives de réunir les efforts du prolétariat allemand dans cette question ont échoué. Cependant, dans certains endroits de Allemagne, on observe une tendance très marquée vers unification des efforts. On a organisé des comités unifiés de secours à Iéna, Spaier et Hardt. Une série de réunions ouvrières (19 août à Berlin, etc.) ont adopté des résolutions sur la nécessité d'unifier tous les ouvriers dans l'œuvre de secours à la Russie Soviétiste. Les organisations ouvrières dont font partie les représentants de tous les trois partis ouvriers d'Allemagne ont adopté des dé-

cisions précises établissant qu'elles ne transmettraient l'argent récueilli aux organes intermédiaires que dans le cas où elles auraient la conviction que toutes les sommes recueillies seront envoyées en Russie sans aucune réserve ni condition.

Les fractions socialistes des municipalités, là où elles sont en majorité (Berlin. Brême, Hambourg, Nurenberg, etc.) ont adopté des résolutions concernant l'allocations de certaines sommes prises sur les fonds des villes. Les ouvriers des ateliers d'automobiles de Berlin ont fait donation aux affamés d'une automobile nouvellement construite dont le prix est évalué à 135.000 marks. Une série de syndicats exécutent un travail supplémentaire et procèdent à une défalcation de salaires en faveur des affamés. Dans la ville de Havelberg, les ouvriers du bois ont travaillé le dimanche en faveur de leurs camarades malades, ces derniers, de leur côté, ont fait don de la somme qui leur revenait aux affamés.

Les premiers transports de vêtements et d'approvisionnement sont déjà expédiés en Russie. Au 26 septembre avaient été recueilli en argent liquide 1.823.000 marks. Sur cette somme, un million fut recueilli par le Comité Ouvrier de secours et 823.000 par le Conseil National Allemand des syndicats.

Autriche. Les ouvriers de l'Autriche, de ce petit pays affamé lui-même, ont estimé qu'il était de leur devoir de venir en aide dans la mesure de leurs moyens aux affamés des provinces lointaines de la Volga. Le 17 août fut organisé le „Comité Ouvrier national“ où sont entrées toutes les organisations ouvrières, exception faite pour le parti social-démocrate et les syndicats jaunes. Au 18 août, le Parti Communiste d'Autriche avait recueilli 1.500.000 couronnes. Les différentes organisations syndicales ont recueilli un très grand nombre de dons en médicaments.

Suisse. Le Parti Communiste Suisse et les organisations syndicales ont adopté une résolution de faire don aux affamés d'une journée de salaire. On n'a pas encore réussi à unifier l'activité des différentes organisations. D'un côté, le Parti Communiste, la minorité des syndicats, la Jeunesse Socialiste et les conseils ouvriers ont organisé un comité ouvrier de secours commun, et d'un autre côté, le Parti Social-démocrate et les syndicats d'Amsterdam ont organisé le leur. Le premier comité a recueilli pour le 4 septembre déjà une somme de 100.000 frs. suisses. Au I-er octobre, le Comité de Secours auprès du Parti Communiste a envoyé au Comité de Berlin une somme de 600.000 frs.

Luxembourg. Nous avons des renseignements suivant lesquels la souscription parmi les ouvriers italiens et autres émigrés a donné 1.256 marks qui furent mis à la disposition du Comité de Berlin.

Pologne. Le journal „Morgenstern“ du 30 septembre mande que les syndicats juifs polonais ont recueilli pour le 30 septembre les sommes suivantes.

1. Divers syndicats de l'aiguille 145.890 marks. 2. Le syndicat de l'Aiguille de Lovitch—6.000 marks. 3. Le syndicat du Cuir de Varsovie—95.000 marks. 4. Les imprimeurs—100.000 marks. 5. Les tailleurs—75.000 marks. 6. Les tailleurs (Mothear)—60.000. 7. Métallurgistes—40.000. 8. Chimistes—30.000. 9. Les bonnetiers—30.000. En outre, différentes collectes, listes de souscription, etc., ont donné 142.450 marks. Au total on a recuielli 723.340 marks.

Hollande. Le Parti Communiste hollandais fait une propagande intense en faveur du secours à la Russie affamée. Il a proposé aux organisations ouvrières de faire don aux affamés d'un salaire de deux jours et a recueilli, ainsi, 13.000 florins. Le 29 seprembre on a organisé en Hollande un „Comité Général de Secours“ aux affamés de la Russie où sont entrés les représentants des différentes organisations, des artistes éminents, des écrivains en vue, etc. A la tête du comité sont les camarades Brennerdt, Krüth, Schatzmeister.

Le Comité a mis sur pied un programme de travail et a organisé un bureau de presse pour la propagande. Du 9 au 16 décembre doit avoir lieu une semaine de secours. Le Comité a exigé également de son gouvernement la reconnaissance de la Russie Soviétiste et a lancé un appel aux ouvriers hollandais demandant avec instances un secours immédiat aux affamés de la Russie.

Suède. Le secours des ouvriers de la Suède est multiforme. C'est le Parti Communiste qui a fait le maximum d'efforts pour son organisation. Il a su recueillir au 16 septembre 5.000 couronnes suédoises et une grande quantité de vêtements, d'approvisionnement et de médicaments.

Le syndicat des ouvriers agricoles a fait un devoir à chacun de ses membres de mettre à la disposition des affamés de la Russie 10 kilos de grains, 100 kilos de pommes de terre et un kilo de petits pois. Les métallurgistes ont recueilli 10.000 couronnes. Le 26 septembre furent envoyés en Russie les premiers chargements d'approvisionnement achetés avec l'argent recueilli par les métallurgistes, le Parti Communiste et les ouvriers du port. Le syndicat des mineurs a décidé faire une „journée de travail" en faveur des affamés. Les métallurgistes de Stockholm ont fait don de 1% de leurs salaires. Les chômeurs de Stockholm ont décidé de faire don de 5 à 10% des secours qui leur sont accordés aux affamés de la Russie.

Jusqu'à présent, on a expédié des médicaments pour une somme de 50.000 couronnes suédoises. Ce sont surtout les coopératives et les ouvriers des différentes usines qui organisent le secours le plus efficace. Dans un des numéros de septembre de „Politiken" nous trouvons une longue liste de coopératives et d'usines qui ont fait don d'objets extrêmement précieux.

Norvège. Nous n'avons pas à notre disposition de données détaillées en ce qui concerne l'organisation de secours en Norvège. Le Conseil Central des syndicats norvégiens et le Parti Communiste ont lancé le 12 août des appels et des lettres circulaires à toutes les organisations ouvrières en leur demandant d'organiser un large secours aux affamés. Les marins du port de Vardo ont recueilli 1.500 couronnes norvégiennes avec lesquelles ils ont acheté des produits qu'ils ont expédiés en Russie.

Danemark. Le prolétariat danois fait pression sur son gouvernement en exigeant de lui l'allocation de deux millions et demi de couronnes danoises en faveur des affamés. Les collectes dans tout le pays fixées pour le 18 août ont donné plusieurs dizaines de milliers de couronnes. Le 4 octobre, on a procédé à une collecte d'objets, de produits et d'argent. Les résultats ne sont pas encore connus.

Finlande, Lithuanie, Esthonie et Lettonie. Le prolétariat des Républiques voisines de la Russie a répondu très rapidement à l'appel de secours. De la Lithuanie est arrivé un train chargé de provisions. 5 wagons ont été expédiés par les ouvriers de Finlande. Le 28 août le prolétariat de l'Esthonie envoyait à son tour tout un train d'approvisionnement. On prépare de nouveaux transports. Les syndicats de la Lettonie ont décidé de travailler un jour par semestre en faveur des affamés.

France. Le 5 août les représentants de la C. G. T., du Parti Communiste, de la Jeunesse Socialiste, de l'A. R. A. C. et d'autres organisations ouvrières ont organisé un „Comité de Secours au Peuple Russe". Les souffrances des ouvriers russes ont trouvé une répercussion très vive au sein du prolétariat français. Le Congrès de la C. G. T. à Lille a décidé à l'unanimité d'organiser le secours et de mettre tous les moyens à la disposition du pouvoir soviétiste, sans aucune réserve, ni condition. Nous avons fait remarquer plus haut que cette résolution a influencé au plus haut degré l'orientation de l'Internationale d'Amsterdam. Au 20 septembre, il fut recueilli 831.000 fr., une grande quantité d'approvisionnement, de vêtements et d'autres objets. On a décidé d'envoyer en Russie un navire chargé de provisions.

Italie. Pour venir immédiatement au secours des affamés, le prolétariat italien a organisé un „Comité Ouvrier Unifié de Secours à la Russie". Au 4 septembre, le Comité a recueilli plus de 400.000 lires et une grande quantité de produits. Tout le prolétariat italien sans exception prend part à l'œuvre de secours. Toute une série de municipalités ont adopté des résolutions concernant l'allocation de sommes importantes, même les soldats de l'armée italienne, par ex. le 34 ème Régiment d'Infanterie, font des collectes de conserves et de produits alimentaires et les transmettent à la disposition du Comité.

Pendant 11 jours, du 4 août au 15 sep-

tembre, le Comité a recueilli en argent 500.000 lires, le Syndicat des Marins a donné 100.000 lires. A la fin de septembre, les souscriptions ont doublé, et on a expédié en Russie un chargement important de provisions,

Espagne. Au 25 août, le Parti Communiste Espagnol a recueilli 4.000 pesetas. Il n'y a pas de données précises en ce qui concerne l'organisation des secours par le prolétariat espagnol.

Belgique. Dans ce pays le 4 septembre fut déclaré jour de secours à la Russie affamée. Au cours de cette journée, on a recueilli près de 20.000 frs belges dont 5.000 furent donnés par le Parti Communiste. Outre les donations en argent, on a recueilli des provisions et d'autres objets. Toute une série d'organisations syndicales ont décidé de faire don d'une journée de salaires.

Portugal. Les ouvriers de Lisbonne ont répondu les premiers. En quelques jours, ils ont recueilli 218 livres sterling. En même temps, l'organe des syndicats révolutionnaires a publié un grand appel demandant au prolétariat „un secours réel à la Russie" dans les intérêts de la défense de la Révolution mondiale. Au cours du mois de septembre, on a recueilli 218 livres sterling. Ce n'est qu'à la fin septembre qu'on a réussi à organiser un Comité Ouvrier unique de secours groupant les comités ouvriers qui ont surgi sur place spontanément.

Angleterre. Les résultats en Angleterre, pour le mois de septembre, n'ont pas été très importants. Jusqu'au 5 octobre on n'était pas parvenu à établir l'unité d'action du prolétariat dans l'œuvre du secours. Le Parti Ouvrier s'est contenté d'un seul appel à ses membres en liant son travail pour la souscription de dons avec celui du „Comité Social de secours aux affamés" organisé par la bourgeoisie libérale et qui a su en un seul mois recueillir 14.000 livres sterlings transmis à la disposition de la Croix-Rouge internationale. Le Parti Communiste d'Angleterre, relativement peu nombreux, a envoyé fin septembre au Comité de Berlin jusqu'à 1.000.000 de marks. Le Congrès des Trade-Unions a mis au début de septembre à la disposition de l'Internationale d'Amsterdam un million de livres sterling. Les sections locales de l'Internationale Syndicale Rouge à Manchester, Londres, Glasgow, etc., ont décidé de faire circuler parmi les ouvriers des listes de souscription en faveur des affamés. Comme résultat, on a recueilli 400.000 marks et une série d'objets. Dans les différentes usines on a décidé de faire don d'une journée de salaires. Le Parti Communiste a organisé toute une série de meetings, de concerts, de loteries, de séances cinématographiques etc. en faveur de la Russie. On a émis des jetons de „secours aux affamés" valant 5 marks chacun. En quelques jours on en a vendu 30.000 pièces.

Nous sommes convaincus qu'avec l'arrivée en Angleterre de Tom Mann, suppléant du Secrétaire Général de l'I. S. R., qui y est très populaire, on réussira d'organiser un Comité Ouvrier Unique de secours aux affamés et que, de cette façon, on pourra donner à l'œuvre de secours une base plus solide.

Etats-Unis. Les ouvriers américains ont également organisé des secours importants à la Russie. Le syndicat de la Confection pour dames dont font partie nombre d'émigrés russes a transmis aux affamés, par l'intermédiaire de son représentant, le cam. Tilmann, une somme de 500.000 dollars américains. On a organisé à New-York un Comité spécial juif de secours aux affamés, élu par les représentants de 370 organisations juives. Le Comité a décidé de faire don d'une journée de salaires. En outre, le comité a décidé des collectes en produits, en vêtements, etc. Dans le but de la centralisation des secours, on a fondé aux Etats-Unis un „Comité Fédératif Américain" de secours aux affamés de la Russie. Les organisations suivantes y sont entrées: 1. La Fédération américaine du Travail. 2. Le Comité de Secours des médecins. 3. L'Union Américaine pour le rétablissement des relations commerciales avec la Russie Soviétiste. 4. Le Syndicat Unifié des chapeliers. 5. L'Union des amis de la Russie Soviétiste. On s'attend à l'adhésion de toute une série d'autres organisations. Les résultats des collectes au 4 octobre sont estimés devoir représenter la somme de 180.000.000 de marks, sans compter les donations en nature.

# La Jeunesse ouvrière et le mouvement syndical.

## La situation économique de la Jeunesse Ouvrière en Europe.

Tous les moyens de production dans l'économie capitaliste ont subi, dans la dernière phase de cette dernière, de très grosses transformations. Les méthodes de travail deviennt de plus en plus rationnelles et tout le procès de la production s'appuie sur un système scientifique. Partout le but est le même: augmenter la quantité des produits manufacturés, fabriqués dans un laps de temps donné, pour rendre ainsi les marchandises meilleur marché et faciliter la concurrence sur le marché. La production de toutes les marchandises est ramenée à un type unique (standarisation); les diverses fabriques se spécialisent dans la fabrication de parties séparées des produits fabriqués (spécialisation). En outre, dans la grosse industrie se sont dessinées des tendances à limiter l'étendue de la concurrence en lançant sur le marché toute espèce de produits fabriqués, par le moyen de la simplification du processus de la production de toutes les marchandises (normalisation).

Il est clair qu'avec de telles méthodes de travail, il ne peut être question d'une étude prolongée ni complète d'un métier quelconque par la jeune génération du prolétariat. D'un autre côté, une telle industrialisation de l'économie, en se développant de plus en plus, contribue à attirer dans le procès de la production des masses de plus en plus grandes de la jeunesse ouvrière, le travail des adolescents n'ayant pas de connaissances spéciales et des apprentis qui, dans la plupart des cas ne savent rien, reçoit une extension de plus en plus grande. Cette tendance s'est fortement développée grace à la guerre. En corrélation avec elle, nous voyons dans les Etats capitalistes de l'Europe qui, usqu'à présent encore ont conservé une petite industrie assez importante, de grands changements dans la vie de la jeunesse ouvrière. Pour lutter contre la conccurence du grand capital industriel, les petites entreprises passent partout à une exploitation inouïe des apprentis. Cette situation peu enviable des apprentis, qui est surtout mise en évidence par leurs salaires, les force à venir en masses s'engager dans les fabriques en qualités d'aides-manœuvres. Un exemple marquant de ce fait peut être donné par la décroissance du nombre des apprentis dans la ville de Vienne, où la petite industrie joue encore un rôle important. Tandis qu'en 1913, on comptait encore 60.000 apprentis, en 1917, après trois années de guerre, on n'en comptait que 18.000. En Allemagne, dans la région industrielle rhénane westphalienne, le nombre des apprentis représente un tiers de toute la jeunesse ouvrière. Dans certains pays, il existe quelque chose comme un stage d'études dans les entreprises industrielles. Cependant il est clair que dans les fabriques contemporaines, le jeune homme qu'on appelle un apprenti n'apprend rien, mais que par contre, sous le convert de cet „apprentissage", il subit une exploitation renforcée.

Il ne peut également être question de quelque apprentissage que ce soit dans les petites entreprises. Les années d'apprentissage sont pour les jeunes ouvriers de l'Europe des années d'une terrible exploitation, années sans lumière, années de maladie et d'asservissement inouï aux maîtres. Dans les petites entreprises, les apprentis travaillent en moyenne dix ou douze heures, et quelquefois plus. Il est vrai qu'en Allemagne, en Autriche et en Bulgarie, et encore dans quelques autres pays, il existe des lois de protection du travail limitant la journée de travail à 8 heures et pour les adolescents n'ayant pas atteint l'âge de 16 ans, quelquefois à 6. Mais ces lois ne sont observées presque nulle part, et sous des prétextes divers, les maîtres parviennent à employer les adolescents pour des services personnels en dehors de la journée de travail. Dans nombre de pays, comme par ex. en Allemagne, en Autriche, en Suisse, le travail de l'apprenti chez le maître se complète encore par une instruction professionnelle technique donnée par l'Etat ou la commune. Cependant, ce fait

que les études dans les écoles industrielles ont lieu surtout le soir, le samedi, après le travail, ou le dimanche, et que les heures d'étude ne sont pas comptées dans la journée de travail, témoignent combien la question de l'apprentissage est peu résolue. Ce n'est qu'à Vienne seulement et dans certaines grandes villes d'Allemagne que la jeunesse ouvrière a obtenu par des actions décidées la suppression des cours du soir et du dimanche, (par des grèves des élèves des écoles industrielles). L'enseignement dans les écoles industrielles n'est point gratuit. Dans la plupart des cas, en outre, il est loin de correspondre par son contenu à ce que doit être une véritable instruction professionnelle pratique.

La durée de l'apprentissage est en moyenne de trois à cinq ans, et en Bulgarie seulement, la loi exige un apprentissage de deux ans seulement. Il est caractéristique de noter que chez les coiffeurs presque partout on pratique un apprentissage de 3 à 4 ans. Cependant, cette profesion peut être apprise en 6 mois.

Les salaires des apprentis sont infimes et quelquefois les maîtres eux-mêmes les traitent „d'argent de poche". Or, il faut considérer que les apprentis font quelquefois le même travail que les ouvriers adultes. Il existe des branches d'industrie entières qui ne vivent exclusivement qu'en recourant sur une grande échelle au travail des apprentis. Sous ce rapport, un exemple instructif est offert par le Danemark, un pays à petite industrie extrêmement développée. Le nombre des apprentis parmi les coiffeurs y est de 48,7%, parmi les bouchers—31,9%, maréchaux-ferrants 34,6, boulangers — 33,1, menuisiers 28,3—métallurgistes—23,2 et typographes 26%.

Les apprentis métallurgistes reçoivent à Berlin de 16 à 30 marks par semaine, cependant que le minimum d'existence est de 200 marks. Ce sont là cependant des catégories relativement bien payées. En outre, très souvent les apprentis sont logés et nourris par les maîtres et dans ce cas ne reçoivent aucune rémunération pour leur travail.

Les conditions sociales générales des apprentis dans la petite industrie sont le plus souvent très pénibles. Dans la plupart des cas, les maîtres ont encore le droit de punir corporellement et dans nombre d'écoles industrielles, on recourt encore à la fustigation.

Les conditions d'existence des apprentis dans l'industrie sont un peu meilleures, cela est démontré par les salaires ci-dessus mentionnés des apprentis métallurgistes à Berlin, occupés, principalement dans la grosse industrie. D'une façon générale, la situation des apprentis dans la grosse industrie est meilleure que dans la petite.

L'afflux des jeunes ouvriers venant de la petite dans la grosse industrie et leur désertion de l'instruction professionnelle pour venir grossir les rangs des compagnons ignorants, sont caractéristiques pour un très grand nombre de jeunes ouvriers. Cela est dû aux causes mentionnées ci-dessus, engendrées par le régime capitaliste. Ce phénomène se manifeste surtout en Italie, en Angleterre et en Suède. Les jeunes aides-ouvriers, occupés dans l'industrie, reçoivent en moyenne des salaires de 25 à 50% moins élevés par rapport aux salaires des adultes, et très souvent le rapport est encore plus défavorable pour la jeunesse. La journée de travail des jeunes aides dans la majorité des pays est de 8 et encore plus souvent de 10 heures. Dans beaucoup de pays existe encore le travail de nuit et le travail dominical.

Pour venir en aide à la misère économique du prolétariat adolescent, certains pays ont fait des lois de protection du travail concernant surtout la journée de travail, le travail de nuit et la durée de l'apprentissage. Mais, d'une façon générale, presque rien n'a changé en ce qui concerne l'exploitation de la jeunesse prolétarienne, et pour la majorité des patrons les lois sur la protection du travail n'existent que sur le papier. Toutes les fois que c'est possible, on augmente l'exploitation des prolétaires adolescents sans défense. Les bénéfices que les capitalistes se procurent au prix de la sueur de ces jeunes gens sont très forts. Mais outre cela, la jeunesse ouvrière sert d'épouvantail contre les ouvriers adultes. On baisse les salaires des apprentis pour réduire en conséquence ceux des ouvriers adultes. Au printemps de cette année, la presse allemande a publié un entrefilet caractéristique, emprunté à la correspon-

dance confidentielle d'une grosse entreprise. „Il vaudrait mieux commencer la préparation de la réduction des salaires dans l'industrie minière et dans l'industrie chimiste, et aussi par la propagande dans la presse, la pression sur les fonctionnaires syndicaux, les conseils d'entreprises et la transmission de matériaux correspondants aux présidents des chambres de conciliation. La réduction des salaires devra toucher tout d'abord les adolescents et les célibataires dont le travail est payé trop cher."

Les conséquences de l'exploitation odieuse de la jeunesse de la classe ouvrière sont effrayantes. Maladie, mortalité croissante, démoralisation — voilà les cadeaux dont les capitalistes gratifient la jeune génération.

Les multiples projets de loi et les pétitions concernant la protection du travail de la jeunesse n'ont amené, comme nous l'avons indiqué plus haut, aucun résultat notable. La complète inconsistance de tous les raccomodages réformistes de la social-démocratie est démontrée par le fait d'une mortalité effrayante au sein de la jeunesse ouvrière et des enfants du prolétariat. Malgré la triste situation de la jeunesse ouvrière et malgré que le capital s'en serve pour pressurer les ouvriers adultes, les organisations économiques du prolétariat, les organisations syndicales jusqu'à aujourd'hui encore n'ont presque rien fait en faveur de la jeunesse laborieuse. Au contraire, les syndicats de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suède, du Danemark, de la Hollande, de la Suisse, de la Tchéco Slovaquie et de l'Amérique, jusqu'à présent encore, refusent aux jeunes ouvriers et aux apprentis le droit d'affiliation dans les syndicats jusqu'à un certain âge. On leur interdit tout à fait l'affiliation ou on les admet avec des droits réduits. Ainsi donc les syndicats eux-mêmes font tout pour rendre les jeunes ouvriers sans défense contre l'exploitation du capital. Dans des cas très rares on peut voir la bureacratie syndicale révolutionnaire défendant les revendications de la jeunesse ouvrière. Au contraire, très souvent dans les conflits avec le capital, on sacrifie les intérêts des jeunes ouvriers pour obtenir un succès partiel.

La jeunesse ouvrière d'Europe et d'Amérique se persuade de plus en plus qu'il est nécessaire de lutter par ses propres forces contre la misère provoquée par le capitalisme, et les organisations communistes des jeunesses croissent rapidement ces temps derniers.

Le duxième Congrès Mondial de l'Internationale Communiste des Jeunesses a mis en lumière la triste situation de la jeunesse laborieuse, ainsi que ce fait qu'elle est laissée sans défense par les organisations syndicales de nombre de pays. Il a souligné que la défense des revendications économiques vitales de la jeunesse est une des tâches des plus importantes des organisations communistes des jeunesses. Et ces revendications de la jeunesse ouvrière ne pourront être satisfaites qu'avec l'aide des organisations syndicales révolutionnaires. Une des tâches de l'Internationale Syndicale Rouge sera donc la lutte active pour la satisfaction des revendications de la jeunesse ouvrière afin de la faire sortir de sa situation misérable actuelle.

*Richard Schüler.*

# Chronique de la vie syndicale russe.

## L'assemblée plénière du Conseil central de la C. G. T. russe.

Le 4 me Congrès de la C. G. T. russe qui a eu lieu au mois de mai 1921, au moment du changement radical de la politique extérieure et intérieure de la Russie soviétiste, changement provoqué par la transformation des conjonctures de la lutte, a planté les nouveaux jalons de l'activité des syndicats russes.

Au cours du semestre écoulé, toute une série de questions très importantes, à savoir: organisation rationnelle de la grosse industrie de l'Etat, normalisation du travail et des salaires dans les nouvelles conditions, rôle et tâches des syndicat d'industrie dans les entreprises pripées données à bail ou à concession, se sont trouvées posées devant le Congrès sous une forme concrète par le jeu même des circonstances.

La séance plénière élargie du Conseil central de la C. G. T. russe, tenue du 21 au 27 octobre 1951 a eu pour but de faire le bilan de l'expérience des syndicats locaux et d'analyser d'une façon critique les étapes du chemin parcouru.

148 camarades, dont 110 avec voix délibérative, ont pris part aux travaux de cette séance. Ont été représentés 56 conseils intersyndicaux provinciaux, 4 bureaux régionaux de la C. G. T. Ont assisté 40 délégués des Comités Centraux des fédérations et dix délégués du Bureau Exécutif de la C. G. T. Sur 110 délégués avec voix délibérative il y avait 26 communistes.

Les points centraux des débats étaient: la question d'organisation et celle des tarifs. Le rapporteur de la première question était le camarade Antipof et le rapporteur de la deuxième — le camarade Schmidt.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les principes fondamentaux de la structure syndicale ont été formulés au 4-me Congrès Confédéral de mai. Il ne s'agissait plus, face aux conditions économiques actuelles, que de concrétiser et de fixer les nouveaux plans d'organisation. Le passage à l'édification pacifique nous force de renoncer pour une longue période au „principe de choc“ qui était jusqu'ici dominant dans la vie syndicale russe. A l'heure actuelle nous ressentons une vive nécessité d'un travail méthodique et systématique.

Mais voici une nouvelle question qui surgit: qui doit faire partie des syndicats? L'assemblée plénière a décidé nettement que dès à présent „peuvent être membres des syndicats seulement les ouvriers, les employés et le personnel technique moyen, salariés suivant les barêmes établis par contrat collectif. Ne peuvent être membres des syndicats les patrons, les bailleurs, les directeurs d'entreprises et gérants, ni le personnel administratif ayant droit à l'embauchage et au débauchage des ouvriers et des employés“.

Certains camarades proposèrent la création à l'intérieur des syndicats de sections spéciales pour les ouvriers travaillant dans les entreprises privées. Mais l'assemblée plénière jugea cette proposition inadmissible. Tous les ouvriers, quelles que soient les conditions du travail, doivent être unis en une seule famille prolétarienne. Or, l'isolement de certaines catégories d'ouvriers pourrait rompre l'unité désirée. Pourtant il va de soi que les nouvelles conditions exigent quelque changement dans le travail d'organisation des syndicats. Autrefois, lors de la l'élimination complète du capital de l'industrie, la lutte pour le contrôle ouvrier avait sa raison d'être. La classe ouvrière tendait par l'usage du contrôle à se garantir du sabotage des entrepreneurs d'une part, et d'autre part à préparer le passage de l'industrie capitaliste privée à la nationalisation. A l'heure actuelle, les branches fondamentales de l'industrie et du transport se trouvent sous le contrôle exclusif de l'Etat prolétarien. Mais il est apparu nécessaire d'alléger l'appareil de l'Etat par la location à bail des entreprises que l'Etat est impuissant à pourvoir en matières premières.

Dans cette sorte d'entreprises le contrôle ouvrier conservant ses anciennes formes n'a pas pour les ouvriers et les syndicats l'importance politique et économique immédiate qu'il avait autrefois. Aussi l'assemblée plénière de la C. G. T. a-t-elle décidé qu'à l'heure actuelle, „les syndicats doivent renoncer au contrôle ouvrier dans les entreprises privées, louées à bail ou concessionnaires“. L'Etat a pour devoir d'organiser par l'intermédiaire d'organes spéciaux la suveillance des entreprises susmentionnées afin de les préserver de la ruine et de la détérioration. La tâche des syndicats y consiste à concentrer leur attention sur la défense des intérêts des ouvriers, salaires, protection du travail, etc.

Les contrats collectifs conclus entre patrons et syndicats doivent réglementer les salaires. La lutte pour l'amélioration des conditions de travail doit être menée par les syndicats suivant les conditions concrètes du moment. Le représentant de l'Etat dans les conflits entre les syndicats et les patrons est le Commissariat du Travail, dont le rôle, à partir d'aujourd'hui, ira en croissant. Outre l'aplanissement des conflits, le Commissariat prend part à la lutte contre le chômage et à la solution des questions ayant trait à l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre.

A cette assemblée plénière a été également résolue la question de l'entrée dans

les syndicats des koustars*) membres des artels**) et communes agricoles***). Les koustars doivent être à présent considérés comme des producteurs indépendants, comme de petits patrons. Aussi ne peuvent-ils pas faire partie des syndicats, dans lesquels n'ont droit d'admission que les salariés qu'ils occupent dans leurs entreprises. Mais, en ce qui concerne les koustars des régions limitrophes (Turkestan, la République des Kirghises), la question peut être résolue autrement. Là, sur la proposition des Bureaux régionaux de la C. G. T. peuvent être organisés des cadres spéciaux de koustars, les formes de leur organisation et de leurs rapports avec les organes syndicaux devant être élaborées par une instruction particulière.

Actuellement, vu la création d'une série d'entreprises combinées et de trusts, afin de consolider définitivement le principe de la structure d'industrie, il fut nécessaire d'apporter certaines corrections à l'œuvre de structure syndicale. „Les ateliers auxiliaires et les petites entreprises desservant immédiatement la production d'une certaine entreprise (par exemple, les ouvriers et les employés des restaurants, des établissements balnéaires, des blanchisseries, des hôtels, des maisons d'enfants, des hôpitaux, etc.) font partie du syndicat auquel sont affiliés les ouvriers et employés de l'entreprise centrale. Les ouvriers et les employés d'une entreprise combinée formant un seul organisme industriel et dépendant d'un seul organe économique, entrent dans le syndicat auquel adhère la profession essentielle dans cette industrie. Les ouvriers et les employés des entreprises unies en trusts provinciaux qui sont subordonnés aux entreprises fondamentales. Les ouvriers et les employés des entreprises louées à bail font partie du syndicat auquel ils étaient affiliés avant la location à bail de ces entreprises".

En ce qui concerne la fusion des syndicats, suivant le principe d'industrie, le plan de travail tracé par le 4-me Congrès Confédéral est en voie d'exécution:

La fédération des travailleurs de l'Art a fusionné avec celle des travailleurs de l'Enseignement, la fédération de l'Alimentation avec celle du Tabac. Seule, la question de la fusion des ouvriers du Sucre avec la fédération de l'Alimentation reste pendante, vu les sérieuses raisons qui s'opposent actuellement à cette fusion.

La séance plénière a dû se prononcer nettement au sujet des rapports entre les organisations syndicales centrales et locales. L'opinion générale était que malgré la manque absolu de militants responsables, l'appareil syndical au centre aussi bien qu'en province, s'est en ces derniers temps fortement consolidé et adapté à la réalisation d'une série de tâches compliquées nécessitées par la nouvelle politique économique de la Russie Soviétique. Dans les territoires et républiques autonomes, les bureaux régionaux de la CGT se sont déjà organisés et ont commencé à fonctionner en dirigeant l'activité des organisations syndicales locales suivant les directives générales de la CGT. La question essentielle de la direction que doit suivre la construction syndicale, en étendue ou en profondeur, fut résolue par la séance plénière dans l'esprit des décisions du 4-me Congrès confédéral. Elle a rappelé la nécessité de la transformation graduelle des organisations verticales en organisations horizontales; les unions syndicales de province et les comités centraux devant se transformer en unions intersyndicales. La stricte coordination entre les organes syndicaux se fait de telle façon que la CGT communique avec les conseils syndicaux des provinces par l'intermédiaire des unions intersyndicales seules, si ces dernières existent.

L'assemblée plénière a recommandé à la CGT de porter une attention spéciale à la consolidation des bureaux régionaux. Tout le monde a reconnu que le défaut principal de l'activité de la CGT était le manque de liaison suffisante avec les syndicats locaux, fait qui rend difficile la réalisation des thèses élaborées par le centre.

Ce défaut général des organisations soviétiques s'explique d'une part par le manque de cadres de militants préparés et expérimentés, et d'autre part—par les dures conditions de notre vie (ruine des

*) Koustar — artisan rural.

**) Artel — association de producteurs, institution spécifiquement russe et fort ancienne.

***) Commune agricole — exploitation agricole cultivée sur le mode collectiviste par un groupe de camarades paysans ou ouvriers. Une grande partie des anciens domaines nobles est actuellement cultivée par des „communes agricoles". N. D. L. R.

transports, de la poste). Pourtant, malgré les conditions objectives qui ont empêché l'organisation d'une liaison systématique avec la province, les délégués ont constaté que l'autorité des organes dirigeants syndicaux s'est de beaucoup accrue parmi les grandes masses ouvrières, que la CGT dirige de facto l'activité des comités centraux des fédérations d'industrie aussi bien que celle des unions intersyndicales.

L'assemblée plénière a décidé de régulariser le travail des comités d'usines et celui des comités d'employés. Jusqu'à présent l'activité de ces comités était dispersée dans les commissions différentes qui en principe dépendaient de ceux-ci, mais en fait étaient autonomes. L'assemblée plénière a reconnu „la nécessité de concentrer tout le travalil syndical des entreprises dans les comités d'usine et de réduire dans ce but le nombre des commissions à trois: commission culturelle (propagande et éducation), commission pour la protection du travail et commission technico-industrielle. Ces commissions constituent des sections des comités d'usine et fonctionnent sous leur direction immédiate. Les membres de ces commissions travaillent en dehors des heures du travail, exception faite pour les membres qui sont exempts du travail ordinaire en tant que membres des comités d'usine.

En ce qui concerne les ressources financières des syndicats, l'assemblée plénière a décidé de prélever 2% sur toutes les espèces de salaires.

Les conditions de la nouvelle politique économique rendent les questions de la politique des tarifs plus aiguës. Les thèses fondamentales se rapportant à la question des tarifs, votées le 16 septembre par le Conseil des Commissaires du Peuple, et les résolutions acceptées par la 2-me Conférence Panrusse des tarifs, ont défini les problèmes qui se posent devant les syndicats dans le domaine de la normalisation du travail et des salaires. Les vieilles formes de la politique des tarifs qui portaient un caractère d'assistance sociale, — l'Etat prolétarien ayant les ouvriers à sa charge, — sont à présent liquidées par la vie. Toute pensée de nivellement doit être rejetée. Le devoir de vaincre la crise économique nous incite à intéresser les ouvriers dans leur travail et dans leurs salaires, à les mettre en rapport direct avec la production. Il va de soi que pour solutionner régulièrement la question des tarifs, il faut l'aborder avec prudence et progressivement.

La décision principale du 4-me Congrès Confédéral dans le domaine de la tarification a été celle du ravitaillement collectif. Mais, lors de la réalisation de cette décision, l'espérence qu'on avait qu'elle s'étendrait sur un cercle de bénéficiaires de plus en plus grand, a été déçue: au lieu de 400 à 500 mille bénéficiaires, la réalisation n'a pu en embrasser que 120.000.

Cet arrêt momentané dans l'extension de ravitaillement collectif est dû en majeure partie aux conditions objectives, et avant tout à la crise de production qu'a traversé la Russie Soviétique l'été passé, crise dont elle commence seulement à se remettre. Les ressources restreintes restant à la disposition de l'Etat ne doivent être dépensées qu'avec le plus d'effet utile. Nous devons cependant considérer que le ravitaillement collectif donne une productivité de travail très élevée.

Le cam. Schmidt a donné des renseignements très caractéristiques sur l'usine de Mytichensk. Il est apparu que durant le premier mois de la pratique de l'approvisionnement collectif, l'usine a baissé la norme de sa productivité, mais la cause en fut à la perte de temps occasionnée par l'expérimentation des nouvelles méthodes. A présent l'usine travaille très bien: le rendement de chaque ouvrier est de 108% par rapport au rendement individuel d'avant-guerre. Semblable résultat est observé pour l'usine de Kolomensk.

A l'usine des constructions mécaniques de Podolsk, où se fabriquent des locomotives, on a introduit à partir du 1 septembre non pas les formes du salaire collectif, mais celles du salaire aux pièces. Ici, la quantité des salaires en natura alloués est répartie aux ouvriers non pas suivant la valeur de leur production collective, mais individuellement, suivant le nombre et la valeur des pièces fabriquées par chaque ouvrier. Cette méthode a permis d'atteindre à un niveau de production maximum.

Il va de soi que la nouvelle politique économique a exigé l'établissement d'un

fonds de salaires bien assuré afin de diriger avec précision la politique de la tarification. Il était nécessaire d'établir un fonds d'Etat réel aussi bien que de fixer le nombre d'ouvriers et d'employés, que le gouvernement est en état d'entretenir dans les industries fondamentales et dans les organes administratifs principaux. C'est dans ce but qu'a été organisée une commission composée des représentants de la C. G. T., du Conseil supérieur d'Economie Nationale, du Commissariat du Ravitaillement et du Commissariat des Finances. Cette commission a évalué les ressources en prenant pour base fondamentale le pain; pour garantir une stabilisation véritable des salaires, il faudrait posséder un équivalent de 180 millions de pouds de pain. On a établi ensuite qu'on pouvait subvenir aux besoins des catégories suivantes: armée, transports, organes de santé publique, assistance sociale, grosses industries d'Etat et principaux organes administratifs.

L'assemblée plénière a fermement indiqué que la netteté de la politique de la tarification dépend de la coordination des travaux correspondant. Seule une politique méthodique pourra lier l'ouvrier à l'entreprise et contribuer ainsi à la reconstruction de l'économie. L'unité de la politique de tarification a entraîné un changement dans la structure des organes de tarification. Puisque les salaires en nature et ceux en argent sont répartis par l'entreprise, ils serait rationnel de faire fusionner deux organes qui existaient séparément jusqu'ici, la commission des tarifs (organe syndical) et le bureau de la normalisation (organe de l'entreprise) et de donner ainsi à l'entreprise la possibilité de répartir ses fonds suivant son programme de production.

L'assemblée plénière a porté une extrême attention à la question de la coopération ouvrière. A l'heure actuelle, au moment de la réapparition du capital industriel et commercial, il importe que l'Etat prolétarien fasse servir le capitalisme renaissant aux intérêts de l'Etat, à la consolidation du régime soviétiste. La forme la plus acceptable du capital privé est dans ce cas la coopération. Aussi à l'heure actuelle la participation à la coopération est-elle obligatoire pour tous les citoyens. La coopération de consommation, qui effectue une partie considérable des échanges entre la ville et la campagne, doit forcément intéresser les syndicats. Le niveau réel des salaires dépend dans une grande mesure du succès de l'activité de la coopération de consommation. Voilà pourquoi „le prolétariat doit conquérir la coopération, y faire accroître son influence et y consolider sa prépondérance". Une coopération ouvrière isolée, laissant une partie de la coopération de consommation entre les mains des éléments petits-bourgeois est inadmissible, vu le grand intérêt que le prolétariat a dans l'œuvre de la réglementation du marché-intérieur.

L'assemblée plénière a donc décidé de „renforcer le plus possible les coopératives ouvrières à l'aide de cadres de militants expérimentés. Ces derniers, délégués par les syndicats, doivent rendre compte de leur activité à leurs syndicats respectifs".

A la suite de la réduction du nombre des entreprises de l'Etat, l'assemblée plénière a résolu de considérer comme sa tâche fondamentale le maintien des ouvriers qualifiés dans les branches d'industrie desservies par l'Etat, de répartir méthodiquement la main d'œuvre libre, nécessaire aux travaux demantant un grand nombre d'ouvriers (exploitations agricoles des soviets louées à bail). Afin de préserver la main-d'œuvre libre de la dispersion, l'assemblée a décidé d'appliquer immédiatement le décret ayant trait à l'assurance contre le chômage. L'insuffisance des ressources de l'Etat d'une part, et la nécessité de l'assurance la plus large des chômeurs, d'autre part, forcent de prendre toutes les mesures d'assurance aux dépens des cotisations versées par les entreprises et les établissements de l'Etat et privés. L'activité du Bureau de la C. G. T. et de son comité exécutif a été soumise à une vive critique de la part des délégués provinciaux. Mais tous les délégués ont été obligés de constater la justesse des lignes directrices tracées par le 4-ème Congrès Confédéral, dans le domaine de la nouvelle politique économique. La séance plénière a proposé au Bureau de porter ultérieurement une attention toute particulière à: 1. La consolidation des relations du centre avec la province, afin d'assurer le meilleur fonctionnement des

organes de tarification; 2. Le renforcement de la nouvelle politique de tarification et 3. la concentration du Travail en vue de la réalisation la plus complète de la nouvelle politique économique.

En outre, l'assemblée plénière a examiné la question du mouvement syndical international. Le secrétaire général de l'I. S. R., le camarade Losovsky, a fait un rapport détaillé que nous reproduisons plus loin in extenso.

### Rapport du cam. Losovsky.

Camarades, le Congrès International des syndicats révolutionnaires s'est terminé le 19 juillet et, immédiatement après sa clôture dans toute la littérature syndicale et politique, une vive polémique s'est engagée autour des résolutions et des décisions qui avaient été élaborées ici, à Moscou. Les décisions adoptées il y a trois mois ont été bombardées de deux côtés. D'un côté, on les bombardait parce qu'elles s'étaient pénétrées d'esprit communiste et qu'elles ont à leur base la dictature du prolétariat, le renversement du capitalisme par la violence et toute une série d'autres principes sur lesquels repose actuellement le mouvement révolutionnaire de tous les pays. Ce bombardement venait de la droite, du côté de toute la presse d'Amsterdam, du côté de la presse social-patriote et indépendante. Dans la question des syndicats, de l'Internationale Syndicale Rouge, nous avons de la sorte le bloc des Internationales 2 et 2½ avec l'Internationale d'Amsterdam. Elles forment toutes un front unique contre notre volonté et contre l'idée même de la création d'une nouvelle Internationale syndicale. Dans l'un des articles du № 13 du „Courrier Socialiste", Martof déclarait ouvertement qu'un bloc entre les Internationales 2 et 2½ s'était constitué sur la question du mouvement syndical et socialiste mondial. Le caractère de ce bloc de la droite du mouvement syndical mondial est parfaitement clair pour vous, et je laisse tout cela pour le moment de côté. L'idéologie des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires russes et étrangers vous est connue, et je passe directement à l'opposition de gauche qui, elle aussi, se dressa immédiatement après le congrès international des syndicats révolutionnaires. A la tête de cette opposition se tiennent les syndicalistes français qui, le 16 juillet, c'est-à-dire au moment où le congrès se poursuivait encore et où l'on venait de recevoir la première résolution touchant les rapports réciproques entre l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale, adoptèrent une résolution touchant la nécessité de la défense de l'indépendance du mouvement syndical et de la délimitation exacte des fonctions de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R. Les buts du syndicalisme indépendant se réduisent à ceci: Le parti communiste devra diriger uniquement la révolution politique; l'organe de la révolution sociale est le syndicat, et c'est lui qui organisera cette révolution, qui la réalisera, tandis que le parti politique est une conglomération de personnalités et de classes diverses et ne peut que gêner la révolution, entraver le développement des événements révolutionnaires. Voilà toute la philosophie du syndicalisme révolutionnaire et la source de cette théorie de l'indépendance, sur le thème de laquelle toutes les mandolines françaises et syndicalistes donnent en ce moment les plus intéressants concerts. C'étaient nos camarades français qui parlaient ainsi, ceux qui avaient fondé avec nous l'Internationale Rouge et qui avaient posé avec nous les assises du mouvement international des syndicats, qui avaient lutté avec nous contre l'Internationale d'Amsterdam. Un fait caractéristique est que la déclaration des syndicalistes français trouva un vif écho dans toute la presse réformiste. Même des journaux bourgeois tels que le „Temps", organe de la grosse bourgeoisie française, approuvaient plus ou moins cette théorie „indépendante" démontrant qu'en général les ouvriers français ne se seraient jamais laisser mener en laisse par les dictateurs moscovites. Objectivement cette déclaration des syndicalistes français qui, subjectivement, étaient pénétrés des meilleures intentions, fit, au détriment de la III-e Internationale, le jeu des adversaires de la Russie, des adversaires de la révolution russe et mondiale, car les camarades français se sont détachés des décisions du Congrès. Les syndicalistes qui firent alliance avec eux, déclarèrent que les syndicalistes espagnols ne sont pas de vrais syndicalistes, que les seuls véritables sont les syndicalistes français qui se refusent à signer l'entente avec les com-

munistes, car de celle-ci résulte la soumission du mouvement syndical à l'Internationale Communiste. Où l'affaire en est-elle en ce moment? En réponse à la déclaration des syndicalistes français et espagnols, les syndicalistes allemands, anglais et autres leur adressèrent un appel, où ils leur montraient la nécessité de créer un front révolutionnaire mondial unique. Après cela le Comité Central des C. S. R. se réunit à nouveau et émit une seconde résolution, dans laquelle il finit par déclarer qu'il ne peut en aucun cas souscrire aux résolutions adoptées et qu'il insistera sur la convocation d'un nouveau Congrès et sur une nouvelle discussion des rapports réciproques entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale. Sans attendre la communication des autres résolutions et sans avoir pris connaissance de l'immense travail accompli par le Congrès, les syndicalistes français jugèrent possible de se séparer de l'Internationale Rouge et de constituer une base avec les éléments anarchistes du mouvement syndical. Il existe en outre un groupe de syndicalistes allemands qui se tiennent en dehors de l'Internationale Rouge, parce qu'ils se placent encore au point de vue sur lequel se basaient les syndicalistes français approximativement vers 1904—1906. Ils portent actuellement les vieux chapeaux français, usés par nos camarades français depuis plus de 15 ans. Il y a aussi un groupe de syndicalistes en Italie, mais celui-ci a signé un accord avec nous. Ainsi, deux groupes se sont constitués au sein de l'aile gauche: le groupe purement anarchiste, qui est attiré par l'anarchisme, auquel ni la guerre mondiale, ni la Révolution russe n'ont rien appris, qui est demeuré dans la situation d'impuissance qu'il occupait il y a une vingtaine d'années, et d'autre part, un courant plus sain, qui a appris bien des choses de la Révolution et de la guerre, qui rallie la majorité et affirme la nécessité de l'accord avec les communistes et de la création d'un front unique. C'est sur ce terrain que des accords ont lieu avec lui au sein de l'Internationale Syndicale Rouge.

Quel est actuellement le mouvement syndical mondial? Je voudrais en tracer une esquisse rapide et m'arrêter brièvement sur l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge.

En ce moment, deux faits déterminent tout le mouvement ouvrier mondial. En premier lieu, l'accroissement formidable des syndicats qui comptent actuellement jusqu'à 50 millions d'ouvriers organisés. Mais ils sont divisés en plusieurs courants fondamentaux et ils ne possèdent pas cette unité intérieure, unité d'idées, d'organisation, morale et matérielle, qui est le gage non seulement de la victoire, mais d'une lutte plus ou moins couronnée de succès ne fut-ce que pour les revendications immédiates des ouvriers dans chaque pays. Les Etats-Unis subissent en ce moment une crise profonde de leur mouvement syndical. Les patrons y mènent une lutte acharnée pour les entreprises „ouvertes". *) Ils procèdent eux aussi à cette offensive du capital qui a lieu actuellement dans le monde entier. Cette offensive du capital adopte différentes formes dans les divers pays. C'est en se basant sur elle que se forment les nouveaux courants au sein du mouvement syndical mondial. Les syndicats de Gompers qui embrassent environ 4 millions d'hommes ne comprennent pas tous les ouvriers organisés. Et déjà au sein de ces vieilles organisations qui, ne sympathisent pas même à l'Internationale d'Amsterdam, pour lesquelles celle-ci est un ramassis de brigands révolutionnaires, au sein de cette Confédération Américaine du Travail s'est formée une grande opposition qui atteint jusqu'à un million d'hommes, c'est-à-dire que le quart des ouvriers organisés par la Confédération Américaine du Travail sont atteints par la maladie du gauchisme et vont à gauche. A en juger par les données objectives que l'on possède sur l'Amérique, on peut espérer dans un avenir prochain la consolidation du bloc de gauche du mouvement américain syndical qui embrassera d'une part les syndicats gauches et, d'autre part, des organisations qui font parti de la Confédération Américaine du Travail. Ce bloc de gauche qui est encore assez nébuleux surgira bientôt et donnera un élan formidable au développement du mouvement

*) En Amérique, on appelle entreprises „ouvertes" celles qui emploient non seulement de membres des syndicats, mais aussi des ouvriers non organisés. Les syndicats ont toujours insisté pour qu'on cesse d'embaucher ces derniers.

syndical révolutionnaire d'Amérique. Cela servira de point de départ à une nouvelle orientation du mouvement syndical américain. La grève qui commence en ce moment en Amérique accélèrera la formation de ce bloc. La politique de la bourgeoisie américaine, c'est à-dire la politique des „portes ouvertes“ et de l'application en grand du travail non organisé, la politique de l'offensive contraint les ouvriers les plus arriérés à s'organiser et à chercher une issue quelconque sans se borner aux méthodes de lutte dont Gompers et ses pareils sont les inspirateurs. Ainsi donc, sur le territoire américain, où le mouvement syndical est encore faible, il existe des conditions objectives favorisant la création de puissantes organisations ouvrières qui ne seront, peut être, pas communistes, mais qui seront pénétrées de l'esprit révolutionnaire. Dans la lutte violente qui se déroule en Amérique, ces nouvelles organisations se dirigeront vers l'Internationale Rouge des Syndicats, exacerbant ainsi les événements révolutionnaires sur le territoire américain.

En ce moment il se produit en Angleterre un curieux ébranlement psychologique et moral, et des événements qui amènent le renouvellement intérieur des syndicats sur la base d'une crise profonde; c'est un autre fait important dans le vieux mouvement syndical. En Amérique, nous avons 5 millions de chômeurs, ce qui constitue un pourcentage énorme. En Angleterre, d'après des renseignements récents, le nombre des sans-travail atteint 2 millions. De plus, des centaines de milliers d'ouvriers ne sont pas occupés pendant toute une journée de travail. Et profitant de ce chômage colossal, qui s'accroît sans cesse, après la défaite des mineurs, qui est la défaite de toute la classe ouvrière anglaise, par une offensive organisée les patrons repoussent systématiquement les ouvriers, en diminuant leurs salaires, en rendant plus dures les conditions générales du travail, en utilisant pour la lutte les éléments les plus conservateurs et les plus arriérés. Ils décrètent des lock-out qui s'étendront successivement dans l'avenir à de nouvelles centaines de milliers d'ouvriers. Et même parmi les éléments les plus conservateurs de la classe ouvrière, parmi les éléments qui craignent la révolution sociale, on sent l'étincelle naissante de la haine de classe. La politique des bourgeois sème de la sorte visiblement des graines révolutionnaires. La situation des syndicats est telle que les chefs opportunistes officiels ont pour eux une forte majorité. Au congrès de Cardiff qui eut lieu les 5 — 6 septembre, seules quelques voix isolées se prononcèrent en notre faveur. Si l'on ne jugeait que d'après le nombre des voix de la gauche du congrès, on pourrait dire qu'en Angleterre il n'y a pas de mouvement révolutionnaire. Mais en fait, les affaires de l'Internationale Syndicale Rouge sont bien meilleures. Ainsi, toute une série de syndicats isolés en Ecosse et les syndicats d'un grand nombre d'autres régions industrielles se prononcent en faveur de l'Internationale Syndicale Rouge. Il serait difficile de donner le chiffre de ses partisans déclarés, mais on peut affirmer toutefois que le mouvement syndical anglais va vers la gauche, à tâtons, il est vrai, et en chancelant, mais il arrive pratiquement à l'évidence de la nécessité d'entrer en conflit avec tout l'appareil de l'Etat. La classe ouvrière anglaise marche à la lutte décisive, peut-être sans se rendre clairement compte qu'elle s'engage en un combat acharné avec l'ensemble des forces capitalistes du pays, combat d'où résultera un profond bouleversement social.

La situation du mouvement syndical allemand est extrêmement confuse et compliquée. Il y a là-bas 13 millions d'ouvriers organisés. De ces 13 millions, 9 millions font partie des syndicats libres social-démocrates, 2 millions — des syndicats chrétiens, 700 mille — des syndicats libéraux, et les autres centaines de milliers de membres — de petits syndicats gauches. La plus grand masse des ouvriers se trouvent dans les syndicats réformistes. Au sein de ces syndicats s'est constituée une forte opposition (jusqu'à 2 millions de membres) qui, en somme, se place à notre point de vue. Mais elle n'a pu arriver jusqu'à présent à conquérir aucun syndicat important et à prendre en ses mains ne fût-ce qu'une fédération syndicale nationale. Le mouvement révolutionnaire s'accroît en Allemange par suite de la crise inouïe que subit actuellement le monde bourgeois de l'Europe Centrale. Le cours du mark tombe désespérément bas en Allemagne. . .

On observe le même phénomène aussi bien en Autriche que dans les pays limitrophes où le cours du change tombe de jour en jour, se rapprochant ainsi du rouble soviétique. Dans l'état où se trouvent actuellement l'Autriche et l'Allemagne, la baisse catastrophique du cours provoque brusquement une effroyable cherté de la vie, entraîne les ouvriers dans la lutte, les contraint à exiger l'augmentation des salaires; en un mot, nous nous heurtons ici au cercle vicieux qui étouffe actuellement l'Europe. Les vieux syndicats, ceux-là mêmes qui, pendant toute la période qui a suivi la révolution, ont maintenu, à l'intérieur de leur propre pays l'entente avec la bourgeoisie, sont obligés de reconnaître qu'après trois années de révolution, la bourgeoisie n'a fait que se renforcer, tandis que la classe ouvrière s'est affaiblie. Ainsi, le Ministère du Travail dépose un projet de loi abolissant en fait la journée de 8 heures ainsi que toutes les conquêtes remportées après la guerre par les socialistes dans le domaine de l'assistance sociale. Il est aussi caractéristique de noter que la Centrale Syndicale Germanique est obligée d'avouer que le projet des traitements de 3000 marks déposé au Conseil Economique de l'Etat (il y a une institution de ce nom en Allemagne) a été considérablement réduit. La Centrale syndicale s'étonne de ce que des représentants du syndicat aient pu voter pour ce projet au Conseil Economique de l'Etat.

Il s'est constitué récemment en Allemagne une organisation réunissant les minorités communistes des vieux syndicats et les syndicats optant pour l'Internationale Syndicale Rouge. Elle a pour but de faire concorder l'activité des minorités au sein des syndicats réformistes et des „unions“ qui sont pour Moscou. En Allemagne, pendant la dernière année de lutte, on combattait au sein de l'aile gauche sous la devise: pour la conquête des syndicats existants ou pour la création d'organisations parallèles. Dans ce domaine, il se produisit entre nous, à Moscou, au Premier Congrès de l'Internationale Syndicale, de grands débats. Finalement, la plus grande partie des „unions“ adopta la décision dans son Congrès national qu'ils acceptaient comme ligne de direction les résolutions du Congrès de Moscou, faisant disparaître ainsi le mot d'ordre de scission.

En France, nous nous sommes heurtés à l'opposition précisément du côté où on pouvait le moins s'y attendre. La situation là-bas est très curieuse en ce sens que c'est l'unique pays au monde où le mouvement syndical, au cours des derniers dix-huit mois, ait non pas progressé, mais reculé! Il y avait là bas, au début de l'année, plus d'un million de membres des syndicats, tandis que maintenant les camarades disposés de la façon la plus optimiste disent que le nombre des membres de tous les syndicats ne dépasse pas 7 à 8 cent mille ouvriers. De telle façon, sur le terrain d'un accord continuel avec la bourgeoisie, sur le terrain des défaites incessantes que subissent les syndicats français, nous voyons un grand déclin de ceux-ci et leur abandon par leurs membres; nous avons actuellement des forces relativement restreintes dans la Confédération Générale du Travail où les blocs de droite et de gauche sont à peu près égaux. Le bloc de droite a quelques voix de plus que celui de gauche, et profitant de cela, il a adopté dans son Conseil national, une résolution disant que tous les groupes de gauche unis au sein de la Confédération doivent être dissous; au cas où ils ne se soumettraient pas à cette décision, ils ne seraient plus considérés comme membres jouissant de tous les droits de la Confédération Générale du Travail. De cette façon, en France, les syndicats sont à la veille de la scission: la moitié des syndiqués sera pour la droite et la moitié pour la gauche. Au sein de l'aile gauche, il n'y a d'unité ni dans la tactique de lutte, ni dans le programme général. Il est caractéristique qu'un des délégués qui était ici au Congrès, me dit à la veille de son départ: „Ce serait très mal si nous étions majorité au Congrès de Lille, parce que, ayant la majorité, nous ne saurons que faire“. Cet état d'indécision au sein de l'opposition a ce résultat que l'aile gauche du mouvement syndical en France ne parvient pas à s'étendre en profondeur et en surface dans les masses révolutionnaires du pays; qu'elle ne peut pas être l'appareil qui réalisera pratiquement les tendances qui se font sentir actuellement dans la lutte sociale en France. Les dernières

grèves dans le nord de la France, auxquelles prirent part plus de cent mille personnes, grèves qui commencèrent par les ouvriers du textile pour passer ensuite aux mineurs, prouvèrent toute la faiblesse et de l'aile gauche, et de l'aile droite; ces grèves se limitent à des conflits séparés poussant les ouvriers à des défaites incontestables, et on n'en tire pas les conclusions de large envergure propres à généraliser ces offensives. Elles se limitent à un rayon, dans lequel on subit une défaite, puis la grève commence dans un autre rayon, et de cette façon s'exécute la destruction locale du mouvement révolutionnaire, l'isolement de celui-ci et l'impossibilité dans un avenir proche de mouvements larges et concertés.

La situation est très compliquée en Italie, en ce qui concerne surtout nos rapports réciproques avec la Confédération Italienne du Travail. Il faut dire que la première déclaration rédigée par les syndicats de gauche le fut par moi, au nom du Conseil Central Panrusse des Syndicats et par le fameux d'Aragona, au nom de la Confédération Italienne du Travail. Mais les Italiens supposaient en signant cette entente qu'on pourrait se limiter à la signature de la déclaration, tout en restant affilié impunément à Amsterdam; ils restent membres actifs de l'Internationale d'Amsterdam aussi pendant la période de temps de juillet 1920 à juillet 1921, quand éclatèrent les mouvements révolutionnaires. Quand ils hésitaient, s'il fallait aller à l'Internationale d'Amsterdam ou se rapprocher de nous, ils étaient déjà aux trois quarts plus près d'Amsterdam que de nous; dans une dépêche reçue aujourd'hui j'ai lu la nouvelle que la Confédération Italienne du Travail se prononçait définitivement en faveur de l'adhésion à l'Internationale d'Amsterdam.

Il existe actuellement en Italie la „Confédération Générale du Travail" comptant plus de deux millions de membres, une organisation syndicaliste, comportant quelques centaines de milliers de membres et deux syndicats de cheminots et d'ouvriers du transport de tendance gauche. Nous avons, à notre premier Congrès, adopté le mot d'ordre: „unité de tout le mouvement syndical en Italie"; nous avons exigé des syndicalistes, cheminots et ouvriers des transports de réaliser leur unification, car la situation en Italie est très pénible pour les ouvriers. On peut dire que la bourgeoisie en Italie s'est rétablie la première après la guerre et est passée à l'offensive. Le mouvement fasciste est la réponse de la bourgeoisie italienne au mouvement révolutionnaire. En liaison avec la crise économique, en liaison avec la lutte qui débute contre la bourgeoisie, il commence à se développer au sein du prolétariat italien des idées réformistes. Il est curieux de constater que le Parti Socialiste Italien, qui meut pour ainsi dire la Confédération Générale du Travail, a tenté de conclure une entente avec les fascistes; celle-ci fut conclue sous la présidence du Président de la Chambre Italienne et a été déjà signée par les représentants de la Confédération Générale Italienne Galdeni, Gani et Cotorani. L'essence de cet accord consiste en une promesse de désarmement réciproque. Quand nous avons demandé au représentant de la Confédération Générale du Travail, comment les syndicats s'étaient décidés à conclure une entente avec des bandes d'assassins, il répondit que c'était une méthode de tactique, que c'était un armistice nécessaire pour la continuation de la lutte plus tard. Ils disent: „Vous avez bien conclu un accord avec le militarisme allemand, et maintenant avec le gouvernement anglais. De notre part, ce n'est rien d'autre que la même tactique, une tentative de conclure un accord pour rétablir nos forces et mener de nouveau la lutte."

Comment se répercuta cette entente dans la conscience des grandes masses socialistes? Avant tout, le mouvement fasciste continue, les dévastations et les assassinats aussi. J'ai trouvé deux documents curieux dans les derniers journaux italiens, valant la peine d'être cités entièrement. Tout d'abord, l'entente entre socialistes et fascistes a été conclue le 14 septembre.

„Un accord s'est conclu le 14 septembre 1921 entre socialistes et fascistes à Niove Dolmi. Le texte de l'accord est le suivant:

a) Le mouvement communiste doit être entravé.

Mais ce ne sont que les premières fleurs. Dans un autre article viennent déjà les fruits mûrs. Cet article contient ce qui suit:

b) Elire une commission composée de 2 fascistes, 2 socialistes et un président élu par lesdits 4 membres, à laquelle on doit communiquer tous les incidents qui se passent, ainsi que désigner tous ceux qui participent au mouvement communiste; cette dernière disposition dans le but de délimiter les socialistes d'avec les communistes.

c) Tendre à ne pas laisser les ouvriers socialistes adhérer aux grèves politiques, même s'ils y étaient invités par les organisations provinciales. Signaler à la commission tous ceux qui enfreindraient ce traité de paix.

d) En cas de grève économique, les ouvriers socialistes doivent avertir les patrons au moins 24 heures à l'avance.

e) Empêcher l'arrivée à Niove Dolmi d'éléments hostiles venant des autres villes pouvant créer ou provoquer des désordres.

f) Les fascistes prennent l'obligation de protéger les ouvriers et de les défendre de toute attaque ou menace quelle que soit leur origine".

Prirent part à la conclusion du présent traité les représentants de la municipalité, des syndicats, de la coopérative locale, le commissaire de police, l'officier des carabiniers royaux et les représentants de la section locale socialiste.

L'exemple le plus frappant, montrant à quoi amènent sur les lieux les traités avec les fascistes, est donné par celui conclu à Secugnano (province de Milan) le 23 septembre 1921. Le texte de ce traité est le suivant: (publié par l'Ordine Nuovo du 28 septembre 1921).

„1. En signe de l'établissement de la paix, le drapeau national doit être hissé sur l'Hôtel de Ville.

2. Le drapeau rouge que les socialistes déployaient pendant les cortèges et les fêtes locales doit être remplacé par une bande tricolore ayant des dimensions ne dépassant pas 30 centimètres.

3. Les communistes doivent être exclus de la ligue; il est interdit aux socialistes de porter les emblèmes des Soviets; toute responsabilité est déclinée pour les actes des communistes.

4. Tous les mouvements des fascistes (manifestations, agitation), doivent être respectés; il est interdit de publier des appels antipatriotiques ou provoquant la haine. Au cas où l'un des points mentionnés serait enfreint, le traité est considéré comme nul. Les questions de conflits locaux doivent être solutionnées par une commission d'arbitrage. Le présent accord est signé par les représentants socialistes de la municipalité et les représentants des organisations fascistes".

Pourtant, quand les Italiens étaient au Congrès à Moscou, ils disaient: „Nos rapports avec l'Internationale Rouge dépendent de ceux du Parti Socialiste avec la III-e Internationale. Nous dépendons entièrement du Parti Socialiste". C'était une déclaration officielle. De cette façon, ils portent la responsabilité pour tous les accords des socialistes, même pour ceux qu'ils n'ont pas signés. Par conséquent, ils sont responsables aussi de ce qu'on arbore les drapeaux tricolores. La Confédération Générale du Travail avait décidé quelle adhèrerait à l'Internationale Rouge dans le cas où le Parti Socialiste adhèrerait à la III-e Internationale. Le Congrès Socialiste s'est terminé par la déclaration de la majorité en faveur de l'exclusion des réformistes, et les télégrammes complémentaires annoncent que la Confédération Générale du Travail a proclamé qu'elle restait définitivement dans l'Internationale d'Amsterdam.

Quelques mots à propos de la Norvège. Le Parti Ouvrier Norvégien est affilié à l'Internationale Communiste. Il semblerait que la Norvège est le pays le plus révolutionnaire au monde. Là-bas, automatiquement tous les membres des syndicats sont membres de l'Internationale Communiste et du Parti. En réalité, il se passa ce qui suit. A la dernière séance du Conseil des syndicats, correspondant à notre séance plénière du Conseil Central Panrusse des Syndicats, la résolution suivante fut adoptée: „Laisser non résolue la question de l'Internationale Syndicale Rouge. Conserver pour le moment la liaison avec l'Internationale d'Amsterdam". Les Norvégiens sont un peuple ayant du sang-froid. Ils ne sont pas pressés, ils peuvent attendre jusque 1923. Il est caractéristique que cette décision fut tout à fait inattendue pour le

Parti Communiste, dont les membres disaient qu'ils ne s'attendaient pas du tout à cette résolution. Au cours de cette séance, 4 voix seulement sur cent furent pour l'adhésion immédiate aux rouges, tandis que certains délégués avaient officiellement déclaré au Congrès que l'adhésion à l'Internationale de Moscou se déciderait formellement dans l'avenir le plus proche. De cette façon, nous avons subi une défaite en Norvège et en Italie.

Je passe pour le moment sur les autres pays, car cela prendrait beaucoup de temps, et j'aborde les conclusions générales relatives à l'activité générale de l'Internationale Syndicale Rouge et de la délégation russe en particulier. J'ai montré dès le début que deux moments déterminaient le caractère du mouvement ouvrier mondial: l'énorme croissance des syndicats et de l'offensive du capital. Il se passe ici une transformation curieuse de l'ancienne psychologie; il se passe une réorganisation d'une part des détachements d'avant-garde et, de l'autre côté, de la masse arriérée. Un certain mouvement en avant se fait sentir dans l'arrière-garde, car là-bas la leçon du capitalisme qui prend l'offensive n'est pas vaine, et nous voyons que dans les syndicats conservateurs les plus anciens, non seulement il naît une opposition, mais des voix retentissent qui auparavant ne se faisaient pas du tout entendre. En liaison avec une telle situation dans le mouvement syndical mondial, l'Internationale Syndicale Rouge doit réagir d'une part sur les événements politiques les plus importants qui se passent dans le mouvement syndical de chaque pays, et d'autre part, tracer la ligne que doivent suivre nos syndicats révolutionnaires dans les divers pays. Je n'énumérerai pas les échos, les appels, les résolutions que vous pourrez lire dans la littérature qui vous a été distribuée. Je ne mentionnerai que quelques points essentiels. L'Internationale Rouge eut précisément à réagir et à protester contre le capital prenant l'offensive pour montrer comment on doit mener la lutte dans cette situation extrêmement difficile pour le mouvement ouvrier. Nous l'avons montré dans un appel spécial où nous citions toute une série de méthodes pratiques basées sur l'expérience russe, méthodes que nous avons proposé de réaliser à tous les syndicats révolutionnaires ainsi qu'à ceux qui se rapprochent d'eux. Au premier congrès révolutionnaire des syndicats, en outre de l'union générale de tout le mouvemens syndical, il fut créé des comités internationaux de propagande pour les diverses industries. Actuellement, outre l'Internationale d'Amsterdam, il existe 26 fédérations internationales d'industrie qui groupent d'après les dernières données du „Korrespondenz-Blatt“ 22 millions et demi de membres. Au point de vue international, nous n'avons pas une seule fédération qui soit entièrement pour nous. Dans certains pays, par exemple en Yougo-Slavie, Suisse, certaines fédérations nationales sont pour nous, mais nous n'avons pas la majorité dans le cadre international; une question a surgi devant nous; devrons-nous créer des fédérations internationales rouges par industrie ou, n'ayant pas de base solide au point de vue international, devrons-nous créer seulement des comités de propagande pour que les élémenss de gauche puissent intervenir aux Congrès internationaux et ne construire que par la suite la fédération révolutionnaire rouge. Nous avons choisi cette dernière voie et créé 14 comités internationaux de propagande et d'action. Ce sont les suivants: Comités internationaux des métallurgistes, des mineurs, du bâtiment, du bois, de l'enseignement, des ouvriers municipaux, des transports, etc. Toutes les industries importantes sont atteintes par l'influence de ces comités. D'autre part, nous avons au cours des derniers temps réalisé toute une série d'actions aux congrès internationaux réalisées par les représentants de nos syndicats rouges, mais ils eurent une tâche assez difficile. Au cours de la période de laquelle parle le rapport, depuis juillet jusqu'aujourd'hui, eurent lieu 5 congrès internationaux: ceux des métallurgistes, du bâtiment, des cuirs et peaux, des employés et des imprimeurs. A tous ces congrès, grâce aux efforts actifs de l'Internationale Syndicale Rouge, furent envoyés des délégués des syndicats russes. Il faut constater que certains camarades n'arrivèrent pas au lieu de destination, car ils furent arrêtés en route. Les métallurgistes étaient en „tôle“ à la frontière suisse quand s'ouvrit le Congrès, et on les exclut parce qu'ils appartiennent

à la III-e Internationale. Les employés réussirent à venir au Congrès international, mais ils ne furent pas admis à y participer, étant un élément „nuisible". Le cam. Strykowski eut beaucoup de discussions avec les représentants des employés, mais malgré tout, lui aussi ne fut pas admis. Une fois on lui disait qu'il ne pouvait pas être délégué au Congrès, car n'y étaient représentés que des syndicats d'employés de commerce; tandis que l'organisation dont il était délégué groupait aussi les fonctionnaires de l'Etat; une autre fois, on lui disait autre chose mais finalement cela se termina en ce sens qu'il vit le Congrès, mais n'y participa point.

Les travailleurs des cuirs et peaux et les imprimeurs en usèrent différemment. Les travailleurs du cuir russes réussirent à arriver au Congrès, mais on ne les y admit qu'en qualité d'hôtes, en limitant le droit de leur participation, en limitant le temps de leurs discours, de sorte qu'il en résulta qu'on leur dit à peu près: „tu es un hôte, alors reste assis comme un Bouddha et tais-toi!" Mais ils réussirent néanmoins à intervenir et à exposer le point de vue des syndicats russes et de l'Internationale Syndicale Rouge. Cela produisit de l'impression, non seulement parmi les délégués adversaires convaincus de celle-ci, mais aussi parmi les cercles ouvriers en dehors du congrès.

Les imprimeurs réussirent à participer au Congrès du Livre, mais seulement en qualité d'hôtes. Ils durent aussi subir une discussion assez longue. Les choses se terminèrent par l'adoption d'une résolution, conformément à laquelle ils ne pouvaient être membres de la Fédération du Livre, parce qu'ils adhèrent à l'Internationale Syndicale Rouge. Une décision analogue fut adoptée aussi par les autres Congrès. Il est intéressant de constater qu'une conférence internationale ne put avoir lieu à cause de la tentative des réformistes de chasser nos représentants. C'est la Conférence internationale du Bâtiment qui se scinda même sur cette question. Quand on n'admit pas notre représentant au Congrès, les Italiens et les Tchéco-Slovaques s'en allèrent; mais la conférence était convoquée pour régler la question des ouvriers du Bâtiment italiens qui travaillent en grande quantité dans tous les pays de l'Europe Occidentale. A cause de leur départ, la conférence ne put se tenir et la décision fut adoptée de convoquer un congrès de tous les syndicats en y faisant participer entre autres aussi le Syndicat russe.

Il faut signaler qu'une certaine liaison a été maintenue à l'aide de la correspondance que nos syndicats entretiennent avec les fédérations correspondantes des pays étrangers; la plus intéressante à signaler parmi les lettres reçues est celle adressée au Comité Central Panrusse de l'Alimentation: on y communiquait que ledit syndicat pourait être membre de la Fédération internationale de cette industrie. Le point suivant était stipulé: „La participation à la III-e Internationale ne peut pas servir de raison pour exclure de la Fédération internationale de l'Alimentation". Cela veut dire qu'il y a dans cette fédération internationale des éléments de gauche, pour lesquels l'adhésion à l'Internationale Communiste n'est pas une cause suffisante pour l'exclusion. Ainsi donc, notre travail a consisté à envoyer d'une part les représentants des syndicats russe aux congrès internationaux pour y exercer une action déterminée sur le mouvement syndical international et, d'autre part, à tracer les votes que doivent suivre les syndicats révolutionnaires. Il faut mentionner que dans le mouvement communiste syndical, dans beaucoup de pays, on peut encore observer un esprit par trop théoritique. Au moment actuel, la question essentielle pour le mouvement ouvrier mondial est celle de l'offensive du capital qui s'est exprimée et s'exprime encore par la baisse du salaire, la prolongation de la journée de travail, la promulgation de nouvelles lois contre les ouvriers, etc.

Dans bien des pays, nos groupes communistes au sein des syndicats ne savent pas mettre en avant des mots d'ordre pratiques concrets, ne savent pas lier leurs idées communistes, leur conception communiste avec la lutte concrète quotidienne de la classe ouvrière. Et très souvent, nos mots d'ordre (ainsi celui du contrôle ouvrier, sur l'exemple duquel nous avions instruit les travailleurs russes, par lequel nous avions exercé la lutte sociale, attiré à l'Internationale syndicale Rouge les masses ouvrières), restent abstraits. Les camarades ne savent pas les adapter à l'ambiance concrète

dans laquelle se passe la lutte. C'est en cela que consiste la faiblesse des fractions communistes dans beaucoup de pays et c'est là-dessus que nous dûmes attirer l'attention, écrire des lettres, éditer des circulaires, appels, brochures de toutes sortes, etc., en insistant toujours davantage sur les questions propres à unifier le travail des syndicats révolutionnaires. Notre devise est: „un front unique dans la lutte". Mais c'est évidemment un front qui vise non pas l'accord avec la bourgeoisie, mais la lutte contre elle. C'est sur cette devise que les ouvriers s'unissent, et nous avons vu pendant les derniers mouvements ouvriers en Allemagne les scheidemannistes mener avec les communistes une seule et même campagne. Mais néanmoins, cela n'est pas entré dans la chair et dans le sang de nos fractions communistes et des syndicats, sur les épaules desquels repose la lutte immédiate. Récemment l'Internationale Syndicale Rouge s'est adressée, conjointement avec l'Internationale Communiste à l'Internationale d'Amsterdam avec la proposition de commencer d'un commun accord une campagne contre les gouvernements espagnol et yougo-slave en liaison avec le massacre d'ouvriers qui a lieu dans ces pays. C'était aussi une démarche pratique que nous faisions. Nous nous adressions publiquement à la face des ouvriers de tous les pays et nous disions aux gens d'Amsterdam: „Nous luttons contre vous, mais en même temps nous vous disons: aidez nous dans la lutte contre les gouvernements espagnol et yougo-slave, formez avec nous un front commun. Jusqu'à présent, ils n'ont encore donné aucune réponse. C'est une de nos méthodes de montrer aux masses ouvrières que nous sommes disposés à marcher d'accord avec n'importe quelle tendance du mouvement syndical, si elle fait une politique révolutionnaire. Certainement, ils ne voudront pas réaliser le boycottage des capitalistes que nous exigeons d'eux, et ils paraîtront devant les ouvriers de tous les pays comme une organisation qui se refuse à défendre les ouvriers espagnols et yougo-slaves contre les massacres des bandes blanches.

Outre l'action de direction que j'ai mentionnée, notre activité intérieure a porté sur l'édition d'une littérature ayant trait aux questions du mouvement syndical révolutionnaire. Comme vous le savez, nous avons en Russie beaucoup de littérature communiste, mais relativement peu de littérature syndicale et moins encore de publications relatives au mouvement syndical international. Nous publions une revue bimensuelle: „L'Internationale Syndicale Rouge". Nous éditons en outre toute une série de brochures se rapportant à la tactique et au programme, qui, par l'intermédiaire de notre appareil en Europe Occidentale sont traduites dans toutes les langues Nous avons une représentation en Europe Centrale qui se compose de cinq camarades représentants de la Russie, de l'Allemagne, de la France, de la Tchéco-Slovaquie et de l'Espagne. Cette représentation de l'Europe Centrale est l'appareil intermédiaire entre le mouvement syndical révolutionnaire de l'Europe Centrale et la Russie. C'est par cette représentation que s'effectue la réédition des brochures, leur diffusion, ainsi que la liaison indispensable à la cohésion définitive, d'un groupement, très peu avancé jusqu'à présent, de l'aile gauche, encore très bigarrée, au sein du mouvement syndical. Nous existons depuis trois mois. Je vous ai déjà parlé de la défaite indubitable que nous avons essuyée dans deux pays. Mais il ne faudrait pas croire qu'en Italie, par exemple, toute la Confédération Générale du Travail soit contre nous. Il y a en Italie une minorité communiste qui embrasse un tiers de la Confédération au sein de celle-ci, sans compter les organisations qui sont en dehors d'elle. Dans toute une série de pays, nous avons des adhésions ouvertes à l'Internationale Syndicale Rouge et toute une série de résolutions adoptées dans tous les pays témoignant du profond processus de gauchissement qui se produit dans le mouvement ouvrier. A la Conférence de Brünn, en Tchéco-Slovaquie, au début de septembre, on adopta la résolution de l'adhésion à l'Internationale Rouge à une majorité de 458 délégués contre 2. C'est ainsi que se passa le congrès des régions les plus industrielles de la Tchéco-Slovaquie, auquel 150.000 ouvriers étaient représentés. Nous avons, dans toute une série d'autres pays, des résolutions pareilles témoignant que le mouvement tend vers la gauche. Beaucoup de résolutions et d'ordres du jour disent que l'Interna-

tionale Rouge étend continuellement son influence, attire toujours des éléments nouveaux, malgré qu'elle ait subi une défaite sérieuse dans deux pays. Notre travail intérieur est assez difficile, parce que de Moscou nous devons nous occuper de questions concernant le monde entier. Il nous est très difficile de maintenir la liaison internationale. Toute une série de nos radiotélégrammes échouent dans les mains des gouvenements et ils sont mieux informés de ce qui se passe chez nous que les syndicats. Un conflit diplomatique a éclaté en Tchéco-Slovaquie à propos d'une telle dépêche. Un radio, envoyé aux ouvriers tchéco-slovaques, ne plut pas au gouvernement, et celui-ci demanda à la mission russe de quel droit la station radiotélégraphique de Russie avait expédié de tels appels incendiaires. La mission russe répondit que ce n'est pas le Gouvernement qui envoie les radios, mais l'Internationale Syndicale Rouge. Le gouvernement tchéco-slovaque publia alors un communiqué disant que la mission diplomatique russe avait promis qu'aucun appel ne serait plus envoyé. Notre mission, à son tour, publia le communiqué suivant: „La mission diplomatique n'a donné aucune promesse, estimant que l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste peuvent envoyer les appels qu'il leur plaît, c'est leur affaire". C'est ainsi que les moindres actes de propagande amènent des conversations diplomatiques, ce qui rend la liaison très difficile à réaliser. Etant donné l'isolement dans lequel se trouve la Russie, il est impossible d'entretenir une correspondance régulière. L'envoi de camarades a lieu dans des conditions très difficiles, et voilà pourquoi la besogne que nous réalisons demande de grands efforts et bien du temps pour entraîner les syndicats ouvriers dans notre travail.

Notre tâche immédiate consiste en ce qui suit: organiser une série de conférences des comités de propagande ayant des organisations locales assez solides. Dans l'avenir le plus proche, nous organiserons les conférences suivantes: celles des métallurgistes, des mineurs, des travailleurs du cuir et des travailleurs du bois. Ces conférences auront lieu en dehors de la Russie, dans les pays où des organisations importantes adhèrent à nous, qui se chargeront de l'organisation de ces conférences.

Tout cela fait partie de la besogne que nous avons accomplie. De tous les militants que le Conseil Central Panrusse des Syndicats a délégués auprès de l'Internationale Syndicale Rouge, il n'y en a qu'un qui travaille dans l'I. S. R.; tous les autres ont une masse d'autres obligations et sont occupés dans d'autres organisations des Soviets ou du Parti. C'est certainement une circonstance négative dans notre activité. Il n'y a pas la quantité voulue de militants. De la part des syndicats russes, l'aide et la liaison avec les syndicats de nos régions frontières, contiguës au territoire des autres Etats, n'est pas encore parfaitement établie. Il faudra accorder à cette question dans l'avenir le plus proche, l'attention la plus sérieuse. Voilà, dans l'ensemble, le rapport que je devais vous faire. Les conclusions en sont les suivantes: l'Internationale Syndicale Rouge a devant elle une tâche gigantesque, car il s'agit ici de dizaines de millions d'ouvriers organisés. Les vieux syndicats sont encore passablement forts. Ils sont renforcés par l'offensive grandiose du capital, et l'ébranlement psychologique des masses ouvrières. Accélérer la consolidation de l'Internationale Syndicale Rouge et mener à bonne fin la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, c'est une tâche qui dépend de l'action collective des ouvriers russes, de l'activité de nos syndicats des régions frontières et de tout l'ensemble du mouvement syndical russe. Seul le travail collectif de tout le mouvement syndical russe peut assurer le triomphe de l'Internationale Syndicale Rouge.

Résolution adoptée après le rapport du cam. Losovsky.

Après avoir entendu le rapport du cam. Losovsky concernant l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge l'assemblée plénière du Conseil Central de la C. G. T. russe approuve l'activité de ses représentants, leur propose de tendre aussi dans l'avenir à l'établissement de la liaison la plus intime entre les syndicats de Russie et les syndicats révolutionnaires d'Europe et Amérique sur le terrain d'actes révolutionnaires communs. L'assemblée plénière propose aux Comités centraux des fédérations d'accorder l'attention la plus sérieuse aux Comités internationaux de propagande par industrie, dont le développement, l'extension et la consolidation sont les prémisses indispensables de

la conquête du mouvement syndical mondial. L'assemblée plénière charge ses représentants dans l'Internationale Syndicale Rouge de faire tout ce qui dépend d'eux pour que les syndicats russes puissent participer aux congrès internationaux des Fédérations d'industrie pour exposer et défendre les principes fondamentaux du mouvement syndical russe. L'assemblée plénière charge le Bureau Exécutif du Conseil Central de la C. G. T. russe d'accorder à l'Internationale Syndicale Rouge et aux Comités internationaux de propagande par industrie l'appui moral et matériel nécessaire et de contrôler le travail des délégués en exigeant d'eux des rapports systématiques sur leur activité.

Pour conclure, l'assemblée plénière, en flétrissant avec mépris les attaques calomnieuses de toute la presse collaborationniste et anticommuniste dirigées contre les syndicats russes, envoie son salut fraternel à toutes les victimes du régime capitaliste qui se trouvent actuellement sous le feu du capital en offensive, propose aux syndicats restés jusqu'à présent en dehors de l'Internationale Syndicale Rouge de se masser immédiatement autour de celle-ci au nom des intérêts de la Révolution mondiale et exhorte les travailleurs de tous les pays à créer un front révolutionnaire unique contre les exploiteurs, dont le cynisme ne connaît plus de bornes, et leurs agents dans les milieux ouvriers".

# Partie officielle.

## Résolution du Bureau Exécutif de l'I. S. R. concernant l'Italie.

I. De la Confédération Générale du Travail.

1. La dernière décision prise par le Comité Exécutif de la C. G. T. à une séance commune avec le Comité Central du Parti Socialiste à savoir: faire de l'agitation pour les principes essentiels de l'Internationale Syndicale Rouge tout en restant affiliée à l'Internationale d'Amsterdam, n'est rien autre chose que la continuation de l'ancien jeu double des dirigeants de la Confédération, d'une main souscrivant platoniquement aux principes de l'Internationale Syndicale Rouge et de l'autre renforçant leur liaison organique et tactique avec l'Internationale d'Amsterdam.

2. La C. G. T. qui reste affiliée à l'Internationale d'Amsterdam sous le prétexte de l'unité, agit contre cette unité lorsqu'il est question des organisations ouvrières révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ainsi en tant que condition préliminaire des pourparlers pour l'unification de toutes les organisations syndicales d'Italie, le Comité Directeur de la C. G. T. exige de tous les participants de la conférence la reconnaissance de l'alliance qui existe entre la C. G. T. et le Parti Socialiste. Cette exigence rend impossible la création d'un front unique pour la résistance contre l'ennemi de classe passé à l'offensive.

3. La perpétuation ultérieure de la position prise par la Confédération, consistant en des concessions maximales à l'égard des partisans de la collaboration avec la bourgeoisie et dans l'intransigeance absolue à l'égard de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier, conduira infailliblement à l'affaiblissement extrême et au désarmement complet du prolétariat italien, ainsi qu'au triomphe de la réaction bourgeoise sur les forces dispersées de ce dernier. La C. G. T. jusqu'à présent ne cherche point à unifier les forces en question, mais au contraire s'oppose à cette unification en négligeant les forces qui présentent incontestablement une valeur révolutionnaire pour la création d'un front prolétarien unique.

II. De l'Union Syndicale.

Ayant pris connaissance des résolutions du Conseil Général de l'„Unione Sindacale Italiana" au sujet de l'Internationale Syndicale Rouge et de la demande de convoquer le 2-me Congrès hors des frontières de la Russie Soviétiste, le Bureau Exécutif décide de soulever la question concernant le rapprochement éventuel de la date du Congrès à la 2-ème session

du Conseil Ceutral; n'objecte rien contre ce que le congrès ait lieu en Italie, tout en exprimant l'espoir que l'„Unione Sindicale Italiana" saura garantir l'inviolabilité des délégués du Congrès International et garantir aussi au Bureau Exécutif et à la délégation des syndicats russes la possibilité de prendre part aux travaux du congrès.

III. De la Fédération des Cheminots italiens.

Les résolutions du X-ème Congrès des Cheminots et de la dernière session de leur Conseil, en ce qui concerne la question de l'attitude à l'égard de Moscou, montrent qu'à l'intérieur de la Fédération des Cheminots également, au sein des chefs syndicalistes et réformistes qui dirigent la Fédération, sous l'influence, d'un côté, des tendances séparatistes de l'Union Syndicale, et d'un autre côté par suite de la position prise à l'égard de Moscou par la C. G. T. réformiste, on observe une tendance à rompre la liaison avec l'Internationale Révolutionnaire du prolétariat.

Cependant, le Bureau Exécutif constate avec satisfaction que malgré la résolution du X-ème Congrès des cheminots se prononcant contre la fusion avec la Confédération, la marche des événements en Italie, au moment des pourparlers avec le représentant de l'I. S. R., montra au Comité Central de la Fédération que la fusion était une tâche extrêmement nécessaire et pressante.

Estimant que la question centrale pour le prolétariat italien est l'unification de ses organisations syndicales, le Bureau Exécutif décide d'adresser aux ouvriers italiens une lettre circulaire spéciale concernant l'unité.

## Message aux ouvriers mexicains.

**Au Comité Central et à tous les membres de la Confédération Régionale des ouvriers mexicains.**

(Confederation Regional Obrera Mexicana).

Chers camarades,

Le camarade Martinez, représentant de votre organisation, est venu à Moscou, pour entrer en votre nom en pourparlers avec le Bureau Exécutif afin de s'entendre sur les conditions d'affiliation à l'Internationale Syndicale Rouge. En réponse aux questions posées, le Bureau Exécutif a déclaré à votre délégué que pour entrer dans l'Internationale Syndicale Rouge, il est nécessaire de remplir les trois conditions suivantes:

1. Adopter et travailler à mettre en pratique les décisions et résolutions du Premier Congrès International des Syndicats Révolutionnaires.

2. S'unir avec la Confédération Générale des Ouvriers mexicains sur la base des décisions adoptées au Premier Congrès Constitutif des Syndicats Révolutionnaires.

3. Rompre toutes relations avec Gompers, lequel est un agent de l'impérialisme américain.

Votre délégué, en réponse aux conditions posées, déclara:

1. La Confédération étant une organisation révolutionnaire, ne peut pas ne pas accepter les résolutions du Congrès de Juillet de l'Internationale Syndicale Rouge.

2. Que la scission au Mexique s'est produite non sur une question de principe, mais sur des rivalités personnelles et que, par conséquent, la fusion en une organisation unique est bien possible.

3. Que les relations avec Gompers portaient un „caractère purement fraternel" et que la dernière condition non plus ne rencontrerait pas d'opposition de la part des membres de son organisation.

Nous ne comprenons pas très bien comment les relations réciproques d'une organisation révolutionnaire et de Gompers peuvent avoir un caractère „fraternel", celui-ci étant le type achevé de l'agent impérialiste. De la réponse de votre délégué, il appert que les membres de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine sont prêts à se joindre à l'Internationale Syndicale Rouge et à suivre son programme et sa tactique.

Quels sont les traits essentiels de l'Internationale Syndicale Rouge? Au lieu de la collaboration de classes qui est la base de l'action de l'Internationale d'Amsterdam, elle mène une lutte de classe décidée et impitoyable, contre la bourgeoisie nationale et internationale, elle prépare la classe ouvrière à renverser par la violence la bourgeoisie et à instaurer la dictature du prolétariat; elle voit

dans la révolution sociale seulement le moyen pour les ouvriers de sortir de l'esclavage capitaliste.

Mais pour réaliser ces principes essentiels, il est nécessaire que dans chaque pays se trouve une organisation unique, aux rangs étroitement serrés, il est nécessaire d'unifier le front révolutionnaire, et c'est à cela que nous appelons le prolétariat mexicain. Nous savons qu'à la tête de la Confédération Régionale Mexicaine se tenaient et se tiennent encore en partie des hommes à tendance réformiste (genre Gompers) qui suivent la voie de l'entente avec la bourgeoisie et ses agents et pensent par là acquérir quelques avantages pour la classe ouvrière. Mais nous nous basons non sur les vieilles organisations, mais sur les organisations actuelles, nous ne nous soucions pas de l'activité actuelle ou future d'un chef isolé quelconque, mais de la position qu'occupe l'organisation toute entière. Et si la Confédération Régionale Mexicaine veut entrer dans l'organisation internationale des Syndicats Révolutionnaire, si les membres de cette Confédération Mexicaine veulent vraiment créer un front révolutionnaire sur une échelle internationale, ils doivent accepter les conditions posées par le Bureau Exécutif.

La Confédération Générale Ouvrière Mexicaine est membre de l'Internationale Syndicale Rouge. Ses représentants se trouvaient au Congrès Constitutif des Syndicats Révolutionnaires, ils ont pris part à l'élaboration de notre programme et de notre tactique. Si la Confédération Régionale Mexicaine accepte nos conditions, les deux organisations doivent dans le plus court délai possible, convoquer deux congrès, examiner la question dans chaque congrès séparément, ensuite unir les deux congrès en un seul et fonder la Confédération Générale Mexicaine Unifiée du Travail.

Le Bureau Exécutif ne doute pas un instant que le prolétariat mexicain ne surmonte le courant réformiste qui se trouve en son sein, il fortifiera son unité et sur un front unique, formé conjointement avec ses frères des autres pays pour mener la lutte pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature des masses laborieuses.

Vive l'unité du prolétariat révolutionnaire mexicain !

Vive la Confédération Générale Unifiée du Travail !

Vive la Révolution Sociale !

*Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.*

## Message aux ouvriers hindous.

Ouvries des Indes !

De nouveau l'incendie de l'insurrection s'est propagé dans votre pays, de nouveau l'esprit de la révolte s'est réveillé au sein de l'intrépide peuple hindou qui a dressé le drapeau de la lutte pour son indépendance et qui a fermement décidé de renverser au prix de son sang le joug infâmant de l'impérialisme britannique.

C'est au milieu de cet incendie, qui de plus en plus gagne en étendue, que le prolétariat hindou convoque aujourd'hui le congrès de ses syndicats pour raffermir définitivement son organisation et indiquer les voies et les moyens qui sont nécessaires pour la lutte ultérieure contre le capital avide. A l'heure actuelle de lutte intense, le congrès ne peut et ne doit pas passer indifférent à côté de l'insurrection du peuple hindou contre ses oppresseurs, il lui faudra se prononcer à ce sujet d'une façon autorisée et marquer nettement son attitude prolétarienne à l'égard de cette lutte. Et il faut espérer que le flair prolétarien et la conscience révolutionnaire aideront le prolétariat hindou à aborder cette question comme il sied, à trouver la position juste dans cette lutte où prennent part à côté des masses laborieuses les classes possédantes dont les ouvriers hindous ressentent les chaînes tout aussi fortement que le joug des capitalistes anglais.

Tout récemment encore, il n'existait pas aux Indes de bourgeoisie indigène. Le prolétariat hindou, alors peu nombreux, ne voyait l'ennemi que dans les capitalistes anglais. Mais aujourd'hui, lorsqu'à côté du capital anglais a fait son apparition un capital hindou assez fort qui opprime tout aussi cruellement les ouvriers hindous, la situation a radicalement changé. Dans aucun cas, les ouvriers hindous ne peuvent voir un frère dans un compatriote exploiteur qui leur fait endurer les mêmes souffrances infernales que le pouvoir étranger. Le capitaliste hindou recourt volontiers et

très souvent à ce pouvoir lorsqu'il lui faut écraser le mouvement ouvrier. Le prolétaire hindou s'est trouvé enchaîné d'une double façon: en tant qu'hindou il est un esclave des pouvoirs anglais qui peuvent l'arrêter sur un simple soupçon et le faire languir indéfiniment dans les prisons sans jugement et sans instruction; en tant que prolétaire, il est un paria aussi bien pour la bourgeoisie anglaise que pour la bourgeoisie hindoue qui lui prennent tout et qui ne lui donnent rien. Un travail au-dessus des forces humaines dans des conditions épouvantables et la famine, ou tout au plus la sous-alimentation comme salaire — voilà quelle est la vie de l'ouvrier hindou, qu'il soit exploité par le capital anglais ou le capital hindou.

Ouvriers des Indes! Les chefs du mouvement national savent que sans vous leur lutte ne sera pas couronnée de succès, et de toutes leurs forces ils cherchent à vous attirer à eux en exploitant votre mécontentement contre certains fauteurs de vos calamités, tout en détournant votre attention des autres. Ils cherchent à vous convaincre que le renversement du joug anglais vous assurera la jouissance d'un bonheur sans nauges. C'est un mensonge, car vous pouvez comprendre vous-mêmes que tant que le régime capitaliste existe, vous serez exploité par vos propres capitalistes ou par des capitalistes étrangers. Les ouvriers hindous conscients qui participeront aux travaux du congrès doivent dire clairement et nettement aux chefs du mouvement national que le prolétariat connaît sa voie véritable vers l'émancipation — la voie de la révolution sociale, par laquelle la terre sera acquise à ceux qui la travaillent et les fabriques et les usines à la classe ouvrière.

Mais cela ne signifie point du tout que vous pouvez vous tenir à l'écart de la lutte grandiose qui se poursuit aux Indes contre l'impérialisme anglais. Au contraire, en tant que prolétaires révolutionnaires, vous devez dire que la lutte contre l'impérialisme anglais est une partie de votre lutte, que vous soutiendrez par tous les moyens tous ceux qui la poursuivent, sans oublier cependant que pour le prolétariat elle ne constitue que le premier pas vers la libération définitive et qu'en luttant contre cet ennemi on ne peut arrêter une seconde la lutte contre un ennemi non moins dangereux du prolétariat — le régime capitaliste. En soutenant la lutte contre l'impérialisme étranger, dans les intérêts de la classe ouvrière, vous devez marcher la main dans la main avec ceux des chefs du mouvement national, qui dans leur lutte ont choisi comme moyen la voie de la révolution, car seules les actions révolutionnaires peuvent donner des résultats sensibles, elles seules présentent pour le prolétariat une certaine valeur. Mais ceux-là parmi les chefs qui craignent les voies révolutionnaires doivent être abandonnés et ce n'est pas avec eux, mais contre eux que doit marcher la classe ouvrière.

Ouvriers hindous, en tant que classe vous devenez une force de plus en plus puissante avec laquelle vos ennemis doivent compter, mais il faut constater que dans l'organisation de cette force vous êtes de beaucoup moins forts que vos ennemis. Votre colère et votre indignation provoquées par une situation insoutenable s'expriment dans de nombreuses grèves au cours desquelles vous faites montre de beaucoup de solidarité, mais auxquelles il manque une organisation suffisante pour être victorieuses. Pendant que vos ennemis, les capitalistes anglais et hindous, deviennent de plus en plus solidaires et organisés dans leurs actions communes contre vous, vous êtes jusqu'à présent divisés et peu organisés. Ce fait est la raison de la plus grande partie de vos défaites. Il n'y a qu'un petit pourcentage d'ouvriers hindous qui soit organisé dans les syndicats; le reste de la masse est encore peu conscient et inerte. Mais les syndicats aussi dont le nombre, il est vrai, grandit — conséquence de nombreuses grèves — dans la forme qui est la leur en ce moment ne sont pas dans leur majorité des organes révolutionnaires capables de vous conduire à un combat victorieux. D'un autre côté, les chefs nationalistes dans le genre de Ladjpatrai se sont emparés de vos syndicats et cherchent à exploiter votre ardeur révolutionnaire dans les intérêts de la lutte nationale en oubliant que la tâche des syndicats, c'est la lutte pour l'amélioration de votre situation et la préparation du prolétariat à cette lutte finale et définitive dont l'aboutissement mène à votre libération. D'un autre côté, des réformistes petits bourgeois, comme

Vadia et d'autres, s'érigent en dirigeants du prolétariat. Ces chefs craignent les empoignades décisives avec le capital rapace et cherchent à transplanter sur le sol révolutionnaire de l'Inde les méthodes des chefs traîtres du trade-unionisme anglais. Les uns aussi bien que les autres doivent rencontrer de votre part une opposition décidée et doivent être remplacés par ceux qui sont étrangers aux intérêts de la bourgeoisie et qui sont prêts à sacrifier leur vie pour les intérêts des ouvriers.

Dans la lutte contre l'impérialisme anglais, vous devez appuyer de toutes les manières les chefs nationalistes, mais vous devez leur interdire sévèrement l'entrée de vos organisations prolétariennes. Vous ne devez pas non plus laisser une place au sein de vos organisations syndicales à ceux qui au moyen d'une entente constante et systématique avec la bourgeoisie espèrent obtenir pour la classe ouvrière des aumônes. La tactique des dirigeants anglais ne vous a-t-elle pas montré tout le péril de l'opportunisme traître? Votre chef Vadia en prenant part aux organisations bourgeoises telles que le Bureau du Travail auprès de la Société des Nations a-t-il obtenu une amélioration de votre situation? Les chefs qui copient servilement les actions des réformistes anglais, les ennemis des ouvriers et amis du capital ne doivent pas trouver de place dans vos rangs.

Mais en expulsant de vos organisations les chefs nationalistes et petit-bourgeois, vous devez repousser avec d'autant plus de mépris ces agents perfides du capital qui se placent à la tête de vos syndicats dans une but provocateur. Car de telles gens s'introduisent dans vos jeunes organisations. Vous devez vouer une haine implacable à ces commis du capital qui ont pour tâche votre oppression et votre asservissement moral. Chassez hors de vos organisations syndicales ces provocateurs, ces ennemis déclarés de la classe ouvrière:

Après avoir chassé des syndicats toute cette ordure bourgeoise, vous devez prendre vos organisations entre vos mains, car le flair prolétarien vous indiquera les voies convenant à votre lutte. Transformez vos syndicats en organisations de masses pour qu'aucun exploité ne reste non organisé. Insufflez à toutes vos organisations une seule volonté révolutionnaire, créez une Centrale révolutionnaire unique qui soit un état-major de toutes les forces prolétariennes prêtes à prendre part à la lutte contre le capital. Réorganisez vos syndicats suivant le principe du groupement par industries en organisant dans un seul syndicat tous les ouvriers d'une même branche d'industrie donnée pour que lors d'une grève tous les travailleurs de l'industrie intéressée mènent une lutte organisée contre l'ennemi commun. Unissez-vous et groupez-vous à fin que vous n'ayez pas de jour noir pareil au „vendredi noir“ des mineurs anglais.

Ouvriers des Indes! L'Internationale Syndicale Rouge suit avec une attention soutenue votre lutte contre le capital et la croissance de votre organisation. C'est avec un sentiment de satisfaction que nous saluons le fait de la convocation de votre congrès qui doit raffermir votre lutte et resserrer vos rangs. Mais ce serait pour nous une joie plus grande encore que d'apprendre que l'esprit révolutionnaire au sein de la classe ouvrière hindoue l'a emporté sur l'opportunisme et le nationalisme, et que sous la pression des masses révolutionnaires à la tête de tous vos syndicats se trouvent maintenant des dirigeants vraiment révolutionnaires.

Nous espérons qu'à l'encontre du Congrès des Trade-Unions anglaises, votre congrès constituera une véritable revue des forces révolutionnaires, une forge où le prolétariat se forgera des armes pour sa lutte, qu'il ne se transforme pas en une simple parlotte pour l'exhibition de phrases révolutionnaires.

Dans cet espoir, l'Internationale Syndicale Rouge envoie à votre Congrès ses salutations et ses souhaits de travail productif pour le plus grand bien et le bonheur du prolétariat hindou.

Vivent les ouvriers révolutionnaires des Indes!

A bas l'impérialisme anglais!

Vive la Révolution Sociale!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.

*A. Losovsky*, Secrétaire Général.

---

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. Ц. Вх. 7077. Imprimerie de la IIIème Internationale. 1800 ors.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

№ 10 15 Décembre 1921

MOSCOU
Edition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Paraît tous les 15 jours.

№ 10 15 Décembre 1921

MOSCOU
Edition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

# A la veille de la scission du mouvement syndical français.

Le mouvement syndical français se scinde, voilà un fait qui a la plus grande importance pour les destinées de la classe ouvrière française. Il se scinde par l'initiative et par la volonté de ceux-la même qui au cours de longues années s'étaient proclamés les défenseurs ardents de l'unité syndicale. Dès le Congrès de Lille, il apparaissait que le noyau dirigeant de la C. G. T. était décidé à se débarrasser coûte que coûte de ses adversaires révolutionnaires. Les réformistes détiennent le pouvoir, ils disposent de toutes les ressources de la C. G. T., aussi ont-ils décidé de ne céder à aucun prix leur place, alors même qu'il faudrait pour cela se livrer à la vivisection de tout l'organisme syndical français.

Comment la C. G. T. en est-elle venue à la scission, quelles sont les perspectives du mouvement syndical français, ce sont là de questions qui ne sauraient laisser indifférent aucun militant du mouvement ouvrier.

* * *

Le réformisme constitue une tendance relativement ancienne dans le mouvement syndical français. Il se révélait très puissant déjà à l'époque où les dirigeants actuels de la C. G. T. se trouvaient dans les rangs révolutionnaires. Les fédérations numériquement fortes (mineurs, textile, cheminots) se trouvaient entre les mains des réformistes dont la théorie et la pratique a triomphé sur toute la ligne dès le début des hostilités. L'activité de la C. G. T. au cours de la guerre constitue une réalisation systématique de la ligne de conduite réformiste. Les réformistes les plus opiniâtres, les plus acharnés, qui pendant de longues années avaient lutté contre l'anti-militarisme de la C. G. T., n'avaient jamais espéré voir le mouvement syndical français marcher au cours de longues années sous l'étendard du nationalisme le plus effréné et du réformisme le plus borné. Or, nous assistons au début des hostilités à un spectacle curieux, nous voyons les syndicalistes de la veille se transformer avec une célérité extraordinaire en réformistes patriotes jusqu'au bout, défenseurs de la patrie et de la rente française et de toutes les combinaisons diplomatiques des requins financiers et industriels de France. Cette métamorphose ne pouvait pas demeurer sans provoquer une vive protestation au sein de masses ouvrières, protestation dont on

peut observer la cristallisation dès les premier mois de la guerre. Des noyaux d'opposition hostiles à la politique militariste des dirigeants de la C. G. T. prennent naissance. Ces noyaux se raffermissent et prennent part à la Conférence de Zimmerwald. A mesure que la fin de la guerre approche, le mouvement internationaliste se renforce au sein de la C. G. T. Au Congrès Confédéral de Lyon (juin 1919) le nombre des syndicats ralliés à la plate-forme révolutionnaire atteint un tiers; au Congrès d'Orléans (juillet 1920) l'aile révolutionnaire groupe plus d'un tiers de syndicats représentés et au dernier Congrès de Lille (juillet 1921) près de la moitié des délégués se prononce contre l'aile dirigeante de la C. G. T.

L'aile révolutionnaire était toujours hostile à la scission. Elle ne s'était formée et constituée que pour faire rentrer la C. G. T. dans la voie révolutionnaire et pour se dissoudre d'elle-même dès que cette tâche aurait été réalisée. Les dirigeants officiels de la C. G. T. n'avaient pas pu appliquer de mesures de répression contre la minorité car les délégués des syndicats réformistes étaient, eux aussi, contre la scission, ils s'opposaient résolument à la destruction de la C. G. T. qui malgré tous ses défauts, tous ses points faibles, joue un role considérable dans la défense des intérêts de la classe ouvrière. C'est alors que les diplomates et les politiciens du camp réformiste ont adopté une résolution élastique conformément à laquelle une soumission absolue à la discipline confédérale était exigée. Cette résolution était ainsi rédigée qu'elle donnait matière aux interprétations propres à faciliter la consommation de la scission à chaque instant donné. Ce but caché a été révélé par l'un des réformistes un peu naïf, Rey, qui avoua en toute franchise que l'application pratique des résolutions du Congrès de Lille signifiait la scission.

La C. G. T. ne s'est pas bornée, en la personne de son organe directeur, à utiliser la résolution du Congrès, elle a fait adopter par le Comité Confédéral National un véritable ordre du jour de scission qui a servi de point de départ à l'exclusion du sein des fédérations nationales de toute une série de syndicats. Lorsque les réformistes se sont trouvés en minorité, comme par exemple dans les Bouches-du-Rhône, ils sont partis en déclarant que la majorité de l'Union Départementale syndicats ne se place point sur la plateforme du Congrès de Lille et ne saurait être le portevoix des intérêts du prolétariat français. La même méthode a été appliquée pour scinder la Fédération des cheminots et la C. G. T. s'est empressée de reconnaître la minorité réformiste comme étant l'unique organisation confédérée en proposant en même temps à la majorité révolutionnaire de se dissoudre. Des actes analogues ont eu lieu dans la Fédération des Employés, de l'Habillement, etc. La politique des dirigeants réformistes a consisté à mettre à la porte les fédérations et les syndicats les plus importants, d'agir sur leur moral et de les désorganiser pour en finir ensuite une fois pour toutes avec l'opposition.

Mais les dirigeants de la C. G. T. ne se sont pas bornés à ces mesures d'action confédérale. La voie scissioniste leur a paru insuffisante. Ils se sont adressés au secours de tout le mécanisme de la justice bourgeoise en recourant aux huissiers qui se mirent à arracher aux syndicats révolutionnaires les biens qui leur appartenaient de droit. Naturellement, la justice bourgeoise s'est placée entièrement du côté des réformistes en défendant vigoureusement les droits de la C. G. T. car n'étaient-ils pas tous, ses juristes véreux et ces syndicalistes jaunes, de la même bande?

Tout en agissant aussi manifestement en faveur de la scission, tout en cherchant à désorganiser coûte que coûte les syndicats révolutionnaires et à entraver leur activité, le Bureau Confédéral avait encore cette audace d'exiger qu'ils se soumettent à ses décisions. Il cherchait ainsi à priver les syndicats révolutionnaires de tout droit à la résistance, de ce droit dont font usage les moutons les plus dociles quand on les traîne à l'abattoir. Pas un syndicat révolutionnaire ne pouvait, de toute évidence, consentir à devenir l'objet de cette politique toute particulière, à être entre les mains des politiciens de bas étage du réformisme un jouet passif. Les cheminots se sont vus forcés de prendre l'initiative de la convocation d'un Congrès. C'est ainsi qu'on a pu voir que les C. S. R. groupent les ⅔ de cheminots organisés, un tiers seulement se plaçant sur la plate-forme de la majorité de la C. G. T. Cela n'a pas empêché naturellement la C. G. T. de refuser la reconnaissance à ces 68.000 cheminots organisés en délivrant l'estampille confédérale à Bidegaray et à sa fédération réformiste.

La scission des cheminots et le cynisme inouï du noyau dirigeant de la C. G. T. qui foule aux pieds les traditions les plus élémentaires de la pratique syndicale oblige la minorité révolutionnaire à organiser tous les syndicats exclus. Les centaines de milliers d'exclus ne peuvent pas faire le voyage à Canossa pour demander avec une docilité toute moutonnière rémission de leurs péchés inexistants aux meneurs confédéraux. Ils sont des ouvriers révolutionnaires et ils ont le droit de défendre leurs tendances au sein des syndicats. Si on les jette à la porte, il ne leur reste rien autre chose à faire que de grouper en une seule organisation tous les syndicats exclus. C'est, semble-t-il, le but que se propose le groupe d'initiative qui convoque pour les 22—24 décembre un Congrès des syndicats exclus. Ce Congrès constitue une nouvelle étape dans le développement du mouvement syndical français. Si une activité révolutionnaire plus forte avait été manifestée au sein des syndicats français, jamais la bande placée à la tête de la C. G. T. ne se serait maintenue, et la classe ouvrière française eût évité le triste spectacle de la scission de ses organisations syndicales. Malheureusement toute une série de syndicats suivent encore leurs dirigeants réformistes, ils garderont peut-être une attitude passive en face du crime conçu par ces derniers. Aussi le Congrès des syndicalistes révolutionnaires qui possèdent en fait la majorité parmi les ouvriers organisés de France n'unifiera-t-il malheureusement pas tous les syndicats. Deux organisations surgiront de cette façon: la C. G. T. officielle qui depuis longtemps déjà a été abandonnée par l'esprit de solidarité de classe et de révolte révolutionnaire, et une nouvelle organisation formée de syndicats exclus par la violance qui unira en un même bloc les éléments les plus actifs et les plus révolutionnaires du mouvement syndical français.

Le mouvement syndical français est donc à un cheveu de la scission. Les dirigeants réformistes n'hésiteront pas à chasser tous les syndicats révolutionnaires. Il veulent la scission, ils la cherchent car l'aile révolutionnaire ne leur permet pas de suivre une politique de collaboration avec la bourgeoisie, cependant que cette politique est le but de leur existence. Messieurs les réformistes veulent avoir les mains libres pour trahir; or, les ouvriers révolutionnaires, critiquant âprement leur politique, ne leur laissent pas le loisir de s'adonner à cette „noble occupation". Messieurs les réformistes aspirent au calme et s'ils agissent de cette façon contre les ouvriers révolutionnaires, c'est qu'ils veulent mériter les compliments et l'appui des classes dirigeantes. Il

faut remarquer que, consommant la scission, les dirigeants de la C. G. T. remplissent „honnêtement“ la volonté de la bourgeoisie. Car, il y a longtemps déjà que les organes de la presse bourgeoise conseillent aux „hommes de saine mentalité“, aux „hommes d'Etat“ de la C. G. T. de quitter anarchistes et bolchéviks en leur suggérant que ce geste servirait à consolider les positions de la „bonne doctrine“ du syndicalisme français.

C'est ce programme-là qu'on est en train d'appliquer présentement. Les syndicats ouvriers créés dans le courant de longues décades par les efforts de toute une génération de militants sont maintenant brisés et scindés au gré des classes dirigeantes. La classe ouvrière est livrée pieds et poings liés aux mains de la bourgeoisie, car il ne faut pas fermer les yeux sur les conséquences de cette scission : elle débilitera extrêmement le prolétariat français, le rendra moins résistant, rendra sa lutte beaucoup plus difficile et par contre facilitera l'offensive entreprise par la bourgeoisie réactionnaire de France contre le patrimoine primordial des ouvriers. Tels sont les résultats immédiats auxquels a abouti la politique d'Amsterdam en France.

* * *

Le mouvement syndical français entre donc dans une nouvelle phase de son développement. Verrons-nous surgir tout de suite une Confédération révolutionnaire unissant tous les syndicats révolutionnaires ou bien le Congrès convoqué n'unifiera-t-il que les syndicats exclus — peu importe! Les réformistes français ont fait en sorte que la scission est inévitable et c'est avec ce fait que le prolétariat international doit actuellement compter. Les syndicats exclus auront tôt fait de trouver un moule, de former un corps organique. Bien entendu, ils ne le feront qu'une fois couronnés d'insuccès les efforts pour éviter la scission, et s'ils créent cette nouvelle organisation ce sera surtout pour s'efforcer de réintégrer tous les syndicats dans une seule et même Confédération Générale du Travail. Mais, provisoirement tout au moins, cette organisation devra exister indépendamment et la première question qui se posera à elle sera celle des formes et des méthodes d'action. Avant tout les conditions dans lesquelles se trouvera l'organisation des syndicats exclus seront extrêmement pénibles. Outre les syndicats réformistes, l'organisation révolutionnaire aura à faire face à tout l'appareil de l'Etat, à toute la presse bourgeoise. Il est indubitable que tous les brigands de la plume et tous les filous de la presse, tous les hommes à tout faire du larbinisme littéraire, s'abattront sur les syndicats révolutionnaires pour les écraser, les discréditer, les désorganiser. La justice bourgeoise trouvera certains paragraphes des vieilles lois (pour les besoins de la cause on pourra même en créer de nouvelles), pour serrer la vis à nos camarades révolutionnaires. Ils le feront avec d'autant plus de plaisir qu'ils ont reçu pour cela la sanction morale des réformistes. „Si la C. G. T., diront les chicaneaux du Palais de Justice, a exclu ces gens-là de son sein à cause de leur déplorable tendance au bolchévisme, il est évident que ces idées et les porteurs de ces idées doivent être extirpés. Aussi faut-il, messieurs les jurés, que vous soyez impitoyables.“

Les syndicats révolutionnaires de France auront donc à subir une période de cruelles répressions. Mais qui vivra verra „Point le bon Dieu ne livrera, point le pourceau ne mangera“, comme dit le proverbe russe. La classe ouvrière est sortie de bien d'autres échauffourées. Une période pénible attend nos camarades français. Mais il n'y a pas de force qui

puisse empêcher le développement du mouvemeut ouvrier révolutionnaires. La classe ouvrière, elle, peut arracher avec ses racines la bourgeoisie et l'organisme économique de la société n'en souffrira point, la production ira son train, car la bourgeoisie est devenue une classe inutile, une classe parasite, tandis que la bourgeoisie ne pourra jamais annihiler la classe ouvrière car, à supposer que cela pût lui réussir, elle en périrait elle-même.

C'est pourquoi, quelques difficiles que soient lesconditions dans lesquelles se développe la lutte de la classe ouvrière, elle n'en continue pas moins à aller de l'avant, car elle s'appuie sûr le développement historique qui la guide sûrement vers la délivrance. Certainement les efforts réunis des réformistes de la C. G. T. et de l'Etat bourgeois se feront très cruellement sentir dans les premiers temps, mais cette lutte ne fera que tremper les ouvriers révolutionnaires de France. Le plus important c'est que pas une minute ils ne perdent contact avec la masse, que chacun de leurs pas soit lié avec les intérêts quotidiens les plus élémentaires de la classe ouvrière, que dans cette lutte qu'ils auront à mener ils abandonnent certaines nocives rengaines d'antan et coordonnent leur action avec celle du Parti Communiste de leur pays. La vie est le meilleur des maîtres d'école. Si les syndicalistes révolutionnaires par leur propagande, leur agitation, leur organisation, vont donner des réponses révolutionnaires aux questions qui tourmentent les masses ouvrières, si dans les batailles qui attendent le prolétariat dans les grandioses conflits de demain les syndicats exclus restent au premier rang, l'aile réformiste de la C. G. T. aura vite fait de perdre ce qu'il lui reste d'influence.

La lutte sociale en France devient de plus en plus âpre, les contradictions qui existent entre les classes prennent un caractère chaque jour plus incisif et les classes bourgeoises, dans leur désir d'éviter la banqueroute financière qui entraînerait le krach politique, augmentent de plus en plus le fardeau des impositions, forçant la classe ouvrière à payer le coût de la guerre mondiale. La révolution sociale mûrit normalement en France.

Dans cette conjoncture sociale favorable,l'avenir le plus prochain appartient au mouvement syndical révolutionnaire. En ce moment critique, envoyant à nos amis français le chaleureux salut des syndicats révolutionnaires de tous les pays, nous leur disons: „Il ne faut pas que vous vous laissiez intimider par le triomphe momentané du réformisme. A l'attentat et à la trahison des réformistes vous répondrez en serrant les rangs, en augmentant l'intensité de votre travail, en luttant avec une abnégation et avec un attachement passionnés aux intérêts de la classe ouvrière — et ce faisant, vous vaincrez, car les illusions de la collaboration de classes se dissipent, tandis que la lutte de classes révolutionnaire demeure."

P. S. C'est au moment de la mise en paye que nous recevons le texte exact de l'appel de la Commission d'initiative signé de 14 unions départementales et de 10 fédérations d'industrie. On trouvera plus bas le texte de cet appel. Les faits mentionnés dans l'appel ne font que corroborer notre point de vue.

C'est le noyau réformiste qui veut la scission, c'est lui qui l'a organisée, le Congrès convoqué présentement ne se réunit pas pour, mais contre la scission. Il a pour but de sauver l'unité envers et contre les scissionnistes ralliés à Amsterdam et placés à la tête de la C. G. T. Ce Congrès aura une importance énorme pour le mouvement

ouvrier en France. Nous en reparlerons une fois que nous aurons en mains ses décisions, mais les faits cités dans l'appel nous permettent de répéter ce que nous avons affirmé maintes fois déjà: les gens d'Amsterdam crient à l'unité toutes les fois que cela leur est avantageux, mais ils scindent cyniquement les organisations ouvrières, ils sont prêts à reduire en poudre cette unité dès qu'ils sentent menacées leurs places où ils se sont carrés si confortablement.

*A. Losovsky.*

Moscou, le 10 décembre 1921.

# Syndicalistes et Communistes en France.

Le problème à la fois le plus important et le plus délicat qui soit posé actuellement à la pensée révolutionnaire française est sans nul doute la question syndicale. Ce n'est pas tellement le problème de l'activité du Parti dans les syndicats que celui des rapports entre le Parti communiste et les syndicalistes réellement révolutionnaires. Comment réaliser l'entente, l'union et la coopération féconde de tous les éléments révolutionnaires communistes en France? Question difficile à résoudre parce que sur elle pèse tout le passé, toute la tradition d'un vieux mouvement ouvrier. Pour étudier et chercher la solution de ce problème, il est nécessaire de tenir compte de cette tradition dont les révolutionnaires malgré tout ne sont pas complétement émancipés.

Le Parti communiste est jeune, né de la scission de Tours. Il a commencé une oeuvre d'épuration et de redressement qui lui a acquis la sympathie de la masse ouvrière et de tous les révolutionnaires. Mais l'oeuvre de Tours devait être un commencement, le début d'une ère nouvelle. Dans sa première année, le Parti n'a pas réalisé les espérances que les révolutionnaires avaient placées en lui, il a piétiné, hésité, tâtonné dans sa politique, sur lui pesait le passé réformiste du Parti socialiste de Jaurès, de Renaudel et de Longuet. Il a certes depuis Tours accompli un sérieux et grand travail d'organisation pour regrouper ses 130 mille adhérents, pour assurer et répandre sa presse, pour développer sa propagande. Mais il a manqué de direction politique. Le Comité directeur absorbé par de petites besognes d'organisation et d'administration n'a pas été un organe politique dirigeant au jour le jour la pensée et l'action du Parti; le Parti communiste a manqué dans cette première année d'existence de discipline et de conscience collective.

Dans la C. G. T., les politiciens de guerre sont restés les maîtres, mais contre eux s'est levée et a grandi la minorité syndicaliste révolutionnaire qui à chaque congrès marquait une très sensible avance. Avant le Congrès de Lille déjà, la majorité confédérale cherchait à se débarrasser de la minorité et à provoquer la scission en excluant les syndicats minoritaires. Jouhaux et ses lieutenants ont battu en retraite au Congrès de Lille devant l'hostilité de la masse ouvrière à l'égard de leur politique de division du mouvement syndical. Mais depuis Lille, la politique de scission continue, la majorité confédérale craint d'affronter un nouveau congrès où elle sera battue et cherche en saisissant tous les prétextes à obliger la minorité à la scission. Les exclusions de Syndicats minoritaires se multiplient, la minorité risque ainsi de s'émietter et de s'user avant le prochain congrès. Il ne faut pas oublier que si la C. G. T. avait pendant la guerre groupé plus de deux millions d'adhérents, elle n'est pas restée sur ses positions. L'échec des grèves

de mai 1920 dû à la trahison des chefs confédéraux a vidé les organisations dont il ne subsiste plus guère que les cadres.

Ceux qui ont mené au sein de la C. G. T. la lutte âpre et tenace contre le réformisme et qui sont groupés aujourd'hui dans l'organisation des C. S. R., ne se sont donné jusqu'à présent aucun programme positif. Ils sont dominés par la tradition syndicaliste révolutionnaire de l'ancienne C. G. T. Leur but plus ou moins clair et conscient est de remettre la C. G. T. sur la voie révolutionnaire où elle cheminait et bataillait avant la guerre. Sans doute les syndicalistes sentent tous que des evénements historiques considérables se sont produits dans le monde qui doivent attirer l'attention et la réflexion de tous les révolutionnaires. Ils savent que ces événements nécessitent une mise au point de la pensée et de la tactique révolutionnaires. Les C. S. R. n'ont pas accompli ce labeur de pensée indispensable. Groupés sur le programme essentiellement négatif de la lutte contre Jouhaux, Merrheim et le réformisme confédéral, ils se sont contentés, au point de vue positif de se réclamer de la tradition et du passé du syndicalisme révolutionnaire.

Ce manque de pensée et de programme révolutionnaires positifs est la grande faiblesse de la minorité. Au fond il paralyse son action parce que, dès qu'elle quitte le terrain étroit de la lutte contre les majoritaires et qu'elle aborde les grands problèmes de la pensée révolutionnaire, elle rencontre en elle des oppositions et des courants divers qui demain, si elle devenait majorité, empêcheraient tout labeur fructueux.

### Les tendances de la minorité.

On peut distinguer dans les C. S. R. quatre grands courants dont la force et l'influence sont diverses mais variables parce que ces tendances comme l'organisme lui-même cherchent encore l'expression de leur pensée et n'ont pas de programme précis, clairement exprimé. Dans la confusion générale des esprits, un groupement d'affinités se cristallise autour de quatre pôles principaux:

1. Les anarchistes. Inspirés par „Le Libertaire", ils sont nettement contre-révolutionnaires. Attachés à leur idéologie comme des croyants à leurs dogmes, fanatisés comme les dévots d'un rite; ils n'ont rien appris et ne veulent rien apprendre de l'expérience et de l'histoire. Ils s'en vont, répétant les formules apprises avant la guerre et la Révolution russe, comme le prêtre répète les formules du catéchisme ou de la lithurgie. Comme tous les dogmatiques, ils sont incapables de renouveler leur pensée. Ils ne sont révolutionnaires qu'en formules. En réalité, ils ne comprennent rien à la révolution et ils en sont devenus les ennemis parce que les principes du vieux libéralisme bourgeois qui survivent dans leur idéologie libertaire les empêchent de comprendre les nécessités de la révolution sociale. Leur influence dans les C. S. R. est minime, mais il est certain que les tentatives faites par quelques camarades communistes de vouloir subordonner le mouvement syndical au Parti tend à la renforcer.

2. Les syndicalistes purs. C'est ainsi que se nomment les anarcho-syndicalistes qui représentent l'ancien courant de la C. G. T. d'avant guerre. Leurs porte parole sont aujourd'hui Verdier, Besnard, Quinton, inspirés eux-mêmes par Grifuelhes. Moins figés que les anarchistes dans les formules du passé, davantage en contact avec la vie et avec les luttes de la classe ouvrière, hommes d'action avant tout, ils sentent

bien que l'histoire de ces dix dernières années a apporté quelque chose de nouveau dont les révolutionnaires doivent tenir compte. Mais ils n'ont pas entrepris ce travail de renouvellement de leur pensée; ils trouvent plus commode de répéter les vieux clichés et d'en appeler à la tradition et au passé. La charte d'Amiens, l'autonomie syndicale, le fédéralisme, l'antiétatisme, le syndicalisme qui suffit à tout sont tout autant de mots „tabou" qu'on répète à tout propos pour s'éviter la peine de penser et de formuler sa pensée. Mais sous ces formules du passé, la pensée de ces camarades est inquiète, hésitante. Entre quatre yeux ils affirment volontiers que la charte d'Amiens est vieillie et que l'histoire nécessite une révision, une mise au point des théories d'avant-guerre. Cependant lorsque leur pensée se cherche et s'affirme, ils retombent dans l'ornière de la tradition. Ils nient le rôle révolutionnaire du Parti communiste. Pour eux, l'agent révolutionnaire reste la minorité agissante groupée dans la C. G. T. qui doit s'organiser pour être apte à diriger toute l'œuvre révolutionnaire. Ces camarades laissent au Parti dans la lutte ouvrière une étroite bande de terrain pour la lutte politique, ce qui signifie dans leur phraséologie, la lutte parlementaire. Pour eux le rôle du Parti est tout à fait secondaire, sinon superflu. Dans cette tendance se cristallisent certainement les théories du syndicalisme français d'avant-guerre, théories profondément révolutionnaires théories d'avant-garde, au moment où elles étaient formulées et répandues par la C. G. T. en opposition au socialisme réformiste et votard, mais théories qui après les expériences de la Révolution russe et des mouvements révolutionnaires qui ont suivi la guerre, sont, sur bien des points, démolies par l'histoire. Chercher à faire revivre un passé qui fut révolutionnaire dans les circonstances historiques nouvelles et différentes, ça n'est pas toujours faire preuve d'esprit vraiment révolutionnaire.

Cette tendance, bien qu'elle soit défendue par les secrétaires des C. S. R., n'est pas celle qui domine la minorité confédérale. Mais, comme la tendance anarchiste, elle est renforcée par les tentatives de subordonner les syndicats au Parti.

3. Les syndicalistes communistes, groupés autour de la „Vie Ouvrière", et inspirés par Monatte, Monmousseau, Rosmer ont la direction spirituelle de la minorité syndicale. Sincèrement révolutionnaires, hommes de pensée et d'action, ils ont profondément renouvelé leur pensée révolutionnaire au contact de l'histoire. Le communisme s'est greffé sur le vieux tronc sain et vivace du syndicalisme révolutionnaire. Quand ils précisent leur pensée, sur tous les grands problèmes de la révolution, ils le font dans le sens où les Congrès de l'Internationale communiste l'ont fait. Emprisonnés par aucune idéologie, ils sont prêts à accepter sans préjugés tout ce qui est nécessaire au triomphe de la révolution. Cependant, eux aussi se sentent les héritiers du passé et de la tradition confédérale, et jusqu'à présemt, ils n'ont pas fait l'effort nécessaire pour préciser nettement leur pensée actuelle, pour l'affirmer au dehors des petits cercles d'intimes, publiquement, dans la masse, dans un programme positif, clairement exprimé et largement déployé. Leur pensée s'est renouvelée sur tous les grands problèmes de la révolution, mais ils ne l'ont pas poussée jusque dans les recoins. Ils hésitent et redoutent peut-être de tirer les conséquences nécessaires et logiques de leur évolution théorique sur le terrain tactique. Soucieux avant tout de vaincre la majorité confédérale, ils ont

évité au sein des C. S. R. de préciser leur pensée pour ne pas affaiblir la lutte minoritaire par des discussions intestines de tendances.

4. Les communistes partisans d'une subordination des syndicats au Parti. L'Exécutif de l'Internationale Communiste à l'occasion du 3-me Congrès, a critiqué l'activité ou plutôt l'inactivité du Parti français sur le terrain syndical, réclamant de lui qu'il prenne position, et qu'il fasse pénétrer, par l'intermédiaire de ses membres syndiqués les idées communistes dans les organisations professionelles comme les anarchistes ou les syndicalistes font pénétrer et défendent les leurs. Un certain nombre de camarades, parmi lesquels, Loriot, Tommasi, par suite d'une interprétation, à mon sens, éronnée des critiques et des décisions de l'Exécutif, ont répandu l'idée d'une subordination du mouvement syndical au Parti communiste. Cette tendance a soulevé une vive émotion et des discussions passionnées dans les C. S. R. sur l'autonomie ou la subordination du mouvement syndical. Ces velléités de subordonner le mouvement syndicaliste à la direction du Parti, n'ont eu pour résultat que de renforcer les tendances anarchistes et syndicalistes pures et de semer la dispute et la division parmi les syndicalistes communistes.

### L'attitude du Parti.

Quelle a été, quelle est l'attitude du Parti dans ces luttes de tendances et dans cette grave question syndicale?

Le Parti s'est tu. Il n'a pris aucune directive. Il a largement ouvert les colonnes de „l'Humanité" à toutes les tendances, même à celles qui nient son rôle révolutionnaire. On trouve du reste des membres du Parti dans toutes les tendances, à l'exception peut-être de la tendance anarchiste. Il est encore des membres du Parti communiste qui soutiennent Jouhaux et votent pour lui dans les congrès confédéraux. Tous les leaders en vue de la tendance syndicaliste pure, Verdier, Quinton, Griffuelhes lui-même sont membres du Parti. La majorité des membres du Parti forme cependant le gros des troupes des syndicalistes communistes. Il est certain que cette attitude du Parti ne peut durer et au Congrès de Marseille, en décembre, le Parti discutera la question syndicale et se donnera un programme, une politique syndicale. Quelle doit être cette politique? Quelle doit être la tactique de l'Internationale Communiste à l'égard de ce problème?

Il est nécessaire que le Parti affirme clairement et hautement son droit et son devoir de s'occuper activement de toutes les questions qui touchent la vie et le développement du mouvement ouvrier, donc le droit et le devoir de dire sa pensée dans les questions syndicales. Il doit faire front contre toutes les tendances, à l'exception de celle des syndicalistes communistes; il doit les combattre avec énergie et sans merci, en mettant à la disposition de cette lutte, d'une façon exclusive l'arme puissante et redoutable de sa presse quotidienne. Il faut qu'après Marseille, il n'y ait plus de place dans le Parti ni dans ses organes pour les majoritaires confédéraux et pour les syndicalistes purs qui nient ou réduisent à rien le rôle révolutionnaire du Parti. Le Parti doit nettement s'affirmer aussi contre la tendance qui veut la subordination des syndicats. Nous devons sur ce point, préciser notre pensée et dissiper tout malentendu. Comme toutes les formules, les mots de subordination et d'autonomie syndicales ont pris, en France, un caractère absolu. On se bat sur ces mots, sans les définir, sans claire-

ment exprimer la pensée qu'ils devraient traduire. Pour nos camarades de la „Vie Ouvrière", la subordination signifie une soumission mécanique, organique de l'organisme syndical à la direction du Parti. Il est nécessaire d'affirmer nettement que la subordination des syndicats au Parti n'a jamais été, à aucun moment et dans aucun pays, la pensée de l'Internationale Communiste. Ce que l'Internationale Communiste a réclamé de tous ses partis, c'est que par l'intermédiaire de leurs membres syndiqués, ils fassent pénétrer dans le mouvement syndical les idées révolutionnaires du communisme, que les communistes restent dans les syndicats, comme dans toute leur vie, des membres disciplinés et conscients du Parti. C'est donc par le travail, par la propagande, par le dévouement des communistes à la cause syndicale que nous avons toujours compris que le Parti gagnerait la confiance de la classe ouvrière et l'influence dans les milieux syndicaux. C'est là une question de confiance et non une question d'autorité. Si le Parti, par sa politique révolutionnaire, intelligente, sait donner à la classe ouvrière en lutte des directives judicieuses qui la renforcent et la mènent à la victoire, il gagnera sans nul doute la confiance des grandes masses et l'autorité morale qui est faite de confiance et non l'autorité mécanique sur elles et sur leurs organisations professionnelles. Nous pensions qu'en France comme dans d'autres pays, ce travail de propagande pourrait se faire par de petits comités ou noyaux communistes dans les organisations professionnelles. Mal interprétée et mal comprise, notre pensée a provoqué l'opposition d'une grande partie des camarades syndicalistes communistes. Le „noyautage" est devenu un de ces mots épouvantails qu'on prononce à tout propos, non pour préciser une idée, mais pour effrayer. Nous pensons que devant ce malentendu, le Parti français et l'International Communiste doivent abandonner l'idée du „noyautage" et que leur politique doit tendre à une entente et à une collaboration aussi étroites que possible avec les syndicalistes communistes.

**Nos relations avec les syndicalistes.**

Nous l'avons dit déjà, sur tous les grands problèmes de la révolution sociale, les syndicalistes sont en accord avec nous. Toute la collection de la „Vie Ouvrière" en est déjà un témoignage sincère et éloquent. Dans des conversations privées, dans des discussions entre camarades, nous avons abordé avec Monatte, Monmousseau et d'autres camarades de cette tendance, les question sur lesquelles nous aurions pu avoir des divergences sensibles: dictature du prolétariat, centralisme révolutionnaire, armée rouge, police révolutionnaire, suppression des libertés pour tous les contre-révolutionnaires; sur toutes ces questions, nous n'avons rencontré aucune divergence. Nous nous sommes sentis profondément d'accord sur la base des thèses votées par les congrès de l'Internationale Communiste. Volontiers, ces camarades admettent que leur pensée d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de la nôtre que du vieux syndicalisme révolutionnaire imprégné d'anarchisme. Nous devons leur demander dans l'intérêt de notre cause commune de ne pas affirmer cette pensée nouvelle seulement dans des cercles restreints ou incidemment dans un article, mais de la poser clairement, hardiment, comme une base sur laquelle eux et nous pourrons nous appuyer pour aller plus loin dans la confrontation de notre pensée et pour discuter en bons camarades les problèmes de tactique que posent les relations entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes.

Nous sommes d'accord avec eux aussi et sans aucune espèce de réserve pour affirmer que les relations entre le Parti communiste et le syndicalisme révolutionnaire ne sauraient être la subordination de l'un à l'autre. Mais il ne suffit pas de proclamer l'autonomie organique du mouvement syndical à l'égard des partis politiques pour solutionner le problème. Que nos camarades le veuillent ou non, le Parti communiste existe, qui s'efforce de devenir un parti révolutionnaire, qui a une presse puissante et une influence incontestable sur la masse ouvrière et sur des couches importantes de la petite paysannerie. Les syndicalistes ne peuvent ignorer ce parti révolutionnaire. Tout révolutionnaire comprendra la nécessité de coordonner et d'unir aussi étroitement que possible, toutes les forces révolutionnaires contre la bourgeoisie coalisée. Dans la „Vie Ouvrière", à plusieurs reprises, les camarades syndicalistes ont affirmé cette nécessité pour eux de tenir compte du Parti communiste. Dans la „Vie Ouvrière" № 120, 19. VIII. 21, un article de Semard affirme entre autres:

„Combattre les politiciens arrivistes de toutes les nuances c'est très bien; mais combattre le communisme pour atteindre les politiciens qui s'y trouvent, c'est diminuer la valeur d'une étude révolutionnaire, c'est contrarier un idéal qui vise à réaliser la transformation sociale.

Le Parti Communiste n'est pas la propriété de quelques politiciens, c'est l'organisation dans laquelle sont groupés des milliers d'ouvriers et de paysans non syndicables qui ont secondé et seconderont encore les syndicalistes dans leurs mouvements sociaux.

Le syndicalisme se suffit à lui-même, mais il ne peut dédaigner les forces organisées susceptibles de l'aider dans l'œuvre de transformation sociale, il ne doit pas combattre le communisme qui est un moyen d'émancipation, une étape vers une transformation plus profonde; le combattre, c'est combattre la révolution."

Dans la même №, Monatte lui-même, parlant de la charte d'Amiens après avoir déclaré „qu'elle ne répond pas à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui", affirme:

„Depuis 1906, les situations respectives des syndicats et du Parti se sont modifiées. Nous avons une C. G. T. millerandiste et un parti communiste faisant effort pour devenir un parti révolutionnaire. Le syndicalisme pourra-t-il ignorer et faire fi des autres forces révolutionnaires? C'est impossible."

Et plus loin: „Nos formules d'autonomie et d'indépendance du mouvement syndical, corrigées, complétées par l'acceptation d'accords circonstanciés, répondent toujours à un besoin profond."

Ainsi donc, dans les milieux syndicalistes révolutionnaires, on compte avec l'existence du Parti Communiste, mais la confusion la plus absolue règne quant au rôle que peut et doit jouer le Parti Communiste dans la révolution sociale. Or on ne peut solutionner la question des rapports entre syndicalistes et communistes que si l'on jette de la clarté sur ce point du débat. Beaucoup de syndicalistes communistes ont adhéré au Parti après le Congrès de Tours. Mais ils sont restés comme en marge de son organisation et de son action. C'est dans le milieu des syndicalistes appartenant au Parti que j'ai entendu les critiques les plus vives et les plus passionnées de l'activité du Parti. Ces camarades considèrent le Parti comme quelque chose d'étranger à

eux, comme la propriété privée de quelques politiciens et de journalistes de profession. Ils ne sentent pas que le Parti, c'est eux, et que ses faiblesses sont le fruit de leurs faiblesses à eux. Pourquoi ont-ils adhéré au Parti, s'ils ne voulaient pas prendre part à sa vie, s'ils ne voulaient pas employer toute leur influence à poursuivre l'épuration commencée à Tours et à accentuer son caractère révolutionnaire? Dans une rencontre d'une trentaine de ces camarades, plusieurs ont répondu à cette question en affirmant qu'ils n'avaient adhéré au Parti que pour lui prouver leur sympathie au moment où il accomplissait son œuvre de redressement, ou dans le but d'étendre par lui la propagande révolutionnaire dans des milieux que le syndicalisme ne peut atteindre. Eux aussi tout en adhérant au Parti, ignorent ou nient son rôle d'agent actif de la révolution. Cette tâche reste pour eux celle du syndicalisme révolutionnaire.

C'est bien là la situation dans laquelle se débat la pensée révolutionnaire de nos camarades syndicalistes. Ils ont conservé du vieux syndicalisme l'idée que le syndicalisme suffit à tout et, bien que tenant compte de l'existence d'un parti révolutionnaire, ils sont fort embarrassés de sa présence, ne savent quel rôle lui attribuer dans la lutte commune et le considérent presque fatalement comme une espèce de concurrent contre lequel il faudra peut-être batailler. Monatte dans le même article de la „Vie Ouvrière“ que nous avons cité plus haut, affirme:

> „Si le syndicalisme ne suffit pas à tout, il doit tendre ses efforts à suffire le plus possible, à faire la plus grande part possible de la tâche révolutionnaire. ... Du jour où est née l'idée de grève générale est née du même coup l'idée d'autonomie syndicale et tout mouvement syndical qui accepte la grève générale revendique pour lui-même le droit de décision, se refuse à la subordination à un parti, se proclame le groupement révolutionnaire essentiel. ... C'est dans une C. G. T. révolutionnaire que se fera instinctivement, mécaniquement, l'union de tous les travailleurs animés de l'esprit révolutionnaire; c'est dans leur organisme de classe que s'associeront les diverses tendances, et qu'elles uniront et multiplieront leurs forces.“

La pensée de Monatte qui perce de temps à autre dans ses articles, et qu'il a affirmée encore dans nos conversations personnelles, c'est la veille idée syndicaliste, une minorité révolutionnaire consciente, groupée en syndicats, entraîne la masse ouvrière à la lutte et la prépare à la révolution. Si le syndicalisme ne suffit pas à toute l'œuvre révolutionnaire, il doit chercher à développer ses organismes, à étendre son action, pour y suffire le plus possible; il doit tendre à y suffire complètement. Monatte se rend parfaitement compte que s'il veut être apte à réaliser toute l'oeuvre révolutionnaire, le syndicalisme perdra son caractère corporatif, cessera de grouper les grandes masses prolétariennes en lutte pour des avantages économiques pour devenir de plus en plus un groupement d'affinité, qui prendre de plus en plus le caractère d'un parti politique. C'est sans doute un parti politique spécial se recrutant essensiellement parmi les travailleurs syndiqués et ayant comme principal terrain de propagande et d'action le syndicat. Monatte admet volontiers que ce serait un parti politique, un groupement d'affinité. Mais comme son programme ne différerait pas essentiellement du programme communiste, ce serait la formation d'un second parti communiste. Monatte

pense que ce dualisme ne nuirait pas à l'action révolutionnaire et qu'entre les deux partis communistes s'établirait une espèce d'émulation toute profitable au développement révolutionnaire. Cette pensée ne résiste pas à l'examen, la France n'est pas si riche en forces révolutionnaires et communistes pour pouvoir se payer le luxe d'avoir deux partis communistes qui font une espèce de concours de vitesse sur la piste révolutionnaire. Cette émulation dégénererait bien vite en luttes et en conflits douloureux auxquels la classe ouvrière ne comprendrait pas grand chose. Comme l'âne de Buridan elle serait la victime de l'existence de ces deux pôles d'attraction qui se disputeraient sa conquête. Monatte se trompe du reste étrangement quand il affirime que l'union de tous les travailleurs se fera instinctivement et mécaniquement dans cette C. G. T. révolutionnaire communiste où s'associeraient les tendances diverses. Plus ce parti syndicaliste s'efforcerait de préciser sa pensée et son programme révolutionnaire, plus il se préparerait à accomplir toute l'oeuvre révolutionnaire, plus aussi, les tendances opposées qui sont aujourdhui dans les C. S. R. se heurteraient et violement s'opposeraient. Seulement la question essentielle de la dictature prolétarienne suffirait à détacher de la C. G. T. révolutionnaire les anarchistes et les syndicalistes purs. Et Monatte connaît trop la situation intérieure des C. S. R. pour se faire beaucoup d'illusions sur la tentative de réaliser ce nouveau parti communiste syndicaliste. Il est encore loin d'exister et si même il avait vie, toute la question de ses rapports avec l'autre parti communiste resterait ouverte et non résolue et le devoir de tous les révolutionnaires resterait la coordination de leurs efforts. Monmousseau, dans les conversations que nous avons eues, l'a compris; il admet que le Parti ait un rôle à jouer tant dans la préparation révolutionnaire que dans la révolution elle-même. Il faudrait, selon lui, qu'il y ait une division du travail et que tandis que les syndicalistes prépareraient le prolétariat à toute l'oeuvre révolutionnaire, le Parti se contentât enfin d'une propagande parmi les intellectuels et les paysans que les syndicalistes ne peuvent atteindre, dans le but sinon de les entraîner à la révolution, du moins de les neutraliser dans la lutte, dans l'oeuvre révolutionnaire elle-même. Monmousseau pense que le Parti pourrait fournir au gouvernement prolétarien les diplomates et les financiers du nouveau régime parce que les syndicats ne pourraient fournir les éléments suffisamment préparés à ces besognes. Il va sans dire que cette espèce de division du travail accordant aux syndicats l'activité purement prolétarienne et n'attribuant au Parti que le travail parmi les classes moyennes et les petits paysans, ne saurait être une solution admissible pour nous. Le parti deviendrait bien vite et fatalement un parti petit bourgeois. Jamais un parti communiste ne pourrait admettre d'abandonner le travail dans les milieux purement prolétariens. Son oeuvre de neutralisations et d'entraînement des petits paysans et des intellectuels n'aura une portée vraiment révolutionnaire que si elle est faite par un parti prolétarien sous le contrôle et l'inspiration constante du prolétariat des usines. Du reste la division du travail présuppose une direction unique, une liaison entre les organismes qui collaborent à la même oeuvre, et la question reste ouverte. Nous pensons que la seule, unique solution du problème est dans l'adhésion réelle et activité de tous les syndicalistes communistes au Parti et dans l'abandon par eux de cette idée que le syndicalisme peut suffire à toute l'oeuvre révolutionnaire.

C'est la conclusion à laquelle logiquement a abouti Rosmer; c'est celle qu'il discute avec ses vieux amis de la „Vie Ouvrière".

Nous n'ignorons pas que cette solution se heurte à une espèce de prévention instinctive contre tout ce qui est parti politique. Cette prévention provient sans doute largement de l'héritage de la vieille C. G. T. Mais des révolutionnaires doivent être prêts à s'affranchir de de tous les vieux préjugés, même lorsqu'il viennent d'un passé cher et qu'ils sont entretenus par l'attitude actuelle du Parti Communiste, car cette prévention provient aussi du fait que le Parti n'a pas dans le courant de cette dernière année accompli toutes les espérances qu'on avait placées en lui. Mais les syndicalistes communistes au lieu de saisir ce prétexte pour en nourrir leurs vieux préjugés contre le Parti devraient au contraire considérer que leur devoir de révolutionnaires est de faire de ce parti neuf et jeune, de sa presse puissante et de son influence, un organe véritablement révolutionnaire, le groupe d'affinité où se rencontrent tous les communistes à côté de leurs syndicats professionnels autonomes, où ils rencontreront et combattront le réformisme et les diverses formes de l'anarchie.

Nos camarades de la „Vie Ouvrière" que ces problèmes troublent certainement ont pris l'habitude de se taire et de rester dans l'expectative. Avec eux nous avons discuté longuement dans des conversations privées. Nous pensons que ces problèmes intéressent toute la classe ouvrière de France et non un cercle restreint de militants seulement; c'est pourquoi nous engageons aujourd'hui la discussion publique et fraternelle avec eux, espérant qu'ils feront comme nous un effort pour préciser leur pensée et qu'ensemble, sincèrement et cordialement, nous arriverons à une solution d'où les préoccupations de chapelles soient bannies et qui soit seulement au bénéfice du développement du mouvement révolutionnaire en France.

*Jules Humbert Droz.*

# L'offensive de Stinnes.

L'Allemagne dans son état actuel fournit l'exemple le plus frappant du tableau complexe présenté par le développement du capitalisme après la guerre. Le capitalisme allemand, qui est relativement jeune, avait atteint en 1914 un épanouissement sans exemple. Aux yeux de la dernière génération il s'est développé impétueusement avec une espèce de fureur, évinçant du marché mondial tous ses concurrents. Malgré la défaite militaire de l'Allemagne, son capitalisme est resté somme toute en Europe le type du capitalisme le plus parfait, le plus libre de toutes traditions, de toutes entraves. Par suite de ce niveau élevé du développement capitaliste toutes les classes en présence sont en Allemagne à un niveau plus élevé au point de vue de l'organisation que les classes correspondantes des autres pays d'Europe. D'autre part, par suite de la défaite militaire et politique, les profondes contradictions du capitalisme contemporain ont pris en Allemagne une forme particulièrement violente et nette. Toutes ces conditions font que l'Allemagne est un pays très commode pour l'étude des destinées du capitalisme d'après guerre et du développement de la lutte de classes.

Si l'on regarde de près ce développement, il est impossible de passer outre sans s'arrêter à l'une des figures les plus caractéristiques du capital allemand contemporain, celle du milliardaire de nouvelle formation, Hugo Stinnes. Il est comme le symbole, l'incarnation du super-capitalisme dernier cri. Toute la presse allemande de cette dernière année est remplie de nouveaux exemples de „Stinnesation" de l'économie nationale allemande. Pas une semaine ne se passe sans que les journaux n'annoncent quelque nouvelle entreprise de Stinnes aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Tantôt il fait main-basse sur les docks et les chantiers suédois, tantôt il soumet à son contrôle les stations balnéaires allemandes. Hier encore il apposait la ventouse de son consortium électrique sur de nouvelles stations génératrices de sources d'énergie, aujourd'hui vous entendrez parler de l'acquisition des usines métallurgiques d'Autriche et de Tchéco-Slovaquie. Tantôt il fonde à Hambourg une société d'exportation faisant le transit de tous les produits fournis par le marché allemand, tantôt il achète de nouveaux journaux et se met en campagne en faveur de grandioses projets d'électrification et de socialisation. Récemment encore, de mystérieux pourparlers étaient menés à Bruxelles par ses agents avec les usiniers français et belges au sujet de la formation d'un cartel de l'acier et de l'augmentation des prix de l'acier. Dernièrement il marchandait avec Loucheur pour conclure un contrat relatif à la reconstitution par le capital allemand des régions dévastées de France. Et maintenant, la presse est toute pleine de communications relatives à l'orientation anglaise de Stinnes, à son voyage à Londres

et à son entrevue avec Lloyd George, au rapport qu'il a présenté à ce sujet au Gouvernement allemand et à l'union patronale.

En un mot, il n'y a pas un seul domaine de l'économie nationale ou de la vie politique d'Allemagne où ne figure le nom de Stinnes.

Et ce n'est pas étonnant du reste. Les entreprises qui lui sont directement soumises „fournissent du travail" à 600.000 ouvriers. Elles produisent tout „depuis les boutons de manchettes jusqu'aux marteaux pilons". Selon les termes d'une poésie à lui dédiée et publié dans un organe ouvrier de province: „Stinnes engloutit tout, matières premières et journaux. Hôtels, chantiers, usines, ministres, partis, peuples, tout lui obéit. Depuis Hilferding et jusqu'à Stresemann, droite, centre, socialistes, il agglutine tout dans un bloc national allemand unique".

Et pendant que les savants social-traîtres se cassent la tête sur le problème de l'élimination paisible du capitalisme, Stinnes le porte à un degré de développement inconnu encore dans le monde tout en mettant à nu, simultanément, des contradictions sans précédent de ce même capitalisme. Stinnes a poussé sur le terrain des bénéfices de l'industrie de guerre. Pour lui, comme pour les autres industriels allemands, la guerre n'a été qu'une transaction économique éminemment avantageuse, donnant des profits indépendement de la défaite ou de la victoire. L'économie de la guerre a agi comme une pompe gigantesque par le moyen des emprunts de guerre qui ont mobilisé et aspiré tout le capital liquide des petits rentiers, toutes les économies des classes moyennes et d'une partie des ouvriers en les soumettant à l'autorité de l'industrie lourde. L'industrie de guerre a mis à la disposition du gros capital tous les moyens de la production, tout ce qui pouvait être utilisé en qualité de matières premières et de produits auxiliaires.

L'armée, les lois sur la conscription, etc. lui ont subordonné toutes les forces humaines du pays. Les magnats du capital ont accumulé au détriment du capital fondamental du pays tout entier des bénéfices inouïs. Les forces productives ont été systématiquement détruites, les mines de houille, les chemins de fer, les machines et les bâtiments industriels se détérioraient à l'extrême sans qu'on veillât à leur réfection et à leur remplacement. La main d'oeuvre était dépensée avec une prodigalité extraordinaire, pendant que s'amoncelaient les emprunts de guerre, — témoignage de l'endettement de l'Etat à l'égard des rois de l'industrie.

Au cours de la guerre déjà, les capitalistes ne pouvaient pas se plaindre d'avoir des bénéfices réduits; or, par une ironie du sort, la Révolution a apporté aux „capitaines de l'industrie" des profits légendaires et un degré de puissance qui a déterminé une nouvelle étape du capitalisme. Stinnes s'est renforcé et s'est développé sur le terrain de la disette charbonnière, du manque de matières premières dans la période d'après-guerre, sur le terrain des conditions draconiennes imposées par l'Entente et sur celui de la misère toujours croissante des masses. Et ce n'est que pendant le gouvernement „républicain" d'Ebert que l'Allemagne a connu la domination de „son véritable milliardaire". Cette machine humaine (c'est ainsi que Stinnes est désigné par le „Times"), — „froide, excessivement active, infatigable, toujours occupée à calculer" qui domine l'industrie lourde et possède des capitaux et des créances gigantesques, a repoussé à

l'arrière plan ses peu nombreux concurrents et est devenue un immense problème de la vie économique allemande.

Personne ne sait quelle est la partie de l'économie nationale allemande gérée par Stinnes. Mais les renseignements incomplets et fortuits qui ont fait dernièrement le tour de la presse allemande démontrent qu'un véritable Etat dans l'Etat s'est constitué en Allemagne, ou plutôt que Stinnes devient le maître de jour en jour plus absolu de la „République". Le fondement de sa puissance est constitué par quatre bassins houillers unifiés par lui, 8 mines métalliques qui autrefois déjà appartenaient à la famille Stinnes, la Société par actions des aciéries et des Hauts fourneaux de Bochum, qui groupe 5 mines métalliques importantes, la Société minière par actions du Luxembourg et de l'Allemagne, englobant 14 mines métalliques et enfin la Société Minière de Gelsenkirchen — 17 mines métalliques. Viennent ensuite 5 puissantes mines métalliques de Westphalie. Dans le domaine de l'industrie de l'acier et de la fonte, il possède 9 usines métallurgiques de la Société déjà citée du Luxembourg et de l'Allemagne, deux usines de la Société de Bochum et 9 de celle de Gelsenkirchen. Le tout est groupé par Stinnes, conjointement avec des entreprises auxiliaires dans la „Rhein-Elbe-Union" qui possède un capital industriel de 1.682.000.000 de marks et qui a une importance décisive pour l'industrie charbonnière et l'industrie lourde de la région rhénane et westphalienne.

Dans le domaine de l'industrie électrique, la Société électrique à Nürenberg, Siemens-Schuckert et Siemens-Halske à Berlin, la Société d'Electricité Rhénane et Westphalienne à Essen, la Société Rhénane par actions d'électro-acier et de cogolite, les stations électriques saxonnes à Osnabrück, et plusieurs autres, lui sont subordonnées. Parmi les autres entreprises importantes de Stinnes, en peut nommer trois fabriques gigantesques de cellulose à Königsberg et à Berlin, une série de grandes typographies et de fabriques de caractères d'imprimerie, près de 100 journaux quotidiens (les principaux sont: „Deutsche Allgemeine Zeitung", „Industrie und Handelszeitung, „Lokalanzeiger"; les usines d'automobiles Lebat à Charlottenburg et l'usine d'autos-camions à Rattingen. Dans le domaine des transports par eau, il possède la Société par actions des paquebots et du Commerce Trans-Océanien à Hambourg, des chantiers à Neuhof et la plupart des transports par eau à l'intérieur du pays. Mais outre les transports maritimes qui lui appartiennent en propre, Stinnes tâche de s'appuyer, dans sa lutte contre la „Hambourg-Amerika-Linie", qui appartient au trust Ganiel sur le Lloyd Nord-Allemand de Brême, il absorbe la Compagnie des Paquebots de l'Amérique Occidentale de Woermann (Woermann-Linie), et une Compagnie importante des paquebots de l'Afrique Orientale, il participe à l'entreprise de relèvement de la flotte marchande allemande au capital d'un milliard et projette la création de chantiers et d'usines de construction propres. Toute cette liste est loin de renfermer toutes les entreprises appartenant directement à Stinnes, sans parler des innombrables sociétés par actions dans lesquelles il possède une influence prépondérante.

Ainsi donc, le fondement de la puissance industrielle de Stinnes est constitué par le charbon. La possession des richesses charbonnières énormes du bassin de la Ruhr au moment d'une disette aiguë en combustible après la guerre l'a rendu tout puissant, car cette possession lui donne la possibilité de suspendre la livraison du combustible aux concurrents, de fonder des usines et des compagnies de paquebots et de réagir dans ses intérêts sur toute la vie économique du pays. Un autre

facteur presque aussi important de sa puissance, c'est sa domination sur le noyau d'industrie lourde qui lui appartient, et sa puissance s'appuie enfin sur une force de l'avenir qui s'avance de plus en plus au premier plan — l'électricité. La fusion réalisée par Stinnes des géants de l'électricité Siemens-Schuckert et Siemens-Halske, l'absorption des plus importantes stations d'électricité élargissent son influence dans une mesure qui n'a pas de précédent.

Dans aucun pays du monde (même aux Etats-Unis d'Amérique) la concentration en trusts ne s'exécute aussi rapidement qu'en Allemagne contemporaine, vaincue et ruinée. Les cartels et les syndicats d'avant-guerre paraissent être des jouets d'enfant en comparaison de cette concentration nouvelle. Et tous les jours se poursuit ce travail fiévreux d'extension d'influence et d'aspiration de nouveaux millions et de nouveaux milliards par Stinnes. Des centaines de journaux quotidiens élaborent l'opinion publique en conformité avec les intérêts de ces milliards, étayent d'arguments politiques et économiques l'Etat de Stinnes. On peut juger du caractère systématique de la politique de Stinnes d'après le fait que pour satisfaire aux besoins de ses journaux et pour réaliser son action sur le restant de la presse, il a acheté la plupart des fabriques de papier d'Allemagne. Pendant que les théoriciens de l'économie politique sont aux prises pour discuter les problèmes des trustes verticaux ou horizontaux, il unit les entreprises similaires dans tous les coins du pays et combine des industries différentes depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la fabrication et la vente des produits finis. Le traité de Versailles n'a fait que le servir et stimuler son développement.

Stinnes est international. A l'étranger il est chez lui tout aussi bien qu'en Allemagne. Dans l'Amérique du Nord et en France, en Autriche et en Tchéco-Slovaquie, en Suède et en Italie, il participe aux plus importantes entreprises industrielles. Tout en discourant sans discontinuer sur le sentiment patriotique, il est étranger dans ses relations d'affaires à toute espèce de préjugés nationaux, il ne connaît point de frontières. Pour perfectionner les méthodes d'extraction de la houille en Westphalie, il déclare que les capitaux lui manquent, mais par contre pour exploiter des concessions excessivement coûteuses au Brésil ces capitaux se sont retrouvés. Et le trust Stinnes fournit l'acier à la Hollande à des prix infiniment inférieurs à ceux qu'il fait payer au Gouvernement et aux chemins de fer allemands.

A la puissance économique de Stinnes correspond son énorme influence sur le pouvoir politique. Le président, les ministres social-démocrates, la police de sûreté, les bandes de l'„Orgesch", — ne sont que les instruments politiques du trust Stinnes. Le Gouvernement saisit avidemment chacune de ses paroles, chacun de ses désirs. La hausse des prix fixes sur le charbon a été faite dans ses intérêts.

A la suite de Stinnes viennent les autres „capitaines de l'industrie" — Tissen, Ganiel, Kirdorf, Fouquet, Klekner etc. Ils demeurent en arrière et imitent Stinnes en appliquant dans des domaines importants le même système de trusts. Les nouvelles unions capitalistes poussent avec une rapidité inouïe (exemple: autour de la „Hambourg-American-Linie" et de la „Compagnie Générale d'Electricité", dans toute une série de branches de l'industrie chimique et textile, etc.). Tous ces trusts, en dépit d'une concurrence réciproque et de violentes collisions, s'entremêlent si bien par des fils invisibles avec le trust fondamental de Stinnes qu'il serait impossible de les délimiter. Le trust Stinnes

est devenu l'incarnation de toute l'Allemagne capitaliste et toute tentative d'attaque partielle contre Stinnes rencontre la résistance violente de tout le capital allemand.

Dans le même temps s'effectue l'extension de l'accroissement des syndicats patronaux. En 1919 se fonde l'Union des Syndicats Patronaux Allemands qui groupe 200 syndicats. Dans le cours d'une année elle a presque doublé ses contingents. 15.091 syndicats patronaux se trouvent en liaison plus on moins étroite avec elle, ils groupent 100.000 entreprises avec 6 millions d'ouvriers, alors qu'en 1919, le nombre d'entreprises groupées étaient de 52.000 avec 4 millions d'ouvriers. Actuellement ces chiffres ont encore augmenté, car 12 syndicats patronaux ont encore adhéré à l'union. Le faîte de l'organisation est constitué par le Conseil Central des Syndicats Patronaux qui se trouve entièrement sous l'influence de Stinnes et de ses compagnons d'armes. Une division de travail toute particulière s'est établie entre les divers syndicats. Certains se sont spécialisés sur les questions économiques et la politique sociale. En outre, des sociétés d'assurance contre les grèves se sont fondées au cours des dernières années. Les syndicats patronaux ont élaboré une stratégie compliquée pour lutter contre le mouvement ouvrier. Toutes les fois qu'ils le peuvent, ils tentent d'instituer des organisations jaunes groupant les employés et les contre-maîtres. Toutes les fois qu'une grève surgit quelque part, le „spécialiste“ de la lutte contre le mouvement gréviste se rend immédiatement snr les lieux pour former avec l'administration de l'entreprise et le syndicat patronal local un „Comité de combat“ qui dirige invisiblement tous les actes de l'administration. Naturellement tous les liens existant avec le mécanisme de l'Etat, l'action sur la presse, l'opinion publique, etc. sont utilisées dans l'intérêt de la lutte. En dépit du fractionnement apparent des syndicats patronaux, ils sont tous dirigés en réalitité par une volonté unique, ils se soumettent à la politique de quelques magnats du capital, et au premier chef à l'autorité du roi non couronne d'Allemagne-Stinnes.

* * *

L'Allemagne a été battue sur le champ de bataille, mais à l'intérieur du pays le capital a remporté une victoire énorme. Il s'est définitivement subordonné le faîte de l'aristocratie ouvrière en s'emparant idéologiquement de la social-démocratie et des dirigeants du mouvement syndical. Le mécanisme des syndicats créé au cours de plusieurs décades par le mouvement ouvrier s'est transformé en un instrument compliqué de lutte contre le prolétariat. Et pendant que la bureaucratie syndicale et les social-démocrates versaient des l'armes sur l'issue disastreuse de la guerre, le gros capital, ayant jeté aux ouvriers de petites concessions dans le domaine de la législation sociale, s'est raffermi tout doucement et s'est préparé à de nouvelles batailles.

Après avoir absorbé les petites entreprises, après avoir soumis à son influence les entreprises plus importantes, le capital s'est élancé vers les marchés étrangers. Mais la défaite militaire a coupé le capital allemand des milieux non capitalistes en le privant des colonies et des marchés semi-capitalistes. L'unique moyen de réaliser une concurrence victorieuse et de procéder à l'extraction ultérieure de la plus-value est maintenant pour lui l'abaissement du niveau d'existance des ouvriers allemands. Pour garder et pour perpétuer les profits „de guerre“, pour abaisser le coût de la production des marchandises, le capital a dû

recourir à une exploitation de la main d'œuvre — capital essentiel du pays. Et maintenant qu'il s'est consolidé, qu'il s'est convaincu de la débilité de l'appareil syndical, ayant reçu des social-démocrates, à leur Congrès à Görlitz, une naïve „demande en mariage", le capital commence insensiblement à montrer ses griffes. De la défensive il passe à l'offensive. D'abord ils s'est livré à un travail de préparation idéologique. Tout l'appareil gigantesque du bourrage de crânes du peuple a été mis en vigueur. La presse bourgeoise, enserrée par les doigts de Stinnes, les économistes et les politiciens, la science et l'art, les satellites social-démocrates et les bureaucrates endurcie des syndicats se sont mis à l'oeuvre avec empressement. La seule issue qu'il y ait — c'est „le sur-travail et la limitation des besoins des travailleurs". C'est là une déclaration significative faite par l'un des magnats de l'industrie, Klekner, à une réunion d'actionnaires, déclaration qui a été reprise sur tous les tons. Ensuite le capital est passé à „l'action directe". Dès le printemps, la presse ouvrière reproduisait une circulaire secrète de l'Union patronale qui proposait à ses membres un „programme d'action" élaboré méticuleusement. L'arrêt de la production, l'aggravation consciente du chômage, le compresseur fiscal, les menaces, les promesses alléchantes, tout a été mis en action pour réduire les salaires et augmenter la journée de travail. La chute du mark allemand causée par les versements de réparations ne faisait que servir les intérêts du gros capital. Cette chute n'a nullement frappé les possesseurs d'actions, elle a amélioré la situation de tous les propriétaires de valeurs réelles (y compris les propriétaires fonciers et les gros paysans), mais elle s'est appesantie de tout son poids sur les épaules du prolétariat. L'accroissement de prix que ne pouvait rattraper aucun relèvement de tarifs faisait baisser automatiquement le niveau d'existence des ouvriers, il atteignait plus fortement encore les personnes ayant un revenu strictement fixe tels que, par exemple, les 4 millions de pensionnaires des organisations d'assurances qui touchent des pensions d'invalidité, de vieillesse, etc., les mutilés de la guerre et les familles des soldats tués à l'ennemi. Leur situation est désespérée et menace de devenir tout à fait catastrophique. En même temps, la chute du mark a accéléré la prolétarisation des fonctionnaires, des intellectuels, des petits propriétaires et rentiers. C'est ainsi que la chute du mark a permis de déposer tout le réglement des contributions de la guerre, tout le poids, tous les sacrifices de la guerre sur les épaules des travailleurs, elle a permis de développer et de renforcer encore davantage l'offensive patronale. Les efforts des ouvriers d'adapter les salaires à l'accroissement des prix ont avorté. A l'unique front du capital ont été opposées les actions dispersées des ouvriers, un front fractionné, éparpillé avec un état-major de traîtres bureaucrates syndicaux. Les forces étaient, de toute évidence, inégales. Souvent des positions furent abandonnées sans combat, le petit syndicat local ouvrier, ayant mesuré ses forces à celles de l'adversaire, n'osait pas se lancer dans la lutte.

Les centres syndicaux réalisaient systématiquement, opiniâtrement, leur politique traître de fractionnement et de localisation des conflits. Il n'est donc pas étonnant que dans ces conditions le capital ait vaincu sur toute la ligne de la lutte pour les salaires. C'est ce qui lui a permis de continuer son offensive dans le domaine de la durée du travail. La seule conquête réelle de la révolution de novembre — la journée de huit heures — a été violée partout. L'insuffisance des salaires et l'échec de la lutte des tarifs ont forcé les ouvriers à accepter le travail supplé-

mentaire et l'allongement de la journée de travail dans l'espoir de raccomoder par ce moyen les trous du budget. C'est pour cela que la liquidation de la journée de huit heures ne pouvait pas rencontrer une résistance énergique des ouvriers. C'est l'Etat lui-même qui a ouvert la campagne en introduisant par décision des différents ministères l'allongement de la journée de travail pour toute une série de catégories de cheminots, d'employés et de fonctionnaires de l'Etat.

Les grosses usines de l'industrie chimique ont suivi (Leuna-Werke, la fabrique Herst etc.) en appliquant d'autorité la semaine de 56 heures. Dans l'industrie minière, la journée de huit heures a été liquidée par la création des équipes dites „équipes supplémentaires" (Ueberschichten). Et c'est ainsi que petit à petit dans tous les domaines de l'industrie il n'est resté de la journée de huit heuras qu'un souvenir révolutionnaire. „L'action directe" du capital était appuyée par une offensive déclanchée dans le domaine de la législation sociale et politique. L'appareil gouvernemental agissait docilement conformément aux désirs de Stinnes. Un projet revêtu de la signature d'Ebert a été déposé au Reichstag. Ce projet concernait la journée de travail et réussit à faire sortir du calme même les dociles milieux dirigeants de la Centrale Syndicale. Après avoir analysé ce projet de loi le „Korrespondenzblatt" conclut mélancoliquement qu'il „fait de la journée de huit heures une rare exception, alors que l'exception devient la règle." Le président du Conseil des Syndicats Leinhardt rappelle dans le „Journal de l'ouvrier du Tabac" l'idylle des premiers jours quand il apportait à sa bonne vieille mère des fleurs, symbole de la lutte pour la journée de 8 heures et le temps plus idyllique encore des concessions faites par le capital après les jours de novembre. Il en parle comme de quelque chose de passé et d'oublié.

Mais l'attaque législative du capital ne s'est pas bornée à l'augmentation de la journée de travail. Les industriels s'efforcent de profiter de leur situation avantageuse pour réaliser un renversement complet dans le domaine de la législation sociale en la faisant reculer de plusieurs décades. Du ministère du travail émanent ces temps derniers toute une avalanche de projets de loi cyniquement réactionnaires qui attentent à l'existence même du mouvement syndical. Tel est ce projet de loi sur „la lutte ouvrière et le boycottage", qui interdit les grèves dans les entreprises d'utilité publique à peine d'arrestation immédiate. En même temps se trouve interdit le boycott et les entreprises non atteintes par la grève sont soumises à l'obligation de remplir le travail des grévistes. Un autre projet de loi écarte la participation aux contrats des tarifs les syndicas qui „s'occupent d'activité politique". Le projet de loi du professeur Hettmann s'immisce dans la vie intérieure des syndicats en exigeant le remboursement aux membres sortants de leurs cotisations et en immobilisant la moitié des biens syndicaux en qualité de fonds d'allocation, condition qui rend impossible l'utilisation de cette moitié pour les frais de grève.

Démolition de syndicats, interdiction des grèves, aggravation excessive des conditions du travail, — c'est à quoi se réduit de plus en plus la fameuse législation sociale de l'Allemagne. Mais l'appareil de l'Etat parait trop lourd et trop lent aux yeux du capital passé à l'offensive. Privée du pouvoir militaire, de la force armée disciplinée, la machine de l'Etat a perdu aux yeux du capital la plus grande partie de sa valeur. Le gros capital préfère s'arranger tout seul. „L'action directe" est un moyen plus rapide et plus sûr d'atteindre son but que toutes

ces chinoiseries législatives. Et voilà que toute la presse bourgeoise mène campagne en faveur de la non-intervention de l'Etat dans la vie industrielle, de la liquidation „de l'économie de guerre“ coercitive en faveur de la liberté complète du commerce et de la circulation. Les mêmes revendications sont mises en avant par les congrès et les organisations dirigeantes des industriels. Le gouvernement est allé au-devant de ces désirs en remettant l'exportation aux mains des capitalistes. Cette exportation, favorisée par le niveau bas des valeurs allemandes et le bon marché de la main d'oeuvre en Allemagne, a pris une envergue grandiose. Les pays scandivaves et baltiques, la France, l'Angleterre, la Belgique, et enfin la toute-puissante Amérique ont commencé à être envahis par un flot de marchandises allemandes à bon marché. En août dernier, Stinnes a ouvert à New-York d'immenses entrepôts de produits de fer fabriqués et a entrepris la conquête du marché américain. Tout ce flot s'écoule au détriment des ressources essentielles de l'Allemagne. Pareillement à l'exportation du blé, autre fois, en Russe tsariste, quand cette exportation s'appuyait sur la sous-alimentation de plusieurs millions de paysans, l'exportation en masse réalisée par le capital allemand se fait au prix de la sous-alimentation des masses laborieuses allemandes. Le charbon s'écoule à l'étranger et conquiert les marchés pendant que les ouvriers gèlent. Les masses vivent dans une misère effrayante et les marchandises traversent les frontières soit légalement, soit par des voies de contrebande, passant par „le trou occidental“ (régions occupées). Elles sont achetées par des spéculateurs qui les revendent aux étrangers possédant des valeurs à change élevé. Les industriels ferment les entreprises non adaptées à l'exportation, desservant la consommation intérieure. Mais le capital ne s'est pas contenté de la liberté de l'exportation et du commerce intérieur. Dépourvu de moyens pour payer les dettes de l'Etat, le Gouvernement a appelé au secours les gros capltalistes. Les patriotes „brasseurs d'affaires“ ont refusé. Le 5 novembre s'est réuni à Berlin un Congrès d'industriels allemands représentant 1200 grosses entreprises. A ce Congrès, Stinnes a exposé son programme. Les représentants de la presse se sont vu fermer les portes du Congrès. Le 10 novembre, les représentants de l'Union Patronale ont transmis au chancelier la résolution du Congrès en exposant leurs exigences. Stinnes et Cie consentaient avec condescendance à faire crédit à l'Etat sous la condition de la remise au capital privé des entreprises de l'Etat: chemins de fer, voies fluviales, postes, etc. En même temps, une campagne forcenée était menée par la presse en faveur de la dénationalisation des entreprises de l'Etat et des municipalités. Le motif principal mis en avant par la presse de Stinnes était le déficit sensible causé par les entreprises de l'Etat, surtout par les chemins de fer. Les industriels avaient soin de passer sous silence ce fait que ce déficit était surtout causé par leur propre politique. Ils se sont toujours opposés de toutes leurs forces à toute hausse des tarifs de chemins de fer, tout en fournissant aux chemins de fer tous les matériaux nécessaires à des prix exorbitants. Ils ont décidé de réaliser grâce à la situation difficile de l'Etat une affaire brillante. En même temps, les grenouilles social-démocrates débitaient force discours sur l'imposition ou la confiscation par l'Etat d'une partie des valeurs réelles, au moment même où les requins „patriotes“ du capital enlevaient finalement leur masque en se décidant à se saisir d'un seul coup de toutes les valeurs réelles de l'Etat.

La publication des exigences de Stinnes a provoqué dans les masses ouvrières une tempête d'indignation. Une vague de démonstrations et de meetings de protestation contre cette provocation cynique déferla sur tout le pays.

La Centrale Syndicale Allemande elle-même, la direction de l'Union des Cheminots, etc., tous ces agneaux dociles du faîte syndical, ont lancé soudain des appels de protestation. Mais Stinnes et consorts ne sont pas de vains bavards, ce sont des politiciens réalistes. Ils savent bien la valeur des protestations et des manifestes de la bureaucratie syndicale allemande. Et ils peuvent poursuivre méthodiquement et progressivement leur offensive.

Nous observons donc en Allemagne une consolidation extraordinaire des forces capitalistes. Sur le fond d'une crise profonde, évidente pour tous, se préparant à la catastrophe sociale inévitable le capital rassemble, comme saisi de convulsions, ses dernières forces et se lance sur l'ennemi. Le trust Stinnes est le dernier espoir de salut du capital devant le spectre du communisme qui rôde déjà à travers l'Allemagne. A l'aide d'une concentration de forces sans précédent, d'unions patronales puissantes unies par la trame serrée des trusts et cartels géants, à l'aide de l'appareil de l'Etat et de „l'action directe", toute la bourgeoisie fusionne dans une volonté unique. Sa stratégie acquiert un caractère de tension et d'impétuosité toute particulière. De la défense elle passe à une offensive forcenée.

L'autre partie qui lutte, la classe ouvrière allemande ne possède pas encore cette unité de volonté. Et c'est là la cause principale du développement trop lent, à notre gré, de la révolution en Occident. Extérieurement, le prolétariat allemand paraît uni. Plus de dix millions d'ouvriers sont organisés au sein des syndicats. Mais le capital s'est emparé idéologiquement du faîte de l'aristocratie ouvrière qui tient entre ses mains l'appareil syndical, et par là même l'unité organisée du prolétariat se trouve privée de son âme vivante et de sa volonté révolutionnaire.

Et le mouvement ouvrier spontané perd son sang dans des combats isolés, dans des actions inorganisées.

Mais les leçons de la lutte et de la défaite sont instructives, chaque conflit, chaque défaite nouvelle montrent avec évidence aux masses ouvrières toute la fausseté du chemin antérieur, toute la nécessité d'une lutte révolutionnaire cohérente. Et le mot d'ordre du front unique contre la bourgeoisie, lancé par le Parti Communiste reçoit un écho chaleureux. Le mouvement parmi les comités de fabrique et d'usine, les innombrables actions réalisées par le prolétariat dans différentes localités, nous montrent que les masses ouvrières s'assimilent ce mot d'ordre, qu'elles sont prêtes à l'appliquer à l'occasion envers et contre les chefs traîtres.

Le front prolétarien unique n'existe pas encore en Allemagne, mais en dépit des mille obstacles il se forge tous les jours. Et quand il sera définitivement constitué, lorsque ce front se sera dressé contre le front adverse, les jours des batailles décisives seront venus en Allemagne, jours annonçant l'émancipation des millions de travailleurs allemands écrasés par le „talon d'airain" de Stinnes.

*M. R-n.*

# L'I. S. R. et la presse.

*Les „Ouvriers Industriels du Monde" et l'I. S. R.*

A l'instar des cercles concentriques qui vont s'élargissant à l'infini autour d'une pierre jetée à l'eau, la discussion relative aux principes fondamentaux du mouvement syndical révolutionnaire adoptés par le Congrès Constitutif des Syndicats Rouges et à l'adhésion à l'I. S. R. s'est étendue et a atteint l'Amérique.

L'organe de Chicago, „Voice of Labor" dans son numéro du 21 octobre consacre à ces deux sujets, à côté d'un compte-rendu, un article spécial consacré aux „I. W. W." Dans cet article le journal met en relief les questions qui sont au centre de l'attention et des débats du mouvement syndical révolutionnaire.

„Les syndicats révolutionnaires doivent-ils au cours de la lutte contre le capitalisme s'unir avec la III-ème Internationale, ou bien doivent-ils chercher d'autres alliés? C'est ainsi que le camarade Losovsky a posé la question".

Suivant l'opinion du journal, la réponse à cette question ne peut provoquer de grandes discussions dans les cercles prolétariens véritablement révolutionnaires, car dans la lutte future contre le capitalisme, il faut à tout prix réaliser l'unité du front prolétarien. Passant au deuxième point des divergences de tactique (conquête ou destruction des vieux syndicats), le journal se place résolument du côté de la résolution votée par le Congrès Constitutif et note avec regret que les délégués des „I. W. W." se sont ralliés à cette infime minorité qui a défendu le point de vue de la sortie des vieilles organisations syndicales groupant les masses et de la création à côté de celles-ci de petites organisations révolutionnaires „pures".

D'une façon générale, la „Voice of Labor" désapprouve ouvertement la position vague et équivoque du délégué des I. W. W., le cam. Williams. L'adhésion sans réserve de la „Voice of Labor" aux points de vue qui ont recueilli la majorité écrasante des voix au Congrès Constitutif se voit dans chaque ligne du journal et se manifeste entre autres dans le fait qu'il cite in extenso la résolution du Conseil Central de l'I. S. R. concernant les „I. W. W." et donne place dans ses colonnes au discours de John Andreytchine qui a combattu le cam. Williams.

Dans un éditorial du même numéro, le journal situe nettement la question concernant la position prise par les délégués des „I. W. W." au Congrès et la nécessité d'adhérer sans réserves à l'I. S. R.

„Nous espérons fermement que les grandes masses traiteront très sérieusement la question de l'adhésion à l'I. S. R., dit le journal.

Quelle que soit l'attitude adoptée envers l'I. R. S., en ne peut pas consciemment agir contre elle, car une seule alternative s'impose: Moscou ou Amsterdam. Il est vrai que dans notre pays l'adhésion à Amsterdam peut donner l'impression d'un acte extrêmement révolutionnaire, vu la position du Comité Exécutif de la Fédération Américaine du Travail vis à vis d'Amsterdam. Mais l'Internationale d'Amsterdam suit une tactique qui n'est nullement satisfaisante au point de vue des intérêts de la classe ouvrière. A l'heure actuelle tous les pays sont pris dans le remous d'une crise économique mondiale. Quand les mineurs anglais ont déclaré la grève, l'Internationale d'Amsterdam est restée indifférente au conflit, elle a admis le transit du charbon allemand en Angleterre, ce qui a contribué à la défaite de la grève. Quand les ouvriers des chantiers maritimes anglais étaient en grève, l'Internationale d'Amsterdam a laissé faire la réfection des vaisseaux anglais par les ouvriers belges et français. Lorsque les ouvriers du textile anglais eurent à subir un lock-out, le Secrétariat du Textile affilié à Amsterdam n'a fait aucune tentative pour exercer une pression sur les patrons anglais. On peut dire la même chose au sujet de la lutte entreprise par le textile français. Dernièrement encore, pendant la la grève des marins d'Amérique, des navires américains étaient déchargés par les membres de l'Internationale d'Amsterdam. Toute l'activité d'Amsterdam se résume dans la vote de motions privées de tout contenu concret, et le couronnement de sa trahison envers les intérêts supérieurs de la classe ouvrière a été son alliance avec l'Internationale Noire: la Société des Nations."

Le journal fait appel aux I. W. W. pour adhérer sans hésitation à l'I. S. R. Nous espérons, dit-il, que les membres de cette organisation dont les coeurs sont animés d'une inébranlable fidélité aux intérêts de la classe ouvrière, aussitôt que la situation leur aura été exposée clairement, complètement, exactement et sans commentaires tendancieux, prendront le vrai chemin. A eux de parler maintenant."

Dans le fascicule de novembre du „Pionnier industriel", organe des „I. W. W." le cam. John Hardy a produit un article consacré au Congrès Constitutif de l'I. S. R. Après une analyse détaillée des résolutions et motions votées par le Congrès, l'auteur arrive à cette conclusion que les „I. W. W." ont satisfaction entière, car les thèses essentielles de l'I. S. R. synthétisent les principes et les méthodes tactiques qui durant de longues années ont prévalu dans le mouvement des „I. W. W."

„Pendant 16 années nous avons prêché la nécessité de créer des comites d'usines pour la défense non seulement de notre but final, mai encore des buts immédiats, quotidiens des ouvriers organisés économiquement. Aujourd'hui, comme nous pouvons le voir par les résolus tions du Congrès de Moscou, ces comités ont reçu la consécration qu'ils méritent et sont placés au premier rang dans l'organisation de la lutte internationale du prolétariat"...

„La solidarité internationale cessera d'être une phrase pour l'I. S. R., elle se transformera en une réalité concrète sur la base de la decision du Congrès de créer un fonds international de combat et de solidarité, dont le but sera le soutien effectif donné aux parties de la classe ouvrière qui entreront en lutte mortelle contre le capital"...

„L'I. S. R. a décidé aussi que le boycottagte devai être notre arme. Nous ne soutiendrons jamais un pays capitaliste qui refusera

de satisfaire les revendications d'augmentations de salaires de son prolétariat. Nous avons été témoins de ce fait que les bateaux américains ont apporté du charbon dans les ports anglais durant la récente grève des mineurs. De semblables faits doivent cesser radicalement avec l'accroissement de l'influence de la nouvelle Internationale Syndicale"...

Ensuite le cam. Hardy s'arrête sur la question la plus aiguë, celle qui concerne les rapports réciproques des deux Internationales révolutionnaires.

„L'une des résolutions du Congrès, dit-il, exige le renoncement à l'ancienne tactique des „I. W. W." Devant nous se présente la question de l' adhésion à la résolution qui détermine la représentation réciproque dans les organes exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge.... Cette résolution a provoqué plus de discussions que toute autre. Plusieurs délégués étaient inquiets de voir l'Internationale politique manifester une forte tendance à se subordonner l'Internationale Syndicale"....

Après avoir exposé impartialement les arguments de cette tendance hostile à la liaison idéologique et organique entre les deux Internationales Rouges l'auteur constate que contre cette résolution du Congrès ne s'oppose que la tactique traditionnelle de la neutralité par rapport à tous les partis politiques.

„A cela il n'y a rien d'étonnant, attendu que les réformistes jaunes ont donné assez de raisons pour motiver une attitude semblable vis à vis de la politique en général. Mais quelle que soit l'expérience du passé, la majorité des délégués s'est facilement rendu compte que le prolétariat ne fait qu'aborder la création de ses véritables organisations politiques et que dans les conjonctures historiques actuelles toute grève prend un caractère politique nettement exprimé, même lorsqu'il s'agit de lutter contre les tentatives opiniâtres du patronat de diminuer les salaires... Au fur et à mesnre que les ouvriers deviendront conscients, les grèves se transformeront en actions poursuivant irréductiblement le but de la déstruction du régime capitaliste. Dans ces conditions les ouvriers, indépendamment même de leur volenté, entreront en lutte contre les organisations politiques existantes. L'exemple caractéristique est donné à cet égard par la récente grève des mineurs anglais: quel était, en effet, le but de la mobilisation de l'armée et de la flotte, sinon l'écrasement des ouvriers par la force armée, dans le cas où ils eussent osé porter atteinte au droit sacré de propriété des exploitants miniers. Et par ailleurs, comment expliquer le rapide déploiement des forces de l'Etat contre les mineurs américains? En se basant sur les faits l'I. S. R. arrive à la conclusion que le revers de la lutte économique est constitué par la lutte politique de la classe ouvrière et que cette dernière prendra un relief saisissant au fur et à mesure que croîtra l'esprit d'organisation des ouvriers et que sera parcouru par leurs colonnes le vrai chemin de la lutte décisive. Nous lutterons contre l'attaque des classes dominantes par des moyens économiques, mais au moment précis où nous reconnaîtrons qu'elles agissent contre nous par d'autres méthodes de contrainte, nous serons obligés inévitablemeut d'avoir recours aux méthodes de lutte politique."

„A proprement parler, on ne sauvait imaginer une délimitation

stricte entre ces deux faces de la question, car la politique n'est pas circonscrite dans le cadre d'un parlement, elle se manifeste en effet dans tout le système social, — et toute action qui tend à un changement du régime social existant n'est rien autre chose au fond qu'une action politique.

„Au début de tout nouveau mouvement social ont lieu de petites divergences d'opinions qui s'effacent et disparaissent aussitôt que l'action se développe sur le terrain pratique des faits", dit Hardy. Mais il n'est pas douteux qu'il y ait nécessité de grouper au plus tôt les prolétaires dans une seule Internationale puissante de classe, car devant eux se dresse la solidarité absolue des exploiteurs.

Après avoir indiqué plus loin que „les principes de l'I. S. R. portent un caractère mondial universel, et que toutes ses résolutions sont fondées sur lee idées de la révolution et de la main mise directe de la classe ouvrière sur l'industrie, le camarade Hardy, invite les membres de son organisation à adhérer immédiatement au mouvement général qui groupe les ouvriers révolutionnaires en convoquant une Conférence qui devra trancher cette question. „Le mouvement ouvrier américain dit-il, est arrivé à un tournant. L'action directe doit devenir le mot d'ordre de tous les ouvriers américains. Or c'est précisément le mot d'ordre primordial qui détermine toute l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge".

*I. L.*

## Les Italiens se situent.

La Confédération du Travail d'Italie était, comme on le sait, dans le nombre des organisations syndicales révolutionnaires qui en 1920 ont posé les fondements du Conseil International Provisoire des Syndicats Ouvriers transformé par la suite en Internationale Syndicale Rouge. Mais au lendemain même de leur acte révolutionnaire, les leaders de la C. G. T. d'Italie ont éprouvé quelques remords et ils se sont employés à donner à la liaison des masses ouvrières italiennes avec le mouvement syndical révolutionnaire un caractère purement platonique. En même temps ils faisaient des démarches pour consolider leur liaison organiqueavec la Fédération d'Amsterdam. Mais ce balancement entre deux selles n'a pu durer éternellement. Les leaders de la C. G. T. ont dû faire un choix entre Moscou et Amsterdam, et naturellement ce choix devait être déterminé par leur politique des années précédentes. Déjà la résolution du Comité Central de la C. G. T. votée à la suite des instances du délégué de l'I. S. R. qui sans détours a posé la question de l'orientation apporte, quoique dans une forme abstraite, revêtue d'une phraséologie révolutionnaire, une réponse non équivoque sur l'orientation actuelle de la C. G. T. d'Italie. Plus de clarté encore a été projeté sur cette question dans la session de novembre du Conseil National de la C. G. T. à Vérone. La C. G. T. d'Italie a enfin découvert sa physionomie véritable. Elle s'est résolument et clairement séparée de la lutte révolutionnaire que mène le prolétariat international contre le capitallisme.

L'organe officiel du parti socialiste italien, l'„Avanti", dans un article consacré à l'appréciation de la session de Vérone prend ouvertement l'offensive contre l'I. S. R.; ce journal constate avec une

satisfaction de vainqueur que le Conseil de la C. G. T. a de nouveau souligné la liaison indissoluble qui s'est établie entre la C. G. T. et le Parti Socialiste. Passant ensuite à la question du renoncement à l'Internationalede Moscou le journal écrit:

„La rupture avec Amsterdam ne peut avoir lieu avant que l'I. S. R. n'ait donné à son organisation des fondements solides. Or, le Congrès de Moscou n'a fait que consolider les doutes exprimés par quelques camarades à Livourne, doutes ayant trait aux forces réelles des organisations affiliées à Moscou et aux capacités de l'I. S. R. d'établir des liens solides avec les organisations des masses des autres pays de façon à satisfaire aux besoins du mouvement syndical".

S'efforçant de démontrer que l'I. S. R. ne groupe que les ouvriers russes, l'„Avanti" dit: „Tous les syndicalistes représentant véritablement des organisations ouvrières ont refusé de reconnaître la soumission de l'I. S. R. aux directives du Parti Communiste. Ainsi, continue le journal, l'unité n'a pas été atteinte à Moscou car les masses ouvrières affiliées à l'I. S. R. sont numériquement peu nombreuses".

A côté de ces attaques destinées à miner la croyance dans la force et l'importance de l'I. S. R., qui s'harmonisent bien, n'est-ce pas, avec la résolution du Comité Central de la C. G. T. où l'on parle de la nécessité d'orienter les organisations prolétariennes d'après les principes fondamentaux de l'I. S. R., l'„Avanti" ne ménage pas sa voix pour chanter la puissance et l'autorité de la Fédération d'Amsterdam.

„L'Internationale d'Amsterdam groupe toutes les grandes organisations syndicales qui unissent les masses ouvrières et qui les mènent au combat contre le capitalisme en leur procurant tous les moyens techniques et matériels nécessaires au succès".

Le journal croit qu'à la C. G. T. d'Italie incombe la mission historique de grouper autour d'elle tous les éléments véritablement révolutionnaires se trouvant au sein de l'Internationale d'Amsterdam.

„Grâce à l'activité de la C. G. T., continue l'„Avanti", la solidarité internationale du prolétariat restera inébranlable et les organisations ouvrières socialistes de tous les pays recouvreront la possibilité de soutenir avec plus de forces la révolution russe et la lutte de classes".

L'article se termine par des louanges à l'adresse des socialistes qui, en face du danger communiste, ont conservé une forte unité. Il commente avec joie l'échec subi par les communistes qui voulaient semer la discorde entre le Parti Socialiste et la C. G. T.

* * *

Tout au contraire l'organe des communistes l'„Ordine Nuovo", dans un article de fond consacré à la même session du Conseil National de Vérone, soumet à une critique impitoyable la conduite des socialistes et les décisions du Conseil prises sous l'influence de ceux-ci.

„Chacun sait, écrit le journal, que les ouvriers italiens malgré toutes les épreuves subies ont conservé une foi inébranlable dans la Révolution Russe. C'est pour cela que les dirigeants officiels de la C. G. T. italienne hésitent à faire un choix ouvert entre Moscou et Amsterdam. Leur politique est équivoque. Aux ouvriers ils disent une chose, et en pratique ils agissent de toute autre façon".

En réponse aux arguments des socialistes invoquant la faiblesse de l'I. S. R. et la puissance d'Amsterdam, le journal écrit:

„Admettons pour un instant que l'I. S. R. soit si faible qu'on puisse parler même de son inexistence. Mais l'Internationale d'Amsterdam avec ses millions d'adhérents a-t-elle fait quelque chose pour défendre les moindres intérêts des ouvriers du plus petit pays européen? Nous avons encore en mémoire la grève des mineurs anglais et celle du Textile de France. Qu'a donc fait Amsterdam pour prévenir la défaite des mineurs? Absolument rien!

„La lutte pour le maintien des salaires n'a trouvé aucun appui dans l'Internationale d'Amsterdam. Une situation identique à celle des autres pays se crée pour les ouvriers italiens en lutte contre le patronat. Que font les gens d'Amsterdam pour la sauvegarde des intérêts des ouvriers des Métaux, du Textile, de tous ceux qui subissent la terreur blanche? Toute l'aide apportée par Amsterdam s'exprime dans la subside de 50.000 lires au prolétariat italien en lutte contre le fascisme".

„Les amis de l'Internationale Jaune affirment qu'ils ont fait énormément en aidant nos émigrés à l'étranger. Pour comprendre toute la fausseté de ces affirmations il suffit de connaître ce fait que la crise qui traverse actuellement l'Italie est provoquée pour les $^2/_3$ par le fait que le flot de l'émigration s'est arrêté, fait facilement explicable par les dimensions de la crise mondiale. Que peut faire Amsterdam pour protéger l'émigration, si son Bureau n'est pas capable d'unir sous un seul drapeau les masses opprimées et les mener à la lutte pour la réorganisation de la production mondiale".

L'„Ordine Nuovo" termine par l'exposé des véritables desseins des communistes qui tendent à créer une organisation syndicale mondiale capable de défendre les intérêts de la classe ouvrière et il exprime l'assurance que le prolétariat italien, contrairement à ses leaders opportunistes, est de tout son coeur pour l'Internationale Syndicale Rouge.

# A travers le Mouvement International Ouvrier.

## *France.*

### Le Congrès des Cheminots.

Les 19—21 novembre s'est tenu le Congrès des Cheminots convoque par le Bureau révolutionnaire S e m a r d. Ce Congrès avait été précédé des Congrès régionaux des réseaux qui avaient apporté de précieusés données sur l'orientation „gauche" des groupements des cheminots qui jusque là s'étaient montrés réformistes. Ainsi, alors que sur le réseau de l'Est, l'an passé, 7 syndicats seulement s'étaient déclarés révolutionnaires, cette année—ci, au Congrès convoqué par les révolutionnaires, il s'en est présenté 16, et dans ce nombre, précisément, sont comptés les plus puissants syndicats du réseau de l'Est. Sur le réseau du Nord qui était, par excellence, le fief du réformisme, malgré tous les ordres des bureaucrates syndicaux ont pris part au Congrès révolutionnaire 30 délégués représentant 16 syndicats qui groupent 8.124 membres. Et il faut ajouter qu'aussi bien que le réseau de l'Est, le Nord a été représenté par des centres importants tels que Paris, Lille, Douai, Arras, Amiens et autres. Les réformistes ont toujours considéré comme leur domaine les chemins de fer du Midi. Or les réprésentants de 19 syndicats groupant presque tous les effectifs des cheminots organisés de ce réseau ont pris part au Congrès. Sur les chemins de fer d'intérêt local la majorité des administrations syndicales ont refusé de prendre part au Congrès. Mais les ouvriers se détournent de plus en plus de leurs dirigeants bureaucrates, ils se réorganisent et dans peu de temps la direction du mouvement sur ces chemins de fer passera, comme sur les grandes lignes, entre les mains des révolutionnaires.

Sur le réseau de l'Etat sur 120 syndicats 64 ont pris part au Congrès, qui représentaient la majorité des effectifs syndiqués, car les plus importants syndicats sont avec les révolutionnaires. De même pour le secteur de Paris où sur 26 syndicats 20 ont été représentés. Les chemins de fer d'Algérie ont délégué 6 représentants, qui représentent la moitié des effectifs syndiqués d'Algérie. Les chemins de fer de l'Alsace et de la Lorraine ont délégué 3 représentants, car l'administration n'a pas accordé de congé aux délégués des syndicats locaux; ce qui n'empêche pas que ces 3 représentants étaient mandatés par 25 syndicats sur 27.

Paris-Ceinture était représenté entièrement. On peut dire la même chose pour les réseaux d'Orléans et du P.-L.-M. Sur les 11.866 syndiqués du réseau d'Orleans, 10.137 étaient représentés au Congrès révo-

lutionnaire. Sur le réseau du P.-L.-M. 85 syndicats étaient représentés groupant 16.000 membres. 25 syndicats n'étaient point représentés, mais sur ce nombre 3 seulement (Monpellier, Nîmes, Clermont) se sont déclarés contre les révolutionnaires. Au total, au Congrès du Bureau Semard ont participé 199 délégués, représentant 296 syndicats qui groupent 88.029 membres, ce qui représente environ la moitié de tous les syndicats des chemins de fer et les $^2/_3$ environ des effectifs syndiqués du rail français. En outre, 52 syndicats groupant 6.000 membres, affiliés au Bureau Semard n'ont pu pour des raisons d'ordre technique envoyer leurs représentants au Congrès révolutionnaire.

La résolution votée à la suite du rapport de la Commission des Mandats du Congrès constate que malgré toutes les intrigues des majoritaires et des ennemis de classe, le Bureau révolutionnaire a réussi à atteindre son but, à convoquer le Congrès fédéral. Ce Congrès, à en juger par sa composition, a dépassé toutes les espérances et démontre que la majorité des cheminots formera demain une seule Fédération qui saura défendre vigoureusement leurs intérêts et lutter pour l'émancipation du prolétariat.

Le Congrès a protesté contre la fait que les Compagnies de Chemin de fer, et en particulier celle de l'Alsace et de la Lorraine, ont refusé les congés de déplacement aux représentants mandatés au Congrès. A la suite du rapport moral du Bureau présenté par Semard une résolution a été votée presqu' à l'unanimité (67.939 voix contre 91 et 411 abstentions) accordant pleine confiance au Bureau. Cette résolution propose à tous les cheminots de considérer comme traîtres tous ceux qui pour des raisons d'ordre fractionnaire voudraient apporter la scission et la démoralisation dans les rangs des cheminots. Le Congrès a discuté attentivement la situation financière de la Fédération. La conduite scandaleuse du Bureau sortant de la Fédération réformiste d'avant la scission est apporue nettement. Bidegaray qui n'a pas reçu en vain son surnom „d'empereur des chemins de fer" disposait despotiquement de la Fédération: dans les moments les plus critiques de la lutte, durant les grèves, il arrangeait pour ses besoins des tournées onéreuses aux frais de la Fédération, etc. C'est a cause principale pour laquelle le Bureau réformiste sortant ne tenait pas à transmettre sa comptabilité au Bureau révolutionnaire Semard élu au mois de mai par le Congrès ordinaire des Cheminots.

Le Congrès a décidé d'élire une commission de contrôle qui doit exiger du Bureau scissionniste des comptes formels sur la façon dont ont été dépensées les sommes fédérales, car le gâchis financier qui régnait dans la Fédération réformiste a lésé en premier lieu les interêts des camarades révoqués et de l'orphelinat des chemins de fer. Sur la question de la tactique le Congrès a pris une résolution analogue à celle adoptée au mois de mai. La résolution se déclare contre la collaboration de classe et précise que la collaboration de classe, ce ne sont pas les pourparlers avec les Compagnies et l'administration, inévitables au cours de la lutte, mais la participation aux organismes permanents, pour la solution à l'amiable des questions en litige. En conséquence le Congrès s'est élevé contre la participation aux commissions paritaires et a chargé les délégués fédéraux siégeant dans ces commissions de liquider avec le plus d'avantage pour les intérêts des cheminots, les questions en suspens, (tarification, stage d'emploi, etc). Cette liquidation doit être effectuée sous la direction de représentants autorisés de la Fédération suivant l'esprit de la lutte de classe.

En ce qui concerne les délégués du personnel, prévus par les statuts administratifs, le Congrès, considérant que ces délégués se sont conquis leur droit d'existence, a décidé de les conserver en les limitant dans leur activité au domaine de pures fonctions administratives; toute la direction du mouvement syndical et la défense des intérêts des cheminots doivent être concentrées dans les organismes syndicaux; ces derniers étant l'expression suprême de la volonté ouvrière doivent contrôler et diriger l'activité des délégués.

En ce qui concerne la question de l'Internationale Syndicale le Congrès a reconnu que la nécessité d'établir un front de combat contre le capital international impose „la sortie de l'Internationale d'Amsterdam intimement liée au Bureau International du Travail soudoyé par les gouvernements bourgeois, et l'adhésion à l'Internationale Révolutionnaire qui respectera l'autonomie du mouvement syndical, adhésion qui n'est pas contraire aux principes de la Charte d'Amiens."

Comme on le voit, Moscou n'est pas nommément désignée dans cette résolution.

Après la lecture de cette résolution le secrétaire fédéral Semard s'est arrêté sur les rapports réciproques entre le parti et les syndicats. Lui-même est membre du Parti Communiste et estime que c'est un honneur pour lui, mais il n'empêche pas les syndiqués d'adhérer aux autres partis. Son communisme ne signifie nullement un attentat à l'autonomie des organisations syndicales. Il est contre la liaison organique entre le parti et les syndicats, mais il se déclare au nom des intérêts de la révolution pour une liaison d'idées et pour la création de „Comités d'action" mixtes chaque fois que les circonstances l'exigeront.

La résolution sur l'orientation syndicale, aussi bien que celle contre l'impôt sur les salaires, sont votées à l'unanimité.

Ensuite, la délégation envoyée par le Congrès à la Commission Administrative de la C. G. T. pour éclaircir la situation et pour sauvegarder l'unité est revenue dans la salle des délibérations. La délégation annonce que le représentant de la C. G. T., Dumoulin, a déclaré considérer comme légitime l'organisation scissionniste, le Bureau Montagne.

En même temps paraît un huissier envoyé par Montagne qui déclare que le congrès est illégal et que toutes ses décisions seront considérées comme nulles et non-avenues.

C'était la déclaration de guerre formelle de la part des leaders cégétistes.

Il est évident que la solution de cette question ne peut pas être envisagée dans le cadre d'une seule Fédération. Les cheminots n'ont pas consenti à se reconnaître exclus de la C. G. T. Tous les orateurs ont souligné que la C. G. T. n'est point un groupe de fonctionnaires, siégeant dans la Commission Administrative, mais qu'elle est la masse ouvrière organisée en syndicats. Aussi, ce ne sont pas ces gens-là qui peuvent exclure les organisations ouvrières de la C. G. T., mais bien au contraire, les masses ouvrières doivent chasser de la C. G. T. les usurpateurs qui se sont emparés du Bureau Confédéral.

En attendant que la question soit résolue sur le plan confédéral, le Congrès a décidé que la Fédération révolutionnaire des cheminots resterait au sein de la C. G. T., en jouissant de tous les droits d'une organisation autonome.

* * *

En analysant la situation qui s'est créée à la suite du dernier Congrès des cheminots, le cam. Monatte écrit dans „la Vie Ouvrière“ du 25 novembre: „La scission qui paraissait provisoire en juillet, est devenue définitive en novembre. Avant ce Congrès, il y avait encore une lueur d'espoir entretenue avec ferveur par Semard et ses compagnons d'armes. ... Mais Dumoulin qui éconduisit la délégation au nom de la C. G. T., puis l'huissier envoyé par Bidégaray, et enfin les mensonges et les sarcasmes de l'organe Confédéral ont étouffé cette lueur. Elle est aujourd'hui éteinte. Il n'y a plus d'espoir de sauver l'unité.“

Monatte cite ensuite toute une série d'autres scissions provoquées à dessein par les réformistes et il a signalé que ceux-ci ne se donnaient même pas la peine de faire sanctionner les exclusions par le Comité Confédéral. Ainsi la Fédération des employés des services publics a exclu le syndicat des travailleurs municipaux du département de la Seine non pas pour son adhésion aux C. S. R., mais parce que ses membres sont des militants actifs des C. S. R. De même la commission administrative de l'Union départementale de l'Allier a décidé que pouvait être exclu tout syndicat affilié aux C. S. R. ou bien „participant à l'activité de ceux-ci“. Les dirigeants de l'Union des Syndicats de l'Aube ont imaginé une autre forme de représailles: les syndicats, dans les Conseils desquels la majorité des membres est affiliée aux C. S. R., sont considérés comme adhérant à cette organisation et ..... sont passibles d'exclusion.

Monatte cite ensuite la fameuse lettre de Rey par laquelle on voit que la scission entrait dans les desseins des leaders de la C. G. T. Il analyse plus loin les accusations de Guillaud dans l'„Humanité“ concernant la gestion irrégulière de la C. A. et propose à la discussion de toutes les organisations syndicales la proposition suivante:

1) Refus de verser des cotisations à la C. G. T. en 1922 jusqu'au moment où la C. G. T. aura convoqué une commission de contrôle, comme c'était décidé au Congrès de Lille et aura cessé les poursuites judiciaires intentées à Guillaud.

2) Convocation dans le délai le plus rapide d'un Congrès Confédéral afin de préciser si réellement la résolution du Congrès de Lille signifie la scission, comme le croit non séulement Rey, mais aussi le Bureau Confédéral, et s'il est admissible de provoquer la scission dans les organisations syndicales.

En conséquence de la politique des majoritaires cherchant à provoquer la scission, il s'est produit dans l'esprit des syndicalistes révolutionnaires qui montraient une tendance à accorder de grandes concessions, (certains minoritaires allaient même jusqu'au refus d'adhésion aux C. S. R.) un soudain et profond revirement.

La décision des réformistes d'exclure de la C. G. T. les syndicats révolutionnaires, indépendamment de toutes considérations, s'est manifestée trop nettement.

Les dernières nouvelles annoncent qu'une commission d'initiative des syndicats révolutionnaires convoque par-dessus la tête des bureaucrates du Bureau Confédéral un Congrès national pour les 22—24 décembre.

Il n'y a pas à compter sur une entente avec la C. G. T. et c'est ainsi qu'en 1922 le mouvement syndical français sera dirigé par deux centres syndicaux. La tâche de nos camarades français est de tendre à ce que l'un de ces centres, le centre révolutionnaire, unisse toutes les forees vives du prolétariat français et les prépare aux grandes luttes de classes à venir.

*S. G.*

## Un appel de la Commission d'Initiative pour la convocation du Congrès Extraordinaire de la C. G. T,

*Contre les exclusions, contre la scission!*

**Un Congrès extraordinaire de tous les Syndicats confédérés est convoqué pour les 22, 23, et 24 Décembre.**

Au moment où le prolétariat trouve devant lui un patronat fortement organisé prenant l'offensive contre les organisations syndicales, menaçant les revendications acquises, la scission s'organise de la base au faîte de la C. G. T. en vertu d'une interprétation fantaisiste et tendancieuse de la décision du Congrès de Lille.

Contre cette interprétation erronée, nous affirmons:

1. Que la résolution votée au Congrès de Lille ne prévoit aucune exclusion;

2. Qu'aux questions posées à ce sujet par les militants de la minorité au Bureau Confédéral,ce dernier a répondu qu'il n'était pas question d'exclusions;

3. Que les exclusions prononcées antérieurement au Congrès de Lille ont été rapportées et que tous les Syndicats, sans exception, ont été admis à participer au Congrès;

4. Qu'à aucun moment les orateurs de la majorité, à aucun moment le Bureau Confédéral n'ont évoqué les exclusions au cours des débats, pas plus qu'en commentant leur résolution sur la discipline syndicale.

Tous les syndiqués, tous les Syndicats, sans distinction de tendances, avaient la conviction — au retour du Congrès de Lille — que l'unité syndicale était sauvée.

Or, quelques jours avant la réunion du Comité Confédéral National de septembre, le délégué régional de la C. G. T., le camarade Rey, écrivait dans le journal „l'Information Ouvrière et Sociale": **„L'application de la résolution de Lille par la majorité, c'est la scission, telle est toute la réalité".**

En effet, le Comité Confédéral National de septembre, interprétant à sa façon la résolution du Congrès de Lille, contre la pensée et la volonté des syndiqués et des Syndicats confédérés, votait par **62 voix contre 55 et 10 abstentions** une résolution d'exclusion contre les Syndicats révolutionnaire pour infraction à la discipline syndicale. De plus, **par une voix de majorité,** il reconnaissait le bureau Montagne comme représentant, seul, la Fédération des Cheminots, malgré la volonté de la majorité des syndiqués et des Syndicats, réunis autour du bureau Semard, majorité accrue, au dernier Congrès confédéral de Lille, par 279 syndicats contre 175 au bureau Montagne.

Enfin, il autorisa la C. G. T. à organiser à côté de chaque Syndicat exclu, dans chaque département et dans chaque Fédération, des minorités dissidentes qui se créent aujourd'hui comme organismes réguliers de la C. G. T., en face des organisations réfractaires aux thèses de la majorité cónfédérale, appartenant ou non aux Comités Syndicalistes Révolutionnaires.

**Le Comité Confédéral National a violé ainsi les statuts confédéraux en violant l'autonomie des Syndicats, des Unions et des Fédérations.**

**Le Comité Confédéral, en dressant contre les majorités les minorités dissidentes, en violant la résolution du Congrès de Lille, a organisé la scission.**

La scission se poursuit, bientôt elle sera un fait accompli.

En effet, depuis que le Comité Confédéral National de septembre s'est réuni, voici le tableau des exclusions prononcées par les Fédérations et par une Union départementale, celle du Nord :

Syndicats d'Employés ;
Syndicats Agricoles ;
Syndicats des Services publics ;
Syndicats des Ports et Docks ;
Syndicats des Services de Santé ;
Syndicats des Mineurs ;
20.000 grévistes de Tourcoing ;
68.000 cheminots.

Le 2 novembre, une délégation des Unions et Fédérations minoritaires se rend à la C. G. T. pour lui demander d'organiser, elle — même, le Congrès extraordinaire des Cheminots et sauver ainsi l'unité syndicale au sein de cette organisation.

Elle lui demande, en outre, de convoquer d'urgence, la Commission Administrative Confédérale, afin d'être entendue à ce sujet. Huit jours plus tard, la Commission Administrative Confédérale répond en rappelant les décisions du dernier Comité Confédéral National, votées malgré la majorité des Unions départementales, représentant à elles seules la majorité des syndiqués et des Syndicats confédérés.

**L'unité syndicale est en péril, le péril est grand, il peut être conjuré si tous les Syndicats confédérés manifestent leurs intentions unitaires avec la liberté pour toutes les tendances de pouvoir s'affronter publiquement au sein de la C. G. T. ; s'ils veulent exiger le respect des statuts confédéraux par la C. G. T. ; s'ils veulent revendiquer leur droit d'autonomie.**

**L'unité syndicale sera sauvée si, sans distinction de tendances, les Syndicats qui ont voté ou cru voter contre les exclusions au Congrès de Lille répondent à la convocation qui leur est adressée pour manifester leur solidarité avec les Syndicats exlus et leur volonté unitaire.**

**C'est inspirées par le seul souci d unité syndicale que les Organisations régulièrement confédérés, dont l'énumération suit, organisent la consultation des Syndicats en les convoquant à un Congrès extraordinaire, avec l'ordre du jour défini qu'ils trouveront sur la circulaire de convocation jointe au présent appel.**

**Si vous voulez sauver le syndicalisme de la scission, répondez au questionnaire, assistez au Congrès ou déléguez votre pouvoir à un militant de votre choix.**

Salutations fraternelles et syndicalistes.

La Commission d'Initiative :

**Unions Départementales :** Aude. Charente-Inférieure. Côte-d'Or. Creuse. Doubs. Indre-et-Loire. Isère. Rhône. Saône-et-Loire. Seine. Seine-et-Oise. Somme. Vaucluse.

**Fédérations :** Alimentation. Ameublement. Bâtiment. Blanchisserie. Cheminots. Coiffeurs. Enseignement. Sciage. Tabletterie. Teinturerie. Voiture-Aviation.

## Le Congrès des Syndicats de la Seine.

La deuxième séance du Congrès de l'Union Départementale des syndicats de la Seine, tenue le 27 novembre, a été marquée par une très intéressante discussion concernant l'orientation de l'Union. Au centre

des débats se trouvait la question des rapports entre le Parti et les syndicats. La résolution proposée par la commission administrative prévoyait, dans son préambule, la collaboration entre le Parti communiste et les syndicats, elle défendait cette idée que si la révolution était réalisée par des organisations politiques, les syndicalistes devraient y prendre part et lui prêter leur aide. Cette résolution a rencontré l'opposition des anarchistes, et, si étrange que cela paraisse, d'un membre du Parti communiste, Verdier. C'est Monmousseau qui se chargea de défendre la résolution. Il a dit dans son discours que la Charte d'Amiens, adoptée en 1906, ne saurait renfermer la solution de tous les problèmes du moment actuel. Il faut savoir l'élargir et l'interpréter. Le programme d'Amiens prévoit la grève générale en tant que moyen de révolution sociale. L'expérience de notre époque a montré que la grève générale ne peut conduire à la révolution sociale que si elle acquiert le caractère d'une insurrection armée. Si elle demeure une „grève de bras croisés", elle est vouée à l'échec. Les auteurs du programme d'Amiens n'ont pas apprécié à leur juste valeur le rôle de l'Etat en tant qu'organe politique de la bourgeoisie. Or, il appert de ce fait que le syndicalisme ne saurait ignorer le côté politique de la question. En dépit des préjugés, nous devons nous occuper de la politique parce que celle-ci ne se réduit pas au seul parlamentarisme.

Ensuite, Monmousseau démontre que la révolution doit se placer au-dessus du dogme. Il y a un dogme qui proclame que „le syndicalisme se suffit à lui-même". La formule est juste pour autant qu'il s'agit d'un mouvement purement syndical. Le syndicalisme ne saurait suffire pour englober tous les côtés de la révolution. En dehors du cadre syndical restent les paysans, les techniciens, les ouvriers arriérés non-syndiqués. Les partis révolutionnaires peuvent réagir sur ces masses. Dans l'intérêt de la révolution nous ne pouvons ignorer tout simplement les autres facteurs révolutionnaires. Une révolution ne peut pas être l'oeuvre d'un jour. La Révolution russe nous l'a montré suffisamment. Nous aurons à surmonter la résistance de toute une génération de la classe capitaliste. La dictature d'une classe doit remplacer celle d'une autre classe. Ce n'est pas là une question de doctrine politique ou philosophique. C'est une question de nécessité. La dictature est inévitable dès le moment où les batailles révolutionnaires éclatent et jusqu'au jour de la victoire complète. La contre-révolution provoquera la fusion de tous les facteurs révolutionnaires, dans le feu de la révolution sera forgée la véritable doctrine communiste ou syndicaliste. Tous les discours qu'on débite sur la subordination n'ont que peu d'importance. Il ne faut pas qu'on insiste sur eux car on aboutirait à la collision de deux facteurs révolutionnaires. Le syndicalisme ne peut pas demeurer neutre sans causer un grand tort à sa tâche essentielle, et il en résulte la collaboration avec les partis révolutionnaires, dictée par les événements mêmes. La révolution se chargera elle-même de réglementer les détails de cette collaboration.

Monmousseau finit par les paroles suivantes: „Il faut que nos camarades se pénètrent du principe de la dictature prolétarienne. Qui sera contre elle? Le Parti Communiste n'a pas fait en France ses preuves d'expérience révolutionnaire, le syndicalisme non plus. Laissons à la révolution le soin de trancher cette question, parce que les événements se rient de toutes les formules".

Ont parlé contre: Tailhade, qui a souligné le caractère autonome du syndicalisme sans s'opposer toutefois à une entente d'action avec les partis révolutionnaires, Barthe, qui s'est déclaré adversaire

par principe de la dictature tout en reconnaissant toutefois que le travail devait par tous les moyens réaliser sa dictature sur les techniciens. Un grand réquisitoire dirigé contre le Parti Communiste a été présenté par l'un de ses membres, Verdier. Ce communiste d'un genre particulier est allé jusqu'à se livrer à des attaques contre la Révolution russe, ce qui à provoqué les protestations de l'assemblée.

Du côté des majoritaires, parle Lozé qui voit dans le bolchévisme les causes de tout le mal. Notons encore que l'un des délégués de la tendance gauche a déposé une motition de sortie immédiate du sein de la C. G. T., mais cette motion n'a pas eu d'effet.

Quant à la résolution proposée par la commission administrative, étant donné les divergences de principes provoquées par son préambule, ce préambule a été supprimé, et seule la conclusion a été mise aux voix. Ont voté pour: 126 délégués (108 syndicats); pour la tendance réformiste (majoritaire) ont voté 17 délégués (10 syndicats). Abstentions et absents — 13.

* * *

„L'Humanité" reproduit le discours de Monmousseau en l'accompagnant de commentaires sympathiques, mais elle estime qu'il n'est pas logique en s'abstenant d'adhérer au parti de la révolution auquel il est lié non par des formules verbales mais par toute son âme, par toute sa conscience de lutteur qui veut voir et qui voit la réalité ambiante. „C'est pourquoi, déclare le journal communiste, nous sommes avec lui et il est, involontairement peut-être, avec nous".

„Le Populaire" voit dans le discours de Monmousseau une nouvelle édition des idées de Tommasi, pour lesquelles celui-ci a subi le blâme de son syndicat il y a quelques mois. C'est ainsi, dit „le Populaire", que l'attraction exercée par Moscou se renforce toujours en dépit des mesures préventives adoptées qui, d'ailleurs, ne nous avaient jamais inspiré de fortes illusions. Cependant, une question s'est dessinée qui menace l'unité fragile de la minorité.

„Le Temps" souligne de son côté les divergences qui se sont manifestées entre les éléments anarchistes et communistes au sein de la minorité, qui ne se sont accordés que sur le rejet du point de vue majoritaire et qui ont adopté une résolution provisoire qui, suivant „le Temps", ne diffère en rien de la résolution des majoritaires au Congrès de Lille.

## *Allemagne.*

### La Conférence de l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne.

Les 6 et 7 novembre eut lieu à Eisenach la Conférence nationale de l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne (Allgemeine Arbeiter-Union). Cette Union compte à peine 10 à 12 mille membres. Se trouvant sous l'influence idéologique du Parti Communiste Ouvrier Allemand, elle est vivement opposée à l'Internationale Syndicale Rouge. La question fondamentale discutée à cette Conférence a été justement celle de l'approbation de la position de principe occupée par la délégation de l'Union au Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge à Moscou.

Environ 20 délégués ont pris part à la Conférence. On a élu président Meyer, délégué aux Congrès de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge.

Schwab a fait un rapport de deux heures sur le 1-er point de l'ordre du jour, „la situation politique". Il s'est efforcé de demeurer objectif, en traçant son esquisse de la situation mondiale politique et économique, mais tout le rapport se réduit à des lieux communs.

C'est Dauzkuss qui a rapporté le 2-e point de l'ordre du jour — „le compte-rendu de la délégation au 1-er Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale". Il a affirmé la justesse de la position occupée par les membres de l'Union qui insistaient sur la participation au 1-er Congrès Constitutif. „A Moscou", déclare Dauzkuss, „nous eûmes la possibilité de défendre l'idéologie de l'Union devant les grandes masses des ouvriers révolutionnaires". Ensuite Dauzkuss passe à une violente critique des travaux du Congrès. Son discours regorge de doléances sur „la majorité artificiellement constituée" du Congrès, qni n'a pas permis à la délégation de l'Union de développer intégralement ses vues. „Le temps qui ne nous fut accordé qu'après une longue lutte fut loin d'être suffisant pour repousser toutes les attaques mensongères dont nous ont accablé nos ennemis. *) On ne nous accorda que 45 minutes pour le discours de notre orateur. Toute une série de nos propositions concrètes, soit sur l'ordre du jour ou sur le fond de la question, n'ont même pas été portées à la connaissance du Congrès.

Dauzkuss souligne ensuite le fait que c'est précisément la délégation de l'Union qui a tenté de constituer une opposition au Congrès. „Nous avions l'intention", dit-il, „de créer une opposition au sein de l'Internationale Syndicale tout en continuant à faire partie de celle-ci. Toutefois, les défenseurs du noyautage ont entamé contre nous une lutte acharnée".

Dauzkuss émaille tout son discours d'accusations contre l'Internationale Syndicale Rouge, l'occusant d'opportunisme, l'inculpant de vouloir étouffer les élans révolutionnaires de la classe ouvrière et de se mettre d'accord avec Amsterdam. L'endroit de son discours où il parle de secours aux affamés est particulièrement caractéristique: „En ce qui concerne le secours aux affamés de Russie, je dois en principe déclarer que tant que la Russie donnera ne serait-ce qu'un pfennig aux ouvriers d'Europe afin d'empoisonner le mouvement ouvrier mondial par le venin du collaborationnisme (?!), nous ne donnerons pas un pfennig aux affamés de Russie".

Traitant l'Internationale Syndicale Rouge de „foetus" ou „d'instrument de contre-révolution", Dauzkuss a proposé à la conférence „de faire tous les sacrifices nécessaires pour la création d'une nouvelle Internationale rouge révolutionnaire". Le travail pour la constitution d'une opposition révolutionnaire dans le mouvement syndical doit être mené de pair avec celui du Parti Communiste Ouvrier Allemand pour la création d'une nouvelle „Internationale Communiste Ouvrière".

En faisant l'énumération des partisans de cette Internationale dans le monde entier, Dauzkuss découvre rien qu'en Argentine 750.000 (!) Ouvriers Industriels du Monde à dispositions oppositionnistes.

*) Il est facile de se convaincre de l'inexactitude de cette affirmation par l'examen des comptes-rendus sténographiques des discours des unionnistes, publiés dans les bulletins du Congrès. La place que prennent ces discours dans les comptes-rendus montrent qu'ils ne pèchent ni par la concision, ni par la brièveté.

A cela, toutefois, il ajoute modestement qu'en fait l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne est la seule organisation qui, possédant un programme communiste nettement déterminé, puisse constituer à bon escient „le centre el l'âme du mouvement ouvrier". Voici quelles doivent être les tâches de la nouvelle Internationale Syndicale: 1) la lutte contre la bureaucratie internationale syndicale, 2) le développement de la conscience du prolétariat et 3) la lutte pour le principe de l'organisation soviétiste.

Le cam. Melcher, représentant de l'Internationale Syndicale Rouge, qui a pris la parole après Dauzkuss, a soumis le discours de celui-ci à une critique implacable. Il s'est arrêté en détail sur les moments fondamentaux du développement de l'Internationale Syndicale Rouge. Sa tactique et son programme, — dit le cam. Melcher — ont été dictés par l'expérience de tout le mouvement syndical révolutionnaire pendant les périodes d'avant la guerre, pendant et après celle-ci. „Les représentants des ouvriers révolutionnaires du monde entier ont tenté de concentrer toutes les forces révolutionnaires sur une plateforme commune, en s'appuyant sur les idéologies les plus diverses du mouvement syndical dans les différents pays. Il va de soi que chaque organisation adhérente à l'Internationale Syndicale Rouge doit se soumettre à une sévère discipline en demeurant dans ses rangs".

Concernant les attaques de Dauzkuss contre la „majorité artificielle" créée au Congrès, le cam. Melcher a souligné le fait que nos ennemis les capitalistes subiraient une cruelle défaite si un mouvement syndical révolutionnaire, marchant de pair avec le mouvement syndical rouge des pays industriels, s'organisait dans les colonies et dans les pays agraires arriérés qui se trouvent sous l'influence des états impérialistes. La présence des représentants de ces pays au 1-er Congrès de l'Internationale Syndicale, loin de faire l'objet des critiques, doit au contraire réjouir tout véritable révolutionnaire".

Le cam. Melcher exprima également l'espoir que la mauvaise volonté manifestée par Dautkuss dans son discours touchant le secours aux affamés de Russie, ne reflète nullement les dispositions des masses ouvrières qui suivent encore les chefs de l'Union.

En terminant son discours, le cam. Melcher, maintes fois interrompu par les exclamations hostiles des assistants, a déclaré ce qui suit: „Si vous reconnaissez comme vôtre le programme de l'Internationale Syndicale Rouge et si vous voulez tendre à sa réalisation, l'I. S. R. vous acceptera dans ses rangs. Si au contraire vous adoptez d'autres résolutions, non seulement vous ne serez pas en état d'entraver de quelque manière que ce soit les travaux de l'Internationale Syndicale Rouge, mais vous vouerez votre organisation à un isolement complet par rapport aux grandes masses ouvrières. Par là même vous vous exclurez des rangs des combattants révolutionnaires. Conjointement avec l'Internationale Syndicale Rouge, en s'appuyant sur le programme élaboré à Moscou, vous partageriez avec nous un succès commun dans la lutte contre notre ennemi. Mais en déclarant la guerre à l'Internationale Syndicale Rouge vous perdrez toute importance réelle, car tous les ouvriers véritablement révolutionnaires et disciplinés vous abandonneront".

Parmi les orateurs qui sont intervenus pendant les débats, il y a lieu de noter Schroeder, qui, au sujet de la question des secours aux affamés de Russie, s'est placé à un point de vue „ultra prolétarien" en déclarant que „ce ne sont pas les prolétaires qui sont affamés en Russie, mais les paysans", ce n'est pas l'affaire des ouvriers de leur venir en aide.

Puis d'autres orateurs sont venus affirmer que l'Internationale Syndicale Rouge était une organisation contre-révolutionnaire et qu'il était par conséquent indispensable de procéder à l'organisation d'une nouvelle Internationale Syndicale Rouge, dans laquelle ne devront être admises que des organisations „indépendantes" qui, par leur structure organique, par leurs statuts et leur programme ne divergent en rien avec l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne. Afin de hâter la constitution de cette Internationale, une étroite collaboration organique avec le Parti Communiste Ouvrier Allemand est indispensable, aussi est-il nécessaire d'envoyer des représentants à l'Internationale Communiste Ouvrière organisée par ce parti, afin que, de la sorte, les syndicats ouvriers du monde entier adoptent les principes d'organisation de l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne.

Le cam. Melcher, ayant à nouveau repris la parole, souligne la distance qui sépare les grandes masses et les chefs de l'Union qui, par leur tactique de lutte révolutionnaire illégale, entravent en somme le développement de la révolution. L'expérience a démontré que ce ne sont pas ceux qui vont partout crier et répéter qu'ils font la révolution, qui la font réellement, mais ceux qui, sans dédaigner la besogne quotidienne, pratique et minutieuse, au sein des larges couches prolétariennes, amorçant la liaison d'idées indispensable avec les ouvriers arriérés, préparent par cela même la révolution comme une oeuvre des grandes masses".

„En prenant comme point de départ l'ambiance économique dans notre propre pays et en tenant compte de la situation de l'économie mondiale, — dit le cam. Melcher, — l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat n'a réellement pas le temps de créer de nouveaux syndicats. Aussi, l'Internationale Syndicale Rouge a-t-elle tracé une voie plus rapide qui mène à la révolution sociale par la conquête des vieux syndicats groupant les masses".

En répliquant de nouveau à Melcher, Dauzkuss s'appuie sur cet argument „que la Russie avance à grands pas vers le capitalisme, et que ce n'est plus la dictature du prolétariat qui règne dans ce pays, mais la dictature du capitalisme".

La résolution adoptée par la Conférence confirme la sortie de l'Union de l'Internationale Syndicale Rouge.

La Conférence a démontré avec évidence où mènent un sectarisme étroit et l'éloignement des masses. A un moment où, plus que jamais, se fait sentir la nécessité de la concentration de tous les éléments révolutionnaires du prolétariat, alors qu'au nom de cette concentration les unionnistes de l'Union de Gelsenkirchen, qui encore au congrès luttaient contre la tactique de la conquête des organisations syndicales de masses côte à côte avec les représentants de l'Union Générale Ouvrière, ont jugé qu'il était impossible de demeurer hors des rangs de l'Internationale Syndicale Rouge, — les chefs de l'Union Générale Ouvrière ont trouvé une besogne „révolutionnaire" en discréditant la Russie des Soviets et en détournant leur pudeur ultra-prolétarienne de l'aide aux payssans affamés.

Nous ne doutons pas que le sain instinct de classe fera sentir à ceux des ouvriers qui suivent encore les unionistes tout ce que les phrases ultra-révolutionnaires de ces derniers cachent un d'essentiellement hostile aux véritables intérêts de la révolution internationale prolétarienne. Ils trouveront alors le chemin de l'Internationale Syndicale Révolutionnaire.

## Le premier Congrès Nationale des Conseils d'entrprise miniers.

Du 6 au 7 Novembre courant s'est tenu à Magdebourg, convoqué par la Fédération allemande du Sous-sol, le Congrès des Conseils d'entreprise (Betriebsräte) appartenant à cette fédération (Deutscher Bergarbeiterverband).

Les Conseils d'entreprise créés aux termes de la loi du 4 février 1920 sont actuellement mis au premier plan par le cours des événements, car ils deviennent le centre d'unification, d'organisation, de mobilisation des forces de la classe ouvrière en vue d'une contre-offensive énergique contre le capital.

Contrairement aux Congrès syndicaux où continue à régner jusqu'ici la caste solidement établie des bureaucrates syndicaux, le Congrès des Conseils d'entreprise présente cette particularité que formé d'ouvriers venant directement des mines ou de l'établi, il exprime avec beaucoup plus de réalité et de clarté l'état d'esprit et la volonté des larges masses ouvrières. Il est vrai que les dirigeants réformistes de la social-démocratie y présentent également leurs rapports, mais à la face de la masse ouvrière ils doivent tenir compte de ses exigences et sont obligés d'employer „un langage bolchéviste", c'est à dire un langage qui ne dissimule pas la vérité et appelle chaque chose par son nom.

Au Congrès de Magdebourg les ouvriers ont eu à entendre de la bouche même des réformistes des discours tout à fait inattendus. Ainsi, y a-t-il longtemps que messieurs les réformistes se démenaient comme de beaux diables pour démontrer, pour insister sur la possibilité, sur l'opportunuité, sur l'absolue nécessité de la collaboration du travail avec le capital (Arbeitsgemeinschaft)! Et maintenant? Maintenant ils ont dû reconnaître ouvertement à la face des ouvriers la faillite de la collaboration de classe et en même temps la fausseté de la tactique préconisée par eux jusqu'alors. La seule reconnaissance de ce fait donne une considérable et importante signification au Congrès des ouvriers du sous-sol.

„Les capitalistes", a déclaré le social-démocrate Otto Hue, rapporteur sur la situation économique en Allemagne, „aspirent à l'élimination totale du système de contrainte économique (Zwangswirtschaft) qui, comme ont le sait, a été introduit pendant la guerre, à un moment où l'avidité capitaliste était une mennce pour la société tout entière. Ils soutiennent le système de la lutte de tous contre tous, ils sont pour une anarchie de la production ne souffrant aucun contrôle, ils s'efforcent de réaliser des conditions qui rendraient possible une libre exploitation sans entraves, un monopole capitaliste de l'exploitation. A leurs prétentions nous opposons le système de la socialisation".

„Lorsque se faisait cruellement sentir le manque de charbon, les ouvriers faisaient tout leur possible pour relever la productivité. En ce temps là on nous promettait la socialisation. Où voyons nous maintenant que la promesse soit tenue? Au contraire nous observons la lutte de tous les industriels intéressés aux bénéfices patronaux contre la socialisation. Nous avons créé des Conseils d'entreprise comme premiers échelons de la socialisation, et ils sont sabotés par les patrons!"

„Nous savons bien que ce qu'on appelle „la socialisation complète" suivant la recette bolchéviste, que la „bolchévisation" est impossible.

Mais le bolchévisme de droite (celui des capitalistes) est aussi ruineux pour l'économie que celui de gauche."

„L'humanité a tort d'attendre du capitalisme le salut. Le capitalisme nous tue! . ."

Dans la résolution adoptée par le Congrès est formulée l'exigence de la socialisation de l'industrie charbonnière, de l'établissement immédiat du relaiement toutes les sept heures et l. passage au relaiement de six heures en conformité avec les conditions économiques et techniques déterminées par les soins des Conseils d'entreprise.

Le même esprit a été manifesté par le membre du Comité Directeur de la Fédération du Sous-sol Martmeller, rapporteur sur la question „des tâches et de l'action des Conceils d'entreprise". „Cette loi, a-t-il dit, parlant de la loi du 4 février sur les Conseils d'entreprise, n'est rien autre chose qu'une compromission, elle en comporte tous les défauts. La lutte pour sa modification dans le sens de l'extension des droits des Conseils d'entreprise sera continuée." Le Congrès a adopté une résolution conforme à l'esprit du rapport et exigeant l'extension des droits des Conseils d'entreprise.

Le rapport présenté par Richard Woldt „sur la démocratie industrielle et économique" en venait également à reconnaître que „la loi concernant les Conseils d'entreprise, en dépit de notre attente, n'a pas accéléré notre acheminement à la démocratie économique par suite des vices essentiels de la loi elle-même et par suite du sabotage des patrons. Les patrons, dit-il, s'efforcent de réduire les conseils d'entreprises à un rôle exclusivement décoratif." Les conseils d'entreprise ne sont pas admis au contrôle sur la production, on ne leur laisse que le droit de se rendre compte des résultats définitifs plus ou moins arrangés. Ils s'efforcent de remplacer les vastes tâches des Conseils d'entreprises par une activité sans envergure telle que l'approvisionnement en pommes de terre, etc." Dans la résolution adoptée par le Congrès il est dit que „le Congrès est décidé à insister par tous les moyens qui sont à sa disposition pour que les conseils d'entreprise ne se laissent pas distraire de la réalisation de leurs sérieuses tâches immédiates."

Dans son compte-rendu du Congrès „Der Kommunistische Gewerkschaftler", organe des communistes, dit; „Nous ne risquons guère de nous tromper en attribuant la convocation de ce Congrès à la pression des masses indignées".

Passant à l'appréciation de la portée et des résultats des travaux du Congrès, l'organe des communistes fait avec raison la remarque suivante: „ Ceux là se trompent qui pensent qu'il est possible de calmer pour longtemps les vagues montantes du mouvement des prolétaires du sous-sol avec une phraséologie radicale. Si les paroles ne sont pas suivies de l'action le mécontentement entraînera l'abandon des organisations ouvrières, ce qui, bien entendu, n'est désirable pour personne. Les communistes se proposent pour tâche de rappeler à l'occasion aux ouvriers du sous-sol les raisonnement tenus par Hue à Magdebourg et, désirent de réaliser dans la pratique les revendications formulées par Hue, ils prendront soin de préparer par en bas l'indispensable unité de tout le prolétariat du sous-sol".

## *Grande-Bretagne.*

### La Conférence des Conseils locaux des trade-unions sur les questions du chomage.

Le 7 novembre s'est ouverte sur l'initiative du Bureau des Etudes des Questions du Travail (Labour Research Department) la Conférence des Conseils locaux intersyndicaux (Trade Councils) pour la discussion de la question du chômage.

D. Carmichael qui ouvre la conférence déclare que le chômage actuel est sans précédent par son acuité. La classe ouvrière s'est montrée cette année incapable de résister à l'attaque du capital contre les salaires et la journée de travail; aussi la Conférence actuelle est-elle convoquée dans le but de trouver la meilleure utilisation de l'activité des organisations intersyndicales des Trade-Unions dans les intérêts des chômeurs.

Call a engagé la discussion et a posé nettement la question de l'organisation des chômeurs. „Le chômage," dit-il, est inhérent au système capitaliste, les chômeurs constituent une réserve de main d'œuvre qui sert de moyen pour abaisser les salaires. La politique du Parti Ouvrier et des Trade-Unions est aveugle. S'ils avaient utilisé toutes les possibilités qui se sont présentées pendant la guerre et durant la période de l'épanouissement pacifique qui a suivi immédiatement, ils auraient pu garantir un minimum d'existence aux ouvriers dans chaque branche d'industrie. Call dit ensuite qu'il faudrait donner aux organisations syndicales l'initiative et le rôle principal dans l'organisation des chômeurs.

Foster (Westgame) a souligné que les chômeurs sont écrasés par la politique du Labour Party. Ce dernier a montré une totale incapacité et cependant les Conseils locaux des Trade-Unions ont abandonné leurs fonctions entre ses mains.

D. Carmichael a signalé que l'accroissement du Labour Party a indubitablement permis de soumettre à ses ordres le côté économique de l'activité des Conseils des Trade-Unions. Il a exprimé le regret que le Congrès des Trade-Unions n'ait pas su utiliser la puissance des Conseils dans la lutte économique en cours. En ce qui concerne la participation des communistes au mouvement des chômeurs, on peut dire qu'elle ne se manifeste pas dans les Conseils. on ne les voit pas non plus agir aux postes de secrétaires des sections locales des Trade-Unions. Aux meetings des chômeurs, dit Carmichael, vous entendrez que les plus furieuses invectives sont adressées non pas au Gouvernement, mais aux leaders trade-unionistes. Les chômeurs, qu'ils le veuillent on non, sont utilisés contre les ouvriers placés.

W. H. Tompson a dit qu'il est aisé dans les circonstances présentes d'attaquer les communistes, mais ces critiques sont injustifiées. Qui donc a donné de meilleurs leaders aux chômeurs? Le Gouvernement ne veut rien faire pour adoucir le chômage. Légalement ou illégalement, les pouvoirs locaux sont obligés d'élever le taux des impôts pour satisfaire aux besoins de première nécessité des chômeurs.

May (Wempstade) fait remarquer que le Labour Party doit se montrer sensible aux besoins impérieux des chômeurs.

Miss Makdonald (du Syndicat des femmes comptables) démontre la nécessité de recourir aux actions positives pour aider les chômeurs.

Foster déclare que le seul moyen d'en finir avec le chômage est l'anéantissement du système capitaliste.

Georges Gelt déclare que le Conseil des Trade-Unions de Londres a l'intention d'organiser et de coordonner l'action des chômeurs et que les autres conseils doivent agir de même.

Ross a dit encore que dans chaque province des mesures doivent être prises pour classer les chômeurs.

La conférence n'a adopté aucune résolution sur le chômage.

## *Italie.*

### Vecchi et la position de l'Union Syndicale.

Dans le № 3 de notre revue nous avons cité des fragments de l'article du cam. Rosmer paru dans „la Vie Ouvrière", article commentant la position prise par les syndicalistes italiens au dernier Conseil National à Vérone concernant les relations avec l'Internationale Syndicale Rouge. L'entretien qu'eut récemment un collaborateur de „Il Communista" avec le secrétaire de le Chambre du Travail Véronaise et du Syndicat Vénitien du Textile, le camarade Nicola Vecchi, délégué au Congrès a donné quelques éclaircissements sur la position prise par l'Union.

Le cam. Vecchi tente d'expliquer la contradiction existant entre la décision du Conseil National et les engagements pris par la délégation de l'„Unione Syndicale" au Congrès de Moscou: „Le Conseil National, dit-il, a pris une décision qui n'est pas tout à fait claire. Il n'est pas question de se séparer de l'Internationale Syndicale Rouge. On réclame seulement la convocation d'un nouveau Congrès Mondial qui ne se tiendrait pas en Russie, pour le soustraire à la trop grande influence du Parti Communiste. Cela aura une importance particulière parce qu'il est nécessaire de revoir certains articles des statuts de l'Internationale Syndicale Rouge, régissant les rapports avec l'Internationale politique (communiste). Le Conseil National tenu le 23 mai à Placence nous avait donné comme mandat de défendre les directives de la Conférence Internationale des Syndicalistes de Berlin qui avait siégé en décembre 1920. Nous avions pour mission de participer au Congrès de Moscou et si ses décisions ne portaient pas atteint à l'autonomie des syndicats nous pouvions les accepter.

Plus loin, Vecchi explique pourquoi la manière de voir actuelle des syndicats concernant la situation internationale et la tactique syndicale n'est pas tout à fait claire. Une clarté complète sera fuite au prochain Congrès National. On peut prédire qu'à ce Congrès se manifesteront deux courants. Celui de la tendance à laquelle appartient Vecchi et que l'on pourrait appeler les „syndicalistes purs" sera pour l'ancien programme syndicaliste de l'Union Syndicale en revendiquant principalement l'unité du prolétariat et la lutte conjointe des ouvriers des diverses convictions politiques groupés en un organisme syndical révolutionnaire ayant pour base des méthodes révolutionnaires d'action directe. Ce courant se prononce pour l'union avec Moscou, acceptant la plate-forme du Congrès Mondial des Syndicats et se prononçant en faveur de l'unité du prolétariat. L'autre tendance luttera contre cette première, c'est la tendance anarchiste, laquelle cherchera à entraîner

les organisations syndicales à suivre les directives d'un seul groupement politique, lequel refuse, comme le confirme le dernier Congrès anarchiste, de s'appeler Parti, mais qui par sa structure n'en est pas moins un parti politique. Cette tendance préconisera la séparation d'avec Moscou et l'organisation d'une nouvelle „Internationale Syndicaliste" qui n'aura rien de commun avec l'Internationale Rouge de Moscou. Vecchi fait remarquer la contradiction profonde contenue dans le propramme de Borgi et de ses amis anarchistes: ils annoncent qu'ils sont des partisans irréductibles de l'autonomie illimitée des syndicats et aspirent à libérer ceux-ci de l'influence de tout parti politique. Or, en réalité, ils agissent comme le parti politique le plus authentique en cherchent à prendre la direction de l'Union Syndicale.

Vecchi déclare que ses amis et lui lutteront par tous les moyens pour conserver l'unité au sein de l'Union Syndicale et qu'ils sont aussi pour l'unité au sein de l'Internationale Syndicale Rouge, bien que ses décisions ne soient pas en accord avec l'opinion des syndicalistes, et semblablement les syndicalistes se soummettront aux décisions de leur Congrès national quelles qu'elles soient pour sauver l'unité de l'Union Syndicale. Cependant, pour ce qui concerne les anarchistes, il est impossible d'être tout à fait certains de leur soumission à la décision de la majorité. Au Congrès des anarchistes Malatesta a parlé de telle sorte qu'on est obligé de penser que les anarchistes, en cas de divergences sérieuses, abandonneront les rangs de l'Union Syndicale. Il est vrai que d'autre part il a déclaré qu'il approuvait les anarchistes luttant au sein de la Confédération du Travail et qu'il ne leur conseillait pas d'en sortir, mais c'est là une contradiction qui reste non résolue.

Concernant la question d'un front prolétarien unique, Vecchi remarque que l'unité du prolétariat révolutionnaire en Italie, doit être absolument réalisée dans les rapports entre communistes, syndicalistes et anarchistes, mais il ne croit pas qu'une unité durable soit possible avec les chefs de la Confédération du Travail. „J'ai toujours été persuadé, dit-il qu'il était nécessaire de poursuivre tous ces débats sur l'unification avec la Confédération dans l'unique but de convaincre les communistes que la Confédération est contre l'unité et qu'elle ne sera jamais du côté de l'Internationale de Moscou. J'ai toujours désiré que l'unité du mouvement syndical soit réalisée endehors de la Confédération". En général, pour ce qui concerne les rapports avec la Confédération Générale du Travail, Vecchi ne croit pas que les syndicalistes puissent y demeurer, tant que la C. G. T. n'aura pas modifié essentiellement sa ligne de conduite en adhérant à Moscou.

Le cam. Vecchi a montré dans son entretien que dans les rangs de l'Union Syndicale d'Italie commençait à se former un point de vue raisonnable, appréciant justement la position des anarchistes par rapport au mouvement professionnel. C'est pourquoi il faut penser que ceux qui partagent le point de vue du cam. Vecchi sauront tirer les conséquences logiques de cette manière de voir, qui doit aboutir avant tout à la reconnaissance définitive de la plateforme de l'Internationale Syndicale Rouge, et à l'adhésion à celle-ci.

## „La Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge."

„L'Ordino Nuovo" publie dans son numéro du 30 novembre l'appel du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge au sujet de la semaine de l'I. S. R.

Le Comité Exécutif du Parti Communiste Italien a fixé au 4 décembre l'action d'agitation et de propagande pour l'Internationale Syndicale Rouge dans le pays, il écrit à ce sujet.

„Il faut que la classe ouvrière d'Italie prenne une part active au mouvement général qui aura lieu ces jours-ci au sein du prolétariat de tous les pays. Les événements actuels ne favorisent pas la préparation de cette semaine, mais il est nécessaire cependant de la mener à bonne fin pour procéder à la mobilisation des ouvriers sur le terrain de la lutte syndicale.

„Le mot d'ordre de la semaine de propagande se confond entièrement avec ceux que notre parti depuis un certain temps déjà proclame au sein de masses ouvrières italiennes".

„Nous appelons tous nos camarades, tous les organes du Parti, tous les groupes communistes et tous les comités à agir de telle sorte que la voix du prolétariat italien soit entendue à toutes les réunions, à tous les meetings, à toutes les manifestations dans lesquelles les principes essentiels de notre parti dans le domaine du mouvement syndical doivent être propagés."

## Le Congrès National de la Fédération des Cuirs et Peaux.

Le 20 novembre s'est tenu à Milan le Congrès National de la Fédération des Cuirs et Peaux. Le Secrétaire fédéral Cozolani a présenté un rapport sur la vie fédérale à partir du Conseil National tenu en avril 1919 jusqu'à ce jour. Dans cette Fédération entrent 16.000 ouvriers. Le tableau suivant donne une idée du développement de la Fédération:

| Années | Sections | Nombre de membres |
|---|---|---|
| 1918 | 10 | 1.000 |
| 1919 | 70 | 12.000 |
| 1920 | 115 | 26.000 |
| 1921 | 74 | 16.000 |

Dans la Fédération des Cuirs et Peaux se trouvent les catégories suivantes d'ouvriers; cordonniers à la main et à la machine, tanneurs, gantiers, maroquiniers, etc.

Entre communistes et socialistes s'est élevée une vive discussion. La résolution des socialistes était ainsi conçue: „Le Congrès, après avoir entendu le rapport du Sécrétariat et prenant en considération son activité et l'utilité de son travail d'administration fédérale et de défense des intérêts moraux et matériels des ouvriers et de leur organisation, approuve la conduite des camarades dirigeants. En ce qui concerne les rapports avec les Internationales Syndicales, Moscou et Amsterdam, le Congrès se joint à la résolution prise par le Conseil National de la C. G. T. et décide de rester membre de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam".

Les communistes ont déposé l'ordre du jour suivant:

„Le Congrès, après avoir entendu le rapport du Secrétariat sortant, approuve son travail d'organisation et estime que vu l'impuissance de la bourgeosie à résoudre les problèmes sociaux, toute organisation, se plaçant sur la plate-forme de la lutte de classes doit employer tous

les moyens pour la destruction du pouvoir de la bourgeoisie dans le plus court délai possible. Le Congrès décide que la Direction nouvelle de la Fédération doit insister dans les Conseils et Conférences de la confédération sur la sortie de l'Internationale Jaune d'Amsterdam".

Les résultats du pointage sont les suivants: la résolution des socialistes a obtenu 8.390 voix, celle des communistes, 4.141 voix.

### Le Congrès de l'Alimentation.

Le Congrès de l'Alimentation que s'est tenu à Bologne le 22 novembre de cette année a décidé, dans le but de faire observer la discipline professionelle, d'obliger toutes les sections à entrer dans la Fédération de l'Alimentation. La proposition d'adopter les statuts de la Confédération Générale du Travail a été acceptée. Le Congrès a protesté violemment contre l'acte du Gouvernement, refusant au cam. Schifferstein, Secrétaire Général de l'Internationale de l'Alimentation, dont le Siége Social est à Zürich, l'autorisation d'entrer en Italie. Sur la question de l'orientation à une majorité de 20.023 voix contre 6.948 a été adoptée la résolution de se joindre à Amsterdam.

## *Tchéco-Slovaquie.*

### Le Congrès du Parti Communiste et le mouvement syndical.

Après examen de la question des rapports avec le mouvement syndical de Tchéco-Slovaquie, le Congrès du Parti Communiste Tchéco-Slovaque a adopté une résolution dans laquelle il invite tous les ouvriers organisés syndicalement à en finir avec l'organisation suivant les nationalités pour se grouper dans des organisations syndicales uniques. Or, les centres syndicaux, aussi bien tchéco-slovaques à Prague que germaniques à Reichenberg, sabotent cette oeuvre d'unification. Tous les pourparlers entrepris entre Prague et Reichenberg n'ont abouti à aucun résultat.

Le Congrès proclame sa ferme volonté d'unification, il exige que les commissions désignées pour discuter cette question à Prague et à Reichenberg disent nettement leur attitude par rapport à cette question, qu'elles réalisent réellement l'unification des syndiqués tchéco-slovaques avec les syndiqués de nationalité allemande, qu'elles mettent un terme à la comédie qui se joue autour de cette question. Les syndicats groupant toutes les nationalités de la Tchéco-Slovaquie sont la prémisse la plus importante d'une lutte triomphante du prolétariat de Tchéco-Slovaquie. En cas de sabotage ultérieur de la part des bureaucrates syndicaux, les ouvriers ont décidé de réaliser la fusion en dehors d'eux.

## *Danemark.*

### La baisse des salaires.

Le compte-rendu du Département des Statistiques concernant les salaires dans l'industrie danoise pour le deuxième trimestre de l'année courante montre que le salaire moyen par heure pour toutes les caté-

gories d'ouvriers constitue 186 öre. Les salaires des ouvriers de profession s'élève en moyenne à 218 öre, celui des manoeuvres, 184 öre, celui des femmes, 122 öre. La différence entre des salaires à Copenhague et la province est en moyenne de 43 öre pour les ouvriers de profession, 32 öre pour les manoeuvres et 14 öre pour les femmes. Par comparaison avec le premier trimestre de la même année, on observe une baisse moyenne de 14 öre par heure. Le salaire des ouvriers de profession a surtout baissé — de 19 öre à Copenhague et de 16 öre en province. Pour les ouvriers non qualifiés les salaires ont baissé de 7 à 12 öre, pour les ouvrières de 7 et 9 öre. Les salaires avaient atteint au cours du 4-ème trimestre de 1920 leur point culminant. Le premier trimestre de 1921 accuse une baisse des salaires qui s'est encore renforcée dans le trimestre suivant. C'est à ce trimestre que se rapporte toute une série de contrats de tarifs, conclus à des conditions de baisse des salaires. En moyenne, le salaire par heure a baissé dans toutes les branches d'industrie au cours du deuxième trimestre de l'année courante de 14 öre en comparaison du I-er trimestre.

## Les employés de l'Etat à la veille de la lutte.

Le „Social-Democraten" de Copenhague dans son numéro du 26 novembre attire l'attention des lecteurs sur le fait que le ministre des finances Neerboor, dans son discours au Rickstag sur le budget, a déclaré qu'il est question de déposer prochainement un projet de loi concernant la diminution d'un tiers de l'augmentation dite „de circonstance" au salaire des fonctionnaires de l'Etat. On a proposé, affirme-t-il, de tous les côtés de supprimer complètement cette augmentation, mais il n'y a pas consenti. Il veut se contenter d'une diminution de 33% qu'il trouve conforme à la situation actuelle. La réduction de l'augmentation entrera en vigueur à partir du 31 mars.

D'après le journal, cette communication du ministre a produit sur les employés l'impression d'une explosion de bombe. Ils ne pourront dans aucun cas accepter une telle diminution des appointements car elle mettrait leur traitement au dessous de leurs besoins les plus vitaux.

A juger d'après les déclarations antérieures du ministre, on pouvait penser que cette question serait remise au printemps et qu'alors on verrait. La tentative du ministre Neerboor d'enlever aux employés un tiers de „l'augmentation de circonstance" rencontrera sans doute une protestation unanime de tous les fonctionnaires. Comment y répondre? Cette question n'a pas encore été discutée dans les syndicats, mais l'assemblée de l'organisation centrale est convoquée pour les premiers jours du mois d'octobre et il est probable qu'on y trouvera les voies de l'action.

„L'augmentation de circonstance" se répartit comme suit: les traitements de 1500 à 1599 couronnes sont augmentés de 700 couronnes, ceux de 3900 à 4399 de 900 couronnes; ceux au-dessus de 10.300 couronnes de 1590 couronnes par an.

## 63.740 chômeurs.

Suivant la communication du journal „Arbeiterbladet" du 22 novembre, au cours de la dernière semaine le chômage n'a pas augmenté avec la même rapidité qu'au cours de la semaine précedente quand le nombre des chômeurs s'est vu d'un coup augmen té d

4000 sans-travail. Ce nonobstant, le chiffre de chômeurs est tout de même formidable.

A Copenhague, il y avait 29.719 chômeurs la semaine passée et 29,972 cette semaine-ci, ce qui donne une augmentation de 250 chômeurs. Aux Iles il y a 13.381 chômeurs contre 12.537, donc augmentation de 844 et en Jutland 20.387 contre 19.787, donc augmentation de 599 chômeurs.

En tout, on compte au Danemark 63.740 chômeurs contre 62.044 de la semaine précédente.

On ne remarque une certaine amélioration de la situation que dans deux branches d'industrie: du tabac et de la chaussure où le nombre des chômeurs est passé de 160 à 110.

## *Suède.*

### Nouvelle offensive contre les salaires.

Les capitalistes suédois ont entamé une nouvelle offensive contre les salaires, ils se plaignent que le Gouvernement démoralise les ouvriers en les employant aux travaux publics et en concurrençant ainsi les capitalistes. L'Union Patronale de Suède a présenté au Gouvernement une déclaration écrite dans laquelle elle indique que la politique des tarifs appliquée aux travaux publics — principalement en Suède Méridionale et en Norland — ne s'accorde pas avec les directives du Gouvernement dans ces mêmes questions. Les salaires sont plus élevés pour les travaux publics que pour les travaux „productifs" (c'est à dire relevant du capitalisme privé). L'exemple peut en être donné par l'examen de la situation dans les travaux agricoles. Les travaux publics, mieux rétribués que les travaux agricoles, arrachent la main-d'oeuvre à l'économie rurale. Les patrons exigent qu'on prenne des mesures contre une „anomalie" aussi désavantageuse pour eux.

Ainsi qu'on peut le lire dans le „Dagens Nyheter" du 24/XI, les patrons indiquent que pour les travaux publics les salaires sont établis à raison de 60 öre par heure: or ces salaires représentent la limite extrême de la norme des salaires que peuvent payer les propriétaires fonciers. Dans certains contrats particuliers entre patrons et ouvriers agricoles les salaires par heure sont au-dessous du salaire cité. L'expérience a démontré que dans plusieurs régions de la Suède on peut trouver des ouvriers payés à raison de 4 à 5 couronnes par jour.

Pour les travaux publics on a établi formellement un tarif de 50 öre par heure, mais ce tarif ne s'applique qu'à des travaux exceptionnels. En règle générale, les ouvriers ont un salaire normal de 6 couronnes par jour. Outre ce salaire en espèces, les ouvriers des travaux publics reçoivent un supplément en nature (nourriture, logement à bon marché). En définitive ils touchent globalement de 7 à 8 couronnes et parfois même 9 couronnes par jour, alors que le salaire journalier d'un ouvrier agricole est bien moindre.

En prenant en considération le fait que les salaires accordés aux ouvriers des travaux publics représentent tout au plus un minimum de vie, on doit conclure que les patrons suédois tendent à réduire les salaires aux limites les plus basses, condamnant ainsi le prolétariat agricole à la famine. Nous ignorons encore quelle sera la réponse du Gouvernement suédois à la suggestion patronale.

## *Norvège.*

### Les Syndicats en lutte contre le chômage.

Le Secrétariat de la Centrale Syndicale de Norvège a envoyé à la Commission d'Etat pour la question du chômage un message circonstancié dans lequel il est démontré que le Gouvernement n'accorde pas à la question du chômage l'attention que celle-ci mérite. Or, le nombre des sans-travail s'accroît sans cesse.

Réclamant un large contrôle général sur la production, le Secrétariat insiste pour que le gouvernement se charge de la gestion des établissements qui ne peuvent être exploités par leurs propriétaires particuliers. Le Gouvernement doit également donner une plus grande extension aux travaux publics déjà existants et en organiser de nouveaux. Il est nécessaire que la commission élabore et fasse ratifier dans le plus court délai possible un plan de répartition et de culture de grandes étendues de terrain. En outre, le Gouvernement doit veiller à ce que les administrations locales et communes donnent de l'extension à leurs travaux publics et mettent en marche immédiatement les travaux qu'il a été décidé d'effectuer. Le Gouvernement, les administrations locales et communes doivent dans une aussi large mesure que possible, faire leurs commandes en Norvège et non à l'étranger.

Comme suite à tout ce qui précède, les syndicats norvégiens réclament également du Gouvernement l'élaboration d'un plan de contrôle public sur la diminution de la production et la fermeture des fabriques, de même que sur le débauchage en masses des ouvriers. De plus, il est nécessaire d'élaborer la question d'un crédit à accorder par le Gouvernement aux pays dont la situation économique est telle après la guerre, qu'ils ne peuvent payer leurs commandes en argent comptant. En outre, le Gouvernement doit, par des allocations extraordinaires, donner à la Caisse générale de secours aux chômeurs la possibilité de continuer à payer les secours aux chômeurs.

## *Finlande.*

### Les ouvriers métallurgistes menacés du lock-out.

A la fin du mois de mars de cette année une grève a éclaté à l'aciérie de la Société anonyme „Ankilarti" se trouvant dans la ville de Wasa. La raison de la grève a été le refus de la Société de réembaucher un ouvrier congédié. Les patrons cherchaient à boycotter les ouvriers organisés. Comme le mande un journal de Wasa, „Vapaa Sanna" du 26 octobre, les patrons ont réussi au huitième mois de la grève à embaucher des briseurs de grève suédois et russes — émigrés blancs.

Suivant la communication de „Helsingen Sanomat" du 11 novembre, près de 100 ouvriers (évidemment des jaunes) travaillent actuellement dans cette usine. Suivant la communication du syndicat finlandais des ouvriers de l'industrie métallurgique, les ouvriers ont consenti à cesser la grève à la condition que les ouvriers (les jaunes) travaillant actuellement soient tous congédiés et que l'ouvrier congédié et d'une façon générale tous les chômeurs soient réembauchés. Malgré des pourparlers

très longs, la Société Anonyme et le consortium des industriels du Métal finlandais n'ont pas consenti à souscrire à cette revendication. En réponse à l'exigence des ouvriers, le consortium des industriels métallurgistes finlandais, d'accord avec l'organisation centrale patronale finlandaise a décidé de déclarer un lock-out dans toutes les entreprises métallurgiques faisant partie du consortium des industriels en question, lock-out qui devait commencer à partir du 3 décembre et toucher près de 7000 ouvriers. Ce lock-out prendra fin d'après la déclaration du patronat quand la grève dans l'usine de la Société Anonyme „Ankilarti" et les conflits dans d'autres entreprises faisant parti du consortium du Métal auront cessé.

Il n'y a aucun doute que les raisons du lock-out, — jetant dans la rue, en comptant les familles des ouvriers, près de 20.000 hommes, — sont bien plus profondes que la grève dans l'usine en question. Sa raison réelle consiste probablement dans ce fait que les industriels profitant des circonstances relativement défavorables pour le moment dans le domaine de l'industrie métallurgique, ont décidé au moyen du lock-out d'affaiblir les ouvriers et de préparer le terrain pour la diminution des salaires et pour l'aggravation des conditions de travail en général.

Ce lock-out dont la signification est bien comprise par les organisations ouvrières ne peut donc ne pas rencontrer une résistance des plus énergiques, mais il est difficile pour l'instant de prévoir les formes que cette résistance prendra.

La commission exécutive de la Centrale Syndicale Finlandaise a décidé le 15 novembre de s'adresser aux organisations syndicales de l'étranger en leur expliquant le danger dont se trouve menacée la classe ouvrière finlandaise par suite du lock-out déclaré par les industriels du Métal finlandais et en les appelant à secourir les ouvriers finlandais qui seront touchés par le lock-out.

La Centrale Syndicale Finlandaise et le Syndicat des métallurgistes ont publié également le 17 septembre un grand appel général dans lequel on indique que le lock-out touchera, en comptant les familles des ouvriers, près de 21.000 hommes, qu'en même temps que les métallurgistes, les menuisiers, les charpentiers, les peintres en bâtiment, les manoeuvres, etc. seront également privés de travail dans les usines lock-outées. Le manifeste appelle les ouvriers à faire montre d'énergie et d'abnégation et indique qu'il est nécessaire de faira connaître partout les conditions impossibles d'existence des ouvriers, la cherté de la vie, le chômage, les conditions pénibles de logement, le fardeau pésant des impôts, etc.

Le Comité Directeur du Syndicat des Ouvriers du Transport a publié le 19 novembre un appel demandant aux ouvriers des transports d'entrer en lutte pour appuyer les métallurgistes.

Le 19 novembre eut lieu à Helsingfors une grande assemblée des métallurgistes où fut discutée la question du lock-out. Il fut constaté entre autre à cette assemblée que pendant les pourparlers au sujet de la grève à l'usine Onkilarti, le Syndicat des Métallurgistes a fait de grandes concessions, mais que ce nonobstant, les représentants du patronat n'ont pas voulu satisfaire les revendications minimales auxquelles les ouvriers ne pouvaient pas renoncer. Entre autres, les ouvriers ont consenti à ne pas insister sur le renvoi de tous les jaunes. C'est pourquoi l'affirmation du patronat que le lock-out est déclaré parce que les ouvriers ne renoncent pas à leurs exigences concernant le renvoi

des jaunes est inexacte. Cela démontre une fois de plus que le patronat poursuit en se servant du lock-out des buts particuliers en cherchant, entre autres, à allonger la journée de travail jusqu'à 9 heures tout en conservant le salaire en vigueur pour la journée de 8 heures. L'assemblée a adopté une résolution dans laquelle on indique que le lock-out déclaré par les industriels métallurgistes a en vue d'aggraver la situation non seulement des ouvriers métallurgistes, mais de tous les salariés du pays. La résolution demande l'entrée dans la lutte non seulement des ouvriers touchés par le lock-out, mais aussi des ouvriers d'autres branches d'industrie, gaz, électricité, canalisation, trammways, ateliers de chemins de fer, industrie textile, papier, ateliers de réparations, sciage). La résolution indique également que cette action des capitalistes démontre la nécessité du contrôle ouvrier sur l'industrie.

Le journal de droite „Iltalerti" ne cache point que le lock-out déclaré par les industriels métallurgistes est une action dirigée contre les communistes. Ce journal déclare: „Parmi les métallurgistes, malgré tous les avertissements, continue de régner une tendance appuyant les grèves et les désordres. Cette tendance s'est renforcée manifestement depuis que la direction du Syndicat des métallurgistes est tombée, au mois de mai passé, entre les mains des communistes". „Il est nécessaire de mettre réellement un terme aux provocations communistes dans l'industrie de notre pays".

Jusqu'à ces derniers temps, le consortium finlandais des industriels métallurgistes n'a manifesté aucun désir de renoncer au lock-out et a exécuté une de ses décisions prise en son temps au sujet du lock-out en refusant le 19 novembre, c'est à dire deux semaines avant la date fixée pour le lock-out, du travail aux ouvriers. Le lock-out doit commencer deux semaines après le jour où le patronat refuse le travail, c'est à dire le 3 décembre. D'après l'information de „Uusi Suomi", le directeur en chef du Ministère Social croit tout de même que le conflit sera résolu avant que le lock-out ne commence.

Dans tous les cas, la conduite des industriels métallurgistes pendant tout le temps du conflit montre que tôt ou tard une collision ouverte entre eux et les organisations ouvrières deviendra inévitable.

## La fiction de la journée de 8 heures:

La loi finlandaise sur la journée de 8 heures tolère beaucoup d'exceptions. Le Conseil d'Etat a le droit, dans un certain nombre de cas déterminés, d'établir des dérogations à cette loi. Cela est admis pour la construction d'habitations particulières et de bâtiments à la campagne; pour la réparation et l'entretien des bâtiments, des tunnels, des ports, des ponts, des voies ferrées et autres voies de communication; pour les travaux d'essouchement, d'assèchement et d'assainissement; pour la coupe des arbres et le flottage du bois en dehors des régions ordinaires de flottage; dans la circulation ferreviaire lorsque l'exploitation s'effectue par un personnel engagé au mois ou à l'année; pour les travaux des postes, télégraphe et téléphone; à la douane; pour les travaux sur les canaux et ponts démontables, et également dans les hôpitaux et les prisons.

La Centrale Syndicale Finlandaise s'est adressée au Gouvernement en lui demandant que dès l'année 1922, le Conseil d'Etat ne permette plus aucune atteinte à la journée de huit heures. Dans leur adresse, les syndicats démontrent que les dérogations systématiques à l'application

de la loi augmentent d'année en année, ce que, certainement, le législateur ne pouvait prévoir. Or, tout au contraire, il est plus en accord avec la loi que la journée de huit heures soit appliquée dans tous les domaines du travail, surtout en égard au développement actuel du chômage.

### Le Congrès des Peintres en Bâtiment.

En novembre s'est tenu à Helsingfors le VII-ème Congrès du Syndicat des Peintres en Bâtiment. Y ont pris part les délégués de 18 sections.

Au centre de l'attention du Congrès se trouvait la question qui agite tout le prolétariat finlandais: Moscou ou Amsterdam? Le Bureau de la Centrale Syndicale s'est prononcé d'une façon catégorique pour l'adhésion à Moscou. Cette question, sera mise aux voix au commencement de l'année 1922. Le Congrès des peintres en bâtiment a décidé d'adhérer à ce point de vue et de recommander à ses sections de voter pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

Sur la question de l'adhésion des syndiqués aux partis, le Congrès ne limite pas le droit des sections de décider en toute liberté de l'adhésion à tel ou tel parti, tout en affirmant que de son côté il est pour l'adhésion au Parti Communiste.

Sur la question des syndicats d'industrie le Congrès décide de participer éventuellement au syndicat des ouvriers de l'industrie du Bâtiment, quand une telle organisation aura été instituée.

Le Congrès a décidé d'éditer un organe officiel du Syndicat qui paraîtra 6 fois par an. Tous les membres élus au Bureau sont communistes.

## *Lettonie.*

### La crise économique et le chômage.

En raison de la hausse du rouble letton, les fabricants du pays ne peuvent concurrencer l'importation des marchandises étrangères. Les espérances fondées sur l'exportation ne se réalisent pas non plus, en conséquence certaines fabriques textiles cessent ou réduisent la production. Le travail est arrêté dans les verreries „Bohême“ et „O. Ossolin“. La production a été considérablement réduite à la fabrique de vaisselle Kousnetzof, où l'on ne travaille que 2 ou 3 jours par semaine. La production est arrêtée dans les scieries Mühlmann, Brühl, Lévin, Otien et certaines autres, et dans toute une série d'entreprises plus petites,

Par suite de la suppression des commandes de l'Etat, les fabriques de chaussures Kronbert et la manufacture de Ilnegem sont arrêtées.

Dans le but de conjurer la crise, les fabricants du pays s'adressent au Ministère des Finances et de l'Industrie pour demander l'augmentation des tarifs douaniers d'importation et la prise de mesures pour la stabilisation du rouble letton, ils demandent également l'abaissement du tarif douanier pour l'exortation.

### L'adhésion au centre révolutionnaire.

L'assemblée générale du Syndicat ouvrier de Geldingen et la section du Schlock du Syndicat des ouvriers sur bois ont décidé de se

séparer du Bureau Central Letton, formé, comme on le sait, de réformistes, et de s'unir au Bureau Central de Riga, centre provisoire des organisations syndicales de Lettonie.

## *Lithuanie.*

### Le mouvement ouvrier persecuté par la police.

L'hiver passé, la plupart des membres du Bureau Central des Syndicats Ouvriers ont été arrêtés. Dès ce moment, le centre du mouvement syndical cesse d'exister, mais des organisations isolées continuent à vivre et même se développent. Au cours de l'été de cette année, deux clubs ouvriers ont été fermés, soi-disant pour propagande bolchéviste. Cela a porté un coup douloureux au mouvement syndical, car presque tous les syndicats ouvriers avaient leurs locaux auprès de ces clubs. Les syndicats furent ainsi mis sur le pavé et ont en réalité presque cessé d'exister, quelques-uns d'entre eux seulement continuent leur vie normalement.

Pendant les élections municipales de Kovno, des arrestations en masse ont été opérées, ce qui priva encore une fois les syndicats ouvriers de leurs meilleurs militants. Les organisations syndicales isolées ne peuvent pas coordonner leurs actes et traînent une existence misérable. Certaines d'entre elles non seulement depuis longtemps n'ont plus tenu d'assemblées générales, mais même depuis deux ou trois mois n'ont plus de comités.

L'absence d'un organe central dirigeant se fait sentir plus fort encore en province. Celle-ci étant privée de relations avec le centre, se sent tout à fait isolée et il lui est beaucoup plus difficile de réagir contre l'attitude des autorités envers le mouvement syndical. Et il faut constater que la situation est bien pire en province qu'à Kovno. Ainsi, le syndicat de Rakichki comptant 1.700 membres a été dissous par les autorités. L'organisation de Kemny groupant 200 membres a subi le même sort. La dissolution de ces syndicats a été motivée par une soi-disant propagande bolchéviste. Néanmoins, malgré cette triste situation, malgré les persécutions et les arrestations des militants syndicaux, les syndicats ont réussi tout de même, au cours de leur existence, à établir des salaires relativement satisfaisants ainsi que la journée de 8 heures.

Parmi les syndicats existants le plus puissant est celui des travailleurs de l'aiguille.

### Le syndicat des travailleurs de l'aiguille.

Ce syndicat a été fondé en 1919; il comptait au début 70 à 80 membres.

De prime abord, on avait refusé de l'enregistrer disant que ses statuts n'étaient pas assez précis. Les statuts présentés pour la seconde fois furent approuvés et le syndicat existe légalement.

Pendant l'année 1920 il s'est étendu et s'est développé; la quantité de ses membres s'est considérablement augmentée. Les salaires étaient alors assez bas et le paiement se faisait aux pièces. En 1920. le syndicat obtint la journée de 8 heures et le paiement hebdomadaire. L'accroissement du salaire a atteint à présent 250%.

En 1920. le syndicat posa la question de l'embauchage et du débauchage des ouvriers. Un accord intervint en vertu duquel tout ouvrier est considéré admis après un travail de sept jours; en cas de renvoi, il a le droit d'exiger une indemnité dont le montant dépend de son temps de service. Le principe général est que, pour une année de travail, l'indemnité payée équivaut au salaire d'un mois.

En automne 1920 fut créée la coopérative de production: „Le Marteau", dans le but de lutter contre le chômage.

En janvier 1921 eut lieu une grève économique importante au cours de laquelle, le syndicat organisa encore une coopérative, „L'économie", pour soutenir les grévistes. Ces derniers y travaillèrent à tour de rôle et on put de cette manière mener à bonne fin la lutte contre les patrons.

Après la liquidation de la grève, le syndicat décida de maintenir la coopérative. Des catégories d'ouvriers avec salaires hebdomadaires de 400, 350, 300 marks pour les I, II et III catégories furent établies à la suite de la grève; le salaire hebdomadaire des apprentis fut fixé à 150 marks. En février de cette année, ces chiffres ont été augmentés de 250%.

Un contact parfait règne entre la coopérative „L'Economie" et le syndicat ouvrier. Les deux organisations sont représentées au sein de la direction de chacune d'elles. Par contre, la coopérative „Le Marteau" n'a pas de représentants dans le syndicat.

Celui-ci compte en tout 312 membres. Le Comité se compose de 7 membres. C'est le seul syndicat dont l'existence fût reconue légalement après la fermeture des clubs ouvriers.

Il existe auprès des syndicats une commission chargée de vérifier à quelle catégorie doit appartenir chaque ouvrier tailleur et pour contrôler le passage d'une catégorie à l'autre. Les résolutions de cette commission des tarifs réglant la rétribution du travail ont force de loi pour les patrons. Etant donnée la cherté de la vie, la question de l'augmentation des salaires se pose actuellement devant les syndicats. Cette revendication sera très prochainement présentée aux patrons.

La situation générale pourrait être estimée satisfaisante s'il n'y avait pas absence d'un organe central dirigeant et n'était la politique de persécutions dirigées contre les organisations ouvrières. L'absence d'un local est un grand obstacle à l'activité des organisations syndicales. On donne rarement l'autorisation de tenir des réunions. A chacune d'elles assiste la police et en outre les discours prononcés en jargon juif doivent être traduits en une langue compréhensible pour l'agent de la milice (dans la plupart des cas cette langue est le russe). Le syndicat des travailleurs de l'aiguille se trouve quand même dans une situation privilégiée comparativement aux autres organisations. Il le doit principalement à l'existence de la coopérative qui est un fort appui du syndicat.

### Le mouvement gréviste.

La cherté de la vie a provoqué à Kovno une vague de grèves d'un caractère économique. Une augmentation des salaires de 50 à 200% fut exigée par les boulangers, les pâtissiers, les métallurgistes, les imprimeurs, les tailleurs, les cordonniers, les apprêteurs, les distillateurs et les brasseurs.

Dans la plupart de ces cas ces revendications furent rapidement satisfaites, abstraction faite des métallurgistes et des imprimeurs.

Les métallurgistes qui travaillent dans les usines de l'Etat (arsenal, ateliers de chemin de fer), ont exigé une augmentation de salaires de 50 à 200 % et envoyé une délégation au Ministère des Voies et Moyens de Communication, exigeant une réponse concrète. La délégation ne fut pas reçue. Alors, le 8 novembre, les ouvriers cessèrent le travail. Les usines et les ateliers de l'Etat les plus importants se mirent en grève. En tout, plus de 100 hommes cessèrent le travail. A la dernière assemblée générale on a décidé d'exiger, outre l'augmentation de salaires, le secours médical, la légalisation du syndicat des cheminots, l'établissement de deux semaines de congé, le paiement des journées chômées pendant la grève et des garanties qu'on n'appliquerait pas de représailles aux grévistes.

Des bruits circulèrent en ville qu'étant donnée la militarisation des chemins de fer, le Gouvernement menaçait les ouvriers de répressions, mais cependant on n'eut pas besoin d'y recourir.

Le 15 novembre, un accord est intervenu entre le Comité de gréve et l'administation des chemins de fer. Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 50 à 150%. Les autres revendications ont été satisfaites. Le 16 novembre, les métallurgistes ont repris le travail.

Quant aux imprimeurs, leurs exigences ne reçurent satisfaction que dans les entreprises de certains journaux (50% d'augmentation) et dans les imprimeries de l'Etat (30% d'augmentation et la possibilité de recevoir des vivres à bon marché).

La grève continue dans les imprimeries privées.

De Kovno la vague des grèves est passée en province.

On communique de Chavli que là-bas commence la grève des métallurgistes travaillant aux chemin de fer.

A Volkovichki, les employés du commerce se sont mis en grève, exigeant une augmentation de salaires de 50 à 100%. Une partie des entreprises a satisfait ces exigences. Dans les autres la grève continue.

Le mouvement gréviste a trouvé sa répercussion dans la presse. Le „Social-Demokratas" écrit au sujet des grèves;

„Chez nous on accuse à tout propos les communistes. Mais ce ne sont pas ces derniers qui, par leur agitation, ont excité les ouvriers, mais bien les enfants affamés et en haillons, transis dans les izbas glacées. Les ouvriers ne voulaient pas faire grève, mais c'est le Gouvernement qui les a poussés en n'accordant aucune attention depuis juillet à leurs demandes; quand leur délégation s'est présentée chez le Ministre Galvanowski, ce dernier a refusé de la recevoir. Nous souhaitons aux grévistes de se tenir fermes et solidaires jusqu'au moment où le Gouvernement se sera décidé à les traiter comme des hommes".

## *Espagne.*

### Dans la Confédération Générale du Travail.

Dans la presse syndicaliste espagnole vient d'être publiée la déclaration de la Confédération Nationale du Travail et de la Confédération du Travail de Catalogne en date du 11 novembre. Cette déclaration montre avec évidence qu' autour de la question de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge la lutte continue toujours au sein du mou-

vement syndical espagnol. Après avoir signalé la campagne opiniâtre menée contre le Comité de la Confédération Nationale et en particulier la déclaration du comité provincial de Guipuscoa publiée le 30 octobre, les auteurs de la réponse de la C. N. T. font une analyse détaillée des accusations portées contre le Comité National:

„L'histoire de la lutte de classes n'enregistre pas, dit la déclaration, de représailles aussi barbares que celles qui ont eu lieu à Barcelone. Nos camarades ont été emprisonnés exilés, torturés et massacrés. Malgré toutes ces épreuves, le Comité n'a jamais abandonné son poste de travail. Lorsqu'un Comité tombait entre les mains de la police, d'autres militants prenaient sa place. Les membres du Comité faisaient preuve d'abnégation et d'audace, en estimant que le Comité National doit servir d'exemple à toute l'organisation ouvrière, ils ne s'arrêtaient devant aucun danger et franchissaient tous les obstacles. Malgré tous les sacrifices accomplis dans le seul but que le Comité puisse rester dans la ville où sévit la réaction la plus sauvage, une section du Nord a élevé une protestation contre le séjour du Comité à Barcelone et a exigé son transfert dans le Nord. Cette section ne tient aucun compte de ce fait que presque toute l'organisation partage le point de vue que le Comité ne doit pas fuir Barcelone. A la suite de l'envoi des délégués de la Confédération Nationale au Congrès de l'ISR., on a entamé une campagne contre cette délégation. L'assemblée plénière du Comité tenue les 14 et 15 août a adopté une résolution par laquelle la solution définitive de cette question était renvoyée à l'époque du retour en Espagne de la délégation. Lorsque le seul délégué qui a échappé à l'arrestation est revenu en Espagne, on a immédiatement convoqué une réunion plénière ainsi que cela avait été spécifié au 15 août. Les 15 et 16 octobre cette réunion a été tenue à Barcelone avec la participation des représentants de la Catalogne, de la Castille, de l'Andalousie, des Asturies du Nord et de la province d'Arragon. La séance plénière a confirmé le fait que les élections de la délégation avaient été faites régulièrement, et a pris connaissance du rapport présenté par elle. Par 12 voix contre 6 a été adoptée la résolution conformément à laquelle l'adhésion à l'ISR. sera effectuée lorsque tous les syndicats auront pris connaissance des matériaux et des résolutions du Congrès Constitutif de Moscou. A présent la section du Nord soulève en même temps qu'une protestation contre le séjour du Comité à Barcelone, cette autre que la décision prise en séance plénière n'est pas valable parce qu'on n'avait pas le droit de prendre cette décision".

„Qui ose nous accuser de trahir les principes de la Confédération? demandent les auteurs de la déclaration. Ne sont-ce pas les gens qui ont fait antichambre dans les centres officiels et qui furent les initiateurs du bloc avec les réformistes de l'Union Générale des Travailleurs?" Ces individus essaient, en profitant d'un moment de lassitude, de pousser la Confédération dans la voie du réformisme. Ils parlent du changement de la tactique de combat, de l'abandon du système des violences, du rejet du principe de la dictature du prolétariat." Ce chemin, disent les auteurs de la déclaration, la Confédération du Travail ne peut pas le prendre." Les principes, les traditions et la tactique de la Confédération du Travail sont inébranlables et ne seront jamais abandonnés par elle. La lutte de classes et la doctrine de la violence collective du prolétariat, voilà les formules pratiquées par la Confédération et qu'elle ne trahira pas même si les représailles

de la réaction augmentent encore et en dépit de toutes les tentatives de ceux qui sous une phraséologie révolutionnaire voilent leur carence".

En protestant contre les tentatives scissionnistes, les auteurs de la déclaration signalent que les différences existant entre les courants idéologiques ne peuvant servir de base à une scission, car on pourra régler tous les comptes lorsque la révolution prolétarienne sera achevée. Au-dessus de toutes les doctrines doivent être placés les intérêts suprêmes de la classe ouvrière et au sein de la Confédération peuvent coexister fraternellement les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires et les communistes, ainsi que cela a lieu aux C. S. R. français et dans l'Union Syndicaliste italienne.

„Le plus grand crime est commis par ceux qui, pour des caprices purement individuels, soulèvent la question de la scission dans le moment si dangereux que nous traversons actuellement. Nous accomplissons notre devoir et nous faisons appel au prolétariat espagnol pour résister aux intrigues qu'on prépare et aux fausses doctrines qu'on crée et qui peuvent comporter des résultats funestes".

## *Portugal.*

### Le capital passe à l'offensive

Le 13 novembre eut lieu une réunion des employés des tramway de Lisbonne, dans laquelle il fut démontré que la Compagnie des Tramways n'a pas rempli le contrat collectif conclu après la grève le 31 mai 1920. La réunion adopta la résolution suivante: „Estimant que le personnel employé aux tramways ne doit pas perdre les améliorations de leur situation acquises au prix de grands sacrifices, que les employés des trams ne doivent s'arrêter devant aucun sacrifice à l'avenir pour faire appliquer ces nouvelles conditions, la réunion autorisée des employés des tramways, décide: d'exiger de la Compagnie des Tramways l'exécution de la convention conclue le 31 mai 1920. Au cas où elle refuserait de remplir les obligations qu'elle a prises, de déclarer la grève générale des ouvriers des transports locaux. La résolution a été adoptée à l'unanimité.

## *Bulgarie.*

### Le 13-me Congrès de la Confédération Générale des Syndicats Bulgares.

Les 9, 10 et 11 octobre s'est tenu à Sofia le 13-me Congrès de la Confédération des Syndicats Rouges de Bulgarie. Les questions suivantes étaient portées à son ordre du jour: 1) Rapport moral du Comité Central, 2) la crise économique et les syndicats, 3) rapport sur le 1-er Congrès International des Syndicats Rouges.

On a élu président d'honneur du Congrès le cam. Georges Dimitrof, secrétaire de la Confédération depuis plusieurs années, qui se trouve actuellement à l'étranger, car le Gouvernement lui a interdit le retour en Bulgarie. Le Bureau du Congrès était composé des cama-

rades: Nicolas Penef et Jean Kajoumchine, le cam. Granovsky étant secrétaire.

Après examen du rapport moral du Comité Central *) et du rapport de la Commission de Contrôle, le Congrès a adopté une résolution dont nous extrayons des passages les plus importants:

„En dépit de l'adhésion à la Confédération de deux nouvelles organisations syndicales (employés des services publics, communaux et provinciaux et instituteurs communistes), le Congrès constate qu'au cours de l'année courante le nombre de ses adhérents ne s'est pas accru. Cette circonstance montre que la crise économique qui a suivi la guerre et la réduction de la production, d'une part, ainsi qu'une lutte de classe acharnée, d'autre part (grève des cheminots, grève générale politique et renforcement des organisations patronales), ont trouvé nos syndicats insuffisamment préparés au point de vue organisation pour vaincre les obstacles énormes qui se sont dressés dans leur chemin.

„En conséquence, certaines organisations syndicales ont été privées de la possibilité de répandre leur influence parmi les masses et elles ont dû même se trouver en face du fait de la diminution du nombre de leurs adhérents.

„Le Congrès estime qu'une lutte victorieuse des masses ouvrières contre l'exploitation capitaliste, ainsi que l'élimination définitive de toute exploitation n'est possible qu'avec l'aide d'organisations syndicales groupant les masses. Les obstacles rencontrés, si forts qu'ils soient, ne doivent pas entraver le développement du mouvement syndical, ils doivent être vaincus dans le courant de l'année qui vient.

„Le Congrès constate avec satisfaction qu'en dépit de la terreur et des persécutions endurées par les ouvriers des transports, le syudicat des transports a rétabli rapidement son organisation et est parvenu déjà à atteindre la situation qu'il avait avant la grève. Le Congrès insiste sur la nécessité de manifester une activité plus énergique encore dans le but de l'unification et du renforcement définitif de l'esprit révolutionnaire des ouvriers des transports dans la défense de leurs intérêts de classe.

„Le Congrès salue avec joie l'adhésion du syndicat communiste des instituteurs à la Confédération Générale des Syndicats en exprimant sa conviction que cette organisation saura développer son influence et son action sur le prolétariat.

„Le Congrès constate que le mouvement syndical se trouve principalement concentré dans les villes importantes, il propose donc aux Conseils Ouvriers locaux de tendre toutes leurs forces, sans affaiblir le travail en cours dans les villes, vers l'organisation des ouvriers et ouvrières occupés en dehors des villes. Sous ce rapport le Congrès espère être soutenu par les organisations et les groupes du Parti; c'est pourquoi il exprime en présence du Comité Central du Parti Communiste Bulgare son désir de voir le Comité exiger des organisations et groupes correspondants la réalisation de la résolution adoptée par le dernier Congrès du Parti, relativement à l'organisation des ouvriers agricoles, des ouvriers du bâtiment, de ceux occupés dans les fabriques de briques et les moulins.

---

*) On trouve des données sur la situation du mouvement syndical bulgare extraites de ce rapport, dans le № 9 de notre revue. Ces données concernent l'année 1920 et le 1-er semestre de 1921.

„Le Congrès charge le Comité Central de mettre à son ordre du jour la question de l'agitation parmi les ouvriers agricoles, les métayers et leurs organisations.

„Le Congrès constate que certains membres du Parti Communiste Bulgare, surtout dans les petites villes et dans les villages, malgré qu'ils soient des ouvriers salariés ne sont pas encore organisés en syndicats correspondants. En conséquence, le Congrès invite le Comité Central du Parti Communiste Bulgare à prendre toutes mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation anormale. Dans les localités où il n'y a encore aucune organisation syndicale les membres du parti y domiciliés sont obligés de les créer ou de former, pour le moins, une section mixte.

„Le Congrès constate ensuite que le nombre des membres du Parti se trouvant au sein des organisations syndicales est fort insignifiant, il recommande donc aux sections syndicales de prendre toutes mesures nécessaires pour faire adhérer au Parti leurs adhérents. Pareillement les sections syndicales locales doivent soutenir le Comité du Parti toutes les fois qu'il sera procédé à l'institution de noyaux communistes auprès des entreprises. Quant à la question de l'organisation et du maintien des ouvrières au sein des syndicats, certains syndicats ont considéré cette tâche comme une affaire d'importance secondaire. Le Congrès approuve „l'instruction pour l'organisation des ouvrières et l'agitation à mener parmi elles" publiée par le Comité Central et exige que tous les efforts nécessaires soient déployés pour retenir les ouvrières au sein des syndicats. En outre, le Congrès recommande: a) d'entrer en contact avec les familles des ouvrières; b) de faire participer les ouvrières aux travaux et à l'administration des sections syndicales; c) de propager largement la revendication du salaire égal à travail égal des ouvriers et ouvrières.

„Le Congrès compte sur l'aide de l'Union Communiste des Jeunesses pour l'organisation des jeunes ouvriers et ouvrières au sein des syndicats; il recommande aux sections syndicales de faire tout le nécessaire pour que les jeunes ouvriers et ouvrières adhèrent aux unions locales des jeunesses et que tous les jeunes ouvriers et employés salariés s'affilient aux syndicats ouvriers.

Sur le rapport de la délégation bulgare au 1-er Congrès de l'I. S. R., le Congrès a adopté la résolution suivante:

„Le 13-me Congrès Ordinaire de la Confédération Générale des Syndicats Bulgares prend acte du rapport de la délégation bulgare au Congrès Constitutif de l'I. S. R. et décide:

1) Le Congrès approuve l'activité de la délégation bulgare.

2) Le Congrès adopte avec enthousiasme les résolutions du premier Congrès de l'I. S. R.

3) Le Congrès est heureux de constater que ces résolutions coïncident entièrement avec les principes tactiques et théoriques qui se trouvent à la base de l'organisation des syndicats bulgares dès le moment de leur fondation.

4) Le Congrès estime que les syndicats doivent utiliser ces résolutions pour étendre leur influence, pour réaliser leur renforcement organique et pour sa préparer à une lutte révolutionnaire énergique. Le Congrès attire surtout l'attention des syndicats sur la résolution du 1-er Congrès de l'I. S. R. concernant la question de tactique et les méthodes et moyens de lutte préconisés, ainsi que le programme d'action adopté.

5) Le Congrès charge le Comité Central de prendre toutes mesures nécessaires pour la large diffusion de ses résolutions parmi le prolétariat bulgare et pour les réaliser pratiquement.

6) Le Congrès salue chaleureusement le Conseil Central de l'I. S. R. et les partis ouvriers de tous les pays adhérant à l'I. S. R. qui luttent à la vie ou à la mort contre la sanglante exploitation capitaliste pour l'affranchissement des ouvriers contre les traîtres d'Amsterdam.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la révolution prolétarienne mondiale!"

Le cam. Kabakchief a présenté un rapport vaste et circonstancié sur la question de „la crise économique et les tâches des syndicats".

Dans la résolution adoptée sur cette question le Congrès analyse méticuleusement les causes de la crise en relevant la transformation de la Bulgarie en colonie de l'impérialisme de l'Entente, l'accroissement du coût de la vie, la misère des masses, l'aggravation du chômage. Il invite les syndicats à mener une lutte énergique pour les secours de l'Etat aux chômeurs en attirant en même temps leur attention sur la liaison étroite de la lutte contre le chômage avec la question du contrôle sur la production et celle des comités de fabrique et d'usine.

Le Congrès a adopté également une série de résolutions concernant la terreur blanche, l'intervention de l'Etat dans les conflits entre ouvriers et patrons, les persécutions encourues par les employés de l'Etat et, plus particulièrement, les instituteurs communistes, et aussi une résolution concernant l'aide à la Russie des Soviets.

A la fin de ses assises le Congrès a élu un Comité Central composé comme suit: Georges Dmitrof, Tcheco Dimitrof, Dragoy Kadjelkof, Nicolas Penef, Isidore Todorof, Temenko Penkof, Sachad Georgief, Alexandre Georgief, Bratovan Ilief et Georges Vatelof.

Le Congrès a montré que les syndicats révolutionaires de Bulgarie s'accroissent et se renforcent en dépit des cruelles persécutions du Gouvernement et du capital, ils restent l'un des détachements les plus campacts et les plus combatifs de l'Internationale Syndicale Rouge.

## *Géorgie.*

### La statistique syndicale.

Le nombre total des sections locales s'élève en Géorgie à 120 environ. Ils sont répartis entre 22 syndicats d'industrie (sous-sol, travailleurs agricoles et forestiers, métaux, industrie chimique, tabacs, bois, bâtiment, livre, alimentation, cuirs et peaux, textile, habillement, cheminots, transports locaux, transports maritimes et fluviaux, hôtels et restaurants, santé publique, services municipaux, P. T. T., travailleurs des services publics, enseignement, art).

Le nombre de toutes les entreprises groupées par les syndicats géorgiens s'élève à 2.600 environ et les entreprises nationalisées sont à peu près en nombre identique à celui des entreprises privées. Les entreprises ne sont pas très grandes en Géorgie, en moyenne générale il y a 29 ouvriers par entreprise. Les grandes entreprises sont nationalisées, elles comportent en moyenne (sauf les cheminots) 52 ouvriers;

les entreprises privées sont pour la plupart très petites, ce sont des ateliers avec une moyenne de 5,5 ouvriers (de 1,4 à 35 ouvriers).

En tout il y a en Géorgie près de 82 mille syndiqués dont 77.000 travaillent dans les entreprises (93% dans les entreprises nationalisées, 7% dans les entreprises privées) et 5000 travaillent à demeure. Le principal contingent des ouvriers et employés est concentré dans les villes: Tiflis — 44, Batoum — 10.000, Poti — 2.500, Tkvibouly plus de 1.500, Borjom — 1.500, Koutaïs — 1.000; les 20.000 restants sont disséminés dans les petites villes et localités de Géorgie (en 60 points différents).

La plupart des entreprises sont situées dans ces centres industriels: Tiflis — 1.600 entreprises, Batoum — 300, Poti — 900.

L'industrie géorgienne a un développement très faible; les données suivantes, concernant la répartition des syndiqués entre les différentes branches d'industrie en donnent une illustration frappante:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Nombre de syndiqués desservant l'industrie extractive . . . . . | 5% | du nombre | total |
| 2. Nombre de syndiqués desservant l'industrie manufacturière . . . . . | 22% | „ | „ |
| Industries extractive et manufacturière . | 27% | „ | „ |
| 3. Nombre de syndiqués, desservant les transports . . . . . | 23% | „ | „ |
| Extraction, industrie manufacturière et transports . . . . . | 50% | „ | „ |
| 4. Nombre de syndiqués desservant les services publics, le commerce, les services de santé, les arts, les sciences . . . . . | 50% | „ | „ |
| Total . . | 100% | | |

## *Etats-Unis d'Amérique.*

### La Fédération de Detroit adhère à l'ISR.

Nous avons reçu dans les derniers jours d'octobre une dépêche nous annonçant l'adhésion de la Fédération du Travail de Detroit à l'Internationale Syndicale Rouge. Et maintenant nous sommes en possession du texte complet de la résolution. Nous devons saluer l'entrée dans nos rangs d'un des plus vieux membres de la Fédération Américaine du Travail, cet instrument de réaction qui se trouve entre les mains de Samuel Gompers et de sa clique. Nous estimons que les autres fédérations adhérentes à la Fédération Américaine du Travail suivront l'exemple des camarades de Detroit. Les communications de nos représentants nous donnent des raisons suffisantes pour le croire.

La Fédération du Travail de Detroit est une organisation très importante qui groupe dans son sein toutes les trade-unions situées dans ce centre d'industrie automobile. Elle compte plus de 60.000 adhérents et elle a effectué un grand travail pour organiser les ouvriers et pour les diriger dans la voie d'une lutte réelle contre le patronat. C'est au camarade Denis Batt, représentant cette organisation au premier Congrès de l'ISR. — un vieux lutteur dans les rangs du syndicat des mécaniciens de Detroit — et à l'activité de son groupe que nous

sommes redevables de ce fait que tous les membres des trade-unions de Detroit ont adhéré unanimement à nos colonnes révolutionnaires.

La résolution adoptée par la Fédération du Travail de Detroit est la suivante:

„Partant de ce fait que l'accroissement et le développement de l'ISR. constituent la condition nécessaire de l'émancipation de la classe ouvrière dans le cadre international et que la Fédération Américaine du Travail n'adhère à aucune organisation ouvrière internationale, — nous, délégués de la Fédération du Travail de Detroit, réunis en conférence ordinaire, avons décidé: d'exiger et d'insister auprès des organes éxécutifs de la Fédération Américaine du Travail pour que toutes mesures nécessaires soient prises pour réaliser l'adhésion de la Fédération Américaine du Travail à l'Internationale Syndicale Rouge dont le siège social se trouve en Russie, à Moscou. En même temps nous décidons d'envoyer copie de cette résolution au Comité Exécutif de la Fédération Américaine du Travail, aux organes de la presse, à toutes les trade-unions adhérant à la Fédération du Travail de Detroit ainsi qu'à tous les organismes centraux des trade-unions adhérentes à la Fédération Américaine du Travail.

## Les mineurs à la veille de la lutte.

Les mineurs groupés au sein de la puissante „Fédération Unifiée des Mineurs d'Amérique“ (Unite Mine Workers) qui compte dans ses rangs près de 40.000 membres sont à la veille d'une âpre lutte: les barons des charbonnages menacent de réduire leurs salaires et de détruire complètement leurs organisations. Les masses des mineurs sont prêtes à relever le défi ainsi que l'ont montré les grèves déclanchées spontanément dans les mines de houille du Kansas, de l'Illinois et de l'Indiane. Mais les chefs réactionnaires de la fédération, présidés par John Levis, prennent toutes leurs mesures pour entraver le développement révolutionnaires des ouvriers. L'Internationale Syndicale Rouge possède parmi les mineurs de nombreux partisans qui envisagent avec une grande sympathie notre tactique et notre programme.

En février 1922 doit se réunir un Congrès Extraordinaire de la „Fédération Unifiée des Mineurs d'Amérique“ qui doit trancher toute une série de questions en rapport avec la baisse des salaires, l'expiration des contrats de tarif, etc. A ce Congrès il sera procédé à un pointage qui décidera si les mineurs veulent, oui ou non, répondre au défi des barons des charbonnages par une grève générale.

Le travail d'organisation des Comités Révolutionnaires s'écoule avec succès au sein des trois groupes les plus importants: cheminots, mineurs, mécaniciens.

Le chômage énorme, l'offensive générale contre la classe ouvrière des fortes organisations patronales qui veulent utiliser le moment propice pour détruire entièrement toutes les manifestations d'indépendance du prolétariat américain, l'impuissance des „chefs“ réactionnaires à opposer quoi que ce soit aux attaques qui menacent les ouvriers — tous ces facteurs facilitent le travail des militants révolutionnaires au sein de la Fédération Américaine du Travail. Une propagande intensive pour la création de puissants syndicats d'industrie, une tactique ferme étrangère à toute compromission, fondée sur un programme révolutionnaire, ne manqueront pas de produire leur action salutaire sur les larges masses du prolétariat industriel groupées par la Fédération Américaine du Travail.

*George Andreytchine.*

## *Mexique.*

### Le Congrès de la Confédération Générale des Travailleurs.

En septembre dernier s'est tenu le Congrès National de la Confédération Générale des Travailleurs du Mexique (Confederacion General de Trabajadores). Sur le nombre total de 73 congressistes, 25 appartenaient au groupe communiste. La majorité était constituée par des anarcho-syndicalistes.

Le Congrès siégeait dans un moment difficile pour la Confédération. Cette jeune organisation, fondée en février de l'année courante, grâce à l'élan spontané et à l'enthousiasme révolutionnaire des larges masses déçues par la politique des vieux chefs réformistes a entraîné d'un seul coup 60.000 ouvriers dans ses rangs.

Toute une série de coups portés par le Gouvernement à la Confédération, l'expulsion hors des frontières du Mexique de ses plus actifs, de ses plus fermes dirigeants (pour la plupart étrangers) a eu une répercussion pénible sur les ouvriers mexicains qui ne possèdent pas une expérience suffisante dans le domaine de l'organisation. Ajoutez à cela la dépression industrielle et l'accroissement du chômage qui ont abouti à la dislocation de certains syndicats, en particulier à la destruction des organisations des mineurs de Solor.

Il y a encore une autre cause intérieure qui a exercé une influence négative sur le développement de la Confédération. En effet, les anarcho-syndicalistes mexicains ne sont pas hommes de lutte et d'action, tels que les syndicalistes espagnols, ce sont des doctrineurs étrangers à la psychologie des masses, semblables en cela aux syndicalistes d'Allemagne.

Toutes ces causes se sont fait sentir sur les travaux du Congrès qui ont duré huit jours. La partie la plus active des délégués s'est efforcée d'imprimer aux résolutions du Congrès la marque de la véritable pratique révolutionnaire. La fraction communiste a déposé à la Commission des résolutions un projet d'ordre du jour concernant les questions d'organisation, de grève générale, de lutte révolutionnaire contre le chômage, d'annulation du paragraphe des statuts interdisant l'adhésion des membres de la Confédération aux partis politiques, une motion de solidarité avec la Russie des Soviets, et a proposé l'adoption de tout l'ensemble de décisions du Congrès Constitutif de l'ISR.

La majorité du Congrès a écarté l'examen net et défini de ces questions pratiques du mouvement syndical. En particulier sur la question essentielle, celle de l'orientation, les anarcho-syndicalistes ont fait adopter une résolution aux termes de laquelle l'adhésion à l'ISR. était décidée „en principe".

Toutefois, si la partie anarcho-syndicaliste du Congrès a suivi docilement ses chefs, l'influence de ceux-ci a été insuffisante pour entraîner la majorité des délégués dans la voie du renoncement à la révolution. C'est ce qu'on a pu observer à deux moments.

On avait proposé, entre autres, de supprimer dans la déclaration des principes essentiels de la Confédération la reconnaissance de la dictature du prolétariat. Mais le Congrès a repoussé énergiquement cette proposition. D'autre part, l'adoption de la résolution d'adhésion en principe à l'ISR. est un résultat de la ligne moyenne entre le désir des chefs anarcho-syndicalistes de se séparer de l'ISR. et l'état d'esprit des délégués du rang qui voulaient s'unir avec le centre révolutionnaire du mouvement syndical international.

C'est ainsi que nous observons, ici également, ce processus qui se répète dans tous les pays, de l'acquisition des syndicats aux idées de lutte révolutionnaires non par leur faîte, non par le mécanisme syndical, mais par en bas, par les masses ouvrières.

## *Australie.*

### La nouvelle orientation des syndicats australiens.

Le mouvement ouvrier australien qui durant de longues années a subi l'influence des chefs réformistes partageant entièrement le point de vue de la collaboration de classes a fait ces derniers temps une brusque volte-face vers la politique de classe.

Le Congrès australien des syndicats qui s'est tenu à Melbourne du 20 au 24 juin courant a pris toute une série de résolutions qui constituent pour le mouvement ouvrier australien un grand pas en avant dans la voie qui mène à une position conséquente de classe.

Dans la résolution adoptée par le Congrès les fins dernières de la lutte menée par la classe ouvrière sont formulées de la façon suivante: „Le capitalisme ne pourra être supprimé que si les ouvriers s'unissent en une seule et même organisation économique pénétrée de la conscience de classe, afin de s'emparer par voie d'action révolutionnaire dans le domaine politique et économique, des moyens de production et de tout l'organisme de la répartition et de l'échange." „Une action est révolutionnaire, poursuit la résolution, lorsqu'elle est dirigée vers une modification radicale des relations existantes, c'est à dire vers la suppression de la main-mise capitaliste sur les moyens de production, que cette main-mise soit celle d'un patron particulier ou celle de l'Etat bourgeois."

Les tâches qui incombent au mouvement ouvrier dans sa marche vers la réalisation de son but ont été formulées par le Congrès dans une série de thèses dont nous extrayons les passages essentiels:

„Estimant que l'époque actuelle est marquée par une tendance à la socialisation de la production, le Congrès déclare que la forme d'organisation syndicale qui fragmente les syndicats selon les diverses professions, que cette forme est surannée, il s'oblige à entreprendre l'organisation des syndicats d'industrie sur des fondements qui seront établis par la Commission d'organisation du Congrès."

Outre cette reconnaissance du principe des syndicats d'industrie, la résolution du Congrès exige ensuite „la nationalisation des banques et des pricipales branches d'industrie et la participation des ouvriers à la gestion des entreprises nationalisées."

Pour la réalisation de toutes les tâches posées, le Congrès estime qu'il est nécessaire de créer une seule et unique „Union Ouvrière Panaustralienne" groupant tous les ouvriers organisés d'Australie et de Nouvelle Zélande.

Les syndicats australiens ont fait le premier pas dans la voie de la lutte de classe conséquente. Leurs progrès montreront jusqu'à quel point les militants du mouvement professionnel australien seront en mesure de diriger effectivement les syndicats dans le sillage de la lutte de classe révolutionnaire.

## *Indes Nèerlandaises.*

### Les premiers pas du mouvement syndical.

Les Indes Orientales Néerlandaises comprennent un groupe d'îles avec une population de 60 millions. La plus importante de celles-ci est la petite île de Java où le capitalisme a atteint son développement maximum.

La densité de sa population a beaucoup contribué à une telle évolution de Java. 41 millions d'individus habitent là-bas un territoire de 130.000 kilomètres carrés, ce qui fait 315 habitants par kilomètre carré. Le réseau des voies ferrées de Java est aussi relativement développé tandis que dans l'île de Sumatra, beaucoup plus grande comme dimension, on est seulement en train maintenant de poser les chemins de fer. Bornéo, la plus grande des îles, en même temps la moins populeuse et la plus arriérée comparativement à Java et Sumatra, est en revanche très riche en minéraux. L'extraction du naphthe est la seule forme de l'industrie existant à Bornéo. Célebes a atteint le même degré d'évolution que Bornéo et abonde en minerais de fer.

A Java et à Sumatra, les branches agricoles de production sont surtout développées. On cultive ici la canne à sucre, le tabac, le quinquina, le cacao, le thé, le café et le caoutchouc. La première place est occupée par la culture de la canne à sucre. En outre à Java, l'industrie du naphthe a pris des proportions considérables.

Le mouvement politique et syndical dans les Indes Néerlandaises est encore très jeune. Il n'y a presque pas là-bas d'organisations dans le sens européen du mot. Il n'a presque jamais existé dans les Indes Néerlandaises de corps de métiers ou de compagnonnages comme ceux desquels a surgi lentement en Europe le mouvement syndical. Il y a beaucoup d'illettrés dans la population de Java. Les formes primitives de la propriété agraire par communes prédominent encore ici dans les villages.

Lorsque le capitalisme européen entraîna Java dans la sphère de ses intérêts, sa population devint au début l'objet docile de ses prétentions d'exploiteur. La cherté de la vie pendant la guerre fut le premier choc qui fit naître l'action politique et syndicale.

Avant la guerre, il existait dans les Indes Néerlandaises Orientales des syndicats d'ouvriers, mais en faisaient partie seulement les ouvriers européens et quelques travailleurs indigènes peu nombreux de la catégorie des plus qualifiés.

L'idée même du mouvement syndical a été apportée dans l'île par les ouvriers hollandais qui créèrent là-bas le premier syndicat ouvrier groupant la faible couche de l'aristocratie ouvrière de la colonie.

Le syndicat des cheminots, le plus considérable des syndicats ouvriers des Indes Néerlandaises, commença son existence de la même façon. A ses débuts, cette organisation n'accertait dans son sein que les ouvriers „blancs"; plus tard, l'aristocratie ouvrière indigène reçut le droit d'entrer dans ses rangs.

Par la suite, ce syndicat s'est transformé en syndicat général des cheminots de toute la région, acceptant au nombre de ses membres tous les travailleurs des voies de communication, à quelque couche de la masse ouvrière qu'ils appartiennent. Le cam. Semaoen, un indigène de l'île de Java, est président de ce syndicat et en même temps président du Parti Communiste des Indes Néerlandaises. Cette organisation

a déjà éprouvé plusieurs fois ses forces dans des interventions actives contre les patrons. Il faut signaler que la plus grande partie des ouvriers qualifiés blancs et indigènes l'ont abandonnée de sorte qu'actuellement elle groupe principalement les couches inférieures du prolétariat des chemins de fer. Seuls, les membres du Parti Communiste parmi les ouvriers qualifiés blancs et de couleur sont restés dans ce syndicat. Les membres qui l'ont abandonné ont créé parallèlement à celui-ci une fédération qu'il serait plus exact d'appeler le „syndicat des briseurs de grève".

Malheureusement, dans les autres syndicats des Indes Néerlandaises nous observons jusqu'à présent un état analogue d'éparpillement et de scission. Ainsi, dans la même branche de production, on peut rencontrer jusque deux et trois syndicats, l'un pour les blancs, l'autre pour les hommes de couleur et parfois un troisième pour les ouvriers de couleur qualifiés qui ne parviennent pas à vivre dans la même organisation ni avec les blancs, ni avec les indigènes non qualifiés. Il est inutile de dire à quel point une telle haine de race disperse la masse ouvrière et combien les capitalistes savent en profiter habilement. Ainsi, par exemple, en 1920, une grève a éclaté sur les chemins de fer dans la ville de Déla dans l'île de Sumatra. Les ouvriers indigènes s'étaient mis en grève, exigeant une augmentation de salaires. La compagnie de chemin de fer réprima la grève sans consentir l'augmentation ; elle en eut la possibilité seulement parce que les travailleurs blancs continuèrent à travailler tout le temps, jouant ainsi le rôle de briseurs de grève par rapport à leurs frères de classe indigènes. Le Président du Syndicat des ouvriers européens, qui intervint à un certain moment avec la proposition d'appuyer la grève, fut débarqué par ses propres camarades.

Les capitalistes comprennent parfaitement à quel point il est avantageux pour eux d'exciter chez les ouvriers ces bas instincts de haine de race, rendant ainsi obscure la conscience de classe. C'est pour cela justement qu'ils essaient de conserver et de consolider de toute façon ces instincts. Aussi, quand au cours de la même année 1920 le syndicat des ouvriers de l'industrie sucrière (blancs) exigeait pour ses membres 100% d'augmentation et certaines améliorations des conditions d'existence menaçant, au cas où ces exigences ne seraient pas satisfaites, de faire grève, toute la presse bourgeoise du pays intervint en leur faveur et aida à la victoire du syndicat. Mais quand, entraînés par cet exemple, les ouvriers indigènes voulurent faire la même chose, la même presse commença immédiatement à mener contre eux une campagne acharnée et ils n'osèrent pas agir.

De pareils faits regrettables se passent continuellement dans les Indes Néerlandaises. Souvent, les esclaves blancs du capital, dans leur aveuglement, tendent à améliorer leur situation en opprimant leurs frères de travail indigènes et, au lieu d'une lutte compacte avec l'ennemi commun, il se passe dans les îles une guerre fratricide allant parfois jusqu'à des rixes, comme cela se produisit pendant la grève des cheminots mentionnée ci-dessus dans la ville de Déla à Sumatra.

Et néanmoins, au cours des tout derniers temps, ce triste phénomène commence peu à peu à disparaître, et une conception de la lutte des classes contre le capitalisme naît dans la conscience des ouvriers coloniaux. Les prolétaires des Indes Néerlandaises le doivent en grande partie à la propagande du Parti Communiste et, en particulier, au travail infatigable de deux de ses représentants, les cam. Mahring et

Faken, qui sont très populaires dans les milieux ouvriers de l'île de Java.

En outre des organisations mentionnées ci-dessus il existe à Java des syndicats d'ouvriers blancs et de couleur (travailleurs des ports, typographes, forgérons, chauffeurs, tailleurs, instituteurs, fonctionnaires des ports, fonctionnaires des caisses de crédit, etc.) En 1920, sur l'initiative du cam. Semaonen déjà cité plus haut, on créa la Fédération Centrale des Syndicats, dont le but est de grouper tous les syndicats du pays en une seule organisation générale. Les syndicats indigènes ont adhéré à cette fédération à l'exclusion de ceux de „l' aristocratie ouvrière" blanche et indigène. Le Président de cette fédération est le cam, Semaonen. A la conférence qui eut lieu les 18 et 19 juin de cette année dans la ville de Goga à Java, à laquelle prirent part les représentants de 18 syndicats, cette organisation prit le nom de „Fédération Révolutionnaire Centrale des Syndicats". Evidemment, cette Fédération ne peut pas encore être considérée maintenant comme une organisation du prolétariat suffisamment forte, mais nous, militants du mouvement ouvrier des îles, sommes fermement persuadés que tôt ou tard, elle acquerra cette autorité nécessaire. Ce que nous ne pouvons pas faire par notre propagande, le capitalisme en évolution, qui a mis à jour jusque maintenant dans les colonies uniquement ses côtés négatifs, le fera pour nous.

La situation économique des ouvriers coloniaux empire continuellement. Les prix des vivres montent; ainsi, le prix du riz qui est le principal aliment dans les îles, a quintuplé comparativement aux prix d'avant-guerre.

Il n'existe jusque maintenant dans les Indes Néerlandaises aucune loi sur la protection du travail et l'exploitation des ouvriers y est illimitée.

Le droit électoral n'est pas étendu aux grandes masses de la population indigène de sorte qu'il ne reste aux ouvriers qu'une seule voie pour conquérir une vie meilleure : la lutte directe contre leurs oppresseurs, la lutte de classes tenace contre le capital.

Les grèves qui éclatent continuellement dans diverses parties de la région sont une preuve de ce que l'état d'esprit des ouvriers devient de plus en plus actif et révolutionnaire; mais pour que ces dispositions soient convenablement utilisées pour la lutte, il faut une organisation solide. En 1920, par exemple, l'état d'esprit houleux des ouvriers des fabriques de sucre de Java menaçait de prendre la forme d'une grève générale en faveur de laquelle une forte agitation était menée dans l'île. La presse bourgeoise commenca à faire du bruit à ce sujet, et le Gouvernement se mit à terroriser les ouvriers par des arrestations et le bannissement des chefs. La grève générale n'eut pas lieu non pas à la suite de ces menaces, pourtant, mais exclusivement parce qu'elle exigeait une plus grande discipline dont la masse ouvrière mal organisée n'était pas capable. La masse des travailleurs, sans attendre les indications de l'organisation centrale, entra instinctivement, dispersée, en grève, et se condamna ainsi dès le début à un échec.

De pareils faits se passent de commentaires. Il manque aux ouvriers coloniaux de la solidarité, de l'organisation, de la discipline et une conscience prolétarienne nette, tandis que le Gouvernement avec les capitalistes possède au contraire une bonne organisation. Il garde dans les prisons un grande nombre de nos meilleurs camarades, d'organisateurs et de propagandistes, exile nos chefs, publie et propage quotidiennement

son journal en langue malaise, envoie dans nos rangs ses agents secrets dans le but de semer dans les milieux ouvriers l'esprit de la scission et de la désagrégation.

Et néanmoins, malgré tout cela, nous sommes fermement persuadés de notre victoire finale. Le faible feu de protestation qui couve dans les âmes encore obscures des esclaves coloniaux du capital s'étendra avec le temps en une flamme éclatante de haine de classe et de tendance vers un avenir lumineux.

Notre oeuvre est de l'attiser. La tâche principale des militants ouvriers dans les îles cousiste en ce qu'il doivent transformer la lutte des races qui détruit la cause du prolétariat en une lutte de classe seule capable d'amener au triomphe contre le capital. Le mouvement ouvrier dans les colonies peut devenir dès à présent un détachement important du mouvement ouvrier mondial et donner de nouvelles forces à ce dernier.

Le capitalisme qui est à l'étroit dans les continents — dans les pays qui ont toujours été ses remparts principaux — reçoit des coups formidables de la part des masses prolétariennes organisées et tend vers les colonies où il espère prolonger son existence. Voilà pourquoi il est du devoir des ouvriers coloniaux de rendre aussi là-bas son existence impossible, de lui porter là-bas aussi des coups, manifestant ainsi leur solidarité avec le prolétariat de tout l'univers.

*Nor Jono.*

## *Proche-Orient.*

### Le mouvement ouvrier dans les anciennes provinces turques.

(Syrie. Mésopotamie, Palestine, Egypte.)

Dans les anciennes provinces turques se trouvant actuellement sous la dépendance des impérialistes européens nous observons différents aspects du mouvement ouvrier. Tandis qu'en Syrie et en Mésopotamie, par exemple, on constate l'absence presque absolue du mouvement syndical, en Palestine et en Egypte il est assez développé, bien qu'il porte un caractère spécial, inhérent aux particularités de ces pays.

En Syrie, pays placé sous l'occupation du capital français, tout mouvement ouvrier est cruellement persécuté. La grève des cheminots en 1921 a provoqué des fortes représailles et a entraîné la militarisation des chemins de fer. Il n'y a dans ce pays aucune espèce de mouvement syndical.

Le mouvement syndical en Mésopotamie se trouve presque dans le même état, bien qu'il y ait un prolétariat assez nombreux et que son nombre et son importance s'accroissent au fur et à mesure que grandit l'emprise du capital européen sur les richesses de la Mésopotamie, de l'Irak et de l'Aradistan. Le capital allemand, qui a édifié le chemin de fer de Bagdad, a contribué à l'organisation de grands groupements prolétariens principalement de métallurgistes, dans les centres les plus importants desservis par ce chemin de fer, notamment à Alep, à Tel-Abiadé, à Bagdad, etc. etc. Quand l'Entente eut triomphé dans la guerre mondiale et chassé le capital allemand, l'industrialisation du pays a commencé à se développer encore plus rapidement, car les pays occupants s'efforcent de profiter du moment et de s'emparer des richesses

du pays. Dans la région de Bagdad le prolétariat (métallurgistes, cheminots, chauffeurs, ouvriers des chantiers, transports, ateliers de munitions, bâtiment, employés de banque et de commerce, dockers, chargeurs, etc.) se recrute parmi l'élément indigène non qualifié; le nombre d'ouvriers européens qualifiés est fort restreint.

On observe le même phénomène dans la région de Basrah où se trouvent de grandes usines et un port outillé d'après la dernière technique, capable de recevoir les gros navires. Non loin de Basrah se trouve Abadan, centre de l'exploitation des sources du naphte, exploitées par une compagnie anglo-persane travaillant avec des capitaux anglo-hollandais. Une grande partie des ouvriers occupés dans les mines de naphte ne sont point organisés et subissent une exploitation inouïe. L'idée de l'organisation a déjà hanté l'esprit des ouvriers les plus conscients et il n'y a aucun doute que le brillant avenir qui attend la Mésopotamie provoquera le développement des organisations syndicales composées du prolétariat indigène dont le nombre ne cesse de croître.

Palestine. Toute autre est la situation du mouvement ouvrier en Palestine. Bien que la Palestine soit peu développée sous le rapport industriel, et que le nombre de ses fabriques soit fort restreint, le mouvement syndical y est assez considérable vu la grande expérience syndicale que possède le prolétariat composé d'émigrés juifs venus de Russie et de Pologne. Jusqu'à présent, le mouvement syndical n'embrasse que les émigrés, il n'a point touché les ouvriers indigènes arabes. Les mouvement syndical de Palestine a plusieurs années d'organisation derrière soi et groupe des dizaines de milliers d'ouvriers. En 1906—1906 il s'est forme à Jérusalem un syndicat d'imprimeurs et antérieurement à celui-ci un syndicat d'ouvriers agricoles. Le chauvinisme des ouvriers émigrés juifs et les conditions dans lesquelles ils se sont trouvés en Palestine donnent au mouvement syndical de Palestine un caractère particulier. Le fait est qu'au début les colons juifs donnaient volontiers du travail aux ouvriers juifs, car ils se servaient de la ferveur nationale de ces ouvriers pour se défendre contre les incursions des Arabes. Mais, lorsque ces incursions cessèrent, les fabricants et les propriétaires fonciers juifs n'eurent plus de stimulants pour employer la main d'oeuvre juive plus exigeante et moins docile à subir l'exploitation que la main-d'œuvre arabe. Les Arabes commencent peu à peu à remplacer les ouvriers juifs. Ces derniers, pour se procurer du travail, se groupent en syndicats qui au lieu de mener la lutte de classe, s'ingénient à concurrencer les Arabes. Tout ceci a mis une empreinte chauvine sur le mouvement syndical ouvrier et cette situation spéciale a peu contribué au développement des sentiments internationalistes du prolétariat de Palestine. Après l'occupation de la Palestine par les Anglais en 1918, lorsque l'industrie a commencé à se développer, le nombre ses syndicats a augmenté. A l'heure actuelle il y a en Palestine des organisation assez puissantes des ouvriers du bois, des cuirs et peaux, de l'aiguille, des métallurgistes, des imprimeurs, des confiseurs, des cheminots, des P. T. T., des employés des établissements privés et sociaux, etc. Pourtant cet accroissement du mouvement syndical n'a point diminué les tendances nationalistes qui y dominent.

En août 1918 a eu lieu en Palestine un Congrès Confédéral où fut établie la fusion des syndicats avec les organisations du parti Paolé-Sion (parti social-démocrate ouvrier juif), qui s'est dissous à cet effet, ainsi qu'avec la majorité du Parti national-démocrate (Gapoll-Gazior).

Il fut fondé une seule organisation, „l'Union du Travail", organisation politique et syndicale tout à la fois.

Hors de cette Union sont restés, d'une part, les internationalistes qui ont créé le Parti Socialiste de Palestine, affilié à la 3-ème Internationale, et quelques éléments agricoles pour qui le programme de l'Union était trop radical.

Le Parti Socialiste de Palestine, fondé en 1919, a introduit ses noyaux dans tous les syndicats. Sous son influence, toute une série de syndicats, tels que le syndicat de l'aiguille, des manœuvres, se sont retirés de l'Union jaune et ont adopté des méthodes de lutte révolutionnaires. La propagande révolutionnaire du Parti Socialiste de Palestine a eu une influence considérable sur les ouvriers affiliés à l'Union du Traval; lorsque le Comité de celle-ci a posé au cours d'une grève la revendication que seuls les ouvriers juifs soient embauchés, les masses, obéissant aux suggestions du Parti Socialiste de Palestine, ont insisté pour qu'on supprime cette honteuse revendication. L'influence de ce Parti croît sans cesse. Il arrive souvent que les grèves déclarées par l'initiative d'autres organisations passent ensuite sous sa direction. Ses tendances révolutionnaires et son dévouement aux principes de la révolution d'octobre lui ont attiré de cruelles représailles de la part des autorités occupantes.

Le 4 décembre 1919 eut lieu à Kaïfa un Congrès général des ouvriers de Palestine. Le Parti Socialiste, soumis à une forte persécution était représenté au Congrès par un nombre de délégués. Pourtant il réussit à faire reconnaître la nécessité de l'existence séparée des partis politiques et des syndicats. Le congrès a décidé de créer „l'Organisation Générale des Ouvriers de Palestine" qui groupait dans les premiers temps tous les syndicats y compris les syndicats révolutionnaires. Mais l'esprit réformiste de cette organisation qui a renoncé à la lutte de classes, qui a déclaré que les grèves constituent „un danger pour les intérêts nationaux" et qui traite en ennemi tout ouvrier suspect de bolchévisme, a forcé les syndicats révolutionnaires à se retirer et de créer la „Fédération des Syndicats de classe Internationalistes." Celle-ci, d'accord avec les minorités révolutionnaires des syndicats, a formé „Comité d'action syndicale révolutionnaire" dont le but est de conquérir la majorité dans les syndicats et de l'attirer ensuite à la Fédération des Syndicats Révolutionnaires. Malheureusement les syndicats révolutionnaires eux-mêmes, tout en partageant indubitablement les points de vue internationalistes, continuent à rester nationaux (juifs) sauf le syndicat des manœuvres, auquel adhèrent aussi des Arabes. Sans parler de la défiance que les Arabes nourrissent envers les ouvriers juifs qui ont souvent trahi leurs intérêts il faut encore noter la disproportion des salaires des ouvriers juifs et des ouvriers arabes, ferment d'hostilité réciproque. L'ouvrier non qualifié juif reçoit des salaires supérieurs de 100% et plus à ceux de l'ouvrier non qualifié arabe, et l'ouvrier de profession juif reçoit aussi de 25 à 33% de plus que l'ouvrier qualifié arabe. Les syndicats révolutionnaires ont pour tâche d'égaliser les salaires pour tous les ouvriers, indépendamment de leur nationalité et de leurs croyances religieuses, et par là même non seulement de supprimer la concurrence existant entre les ouvriers juifs et arabes, mais encore d'effacer la haine nationaliste qui empêche jusqu'ici l'union étroite entre les divers groupements des travailleurs de Palestine. Peu à peu s'étend l'influence des syndicats révolutionnaires sur les ouvriers arabes.

La propagation des idées révolutionnaires parmi les cheminots est

facilitée par l'activité de l'Union des cheminots qui se conduit en domestique de la bourgeoisie juive. Cette Uuion a refusé d'accepter comme membres les Arabes, s'efforce de faire remplacer dans les chemins de fer tous les Arabes par des Juifs. Dans ce but on soudoie d'une part les agents de l'administration anglaise, et d'autre part on verse un supplément aux ouvriers juifs pour augmenter leurs maigres salaires, afin qu'ils puissent concurrencer plus aisément la main d'oeuvre arabe. Mais petit à petit les membres de cette organisation tombent sous l'influence des idées révolutionaires. C'est sous l'influence de la propagande communiste que les cheminots arabes n'ont pas consenti à signer d'octobre 1920 à janvier 1921 les contrats que l'administration des chemins de fer proposait à chaque ouvrier en particulier, contrat stipulant l'obligation de n'appartenir à aucun parti politique et de ne pas fréquenter les réunions publiques.

Les organes syndicaux révolutionnaires, et en particulier „le Comité d'action syndicale révolutionnaire" ont des tâches précises à accomplir: 1. Arracher tous les syndicats de l'organisation générale des ouvriers de Palestine et les faire adhérer à la „Fédération des Syndicats Internationalistes", 2. égaliser les salaires et les droits des ouvriers arabes et juifs, ce qui donnera la possibilité d'organiser les Arabes au sein des syndicats sus-mentionnés, 3. combattre l'esprit chauvin des ouvriers juifs afin d'élever le niveau de leur conscience de classe et 4. combattre l'ignorance et le manque de conscience de classe des ouvriers arabes.

Les chances de réaliser ces tâches sont d'autant plus grandes que sous l'influence du Parti Communiste de Palestine et surtout sous la pression du pouvoir anglais, cet „ami" du peuple Juif qui a fermé les portes du pays devant les ouvriers juifs, le prolétariat comprendra la position de la bourgeoisie anglaise, mais aussi celle de sa domestique, la bourgeoisie juive, qui s'efforce d'utiliser le nationalisme des ouvriers juifs dans ses propres intérêts. Libérés de l'influence de leur bourgeoisie les prolétaires juifs se solidariseront avec le prolétariat arabe et apporteront dans l'oeuvre de l'organisation des Arabes toute leur expérience et tout leur savoir.

La guerre mondiale a apporté dans le mouvement syndical d'Egypte, aussi bien que dans la vie du pays, de grands changements.

Même avant la guerre le prolétariat d'Egypte était assez nombreux, ses effectifs s'accroissaient peu à peu par l'apport des ouvriers européens immigrés en Egypte, attirés par les travaux de construction du chemin de fer et du percement du Canal de Suez, etc. Après la guerre, l'Egypte, devenue la grande base des armées anglaises, s'est beaucoup enrichie. Vu le manque d'objets manufacturés, elle a dû développer sa grosse industrie. Aussi le prolétariat d'Egypte s'est-il accru tant au point de vue nombre qu'au point de vue qualité. C'est surtout le prolétariat indigène qui a beaucoup gagné en ces circonstances, car il a pu pénétrer dans toutes les branches industrielles qui lui étaient inaccessibles avant la guerre. Le prolétariat arabe d'Egypte, qui reçoit à présent les mêmes salaires que les ouvriers européens, se développe rapidement, devient de plus en plus conscient, et sa volonté d'organisation s'accentue considérablement. La bourgeoisie indigène, désireuse de se libérer du joug anglais et d'empêcher après la guerre l'importation des marchandises anglaises, utilise cette situation et s'efforce de faire du prolétariat égyptien l'arme de la politique nationale. Les nationalistes mènent une forte agitation parmi les ouvriers, et, en effet, ils réussissent à fonder un

certain nombre de syndicats et à les soumettre à leur influence. Ainsi se fondent les syndicats des ouvriers électriciens, des mécaniciens, des chemin ts, des ouvriers des tramways, des imprimeurs, des ouvriers du Canal de Suez, etc. qui par des grèves expriment leur protestation contre l'occupation étrangère. Pourtant la bourgeoisie egyptienne n'a pu s'emparer de l'esprit du prolétariat. En utilisant le mouvement ouvrier quand elle a besoin du prolétariat pour réaliser ses buts politiques, la bourgeoisie indigène et la classe des intellectuels indigènes abandonnent les ouvriers lorsque surviennent des périodes d'accalmie. Mais, les vapeurs nationalistes dont les capitalistes voudraient saoûler les ouvriers arabes se dissipent, et la conscience de classe et la tendance vers l'indépendance de classe s'accroissent chez les ouvriers.

Le processus de l'organisation des syndicats en Egypte se développe rapidement; il n'y a presque pas une branche d'industrie qui n'ait son syndicat. Le nombre d'ouvriers organisés en Egypte atteint, suivant des données non vérifiées il est vrai, 300.000 personnes.

A l'exemple des Arabes ont commencé à s'organiser en syndicats les Grecs, les Italiens, etc. La plupart de ces syndicats portent un caractère chauvin et clérical (il est caractéristique de noter que la dénomination donnée par les Grecs à un de leurs syndicats est: „L'Union de la Sainte Trinité"). Ces syndicats ont hérité les traditions des cartels nationaux fondés en Egypte il y a 20 ou 30 ans par des émigrés ouvriers et qui se sont dissous vu l'esprit particulariste qui les séparait des ouvriers indigènes. Pourtant, ces syndicats eux-mêmes commencent à se révolutionnariser.

Au mois de mai 1919, au Caire, par l'initiative d'un camarade italien, les syndicats se sont unis en une seule organisation dénommée „Bourse du Travail". Après avoir organisé quelques grèves réussies, cette organisation s'est attiré une persécution systématique de la part des pouvoirs anglais, qui en fin de compte ont fermé la Bourse du Travail, dissous les syndicats affiliés à celle-ci, en exilant le camarade italien qui dirigeait tout le mouvement.

Le mouvement syndical en Egypte n'est pourtant pas écrasé. Au début de 1920 il se forma autour de petits noyaux communistes existants depuis 1917 un Parti Communiste d'Egypte qui s'est attiré bien vite les sympathies des masses laborieuses. Par son initiative a été convoquée en février 1921 à Alexandrie une Conférence générale des Syndicats où furent représentés 310 syndicats d'Alexandrie, de Minet-el-Bassal, de Mealla-el Kebara et du Canal de Suez, groupant environ 45.000 ouvriers.

La Conférence a décidé de créer une Confédération du Travail et a élu un Comité chargé d'élaborer des statuts et d'organiser des syndicats dans les industries où ceux-ci n'existent pas encore. Le 1-er mai la Confédération du Travail a organisé, malgré la défense formelle des autorités, de grandes démonstrations publiques. A Alexandrie il y a eu ce jour-là 4000 manifestants, à Port-Saïd environ 8000 et au Caire environ 3000.

Les 17—19 juin a eu lieu à Alexandrie la deuxième Conférence de la Confédération du Travail où ont participé 87 délegués représentant 50.000 ouvriers. On y a rati ié les statuts de la Confédération et désigné un comité composé de 9 membres dont 3 communistes.

Le Comité de la Confédération a, dès le début de son action pris l'orientation de Moscou il a envoyé son représantant au Congrès Syndical de Moscou dans un but de documentation.

Les tâches des syndicats d'Egypte sont: 1. Unifier le mouvement syndical des Arabes et des ouvriers européens en un seul organisme et libérer les uns et les autres des influences chauvines; 2. organiser les grandes masses en syndicats et les grouper autour de la Confédération qui devra le plus vite possible adhérer entièrement à l'Internationale Syndicale Rouge.

*K. E.*

## *Corée.*

### La situation des travailleurs en Corée.

La Corée, pays du „Calme Matinal", est restée jusqu'à présent un pays agricole. Par suite de la politique coloniale du Japon, l'industrie n'est que très peu développée, bien qu'un certain progrès soit à enregistrer sous ce rapport. C'est ainsi qu'au cours de huit ans, de 1909 à 1917, le capital placé dans les entreprises industrielles a augmenté de 9 à 99 millions de yens.

Tant au point de vue politique qu'au point de vue économique le Japon s'est entièrement emparé de la Corée et tâche de mettre la main sur les richesses naturelles du pays, sans se laisser arrêter par aucun moyen. A cet effet le Japon a institué en Corée une Banque d'Etat japonaise et y a organisé une société nationale japonaise de colonisation „Chek-Si-Hoy-Sa" qui a la monopole de l'achat des terres coréenes. Au prix de diverses manipulations, ou purement et simplement par la violence, cette société chasse les paysans coréens de la glèbe natale et concentre leurs terres dans des mains japonaises, daignant parfois céder à bail ces terres à leurs anciens maîtres à des conditions extrêmement dures. Mais même en qualité de fermiers, les paysans coréens ne peuvent pas rester fixés longtemps sur leur sol; ruinés par la lourdeur des impôts et des dettes, ils finissent par en être privés et se mettent au service des hobereaux et des colons japonais en qualité de valets de ferme.

L'immense majorité des Coréens dépossédés de leurs terres émigrent au Japon, en Russie, en Chine et en Amérique (il y a dans ces pays près de deux millions d'émigrés coréens); beaucoup d'entre eux signent des contrats pour un temps fixé avec différents agents chargés de l'enrôlement des ouvriers (ou plutôt des esclaves) pour le travail dans les plantations des Iles Havai, du Mexique ou du Japon.

Il est facile de se figurer quelle est la position de ces ouvriers agricoles dont est composée la plus grande majorité des travailleurs coréens, si beaucoup d'entre eux préfèrent l'esclavage à la vie dans la Corée „natale". La situation des ouvriers agricoles coréens n'est pas meilleure que celle des bêtes de somme, et ce parallèle peut être complété par ce fait que les gros propriétaires fonciers aménagent pour leurs ouvriers des taudis ne différant en rien des étables; les ouvriers y sont parqués en tas après leur travail.

D'après les données de la statistique japonaise de fin 1920, il y avait en Corée sur une population totale de 16.912.890 habitants 8.362.564 prolétaires.

| De ce nombre: | hommes | femmes | en tout |
|---|---|---|---|
| 1. Ouvriers agricoles | 4.609.424 | 3.234.234 | 7.843.659 |
| 2. Mineurs | 14.329 | 9.382 | 22.701 |
| 3. Ouvriers des fabriques et usines | 137.455 | 138.073 | 265.526 |
| 4. Transports | 83.186 | 65.316 | 148.502 |
| 5. Pécheries et extraction du sel | 58.585 | 23.490 | 82.175 |

Avant l'annexion de la Corée par le Japon en 1910, le prolétariat industriel faisait presque totalement défaut en Corée; il a commencé à se former il n'y a pas longtemps, depuis la fondation par les Japonais de leurs entreprises industrielles dans le pays. De cette façon l'ouvrier coréen, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique est l'esclave du capital japonais.

La situation politique de l'ouvrier coréen est brillamment illustrée par ce fait qu'un Japonais qui a tué un ouvrier coréen n'est puni que d'une amende insignifiante, cependant que le Coréen qui a tué un Japonais peut être sûr d'être condamné à mort. Travaillant 13 et 14 heures par jour le Coréen reçoit un salaire deux fois inférieur à celui de l'ouvrier japonais. Le maximum du salaire de l'ouvrier coréen est de 70 cents cependant que le minimum nécessaire à l'existence est un yen. En outre la cherté de la vie en Corée croît sans cesse par suite de l'exportation en masse des denrées alimentaires au Japon.

Aucune norme de travail n'existe en Corée, aucune législation ouvrière. Il n'y a ni contrats collectifs, ni contrats individuels. L'ouvrier n'a pas le droit de se refuser à travailler quand l'exige le patron, cependant que ce dernier peut à son gré jeter l'ouvrier sur le pavé sans le moindre motif. Les traitements endurés par les ouvriers n'ont rien d'humain, les ouvriers sont souvent battus. L'assurance contre les mutilations ou la mort n'existent pas. Le travail des femmes et des enfants n'est défendu par aucune loi. Les femmes et les enfants de Corée occupés principalement dans les rizières et dans les fabriques de tabac et de cigarettes travaillent pour la plupart du temps aux pièces et gagnent au prix d'un labeur extrêmement pénible 30 cents tout au plus. Les ouvriers coréens sont privés du droit de coalition. Ce joug opprimant n'a jusqu'ici provoqué aucune explosion révolutionnaire de la part des ouvriers, car le niveau inférieur de la conscience de classe et une ignorance absolue les rend peu aptes à la lutte; des grèves ont eu lieu en Corée, mais les prolétaires coréens en profitent pour formuler sauf de rares exigences concernant l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions du travail, non point des revendications de es classe, mais revendications nationales dirigées contre l'impérialisme japonais.

Malheureusement, il faut dire que les ouvriers japonais par leur conduite en Corée ont fort peu contribué au relèvement de la conscience de classe de masses laborieuses de Corée. La plupart du temps ils ont eux-mêmes appliqué une politique d'oppression qui est la politique de la bourgeoisie japonaise, contribuant en cela à la formation d'un front national coréen.

Pour lutter contre le pouvoir japonais, les travailleurs coréens entrent dans des unions formées par la petite bourgeoisie coréenne. A titre d'exemple on peut citer l'Union Protestante Coréenne qui compte près de 400.000 membres. D'autre part, les unions ouvrières n'empêchent pas les éléments coréens non prolétariens d'y entrer, car ils voient dans chaque Coréen à un degré plus ou moins grand un opprimé. Telle est, par exemple, l'Union d'Entr'aide qui compte près de 20.000 membres.

Ce n'est que récemment que la Corée a vu surgir des organisations purement professionelles qui, il est vrai, ne comptent jusqu'ici qu'assez peu de membres. C'est ainsi qu'à Séoul, capitale de la Corée, existent les syndicats suivants:

Le syndicat des cordonniers avec un contingent de . . 500 membres
Le syndicat des cheminots avec un contingent de . . . 1300 membres
Le syndicat des ouvriers du tabac avec un contingent de 800 membres
Le syndicat des rikches avec un contingent de . . . . 500 membres
En tout . . . . . 3100 membres

Le nombre des ouvriers syndiqués ne forme qu'une partie insignifiante du nombre total du prolétariat coréen et ne présente ainsi aucune importance sérieuse.

Cependant, malgré ce pourcentage minime d'ouvriers organisés, on peut espérer qu'une fois entré dans la voie du développement, le mouvement ouvrier saura se développer. A ce développement contribuera, à n'en pas douter, ce fait que l'orientation vers l'Amérique, considérée comme point d'appui dans la lutte contre le Japon, orientation qui a régné jusqu'à ces derniers temps parmi les masses coréennes, a fait place à l'orientation vers le Pouvoir des Soviets; ce fait sera à n'en pas douter mis à profit par le Parti Communiste Coréen qui s'est formé récemment de divers groupes isolés, qui ont formé un même bloc pénétré d'une seule et même volonté révolutionnaire.

*H. Eydons.*

# Chronique de la vie syndicale russe.

## La Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge en Russie.

Notre „Semaine" a été organisée en Russie très largement. Auprès de la C. G. T. russe avait été instituée une Commission Panrusse chargée de l'exécution du programme. Auprès de tous les Bureaux régionaux de la C. G. T., des Conseils intersyndicaux de province et de district, des commissions analogues avaient été formées. Une instruction spéciale, élaborée par la Commission Panrusse, a déterminé les modes de l'activité de ces commissions.

Le 1-er décembre ont été organisées des séances solennelles de toutes les organisations locales, séances auxquelles étaient invités les comités d'usine et de fabrique et les comités locaux des employés. Durant toute la semaine ont été organisés de grands meetings dans les entreprises. En outre des mesures furent prises pour développer une grande propagande dans la presse politique, syndicale et locale, ayant trait aux questions de programme et de tactique de l'I. S. R.

Le 1-er Décembre, au théâtre du Drame Musical, à Moscou, a eu lieu une séance solenelle des membres du Bureau Exécutif de l'I. S. R., de la C. G. T., du Conseil Intersyndical de Moscou, des Bureaux des sections de province et des comités d'entreprise de la ville de Moscou, séance spécialement consacrée à la Semaine de l'I. S. R.

La réunion a été ouverte par le secrétaire de la C. G. T. russe, le cam. Roudsoutak. Il a indiqué dans son discours que l'I. S. R., fondée il y a une année lors de l'arrivée en Russie des représentants des ouvriers de l'Angleterre et de l'Italie, a jeté au cours de cette année les bases de la fédération internationale des travailleurs... Le moment que traversent à l'heure actuelle les ouvriers de l'Europe Occidentale rappelle notre situation en l'année 1917 quand sévissait le chômage, quand les usines et les fabriques fermaient, quand on tâchait de solutionner la question ouvrière à l'aide de contrats collectifs et par le moyen de grèves exclusivement économiques. Cette période de luttes a abouti à la Révolution d'Octobre. Seule la liaison intime de nos syndicats avec le pouvoir politique a permis la prise du pouvoir et la réalisation du régime que nous sommes en train de parfaire. La Semaine de l'I. S. R. doit démontrer à tous les ouvriers du monde que la lutte économique des ouvriers ne peut arriver à ses fins que lorsque les syndicats auront lié intimement leur lutte économique avec la lutte politique. L'Internationale Syndicale Rouge groupera les ouvriers de tous les pays dans une lutte unanime pour la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme mondial.

Le secrétaire général de l'I. S. R., le cam. Losovsky a prononcé un grand discours consacré à la caractéristique du mouvement syndical dans le moment actuel. Voici un passage de son discours:

„Avant la guerre mondiale nous avions dans le monde entier environ 10.000.000 d'ouvriers organisés. Ces derniers temps leur nombre a augmenté de 5 fois. Durant les premières années de la guerre on a observé une baisse du nombre des syndiqués atteignant 65 à 70% des effectifs précédents. Et c'est seulement à la fin de 1918, durant 1919, et dans le premier semestre de 1920 qu'on remarque un afflux énorme des masses dans les syndicats. L'année 1921 s'écoule sous l'assaut inouï du capital. Le chômage a atteint des dimensions extraordinaires. Le capital international avait dû après la guerre faire certaines concessions et accorder aux ouvriers la journée de huit heures. Il dénonce à présent tout ce qu'il a accordé et s'efforce d'abaisser les salaires afin de les niveler suivant les salaires les plus bas existant en Europe. Et comme les salaires les plus bas existent actuellement en Allemagne, pays écrasé par l'Entente et conséquemment possédant le cours le plus instable du change, il s'ensuit que la politique de rapine de l'Entente, qui a conduit l'Allemagne à la ruine et à l'écrasement, jette par contre-coup à la rue la main d'oeuvre plus chère d'Amérique et d'Angleterre.

„Sous la pression persistante du capital se crée l'union intérieure de la classe ouvrière . . . La semaine de l'I. S. R. est la semaine de la revue et du recensement de nos forces. Nous ne sommes pas suffisamment armés pour renverser la bourgeoisie et entamer immédiatement la révolution socialiste. Cependant notre influence croît irrésistiblement chaque jour, au fur et à mesure que s'accentuent les conflits sociaux que nous observons dans tous les pays. L'Internationale d'Amsterdam perd son crédit, car dans le même temps que tombent la théorie et la pratique de la collaboration, tombe aussi l'espoir dans la solution pacifique de la lutte entre le travail et le capital. La haine de classe s'élargit, en embrassant de nouvelles couches prolétariennes et en étendant la base de l'I. S. R.“

Le discours du cam. Losovsky a été couvert de vifs applaudissements.

Le représentant du Comité Exécutif de la 3-me Internationale, le cam. Radek a souligné dans un discours très net la situation désespérée de la bourgeoisie mondiale; „Il n'est rien de plus caractéristique que les résultats premiers de l'engagement qui a eu lieu à la Conférence de Washington. Dans le camp de la bourgeoisie, sur le terrain des vieilles discordes qui avaient abouti à la guerre impérialiste, le feu de la lutte couve toujours. Aujourd'hui la lutte est conduite par le moyen de la pression économique, mais en même temps la Conférence de Washington a ouvert des perspectives d'une nouvelle guerre mondiale . . . Nous avons derrière nous de grands combats. Nous avons vu s'écrouler des trônes, non seulement celui des Romanof, mais aussi ceux des Hohenzollern et des Habsbourg. Plusieurs camarades croyaient qu'à ce terme s'arrêtait la révolution. Mais loin de se terminer elle rassemble de nouvelles forces et se prépare aux luttes décisives et finales. Nous qui avons prononcé les premières lettres de l'alphabet de la révolution mondiale, nous aidons le prolétariat, par le seul fait de notre existence, à apprendre à lire cet alphabet!

Sur la proposition du membre du Bureau de la C. G. T. russe, le cam. Roubichef, l'assemblée décide d'adresser au prolétariat mondial

un appel dont le texte est voté à l'unanimité. Dans cet appel les ouvriers russes déclarent aux travailleurs de tous les pays:

„Le prolétariat russe attache toutes ses espérances à la lutte que conduisent ses frères de l'étranger. Chaque nouvelle acquisition faite par les ouvriers révolutionaires d'autres pays, chaque pas qui libère les masses ouvrières de l'influence néfaste des agents d'Amsterdam sont salués par la Russie prolétarienne comme un signe du triomphe continu de l'oeuvre de la classe ouvrière. Le prolétariat syndiqué de Russie a organisé la semaine de l'I. S. R. pour assurer une liaison plus étroite encore avec ses frères luttant dans les autres pays et pour affirmer l'unité de nos buts et la fusion de nos voies révolutionnaires. („Troud", № 229.)

Le vendredi 2 décembre ont eu lieu dans les divers arrondissements de Moscou des meetings consacrés au mouvement syndical international. Les meetings les plus importants furent ceux tenus aux clubs des Abattoirs municipaux et de l'Institut de Karl Marx. Dans la fabrique de Prokhorof le président du Conseil Intersyndical de Moscou. le cam. Melnitchansky, a prononcé un discours de deux heures suivi avec beaucoup d'attention par les ouvriers réunis, qui se sont vivement intéressés aux luttes du prolétariat international. Après le discours a été votée à l'unanimité une adresse au prolétariat international. Le 4 décembre, dans la Salle des Colonnes de la Maison des Syndicats a eu lieu un grand meeting organisé par le Comité Central des Jeunesses Communistes sur la question: „L'Internationale Syndicale Rouge et la Jeunesse Ouvrière". Du 5 au 6 décembre ont été tenues des conférences élargies des sections du syndicat des services publics. La première question à l'ordre du jour fut partout le rapport sur l'I. S. R

Le Conseil Intersyndical de Pétrograd et le Bureau Régional du Nord-Ouest ont adressé aux syndiqués un appel où était précisé le rôle de l'I. S. R. qui au cours d'une année et demie a réussi à s'attirer les sympathies grandissantes de plusieurs dizaines de millions de prolétaires. ouvriers et paysans. L'appel exprime l'assurance que la 3-me Internationale et l'I. S. R. arriveront par leurs efforts communs à vaincre le capitalisme international, quelque longue et opiniâtre que soit la lutte entreprise.

Comme le communique l'organe du Conseil Intersyndical de Pétrograd, „Le Volant" (№ 242), le 1-er décembre 1921 le Conseil a organisé une séance plénière du Conseil Intersyndical de la province de Pétrograd consacrée à l'I. S. R. Le membre du Conseil Central de l'I. S. R., le cam. Tsypérovitch, a indiqué le succès énorme remporté par l'I. S. R. La revue des forces lors du premier Congrès des syndicats rouges a démontré que les résultats du travail d'une année ont dépassé toutes les espérances. A ce Congrès ont pris part 400 délégues qui ont eu force difficultés à surmonter pour arriver en Russie. Ce sont les plus dévoués militants syndicaux qui sont venus à Moscou. Le Congrès a prouvé avec force et netteté que le mouvement syndical russe était à la tête du mouvement syndical international. Nous sommes à la veille d'un grand engagement entre le travail et le capital. Le moral ouvrier se fortifie. Le flot révolutionnaire partout monte. Le choc est inévitable, l'issue est encore incertaine, mais il y a une chose qui est sûre: les grandes masses tendent vers les groupes dirigeants communistes et les aident activement. En Occident se poursuit méthodiquement le recrutement des masses par les syndicats rouges. Là s'opère le véritable recensement des forces révolutionnaires. Au nom de

la production, en vue de la production — voilà le mot d'ordre actuel. Au moment où le prolétariat international se soulevera pour renverser ses oppresseurs nous irons à sa rencontre, trempés par notre expérience de travail pour la production et d'édification prolétatienne. Alors viendront les plus belles années de travail commun des masses révolutionnaires unies dans un seul mouvement syndical rouge".

De longs applaudissements et le chant de l'Internationale couvrent les dernières paroles de l'orateur. La séance plénière a voté une résolution dans laquelle est exprimée l'assurance que le jour est proche où l'I. S. R. groupera les masses organisées du monde entier".

Le 7 décembre, dans la grande salle de l'Ecole Navale le Comité régional du syndicat des Métaux de Pétrograd a organisé un meeting en l'honneur de l'I. S. R. Après la partie artistique, de la réunion le président de l'assemblée, le cam. Vassilief, a salué le cam. Losovsky et lui a donné la parole pour l'exposition de son rapport. Le cam. Losovsky fut chaleureusement acclamé. Dans des termes simples et clairs, il a défini l'accroissement, les dimensions, l'importance et les buts du mouvement prolétarien universel. Devant l'auditoire s'est déroulé le tableau grandiose de l'armée de 50 millions de travailleurs organisés en syndicats. Cette armée peuple tous les pays en commençant par l'Angleterre et en finissant par l'Amérique du Sud. Il a expliqué ensuite les causes qui mènent à l'accroissement de l'I. S. R. et doivent entraîner sa victoire décisive. La résolution proposée par le cam. Vassilief (salut fraternel à envoyer au prolétariat de tous les pays) a été votée à l'unanimité.

Le cam. Losovsky a parlé aussi au Palais Ouritzky. Par de vifs applaudissements les ouvriers de Pétrograd ont salué leur hôte. Dans un discours circonstancié le cam. Losovsky a reproduit les péripéties de la lutte contre Amsterdam. „Comment avons nous lutté avec les gens d'Amsterdam? En démasquant impitoyablement les mensonges des leaders jaunes. Les ouvriers nous ont entendus et sans qu'ils le soupçonnent, ils parlent déjà un langage révolutionnaire. Des grèves isolées et des engagements partiels naît l'incendie révolutionnaire. Et dans le processus de la lutte l'I. S. R. jouera un rôle immense. C'est une organisation sans-parti groupant 17 millions d'ouvriers précédés par une avant-garde communiste de trois millions d'hommes". A la fin de son discours l'orateur a été pressé de questions auxquelles il a donné des réponses détaillées qui ont satisfait pleinement l'auditoire („Le Volant", № 246),

Pour organiser „la Semaine de l'I. S. R." ont été envoyés à Kazan, à Kharkof, à Odessa, à Kief et à Ivanovo-Voznesensk des délégués de l'I. S. R. et de la C. G. T. russe. Plusieurs représentants de la C. G. T, sont partis dans les grandes villes de la région centrale. La tâche de ces délégués était l'organisation des meetings dans les grandes entreprises au cours desquels toutes explications ont été apportées au sujet de l'activité de l'I. S. R et des décisions de son premier Congrès. A Kazan la délégation a organisé 5 grandes réunions à l'une desquelles a parlé le représentant des syndicats des Etats-Unis, le cam. Ballaster, accueilli très chaleureusement par les ouvriers.

Dans quelques autres villes (Nijniy, Saratof, etc.) vu les conditions locales, la „Semaine" est ajournée au 15 décembre, et au Caucase, au mois de janvier.

Le Secrétariat International des femmes a publié en l'honneur de la Semaine de l'I. S. R. des thèses pour la propagande des idées

syndicales rouges dans les milieux féminins. „L'I. S. R. étant la seule organisation ouvrière groupant les grandes masses sur le terrain de la lutte économique pour la réalisation des buts suprêmes du prolétariat, conduit par là même à l'émancipation totale des femmes. Aussi, la tâche primordiale de chaque ouvrière consciente et syndiquée est-elle de renforcer les syndicats rouges et de contribuer au passage des masses syndicales de l'Internationale Jaune d'Amsterdam à l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou".

La semaine de l'I. S. R. dans la presse. L'Internationale Syndicale Rouge a édité à l'occasion de la semaine un calendrier mural en 150.000 exemplaires. L'organe de la C. G. T. russe, le „Troud", a fait paraître le 1-er décembre un numéro spécial consacré à l'exposition du programme et du développement de l'I. S. R. La „Rosta" a fait paraître de son côté un numéro spécial consacré à l'I. S. R. Dans toute une série de publications, dans la presse politique et syndicale, dans les „Izvestias", la „Pravda", le „Volant", le „Mineur", etc. - on a consacré de nombreuses colonnes à l'exposé des tâches et des buts de l'Internationale Syndicale Rouge.

## Toula prolétarienne.

Il y a 4 ou 5 semaines je me trouvais encore dans l'une des prisons hongroises. Le bourreaux du prolétariat, hongrois me tenaient fortement, pendant longtemps ils ne voulaient pas me relâcher. Le prolétariat russe qui s'est libéré le premier de l'exploitation et de l'oppression, a montré réellement sa solidarité internationale ainsi que sa puissance en libérant ses camarades hongrois des insultes que leur infligeait la bourgoisie la plus arrogante et la plus brutale du monde, la bourgeoisie hongroise.*)

J'ai été délégué à Toula avec deux autres camarades pour organiser la Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge. Le prolétariat de Toula m'a fait un chaleureux accueil. Le premier jour de notre arrivée on a organisé avec une rapidité étonnante une grande réunion solennelle de tous les représentants des organisations prolétariennes locales. „Le Nouveau Théâtre" était plein d'auditeurs. Je me suis adressé à eux dans une langue étrangère, mais à l'expression de leurs visages on pouvait voir que s'ils ne comprenaient pas, néanmoins, ils saisissaient instinctivement le sens de mes paroles et de mes gestes, car le prolétariat mondial a une seule langue. J'ai été longuement acclamé. Une résolution a été adoptée dans laquelle on spécifiait la nécessité d'un front unique pour repousser l'offensive du capital mondial et où on saluait l'ISR. en exprimant l'espoir dans le succès de son oeuvre.

Ensuite eut lieu une Conférence des représentants d'une usine de munitions. Cette Conférence a été imprégnée d'un bon état d'esprit prolétarien. J'ai transmis le salut et les sentiments de reconnaissance de mes camarades qui gémissent dans les prisons hongroises. Mes paroles furent couvertes de vifs applaudissements. La Conférence a adopté une résolution affirmant la nécessité de la solidarité prolétarienne internationale, l'on y citait l'exemple de la libération des camarades hongrois par le prolétariat russe. Dans sa résolution la Conférence adresse le salut fraternel aux détenus politiques hongrois

*) Le cam. Nistor, ex-commissaire du Peuple pour l'Agriculture en Hongrie, appartaient au nombre des victimes du régime Horthy et est l'un de ceux qui furent libérés des prisons hongroises grâce aux efforts de la Russie Soviétique. (N. D. L. R.)

des ouvriers russes fabriquant les munitions destinées à la libération de la classe ouvrière.

Nous avons visité deux usines: d'armes et de munitions. Dans toute les deux règnent l'ordre proiétarien et l'amour du travail. La nouvelle politique économique y porte déjà ses fruits. D'après les données fournies par l'administration et les comités d'usine, la productivité, à la suite de la nouvelle politique des tarifs et de la pratique de l'approvisionnement collectif a augmenté de 30 à 40%. La situation matérielle des ouvriers est bonne. Ils ont d'excellents logements, des théâtres, des clubs, des établissements de bains, des crèches, des jardins d'enfants, etc. Ils sont, semble-t-il contents de leur sort et tâchent d'accomplir avec conscience leur rôle d'honneur d'ouvriers qui forgent les armes pour la défense de la Révolution.

J'ai vu un métallurgiste sexagénaire qui a mérité le nom d'honneur de „héros du travail", et qui m'a serré la main fraternellement. Nous nous sommes trouvés dans un atelier à l'heure du déjeuner. Un groupe d'ouvriers continuait le travail. Le camarade de l'administration qui nous faisait visiter l'usine leur demanda pourquoi ils travaillaient pendant l'heure du repas. L'un d'eux répondit gaiement qu'ils travaillaient pour la collectivité.

Les syndicats tâchent par l'intermédiaire des comités d'usine et de fabrique de satisfaire tous les besoins matériels et culturels des ouvriers. Il existe une liaison étroite entre les syndicats et les masses ouvrières. Les membres des comités d'usine et de fabrique visitent constamment les ateliers, recevant les déclarations et les plaintes, réglant sur place en commun avec l'administration, tous les malentendus. Tout cela s'opère d'une façon toute pratique sans teinte de bureaucratisme.

J'ai pu constanter avec évidence que le prolétariat parvenu au pouvoir a autant besoin des syndicats qu'en régime capitaliste. Dans la société capitaliste les syndicats sont la garantie de la victoire, en régime ouvrier ils sont des organes assurant la marche régulière et le succès du développement de la production prolétarienne. Le travail difficile que les syndicats ont à accomplir à Toula dans le domaine de l'organisation de la production, ils le font avec succès.

Je suis convaincu que dans toutes les circonstances difficiles le prolétariat russe saura remplir les tâches qui lui incombent en sa qualité de pionnier de la Révolution communiste.

*Nystor.*

# Partie officielle.

## Appel aux ouvriers d'Allemagne.

L'appel que nous publions ci-dessous a été écrit par le camarade Arlandis, membre du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, quelques jours avant son arrestation par la police allemande qui traque comme des bêtes fauves les révolutionnaires espagnols, pour gagner le million promis pour la prise de l'assassin de Dato.

**A tous les ouvriers, à tous les membres des Partis Socialistes et des Syndicats d'Allemagne.**

Camarades,

La police allemande a arrêté à Berlin sur l'instigation du Gouvernement Espagnol deux de nos camarades, Louis Nicolau et Lucie Juanine Conception, les soupçonnant d'avoir pris part à l'assassinat politique du premier ministre espagnol, Dato. Le Gouvernement Espagnol a demandé leur extradition pour les déférer aux tribunaux d'Espagne.

Camarades, vous devez déclarer avec toute votre énergie: „Non! Ils ne peuvent pas être livrés aux mains des inquisiteurs espagnols".

Les ouvriers allemands, révolutionnaires de coeur et d'idéal, ne permettront pas une pareille violation du droit international d'asile pour les émigrés prolétariens, violation que veut admettre le Gouvernement démocratique d'Allemagne.

Sachez le, camarades allemands: le prolétariat organisé d'Espagne gémit sous le joug d'une horrible terreur blanche semblable à celle que subit prolétariat de Hongrie écrasé sous la botte de Horthy.

Depuis deux ans déja dans les rues des villes d'Espagne on assassine systématiquement nos meilleurs camarades revenant paisiblement dans leurs foyers. Ils sont jetés en prison par milliers, torturés aux commissariats de police et dans leurs cachots. Tous les leaders de notre organisation sont mis hors la loi. Tous ceux possédant la carte de nos organisations sont sévèrement punis. Durant une seule année la police et la garde blanche ont massacré 600 de nos camarades. Le camarade Boal, secrétaire de la Confédération, et le trésorier confédéral Feliu, après avoir subi de terribles tortures, ont été tués par les policiers devant les portes de leur prison.

Nous ne savons pas si, réellement, les camarades arrêtés ont pris part à l'organisation de l'acte consommé contre Dato, mais même si

cela était, il serait nécessaire de considérer cet assassinat comme un acte politique, comme une réponse aux tortures infligées à des centaines et à des milliers de prolétaires, victimes du Gouvernement Espagnol et de la soldatesque espagnole.

Frères ouvriers, exigez de votre Gouvernement qu'il ne livre pas nos camarades aux mains des bourreaux et des inquisiteurs.

Frères, aidez nous!

A bas la réaction espagnole!

Le représentant de la
Confédération Nationale d'Espagne:
*Hilario Arlandis.*

## Aux Ouvriers de tous les pays!

On a arrêté en Allemagne Hilario Arlandis et Andrèas Nin. Ils ont été arrêtés simultanément avec d'autres camarades espagnols soupçonnés d'avoir pris part à l'assassinat de Dato. La police allemande n'a pas pu s'empêcher d'avoir cette obligeance à l'égard de ses confrères, elle a arrêté tous les Espagnols qui lui sont tombés sous la main.

Pourquoi a-t-on arrêté les camarades Arlandis et Nin, quels crimes ont-ils commis sur le territoire de l'Allemagne? La seule faute de nos camarades espagnols est celle-ci: Arlandis est membre du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge et le camarade Nin membre du Conseil Central; tous deux ont pris une part active au Premier Congrès des Syndicats Révolutionnaires. Cela a été une raison suffisante aux yeux de la police démocratique et social-démocrate d'Allemagne pour arrêter nos amis recherchés par le Gouvernement Espagnol qui prend grand soin, comme on sait, de ses ressortissants, surtout quand ils appartiennent au camp des syndicalistes révolutionnaires.

Il y a plusieurs semaines déjà que nos camarades sont incarcérés et que les pourparlers se poursuivent concernant leur remise entre les mains des assassins espagnols.

Le Bureau Exécutif proteste ardemment contre l'arrestation et l'incarcération de ses membres, il exige des organisations ouvrières de tous les pays et de toutes les tendances de s'unir à cette protestation et de demander la mise en liberté immédiate de nos camarades arrêtés, que guette la réaction espagnole.

A bas les assassins espagnols et leurs alliés:

Exigez la mise en liberté immédiate des nos camarades arrêtés!

Pour le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge

Le Secrétaire Générale:
*A. Losovsky.*

N. D. L. R. D'après les dernières nouvelles reçues la police allemande s'est vue obligée de relâcher après plusieurs semaines de détention le cam. Arlandis.

# Notes bibliographiques.

## La presse syndicale anglaise.

Nous avons devant nous tout un lot de revues syndicales anglaises, d'organes officiels des Trade-Unions qui se rapportent surtout au deuxième semestre de l'année-courante: „The Railwayman", organe des ouvriers des Transports, „The Locomotive Journal", organe de l'Association Unifée des Mécaniciens et des Chauffeurs de Locomotive. „The Railway Service Journal" organe de l'Union des Employés de chemin de fer et du personnel technique; „The Seaman", organe de l'Union Nationale des Marins et des Chauffeurs; „the Record", organe de l'Union des Ouvriers des Transports et des Manœuvres; the „Scottish Typographical Journal", organe de la Société Ecossaise des Imprimeurs: „Typographical Circular", organe de l'Association des Imprimeurs de Manchester; The Amalgamated Enginnering Union, organe de l'Union des Constructions Mécaniques; „the Shop Assistant", organe de l'Union Nationale des Employés de Magasins, de Dépôts et des Comptables; „the New Dawn", organe de l'Union Nationale des Travailleurs de la Répartition; „the Post", organe des Ouvriers des P. T. T.; „the Journal", organe officiel des Mécaniciens des Etablissements des P. T. T.; „The Guardian", organe de l'Union Irlandaise des P. T. T.; „the Workers Union Records", organe de l'Union des Manœuvres; „the Land Worker", organe de l'Union des Ouvriers Agricoles, „The Woman Clerk", organe de l'Association des Femmes Secrétaires et Comptables; „The Woman Teacher", organe de l'Union Nationale des Institutrices. Ainsi, comme nous le voyons, ces organes représentent la presse des plus importantes Trade-Unions anglaises, abstraction faite des mineurs, du textile et de la grande Union des ouvriers non qualifiés. Il est certain qu'on peut se faire d'après ces revues une idée plus ou moins exacte de toute la presse syndicale anglaise.

Parler de la presse syndicale contemporaine de l'Angleterre, c'est parler du trade-unionisme contemporain, car cette presse ne reflète que la vie des Unions. Qu'est-ce que le trade-unionisme contemporain? En somme, c'est le vieux trade-unionisme tel qu'il existait au siècle passé, c. à. d'un mouvement qui a pour but, comme l'écrivaient en 1894 dans une édition maintenant vieillie de leur Histoire du Trade-Unionisme Sidney et Beatrin Webb, „de maintenir un certain niveau d'existence des ouvriers et d'améliorer les conditions du travail". Ce sont des organisations qui luttent séparément les unes des autres, qui ne sont point soudées par une volonté commune ni soumises à une direction d'ensemble unique. Chaque ouvrier en particulier représente un petit

grain de sable prolétarien et l'ensemble des ouvriers, un banc de sable sur lequel on ne peut pas bâtir un édifice solide à la mesure d'une humanité libre des contradictions de classe et de l'oppression capitaliste. Les Trade-Unions représentent dans le meilleur cas des blocs non équarris qui dans leur état actuel ne peuvent pas servir à la construction des fondements de la société future. Pour s'en convaincre il n'y a qu'à lire la presse syndicale anglaise.

Avant tout, l'organe publié par chaque union n'est destiné à satisfaire que ses membres propres et les lecteurs qui s'intéressent aux questions générales du mouvement trade-unioniste trouveront peu de choses à glaner dans les organes publiés par les syndicats et ils ne pourront pas se faire une idée nette de la théorie et de la pratique générale du mouvement. Ce sont le plus souvent des publications mensuelles, quelquefois, comme pour le „Shop Assistant", elles paraissent chaque semaine et il y en a enfin de bihebdomadaires. Malgré leur forme extérieure qui est fort élégante et leurs dimensions volumineuses leur prix de vente est peu élevé (il en est qui coûtent un ou deux pences et parfois même ils sont gratuits, pour les adhérents, comme p. ex. „The Record", organe des ouvriers des transports).

C'est là le côté extérieur de la presse syndicale anglaise. En ce qui concerne son contenu, malgré toute sa pauvreté idéologique elle est dans une certaine mesure variée et adaptée à la psychologie des lecteurs. Ainsi les organes des cheminots, des ouvriers des constructions mécaniques etc. contiennent outre la partie officielle (procès-verbaux des séances des Comités Exécutifs, des Conférences, etc., rapports périodiques des sections locales, des délégues, etc.) des matériaux sur les procédés techniques du travail et toutes sortes d'indications et de conseils ayant trait aux divers cas et incidents qui peuvent arriver dans la vie des usines, etc. D'ailleurs la partie officielle est presque partout très bien rédigée. Une partie considérable des organes syndicaux est remplie de questions concernant les salaires, l'assistance, le chômage, le minimum d'existence etc. On trouve souvent dans ces journaux des caricatures, des poésies, parfois des contes, on y traite encore les questions de sport, tous ces matériaux étant tirés presque exclusivement de la vie des membres du syndicat éditeur.

En ce qui concerne les questions générales du Trade-Unionisme anglais, ces revues ne leur prêtent que peu d'attention. La réorganisation des Trade-Unions, le Congrès de Cardiff, la vie des autres Unions, le Conseil Général, les frottements intersyndicaux, toutes ces questions sont à peine mentionnées, à moins qu'elles ne touchent directement la vie de l'union donnée. Les questions du mouvement syndical international intéressent encore moins la presse syndicale anglaise. Rarement on trouve dans certains organes syndicaux (imprimeurs, employés des postes d'Irlande, marins) des notes ou des correspondances concernant cet important sujet. La vie et l'activité des Centrales Syndicales Internationales, réformiste aussi bien que révolutionnaire, l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale Syndicale Rouge, n'intéressent point la presse syndicale anglaise; il est rare d'y trouver une note s'y rapportant, on n'y voit jamais d'articles consacrés à ces questions.

Dans le „New-Dawn" du 3. XI est publié un article sur la Conférence Internationale de Vienne (Internationale 2½), article signé Robinson; la raison en est non pas l'intérêt qui portent les membres de l'Union à cette Conférence, mais dans le fait que Robinson étant allé à la Conférence a voulu exposer ses impressions de voyage. D'ailleurs,

on n'y trouve que peut de renseignements sur la conférence, on y parle surtout du cours de la livre sterling à Vienne, de la famine des vitrines etc. etc.

Pour un militant qui s'intéresse surtout à la vie syndicale révolutionnaire, qui considère le mouvement syndical comme une puissance dans la lutte révolutionnaire de classes et qui se rend compte de ce que seules l'unité et l'activité révolutionnaire des organisations prolétariennes des masses sont les facteurs essentiels de la victoire, c'est encore l'organe de l'Union des ouvriers des transports et des manoeuvres, „the Record", qui produit à la lecture la meilleure impression. Cette Union est issue il n'y a pas longtemps du fusionnement de plusieurs unions des ouvriers des transports. des dockers, des chargeurs, des ouvriers des canaux, des ouvriers du tabac, des meuniers, etc. etc. Dans la revue „The Record" de l'Union des Dockers qui a adhéré à l'Union des Transports en qualité de section, (le secrétaire en est Ben Tillet) on peut trouver dans le numéro de juillet un entrefilet intitulé „L'offensive du capital", où sont citées des données sur la réduction des salaires et l'aggravation des conditions du travail. Dans ce même numéro, dans un article intitulé „A propos du Vendredi Noir", s'appuyant sur l'expérience qui en découle la revue exige la réorganisation non seulement des Trade-Unions faisant partie de la Triple-Alliance, mineurs, cheminots et transports, mais de tout le mouvement en vue d'une liaison plus étroite entre les unions, de la réduction de leur nombre et de la création d'un état-major unique. Dans le même organe on peut lire un article sur les Conseils d'industrie (connus sous le nom de Conseils de Witley). Dans d'autres fascicules il y a des articles consacrés aux questions de la réorganisation des syndicats, à la vie politique et encore des notes sur la famine en Russie et sur les réparations allemandes, etc. La revue, comme nous le voyons, reflète des tendances et des besoins de classe, bien que l'esprit de conservatisme enraciné y soit encore assez fort: ainsi, à la Conférence des Transports à Linigton, où a été formée une nouvelle union, la partie des statuts disant que l'Union a pour unique but le renversement du système capitaliste a été rejetée: vu que, nous dit la revue, „cette définition pouvait faire dévier l'Union sur la voie de la lutte politique". Par ailleurs on voit aussi que malgré l'eesprit de classe relativement plus développé que dans les autres Unions, cette revue n'a pas une idée nette des principes de l'organisation syndicale. Dans l'article: „Faits à l'usage des théoriciens" („The Record", septembre) l'Union défend ainsi l'affiliation à son organisation des meuniers, des ouvriers du tabac et des confiseurs: „Les tentatives d'organiser les ouvriers de ces branches où les femmes prédominent sont restées vaines pendant plusieurs années. Pourtant les matières premières pour les usines du tabac sont transportées dans les docks, passent par les mains des ouvriers des transports, et dès que la fabrication en est assuvrée, le tabac est enlevé des entreprises sons forme de productif fine par des ouvriers des transports. Admettons que le Conseil Général prescrive aux ouvriers du tabac d'organiser leur propre syndicat; dans ce cas il le priverait du soutien économique le plus efficace. Même situation chez les meuniers, les confiseurs, etc.

Ainsi, la revue situe à la base de l'organisation des syndicats indépendants non pas le principe d'industrie, mais celui de l'organisation d'Unions puissantes, dont feront partie à titre de sections pour ainsi dire les industries protégées plus faibles. L'organe des transports oublie que si l'on veut raisonner de cette manière, on doit admettre que les industries

faibles peuvent être attachées avec le même succès à l'Union des Cheminots ou des Marins par exemple, et que dans ce cas il faudrait rattacher aussi à l'Union des Transports comptant environ 200.000 membres, l'énorme Union des Manoeuvres comptant 1,200.000 adhérents, de sorte que le noyau des ouvriers qualifiés des transports se trouverait absorbé par la masse des ouvriers étrangers aux transports. Un fait nouveau est à constater dans la presse syndicale anglaise de nos jours, c'est qu'elle traverse une phase de recherches d'une voie nouvelle. Quelques organes voient l'issue de la crise et des défaites actuelles dans de nouvelles formes organiques du trade-unionisme, tout en lui laissant son ancien contenu.

La prochaine période de lutte ne manquera pas de montrer à ces camarades que le secret de la victoire ne réside pas seulement dans les formes organiques, mais surtout dans le contenu révolutionnaire de l'action syndicale.

*M. Ch.*

## Editions de l'Union Suédoise de propagande syndicale.

K. Kilbom. Fackförenings röreisen „under Moskaws ok". Fackliga propaganda-förbundets skriftserie. № 3. Stockholm. (K. Kilbom. Le mouvement syndical „sous le joug de Moscou", Nr. 3 de la série des éditions de l'Union de la Propagande Syndicale. Stockholm.)

Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale a soulevé un vif intérêt envers les thèses concernant les tâches du mouvement syndical révolutionnaire et fut l'objet d'une polémique acharnée dans tous les pays européens où le mouvement syndical est développé. Cette affirmation se rapporte aussi à la Suède où les adversaires des décisions du Congrès de Moscou commencèrent contre lui de violentes attaques et en le soumettant à une critique virulente accusèrent „Moscou" de tendre à se subordonner le mouvement international. La brochure du cam. Kilbom, le leader du mouvement syndical révolutionnaire, membre du Conseil Central de l'Internationale Syndicale Rouge, est justement consacrée à montrer les fondements et à défendre les thèses du Congrès de l'Internationale Syndicale. L'auteur prouve que les décisions du Congrès ne contredisent nullement, par exemple, le programme de l'Union suèdoise de propagande syndicale. Ces thèses ont été adoptées au Congrès international, elles concernent toute l'Internationale. Certains philistins socialistes en profitent dans divers pays pour proclamer avec une mine triomphante que telle ou telle autre thèse est inexacte, qu'elle n'est pas applicable dans un pays donné. Ensuite, l'auteur montre par des exemples concrets que les réformistes suédois se dérobent à la lutte des classes, que l'organisation des syndicats par métier fait obstacle au développemeet du mouvement, il dément les affirmations suivant lesquelles les communistes servent la scission dans le mouvement syndical et il intervient en faveur de l'idée de la centralisation de celui-ci. L'auteur défend les thèses les unes après les autres et son argumentation témoigne qu'il connaît parfaitement le mouvement syndical contemporain et les tendances idéales existant au sein de celui-ci. Les chefs social-patriotes de l'Internationale d'Amsterdam ont vendu les ouvriers, dit l'auteur, et c'est pour cela qu'il est juste de considérer ces leaders comme des „jaunes". Ce sont eux qui apportent la scission dans le mouvement syndical, car la réorganisation des syndicats par industrie défendue par le Congrès de Moscou, n'apporte nullement un élément de scission.

La brochure donne une idée claire des problèmes du mouvement syndical et des façons de voir non seulement des cercles socialistes de droite en Suède mais aussi de ceux qui s'appellent „gauches" mais qui n'ont pas adhéré aux communistes. A la fin de la brochure on trouve les thèses du Congrès concernant le mouvement syndical, les conseils de fabrique et la III-e Internationale.

K. Kilbom. Revolutionär Fackföreningsrörelse, Facklige Propaganda Förbundets skriftserie № 1. Stockholm. (K. Kilbom. Le mouvement révolutionnaire syndical. No. I. de la série des éditions de l'Union de Propagande Syndicale. Stockholm.)

La brochure est consacrée à l'analyse de l'essence du mouvement syndical, à son rôle dans la lutte générale pour la libération de la classe ouvrière et aux façons d'envisager les tâches du mouvement syndical par les réformistes et les révolutionnaires. Après avoir cité les points fondamentaux des statuts adoptés au Congrès des Syndicats suédois en août 1917, l'auteur montre que les buts du mouvement syndical réformiste se limitent à des tentatives d'obtenir pour les ouvriers des améliorations partielles dans le cadre de la société actuelle. Le réformisme au sein du mouvement syndical, c'est la même chose que le parlamentarisme unilatéral ou l'antiparlamentarisme. Le mouvement syndical réformiste ne satisfait pas aux exigences principales de la lutte de classe et par conséquent il doit être remplacé par le mouvement révolutionnaire; c'est pour cela que la tâche du militant syndical révolutionnaire est de travailler à révolutionnariser le movement syndical. C'est pour cela qu'on a créé en Suède l'Union de Propogande Syndicale dont les buts sont exposés par l'auteur. Celui-ci montre la nécessité d'intensifier cette besogne. En ce qui concerne les questions de l'organisation du système socialiste de production, il est indispensable de créer des conseils spéciaux d'industrie dont les bases fondamentales ont été esquissées déjà en février 1920 par le „Comité Central des Organisations Ouvrières Suédoises révolutionnaires et socialistes"; on les trouve aussi exposées dans cette brochure. Celle-ci est écrite en une langue populaire et son contenu est facilement assimilable. Pourtant, selon notre opinion, l'auteur a eu tort, en discutant des questions aussi importantes du mouvement syndical, de ne pas citer des exemples puisés dans l'expérience du mouvement syndical de toute l'Europe.

## Ja. Jakovlef. L'anarchisme russe au cours de la Grande Révolution Russe,

Edition d'Etat de l'Ukraine, Kharkof, 1921. 86 pages.

La brochure du camarade Yakovlef est un apport extrêmement précieux dans notre littérature politique. Elle donne au lecteur russe le tableau complet de toutes les nuances de l'anarchisme et du rôle passé et actuel de l'anarchisme russe dans le développement de la Révolution Russe.

La place centrale est occupée dans la brochure par la description de l'anarchisme belliqueux de Makhno. L'auteur, en sa qualité de membre du C. C. du Parti Communiste Ukrainien, a eu l'occasion de se heurter tant à la pratique du mouvement de Makhno qu'à ses idéologues, les anarchistes du groupe „Nabat" (le tocsin). Aussi la description qu'il donne de cette originale alliance de l'anarchisme avec le banditisme de la paysannerie riche est-elle aussi vivante et claire que suggestive.

S'appuyant sur l'exemple de l'aventure de Makho, l'auteur montre comment l'insurrection anarchiste contre la dictature du prolétariat au nom du passage immédiat du capitalisme à des „soviets anarchistes libres et non autoritaires" se transforme en une dictature des exploiteurs paysans et de quelle façon les idéologues de la conquête „de la liberté par la liberté" qui s'indignent des violences du Pouvoir des Soviets dirigées contre les ennemis de la classe ouvrière, défendent les plus ignobles atrocités commises par les bandits paysans contre les communistes et les militants actifs du Gouvernement des Soviets.

Le même tableau répugnant est présenté par les groupes anarchistes clandestins qui, au moment des luttes décisives livrées par l'Armée Rouge contre Denikine qui se trouvait alors aux portes de Toula et menaçait directement Moscou, ont jeté, le 25 septembre 1919, une bombe dans les locaux du Comité de Moscou du Léontievsky péréoulok, en tuant 12 ouvriers et blessant 95 ouvriers et ouvrières. Précisément alors, les groupes anarchistes s'apprêtaient, d'après le journal „l'Anarchie" (Nr. 2 du 23 octobre) a causer avec les généraux commissaires — comme ce journal appelle les tribuns de la Révolution Prolétarienne, en langage du dynamite. L'activité de ces groupes montre avec une objectivité particulière le rôle contre-révolutionnaire joué inconsciemment par les anarchistes, aveuglés qu'ils sont par leur lutte contre la dictature prolétarienne.

Le plus intéressant chapitre est celui consacré aux anarchistes syndicalistes. L'auteur montre ici la profonde différence qui existe entre les anarcho-syndicalistes européens et leurs imitatenrs russe. L'anarcho-syndicalisme européen s'appuie sur le prolétariat et tout en répugnsnt théoriquement à l'idée du pouvoir, il ne peut ne pas reconnaître la dictature du prolétariat. Il n'en est point du tout ainsi de l'anarcho-syndicalisme russe. Détaché de la classe ouvrière qui, autant dans sa masse organisée dans les syndicats que dans la personne de son avant-garde consciente, le Parti Communiste, constitue l'appui inébranlable et éprouvé du Pouvoir des Soviets, l'anarcho-syndicatisme russe est objectivement voué au rôle d'auxiliaire de la mutinerie du paysan riche qui a nourri l'anarchisme de Makhno. Aussi les chefs de la „Confédération des anarcho-syndicalistes russes" Maximof, Markus et Yarotchouk avaient-ils parfaitement raison d'écrire dans leur lettre au Congrès de la Fédération du „Nabat" (organisation des anarchistes makhnovistes) que „la différence qui existe entre le programme et la pratique de la Confédération des anarchistes ukrainiens „Nabat" et ceux de la Confédération des anarcho-syndicalistes rusees est insignifiante".

Cette idée est confirmée par toute la pratique des anarcho-syndicalistes qui en Ukraine adhèrent à la Confédération „Nabat" et en Russie affirment que le makhnovisme est un anarchisme pur. Un fait enfin qui mieux que tout le reste témoigne en faveur de la parenté idéologique des anarcho-syndicalistes avec les makhnovistes du „Nabat", c'est que le rédacteur responsable de l'organe des anarcho-syndicalistes de Petrograd „Golos Trouda" (la voix du travail) est le même Volin que en 1919, a été président du Conseil de Guerre révolutionnaire de Makhno et en 1920, en sa qualiié de représentant plénipotentaire de l'armée de Makhno, a mené des pourparlers avec le Pouvoir des Soviets.

Mais c'est le groupe des anarcho-universalistes qui donne la preuve la plus suggestive de la déviation fatale de l'anarchisme russe au cours

de son opposition contre le Pouvoir des Soviets, vers la contre-révolution la plus authentique. Ce groupe à la tête duquel se trouvaient tout d'abord Askarof, Gordine, Makhlin et Mezentsof, se met en opposition violente contre les anarchistes luttant les armes à la main contre le Pouvoir des Soviets. L'idéologue de ce groupe, Gordine, reconnaît la dictature du prolétariat et la nécessité d'organiser les rangs anarchistes afin de tracer une ligne de démarcation entre ceux-ci et les éléments du banditisme et du droit commun.

Mais cette attitude, la plupart des anarcho-universalistes n'a pas pu la garder longtemps et lors de l'insurrection de Kronstadt, ils exhortaient déjà les paysans faisant chorus avec Milioukof et tous les ennemis du Pouvoir des Soviets, à prendre en mains „le gourdin" contre les brigands bolchéviks. Le groupe de Gordine resta en minorité et ne suivit pas la voie prise par le nouveau secrétariat des anarcho-syndicalistes.

Tel est le tableau que présente l'anarchisme russe dans toutes ses nuances. Le seul appui qu'ait pu trouver l'insurrection contre la dictature du prolétariat, ç'a a été le gros exploiteur villageois. Et c'est toujours à son service qui involontairement se met le petit bourgeois, l'intellectuel anarchiste prêt à soutenir dans sa phobie du pouvoir prolétarien, aussi bien le spéculateur paysan serré par les prix fixes entravant le commerce libre que toute autr rumeur des campagnes contre les impositions dont les grève l'Etat ouvrier. C'est ce quil a donné lieu à l'emballement, innocent en théorie, des anarcho-universalistes pour les „organisations de classe des travailleurs des campagnes groupés en Unions d'industrie". Cet emballement s'est exprimé en pratique dans le soutien de la révolte de Kronstadt.

Pour conclure, comment ne pas contre-signer la déduction à laquelle aboutit l'auteur, à savoir que „ les anarchistes n'ont rien de commun avec la lutte des ouvriers pour le socialisme mais par contre ont beaucoup de points de contact avec les gros profiteurs villageois qui luttent pour le capitalisme".

La brochure est bien écrite, vivement exposée et se lit avec autant de facilité que d'intérêt. Il serait fort à désirer qu'elle fût traduite en langues étrangères, ce qui donnerait la possibilité à nos camarades européens de se faire une idée plus exacte de l'anarchisme russe.

*I. N.*

# SOMMAIRE.

*A. Losovsky.* — A la veille de la scission du mouvement syndical en France . . . 517
*J. H. Droz.* — Les syndicalistes et communistes en France . . . . . 523
*M. R—n.* — L'offensive de Stinnes . . . . . 532
*I. L.* — L'I. S. R. et la presse („Les ouvriers Industriels du Monde" et l'I. S. R. — Les Italiens se situent . . . . . 541

## A Travers le Mouvement International Ouvrier.

**France.** — *S. G.* Le Congrés des Cheminots. — L'appel de la Commission d'initiative pour la convocation du Congrès Extraordinaire de la C. G. T. — Le Congrés des Syndicats de la Seine . . . . . 547—554
**Allemagne.** — La Conférence de l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne. — Le I-er Congrès National des conseils d'entreprise miniers . . . . . 554—559
**Grande Bretagne.** — La Conférence des conseils locaux des trade-unions sur les questions de chômage . . . . . 560—561
**Italie.** — Vecchi et la position de l'Union Syndicale. — „La Semaine de L'I. S. R". — Le Congrès National de la Fédération des Cuirs et Peaux. — Le Congrès de l'Alimentation . . . . . 561—564
**Tchéco-Slovaquie.** — Le Congrès du Parti Communiste et le mouvement syndical . . . . . 564
**Danemark.** — La baisse des salaires. — Les employés de l'Etat à la veille de la lutte. — 33.740 chômeurs . . . . . 564—566
**Suède.** — Une nouvelle offensive contre les salaires . . . . . 566
**Norvège.** — Les syndicats en lutte contre le chômage . . . . . 567
**Finlande.** — Les ouvriers métallurgistes menacés du lock-out. — La fiction de la journée de huit heures. — Le Congrès des peintres en bâtiment 567—570
**Lettonie.** — La crise économique et le chômage. — Une adhésion au centre révolutionnaire . . . . . 570
**Lithuanie.** — Le mouvement ouvrier persécuté par la police . . . . . 571—573
**Espagne.** — Dans la Confédération Nationale du Travail. . . . . 573—575
**Portugal.** — Le capital passe à l'offensive . . . . . 575
**Bulgarie.** — Le XIII-ème Congrès de la Confédération Générale des syndicats bulgares . . . . . 575—578
**Géorgie.** — La statistique des syndicats . . . . . 578—579
**Etats-Unis d'Amérique.** — *George Andréytchine.* La Fédération de Detroit adhère à l'I. S. R. — Les mineurs à la veille d'une lutte . . . . . 579—580
**Mexique.** — Le Congrès de la Confédération des Travailleurs . . . . . 581—582
**Australie.** — La nouvelle orientation des syndicats australiens . . . . . 582
**Indes néerlandaises.** — *Nor-Ions.* Les premiers pas du mouvement syndical . . 583—586
**Proche-Orient.** — *H. E.* Le mouvement ouvrier dans les anciennes provinces turques (Syrie, Mésopotamie, Egypte et Palestine) . . . . . 586—591
**Corée.** — La situation de la classe ouvrière . . . . . 591—593

## La chronique de la vie syndicale russe.

„La Semaine de l'I. S. R." en Russie . . . . . 594
*Nystor.* — Toula prolétarienne . . . . . 596

## Partie officielle.

Appel aux ouvriers d'Allemagne. — Aux ouvriers de tous les pays . . . . . 600

## Notes bibliographiques.

La presse syndicale anglaise — *M. Ch.* . . . . . 602
Editions de l'Union Suédoise de propagande syndicale — *M. Ch.* . . . . . 605
*A. Jakovlef.* — L'anarchisme russe au cours de la Grande Révolution Russe. I. N. . . . . 606

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

P. B. H. Ex. 7077. Imprimerie de la IIIème Internationale. 1800 экз

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

№ 11 31 Décembre 1921

MOSCOU
Edition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

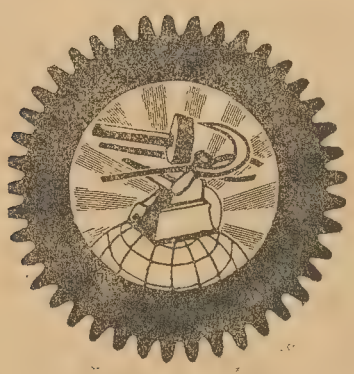
# L'INTERNATIONALE
## SYNDICALE ROUGE

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Paraît tous les 15 jours.

№ 11 31 Décembre 1921



MOSCOU
Édition de l'Internationale Syndicale Rouge.
1921

# Le front unique du prolétariat contre l'offensive du capital.

Le capital poursuit son offensive sur toute la ligne. Il faut partir de ce fait en cherchant à déterminer les tâches actuelles de la classe ouvrière. C'est une offensive internationale, elle est, sinon formellement, du moins pratiquement, concertée. Elle n'est pas la même dans les pays à change élevé que dans ceux à change bas. La pression exercée par le capital possède ses traits particuliers conformes à toute une série de conditions locales et à la situation socialo-politique, mais l'offensive est imprégnée d'une idée unique, de l'unique pensée de repousser en arrière, coûte que coûte, la classe ouvrière. C'est ce qu'ont dû reconnaître, enfin, les dirigeants réformistes des syndicats ouvriers qui s'étaient efforcés au cours des premiers mois de faire la conspiration du silence sur cette offensive en lui attribuant un caractère isolé ou partiel.

L'offensive s'effectue simultanément dans toutes les directions. Elle atteint la journée de travail, les salaires, passe dans les institutions législatives. Ce ne sont plus des escarmouches d'avant-poste, c'est une vraie bataille: la réaction sociale est passée à l'offensive sur tout le front. Les vieux syndicats s'efforcent aujourd'hui encore de lutter un à un contre leurs patrons, mais étant donné l'offensive organisée du patronat et de l'Etat, cette résistance désorganisée, isolée, est bien vite brisée, comme on a pu l'observer en France, en Grande Bretagne, en Amérique, etc.

Il est évident qu'il faut passer à de nouvelles formes de résistance: il faut opposer à la volonté unique du patronat la volonté unique du prolétariat, à l'offensive organisée — une résistance organisée. La vie est un maître cruel, mais s'est néanmoins un bon maître. L'attaque solidaire et les actes concertés de toutes les organisations politiques et économiques de la bourgeoisie, l'émiettement, l'absence de coordination et la confusion dans les rangs des plus fortes organisations ouvrières; les succès de l'une des deux parties en lutte déterminés par une telle situation, les défaites de l'autre — voilà les causes qui ont mis à l'ordre du jour avec une acuité toute particulière la question de l'unité du front prolétarien. Cette idée a pénétré actuellement dans les larges masses ouvrières. Les syndicats corporatifs les plus arriérés, pénétrés de l'esprit de leur métier, se voient forcés d'abandonner les escarmouches de francs-tireurs, les attaques et la défense isolées et d'aborder carrément les questions de la résistance organisée de la classe ouvrière toute entière.

Le dernier mouvement des trade-unions anglaises est très caracté-

ristique sous ce rapport. Ces unions, plus que toute autre organisation, sont imprégnées de l'esprit coorporatif; le particularisme idéalo-politique est excessivement fort dans le mouvement professionnel anglais. La classe ouvrière anglaise est divisée par des cloisons. Verticalement elle est coupée en organisations fermées qui indépendemment, isolément, en toute autonomie par rapport à leurs voisins de classe, conduisent leur lutte. Rarement ces cloisons tombent, certains syndicats entrent en contact à des congrès communs, plus rarement encore ils se rencontrent dans des actions communes. Et c'est ce mouvement professionnel divisé en portions indépendants qui lance aujourd'hui solidairement une déclaration dans laquelle se trouve dénoncée l'offensive organisée du capital. Il a fallu toute une année aux syndicats anglais pour comprendre la mécanique de l'offensive. Il leur semblait naguère que seuls les exploitants miniers, les industriels du textile etc. attaquent, tous les syndicats dans leur ensemble n'ont saisi le caractère general de l'offensive patronale que lorsque la bourgeoisie eut montré ses griffes dans toutes les branches d'industrie fondamentales. Les trade-unionistes ont été tout surpris de voir devant eux le front ennemi et ils se sont mis à en parler à la face de tout le prolétariat anglais. Mais pendant que sur les sommets syndicaux on en cause, dans le sein des masses ouvrières se produit une sourde fermentation, de nouvelles formes et méthodes de lutte se font jour, ainsi que le montre, par exemple, le mouvement des chômeurs en Grande-Bretagne. Les masses ont aperçu ou plutôt ont senti avant leurs dirigeants l'offensive du capital.

Cette offensive et l'exacerbement de la lutte de classe qui se produit sur ce terrain ne sont pas moins aigus en Amérique. Ici nous voyons les trusts partir en guerre contre les syndicats les plus modérés avec le mot d'ordre des „ateliers ouverts („open shop"). Or, en dépit de la poussée formidable du puissant capital américain, la Fédération Américaine du Travail poursuit toujours sa vieille ligne en esquivant toute collision propre à dresser les ouvriers contre tout le système capitaliste. Gompers et Co. ne luttent pas contre tout l'organisme capitaliste, ils ne s'opposent qu'à ses côtés négatifs considérés isolément.

Nous observons dans tous les pays un tableau indentique de l'offensive organisee du capital et de la retraite désorganisée des syndicats: la France, l'Italie, la Suède, l'Allemagne, de même que le Japon, la Turquie et l'Afrique Méridionale, sont l'arène de cette lutte inégale. Naturellement les syndicats ne restent pas silencieux. Tous les syndicats réformistes protestent de la façon la plus énergique, mais la bourgeoisie poursuit son oeuvre, car rien ne la touche moins que les protestations verbales, si éminents que soient les dirigeants syndicaux dont elles émanent.

* * *

C'est cette offensive organisée et internationale du capital qui a apporté des changements profonds dans les masses les plus larges de la classe ouvrière.

Au cours des premières années qui ont suivi la guerre le réformisme est resté le maître du cerveau des masses ouvrières. La bourgeoisie battait en retraite pendant ces premières deux années: „de son propre gré" elle appliquait la journée de 8 heures, créait l'Organisation Internationale du Travail pour la „protection" des conquêtes des ouvriers, et les masses gardaient l'espoir du développement paisible et de la rapide élimination des conséquences de la guerre. La

tension extrême exigée par la guerre fit place à un besoin intense de repos, de calme, de travail paisible. Ce désir prédominait dans les larges masses et permettait aux réformistes de poursuivre leur ligne d'action. L'avant-garde communiste de l'Europe Occidentale en demandait trop aux masses fatiguées, exténuées par la guerre. Elles ne suivaient par cette avant-garde et les mouvements communistes au cours des dernières années venaient se briser sur cette mentalité réformiste des larges masses. Il fallait vaincre la résistance intérieure de la classe ouvrière et surtout celle de ses organisations, car il était évident pour tout le monde que la puissance de la bourgeoisie résidait dans la faiblesse d'organisation et de conscience de classe des masses ouvrières organisées. La période qui suit immédiatement la guerre s'écoule sous le signe d'une lutte acharnée au sein de la classe ouvrière, — lutte contre les éléments conservateurs, contre toute l'idéologie du réformiste et contre les groupes dirigeants qui se proposaient en toute conscience d'oeuvrer à la restauration rapide du capitalisme. Les masses suivaient ces prophètes réformistes, l'une de leurs parties seulement, relativement peu nombreuse, s'émancipant progressivement de l'idéologie de collaboration de classes et s'engageant sur des rails révolutionnaires.

L'offensive organisée du capital apporte de profonds changements dans le rapport des forces dans le sein de la classe ouvrière. Les illusions réformistes sont encore très puissantes, — il serait absurde de le dissimuler — mais le compresseur capitaliste se charge de les éliminer rapidement, et une tendence spontanée se manifeste simultanément dans les larges masses vers la création d'un front unique, vers la cessation de la lutte dans le sein de la classe ouvrière. Cette tendance est très forte parmi les ouvriers de toutes les orientations. Sous le poids du compresseur capitaliste les masses ouvrières se sentent être une classe, l'adhésion réciproque de leurs éléments constitutifs se renforce sensiblement.

* * *

Les derniers mois de lutte de la classe ouvrière s'écoulent dans tous les pays sous le signe de la création d'un front unique, et pour autant que les masses ouvrières désirent ce front unique, elles l'auront. Nous devons déclarer tout de suite que nous sommes sans réserves pour le front unique du prolétariat, considérant cette poussée d'en bas et cette exigence de la création de ce front, comme une saine manifestation de l'esprit de classe. Les syndicats révolutionnaires n'ont jamais repoussé le front unique, ils ne le repousseront jamais; toujours ils prendront l'initiative de l'établissement d'un tel front à condition que ce soit un front purement ouvrier. Ainsi donc la première et préalable condition pour créer ce front, c'est son homogénéité, car où résident les divergences essentielles contre nous et les réformistes? Nous sommes pour le front ouvrier et eux pour le front ouvrier-patronal. Pour autant que cette condition préalable est remplie nous ne sommes pas seulement prêts à adhérer au mot d'ordre du front unique, nous devons encore assumer l'initiative de sa création.

Autre question substantielle: sur quel terrain, autour de quoi établir ce front? Le meilleur exemple à cet égard est fourni actuellement par l'Allemagne. La Centrale Syndicale Allemande, cédant à la pression exercée par les masses, a mis en avant dix revendications parmi lesquelles figurent la socialisation immédiate des mines, la confiscation partielle des valeurs appartenant au gros capital etc. Tous les syn-

dicats révolutionnaires et le Parti Communiste se sont déclarés tout de suite prêts à établir sur cette plateforme un front unique. Mais c'est une erreur de croire que l'essence du front unique consiste dans le fait de revendications identiques, défense de la journée de 8 heures, confiscation de valeurs, contrôle ouvrier, nationalisation etc. On ne peut pas créer un front unique sur ce fondement. Prenons, par exemple, la C. G. T. française qui a mis en avant une série de revendications au nombre desquelles la journée de 8 heures et le contrôle ouvrier occupent la première place. Les syndicats réformistes allemands sont prêts à formuler la même revendication, ceux de Grande-Bretagne et d'Italie ne la renieront pas, eux non plus. Mais quand on crée un front, on ne le fait pas pour passer son temps à lire les revendications formulées, mais pour appliquer ces revendications dans la vie réelle. Et c'est ici que commencent les plus grosses difficultés du front unique.

La défense de la journée de 8 heures, la confiscation des valeurs, — que faire pour les réaliser? La conférence des conseils de fabrique et d'usine à Berlin a proposé à la Centrale Syndicale Allemande et à l'A. F. A. de convoquer un congrès national allemand des conseils de fabrique et d'usine pour y envisager la question des méthodes et formes de réalisation pratique des revendications formulées par la Centrale Syndicale. Le cam. Flesch, représentant la commission constituée à Berlin par les délégués mandatés par les conseils de fabrique et d'usine locaux, a reçu cette réponse de la A. D. G. B. et de l'A. F. A. que ces organisations nationales estiment qu'il est dangereux pour le front unique de combat d'essayer de créer une représentation des ouvriers constituée arbitrairement. Les deux organisations nationales allèguent le programme qu'elles ont élaboré et qu'elles se proposent de faire passer par les organisations existantes, „existantes légalement". C'est ainsi que la tentative d'établir un front unique en convoquant un congrès national des conseils de fabrique et d'usine s'est brisée contre l'opposition de la Centrale Syndicale Allemande qui sait bien que son influence e t sensiblement tombée dans les couches inférieures du prolétariat. Or le congrès éventuel devait être précisement convoqué pour réaliser les revendications de la Centrale Syndicale d'Allemagne. Il ne s'agit donc pas d'élaborer seulement un programme commun, il s'agit de savoir comment exécuter ce programme, par quels moyens et méthodes l'appliquer dans la vie réelle.

Mêmes difficultés en Italie où depuis plusieurs mois déjà la question du front unique est à l'ordre du jour. Une partie des ouvriers italiens, groupée au sein de l'Union Syndicale d'Italie se trouve en dehors de la C. G. T.; un tiers des adhérents de la C. G. T. se place à un point de vue révolutionnaire, les deux autres tiers suivant les réformistes. Qu'est-ce qui sépare tous ces courants au sein du mouvement syndical italien? Tout le monde est d'accord sur la nécessité de défendre la journée de 8 heures, de lutter contre le chômage inouï que nous traversons, de tendre toutes les forces pour repousser l'offensive du capital et résister aux fascistes. Mais dès que nous abordons la question des réalisations, nous entrons dans la zone des plus grandes difficultés; les uns proposent la grève générale comme moyen de lutte contre l'offensive du capital; les autres (les réformistes) refusent catégoriquement de recourir à ce moyen de lutte; les communistes et les syndicalistes luttent, les armes à la main, contre les fascistes cependant que la C. G. T. adopte une ligne de conduite pacifiste et tolstoyenne en signant des accords avec ces mêmes fascistes.

Nous observons des phénomènes identiques partout, dans tous les pays. Les difficultés rencontrées consistent en ce que les dirigeants du mouvement syndical français, allemand, italien et anglais ne veulent pas recourir à des méthodes et moyens de lutte révolutionnaires, ils pensent éxecuter leur programme, programme insuffisant, il est vrai, mais utile indubitâblement aux ouvriers, en agissant sur l'opinion publique, en négociant dans les coulisses, en avertissant la bourgeoisie d'avoir à craindre, si elle ne cède pas, le mouvement des masses révolutionnaires.

Ce ne sont pas les 10 ou 15 revendications mises en avant par les réformistes, préoccupés, d'ailleurs, non de lutter pour elles, mais de se ménager une soupape de sûreté pour l'indignation croissante des masses, ce ne sont pas ces revendications qui déterminent la possibilité d'établir un front, ce sont les formes et méthodes de lutte.

* * *

Ainsi donc le front prolétarien unique ne peut être établi que pour la lutte, pour l'action. Dans les conditions actuelles ce front est créé pour la défense. Mais la défense ne consiste nullement à marquer le pas inutilement et à demeurer inactifs pendant que l'ennemi de classe est plus actif que jamais. On doit créer un front unique en vue d'une action défensive, mais d'une action qui suppose néanmoins une lutte active et non une expectative passive. C'est pourquoi les syndicats révolutionnaires ne peuvent pas envisager la création d'un front unique comme un but en soi. Nous établissons ce front dans des buts de combat concrets nettement déterminés, car s'il n'y a pas de lutte, il n'y a pas non plus de front. Quelles sont les tâches qui se posent actuellement au prolétariat passé à la défensive?

1. Repousser l'attaque contre les salaires et la journée de travail en élargissant le front, c. à. d. en entraînant dans la lutte les ouvriers et employés des entreprises d'utilité publique (transports, électricité, services communaux etc.).

2. Instituer des commissions pour l'étude des causes réelles de la fermeture des établissements. Ces commissions sont créées par les comités de fabrique et d'usine; en l'absence de ceux-ci, il faut commencer par instituer des comités de fabrique et d'usine.

3. Lutte contre le chômage par le moyen d'impôts spéciaux sur les classes.

4. Lutte énergique contre l'impôt sur les salaires.

5. Contrôle ouvrier sur l'exportation et l'importation.

6. Contrôle ouvrier sur la production et sur les opérations des banques et des bourses.

7. Fixation des prix sur les objets de première nécessité par des commissions ouvrières spéciales pour la fixation du prix des denrées.

8. Désarmement et dislocation immédiats de toutes les bandes de jaunes et gardes blanches (fascistes, samoten, ligues civiques, aide technique etc.).

9. Création d'organismes de self-défense ouvrière pour résister aux organisations blanches du patronat.

10. Institution de „Comités d'action" spéciaux pour éxécuter pratiquement les mesures énumérées plus haut.

Telles sont les 10 revendications contre lesquelles, problablement, les syndicats réformistes n'auront rien à objecter. Car ils demandent, eux-aussi, le contrôle ouvrier, la nationalisation, la fixation du maximum

des prix de vente etc. Il est certain que chaque pays possède, en outre, ses revendications spécifiques, mais la lutte se concentre essentiellement autour du programme minimum ci-dessus. Cependant, quand on est deux à dire la même chose, cela ne prouve pas qu'on soit d'accord.

Le contrôle ouvrier préconisé par les réformistes (v. le projet Merrheim), ça fait une chose, et le contrôle ouvrier tel que le conçoivent les syndicats révolutionnaires — une toute autre chose. C'est pour cela qu'on doit considérer attentivement les méthodes et moyens de réalisation dans la vie pratique des revendications élaborées, car elles n'ont de valeur que dans la mesure où la classe ouvrière les appliquera malgré les classes dominantes. Le front unique est institué pour défendre malgré les classes dominantes, par dessus leur tête, les conquêtes élémentaires des ouvriers pour, ensuite, les étendre et les approfondir. Comment procéder à la réalisation de ces revendications communes? La condition du front unique sera ici la reconnaissance de la nécessité d'un mouvement général de classe en cas de refus des classes dominantes de satisfaire aux revendications. C'est encore l'Allemagne qui nous montre un prénomène très caractéristique. Le parti social-démocrate qui négocie avec Stinnes, le parti dont les représentants siègent au Gouvernement (d'ailleurs la Centrale Syndicale Allemande y est également représentée), — se refuse à discuter avec les communistes les questions qui intéressent l'ensemble de la classe ouvrière. Elle préfère débattre ces questions avec la bourgeoisie, mais non avec les ouvriers révolutionnaires. Est-il possible, dans ces conditions, d'établir un front commun? Avec les dirigeants réformistes, certes, non, mais avec les ouvriers, oui! Pour que le front unique du prolétariat ne demeure pas un rêve platonique il faut que les ouvriers qui veulent sincèrement sa création sachent bien que le front unique oblige à des actes. Et c'est précisément dans ce domaine qu'on peut attendre beaucoup de la part des masses et fort peu de la part des dirigeants adhérents à l'Internationale d'Amsterdam. Et la tâche des syndicats révolutionnaires et des partisans de l'I. S. R. consiste à souligner le plus fortement l'action, l'effort à fournir. Les larges masses doivent comprendre que si le front unique n'est pas établi, ce n'est pas que les revendications formulées nous paraissent insuffisantes, que nous soyons contre la journée de 8 heures, etc. C'est parce que tout en formulant les mêmes revendications nous entendons les réaliser en agissant sur les classes dominantes et les Etats bourgeois, alors que les réformistes se dérobent à la lutte et voient le salut dans une collaboration de classe avec la bourgeoisie. C'est là le point le plus important qu'on doit souligner en créant le front unique du prolétariat, l'oubli de ce point pourrait aboutir à la désorganisation de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier et au renforcement du réformisme.

* * *

Le front unique réalisé dans le cadre national demande logiquement la création d'un front unique sur le plan international. Loin de nous refuser à établir ce front, nous en avons assumé l'initiative en proposant à l'Internationale d'Amsterdam des actions communes. Malheuresement dans ce domaine la situation est, sous ce rapport, encore moins favorable jusqu'à présent que dans le cadre national. Ici, tout comme quand il s'agit de front unique à l'intérieur de chaque pays, il est question d'actes. Il ne s'agit pas d'un bloc, d'une entente à longue

échéance, — il s'agit de rallier en vue d'actes déterminés et d'actes seulement tous les organismes internationaux liés à la classe ouvrière.

Nous savons bien que les Internationales 2 et 2½, que l'Internationale d'Amsterdam, se représentent tout autrement que nous les tâches, la marche, l'issue de la lutte de la classe ouvrière. Nos divergences ne peuvent être éliminées que par la victoire de la classe ouvrière dans le monde entier. Un précipice profond sépare l'Internationale Communisse et l'I. S. R. d'une part, et les autres Internationales, d'autre part. Mais si les organisations internationales réformistes veulent réellement lutter contre la guerre qui vient, contre la Conférence de Washington et ses conséquences, contre l'offensive du capital, s'ils veulent, par exemple, réaliser pratiquement le boycott du gouvernement espagnol ou encore cette grève générale contre la guerre dont il a été question à la conférence des ouvriers des transports, des métallurgistes et des mineurs (le 15 novembre, à Amsterdam), nous sommes prêts à les soutenir dans chacune de leurs actions, de leurs mouvements. Nous sommes prêts a former dans ce but et conjointement avec eux des „Comités d'action" spéciaux.

Nous savons que les dirigeants réformistes et les ouvriers qui les suivent poursuivent la collaboration de classe qui ne peut aboutir qu'à la défaite de la classe ouvrière. L'Internationale d'Amsterdam a tenté d'organiser plusieurs actions internationales, mais elles n'ont donné que des résultats insignifiants. La tentative de boycotter la Hongrie s'est brisée contre la mauvaise volonté des centres syndicaux des pays encerclant la Hongrie. L'action internationale contre la guerre a produit des résultats encore plus minimes. Certains résultats réels ont été obtenus par l'appel de l'Internationale d'Amsterdam au secours de la Russie des Soviets. Mais ces résultats sont si peu importants, ils correspondent si peu aux millions d'adhérents que fait valoir Amsterdam, à toute occasion, qu'il faut parler d'une tentative d'organiser une action internationale plutôt que d'une action internationale. L'Internationale d'Amsterdam est faible parce que constituée d'organismes qui placent leurs intérêts nationaux au dessus des intérêts internationaux. La tâche des syndicats révolutionnaires est de lutter avec acharnement à l'intérieur des unions syndicales nationales contre l'étroitesse nationale, et cette élimination de l'étroitesse nationale ne manquera pas de produire un effet international.

Nous abordons cette question, l'Internationale d'Amsterdam et nous, à des points de vue différents, par deux bouts opposés. Etroitesse nationale, collaboration de classe, espoir de développement paisible et entente à tout prix avec la bourgeoisie, d'une part; internationalisme, lutte révolutionnaire de classe, dictature prolétarienne et organisation des masses en vue du renversement de la bourgeoisie, d'autre part. Existe-t-il des points où ces deux organisations puissent se rencontrer? Oui, si les masses ouvrières adhérentes à l'Internationale d'Amsterdam l'obligent à l'action. Et pour autant que l'Internationale d'Amsterdam luttera contre la bourgeoisie nous sommes prêts à la soutenir.

En même temps il faut nous rappeler de ceci, que pour que la classe ouvrière triomphe il faut vaincre l'Internationale d'Amsterdam, il faut la vaincre non physiquement, mais moralement, ce qui revient à dire qu'il faut vaincre l'étroitesse nationale et le réformisme. Mais l'on ne pourra les vaincre qu'en forçant les réformistes à l'action, en disant aux masses: „Les réformistes chantent les beautés du front unique; ils se sont fait une spécialité d'accuser les communistes et

les syndicalistes de vouloir briser l'unité de la classe ouvrière. Les ouvriers les plus conscients ne leur accordent plus aucun crédit. Or, sachez-le: jamais nous ne nous sommes réfusés à établir l'unité de front; toujours nous avons tendu et nous tendrons une main fraternelle à tous ceux qui voulaient et veulent lutter effectivement; et maintenant nous sommes également prêts à établir un front unique avec toute organisation ouvrière, mais il faut que ce soit un front de lutte révolutionnaire et non un front de collaboration de classes".

C'est ainsi que dans la question de l'unité de front toute l'attention de la classe ouvrière doit être dirigée sur des questions d'action, sans laquelle tous les discours sur l'unité de front ne sont qu'un leurre. Cette action commune, nous l'avons proposée à l'Internationale d'Amsterdam. Nous lui avons proposé d'organiser conjointement la lutte contre les gouvernements espagnol et yougo-slave. L'Internationale d'Amsterdam a gardé le silence, car que peuvent dire sur ce sujet des hommes que siègent avec les représentants du gouvernement espagnol au Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations? Nous ne nous sommes par arrêtés à une première proposition. Nous avons proposé à l'Internationale d'Amsterdam d'intervenir conjointement pour éviter la scission de la C. G. T. française (V. la partie officielle de ce №). Le Bureau Exécutif de l'I. S. R. a proposé à l'Internationale d'Amsterdam la convocation d'une conférence spéciale consacrée à cette question. Ici encore point de réponse, car les gens d'Amsterdam, ceux-là même qui parlent tant de l'unité, scindent à l'heure qu'il est la C. G. T. en expulsant de son sein les syndicats révolutionnaires. Mais cet insuccès ne saurait nous arrêter dans nos tentatives d'élargir le front de la lutte contre l'offensive du capital. Si les dirigeants repoussent l'unité de front, les masses ouvrières la souhaitent ardemment, le front révolutionnaire unique sera établi finalement envers et contre les chefs réformistes.

*A. Losovsky.*

Moscou, le 22 décembre 1921.

# Le Congrès National des conseils d'entreprise des métallurgistes allemands.

Le 5 décembre a eu lieu à Leipzig le Congrès des conseils d'entreprise des métallurgistes organisés en syndicats libres. Ce Congrès est très symptomatique pour le mouvement syndical allemand aussi bien que pour la situation actuelle, politique et économique, de la classe ouvrière allemande. Les conseils d'entreprise allemands „rivés à la constitution" au moyen des lois sur les conseils d'entreprise se sont transformés sous l'influence de la bureaucratie syndicale réformiste, d'organes révolutionnaires de lutte qu'ils étaient auparavant, en organes auxiliaires des patrons, servant ainsi d'appui au régime capitaliste. Grâce à des lois sur les conseils d'entreprise, et stimulés aussi par les résultats pratiques de la politique de la bureaucratie syndicale tendant à la collaboration des classes, les capitalistes allemands tâchent de transformer les conseils en une espèce de police d'usine destinée à protéger le règne pacifique de l'économie capitaliste. Les procédés d'exploitation des capitalistes allemands deviennent de plus en plus durs. Le traité de Versailles qui, sous forme de réparations outrancières en faveur de l'Entente, a mis la main sur toute l'économie allemande, permet à la bourgeoisie allemande de continuer la production des rentes capitalistes sous condition d'observer les trois points suivants qui signifient dans leur ensemble la destruction de l'économie nationale allemande. Le premier de ces points est que les capitalistes allemands puisent leurs bénéfices unouïs dans toutes sortes d'affaires de spéculation, basées sur les oscillations de la capacité d'achat du mark allemand. La première tranche du versement de la dette de réparation constituant un milliard de marks or a fortement abaissé la valeur d'achat du mark allemand. Comparativement au dollar, 60 marks valaient un dollar à la fin de juillet; or, au 15 novembre le dollar vaut 340 marks. La deuxième source des bénéfices se trouve dans le renforcement du rendement de l'appareil industriel technique et des machines jusqu'à leur entière usure, comme dans le lancement sur les marchés étrangers des matières premières à bon marché. La puissance de l'industrie allemande d'avant guerre consistait en ce que les machines des fabriques, avant qu'elles fussent usagées, étaient remplacées par des machines nouvelles mieux adaptées à la production demandée. C'est ainsi que l'industrie allemande pouvait soutenir la concurrence sur le marché mondial. Aujourd'hui, les vieilles machines ne sont plus remplacées par d'autres, capables d'une productivité plus grande, elles sont employées jusqu'à l'extrême limite de leur longévité.

La troisième et principale source des bénéfices de la bourgeoisie allemande, c'est l'exploitation illimitée de la classe ouvrière allemande. Le niveau d'existence des ouvriers allemands a à la fin de juillet 1921 baissé de moitié en comparaison avec celui d'avant-guerre. Le doublement du coût de la vie de fin juillet à fin septembre, conséquence directe des fluctuations de la capacité d'achat du mark, a plongé le prolétariat allemand dans une situation catastrophique. Et la classe ouvrière allemande se dresse de plus en plus résolument contre cet état de choses. Le parti social-démocrate d'Allemagne a fait faillite, avec sa politique de coalition avec les partis bourgeois. Les tentatives de continuer la politique de paix sociale au moyen de la coalition avec la grosse industrie allemande de Stinnes, se heurtent à la plus forte résistance dans les rangs des ouvriers social-démocrates organisés. Et c'est ainsi que la bureaucratie syndicale (Centrale Syndicale d'Allemagne) est venue au secours de ses collègues social-démocrates faisant partie du gouvernement. La grosse industrie allemande prend l'offensive. Elle ne permet plus à ses valets de parler de socialisation, elle exige tout simplement du gouvernement de lui remettre les chemins de fer et les autres entreprises de l'Etat. Les social-démocrates consentent à cet accaparement. Certes, ils ne peuvent pas le reconnaître ouvertement et ils font semblant de lutter. La Centrale Syndicale s'est élancée sur la brèche, elle a formulé ses 10 revendications destinées a donner un semblant de sincérité à ses déclarations belliqueuses contre l'offensive patronale pour mieux retenir le prolétariat de toute action. Cette manoeuvre grossière réussit à la bureaucratie syndicale pour la troisième fois déjà. Pendant le putsch de Kapp la bureaucratie syndicale a réussi sous la direction de Legien, grâce au fameux programme en 8 points, à retenir la classe ouvrière dans son élan pour le renversement de la bourgeoisie allemande. En janvier 1921, la même bureaucratie a posé 10 revendications en faveur des chômeurs, et a fait croire qu'elle emploierait toutes ses forces à cette oeuvre. Il fallait à cette époque compter avec ce danger de voir le prolétariat allemand, en dépit des efforts de la bureaucratie syndicale, serrer ses rangs pour lutter pour revendications formulées dans la lettre ouverte du Parti Communiste Allemand. Les bureaucrates syndicaux, on le devine, n'ont aucune intention de conduire les 11 millions de prolétaires groupés par la Centrale Syndicale et par la Fédération des employés à la lutte ouverte pour les revendications formulées. Toujours ils mènent à huis clos des pourparlers avec les patrons et la bureaucratie du gouvernement et, fidèles aux principes de la collaboration des classes, ils renoncent sans scrupules à leurs propres revendications.

Les 10 revendications posées aujourd'hui par la Centrale Syndicale concernant la question fiscale et celle des chemins de fer ne sont qu'une manoeuvre pour égarer les masses et les retenir de la lutte. Depuis trois semaines, la bureaucratie syndicale mène des pourparlers avec la grosse industrie et le gouvernement, et ce qui transparait à la connaissance publique de ces pourparlers secrets montre avec évidence que les gros bonnets de la Centrale Syndicale ont depuis longtemps abandonné les revendications qu'eux mêmes ont formulées.

Le Congrès dont il sera parlé ici sert, lui aussi, ces mêmes fins. Il doit simuler devant la masse un esprit combatif, afin que la bureaucratie syndicale réussisse de nouveau à empêcher le prolétariat de passer à la self-défense. Vu le peu d'autorité dont jouissent les conseils d'entreprise ligottés par les lois constitutionnelles, il est arrivé qu'une

contradiction flagrante s'est souvent manifestée entre le prolétariat et les conseils. Les conseils d'entreprise sont réélus chaque année. La bureaucratie syndicale collabore avec les patrons et n'admet pas qu'on propose des listes de candidats autres que celles qui sont passées par son contrôle. Or, l'influence de cette bureaucratie est si grande que cela lui réussit souvent. Les délégués au Congrès des conseils d'entreprise n'ont pas été élus par tous les ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique ni même par tous les syndiqués. Les délégués ont été élus par les conseils d'entreprise affiliés à la fédération des métaux, seuls les membres de ces conseils étaient éligibles. Au moyen de ce système habile du suffrage, la composition favorable du congrès était assurée à la bureaucratie syndicale. A l'aide de ce congrès a été simulé devant les masses indifférentes un esprit de décision qui précisément manque totalement à la bureaucratie syndicale. Les mêmes préoccupations ont présidé au choix des rapporteurs et de l'ordre du jour du Congrès. L'ordre du jour portait: 1. Question économique, a) économie mondiale, docteur Bauer de Vienne, rapporteur, qui fut remplacé au Congrès par le professeur de Heidelberg Lederer; b) économie nationale allemande, rapporteur docteur Hilferding (Berlin); c) charbon et fer, rapporteur Otto Hue (Essen) d) socialisation et consortiums, docteur Einstein, rapporteur (Stuttgart); 2. tâches et organisation des conseils d'entreprise, Robert Dissmann, président du Syndicat des Métaux et le docteur Engelbert Graf (Stuttgart) rapporteurs. Sauf Dissmann, le plus matois des spéculateurs, il n'est parmi les bureaucrates syndicaux indépendants que des docteurs titrés et des phraseurs éprouvés des Internationales 2 et 2½. Avec cette composition du Congrès, on pouvait prévoir les résultats. A entendre les mots pompeux et les grandes phrases prononcées sur la lutte par des gens prétendant au radicalisme, les pauvres délégués étaient abasourdis par les rapports plus ou moins savants des conférenciers bavards. Il ne leur restait plus qu'à se laisser convaincre, en prolétaires naïfs qu'ils étaient, par tout ce débordement de phrases révolutionnaires et d'arguments pseudo-scientifiques.

Dissmann a fulminé dans son discours d'ouverture, contre les rois non-couronnés, les Stinnes et les Klekner, plus puissants en Allemagne que les kaisers et les rois. Mais il a passé sous silence ce fait qu'il collabore avec ces „rois" pour mieux duper les prolétaires. Il a pleurniché en disant que la grosse industrie profite de sa supériorité économique pour „s'emparer entièrement de l'Etat et de la classe ouvrière et pour exploiter cette dernière". Ensuite, dans un élan d'attendrissement, il a évoqué l'Internationale d'Amsterdam et annoncé au monde étonné une grande nouvelle, à savoir que „le capital s'est fortement organisé sur le plan international et qu'en conséquence, a-t-il ajouté, il est nécessaire que le prolétariat resserre ses relations internationales". Heureusement, la dernière Conférence Syndicale tenue à Amsterdam a fait dans cette direction un chemin énorme. Il y a été décidé, en effet, qu'au cas d'un nouveau danger de guerre, les métallurgistes, les ouvriers des transports et les mineurs cesseraient le travail. Et Dissmann d'affirmer: „Si partout l'on réalise cette décision, toute guerre capitaliste sera terminée avant même de commencer". Comme c'est beau! Certes, si le ciel s'écroule, tous les moineaux seront écrasés. Seulement Dissmann a oublié de dire aux ouvriers que de pareilles résolutions avaient été adoptées avant la guerre mondiale à tous les congrès de la Deuxième Internationale. Il a encore oublié d'ajouter que

les menchéviks et la bureaucratie syndicale avaient trahi cette résolution en 1914 et que l'on peut parier aujourd'hui cent contre un, sans craindre de perdre, que la bureaucratie syndicale trahira de nouveau le prolétariat. La petite fraction communiste a essayé d'insérer dans l'ordre du jour la discussion des 10 revendications de la Centrale Syndicale et de la résolution concernant les mesures pratiques de lutte pour la réalisation de ces revendications. La fraction a de même proposé de mettre à l'ordre du jour la question du rôle et des tâches des syndicats et des conseils d'entreprise dans les actions économiques actuelles. Le camarade Grasse (Berlin) a motivé cette proposition en disant que les travailleurs de tout le pays sont entraînés dans une dure lutte contre les patrons et qu'en conséquence il est nécessaire ici, à cette Conférence, de soumettre à la discussion la question des formes de cette lutte et des moyens de la conduire à bonnes fins.

Dissmann répondit brutalement que la conférence n'était pas compétente pour discuter ces questions. Elles ont été, paraît-il, examinées cette année à la Conférence nationale des métallurgistes et ont reçu leur solution dans les résolutions de cette Conférence. Mais le camarade Grasse refuta facilement les allégations de Dissmann en lui rappelant qu'il avait lui-même, à la Conférence d'Iéna, rayé ces questions de l'ordre du jour sous prétexte qu'elles seraient examinées au Congrès des Conseils d'entreprise. Mais les choses avaient été si bien arrangées à ce Congrès que toutes les propositions de l'opposition ont été repoussées pendant que les dirigeants du congrès, augures authentiques, souriaient dans leur barbe.

Le spectacle a commencé par le rapport sur l'économie mondiale présenté par le professeur Lederer, qui a remplacé le leader de l'Internationale 2½, le docteur Otto Bauer. Il a fait une conférence sur le développement de l'économie capitaliste avant et après la guerre, et il a analysé tout académiquement les différentes questions concernant les rapports réciproques entre la production et la consommation après la guerre. Il a résumé son rapport par la phrase suivante : „Les ouvriers allemands n'ont plus qu'à conserver leurs positions au moyen de l'organisation et de la consolidation de leurs associations au cours d'une lutte acharnée et meurtrière, ceci afin de pouvoir après cette crise continuer la lutte avec de meilleures perspectives pour la reconstruction de l'économie suivant le programme socialiste et dans des conditions meilleures que celles de l'heure actuelle". Toutes ces promesses de meilleur avenir et de meilleures conditions de lutte prennent dans la bouche de ces serviteurs opportunistes du capital les formes de la promesse chimérique d'un paradis dans la vie d'outre-tombe.

Après Lederer, ce fut le docteur R. Hilferding, leader de l'extrême droite des indépendants, qui fit un rapport sur l'économie allemande. Il a poussé de longs sanglots sur la baisse des valeurs allemandes, sur la politique fiscale du gouvernement que lui-même soutient au Reichstag, et il a terminé ses explications par un panégyrique en l'honneur des dix belles revendications de la Centrale Syndicale d'Allemagne.

Dans la discussion qui a suivi ces deux rapports s'est manifesté nettement — mais stérilement, il est vrai — l'état d'esprit instinctivement combatif qui vit au sein du prolétariat. L'un des délégués, Iffland a dit: „L'ouvrier allemand a déjà entendu assez de rapports et de théories, ce qui lui manque, c'est l'action. Et nous exigeons des syndicats

qu'ils s'occupent enfin sérieusement de l'oeuvre active." Le délégué Lübbe a ajouté: „Une seule chose peut nous sauver, c'est le renversement du capitalisme. Tant que les syndicats resteront en dehors de cette lutte nécessaire, les conseils d'entreprise doivent lutter pour le renforcement de leur propre influence dans les entreprises".

Dans son discours de conclusion, Hilferding a eu recours à la formule bien connue: prenant en considération le grand nombre de membres et la presse puissante de la Centrale Syndicale et de l'AFA il ne doute pas du succès des revendications. Lederer, de son côté, a conclu en disant: „Vu la complexité des rapports économiques, nous ne pouvons attendre aucun changement brusque et aucune amélioration par des moyens radicals. Cette crise sera-t-elle passagère, ou sera-t-elle la dernière crise du capitalisme, personne ne peut le dire. C'est là en définitive une question d'agitation. Lorsque l'idée du socialisme se sera ancrée profondément dans les esprits de tous les ouvriers, c'est alors seulement que se réalisera l'économie socialiste".

Au deuxième jour du Congrès, Otto Hue a fait son rapport sur le fer et le charbon. Il a donné un tableau du développement technique de l'industrie du fer et de l'acier, à commencer par le XVIII-ème siècle jusqu'à nos jours. Il a cité les données statistiques sur les réserves de houille existant dans le monde. Mais il a gardé le silence sur la question des mesures que doit prendre la classe ouvrière pour se tirer de la situation terrible dans laquelle elle est plongée. Il a expliqué, il est vrai, que l'Allemagne (il comprend par „Allemagne" l'Allemagne des capitalistes) ne peut se procurer de matières premières que par l'alliance avec la Russie, à moins de s'entendre avec l'Entente. Mais ici encore il se garde bien de dire que lui-même, étant membre du gouvernement, il a marché à quatre pattes devant l'Entente au lieu de conclure un accord avec la Russie Soviétique. En qualité de panacée pour l'assainissement de l'industrie, il a chanté le refrain sur la socialisation du charbon et du fer. Ce refrain a été repris par le docteur Einstein qui a basé là-dessus son rapport sur la socialisation et les consortiums. Einstein a, lui aussi, présenté des matériaux abondants se rapportant à l'origine et aux fonctions des trusts et consortiums. Ses chansons étaient riches en notes bien douces. La discussion qui a suivi a tourné dans la même sphère stagnante. Les tentatives de quelques orateurs d'examiner au cours de la discussion quelques mesures pratiques de lutte furent repoussées par Dissmann sous prétexte que les actions économiques sont au-dessus de la compétence du Congrès et que les Conseils d'entreprise n'ont pas le droit de prendre quelque résolution que ce soit à ce sujet.

Au bout de deux jours de discours on a adopté deux résolutions extrêmement „audacieuses": on n'y parle de rien moins que de la suppression du § 50 de la loi sur les conseils d'entreprise.

Le 3-ème jour a été consacré aux rapports de Dissmann et de Engelbert Graf sur les tâches des Conseils d'entreprise et aux questions culturelles. Ces deux rapports se bornent à examiner la question en situant toute l'action des conseils d'entreprise dans le cadre de l'économie capitaliste.

Le Congrès des Conseils d'entreprise des Provinces Rhénanes et de Westphalie a envoyé une lettre de salutations au congrès des conseils d'entreprise dans laquelle il demandait de discuter la question de la lutte prochaine et d'organiser la direction de cette lutte.

De même la „Commission des six“ désignée par les conseils d'entreprise, surgie à la suite de la grève de la faim déclarée par les détenus politiques de Berlin, a envoyé une adresse au Congrès. Cette adresse demandait des mesures pratiques en vue de la lutte. Dissmann a refusé de lire ces documents, et il fut soutenu par la majorité des délégués. Ce seul fait suffit à caractériser l'esprit qui régnait au Congrès.

Dans les grandes masses d'ouvriers allemands on s'attendait à un changement radical qui devait sortir du congrès. Mais toutes ces espérances ont été vaines. Au moment même où siégeait le Congrès la „Rote Fahne“ a publié une circulaire secrète de la Centrale Syndicale adressée à la bureaucratie des syndicats locaux. Elle contient des indications précises sur la meilleure manière d'étouffer toutes les actions économiques entreprises par la propre initiative des prolétaires sans la bénédiction de la bureaucratie syndicale.

L'opposition et le petit nombre de communistes qui ont assisté au Congrès se sont contentés d'admonester les bureaucrates syndicaux, de les exhorter à devenir enfin de vrais militans prolétariens. Une pareille conduite des communistes et de l'opposition nous paraît absolument inefficace. Une fraction communiste, quelque faible qu'elle soit, est obligée en de pareils Congrès d'exposer nettement son programme d'action concret. Il faut que les communistes lancent ouvertement, du haut de la tribune, un appel au prolétariat tout entier de serrer ses rangs en dehors de cette bureaucratie traîtresse ou envers et contre elle pour la lutte qui vient. Au cours des mois prochains la situation du prolétariat allemand deviendra encore plus dure. Le Parti Communiste Allemand est assez fort pour être capable, si les conditions l'exigent — d'organiser et de diriger contre la volonté des bureaucrates syndicaux, les militants et tous les défenseurs de la cause prolétarienne. Et c'est précisément dans le processus de cette lutte que le Parti Communiste deviendra l'avant-garde du prolétariat allemand.

*H. Brandler.*

# Nos effectifs.

Quand il s'agit d'apprécier la puissance d'une organisation, surtout lorsque c'est une organisation internationale, il faut étudier avant toutes choses les conditions dans lesquelles l'organisation étudiée agit. Il faut escompter la tendance au développement de la société contemporaine, les conditions de la lutte, les éléments qui composent cette organisation, les buts et les tâches qu'elle se propose, etc. Seul un examen attentif, issu d'un point de vue dynamique, peut nous donner l'idée de ce que représente telle ou telle organisation, une idée de son avenir prochain et des effets qu'on peut en attendre si l'activité de cette organisation se déroule ultérieurement dans la même direction. En un mot, il faut aborder chaque phénomène national ou international du point de vue dialectique sans se laisser troubler par les contradictions créées par les conditions de la vie en tâchant de comprendre ces contradictions pour se rendre compte de la situation réelle des choses. Ce procédé élémentaire d'appréciation et d'évaluation du rôle joué par une certaine organisation, échappe à de nombreux auteurs qui se proposent d'étudier la lutte entre Moscou et Amsterdam. Le raisonnement le plus simpliste auquel recourent les gens d'Amsterdam est le suivant: „Nous avons 23 millions et demi d'adhérents et sommes en droit, par conséquent, de parler en leur nom. Nous nous appuyons sur ces millions. Ensuite, ils s'adressent à l'Internationale Syndicale Rouge en lui disant: „Vous ne pouvez pas prétendre au titre d'organisation internationale, vous qui ne groupez, sauf la Russie, que quelques groupements insignifiants". Et désireux de blesser vivement les syndicats révolutionnaires, ils accompagnent ordinairement de guillements ironiques notre nom d'Internationale Syndicale Rouge, ou encore écrivent ostensiblement: L'organisation dite Internationale Syndicale Rouge. Mais nous ne nous laisserons pas influencer par ces calculs d'arithmétique. L'arithmétique est chose indubitablement importante, mais cela ne veut point dire qu'il faut se laisser aveugler par des conclusions d'ordre purement arithmétique, car si l'on n'étudie pas la conjoncture, le rapport des forces, toute la lutte qui se livre, son développement, ces conclusions ne représentent que des chiffres morts qui n'ont aucune espèce de signification.

Est-il vrai que l'Internationale d'Amsterdam possède 24 millions d'adhérents ainsi qu'elle le prétend? Nous avons l'audace de déclarer que c'est là un mirage statistique. Et en voici la preuve. Donnons-nous la peine d'examiner les chiffres que l'Internationale d'Amsterdam publie à la connaissance de tout le monde. L'Internationale d'Amsterdam compte dans ses rangs les 8 millions de syndiqués allemands (voir le

№ 5 de l'organe officiel de la Fédération Internationale Syndicale: „Le Mouvement International Ouvrier". Fort bien. Mais que devons-nous faire des centaines de milliers et des millions d'ouvriers qui se déclarent actuellement contre la Centrale Syndicale Allemande? Est-il possible que l'Internationale d'Amsterdam se hasarde à affirmer sérieusement qu'elle peut s'appuyer sur ces mêmes ouvriers qui exigent actuellement la convocation du congrès national des conseils d'entreprise allemands (Comités de fabrique et d'usine), envers et contre les dirigeants de la Centrale Syndicale Allemande?

En France, l'Internationale d'Amsterdam groupe, nous dit-on, 1.500.000 adhérents. Mais les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam, parmi lesquels se trouve également Jouhaux, ne peuvent ignorer que le nombre total des adhérents des syndicats français est tombé à 600.000, et que sur ces 600.000, 300.000 syndiqués au moins se rallient à la minorité révolutionnaire. C'est ainsi que rien qu'en France, les statistiques d'Amsterdam commettent une petite faute de calcul de 1.200.000 adhérents seulement. Ecart insignifiant, en vérité.

Les mêmes statistiques de la Fédération d'Amsterdam nous assurent qu'elle compte en Grande-Bretagne 6.600.000 adhérents. Soit, mais que ferons-nous alors des organisations gauches telles que la Fédération des Mineurs du Pays de Galles et une série d'autres organisations dont les membres ne constituent pas moins de 15 à 20% des ouvriers syndicalement organisés d'Angleterre? Où les mettre? Constituent-ils également un rempart de l'Internationale d'Amsterdam?

Tout le mouvement syndical de Pologne figure également dans le rôle de pilier de l'Internationale d'Amsterdam. Mais personne n'ignore qu'en Pologne, près de la moitié des ouvriers se trouvent sous l'influence des communistes.

Nous voyons dans la même liste 740.000 ouvriers organisés de Tchéco-Slovaquie, mais il est peu probable que les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam ne soient pas informés de ce fait que plus de la moitié de ces ouvriers n'ont rien de commun avec les réformistes et se placent sous la direction des communistes.

En Argentine, les gens d'Amsterdam comptent 749.000 adhérents — chiffre tout à fait fantastique, car en Amérique du Sud, il n'y a pas un nombre d'ouvriers organisés qui corresponde à ce chiffre, et l'une des deux organisations syndicales d'Argentine adhère à l'I. S. R.

Ensuite, les gens d'Amsterdam s'annexent deux millions d'ouvriers organisés italiens, alors qu'il n'y a en Italie que 1.500.000 syndiqués et qu'un tiers de ce nombre se rallie aux communistes.

C'est ainsi que toute cette arithmétique des gens d'Amsterdam ne manifeste aucun désir de tenir compte de ce fait qu'il n'existe pas un pays au monde qui n'ait sa minorité idéologiquement séparée de longue date d'Amsterdam. Si l'on aborde ces chiffres sans rire, il faudra bien constater que nous nous trouvons en face d'un mirage statistique. Celui-là seulement qui veut traiter cette question tout formellement ou qui veut à tout prix assommer son adversaire par un étalage de chiffres, peut se permettre d'opérer avec les chiffres d'une façon si peu critique, car la signification de ces chiffres, si peu qu'on y touche, est tout autre que celle que voudraient lui attribuer les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam.

Ainsi donc, ce chiffre de 24.000.000 se trouve diminué d'un tiers pour le moins. Mais cela ne suffit pas pour nous donner une idée de la situation au sein de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale Syndicale Rouge. Car, en effet, que se passe-t-il à l'heure qu'il est dans

tous les pays? Les idées révolutionnaires pénètrent graduellement les vieux syndicats, ce qui veut dire que les idées réformistes s'éliminent ainsi que la tactique, les habitudes réformistes, elles sont remplacées par une théorie et une pratique nouvelles. Comment expliquer ce fait? Quelles sont les causes qui se trouvent à la base de ce gauchissement intérieur du mouvement ouvrier dans tous les pays? Qu'est ce qui oblge la classe ouvrière à chercher de nouvelles formes, de nouveaux moyens, de nouvelles méthodes de lutte? La situation générale, le rapport des forces des classes en présence, l'immense expérience vécue, les conséquences de la guerre et les contradictions économiques et politiques sans issue qui déchirent le monde capitaliste contemporain. Plus ces contradictions sont profondes, plus la situation devient désespérée, et plus vite évoluent les masses vers la gauche, car il n'y a pas d'issue dans les voies que leur montrent les gens d'Amsterdam.

L'offensive organisée du capital joue un rôle très considérable sous le rapport de l'impulsion donnée à cette évolution des masses vers la gauche. Cette offensive élimine les dernières illusions réformistes, elle force les ouvriers à établir un front unique, à se forger une tactique unique, une ligne de conduite commune, elle serre les rangs de la classe ouvrière en forçant les masses ouvrières à se défendre d'une façon organisée, et cette défense organisée se transforme inéluctablement, étant donné l'excerbement de la lutte, en une offensive organisée.

Toutes ces causes objectives déterminent avec une clarté parfaite, avec une précision mathématique, la ligne du développement ultérieur de la lutte sociale. La classe ouvrière s'achemine vers l'exacerbement de la lutte. Le gauchissement de la classe ouvrière tout entière et de ses organisations doit en résulter objectivement. C'est ainsi que les syndicats réformistes sont sapés du dedans, leur idéologie réformiste, leur tactique ne satisfont pas les masses qui les rejettent, les masses mettent en avant de nouvelles formes de lutte, une nouvelle tactique qu'elles ont apportée avec elles, d'en bas. Cela revient à dire que les organisations ouvrières qui constituent l'Internationale d'Amsterdam perdent leur influence sur les masses ouvrières, lentement, mais sûrement. Ces masses les délaissent, elle s'arrachent à l'idéologie réformiste pour passer dans une nouvelle voie révolutionnaire.

Est-ce bien vrai? Pour nous en convaincre, passons rapidement en revue le mouvement ouvrier de tous les pays. Mais il faut que préalablement nous nous arrêtions encore sur un point. Le gauchissement de la classe ouvrière n'est pas un résultat de l'agitation et de la propagande. Nos meilleurs propagandistes, ce sont actuellement les capitalistes passés à l'offensive. La révolution mondiale n'est pas une catégorie abstraite; elle constitue le facteur le plus important de la vie politique et sociale. La sixième partie du globe est placée sous son action directe, et il est peu probable qu'il se trouve quelqu'un pour nier l'importance historique universelle des événements qui se déroulent en Russie.

Essayons maintenant de déterminer les tendances du développement historique et de faire le total de nos effectifs, c'est à dire des effectifs du mouvement syndical révolutionnaire.

Russie et Ukraine. Il est évident qu'à la tête du mouvement révolutionnaire mondial se trouve le mouvement syndical russe qui a fêté naguère le 4-ème anniversaire du Grand Octobre. Nous pouvons produire ici des chiffres précis. Il y a à l'heure actuelle en Russie 21 Fédérations d'industrie, groupant 6.857.000 ouvriers. Ce nombre se répartit de la façon suivante, suivant les différentes fédérations: cheminots et

ouvriers des transports par eau, unifiés dans la fédération des transports, 1. 77.157 adhérents; employés et ouvriers des services et établissements publics, centraux et locaux (travailleurs soviétiques)—882.489 adhérents; métallurgistes — 561.664 adhérents; textile — 373.751 adhérents; alimentation et tabac — 319.054 adhérents; mineurs — 303.418 adhérents; bâtiment — 299.5 4 adhérents; cuirs et peaux — 235.025 adhérents; industrie chimique — 194.897 adhérents; habillement — 159.469 adhérents; livre 81.644 adhérents; bois — 183. 411 adhérents; enseignement et art — 540.054 adherents; travailleurs agricoles et forestiers — 206.018 adhérents; P. T. T. — 189.854 adhérents; ouvriers et employés municipaux — 179.393 adhérents; travailleurs des restaurants et hôtels — 109.018 adhérents; papier — 27.158 adhérents; travailleurs des services de santé — 482.396 adhérents.

Ces fédérations d'industrie possèdent 1307 sections provinciales et 6.005 sous-sections de district. Au total il y a en Russie, conjointement avec l'Ukraine, 75 conseils intersyndicaux de province, 557 Bureaux insersyndicaux de districts et 427 secrétariats.

Les Syndicats ouvriers de Géorgie, Azerbeidjan, Arménie, Abkhasie, Daghestan et ceux de la République Montagnarde marchent la main dans la main avec les syndicats russes. Ils gropent un nombre total de 300.000 adhérents (voir plus bas l'article consacré au m uvement syndical dans le Caucase).

République d'Extrême Orient. Il y a en République d'Extrême Orient 120.000 ouvriers organisés qui partagent entièrement le point de vue des syndicats russes.

Allemagne. Le Congrès Constitutif de l'I. S. R. a adopté une résolution aux termes de laquelle les camarades groupés au sein des noyaux communistes formés à l'intérieur des syndicats, doivent entrer en contact étroit avec les camarades placés en dehors des syndicats, organisés en Unions, qui défendent entièrement les positions de l'I. S. R,

La Conference des partisans de l'I. S. R. tenue les 27—29 août à Iéna, conférence à laquelle les représentants des Unions ont été également invités, a organisé le Conseil Général Ouvrier qui s'est proposé pour but l'unification de tout le mouvement syndical révolutionnaire en Allemagne.

Le 4 septembre, à Halle, trois Unions se sont réunies en Congrès Unitaire: „Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen“ comptant près de 120.000 adhérents, „Union Libre des Ouvriers Agricoles“ — 24.500 adhérents et „Union des travailleurs intellectuels et manuels“ — 6.231 adhérents. Elles ont fusionné en une „Union des travailleurs intellectuels et manuels d'Allemagne — organisation soviétiste“, qui s'est ralliée entièrement à l'I. S. R.

Le 10 septembre s'est tenu le congrès national des métallurgistes. Le groupe communiste comptait 114 délégués sur 830, et il est à noter qu'au scrutin les délégués communistes ont obtenu 38% des suffrages, c'est à dire plus de 600.000 voix.

Le centre de gravité de notre influence en Allemagne se trouve dans les syndicats affiliés à la Centrale Syndicale Allemande. Actuellement, il y a près d'un tiers des ouvriers qui font opposition à la bureaucratie syndicale, ouvriers organisés en Syndicats libres.

Le télégraphe nous apporte sans cesse des communications concernant les succès des communistes aux élections des bureaux de syndicats et l'accroissement général de leur influence. L'influence des communistes s'accroît particulièrement au sein de la

fédération des métallurgistes dans laquelle ils l'emportent dans plusieurs villes sur les indépendants et les social-démocrates.

Récemment, à la suite de nouvelles élections à la Direction Centrale des ouvriers des entreprises municipales, les communistes ont été élus à une majorité écrasante, ainsi que les membres de „l'Union" adhérente à l'Internationale Syndicale Rouge. Polenski qui dirigeait la fédération depuis plusieurs années s'est vu contraint d'abandonner son poste sous la poussée des masses révolutionnaires groupées par la fédération centrale des travailleurs des services publics et municipaux, à l'intérieur de laquelle l'influence des communistes s'accroît tous les jours. Actuellement, il y a un conflit entre les Comités de fabrique et d'usine et la Centrale Syndicale. La Conférence des conseils de fabrique et d'usine a élu une commission de 6 (3 social-démocrates, 2 indépendants et 2 communistes) qui doit veiller à la convocation du congrès national des conseils d'entreprise pour la réalisation pratique des dix revendications de la Centrale Syndicale. Cependant, cette proposition a rencontré un refus brutal de la part de la Centrale Syndicale Allemande et de la Fédération Générale des Employés. La résistance de la bureaucratie syndicale a provoqué une tempête de mécontentement au sein des masses. On peut affirmer avec assurance que le moment n'est pas éloigné où les larges masses du prolétariat allemand s'émanciperont de la tutelle contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale.

France. En France, au début de l'année 1920, la C. G. T. groupait près de 2 millions d'adhérents. Mais actuellement le nombre des adhérents de tous les syndicats français ne dépasse guère 600.000. Au sein de la C. G. T. les forces du bloc de gauche et de droite s'équilibrent sensiblement.

Le Comité National de la C. G. T. a décidé récemment de dissoudre les organisations des syndicalistes révolutionnaires. C'est ainsi que la C. G. T. se trouve à la veille d'une scission qui la brisera en deux parties égales. La résolution du Comité Confédéral National concernant la question des exclusions a été adoptée par 62 voix contre 55 et 10 abstentions. La Commission d'Initiative désignée par le Comité des Syndicalistes révolutionnaires pour la convocation d'un Congrès Extraordinaire de la C. G. T. les 22—24 décembre, s'est adressée à tout le prolétariat français avec un appel de prendre part à ce Congrès pour sauver le syndicalisme français de la scission qui le menace. L'appel de la Commission d'Initiative a été signé par les Fédérations suivantes: Alimentation, Ameublement, Bâtiment, Blanchisseurs, Cheminots, Coiffeurs, Enseignement laïc, Voiture — Aviation, Teinturiers, et les Unions départementales de l'Aube, de la Charente Inférieure, de la Côte d'Or, de la Creuse, du Doubs, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, de l'Isère, du Rhône, de Seine-et-Loire, de Seine-et-Oise de la Somme, du Vaucluse.

Que la C. G. T. se scinde ou non, la question d'Amsterdam est tranchée pour la minorité. Pour ce qui est de l'I. S. R., la situation n'est pas claire jusqu'à présent. Les délégués minoritaires ont pris part au Premier Congrès des Syndicats Révolutionnaires. Après le Congrès, le Comité Central des C. S. R. s'est prononcé à plusieurs reprises contre la représentation réciproque de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R., il a décidé de ne pas adhérer à l'I. S. R. formellement jusqu'au prochain congrès international. En même temps, toutefois, les C. S. R. se sont déclarés prêts à coordonner leur action révolutionnaire avec le Parti Communiste, ils ont affirmé leur sympathie pour la lutte déve-

loppée par l'I. S. R. en vue de la conquête des syndicats. Si les syndicalistes français ne sont pas encore une partie organique de l'I. S. R., ils sont néanmoins nos alliés dans toutes les batailles sociales, et c'est là le point important. L'adhésion formelle ne saurait tarder, car les syndicalistes révolutionnaires français ne peuvent pas rester en dehors de l'Internationale Révolutionnaire des Syndicats.

Grande-Bretagne. L'Angleterre traverse actuellement une crise économique profonde. Le nombre des chômeurs croît d'une façon insensée. Les lock-outs s'étendent toujours à de nouvelles centaines de milliers d'ouvriers. Les dirigeants officiels des Trade-Unions mènent encore les masses ouvrières, mais le nombre des partisans de l'I. S. R. s'accroît tous les jours.

Le Bureau Britannique de l'I. S. R. (qui s'appelait à cette époque le Conseil International des Syndicats ouvriers) a été organisé au mois de décembre 1920 à Manchester, au coeur même de l'Angleterre industrielle. De là les idées du mouvement syndical révolutionnaire ont commencé à se frayer le chemin dans le bloc du trade-unionisme anglais.

Un événement important dans la vie du mouvement syndical anglais a été l'adhésion de la Fédération des mineurs du sud-ouest. Le 15 octobre, nous avons eu la possibilité de procéder à Londres à une revue de nos forces. C'était à la Conférence de la section anglaise de l'Internationale Syndicale Rouge. Y assistaient 60 délégués représentant 326 sections locales de Trade-Unions. En outre, à la Conférence participaient 16 représentants des comités régionaux de l'I. S. R. et 13 des groupements intersyndicaux locaux. L'influence des partisans de l'I. S. R. est particulièrement forte dans la fédération unifiée des ouvriers des constructions mécaniques, dans la fédération unifiée des ouvriers sur bois, dans l'union nationale des manoeuvres, dans l'union nationale des cheminots, dans la fédération unifiée du transport local, dans l'union des dockers, dans l'Union de l'ameublement, etc.

Le Congrès des Trade-Unions écossaises qui a eu lieu à Aberdeen au mois d'avril 1921 s'est prononcé à une majorité de 55 voix contre 50 et 40 abstentions pour l'adhésion à l'I. S. R. Cependant le Comité Exécutif des trade-unions a réussi à obtenir que les syndicats écossais transmettent la question de l'adhésion à Moscou au referendum des organisations correspondantes. Ce referendum a rejeté à une majorité insignifiante l'affiliation à l'I. S. R.

A Glasgow, Newcastle, Sheffield et autres cités industrielles de la Grande-Bretagne toute une série de sections locales se sont prononcées pour l'I. S. R. Un grauchissement irrésistible des masses se déroule en Angleterre. Le chômage toujours croissant pousse les chômeurs, et même des ouvriers occupés, à des actes révolutionnaires. Or, toutes les fois qu'il y a action révolutionnaire, l'Internationale d'Amsterdam n'a rien à faire, car sa spécialité est, on le sait, la collaboration des classes.

Italie. La situation en Italie est très compliquée, la C. G. T. italienne a définitivement raffermi sa liaison avec l'Internationale d'Amsterdam. La minorité communiste au sein de la C. G. T. groupe près d'un tiers de tous les ouvriers, elle représente un noyau révolutionnaire très solide de partisans de l'I. S. R. en Italie. La session du Conseil National, de la C. G. T. italienne tenue au début du mois de novembre a donné les chiffres suivants caractéristiques du rapport des forces en présence : sur les 1.860.573 adhérent représentés à cette session 1.426.521 mandats se sont prononcés pour la résolution des socialistes, 415.712 voix s'étant prononcées pour celle des communistes. Ces chiffres sont

certainement exagérés. Le nombre des adhérents de la C. G. T. a diminué par suite de sa tactique réformiste.

L'Union Syndicale, de tendance anarcho syndicaliste, compte plus de 100.000 adhérents, elle a adhéré en principe à l'I. S. R. et se place hors des cadres de la C. G. T. La Fédération des cheminots italiens compte 100.000 adhérents, elle se place sur le terrain révolutionnaire mais n'adhère point à l'I. S. R. Le plus puissant rempart de l'action de l'I. S. R. en Italie se trouve être, par conséquent, la minorité communiste au sein des syndicats. Elle s'accroît sans arrêt, parallèlement à l'aggravation de la crise et de la lutte sociale.

Espagne. La Confédération Nationale du Travail d'Espagne groupe dans son sein la presque totalité du prolétariat révolutionnaire espagnol, enserré dans l'étau de la terreur blanche. Outre cette organisation, il y a en Espagne une Confédération Générale des Travailleurs adhérente à l'Internationale d'Amsterdam. La récente session du Conseil National de la Confédération Nationale a approuvé le choix des délégués mandatés pour le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge choix effectué à Barcelone le 29 avril 1921. Le Conseil a également décidé d'avoir son délégué au sein du Bureau Exécutif de l'I. S. R. C'est ainsi que se trouve démentie la calomnie mise en circulation par certains anarchistes au sujet de la position adoptée par la délégation espagnole au congrès constitutif de l'I. S. R., cette délégation ayant pris, comme on le sait, la part plus active à la fondation de l'I. S. R. et à la rédaction de toutes les résolutions du congrès.

Le prolétariat espagnol gémit sous les coups d'une terreur blanche infernale. L'activité ouverte des syndicats est presque impossible Néanmouns, l'Union Générale des Travailleurs (organisation réformiste) perd de plus en plus son influence, toute une série d'organisations adhérentes à elle sont passées de notre côte. Les communistes sont particulièrement puissants dans la fédération du sous-sol de l'Asturie, dans la fédération du bois, etc.

Tchéco-Slovaquie. L'influence communiste s'accroît rapidement au sein des syndicats de Tchéco-Slovaquie. La conférence des syndicats moraves tenue le 19 septembre à Brunn où furent représentées 800 sections locales groupant 150.000 adhérents, est entièrement passée de notre côté. La conférence des syndicats slovaques et karpato-ruthènes, tenue le 19 octobre à Rosenberg, réunit les représentants de 200.000 ouvriers organisés, elle s'est également ralliée à la tactique de l'I. S. R.

Si l'on examine le mouvement syndical tchéco-slovaque suivant une section verticale, nous verrons que de notre côté se placent: 1) la fédération des ouvriers agricoles, comptant 250.000 adhérents; 2) la fédération des industries chimiques — 100.000 adhérents; 3) la fédération du bois—25.000 adhérents; 4) la fédération du bâtiment—40.000 adhérents. Les représentants des cinq fédérations suivantes: ouvriers agricoles, bois, bâtiment, industrie chimique et cuirs et peaux ont organisé un „Comité de la minorité révolutionnaire“ au sein des syndicats. La direction des syndicats allemands de Tchéco-Slovaquie devra examiner sous peu un projet de fusion avec les syndicats de Prague. Il n'est pas douteux que sur cette question les masses ouvrières seront avec nous. C'est ainsi que sous l'influence communiste les préjugés nationaux s'éliminent et les cloisons nationales qui séparaient et affaiblissaient le prolétariat tombent.

La fédération allemande des travailleurs de l'industrie du verre, ainsi que l'a montré sa dernière conférence tenue à Teplitz, s'est prononcée pour notre orientation. De grandes batailles sont à prévoir dans

les fédérations des mineurs, des cheminots, des métallurgistes et du textile. En particulier, près de la moitié des mineurs se place au point de vue de la lutte révolutionnaire de classe proclamée par l'I. S. R.

Les réformistes mobilisent toutes leurs forces, mais néanmoins le mot d'ordre des communistes „l'unité du front front prolétarien" a entraîné une majorité si considérable de prolétaires tchéco-slovaques que le Congrès confédéral des syndicats de Tchéco-Slovaquie, qui se tiendra sous peu, adoptera probablement le programme d'action de l'I. S. R.

Autriche C'est en Autriche que la situation de la vieille bureauctatie syndicale est la plus solide. Il y a en tout en Autriche près d'un million de syndiqués, c'est à dire que presque la sixième partie de la population se trouve groupée au sein des syndicats. L'opposition organisée des communistes est très faible, elle s'accroît constamment sur le terrain d'une aggravation inouïe des conditions d'existence de la classe ouvrière. Les derniers troubles de famine à Vienne ont montré qu'il y a en Autriche beaucoup de matières explosibles, beaucoup d'éléments propres à constituer un mouvement syndical révolutionnaire. Il serait difficile d'evaluer le nombre des partisans de l'I. S. R. Ce qu'il importe de noter, c'est que ce nombre s'accroît tous les jours. Or, cet accroissement est lié à la misère de plus en plus grande de la classe ouvrière qui se trouve ligotée par la coalition des dirigeants du mouvement syndical avec la bourgeoisie.

Hongrie. Pendant la période soviétiste le nombre des syndiqués avait dépassé en Hongrie un million. Actuellement il est tombé à 200.000. La situation de la classe ouvrière dans le pays de Horty est désespérée. Néanmoins une lutte économique permanente s'y déroule. Il est vrai qu'immédiatement après la victoire de la contre-révolution en Hongrie les réformistes s'étaient placés à la tête des syndicats et avaient adhéré à l'Internationale d'Amsterdam, mais le prestige des idées révolutionnaires au sein des syndicats s'accroît et se consolide simultanément avec la protestation toujours grandissante qui se manifeste contre le régime de terreur blanche qui dévaste la Hongrie.

Pologne. Une lutte aiguë se déroule au sein du mouvement syndical polonais entre le P. P. S. et les communistes. Tout l'appareil de l'Etat bourgeois est dirigé contre les communistes. Des qu'une direction communiste est élue par un congrès, elle est immédiatement incarcérée par le gouvernement. Et malgre tout, le mouvement syndical révolutionnaire s'accroît. Son centre est à Varsovie, dans la région de Dombrow, Lodz et Posen. Dans le sein du parti socialiste polonais une aile gauche importante se cristallise, qui se rallie aux communistes dans son activité au sein des syndicats.

En Galicie Orientale l'influence des communistes grandit sensiblement dans le mouvement syndical. La majorité formelle appartient encore maintenant au P. P. S. au sein des syndicats polonais de classe, mais ceci ne peut se produire que grâce aux bons soins du gouvernement polonais qui enlève de la circulation tous les communistes, militants du mouvent syndical, sans laisser le temps à leur influence de prendre des formes organiques. Mais en dépit de ses conditions tout particulièrement défavorables on peut affirmer avec certitude (et c'est un fait que n'osent pas nier les dirigeants du P. P. S.) que la moitié au moins des ouvriers organisés syndicalement en Pologne sont pour les méthodes et formes de lutte révolutionnaire, c'est à dire pour l'I. S. R. et contre Amsterdam.

Suède. „L'Union de Propagande Syndicale“ qui se place entièrement sur la plate-forme de l'I. S. R. a décidé de convoquer pour le printemps de l'année 1922 une conférence des éléments d'opposition existant au sein du mouvement syndical suédois. La crise aiguë traversée par la Suède (chômage et offensive du capital contre les salaires) a poussé l'union de propagande syndicale à exiger de la Centrale Syndicale de Suède la convocation d'un Congrès spécial des syndicats non plus en août 1922, ainsi que cela avait été proposé par les „chefs“, mais au début de l'année courante. L'union de propagande syndicale a dévéloppé une activité d'édition considérable. Elle compte cinq mille adhérents. Mais ce chiffre ne reflète nullement le véritable rapport des forces, car nombreux sont les ouvriers qui partagent la position de Moscou, mais qui n'ont pas encore formellement adhéré à l'I. S. R.

L'organisation centrale des syndicalistes de Suède compte près de 40.000 adhérents, jusqu'à présent encore elle ne s'est pas prononcée par rapport à l'I. S. R., bien que ses délégués aient assisté au Congrès constitutif de cette dernière. Sur les colonnes de la presse syndicaliste des débats se déroulent pour et contre l'adhésion. Les forces des partisans et des adversaires de l'adhésion sont à peu près égales.

Le phénomène qui a une importance particulièrement considérable, c'est le processus de gauchissement des vieux syndicats à la tête desquels se trouve le membre du Bureau International de Travail Torberg. Ce gauchissement se trouve en liaison directe avec l'accroissement du chômage et l'offensive cynique du patronat suédois contre les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers.

Norvège. En Norvège nous observons la situation suivante. Les membres des syndicats norvégiens, groupés par le secrétariat norvégien, sont simultanément membres de l'Internationale Communiste car ils adhérent au Parti Ouvrier Norvégien. Le Secrétariat des syndicats norvégiens qui groupe près de 150.000 ouvriers organisés s'est déclaré au début de cette année sympathique à l'Internationale Syndicale Rouge, il a mandaté des délégués au Congrès Constitutif de Moscou, sans quitter, cependant, formellement Amsterdam. En octobre dernier le Conseil des représentants (Représentants Kapet) s'est prononcé pour demeurer à Amsterdam, cette question devant être examinée à nouveau au Congrès Confédéral ordinaire en 1922. Cependant la conférence des organisations intersyndicales tenue en novembre s'est prononcée unanimement pour Moscou. Le Secrétariat s'est décidé alors à remettre cette question à la décision d'un referendum en février 1912. Si l'on s'en rapporte à la déclaration des représentants des syndicats norvégiens, les camarades Lian et Uelsen, qui ont séjourné à Moscou en fin novembre, on peut être certain que le prolétariat norvégien se prononcera sans équivoque dans son referendum pour Moscou révolutionnaire.

Danemark. Les syndicats danois sont groupés dans leur grande majorité autour de la Fédération Syndicale Centrale qui compte près de 300.000 adhérents et qui est affiliée à Amsterdam. Outre cette fédération il y a en Danemark toute une série de syndicats indépendants qui comptent près de 100.000 membres. L'accroissement colossal du chômage qui devient une véritable catastrophe en présence de l'inaction criminelle des chefs jaunes, renforce nettement l'opposition au sein des syndicats, opposition qui propage les idées de l'I. S. R.

Pays-Bas. Le mouvement syndical hollandais est soumis à la direction de deux organisations centrales. L'une d'elles adhère à Amsterdam. C'est l'Union Néerlandaise des Syndicats qui compte près de

200.000 membres. L'autre — „Le Secrétariat national ouvrier“ — compte à peu près 40.000 membres. Cette organisation porte un caractère syndicaliste. Le mouvement en faveur de l'I. S. R. se déroule simultanément dans les deux organisations.

La tendance dite „école hollandaise“, qui partage les principes du parti communiste ouvrier allemand avec Panekouk et Horter en tête, affiche le mot d'ordre: „quitter les syndicats“, — cette tendance jouit des moindres sympathies des masses. Au Congrès du parti communiste hollandais, en novembre, la question a été posée du renforcement au sein des organisations syndicales de la propagande des idées de l'I. S. R.

Finlande. Les éléments révolutionnaires du mouvement syndical finlandais se renforcent toujours. Toute une série de Congrès de ces derniers temps, tenus en Finlande, se sont prononcés nettement pour le programme et la tactique de l'I. S. R. Le Congrès Unifié des ouvriers du sciage, des manoeuvres et des ouvriers des transports, tenu à Helsingfors le 5 octobre, s'est prononcé à une immense majorité pour l'I. S. R. Le Congrès de la fédération des peintres en bâtiment tenu à Helsingfors en novembre, étant donné que la direction de la Centrale Syndicale de Finlande s'est déclarée nettement pour l'adhésion à Moscou (scrutin sur cette question a été effectué dans tous les syndicats au début de 1922) a décidé de son côté de se rallier à ce point de vue en recommandant à toutes ses sections de voter pour l'adhésion à Moscou. Le congrès constitutif de la Fédération Unifiée des employés du commerce et des gens de maison, tenu à Helsinfors le 3 octobre, n'a repoussé la résolution d'adhésion à l'I. S. R. qu'à une voix de majorité.

Esthonie. L'influence des communistes et des indépendants s'équilibre presque au sein des syndicats. Dans son ensemble elle dépasse l'influence des réformistes. Le Bureau Central intersyndical de Reval se rallie à notre position.

Lettonie. Au Congrès Confédéral tenu en mai 1921 la minorité révolutionnaire a quitté le Congrès pour ne pas reconnaître l'orientation d'Amsterdam, elle s'est ralliée autour du Bureau Central des syndicats de Riga qui groupe plus de 25.000 membres, c'est à dire la moitié du prolétariat organisé de Lettonie. A l'assemblée plénière de ce Bureau Central tenue à Riga le 4 novembre ont pris part 52 délégués mandatés par 16 syndicats. Le Bureau Central letton composé d'opportunistes prend toutes les mesures pour désagréger l'unité du mouvement syndical, il y est parvenu. Le Bureau Central des syndicats de Riga a rompu tous rapports avec lui et a désigné une commission spéciale chargée de la convocation d'un Congrès national des syndicats lettons. Les ouvriers lettons ne manqueront pas d'inciter leurs dirigeants à quitter Amsterdam. Déjà le télégraphe nous apporte la nouvelle que récemment l'assemblée générale du syndicat ouvrier de Goldingen et de la section de Schlock de la fédération du bois, a adhéré au centre révolutionnaire du mouvement syndical letton.

Lithuanie. Le prolétariat lithuanien gémit sous le joug de la terreur policière. Dans son sein bouillonne une lutte acharnée entre partisans de l'Internationale Syndicale Rouge et social-traîtres du Parti Socialiste Polonais. A Vilna, tout comme en Lithuanie moyenne, la question de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge ne se pose pas d'une façon aussi actuelle que la question de la coordination de l'action des syndicats en Lithuanie moyeune avec celle des syndicats polonais. Dans la région lithuanienne de Kowno la question de l'adhésion à Moscou ne s'est pas encore posée jusqu'à ces tout derniers temps,

mais elle a été posée carrément au récent Congrès des ouvriers agricoles de Souvalki et Vylkovythki. Le Congrès qui representait 17.000 ouvriers de toutes professions a décidé d'envoyer ses délégués au Congrès Constitutif de l'I. S. R. Pour Moscou ont opté également les syndicats des régions de Kowno et de Chavli. Le Congrès national lithuanien n'a pas pu se réunir par suite de la terreur blanche. L'I. S. R. ne compte pas moins de 25.000 partisans dans les syndicats lithuaniens sur le nombre total de 40.000 adhérents.

Suisse. En Suisse la propagande pour l'affiliation à l'I. S. R. se développe sur le terrain de la lutte concrète de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses besoins primordiaux. Cédant à l'agitation communiste, en dépit de la mauvaise volonté de la Centrale Syndicale et du Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate, on a dû fixer la date du Congrès Extraordinaire des syndicats à la mi-janvier 1922. Actuellement sept fédérations se placent sur la plateforme révolutionnaire: textile, bois, bâtiment, services public, alimentation, cuirs et peaux, habillement. En outre les cartels locaux des syndicats de Bâle, de Zurich et de Genève se sont prononcés depuis longtemps contre Amsterdam et pour Moscou. Actuellement un bloc s'est constitué, composé de communistes et de social-démocrates de gauche, bloc qui menace la suprématie de la bureaucratie réformiste des syndicats.

Belgique. En Belgique les syndicats sont affiliés au Parti Ouvrier Belge et c'est ainsi que les ouvriers à tendance communiste, à l'égal de tous les membres des syndicats de leur industrie respective, étaient membres du parti ouvrier. Le groupe des „Amis de l'Exploité" a mis en avant l'idée de la rupture des syndicats avec le parti. Mais ce point de vue n'a pas trouvé d'écho. La révolutionnarisation des syndicats était entravée par ce fait que les dirigeants du vieux parti communiste s'opposaient au noyautage des syndicats et préconisaient le travail individuel des communistes au sein des syndicats. Le Congrès unitaire du Parti Communiste Belge s'est rallié à ce point de vue. Le parti communiste belge est encore très faible. Le patriotisme domine toujours l'esprit des larges masses qui ne se libèrent que lentement l'idéologie social-patriotique. L'infiluence de l'I. S. R. ne s'étend d'ici qu'à 10% des ouvriers organisés au maximum.

Portugal. Le représentant de la C. G. T. potugaise Carvalho, arrivé à Moscou en fin septembre, a déposé au Bureau Exécutif de l'I. S. R. une déclaration de son organisation qui groupe 100.000 ouvriers organisés. Cette déclaration porte que „la tactique et les buts poursuivis jusqu'à présent par la C. G. T. portugaise concordent pleinement avec les résolutions du congrès constitutif de l'I. S. R.". Le cam. Carvalho a déclaré que dès son retour au Portugal il ferait tout son possible pour réaliser l'adhésion immédiate de la C. G. T. portugaise à l'I. S. R.

Bulgarie. Les syndicats groupent plus de 30.000 ouvriers entièrement ralliés à l'influence du Parti Communis Bulgare. L'Internationale d'Amsterdam ne possède ici qu'une organisation insignifiante groupant près de 2.000 adhérents.

Yougo-Slavie. Les social-patriotes qui avaient tout d'abord pris position dans les organisations syndicales de Khorvatie et de Slavonie ont subi maintenant une défaite complète. La Yougo-Slavie a envoyé au premier Congrès del'I. S. R. une délégation officielle. Après les pogromes policiers qui s'abattirent peu après sur le Parti Communiste et les syndicats révolutionnaires, les réformistes ont pris le dessus

en faisant main-basse, sans autre forme de procès, sur tous les biens appartenant aux syndicats. Mais en dépit des persécutions les plus sauvages, la masse ouvrière est avec nous.

Roumanie. La classe ouvrière de Roumanie traverse une époque de persécutions policières atroces. Cependant les syndicats roumains ont largement devancé par leur élan révolutionnaire les pleutres du parti socialiste. La Centrale Syndicale Roumaine a délégué à la fin de l'année 1920, avant le congrès international, une délégation à Moscou. Les pourparlers avec la délégation ont montré que le mouvement syndical roumain se plaçait dans sa majorité au point de vue de l'I. S. R.

Etats-Unis d'Amérique. L'organisation la plus puissante du mouvement syndical américain est la Fédération Américaine du Travail qui groupe près de 4 millions d'adhérents. Dans ces syndicats placés sous la tutelle de Samuel Gompers, entièrement étrangers au socialisme, il y a cependant une opposition énorme qui atteint un million d'adhérents. Au dernier moment nous avons reçu la nouvelle qu'un conseil ouvrier unifié s'est formé à New-York, conseil qui groupe toute une série de sections locales de trade-unions américaines, et qui se propose de réunir en un seul bloc de gauche tous les ouvriers révolutionnaires d'Amérique (v. la rubr. „Amérique" dans ce № de notre revue). Il faut relever l'adhésion à l'I. S. R. de la fédération du travail de Détroit qui groupe dans son sein toutes les trade — unions de Detroit, centre de l'industrie automobile et qui compte plus de 60.000 adhérents.

Dans la fédération des confections pour dames, adhérente à la Fédération Américaine du Travail, il y a plus de 100.000 adhérents, les noyaux communistes y sont très puissants en dépit des persécutions forcenées auxquelles se livrent les chefs jaunes. Dans de nombreuses sections locales les communistes constituent la majorité et toute la direction du mouvement se trouve entre leurs mains.

En dehors de la Fédération Américaine du Travail se trouve toute une série de fortes unions indépendantes: cheminots, confection pour hommes, groupant 175.000 adhérents, ainsi qu'une série de syndicats locaux de cheminots se rallient à la tendance gauche.

L'Union des Ouvriers Industriels du Monde (I. W. W.), fondée en 1906, joue un certain rôle en Amérique. Son influence n'est pas tant organique qu'idéologique, elle s'étend surtout aux ouvriers non qualifiés, tels que les ouvriers agricoles et forestiers, ouvriers des mines de fer et de cuivre. Le nombre des adhérents de cette union est moins considérable que son influence, il n'atteint que 20.000. L'union a des tendances révolutionnaires, elle est cruellement persécutée par le gouvernement. Les „Ouvriers Industriels du Monde" ont été représentés au Congrès de l'I. S. R., mais la question de leur affiliation définitive à l'I. S. R. n'est pas encore résolue. Cependant, nous trouvons dans le „Industrial Pioneer", organe officiel de l'union, un article qui défend les positions de l'I. S. R. et demande l'adhésion à Moscou.

Nous nous trouvons à la veille de la fondation d'un bloc compact des éléments gauches au sein du mouvement syndical américain, bloc qui doit d'un côté unifier les syndicats gauches indépendants et d'autre part toutes les organisations gauches adhérant à la Fédération Américaine du Travail. Il faut croire que ce bloc des gauches, dont la fondation est favorisée par des conflits sociaux qui prennent des formes de plus en plus aiguës, servira de point de départ à l'organisation du mouvement syndical rouge sur le territoire des Etats-Unis.

Canada. Dans ce pays le nombre total des ouvriers organisés atteint 373.000 hommes, cependant que le 37-me Congrès national des syndicats canadiens, tenu à Winnipeg le 22 août dernier, n'a réuni les représentants que de 175.000 ouvriers. La Fédération des syndicats canadiens a un caractère nettement „gompersiste". Les autres ouvriers, non représentés au Congrès, sont répartis entre les sections locales des fédérations dites internationales, c'est à dire des fédérations qui sont des sections des fédérations correspondantes des Etats Unis. Viennent ensuite les fédérations nationales groupant 25.000 membres, les syndicats indépendants (31.000 adhérents) et la Grande Fédération Unique (One Big Union), qui comptait en 1920 près de 40.000 adhérents, dont le nombre a, d'ailleurs, diminué depuis.

La fermentation révolutionnaire des ouvriers canadiens se rénforce indubitablement, si l'on s'en réfère à la presse ouvrière du Canada; en même temps s'accroît l'influence des partisans de l'I. S. R. que l'on commence à exclure de certaines fédérations, ce qui montre bien qu'ils constituent un danger sérieux pour la bureaucratie syndicale.

Mexique. Il y a ici deux organisations centrales groupant les syndicats mexicains. La C. G. T. Mexicaine (près de 100.000 adhérents) se trouve sous l'influence des anarcho-syndicalistes. Le représentant de la C. G. T. a pris part au Congrès Constitutif de l'I. S. R. Le Congrès de cette organisation mexicaine s'est tenu en septembre dernier (v. № 10 de l'I. S. R.). Il a adopté une résolution approuvant en principe l'adhésion de la Confédération à l'I. S. R.

Le représentant de la 2-me organisation syndicale du Mexique, (Confédération Mexicaine Régionale), Martinez, a séjourné en octobre à Moscou et mené des pourparlers concernant l'adhésion à l'I. S. R. Le Bureau Exécutif de l'I. S. R. a invité Martines à convoquer dans le plus bref délai un Congrès de la Confédération Mexicaine Régionale, qui doit, suivant l'opinion de l'I. S. R., fusionner avec la Confédération Générale des Travailleurs du Mexique pour former ainsi une confédération unique se plaçant entièrement sur la plateforme de la lutte révolutionnaire de classe. Le mouvement syndical des pays voisins de l'Amérique Centrale (Uruguay, Paraguay, Nicaragua etc.) s'oriente en somme vers les syndicats révolutionnaires plutôt que vers les réformistes.

Argentine. Nous avons ici deux centres syndicaux. L'un d'eux porte le nom de „Fédération Régionale Communiste", il groupe 100.000 adhérents. Son délégué, Tom Barker, à assisté au premier Congrès de l'I. S. R. L'autre fédération — la „Fédération Régionale Ouvrière d'Argentine" (pour se distinguer de la Fédération Communiste, elle ajoute à son nom le chiffre de son dernier Congrès IX, X, XI) a adopté une résolution concernant la nécessité d'un front prolétarien unique et de l'unification des deux fédérations nationales et des syndicats autonomes. Le Congrès qui devait se tenir en décembre doit unifier ces deux organisations et trancher définitivement la question de leur orientation. Les résultats du Congrès ne manqueront pas d'avoir leur répercussion sur le caractère du mouvement syndical dans les autres partis de l'Amérique du Sud.

Le mouvement ouvrier des autres pays de l'Amérique du Sud, tels que: Brésil, Pérou, etc., tout comme en Argentine, possède plusieurs traits purement espagnols et est imprégné d'esprit révolutionnaire syndicaliste qui constitue le trait caractéristique des pays latins.

Pays d'Orient. Alors que récemment encore le mouvement

syndical n'existait pas dans les pays du Levant, actuellement, en corrélation avec le développement de la grosse industrie, le nombre des syndicats grandit constamment, et peu à peu les ouvriers orientaux de l'industrie passent dans la voie de la lutte consciente de classe.

C'est ainsi que les premiers pas du mouvement syndical au Boukhara sont fort suggestifs. Il est vrai que le Conseil Central de la C. G. T. boukharienne n'a été institué qu'en 1921, un an après sa fondation nous possédons déjà toute une série de syndicats groupant les ouvriers de l'industrie se plaçant sur le terrain de l'I. S. R. (voir le № 10 de l'I. S. R.).

En Turquie les tendances révolutionnaires se renforcent sensiblement. A la fin de l'année 1920 une fédération ouvrière internationale s'est constituée à Constantinople, elle se place sur la plateforme de l'I. S. R. et se propose d'entraîner dans la sphère de l'influence de cette dernière tout le mouvement syndical turc. L'activité de cette „Fédération Internationale" s'écoule très favorablement.

En Palestine le parti communiste a réussi à grouper les syndicats révolutionnaires dont le nombre s'accroît de plus en plus, en une fédération internationale des syndicats. Il a créé conjointement avec les minorités révolutionnaires des autres fédérations un „Comité d'action révolutionnaire syndicale".

La confédération du travail d'Egypte constitue une organisation très révolutionnaire qui compte dans son Bureau une majorité de partisans de l'I. S. R. Ses représentants ont pris part aux travaux du Congrès Constitutif. Une lettre officielle reçue d'Alexandrie au mois de décembre mande que le Bureau de la Confédération s'est déjà prononcé pour l'Internationale Syndicale Rouge et que d'une façon définitive la question sera bientôt tranchée à l'assemblée des représentants de toutes les organisations.

Indes. Amsterdam cherche à y réaliser son influence par l'intermédiaire des Trade-Unions anglaises, c'est pourquoi les organisations syndicales, qui sont nombreuses ici, se trouvent presque entièrement entre les mains des réformistes et des nationalistes. Cependant, étant donné les conditions d'une exploitation féroce renforcée encore par l'oppression nationale, les ouvriers hindous font de rapides progrès sur la voie de leur révolutionnement. Ils font montre d'une grande activité dans l'oeuvre de défense de leurs intérêts de classe.

Au Japon l'état d'esprit révolutionnaire du prolétariat trouve son expression dans des actions des masses, dans l'occupation des entreprises, etc. Cet état d'esprit révolutionnaire se reflète également d'une certaine façon sur les syndicats. Il existe deux organisations syndicales purement révolutionnaires: Cheichin-Kai et Ceiniou-Kai. En outre, le Oyi-Kai — le plus puissant groupement syndical — a adopté la tactique de „l'action directe". Mais le mouvement syndical japonais ne s'est point encore créé de forme d'organisation solide. Il unifie des cadres relativement peu nombreux d'ouvriers.

Chine. La majorité des organisations ouvrières porte encore un caractère moyen-âgeux et corporatif. Dans ce pays, syndicat du type moderne ne commence qu'à paraître, cependant, le processus de sa formation va d'une façon très intensive. Le 16 août de cette année s'est formé le secrétariat pan-chinois des syndicats se plaçant sur le point de vue révolutionnaire de classe.

En Corée également, ce n'est que depuis peu que les organisasations purement syndicales, très faibles il est vrai, ont commencé à

paraître. Dans la capitale de la Corée, Séoul, les organisations syndicales groupent un peu plus de 3.000 hommes. Le nombre d'ouvriers organisés dans les syndicats dans toute la Corée est assez insignifiant.

L'Afrique du Sud. Même sur le Continent Noir si lointain, nous possédons nos partisans. Le Parti Communiste de l'Afrique du Sud a mis en avant l'exigence d'une convocation immédiate des organisations syndicales de l'Afrique du Sud dans le but de l'élaboration d'un plan commun d'action.

Indes Néerlandaises. Sous l'influence du Parti Communiste, les prolétaires des Indes néerlandaises qui ne sont organisés que depuis peu en syndicats sont attirés peu à peu dans la sphère de la révolution sociale. En 1920 a été fondée à l'Ile de Java une Centrale Syndicale unifiant tous les syndicats du pays en une seule organisation commune. A la Conférence qui eut lieu au mois de juin de cette année et à laquelle ont pris part les représentants de 18 syndicats, ce groupement a pris le nom de „Centrale Syndicale Révolutionnaire". L'exploitation des ouvriers aux îles des Indes Néerlandaises ne connaît pas de limites. La création des syndicats révolutionnaires donne ici aux ouvriers des colonies la possibilité de s'organiser, de se discipliner et d'acquérir une claire conscience de classe.

Australie et Nouvelle-Zélande. Pendant la guerre, le mouvement ouvrier de l'Australie a traversé une crise aiguë et vers la fin de la guerre, dans sa majorité, s'est débarrassé de l'influence des social-patriotes. Les centres les plus importants de l'Australie ont envoyé leurs délégués au Premier Congrès International des Syndicats Révolutionnaires. Ces délégués représentaient plus de 400.000 ouvriers organisés. A l'heure actuelle, les 4/5 des ouvriers organisés de l'Australie se placent sur le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge et de la tactique qu'elle défend.

A la Nouvelle-Zélande, les marins, les cheminots et certains autres syndicats adoptent le point de vue de la lutte révolutionnaire de classe, l'aile révolutionnaire des syndicats de la Nouvelle-Zélande groupe près de 60% d'ouvriers organisés.

* * *

Ce court aperçu du mouvement syndical international témoigne incontestablement de la croissance des idées révolutionnaires, des formes et des méthodes de lutte révolutionnaires dans tous les pays. Il est vrai que deux pays font exception: l'Italie et la Hongrie.

En 1920, la C. G. T. d'Italie était plus près de l'I. S. R. que d'Amsterdam. A l'heure actuelle la majorité est du côté d'Amsterdam. Par quoi cela s'explique-t-il? Par la défaite des ouvriers italiens pendant l'occupation des fabriques en 1920. A mesure que le prolétariat se remet de cette défaite, il marche à gauche envers et contre la volonté de ses vieux dirigeants.

En Hongrie, nous remarquons également une victoire du réformisme, mais cette victoire est liée à celle de la réaction. Entant donné que des milliers d'ouvriers révolutionnaires ont été bestialement tués, des dizaines de milliers exilés, il n'est pas étonnant que ceux qui ont pris le dessus dans les syndicats, ce sont les hommes qui ne veulent rien entendre de la lutte révolutionnaire. Que démontrent ces deux faits? Ils témoignent d'une façon incontestable que là où triomphe la réaction blanche, les idées réformistes se développent les premiers temps et le nombre des partisans de l'Internationale d'Amsterdam augmente,

Nous voyons la même chose en Yougo-Slavie où après la démolition des organisations révolutionnaires, les arrestations des communistes, ce sont les social-démocrates qui se sont trouvés à la tête de certaines organisations et qui se sont empressés d'exprimer leur fidélité à l'Internationale d'Amsterdam.

Mais abstraction faite de ces exemples, nous ne voyons pas que les syndicats ouvriers se déplacent à droite, nous ne voyons pas de mouvement du côté de la tactique d'Amsterdam. Au contraire, une toute autre chose s'offre très distinctement aux yeux — le mouvement général des syndicats à gauche, mouvement qui est provoqué par des contradictions qui se reflètent dans le mouvement général des rangs organisés de la classe ouvrière vers la gauche.

A l'analyse attentive du mouvement ouvrier dans la période d'après-guerre, les ennemis les plus irréductibles de l'Internationale Syndicale Rouge devront reconnaître que beaucoup de choses ont changé dans la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique. Pendant ce laps de temps, de forts partis communistes se sont constitués qui ont opposé leur théorie et pratique à la théorie et pratique des vieux partis réformistes opportunistes. Un coup terrible a été porté pendant ce temps à la théorie du développement paisible. Un pays après l'autre, un syndicat après l'autre sont soumis à l'influence dégrisante de l'offensive du capital et des fardeaux financiers d'après-guerre. Tout cela trouve son reflet dans l'activité syndicale. Voilà pourquoi le mouvement ouvrier se développe dans la direction que nous avons prévue.

Si le monde capitaliste sort vainqueur des difficultés financières; s'il parvient à trancher toutes les contradictions qui déchirent actuellement les puissances rivales; s'il parvient à remettre en pleine marche toutes les fabriques et les usines et trouver des moyens financiers pour couvrir les centaines de milliards de dépenses héritées de la guerre, — s'il parvient à faire tout cela, la victoire de l'Internationale d'Amsterdam dans la prochaine période est incontestable, car l'Internationale d'Amsterdam croitre en nombre parallèlement à la croissance et au renforcement du capitalisme, à côté de la démolition du mouvement révolutionnaire. Mais si, par contre, le capitalisme ne sait pas trouver une issue aux contradictions qu'il a lui-même créées — et nous sommes profondément convaincus qu'il en sera ainsi — si les contradictions s'accentuant contraignent de plus en plus les classes dominantes à une rivalité qui les affaiblit, si les impôts continuent à pressurer les travailleurs, les masses ouvrières seront contraintes à renverser le système capitaliste et tout cet ordre de chose qui acculе la classe ouvrière à une situation sans issue. Le cours de l'histoire conduit à la révolution sociale. Voilà pourquoi les tentatives des gens d'Amsterdam de se barricader derrière des chiffres sans signification réelle nous semblent pitoyables et ridicules. C'est un mirage statistique. Nous n'avons pas encore vu ces 24 millions d'adhérents au travail. La seule action internationale qui ait été réalisée par l'Internationale d'Amsterdam, c'est la collecte de 546.000 florins au profit des affamés, ce qui donne moins d'un sou d'avant guerre pour chacun de ses membres. Le résultat n'est pas bien considérable. Nous nous soucions peu d'atteindre des grandeurs arithmétiques. Nous savons qu'à l'intérieur des syndicats affiliés à Amsterdam, nous avons nos partisans et que ceux qui aujourd'hui encore se placent sur le point de vue de l'Internationale d'Amsterdam, demain seront avec nous, car leurs voies sont tracées.

Voilà pourqoi, en pleine conscience de notre responsabilité, nous

pouvons dire à l'adresse des gens d'Amsterdam. „Dans vos armées nous avons nos partisans dont le nombre croît chaque jour. Il se passera encore quelque temps et toutes vos armées passeront du côté de la révolution, c'est à dire de notre côté, alors que vous autres, vous resterez avec la bourgeoisie nationale et internationale dans laquelle vous mettez tous vos espoirs".

Nos forces croissent — voilà le fait historique essentiel et elles croissent pour cette raison que croît, s'élargit et entraîne de nouvelles et de nouvelles masses, terrible pour la bourgeoisie, mais apportant à l'humanité la libération complète, la Révolution mondiale.

*S. Forgeron.*

Note de la Rédaction. La rédaction prie tous les camarades qui pourraient envoyer des mises au point des faits et des compléments au présent aperçu de nous les faire parvenir. Toutes les mises au point et toutes les additions seront publiées dans les colonnes de notre revue sous la rubrique „Nos effectifs".

# Questions vitales.*)

En étudiant le mouvement syndical mondial, il est un fait qui nous frappe vivement, c'est celui du délaissement des intérêts de la jeunesse prolétarienne. Ce fait ne peut pas être réfuté à l'aide d'exemples et de cas particuliers que l'on observe lorsque les syndicats appellent, par exemple, les jeunes ouvriers à la participation aux contrats collectifs, aux grèves, etc. Ces cas sporadiques ne sont que des exceptions dans la masse des faits. Les syndicats non seulement ne protègent pas la jeunesse ouvrière contre la terrible misère, mais sacrifient assez souvent ses intérêts immédiats pour atteindre des résultats favorables à leur lutte. Le fait que les syndicats n'entraînent pas en général la jeunesse ouvrière dans le torrent de leur lutte reste indubitable.

Mais peut-on justifier cette situation? Elle est non seulement une injustice criante vis-à vis de la jeunesse ouvrière, mais elle est encore extrêmement préjudiciable à la classe ouvrière toute entière. Personne ne pourra nier en effet que la situation de la jeunesse ouvrière (nous l'avons décrite dans un article du № 8 de l'I. S. R.) ne soit telle, qu'elle exige une lutte énergique pour la défense de ses intérêts économiques. Le langage impitoyable des chiffres réels, que les philantropes, bourgeois eux-mêmes commencent à comprendre, aussi bien que les observations de la vie doivent forcément montrer aux prolétaires que la misère physique et morale de la jeunesse est arrivée après la guerre à un tel degré d'acuité que la classe ouvrière est obligée de craindre sérieusement pour l'avenir de la génération qui lui succédera. Pourtant les syndicats ne luttent pas pour les intérêts du jeune prolétariat. Mieux encore: les syndicats empêchent dans plusieurs pays les jeunesses ouvrières d'accéder aux organisations syndicales et écartent en premier lieu la catégorie la plus exploitée des jeunes ouvriers, celle

*) Note de la Rédaction: Le cam. Schüller qui, en somme, a défini exactement les tâches de l'I. S. R. par rapport à la jeunesse ouvrière se déclare en principe contre les sections des Jeunesses auprès des syndicats. Il part de ce point de vue que dans la lutte économique il n'est ni vieux, ni „jeunes" membres, mais des prolétaires exploités par le capital. Ceci est vrai, mais les sections des Jeunesses sont au sein des syndicats des organisations auxiliaires, et non indépendantes. Si l'on développe les considérations de principe du cam. Schüller, on remarque qu'elles sont dirigées contre toute organisation des Jeunesses, même politiques. Une telle conclusion surgit parce que le camarade Schüller tâche d'appliquer des principes absolus là où il y a le moins de place à la fixation de formes syndicales stables, intangibles et identiques pour tous les pays. Pour certains pays les sections des Jeunesses auprès des syndicats sont utiles, alors que ce sera le contraire dans d'autres cas. La vérité est concrète.

des apprentis. Et si même les syndicats acceptent les apprentis, ils ne leur accordent pas les mêmes droits qu'aux syndiqués adultes.

Cette pratique est néfaste pour les ouvriers syndiqués, car elle entraîne ceci, que les apprentis sont obligés de jouer un rôle de jaunes vis-à vis de leurs frères aînés. En même temps, cette tactique fait que la jeunesse ouvrière demeure la partie la plus sensible et la plus vulnérable de l'organisme social dans l'attaque menée par le capital contre la classe ouvrière. Nous avons déjà cité dans l'article sus-mentionné l'un des nombreux exemples qui montrent comment les patrons s'y prennent pour faire de la réduction des salaires des jeunes le point de départ de l'offensive contre le prolétariat tout entier. Cela apparaît avec beaucoup de relief dans les petites entreprises où ce qu'on appelle „l'apprentissage" constitue un fléau non seulement pour les plus jeunes débutants, mais aussi pour les contre-maîtres et les ouvriers.

La question peut être posée de savoir si la main d'oeuvre de la jeunesse dans le processus de la production est insignifiante au point qu'elle ne mérite pas une attention sérieuse. Mais tout militant syndicaliste ou politique sait combien est grande actuellement la participation de la jeunesse à la vie économique, et combien l'industrialisation de la jeunesse ouvrière croît de jour en jour. Citons quelques chiffres à l'appui: L'Union des Métaux en Allemagne, faisant partie de la Fédération Générale Syndicale d'Allemagne (A. D. G. B.) comptait en 1920 1.666.000 syndiqués dont 225.000 jeunes; au Danemark les apprentis composent 28% de tout le prolétariat du pays. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur le mouvement de la jeunesse analysé dans un des numéros de „L'Internationale des Jeunesses" pour se convaincre du rôle énorme que joue la jeunesse dans toutes les branches d'industrie des différents pays. Ainsi, il est évident, qu' à la lutte pour les revendications économiques de la jeunesse ouvrière, toute la classe ouvrière est intéressée. Et alors surgit la question: pourquoi donc les syndicats défendent-ils si mal les intérêts économiques de cette jeunesse? Est-ce qu'il existe une double lutte, celle de la jeunesse et celle du prolétariat adulte? Leurs intérêts sont-ils vraiment différents? Pas un marxiste ne pourra jamais soutenir ce point de vue. Il est bien clair que la situation de la jeunesse ouvrière dépend absolument de celle du prolétariat adulte et évolue avec la situation de celui-ci. Il est de même évident que la lutte de la jeunesse ouvrière ne peut être qu'une partie de la lutte du prolétariat organisé. La jeunesse le comprend mieux que quiconque. Le 3-ème Congrès Mondial de l'Internationale Communiste des Jeunesses a fait siens ces points de vue. Toutes les thèses ayant trait à la lutte économique de la jeunesse ouvrière au moyen des unions communistes de la jeunesse et des syndicats sont basées sur ce principe que dans la lutte économique contre le capital et l'Etat bourgeois la classe ouvrière doit former un seul organisme.

Trait caractéristique pour le vieux point de vue corporatif: il défend les intérêts étroitement professionnels de ses membres. C'est pour cela qu'avant la guerre des milliers d'ouvriers moins ou non qualifiés et de femmes restaient en dehors du mouvement syndical; ce même point de vue a provoqué la scission des syndiqués suivant leurs nationalités; c'est lui aussi qui fut longtemps la cause de ce que la jeunesse prolétarienne est restée à l'écart de la participation active au mouvement syndical, privée ainsi de la défense de ses intérêts vitaux. Les syndicats, et en premier lieu les syndicats rouges, doivent en finir le plus rapidement possible avec ce point de vue erroné. L'admission

des jeunes ouvriers et des apprentis dans les syndicats, leur égalité en droits sans distinction d'âge avec les syndiqués adultes doit être réalisée d'urgence par les syndicats rouges. Car cette admission permettra à la jeunesse ouvrière de prendre part à la lutte de toute la classe prolétarienne, les syndicats agrandiront ainsi leur zone d'action dans la lutte pour les revendications vitales et les intérêts professionnels quotidiens de la jeunesse ouvrière. Les syndicats sont des organisations économiques de combat de la classe ouvrière toute entière, aussi doivent-ils porter sur leurs épaules la lutte économique des jeunesses ouvrières contre le capital et le pouvoir de l'Etat.*)

Le trait le plus caractéristique dans l'attitude de la bureaucratie syndicale vis-à-vis de la jeunesse ouvrière et de ses luttes, c'est le rôle que les syndicats des différents pays, et surtout ceux d'Allemagne, attribuent „aux sections des jeunesses" qui ont pour but „d'entraîner" la jeunesse ouvrière dans les syndicats. Nous avons placé le mot „entraîner" entre guillemets parce qu'en réalité ces sections ne desservent pas du tout les intérêts économico-professionnels de la jeunesse ouvrière. On ne peut citer aucun cas où les sections des jeunesses, allemandes ou hollandaises aient mené une lutte économique énergique, ou bien encore où les Bureaux des syndicats les aient utilisées pour la défense des intérêts de leurs jeunes membres. Les sections des jeunesses auprès des syndicats ne jouissant même pas pour la plupart du droit d'égalité avec ces derniers, elles n'ont jamais été organisées par la bureaucratie syndicale en organisations économiques de combat.

Les vrais buts poursuivis par les fondateurs des sections des jeunesses auprès des syndicats étaient avant tout de donner aux jeunes militants un semblant d'affiliation aux syndicats et de participation à l'action syndicale et de créer un contre-poids aux organisations politico-révolutionnaires des jeunesses, une organisation qui pourrait éduquer les jeunes prolétaires dans l'esprit de la bureaucratie syndicale. Cette assertion se confirme pleinement par toute l'histoire de la fondation et de l'activité des sections des jeunesses d'Allemagne.

Cette tendance de la bureaucratie syndicale trouve son expression dans le programme et l'organisation adoptés à la Conférence des jeunesses syndicales d'Allemagne, Conférence qui a eu lieu en été dernier à Cassel. Là, les sections des jeunesses se sont posé les mêmes tâches que poursuivent les organisations social-démocrates des jeunesses, tâches qui se réduisent à l'éducation dans l'esprit réformiste et dans la préparation des jeunes militants pour l'activité ultérieure en qualité de membres adultes des syndicats.

Les jeunesses communistes d'Allemagne ont compris assez tôt le grand danger qui gît dans l'activité des sections syndicales des jeunesses, des organisations social-patriotes aussi bien que social-démocrates. Elles ont essayé par un travail plein d'abnégation au sein des sections d'associer celles-ci à la lutte économique et de les arracher à l'influence de l'éducation syndicale reçue dans les sections pour les diriger définitivement dans la voie de la lutte révolutionnaire. A partir du moment où la jeunesse communiste l'Allemagne a commencé à travailler plus énergiquement dans les sections, les autres participants des organisations des jeunesses, de même que les Bureaux des sections syndicales des jeunesses ont commencé à manifester une plus grande activité.

*) Nous effleurerons plus bas la question de la délimitation de l'activité des syndicats et des Jeunesses Communistes (Note de l'auteur).

Sous la pression du mouvement de la jeunesse, les sections syndicales ont été contraintes d'adhérer toujours et partout aux revendications des unions prolétariennes des jeunesses. Pourtant, nous ne pouvons pas nous borner à la seule constatation de la faible activité manifestée par ces sections syndicales au cours de la lutte économique, nous devons, nous basant sur notre expérience et sur nos principes, poser la question générale suivante: les organisations syndicales des jeunesses sont-elles utiles et nécessaires dans la lutte économique? Le 2-ème Congrès mondial de l'Internationale Communiste des Jeunesses s'est déclaré à juste titre, après quelques mois de discussions préalables, contre les organisations syndicales séparées des jeunesses. Il n'y a pas de lutte économique particulière; il y a seulement des revendications particulières émises et défendues par une partie du prolétariat dans les limites de la lutte générale de la classe ouvrière et par l'intermédiaire de cette classe tout entière. Car il est certain que les sections syndicales des jeunesses ne peuvent pas mener une lutte économique réelle contre le capital et le pouvoir gouvernemental par leurs seules forces, elles doivent le faire par l'intermédiaire de leurs syndicats. Quelle est donc la force utile que pourront apporter à l'oeuvre de la lutte économique les jeunes membres organisés dans les syndicats, ou ceux placés en dehors des syndicats, groupés en organisations économiques spéciales, si les revendications de la jeunesse ouvrière ne peuvent être conquises que par l'intermédiaire du syndicat ou du bloc de tous les syndicats? Ce serait d'ailleurs une erreur non moins grande d'affirmer que les sections des jeunesses doivent exister pour la défense des intérêts de la jeunesse ouvrière dans les syndicats ou bien pour l'organisation dans ceux-ci de l'éducation socialiste des jeunes militants. La réalisation de ces deux tâches incombe plutôt à l'union des jeunesses prolétariennes.

Parmi les camarades travaillant dans les syndicats il existe une opinion que les organisations communistes des jeunesses sont une sorte de parti communiste en miniature, aussi ne sont-elles pas en état de grouper les grandes masses de la jeunesse ouvrière, ni de défendre leurs intérêts économiques. Il est juste de reconnaître que les unions révolutionnaires des jeunesses ont pendant la guerre et dans la période qui a immédiatement suivi la guerre, pris sur elles, vu l'inaction des partis officiels, le rôle d'organisations politiques dirigeantes, ce qui restera à tout jamais la pâge la plus honorable de l'histoire du mouvement des jeunesses. Mais cette situation n'existe plus, et le 2-ème Congrès Mondial de l'Internationale Communiste des Jeunesses a effectué la transformation des Unions communistes des jeunesses en organisations de masse de la jeunesse ouvrière. C'est pourquoi il est nécessaire que tous les camarades adultes, travaillant dans le parti et dans les syndicats, se fassent une idée plus exacte des unions communistes des jeunesses qui sont des organisations des masses ayant pour tâche de mettre en avant et de défendre les intérêts généraux de la jeunesse ouvrière organisée dans les rangs du prolétariat.

Toute la lutte de classe du prolétariat suit trois courants: parti, syndicats et organisations des jeunesses. Ces dernières sont des organes prolétariens éduquant les jeunes générations et les incorporant à la lutte de classes. Elles ont dans le domaine économique des tâches bien définies, se réduisant à la détermination des intérêts économiques de la jeunesse ouvrière, à leur énonciatinn en tant que revendications et propositions concrètes, à la propagande de ce revendications parmi le jeune prolétariat, qui se trouvera ainsi entraîne dans la lutte. L'orga-

nisation des jeunesses doit être représentée dans les rangs du prolétariat et avoir une influence sur les organismes de ce dernier, principalement sur les syndicats, au nom des intérêts des revendieations de la jeunesse.

Mais comment doiveds être rsprésentés les intérêts généraux et syndicaux des jeunes membres dans les syndicats? Cette question ne peut être solutionnée en dehors de celle du révolutionnement des syndicats. Les syndicats, où domine la bureaucratie réactionnaire, ont jusqu'à présent négligé les intérêts des jeunes militants, nonobstant fait de l'existence auprès d'eux des sections des jeunesses, et rien ne fait supposer qu'ils changent radicalement leur tactique.

A cet égard, il suffit de citer l'exemple de l'Allemagne et de la Hollande. Il est évident que sous la direction des organisations révolutionnaires, et en premier lieu de l'Union Communiste des Jeunesses, la jeunesse ouvrière devra conquérir avec persévérance la possibilité de défendre ses intérêts au moyen des syndicats, et il est certain qu'elle y réussira.

Ce qui nous intéresse ici surtout, c'est la question des syndicats rouges. Entre les syndicats rouges et les unions communistes des jeunesses, ainsi qu'entre l'Internationale Communiste des Jeunesses, il faut qu'il y ait la plus étroite collaboration. Car c'est ainsi seulement que sera résolue la défense véritable des intérêts des jeunes ouvriers. La tâche principale de l'I. S. R. sous ce rapport est la propagande à faire parmi les syndiqués en faveur des revendications de la jeunesse ouvrière et la concentration des sympathies des ouvriers sur cet objet. Les organisations syndicales rouges doivent insérer dans leur programme la lutte pour les revendications de la jeunesse laborieuse telles qu'elles ont été formulées au 2-ème Congrès mondial de l'Internationale Communiste des Jeunesses. Ces revendications, que la jeunesse communiste et les militants syndicaux révolutionnaires doivent arracher dans les syndicats à la bureaucratie réactionnaire, doivent être placées au premier rang de l'action syndicale révolutionnaire.

La jeunesse ouvrière propose aux syndicats, outre l'affiliation à droits égaux, les revendications suivantes en vue de la défense de ses intérêts:

Entière réorganisation de l'apprentissage, éducation professionelle pour tous les jeunes ouvriers jusqu'à l'âge de 18 ans dans des écoles spéciales entretenues par l'Etat, liquidation des contrats individuels entre patrons et apprentis et établissement de contrats collectifs. Stage de deux ans, comme durée extrême d'apprentissage. Sévère réglementation du droit d'engager des apprentis. Réforme pratique de l'enseignement professionnel actuel et large participation des élèves au moyen des conseils d'écoles à la solution de cette question. Le temps employé pour l'éducation technico-professionnelle est compté dans le stage ouvrier. Gratuité de l'instruction. Etablissement de la journée de 6 heures de travail pour tout ouvrier jusqu'à l'âge de 18 ans. Etablissement d'un salaire minimum correspondant au minimums d'existence. Suppression des travaux de nuit et des travaux pendant les heures de repos obligatoire. Congé payé de 4 semaines par an. Contrôle des syndicats sur l'application de toutes les normes et lois concernant le travail des mineurs.

L'affiliation du jeune prolétariat aux syndicats, la défense et la réalisation des revendications sus-mentionnées aussi bien que la satisfaction des besoins quotidiens, c'est là une question vitale pour toutes les parties constitutives du prolétariat et surtout pour toute la jeunesse ouvrière.

*Richard Schuller.*

# A travers le Mouvement International Ouvrier.

## *Allemagne.*

### La lutte pour la convocation du congrès des conseils d'entreprise.

La Centrale Syndicale d'Allemagne (A. D. G. B.) a repoussé la proposition de la Conférence des conseils d'entreprise (Comités de fabrique et d'usine) de Berlin concernant la convocation d'un congrès national des conseils d'entreprise. Ce point de vue est visiblement partagé aussi par le Parti Social-démocrate et le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne. En tout cas, dans le journal „Kommunistische Arbeiterzeitung", No. 249, nous lisons la déclaration suivante. „La „Rote Fahne" du 23 novembre publie les noms des délégués, qui sont allés chez le ministre de la justice Ratbuch. Parmi ces noms est cité celui de Ernst Merman (Reinickendorf), en qualité de représentant du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne. C'est pourquoi nous déclarons que notre parti n'a pris aucune part à toute cette comédie et que ledit camarade n'est plus membre du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne".

Si le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne a l'intention de continuer une telle politique, il lui faudra exclure de son organisation tous ses membres qui voudraient prendre part à n'importe quel congrès des conseils d'entreprise.

Cependant les masses du prolétariat allemand, enserrées dans l'étau d'une crise économique formidable, dans toute une série de réunions et de conférences font pression sur leurs leaders, réclament un front révolutionnaire unique et proclament la nécessité instante de la convocation d'un congrès national de conseils d'entreprise appelé à donner à cette unité ses formes organiques.

Le 4 décembre, à Witten sur Ruhr, s'est tenu un congrès des conseils d'entreprise auquel ont pris part 400 congressistes représentant les masses ouvrières de 103 mines et de 7 entreprises industrielles considérables. A ce congrès ont été représentées presque toutes les organisations ouvrières de la région de la Ruhr. Le congrès a adopté à l'unanimité deux adresses: l'une au congrès des conseils d'entreprise des métallurgistes, l'autre à la commission dite „commission des six". Ces deux adresses sont très caractéristiques pour l'état d'esprit des masses ouvrières au moment actuel et pour les conditions dans lesquelles s'écoule la lutte pour la convocation du congrès national des conseils d'entreprise, nous en donnons ici les extraits essentiels.

**Au congrès des conseils d'entreprise des métallurgistes à Leipzig.**

„Les représentants des conseils d'entreprise réunis le 5 décembre à Witten-sur-Ruhr saluent le congrès des conseils d'entreprise des métallurgistes à Leipzig. Le projet proposé par la Centrale Syndicale d'Allemagne se réduit en somme à la confiscation de l'or et des valeurs matérielles, il ne conduira certainement pas à la libération du prolétariat, mais il pourra faciliter l'unification des ouvriers dans la lutte contre le capital et leur donner pendant un certain temps quelque soulagement dans la situation difficile où ils se trouvent aujourd'hui.

Mais ce projet n'existe jusqu'à présent que sur le papier. C'est pourquoi les représentants des organisations réunis à Witten invitent le Congrès des conseils d'entreprise à Leipzig de faire les premiers pas dans la lutte pour les revendications de l'A. D. G. B. et de l'A. F. A. Ces pas doivent consister en ce qui suit: 1. Il faut proposer aux représentants de l'A.D.G.B. et de la social-démocratie majoritaire membres du gouvernement, d'élaborer immédiatement un projet de loi sur la confiscation des valeurs matérielles et de l'or; 2. dans le cas où le projet serait repoussé, exiger la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections avec le mot d'ordre: „pour l'impôt sur les riches"; 3. cesser les pourparlers concernant l'emprunt avee les représentants de la grosse industrie; 4. repousser toute alliance avec Stinnes; 5. établir la régularisation des prix.

En outre les métallurgistes, en leur qualité de membres de la plus puissante des fédérations, doivent encore exiger immédiatement des gouvernements socialistes de Saxe, de Turinge et de Braunschweig, dans le cadre des droits réservés à chaque pays, de prendre immédiatement toutes les mesures pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Les métallurgistes doivent aussi mobiliser tous les membres de leur fédération pour une action en faveur de la mise en liberté des prisonniers politiques.

Nous vous exortons à revendiquer la convocation du congrès national des conseils d'entreprise qui doit préparer les ouvriers à la lutte pour la satisfaction des revendications de l'A. D. G. B. Certes un tel congrès doit être organisé de manière à manifester réellement l'état d'esprit de de tout le prolétariat. Toutes les entraves placées par la bureaucratie syndicale, son influence sur la marche des élections, doivent être écartées. Le Congrès des conseils d'entreprise présentera à la bourgeoisie un front unique et solidaire du prolétariat et sa volonté de fer d'obtenir la satisfaction de ses revendications, même par des moyens non parlementaires, s'il le faut. L'A. D. G. B. doit dire clairement et avec précision quand elle se propose de convoquer ce congrès. Le prétexte invoqué — le manque de moyens — ne soutient aucune critique..."

(Rote Fahne, No. 557, 6 décembre).

Cette adresse n'a pas été lue au congrès des métallurgistes à Leipzig.

Le second message du congrès de Witten est ainsi rédigé:

„A la Comission des Six élue par la réunion générale des délégués des conseils d'entreprise de la ville de Berlin.

„Chers camarades! Les représentants des conseils d'entreprise réunis à Witten-sur-Ruhr, comptant des représentants de tous les partis et tendances ont appris avec indignation la réponse de l'A. D. G. B., de

l'A. F. A. et du centre national allémand des conseils d'entreprise affiliés aux syndicats libres, qui ont renoncé à la convocation du congrès national des conseils d'entreprise sous les prétextes les plus inconsistants. Nous vous invitons à vous adresser encore une fois à toutes les organisations centrales ainsi qu'au prolétariat allemand, directement, pour obtenir la satisfaction de vos revendications. Comme le front uni du prolétariat s'édifie de bas en haut, il est nécessaire d'obliger les organisations centrales à tenir compte de la volonté des grandes masses ouvrières. Nous réclamons comme vous la convocation du congrès des conseils d'entreprise, qui s'occupera des questions du moment actuel et de l'organisation de la lutte des ouvriers contre la cherté de la vie et contre l'exploitation. Nous réclamons, comme vous, la mise en liberté immédiate des détenus politiques et nous refusons au ministre de la justice Radkruch qui laisse les „kappistes" se promener en liberté pendant que les ouvriers révolutionnaires languissent en prison, le droit de s'appeler représentant ouvrier („Rote Fahne", No. 560, 7 décembre)."

La commission des six, qui avait pris sur elle, conformément à l'instruction qui lui avait été donnée, l'initiative de la convocation du congrès des conseils d'entreprise vient de publier l'appel suivant:

A tous les membres de la Centrale Syndicale Allemande (A. D. G. B.), de la Fédération Libre des Employés (A. F. A.), du Centre des conseils d'entreprise affiliés aux syndicats libres.

Chers camarades! Au nom de la réunion générale des conseils d'entreprise de la ville de Berlin tenue le 23 novembre, nous nous sommes adressés aux organisations ci-dessus avec la proposition de convoquer le congrès national des conseils d'entreprise dans un bref délai. Le 2 décembre nous avons reçu de ces organisations une réponse écrite qu'elles ont également publiée dans la presse ouvrière. A tous leurs arguments nous pouvons objecter ce qui suit:

1. Nous saluons avant tout ce fait que les organisations syndicales centrales nous ont répondu publiquement dans la presse et nous pouvons exprimer le voeu que l'échange d'idées se fasse de la même manière à l'avenir.

2. Nous partageons le point de vue des organisations énumérées ci-dessus, que le congrès national des conseils d'entreprise doit être convoqué par les organisations correspondantes des syndicats libres et par le centre national élu au premier congrès des conseils d'entreprise. Ainsi que nos camarades, qui nous avaient donné ce mandat, nous n'avons jamais eu l'intention de convoquer le Congrès des conseils d'entreprise sans tenir compte des organisations syndicales dirigeantes ou bien de les ignorer intentionnellement.

3. Nous tenons pour notre devoir d'exposer les raisons qui prouvent la nécessité urgente du Congrès des Conseils des entreprises:

*a*) le développement économique de l'Allemagne pendant le période d'après guerre montre de plus en plus qu'à côté de l'enrichissement toujours croissant de la bourgoisie grandit la misère de la classe ouvrière;

*b*) malgré le prétendu renforcement de la classe ouvrière, et de son influence politique dans le pays, nous voyons la classe des capitalistes conquérir l'une après l'autre les positions politiques, et pour le moment nous la voyons assez forte pour attenter à la base fondamentale des conquêtes sociales et politiques du prolétariat. Le projet de loi concernant l'ordre de la solution des conflits (dirigé contre le droit de

grève), la loi sur la journée de travail (supprimant la journée de huit heures), telles sont les étapes de la route suivie par la bourgeoisie vers son but final — l'asservissement complet de la classe ouvrière. La presse des gros industriels nous a déjà communiqué sans la moindre équivoque l'étape suivante de la campagne contre la classe ouvrière: la supperession des indemnités de chômage, etc.;

*c)* la grosse industrie et les rois des finances veulent profiter de la situation financière pénible créée par les différentes obligations découlant de la liquidation de la guerre, pour prendre entre leurs mains la vie politique et économique de l'Etat;

*d)* la lutte pour les salaires ne peut plus retenir l'appauvrissement de la classe ouvrière qui continue toujours. De nombreuses actions du prolétariat n'eurent pas de succès même à présent, pendant le prétendu „épanouissement" économique. (exemple: la grève des employés des hôtels à Berlin). Il s'en suit donc nécessairement qu'il est indispensable de lutter non seulement pour les salaires, mais aussi pour la fixation des prix, c'est à dire pour le contrôle sur la production;

*e)* le 15 janvier échoit le terme des payements à l'Entente. La grosse industrie et les banques ont déjà nommé leur commission pour le contrôle du gouvernement et de ses organes et pour l'éxecution du programme de Stinnes... Les partis bourgeois s'appliquent de leur mieux à conduire le pays à la banqueroute pour laisser ensuite la grosse industrie et les banques se présenter en sauveurs de l'Allemagne. Les délibérations de la comission des impôts du Reichstag ont montré l'intention de rejeter tous les impôts sur les épaules des pauvres, d'aider la bourgeoisie à se soutraire aux impôts et de perpétuer les privilèges des classes dominantes.

Tout cela n'épuise aucunement toutes nos objections. Nous n'avons ici exposé que grosso modo du prolétariat allemand, qui, poussé par l'instinct de la conservation, tend à défendre son existence.

Un grand danger menace le prolétariat.

Etre le témoin silencieux de ce qui se passe, cela signifie commettre le plus grand crime contre le prolétariat allemand. Rester inactif dans un tel moment, cela signifie soutenir les intentions et les plans des capitalistes et contribuer à leur victoire.

L'A. D. G. B. a dressé ses dix revendications, qui devraient détruire tous les plans de Stinnes et compagnie et renforcer le pouvoir du prolétariat. Mais à quoi bon présenter des revendications qui restent lettre morte?...

Les vaines promesses ne satisfont pius les ouvriers. Les revendications de l'A. D. G. B. et de l'A. F. A. ne seront satisfaites que lorsque derrière les sommets des organisations se trouvera la force vivante de tout le peuple des travailleurs, dont les masses sont représentées dans les conseils d'entreprise locaux élus par elles et prenant directement part à la production...

Quels sont les arguments que l'A. D. G. B. présente contre la convocation du congrès des conseils d'entreprise?

*a)* „Nous ne pouvons pas, nous dit-on, compter sur une longue durée des travaux du Congrès". Mais nous déclarons que personne ne l'avait supposé et il y a lieu de s'étonner de la manière dont l'A. D. G. B. et l'A. F. A. sont venus à une telle conclusion.

*b)* „Le congrès ne peut porter qu'un caractère consultatif, adopter des résolutions, et c'est tout". Non! Le congrès, selon notre opinion, peut atteindre quelque chose de bien plus cosidérable: il peut mobiliser

les masses pour la lutte commune au moyen d'une campagne systématique et énergique dans chaque entreprise. Ensuite il peut présenter un plan général de lutte, qui comprendrait tous les moyens parlementaires et non parlamentaires, nécessaires pour forcer le pouvoir à la satisfaction des revendications du prolétariat. Entre autres, le congrès doit élaborer un projet de loi sur les dix points prévus par les revendications presentées au parlament et au gouvernement. Enfin, préparer la confiscation des valeurs matérielles et de l'or en étendant les droits des conseils d'entreprise en tant qu'organes de contrôle. Est-ce qu'un tel Congrès ne dispose pas de moyens suffisants? Est-ce que les dépenses seront trop grandes et ne seront pas conformes aux résultats? Nous supposons que l'argument du manque de moyens est le moins fondé. Nous avons déjà montré combien les tâches que le Congrès doit résoudre sont considérables. Nous avons aussi nos raisons de croire — et l'A. D. G B. et l'A. F. A. seront d'accord avec nous — que les organisations réellement intéressées sauront bien trouver les moyens nécessaires!

La presse des gros industriels a mieux compris malheureusement la signification de notre Congrès éventuel que les organisations centrales des syndicats. Ainsi, par exemple, la „Tägliche Rundschau" écrivait à propos des délibérations de la Conférence du 23 novembre que la convocation des conseils d'entreprise signifiait l'intention des syndicats et des ouvriers de créer un second gouvernement, c'est à dire d'établir la dictature des ouvriers". C'est ainsi que la dictature de Stinnes craint la dictature du prolétariat.

Il est tout à fait clair que la dictature de Stinnes de peut être brisée que par la dictature du prolétariat, dont la volonté et les actions sont exprimées par les conseils d'entreprise. De tout cela nous tirons une conclusion qui nous fait déclarer ce qui suit:

1. Nous invitons encore une fois l'A. D. G. B. et l'A. F. A. à convoquer le congrès national des conseils d'entreprise le plus vite possible.

2. Du comité central des conseils d'entreprise de Berlin nous exigeons la convocation immédiate de la réunion générale des conseils d'entreprise de Berlin où nous rendrons compte de notre activité et élaborerons notre programme d'action pour l'avenir.

3. Des cartels syndicaux, des sections locales des syndicats, des centres locaux des conseils d'entreprise et de tous les ouvriers nous exigeons d'exprimer immédiatement leur point de vue sur nos propositions. Nous invitons tous ceux qui prennent une part active au mouvement ouvrier d'envoyer leurs résolutions et leurs décisions à l'A. D. G. B., à l'A. F. A. et à notre commission.

Camarades, tous à l'action tant qu'il n'est pas trop tard:

Les Membres de la Commission:

*Lisé, Eli* (Parti Soc.-Dem.),
*Flesch* et *Schmidt* (Parti Soc.-Dem. Indépendant),
*Krause, Kozlowsky* (Parti Communiste).

Berlin, le 10 décembre 1921.

## *France.*

### Les mineurs en lutte.

La grève de 24 heures organisée par la Fédération du Sous-Sol pour protester contre l'abaissement des salaires ne saurait passer inaperçue de quiconque s'intéresse au développement du mouvement ouvrier. Etant donné que la Fédération se trouve entre les mains d'éléments réformistes qui ont toujours tâché de mettre à la place des actions directes des ouvriers les pourparlers des bureaucrates syndicaux avec le patronat, à moins que l'on ne considère comme une simple bravade la déclaration faite par la Fédération, aux termes de laquelle la grève actuelle est un premier avertissement donné aux capitalistes, nous sommes amenés à faire cette conclusion que l'offensive du capital contre les ouvriers de cette importante branche d'indusrie les a placés dans un cul-de-sac pour sortir duquel il n'y a pas d'autre issue que la lutte directe.

La question des salaires avait une portée plus grave pour les mineurs que pour les ouvriers des autres branches d'industrie. Dès l'automne 1920 les mineurs se trouvaient à la veille de la grève générale, leur revendication essentielle était la mise des salaires au niveau de la vie chère. Le moment était relativement favorable, mais la Fédération ne sut pas l'utiliser, le conflit s'est terminé par un accord aux termes duquel presque toutes les questions de salaires se sont trouvées remises à la délibération des commissions régionales mixtes. Pendant que l'affaire était étudiée au sein de ces commissions mixtes, les prix avaient subi une chute temporaire, une crise économique s'ensuivit qui rendait difficile toute lutte pour l'augmentation des salaires. C'est ainsi que cette revendication a été enterrée dans les archives des commissions mixtes.

Or, en 1921 les exploitants miniers passent à l'offensive. L'organe officiel des mineurs, „Le Travailleur du Sous-Sol", cite les données suivantes concernant l'abaissement des salaires des mineurs par régions:

Bourgogne: A partir du 16 août les salaires sont baissés de 15%. En juin 1921 ils étaient de 19 francs, en août — de 16 fr. 50.

Loire: réduction générale de 15%. Les salaires moyens pour toutes les catégories d'ouvriers sont tombés de 20 fr. 50 à 17 fr. 44. Pour les mineurs — de 22,47 fr. à 19,10 fr. Ceci dans la région de la Haute Cappe. Dans la région de Berthe et Mont-Combroux les salaires ont baissé de 6%, — de 17,80 ils sont tombés à 16,74 fr.

Aveyron: les salaires sont réduits pour les ouvriers adultes de 4 fr., pour les adolescents de 3 fr. Le salaire moyen pour toutes les catégories d'ouvriers est tombé de 19 fr. à 15. Pour les mineurs — de 20,50 fr. à 16,50 fr.

Dauphiné: à partir du 16 avril les salaires sont réduits pour les mineurs de 12%, pour les ouvriers travaillant à la surface du sol — de 15%. Le salaire moyen pour tous les ouvriers est tombé de 19,65 fr. à 16,71 fr., pour les mineurs — de 21,72 fr. à 19,12 fr.

Les chiffres ne sont pas donnés pour le Nord.

Les exploitants poursuivent leur offensive. Dans le département de l'Ardèche une grève de mineurs s'est déclanchée qui mérite qu'on l'étudie, car elle montre bien l'envergure prise par les prétentions patronales. Les ouvriers de cette région, dont les salaires jusqu'au mois d'avril 1921 équivalaient approximativement aux salaires des mineurs d'autres régions, ont été atteints les premiers par la vague de la réduction des

salaires. Le premier avril l'administration minière a annoncé une réduction des salaires des mineurs de 5,25 fr. par jour, les salaires des ouvriers travaillant à la surface du sol étant réduits de 4,25 fr. par jour.

Après des protestations multiples des ouvriers, ceux-ci ont fini par accepter cette réduction, en partie à cause de la tactique hésitante de leurs syndicats, et en partie aussi parce que cette période coïncidait avec une baisse des prix sur des objets de consommation. Le gouvernement et la presse bourgeoise s'efforçaient de répandre l'opinion que bientôt on assisterait à la chute des prix sur tous les objets de façon que la situation d'avant guerre serait atteinte.

Non contents de ces premières réductions de salaires, les exploitants se sont décidés à marcher plus avant dans cette voie. Le 27 octobre les ouvriers étaient avisés qu'à partir du 1-er novembre les salaires pour toutes les catégories d'ouvriers seraient baissés de 2,50 fr. par jour. Le salaire se trouvait donc réduit au niveau suivant: les mineurs devaient toucher 10,50 fr. par jour, les ouvriers travaillant à la surface du sol et âgés de plus de 18 ans, — 7,50 fr., les ouvriers âgés de moins de 18 ans, — 3,50 fr. par jour.

En outre, par suite du chômage, les ouvriers ne peuvent faire que 18 à 20 journées ouvrables par mois.

Dans ces conditions les ouvriers ne pouvaient rien faire autre chose que déclarer la grève qui a commencé le 2 novembre. Cette grève se poursuit encore maintenant, les exploitants ont quelque peu réduit leurs exigences (pour les ouvriers travaillant à la surface du sol ils proposent de réduire le salaire de 2 frs., au lieu de 2,50 frs.), mais ils ont déclaré que si la grève était continuée, ils fermeraient les mines et congédieraient tous les ouvriers. Jusqu'à maintenant les ouvriers ne se sont pas laissés effrayer par ces menaces, et la grève se poursuit. Parmi les autres actions réalisées par les mineurs, il faut noter la grève en Alsace-Lorraine qui n'a duré que quelques jours, car elle a été sabotée par le syndicat jaune.

La situation générale des mineurs a trouvé son expression dans une résolution adoptée en fin novembre par le Conseil National de la Fédération du Sous sol. Voici cette résolution:

„Le Conseil National, examinant la situation économique internationale, constate que la spéculation financière a désorganisé l'échange au point de rendre presque impossibles les transactions commerciales entre les différents pays, ce qui a pour résultat de paralyser la vie économique dans le monde entier. Cet état de choses aboutit au chômage et à la misère des ouvriers de tous les pays, car ils ne peuvent pas, dans les conditions actuelles, se procurer les objets de consommation nécessaires ni écouler les produits de leur travail."

„Le Conseil National constate, d'autre part, que les guerres se poursuivent un peu partout et qu'elles sont alimentées dans une grande mesure par les grands Etats industriels. En présence de ces faits qui mettent les ouvriers de tous les pays dans une situation impossible, le Conseil National décide d'exiger du Comité International des Mineurs d'agir en conformité avec les décisions adoptées au Congrès International de Genève en août 1920.

1. Des avertissements doivent être adressés aux différents gouvernements;

2. Des actions de plus large envergure doivent être entreprises si ce premier avertissement est insuffisant.

Ces actions doivent atteindre les résultats suivants:

1. L'équilibre de la circulation judiciaire;

2. La constitution d'un Bureau International de distribution et d'échange des matières premières;

3. L'établissement d'une paix définitive entre les nations;

4. Un passage graduel à un désarmement complet.

„Estimant en outre que l'activité criminelle des maisons industrielles et financières internationales s'opposera à l'action internationale des ouvriers organisés, le Conseil National exige de l'Internationale Syndicale (Amsterdam) de prendre à sa prochaine conférence une attitude correspondante et de se prononcer dans le sens indiqué plus haut."

„Le Conseil National, examinant ensuite la situation des mineurs, flétrit le guvernement qui sans motif suffisant a permis l'accumulation de réserves de houille française, la fermeture des mines françaises pour le plus grand profit des exploitants miniers d'Amérique, de Grande Bretagne, d'Allemagne, de Belgique, cependant que nul n'ignore que la France produit tout au plus la moitié de la quantité de charbon nécessaire à sa propre consommation."

„Il estime que les exploitants miniers français sont coupables dans la même mesure de cet état de choses, car ils connaissaient, approuvaient et même provoquaient naguère, par leur intransigeance, des mesures qui ont abouti à la situation actuelle, situation qui consiste pour les mineurs dans le chômage, dans les renvois, dans la réduction des salaires et une misère toujours croissante, cependant que le coût de la vie n'accuse aucune tendance sensible à la diminution."

„Le Conseil National flétrit l'appel des exploitants miniers à la main d'oeuvre étrangère, fait dans l'unique but d'ecraser par la famine les ouvriers français impitoyablement jetés sur le pavé; le Conseil National flétrit, d'autre part, l'exploitation manifeste dont sont victimes les ouvriers étrangers qui sont mis dans l'impossibilité de se défendre sous menace d'explusion immédiate. En présence de tous ces faits et de la complicité manifeste du gouvernement avec les exploitants miniers, le Conseil National déclare que le prolétariat des mines agira contre cet état de choses alors même que son appel à l'Internationale devrait rester sans écho."

„Il réagira par toutes les mesures dont il dispose. Il protestera courageusement à l'heure de la lutte qu'il choisira lui-même sans égard à la situation difficile qu'il traverse actuellement."

„Il n'oubliera rien et attendra patiemment le moment propice pour étendre sa première protestation et pour assurer l'équilibre entre les salaires et le coût de la vie sans préjudices des autres améliorations nécessaires à la classe ouvrière qu'elle exige vainement depuis longtemps."

Dans cette résolution il est intéressant de noter les buts déclarés de l'action internationale préconisée.

Au lieu de dire que le capitalisme empêche le développement normal des forces productives, en condamnant par cela même les ouvriers à l'horreur du chômage et d'une existence affamée; au lieu de montrer aux ouvriers que seule la révolution sociale pourra débrouiller le noeud des contradictions du régime capitaliste, — au lieu de tout cela la résolution propose un système de racommodage des relations internationales capitalistes. Et c'est là toute la quintessence de la sagesse d'Amsterdam. Or, le simple bon sens de l'ouvrier a une valeur infiniment plus grande que tous ces systèmes alambiqués. Il appartient

aux organisations ouvrières de défendre les intérêts économiques et politiques de leur classe ; les capitalistes, eux aussi, savent inventer des milliers de réformes et de conventions internationales, ils ne manqueront pas de le faire si la classe ouvrière est assez forte pour imposer aux capitalistes sa volonté.

La Fédération française en apelle à l'aide d'Amsterdam. Mais, consciente, dirait-on, de la faiblesse intérieure de cette Internationale d'apparence assez imposante, elle préconise d'autre part un plan d'action indépendante des mineurs français.

La grève de protestation de 24 heures pour laquelle s'est prononcé le referendum de tous les mineurs de France constitue un premier pas dans la voie de la lutte. Nous serions prêts à applaudir à cette action si nous pouvions être assurés que B a r t u e l et C-ie, aux mains desquels se trouvent les rênes du pouvoir fédéral du Sous-Sol, sont réellement capables de diriger la lutte dans la véritable voie révolutionnaire. Mais toute la conduite de ces messieurs, dans le passé et dans le présent, nous oblige à douter de leurs aptitudes à jouer ce rôle.

Nos doutes sont fortement corroborés par la tactique d'exclusion des plus révolutionnaires parmi les syndicats, adoptée par la Fédération du Sous-Sol. Ce n'est pas là, évidemment, le moyen de préparer le prolétariat à la lutte. Sans entrer, pour l'instant, dans l'examen de la justesse formelle, au point de vue des statuts confédéraux, de ces exclusions qui scindent le mouvement ouvrier, nous nous bornerons à dire que ceux là sont de mauvais dirigeants révolutionnaires qui au moment de la lutte ne trouvent rien de mieux à faire que d'exclure des rangs ouvriers les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière.

C'est en chassant loin de lui tous ces dirigeants pseudo révolutionnaires que la classe ouvrière pourra réaliser ses buts de classe et se défendre contre l'égoïsme de classe du patronat.

*S. G.*

## *Grande-Bretagne.*

### Une conférence des chômeurs.

La conférence des chômeurs anglais doit être considérée comme un des phénomènes les plus importants dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais du dernier temps. Toute l'importance de cette conférence n'est pas dans les résolutions prises, elle est plutôt dans ce fait que les chômeurs se sont réunis pour la première fois pour discuter la question de la création d'une organisation capable de forcer le pouvoir à résoudre le problème du chômage. Les chômeurs sont sortis de l'état de stupeur, ils en ont assez des promesses éternelles et ils se refusent d'être l'objet de la bienfaisance. Ils ont créé leurs propres organisations, unifiées dans un seul organisme de masses animé de l'intention de mettre fin à l'ordre social qui est la source de la misère universelle. En résultat des décisions prises par la conférence des chômeurs tenue à Manchester u n e o r g a n i s a t i o n d e c o m b a t a é t é f o n d é e q u i i n c i t e r a l e s t r a d e - u n i o n i s t e s à u n e l u t t e r é v o l u t i o n n a i r e d é c i s i v e.

Les fondements de l'Organisation Nationale des Chômeurs ont été

posés à une conférence peu considérable tenue à Londres au commencement de l'année courante. C'est alors qui le conseil national administratif des chômeurs fut élu avec des militants permanents placés à la tête de cet organe et avec des délégués locaux. Au cours de cet été l'organisation des chômeurs se trouvait dans un état chétif, cependant la recrudescence du chômage et son caractère prolongé, la conduite du gouvernement, la position indifférente du Parti Ouvrier l'avaient provoquée à la fin de l'été à une activité plus positive et, lorsque quelques organisations de Londres ont réussi d'obtenir des municipalités l'augmentation des allocations de chômage, le développement des organisations des chômeurs se produisit spontanément avec une grande puissance. Des comités locaux des chômeurs surgirent, s'affilièrent à l'Union Nationale et une organisation formidable prit corps bientôt. Il fut nécessaire de convoquer une conférence nationale pour définir la ligne de conduite tactique de l'organisation ainsi que pour la solution de la question d'organisation.Le Conseil National Administratif convoqua la conférence à Manchester. Le conseil envoya aux comités des chômeurs une circulaire expliquant l'importance de la conférence et proposa d'envoyer deux délegués de la part de chaque comité. Les résultats surpassèrent toute attente. Les délégués de tout le pays arrivèrent à la conférence: de l'Ecosse, du pays des Galles, de la Côte Orientale, de Londres, de l'Angleterre Méridionale. En tout 140 délégués mondatés par 90 comités de chômeurs. Les représentants de la presse, le „Daily Harold" excepté, n'y furent pas admis.

Les séances de la conférence avaient un caractère rigoureusement pratique. Tous les délégués, sauf de rares exceptions, appartenaient à l'aile gauche du mouvement ouvrier, au parti communiste. Aussitôt il fut évident que la direction des chômeurs se trouvait placée entre les mains d'hommes qui ont compris leur puissance potentielle.

Le camarade Halt fut élu président de la conférence. Il déclara que malgré les divergences des points de vue sur certaines questions tous les délégués sont d'accord que l'abolition du capitalisme est le seul moyen d'éviter le chômage. La conférence entendit une communication sur le journal „Sans travail" („Out of work"), organe officiel des chômeurs qui atteint un tirage de 60.000 exemplaires et a été déjà poursuivi en justice pour un de ses articles. D'après le rapport du sécretaire, 140 comités locaux des chômeurs adhérent à l'Organisation Nationale. Sur la question de la tactique du mouvement a été adoptée la résolution suivante:

1. Recommander à tous les comités des chômeurs de chercher à s'affilier aux conseils des trade-unions locaux.

2. Le Conseil National Administratif doit chercher à être représenté au congrès des Trade-Unions.

3. Convoquer des conférences locales des trade-unions pour la discussion conjointe de la question du chômage.

4. Tous les comités des chômeurs doivent chercher à être représentés aux comités de secours aux chômeurs.

5. Les comités des chômeurs locaux ne doivent pas admettre les heures supplémentaires de travail pour les ouvriers qui travaillent d'après les tarifs des trade-unions, toutes les mesures nécessaires doivent être prises jusqu'à la fermeture des usines et des fabriques inclusivement.

Quant aux questions politiques, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Le temps des élections générales s'approchant, entrer en pourparlers avec le Parti Ouvrier et promettre le soutien de ses candidats aux conditions suivantes:

*a)* Défense des revendications des chômeurs.

*b)* Suspension du payement des intérêts de la dette publique, excepté aux détenteurs des obligations de l'Etat, dont la valeur est au dessous de 100 livres sterling jusqu'à la satisfaction des revendications des chômeurs et jusqu'à ce que les salaires leur soient payés totalement.

*c)* Dans le but de la restauration de l'industrie jusqu'à son état normal réclamer le rétablissement immédiat des rapports commerciaux avec la Russie et l'annulation de toutes les compensations établies par le traité de Versailles.

Les débats sur ces résolutions ont montré avec évidence que les délégués avaient compris la nécessité d'entraîner tous les membres des trade-unions dans la lutte contre la réduction du minimum d'existence. Les chômeurs sont prêts à les soutenir contre les briseurs de grève. Les chômeurs se rendent parfaitement compte de ce que la lutte une fois commencée deviendra une lutte révolutionnaire qui conduira inévitablement les organisations des ouvriers placés et des chômeurs au renversement définitif du capitalisme.

## La fusion des trade-unions.

La tendance à la fédéralisation et à la fusion complète des unions séparées est une des particularités caractéristiques du syndicalisme contemporain. Les causes de cette téndance se trouvent dans ce fait que la classe ouvrière anglaise comprend de plus en plus la nécessité de la solidarité entre les groupes des ouvriers à intérêts d'industrie communs. Le côté faible des syndicats anglais d'avant-guerre, c'étaient leurs défauts d'organisation. Pour plus de clarté, mettons en parallèle les organisations syndicales des pays continentaux industriellement développés et les organisations syndicales anglaises. Ainsi, en Allemagne il y avait 60—70 unions puissantes, tandis qu'en Angleterre les forces organisées de la classe ouvrière étaient morcelées entre 1100 organisations séparées dont le nombre cette année a atteint 1200. Un nombre considérable de ces oragnisation mènent une existence isolée des autres syndicats, n'adhèrent même pas au Congrès des Syndicats. Au dernier Congrès des Syndicats tenu à Cardiff ne furent représentés qu'un peu plus de 6 millions d'ouvriers organisés en syndicats, tandis que dans tous les syndicats se trouvaient vers ce temps $8^1/_2$ millions d'ouvriers environ. Un grand nombre de syndicats étroitement corporatifs groupent des effectifs d'ouvriers insignifiants. Cependant il ne faut pas croire que la cause de la faiblesse du syndicalisme anglais consiste dans l'existence de ces organisations naines étroitement corporatives. Il n'en est pas tout à fait ainsi, car rien que dans une centaine de syndicats considérables on peut compter plus de 5/6 des membres de tous les syndicats. Pour se faire un juste tableau du mouvement syndical, le lecteur doit se réprésenter un groupe de grandes organisations autour desquelles il y a une quantité de petites unions, de sociétés etc. De temps en temps les petites organisations sont englouties par les syndicats plus forts, de temps en temps, aussi se constituent de nouvelles unions, principalement parmi les ouvriers et les employés non organisés encore. Ces dernières années, par exemple, ont pris naissance des organisations telles que: L'Union des travailleurs

de la Science (Union of scientific workers), l'Union des Dessinateurs des constructions mécaniques et navales (Engineering and shipbuilding draughtsman), l'Union des Suisses d'Eglise (church mission keepers), etc. De cette manière le développement contemporain du trade-unionisme présente le tableau d'un accroissement très rapide de la force numérique du prolétariat organisé accompagné du renforcement des unions fondamentales grâce à la fusion des syndicats séparés.

Une des méthodes fondamentales de l'unification d'après laquelle les syndicats similaires tendent à lutter conjointement pour leurs intérêts tout en gardant leur existence individuelle, est la fédération des unions. De cette manière, par exemple, s'est construite la Fédération des Constructions Mécaniques et Navales, (The Engeenering and Schipbuilding Trades Federation), composée de toute une série d'unions indépendantes, mais similaires. La Fédération Nationale des Manoeuvres (National Federation of General Workers) comtait déjà en 1917 plus de 800.000 membres et était composée vers ce temps de 11 grandes unions d'ouvriers non qualifiés. Aujourd'hui cette fédération est la plus forte numériquement dans toute l'Anglettere. Ensuite viennent la grande Fédération des ouvriers du Bâtiment (National Federation of Building Trade Operatives), l'Association Nationale de l'Industrie Textile (National Association of Unions in Textile Trade) fondée pendant la guerre et embrassant 38 unions. Ces dernières années s'est formée aussi une fédération des travailleurs de la science, des fonctionnaires etc.

La fédération des unions s'effectue en Angleterre, bien plus facilement que la fusion qui est considérablement entravée par la législation anglaise. Conformément à la loi de 1876 sur les syndicats, pour solliciter l'enregistrement de la fusion de deux unions il était nécessaire d'avoir la majorité de 2/3 des voix de tous les membres des deux unions. Comme il était extrêmement difficile de recueillir une telle quantité de voix, il est évident que la fusion des unions était une affaire presque impossible. En 1917 la nouvelle loi diminua un peu la majorité qualifiée exigée pour la fusion. Cependant des obstacles considérables subsistent encore du fait de la réglementation de certains versements d'allocations, de subsides, de ressources financières, etc. ce qui entrave beaucoup le processus de la fusion des unions. La fusion des unions est aussi considérablement gênée par les intérêts personnels des fonctionnaires des syndicats, surtout lorsque la fusion peut leur faire perdre leurs places et leur influence.

Mais malgré ces obstacles la fusion des syndicats s'effectue quand même. La vitesse de ce processus est telle qu'elle devance la formation des unions nouvelles généralement faibles numériquement et économiquement, et la quantité totale des syndicats diminue considérablement. Il faut remarquer que le processus de la fusion s'effectue souvent entre unions locales de la même branche d'industrie ou bien entre unions rivales organisées dans une même union nationale. Ainsi l'Association Unifiée de l'Habillement (The United Garment Workers) s'est formée par la fusion de plusieurs unions locales étroitement corporatives. Parmi les dirigeants du trade-unionisme se développe énergiquement la tendance à l'organisation d'unions d'industrie au lieu des syndicats de métier. La Fédération Nationale des cheminots (National Union of railwaymen) dont le type se rapproche de l'union d'industrie s'est formée en 1913 par la fusion de l'Association Unifiée des cheminots (Amalgamated Society of Railway Servants) avec deux unions de cheminots moins considérables. Cependant deux organisations importantes n'y sont

pas encore entrées: c'est l'Association Unifiée des Mécaniciens des Locomotives et des Chauffeurs (the engineers and firemen) et l'Union du Personnel des Bureaux des chemins de fer (the railway clerks). Au mois de septembre de 1921, par la fusion de 21 unions, s'est formée la Fédération Nationale des Ouvriers des Transports et des Ouvriers non qualifiés (National Union of Transport et General Workers). Aujourd'hui dans le monde des marins se livre une lutte acharnée pour la fondation de la Fédération Unifiée des Ouvries Maritimes (Amalgamated Marine Workers Union) qui doit être l'organisation unique pour tous les ouvriers du transport maritime indépendamment de leur profession. (On sait qu'à présent il y a en Angleterre trois organisations différentes de marins).

En outre un comité spécial est créé actuellement pour l'étude détaillée de la question et la préparation de la fusion des cheminots, des marins et autres ouvriers de transport, dans une puissante Fédération Nationale Unifiée des Ouvriers des Transports. Une des fusions les plus importantes de ces dernières années est la fondation de l'Association Unifiée des construction mécaniques (Amalgameted Engineering Union), de la Fédération Unifiée des constructeurs mécaniques (Amalgameted Society of Engineers) et d'une série d'autres petites organisations corporatives d'ouvriers des constructions mécaniques comptant 450000 membres. La Société Unifiée des Charpentiers et Menuisiers (Amalgamet Society of Carpentiers) s'est fusionnée avec l'Union Générale des Charpentiers et des Menuisiers (General Union of Carpentiers Jainers) formant une association unique des ouvriers du bois (Amalgameted Society of Woodworkers).

En 1919 deux associations unifiées d'ouvriers de la Voiture se sont formées (National Union of Vehicule. Building United Vehicule Workers Union) par la fusion de plusieurs unions. Il y a deux ans environ des trois unions des postes s'est formée l'Union des Travailleurs des Postes (Union of Post Office Workers). Le même processus de la fusion s'est fait parmi les ouvriers non qualifiés qui de l'union des ouvriers du gaz (Gasworkers) et des Manoeuvres (General Workers Union) ont formé une fédération nouvelle, connue sous le nom de Fédération Nationale des Manoeuvres (National Union of General Workers). L'année passée la Fédération Nationale des Ouvrières (National Federation of Women Workers) s'est réorganisée dans une Fédération Nationale unique.

On pourrait donner beaucoup d'autres exemples de fusion des syndicats, cependant les exemples cités suffisent pour se faire une idée du progrès de la tendance au remplacement des organisations locales par des Fédérations Nationales et des Unions de métier par des Unions d'industrie.

Les décisions du deuxième Congrès de Cardiff témoignent d'une tendance à établir par rapport au processus ultérieur de la fusion un plan direct, et pour autant que le nouveau Conseil Général des Syndicats sera capable de prendre enfin entre ses mains la réorganisation ultérieure du mouvement syndical anglais, la fusion se fera dans le cadre des 18 groupements d'industrie existants à l'intérieur du Conseil, représentant les embryons de 18 puissantes organisations d'industrie. Malheureusement il faut noter que pendant trois mois d'existence le Conseil Général n'a point manifesté son autorité dans cette question et la fusion s'effectue parfois suivant les combinaisons les plus fantaisistes.

## „La Semaine de l'I.S.R."

Le „Daily Herald" du 29 novembre dernier communique que le Comité de Lordres de l'I.S.R. développe une campagne énergique.

Depuis le 21 août 84 meetings ont été organisés dans les sections des différents syndicats de la région londonienne.

Du 1-er au 8 décembre sera réalisée une „Semaine Rouge“ au cours de laquelle toutes les mesures seront prises pour gagner les sympathies d'un grand nombre de sections syndicales.

21 sections de différents syndicats adhèrent au Comité de Londres, dans leur nombres des sections de la Fédération Unifiée des Ouvriers des Constructions Mécaniques, de la Fédérati on Nationale des Cheminots, de la Fédération des Dockers, de la Fédération Nationale des Employés de Bureau, des Emballeurs, de l'Ameublement, des Peintres en bâtiment, de la Fédération d'industrie du bâtiment et de la Fédération des Manoeuvres.

D'après des informations reçues par ce journal, des adhésions nouvelles sont enregistrées tous les jours.

## *Italie.*

### Le congrès des femmes communistes et l'action syndicale.

Le Congrès des femmes communistes qui a eu lieu à Turin, à côté d'autres questions, a discuté également celle de la participation des femmes au mouvement syndical. C'est le secrétaire de la Chambre du travail de Turin, R o v e d a, qui en a été le rapporteur. Il a déclaré qu'actuellement les femmes doivent accorder une attention toute particulière au travail syndical. Et si jusqu'à présent toutes les Ligues ayant une majorité féminine se trouvent entre les mains des social-démocrates, ceci peut être expliqué par le fait que les femmes se trouvent en dehors du mouvement syndical. La tâche du jour des femmes communistes est donc d'attirer les femmes aux organisations syndicales. Et sous ce rapport on ne peut atteindre à des résultats sensibles qu'à la condition d'un travail opiniâtre des femmes sous la direction du Comité Syndical communiste et avec l'appui direct du Parti.

### Chez les cheminots turinois.

Les élections qui ont eu lieu dans la section des cheminots turinois présentent certaines particularités intéressantes. Avant tout, il faut établir la diminution incontestable du nombre des membres de la section. Il est vrai qu'une quantité importante de ceux qui ont quitté l'organisation appartenaient au personnel surnuméraire. Cependant, nombre de cheminots titulaires l'ont également quittée. Ce triste phénomène est le résultat du mécontentement suscité par les méthodes employées pour défendre les intérêts des cheminots. Dans une grande mesure, il s'explique également par la nonchalance des dirigeants de la section qui n'ont pris aucune mesure pour prévenir ce mouvement désorganisateur.

L'issue des élections met en lumière l'attitude des différentes catégories de travailleurs. Pour la tendance la plus modérée, représentée par la liste des socialistes votèrent surtout les employés et ouvriers de profession. Par contre, les communistes ont recueilli la majorité des voix des travailleurs qui se sont montrés les plus actifs dans la lutte et les plus disciplinés. Cela ressort du tableau suivant:

| Votants. | Communistes. | Socialistes. | Maj. Com. | Maj. Soc. |
|---|---|---|---|---|
| Service du Contrôle et de Bureau | 85 | 338 | | 253 |
| Magasins et dépots de combustible | 30 | 66 | | 36 |
| Ateliers de constr. de wagon | 558 | 636 | | 78 |
| Personnel technique et spécialistes | 135 | 322 | | 187 |
| Personnel des locomotives | 41 | 140 | | 99 |
| Le Dépôt de locomotives | 101 | 81 | 20 | |
| Personnel des trains | 175 | 83 | 92 | |
| Personnel des gares | 457 | 167 | 293 | |
| Service de la voie | 56 | 9 | 47 | |
| Service électrotechnique | 135 | 39 | 96 | |
| Membres votant par sections | 16 | 8 | 8 | |
| Au total | 1789 | 1889 | 553 | 653 |

La majorité socialiste compte donc en tout et pour tout 100 voix.

## Contre les réformistes, dirigeants de la Fédération italienne des métallurgistes.

Le 27 novembre a eu lieu à la Chambre du Travail de Turin une réunion importante des représentants de la Commission du réglement intérieur et des employés des entreprises métallurgiques de Turin et environs. La réunion s'est prolongée fort longtemps, elle fut extrêmement animée. Ont été déposées des propositions de scission immédiate avec le Comité Central et la CGT. Finalement, on a adopté une résolution proposée par le communiste Rainucci Dominico. Entre autres on dit dans cette résolution :

„L'assemblée approuve entièrement l'activité du Comité Directeur de la Ligue qui dès le début des troubles a adopté une tactique intransigeante et s'est prononcée énergiquement contre toute diminution de salaires. Cependant, les représentants de la Fédération Italienne des Métallurgistes et de l'Union des Syndicalistes qui au commencement se prononçaient pour le même principe, ont accepté par la suite la diminution des salaires en violation flagrante des décisions et des directives données par la session du Conseil National à Rome. L'assemblée désapprouve l'activité des dirigeants et se déclare convaincue que lorsque les masses ouvrières voudront réellement lutter contre les exploiteurs, elles se trouveront des chefs plus appropriés.

## La victoire des ouvriers sur bois à Florence.

Après de longs pourparlers, les ouvriers sur bois florentins dirigés par les communistes ont obtenu le 2 novembre un accord établissant une augmentation des salaires de deux lires par jour. De cette façon, les tarifs se relèvent de nouveau jusqu'à atteindre le niveau des tarifs

appliqués avant le 15 août, date à laquelle le patronat, profitant de diverses circonstances, a abaissé les salaires des ouvriers sur bois. La victoire des ouvriers sur bois a produit une forte impression dans les milieux prolétariens.

## *Tchéco-Slovaquie.*

### D'Amsterdam à Moscou.

Pendant ces temps derniers, la sortie des masses ouvrières de la Tchéco-Slovaquie du sein de l'Internationale d'Amsterdam s'accentue rapidement. Chez les ouvriers du Textile (fédération allemande) les 5 groupes exclus exigent leur réadmission, la convocation du Congrès fédéral et la fusion avec l'organisation tchèque. Les bureaucrates syndicaux, en réponse à ces exigences, se sont refusés catégoriquement à la réadmission des exclus et à la convocation du congrès. Ils ont donné une réponse évasive à la troisième exigence. A la suite de cette lettre commença immédiatement une sortie intensive et organisée des membres syndiqués et leur affiliation aux groupes exclus. A l'heure actuelle, il y a dans l'organisation révolutionnaire jusqu'à 20.000 ouvriers du Textile déjà et, fait à souligner, y sont groupés les éléments les plus actifs du syndicat. Il y a espoir qu'on parviendra bientôt soit à forcer les bureaucrates syndicaux à réadmettre tous les exclus, soit à réaliser la fusion avec l'organisation tchèque. Sur la base de la lutte des masses contre les dirigeants syndicaux, l'agitation révolutionnaire se développe, une série de réunions s'organisent dans les entreprises, les masses ouvrières font montre d'une grande activité. Ainsi, l'activité scissionniste des bureaucrates des syndicats, au bout du compte, tire les marrons du feu pour la révolution.

Le développement de l'état d'esprit révolutionnaire est non moins marquant chez les chimistes. Ici l'adhésion des différents groupes au syndicat de Prague (tchèque) se poursuit activement. Une réunion très nombreuse dans la ville d'Aussig a décidé à l'unanimité, nonobstant tous les efforts du secrétaire réformiste, d'adhérer organiquement au syndicat tchèque.

Les ouvriers de l'industrie verrière sont également acquis aux idées révolutionnaires. A la Conférence des verriers qui eut lieu le 11 décembre à Heida, sur 35 délégués, 15 se plaçaient sur le point de vue de la lutte révolutionnaire de classe. Du reste, la majorité social-démocrate était artificiellement créée et l'élection d'une commission de validation des mandats pour la révision de toutes les machinations électorales a été repoussée par cette majorité.

Dans cette même ville d'Aussig les métallurgistes ont élu un Comité Directeur communiste par 119 voix contre 114. A l'heure actuelle, le secrétaire fédéral, le réformiste Kaufmann recueille des signatures parmi les ouvriers afin d'obtenir l'annulation des élections, lesquelles cependant furent conduites en observant toutes les formalités et expriment réellement le véritable état d'esprit des masses ouvrières.

Tous ces faits sont de bon augure pour le prochain Congrès et permettent de croire que le Congrès confédéral qui se réunira le 22 janvier aboutira d'un côté à la fusion des organisations allemandes et tchèques et en même temps à un mouvement énergique et sans réser-

ves pour l'engagement des organisations syndicales tchéco-slovaques unifiées dans la voie de la lutte révolutionnaire de classe.

## Le Mouvement Gréviste des Mineurs.

Les yeux de toute la population de la République Tchéco-slovaque sont fixés aujourd'hui sur la région Ostrau-Karvill. Là 50.000 mineurs luttent héroïquement contre quelques dizaines d'exploitants miniers. Toutes les mines sont occupées par la gendarmerie et les soldats. Dans les numéros 5 et 7 de l'I. S. R. nous avons relaté déjà les premières phases de cette lutte.

La Conférence des Conseils Régionaux d'Ostrau a décidé le 3 décembre de déclarer la grève, elle a lancé un appel aux mineurs dans lequel on indique que les ouvriers se voient acculés à la mort par la faim, que dans aucun cas ils ne peuvent admettre une diminution des salaires et sont forcés de recourir aux mesures radicales pour obliger les capitalistes à renouveler le contrat collectif.

Le 5 décembre la communication officielle suivante fut publiée: „Dans toutes les 39 mines du bassin d'Ostrau, il y a grève depuis aujourd'hui, grève à laquelle prennent part 45.000 mineurs. Les fourneaux à coke ont suspendu le travail. Le fonctionnement des presses hydrauliques et des ventilateurs est assuré".

Le 6 décembre les patrons ont remis au gouvernement la déclaration suivante: „Ce n'est qu'en cédant à la pression des pouvoirs, pression sans précédent par son intensité, ce contre quoi nous protestons de la façon la plus énergique, que nous déclarons — malgré que nous soyons ici en face d'un attentat non déguisé à nos droits imprescriptibles et que dans le cas donné nous ne serons utiles ni aux consommateurs du charbon, ni à l'Etat — accepter les revendications des ouvriers aussi énergiquement soutenues par le gouvernement. Nous consentons à ce qu'avec l'augmentation de la production atteinte en novembre de 6, 7 doubles centners le salaire moyen pour une équipe soit de 58 couronnes tchéco-slovaques. Si la production est au-dessous ou au-dessus de 6, 7 doubles centners, le salaire moyen des mineurs sera proportionellement diminué ou augmenté. Dans le même rapport en établit la rémunération du travail à forfait. Les ouvriers qui par suite de la diminution de la norme de production en novembre 1921 avait un salaire moindre que celui établi en novembre 1920, verront leur salaire augmenté jusqu'à atteindre le niveau du salaire moyen au mois de novembre. Le supplément leur sera payé. Le présent contrat entre en vigueur seulement à partir de la fin de 1921. En outre, nous insistons pour que le nouveau contrat collectif qui entrera en vigueur pas plus tard que le 22 février 1922 soit conditionné à l'augmentation de la production de 20% en comparaison de la production moyenne atteinte dans la période du I-er janvier au 5 novembre 1921".

L'assemblée générale des représentants des organisations syndicales de la Tchéco-Slovaquie a entendu le 7 décembre la communication des représentants des organisations des mineurs la mettant au courant de ce que les exploitants consentent à une solution paisible du conflit à Ostrau. Les organisations syndicales des mineurs ont décidé d'accepter la proposition des exploitants miniers, sauf le dernier point dans lequel les exploitants imposent d'avance leurs conditions du nouveau contrat collectif. Les refus du syndicat des mineurs d'accepter le point en

question ne peut évidemment avoir de l'influence sur la liquidation du conflit, mais il souligne ce fait que la lutte peut reprendre de nouveau.

Les représentants des groupements syndicaux ont déclaré que le conflit en question se complique extrêmement par la politique financière de l'Etat, c'est à dire par l'impôt sur le charbon et par l'augmentation des tarifs des transports. C'est pourquoi ils estiment nécessaire d'attirer une attention sérieuse sur la satisfaction des revendications des ouvriers dans ce demaine. Tous les assistants ont reconnu que tout le prolétariat tchéco-slovaque organisé en syndicats devait se tenir prêt aux actions communes ultérieures par lesquelles il sera nécessaire de répondre à l'attaque du patronat. La Conférence a également protesté contre ce fait de provocation que des gendarmes et des soldats ont pris leurs quartiers dans la région gréviste.

Le 7 décembre eut lieu à Ostrau une conférence des présidents et membres du Bureau des Comités d'usine (Conseils d'entreprise) à laquelle un a entendu une communication au sujet des résultats des pourparlers entre les représentants du patronat et le gouvernement, au bout desquels un compromis fut obtenu, qui mettait fin à la grève.

Le secrétaire Verda constata que le conflit est reculé, mais que la crise dans l'industrie charbonnière continue. Il caractérisa la fin de la grève comme une victoire morale et financière des ouvriers. Il est vrai que la proposition des exploitants miniers se distingue de la proposition transactionelle des ouvriers, mais dans le cas envisagé ce n'est pas l'essentiel, car des pourparlers étendus devront encore avoir lieu au sujet du nouveau contrat collectif obligatoire pour tous les secteurs. L'orateur s'est adressé aux assistants avec un appel d'accepter l'accord et de reprendre le travail le jour suivant.

Après un discours de propagande, qui n'eut pas grand succès, du député Brojik, et celui du socialiste populiste Drachsel, une discussion intéressante s'est ouverte à laquelle ont pris part les mineurs eux-mêmes. Par leurs discours il apparut clairement que les mineurs sont loin d'être enthousiasmés d'une telle fin de grève. Ils ont parlé de la crainte qu'ils ont de voir les 20% d'augmentation de la production se réduire à 20% d'augmentation de chômage. Ils craignent aussi de voir les exploitants procéder à une limitation ultérieure de la production. Les ouvriers ont également mis en avant l'exigence d'une baisse des prix du charbon en corrélation avec l'augmentation de la production, afin d'alléger ainsi la situation des autres ouvriers.

## *Suisse.*

### L'aggravation générale des conditions de travail.

La crise économique toujours croissante dans presque toutes les branches de l'industrie trouve impuissants les dirigeants réformistes de la Centrale Syndicale Suisse. Rien n'est entrepris contre les attaques du patronat dirigées contre les salaires. Les différents syndicats sont laissés à leurs propres forces et mènent la lutte à leurs risques et périls.

Dans l'industrie métallurgique, on amorce déjà une deuxième diminution de salaires. La première baisse de 10% qui a eu lieu au mois de mai de cette année, a été acceptée par la Conférence de secrétaires des sections syndicales. La protestation des ouvriers contre la baisse,

leur tendance à répondre par la grève à l'attaque des capitalistes, — tout cela a été saboté. Aux fabriques d'horlogerie on a introduit une baisse des salaires de 20 à 25%, cela également d'accord avec les comités directeurs des syndicats des métallurgistes et des horlogers. Aux centres de l'industrie horlogère, à la Chaux-de-Fonds, Locle et Neuenbourg (Jura), tous les contrats collectifs ont été annulés.

Dans l'industrie de la broderie, outre la baisse des salaires on observe également l'allongement de la journée de travail. Là les organisations ouvrières sont très faibles. Les organisations jaunes et chrétiennes, qui ne font pas partie de la Centrale Syndicale, ont une grande influence parmi le nombre important de femmes occupées dans l'industrie.

Dans l'industrie textile, la situation est quelque peu meilleure, mais ici également le bien-être relatif est lié au travail de saison, à la fin duquel la crise reprendra dans toute son acuité. En même temps, la baisse de salaires trouve ici son expression de préférence dans la réduction de la rémunération pour le travail aux pièces, et c'est pourquoi cette baisse ne saute pas aux yeux autant que s'il s'agissait du salaire à la journée ou au mois. Le Syndicat du Textile n'est pas suffisamment fort pour entreprendre quoi que ce soit isolément. Sur 100.000 ouvriers du textile travaillant dans les fabriques et sur presque autant d'ouvriers travaillant à domicile, la Fédération du Textile ne groupe que 20.000 hommes. Le Secrétariat fédéral est entre les mains des réformistes, quoique les révolutionnaires forment la majorité au sein du Comité Central.

Dans l'industrie du Bâtiment, dans nombre de localités, on observe également l'allongement de la journée de travail et la réduction des salaires.

Dans l'industrie du bois, il n'existe plus déjà de contrats collectifs à l'heure actuelle, pour cette raison que les patrons ont voulu introduire du nouveau le travail aux pièces à quoi les ouvriers n'ont cependant pas consenti.

Dans le domaine de l'industrie du vêtement les pourparlers au sujet du renouvellement des contrats existants se sont également terminés par un échec.

Dans l'industrie de l'alimentation on observe également la tendance du patronat à détruire systématiquement les organisations ouvrières.

## A la veille du Congrès Extraordinaire des Syndicats.

Dans l'atmosphère d'une crise économique inouïe la pensée que l'unité du front prolétarien est nécessaire et qu'il faut recourir aux méthodes de défense révolutionnaire contre l'offensive des ennemis de classe, conquiert les couches de plus en plus larges du prolétariat suisse, et, dirait-on, elle arrive aujourd'hui à sa réalisation effective.

La majorité des syndicats a exigé et obtenu la convocation pour le 13 janvier 1922 d'un Congrès Extraordinaire des syndicats suisses malgré l'opposition marquée de la Centrale Syndicale et du Comité Exécutif du Parti social-démocrate. La bureaucratie syndicale a tout simplement saboté ce congrès.

L'opposition communiste a préparé pour le Congrès Extraordinaire toute une série de propositions ayant pour but le révolutionnement du mouvement syndical suisse. Très significatives sont les thèses de l'opposition dans la question de tactique entraînant la complète révision des

principes d'organisation. Dans la partie résolutive de ces thèses, les propositions directrices suivantes sont mises en avant:

„1. La tâche de tout le prolétariat organisé, c'est la lutte contre la baisse des salaires, contre l'allongement de la journée de travail et le chômage. L'Etat de classe bourgeois doit être contraint à donner du travail et à secourir les chômeurs dans la proportion de 90% d'un salaire moyen. En même temps, le prolétariat organisé doit s'opposer activement aux tendances des capitalistes à faire adopter par l'Etat toute une série de mesures dans le domaine de la politique financière, agraire et fiscale, ayant pour but le renforcement de l'exploitation du prolétariat.

2. Les différents syndicats doivent agir en tenant compte de cela, mais la Centrale Syndicale, elle aussi doit se donner pour but de mener la lutte en se plaçant au point de vue de la défense des intérêts généraux et communs du prolétariat. Pour la réalisation de ses buts, la Centrale Syndicale doit attirer à elle, outre les Syndicats, aussi les cartels syndicaux locaux.

3. Toutes les actions isolées des ouvriers doivent également avoir pour base le point de vue prolétarien général et un programme unique d'action révolutionnaire. Elles doivent être réalisées sous le contrôle de la Centrale Syndicale pour autant qu'il s'agit de questions générales touchant tout le pays, et sous celui des cartels locaux pour autant qu'il s'agit de luttes locales.

4. En partant de la reconnaissance de la grève générale comme moyen de lutte particulièrement important et dans le but d'assurer la possibilité d'une résistance tenace, il est nécessaire de créer des „fonds de lutte“ au centre et dans les sections. Dans ce but, on établit une cotisation obligatoire pour chaque membre dont la moitié est affectée à l'organisation du fonds central, et l'autre moitié à la création d'un fonds local. La Centrale Syndicale et les cartels doivent appliquer tous leurs efforts pour que les organisations coopératives soient amenées à servir la cause prolétarienne.

5. En tant que moyens de lutte, on devra se servir d'assemblées générales, de démonstrations et de grèves en masse. Le recours à ces dernières doit prévenir l'aggravation future des conditions du travail et contribuer à l'organisation de la puissance combative du prolétariat dans l'intérêt de l'amélioration radicale de sa situation. Il est laissé au Comité Central Syndical le droit de décider la question de savoir à quels autres moyens de lutte il faut recourir (résistance passive, etc.)

6. Sur la base de ces 5 points, une révision complète des statuts de la Centrale Syndicale est nécessaire et c'est pourquoi nous proposons des modifications dans les statuts déjà existants.

Des modifications essentielles sont apportées par l'opposition communiste au § 3 des statuts. En escomptant l'expérience du passé et les conditions de lutte du présent la rédaction proposée dit: „La Centrale Syndicale se donne pour tâche la défense des intérêts de l'ensemble des syndicats et de leurs membres en poursuivant en même temps le but de socialisation de la production et de destruction de la domination de classe de la bourgeoisie. Ces buts ne pourront être atteints qu'à la condition d'une solution méthodique par la Centrale Syndicale des tâches principales suivantes:

1. L'observation et l'établissement dans tout le pays de la journée de huit heures.

2. La non-admission de quelque aggravation que ce soit des conditions du travail.

3. La lutte contre la politique financière, agraire et fiscale du gouvernement et contre toutes les mesures de l'État ayant pour but l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière.

4. Le renforcement de la protection du travail.

5. Contribuer à rendre le mouvement syndical suisse cohérent afin d'apporter de l'unité dans les actions des syndicats et créer dans ce but un „fonds de lutte".

6. La fusion des petits syndicats isolés en de puissantes organisations d'industrie.

7. Le renforcement de l'agitation et de l'activité d'organisation parmi les éléments les plus arriérés de la classe ouvrière et dans les localités et les branches d'industrie où le mouvement syndical est faiblement développé.

8. Le développement des relations internationales.

9. La publication pour l'accomplissement de ces tâches des organes de presse correspondants.

10. La mise au point et la publication des matériaux statistiques du mouvement syndical.

11. L'organisation des cotisations volontaires dans les cas d'une lutte à envergure particulièrement large à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

12. La conquête du contrôle ouvrier sur la production.

13. L'organisation d'une commission pour l'étude des questions scientifiques, techniques et sociales dans la période transitoire de la révolution sociale. Pour la discussion de ces questions, on doit inviter en qualité d'experts des collaborateurs qualifiés.

14. Préparation à la socialisation de la production au moyen de l'éducation syndicale, économique et technique des ouvriers.

Ainsi donc, au centre de la lutte des tendances du prochain congrès, se placera la question de savoir si le mouvement syndical suisse continuera dorénavant à se trouver dans l'état de marasme idéologique, d'impuissance réformiste et d'affaiblissemeni organique; continuera-t-il à l'avenir à réaliser la pratique de la collaboration de classes et de renonciation formelle à la transformation radicale de la société; ou bien au contraire s'engagera-t-il dans la voie de la lutte révolutionnaire après avoir regroupé organiquement ses rangs conformément aux exigences de l'époque. Le fait même de la convocation du Congrès Extraordinaire à l'encontre de la volonté des dirigeants réformistes du mouvement syndical suisse témoigne qu'il se forme au sein des masses prolétariennes un état d'esprit ferme en faveur d'une lutte organisée des masses contre l'offensive du capital. Toute la question est de savoir si l'on parviendra à réaliser les principes du front révolutionnaire unique et créer une ferme majorité anti-réformiste. Cela dépendra évidemment du rapport des forces. Au point de vue formel et dans la majorité des syndicats, et dans la Centrale du mouvement syndical, et dans le Parti social-démocrate, les réformistes dominent. Mais ces temps derniers toute une série de faits ont contribué plus ou moins à discréditer les réformistes aux yeux des larges masses ouvrières. Le premier de ces faits, c'est le refus des réformistes-syndicalistes à créer un front de lutte unique avec des mots d'ordre précis, concrets, actuels. Dans les conditions de l'offensive de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat contre la classe ouvrière une telle „fidelité aux principes" des réformistes répond le moins du monde aux intérêts des ouvriers. Récemment eut lieu un conflit assez sérieux au sein du Parti social-démocrate.

Etant donné le refus du Comité Central du Parti Social-Démocrate de rappeler du Conseil Fédéral le député social-démocrate Ryser travaillant au Bureau International du Travail auprès de la Ligue des Nations, un groupe de social-démocrates de gauche, et dans leur nombre Robert Grimm, ont donné leur démission de membres du Comité Central en signe de protestation. Les réformistes sont fermes dans leur attachement au régime existant, et plus ils font montre de leur état d'esprit, plus profond devient leur isolement par rapport au véritable état d'esprit et aux espoirs des masses ouvrières. A l'heure actuelle il n'y a pas encore de majorité révolutionnaire définie au sein du mouvement syndical suisse; les éléments syndicalistes sympathisent à l'opposition dirigée par les communistes de même que les groupements n'ayant pas encore pris position, hésitant, entre Moscou et Amsterdam, de même que ceux qu'on appelle les communistes „indépendants", de même, jusqu'à un certain point, que les éléments social-démocrates de gauche. Aujour d'hui, sept organisations syndicales se placent incontestablement sur la plate-forme révolutionnaire: textile, bois, alimentation, bâtiment, cuirs, employés d'Etat et tailleurs. Il faut rassembler tous ces éléments idéologiquement d'abord, et organiquement ensuite. Il faut penser que le prochain Congrès Extraordinaire des Syndicats fera accomplir un grand pas en avant à l'oeuvre d'unification des groupes révolutionnaires du mouvement syndical suisse.

## Une levée de boycott.

Le 28 novembre a été signé un accord entre la Compagnie des fabriques de chocolat Peter, Cailler, Kohler etc. d'une part, et le Comité Exécutif de la Fédération Internationale de l'Alimentation, d'autre part, aux termes duquel a été levé le boycott de ces fabriques. Le conflit durait depuis plus de dix mois pour les causes suivantes.

Le 18 janvier 1921 la Direction de la maison de commerce Peter, Cailler, Kohler et Cie avait mis à la porte 80 ouvriers et ouvrières organisés. En les renvoyant elle leur distribuait une indemnité dont la somme dépassait le réembauchage des ouvriers renvoyés. Les patrons voulaient défendre le principe de leur droit de renvoyer les ouvriers à leur gré et en premier lieu les ouvriers syndiqués.

Vu l'importance principielle de ce conflit la Fédération Internationale de l'Alimentation déclara le boycottage des produits de ces fabriques.

Après de longs pourparlers les parties arrivèrent à l'accord suivant:

La maison de commerce Peters, Cailler, Kohler s'engage:

1. A reconnaître le droit de ses ouvriers d'être membres des syndicats ouvriers.

2. A ne prendre aucune mesure de répression contre les ouvriers pour leur activité syndicale.

3. A admettre les représentants de la classe ouvrière à la solution des conflits concernant les conditions du travail et des salaires.

4. A engager aux places vacantes les 80 ouvriers renvoyés de préférence à tous les autres candidats, tout en se réservant le droit de ne pas recevoir ceux d'entre eux qui avaient commis quelque faute de service.

Le dernier point a un caractère transactionnel évident, mais quand même, en somme, les conditions de l'accord signifient incontestablement la victoire des ouvriers.

## *Espagne.*

### Dans la Confédération Régionale du Travail de Catalogne.

Le 20 novembre a eu lieu à Barcelone une séance plénière du Conseil de la Confédération régionale du Travail de Catalogne. Après l'examen de la situation générale des organisations syndicales de la région, l'assemblée a constaté que la renaissance des syndicats de Catalogne se réalise d'une façon fort satisfaisante, que la consolidation des forces syndicales s'intensifie rapidement à Barcelone aussi bien que dans toute la Catalogne. Après avoir entendu le rapport des délégués qui avaient assisté au dernier Conseil National, l'assemblée a pleinement approuvé le point de vue soutenu par la délégation catalane à la dite séance et a confirmé la conduite concernant l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge de celle-ci et l'organisation intérieure du syndicalisme espagnol.

A propos de la campagne soulevée par la section de la province de Guiscucoa contre le Conseil National l'assemblée a renouvelé la déclaration du II novembre faite par la C. G. T. d'Espagne et la Confédération Régionale de Catalogne, protestant contre les agissements de quelques éléments tendant à la scission dans l'organisation et affaiblissant par cela, consciemment ou inconsciemment, le mouvement syndical espagnol. En ce qui concerne l'agitation menée par le fameux journal „N u e v a S e n d a“ contre le Comité, la séance plénière a reconnu qu'il ne fallait prêter aucune attention à cette agitation menée par des individus qui n'ont rien de commun avec la Confédération.

### La „Semaine de l'S.S.R.“ en Espagne.

„La Antorcha“ (Le Flambeau), organe officiel du Parti Communiste Unifié d'Espagne, publie dans son № du 2 décembre dernier l'appel du Bureau Exécutif de l'I.S.R. concernant la „Semaine de l'I.S.R.“, et le commente de la façon suivante:

„Les groupes communistes au sein des syndicats et les organisations révolutionnaires ouvrières doivent prêter une grande attention à cet appel de l'I.S.R. et faire tout leur possible pour que la „Semaine de l'I.S.R.“ ne passe pas inaperçue chez nous. Il faut renforcer l'activité au sein des groupes communistes déjà existants, il faut redoubler l'énergie pour créer de nouveaux groupes révolutionnaires là ou ils manquent. Il faut actuellement que tous les communistes et tous les sympathisants fassent leur devoir.

S'il est un pays qui ait besoin de la création d'un front prolétarien unique contre l'offensive du capital c'est bien le nôtre, car chez nous cette offensive a atteint ses extrêmes limites.

## *Lithuanie.*

### Un lock-out chez les typographes.

En réponse à la grève des ouvriers des imprimeries privées qui dure depuis deux semaines, l'Union patronale du Livre a déclaré un lock-out et a décidé de renvoyer les compositeurs des journaux „Iddische

Stimme", „Naice" et „Echo" qui ont prêté une aide matérielle aux grévistes.

Le journal „Iddische Stimme" qui possède en propre son imprimerie, s'est hâté d'utiliser cet avantage (les deux autres journaux n'ayant pas leurs imprimeries) pour augmenter son tirage et a proposé aux ouvriers de ne pas cesser le travail. Les compositeurs des trois journaux ont décidé à une réunion commune d'accepter cette proposition qui brise la solidarité patronale.

En conséquence, le 24 novembre n'a paru qu'un seul organe, la „Iddische Stimme" sortie des presses de l'imprimerie qui avait satisfait aux revendications ouvrières (cette imprimerie, d'ailleurs, ne fait pas partie du syndicat patronal des imprimeurs).

Les patrons imprimeurs ont posé aux ouvriers leurs conditions. Les ouvriers, profitant de ce prétexte, se sont réunis le 29 novembre dans le local qui leur était offert par le patron de l'imprimierie pour discuter les conditioos de la reprise du travail. Au cours de la réunion s'est manifesté l'état d'esprit très ferme des grévistes qui ont décidé résolument de ne pas céder. Les propositions des patrons ont été rejetées et les revendications suivantes ont été formulées: les ouvriers de la 1-re catégorie auront un salaire augmenté de 40%, ceux de la deuxième catégorie, de 30% et ceux de la troisième catégorie, de 20%. Les journées de grève seront payées. En réponse à ces propositions, les patrons ont déclaré que les ouvriers qui n'auraient pas repris le travail à la date du 1-er décembre seraient considérés comme renvoyés. Les ouvriers à leur tour ont fait connaître la situation aux ouvriers imprimeurs de la province. Les pourparlers se prolongèrent durant plusieurs jours. Le 7 décembre, ils ont fini par une victoire partielle des ouvriers qui ont obtenu une augmentation de 20 à 35% au lieu des 50% qu'ils avaient revendiqués. En outre, ils sont payés pour les trois semaines de grève.

La grève était dirigée par un Comité de grève, car il n'existe pas dans le pays de syndicat légal du livre.

## *Pays-Bas.*

### Les questions du mouvement syndical au Congrès du Parti Communiste.

La résolution adoptée par 1456 voix contre 226 et 226 abstentions par le Congrès du Parti Communiste Hollandais à Gröningen, constatant les conditions générales objectives et subjectives de la lutte économique en Hollande, établit: 1) Que les camarades du Parti doivent entrer dans les organisations syndicales; 2) Qu'ils doivent contribuer à ce que les syndicats soient imprégnés d'esprit communiste; 3. Que dans les syndicats et les fédérations du Secrétariat National Ouvrier (N. A. S.) de tendance syndicaliste et dans la Centrale Nationale Syndicale réformiste (N. U. V.) ils doivent faire une propagande intense en faveur de l'unité du mouvement syndical; 4) que par tous les moyens, dans toutes les organisations syndicales ils doivent faire de la propagande pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

La Conférence des noyaux communistes au sein des syndicats qui eut lieu également le 14 novembre à Grönigen, a examiné la situation en Hollande en corrélation avec les mesures pratiques découlant des

résolutions prises au Congrès du Parti. La situation générale en Hollande est telle que l'idée de l'unité du mouvement syndical doit trouver une vive sympathie au sein des masses des ouvriers sans parti, qu'elles soient affiliées au N. A. S. ou à la N. I. V. Et cette unité sera réalisée d'autant plus vite que la bourgeoisie renforcera sa pression en réduisant les salaires et en supprimant la journée de 8 heures. Les combats qui se préparent placeront les masses ouvrières devant la nécessité inéluctable de l'unification.

## L'offensive du capital et le mouvement gréviste.

Métallurgistes. Voici la 4-ème semaine que 15.000 ouvriers métallurgistes hollandais organisés dans 5 syndicats (réformistes, syndicalistes, neutres, chrétiens et catholiques) mènent la lutte contre le puissant consortium patronal. La grève a été déclanchée seulement dans les endroits où le salaire avait été abaissé : à Rotterdam, Utrecht, Appelurne, etc.

Il n'y a presque pas de jaunes. En prenant en considération les conditions objectives existantes et étant donné l'offensive générale du patronat, le Parti Communiste et les noyaux communistes au sein des syndicats font une propagande intense pour l'extension de la lutte gréviste jusqu'au déclanchement de la grève générale avec les cheminots et les mineurs. D'un autre côté, les syndicats chrétiens et catholiques se présentent comme des adversaires principiels d'une extension de la grève et les réformistes les suivent en s'appuyant sur l'échec de la grève générale en Norvège. Le Secrétariat Ouvrier National, agissant, sous l'influence des fractions communistes des syndicats, a invité les autres Centrales Syndicales à une Conférence sur l'action eventuelle organisée et unifiée contre le patronat. L'initiative du Secrétariat Ouvrier National n'a cependant eu aucun résultat. Le Comité de grève composé des repretentants des groupements indiqués ci-dessus est entré en pourparlers avec le ministre au sujet de la protection possible de l'industrie métallurgiste en Hollande contre la concurrence allemande, étant donné le cours inférieur du change allemand.

Cheminots. La Direction des chemins de fer a annoncé le prochain allongement de la journée de travail. Les organisations paritaires se sont refusées à y consentir. Cependant, les dirigeants et les leaders des réformistes estiment qu'à l'heure actuelle une grève est impossible, malgré que leur syndicat groupe 23.000 cheminots, c'est à dire la majorité. Le Comité Directeur du syndicat a décidé de se contenter d'une résistance passive. La Fédération syndicaliste des cheminots, faible numériquement, ne représentera pas un facteur sérieux dans la prochaine lutte.

Mineurs. Dans les entreprises minières du Limbourg, le patronat se prépare de nouveau à baisser les salaires. Les fractions communistes ont entrepris une agitation énergique pour la déclaration d'une grève défensive, cependant dans cette voie on rencontre des difficultés, car un tiers des mineurs seulement est organisé, et encore il l'est pour la plupart au sein des organisations réformistes et catholiques.

Fabrication des cigares. Les patrons ont annoncé leur refus de renouveler le contrat collectif. On s'attend à une forte diminution des salaires. Dès maintenant les ouvriers touchent la moitié des salaires de 1920. D'une façon générale la situation est extrêmement pénible dans l'industrie des cigares. Depuis plusieurs années déjà le

chômage y règne. Cette dépression a eu pour résultat l'affaiblissement extrême des organisations et la dévastation de leur caisse.

La situation générale en Hollande se caractérise donc par l'offensive générale des capitalistes unifiés contre les conquêtes élémentaires de la classe ouvrière. Dirigés par les chefs réformistes et chrétiens, les ouvriers de Hollande ne se sont point trouvés prêts à la riposte. La grève générale devient absolument inévitable, d'autant plus que la situation empire progressivement de telle sorte qu'au début de 1922 peut survenir une crise générale. Par la marche même des événements, les ouvriers s'en viennent à l'adoption des méthodes de lutte et de défense mises en avant et propagées par l'Internationale Syndicale Rouge. Les fractions communistes étendent de plus en plus leur activité dans les entreprises et dans les organisations syndicales. Evidemment, au fur et à mesure que la lutte économique s'accentue en Hollande, le terrain se dérobe sous les pieds des réformistes et de leurs acolytes chrétiens et catholiques.

## L'accroissement du chômage et la contre-action ouvrière,

Le chômage s'est fortement aggravé aux Pays-Bas au cours de ces temps derniers. Etant donné la chute ininterrompue des valeurs allemandes, on peut s'attendre à une crise économique prochaine qui aura pour résultat d'accroître encore le nombre des chômeurs. Au mois de juillet il y avait 50.000 chômeurs, en octobre ce nombre se trouvait porté à 75.000, et bientôt, si l'on s'en réfère aux prévisions de la Centrale Syndicale Néerlandaise (N. D. V.), il dépassera 150.000 chômeurs.

Le 31 octobre la Centrale Syndicale a convoqué à Utrecht un Congrès spécial pour examiner les questions de la lutte contre le chômage. Les chômeurs se recrutent surtout dans les rangs des ouvriers diamentaires et des ouvriers de l'industrie des cigares. La situation n'est pas meilleure dans l'économie rurale. Une misère effrayante guette des milliers d'ouvriers agricoles.

Il a été dit à ce Congrès que le gouvernement des Pays-Bas a beaucoup fait pour venir en aide aux chômeurs en organisant l'assurance contre le chômage, mais le congrès a protesté contre les efforts du gouvernement de reporter tout le fardeau de secours aux chômeurs sur les conseils municipaux et de réduire les travaux publics. Le rapporteur Van de Valle a présenté toute une série de propositions pratiques concernant des mesures propres à donner du travail aux ouvriers qui devraient être prises par le gouvernement. Il y a en Hollande toute une série de mesures propres à occuper des milliers de chômeurs à des travaux de terrassement et de canalisation du Bollaard à Groningen et de la Meuse.

De nombreux projets attendent leur réalisation. Le Congrès a noté que tous les moyens financiers nécessaires devaient être pris sur le budget de guerre.

Le Congrès a adopté unanimement une résolution dans laquelle il exige que le gouvernement prenne dans le délai le plus bref toutes les mesures nécessaires pour employer les chômeurs à des travaux publics en établissant les salaires d'accord avec les syndicats correspondants. Toutes les fois qu'il ne sera pas possible de trouver du travail, l'allocation doit être suffisante pour garantir de la misère les ouvriers et leurs familles. La résolution prévoit ensuite toute une série d'actions et de démonstrations ouvrières pour défendre ces revendications.

## *Etats-Unis d'Amérique.*

### Vers le front prolétarien unique.

La malédiction du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, c'est l'existence des tendances séparatistes parmi les éléments de la gauche radicale de la classe ouvrière, tendances qui involontairement transforment leurs promoteurs en un instrument des leaders réactionnaires de la Fédération Américaine du Travail. Au lieu d'organiser et d'unifier les forces de l'opposition, ces dirigents radicaux aiment mieux briser l'aile gauche du mouvement ouvrier en créant des syndicats de classe „purs" numériquement très faibles.

Actuellement nous avons aux Etats-Unis un grand nombre de ces syndicats indépendants. Serrés dans l'étau de la coercition de l'Etat, d'une part, et de la coalition malhonnête de leaders conservateurs de la Fédération Américaine du Travail avec le patronat, d'autre part, ils restent inactifs et se transforment, pour ainsi dire en des clubs de discussion.

Cependant, à l'heure actuelle, le mouvement ouvrier américain s'assimile pratiquement l'idée de la nécessité de la solidarité de classe. L'idée de l'unité du front prolétarien pénètre profondément au sein de la masse des syndiqués, elle n'entraîne pas seulement les membres des unions indépendantes, elle passionne les masses ouvrières groupées par la Fédération Américaine du Travail. Une manifestation significative de cette tendance est l'appel concernant la convocation éventuelle d'un Congrès, lancé par 20 unions et groupes ouvriers indépendants de New-York.

Voici ce que dit cet appel: „Camarades et frères! Au cours de la lutte des éléments conscients de la classe ouvrière américaine contre la réactionnaire Fédération du Travail, des centaines de syndicats locaux ont été exclus, ou bien sont sortis de leur propre gré des fédérations syndicales. Des centaines de syndicats indépendants ont été fondés en dehors de la Fédération Américaine du Travail, en toute indépendance des autres organisations ouvrières.

Dans les rangs de ces syndicats qui mènent une existence séparée l'on compte plus d'un million d'adhérents. Il est évident qu'ils n'ont aucune possibilité de lutter conjointement pour l'amélioration des conditions du travail et pour l'organisation du contrôle ouvrier de la production.

L'impossibilité pour de petits groupes isolés de lutter contre les puissantes unions du patronat a abouti à la destruction ou à l'affaiblissement de plusieurs de ces syndicats.

La nécessité de grouper tous les syndicats indépendants actifs au sein d'une Fédération Générale pour arriver, par la création d'un front uuique, à réaliser les buts d'organisation, d'éducation, de défense et d'action de combat du prolétariat — car ces tuâches sont essentielles aux yeux des organisations soussignées — cette nécessité est évidente pour tout le monde. Aussi invitons nous tous les groupements ouvriers à s'unir à nous, à nos efforts de grouper, de souder étroitement toutes les organisations ouvrières indépendantes autour d'un Conseil Central Unique.

Et pour que cette union soit réellement instituée, les syndicats de New-York et environs soussignés convoquent pour les 7—9 janvier à New-York un Congrès dans le local des employés d'hôtel, (133, West,

51-me rue). A ce Congrès tous les syndicats pourront prendre part avec des droits égaux. Estimant que la trahison des leaders réactionnaires et l'émiettement des éléments actifs ont désorganisé les larges masses des ouvriers de l'Amérique du Nord, nous croyons que le devoir de tous les membres conscients des syndicats révolutionnaires indépendants est de créer un nouvel organe directeur des masses ouvrières d'Amérique.

Tous les syndicats désireux de prendre part à ce Congrès doivent communiquer leur adhésion à Patrik Mac Lelan (83 East, 4-me rue), secrétaire du Conseil Ouvrier Unifié de New-York et environs.

Salut fraternel. — Signé:

**Fédération des boulangers et confiseurs, section locale № 164.**
**Travailleurs réunis de l'alimentation.**
**Fédération internationale des charpentiers, sections locales 1, 15, 16.**
**Monteurs électriciens réunis.**
**Fédération des ouvriers de la confection des boas.**
**Fédération unifiée des gantiers.**
**Métallurgistes réunis, sections locales 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 31, 32, 33.**
**Fédération des travailleurs en conduite d'eau, des monteurs et auxiliaires de la ville de New-York.**
**Organisation des ouvriers des établissements publics.**
**Cordonniers réunis.**
**Fédération d'industrie du bâtiment.**
**Dockers et ouvriers des transports par eau réunis.**
**Employés de restaurants, membres de la fédération des travailleurs réunis de l'alimentation.**
**Employés d'hôtels, membres de la fédération de l'alimentation.**
**Syndicat des techniciens dentistes de New-York.**
**Conseil ouvrier unifié de New-York et environs.**
**Conseil ouvrier unifié d'Amérique.**

Nous espérons que l'initiative montrée par les syndicats indépendants aura un plein succès, et qu'elle aura pour résultat positif la création d'un bloc unique gauche de tous les ouvriers révolutionnaires d'Amérique.

Il faut regretter que les „Ouvriers Industriels du Monde“ ne se soient pas encore assimilé pleinement la nécessité de l'adhésion à ce courant progressif qui a pour but de créer un groupement réel des syndicats avancés du mouvement syndical d'Amérique.

## Gompers aux ordres du capitalisme.

Grâce à l'amabilité d'un camarade demeuré inconnu, sympathique à l'Internationale Syndicale Rouge, nous avons reçu récemment d'Amérique un document fort curieux: une lettre circulaire adressée par le Département du Trésor des Etats-Unis à tous les secrétaires des Trade-Unions, dans laquelle ceux-ci sont invités à faire de la réclame aux caisses d'épargne du Gouvernement Fédéral.

Nous reproduisons in extenso ce document. L'histoire le joindra à l'acte d'accusation de tous les leaders réactionnaires, et en particulier à celui de Samuel Gompers, lorsque viendra le jour du jugement de leur trahison des intérêts de la classe ouvrière.

„Département du Trésor de l'Etat. La section des caisses d'épargne

auprès du Trésor de l'Etat, vous envoie ci-joint une affiche-réclame: „Garantie d'existence aisée", destinée à propager les valeurs-papiers des caisses d'épargne. Nous vous serions très reconnaissants d'apposer cette affiche dans la salle de réunions de votre trade-union. Nous avons préalablement consulté M. Samuel Gompers, au sujet de l'envoi de cette affiche. Gompers, tout en approuvant entièrement notre plan, a démandé qu'on apporte toute l'attention nécessaire à la resolution № 96 adoptée à l'unanimité par la „American Federation of Labour, en Juin, au Congrès de Denver. Dans cette résolution, il est recommandé au Trésor de continuer l'émission des obligations des caisses d'épargne du Trésor et de prendre toutes mesures pour faire profiter les hommes, les femmes et les enfants des Etats-Unis de cette bonne occasion de placement de leurs économies dans les papiers-valeurs de l'Etat, ce qui contribuera au développement de l'esprit d'épargne parmi les ouvriers américains. Dans la même résolution la „Fédération Américaine du Travail" se déclare prête à contribuer à attirer l'attention des masses ouvrières sur les avantages qui résulteront du placement de l'épargne ouvrière dans les valeurs de l'Etat.

En vous exprimant notre reconnaissance pour l'appui et l'amabilité que vous nous avez montrés, nous demeurons toujours prêts à vous rendre service.

Orine Laster, Directeur en chef de la section des Caisses d'Espagne.

Notre camarade américain a illustré cet envoi de l'épigraphe suivant à l'adresse de S. Gompers: Sam. Gompers, commis de l'Etat capitaliste".

A notre avis, cette épithète est trop douce. Nous considérons comme un crime monstrueux la participation de Sam. Gompers au remplissage des coffres-forts des capitalistes aux dépens des ouvriers de l'Amérique qui meurent de faim. Dans le pays de Morgan, actuellement, 7 millions d'ouvriers environ sont jetés à la rue, et Gompers n'a rien fait pour alléger leur douloureuse existence. Toutes les Trade-Unions des mineurs sont littéralement saccagées par les armées des Etats Unis qui défendent les bénéfices des rois des charbonnages. Sam. Gompers invitée donc les ouvriers à acheter les obus et les mitrailleuses pour l'armée mercenaire des despotes industriels des Etats-Unis, armes et munitions déstinées à être utilisées dans la prochaine grève des esclaves du capital.

Deux millions de cheminots sont écrasés par la bande des magnats des chemins de fer, des social-patriotes et des gouvernants américains, et Gompers demande aux ouvriers d'arracher le dernier morceau de pain à la bouche de leurs propres enfants afin de donner leurs économies au Trésor des Etats-Unis et de renforcer ainsi les toutes puissantes compagnies des chemins de fer.

Pendant combien de temps encore, les ouvriers américains toléreront-ils à la tête de leur Fédération le plus cynique des leaders qui font métier de trahir la classe ouvrière?

*Caucase.*

## Le mouvement syndical en Azerbeidjan, République Montagnarde, Daghestan, Géorgie, Arménie, Abkhasie.

Dans la région du Caucase existent actuellement six Républiques soviétiques: l'Azerbeidjan, la République Montagnarde, le Daghestan, la Géorgie, l'Arménie et l'Abkhasie.

Au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue des coutumes locales et de la culture, ces Républiques sont fortement différenciées entre elles. Cette différence se manifeste dans le développement du mouvement syndical de ces Républiques ainsi que dans leur rôle respectif et leur importance économique.

L'Azerbeidjan avec l'exploitation de ses mines de naphte occupe une place à part dans l'ensemble du mouvement syndical caucasien: les syndicats y ont un vaste champ d'initiative et d'activité. Dans cette région les syndicats ont existé même sous le gouvernement réactionnaire de Moussavat. La révolution d'avril 1920 trouva à Bakou un mouvement syndical assez bien organisé. Il est vrai que les syndicats étaient adaptés aux conditions de lutte dans les cadres du régime capitaliste, pourtant ils ont servi d'appui à la lutte révolutionnaire menée contre le gouvernement Bekho-Khan. Aussitôt après la révolution et l'établissement du régime soviétique les syndicats ont commencé à se réorganiser. Du 1-er mai au mois de juillet on créa à Bakou jusqu'à 20 syndicats groupant environ 70.000 membres. Le 1-er Congrès Syndical qui eut lieu le 1-er septembre 1920 représentait 92.500 syndiqués. A partir de ce moment le mouvement ne cessa de s'agrandir et aujourd'hui au point de vue qualité et nombre les syndicats d'Azerbeidjan sont de fortes organisations. En septembre 1920 nous avons eu à Bakou et dans ses environs 67.000 syndiqués, en avril 1921 nous pouvons en compter 92.757, soit un accroissement de 16.555.

En novembre 1920 il y avait 108.971 syndiqués et en avril 1921 il y en avait 126.867, ce qui donne pour Bakou et sa circonscription 21,7% d'accroisement, soit pour Bakou seulement 92.750 et pour son district 33.660. Ainsi les ¾ de toute la population ouvrière d'Azerbeidjan sont concentrés à Bakou et environs. Sur les 92.797 syndiqués, il y a 23.243 femmes, soit 25% du nombre total. Il faut aussi souligner que le nombre des femmes syndiquées s'est accru à partir du mois de janvier de l'année courante. Suivant la nationalité les syndiqués sont répartis de la façon suivante: 39.814 Russes, 16.549 Arméniens, 18.071 Turcs, 893 Persans, 872 Lesgiens, 4.099 Juifs, 1492 Géorgiens. Ces derniers temps, le Conseil Intersyndical d'Azerbeidjan a établi une liaison plus ou moins régulière avec la province, l'on y a organisé 8 bureaux syndicaux de district: Zakatal, Koubin, Agdad, Saliansk, Nouckinsk, Geotchaisk, Tchemakhisk, Lenkoransk, et ensuite deux bureaux syndicaux régionaux: Gandjisk et Karabasch. Il y a au total 22 fédérations d'industrie. A côté du travail d'organisation s'est développée en Azerbeidjan l'activité économique. Dans ce domaine l'influence du Conseil Intersyndical d'Azerbeidjan se fait vivement sentir. Entre toutes ces organisations il s'est établi un lien intime et des rapports réguliers. Grâce à de nombreuses conférences communes de la section économique du Conseil Syndical, des Collèges des sections du Conseil Supérieur de l'Economie d'Azerbeidjan et des représentants des syndicats, on a pu

définir les fonctions de l'organisme économique, déterminer les tâches concrètes et les méthodes d'action pour le temps le plus proche.

Il existe une liaison directe entre le Conseil Intersyndical et le Comité du Naphte dans le travail duquel joue un grand rôle la Fédération des mineurs qui englobe également les chimistes.

La participation des ouvriers à la vie industrielle du pays n'est possible qu'à condition du relèvement du niveau culturel et politique des masses. Le travail culturel du Conseil Intersyndical a débuté en décembre 1920. Le processuis d'organisation a abouti à la création de 178 commissions culturelles qui dirigent l'oeuvre éducative. Le Conseil Intersyndical considère comme le travail le plus important et le plus urgent l'éducation professionelle technique et la liquidation de l'analphabétisme. Par des efforts communs du Conseil Intersyndical, des syndicats et de la Direction Générale de l'enseignement professionnel d'Azerbeidjan ont été réalisés les cours suivants:

| Dénomination des fédérations: | Nombre des cours. |
|---|---|
| Mineurs | 11 cours de tourneurs, de serruriers, de graisseurs de machines, d'aide-mécaniciens, de foreurs de puits. |
| Chimistes | Deux cours de maréchalerie et de garçons de laboratoires. |
| Cheminots | 17 cours pour toutes spécialités. |
| Transports par eau. | Cours technique. |
| P. T. T. | Cours d'employés des P-T-T., de surveillants des télégraphes et téléphones. |
| Industrie polygraphique. | Cours de compositeurs. |
| Services publics. | Cours de comptabilité, de dactylographie, de sténographie. |
| Alimentation. | Cours de panification. |
| Transports locaux | Cours de chauffeurs-mécaniciens. |

Pour la liquidation de l'analphabétisme on a ouvert 286 écoles, dont 202 professant la langue russe, 76 la langue turque et 6 la langue arménienne.

Ces écoles fonctionnent pour la plupart grâce aux efforts des syndicats eux-mêmes; dans plusieurs syndicats on a organisé des salles de lecture, dont le nombre monte jusqu'à 66. Quelques syndicats possèdent des clubs. Du 2 au 11 juillet de l'année courante eut lieu à Bakou le 2-ème Congrès des Syndicats d'Azerbeidjan auquel prirent part environ 500 délégués. Tous les districts de la région étaient représentés. Les questions principales de l'ordre du jour furent l'édification économique et les tarifs en corrélation avec la nouvelle politique économique russe.

La question qui a soulevé le plus vif intérêt a été celle de l'unification du mouvement syndical général du Caucase. Cette question a été le pivot des discussions du Congrès depuis la première jusqu'à la dernière des séances. La discussion de cette question a provoqué des débats animés, de longs applaudissements et le chant de l'Internationale.

A la fin du Congrès furent élus un Bureau composé de 15 membres et une Commission de révision où furent inclus aussi les représentants des districts. Au point de vue technique, en tenant compte des conditions actuelles, ce Congrès fut bien organisé. Le rapport du Conseil de l'Economie Nationale, celui du Conseil Intersyndical et

d'autres documents avaient été imprimés et distribués. Durant le Congrès paraissait un bulletin et une brochure fut éditée concernant l'unification du mouvement syndical caucasien. Les sténogrammes des discours ont été rédigées en russe et en turc. Le côté administratif ne laissait rien à désirer.

En ce qui concerne l'unification du mouvement syndical caucasien le Congrès a adopté à l'unanimité la résolution proposée par le Bureau du Congrès, et dont les idées essentielles sont celles-ci: avec l'établissement du pouvoir soviétique dans le Caucase, tous les obstacles dressés sur le chemin de l'unification du prolétariat caucasien sont définitivement tombés. Le prolétariat de Bakou, fidèle à ses belles traditions révolutionnaires, en commun avec tout le prolétariat d'Azerbeidjan déclare une guerre acharnée à l'héritage maudit de chauvinisme et de nationalisme décimant les rangs des travailleurs, il décide de prendre l'initiative de l'unification des masses ouvrières. Le Congrès considère comme la tâche la plus immédiate l'unification éconemique des républiques caucasiennes et la création pour le Caucase d'un organe économique unique travaillant sous la direction et d'après le plan du Conseil du Travail et de la Défense Nationale de la R. S. F. S. R. Par ailleurs, le Comité condamne la tendance à une union fédérative du prolétariat caucasien et se déclare partisan du principe de l'union organique et idéologique complète des syndicats caucasiens entre eux et avec le mouvement syndical russe.

En approuvant les mesures prises dans ce sens par le Bureau du Caucase auprès de la C. G. T. russe, le Congrès considère comme nécessaire d'accélérer la convocation du 1-er Congrès Général des Syndicats du Caucase qui aurait pour but la réalisation de l'unité syndicale de toute la région du Caucase.

Le 2-ème Congrès des syndicats d'Azerbeidjan adresse en même temps un appel aux organisations syndicales de Géorgie, d'Arménie, d'Abkhasie, du Daghestan et de la République Montagnarde pour les inviter à développer une grande activité dans le sens de l'unification indiquée par le Congrès, et pour prendre place de cette façon à l'avant-garde du mouvement syndical russe. A tous les ouvriers des pays sus-mentionnés, le Congrès a adressé un appel semblable afin qu'ils entrent dans la grande famille unie de l'organisation syndicale caucasienne et russe.

Dans la République Montagnarde, c'est la région de Grosny, centre industriel du Caucase, qui a la plus grande importance. Le travail syndical s'effectue dans la ville de Grosny et dans les districts riches en naphte, car l'industrie de naphte sert là de vaste champ d'activité au travail des organisations syndicales. Malheureusement Grosny, aussi bien que les autres centres du mouvement syndical caucasien, souffre d'un grand manque de militants syndicaux capables de situer le travail syndical à une hauteur convenable. Ceci a une grande répercussion sur l'état du mouvement syndical dans la région de Grosny. Cette région compte au total 17 syndicats, groupant 2.671 syndiqués hommes et 4.711 femmes syndiquées.

Au point de vue organisation, les syndicats sont faibles et ne jouissent pas d'une autorité pouvant être comparée par, exemple, à celle des syndicats d'Azerbeidjan. Le travail de la section économique du Conseil Régional de Grosny était de même fort entravé faute de militants expérimentés. Cependant, à partir du mois de mai, la section économique a commencé un travail systématique ayant trait à l'étude de

l'industrie et des conditions du travail des noyaux industriels. On a organisé auprès de la section économique une sous-section des coopératives ouvrières. Une coopérative ouvrière a été fondée pour effectuer le travail de l'échange des marchandises. Le manque d'ouvriers qualifiés a rendu nécessaire l'ouverture de toute une série de cours technico-syndicaux. Afin d'élever le niveau général du travail qualifié on a opéré le recensement de tous les syndiqués âgés de 14 à 18 ans. Leur nombre s'élève à 788 et ils forment les effectifs des élèves techniciens. On se propose d'organiser des écoles avec un cours d'enseignement de 2 ou 3 ans afin de préparer de nouveaux cadres qualifiés.

Le nombre total des syndiqués dans toute la République, sauf la région de Grosny, représente 5.261 hommes, dont presque la moitié revient à Vladikavkaz.

Les organisations syndicales de Vladikavkaz sont faiblement liées avec leurs sections régionales et leur travail ne s'étend que sur la ville même.

Le Conseil Intersyndical déploie aussi son activité parmi les Ossétines, surtout dans la région riche en mines de plomb et d'argent. Mais, outre les syndicats, il existe aussi dans la République, des secrétariats syndicaux.

L'agitation syndicale s'opère aussi parmi les Kabardines à Naltchik et dans les petits villages. Naltchik, avec les secrétariats des petits villages groupe 2.498 syndiqués.

En ce qui concerne le Daghestan il faut noter que sauf les pêcheries de Petrovsk, il n'existe pas d'autre grosse industrie. La population des plateaux rocheux habitant de petits villages nichés dans les montagnes s'occupe de la petite industrie et ce n'est que sur une étroite bande de terre, au bord de la mer Caspienne, qu'on peut trouver une vie syndicale quelque peu développée.

Le travail syndical était très faible parmi les artisans vu le manque d'instructeurs connaissant les langues indigènes. Néanmoins, le Conseil Syndical de Daghestan a réussi à organiser dans les montagnes toute une série de secrétariats.

Ce Conseil groupe au total 18.992 syndiqués dont 12.542 reviennent à Petrovsk, 3.611 à la ville de Schoura, 2.404 à Derbent, et le reste seulement aux secrétariats.

En somme, il y a 20 syndicats dans tout le pays. Les mieux organisés sont les Syndicats de l'alimentation, des cheminots et des ouvriers des transports par eau. Dans les autres syndicats, le travail est très faiblement développé. L'activité de la section économique du Conseil Syndical de Daghestan s'est exprimée dans la délégation de ses représentants au Sein du Collège du Conseil de l'Economie Nationale et dans la réalisation des réformes administratives dans certains organes économiques du Conseil de l'Economie Nationale.

Le manque de militants a eu une grande répercussion sur le travail culturel du Conseil Syndical. Au cours du mois d'avril furent organisées des bibliothèques dans 18 syndicats et ouverts deux clubs. Durant le semaine syndicale furent éditées des feuilles volantes spéciales, aussi bien que des journaux. On porte à présent une attention particulière au renforcement de l'activité des cours technico-syndicaux.

G é o r g i e. Le 19 juin se sont terminés les travaux de la Conférence Syndicale de Géorgie à laquelle participèrent 98 organisations syndicales représentées par 231 délégués, dont 219 avec voix consultative et 18 avec voix délibérative. La composition nationale de la

Conférence était la suivante: 40 délégués Géorgiens, 24 Arméniens, 37 Russes et 30 d'autres nationalités.

La question principale de la Conférence fut celle des tâches immédiates des syndicats. Les syndicats de la Géorgie Soviétique, en qualité d'organes auxiliaires de l'Etat ouvrier, considèrent que leur tâche essentielle est l'aide la plus large apportée au pouvoir soviétique dans l'oeuvre de l'organisation de l'économie nationale par le moyen de la participation à tous les organes économiques et de la réalisation du contrôle et de l'inspection: 1) de l'observation dans l'industrie des statuts concernant la protection du travail, 2) de la marche et de l'état de la production, 3) de la fourniture régulière et méthodique des moyens techniques et matériels et de la main d'oeuvre à l'industrie.

Ensuite, la résolution traite la question de la participation des syndicats à la direction pratique de l'industrie nationalisée; elle propose que les organes directeurs de l'industrie, en commençant par le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et jusqu'à l'entreprise, soient créés en commun par les syndicats et les organes respectifs du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, sur la base des candidatures proposées.

En ce qui concerne le rôle des syndicats dans le domaine de l'industrie non-nationalisée, il s'exprime dans l'établissement du contrôle de l'application stricte des normes de la protection du travail, dans le recensement des matières premières reçues par l'industrie, des produits fabriqués par l'industrie et des produits fabriqués par les ouvriers et mis, suivant les termes de la loi, à leur disposition, aussi bien que dans la réalisation méthodique de la naturalisation des salaires. Les syndicats jouent en outre le rôle d'organes de défense des intérêts des travailleurs contre l'exploitation et les abus pratiqués par les patrons, et celui des agents du pouvoir soviétique dans l'oeuvre de recensement et de contrôle de la petite industrie.

La résolution prévoit aussi un changement d'organisation syndicale, changement se manifestant dans le passage vers les syndicats d'industrie.

La Conférence considère comme une tâche immédiate de première importance l'activité culturelle des syndicats. Elle croit que la classe ouvrière de Géorgie doit s'occuper en premier lieu de son éducation dans le sens de la solidarité communiste internationale et qu'elle doit tendre à l'anéantissement absolu de l'esprit nationaliste.

Les syndicats de Géorgie et la 1-ère Conférence se déclarent pour l'union complète des syndicats des Républiques Caucasiennes avec ceux de la R. S. F. S. R.

Il est intéressant de noter que le rapport du Bureau du Conseil Confédéral de Géorgie a donné un tableau très net de la ruine des syndicats sous le régime des menchéviks qui se sont servis des syndicats comme moyen d'obscurcir la conscience de classe des ouvriers.

Dès l'époque de l'établissement du pouvoir soviétique, le Conseil Confédéral de Géorgie a accompli un grand travail d'organisation, en organisant les syndicats d'industrie et en réduisant leur nombre à 21.

A la suite du rapport fait par le Bureau fut votée la résolution suivante:

„La domination de trois ans des menchéviks, en plus de la ruine économique générale, a entraîné la destruction des syndicats de Géorgie qui se sont transformés presque en filiales de la police politique. Et dans de telles conditions, lorsque nous avons à présent au lieu de syn-

dicats exsangus et ruinés, des syndicats d'industrie transformés en organes de combat du prolétariat, la Conférence ne peut que constater avec pleine satisfaction le travail accompli par le Conseil. La Conférence attire l'attention du Conseil nouvellement élu sur la nécessité de renforcer le travail dans les provinces au moyen de l'établissement d'une liaison étroite avec les unions syndicales locales.

„En dehors de cela, la Conférence propose à l'ancien Comité Exécutif menchévik de faire un compte-rendu financier au nouveau Conseil qui se chargera de publier ce rapport dans la presse.

„En ce qui concerne la question d'organisation, la Conférence s'est donné pour tâche de consolider les organes syndicaux subalternes et de les lier étroitement aux masses et aux organes supérieurs. Le Conseil Confédéral a été chargé de prendre des mesures pour renforcer et réorganiser les organisations syndicales locales et les lier un Bureau Régional. Le nombre des fédérations d'industrie s'élève à 21.

A la suite du rapport sur le mouvement syndical international a été adoptée à l'unanimité la résolution de l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge et de la liaison étroite avec le mouvement syndical russe.

Arménie. Les effectifs ouvriers en Arménie sont peu considérables. Il y a en tout 20 à 25.000 ouvriers groupés en organisations syndicales. Leur activité n'est pas forte vu l'absence de la grosse industrie en Arménie. Le caractère petit industriel des entreprises arméniennes n'est pas favorable au développement de l'action syndicale. Quelques syndicats sont obligés même de travailler en qualité de sections. Après le retour des camarades arméniens délégués au Congrès Confédéral, on a commencé un travail intense tendant à organiser des Conférences locales et un Congrès des syndicats arméniens.

Dans les districts on a déjà créé des Bureaux autour desquels se groupent les ouvriers locaux.

Le Conseil Intersyndical d'Abkhasie travaille assez activement. A Soukhoume on a organisé 18 syndicats groupant 4.082 membres. La liaison avec la province est déjà établie et on effectue le travail préparatoire pour convoquer les conférences des organisations syndicales locales.

Le nombre total des ouvriers organisés dans toute l'Abkhasie se monte à 6.008. Le Conseil Intersyndical d'Abkhasie a attiré les artisans dans l'arbite de l'action syndicale.

En terminant cette brève revue du mouvement syndical dans les diverses Républiques du Caucase, il est nécessaire d'indiquer que dans plusieurs régions, la liaison des organes syndicaux locaux avec les centres est très faible. Ces défauts doivent être corrigés. Vu le peu de densité de la population ouvrière par rapport à la population générale, il est nécessaire de renforcer et d'élargir le travail des syndicats, organismes de classe de la masse ouvrière, capables de servir de pilier solide au régime soviétique dans chacune des républiques caucasiennes.

Le nombre total des ouvriers organisés en syndicats dans les 6 Républiques sus-mentionnées s'élève à 300.000 membres en chiffres ronds. Voici comment se répartit ce chiffre général: Azerbeidjan 26.367 membres; Géorgie: 38.371 pour Tiflis et plus de 40.000 pour le reste du pays; Abkhasie 6.008; Daghestan: pour Petrovsk 12.548 et pour les autres centres 6.550; République Montagnarde: pour la région de Grosny 23.681; à Naltchik 2.498 et pour les autres centres 50.133.

*Chine,*

## Le mouvement ouvrier.

La Chine, pays de très vieille culture qui s'est arrêté dans son développement à cause du „mur de Chine" qui a séparé pendant de longs siècles sa population multimillionnaire du monde extérieur, la Chine commence ces temps derniers à se réveiller et à progresser irrésistiblement dans la voie du développement de ses forces productrices.

La Chine a toujours été un pays agricole et elle l'est restée jusqu'à nos jours. Les 85% de sa population sont attachés à la glèbe.

L'industrie continue à rester essentiellement une industrie d'artisans malgré le développement progressif du capitalisme qui mène en Chine une offensive victorieuse et gagne peu à peu du terrain. Le capitalisme devient un facteur essentiel surtout sur le littoral de l'Océan Pacifique tandis que le territoire continental de la Chine lui reste presque totalement étranger et que le féodalisme y règne comme par le passé de même que le régime corporatif qui lui correspond dans le domaine économique. Quant au littoral de l'Océan Pacifique, des usines et des fabriques y sont érigées, des trusts industriels et financiers y sont formés, des villes y surgissent en grand nombre tandis que les anciennes prennent un aspect européen, c. à. d. capitaliste. Il suffit de dire que la Chine consomme du charbon et du fer en quantité toujours croissante, le chiffre d'importation des machines augmente. Cela donne une idée de la tendance au développement manifestée par la grosse industrie en Chine.

L'industrialisation du pays a été commencée par les capitalistes étrangers, européens, japonais et américains pour qui la Chine s'est trouvée être un vaste marché leur permettant d'y jeter leurs marchandises et d'y employer leurs capitaux disponibles. La conquête économique de la Chine par le capital étranger se poursuit et ne cessera de se poursuivre tant que la Chine ne sera pas devenue définitivement une colonie des puissances impérialistes mondiales.

Le courant général d'industrialisation entraîne peu à peu le capital indigène lui aussi qui, jusqu'à ces jours, était resté de préférence commercial: les richards chinois commencent à placer leurs capitaux dans des entreprises industrielles soit pour leur propre compte, soit, ce qui s'observe plus souvent, en compagnie avec des capitalistes étrangers.

Le capitalisme trouve en Chine toutes les conditions qui peuvent favoriser son développement futur. Le boycottage des produits japonais effectué dans le temps par toutes les couches de la population chinoise a contribué à l'épanouissement de plusieurs branches de l'industrie indigène, particulièrement de l'industrie textile. C'est ainsi que dans le courant du seul mois de juillet se sont ouvertes à Chang-hai 45 nouvelles entreprises au capital de 131 millions de dollars chinois.

La Chine elle-même, avec ses centaines de millions d'habitants, fournit aux produits de son industrie un vaste marché intérieur. Outre cela, la richesse de la Chine en charbon, en fer et autres matières premières nécessaires pour l'industrie lui promet un riche avenir. Il faut ajouter à cela son inépuisable réserve de main d'oeuvre qui ne fait que s'accroître grâce à la prolétarisation des masses, à la décadence de la petite industrie et au manque de terre qui se fait sentir au paysan.

Cependant, malgré cette tendance générale au développement du capitalisme chinois, celui-ci ne peut encore être appelé le régime caractéristique de la Chine contemporaine et des entreprises capitalistes ne sont encore, comme par le passé, que des oasis dans la masse innombrable des petites entreprises. Aussi le prolétariat ne forme-t-il qu'un pourcentage infime en comparaison des masses des autres travailleurs chinois, des paysans d'une part et des artisans d'autre part.

Pourtant, le progrès du développement économique de la Chine contribue à augmenter le contigent du prolétariat chinois. D'une part, y affluent les paysans qui ont perdu leurs terres pours s'être endettés et pour avoir succombé sous le poids des impôts, d'autre part, ce sont les artisans qui n'ont pu faire concurrence avec la production industrielle des capitalistes. Tous ces hommes qui ont été déracinés sont loin cependant de trouver tous à se placer dans les rangs du prolétariat industriel: ils sont réduits à émigrer en grandes masses ou bien à se faire rikchi-coolie, ce qui constitue une forme originale du prolétariat, ou bien encore à s'en aller trouver les kougouzes et à entrer dans leurs bandes de brigands.

Grâce à cette énorme réserve d'hommes il y a constamment en Chine une très grande masse de chômeurs qui dressent de grands obstacles au prolétariat chinois dans sa lutte pour l'amélioration de sa situation.

Or, cette situation des ouvriers chinois est en vérité effroyable. Soumis à l'exploitation des patrons le prolétariat chinois souffre bien plus encore de ce qui s'appelle là bas des „doyens" qui servent d'intermédaires entre les groupements ouvriers et les patrons. Profondément intéressés à ce que les ouvriers soient exploités le plus possible puisqu'ils reçoivent des patrons un tant pour cent qui varie en raison directement proportionelle du rendement des ouvriers, ces „doyens" poussent cette exploitation jusqu'un degré incroyable. Plus encore, pour mieux tenir dans leurs griffes leurs victimes ils engluent les ouvriers autant matériellement qu'idéologiquement, ils les lient par des dettes, ils leur prêtent de l'argent à un taux usuraire inouï, ils les saoûlent d'opium et d'autres narcotiques dans des maisons de jeu ou dans des bouges stipendiés par eux.

En Chine, il n'y a pas de journée de travail dûment fixée, on travaille autant que l'exigent les intérêts du patron et autant que le permettent les possibilités physiques des ouvriers. En moyenne elle est de 14—15 heures, variant selon les diverses branches d'industrie. C'est ainsi que par exemple les ouvriers du livre ont une journée de travail de neuf heures tandis que les ouvriers du textile travaillent normalement 18 heures par jour; mais il y a des entreprises où l'on travaille aux pièces, ce ne sont plus seulement les hommes adultes, ce sont les femmes et les enfants qui travaillent depuis le point du jour jusqu'à la tombée de la nuit. Travaillant ainsi presque sans interruption, les ouvriers chinois ne connaissent ni repos hebdomaire, ni aucune autre fête.

Et ce travail forcené est rétribué d'un salaire de misère. Dans beaucoup de fabriques où l'on travaille aux pièces les femmes gagnent 12 cents tout au plus et les enfants 7 cents. En moyenne les ouvriers chinois gagnent dans les fabriques de 35 à 50 cents, les ouvrières 30 cents et les adolescents — 20, tandis que le coût de la vie ne cesse de croître (le prix du riz par exemple a augmenté de 90%). L'augmentation des salaires est loin d'équilibrer la cherté de la vie.

La Chine ne connaît pas jusqu'à présent la législation ouvrière et

les ouvriers sont livrés à l'arbitraire des entrepreneurs et de leurs agents. L'exploitation du travail des enfants et des femmes est illimitée et le nombre des ouvrières et des enfants âgés de moins de 12 ans employés aux travaux augmente chaque jour. C'est surtout la situation de l'ouvrière qui est pénible, car en Chine son labeur n'est estimé jusqu'à présent que comme un labeur auxiliaire, ce qui revient à dire qu'il est très mal payé. Aucun secours médical n'est accordé aux ouvriers en cas de maladie et aucune pension, aucune indemnité n'est versée à leurs familles en cas d'impotence ou de mort.

De même que dans les véritables colonies en Chine les ouvriers indigènes se trouvent dans des conditions beaucoup plus mauvaises que les ouvriers européens. L'ouvrier chinois, même hautement qualifié, reçoit beaucoup moins que l'ouvrier européen non qualifié.

Ce qui constitue un grand obstacle à l'amélioration de la situation du prolétariat industriel chinois, c'est que dans les entreprises corporatives les ouvriers „auxiliaires" sont soumis à une exploitation encore plus cruelle. Vivant dans la maison même du patron, étant par lui „logé et nourri" l'apprenti travaille pendant trois ans tout à fait gratis ou bien pour l'infime salaire de deux ou trois dollars par mois, presque sans repos, presque sans interruption. Il subit cette vie pour apprendre le métier et obtenir au bout de trois ans le grade d'ouvrier qualifié. Malgré cette „pension complète" le nombre de ces apprentis s'amoindrit toujours: ils s'en vont dans les fabriques où ils sont plus indépendants des patrons et où ils jouissent du moins d'un peu de liberté.

La situation du prolétariat agricole est encore plus triste, car il n'a de travail assuré que pour un délai de temps fort bref; la plus grande partie de l'année ce prolétariat fournit les effectifs de l'armée des chômeurs.

Malgré leur état arriéré et leur manque de culture, les ouvriers chinois commencent à se rendre compte de leur situation pénible et entrent en lutte contre leurs exploiteurs.

L'industrie chinoise traverse ces derniers temps toute une série de grèves. Celles-ci prennent un caractère chronique. Durant un délai de temps relativement court ont fait grève: les ouvriers d'une fabrique de textile, les ouvriers d'une compagnie d'eau (concession française), les cordonniers de Shanghaï, les ouvriers des fabriques de papier, les imprimeurs, les employés des cafés et des maisons de thé, les charpentiers et les maçons, les ouvriers des fabriques de couleurs, les ouvriers du tabac, les mécaniciens (Canton), les cheminots de la ligne Canton-Shangai et plusieurs autres ouvriers.

Pour la plupart, les revendications des grévistes portent un caractère économique; ce sont les suivantes: augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, meilleur traitement de la part des patrons, repos hebdomadaire et observation des jours de fête, assurance en cas de maladie, d'invalidité et de mort.

Les cas des grèves à la suite des renvois irréguliers et sans motifs suffisants des ouvriers et des employés sont nombreux. Tel, par exemple, celui des mines de Tsianchan, où les ouvriers quittèrent le travail à la suite du renvoi d'un ingénieur populaire; ainsi que celui des mécaniens travaillant dans l'entreprise „Bailey et C-ie" à Khounkhoum, à la suite du renvoi par l'administration d'un des mécaniciens. Il est intéressant de noter une grève dans l'industrie de la soie de Nankin, ayant eu lieu en 1920 et portant un caractère purement politique. Le mouvement surgit comme protestation contre l'adoption par l'Assemblée Législative pro-

ciale d'une série de lois indésirables. Cependant, l'affaire ne se borna pas à la grève seule: les ouvriers ont dissous l'Assemblée par force, plusieurs membres de l'Assemblée furent même blessés.

A l'heure actuelle, vu la fondation légale des organisations syndicales, les ouvriers exigent qu'elles soient reconnues; en cas de refus de la part des patrons, ils déclarent la grève. Bien souvent ces grèves se terminent en faveur des ouvriers qui, il faut leur rendre cette justice, savent utiliser leur victoire pour des buts de propagande, en organisant des démonstrations, en éditant des bulletins, etc. Parfois même les grèves prennent un caractère assez violent. Ainsi, tout récemment (décembre 1921), à Khankai, eut lieu un engagement entre les grévistes et la police au cours duquel plusieurs ouvriers furent blessés.

Les gouvernements de la Chine septentrionale et de la Chine méridionale ne se gênent nullement dans l'application des mesures les plus cruelles envers les ouvriers. Les méthodes de persécution sont les mêmes que partout: on suspend, on confisque les journaux et les revues; on arrête les leaders du mouvement, et, en général, les ouvriers conscients et révolutionnaires. Le gouvernement use de tous les moyens pour mettre la main sur ceux qui conduisent la lutte contre la bourgeoisie. Ainsi, par exemple, une grosse récompense fut promise à celui qui indiquerait le camarade répandant la littérature révolutionnaire parmi les ouvriers de Shanghai à la veille du 1-er mai 1921. Les gouverneurs provinciaux ne le cèdent en rien au gouvernement central. Le gouverneur de la province Tsiansou a promis 500 dollars à celui qui livrerait entre les mains de la police l'agitateur „bolchéviste", un certain-KhanYou, qui menait une propagande „hostile" au régime existant.

En dehors des mesures purement policières, la bourgeoisie a recours aux méthodes habituelles „d'arrangement", des intérêts de classe. Elle „fait participer" les ouvriers aux bénéfices, et, en leur jetant quelques miettes de ses profits, elle les prive de la possibilité de lutter par la voie révolutionnaire pour l'amélioration de leur situation. La bourgeoisie tâche en outre, par l'intermédiaire de ses agents, d'asservir les ouvriers en employant dans ce but des moyens monstrueux: l'opium, etc.

Les „doyens" dont il a été question plus haut surveillent continuellement les ouvriers, car étant ordinairement agents de leurs patrons, ils sont en même temps des agents de la police secrète et de la gendarmerie.

A la suite de cette situation extrêmement dure, et de la conduite provocatrice des capitalistes, les tendances du prolétariat chinois vers l'union et la solidarité prolétarienne organisée grandissent de plus en plus. A l'heure actuelle, il n'est pas rare devoir les ouvriers chinois de diverses branches industrielles s'unir en vue d'une lutte économique contre les patrons. L'organisation des ouvriers en syndicats commence à prendre des formes concrètes et actives.

Jusqu'ici les corps de métier et les ghildes groupant des artisans aussi bien que des apprentis constituaient les organisations caractéristiques de la Chine. Et il faut dire que les corporations représentent encore jusqu'à nos jours la forme dominante de l'union syndicale. Dans de pareilles organisations groupant en même temps les patrons et les ouvriers, les premiers jouent le rôle prépondérant et les seconds n'en jouent aucun.

En dehors des ghildes et corps de métier, il existe encore en Chine des compagnonnages ouvriers, groupant les travailleurs d'après leur pays d'origine. Ensuite, il y a en Chine des syndicats qu'on ne peut

rencontrer nulle part ailleurs. Ainsi, à Shanghai il y deux syndicats originaux nommés „Tchinpangue“ (Syndicat Bleu) et „Khoungpangue“ (Syndicat Rouge) auxquels la légende attribue environ 300 ans d'existence. Tout au début, ces syndicats portaient un caractère patriarcal: les membres appartenaient à une certaine souche d'aïeux, de pères, de fils et de petits-fils et jouissaient de droits suivant le degré d'aînesse de chaque famille. Présentement, ces syndicats ne portent plus ce caractère patriarcal, pour en faire partie, il ne faut point être lié par des liens de sang, les dénominations aïeul, père, fils, etc. ne comportant plus qu'un caractère exclusivement figuré. L'appartenance à telle ou telle autre famille ne dépend plus que de la somme des cotisations versées. A la tête de ces syndicats se trouvent des aventuriers et des arrivistes pensant plus aux cotisations qu'à l'amélieration de la vie des membres affiliés. Se trouvant de facto au service des capitalistes, ils trahissent les intérêts ouvriers qui leur sont confiés.

Après la révolution de 1911, certains militants démocrates bourgeois, désireux de se faire une carrière politique, fondèrent dans quelques centres industriels des „syndicats“, le „Syndicat Chinois“ à Shanghai et le „Syndicat Ouvrier“ à Tsien-Chan. A l'heure actuelle il existe quelques syndicats semblables créés par des parlementaires. Telles L'Union Ouvrière de Shanghai et de Chine“ et „L'Union Ouvrière de Khounan“. De la même sorte fut créée en 1919 par les étudiants désireux d'être soutenus par les ouvriers „L'Union Ouvrière“ panchinoise.

Par ailleurs, les patrons fondent dans leurs usines et fabriques des unions; ils exigent des ouvriers d'y adhérer, afin de les soustraire à la participation aux organisations ouvrières syndicales.

Les véritables syndicats prolétariens ont commencé à se former à partir de la 2-me moitié de 1920, ils ont été fondés à Shanghai, à Canton, à Hong-Kong. Parmi eux les plus connus sont: l'union des métallurgistes de Shanghai, groupant 2.000 membres; l'union des imprimeurs, 800 membres; l'union du textile — 500 membres; l'union des employés des bateaux, celle des employés de commerce des P. T. T., des métallurgistes et des mécaniciens de Hong-Kong et autres.

Le 1-r mai 1921 fut fondée en Chine septentrionale l'Union des cheminots de la ligne Tsien-Tsien-Poukoi.

La tendance vers l'organisation se manifeste parmi les ouvriers de toutes les branches d'industrie, parmi les ouvriers conscients aussi bien qu'arriérés. A Shanghai s'organisent actuellement des syndicats des blanchisseuses, du bâtiment. des boys, les coolié eux-même ont formé pour la première fois leur union à Canton. Les syndicats surgissent d'ordinaire à la suite de la lutte contre les patrons: en règle générale, lorsque la grève est terminée, les ouvriers forment un syndicat, si celui-ci n'existait pas avant.

En ce moment la question de l'union des syndicats du nouveau type en vue de la lutte générale contre les patrons, d'une part, et de la lutte contre les vieilles corporations et ghildes, d'autre part, commence à se poser en Chine.

Le Secrétariat Panchinois joue un grand rôle dans l'oeuvre de l'organisation des ouvriers en nouveaux syndicats et dans celle de l'unification des syndicats déjà existants. Il a été fondé à Shanghai, le 16 aout 1921 et dès sa fondation il a adressé aux ouvriers chinois un manifeste spécial.

Ce nouvel organisme syndical se trouve placé en face de nombreux obstacles.

Manque absolu de culture (98% d'ouvriers chinois sont illetrés), grande diversité d'idiomes, (un pékinois ne comprend pas un cantonois et inversement), absence de leaders ouvriers, capables d'entraîner et d'organiser les masses, voilà les difficultés qu'a présentement à surmonter le Secrétariat. En ce qui conserne la classe intellectuelle chinoise et en particulier les étudiants, il ne faut pas compter beaucoup sur eux: ils ne se sont jamais appuyés sur les masses prolétariennes, étant révolutionnaires dans la mesure où il s'agissait de libérer la Chine, autrement dit, la bourgeoisie chinoise, de la domination étrangère. Dans ce but les intellectuels ont su faire la cour aux masses ouvrières, afin de les utiliser pour leurs propres buts; mais quant à s'occuper sérieusement de la quesion ouvrière, qui d'ailleurs n'est pas en Chine une question politiquement dominante, la classe intellectuelle révolutionnaire de la Chine n'y pense guère.

Mais d'autre part, la situation économique de la classe ouvrière et la situation politique de la Chine en général, vu les tristes résultats de la conférence de Washington, ouvrent pour le mouvement ouvrier de Chine des perspectives très vastes.

La conscience de classe qui se réveille parmi les travailleurs chinois se développera de plus en plus à la suite de cette situation. Dans le proche avenir le pouvoir politique et économique restera encore entre les mains de la bourgeoisie chinoise qui acquiert une influence de plus en plus grandissante en Chine et qui lutte avec succès contre les restes du régime féodal, mais nous pouvons cependant dire que l'avenir appartient indubitablement au prolétariat chinois. Les preuves en sont les grèves chroniques et la tendance irrésistible de toutes les couches de travailleurs chinois vers l'organisation. La démonstration de décembre 1921 à Shanghai, démonstration de protestation contre les résultats de la conférence de Washington, est dans ce sens fort symptômatique. Au milieu des cris d'indignation générale, se sont fait entendre des voix demandant le renversement du régime capitaliste et la suppression de la propriété privée.

Les doctrines socialistes qui ont pénétré en Chine il y a environ 20 ans, ont joué un grand rôle dans l'oeuvre du révolutionnement des masses ouvrières chinoises. Il est vrai que dans les premiers temps les doctrines socialistes n'étaient étudiées que par la classe intellectuelle et ce n'est que de nos jours qu'elles commencent à pénétrer dans les milieux ouvriers. La grande révolution russe a donné une forte impulsion à l'étude approfondie du socialisme. On fonde des sociétés pour étudier le marxisme et le socialisme. On traduit en grande quantité la littérature socialiste: Marx, Kautsky, Engels, Russel et autres théoriciens socialistes sont édités actuellement en chinois. On publie des journaux qui consacrent beaucoup de place aux questions du socialisme. Tels sont „La nouvelle jeunesse“, „L'Emancipation et la Réconstruction“, „L'Ouvrier du Bâtiment“, etc. A l'heure actuelle il existe en Chine les groupements révolutionnaires et socialistes suivants: anarchistes, social-réformistes, communistes agraires, communistes.

De toutes les doctrines sociales ce fut l'anarchisme qui pénètre le premier en Chine et qui y trouva un terrain favorable préparé de longue date par la doctrine de l'ancien sage chinois Lao-Tsé.

Présentement, il y a en Chine plusieurs groupes, représentant toutes les nuances de la doctrines anarchiste: proudhonistes, bakouninistes, kropotkinistes; mais il n'y existe pas d'organisation anarchiste

unique. Chaque groupement a son organe: „La Liberté“, „L'Evolution“, etc., et éditent de nombreuses publications.

Les social-réformistes de facto, militants parlementaires libéraux qui cherchent leur appui dans les masses et dans la collaboration avec les radicaux; ils se nomment pompeusement „socialistes“. Mais, en réalité, ce sont des libéraux opportunistes étrangers au socialisme.

Les communistes agraires sont des utopistes pur sang, qui veulent instaurer pacifiquement le paradis sur la terre. Ils veulent par le rachat de la terre fonder des économies rurales communistes et implanter le communisme dans la société bourgeoise existante. Mais à mesure que la Chine prend conscience de la marche méthodique du développement historique, cette idée perd ses partisans.

Le mouvement communiste s'est actuellement implanté en Chine. Les premiers noyaux communistes ont été organisés à Shanghai et à Pékin en mai 1920. Leur nombre s'est tellement accru, qu'au commencement du mois d'août 1921 à la conférence de Schanghai a été créé en Chine le Parti Communiste Chinois, section de la 3-me Internationale.

Les communistes commencent à jouer un rôle considérable dans l'oeuvre de l'organisation des masses ouvrières et contrairement aux autres groupements socialistes, ils sont très liés aux masses, car ils travaillent dans leur sein. Plusieurs savants, théoriciens marxistes éminentes, font partie du Parti Communiste, ce qui sera sans doute de grande utilité pour le jeune Parti Communiste de Chine.

Les résultats de la Conférence de Washington qui devait décider du sort de la Chine, à savoir si elle allait être économiquement et politiquement indépendante ou bien transformée en colonie des grands Etats impérialistes, ces résultats, disons-nous, renforceront, sans nul doute, le mouvement révolutionnaire en Chine. Le capital attaquera plus activement que jamais la classe ouvrière chinoise. L'exploitation du prolétariat chinois deviendra plus forte, ses conditions de vie deviendront plus dures. Le prolétaire chinois sera transformé en coolie, véritable paria du capital international. L'oppression économique provoquera de la part des masses chinoises une contre-offensive plus solidaire. La classe intellectuelle qui s'orientait jusqu'ici sur l'Amérique, „défenseur“ de l'autonomie chinoise, c'est à dire de la bourgeoisie chinoise et du développement capitaliste de la Chine, cette classe intellectuelle, déçue par les résultats de la conférence de Washington, détournera ses sympathies de l'Amérique hypocrite pour les diriger vers la Russie Soviétique. Elle abandonnera le chemin du libéralisme et du réformisme socialiste et prendra celui du communisme révolutionnaire. Ce changement sera de très grande utilité pour les masses chinoises plongées jusqu'à présent dans les ténèbres de l'inconscience. La classe intellectuelle partagera son savoir avec le prolétariat, qui à son tour insufflera à l'esprit révolutionnaire des intellectuels un contenu prolétarien. Et alors, d'un commun effort, ils entreprendront une lutte victorieuse contre le régime capitaliste et les requins impérialistes de toutes les nations.

# La chronique de la vie syndicale russe.

## L'activité culturelle des syndicats russes.

Le 2-me Congrès Confédéral de Russie (janvier 1919) a formulé ainsi les tâches culturelles des syndicats à l'époque de la Révolution sociale: „La révolution socialiste a posé devant le prolétariat toute une série de tâches et de buts importants en corrélation avec la construction nouvelle de la vie. Parallèlement et à la suite des transformations subies par les rapports économiques pendant la Révolution la classe ouvrière, en tant que classe organisatrice du socialisme, doit aborder la création de la culture prolétarienne, en remplacement de la culture bourgeoise; ceci pour préparer les grandes masses à la réalisation complète du régime socialiste".

L'activité ayant trait à la création de cette nouvelle culture s'est d'éveloppée suivant deux directions. Dans la première de ces directions les syndicats ont manifesté relativement peu d'initiative, ils ont renoncé volontairement à créer leurs propres appareils culturels en remettant les fonctions culturelles entre les mains sûres et fortes de l'organisme centralisé de l'Etat ouvrier, au Commissariat du Peuple pour l'Instruction Publique. La guerre civile qui sévissait arrachait les meilleurs militants et les jetait sur les nombreux fronts; en conséquence il manquait des militants pour un travail systématique culturel à l'intérieur des syndicats. La tâche qui consistait à préparer les masses à la réalisation du socialisme revint donc entièrement au Commissariat pour l'Instruction Publique; les syndicats virent leur tâche immédiate dans l'utilisation la plus large des possibilités créées par ce Commissariat (enseignement gratuit et obligatoire, instruction extra-scolaire, technique, etc.). C'est dans ce but précis que les syndicats, conformément à la décision du 2-me Congrès confédéral, ont envoyé au Commissariat leurs représentants chargés de défendre les besoins culturels du mouvement syndical et de tendre à leur réalisation immédiate.

Des sections culturelles ont été créées auprès de chaque syndicat d'industrie, ayant pour but non pas un travail pratique indépendant, parallèle à celui du Commissariat, mais exclusivement des fonctions de régularisation, de coordination et de direction idéale.

Les sections culturelles des syndicats avaient un travail énorme à accomplir: dans un pays où 70% de la population étaient illetrés, il fallait développer largement l'activité culturelle et créer une nouvelle culture prolétarienne en remplacement de la culture bourgeoise. Les conditions de ce travail étaient des plus dures: outre les mobilisations

continuelles de militants syndicaux pour les fronts militaire et économique, la ruine générale, d'une part, et d'autre part le manque de locaux, de combustible, de matériel scolaire, de manuels, etc. entravaient le travail culturel. C'est pourquoi les syndicats ont été obligés de limiter le cercle de leur activité culturelle et d'appliquer dans le domaine culturel le même principe de graduation du travail par ordre d'importance qu'on a été obligé de pratiquer aussi, sous la pression de la dure nécessité, dans les autres domaines de l'activité soviétique. Dans le domaine des trois branches fondamentales du travail culturel, éducation sociale, éducation politique, éducation technico-professionnelle, les syndicats n'ont concentré leur attention spéciale que sur la troisième branche. Ce choix n'est certes pas le fait du hasard, il a été provoqué par des conditions objectives. Tout le monde sait qu'avant la Révolution l'éducation technique se trouvait en Russie au niveau le plus bas. Les écoles techniques supérieures étaient fort peu nombreuses et point accessibles aux ouvriers, les écoles techniques primaires étaient très mal outillées, leur personnel pédagogique était peu qualifié, et, en somme, on y préparait un contingent d'artisans pour la petite industrie. Or, l'industrie nationalisée de la Russie Soviétique ressentait un vif besoin de main-d'oeuvre qualifiée, d'organisateurs expérimentés et conscients, de directeurs de la production collective. Aussi, les syndicats se sont-ils posé ce but: créer en premier lieu „L'Armée Rouge de la production", une armée composée d'ouvriers possédant une instruction technique et politiquement consciente.

Tout ce processus a été reflété dans les résolutions du 3-me Congrès Confédéral (mars 1920) à partir duquel commence à proprement parler le travail énergique des syndicats dans le domaine de l'instruction technico-professionnelle. Pour réaliser un travail efficace conformément à la décision du 3-me Congrès ont été organisées des sections indépendantes pour l'éducation technico-professionnelle des ouvriers; ces sections jouissent d'une certaine autonomie, dans l'oeuvre de l'enseignement technique inférieur (cours de perfectionnement des ouvriers qualifiés adultes, écoles pour les apprentis des fabriques et usines, fabriques modèles).

L'organisation même de la Section Centrale d'enseignement technico-professionnel assure complètement les intérêts des syndicats. A sa tête est placé un collège composé en majeure partie de représentants de la CGT. russe. Son chef est désigné en accord avec la CGT. les chefs des sous-sections d'industrie, sont nommés d'accord avec les comités centraux des fédérations d'industrie correspondantes. En un mot, du haut au bas de l'échelle, on a édifié un appareil syndical bien coordonné.

La création d'un appareil spécial a beaucoup avancé le travail culturel des syndicats dans le domaine de l'instruction technico-professionnelle primaire. D'après les dernières données statistiques citées par le Commissaire du Peuple, le cam. Lounatcharsky, dans son rapport à la 1-re Conférence syndicale culturelle (septembre 1921), 155.000 ouvriers reçoivent l'instruction dans les écoles professionelles syndicales. Et pourtant, faute d'outillage, de personnel, etc., l'enseignement se heurte à d'immenses difficultés. On peut concevoir par là que le chiffre précité accuse un résultat d'ensemble des plus appréciables.

Les syndicats ne se sont pas limités à la participation à l'oeuvre culturelle technico-professionnelle, ils se sont efforcés de contribuer à la préparation de „directeurs rouges" de l'industrie. Et dans ce but ils se sont occupés d'„ouvriériser" les écoles moyennes et supérieures de la Direction Centrale de l'enseignement professionnel.

Pour accéder à ces écoles il fallait avoir une certaine instruction que les ouvriers jusqu'à la révolution d'octobre n'avaient pas eu la possibilité d'acquérir ; aussi, dans les premiers temps, était-il difficile de peupler ces écoles d'éléments ouvriers. Ce ne fut que durant cette dernière année, lorsqu'un certain cadre de la jeunesse ouvrière eut fini l'école du premier degré, qu'on acquit la possibilité d'„ouvriériser" quelque peu ces établissements scolaires. En ce qui concerne les écoles supérieures, on organisa des facultés ouvrières spéciales où ne sont admis que les membres des syndicats, ouvriers manuels ayant travaillé dans l'entreprise au moins une année. Les contingents des facultés ouvrières y arrivent directement de leurs ateliers, possédant des connaissances minimes, mais ils y acquièrent durant trois ans une préparation suffisante pour être admis dans les établissements supérieurs. Et c'est de cette manière que les ouvriers russes sont initiés à la science qui leur était inaccessible il y a encore si peu de temps.

En ce qui concerne le domaine de l'instruction extrascolaire (liquidation de l'analphabétisme, cours et travaux de clubs, conférences, bibliothèques, activité artistique) les syndicats y ont fait montre de beaucoup moins d'activité que dans le domaine de l'instruction technico-professionnelle. Ce domaine d'activité s'étend à toute la population de la République, adultes et mineurs (de 14 à 18 ans) parmi lesquels les membres des syndicats ne comptent que pour une infime minorité (4%).

Dans le travail quotidien ayant trait à la réalisation des tâches énormes entreprises dans ce domaine, les organes de l'Etat n'éprouvent un grand besoin de liaison avec les syndicats que dans la mesure où l'instruction extra-scolaire prend un caractère industriel (bibliothèques technico-professionnelles, excursions scientifiques, conférences sur des sujets économico-professionnels, etc.). Voilà pourquoi l'instruction extra-scolaire était placée au second plan des préoccupations des syndicats. Ce fut le 3-me Congrès confédéral qui, en notant le passage à l'édification pacifique, envisagea sérieusement la question de l'instruction extra-scolaire. Le 3-me Congrès a souligné dans sa résolution qu'au moment actuel où toutes les forces du pays sont concentrées sur le développement de l'économie nationale, le travail culturel des syndicats doit aussi être soumis à cette tâche fondamentale. „Toute la politique syndicale, dit la résolution, à commencer par le travail de tarification et à finir par l'action de propagande et d'agitation, doit être dirigée vers un seul but: la reconstruction des forces productrices du pays". Quant à l'instruction scolaire et extra-scolaire en général, et à la liquidation de l'analphabétisme en particulier, elles doivent occuper en premier lieu notre attention.

En juillet 1920 a été instituée la Commission Syndicale auprès du Département extra-scolaire du Commissariat pour l'Instruction Publique où se concentre actuellement tout le travail directeur de l'éducation socialiste du prolétariat organisé. Pour assurer aux syndicats leur part d'influence dans cet organe syndical du Commissariat, le Collège de la Commission Syndicale se compose en majorité de représentants de la CGT. russe. Le candidat à la présidence de cette commission est de même présenté par la CGT. Cependant, cette commission ne parvient pas à faire prévaloir pratiquement l'influence de l'élément syndical. A la suite d'une décision du 4-me Congrès Confédéral, la commission syndicale a été remplacée par une nouvelle commission plus indépendante en ce qui concerne la participation effective des syndicats au travail de propagande politique et culturelle. Une résolution spéciale a été

adoptée à cet égard. „Les sections culturelles des unions intersyndicales réalisent toutes les tâches d'éducation politique et culturelle par l'intermédiaire de leurs secteurs politico-culturels qui organisent des conférences des représentants des syndicats d'industrie et travaillent partiellement ou totalement au sein de la Direction Générale de l'éducation politique". Cette résolution dénote la préoccupation d'augmenter l'influence syndicale dans le domaine culturel. Il est vrai que le travail pratique d'enseignement extra-scolaire est concentré dans l'organe de l'État appelé „Politprosviet" (Direction générale de l'éducation politique). Mais les syndicats exercent indubitablement une grande influence sur cet organe. En particulier, les organes fédéraux des Transports, des PTT. etc. mènent un travail autonome dans le domaine de l'éducation sociale des masses ouvrières. Depuis les origines du Pouvoir Soviétique ont été fondés des milliers de clubs ouvriers, faites des dizaines de milliers d'excursions scientifiques et industrielles, ainsi que de nombreuses conférences dans les entreprises et les établissements sur différents sujets techniques, scientifiques, etc. L'instruction primaire a été donnée à 5 millions d'illettrés environ.

Dans le domaine de l'éducation sociale, pro-scolaire et scolaire, la participation des syndicats a été plus réduite. Ceci s'explique par le fait que les enfants se trouvent en dehors du groupement syndical. Alors que pendant le tsarisme les écoles étaient inaccessibles au prolétariat, sous le régime soviétique les comités des parents ont été remplacés par les conseils d'école auxquels participent, conformément à la loi, les représentants de la population laborieuse. Mais cette réforme n'a pas apporté, elle-non plus, dans l'éducation pro-scolaire et scolaire l'elément technico-professionnel désirable. Les syndicats n'ont pas dans cette branche leur organe propre capable d'exercer une influence positive. Le résultat en est que l'éducation sociale restée en dehors de la sphère d'influence syndicale, est demeurée à un niveau insuffisant. Ici s'est affirmée aussi l'extrême faiblesse de la Fédération des travailleurs de l'Enseignement qui sont loin de satisfaire aux besoins supérieurs de la vie sociale nouvelle. Comp sée d'éléments intellectuels et semi intellectuels, cette fédération n'a pas su s'assimiler les grandes tâches culturelles et créatrices du prolétariat. Ces derniers temps seulement eut lieu un profond changement dans l'état d'esprit du corps enseignant de la Russie une orientation nouvelle vers l'idéologie prolétarienne. La pratique de la répartition des écoles entre les usines ou entreprises qui se chargent de satisfaire une partie des besoins de ces écoles, conséquence de la nouvelle politique économique, favorise le renforcement des influences réelles des syndicats sur l'éducation sociale et rapproche le personnel enseignant du prolétariat industriel. Les ouvriers d'une entreprise, en prenant à leur charge une école, assument en même temps la direction, et le contrôle de cette école, ne laissant aux organes du Commissariat pour l'Instruction Publique que la gestion et la direction idéologiques.

Voilà où en est la prolétarisation de l'école et de l'éducation pro scolaire.

Par ailleurs, il a été fait de grands progrès dans le domaine de la création de la nouvelle culture. L'effort de remplacement de la culture bourgeoise par la culture prolétarienne s'est manifesté dans la fondation d'un nouveau type d'organisation, le „Proletcult" (culture prolétarienne). Déjà le 2-me Congrès Confédéral avait noté que la dictature

du prolétariat ouvrait à la classe ouvrière la possibilité d'utiliser largement toutes les acquisitions de la civilisation, elle met en avant une nouvelle forme culturelle, les „proletcults". En conséquence le Congrès a décidé que les syndicats, en leur qualité d'organisations de classe, devaient pénétrer organiquement le travail des „proletcults", y faire prévaloir l'influence des masses ouvrières.

Mais les conditions générales défavorables, et avant tout le manque de militants qualifiés, n'ont pas permis jusqu'ici aux syndicats d'exécuter systématiquement ces décisions. Cependant le mouvement spontané vers la création d'une culture prolétarienne a donné des résultats tangibles. D'après les données statistiques, citées par le président du Comité central du Proletcult, le cam. Pletneff, à la dernière conférence des proletcults, il existe actuellement 155 proletcults, qui possèdent des cours littéraires, musicaux, théâtraux, plastiques, etc. Le nombre d'étudiants - boursiers instruits dans ces écoles s'élève à 5442. Ainsi plus de 5.000 ouvriers s'instruisent dans les différents arts. Les résultats acquis en ces trois dernières années, malgré les nombreux obstacles rencontrés, démontrent abondamment qu'on a obtenu des succès réels dans le domaine de la création d'une culture prolétarienne. Dans le gouvernement de Moscou nous avons présentement 1.347 étudiants de proletcult, 15 studio, 7 clubs, et l'on mène un travail actif théatral, choral, musical, plastique,

En octobre dernier s'est ouvert à Moscou le 1-er théâtre ouvrier du Proletcult. Les professionnels ne prennent pas part aux spectacles, tout est organisé par les étudiants eux-mêmes. D'après les données établies par les enquêtes, on constate que sur les 88% d'éléments purement prolétariens composant les studio des proletcults il y a 65% d'ouvriers et 23% d'enfants d'ouvriers.

En résultat d'un travail de trois ans, nous possédons à présent un assez riche répértoire du nouveau théâtre prolétarien révoluti nnaire.

Les quatre conférences des représentants des proletcults (théâtre, musique, littérature et beaux-arts) ont tracé les voies concrètes et méthodiques permettant d'aborder ces questions. Refléter et confirmer la volonté du prolétariat, classe appelée à transformer la vie, voilà les tâches essentielles du théâtre. En ce qui concerne les beaux arts le Proletcult veut arracher l'art des sommets nébuleux où les artistes du monde bourgeois l'avaient situé pour le transporter dans la réalité. L'ancien art était caractérisé par l'éloignement de l'artiste par rapport à l'ouvrier, au spectateur. Le Proletcult pose à la base de son activité la communion de l'artiste et de l'ouvrier dans le travail idéologique et pratique, afin d'extraire de notre travail quotidien une synthèse des arts.

Cette activité commence à se manifester sur le plan international. Ainsi, les matériaux des conférences des proletcults sont traduits en allemand, et pourront servir de base à nos camarades allemands dans leurs réalisations d'un nouveau théâtre et de la nouvelle culture prolétariens.

Désireux de contribuer à l'éducation artistique des ouvriers, les syndicats ont obtenu le droit de répartir entre leurs membres une partie importante des billets de théâtre. C'est ainsi qu'à Moscou les syndicats ont distribué 1 million de billets à leurs membres.

La tâche principale des syndicats dans le domaine des arts décoratifs a été l'extension du réseau existant des écoles, des cours et des ateliers d'arts décoratifs. Les villes où l'on organise ces écoles et ces cours sont désignées par les syndicats. Ainsi, la Fédération des métaux

a trouvé désirable d'ouvrir des écoles d'arts décoratifs à Toula, à Kostroma, à Pavlovsk et dans l'usine de Roussin; la Fédération du bois a reconnu nécessaire d'utiliser dans le but sus-indiqué la fabrique de meubles ci-devant Léontief à Moscou; la Fédération du verre et de la porcelaine s'est déclarée pour l'ouverture des cours auprès des entreprises telles que la fabrique Kouznietzof, la fabrique Okhling, etc.

Le Conseil des Arts Décoratifs a octroyé aux Fédérations susnommées et à la section culturelle de la CGT les sommes nécessaires pour l'ouverture d'ateliers d'arts décoratifs. On a déjà commencé l'installation d'ateliers dans les centres sus-mentionnés et le travail ultérieur des syndicats dans cette direction se fera sous l'égide du Conseil des Arts Décoratifs (organe supérieur du Commissariat de l'Instruction Publique pour l'enseignement des arts décoratifs) et de la Section Culturelle de la CGT.

Afin de faire connaître aux larges masses les tâches et l'importance des arts décoratifs, le Conseil édite des placards populaires avec un texte explicatif sur toutes les branches des arts décoratifs, métallurgie, textile, bois, imprimerie. On prépare actuellement une publication traitant de l'importance culturelle et artistique des arts décoratifs.

L'enseignement de l'hygiène aux masses ouvrières a commencé plus tard. Dans la première période de la Révolution d'octobre cet enseignement a été centralisée dans les Commissariats pour la Santé Publique et pour le Travail. Dans la deuxième période, caractérisée par la formation des sections ouvrières au sein des administrations soviétiques, la section sanitaire de la CGT. a été incorporée à la section culturelle. Le 4-ème Congrès qui traita pour la première fois la question de l'enseignement de l'hygiène aux ouvriers a adopté la résolution suivante: „Le Congrès trouve nécessaire le développement d'une propagande active de l'hygiène ayant pour but d'habituer les masses ouvrières à la pratique rationnelle des mesures sanitaires et hygièniques". Mais dès les premiers pas faits dans cette voie, il est apparu que les syndicats ne se sont pas bornés à vulgariser seulement les questions de l'hygiène. Les syndicats développent une grande activité dans l'organisation des cours, des conférences, des excursions qui concernent l'hygiène du travail et des ateliers, initiant ainsi les ouvriers aux soins médicaux et aux règles de l'hygiène, liquidant ainsi l'ignorance et la routine ancrée dans les masses. En dehors de la participation aux offices de l'Etat dans le but de les utiliser pour desservir en premier lieu les besoins et les nécessités du prolétariat organisé, les syndicats mènent un travail intérieur afin de préparer de nouveaux cadres de militants syndicaux. Le mouvement syndical russe, comme nous le savons, est très jeune. En tant que mouvement de masse, il ne compte seulement que 5 années d'existence. Au moment de la chute du tsarisme il n'y avait en Russie que 3 syndicats existant légalement, groupant 1.400 membres. Il est donc naturel que le développement énorme du mouvement syndical et les tâches colossales assumées par les syndicats fassent ressentir vivement le manque des militants syndicaux qualifiés. Il fallut faire des efforts héroïques pour combler ces lacunes. Tout d'abord on a dû préparer d'urgence un cadre d'instructeurs-organisateurs syndicaux. Dans ce but on a ouvert auprès de la CGT une école supérieure syndicale avec un cours de 3 mois. En province, dans les chefs-lieux des gouvernements et des districts on, a ouvert d'autres cours comportant un programme plus restreint. Mais le manque de professeurs spécialisés dans les questions syndicales et les conditions générales défa-

vorables, — en particulier, la faible préparation des étudiants et leur manque de moyens matériels, ont fait que les nouveaux cadres se sont forgés non pas dans les cours théoriques, mais dans la vie pratique. D'autre part, les publications des syndicats ont favorisé le même but: le relèvement de la qualification des militants syndicaux. Outre les organes centraux édités par la CGT., il existe dans chaque chef-lieu de province et de district une publication spéciale des syndicats, quelquefois une feuille volante insérée dans les organes soviétiques et journaux du parti.

En une seule année, la CGT. a publié 2.000.000 d'exemplaires de différents livres et journaux. Les syndicats répandent par leurs bureaux d'expédition la littérature syndicale et grâce à leurs représentants dans les organes de l'Etat chargés de la répartition des livres, ils peuvent assurer la distribution à leurs membres de la littérature concernant toutes les branches du savoir.

Ainsi les syndicats russes, malgré leur jeune âge et leur absence de préparation antérieure, développent un travail culturel grandiose au sein des masses ouvrières arriérées ou incultes. Et malgré que cette activité, aussi bien que toute la lutte du prolétariat russe, se passent dans des conditions très difficiles, malgré des préjugés et des traditions routinières, l'élan spontané des travailleurs vers la clarté du savoir franchit tous les obstacles, dissipe les ténèbres, développe et approfondit les prémisses idéologiques de l'émancipation définitive du Travail et la réalisation de l'idéal communiste.

*S. Guirinis.*

# Partie officielle.

## Ordre du jour de la 2-me session du Conseil Central.

(25/I. 1922).

1. Rapport moral du Bureau Exécutif — cam. Losovsky, rapporteur.
2. Rapports des représentants des différents pays.
3. L'unité du front prolétarien dans la lutte contre l'offensive du capital: *a*) formes et méthodes pratiques de lutte; *b*) relations avec l'Internationale d'Amsterdam: — cam. Brandler et Losovsky, rapporteurs.
4. Attitude à l'égard des anarcho-syndicalistes — cam. Andreytchine, rapporteur.
5. Des Comités Internationaux de propagande — cam. Rubinstein, rapporteur,
6. La situation en Allemagne, cam. Walcher, rapporteur, ou un autre camarade devant arriver d'Allemagne.

## Lettre-circulaire concernant les jeunesses ouvrières.

Parmi tous les maux et toutes les souffrances de la classe ouvrière' la jeunesse ouvrière a été jusq'ici la plus malheureuse. Etant la fraction la plus débile de la classe ouvrière elle est l'objet de l'exploitation la plus cruelle. Au cours de plusiers dizaines d'années la jeunesse ouvrière s'est trouvée de plus en plus entraînée dans le processus de la production. Les nouvelles méthodes de travail de la grosse industrie capitaliste rendant possible la participation d'un grand nombre d'ouvriers inexpérimentés et d'apprentis font des jeunes ouvriers le principal et le plus avantageux objet d'exploitation; sur leurs épaules retombe une partie considérable de la production. La situation misérable de la classe ouvrière qui ne lui permet pas d'apprendre à fond une profession, l'industrialisation générale de l'économie et les conditions précaires de la petite industrie en comparaison de laquelle les conditions de la grande industrie présentent encore une espèce d'attrait, tout cela pousse la masse des jeunes ouvriers vers la grosse industrie. D'autre part l'exploitation des jeunes ouvriers devient de plus en plus âpre, surtout l'exploitation de ceux qui travaillent en qualité d'élèves et de manoeuvres dans les petites entreprises qui ne peuvent faire face à la concurrence de la grosse industrie que grâce à la plus impitoyable pressuration de la main-d'oeuvre qui leur est fournie par les adolescents.

Ces grandes masses de jeunes ouvriers employées en qualité d'élèves, de manoeuvres et d'apprentis dans la grosse et la petite industrie, dans le commerce et dans les transports vivent dans les conditions les plus affreuses. Leurs salaires sont souvent des salaires de famine, une journée de travail très longue qui se complique souvent de travail nocturne et de travail en temps de repos, d'autre part une conduite barbare des patrons à leur égard, voilà quels sont les faits qui caractérisent leur position à peine dissimulée par des lois palliatives qui ne sont que comme une mauvaise pièce sur un trou d'habit, impuissantes à rien faire d'efficace. Comme prétexte de l'impitoyable exploitation à laquelle est soumise la jeunesse prolétarienne, la bourgeoisie déclare que les jeunes ouvriers ont tout d'abord à faire leur apprentissage et que cela ne peut pas être gratis. Or, il est absolument évident qu'un tel „apprentissage" n'est que la plus honteuse dissimulation d'une exploitation infâme et qu'avec le système actuel d'apprentissage dans l'industrie et chez les artisans il ne peut être question d'aucune éducation professionnelle. La guerre et la crise du capitalisme ont grevé la classe ouvrière de souffrances affreuses qui se sont répercutées le plus douloureusement sur la jeunesse prolétarienne. La jeunesse ouvrière présente des symptômes d'un effrayant délabrement physique et moral qui a déjà pris, surtout dans l'Europe Centrale et Orientale, des formes hideuses.

L'offensive actuelle entreprise par le capital frappe une fois de plus en première ligne et le plus cruellement la jeunesse ouvrière. C'est elle qui est atteinte la première par la réduction des salaires, la prolongation de la journée de travail et les renvors. Outre cela, on fait de la jeunesse ouvrière comme un bélier contre les ouvriers adultes. Il est à regretter que les conditions créées par les vieux syndicats poussent justement la jeunesse ouvrière à pécher contre les intérêts les plus élémentaires de la classe prolétarienne. Car la plupart des syndicats tiennent les apprentis et les jeunes ouvriers en dehors des organisations syndicales et leur en défendent l'entrée en établissant des normes d'âge minimum. Et par cette voie non seulement ils les livrent sans défense à l'arbitraire de l'exploitation capitaliste, mais encore ils contribuent à en faire des briseurs de grève. Et tout cela étant donné la pénible lutte qui se livre actuellement dans le domaine de grosse industrie où sont employés des dizaines de milliers de jeunes ouvriers et apprentis, tout cela peut avoir des conséquences fatales pour le prolétariat en lutte.

Ici même, il faut établir que les syndicats sous la direction de la bureaucratie réformiste n'ont jusqu'ici prêté presqu'aucune attention à la situation de la jeunesse ouvrière et n'ont mené en leur faveur aucune lutte tant soit peu énergique et prolongée. Manifestant en cela leur étroitesse corporative et leur esprit de caste, un grand nombre de syndicats refusent aux jeunes ouvriers et aux apprentis l'entrée dans les syndicats, les liant par des normes d'âge minimum et ne donnant pas dans leurs organisations aux jeunes membres des droits équivalents à ceux des autres syndiqués. Une telle situation est absolument inéquitable et présente une menace vivante pour la classe ouvrière en son entier. Cette menace existe non seulement pour les ouvriers adultes (influence des adolescents sur la réduction des salaires, grèves brisées par les apprentis), mais elle porte atteinte à toute la classe ouvrière en son entier en créant des conditions impossibles à la jeune génération.

L'attitude passive adoptée par les syndicats à l'égard des fléaux auxquels est soumise la jeunesse ouvrière et leur tendance à isoler celle-

ci en dehors des cadres des syndicats, caractérisent suffisament le réformisme de la bureaucratie syndicale d'Amsterdam qui répugne à mener la lutte sérieuse qui est indispensable pour la défense de cette fraction de la classe ouvrière le plus indignement exploitée. Les Syndicats Rouges se doivent de mener la lutte la plus décidée contre une telle idéologie. Les syndicats défendent les intérêts économiques de toute la classe ouvrière en son entier et ils prendront énergiquement la défense des intérêts de la jeunesse ouvrière. De cette façon ils prouveront aux masses à la face de la bureaucratie syndicale d'Amsterdam qu'ils ont assumé la charge de mener une lutte véritablement révolutionnaire pour les intérêts vitaux de la classe ouvrière toute entière. La minorité révolutionnaire des syndicats devra dans sa lutte défendre partout la jeunesse ouvrière et inclure dans son programme la défense de ses intérêts.

L'Internationale Rouge des Syndicats invite avant tout les organisations, affiliées à réaliser immédiatement, partout où cela n'est pas encore fait, dans toutes leurs organisation, le plus complètement possible, l'égalisation en droits des jeunes ouvriers et des apprentis avec les adultes.

L'I. S. R. invite toutes les organisations affiliées à faire siennes les revendications principielles adoptées au 2-me Congrès mondial de l'Internationale des Jeunesses Communistes, à les prendre pour point de départ dans leur lutte pour la défense des intérêts de la jeunesse ouvrière. Ces revendications se réduisent à ceci:

Pour toute la jeunesse ouvrière jusqu'à 18 ans, journée de six heures; salaire minimum en conformité avec le minimum d'existence; suppression du travail de nuit et du travail en temps de repos; congé rétribué de quatre semaines par an; allocations suffisantes aux jeunes chômeurs; placement des adolescents sans travail, obligés d'interrompre leur apprentissage, dans des écoles professionelles; transformation complète du système d'apprentissage; garantie à tous les jeunes ouvriers jusqu'à l'âge de 18 ans d'une éducation professionnelle dans des écoles techniques spéciales stipendiées par l'Etat; suppression des contrats individuels collectifs pour les apprentis comme pour les ouvriers. Comme norme maxima un stage de deux ans d'apprentissage: une réglementation définitive concernant le droit d'employer des apprentis. Une réforme pratique de l'enseignement dans les écoles industrielles d'après des méthodes d'industrialisation et une large autonomie des élèves par la création de conseils d'écoliers. Le stage d'enseignement professionnel doit être compté comme temps de travail et l'enseignement doit être gratuit.

Ces revendications principielles sont formulées depuis longtemps déjà par les organisations révolutionnaires de la jeunesse et les comités des jeunesses communistes mènent pour la conquête de ces revendications une lutte énergique et permanente. Les intérêts de la classe ouvrière toute entière exigent des syndicats qu'ils attirent les organisations des jeunesses communistes des différents pays dans la lutte pour les intérêts économiques de la jeunesse ouvrière contre le capital et l'Etat. Les syndicats rouges doivent faire contribuer les comités des jeunesses communistes à cette lutte et soutenir énergiquement ces organisations dans l'effort qu'ils font pour la réalisation des revendications économiques des jeunes ouvriers, qui sont les membres égaux en droits de la famille prolétarienne.

Le Bureau Exécutif rappelle à toutes les organisations affiliées à l'I. S. R. la décision suivante du 1-er Congrès des Syndicats Révolutionnaires:

„Les Syndicats Révolutionnaires doivent accorder une attention toute particulière à l'éducation des jeunes membres de leurs syndicats. Les vieilles organisations syndicales, pour autant qu'elles s'occupaient de la jeunesse, ne s'en occupaient qu'au point de vue de l'instruction technique professionnelle. Par contre les syndicats révolutionnaires doivent concentrer leur travail sur l'éducation communiste. Dans tous les pays du monde sont organisés à l'heure actuelle plus d'un million de jeunes prolétaires en organisations de jeunesses. Les syndicats doivent accorder beaucoup d'attention à leurs jeunes membres, ne perdant pas de vue que la nouvelle génération devra réaliser et la révolution sociale, et ses résultats.

„Acquérir les sympathies de la jeune génération, l'éduquer, élever sa conscience, lui inculquer la nécessité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat et faire de chaque jeune membre un militant conscient pour les grandes batailles sociales à venir, voilà la tâche impérative de tous les partisans de l'I. S. R."

Cette décision du Congrès doit trouver sa réalisation pratique dans la participation fraternelle aux travaux ci-dessus indiqués des unions des jeunesses communistes veillant à l'éducation socialiste des jeunes ouvriers pour achever avec leur concours l'éducation du jeune prolétariat organisé en syndicats.

Le mouvement syndical révolutionnaire, dans cette question comme dans les autres, professe une opinion tout opposée à celle des vieux syndicats. Il s'agit non seulement d'éduquer les jeunes prolétaires dans telle ou telle profession (cela doit se faire rapidement et systématiquement), il s'agit encore d'en faire des combattants pour le communisme, qui doivent venir relever la génération de leurs aînés. Tout le travail, toute l'activité de la génération actuelle, toute la colossale contraction de l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière restera sans résultats si nous ne savons par élever de dignes héritiers qui puissent continuer la lutte pour l'idéal sublime de l'humanité, pour le communisme.

Le Bureau Exécutif est fermement persuadé que toutes les organisations affiliées feront tout ce qui dépend d'elles pour intéresser les larges masses prolétariennes au sort des jeunes prolétaires et épouser la cause de la jeunesse ouvrière. Il est certain qu'à dater de la formation de l'I. S. R. s'est ouverte une nouvelle ère historique pour la jeunesse ouvrière, ère dans laquelle, en même temps que le prolétariat en son entier, elle s'affranchira de l'exploitation capitaliste.

Salutations fraternelles.

Le Bureau Exécutif de l'I. S. R.
*A. Losovsky*, Secrétaire Général.

## Aux syndicats suédois.

Chers camarades!

Votre organisation doit se prononcer sur la question du mouvement syndical international. Aussi croyons-nous nécessaire d'éclaircir par cette lettre les malentendus surgis dans l'esprit de quelques-uns d'entre vous au sujet des décisions prises par le Congrès Constitutif des Syndicats Rouges.

Quelques-uns de vos actifs militants nient en général la nécessité immédiate de fonder une organisation internationale des syndicats rouges. Tout en reconnaissant son importance, ils ne la considèrent pas

comme la condition sine qua non de l'issue heureuse de la lutte révolutionnaire et préfèrent s'en tenir à l'organisme syndical national. Un tel point de vue nous apparaît comme une grossière erreur néfaste pour la lutte révolutionnaire, même dans les limites de votre pays.

La consolidation internationale des forces capitalistes après la guerre s'intensifie rapidement. Malgré les contradictions inconciliables qui rongent le monde capitaliste, les exploiteurs sont unis dans toutes leurs actions entreprises contre le prolétariat. L'offensive du capital est une nouvelle forme d'action internationale de la bourgeoisie. Dans tous les pays cette offensive emploie les mêmes moyens et vise aux mêmes buts. Par son attaque, le capital, profitant de la dissémination des forces ouvrières et de la trahison des leaders réformistes, tend à arracher l'initiative de la lutte d'entre les mains du prolétariat, à reprendre les petites concessions qu'il lui a faites sous la pression du mouvement ouvrier antérieur, à abaisser le niveau général de la vie des ouvriers et à enchaîner solidement dans une exploitation inouïe la masse ouvrière affamée et désespérée. D'autre part, la dépendance économique de tous les pays entre eux est devenue absolue. La crise économique ne s'arrête pas aux frontières nationales. Elle s'étend d'un pays à l'autre accompagnée de son cortège de famine, et de chômage et de l'aggravation des contradictions de classes. Dans votre pays qui continue toujours à être l'arène de la rivalité des profiteurs impérialistes, cette liaison entre la vie économique et la situation des ouvriers des différents pays doit être surtout évidente.

En s'adaptant à ces conjonctures, la bourgeoisie mondiale a adopté une stratégie unique tendant à des buts indentiques avec une volonté unique. Rêver, dans de telles conditions, à l'issue heureuse de la lutte révolutionnaire en dehors d'une organisation internationale solidaire, c'est se montrer un utopiste impénitent. Quelque courageux et organisés que soient les 40 milliers d'ouvriers révolutionnaires suédois que vous groupez, camarades, leurs actions en dehors de l'organisation internationale sont condamnées à l'échec et à la dépense inutile des forces.

Quelles doivent donc être les formes d'une organisation internationale révolutionnaire, capable de repousser l'attaque du capital et de diriger la lutte ultérieure du prolétariat.

Dans votre milieu, semble-t-il, il n'y a pas de partisans de l'Internationale d'Amsterdam. L'existence même de votre organisation est causée par le profond désenchantement des ouvriers révolutionnaires déçus par la politique des leaders réformistes, qui ont remplacé la lutte active de classes par la collaboration avec le capital aussi bien sur le plan national qu'international.

Mais l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, qui groupe tout le mouvement syndical révolutionnaire, éveille des doutes chez quelques-uns d'entre vous.

Ces camarades appréhendent un peu la lutte pour la dictature du prolétariat qui constitue la base du programme de l'Internationale Syndicale Rouge. Ils croient que la dictature, qu'elle vienne des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie ou bien du prolétariat, reste toujours la même en principe, et que l'idée de la prise du pouvoir politique est un non-sens en soi et est en contradiction avec les principes essentiels du syndicalisme. Nous croyons superflu d'insister sur ce point de vue particulier qui tout en prétendant être révolutionnaire à l'excès, est en vérité profondément réactionnaire. Il est entendu qu'en régime socia-

liste il n'y aura pas d'Etat. Mais dans la longue lutte contre la bourgeoisie qui se défend avec la dernière énergie et qui utilise tout son appareil étatiste, il n'est pas d'autre moyen pour obtenir la victoire et pour arriver au socialisme que de s'emparer du pouvoir politique et de consolider, pendant la période transitoire, le régime de la dictature du prolétariat. Nier ce fait évident serait faire le jeu de la bourgeoisie et désarmer le prolétariat au cours de sa pénible lutte. La plupart des syndicalistes révolutionnaires des différents pays ont compris la nécessité de la lutte pour la dictature. Et nous devons déclarer nettement que celui qui ne l'a pas compris jusqu'ici est figé dans les vieilles formules et n'a tiré aucun enseignement de la catastrophe sociale que traverse l'humanité.

Mais même dans les milieux syndicalistes qui ont accepté le mot d'ordre de la dictature, existent des divergences d'opinions au sujet des méthodes à employer pour atteindre cette dictature. L'une des questions qui gênent le plus ces camarades, est celle des rapports réciproques entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste, et aussi celle des relations des organisations syndicales révolutionnaires avec les partis communistes nationaux. Ici, avant tout, il faut dissiper le stupide malentendu qui est la cause principale de toutes les préventions des syndicalistes envers l'I. S. R. Ni les décisions du Congrès Constitutif des Syndicats Rouges, ni tout le travail ultérieur de l'I. S. R. n'impliquent en aucune façon la soumission du mouvement syndical révolutionnaire aux partis communistes et à leur centre, l'Internationale Communiste. Cette soumission n'existe ni en théorie, ni en faits. La résolutiou du Congrès parle seulement de la nécessité d'une union étroite entre les forces prolétariennes au cours de la lutte révolutionnaire, en vue de quoi il est indispensable d'établir un contact suivi et une liaison organique entre les différentes formes du mouvement ouvrier et en premier lieu entre les partis communistes et les syndicats rouges. Au centre, ce contact se réalise au moyen d'une représentation réciproque dans les organes exécutifs des deux Internationales et dans les différents pays les formes de liaison sont déterminées par les conjonctures locales. Un syndicaliste révolutionnaire qui a compris la nécessité de la lutte unie pour la dictature du prolétariat, peut-il élever une objection véritable contre cette liaison? Les partis communistes et le mouvement syndical révolutionnaire se distinguent par la composition de leurs contingents et par leurs formes organiques, mais leur but — l'instauration du régime communiste, — est le même. Leurs luttes suivent les mêmes voies. Et devant l'ennemi uni et solidaire, peuvent-ils s'essaimer dans différentes directions sans coordonner leurs actions en permettant ainsi au capital de les battre isolément?

Tout ouvrier révolutionnaire ayant l'expérience de la lutte et de ses défaites dira: non! Car autrement, ce serait une dilapidation criminelle de l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière. Et si la reconnaissance de cette liaison exige un certain changement dans la pratique du syndicalisme, est-ce que l'expérience de ces dernières années, les cruelles leçons de la guerre mondiale, les enseignements des révolutions russe et allemande, et enfin, les dernières défaites dans la lutte contre le capital passé à l'offensive n'ont pas donné assez de raisons pour motiver ce léger changement? Les syndicalistes suédois sont encore troublés par les décisions du Congrès concernant la tactique de la lutte syndicale. Vous qui vous êtes séparés du mouvement syndical majoritaire de Suède à cause de ses tendances reformistes, il vous est difficile à

présent de comprendre les décisions du Congrès touchant la nécessité de conquérir les vieux syndicats du dedans. L'adhésion à l'I. S. R., vous paraît être l'acceptation sur le plan international de la ligne de conduite qui a été rejetée par la majorité de vos adeptes sur le plan national. A quelques-uns de vous il semble qu'en travaillant au sein des vieux syndicats, nous permettons à l'Internationale d'Amsterdam de perpétuer du sein même de l'Internationale Syndicale Rouge une influence dont nous avons tâché de nous libérer en créant une nouvelle organisation syndicale. En réalité, la situation est toute contraire. Ce n'est pas Amsterdam qui exerce son infiluence sur nous au moyen des vieux syndicats, c'est le travail révolutionnaire parmi les masses organisées dans les vieux syndicats qui mine du dedans la vieille forteresse réformiste. La majorité du Congrès a trouvé que malgré la nocivité de la politique menée par les leaders des syndicats réformistes, les éléments révolutionnaires ne peuvent pas abandonner les masses ouvrières faisant partie de ces syndicats; ils doivent rester avec elles en dévoilant l'activité traîtresse de la bureaucratie syndicale, en développant et en dirigeant la fermentation révolutionnaire spontanée des masses ouvrières. Mais, il va de soi que dans les pays où, comme en Suède, il existe, en dehors des syndicats réformistes, une organisation révolutionnaire constituée et intimement liée avec la masse, la question de la liquidation de cette organisation ne se pose pas. L'Internationale Syndicale Rouge suit avec le plus grand intérêt l'accroissement et la consolidation de vos organisations et elle est prête par tous les moyens à vous donner tout le soutien nécessaire. Mais en même temps, prenant acte des considérations sur la nécessité de créer dans chaque pays l'unité de toutes les forces révolutionnaires, l'Internationale Syndicale Rouge, conformément aux décisions du Congrès Constitutif des Syndicats Rouges, insiste sur l'obligation d'établir un contact et une liaison permanents des organisations révolutionnaires autonomes avec l'opposition révolutionnaire existant au sein des vieux syndicats. Ce contact sera-t-il établi au moyen de comités d'action communs ou de commissions mixtes pour la solution des questions tactiques, ou encore par d'autres formes concrètes d'action concertée, tout cela dépend des conditions objectives et cette question doit être résolue sur place par vous-mêmes en commun avec les représentants de l'opposition révolutionnaire.

Notre Internationale se distingue précisément des autres fédérations internationales en ce sens qu'elle groupe toutes les organisations ouvrières non point pour un but de documentation réciproque et pour des résolutions platoniques concernant la solidarité internationale, mais pour l'action unie suivant un plan tactique général; aussi les divergences d'opinions sur des détails particuliers de questions tactiques ne peuvent pas et ne doivent pas empêcher la création d'un front unique de lutte.

Tels sont les points essentiels de la politique de l'Internationale Syndicale Rouge qui éveillent chez vous le plus de doutes.

En Suède, le capital prend l'offensive aussi bien que dans les autres pays. Les patrons suédois s'unissent pour attaquer les ouvriers quelles que soient les organisations auxquelles ils appartiennent. L'attaque capitaliste tend à abaisser les salaires qui sont pourtant assez réduits, à augmenter la journée de travail, à annuler les vacances des ouvriers et à reprendre toutes les autres conquêtes faites par le prolétariat suédois au cours de sa longue lutte. Dans de telles conditions les premiers coups doivent être essuyés résolument par les détachements

révolutionnaires placés à l'avant-garde de l'armée défensive du prolétariat. Les grandes masses des organisations syndicalistes suédoises sont animées d'esprit révolutionnaire et internationaliste. C'est pourquoi nous espérons qu'au scrutin vous vous déclarerez pour l'unité du front révolutionnaire des ouvriers de tous les pays.

Du scrutin résultera soit la transformation des syndicats suédois en petits groupes sectaires, condamnés d'avance, malgré tout leur esprit révolutionnaire, aux actions stériles et à la défaite, soit la fusion dans un torrent puissant de votre mouvement révolutionnaire avec celui des syndicats rouges des autres pays, pour la lutte commune contre l'ennemi commun.

La négation de toute Fédération Internationale serait la mort pour le syndicalisme suédois. Par ailleurs, l'idée stérile de la Conférence de Berlin de créer une nouvelle Internationale Syndicaliste, constitue d'après la juste remarque de l'un de vos camarades, une déclaration de guerre à Moscou, c'est à dire la scission criminelle du front ouvrier.

L'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge est un nouveau pas vers l'union des forces aussi bien au dedans de votre pays que dans le monde entier, c'est à dire que c'est un nouveau pas vers la victoire prolétarienne. A vous de décider. Nous sommes sûrs que votre instinct de classe et votre liaison organique avec les masses révolutionnaires vous feront choisir le chemin juste.

*Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge.*

*A Losovsky,*
Secrétaire Genéral.

## Message aux Syndicats de Tchéco-Slovaquie.

Chers camarades!

Permettez-moi tout d'abord d'adresser au nom de l'Internationale Syndicale Rouge un salut chaleureux et fraternel au prolétariat de la Tchéco-Slovaquie qui, comme le prolétariat des autres pays, se trouve sous le feu violent de l'offensive déchaînée par le capital.

Voici deux ans déjà que la bourgeoisie a passé de la défensive à l'offensive. Aussitôt après la guerre, la bourgeoisie de tous les pays occidentaux avait reculé. La haine puissante qui s'était concentrée dans le prolétariat obligea les politiciens prévoyants de la bourgeoisie à faire des concessions „volontaires". Nous avons assisté à l'introduction de la journée de 8 heures, dans plusieurs pays ont été organisés légalement les conseils d'usine, et les classes dominantes parlaient sans cesse de nationalisation, de socialisation et d'autres questions qui agitaient la classe ouvrière. Mais il en a été ainsi seulement durant les deux premières années qui suivirent la guerre. Lorsque la bourgeoisie s'est convaincue que dans la plupart des pays occidentaux les leaders syndicaux se prononçaient fermement pour la renaissance du capitalisme à tout prix, qu'ils liaient le sort et le bien-être de la classe ouvrière avec la marche normale des entreprises capitalistes, qu'ils luttaient contre le mouvement révolutionnaire, cette bourgeoisie sentit sa force et acquit une nouvelle foi en elle même. Pour engager les ouvriers à placer leurs espérances dans le libéralisme des classes dominantes, le Bureau International du Travail fut créé, composé d'ouvriers, de patrons et de représentants des gouvernements et qui doit s'occuper „de la législation

sociale" et de „la protection du travail". Il y eut de puissantes organisations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique qui prirent part à cette vaste duperie des masses; elles délibérèrent conjointement avec les patrons et les représentants des gouvernements, discutèrent les questions de législation sociale, comme si les ouvriers de quelque pays que ce soît pouvaient obtenir des résultats positifs sans une lutte acharnée et opiniâtre. Mais le monde capitaliste, blessé mortellement par la guerre impérialiste, ne peut pas et ne pourra pas se remettre sur ses pieds. L'épanouissement industriel qui s'est manifesté dans quelques pays a été vite remplacé par une crise économique inouie. Des millions de chômeurs sont jetés à la rue; ne travaillent que les pays où le change est bas et où les salaires sont très réduits. La main d'oeuvre bon marché chasse la main d'oeuvre chère et les organisations internationales ouvrières existantes ne peuvent et ne veulent rien faire pour placer la lutte sur le plan international.

Votre pays est passé par où les autres pays sont passés: libéralisme outrancier, discours interminables sur la socialisation, beaucoup de promesses et comme résultat un semblant de comités d'usine, un contrôle ouvrier en papier mâché, et puis l'offensive du capital. Les patrons escomptent la situation mondiale, l'impuissance des réformistes et deviennent de plus en plus arrogants. Ils savent que les réformistes ne veulent pas et ne peuvent pas mener une véritable lutte, car un grand conflit social de caractère purement économique peut entraîner la révolution sociale: et la spécialité des réformistes est, comme on le sait, de craindre tant la révolution qu'ils sont toujours prêts à faire tout ce que l'on voudra pour éviter la lutte révolutionnaire.

Le capital attaque d'un front uni et la classe ouvrière doit créer de même un front d'airain contre ses oppresseurs.

Comment créer ce front?

A votre congrès vous avez à déterminer la tactique pour toute une année de lutte. Vous avez à tracer pour le prolétariat de la Tchéco-Slovaquie les formes et les méthodes de cette lutte. Peut-on rester dans le vieux cadre de lutte? Peut on au moyen d'anciennes formes et de méthodes tombées en désuétude repousser l'attaque et prendre au moment favorable l'offensive en masse? Pas un homme sensé ne peut répondre affirmativement à cette question. Les nouvelles conditions et les nouvelles conjonctures exigent de nouvelles formes et de nouvelles méthodes de combat. Mais comment créer l'unité du front prolétarien? Elle ne peut être forgée que dans la lutte et jamais par la collaboration de classes. Chaque ouvrier révolutionnaire doit soutenir la lutte de son syndicat quelque réformiste que soit ce dernier. Celui qui lutte est nôtre et avec lui nous allons fraternellement contre notre ennemi de classe.

Après avoir détérminé la tactique syndicale à l'intérieur du pays, votre congrès aura à définir son attitude vis-à-vis de l'Internationale Syndicale Rouge. Le mouvement syndical tchéco-slovaque peut-il et doit-il dorénavant rester au sein de l'Internationale d'Amsterdam fondée sur la collaboration de classes ou bien les ouvriers tchéco-slovaques se placent ils ouvertement à la face du monde entier, sous les drapeaux de l'Internationale Syndicale Rouge? C'est là une question qu'il vous faudra résoudre, il n'y a pas ici de place pour un compromis: celui qui est pour la collaboration de classes, pour le travail commun, sous la direction d'Albert Thomas, avec les patrons et les représentants des gouvernements, celui qui est pour la paix sociale, pour le renoncement

à la lutte de classes, celui-là ira à Amsterdam. Mais celui qui est pour la lutte de classes, pour la lutte révolutionnaire, celui qui est contre le Bureau International du Travail, contre la collaboration avec la bourgeoisie, pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat, celui-là votera résolument pour l'Internationale Syndicale Rouge.

La sortie de l'Internationale d'Amsterdam ne signifie pas la rupture des syndicats d'industrie isolés avec leurs Fédérations internationales, les métallurgistes, les ouvriers du textile, les chimistes et autres, peuvent et doivent rester dans leurs fédérations internationales afin d'activer la transformation de ces fédérations internationales d'industrie et de métier en armées véritablement révolutionnaires.

L'adhésion des syndicats à l'Internationale. Syndicale Rouge rompt-elle l'unité du front? — Certes, non. Cette adhésion ne pourra que consolider l'unité du front, car il ne faut pas oublier que nous sommes pour l'unité du front ouvrier et contre le front unique des ouvriers avec le patronat. Or, Amsterdam c'est le drapeau du front patronal-ouvrier. Les Syndicats révolutionnaires ne peuvent pas et ne doivent pas, par conséquent, demeurer sous ce drapeau. Cependant la rupture avec Amsterdam ne doit aucunement briser l'unité du mouvement syndical de votre pays. Il est nécessaire que les syndicats restent solidement unis et qu'ils groupent les ouvriers de toutes les nationalités et de toutes les tendances politiques. Les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge doivent tendre à l'unification des Syndicats de toutes les nationalités en une grande famille syndicale prolétarienne. L'exploitation capitaliste est internationale, et la lutte contre elle doit porter un caractère international.

Quel que soit le programme que votre Congrès adopte, Moscou ou Amsterdam, le mouvement syndical tchéco-slovaque doit rester uni. L'Internationale Syndicale Rouge fait appel à tous ses partisans pour faire tout leur possible pour diriger le mouvement syndical tchéco-slovaque dans la voie révolutionnaire. Mais, si la majorité du Congrès se déclare contre l'I. S. R. et sa tactique, la minorité doit rester dans les syndicats, y travailler en évitant la scission, et par son dévouement et ses sacrifices constants à l'oeuvre révolutionnaire, montrer la justesse de notre point de vue et de notre tactique. Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge exprime son assurance que le prolétariat de la Tchéco-Slovaquie élaborera un programme et tracera une tactique révolutionnaire et qu'avec la décision et l'esprit méthodique qui lui sont propres, il réalisera ses vues.

Salut, prolétaires de Tchéco-Slovaquie!
Vive le prolétariat révolutionnaire de Tchéco-Slovaquie!
Vive l'Internationale Syndicael Rouge!
Vive la Révolution Sociale!

Le Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge

*A. Losovsky,*
Secrétaire Général.

## Radio de l'I. S. R. à l'Internationale d'Amsterdam.

La C. G. T. Française est à la vellle d'une scission. Dans l'espèce cela signifle une scission de tous les syndicats, ce qui peut causer un dommage irréparable à la classe ouvrière française en affaiblissant sa force de résistance à l'assaut furieux de la bourgeoisie réactionnaire.

Estimant que la scission en France ne peut être avantageuse qu'à la bourgeoisie, le Bureau Exécutif de l'Internationale Rouge propose de convoquer une conférence spéciale composée des représentants de la Fédération Internationale Syndicale, de la majorité et de la minorité de la C. G. T. française et de l'Internationale Syndicale Rouge, pour éviter la scission des syndicats français.

Faites nous savoir d'urgence par radio la date et le siège de cette conférence. Les délégués de l'I. S. R. y seront les camarades Rosmer, Tom Mann et Losovsky. — Il serait désirable que cette conférence fût convoquée dès les premiers jours de janvier.

Le Secrétaire Général de l'Internationale Syndicale Rouge:
*A. Losovsky.*

## Au Congrès Syndical Suisse Extraordinaire.

Chers Camarades,

L'Internationale Syndicale Rouge adresse à la classe ouvrière suisse réunie en Congrès extraordinaire un fraternel salut.

Votre Congrès se réunit pour faire front contre l'offensive de la bourgeoisie qui menace les positions que vous aviez conquises de haute lutte. Les conquêtes de la grève générale de 1918 que vous aviez cru assurées par une législation sociale appropriée, et par les pactes solennellement et pompeusement scellés par les gouvernements, les capitalistes et les représentants ouvriers à Washington, à Genève et ailleurs sont supprimées par la volonté arbitraire et toute puissante de la bourgeoisie au pouvoir. La classe capitaliste s'attaque aux salaires, à la journée de huit heures, elle cherche à rejeter sur la classe ouvrière tout le fardeau des impôts et des dettes de mobilisation en augmentant les tarifs douaniers et en provoquant ainsi un renchérissement considérable du prix de la vie. Par ses lois scélérates en préparation, elle entend étouffer la protestation de la classe ouvrière dont la misère accrue provoquera la révolte.

Cette offensive du capital trouve le prolétariat dans une situation difficile pour sa défense. La crise de chômage terrible, fruit de la décomposition et de l'anarchie du régime capitaliste, qui a jeté sur le pavé des dizaines de milliers d'ouvriers rend les grèves corporatives presque impossibles comme moyen de défense.

Les problèmes soumis à l'examen de votre Congrès sont les mêmes que ceux qui se posent à la classe ouvrière de tous les pays. Nous désirons éclairer vos questions nationales à la lumière de cette solidarité internationale des travailleurs.

Immediatement après la guerre, les haines accumulées du prolétariat contre les crimes et l'abjection du régime capitaliste provoquèrent dans tous les pays de vastes mouvements insurrectionnels des masses ouvrières. Ce fut à la fin de 1918 et dans le courant de 1919 une offensive générale du prolétariat contre le capitalisme épuisé et affaibli par ses divisions et ses crimes. La bourgeoisie affolée, voyant se dresser derrière ces mouvements de masses le spectre de la révolution sociale, crut qu'elle allait subir le sort de la bourgeoisie russe. Elle sentit qu'elle devait faire d'amples concessions, se montrer accomodante avec les chefs ouvriers; elle comprit qu'elle devait ouvrir très grande la soupape des réformes sociales pour laisser échapper

toute la pression du mécontentement populaire. Elle trouva à ce moment des chefs ouvriers pénétrés de réformisme, dont la plupart l'avait soutenue pendant la guerre, qui redoutaient la lutte révolutionnaire et qui étaient heureux de faire aboutir ces vastes mouvements populaires dans des accords qu'ils croyaient, sincèrement ou non définitivement acquis.

Pour la bourgeoisie internationale, la Charte du Travail, les accords de Washington et, dans chaque pays, les lois sociales qui fixaient les conquêtes du peuple travailleur n'ont jamais été que des actes de duplicité destinés a laisser passer les heures difficiles de la révolte ouvrière en attendant le moment où, la révolté passée, elle pourrait à son tour prendre l'offensive et détruire comme de vulgaires chiffons de papier tous les pactes signés avec les représentants ouvriers.

La classe ouvrière, malgré la mise en garde des révolutionnaires, s'est laissée duper par ses chefs réformistes et par la bourgeoisie. Elle mit sa confiance dans le Bureau International du Travail, dans les lois sociales, dans les contrats collectifs, voire même dans les ministères socialistes! Son élan révolutionnaire fut orienté dans le marais des transactions et des ententes avec la bourgeoisie. Il s'y perdit, et tandis que les chefs réformistes croyaient consolider des positions qui permettraient à la classe ouvrière de poursuivre tranquillement sa marche en avant, la bourgeoisie, rassurée par les sentiments contre-révolutionnaires des chefs ouvriers, préparait une large et terrible revanche, Pendant plus d'un an le mouvement ouvrier, assoupi par l'opium réformiste, subit une profonde dépression· Les révolutionnaires prêchaient dans le désert et ne trouvaient d'écho que dans une élite éclairée qui se rendait compte du jeu caché de la bourgeoisie. Le prolétariat international est maintenant réveillé de sa torpeur par l'offensive de la bourgeoisie contre les salaires, les huit heures et en général la vie de la classe ouvrière. Devant cette attaque, qui foule aux pieds cyniquement tous les pactes et toutes les chartes signées entre bourgeoie et chefs ouvriers, la classe ouvrière comprend qu'elle a été jouée, que les méthodes réformistes étaient des illusions trompeuses qui n'ont profité qu'à la bourgeoisie et que, si elle veut vivre, il faut qu'elle lutte.

Dans tout le mouvement ouvrier international, sous les coups de cravache de la réaction, et sous les morsures de la misère, les masses se réveillent. Elles se détourment des voies tortueuses du réformisme et pour sauvegarder leur existence menacée, reviennent à la tactique de la lutte de classe révolutionnaire.

Ce réveil des masses se manifeste tout d'abord par leur volonté de réaliser l'unité dans le combat. Devant la réaction bourgeoise coalisée, les ouvriers de tous les pays sentent qu'ils doivent former un front commun de défense groupant pour la lutte les ouvriers de toutes les tendances et de tous les partis.

Il se manifeste en second lieu par une orientation nettement révolutionnaire de la lutte ouvrière. Les masses ne placent plus leur confiance dans les parlottes du B. I. T., dans les lois sociales et dans les transactions de leurs chefs avec la bourgeoisie. Elles comprennent que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Elles mettent de plus en plus leur confiance en elles-mêmes, dans leurs luttes directes contre la bourgeoisie: luttes de classe dans des conditions nouvelles, enrichies des expériences de ces dernières années de batailles révolutionnaires, luttes de classe qui ne peuvent plus dresser contre la bourgeoisie fortement organisée un syndicat isolé, mais les masses profondes du prolétariat.

Sous la pression des masses, ceux-là mêmes qui les avaient guidées dans la voie du réformise, les adhérents aux Internationales d'Amsterdam, de Londres et de Vienne opèrent une manoeuvre à gauche.

Votre Congrès extraordinaire suisse se place dans ce cadre historique international: c'est de haute lutte. entraînée par les éléments révolutionnaires, que la majorité de la classe ouvrière s'est prononcée pour le front unique et pour la tenue de ce Congrès, contre la volonté coalisée de l'Union Syndicale et du Parti Socialiste. Au fond des problèmes nationaux que vous allez débattre, vous retrouverez cet éternel dilemme du mouvement ouvrier: tactique réformiste ou tactique révolutionnaire! Vous n'oublierez point votre expérience passée: la grève générale de 18, les luttes des masses qui vous ont permis de conquérir des positions que le réformisme a été incapable de mantenir et de défendre. Bien qu'elle ne soit pas à l'ordre du jour, la question qui dominera vos débats et que vous retrouverez au fond de tous les problèmes, c'est le choix entre Amsterdam et Moscou.

Après la grève générale de 1918, la classe ouvrière suisse a fait l'expérience du réformisme et elle peut aujourd'hui juger la tactique de ses chefs qui mettaient leur confiance dans la Charte du Travail et dans le Bureau d'Albert Thomas. Ce Congrès ouvrier extraordinaire doit marquer les résultats de cette expérience de trois années, nous ne doutons point que ce sera le retour à la lutte de classe, à l'action révolutionnaire des masses. Il ne s'agit pas, cela va sans dire, de la tactique du putsch qui n'a jamais été la nôtre, mais de la lutte de classe ordonnée et systématique, agressive et audacieuse qui tient en respect l'adversaire capitaliste par son inébranlable volonté de ne pas reculer, mais au contraire de vaincre. Il n'y a pas de doute que la classe ouvrière du monde entier est de nouveau à la veille de grandes luttes pour la défense de son existance. On dressant contre la réaction de votre pays, contre ses lois scélérates, contre ses tarifs douaniers et sa volonté de baisser vos salaires et d'allonger votre journée de travail le front unique et fortement organisé de tous les travailleurs, en condamnant sans merci la politique réformiste de vos chefs syndicaux qui durant ces trois ans n'ont pu sauvegarder vos conquêtes, en prenant la défense des chômeurs aussi énergiquement que la vôtre propre, en orientant votre action de plus en plus dans la voie tracée par l'Internationale Rouge des Syndicats, vous vous préparerez à prendre dans le grand combat international du prolétariat la place importante qui est la vôtre et que vous tiendrez fermement jusqu'au jour où ces luttes aront abouti au triomphe définitif de la classe ouvrière contre la réaction capitaliste.

Vive la classe ouvrière révolutionnaire suisse!
Vive l'Internationale Syndicale Rouge!
Vive la Révolution mondiale!

Pour le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

*A. Losovsky,*
*Secrétaire Général.*

## Radio de la C. G. T. Russe à la Centrale Syndicale Tchéco-Slovaque.

La C. G. T. Russe, désireuse d'entrer en rapports fraternels immédiats avec les syndicats tchéco-slovaques, délègue le cam. Andreef, membre du Bureau Exécutif, Secrétaire Confédéral, pour assister à votre

Congrès Confédéral fixé au mois de janvier. Le Bureau Confédéral espère que la Centrale Syndicale Tchéco-Slovaque ne manquera pas de prêter au cam. Andreef toute l'aide nécessaire pour lui permettre d'exécuter la mission qui lui est confiée et pour accélérer auprès du gouvernement tchéco-slovaque toutes les formalités prévues pour l'entrée en Tchéco-Slovaquie.

Le Bureau Exécutif de la C. G. T. Russe:

*Andreef, Antipof, Vorobiof, Dogadof, Kuibichef, Korostelef, Losovsky, Perepetchko, Rudsutak, Oudof, Schmidt.*

## La correspondance de l'I. S. R.

### Une lettre de la C. N. T. d'Espagne à l'I. S. R.

Barcelone, le 25 novembre 1921.

*Confédération Nationale du Travail d'Espagne.*
*Au Bureau Exécutif de l'I. S. R.*

Chers camarades!

Le Conseil National de la C. N. T., ayant examiné la question de l'activité de notre délégation au premier Congrès de l'I. S. R., et celle concernant l'adhésion à l'I. S. R., constate qu'actuellement la Confédération se voit obligée de travailler clandestinement et que par conséquent il est impossible de convoquer le Congrès Confédéral. En raison de cela et par entente mutuelle des membres du Conseil il est décidé: de n'adopter aucune décision définitive avant que les adhérents de nos organisations syndicales ne soient mis au courant de tous les documents et du rapport sur l'I. S. R.

Néanmoins, la C. N. T. maintient son représentant au Bureau Exécutif de l'I. S. R. Il n'y a pas parmi les membres du Conseil National un plein accord relativement à la candidature du cam. Arlandis. Aussi avons nous décidé de déléguer un autre camarade au Bureau Exécutif de l'I. S. R. aussitôt que cela sera possible. Pour l'instant, par suite des cruelles répressions encourues par nous, nous n'avons pas de militants disponibles et vous prions de considérer le cam. Arlandis comme notre représentant jusqu'à la désignation d'un autre délégué. Mais nous avons appris, à notre grand regret, l'arrestation du cam. Arlandis à Berlin.

Dans certains milieux de notre Confédération une certaine opposition se manifeste contre l'adhésion à l'I. S. R. Néanmoins nous espérons fermement que notre Confédération Nationale du Travail se ralliera dans les batailles qui nous attendent au drapeau de l'Internationale Syndicale Rouge.

Salut fraternel.

Pour le Conseil National de la Confédération Générale du Travail d'Espagne:

*Le Bureau Exécutif.*

*Au Bureau Exécutif de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne.*

Votre lettre datée du 25 novembre ne nous est parvenue qu'aujourd'hui. Nous étions déjà informés des décisions de votre Conseil National par les journaux. Nous avons vu qu'au sein de la Confédération Nationale du Travail il y avait diverses tendances dont l'une se montre

hostile on ne sait pourquoi à l'Internationale Syndicale Rouge, sans même avoir pris connaissance de ses décisions. Une telle attitude nous a extrêmement étonnés, disons plus, chagrinés. Il semblerait que certains camarades ont l'impression que le Congrès des Syndicats Révolutionnaires de tous les pays, qui a siégé deux semaines et demie, n'a élaboré qu'une seule résolution, celle qui concerne les rapports réciproques de l'Internationale Communiste avec l'I. S. R.; que tous les travaux du Congrès se réduisent à cet ordre du jour, car autrement, comment concevoir que tous ces camarades, au lieu d'entamer l'analyse de toutes les résolutions adoptées, au lieu de définir leur attitude à l'égard de la tactique élaborée et de toute une série de questions posées et résolues par le Congrès, ne font que tourner tout le temps autour d'une seule question en laissant de côté toutes les autres. Une telle attitude peut s'expliquer soit par une documentation insuffisante sur les travaux du Congrès, soit par la mauvaise volonté à examiner le fond de toutes ces questions.

Nous sommes très heureux d'apprendre que votre Conseil National a décidé d'informer largement les syndicats et les masses ouvrières des travaux du Congrès. Nous sommes certains que les masses ouvrières et tous les adhérents des syndicats, une fois qu'ils auront pris connaissance de toutes nos décisions, quand ils auront étudié attentivement le programme d'action que nous avons élaboré, se rendront compte du peu de fondement de toutes les attaques dirigées contre les travaux du Congrès, ils verront bien que le salut de la classe ouvrière réside dans un front révolutionnaire unique.

La situation des ouvriers espagnols est excessivement difficile. La réaction espagnole a largement dépassé les temps les plus sombres de l'absolutisme russe. Mais le prolétariat espagnol, trempé dans les combats, en dépit de toutes les pertes et de tous les sacrifices, continuera la lutte pour vaincre finalement sa bourgeoisie avec l'aide de ses frères de classe des autres pays.

Nous serons très heureux d'accueillir ici fraternellement le représentant délégué par vous et naturellement, sitôt arrivé, il deviendra membre du Bureau Exécutif, en sa qualité de délégué du Conseil National, à la place d'Arlandis qui, comme vous le savez déjà probablement, a été mis en liberté et se trouve absent pour quelques mois pour affaires de l'I. S. R.

Transmettez à tous nos camarades notre plus ardent salut fraternel et notre foi profonde en la victoire des prolétaires révolutionnaires d'Espagne. Plus noires sont les ténèbres, et plus brillants paraissent les astres sur le firmament. Après la réaction profonde, noire, sans le moindre rayon de soleil, des jours radieux viendront. Les uns après les autres tombent dans les rangs avancés de votre organisation vos audacieux combattants, mais la bourgeoisie est impuissante à annihiler la classe ouvrière, car si elle y parvenait, elle en périrait elle-même; alors que la classe ouvrière peut bien, sans faire tort à la production ni à la société, supprimer la bourgeoisie. Nous ne doutons pas une minute que bientôt vous réaliserez cet acte révolutionnaire pratiquement.

Salut et meilleurs souhaits à tous nos amis, ainsi qu'à nos adversaires s'il y en a qui se trouvent dans vos rangs. Les rigueurs de la vie leur apprendront à changer d'attitude à l'égard de l'Internationale Syndicale Rouge et à comprendre son importance historique mondiale.

Le Secrétaire Général de
l'Internationale Syndicale Rouge :
*A. Losovsky.*

# Notes bibliographiques.

## „Le Mouvement Syndical“ 1921, par S. Nestripke.

Le livre de S. Nestripke est sans contredit une large contribution apportée à la littérature de l'histoire du mouvement syndical mondial. A partir de la guerre, le mouvement ouvrier de tous les pays a traversé une série de phases différentes qui ont complètement changé la physionomie de plusieurs organisations, et, parfois, ce changement a été tel qu'elles ne sont plus reconnaissables. Non seulement les conjonctures dans l'objectivité de la lutte se sont beaucoup compliquées, mais encore les méthodes et les formes de lutte ont subi des changements considérables. La guerre, la révolution, l'extension du mouvement ouvrier après les hostilités, l'énorme accroissement des organisations syndicales, ont provoqué une transformation radicale dans le corps agissant du prolétariat et ont posé devant lui de nouveaux problèmes idéologiques et d'organisation. Voilà pourquoi le livre de Nestripke, traitant non seulement du mouvement syndical d'avant-guerre, mais embrassant encore le mouvement pour l'ensemble des pays, jusqu'en 1920, offrira un intérêt tout particulier à la masse de ses lecteurs.

Cette oeuvre capitale se divise en trois parties: deux tomes volumineux sont consacrés à l'Allemagne, le troisièment n'est en fait qu'un ouvrage de documentation concernant le mouvement syndical international. La deuxième partie de cet ouvrage nous intéresse plus spécialement, car nourrie de documents et mieux écrite, elle expose avant tout le rôle et la position des syndicats allemands pendant la guerre et la révolution.

Ce même volume contient une description des syndicats chrétiens et libéraux, des unions syndicalistes et une caractéristique détailleé et fort intéressante du mouvement des employés. Comme tout ouvrage écrit par un contemporain, il renferme des tableaux frais et parfois frappants de vérité. On sent souvent dans l'exposé des faits, non seulement l'historien impassible au bien et au mal, mais encore le témoin et le participant aux faits se déroulant autour de lui. Et cela est d'autant plus sensible que l'époque qu'il décrit est plus proche de nous. Voilà pourquoi le tableau de l'époque historiquement terminée est plus complet et plus dense en reliefs que l'exposé d'une période dont le processus historique est en cours. Et de ce point de vue, les chapitres concernant la guerre sont plus précieux que ceux qui traitent de la période révolutionnaire. Là apparaissent successivement sous les yeux du lecteur les aspects bouleversants du commencement de la guerre que nous croyons déjà si lointains, les actes de trahison au devoir de classe et les

chutes du mouvement ouvrier, quand des syndicats tout entiers se sont volontairement attelés au char de l'impérialisme triomphant. A la veille de la guerre encore, l'organe principal de l'Union Générale, le „Korrespondenzblatt", dans son premier numéro du I-er août 1914, en discutant l'ultimatum autrichien, avertissait le gouvernement de ne pas se laisser entraîner dans une aventure militaire. „Mais aussitôt la guerre déclarée, écrit Nestripke, lorsque la catastrophe devint un fait, les leaders du mouvement syndical n'ont pas hésité une minute à faire la paix sociale avec la bourgeoise et à former avec elle un front unique contre „l'ennemi". En qualité d'organisations économiques, les syndicats avaient, en général, la possibilité de s'abstenir de l'action politique. Pourtant les leaders syndicaux ont agi tout à l'opposé. Ils ont reconnu comme tâche principale non pas la défense des intérêts de la classe ouvrière contre les patrons, mais l'agrandissement de la force de résistance politique et organisée du peuple allemand". (page 5.)

Cette trahison des leaders syndicaux donna une „importance" spéciale aux syndicats, car elle leur donna en compensation de leur „loyauté" la possibilité d'exister sous le régime militaire. Nestripke raconte pittoresquement les pourparlers entre les représentants de la Commission Générale Syndicale et le Ministère de l'Intérieur, qui reconnaissait l'inviolabilité des syndicats si ceux-ci ne mettaient aucune entrave à l'action de l'État (p. 8).

Les leaders bien pensants ont, certes, donné leur consentement. En mars 1921, le Ministre de l'Intérieur Delbrück, prenant la parole au Reichstag, a fait l'éloge de la conduite des syndicats: „Les syndicats, dit-il, ne sont plus actuellement une arme d'agitation, ils accomplissent les tâches sans lesquelles serait impossible la marche normale de notre vie économique". (page 9.)

Mais cela ne signifie point que toute liberté sera donné aux syndicats. Le gouvernement s'est garanti par toute une série de lois contre les „cas imprévus", grèves, etc. Ceci se démontra, par exemple, en Silésie, au commencément de 1918, lorsque des grèves violentes éclaterent. Et les syndicats ont été mis dans des conditions telles qu'ils ne pouvaient plus même attirer à eux de nouveaux membres. Les patrons, fort heureux de la „nouvelle politique" syndicale, n'omettaient pas d'utiliser le „patriotisme" des leaders pour consolider leurs positions. Plusieurs d'entre eux exigèrent de leurs ouvriers de se retirer des syndicats. A la fin de 1916, l'Union Patronale d'Allemagne a adressé à ses membres une circulaire où était soulignée „la nécessité d'unir toutes les forces, qui après la guerre pourraient contribuer à la collaboration pacifique des diverses classes de la population", (page 13). Dans le même temps quelques organes de presse patronaux ont commencé peu à peu une campagne ouverte contre les syndicats en général. Ainsi, par exmple, le puissant directeur des mines de la société par actions de Gelsenkirchen, Kirdorf, a déclaré qué les „rapports sentimentaux" entre le gouvernement et les syndicats, étaient superflus et trop étendus.

Le chapitre traitant des rapports internationaux représente aussi un grand intérêt. Bien que Nestripke soit, à ce qu'il paraît, un internationaliste „tiède" et qu'il tâche par instants d'atténuer la conduite des leaders, néanmoins la trahison de classe des „patriotes" se dresse devant nous dans toute sa nudité. Le plus curieux est leur attitude envers les ouvriers des pays vaincus et des régions occupées, comme aussi envers le travail des prisonniers de guerre.

Nestripke montre comment après l'occupation et la dévastation

de la Belgique, le Conseil Syndical Belge s'est adressé à la Commission Générale des Syndicats d'Allemagne avec une demande d'aide. La Commission transmit l'affaire à la Conférence d'Empire qui décide en 1915 de garder ses espèces „en réserve", et d'ajourner la demande des Belges jusqu'à la fin des hostilités. (p. 74). Dans ce chapitre Nestripke nous expose des faits d'un intérêt exclusif concernant les tentatives de reconstruction de l'Internationale Syndicale. Dans cet exposé nous voyons nul autre que Legien s'affirmer comme le reconstructeur de la solidarité internationale du prolétariat. Après le congrès des organisations des pays de l'Entente à Leeds en 1916, Legien, agissant en qualité de président de l'Internationale Syndicale, a fait toute une série de propositions. Des tentatives ont eté faites pour convoquer une Conférence internationale d'abord à Stockholm, en juin 1917, où devait en même temps avoir lieu la „fameuse" Conférence Socialiste, ensuite à Berlin, mais toutes ces tentatives échouèrent. Pour juger du peu de sérieux de ces appels humanitaires, il suffit de lire la correspondance échangée entre Legien et Samuel Gompers. En 1918, Gompers a adressé une lettre à Legien dans laquelle il le persuadait d'influencer le gouvernement allemand pour qu'on évite la guerre entre l'Amérique et l'Allemagne. Dans sa réponse, Legien assure hypocritement Gompers que le prolétariat organisé d'Allemagne „a toujours lutté et lutte actuellement contre toute aventure militaire" (page 85). La paix est certes possible, mais à condition de la levée du „blocus affameur" dirigé contre l'Allemagne „qui se défend".

Voilà quelle était l'attitude des leaders du mouvement syndical allemand pendant les dures années de la guerre.

Peu à peu croissait dans la profondeur des masses le mécontentement et toute une série de syndicats, verrerie, cuirs et peaux, tailleurs et surtout métallurgistes, ont commencé à le manifester ouvertement. A la Conférence des Métaux en 1917, la politique du Bureau n'a été approuvée que par 64 voix contre 53. Tout cela présageait un changement radical dans le mouvement ouvrier allemand.

Plus loin Nestripke s'occupe de la phase révolutionnaire. Le 9 novembre 1918 la classe ouvrière d'Allemagne a pris possession du pouvoir politique dans tout le pays. De larges perspectives s'ouvrirent devant les organisations syndicales. Et bien que Nestripke devienne à partir de ce moment moins objectif, cependaut il ne réussit pas à voiler la politique criminelle des social-démocrates et des indépendants qui pendant toute la période révolutionnaire se trouvaient à la tête du mouvement synndical. Dans cette partie, le livre est moins intéressant, car l'auteur, au détriment du contenu et des faits, s'efforce par un raisonnement banalement opportuniste à justifier la tactique de la Centrale Syndicale. En examinant le total des conjonctures traversées il indique que les masses ont surestimé leurs possibilités et que „dans le rapport actuel des forces, le compromis avec la bourgeoisie était inévitable". (page 21.)

La caractéristique des millions de membres des syndicats est extrêmement outrée: l'auteur les traite de masses indisciplinées, „n'ayant pas de traditions syndicales", et se laissant facilement influencer par l'extrêmisme; c'est là est un langage de philistin sans plus. (Page 94.)

Nestripke n'a pas pu passer sous silence la révolution russe. L'influence de la Révolution d'octobre fut énorme. Et il note avec tristesse que l'exemple terroriste „du pouvoir bolchéviste a provoqué une

soif d'imitation dans le prolétariat allemand, bien que les conditions sociales économiques dans ces deux pays fussent absolument différentes".

Ensuite nous trouvons la description de la lutte pour les soviets; celle de la crise économique, de la socialisation, du chômage et de la lutte contre ce dernier; de la nouvelle législation ouvrière" révolutionnaire" et, enfin, de la collaboration avec le capital.

Tout cela se termine, bien entendu, par un éloge pompeux de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Mais ici, comme partout d'ailleurs, il est facile de saisir sous l'exposé tendancieux des faits, l'essence même des événements et de se faire malgré tout une idée juste de l'ensemble du mouvement ouvrier un Allemagne.

Dans le 2-ème volume se trouvent plusieurs chapitres relatifs aux syndicats chrétiens et libéraux hirschdunkers, aux unions syndicalistes et aux unions des employés. En ce qui concerne les syndicats chrétiens et libéraux, Nestripke n'ajoute rien de nouveau à ce qui est connu, sauf le fait que la révolution n'a pas détruit ces syndicats, mais qu'au contraire, elle les a dans une certaine mesure renforcés, fait qui s'explique par des particularités de la vie allemande.

Dans le chapitre concernant les unions syndicalistes, l'auteur donne un tableau correspondant à la réalité de l'impuissance du syndicalisme „libre" allemand aussi bien qu'une juste explication marxiste de cet état de choses. Dans un pays possédant une industrie puissamment concentrée, ayant des cités industrielles géantes et une classe ouvrière non seulement grande en nombre, mais fortement organisée, il n'est pas de terrain pour le développement puissant du syndicalisme „libre" allemand.

Dans le même chapitre, l'auteur touche à la question des conseils d'entreprise, créés par le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Mais, lorsque l'auteur décrivait ces organismes, ceux-ci n'étaient que dans leur phase de gestation, aussi sa description pèche-t-elle par le vague et l'imprécision de la documentation.

En conclusion, il faut noter la parfaite analyse consacrée dans le dernier chapitre de l'ouvrage de S. Nestripke au mouvement des employés. Après avoir dépeint le développement graduel, fort lent, de la conscience syndicale chez les employés, qui, en tant que couche ouvrière intermédiaire, ont longtemps oscillé entre le travail et le capital, l'auteur nous montre pas à pas, comment la Fédération des Employés d'Allemagne (Afa) s'est agrandie, puis consolidée. Ce chapitre désapprouve la politique scissioniste menée aujourd'hui par les leaders de cette Fédération qui ont fondé la fameuse théorie des trois piliers par laquelle la classe des employés est séparée de l'ensemble du prolétariat ouvrier. Il y a à supposer que si Nestirpke écrivait ce chapitre aujourd'hui, il trouverait quelque justification menchéviste à la politique de ces leaders. Tel qu'il est, l'ouvrage de S. Nestripke nous donne une idée complète du mouvement syndical „social-patriote" d'une part, et post-révolutionnaire d'autre part. L'ouvrage est écrit dans une bonne langue allemande et se lit très aisément. Un succès indubitable est garanti à cet ouvrage et nous recommandons sa lecture à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne.

*G. Smoliansky.*

**Richard Müller. Les syndicats allemands avant et après la Révolution. Bibliothèque du mouvement syndical international, Petrograd. Edition de l'Etat 1921.**

L'auteur du petit livre en question (70 pages), le camarade Richard Müller, est lié par des fils inséparables au mouvement syndical allemand dont il est militant actif depuis de longues années déjà. Il lui est advenu de jouer un rôle particulièrement marquant en tant que représentant populaire et chef des ouvriers du rang dans la fédération des métallurgistes pendant la guerre et la révolution. Le processus de la formation et de la cristallisation de l'opposition contre les bureaucrates syndicaux s'est écoulé avec sa participation active. Dans la lutte contre le gouvernement du Kaiser et l'oligarchie capitaliste il s'est également trouvé dans les premiers rangs des masses ouvrières. Cette circonstance, c'est à dire la part active qu'il a prise dans les événements des dernières années pour la préparation et la réalisation de la révolution, a mis son empreinite au livre du camarade Müller en lui donnant, d'un côté, un caractère extrêmement vivant et actuel et d'un autre côté en bornant les perspectives de l'auteur à tels événements de la vie syndicale, de préférence, auxquels il a pris une part directe. De telle sorte, le travail du camarade Müller n'est point ni un aperçu historique de la création et du développement des formes du mouvement syndical allemand dans leur ensemble avant et après la révolution, ni une description de sa théorie et de sa multiple pratique. Le contenu de ce livre ressort de son titre même.

L'auteur s'est donné pour tâche de préférence la description des déviations que marquèrent dans le mouvement syndical allemand les années de crise pendant et après guerre, c'est à dire les années où les organisations syndicales perdirent leur rôle en tant qu'instruments de lutte de classe et furent utilisées en tant qu'appuis et domestiques du régime capitaliste luttant pour son existence dans des conditions de catastrophe mondiale. Le lecteur voit passer sous ses yeux d'un côté l'activité de la bureaucratie syndicale obséquieuse devant les pouvoirs militaires, leur certifiant son dévouement illimité à la chère patrie armée jusqu'aux dents, et s'asseyant à la même table avec les magnats du capital pour assurer un travail continu à l'industrie de guerre pendant les hostilités et pour renforcer la capacité de l'industrie nationale à concurrencer le capital étranger après la guerre; et d'un autre côté une sourde fermentation des bas-fonds ouvriers, la tendance spontanée des masses à rejeter le joug militaire qui a tout subordonné aux intérêts du front impérialiste, la soif de sortir de l'atmosphère viciée de la guerre et cela malgré toutes les répressions du gouvernement et tous les efforts des fonctionnaires syndicaux développés à partir de 1916.

L'auteur développe un réquisitoire bourré de faits dirigé contre la bureaucratie des syndicats ouvriers qui a vendu les intérêts généraux du prolétariat pour des miettes de la table des classes dominantes et pour des promesses d'amélioration de la condition des ouvriers qui ne devaient jamais être réalisées. En prenant en considération ses petites dimensions, le livre du camarade Müller est bien documenté, ses considérations et conclusions possèdent une grande puissance de suggestion. Les documents qu'il a habilement choisis parmi les matériaux inépuisables, accablants pour la bureaucratie syndicale, se passent de commentaire, ils marquent du sceau de l'infâmie l'activité

des dirigeants du mouvement syndical allemand qui ont trahi et qui trahissent les masses ouvrières pendant et après la guerre. En se rendant parfaitement compte de leur action, ils ont contribué à intoxiquer les masses ouvrières avec le poison du chauvinisme, ils ont mis la paix sociale à la place de la lutte de classe des exploités contre les exploiteurs en disant aux ouvriers que leur ennemi n'est pas le capitaliste national, mais l'ouvrier français, anglais ou russe et qu'au nom de la défense de la culture nationale (aussi bien spirituelle que matérielle) il était nécessaire de faire la guerre „jusqu'au bout".

„Lorsque le 4 août 1914 se sont réunies les fractions social-démocrates du Reichstag allemand, la résolution de la bureaucratie syndicale était déjà prête, écrit le cam. Müller. La paix de classes annoncée par les comités directeurs syndicaux exigeait des ouvriers la suspension immédiate de toute grève et défendait toute action capable de nuire à l'économie de l'Etat. De l'avis des comités directeurs des syndicats, tout devait être fait pour vaincre l'ennemi. Un des journaux syndicaux écrivait à cette date:

„Toutes les questions de la politique intérieure doivent passer à l'arrière plan lorsque l'ennemi est aux pertes de la patrie. A l'heure actuelle tout se ramène à faire montre d'unité et d'amour pour la patrie dans ces heures de formidables épreuves." (Pages 17—18).

Le camarade M ü l l e r cite également l'article du „Correspondant" l'organe du Syndicat des Imprimeurs qui affirmait le 20 août 1914 que l'envie suscitée par nos succès économiques est la principale cause de l'hostilité déclarée des plus grands pays envers nous. C'est pourquoi la classe ouvrière est au plus haut degré intéressée à la guerre et doit tendre tous ses efforts pour que l'Allemagne en sorte victorieuse. Après cette victoire, non seulement nous occuperons une position économique mondiale, mais nous pourrons aussi la défendre. Les exploits héroïques de notre magnifique armée de terre et de mer provoquent partout une formidable effervescence de masses, qui est la meilleure garantie de la victoire définitive" (page 19).

Ainsi, les dirigeants des syndicats et leurs organes faisaient concurrence dans l'appui prêté par eux à la politique belliqueuse de Guillaume aux agents à la solde de l'industrie de guerre. Le cam. Müller nous raconte comment Legien et B a u e r, placés à la tête de la Centrale Syndicale d'Allemagne, furent invités à la Conférence des hauts pouvoirs militaires, comment les honneurs militaires leur étaient rendus lors des visites au front où ils allaient pour consolider ses liens moraux avec l'arrière, comment ils ont participé à l'élaboration de toutes les lois qui en liant les ouvriers devaient consolider la possibilité de résistance militaire de l'Allemagne, comment en récompense de leur activité utile (ô combien) à l'Allemagne impérialiste, nombre de fonctionnaires syndicaux ont été réformés.

Aux pages 30—34 de son livre, le camarade Müller réproduit un échange très caractéristique de lettres entre le Général G r e n n e r t et les dirigeants des syndicats. A la demande du général de forcer jusqu'à la dernière limite la fabrication des instruments de tuerie et d'autres munitions de guerre, les syndicalistes répondirent: „Nous remercions Votre Excellence pour la lettre du maréchal von Hindenburg que vous avez bien voulu nous transmettre. Nous sommes pleinement d'accord avec la pensée essentielle qui y est exprimée. A l'heure actuelle il convient d'éviter une suspension des travaux. La défense du pays est au premier plan. . . . . Seul un homme sans coeur et sans conscience peut

conseiller de refuser à nos frères combattant au front la fourniture d'armes de défense nécessaires .... Des hommes irresponsables ont fait une tentative — qui heureusement resta sans succès — d'organiser au nom de buts politiques, une grève des ouvriers chargés de la fabrication d'armes et de munitions".

Le Comité Fédéral des Métallurgistes de Dresde, en réagissant sur l'appel des socialistes indépendants du 24 avril 1917 demandant de revendiquer le 1-er mai 1917 la journée de 8 heures, la paix et l'entente internationale, écrivait dans une lettre-circulaire que „nos membres, et avant tout nos mandataires et membres des commissions ouvrières, doivent faire tout ce qui est nécessaire pour retenir les ouvriers d'actions irréflechies. Il est nécessaire à tout prix de s'opposer à toute suspension des travaux".

Mais voici que la catastrophe éclate dans l'Empire allemand. Le front est brisé. Le pays harassé exigeait la paix. Où étaient pendant ce temps-là et que faisaient les bureaucrates syndicaux? „Sans ces Scheidemann, Legien et Bauer, nos Ludendorff n'auraient pas pu mener le peuple allemand à la tuerie pendant plus de 4 ans; ils n'autaient pas pu jeter le peuple allemand dans cet effrayant abîme de misère où il se trouve à l'heure actuelle. La catastrophe de la vieille Allemagne dévastée devait entrainer avec elle la chute des Scheidemann et des Legien. Mais les choses se passèrent autrement. Les chefs des syndicats ont su se rendre maîtres de la situation (page 40). Une nouvelle période s'ouvre, celle de la collaboration des bureaucrates syndicaux avec les classes dominantes sur le terrain du rétablissement du régime capitaliste chancelant. Les Scheidemann et les Legien sauvent le capitalisme de la révolution sociale qui vient avec toute l'application que jadis ils mettaient à aider le capital national dans la lutte contre le capital étranger. Dans la guerre civile, sans hésiter, ils établissent le front ouvrier patronal unique dirigé contre le front purement ouvrier et révolutionnaire.

La description du rôle des dirigeants syndicaux pendant et après la guerre s'entremêle dans le livre du camarade Müller à l'exposition de la formation et du développement de l'opposition révolutionnaire au sein des masses ouvrières. L'auteur raconte la grève des métallurgistes berlinois à la fin de 1916, grève à laquelle ont pris part 55.000 ouvriers et qui a provoqué des répressions terribles qui ont touché également le camarade Müller (page 26). Il nous raconte aussi la grande grève politique de la fin de janvier 1918 à laquelle ont pris part 500.000 ouvriers qui ont souffert par la suite de nombreuses persécutions.

Ces pages du livre de Müller ne sortent pas des limites des faits connus des masses ouvrières allemandes, mais elles sont incontestablement pleines d'un vif intérêt pour les lecteurs ouvriers des autres pays et peuvent servir de moyen extrêmement efficace pour la dénonciation, exemples tirés du mouvement syndical allemand à l'appui de la politique des dirigeants réformistes. Est-ce qu'Albert Thomas, John Thomas, Appelton ou Gompers n'ont pas surpassé les Legien, Bauer et Scheidemann dans le dévouement aux intérêts „nationaux" et le concours à la guerre „défensive et libératrice", chacun dans leur pays? De telle sorte, les tableaux de l'activité des bureaucrates syndicaux en Allemagne pendant et après la guerre, tracés par le camarade Müller contribuent à révéler et à rendre

langible aux masses ouvrières de tous les pays le caractère anti-prolétarien et anti-révolutionnaire de la politique syndicale réformiste.

Tous les chapitres du livre du camarade Müller n'ont pas une valeur égale. Ceux d'entre eux qui sont consacrés à l'introduction historique et se rapportent aux premiers stades du mouvement syndical allemand et à son développement jusqu'en 1914 sont plus faibles que le restant du livre et ne présentent pas d'intérêt. On peut l'expliquer par ce fait qu'à proprement parler ils ne sont pas liés au thème principal du livre.

La traduction de ce livre et sa publication dans toutes les langues doit être chaudement recommandée.

*J. L-n.*

## La presse syndicale rouge de l'Allemagne.

Des centaines de journaux répandent par le monde les idées révolutionnaires en contribuant à l'éclaircissement de la conscience de classe du prolétariat, en mettant en lumière les contradictions du régime d'exploitation capitaliste. La presse rouge unifie le mouvement ouvrier révolutionnaire en lui communiquant l'unité organique et tactique et prépare par là même l'avènement victorieux de la Révolution Sociale. Une part immense de ce travail est accomplie par les différents organes du mouvement syndical rouge se plaçant sur le terrain des principes de tactique établis par le Premier Congrès Constitutif de l'I. S. R. La ligne tactique mise au point par le Congrès, inspirée par les traits concrets de la situation économique mondiale, se trouve partout réalisée, mise en lumière et propagée. Tous les organes en question luttent sur deux fronts: d'un côté contre l'offensive générale du capital en unifiant les actions isolées des ouvriers, en apportant la vision claire des buts dans les révoltes spontanées, en liant les tâches proches du combat au but final de l'émancipation totale de toute exploitation, des travailleurs en accentuant les méthodes de l'activité syndicale, et d'un autre côté contre Amsterdam et ses centres nationaux pour autant que les réformistes au sein du mouvement syndical diminuent la force et l'envergure de l'action de la classe ouvrière et mettent à la place du front prolétarien unique le front ouvrier-patronal. De telle sorte, la communauté des buts dans la lutte, communauté découlant de l'envergure mondiale de la crise économique, et de l'offensive simultanée du capital caractérise toute la presse révolutionnaire rouge. Mais les différences dans les circonstances concrètes de la lutte dans tel ou tel pays, déterminent une certaine différence dans le choix des thèmes et dans le langage des différents organes. Les détails et les particularités de la lutte dans différents pays découlant de la différence de la situation économique et des moyens tactiques que la bourgeoisie emploie dans cette période d'offensive, et aussi du degré de l'énergie de cette offensive — se reflètent dans les différentes façons qu'ont les organes de la presse rouge d'aborder tel ou tel phénomène de l'actualité révolutionnaire.

A la tête des organes du mouvement syndical rouge de l'Allemagne se trouve le „Syndicaliste Communiste“ (Der Kommunistische Gewerkschaftler). Il paraît une fois par semaine à Berlin et a pour but la mise en lumière de l'activité des communistes dans les syndicats et les conseils d'entreprise. C'est le centre idéologique autour duquel se

groupe toute l'opposition au sein des vieilles organisations syndicales de l'Allemagne. Cette revue prête son attention principale à la création d'un front unique. Elle lutte contre l'activité de la bureaucratie syndicale qui brise l'unité de la classe ouvrière. D'une façon claire et attentive elle analyse le mouvement gréviste en soulignant tous les cas de sabotage ou de trahisons de la part des chefs. La revue cherche à parer l'offensive capitaliste contre la journée de 8 heures en expliquant aux larges masses ouvrières l'immense signification politique et économique de ce fait. Elle consacre une page spéciale aux événements dans les différents districts et régions industrielles. Tous les petits épisodes de la lutte de classe quotidienne du prolétariat s'y trouvent mis en lumière. Les congrès des syndicats les plus importants trouvent ici leur appréciation du point de vue des intérêts du mouvement syndical révolutionnaire. On consacre également beaucoup d'attention aux aperçus de la situation économique en Allemagne et dans le monde. La revue est très sensible à tout ce qui se passe en Russie et réserve une place suffisante à la question de l'aide aux populations affamées.

Il est nécessaire cependant de souligner qu'il n'existe presque pas dans la revue de partie consacrée à la législation sociale en Allemagne. Il faut le regretter d'autant plus que le gouvernement contre-révolutionnaire élabore ces temps derniers une série de projets de loi dont le but est l'annulation des dernières conquêtes révolutionnaires du prolétariat.

Un défaut encore plus important du „Syndicaliste Communiste" est le fait qu'il ne met pas suffisamment en relief le côté international du mouvement syndical révolutionnaire. Peut-être par suite du caractère spécial du travail des noyaux communistes dans les syndicats allemands, on ne consacre pas à l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge sur le plan international l'attention qu'on serait en droit d'attendre. De même, la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, comme telle, n'est pas menée sur les pâges de l'organe aussi énergiquement que cela serait nécessaire. Le „Syndicaliste Communiste" n'est pas tout à fait libéré de cette étroitesse nationale qui, en envisageant les événements révolutionnaires en dehors des perspectives internationales, affaiblit par là même l'envergure de la lutte et ses chances de succès. Ainsi faut-il constater à regret que les décisions du Congrès Constitutif de l'I. S. R., les tâches et les buts de cette dernière, ne sont pas propagées dans une mesure suffisante. Même un document aussi important que l'appel de l'Internationale Syndicale Rouge contre l'offensive du capital n'a pas été inséré dans le „Syndicaliste Communiste". Il est vrai qu'il faut tenir compte du fait que des événements importants se déroulent actuellement dans le mouvement ouvrier révolutionnaire allemand, (chaude lutte pour l'unité du front prolétarien et bataille opiniâtre contre la bureaucratie syndicale allemande) — tout cela demande énormément d'énergie de la part de la rédaction et beaucoup de place dans les colonnes de la revue. Cependant jamais encore, ne l'oublions pas, les intérêts de la classe ouvrière n'exigeaient avec une telle acuité la complète mise en lumière du mouvement international et une direction internationale commune.

„L'Union", l'organe central de l'Union des travailleurs intellectuels et manuels d'Allemagne, paraît une fois par semaine à Gelsenkirchen. Autrefois, l'Union ne prêtait presque aucune attention à la nécessité d'exposer et de défendre le programme et la tactique de l'Internationale Syndicaliste Rouge, et éduquait ses lecteurs dans l'esprit des idées

fédéralistes. Aujourd'hui, l'organe a radicalement changé d'aspect et est devenu un porte-paroles fidèle de l'I. S. R. Ce qui est une innovation dans la revue, c'est un supplément consacré aux différentes branches d'industrie comme par exemple „Le Mineur Libre", „Le Métallurgiste Libre", etc. Ces suppléments exposent surtout les péripéties de la lutte de classes au sein de la branche d'économie envisagée.

L'Union des Travailleurs Intellectuels et Manuels publie également dans la région industrielle de la Haute Silésie, en allemand et en polonais „Le Bulletin d'Information des Mineurs et Métallurgistes Libres". Le 1-er numéro du 20 novembre contient un appel au lecteur dans lequel se trouvent exposés l'histoire, les buts et les moyens de lutte des Unions. Etant donné leur très grand intérêt, nous reproduisons des extraits caractéristiques de cet appel:

„Dès sa fondation, l'Union cherche opiniâtrement à créer dans le Haute Silésie un front prolétarien unique, solide et élastique dans la lutte, en repoussant la collaboration avec les capitalistes et en dénonçant l'activité réactionnaire des bureaucrates syndicaux. Il a fallu vaincre toute une série de difficultés. Cependant, aujourd'hui, l'Union est plus solide que jamais. Elle a organisé dans son sein tous les éléments unionistes, s'est définitivement affiliée à l'Internationale Syndicale Rouge et mène la lutte révolutionnaire en union étroite avec le Parti Communiste".

„L'Union conserve sa forme organique éprouvée, créée sur la base des conseils d'entreprise, (de fabrique et d'usine), et cherche dans la lutte contre le système capitaliste à s'appuyer sur ces derniers en tant que groupements économiques primaires du prolétariat".

Cet appel caractérise nettement l'idéologie dont „souffrent" les unionistes. La revue reproduit une résolution de protestation émanant d'une assemblée ouvrière et dirigée contre le sabotage organisé des dirigeants syndicaux. Il y ajoute les commentaires suivants:

„On découvre ici nettement à quel point la tactique des syndicats dans la lutte pour l'amélioration des conditions du travail force les larges masses des ouvriers à perdre confiance dans les organisations syndicales, comment elle a supprimé en elles la volonté de sacrifice et la discipline de combat." Et plus loin:

„On voit nettement dans cette résolution le dégoût envers les organisations syndicales qui s'est déjà emparé des larges masses ouvrières".

La revue ajoute cependant que ce serait nne erreur d'en conclure que les syndicats sont devenus complètement superflus. Au contraire, ils sont aujourd'hui plus que nécessaires, mais les syndicats révolutionnaires seulement.

Par ces lignes, et d'une façon générale par toute la presse unioniste, on peut voir que la conception des unionistes est imprégnée d'un dualisme particulier. Ici on parle de la crise des syndicats, de la „fatigue des masses" et de leur dégont envers les syndicats, et plus loin, on ajoute cependant qu'il faut cependant participer au travail syndical. Une telle imprécision a peut-être ses raisons, mais la presse unioniste doit bien finir par tirer profit de l'expérience acquise au moyen de dures épreuves et exprimée dans les résolutions de l'Internationale Syndicale Rouge pour l'expliquer aux ouvriers dans des formules claires et précises.

Il est nécessaire de s'arrêter tout particulièrement sur le № 12 de

„L'Union" du 3 décembre, consacré spécialement à la Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge.

Dans l'article de tête, la rédaction de l'organe s'adresse aux ouvriers de tous les pays n'adhérant pas à son organisation avec un ardent appel de faire montre de leur ferme volonté d'action révolutionnaire.

„L'Internationale Syndicale d'Amsterdam — lit-on dans l'appel — à laquelle sont affiliées toutes les organisations syndicales libres allemandes apparaît de plus en plus comme l'ange gardien des capitalistes, comme le défenseur de leurs intérêts". Cependant, aujourd'hui le capital est en pleine orgie. Les revendications les plus modestes et les plus justifiées de la classe ouvrière sont insolemment foulées aux pieds. Toute manifestation d'activité est impitoyablement réprimée par la force armée. Stinnes est le roi de l'Allemagne.

L'appel se termine par l'ardente injonction suivante aux larges masses ouvrières:

„Que chaque ouvrier honnête et courageux qui cherche à améliorer son sort et le sort de sa famille, qui veut lutter pour le droit et la liberté, pousse tous les membres de son organisation à adhérer à l'Internationale de la Liberté — à l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou. Amsterdam signifie esclavage et oppression, Moscou — Lumière et Liberté. Camarades et frères, au travail!"

La revue publie la lettre du Bureau Exécutif de l'I. S. R., écrite à Moscou au lendemain de la nouvelle mandant l'affiliation définitive de l'Union à l'I. S. R. La rédaction accompagne cette lettre de la remarque suivante:

„En lisant la lettre publiée ci-dessous, nos camarades pourront remarquer que le Bureau Exécutif de l'I. S. R. est encore insuffisamment informé sur la collaboration fraternelle qui existe déjà entre nous et le Parti Communiste. Par cette circonstance il faut expliquer le fait que certains endroits de cette lettre nous paraissent assez étranges. Nombre d'exigences qui nous sont posées par cette lettre sont déjà satisfaites d'une façon ou d'une autre, grâce au développement de notre activité. Cependant nous ne voulons rien celer à nos camarades, et c'est pourquoi nous la publions en entier. La collaboration entre le Parti et l'Union dans tout le pays, y compris le pays Rhénan et la Westphalie, est tellement étroite que seul un aveugle pourrait la nier"....

„Nous reproduisons ici quelques passages de la lettre en question du Bureau Exécutif publiée en entier dans le № 12 de „l'Union":

„L'Internationale Syndicale Rouge ne pourra remplir ses tâches que lorsque ses membres seront unanimes non seulement à reconnaître les buts qu'il est nécessaire d'atteindre, mais aussi à adopter le programme d'action qui conduit à la réalisation de ces buts. Si une telle unanimité n'est pas atteinte, l'Internationale Syndicale Rouge ne sera rien autre chose qu'un „club de discussion" et non une organisation de combat"....

L'Internationale Syndicale Rouge est arrivée à cette conclusion, qu'il est nécessaire de conquérir les organisations syndicales, elle a construit toute sa tactique là dessus. Une situation complètement absurde se crée donc si des membres de l'I. S. R. déclarent: „'Cest faux, les syndicats ne peuvent pas être conquis". Nous exigeons tout à fait sérieusement de vous de ne permettre à personne de profiter de l'imprécision existant dans votre résolution pour faire la propagande d'un programme et des conceptions tactiques s'éloignant des principes mis à

la base de l'I. S. R. Les décisions de l'Internationale Syndicale Rouge doivent être exécutées loyalement et avec une sévère ponctualité".

*W. D.*

## Ola Vinberg. Fabricksockupationen i Italien 1920. Frams Förlag. Stockholm.

(Ola Vinberg. L'occupation des usines en Italie en 1920. Stockholm.)

La petite brochure d'Ola Vinberg (39 pages), concernant l'occupation des usines en Italie en 1920, éditée à Stockholm par l'Union de Propagande Syndicale, présente pour le lecteur moyen qui suit le mouvement syndical dans les autres pays un intérêts incontenstable. Ecrite dans une langue populaire, elle est d'une lecture très facile et donne un admirable tableau du développement révolutionnaire du prolétariat organisé ce après la guerre développement s'est le plus vivement exprimé dans les événements d'août-septembre 1920.

Le prolétariat italien, déjà pendant la guerre, était fortement pénétré d'un vif esprit de mécontentement et était disposé révolutionnairement; ses grands mouvements grévistes, toujours nettement teintés d'exigences politiques, en témoignent. En 1917, la Révolution Russe fut un choc puissant qui renforça encore plus la volonté de lutte du prolétariat italien. Les ouvriers de Turin ont toujours été la fleur de celui-ci; ce centre industriel énorme est en même temps le centre du mouvement révolutionnaire. Au moment de la déclaration de la guerre par l'Italie à l'Autriche, les ouvriers turinois tentèrent de proclamer „la guerre à la guerre", mais essuyèrent une défaite. En août 1917, ils essayèrent de venir au secours de la Révolution russe et d'allumer en Italie la flamme révolutionnaire, mais après cinq jours de combat avec les troupes gouvernementales, ils furent de nouveau défaits, perdant 500 morts et plus de 2000 blessés. Dès la création de la III-e Internationale, ils montrèrent de nouveau qu'ils étaient prêts à continuer la lutte. Il n'est pas possible de présenter ici toutes les étapes de la lutte des couches d'avant-garde du prolétariat italien. Ola Vinberg décrit les événements de 1919 et de 1920, montre au lecteur l'accroissement de la vague révolutionnaire et analyse la cause et les cironstances de la lutte qui eut lieu au cours des mois d'automne 1920.

Vers ce temps, la débâcle économique qui avait provoqué tout ce mouvement révolutionnaire s'exacerba particulièrement et les capitalistes décidèrent de profiter de la crise pour briser l'esprit de lutte du prolétariat. Le lock-out des chantiers navals à Ancône commença; les aciéries jetèrent leurs ouvriers sur le pavé; le chômage croissait, augmentant le paupérisme dans le sein du vaillant prolétariat italien. Dans l'Italie Septentrionale les ouvriers profitèrent de quelques mois de tranquillité pour se préparer à la lutte et formulèrent l'exigence d'une augmentation de salaire à laquelle les capitalistes, dirigés par le Stinnes de là-bas, Max Borghi, répondirent par le refus d'entamer des pourparlers quelconques. L'auteur donne des renseignements intéressants sur les préparatifs des métallurgistes pour occuper les usines; l'occupation devait être d'abord proclamée au cas où les entrepreneurs auraient fermé les entrées des fabriques. A la suite du sabotage organisé des ouvriers, les tarifs montent considérablement et les ouvriers marchent de victoire en victoire quand soudain la Direction du Parti Socialiste donne l'ordre d'organiser le 29 août dans tout le pays des manifestations

grandioses pour exiger la reconnaissance de la Russie des Soviets. Les entrepreneurs répondent au mouvement ouvrier par la fermeture des usines. Les ouvriers à leur tour occupent les fabriques conformément au mot d'ordre de la Fédération des Métallurgistes: „Occuper à tout prix les établissements et continuer la production".

L'auteur signale les questions qui se posèrent devant les ouvriers italiens après qu'ils se furent emparés de la production: organisation, règlement des salaires, finances, obtention des matières premières.

Les bons ayant valeur d'argent émis par les prolétaires sont partout acceptés, tellement sont grandes l'influence et la force de ce mouvement. Pourtant les ouvriers, mis par la marche des événements en face du problème de l'organisation de l'industrie, se heurtent à une série de difficultés devenant insurmontables à cause de la duplicité de la conduite de la Confédération Générale du Travail Italienne qui ne veut pas profiter des possibilités favorables pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. Au Congrès des Bureaux des Syndicats Italiens, une majorité de 591. 245 voix contre 499.569 et 93.623 abstentions fait triompher le point de vue de d'Aragona, le leader réformiste de la C. G. T.; des organisations aussi puissantes que celles des cheminots, des marins et des postiers ne prirent pas part au scrutin, ce qui rend discutable la majorité de d'Aragona. Celui-ci arriva à faire sanctionner les pourparlers avec les entrepreneurs par l'intermédaire du Gouvernement bourgeois et conclut avec les patrons un accord relatif au retour des usines à leurs propriétaires Le contrôle ouvrier sur l'industrie devait être la conquête fondamentale qui apparut par la suite comme une „fiction creuse". Comme on pouvait s'y attendre, après la conclusion de l'accord qui a marqué une victoire des capitalistes, commencèrent la terreur et les arrestations en masse des participants à ce mouvement; pour un temps, la réaction triompha en Italie. Pourtant, en appréciant dans l'ensemble tout le mouvement, le cam. Ola Vinberg arrive à la conclusion que l'esprit révolutionnaire du prolétariat italien n'est pas brisé. Maintenant, dit-il, comme jamais depuis 2000 ans, a retenti, menaçant, le cri de: „Spartacus est à nos portes".

*M. Ch.*

## Table des Matières contenues dans les premiers 10 №№ de „L'Internationale Syndicale Rouge".

№ 1. (30/VIII). Sommaire. 1. A nos lecteurs. 2. Le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge. 3. Les Comités Internationaux de Propagande. a) L'organisation des Comités Internationaux de Propagande. b) la Conférence des Marins tenue à Moscou. c) les métallurgistes russes et le Congrès de Lucerne. 4. Echos du Congrès Constitutif de l'I. S. R.: a) une lettre du cam. Souvarine. b) la résolution des C. S. R. de Boulogne-Bullancourt. c) dans la presse espagnole. d) les impressions d'un délégué norvégien. e) l'opinion de l'organe suisse „L'Avant-Garde". 5. Chronique du mouvement ouvrier international: a) le Congrès de Lille. b) le Congrès de la Fédération Américaine du Travail. c) Le Congrès des cheminots polonais. d) dans les docks et chantiers allemands. e) la grève des employés de banque de Tchéco-Slovaquie. f) les communistes et la C. G. T. d'Italie. 6. Vie sociale et politique. a) la faillite du B. I. T. b) la concurrence sur le marché

mondial et les salaires ouvriers en Allemagne. c) une nouvelle hausse des prix en Allemagne. 7. Partie officielle. a) La première session du Conseil Central de l'I. S. R. b) Appels, résolutions, circulaires, etc. 1. Au secours des affamés russes; 2. Aux ouvriers et soldats de tous les pays; 3. Circulaire concernant la „Semaine de l'Intern. Synd. Rouge"; 4. Appel au Congrès de Lille; 5. Résolution concernant la position des C. S. R.; 6. Aux syndicalistes révolutionnaires de tous les pays; 7. Résolution du Conseil Central concernant les Unions allemandes; 8. Le Bureau Exécutif de l'I. S. R. aux ouvriers des Unions allemandes; 9. A la C. G. T. d'Italie; 10. Appel au Congrès des Trade-Uuions d'Angleterre; 11. Résolution du Conseil Central de l'I. S. R. concernant le mouvement syndical espagnol; 12. Circulaire concernant les Comités Internationaux de Propagande; 13. Appel au Congrès d'unification des ouvriers de la République Argentine.

№ 2. (10/IX). Sommaire. 1. Le Congrès de Lille, par Rosmer; 2. Sur le Front de la Famine, par T. Mann; 3. La Famine Russe et l'Europe Occidentale, par A. Mayer; 4. Unions Internationales d'Industrie: a) Organisation des C. I. P. (suite). b) Le Congrès des Métallurgistes à Lucerne. c) Les Congrès Internationaux: employés, chapeliers. d) Radio au Congrès International du Textile. e) Les Congrès du Bâtiment et des Tailleurs de Pierre; 5. Echos du Congrès Constitutif de l'I. S. R.: a) La déclaration du Comité Central des Syndicalistes Révolutionnaires. Lettres ouvertes des camarades Nine, Andreytchine et Tom Mann à la „Vie Ouvrière". b) Extraits de la presse suédoise. c) Extrait de la presse espagnole. d) Le Congrès de Moscou discuté à Londres; 6. Mouvement Ouvrier Internationale: a) Chez les métallurgistes allemands. b) La vie syndicale russe: Chez les mineurs. La Conférence des Ouvriers des Transports. c) Le syndicalisme français après Moscou et Lille. Dans le camp réformiste. d) Le Parti Communiste d'Italie et les syndicats. e) Les métallurgistes français contre Merrheim. f) Le Mouvement gréviste en Europe Occidentale. 7. Partie Officielle: a) L'activité du Bureau Exécutif du 20 juillet au 20 août. b) Documents: 1. Appel de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R. aux ouvriers anglais. 2. Pour l'unité du front révolutionnaire. 3. Appel du Bureau Exécutif de l'I. S. R. aux marins révolutionnaires. 4. Lettre circulaire concernant l'almanach de poche de l'I. S. R.

№ 3. (23/IX). Sommaire. 1. Les Comités Internationaux de Propagande, par A. Losovsky. 2. Echo du Congrès de l'I. S. R.: a) Presse espagnole. b) Presse tchéco-slovaque. c) Presse anglaise. d) Presse allemande. e) Presse norvégienne. 3. Mouvement Ouvrier International: a) L'agonie du réformisme en Espagne, par Arlandis. b) Une loi sur les commissions d'entreprise en Tchéco-Slavaquie, par Hampel. c) Au Congrès des Cuirs et Peaux à Vienne. d) Le Congrès Unifié des Unions allemandes. e) La chronique de la vie syndicale russe: l'activité de la C. G. T. russe; la commission historique syndicale; la presse syndicale; le congrès national du bâtiment; les prochains congrès et conférences. f) L'extension de la lutte. g) Les ouvriers du textile français en lutte. h) Les Congrès internationaux: Bâtiment, Coiffeurs. i) Dans les Trade-Unions. 4. Organisation des Comités Internationaux de Propagande. (Fin.). Les Employés, les Mineurs, le Textile, l'Habillement. 5. Partie officielle: a) Appel aux ouvriers Allemands. b) Aux ouvriers français (Radio).

№ 4. (1/X). Sommaire. 1. L'Internationale Syndicale Rouge contre l'offensive du Capital. 2. Qui brise l'unité de la classe ouvrière?

A. Losovsky. 3. Echos du Congrès de l'I. S. R. (Revue de la presse). 4. Mouvement Ouvrier International: a) Le Congrès International des Cuirs et Peaux. b) Un meeting international des ouvriers du cuir à Vienne. c) Le congrès international du livre. d) Les Mineurs d'Alsace Lorraine pour l'I. S. R. e) Comment les trade-unions écossaises ont renié Moscou. f) La conférence des syndicats tchéco-slovaques. g) La „lutte" contre le chômage en Italie. h) La grève des mineurs en Hollande. i) Dans le Bâtiment espagnol. j) Le mouvement syndical en Egypte. k) Sur le front de lutte prolétarienne. 5. La chronique de la vie syndicale russe: a) le Congrès panrusse des P. T. T. b) Le Congrès panrusse du textile. c) L'Institut Central du Travail. d) Le club de science et de technique. 6. Partie officielle: a) Message aux ouvriers japonais. b) Appel de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R. contre l'intervention militaire qui se prépare. c) Appel aux ouvriers syndiqués de la Pologne. d) Appel aux ouvriers et employés tchéco-slovaques.

№ 5. (10/X). Sommaire. 1. L'emprunt international ouvrier au prolétariat russe. A. Losovsky. 2. L'Internationale Syndicale Rouge et les syndicats espagnols. Arlandis. 3. Le bilan du Congrès des Métallurgistes allemands. Walter. 4. L'I. S. R. dans la presse. 5. Mouvement Ouvrier International: a) Allemagne. Le congrès des métallurgistes à Iéna. La liquidation de la scission chez les métallurgistes à Halle. L'I. S. R. et les Unions. Les Unions prennent la défense de l'I. S. R. b) France. Sur le seuil de la scission. c) Espagne. Le congrès du livre espagnol. d) Italie. Le mouvement gréviste. Le Parti Communiste Italien et les syndicats. e) Tchéco-Slovaquie. A la veille d'événements décisifs. f) Hongrie. L'aggravation de la condition des ouvriers. g) Les syndicats et la famine en Russie. h) La conférence des comités de propagande. 6. Vie Syndicale Russe: a) La conférence panrusse des sections culturelles des syndicats. b) Le congrès panrusse de l'alimentation et du Tabac. 7. Partie officielle: a) Appel aux ouvriers et paysans roumains. b) Appel concernant la conférence du Bureau International du Travail à Genève. c) Message aux syndicats norvégiens. d) Les affamés russes aux affamés français. e) Un télégramme des métallurgistes géorgiens. f) L'activité de l'I. S. R. g) La liste des Comités Internationaux de Propagande.

№ 6. (20/X). Sommaire. 1. Ils n'ont rien oublié, rien appris (A propos du Congrès de Cardiff), M. Borodine. 2. L'Internationale Syndicale Rouge dans la presse. 3. Mouvement Ouvrier International: a) Angleterre: Le Congrès de Cardiff. Les travailleurs municipaux et Moscou. La lutte de classes en Irlande. b) Allemagne: La décomposition de l'Union Générale Ouvrière. La résolution de la fraction communiste du Congrès des Métallurgistes. Chez les travaillers de l'alimentation. c) France: La grève dans le Nord (Tommasi). Le Comité Confédéral National. d) Italie: Le mouvement gréviste. Un appel du Parti Communiste. Le Congrès Extraordinaire des métallurgistes. La grève générale à Trieste. Chez les ouvriers du textile. Echos de l'appel du Comité Syndical du Parti Communiste. Dans le Bâtiment florentin. e) Tchéco-Slovaquie: La Conférence des Syndicats moraves à Brünn. f) Mexique: Un exemple de solidarité prolétarienne. Le chômage dans la région pétrolifère. g) La Fédération Internationale des employés. h) Les bureaucrates syndicaux et les masses ouvrières. 4. Partie officielle: a) L'activité du Bureau Exécutif (29/VIII—10/X). b) La correspondance de l'I. S. R. (Lettres échangées par Henri Barbusse et A. Losovsky. c) Instructions pour l'organisation de la „Semaine de l'Internationale Syndicale Rouge". d) Convocation pour la 2-ème session du Comité Central de l'I. S. R.

№ 7. (29/X). 1. Quatre années. A. Losovsky. 2. L'ère nouvelle. N. Ramirez. 3. La semaine du controle ouvrier en Belgique. S.-Galpérine. 4. Mouvement Ouvrier International: a) Allemagne: Les ouvriers mettent la main sur les fabriques de l'industrie chimique. Pour un front unique. b) France: Les grèves. La vie syndicale. c) Angleterre: les ouvriers du Lancashire et l'I. S. R. d) Tchéco-Slovaquie: la fermentation parmi les ouvriers. L'impuissance des réformistes. L'accroissement de l'influence communiste. Autriche: Un nouveau combattant dans les rangs des syndicalistes rouges („Der Wiener Rote Gewerkschaftler"). f) Finlande: Le mouvement ouvrier et sa presse. La Triple alliance finlandaise. Le Congrès unitaire des employés de commerce et gens de maison. g) Lettonie: La crise économique et sociale. Les grévistes persécutés en Lettoniex „démocratique". h) Danemark: Le chômage s'aggrave. i) Hollande: La fin de la grève des mineurs. j) Amérique: le 37-ème congrès confédéral au Canada. Les leaders jaunes des syndicats canadiens. k) Mexique: le mouvement professionnel et politique d'après le rapport présenté au Comité Exécutif de l'I. S. R. par les délégués mexicains. l) Afrique du Sud: la lutte de classes sur le Continent Noir. m) Le Congrès de l'Internatinnale des victimes de la guerre. n) Comités internationaux de propagande: La conférence ordinaire des secrétaires. 5. Vie Syndicale Russe: a) Chez les travailleurs de l'enseignement et de l'art. b) la séance plénière du Conseil Central de la C. G. T. et la grève des cheminots américains. 6. Partie officielle: a) Sauvons Sacco et Vanzetti! (Appel de l'I. S. R.). b) Appel contre la terreur blanche en Espagne et Yougo-Slavie. c) Aux cheminots américains. (Radio du Bureau Exécutif). d) L'I. S. R. aux grévistes berlinois. e) Les syndicats d'Abkhasie envoient leurs salutations à l'I. S. R.

№ 8. (15/IX). 1. Les tâches essentielles du mouvement professionnel international. A. Losovsky. Les syndicats italiens dans l'expectative. J. N. L'offensive du capital. D. Reinstein. L'affaire Sacco et Vanzetti. G. Smoliansky. Les „jeux d'enfants" des syndicalistes allemands. Mouvement International Ouvrier: Allemagne. Le Congrès des Syndicalistes à Düsseldorf. F. Haeckert. Le Conseil d'opposition ouvrière dans les syndicats. A. H. Une conférence des marins. Grande-Bretagne. M. Pherson. La Conférence des partisans de l'I. S. R. à Londres. France. S. G. La tactique de la minorité au sein des C. S. R. Espagne. Le Conseil National de la Confédération Nationale du Travail pour l'I. S. R. Hongrie. Le mouvement ouvrier. Belgique. S. Garine. Le mouvement ouvrier en Belgique. Tchéco-Slovaquie. A. Hampel. La Conférence des Syndicats slovaques et ruthénes. La Conférence des femmes communistes. Le congrès du Bâtiment. A. H. Les social-traîtres au travail. Yougo-Slavie. Pavlovitch. Les syndicats ouvriers. Scandinavie. Les syndicats des chômeurs. Luxembourg. Vers le front prolétarien unique. Suisse. Démonstrations ouvrières. Le péril bolchéviste et Conrad Ilg. Proche-Orient. Eydous. Le mouvement ouvrier en Turquie. Economie Mondiale. E. Lange. L'extraction mondiale de la houille et le mouvement international des mineurs. Au Congrès des victimes de la guerre. La famine en Russie et le prolétariat occidental. La jeunesse ouvrière et le mouvement syndical R. Schüller. La situation économique de la jeunesse ouvrière. Chronique de la vie syndicale russe. L'assemblée plénière du Conseil Central de la C. G. T. russe. Partie officielle. Révolution concernant l'Italie. Message aux ouvriers mexicains. Radio

aux ouvriers américains à propos de la Conférence de Washington. Appel aux ouvriers hindous.

№ 9. (1/X). „La semaine de l'Internationale Syndicale Rouge." A. Losovsky. Les moments essentiels du développement de l'I. S. R. M.-Rn. Une farce internationale. (La Conférence du B. I. T. à Genève). A. Losovsky. Amsterdam, Genève, Washington. I. N. La question du chômage. Brandler. Lutte ou duperie? L.-A. Travers la presse ouvrière: le prolétariat et la Conférence de Washington. A travers le Mouvement International Ouvrier: a) Grande-Bretagne. L'activité du Bureau Britannique de l'I. S. R. La lutte pour le salaire intégral des chômeurs. La Conférence des secrétaires confédéraux. b) Italie. A. Rosmer. L'Union Syndicale Italienne et l'I. S. R. Le Conseil National de la C. G. T. La conférence des secrétaires confédéraux. c) Allemagne. Un premier coup porté à la bureaucratie syndicale. Les dirigeants réformistes détruisent les syndicats d'industrie. d) France. Leçons d'une grande bataille. (Le bilan des grèves du Nord). La lutte contre l'impôt sur les salaires. e) Tchéco-Slovaquie. La Conférence des mineurs. f) Suisse. La lutte contre la suppression de la journée de 8 heures. Les communistes au sein de la fédération du livre. g) Pays-Bas. Gertrude Wanter. Aperçu du mouvement ouvrier. h) Suède. Le conflit des ouvrires agricoles. i) Norvège. La conférence nationale des unions intersyndicales locales. k) Danemark. Crise industrielle et chômage. La journée de 8 heures menacée. l) Finlande. La lutte contre le chômage. La bourgeoisie menace. m) Lettonie. L'activé du Bureau Central Syndical de Riga. n) Bulgarie. Revue du mouvement syndical. o) Grèce. Michaelis. Le mouvement professionnel en Grèce. p) Boukhara. Les premières étapes du mouvement syndical. A travers la vie économique. Statistique du chômage des plus importantspays industriels. Rapports présentés au Bureau Exécutif de l'I.S.R. Charles Kilbom. Compte-rendu de l'Union Syndicale de Propagande. Olé Lian. La question d'organisation dans le mouvement syndical norvégien. Partie officielle. L'activité du Bureau Exécutif pour l'exercice octobre—novembre. Documents. Message aux organisations ouvrières de Norvège. Lettre circulaire concernant la „Semaine de l'I. S. R.". Appel aux ouvriers allemands. Aux ouvriers français. Radio aux ouvriers américains à propos de la Conférence de Washington. Bibliographie. M. Ch. Editions de l'Union suédoise de Propagande Syndicale: Ce que veut l'Union Suédoise de Propagande Syndicale? (Quelques mots sur les buts et les principes de l'Union) Emil Anderson. Stockholm 1921. Amsterdam ou Moscou? A. Losovsky. Traduit de l'allemand par Saul Thunell. Stockholm 1921. Syndicats de métier ou organisations de classe. Comment doivent être construites les organisations syndicales économiques? Karl Kilbom. Stockholm 1921. — Ce que veut l'Internationale Syndicale Rouge. Résolutions, décisions, manifestes du Congrès Constitutif tenu à Moscou les 4—19 juillet 1921. Préface de A. Losovsky. Traduit de l'allemand par Paul Thunnel. Stockholm 1921. — Mac Pherson. The „Reeds" in Congress, I. T. Murphy. London 1921. — S. Le Congrès de l'I. S. R. à Moscou. Edition du Secrétariat National. Amsterdam 1921. — Contre la réaction et la baisse des salaires. — Edition de la Fédération Hollandaise des Transports. Rotterdam 1921. — Contre l'outrecuidance et la duperie. E. Bouwman et Sneevliet. Rotterdam 1921. — H. E. Felicien Challaye. Le mouvement ouvrier au Japon. Paris 1921. — I. L. Le programme d'action de l'I. S. R. A. Losovsky. Moscou 1921. — Editions de l'I. S. R.

№ 10. (15/XII). A. Losovsky. A la veille de la scission du mouvement syndical en France. J.-H. Droz. Les syndicalistes et communistes en France. M. R. L'offensive de Stinnes. J. L. L'I. S. R. et la presse! („Les Ouvriers Industriels du Monde" et l'I. S. R. Les Italiens se situent. A Travers le Mouvement International Ouvrier: a) France. S. G. Le Congrès des Cheminots. L'appel de la Commission d'Iniative pour la convocation du Congrès Extraordinaire de la C. G. T. Le Congrès des Syndicats de la Seine. b) Allemagne. La Conférence de l'Union Générale Ouvrière d'Allemagne. Le 1-er Congrès National des conseils d'entreprise miniers. c) Grande-Bretagne. La Conférence des conseils locaux des trade-unions sur les questions de chômage. d) Italie. Vecchi et la position de l'Union Syndicale. La „Semaine de l'I. S. R.". Le congrès national de la fédération des cuirs et peaux. Le congrès du parti communiste et le mouvement syndical. e) Danemark. La baisse des salaires. Les employés de l'Etat à la veille de la lutte. 33.740 chômeurs. f) Suède. Une nouvelle offensive contre les salaires. g) Norvège. Les syndicats en lutte contre le chômage. h) Finlande. Les ouvriers métallurgistes menacés du lock-out. La fiction de la journée de huit heures. Le Congrès des peintres en bâtiment. i) Lettonie. La crise économique et le chômage. Une adhésion au centre révolutionnaire. j) Lithuanie. Le mouvement ouvrier persécuté par la police. k) Espagne. Dans la Confédération Nationale du Travail. l) Portugal. Le capital passe à l'offensive. m) Bulgarie. Le XIII-ème Congrès de la Confédération Générale des Syndicats bulgares. n) Géorgie. La statistique des syndicats. o) Etats-Unis d'Amérique. George Andréytchin. La Fédération de Detroit adhère à l'I. S. R. Les mineurs à la veille d'une lutte. p) Mexique. Le Congrès de la Confédération des Travailleurs. r) Australie. La nouvelle orientation des syndicats australiens. s) Indes néerlandaises. Nor-Ions. Les promiers pas du mouvement syndical. t) Proche-Orient. H. E. Le mouvement ouvrier dans les anciennes provinces turques (Syrie, Mésopotamie, Egypte et Palestine). u) Corée. La situation de la classe ouvrière. La chronique de la vie syndicale russe. „La Semaine de l'I.S.R." en Russie. Nystor. Toula prolétarienne. Partie Officielle. Appel aux ouvriers d'Allemagne. Aux ouvriers de tous les pays. Notes bibliographiques. M. Ch. La presse syndicale anglaise. — M. Ch. Editions de l'Union suédoise de propagande syndicale. — A. Jakovlef. L'anarchisme russe au cours de la Grande Révolution Russe. I. N.

# SOMMAIRE.

*A. Losovsky.* — Le front unique du prolétariat en lutte contre l'offensive du capital . . . . . 613
*G. Brandler.* — Le Congrès National des Conseils d'entreprise des métallurgistes allemands . . . . . 621
*S. Forgeron.* — Nos effectifs . . . . . 627
*Richard Schüller.* — Questions vitales . . . . . 644

## A Travers le Mouvement International Ouvrier.

**Allemagne.** — La lutte pour la convocation du Congrès des conseils d'entreprise . . . . . 649—654
**France.** — Les mineurs en lutte . . . . . 654—657
**Grande Bretagne.** — Une conférence des chômeurs. — La fusion des trade-unions. — „La semaine de la propogande rouge" . . . . . 657—662
**Italie.** — Le Congrès des femmes communistes et l'action syndicale. — Chez les cheminots turinois. — Contre les dirigeants réformistes de la Fédération Italienne du Métal. — La victoire des ouvriers sur bois à Florence 662—664
**Tchéco-Slovaquie.** — D'Amsterdam à Moscou. — Le mouvement gréviste des mineurs . . . . . 664—666
**Suisse.** — L'aggravation générale des conditions du travail. — A la veille du Congrès Extraordinaire des Syndicats. — Une levée de boycott . . . . 666—670
**Espagne.** — Dans la Confédération Régionale du Travail de Catalogne. — La „Semaine de l'I. S. R." en Espagne . . . . . 671
**Lithuanie.** — Un lock-out chez les typographes . . . . . 671—672
**Pays-Bas.** — Les questions du mouvement syndical au Congrès du Parti Communiste. — L'offensive du capital et le mouvement gréviste. — L'accroissement du chômage et la contre-action ouvrière . . . . . 672—674
**Etats-Unis d'Amérique.** — Vers le front prolétarien unique. — Gompers, sauveur du capitalisme . . . . . 675—677
**Caucase.** — Le mouvement syndical en Azerbeidjan, République des Montagnards, Daghestan, Géorgie, Arménie, Abkhasie . . . . . 678—683
**Chine.** — Le mouvement ouvrier . . . . . 684—690

## La chronique de la vie syndicale russe.

*S. Guirinis.* — L'activité culturelle des syndicats russes . . . . . 691

## Partie officielle.

L'ordre du jour du Conseil Central. — Lettre circulaire concernant la jeunesse ouvrière. — Message aux syndicats suèdois. — Message aux syndicats tchéco-slovaques. — Radio de l'I. S. R. à l'Internationale d'Amsterdam. — Message aux syndicats suisses. — Radio de la C. G. T. russe à la Centrale Syndicale Tchéco-slovaque. — **La correspondance de l'I. S. R.** — Une lettre de la C. N. T. d'Espagne à l'I. S. R. et la réponse de celle-ci . . . . . 698—712

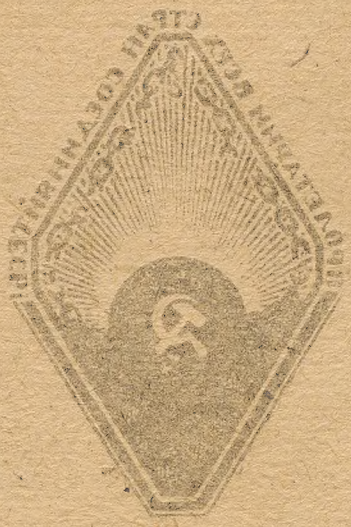
## Notes bibliographiques.

*G. Smoliansky.* Sigfrid Nestripke. — Le mouvement syndical en Allemagne. — *J. L.* Richard Müller. Les syndicats ouvriers d'Allemagne avant et après à révolution. — *W. D.* La presse syndicale rouge en Allemagne. — *M. Ch.* Ola Vinberg. L'occupation des usines en Italie 1920. Stockholm . . . . . 713—725

Table des matières des №№ 1—10 de la revue „L. I. S. R." . . . . . 725

EDITION DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

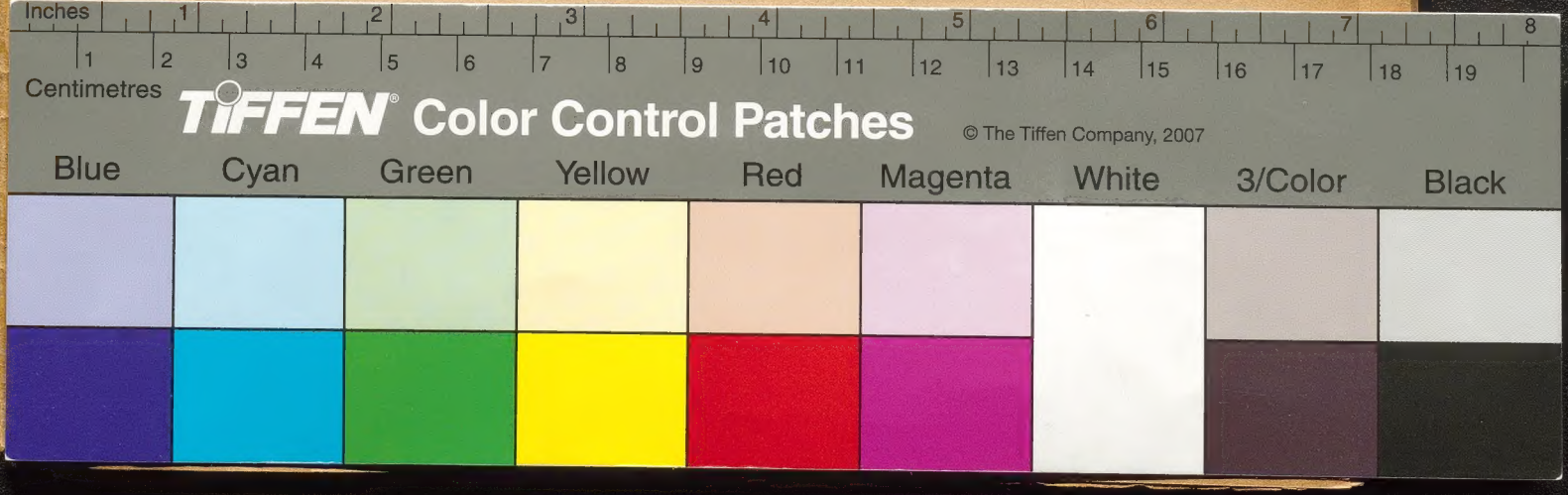
Р. В. Ц. Вх. 7077. Imprimerie de la IIIème Internationale. 1800 экз



ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Paraît tous les 15 jours.

№ 10 15 Décembre 1921